Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1923unse_2

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XVI. — 1er JUILLET 1923.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME SEIZIÈME

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1923

THE GETTY CENTER

LOUIS XIV

« Non seulement il s'est fait de grandes choses sous son règne, mais c'est lui qui les faisait. »

(VOLTAIRE, *Lettre à Milord Harvey.*)

« Grâce à la prospérité de ses armes et à la réussite de ses affaires, il a conduit la monarchie à un degré de puissance si formidable que la postérité et les historiens de l'avenir ne pourront en croire le témoignage même des contemporains... »

(*Relation des Ambassadeurs de Venise.*)

PROLOGUE

Je me souviendrai toute ma vie de l'extraordinaire émotion que j'éprouvai au mois d'octobre de l'année 1900, lorsque, pour la première fois, je vis, à Montpellier, la statue de Louis XIV, sur la terrasse du Peyrou.

A l'extrémité de l'ancienne rue Royale, à travers le cintre d'un arc de triomphe, une silhouette équestre, qui, avec un grand geste dominateur, semblait s'emparer de tout l'espace. En sa marche aérienne, le cavalier de bronze s'enlevait d'un tel élan d'apothéose que tout s'abaissait autour de lui. Les jambes nues, collées au ventre du cheval, la casaque militaire serrée aux flancs, avec ses lanières lamées de cuivre et ourlées de frisures en basane, les pectoraux énormes en saillie sous la cuirasse de parade, toute bosselée de reliefs comme celle de l'Auguste du Vatican, la crinière apollinienne rejetée en arrière et ceinte du bandeau de lauriers, il brandissait, par-dessus les plaines, le bâton de commandement... Pas d'inscription, pas même un nom sur le socle, comme si la ville moderne était honteuse d'une telle gloire.

Mais, en face du monument, au fronton de l'arc de triomphe, une inscription dédicatoire étalait ses grandes capitales :

LVDOVICO. MAGNO. LXXII. ANNOS. REGNANTE
DISSOCIATIS. REPRESSIS. CONCILIATIS. GENTIBVS
QVATVOR. DECENNALI. BELLO. CONIVRATIS
PAX. TERRA. MARIQUE. PARTA.

De quel son elle retentit alors à mes oreilles, cette phrase latine presque intraduisible dans l'excès de sa concision : « Louis le Grand, étant roi depuis LXXII ans, après avoir séparé, vaincu ou gagné les peuples conjurés en une guerre de quarante années, — la paix règne enfin sur terre et sur mer, *pax terra marique parta !...* » Sans doute, la beauté du cadre était pour beaucoup dans mon émoi, — la vue de la mer et des Cévennes, le miroitement vespéral des lagunes, et, tout au bout du terre-plein, la rotonde d'un château d'eau, élégant comme un petit temple antique. Ce qu'il y a de sûr, c'est que mon exaltation fut extrême. Qu'on se figure le rebondissement de mon imagination et de ma pensée, à cette époque-là et à ce moment précis, où, au sortir de la platitude naturaliste et devant toutes les suites de la défaite, je m'exagérais l'abaissement de mon pays ! Telle devait être l'admiration presque religieuse d'un provincial d'Afrique, au temps des Empereurs, lorsqu'il errait sur le Forum romain et qu'arrêté devant l'arc de Titus ou de Septime Sévère, il y déchiffrait les inscriptions commémoratives des victoires latines. Mais l'Africain de ce temps-là était un étranger à Rome, tandis que moi je rentrais dans mon pays natal, un pays qu'on n'avait pas su me faire assez connaître et admirer, et que pourtant j'aimais de toute mon âme. Et voilà que ce pauvre pays humilié, je lui découvrais tout à coup la figure que je souhaitais si ardemment pour lui. Ce cavalier de bronze était pour moi l'image impériale de la France, une France parente du pays d'où je venais, l'Afrique des grandes ruines romaines, celle des basiliques et des arcs de triomphe.

Car c'est une analogie qui me frappa tout de suite : de même que la Rome antique, la France de Louis XIV a su parler un langage intelligible pour le monde entier. En cela elle fut vraiment impériale ou hégémonique. Les plus énormes cathédrales restent municipales ou provinciales. Le plus modeste édifice conçu et décoré par un artiste louisquatorzien a quelque chose

d'œcuménique et d'universel : il a la prétention d'élever le genre humain.

Mais ce n'est pas seulement un aspect glorieux de la France que me manifesta la terrasse du Peyrou : elle me révéla le sens même de mon propre effort. Ce cavalier monté à cru sur son étalon, cette silhouette héroïque, à la fois antique et moderne, — en vérité, c'était le fantôme que j'avais poursuivi à travers les sables du Sud africain, l'image du Conquérant pacifique, celui qui engendre la paix sur la terre et sur la mer... *pax terra marique parta*, le héros qui fait de l'ordre, de l'intelligence et de la beauté autour de lui, — tout cela avec un air de grandeur et de noblesse et pourtant sans violence ni emphase, — avec un sens exquis de la mesure.

J'étais encore trop gâté de romantisme pour avoir une conscience absolument nette et définitive de cette leçon. Mais j'étais sur la voie de la guérison, je m'acheminais vers une conception plus juste de notre France ancestrale, la vraie, celle de toujours à travers les changements de régime, la France raisonnable, sage et forte. En tout cas, j'avais l'imagination si hantée par cette vision triomphale du Peyrou que j'intitulai le premier chapitre du livre que j'écrivais alors : « *Ludovico magno imperante*... Sous Louis le Grand, empereur. »

*
* *

Ainsi Montpellier me prépara à comprendre Versailles.

Pour me faire sentir la grandeur de cet art classique, il m'avait fallu la familiarité de l'Afrique latine, toucher de mes mains les débris des chapiteaux et des bas-reliefs sculptés par les artistes de Rome, tout le décor antique. Et, pour juger combien ce château de Versailles est incomparable, il m'avait fallu courir bien loin. Il est certain qu'il n'y a rien de pareil nulle part, que c'est une chose réellement unique. Néanmoins, ce splendide ensemble de jardins, de pièces d'eau et d'architectures, restait pour moi une sorte de nécropole, où tout est mort, étiqueté, catalogué et mis sous verre à tout jamais. Versailles, c'était le passé, un monde fini, dont il n'y a plus rien à tirer que des émotions esthétiques et qui ne peut susciter que de vaines nostalgies. Mon vieux romantisme ne voulait pas mourir.

Cependant la silhouette du Cavalier de bronze, de l'homme de gloire admiré sur les terrasses de Montpellier, — l'Apollon

lauré, lancé au trot de son étalon, le bâton de commandement à la main, me poursuivait toujours comme une figure amie et attirante, un symbole dont je n'avais pas encore pénétré tout le sens et qui excitait ma curiosité.

Et puis, à mesure que mon expérience et ma connaissance de la vie française s'augmentaient, je m'ébahissais de constater combien ce grand mort est toujours vivant dans la France d'aujourd'hui et jusqu'au plus intime de nous-mêmes. Je ne pouvais pas visiter une de nos villes de province sans y retrouver son empreinte marquée en traits presque ineffaçables.

Il a refait la France à son image. Avec ses ingénieurs et ses architectes, il a ordonné nos places, planté nos promenades et nos esplanades, élevé, dans le moindre chef-lieu, l'Hôtel de Ville et la Comédie, amené l'eau dans nos rues, dressé partout des fontaines monumentales, tracé des routes, construit des citadelles, creusé des ports de mer. Les œuvres de ses sculpteurs, de ses peintres et de ses décorateurs peuplent nos musées. Il a fait beaucoup plus : il a façonné nos âmes, notre sensibilité, notre intelligence. Nos âmes sont restées héroïques et douces, comme celles de son temps, comme la sienne. Notre sensibilité est restée sociable comme alors. Nous avons besoin de sentir, de nous attendrir et de nous exalter en commun, et nous avons le même besoin de pensée claire, méthodique et ordonnée que ses grands prosateurs. Notre conception démocratique de la vie vient de lui : une carrière ouverte à tous les talents, une hiérarchie où le mérite personnel doit primer la naissance. Les relations mondaines sont pour nous ce qu'elles étaient pour lui et ses courtisans. La France, au meilleur sens du mot, est toujours le salon qu'il a voulu qu'elle fût, et dont il installa le modèle dans son Versailles. Et ainsi, à constater toutes ces survivances et cette empreinte profonde laissée dans les mœurs et l'âme même de mon pays, j'en arrivai à considérer Louis XIV comme le type représentatif du Français, comme le délégué de la France devant le Conseil des siècles et des nations. La Grèce a Homère, Rome a Virgile, l'Angleterre a Shakspeare, l'Italie a Dante, l'Allemagne a Gœthe, — tous des poètes et des intellectuels. La France a Louis XIV, un homme d'action, qui résume en lui tous les poètes et tous les intellectuels de son pays, en ce sens qu'il a fait passer dans la vie et dans l'art leur pensée et leur poésie. Dante épuise-t-il toute l'idée de l'Italien?

Je n'en sais rien. Mais je sais que Louis XIV seul épuise toute l'idée du Français. Il est le grand Français devant l'histoire. Il est même quelque chose de plus. Il est le type le plus complet que l'on connaisse du Latin moderne, comme saint Augustin est le type le plus accompli du Latin d'Afrique. Le même attrait qui m'avait conduit vers celui-ci commençait à me tourner vers celui-là.

Et puis la Grande Guerre est venue, et ce fut pour moi la révélation intégrale du héros que je pressentais depuis si longtemps. Elle m'apprit à connaître Louis XIV tout entier. Je conçus enfin quel grand chef national a été cet homme, *dont la vie s'est passée à faire la guerre.* Il fut le grand ouvrier de la France moderne. Il lui a donné ses frontières, il l'a dotée d'une ligne de défense trop oubliée en 1914, de même que nous avons trop oublié les leçons de sa stratégie et de sa politique.

Si nous avions davantage étudié l'histoire de ses guerres, nous nous serions rappelé que la vallée de l'Oise fut, de tout temps, le chemin des invasions germaniques. Nous n'aurions pas méconnu l'importance de Maubeuge et de Lille, celle des places flamandes et des places de la Somme. Et si nous n'avions pas tant dédaigné ou ignoré sa politique étrangère, nous n'aurions pas éprouvé tant de surprises et de déceptions, en voyant que nos voisins ne se conduisaient point selon les désirs de notre cœur ou les rêves de notre idéologie. En ce qui concerne l'Espagne, notamment, nous eussions été dûment avertis. Mais surtout nous aurions pu trouver quelque réconfort à méditer sur la destinée de ce roi de France qui, pendant quarante ans, sut résister aux nations de l'Europe conjurée contre lui, *quatuordecennali bello conjuratis,* — et qui arborait fièrement cette devise : « seul contre tous, » — qui, sauf pendant les dernières années de sa vie, alors qu'il était malade, diminué de toutes manières, accablé par les revers et les deuils domestiques, montra une fermeté à l'épreuve des pires circonstances, une résolution intrépide et admirable de tenir jusqu'au bout et de l'emporter finalement ; qui, en pleine guerre de la Ligue d'Augsbourg, trouvait encore des fonds disponibles pour faire dorer le dôme des Invalides, qui, la mort dans l'âme, au moment de Ramillies et de Malplaquet, continuait à donner des bals, des concerts et des fêtes, afin d'affirmer, à la face de

l'ennemi, son mépris de la défaite, la liberté de sa pensée et sa certitude de vaincre. N'est-il plus de Français capables de sentir tout ce qu'il y eut d'héroïsme dans une telle attitude ?

En ce grand chef, l'administrateur surpassait encore l'homme de guerre. Il réussit à soutenir ce long effort guerrier contre toute l'Europe sans trop épuiser ses peuples, sans acculer la France à la faillite et sans ruiner son crédit : il rendit possibles les quatre-vingts années de prospérité matérielle sans exemple qui suivirent son règne. Et, dès le début, il sut concevoir un programme de réalisations, écrasant pour tout autre, mais qu'il exécuta en partie, dans la mesure où il ne se heurtait pas à l'impossible. Il créa des finances, une armée, une marine, des colonies, un commerce et une industrie nationale. Il organisa la défense, en même temps que l'attaque. Ce fut une mise en valeur intensive de toutes les ressources de la nation. Il donna enfin un prestige européen et mondial à l'intelligence française, par l'honneur où il la tint, par la création de ses académies, de ses centres d'arts et de métiers. Si jamais l'idéal entrevu par la Renaissance, ce qu'on a appelé « le héros complet, » le type humain dans toute la variété de ses dons et de ses aptitudes, fut incarné en quelque personnage historique, il faut bien avouer que c'est en Louis XIV. On a dit qu'il avait été le premier des Napoléons. Napoléon est sans doute plus génial, mais il est moins complet, moins nuancé, moins équilibré surtout et moins positif. Louis XIV, c'est, avec le réalisme latin, la mesure et le bon sens français.

Et quel héros de roman vaut cet administrateur et ce guerrier ? Cet homme si occupé a trouvé le temps d'être un amoureux, — quelquefois un Don Juan, — un amateur de belles choses, passionné pour les bâtiments, les jardins, les beaux meubles, les belles peintures, les belles sculptures, fou de musique, vivant littéralement au son des violons, épris de beau langage et s'y connaissant, vrai « roi de la langue, » comme disait de lui l'abbé de Choisy, — ambitieux enfin pour la France, comme pour lui-même, de la plus grande gloire possible.

Quand on est un romancier, un chercheur d'âmes magnifiques et souveraines, riches et profondes, comment résister à la fascination d'un tel héros ? Depuis Montpellier, cette grande figure m'obsédait. Chaque année, je revenais sur les terrasses du

Peyrou, méditer au pied du Cavalier de bronze, devant le vaste horizon de la mer et des Cévennes. Et c'est ainsi que je fus amené à écrire cette étude, — par amour de la splendeur, parce que ce type de héros répondait merveilleusement à tout ce que j'avais rêvé depuis les temps lointains où je suivais les chariots de Rafael et de ses compagnons à travers les plaines du Sud africain, parce que nul autre ne fait plus d'honneur à mon pays, parce que nul exemple n'est aussi fortifiant ni aussi utile à contempler au lendemain de la crise dont nous sortons, — et puis enfin, — que dirai-je de plus? — parce que ce beau sujet m'enchante...

***

Le *Louis XIV* que voici est donc né de la dernière guerre.

Les Français d'aujourd'hui qui savent, hélas! ce que c'est que la guerre, — quelles obligations et quels sacrifices elle impose, — nos contemporains seront sans doute plus indulgents que leurs devanciers pour un conducteur de peuples, dont le règne n'a été qu'une longue guerre, — une guerre qui, en dépit de la calomnie et de la sottise, n'a jamais eu d'autre but que le salut, ou la grandeur de la nation. Louis XIV n'a fait que des guerres nationales. Il n'a pas dépendu de lui de les éviter. A défaut de sa gloire, la nécessité l'y eût obligé : il fallait que la France pût vivre et travailler en paix, sinon derrière ses frontières naturelles, du moins derrière une ligne de défense capable d'arrêter l'invasion. J'ose dire que c'est faute d'avoir vu cette nécessité, pour Louis XIV, de faire la guerre, que la plupart des historiens modernes ont rapetissé ce grand Français, qu'ils ont mal compris et mal jugé son règne.

Pour moi, c'est dans un tout autre esprit que je voudrais l'étudier. Bien entendu, je n'ai nullement l'intention de glorifier, sous son nom, la monarchie absolue. Le régime instauré par Louis XIV est bien mort : c'est de l'histoire, et, sur certains points, de l'archéologie. Mais il est des règles générales de gouvernement qui s'imposent à tout régime désireux de durer et de remplir son rôle. Ces règles ne sont nullement périmées ni arriérées, comme se l'imaginent naïvement ceux qui croient que la marche du temps est nécessairement synonyme de progrès. Il n'y a pas plus de progrès indéfini en politique, qu'en

morale ou en art, ou dans la pensée collective. Une nation est surtout une œuvre de volonté, d'intelligence, de persévérance, de sacrifice, une victoire perpétuelle remportée, à tous les instants, sur les puissances de trouble et d'anarchie qui la menacent perpétuellement. Une nation réalisée dans la plénitude de ses énergies est donc un très grand progrès. Dès que la volonté nationale faiblit, cède aux puissances de trouble et d'anarchie, c'est la décadence qui commence, la régression vers la décomposition et la barbarie.

L'organisme national ne réagit plus. Or la réaction, c'est la vie, la fonction vitale par excellence. Et ainsi il faut une incroyable aberration d'esprit pour considérer comme « avancées » des théories sociales ou politiques qui conduisent tout droit non seulement à la ruine de l'organisme national, mais à la ruine de toute civilisation, à la négation de l'humanité, — et pour considérer comme « arriérées » les règles générales de gouvernement, qui, à toutes les époques et dans tous les pays du monde, ont fait les grandes nations et les grandes civilisations. Par rapport aux régimes débiles, aux anarchies et aux barbaries qui l'ont précédé, qui l'ont suivi, ou le suivront, un régime politique comme celui de Louis XIV est un magnifique progrès.

Ainsi donc, c'est dans un esprit exempt de tout préjugé de parti que j'aborde cette étude, un esprit positif qui s'applique à dégager le permanent du transitoire et qui ne condamne point en bloc un système ou un régime pour cette seule raison qu'ils appartiennent au passé. C'est ensuite en psychologue que je voudrais considérer cette grande figure de Louis XIV, en homme qui cherche à pénétrer une âme avant de juger ses actes, en historien et en romancier qui se passionne à suivre le développement intérieur d'une nature d'élite et qui, suivant la formule aristotélicienne, voit dans l'enrichissement et la perfection progressive d'un individu l'*action* proprement dite, le drame par excellence. La vie de Louis XIV est un drame historique hors de pair. Or, cette étude d'ensemble sur la psychologie du Grand Roi n'a jamais été tentée. On a pu faire de lui des portraits en pied, en le peignant par l'*extérieur*, d'après ses actes plus ou moins défigurés, plus ou moins bien compris. On ne l'a jamais considéré *par le dedans*. Je voudrais, par l'analyse psychologique aussi poussée, aussi étendue que possible, essayer

de donner une image plus ressemblante, plus vivante surtout de cet homme extraordinaire. Enfin je désirerais n'envisager ce grand artisan de la France moderne que du point de vue français. A travers mille défaillances, mille lacunes inévitables, qu'a-t-il fait d'utile et de durable, de bon et de glorieux pour la France ? Les sévères méthodes historiques que m'enseigna jadis l'Université, jointes à tout le lyrisme que réclame un tel héros, me permettront, je l'espère, de ne pas être trop inégal à une pareille tâche.

*
* *

Je ne m'en dissimule point les difficultés. Le plus redoutable danger pour moi, c'était de me perdre dans le dédale sans fin d'un sujet immense. Après l'avoir circonscrit et réduit à la seule personne du Roi, à l'analyse de cette âme si complexe et finalement à la représentation dramatique de l'homme et du souverain en Louis XIV, j'ai éprouvé que le labeur est encore considérable, pour ne pas dire infini. Pendant plusieurs années, j'ai lu tout ce que j'ai pu lire, et particulièrement l'imprimé, en me répétant le mot plaisant de Brunetière : « Le véritable inédit, c'est l'imprimé, — que personne ne lit. »

Maintes fois j'ai eu l'occasion de vérifier la justesse de ce mot, qui est à peine paradoxal. J'ai recouru aux lumières et à la collaboration des personnes qui m'ont paru les plus compétentes. Enfin, si je n'ai pu tout faire, j'ai fait de mon mieux.

Mais le pire obstacle pour moi, c'est la résistance, pour ne pas dire l'hostilité de toute une partie du public, le monstrueux amas d'erreurs et de préjugés qui défigurent l'image de Louis XIV et qu'il faudrait avoir mis par terre, avant même d'en entreprendre le portrait.

Toute cette partie de notre histoire est à recommencer : elle a été faussée outrageusement par l'esprit de parti allié à l'ignorance et à la niaiserie. D'une façon générale, l'histoire des nations catholiques, — et notamment de l'Espagne, — telle qu'elle a été écrite par le XIXe siècle, est un ramassis d'affligeantes sottises.

Pour ce qui est de Louis XIV, il continue à être victime de la plus injuste et de la plus scandaleuse disgrâce. Ce malheureux grand Roi se trouve avoir à peu près tout le monde contre

lui : d'abord les étrangers, ceux qu'il a battus et humiliés et dont les descendants ont gardé toutes les rancunes, toutes les jalousies et toutes les haines; puis les Français eux-mêmes, les ennemis, quels qu'ils soient, du pouvoir absolu, non pas seulement les républicains, mais un grand nombre de royalistes devenus incapables de comprendre la beauté et la sagesse de l'œuvre louisquatorzienne, ou qui, par affectation de largeur d'esprit, s'empressent de concéder à l'adversaire de prétendues vérités qui ne sont rien moins que démontrées; et, parmi ces royalistes, les féodalistes qui ne pardonnent pas à Louis XIV d'avoir fait rentrer la noblesse dans le rang; les régionalistes, à cause de la centralisation monarchique et de la guerre aux privilèges; les catholiques, à cause de la longue résistance de Louis XIV au Saint-Siège, de la célèbre Déclaration des droits de l'Église gallicane et, si l'on ose dire, de son anticléricalisme; les protestants enfin, à cause de la Révocation de l'Édit de Nantes et des persécutions trop réelles qu'ils eurent à subir sous son règne.

A ces ennemis naturels et ouvertement déclarés il faut ajouter les ennemis sournois ou inconscients, les médiocres et les jaloux, ceux qui ont horreur de la gloire et de toute grandeur et qui, dans les limbes de leur mauvaise conscience, se répètent à voix basse, avec les insulteurs du poète :

Celui-là nous déplaît, parce qu'il resplendit.

De là vient cette malveillance, pour ne pas dire cette inimitié implacable qui entoure la personne et l'œuvre de Louis XIV. La plupart de nos historiens eux-mêmes, dominés par des préjugés absurdes, sont allés chercher tout ce qui pouvait rapetisser et avilir ce grand homme. Ils ont ramassé des injures et des calomnies dans les officines de mensonge et de trahison qui fonctionnaient alors sur les frontières françaises, comme elles fonctionnèrent de nouveau en 1914, — chez les gazetiers et les pamphlétaires de La Haye et d'Amsterdam, ou encore chez ce Pierre Marteau, libraire à Cologne, à l'enseigne de la Sphère d'or, dont le nom ne doit être qu'un pseudonyme dissimulant quelque agent de l'Allemagne ou de l'Angleterre, — dans cette boutique suspecte, d'où s'échappaient d'ignobles petits bouquins tout pleins d'ordures contre le Roi et ses proches, ou de prétendus livres d'histoire qui n'étaient que de sournoises diatribes.

Ils ont extrait des mémoires et des correspondances des mécontents tout ce qu'ils contenaient de rancunes et de méchancetés fielleuses. Ils ont tenu grand compte des lettres de cette Princesse Palatine qui, devenue Duchesse d'Orléans, resta une Allemande jalouse et dénigrante, pleine de morgue et de mépris pour tout ce qui était français, — et ils ont écouté gravement les Rapports du huguenot Ezéchiel Spanheim, l'ambassadeur haineux du futur roi de Prusse. Ils n'ont voulu entendre que les témoins à charge. Devant eux, Louis XIV est toujours un accusé, et un accusé tenu d'avance pour coupable.

Comment se fait-il, par exemple, qu'ils n'aient jamais daigné lire, dans les Relations des Ambassadeurs vénitiens, je ne dis pas même les témoignages d'admiration pour Louis XIV qui éclatent presque à chaque page, mais seulement les mots d'éloge sur son administration ou son caractère ? De propos délibéré, ils n'en ont retenu que les critiques, les phrases qui parlent, en termes généraux, de l'éternelle misère des peuples. Ces historiens français ont fait une œuvre abominable : ils ont jugé un grand Français comme les pires ennemis de la France.

Parmi les contemporains et les propres sujets de Louis XIV, ils ont cité contre lui de beaux esprits chimériques comme Fénelon, cet archevêque si avide d'être premier ministre et si totalement dénué de sens politique, — ou encore des parlementaires aveuglés par les plus étroits préjugés de corps et incapables de rien comprendre à l'œuvre royale. Mais le pire de tous ces ennemis de Louis XIV, celui dont la critique malveillante et hargneuse se retrouve au fond du jugement de presque tous nos historiens, c'est Louis de Rouvroy de Saint-Simon, chevalier de l'ordre royal du Saint-Esprit, duc et pair de France.

Non seulement Saint-Simon est un mécontent, — fils de mécontent, qui fut tout près d'être un rebelle au temps de la Fronde, en tout cas un ennemi de la Régente et du cardinal Mazarin, — c'est un vaniteux entiché, comme tous les nouveaux nobles, de son duché et de sa pairie et qui se croit, de ce chef, désigné pour les plus hauts emplois. Mais c'est surtout un tard venu dans ce beau règne, dont il n'a pu connaître, étant né en 1675, que les dernières années, celles de la décadence du Roi et des revers de la France. Le Louis XIV qu'il a connu n'était

plus le souverain génial, qui organisa la France moderne, c'était le grand homme qui se survit et qui se laisse déborder par son œuvre. Saint-Simon a osé dire que ce grand homme était « un esprit au-dessous du médiocre. »

C'est précisément ce que l'on pense de lui-même quand on le lit. Petit esprit, passionné, violent, aveuglé, lui aussi, par de féroces préjugés de caste, il recueille contre ses ennemis toutes les médisances, tous les ragots de cour, voire de corps de garde, d'office et d'écurie, — car il prend de toutes mains, — il fausse à chaque instant la vérité historique, tellement que la monumentale et admirable édition de ses œuvres publiée par M. de Boislisle n'est, pour ainsi dire, qu'une continuelle réfutation. Et si, avec tout cela, il a des parties d'artiste, s'il a le don et comme le génie du mot à l'emporte-pièce, de l'injure pittoresque, du coup de boutoir terrible et incurable, il est, trop souvent aussi, un exécrable écrivain.

On frémit, quand on songe que c'est d'après les réquisitoires ou les dépositions tendancieuses de ce hobereau rancunier, de ce cacographe à l'imagination effrénée, que la plupart de nos historiens ont formulé leur jugement sur un des plus grands serviteurs de notre pays. C'est pourquoi, — outre la joie de retrouver, sous cet amas de calomnies, un admirable type d'humanité, c'est un devoir de justice à remplir que d'essayer de restituer à ce héros, si absurdement défiguré par les passions politiques, son vrai visage. Renan écrivait, dans sa *Réforme intellectuelle et morale*, que le mépris de la France du passé est « la plus honteuse profession qu'on ait jamais faite d'ingratitude et de bassesse, de roturière vilenie... » En effet il est honteux que la France ait l'air de renier une gloire comme celle de Louis XIV, de ne pas connaître l'homme qui, non seulement lui a donné son rang dans le monde moderne, mais qui l'a *faite*, depuis ses frontières jusqu'à son mécanisme administratif. Les Français du XIXe siècle n'ont même pas osé mettre son nom sur le piédestal de ses statues. Celle de Lyon, comme celle de Montpellier et même, — chose stupéfiante, — celle de Versailles, est anonyme. Il a fallu le voile du latin pour faire passer l'inscription qui se déchiffre sur le monument de la Place des Victoires.

C'est, en partie, pour mettre un terme à ce scandale et pour réparer cette injustice, qu'on a écrit les pages qui vont suivre...

LA NAISSANCE DE LOUIS-DIEUDONNÉ

UNE FIGURE DE ROI

Il semble que nous l'ayons connu personnellement, — que nous le connaissions même comme une personne vivante et que nous l'allions voir passer, tout à l'heure, en carrosse ou à cheval, escorté par un peloton de ses gardes ou de ses mousquetaires, toujours en grand apparat.

Certainement son visage et ses costumes nous sont plus familiers que ceux de tel personnage officiel contemporain. Nos présidents de républiques et même nos souverains d'aujourd'hui ne sont, pour nous, que de vagues et fuyantes silhouettes plus ou moins déformées par la photographie instantanée. Ces vivants notoires ont été, en général, très peu contemplés, très peu fixés par des yeux d'artistes. Emportés dans la poussière des automobiles, traqués, comme un gibier, par les professionnels et les amateurs du kodak, ce sont de pâles et fluides fantômes à qui on n'a pas laissé le temps de se solidifier. Au contraire, Louis XIV a la consistance et comme la majesté d'un monument. Pendant près d'un siècle, il a été regardé, représenté avec amour et admiration par des générations de peintres, de sculpteurs, de graveurs et de tapissiers, sans parler de la Nation, qui, dès le début de son règne, fut presque unanimement amoureuse de lui. En ce temps-là, le métier de « peintre du Roi » n'était pas un vain mot.

C'est pourquoi il est à peu près impossible de dresser un catalogue de tous ses portraits : il y en a trop. Il y en a surtout beaucoup trop d'inconnus. M. André Pératé, qui tenta de dénombrer les figures du Roi, en se limitant au seul Versailles, a dû laisser de côté les compositions d'ensemble où Louis XIV tient sa place et s'attacher uniquement, comme il le dit, aux « effigies isolées. » Il avoue que, même ainsi restreint, son champ d'études est encore très considérable. Que serait-ce, si l'on poursuivait la figure du Roi, non seulement à travers les musées de Paris et de province, mais les musées et les palais du monde entier, les édifices publics, les hôtels de ville, les cours de justice, les églises même ou les couvents, et enfin les châteaux et les collections particulières?... Évi-

demment, dans cette masse et cette multitude un triage s'impose. Tout n'est pas d'égale valeur d'art, ou d'égal intérêt documentaire, tant s'en faut. Parmi les portraits purement officiels, il faut rejeter non seulement les copies, mais les copies de copies, pour retenir uniquement les originaux exécutés d'après nature, ou ceux qui offrent quelque singularité historique ou archéologique, — en d'autres termes les seules images révélatrices. Une iconographie du grand Roi, ainsi conçue, reste à faire. J'ose dire qu'à cet égard d'importantes découvertes sont à prévoir, ne fût-ce que dans les greniers et les capharnaüms de nos musées, où s'entassent sous la poussière et achèvent de se détériorer une foule de toiles dédaignées sous prétexte qu'elles n'ont aucune valeur esthétique, qu'elles sont l'œuvre d'un peintre obscur ou anonyme.

Mais si ces mauvaises peintures nous livrent un aspect nouveau de la physionomie royale, un détail de costume inédit, la moindre bribe de couleur locale?... C'est pourquoi je déplore qu'à côté de nos musées d'art proprement dits, on n'ait pas songé à créer des annexes qui seraient des musées documentaires, où l'on sauverait indistinctement tout ce qui appartient au passé, — tout vieux débris quel qu'il soit, même s'il est dépourvu, pour MM. les conservateurs, de tout intérêt et de toute signification. Soyons sûrs qu'un jour ou l'autre il aura un sens pour quelqu'un, qu'il apprendra ou dira quelque chose à des yeux de poète ou d'historien.

Néanmoins, bien que l'iconographie générale de Louis XIV soit encore extrêmement incomplète, l'abondance de ses portraits est telle que nous croyons n'avoir plus rien à apprendre sur sa figure, à n'importe quel âge de sa vie. Pour moi, je n'ai retenu, parmi toutes ces effigies, que celles qui m'ont paru vraiment caractéristiques. Quand on en a vu un grand nombre, l'œil exercé découvre sans peine la copie exécutée mécaniquement, le poncif, la fioriture fantaisiste, ou au contraire le dessin original, le détail suggestif et véridique. Peu à peu, ces empreintes successives d'un même visage finissent par se superposer et par se fondre comme celles d'une pellicule cinématographique, et, de tout cet amas d'images, une forme vivante se lève, qui s'anime, qui marche, qui évolue et qui, par degrés, change d'aspect devant vous.

Ainsi ai-je procédé pour la figure de Louis XIV. Cette

figure de roi, la voici, en ses principales métamorphoses, — telle qu'elle s'est ébauchée, pour moi, au cours d'une longue et vaste enquête, et telle que, finalement, je l'ai vue se dégager sous mes yeux, devant les in-folios du Cabinet des Estampes, dans cette belle galerie construite et décorée par son parrain, l'éminentissime cardinal Giulio Mazarini...

***

Il apparaît d'abord sous les traits d'un gros marmot joufflu, à l'air quelque peu endormi, les cheveux d'un blond presque châtain, avec des yeux noisette et des paupières bridées, un petit nez blotti entre de grosses joues et dont on s'étonne qu'il ait pu devenir si grand, les pommettes saillantes, les lèvres charnues, l'inférieure légèrement proéminente. On serait tenté de dire tout de suite qu'il ressemble à tous les bambins du monde, si l'on ne saisissait, dans ce petit visage, des signes d'hérédité manifeste : de toute évidence, il rappelle son père au même âge. Ce sont les mêmes lèvres épaisses et les mêmes yeux, à moins que ce ne soient les lèvres, les yeux et les cheveux de sa mère. De celle-ci, il a surtout la carrure des joues et la forte saillie des pommettes. On sent que ce marmot, assez quelconque, au premier abord, a pourtant de la race.

Comme il a été portraituré dès le maillot ou, pour ainsi dire, dès sa venue en ce monde, on conçoit que cette première physionomie puérile se soit assez notablement modifiée pour les peintres, en l'espace de dix ans. Au musée de Versailles, il y a une toile anonyme qui le représente à la mamelle, paquet informe, poupon emmailloté et déjà affublé du grand cordon du Saint-Esprit, tenu sur les genoux de sa nourrice qui lui donne le sein.

Plus loin, un buste également anonyme placé sur une cheminée, dans la salle des gardes de la Reine, nous le montre, à l'âge de quatre ou cinq ans, revêtu d'une petite cuirasse à l'antique, l'air doux et naïf, avec ses gros yeux et ses cheveux bouclés. Le charme de cette œuvre si gracieuse consiste surtout dans le contraste entre le harnais viril et le visage enfantin du petit roi. Elle fait songer aux petits lutteurs et aux petits Éros de la sculpture hellénistique. Elle est symbolique et, en quelque sorte, annonciatrice de l'avenir. Dans cet enfant royal encore

empâté de la graisse du premier âge, on pressent le profil du héros futur, on devine la silhouette martiale de celui qui voulut être l'Empereur des Francs, *Francorum Imperator*, comme disaient les inscriptions du début de son règne.

Un autre portrait, qui se trouve à Madrid, au musée du Prado, et qui doit être l'œuvre d'un des Beaubrun, nous le représente plus jeune, entre deux ou trois ans. C'est un marmot coiffé d'un bonnet plat, la bavette sous le menton, en jupe très longue, qui descend jusqu'au bout de ses pieds menus, le tout recouvert d'un ample tablier presque aussi long que sa robe : il a l'air d'un petit bourgeois du Marais ou de la place Maubert. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir le cordon du Saint-Esprit en sautoir et de tenir sa petite main sur une couronne royale, que supportent une console et un coussin de velours. Sauf le cordon, c'est la tenue d'intérieur dans toute sa simplicité, — c'est le portrait de famille destiné aux parents de Madrid. Sans doute, Anne d'Autriche était toute glorieuse de montrer à son frère Philippe IV, le roi à la nombreuse progéniture, que la Maison de France, elle aussi, avait un héritier... Au musée de Blois, dans une toile de même style, l'Enfant royal a un peu grandi, mais il est plus magnifique et son appareil a quelque chose de plus belliqueux. La cravate au cou, il étale un jabot de dentelles et un chou de rubans rouges sur un justaucorps brodé et une jupe traînante. Il a la cuirasse aux flancs, l'épée au côté, et, d'un air gauche, il s'appuie sur une mignonne pique à bout vermeil. Au demeuraut, un joli petit garçon aux cheveux châtain clair, la bouche forte, les yeux en amande, avec des pupilles d'un gris mauve. (Notons la couleur déjà changeante et pour ainsi dire insaisissable de ses yeux.) Malgré l'attirail guerrier, il a toujours son air très doux, très pacifique, son allure de gros marmot somnolent. Mais on tient à prouver au monde qu'il est le futur souverain d'une monarchie militaire.

On tient aussi à rappeler aux bonnes gens de France et surtout aux dévots qu'il est le descendant de saint Louis et le fils aîné de l'Église. C'est pourquoi, dans les images populaires, alors répandues à travers tout le Royaume, on le voit présenté à la Sainte Vierge, par sa mère, « la bonne reine Anne, » et flanqué de son frère, le jeune duc d'Anjou. Cette Sainte Vierge, c'est Notre Dame de Paris en personne, assise sur un nuage et tenant sur son bras le petit Jésus. Agenouillé dans son manteau

royal, qui a l'air d'une robe de nuit, le jeune Prince, les mains jointes et les yeux baissés, reçoit des mains de l'Enfant Jésus lui-même la couronne de France, et, dans cette attitude modeste et recueillie, il a l'air d'un petit garçon très sage et très pieux qui fait sa première communion.

Cette imagerie béate est sans doute fort édifiante. Mais la véritable figure du Roi, pour cette période *limbique*, c'est probablement le portrait du Prado, envoyé à son oncle Philippe : le gros marmot en bavette et en bonnet plat, qui a l'air si consterné de la pose qu'on lui fait prendre, avec son cordon bleu, devant ce coussin chargé d'une couronne. Certes, il n'a rien de ce qui s'appelle un enfant éveillé. On le croirait même tout à fait sot. Bien fin serait celui qui le devinerait sous ces apparences un peu lourdes. En attendant, une eau dormante, une âme qui sommeille et qui se recueille longuement pour l'avenir, mais qui a déjà pour support une nature vigoureuse et largement étoffée.

***

Le voici maintenant aux environs de la quatorzième année.

On dirait qu'il n'a pas connu l'âge ingrat. En tout cas, c'est un fort bel adolescent que nous met sous les yeux une autre toile du Prado signée de Nocret. Le front candide est à demi caché par les boucles d'une perruque, dont les anneaux se répandent sur un superbe col de dentelles. Le pourpoint surbrodé et chamarré d'or a des manches fendues qui s'ouvrent sur celles d'une chemisette bouffante nouée à la naissance de l'avant-bras par un ruban couleur de feu. Dans un fort gant à crispin, le jeune Roi tient le bâton de commandement. Il porte la cuirasse sur une casaque de buffle qui descend jusqu'à mi-cuisse; mais cette carapace belliqueuse disparaît presque sous les nœuds de rubans qui surchargent son épaule et sous l'écharpe de soie blanche qui lui barre la poitrine.

On est tout surpris de voir, sur ce buste guerrier, une tête presque féminine, à l'expression naïve et modeste. L'affinement de la race y est beaucoup plus marqué que dans les portraits de l'enfance. C'est un visage très fin d'adolescent aristocratique. Les pommettes rondes et les joues pleines rappellent toujours le visage maternel. Mais l'ovale allongé du menton se prolonge en quelque sorte par la longueur du nez, qui est déjà celui de

l'âge viril. Les lèvres un peu épaisses comme celles de Louis XIII et d'Anne d'Autriche, des lèvres rouges et sensuelles, éclatent dans un teint limpide, le teint de roses et de lys célébré par les poètes d'alors. Pas traces de petite vérole en ce portrait évidemment embelli : car on sait que, vers ses dix ans, le Roi fut atteint de cette redoutable maladie, tellement commune alors que peu de personnes y échappaient. Néanmoins, s'il y perdit « la fleur de son teint, » comme dit Mme de Motteville, — une fraîcheur de peau comparable à celle des carnations féminines les plus délicates, — il ne semble pas qu'il en ait été marqué très profondément. Il fallait sans doute y regarder de près pour s'en apercevoir. Ici, le peintre en a évité jusqu'au soupçon. Ce qui frappe surtout, c'est la douceur extrême du regard, des yeux de velours qui glissent languissamment entre des paupières bridées et remontées légèrement vers les tempes. L'intelligence, comme la volonté, est assoupie dans ce bel adolescent, qui semble fait uniquement pour l'amour et pour la volupté. On trouverait même que l'expression douce de ses yeux a quelque chose d'un peu trop naïf, si la finesse du nez, — un nez fendu et flaireur, — tombant sur des lèvres serrées et sur une bouche close, ne décelait déjà le renard subtil et taciturne qu'il sera plus tard.

C'est le portrait du beau cousin offert, non sans intention, à la cousine de Madrid. Il est prouvé, en effet, que, de bonne heure, dès l'année 1646, — le Dauphin de France n'avait que huit ans, — Anne d'Autriche et Mazarin songèrent à le marier à l'Infante Marie-Thérèse. Celle-ci également y pensa, dès qu'elle rêva d'un mari. On nous raconte que, dès ce moment, elle se considéra comme fiancée à son cousin de Paris. Peut-être que cette toile de Nocret eut quelque influence sur les idées de cette petite Infante laideronne et bougonne, qui, après bien des pourparlers, des avances et des reculs, finit par devenir Reine de France et de Navarre. En tout cas, on aimerait croire qu'en traversant les salons de l'Alcazar ou du Retiro, elle s'arrêtait quelquefois, mystérieusement, devant le portrait de ce cousin inconnu, ce jeune guerrier cuirassé et empanaché, qui avait l'air d'un chérubin...

* * *

Quelques années après, cette physionomie un peu molle s'est singulièrement virilisée. Certes, le jeune homme, en

Louis XIV, ne révèle encore que très imparfaitement ce que sera le Roi. Mais, rien qu'à le regarder, on pressent déjà le maître, l'homme de commandement qui, né doux et débonnaire, deviendra dur, presque brutal, par principe et par devoir.

Il y a, au musée d'Aix-en-Provence, un buste de premier ordre, qu'on attribue (naturellement) à Puget et qui est censé représenter Louis XIV à l'âge de dix-huit ou vingt ans. Les deux attributions sont fausses. En tout cas, pour ce qui est de Puget, de bonnes autorités locales se font fortes de démontrer que ce buste n'est pas de Puget. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne représente pas Louis XIV. Rien de commun entre le profil que nous venons de décrire et celui du jeune Romain à perruque ou à chevelure courte que nous montre le buste d'Aix. Encore est-ce bien un Romain, que le sculpteur inconnu a eu l'intention de figurer? Ce serait plutôt un Gaulois, — un Gaulois du Midi provençal ou pyrénéen. Avec ses lèvres minces, son nez carré et même un peu court, il semble exactement le contraire de Louis XIV. Mais c'est surtout l'ensemble de la physionomie qui ne rappelle en rien la physionomie royale. Il paraît que ce buste, façonné pour occuper une niche, était destiné à décorer un édifice public, probablement l'Hôtel de Ville. S'il en est ainsi et si l'artiste a eu l'intention de figurer Louis XIV, il faut avouer qu'il s'agit d'une effigie purement symbolique. Cet Imperator, revêtu de la cuirasse et du paludamentum, ce jeune soldat robuste et musclé, au front rayonnant de génie, c'est la France d'alors, telle que les Français se plaisaient à l'imaginer : la nation conquérante, à qui rien ne résiste, parce qu'elle est la force unie à l'intelligence.

La réalité est autre. Le Louis XIV de la vingtième année est bien un soldat qui n'a encore rien de glorieux et qui se penche anxieusement sur les dures réalités du métier militaire. Pour cette période de sa vie, l'image qui paraît la plus proche de la vérité, c'est un grand portrait en pied, qui aurait appartenu à Mlle de Montpensier, cousine du Roi, et qui est actuellement la propriété de S. A. R. Mgr le duc de Vendôme, à l'extrême obligeance de qui je suis redevable d'avoir pu l'étudier en détail, dans sa villa de Neuilly. Ce portrait est assurément le plus réaliste que l'on connaisse jusqu'ici, à tout le moins un des plus originaux et des plus caractéristiques. Quel en est

l'auteur? Le grand nom de Mignard est prononcé, comme toujours. Il vaut mieux confesser l'incertitude où l'on est sur ce point et se borner à dire que cette toile de tout premier ordre comme œuvre d'art possède une valeur documentaire encore supérieure.

Le Roi est là en tenue de combat : grandes bottes à entonnoir, poudreuses et souillées par la boue des tranchées, casaque de cuir comme les Poilus de 1914, culotte rouge à galons d'or, le bâton de commandement à la main. Le pourpoint de dessous est en velours jaune très simple. Rien n'égaie ce costume plutôt sévère que le Cordon bleu en sautoir et un ruban incarnadin noué autour du poignet, qui rappelle les montres en bracelet d'aujourd'hui. Le premier détail qui, dans cette peinture, attire l'attention, — et ce qui en fait peut-être l'originalité la plus rare, — c'est que les stigmates de la petite vérole sont franchement indiqués sur ce visage d'un rose significatif marbré de légères taches blanches. On sent le grenu de la peau, cette espèce de semoule qu'y laisse la terrible maladie. Les yeux sont bruns, ou paraissent tels, les pommettes en saillie accentuent la rondeur du visage qui semble plus ferme, coloré et fouetté par le grand air, la bouche grosse sous une imperceptible moustache en virgule. L'expression d'ensemble a quelque chose d'extraordinairement martial, voire même d'un peu brutal. Une sorte d'austérité militaire est répandue sur cette figure de chef. Les yeux, qui scrutent au loin, paraissent assombris, peut-être inquiets; du moins, le regard est concentré sur un point invisible et la pensée qu'il reflète peut-être absorbée dans quelque calcul angoissant. Pour ce jeune homme en bottes crottées et au front soucieux, la guerre n'est certainement pas un divertissement, un tournoi en dentelles.

Rien ne justifie mieux que cette toile la description sommaire que voici, description tracée par un contemporain qui a pu voir le Roi de ses yeux et qui figure dans les œuvres apocryphes de Bussy-Rabutin : « Il est grand, les épaules un peu larges, la jambe belle; il danse bien, il est fort adroit à tous les exercices du corps; il a assez l'air et le port d'un monarque (cet *assez* est à remarquer : il prouve que le Roi n'acquit que par degrés la majesté royale; nous verrons plus loin quel rôle la volonté a joué dans sa formation intérieure); les cheveux presque noirs, marqué de petite vérole, *les yeux*

brillants et doux, la bouche rouge; et, avec tout cela, *il n'est assurément pas beau..* »

Certes le portrait de Neuilly n'est pas celui d'un Adonis. Est il plus vrai que les autres? Je finis par en douter, lorsque je contemple le célèbre buste du Bernin, qui est toujours au musée de Versailles, dans le salon de Diane. Ce buste est sensiblement postérieur au portrait que je viens de décrire. Mais il vise à nous donner l'idée d'un Louis XIV jeune. C'est une œuvre de virtuosité italienne qui ne se pique nullement d'exactitude ni de chronologie, qui veut être avant tout un morceau de bravoure et qui y réussit merveilleusement. J'y aperçois bien tout ce qui est dû à la fougue inspiratrice du sculpteur, mais j'y distingue aussi les traits essentiels et héréditaires d'une physionomie connue, les passions et les dons d'une âme souveraine, que l'histoire nous a racontée, ou qu'elle nous permet d'entrevoir.

Voici donc le masque carré et, — faut-il l'avouer? — rendu légèrement vulgaire, auquel nous sommes déjà accoutumés. Voici les pommettes rondes, la moustache virgulaire, les lèvres épaisses. Mais voici, en même temps, bien autre chose. Ce buste est le plus étonnant, sinon le plus beau, que l'on puisse voir de Louis XIV : il exprime avec une intensité prodigieuse l'âme et la nature du Roi à vingt ans. D'abord, ce que j'appellerai sa face de volupté : il est débordant de sève, plein de vie et de passion. Les paupières sont fiévreuses, marquées d'un pli accusateur, les narines palpitent, l'orbite des yeux est touché de meurtrissures, les muscles du visage sont tendus et toute la face semble trahir une fatigue et comme un accablement d'amour, un désir inassouvi : c'est l'amant juvénile de La Vallière, un Don Juan ravagé de luxure et assoiffé de jouissance... Mais regardez-le maintenant de profil. Métamorphose soudaine : la première impression est qu'il ressemble étrangement à Bonaparte, le Corse brûlé d'ambition, le jeune général d'Arcole et de Lodi. Quoi d'étonnant que le Bernin, cet Italien, ait saisi ou deviné tout de suite ce qu'il y avait de césarien en Louis XIV? En tout cas, ce jeune chef de vingt ans évoque, un instant, le profil impérieux de l'autre César : les joues creuses sous la rondeur des pommettes, la proéminence volontaire du menton, le nez en bec d'aigle, la saillie de l'arcade sourcilière, des yeux perçants, levés haut et qui voient loin, — l'air d'un

oiseau de proie qui prend le vent. Après la face de volupté, on voit se lever la face de gloire...

Encore une fois, c'est là une image trop évidemment idéalisée, mais qui n'est point menteuse. On y voit seulement soulignés, avec une exagération en quelque sorte romantique, des traits qui seront bientôt, qui sont déjà ceux de l'âme et du visage royal. Le vrai Louis XIV était bien trop sur la réserve pour se trahir avec cette emphase et cette violence méridionales. Le jeune souverain, qui attend son heure, qui guette le moment précis de son entrée en scène, et qui, jusque-là, se dérobe, cache le plus intime de sa pensée, — avec quelle justesse, quelle pénétration, il a été traduit par Lebrun, dans un petit pastel, qui se trouve actuellement au musée du Louvre!

Profil singulier, presque grec, le nez et le front d'une seule ligne à peu près droite, — un profil qui évoque aussitôt celui de son frère, de « Monsieur, » tel qu'il nous apparaît dans un portrait des plus troublants, conservé à Neuilly, dans la collection de Mgr le duc de Vendôme. Sous un nez extraordinairement long et mince, d'une suprême élégance, se gonfle une bouche empourprée et charnue, à peine ombrée par le fil ténu d'une moustache invisible. Les yeux à fleur de tête ont un étrange regard, avec leur iris d'un gris-mauve, leur pupille presque noire. La peau est fine. Pas la moindre trace de petite vérole. C'est le teint classique « fait de lys et de roses. » Les narines, la bouche et les yeux composent une expression de volupté, de sensualité presque cruelle, mais qui est immédiatement ennoblie par la finesse aristocratique du nez et par l'acuité du regard dominateur, adoucie enfin par la bonhomie des joues pleines et de la figure un peu ronde et massive.

Rien de plus complexe que ce visage de jeune homme : les pires instincts y sont inscrits à côté des meilleurs et des plus nobles. On y sent on ne sait quoi de secret, de retranché, de redoutable et, en même temps, de calculateur. Quels ordres vont sortir de cette bouche voluptueuse, quelles pensées de ce front ambigu, à demi voilé sous les boucles de la perruque? C'est toujours l'eau dormante, mais pleine de menaces ou de prestiges, comme une mare ténébreuse, ou comme un lac, où va resplendir la féerie d'une illumination ou d'un feu d'artifice.

*
* *

L'homme fait, sur qui s'appuient toujours de si grands espoirs, oppose à la curiosité un visage de plus en plus sérieux et fermé.

On dirait qu'à mesure qu'il se perfectionne dans son métier de roi, il prend un sentiment plus profond de ses devoirs et de ses responsabilités. Sans doute les artistes du temps, interprètes du rêve glorieux de la nation, continuent à le peindre en Dieu-Soleil, en Apollon aurige, ou citharède. Mais le collaborateur des Colbert et des Le Tellier, le bureaucrate qui travaillait plus que ses huit heures par jour, avait une tout autre figure. Le bas du visage s'est en quelque sorte solidifié, il a pris une plénitude, une rondeur un peu lourde, à la romaine ; les yeux autrefois bridés sont devenus très grands, d'un relief parfois excessif, au point de rappeler les yeux olympiens de Gœthe; la bouche épaisse a une tendance à rentrer, à cause de la dentition mauvaise. Le long nez de renard paraît s'être encore affilé. Tantôt cette tête si puissamment construite n'exprime que la force et la ruse. D'autres fois, comme dans une célèbre gravure de Nanteuil, le regard est d'une fixité méditative presque douloureuse. Ou bien, comme dans un tableau peint par Vaillant *ad vivum*, il apparaît en bon garçon, jovial, en beau gaillard à la lèvre fleurie, aux yeux doux et rieurs. Son buste par Warin, — qui est au musée de Versailles, au bas de l'escalier de la Reine, — représente un fort gars, mi-soudard, mi-garçon boucher, que la perruque majestueuse et la cuirasse héroïque empêchent seules de paraître assez vulgaire ; c'est l'amant de la Montespan, fou de luxure et de chevaux, grisé par le tumulte des camps et des parades militaires.

Pour cette période, il existe un document d'un caractère extraordinairement dramatique et révélateur : une toile anonyme, qui fut extraite de sa poussière avec quelques autres cartons destinés aux Gobelins, il y a deux ou trois ans, à l'occasion d'une exposition rétrospective, dans le château même de Versailles : Louis XIV à cheval, en tenue de campagne, le chapeau sur la tête, et, derrière lui, Condé, tête nue, également à cheval. Le contraste de ces deux figures a quelque chose de saisissant. Le Roi, très calme en apparence, les mouvements mesurés et

disciplinés, le visage d'une pâleur presque cadavérique, le regard obstiné et dur, donnant l'impression d'un grand effort pour refouler et pour maîtriser une violente agitation intérieure. Et, derrière ce calme redoutable et menaçant, la colère furibonde, la rage impuissante de Condé, trahies par des yeux égarés et on ne sait quel air de bandit maté et mis aux fers : le Lion dompté par le Renard...

* * *

Le Roi touche maintenant à l'âge mûr. Le voilà dans tout l'épanouissement de la quarantaine, à la veille des cruelles opérations qui vont commencer la ruine de sa robuste constitution, comme de sa virile beauté. A cette époque, il est perdu de vapeurs. Il a des rages de dents et des insomnies, ou bien des cauchemars. Il rêve tout haut, gesticule pendant son sommeil, tellement le souci des affaires l'obsède. Néanmoins, la plupart des contemporains sont d'accord pour attester que jamais la physionomie du Roi n'a paru plus calme, plus majestueuse, ni son humeur plus égale.

Son image la plus vraie, à ce moment de sa vie, — vraie d'une vérité idéale, — l'image que se faisaient de lui les Français comme les étrangers les plus intelligents, ceux qui étaient capables de comprendre la grandeur de son dessein, la valeur exceptionnelle de ce politique, la richesse et l'universalité de ses dons, — c'est assurément cet admirable buste de Coysevox qui est placé, aujourd'hui, sur la cheminée de l'Œil-de-bœuf entre deux candélabres formés de fleurs de lys naturelles. On s'étonne et on s'indigne de ce que ce chef-d'œuvre inestimable soit, maintenant encore, à peu près inconnu, — en tout cas, qu'il ne soit point apprécié et admiré comme il le mérite. Il a fallu que les conservateurs du musée de Versailles, MM. Pierre de Nolhac et André Pératé, l'allassent découvrir dans un cabinet noir, où il gisait sans gloire parmi d'obscurs débris. Même à présent, dans cette antichambre assez sombre de l'Œil-de-bœuf, il n'a pas la place qui lui convient : le mieux serait sans doute de l'installer dans le salon de la Guerre ou dans le salon dela Paix, à l'extrémité de cette merveilleuse perspective que forme la Galerie des glaces.

Cette œuvre extraordinaire est datée de 1681, — l'époque triomphale du règne. Louis XIV avait alors quarante-trois ans.

Il est représenté là dans toute sa majesté olympienne, dans sa beauté robuste toujours un peu engorgée de chair, mais transfigurée par l'éclair de la pensée, ennoblie par la largeur rayonnante du front. Je ne connais pas de traduction plastique plus complète, plus parfaite de l'idée même de la royauté, conçue comme une irradiation perpétuelle de puissance, d'intelligence, de beauté et de bonté. Et je ne m'explique pas la disgrâce scandaleuse qui frappe, encore aujourd'hui, cette œuvre hors de pair, comme celle qui frappe la personne du Roi lui-même.

Il est triste de voir nos salons bourgeois et même aristocratiques encombrés par une statuaire du XVIIIe siècle toujours la même, les éternels bustes de Marie-Antoinette, ou d'une Mme de Pompadour, ou d'une Mme du Barry, alors qu'on affecte d'ignorer ce chef-d'œuvre qui est le visage même de la France à l'époque la plus radieuse de son histoire. Ce buste de Coysevox devrait être reproduit et répandu à des milliers d'exemplaires.

***

Enfin, voici la vieillesse, la décadence physique et morale, l'accoutumance aux revers et aux désastres, comme aux lentes destructions de la fin. Néanmoins, le Roi tient bon. Il ne s'avouera jamais vaincu. Il se laisse toujours peindre en soldat, ou plutôt en généralissime, la cuirasse et la casaque au dos, le bâton de commandement au poing. Mais sa bouche édentée s'est flétrie, ses joues pendent, en poches flasques, de chaque côté de son menton glabre : il rappelle étonnamment le profil de Louis-Philippe. Il semble même qu'il ait pris alors un commencement d'embonpoint, lui si svelte jusque-là, si aisé dans ses mouvements.

Un des cartons figurant à cette exposition rétrospective, dont il était question tout à l'heure, nous le montre probablement tel qu'il était en ces dernières années, avec une sincérité à peine tempérée par le souci du nécessaire embellissement officiel. Le sujet de cette composition, c'est le mariage du duc de Bourgogne. L'auguste grand père du marié est là au premier rang, face enluminée de gentilhomme campagnard, ventre doré et dindonnant sous les chamarres de son bel habit. Visiblement le Roi est alourdi par l'abus de la nourriture, son visage s'est congestionné. Les chasses presques continuelles,

les promenades quotidiennes et les courses au grand air lui ont fait un teint chaud et émerillonné. A côté de lui, Madame, en grand habit de cour, est certainement la personne la plus royale de l'assistance. Rengorgée dans sa morgue de princesse allemande, elle a, si l'on peut dire, de sa dignité plein les narines et, du haut de sa jupe à ramages, elle a l'air de regarder comme du fumier tout ce qui l'entoure.

Ce Louis XIV presque rustique, comme il diffère, au premier abord, du majestueux monarque en grand manteau de sacre, que Rigaud peignit à peu près vers la même époque! Et pourtant, c'est bien le même homme : la bouche rentrée, les joues tombantes, la taille épaissie, qu'on devine plutôt qu'on ne la voit sous les lourdes draperies du manteau fleurdelysé, le teint vif du chasseur légèrement adouci par le pinceau flatteur de l'artiste. Pourtant, dans ce portrait de grand style, il y a quelque chose qui ne se trouve point dans l'instantané décrit plus haut. Le visage veut être aimable et même souriant, mais les plis tombants des lèvres et du nez, le regard voilé, presque douloureux, disent les amertumes et les déceptions d'une longue vie et d'un long règne. C'est le désenchantement suprême. Malgré tout, le Roi de France entend tenir bon jusqu'au bout. En dépit des deuils et des défaites, il veut sauver la face. Ce vieillard reste droit et élégant comme un jeune homme. De quel air noble et désinvolte il se campe devant nous, le poing sur la hanche, tendant sa jambe leste de danseur, comme s'il allait s'élancer pour un passe-pied ou pour une courante! Un Roi n'a pas le droit d'être triste. Il est celui qui donne de la joie, le maître des plaisirs, des jeux et des ris...

On l'aimera mieux peut-être sous un autre aspect, un aspect à la fois plus intime et plus émouvant, sur lequel je voudrais arrêter finalement le lecteur : c'est celui du vieux Roi qui résiste à la coalition de toute l'Europe, du vieux mari de Mme de Maintenon, — visage exsangue à la peau râpeuse et à la barbe mal faite, tel que l'a modelé Antoine Benoist dans une cire impitoyable, les yeux comme voilés d'une buée, les lèvres livides, littéralement à bout de sang, ayant été saigné aux quatre veines par des pédants sinistres, mais gardant toujours son port de tête et sa mine hautaine, — le podagre qui ne peut plus marcher qu'appuyé sur une canne ou sur des béquilles,

dont les pieds douloureux et déformés se cachent dans de grosses pantoufles de drap, et qui a dû renoncer à l'exercice du cheval, pour se faire traîner dans une petite voiture, comme un infirme. Tel il nous apparaît en une toile obscure, accrochée, au musée de Fontainebleau, à l'entrée des appartements de Napoléon. Mais quelle dignité encore dans cette ruine vivante et, si l'on peut dire, quelle volonté de puissance! Enfoncé sous la capote doublée de rouge d'une calèche basse à quatre chevaux, le chapeau à plumes sur la tête, le royal vieillard redresse sa taille sous le Cordon bleu et la plaque du Saint-Esprit. En gants blancs, il tient des rênes de cuir écarlate et conduit lui-même. Sur le devant du léger véhicule, un petit siège également drapé de rouge où s'assied un cocher adolescent, quand le Roi souffre trop de la goutte pour prendre les guides. En tête, sur le cheval de volée, un jeune piqueur de quinze ans, — et l'on part à travers les halliers de Fontainebleau ou de Marly, et, dans la solitude, la pénombre et les vivifiantes odeurs forestières, on oublie comme on peut les bombardements et les batailles, toutes les angoisses présentes...

Que nous voilà loin du Dieu solaire d'autrefois, du bel Apollon lançant à toute bride les chevaux célestes par les portes de l'aurore ouvertes à deux battants! Mais encore une fois, quelle noblesse en ce vieil homme ganté de blanc et qui conserve une si fière prestance sous la capote de sa petite voiture! C'est l'image symbolique de cette fin de règne. La France peut être bien malade alors : le Roi conduit toujours.

« CUI NON RISERE PARENTES »

Le fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche fut un prince sérieux, grave et même « austère, » selon l'expression de certains de ses contemporains, expression qui nous étonne, parce que, habitués aux calomnies des pamphlétaires, aux déclamations des historiens du dernier siècle, nous nous représentons la vie de Louis XIV comme une débauche continuelle. La légende ne le voit que dans les bras d'une La Vallière ou d'une Montespan. En réalité, ce fut le plus réglé et le plus sérieux des hommes. Avec cela, il avait de l'aménité, de la bonne grâce et même de la grâce, une politesse suprême, une aisance

et une distinction parfaites de manières. Peut-être le seul dòn du sourire lui aura-t-il manqué. Cela vint, en grande partie, de sa première éducation. Nuls visages riants, nuls yeux amis ne se penchèrent sur son berceau. Ses premières années furent tristes et délaissées. C'est l'enfant malheureux, dont parle Virgile, à qui ses parents n'ont point souri.

Son père et sa mère se détestaient, ou, tout au moins, étaient désunis et vivaient séparés : chose affreuse pour un enfant qui vient au monde de sentir tout de suite la haine, — la haine installée au foyer, plus vivante que sa petite vie chétive, — d'être jeté, en naissant, dans une atmosphère de disputes et de colères, où il est comme un pauvre oiselet emporté et balayé par l'orage.

Lorsque sa mère eut ce premier né, le 5 septembre 1638, après vingt-deux ans de mariage et de stérilité, la nation cria au prodige. Pour obtenir entre les deux conjoints un rapprochement qui pût justifier cette naissance, il avait fallu une véritable conspiration, où entrèrent des religieuses, des moines, le confesseur et l'amie du Roi. Enfin, il naquit! Il fut l'enfant du miracle, vrai présent de Dieu à la Maison de France. C'est pourquoi on l'appela Louis-Dieudonné. Et lorsque, plus tard, par reconnaissance, Anne d'Autriche fit construire cette belle église du Val-de-Grâce, toute brodée de guirlandes et de fleurs de lys, avec ses vases flamboyants, ses statues aériennes, son dôme blanc et mauve doré par le soleil levant, — « le dôme oriental du sombre Val de Grâce, » comme dit Victor Hugo, — l'inscription mise au fronton du portail : JESU NASCENTI VIRGINIQUE MATRI, *à Jésus naissant et à la Vierge mère*, — cette pieuse inscription dut paraître aux contemporains une ironie abominable.

En tout cas, le père malade et déjà moribond regarda à peine l'enfant nouveau-né. Pourtant, on nous assure qu'il fut flatté d'avoir un rejeton et qu'il en manifesta une réelle joie. Peut-être que des doutes outrageants pour Anne d'Autriche empoisonnèrent ce bonheur paternel. Quelque temps avant sa mort, comme on lui apportait son fils sur son lit, il demanda au petit garçon : « Comment t'appelles-tu? — Louis XIV! répondit étourdiment le jeune Dieudonné, sans doute stylé par son entourage. — Pas encore! » soupira le Roi. Et le moribond se détourna avec amertume. Louis XIII était-il le vrai père de cet enfant? On a voulu le contester, faire de cette naissance

une énigme historique. Du vivant même d'Anne d'Autriche, des noms furent prononcés, des pamphlets circulèrent. Cela dura pendant tout le règne de Louis XIV. L'officine anti-française de Pierre Marteau, à Cologne, mit en circulation un petit livre qui s'intitulait : *Les amours d'Anne d'Autriche avec Monsieur le C. D. R.* (*le comte de la Rivière*) *le véritable père de Louis XIV aujourd'hui roi de France, où l'on voit comment on s'y prit pour donner un héritier à la couronne*, etc... Mais ce n'est qu'un plat roman, un ramassis d'ignobles calomnies, dont chaque ligne sue la fausseté. Mazarin, souvent soupçonné, est hors de cause. Il était retourné à Rome depuis deux ans, lorsque naquit Louis-Dieudonné. Quoi qu'il en soit, pour quiconque a comparé avec attention les portraits du père et du fils, il est certain que Louis XIV ressemble au moins autant à son père qu'à sa mère. Même au moral, l'hérédité, sur une foule de points, parait évidente.

Quant à la mère, il est surabondamment prouvé qu'elle fut ravie d'avoir enfin un enfant. Cela se devine d'ailleurs. Désormais, le Roi ne pourrait plus la répudier, comme on l'en menaçait, pour cause de stérilité. Et, quand le Roi mourrait, on ne pourrait plus la renvoyer honteusement en Espagne. Mais cet enfant « obtenu par prières, » que de larmes, de tribulations, de supplications au Ciel, de vœux et de pèlerinages, il lui avait coûté ! La Reine avait agenouillé sa stérilité devant l'autel de toutes les Notre-Dame de France, de Notre-Dame de Paris à Notre-Dame de Liesse et à Notre-Dame de Chartres. Lorsqu'enfin elle devint grosse, elle était encore sous le coup d'une scène affreuse qui avait eu lieu, l'été d'avant, le jour de l'Assomption, au couvent du Val de Grâce. Accusée par Richelieu de trahir la France au profit de son frère, le roi d'Espagne, Anne d'Autriche fut traitée en coupable, interrogée avec les religieuses qu'on supposait être ses complices. Le chancelier Séguier osa, dit-on, la fouiller comme une espionne... Puis, deux jours après ses couches, on apprit une défaite des armées françaises. Condé, battu devant Fontarabie, avait été obligé d'en lever le siège. Deux ans auparavant, ç'avait été la prise de Corbie par les Espagnols, le cardinal-Infant marchant sur Paris, la capitale terrorisée. On juge si une Reine espagnole, suspecte, et sans doute à juste titre, d'intelligences avec l'ennemi, pouvait avoir le cœur bien gai en ces conjonctures.

Et puis enfin, au bout de quatre ans, Louis XIII mourut, après son ministre. Cette femme, débarrassée de ses deux ennemis et de ses deux surveillants les plus redoutables, devenue régente et maîtresse absolue du royaume, se dédommagea de la longue contrainte sentimentale où elle avait vécu. « Elle avait au souverain degré, dit le cardinal de Retz, la coquetterie de sa nation. » Elle avait surtout une longue soif d'amour. Cette Reine qui, jusque-là, avait vécu à demi cloîtrée, devint une amoureuse exaltée. Il est hors de doute, en effet, qu'elle aima passionnément Mazarin, ce bel Italien, ancien capitaine d'infanterie, devenu diplomate et prince de l'Église, que son mari lui-même, par testament, lui avait donné pour premier ministre. Ce fut l'amour furieux de la quarantaine, d'autant plus ardent qu'il se cachait davantage. Car c'est une justice à rendre aux deux amants que, dans leurs relations, toutes les convenances furent sauves et que leur discrétion fut parfaite. Sans la médisance et la calomnie toujours aux aguets, on ne se serait douté de rien. La Reine aimait en Mazarin non seulement un amant qui lui avait juré une fidélité à toute épreuve, mais le protecteur de son fils, celui qui défendait leur trône et peut-être leur vie à tous deux. Quand on songe à tous les dangers qui environnaient cette veuve et ses deux enfants, peut-on lui en vouloir de s'être tournée avec confiance vers un cœur aimant et dévoué et d'avoir accepté son aide au milieu des pires circonstances? Encore une fois, elle aimait ce bel étranger, de toute son âme. Ses nombreuses lettres en font foi. L'aimait-elle plus que son fils? Cela est trop certain. Elle voulait l'avoir sans cesse à ses côtés. Elle l'avait installé près d'elle au Palais Royal. Elle l'accablait de sa correspondance, quand il était absent. Entre temps, elle courait les églises et les couvents, faisait de dévotes retraites en son cher Val de Grâce, car, à la façon des Espagnoles, elle n'éprouvait aucune peine à mêler la galanterie avec la dévotion. Elle se parait, soignait ses belles mains, dont elle était très vaine, cherchait, pour les faire valoir, les gants musqués ou les gants d'ambre les plus fins, que le Cardinal faisait venir d'Espagne tout exprès pour elle avec des oranges de Portugal. Quand les temps devenaient meilleurs et que le buffet royal était mieux garni, elle s'offrait de petits dîners avec ses femmes, étant fort sensuelle et gourmande. Cette gourmandise jointe à sa paresse la fit engraisser de bonne heure. Au

temps de la Fronde, cet insolent de Retz nous dit qu'elle avait l'air « d'une grosse Suissesse. » Ses traits s'étaient empâtés et son teint trop chaud s'était brouillé. Mais elle avait toujours ses belles mains, — des mains « faites pour le plaisir des yeux, assure Mme de Motteville, pour porter un sceptre et pour être admirées, » — des mains devant lesquelles il fallait feindre l'extase, si l'on voulait gagner sa faveur...

* * *

Loin de cette mère amoureuse et coquette, Louis-Dieudonné croissait à l'abandon, avec son frère Philippe, plus jeune que lui de deux ans, de complexion plus délicate, mais aussi plus débile. Louis était incomparablement plus robuste. Un annotateur anonyme des *Mémoires de Brienne* parus à Amsterdam chez Frédéric Bernard, en 1720, rapporte ce trait singulier : « Il vint au monde avec ses dents, comme Hercule. On raisonna fort sur cette circonstance, et l'on peut lire la lettre que le célèbre Grotius, qui était alors en France, écrivit sur cet événement à ses maîtres... » C'est très probablement une légende faite après coup, pour expliquer non seulement l'appétit physique de ce gros mangeur, mais surtout son avidité de conquérant. Les pamphlétaires d'alors le représentaient comme un ogre qui mangeait ses voisins. En tout cas, ces dents précoces, nous le savons, étaient très mauvaises. Elles étaient néanmoins assez fortes pour mordre le sein de ses nourrices. Comme le jeune Gargantua, Louis XIV dévorait ses nourrices. Il en usa près d'une dizaine. Que son tempérament ait été en rapport avec ce bel appétit, rien ne semble plus naturel. Le même annotateur de Brienne ajoute ceci : « Louis XIV parut avoir de bonne heure de l'attachement pour les dames. On assure qu'Anne d'Autriche fit tirer l'horoscope de ce Prince, lorsqu'il n'était encore âgé que de quatre ou cinq ans et que l'astrologue voulut voir Louis XIV dans le pur état de nature : après quoi il déclara le penchant que ce prince aurait à l'amour. On lui appliqua ce vers :

Mars ad opus Veneris, Martis ad arma Venus (1)...

Ce futur héros, qui montrait tous les signes extérieurs de l'héroïsme, sommeilla longtemps dans une sorte de torpeur de

(1) « C'est Mars pour l'œuvre de Vénus, et c'est Vénus pour les armes de Mars. »

l'intelligence. Il n'avait rien de la vivacité de son frère Philippe, qui, par sa pétulance et ses gentillesses, faisait la joie de sa mère et des femmes de son entourage. Le petit Monsieur, comme on l'appelait, était leur idole, tandis que l'air endormi du Dauphin les éloignait de lui et ne leur annonçait rien de bon. Primi Visconti nous dit la chose sans ambages : « Lorsque le Roi était enfant, *les Français le regardaient comme un idiot*, et, comme ils n'ont de bonne opinion que des enfants qui ont de la vivacité, ils croyaient que Monsieur réussirait mieux... » C'est l'éternelle erreur des parents et des pédagogues. Ils jugent mal. Ils confondent l'intelligence avec le mimétisme, le don d'assimilation, la ruse ou l'habileté pratique. Leurs brillants élèves sont, en général, des fruits secs. Ces coureurs, levés de si grand matin, sont fourbus à la première étape. Les autres, les vrais maîtres, les vrais fils de Roi, ont besoin de se recueillir plus longtemps. Comme aux grands animaux, il leur faut une lente gestation. Les gens du commun s'y trompent continuellement. Ils ne devinent jamais les fronts prédestinés à la couronne. Flaubert disait qu'au premier abord les grands chefs-d'œuvre ont l'air bête comme les grands paysages, les grandes œuvres de la nature : il exagérait à peine.

Vers l'âge de huit ou neuf ans, Louis-Dieudonné commença à secouer cette espèce d'engourdissement. Mgr le duc de Vendôme possède, parmi ses reliques de famille, un portrait du petit Louis XIV à cet âge-là : c'est un charmant enfant, supérieurement racé, — et qui, certes, n'a rien d'un « idiot. » De grands yeux tendres et caressants, un sourire candide, l'air d'un bon petit garçon, qui parait aussi sage qu'il est aristocratique et distingué. C'est surtout l'expression de bon enfant affectueux et tendre qui frappe dans ce portrait. Quand son père fut à l'agonie, écrit le valet de chambre Dubois, l'huissier de garde lui demanda : — « Monseigneur, si Dieu disposait du Roi votre bon papa, voudriez-vous être Roi en sa place pour régner? » — Tout de suite l'enfant de pleurer et de répondre : — « Non ! je ne le veux pas être, et ne veux pas que mon bon papa meure. Car, s'il mourait, je me jetterais dans le fossé. » — Propos d'enfant morigéné et dont ses gouvernantes ont « fait la bouche, » comme on disait alors. Néanmoins, la douceur du petit Dauphin est un sujet sur lequel les contemporains ne tarissent pas. Lorsqu'il se prépara à sa première communion, le P. Paulin,

son confesseur, écrivait au supérieur général des Jésuites, à Rome : « Il n'est point un agneau plus doux ni plus traitable que notre Roi. » Mme de Motteville, qui ne l'a jamais aimé, admire, elle aussi, sa douceur, sa patience, son aménité, lorsqu'à l'âge de neuf ans, il fut atteint de la petite vérole. « Il parlait humainement à ceux qui le servaient, il leur disait des choses spirituelles et obligeantes et fut docile en tout ce que les médecins désirèrent de lui. » Nullement fier, nullement infatué de son rang. Comme les enfants privés de tendresse, il reportait son affection sur les domestiques. Il embrassait La Porte, son valet de chambre : « Lorsqu'il voulait dormir, écrit celui-ci, *il voulait que je misse ma tête sur son chevet auprès de la sienne*. Et, s'il s'éveillait la nuit, il se levait et venait se coucher avec moi, en sorte que, plusieurs fois, je l'ai reporté tout endormi dans son lit... »

Cette absence de morgue allait si loin qu'on s'en alarmait, surtout dans les milieux hostiles au Cardinal. On prétendait que celui-ci le domestiquait à dessein. En tout cas, on s'accordait à trouver que le Roi était trop humble, trop soumis, trop bon enfant, qu'il n'avait rien des sentiments qui convenaient à sa grandeur. Lui-même racontait plus tard à Mme de Maintenon que, dans son enfance, il n'avait eu d'autre société que celle des servantes des femmes de chambre de la Reine, qui lui refusaient la révérence. C'est, sans doute, en souvenir de cette humiliation que, devenu l'autocrate que l'on sait, il ne passait jamais devant la moindre des chambrières, sans soulever son chapeau. Mme de Maintenon ajoute : « Sa compagnie ordinaire était la petite fille de la femme de chambre des femmes de chambre de la Reine. Il l'appelait la « Reine Marie » parce qu'ils jouaient ensemble à la Madame, lui faisait toujours faire le personnage de la Reine et lui servait de page ou de valet de pied, lui portait la queue, la roulait dans une chaise, ou portait le flambeau devant elle. » La Porte, qui détestait le Cardinal, jugeait qu'on abusait de la bonté du Roi et qu'on entretenait en lui une humilité indigne de sa condition. Remarquant que, dans ses jeux, le Roi faisait toujours le valet, il résolut de lui donner une leçon. Pour faire honte à son jeune maître, il s'installa dans son fauteuil et se couvrit devant lui. L'enfant s'en plaignit incontinent à la Reine. A quoi La Porte de riposter : « Puisque le Roi fait mon métier, il est raison-

nable que je fasse le sien... » La scène étrange que voilà! Cet homme qui allait faire trembler l'Europe, qui sera bientôt un maître comme on n'en vit jamais, se plaisant à être traité en inférieur! Cet orgueilleux recevant de son valet de chambre des leçons de dignité et de tenue royale!

Et qu'on ne voie pas là un simple caprice puéril, un amusement de jeune seigneur curieux de s'encanailler un instant. En son fond primitif, Louis-Dieudonné était réellement timide, — et tendre aussi, craignant de blesser, de s'affirmer trop aux dépens d'autrui. La Porte, le fidèle valet de chambre, raconte, à ce sujet, une anecdote bien significative : « Un jour, à Compiègne, M. le Prince entrant dans le cabinet du Roi pour aller de là chez Son Éminence, le Roi se lève pour le recevoir, et ils furent quelque temps tous deux auprès du feu, où le Roi se tenait, *toujours découvert*... Je m'approchai de son précepteur et je lui dis qu'il le fallait faire couvrir, à quoi il ne répondit rien. J'en dis autant au sous-gouverneur qui n'eût pas plus de hardiesse. Je m'approchai de Sa Majesté et je lui dis tout bas de se couvrir : ce que M. le Prince ayant aperçu, il lui dit aussitôt : « Sire, La Porte a raison. Il faut que Votre Majesté se couvre : c'est assez nous faire d'honneur, quand elle nous salue... » — Et c'est le même enfant qui, quatre jours après la mort de son père, au premier lit de justice qu'il tint au Parlement, voyait à ses pieds l'avocat-général, Omer Talon, agenouillé dans sa robe rouge et qui lui déclarait en sa harangue : — « Sire, le siège de Votre Majesté nous représente le trône du Dieu vivant. Les ordres du Royaume vous rendent honneur et respect comme à une divinité visible. » — Le petit Roi n'était nullement persuadé de ces belles choses, et, comme un enfant bien élevé, le premier venu de sa maison, il n'osait pas se couvrir devant les grandes personnes.

Sans doute La Porte exagère la soumission de son maître, en haine du Cardinal. Toutefois cette soumission, apparente ou réelle, excitait son indignation. Il s'efforçait de prévenir l'enfant contre son parrain. On peut être à peu près sûr que c'est lui qui avait soufffé au petit garçon le mot que voici : « Un jour, à Compiègne, dit le valet de chambre, voyant le Cardinal passer sur la terrasse, avec une grande suite, le Roi dit : « Voilà le Grand Turc qui passe! » — La Reine voulut savoir qui lui avait dit cela. Le Roi ne le voulut jamais nommer.

Tantôt il disait que c'était un rousseau, tantôt un homme blond... » Il mentait pour ne pas trahir ses amis, — et des amis très peu sûrs, entre les mains de qui il n'était qu'un jouet. Il y avait, à la Cour, tout un parti qui s'efforçait de le dresser contre le Cardinal, de lui inculquer l'horreur des premiers ministres, surtout des premiers ministres-prêtres. Richelieu mort continuait à être exécré comme le protecteur et, en quelque sorte, l'inventeur de Mazarin. Une fois, à Chaillot, Mme de Sénecey, gouvernante du jeune Roi, apercevant le portrait de Richelieu, s'écria : « Le voilà, ce chien ! » Et le Roi de dire : « Donnez-moi une arbalète pour lui tirer dessus !... » L'aversion de Louis XIV pour les cardinaux-ministres date certainement de ses premières années. Elle dura toute sa vie. Plus tard, quand une question importante se discutait au Conseil, le Roi plaisantait : « Voilà Colbert qui va nous dire encore : Sire, ce grand cardinal de Richelieu... »

Mazarin savait tout cela par ses espions. Il était obligé de faire surveiller sans cesse son pupille. Mais, s'il l'avait mieux connu, il aurait jugé qu'il n'avait rien à craindre de lui. Personne ne pouvait avoir d'influence sur cet enfant prédestiné à l'empire. Personne ne mettrait la main sur lui. Avec ce subtil instinct des maîtres futurs, il se sentait entouré d'ennemis et d'inférieurs. Il attendait d'être le plus fort pour se manifester. Jusque là, il se taisait et se faisait petit. Il avait déjà cette dissimulation héréditaire, dissimulation salvatrice et féconde, qui est une des plus grandes vertus royales.

* * *

Et c'est pourquoi, aux yeux de sa mère et de l'amant de celle-ci, comme aux yeux des courtisans, Louis-Dieudonné n'était qu'un balourd sans avenir, un bambin quelconque, qui faisait d'ailleurs tous les gestes des enfants de son âge.

Il aimait passionnément jouer au soldat. On peut dire que tous les goûts militaires étaient innés chez ce fils de France. On s'était, de plus, efforcé de les cultiver en lui, dès le berceau. Il avait encore la bavette au menton, qu'on lui donna une compagnie d'enfants d'honneur, recrutés parmi ses compagnons de jeu. On y voyait entre autres les deux fils du comte de Brienne et le jeune Vivonne, fils du duc de Mortemart. Cette compagnie était organisée militairement sous les ordres de Mme de Lasalle,

femme de chambre de la Reine, laquelle avait reçu une espèce d'uniforme de général en chef. Elle portait un hausse-col, un chapeau à plumes noires et l'épée au côté. En cet équipage, elle faisait manœuvrer la compagnie enfantine, qui était armée de piques et qui défilait, tambour battant. Quelques années après, on construisit un fort en miniature, dans le jardin du Palais-Royal, pour l'ébattement du Dauphin et de son frère. Le futur poliorcète s'échauffait si bien au siège de sa citadelle enfantine que, plusieurs fois, il faillit s'en rendre sérieusement malade. Avec cela, il aimait tirer au mousquet, monter à cheval, conduire un carrosse. Aussi se plaisait-il extrêmement à la campagne, où l'on a de l'espace pour tous les jeux violents. Il n'était jamais si heureux qu'à Saint-Germain, à Compiègne, à Fontainebleau. C'est là un trait de nature. Toute sa vie, Louis XIV aimera la campagne. Il ne se plaira réellement que là, au point que, plus tard, les godelureaux de Versailles chuchoteront derrière lui : « Ce n'est qu'un gentilhomme campagnard. »

D'habitude, la cour passait l'été à Fontainebleau. On courait la forêt, on se baignait dans la Seine. Mme de Motteville nous a conservé un léger crayon de ces baignades familiales : « Le Roi, qui était encore enfant, se baignait aussi et son gouverneur, le maréchal de Villeroy, qui ne l'abandonnait point, en faisait autant. La Reine et toutes celles qui avaient l'honneur de l'accompagner avaient, à l'ordinaire, de grandes chemises de toile grise qui traînaient jusqu'à terre. Le gouverneur du Roi en avait de même, et la modestie n'y était nullement blessée. » Voit-on cela? M. le maréchal de Villeroy en chemise de toile grise et son élève accoutré de même, barbotant pudiquequement dans la Seine, en compagnie de la Reine et des demoiselles d'honneur, pareillement emblousées de gris! C'est tout un tableau de l'ancienne France...

* * *

Avec cette prédilection pour les exercices physiques, le petit Dauphin s'annonçait déjà comme devant être très brave. Mais cette fougue et cette ardeur de tempérament avaient pour rançon des défauts assez graves, dont il finit, il est vrai, par se corriger presque complètement, à force de surveillance et de discipline intérieure.

D'humeur naturellement calme et douce, l'enfant n'était pas

précisément colérique. Mais, quand on le poussait à bout, il avait des colères furibondes, véritables explosions qui le laissaient tout épuisé et pantelant. Lenteur à s'émouvoir, obstination, persévérance, ce sont là des caractères qui se retrouveront chez l'homme mûr. Il faisait tout sérieusement, même quand il jouait. Il s'y donnait de tout son cœur, usait, comme on dit, le plaisir jusqu'à la corde. On ne pouvait plus l'arrêter.

Un jour, il fit de tels sauts de carpe sur son lit, qu'il tomba sur l'estrade et qu'il faillit se tuer en s'y cognant la tête. Une autre fois, dans le jardin du Palais Royal, il s'échauffa tant à attaquer sa forteresse, qu'il était tout trempé de sueur. Là-dessus, on vint lui dire que la Reine allait se mettre au bain. « Il courut vite pour s'y mettre avec elle, dit l'excellent La Porte, et, m'ayant commandé de le déshabiller pour cet effet, je ne le voulus pas. Il l'alla dire à la Reine qui n'osa le refuser... » Mais le valet de chambre, voyant en quel état il était, résista. Le Roi tint bon. Il fallut l'autorité du médecin pour empêcher l'enfant de se jeter à l'eau tout en sueur.

Ces caprices entêtés dénotaient déjà une volonté inflexible. Ce petit Dauphin si sage avait des crises de désobéissance. Il était alors très difficile à réduire : il y fallait le fouet. Il ne fut que rarement fouetté, étant, d'habitude, très docile et très doux. Pourtant, un jour, à Amiens, où il avait suivi la Reine, il fit à celle-ci une scène de désobéissance, à propos d'un ruban qui attachait à son cou une petite croix de reliques. Cela fut au point que la Reine en devint toute rouge de colère et qu'elle lui dit : « Je vous ferai bien voir que vous n'avez pas de pouvoir et que j'en ai un. Il y a longtemps que vous n'avez été fouetté et je veux vous faire voir que l'on fesse à Amiens comme à Paris... » Avec lui, ces moyens violents et humiliants étaient inutiles : il était trop raisonnable et aussi trop fier pour qu'on dût y recourir. *Il se rendait toujours à la raison*, dit La Porte qui l'a observé pendant toute son enfance. Se rendre à la raison, la belle qualité pour un futur roi de France ! Nous allons la voir croître et s'épanouir splendidement avec les années.

Cet enfant si raisonnable et si sérieux n'avait rien de triste, ni de renfrogné. S'il ne montrait pas la vivacité de son frère Philippe, il n'en était pas moins de mine fort avenante et infiniment gracieux à regarder. Le peuple de Paris s'en émer-

veillait, était fier de lui, quand il traversait à cheval les rues de la capitale. Il était très blond, en ce temps-là, d'un blond presque autrichien, un blond doré qui semblait présager le Roi-Soleil. Il portait un habit en broderie d'or et d'argent, un chapeau à plumes blanches et il montait un petit cheval blanc, dont les crins étaient noués de rubans couleur de feu... Pendant la semaine sainte de 1647, il accompagna le Cardinal, son parrain, qui assistait à l'office des Ténèbres, chez les Carmélites du faubourg Saint Jacques. A travers les grilles des religieuses, le peuple le voyait courir dans le chœur, soufflant les bougies, et — ajoute Mme de Motteville, qui nous raconte ce trait — « faisant toutes les actions d'un enfant qui aime à jouer... »

La charmante image que celle de ce jeune papillon royal, voltigeant entre les flammes des bougies, dans son bel habit brodé d'or! Avant l'heure des apothéoses solennelles, il est bon d'arrêter nos regards sur cette jolie silhouette enfantine et de voir d'abord, en Louis le Grand, celui qui fut, aux yeux des bonnes gens de Paris, « le petit Louis. »

***

Cet enfant joueur était déjà très réfléchi. Ceux qui le connaissaient bien en tiraient un bon augure pour l'avenir.

Le décor, plus ou moins fastueux, de la Cour ne l'éblouissait point. Il en apercevait, ou il en devinait déjà tous les dessous. Comment n'eût-il pas été frappé et mortifié de la gêne, de la misère dorée que l'avarice du Cardinal et l'inclémence des temps infligeaient à sa mère? Au Louvre ou au Palais Royal, on ne mangeait pas toujours à sa faim. Une belle omelette onctueuse y paraissait une aubaine tombée du ciel. Pendant le carême, on se régalait de bouillie, et les dames d'honneur devaient se contenter des restes de la Reine, quand il y en avait. Le Roi et son frère couchaient dans des draps troués ; les tentures de leurs carrosses tombaient en lambeaux. Tout cela faisait une impression pénible sur un enfant comme celui-là, qui avait le sens inné du faste et de la grandeur. Le pire de tout, c'était de sentir que le cœur de sa mère appartenait à un autre. Certes, il ne soupçonnait pas encore quelles relations existaient entre elle et le Cardinal. Et pour-

tant on est vite averti de tout dans une Cour. Une foule de gens avaient un si grand intérêt à brouiller la mère et le fils et à exciter celui-ci contre le favori !... Admettons que sa candeur n'ait été troublée par personne : il n'en comprenait pas moins, avec une tristesse jalouse, que sa mère aimait ailleurs. Il cachait au fond de lui cette déception, la plus cruelle de toutes pour un enfant. Il ne disait rien, se retranchait dans un mutisme que les courtisans frivoles prenaient pour de la lourdeur, ou de la lenteur d'esprit.

Celui qui l'eût observé de près, eût jugé que l'attitude de cet enfant avait quelque chose de bizarre et d'énigmatique. Que c'est étrange ce petit garçon silencieux, qui ne veut pas parler et dont cependant l'esprit travaille sans cesse, qui interroge quand il est en confiance, qui est curieux de tout, qui veut tout savoir, qui subitement devient gai, qui rit et se moque, qui perçoit vite le ridicule et qui aime à railler ! La Porte, son fidèle serviteur, a bien noté tout cela. Mais il y a un mystère, à peu près impénétrable au fond de cette âme puérile, mystère qui durera pendant toute son adolescence et même sa première jeunesse. On peut bien essayer d'en éclairer les obscurités : ce ne sont que des hypothèses plus ou moins vraisemblables. Il devine tout, ou du moins il le pressent, et pourtant il continue à aimer sa mère. Il a pour elle une manière d'amour étrange, où se mêle de l'admiration et du respect. La mort de cette grosse femme indolente et sensuelle sera peut-être le plus grand chagrin de toute sa vie. Néanmoins, il ne manifeste rien de la ferveur, ou de la tendresse blessée de ses sentiments. Il se tait, il ne veut rien voir, il est comme absent. Tout au plus peut-on démêler, dans cette singulière attitude, la bouderie d'un enfant très personnel qui, déjà, rapporte tout à soi et qui souffre de voir qu'on s'écarte de lui et qu'on n'est pas tout à lui.

La Reine était trop occupée de son amant pour prêter beaucoup d'attention à ces nuances de psychologie enfantine. Et d'ailleurs elle n'était guère fine. Cela ne l'empêchait pas d'avoir soin de son Dauphin, à sa manière, qui était tout extérieure et superficielle, — de veiller à l'éducation comme à la santé de ce fils, sans lequel elle n'était plus rien... Quant au Cardinal, pris par les affaires, — les siennes propres comme celles de l'État, — il ne se préoccupait pas beaucoup d'un jeune héritier

de la Couronne, dont l'intelligence paraissait si médiocre et qui se montrait si débonnaire, si facile à mener. Pourtant, il était trop perspicace pour ne point sentir qu'au fond il n'était pas aimé du Roi, qu'il n'avait point sur lui une emprise complète. Et puis, trompé, comme tout le monde, par la feinte apathie du petit Prince, il se rassurait, sans doute, en se disant : « Après tout, qu'importe, s'il est stupide!... »

SOUS LA FÉRULE

... Mais, on ne voulait point que cet enfant fût stupide, pas plus le Cardinal que la Reine-mère. On a trop répété, d'après Saint-Simon, que son éducation et son instruction furent négligées, — et négligées à dessein. M. Lacour-Gayet, dans un excellent livre, *l'Éducation politique de Louis XIV*, a déjà fait bonne justice de cette vieille erreur. En réalité, ce que le Cardinal ne voulait pas, c'est que, sous prétexte d'instruire le Roi, on lui soufflât la rébellion contre son ministre. Aussi faisait-il surveiller jalousement l'entourage et les pédagogues de son futur maître, et, autant que possible, mettait-il auprès de lui ses créatures ou des gens de sa famille. Cela ne l'empêchait point de sentir, autant que la Reine, la nécessité d'éveiller cet enfant, en apparence engourdi et somnolent. Les précepteurs mêmes qu'il avait choisis le sentaient davantage encore. Plus, peut-être, qu'il ne l'eût souhaité, ils s'efforçaient de donner au Roi la conscience de sa dignité, de ses devoirs et de ses responsabilités. Et puis, surtout, il y avait la Nation, — toute glorieuse de ses premiers triomphes sur l'Espagne et l'Empire, — la Nation qui avait les yeux fixés sur son Dauphin, et qui réclamait un prince digne de sa couronne et des grandes espérances françaises.

C'est pourquoi, dès que le petit Louis XIV fut en âge d'être mis aux mains des pédagogues, — au commencement de l'année 1646, — la Régente, par une lettre publique, adressée au duc de Montbazon, crut devoir informer solennellement les Français que l'éducation de leur Roi était commencée, qu'elle venait de créer tout exprès la charge de « surintendant au gouvernement et à la conduite du Roi, » et qu'elle l'avait confiée à « son cousin le cardinal Mazarini. » En même temps, — à côté du gouverneur de Sa Majesté, le maréchal de Villeroy, et de sa

gouvernante, la marquise de Sénecey, — on organisait tout un corps enseignant à l'usage exclusif du petit prince. A sa tête, était le précepteur en titre, l'abbé Hardouin de Beaumont de Péréfixe, déjà nommé évêque de Rodez et qui devint plus tard archevêque de Paris, puis, sous les ordres de celui-ci, l'abbé de Brisacier, qui le suppléa même pendant quelque temps, et, plus tard, le Père Paulin, supérieur de la maison professe des Jésuites, à Paris, qui cumulait les fonctions de confesseur du Roi et d' « assistant » au précepteur en titre. En outre, le Roi avait un maître d'écriture, un professeur de mathématiques, un professeur de langues étrangères, un professeur de dessin, un lecteur, un joueur de luth et un maître de guitare, — enfin, un maître d'armes, un maître d'équitation et un maître à danser.

On se demande dans quel collège de Paris il eût pu trouver un programme de cours plus complet et aussi de meilleurs maîtres. Remarquons, parmi eux, le P. Paulin, supérieur des Jésuites de la rue Saint-Antoine, des « grands Jésuites, » comme on les appelait. Or, en fait d'éducateurs, il n'y avait rien de comparable, en ce temps-là, aux Jésuites. Le précepteur en titre, Hardouin de Péréfixe, n'était certes point un Bossuet, mais c'était un bon esprit et un honorable écrivain. Comme pour corriger l'influence trop dévote de ces maîtres ecclésiastiques, on mit, pendant quelque temps, auprès de Louis XIV, le sceptique La Mothe-Le Vayer, un épicurien et un lettré grand amateur de la littérature du XVIe siècle ; Mazarin, qui surveillait de près l'éducation royale, avait sans doute désigné ce dernier avec intention... D'autre part, si l'on examine attentivement le programme pédagogique de Louis XIV, on s'aperçoit que rien n'y est oublié de ce qui constitue, aujourd'hui encore, une éducation complète, sauf l'histoire. Mais l'histoire, à cette époque, n'était enseignée dans aucun collège.

Et pourtant Louis XIV, — bien que lui-même ait déploré plus tard qu'on ne lui ait pas appris au moins l'histoire de ses prédécesseurs, — eut, dès sa première jeunesse, quelque teinture de cette science. Son précepteur, Hardouin de Péréfixe, qui composa pour lui une *Histoire du Roy Henry le Grand*, lui avait non seulement parlé longuement de ce Roi, mais de toute l'histoire de France. Il en avait rédigé, dit-il, « un sommaire pour l'usage de Sa Majesté, *qui en faisait lecture tous les jours, avec*

tant de plaisir, qu'il n'est point croyable que ce puisse être sans utilité. » Avant lui, le valet de chambre, La Porte, d'accord avec Anne d'Autriche, lisait, tous les soirs, au petit Roi, avant qu'il s'endormît, un passage de l'*Histoire de France* de Mézeray, le grand historien d'alors. La Porte donnait à sa lecture « un ton de conte, » pour ne pas rebuter le petit garçon. « Je lui faisais remarquer, dit-il, les rois vicieux, pour lui inspirer l'aversion du vice, et les vertueux, pour lui inspirer l'émulation et l'envie de les imiter. *La Reine le trouva fort bon.* Le Roi y prenait plaisir et promettait de ressembler aux plus généreux de ses ancêtres, *se mettant en colère lorsqu'on lui disait qu'il serait un second Louis le Fainéant...*

La Porte ajoute encore ceci, qui a son prix, parce que Saint-Simon et ses émules ont soutenu le contraire : « *M. de Beaumont, précepteur de Sa Majesté, prenait grand soin de l'instruire* et je puis dire, avec vérité, qu'à toutes les leçons où j'étais présent, j'étais témoin qu'il n'omettait rien de ce qui dépendait de sa charge. » Croyons donc ce témoin plus que les détracteurs intéressés.

***

Mais il y a, au sujet de cette éducation royale, un malentendu qu'il faut dissiper tout de suite. Nos pédagogues actuels n'ont plus idée de ce que c'est qu'une éducation de Roi. Ils jugent du jeune Louis XIV, comme d'un lycéen d'aujourd'hui. C'est une erreur grossière, erreur pareille à celle qu'ils commettent, quand ils jugent de la conduite de ce Roi comme de celle d'un particulier. Les rois ont leur éducation et leur morale propres. Ces pédagogues considèrent uniquement, ou avant tout, la quantité de matières absorbées par l'élève. Au fond, ce qu'ils reprochent à Louis XIV, c'est de n'avoir été ni un savantasse, ni un intellectuel, ni un artiste. Il avait bien autre chose à faire! Comme le dit excellemment son précepteur Hardouin de Péréfixe, dans le *Discours au Roi* qui figure en tête de son *Histoire de Henry le Grand :* « La royauté consiste presque toute en l'action. » Le plus important, pour un roi, c'est d'apprendre à agir. Et, pour apprendre à agir, il faut d'abord qu'il sache ce qu'il est.

Il ne le sait point naturellement. Comment le saurait-il? Un roi de France, tel que nos pères le comprenaient, est un

être si singulier, si complexe, si à part, si au-dessus de l'humanité! Non seulement il est l'œuvre des siècles, mais il est l'œuvre d'un dressage tout spécial, dont nous n'avons plus qu'une idée confuse. A l'état parfait, ou voisin de la perfection, il est un chef-d'œuvre de l'hérédité, de l'éducation, de la volonté et de l'intelligence personnelles. De bonne heure il fallait entraîner celui qui était marqué pour ces redoutables fonctions. Le petit Louis XIV, en ses premières années, ne semblait pas se douter de ce qu'il était ni de ce à quoi il était destiné. On a vu, plus haut, les craintes de son entourage devant cet enfant royal, qui ne se plaisait qu'à jouer au valet. Il fallut lui inculquer méthodiquement l'idée de son rang et de ses prérogatives. Son maître d'écriture lui faisait copier et recopier ce modèle : « L'hommage est dû aux Rois. Ils font ce qu'il leur plaît. » Par tous les moyens, on s'efforçait de lui donner des sentiments de maître, surtout les intrigants qui rêvaient de lancer ce jeune maître, œuvre de leurs mains, contre le tout-puissant Cardinal. Mais Louis-Dieudonné feignait de ne rien comprendre.

A cette conscience de son autorité personnelle, Hardouin de Péréfixe entendait joindre, chez le Roi, ce qu'il appelait les « vertus royales, » c'est-à-dire surtout les qualités morales, laissant au Cardinal le soin de développer en son élève les qualités politiques. Il avait écrit, dès son entrée en fonctions, une *Institutio principis ad Ludovicum XIV, Franciæ et Navarræ regem Christianissimum*, où il résumait cet enseignement moral à l'usage d'un dauphin de France. C'était, pour l'écolier royal, un recueil de versions latines tout trouvé. Hardouin lui faisait traduire quotidiennement des passages comme celui-ci : « Tous mes sujets, c'est autant d'enfants que Dieu m'a donnés à garder. C'est le devoir d'un père d'augmenter le bien-être de ses enfants, de défendre leurs biens et de veiller à leur salut... » Et qu'on ne croie pas que ces généreux préceptes fussent écoutés avec indifférence et comme de simples lieux communs par le jeune auditeur! Ils faisaient sur lui une impression si profonde que, plus tard, nous les retrouverons presque textuellement dans les pages de ses *Mémoires*. Lorsqu'il écrira ses *Réflexions sur le métier de Roi* et qu'il le nommera « un métier délicieux, » il répétera avec un autre accent ce que lui disait, vingt ans plus tôt, le bon Hardouin de Péréfixe :

« Il faut qu'un roi *fasse ses délices* de son devoir, que son métier soit de régner et qu'il sache que régner, c'est tenir lui-même le timon de son État... » Notons, en passant, que cette étrange expression de Louis XIV : « Le métier de Roi est grand, noble et *délicieux* » ne prend son vrai sens que rapprochée du texte de l'évêque de Rodez.

Pour rendre plus vivant cet enseignement abstrait, le précepteur mettait sous les yeux de l'écolier un type idéal de monarque, qui était censé réunir toutes les vertus royales. Ce type du monarque, c'était Henri IV, — un Henri IV conventionnel, arrangé et corrigé pour les besoins de la cause, défiguré selon le cœur et les préjugés de la nation. Il est à remarquer que tous les défauts de Louis XIV se trouvent déjà dans son aïeul, qu'on peut reprocher à celui-ci tout ce qu'on a reproché à son petit-fils. Mais les Français ne veulent pas le savoir. Louis XIV est l'homme qui a révoqué l'édit de Nantes, — cet édit que Henri IV eût été probablement amené à révoquer, lui aussi, s'il eût vécu davantage. Cela suffit; tout ce qui est peccadille ou idée géniale chez le grand père devient mégalomanie ou vice abominable chez son descendant. Ce rusé Béarnais, — aussi absolutiste et avide de conquêtes que Louis XIV, — est devenu, après sa mort, l'ami de tout le monde. Rien n'a plus servi sa gloire et sa légende que d'être mort prématurément.

Au nom de ce monarque idéal, Hardouin de Péréfixe prêcha à son élève la nécessité du gouvernement personnel, l'horreur des favoris, — et aussi des maîtresses, ce qui est tout de même un peu fort; — la bonne gestion des finances, la justice exacte, la bravoure sage et mesurée. Parmi ces exhortations, il y en avait qui n'étaient pas précisément pour plaire au Cardinal, qui étaient même dirigées contre lui. Il les tolérait, malgré tout, parce que cela répondait au vœu unanime de la nation et peut-être aussi parce qu'il n'y voyait qu'un vain rabâchage sans effet sur son pupille. Pourtant, ses amis ne désarmaient pas, multipliaient les démarches et les intrigues pour s'emparer de l'esprit du jeune souverain. En 1651, pendant qu'il était en exil à Brühl, on se hâta de profiter de cette circonstance favorable. Mme de Lansac, qui avait été la première gouvernante du Roi et qui détestait le Cardinal, fit présent au Roi de trois lettres de Catherine de Médicis adressées à son fils Henri III : c'était

non seulement un programme politique, mais un véritable emploi du temps, réglant par le menu la journée royale. Catherine de Médicis, elle aussi, prescrivait à son fils le gouvernement absolu et personnel.

Il paraît que le Roi était à sa leçon, lorsque Mme de Lansac lui apporta ces lettres. On nous assure qu'il « les fit lire aussitôt par son précepteur, bien qu'elles fussent longues, » qu'il les écouta « avec beaucoup d'attention » et que la conversation roula pendant quelque temps, entre lui, l'évêque de Rodez et Mme de Lansac, sur les instructions qu'elles contenaient.

Voilà un fait vraiment significatif! Il prouve qu'à cette date le maître commençait à s'éveiller en Louis XIV. Il acceptait avec plaisir, semble-t-il, les leçons de ses égaux, de ses prédécesseurs, gens de son monde et de sa famille, gens du métier surtout. Du moment que c'était Catherine de Médicis, ou Henri IV qui parlait, il dressait l'oreille. Il sentait qu'il y avait là, pour lui, un profit immédiat. Au contraire, avec ses pédagogues et lorsqu'il s'agissait d'exercices purement scolaires, il se montrait assez indifférent et nonchalant.

Un jour, nous dit La Porte, M. de Beaumont se plaignit à Son Éminence de ce que le Roi ne s'appliquait point à l'étude. A quoi le Cardinal répondit : « Ne vous mettez pas en peine. Il n'en saura que trop. Car, quand il vient au Conseil, il me fait cent questions sur la chose dont il s'agit... » Primi Visconti rapporte qu'à la même époque, l'ambassadeur d'Espagne, le comte de Fuensaldagne, trouvait « dans l'attitude du jeune Roi un certain air d'homme mûr » et qu'il fut le premier à le publier partout.

Ainsi ces hommes d'État semblaient faire assez bon marché du fatras pédagogique. Pourtant Louis XIV n'était pas ce qui s'appelle « un cancre. » C'était même un assez bon élève. On a conservé de lui des devoirs fort honorables. On a pu publier, sous son nom, une traduction française du premier livre des *Commentaires* de César. Il savait l'italien, apprit l'espagnol, les mathématiques, la musique, le dessin, de façon à pouvoir tracer lui-même le plan d'un jardin ou d'un édifice, ou à raisonner de ces arts et de ces sciences avec les spécialistes. Il eût pu devenir, s'il avait voulu, un excellent élève, comme il eût pu devenir le premier danseur de son royaume. Mais il comprenait d'instinct que cela n'était point son affaire. Il ne

serait pas plus un baladin qu'un fort en thème. La science, pas plus que la littérature, n'est une occupation de roi. Il y avait, pour lui, une tâche bien autrement pressante, qui était de connaître dans le plus petit détail la formidable machine qu'il allait avoir à conduire.

Pour cela, comme pour les sciences et pour toutes les connaissances en général, il reçut une éducation directe, qui est la meilleure de toutes. Il s'instruisit par la pratique et par la conversation. Il eut des hommes de génie pour professeurs, et l'on offrit à son avidité de savoir le plus vaste champ et le plus varié qui pût tenter la curiosité d'un jeune homme né pour la gloire. A ce propos, n'est-il pas assez comique d'entendre, aujourd'hui, les mêmes gens, qui préconisent les leçons de choses, l'enseignement direct par la pratique, reprocher son ignorance à Louis XIV, — Louis XIV qui fut en quelque sorte le modèle et le chef-d'œuvre de ce genre d'éducation ?...

***

A cette formation directe s'ajoutèrent les influences du milieu, les suggestions de l'opinion publique, qui arrivaient jusqu'au jeune souverain par les moyens les plus divers.

Comme, d'habitude, les naissances de Dauphins, celle de Louis XIV donna l'essor à toute une littérature pédagogique. Cet Enfant de France était l'enfant de toute la nation : chacun voulait l'élever selon son cœur et selon ses idées. Tous les partis donnèrent, à ce sujet, leur avis, les jésuites, les jansénistes, les parlementaires, les courtisans. Dans la plupart de ces écrits, la note dominante est un nationalisme belliqueux et conquérant. Les récentes victoires de Condé sur les Espagnols, l'annexion de l'Alsace, le traité de Munster, tout cela surexcite les ambitions françaises. On peut constater d'ailleurs, chez nous, à peu près pendant toute la durée du XVIIe siècle, depuis Henri IV jusqu'aux environs du traité de Nimègue, un cheminement pour ainsi dire ininterrompu de l'idée impérialiste.

En 1641, le Dauphin, encore en jupons, reçut la dédicace d'une *Généalogie de la Maison de France* somptueusement illustrée et reliée. La première planche était intitulée : *L'Europe française*. C'était une carte de tous les États qui avaient pu

être gouvernés par des membres de la famille royale : « France, Naples et Sicile, Portugal, Navarre, Pologne, Jérusalem, Empire d'Allemagne et Constantinople. » Presque toute l'Europe y passait, sans préjudice d'un bon morceau d'Asie. Le fils de Louis XIII était ainsi convié à reconquérir toutes ces provinces perdues de l'Empire français. Pour entretenir l'exaltation patriotique nécessaire à l'exécution de si grands desseins, l'auteur anonyme d'un écrit, destiné, lui aussi, à l'éducation du Dauphin, — *Les Codicilles de Louis XIII*, — cet auteur demandait que, chaque dimanche de l'année, on commémorât une victoire nationale, depuis la victoire de Clovis sur les Allemands et la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc, jusqu'au siège de La Rochelle, la conquête de l'Alsace, la prise de Thionville. Clovis devient, avec Jeanne d'Arc et saint Louis, une sorte de saint national. Il fait concurrence à Henri IV comme modèle des vertus royales. Cela va si loin que l'auteur des *Codicilles* propose d'instituer une fête nationale, le premier dimanche après Pâques, pour commémorer la conversion de Clovis et sa victoire sur les Allemands. Louis XIV fit sa première communion le jour de Noël, et non à Pâques selon la coutume, parce que Clovis fut baptisé le jour de Noël, — Clovis qui, avant sa conversion, — dit Hardouin de Péréfixe, dans son *Institutio principis*, — avait vaincu l'Allemagne : *Clodovœus, nondum christianus, vicit Alemaniam*. La Pucelle, grâce au poème de Chapelain, était alors à la mode. On la célébrait en vers, on la représentait en héroïne romaine, comme une sorte de Clélie gauloise. Il existe, encore aujourd'hui, au Palais de justice de Rouen, une vieille toile du XVIIe siècle, où elle apparaît sous ce déguisement. Dès cette époque, elle tendait à devenir une sainte de la Patrie... Qui donc oserait soutenir que la France de Louis XIV n'a pas connu le patriotisme, et même un certain chauvinisme ?...

Du côté clérical, on multiplie les poèmes sur Clovis et sur saint Louis, — « *Saint Louis ou le héros chrétien.* » Non seulement on prêche au jeune roi les vertus chrétiennes, mais on l'excite à recommencer les Croisades, à chasser les Turcs de l'Europe et de la Terre-Sainte. L'Allemagne et l'Espagne sont épuisées : c'est à la France qu'il appartient de reprendre la lutte séculaire contre les Infidèles... Telles étaient les suggestions qui assaillaient un écolier de douze ans. Voilà les conseils

que lui donna l'opinion publique. C'est faute d'avoir mesuré les ambitions françaises au lendemain du traité de Westphalie que nos historiens ont été si injustes pour Louis XIV. Si l'on rapproche les rêves impérialistes de la nation du programme où ce prétendu boute-feu de l'Europe finit par se renfermer, il faut bien conclure que c'est Louis XIV qui fut sage et modéré, et que c'est la France qui fut orgueilleuse et avide d'aventures.

Il est trop certain pourtant qu'en ces années où nous sommes, le jeune Roi écouta complaisamment ces exhortations de son entourage, ce vœu presque unanime de son peuple. Mais, comme toujours, il n'en laissa rien paraître. D'autre part, la dévotion extérieure et tout ostentatoire de sa mère ne pouvait guère modérer ces penchants ambitieux. Les pompes de l'Église s'ajoutaient aux pompes de la Cour pour inspirer au petit prince des idées de grandeur et l'enivrer du sentiment de sa puissance, lui qui s'entendait proclamer « une divinité visible. » La Reine l'emmenait avec elle dans les églises et les couvents de Paris. Tous les samedis, elle se rendait à Notre-Dame pour entendre la messe. Elle ne manquait pas un sermon, ni une fête, aux Grands-Augustins, au Val de Grâce, aux Jésuites de la rue Saint-Antoine. Par ses soins, le Roi fait sa première communion, en grand apparat, dans sa paroisse, qui était alors Saint-Eustache, puisqu'il habitait le Palais Royal. Le jour de la Fête-Dieu 1651, dans le jardin du Palais, il reçut solennellement toutes les processions des paroisses de Paris et il accompagna, nu-tête, le Saint Sacrement jusqu'au grand reposoir qu'on y avait dressé. Vision d'apothéose pour un petit Roi qui se voit déjà divinisé par l'idolâtrie de tout un peuple! Cette procession du Palais Royal, il s'en souviendra toute sa vie. Il y puisa la seule leçon d'humilité possible pour un être de son ordre, parce que, en même temps que son élévation, elle lui fit sentir sa petitesse devant la seule vraie grandeur.

En attendant les jours glorieux et les triomphes qui sont encore lointains, il faut faire sa page d'écriture sous la surveillance d'un abbé ou d'un valet de chambre : *L'hommage est dû aux Rois. Ils font ce qu'il leur plaît...* Le Roi copie avec application son modèle, et il songe aux maigres dîners du Louvre, à ses draps troués, à ses carrosses en lambeaux, à sa

bourse vide. Plus tard, il feuillette le dictionnaire pour son thème latin, l'émeute gronde à la porte de son cabinet, il grelotte derrière les fenêtres sans vitres, dans les chambres sans feu du château de Saint-Germain. Mais le rêve impérialiste, cher à la France d'alors, habite au fond de ses yeux impénétrables. Il continue à se taire. On le prend pour un bon garçon inoffensif et de peu d'entendement. Lui se moque en secret. Il est, dorénavant, averti de son destin. Il ne sait pas encore ce qu'il sera, mais il sait qu'il sera grand. Peu importe la façon! On prétend la lui enseigner d'avance : il écoute docilement ses professeurs. S'il n'est pas un brillant élève, il est discipliné, réfléchi. Ce n'est nullement un révolté, un héros romantique comme Napoléon. Il répète la leçon de M. de Beaumont, ou du Révérend Père Paulin. Il ne leur dit pas : « Laissez-moi tranquille! Je connais mieux que vous ce qu'il me faut!... » Il est trop obéissant pour cela. Et d'ailleurs il profite de tout, il prend de toutes mains. Il n'est pas pressé non plus : il sait qu'il a le temps. Mais, parfois, dans ses étranges yeux mauves, le rêve d'Empire resplendit, pour s'éteindre aussitôt qu'on l'observe. Cet enfant, à la bouche close et au nez de renard, est sûr de lui, sûr que son cœur, ce cœur solide qu'il a reçu d'une bonne mère, ne le trahira pas...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

VIII[1]

SUR LA ROUTE D'ANTIOCHE

XV. — LA CHEVALERIE D'AUJOURD'HUI ET D'HIER

Tout cela m'enivre, mais d'une ivresse que je ne prends pas tout à fait au sérieux. Vous ne me croiriez pas, si je vous affirmais que j'espérais sérieusement retrouver, sur les châteaux ruineux du Vieux de la Montagne, son secret pour disposer corps et âmes de ses fidèles. Tandis que je cherche et j'appelle ce que je sais qui est mort, j'attends quelque chose d'autre que je ne sais pas nommer... Au milieu de ces folles musiques, une vérité s'est formée en moi : j'ai vu que ces ferments, jadis tout-puissants, et qui gardent un attrait de mystère, ne sont plus qu'une pourriture où végètent de pauvres gens.

Ces pauvres et bonnes gens, qui les sauvera ? Les religieux de France, jésuites, lazaristes, maristes, capucins, franciscains, dominicains, Frères des écoles chrétiennes..., les soixante-dix congrégations diverses que notre pays entretient au Levant et qui en sont l'exacte et actuelle merveille !

Il ne faut pas que je romantise sur des souvenirs démantelés, pour manquer ensuite d'imagination devant des forces vivantes. C'était beau, jadis, Masyaf, Qadmous, Le Kaf, Aleïka, Marqab, Khawabi; mais l'Université Saint-Joseph, Antoura, la moindre

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin.

école de nos religieux ? Oui, nos religieux, à leur tour, après les Raymond de Toulouse, et les Rachid-eddin, comment les comprendre ? Avant de quitter définitivement Beyrouth, et de poursuivre mon voyage par terre jusqu'à Constantinople, je veux achever mon enquête.

Je suis retourné dans cette grande maison de l'Université Saint-Joseph. A nouveau j'ai causé avec les Pères jésuites. Leur Institut d'études orientales, leurs écoles d'agriculture, leurs petites sœurs arabes, les Mariamettes, autant de machines prêtes à s'engrener avec la vie indigène, autant d'imaginations de génie.

Je suis retourné chez les Frères des écoles chrétiennes. Leur enseignement professionnel est quelque chose d'extraordinaire. Ils fournissent tout le personnel des professions libérales, des administrations, des chemins de fer et de toutes les entreprises de caractère international. Au milieu de cette civilisation musulmane et de ces débris composites, ce n'est rien moins qu'une classe moyenne qu'ils sont en train de créer, une classe nourrie de notre culture et vivant de nos traditions.

Je suis retourné chez les Filles de la Charité. Elles ont pour mot d'ordre, si je les comprends bien, de ne jamais juger ni même interroger le malheur, et de courir à tout ce qui souffre Comme elles se font aimer !

Tous et toutes, je me sens mieux capable d'apprécier leur action, maintenant que j'ai vu les territoires qu'ils ont entrepris d'assainir. Je les regarde avec respect exécuter, conformément à leur règle, un dessein de vertu et de génie. Ils obéissent à une pensée initiale dont ils déroulent les conséquences. Quelle pensée exactement ? On ne me demande pas que je décrive davantage leurs maisons, leurs élèves, leurs programmes, bref les signes extérieurs et les effets de leur mission ; je viens d'en fournir le tableau le plus récent à la Chambre ; mais je voudrais entrer plus intimement au cœur de leur politique.

— Cher monsieur, dis-je à l'un et à l'autre, je suis émerveillé de l'œuvre française que vous accomplissez. Mais je ne comprends pas clairement votre point de vue. Ainsi, vous, les Jésuites, vous êtes un ordre international. Pourquoi vous dévouer à la France ?

— Nous agissons par province. L'œuvre de Beyrouth, c'est l'œuvre de notre province de Lyon, qui tout naturellement, parce que française, travaille pour la France.

— Bonne réponse! Mais enfin des Jésuites français, et qui relèvent de la province de Lyon, ne sont tout de même pas entrés en religion avec le but exprès de répandre la langue française.

— Nous accomplissons *gesta Dei per Francos.*

— Cela encore est très bien. Mais dans l'espèce, à l'Université Saint-Joseph, où sont les *gesta Dei* ? En quoi les services que vous rendez à la France servent-ils Dieu et l'Église ? Qu'est-ce que Rome attend de cet immense effort ?

De leurs multiples réponses j'arrive à me former cette pensée claire : le prêtre catholique n'est pas en Orient pour enseigner la langue française. Cet enseignement est le moyen, et non pas le but. Le prêtre est en Orient pour faire l'union des Églises, pour mettre fin au schisme de Photius et de Cérulaire. C'est dans ce dessein principalement qu'il recourt aux œuvres d'enseignement et de charité, dont il attend qu'elles rapprochent les hommes et apaisent leurs malentendus. Avant de réussir à convertir les gens, il faut se faire connaître, aimer, apprécier, il faut préparer l'heure unanime où fleurira la grande parole d'unité : « Nous nous estimons ; pourquoi ne serions-nous pas un seul troupeau sous un seul pasteur ? » Sa tâche de professeur permet au missionnaire de pénétrer dans toutes les familles chrétiennes et d'y apporter la vérité catholique, avec le double prestige du prêtre et de l'éducateur. On désire ici avec tant d'ardeur acquérir la connaissance de la langue française ! Et les œuvres de charité sont plus efficaces encore que les œuvres d'enseignement. Une infirmière sur le champ de bataille est toute-puissante auprès des cœurs : dans cet Orient livré aux ravages de la misère, nos Religieuses émerveillent les Turcs eux-mêmes, qui les traitent comme des reines. Un savant uléma de Sainte-Sophie disait : « Puissé-je ne pas mourir, sans avoir auprès de moi un de ces anges venus du ciel pour bercer la misère humaine ! »

Mais si haute et si vraie qu'elle soit, cette politique de la réunion n'explique nullement l'abondance des missionnaires français, qui forment à eux seuls les huit dixièmes de l'armée de la propagande catholique. La fin du schisme, voilà un motif plus officiel qu'intérieur et dont je doute qu'il ait déterminé beaucoup de vocations. N'exigeons pas que les missionnaires nous fassent là-dessus des réponses nettes et claires. « Nul œil ne peut se voir lui-même. *Oculus non semetipsum videt,* » comme

disait Taine à Bourget. La vérité, c'est que leur âme a son instinct, ses ailes, et veut accomplir la tâche aventureuse que nos ancêtres ont toujours estimée attrayante et noble. Ils appartiennent à une race dont la plus lointaine parole est : « Je ne crains rien, sinon que le ciel me tombe sur la tête, » et ces courageux fils de la Gaule et de Rome sont venus ici au secours du ciel chrétien ébranlé par l'Islam. C'est le legs des siècles, une tâche française qu'ils ne remettent pas en question. Ils sont ici parce qu'avant eux, d'autres clercs et des chevaliers y furent. Ils ont trouvé ce désir, ce devoir, cette imagination dans la tradition chevaleresque. Ils succèdent vraiment aux Hospitaliers, aux Templiers.

Saint François d'Assise était regardé comme « le chevalier du Crucifié, » et le premier chapitre général de ses disciples fut appelé « le camp de Dieu, » « le rendez-vous des chevaliers du Christ. » Saint Ignace, c'est un soldat et qui pense fonder un ordre de chevalerie. Sa *méditation des deux étendards* et celle du *règne du Christ* rendent bien compte de son état d'esprit. Saint Vincent de Paul, en fondant les filles de la Charité, s'accorde avec ce Jacques Molay, qui donnait comme mot d'ordre à ses chevaliers de protéger l'humble pèlerin sur les chemins de Syrie, *sicut mater infantem*. Le Père Joseph, jusqu'à sa mort, a rêvé de recommencer la croisade. Dans leurs hôpitaux et leurs dispensaires, les sœurs de Charité pourraient prendre pour devise le vers superbe des chansons de geste :

Donner, voilà ses tours et ses créneaux.

Tous et toutes méritent la sublime définition que Victor Hugo a donnée du chevalier :

Il écoute partout si l'on crie au secours!

Et justement voilà pour compliquer le mystère : ils sont partis comme des chevaliers, et nous les trouvons en train de faire la classe à des marmots. Quand vous êtes venus de France, mes Pères, cet Orient, c'était la terre promise, une terre de délices : au spirituel, du lait, du miel, et peut-être le martyre. Et puis voici (avouez-le) rien que des pierres. Le missionnaire qui faisait des rêves d'apostolat héroïque se heurte à une civilisation si fermée, si sûre d'elle-même que parfois il ne peut pas ne pas éprouver le sentiment de son impuissance

absolue. Comme tout était beau, quand il était en route! Et puis, sur place, position fausse d'être venu convertir des inconvertissables. Inertie qui le gagne et qu'aggrave le climat. Je vois se ralentir le battement de ce cœur désabusé. Le missionnaire n'a plus de la mission que le paysage. Se rappeler la mort de François Xavier, l'apôtre des Indes, au rivage chinois. Une des minutes les plus tragiques de l'histoire des grandes âmes.

Ils ne nous avoueront jamais ces multiples déceptions, qu'ils se cachent à eux-mêmes, mais nous ne sommes pas insensibles au point de ne pas deviner ce que leur bel équilibre dissimule de renoncement douloureux. Pour cette souffrance muette, je les aime et les admire davantage. Je les admire de ce mélange d'idéal et de platitude où ils consument leurs jours d'exil. Je les admire dans l'humble vérité de leur vie quotidienne et dans les soudains sursauts de foi, de poésie, qui les ramènent par instants aux enthousiasmes de leur première vocation : immense bonne volonté, demi-réussite, relèvement continuel par la force du rêve, et puis trébuchement. Je les admire dans la tristesse qu'à tort ou à raison je suppose qu'ils ressentent, parfois, durant ces longues journées d'un climat épuisant. Je les admire dans ce royaume d'avenir incertain.

L'autre jour, j'étais retourné à Ghazir. Je regardais la maison qui s'élève sur l'emplacement de celle qu'habita Renan. Un jeune homme, que je ne connais pas, m'aborda, et dans un français excellent répondit avec obligeance à plusieurs de mes questions. Et soudain, comme je lui demandais où se trouvait, au temps de Renan, le collège des Jésuites, il me dit avec véhémence :

— Quand donc mettra-t-on ici une plaque contre les Pères, et pour rappeler que la *Vie de Jésus* y fut écrite?

Je regardai cet enfant battre le sein de sa nourrice, et je songeai au blasphème de Caliban : « Tu m'as donné la parole; je m'en sers pour te maudire. »

Qu'est-ce que cette révolte? Je voudrais comprendre. Est-ce la protestation d'une race gênée dans ses mœurs? L'effet d'une instruction qui crée des énergies inemployées? Une tentative de la loge de Beyrouth, dont on m'a affirmé pourtant qu'elle en est à l'étape libérale, sans anticléricalisme? Je ne connais pas le problème.

— Pour moi, lui dis-je, je rêve d'une inscription, dont

j'ignore encore les termes, qui réconcilie ceux qui vous instruisirent et celui qui nous apprit à vous aimer. Vous êtes sensible à l'œuvre érudite et charmante du poète, mais qui donc vous a portés à sa hauteur, sinon les Pères jésuites?

Cette anecdote, c'est un cas d'exception j'en suis sûr; mais enfin elle est vraie, je vous prie de m'en croire. Quelle solitude de telles paroles laissent voir autour de l'éducateur! Auprès de lui, à ras du sol, dans ce grand paysage accablant d'Asie, on distingue la figure à demi cachée de l'ingratitude. De toute son âme, il a fait cette éducation. Et le jeune disciple, devenu grand, s'éloigne sans un regard.... Qu'importe! Il n'est pas de beauté sans un ingrat qui l'offense, et qui, croyant la diminuer, y met l'accent sublime.

La ténacité de ces prêtres, leur désillusion personnelle, s'il en est, l'empressement mystérieux de leurs élèves, l'ingratitude même de ces enfants, tout me ramène au problème qui m'obsède : peut-on créer une civilisation franco-orientale? Doit-on juger qu'il y a chez les Orientaux de précieuses aptitudes spéciales à ménager et à sauver? Quel dosage souhaiter d'Orient et d'Occident?

Pratiquement, quelles qu'aient été leurs aspirations au départ, quelle que soit leur détresse dans le présent, si vains que deviennent leurs espoirs de convertir le mécréant, une chose est claire, c'est qu'ils travaillent à répandre notre civilisation. Sous le signe du Christ, ils prêchent l'amour de la France, avec une ardeur qu'aucune peinture n'exagérera. Apôtres du Christ et d'une religion universelle, ils feraient, certes, dans une colonie anglaise et dans tout pays, une besogne analogue à celle qu'on leur voit accomplir ici. Mais qu'ils préfèrent travailler pour la France! Ils la jugent de la même manière que font les Maronites, c'est-à-dire comme la catégorie de l'idéal. Ils éprouvent une joie quotidienne, un sentiment royal à la voir dominer, protéger, nourrir spirituellement toutes ces races.

C'est qu'en effet la France, ici, est souverainement bienfaisante. Elle alimente et unifie ces nations, plus divisées encore qu'épuisées. En revenant du pays des Ansariés et des Ismaéliens, et de jeter un regard sur le chaos de leurs traditions millénaires, je suis persuadé que ces pauvres gens ont vraiment besoin de notre civilisation, et que sans elle ils continueront de n'en posséder aucune.

Je m'arrête. Quelques lecteurs s'étonneraient que je tire déjà des conclusions de mes petits voyages et les jugeraient prématurées. Mais puis-je empêcher mon esprit d'être agi par ce que je vois? Au reste nous continuons nos expériences. Je vais poursuivre demain mon enquête, par la vallée de l'Oronte, la Cilicie et l'Asie Mineure, pour la terminer enfin sur la tombe du poète persan à Konia.

XVI. — VERS ANTIOCHE

C'était une affaire, en 1914, de s'en aller de Beyrouth à Constantinople par terre. La voie de fer demeurait inachevée entre Alep, Antioche et Alexandrette, et, pour traverser le Taurus, on m'avertissait que j'aurais à me procurer des voitures. Interminables pourparlers, longues journées de route, séjour dans des auberges pénibles : ces ennuis deviennent le plus charmant plaisir, si l'on peut les partager avec un compagnon bien choisi. Aussi je me félicite d'avoir trouvé à Saïda, sur le lieu même des fouilles de M. Renan, qu'il continue, un savant archéologue, le docteur Contenau, à qui mon itinéraire a convenu et qui m'a dit : « J'en suis. » Et voilà comment l'un et l'autre, en parfaite communion d'idées, un beau matin, par une divine chaleur, nous quittons Beyrouth, nos amis et tant de belles images, bien faites pour être pleurées, en nous décidant avec allégresse à leur préférer celles que nous allons recueillir.

A plusieurs stations du Liban, des groupes viennent nous saluer. Tous ces amis demandent qu'on les appuie, et toujours cette sollicitation : « Des écoles, des écoles! » J'ai encore dans l'oreille l'accent douloureux de ce jeune homme qui, me prenant à part, me dit :

— Vous partez? Déjà! Qu'êtes-vous donc venu faire chez nous?

— Mais, admirer votre pays, votre histoire, votre amitié.

— Cela seulement, admirer?

Quel reproche dans cet « admirer! » Ce qu'ils attendent de la France, c'est une aide efficace. Ils veulent, après nos prêtres, nos soldats; après leur instruction, leur délivrance.

Le regard passionné de ce jeune homme et la sincérité de sa déception m'ont donné un instant l'idée que j'étais dans mon tort. Les Libanais sont des amoureux du parler français. De

nature, noblement ambitieux, ils jugent que la meilleure façon pour monter dans la société, c'est de savoir notre langue. Ils ignorent comment ils exploiteront cette connaissance, mais ils se disent : « Il faut que je possède le français aussi bien et mieux que mon voisin. » Et de fait beaucoup d'entre eux s'expriment avec une netteté élégante, un vrai sentiment littéraire. Il y a plus : par delà les mots, ils recherchent un idéal, qu'ils nomment la France et qu'ils désirent avec une nostalgie d'exilés. Le Liban est plein d'angoisses et d'appels. Le gémissement des pleureuses antiques continue d'y flotter et de nous assaillir. Ce serait les Vosges, les Alpes ou les Pyrénées, s'il ne s'y mêlait la sorte de tristesse voluptueuse et de douleur brisante auxquelles ont donné un corps les cultes des sanctuaires et le cortège sanglotant des Bacchantes.

Le jour tombait à notre arrivée dans Baalbek. De la gare nous sommes allés à pied, à travers les jardins, en suivant la rivière, jusqu'à l'hôtel persan. Les musulmanes étaient assises le long de l'eau, sous les peupliers, avec leurs enfants.

Sorti après dîner, je n'ai même plus regardé les ruines des temples. Je me promenais sous le clair de lune, entre les jeunes arbres immobiles et les grandes collines ; je me disais que nous atteignions aux jours les plus longs de l'année. Rien de plus, mais sur ce thème insignifiant, quelle musique répand la lumière blanche d'une nuit d'Asie !

HOMS

A la première station après Baalbek, je vois arriver un religieux, affreux de chaleur et de fatigue, que je prie de monter dans mon wagon, et qui se présente :

— Le Père Claude Chevrey, missionnaire jésuite français. (Il faut entendre l'accent d'orgueil qu'il met sur ce dernier mot.)

Il rentre à Homs, après une tournée d'inspection dans les écoles des villages.

— Eh bien ! mon Père, comment vont nos intérêts à Homs et dans la région ?

— Homs est divisé entre trois grandes influences : la moscovite, l'américaine et la française. Les Russes y travaillent depuis 1886. Ils ont 49 maîtres et maîtresses, 1410 élèves, garçons et filles. Chez eux les fournitures scolaires sont gratuites. La

Société de Palestine met à leur disposition, chaque année, plus de 60 000 francs. — Les Américains y datent de 1860. Ils ont 120 élèves à leur collège, 60 à leur école de garçons, 70 à leur école de filles, et pour ces 250 enfants, dix professeurs. — Nous, c'est en 1882 que nous sommes venus nous installer, sur le désir que nous a fait connaître Gambetta, quand M. Paul Savoye, notre vice-consul de Hama, demanda à se transporter à Homs. Nous avons aujourd'hui trois écoles de garçons qui comptent 300 élèves, et trois écoles de filles, avec 240 élèves; en outre un dispensaire. Tous ces enfants sont entassés comme des anchois et n'ont pour jouer qu'une cour minuscule. Le Caïmakan me disait encore l'autre jour: « Faites-nous deux pensionnats pour les garçons et pour les filles. Le russe n'est pas apprécié à Homs. A quoi peut servir le russe ? » C'est très bien raisonné. On nous demande d'enseigner le français plus largement. Nous confierions ces pensionnats à deux congrégations françaises. Mais nous manquons d'argent et de maîtres. Au lieu d'élargir, il faut restreindre. Notre résidence d'Homs comptait 40 écoles de villages; nous avons dû en fermer 35. Pourquoi? Parce que les ressources venues de France, en personnel, en matériel, ont trop diminué.

— Mon Père, il me vient une idée. Quand vous visitez vos villages, rencontrez-vous des Ismaéliens?

— Dans quelques jours, je vais aller dans la montagne des Nosséïris. J'y passerai trois semaines.

Alors tout de suite, je lui dresse un questionnaire, un programme d'enquête. Et lui :

— C'est une circonstance providentielle que je vous rencontre, monsieur Barrès. Cette semaine, il m'est arrivé un malheur. On m'avait demandé, sans me laisser de répit, un sermon sur Jeanne d'Arc pour le pensionnat des petites filles. J'étais embarrassé. On n'improvise pas en arabe comme en français. Une idée : je demande au dispensaire des religieuses la statue de Jeanne d'Arc. Les sœurs hésitent, et ne me la prêtent qu'avec mille recommandations. Je promets tout; je fais mon sermon; la statue parlait mieux que moi à mon auditoire. Hélas! après la cérémonie, voilà-t-il pas qu'une de ces enfants maladroites me l'a cassée. Je vous dis que votre passage est providentiel. Vous, un compatriote de Jeanne, vous m'enverrez sa statue, et moi, pauvre Père, des notes sur les Ismaéliens.

Hélas! la guerre est venue. Et, bien contre notre gré, nous nous sommes manqué de parole, l'un à l'autre.

Contenau ne nous écoute pas. Il est prodigieusement agité, il va et vient dans le wagon, stationne sur la plate-forme, se penche aux fenêtres : il n'en a qu'aux Hittites. Il est tout entier à surveiller l'immense paysage, pour y guetter une trace de ce que ces « fils de Heth » y furent quinze siècles avant Jésus-Christ.

— Arrivez, arrivez, crie-t-il, les voilà...

Je me rappelle que M. Gustave Schlumberger, un jour, chez Bourget, m'a raconté de quelle manière, en 1879, il lui fut donné de voir apparaître ces Hétéens de la Bible, ces Hittites, comme nous disons maintenant, que la nuit et le silence recouvraient. Schlumberger se promenait dans le vieux bazar de Constantinople (aujourd'hui détruit), à la chasse des monnaies antiques, quand il aperçut un beau gars, vêtu du pittoresque costume des paysans de l'Anatolie, qui cherchait à vendre d'étranges objets renfermés dans une immense bourse de cuir, une vingtaine de petits cônes de terre cuite, d'aspect très ancien, sur la base desquels étaient figurées une foule de représentations bizarres, têtes humaines, chaussures étranges, têtes d'animaux, etc. Ces petits monuments que Schlumberger acheta pour deux, trois livres turques, n'étaient autres que des sceaux de princes hittites, contemporains des plus vieilles civilisations de l'Asie antérieure. Publiés d'abord par Georges Perrot, puis par le grand archéologue et philologue anglais, Henry Sayce, ils figurent encore dans les collections de notre confrère et sont, à peu près, les premiers sceaux hittites retrouvés.

On ne déchiffre que très incomplètement l'écriture de ce vieux peuple. Mais on retrouve ses villes. Et Contenau nous appelle pour nous faire voir l'antique Kadesh. Sur la gauche du chemin de fer, il nous montre un monticule de terre, un tell, recouvert en partie par un village et par un cimetière, qui rompt la prodigieuse platitude de la plaine.

— Les belles fouilles qu'il y aurait à faire ici !

Il nous explique avec passion que lorsque l'égyptien Ramsès II, dans sa campagne de Syrie, vers 1295 avant J-C., arriva sur ce point, il y rencontra le gros des Hittites que commandait leur roi Moutallou. Mal gardé, il se fit surprendre, fut à deux doigts de la défaite, et ne chercha plus à prendre la ville de

Kadesh; il se hâta de conclure avec Hattousil (qui sur les entrefaites venait de succéder à Moutallou), un traité d'alliance et admit une de ses filles dans son harem. Le traité qualifie Hattousil de grand roi, alors que la chancellerie égyptienne lui donnait auparavant les épithètes de vil et d'ignoble. Toute la bataille est reproduite sur les murs du Ramesseum à Luxor, du Memnonium à Abydos, et à Ipsamboul, tandis qu'un poème glorifie la valeur du pharaon. Ces bas-reliefs montrent Kadesh entourée d'eau. C'est pour cette raison qu'on avait d'abord pensé à la chercher dans la petite île du lac de Homs. Les fouilles n'y ont rien donné. Alors au Sud du lac de Homs, qu'on appelait jadis lac de Kadas, on est venu examiner ce Tell. Il est situé dans l'angle formé par l'Oronte et par un de ses affluents, qui alimente un moulin, appelé encore aujourd'hui « moulin de Kadas, » mais tout de même pour satisfaire à l'idée qu'en donnent les bas-reliefs égyptiens, il lui manquait d'avoir de l'eau sur son troisième côté. Eh bien! les premières fouilles que M. Pézard y a entreprises viennent de dégager un canal qui, unissant les deux rivières, réalisait cette disposition.

— Je reconnais que ces recherches sont très amusantes, pleines d'ingéniosité, excitantes pour l'esprit, mais comment s'intéresser à fond aux Hittites ? Comment les relier à notre humanité ? Je ne me vois pas plus de parenté avec eux, dans leurs luttes contre les Égyptiens, qu'avec deux armées de fourmis.

— Parce que nous manquons de lectures! Mais nous avons déjà beaucoup de textes, que l'on commence à déchiffrer, grâce aux découvertes de Boghaz-Keui, et quand on saura vraiment les lire, ce sera inouï. Dans les cinquante années qui viennent, on va nous faire voir une civilisation hittite, très considérable, pas sémite, peut-être aryenne, tout un fond d'idées sur lequel a vécu primitivement le plateau central de l'Asie-Mineure.

— Je vous crois, mais en attendant, ce qui m'intéresse ici, c'est Émèse et surtout le temple d'Héliogabale. Où s'élevait-il ?

— Je ne me le suis jamais demandé, déclare le père Claude Chevrey.

Contenau n'en sait pas davantage.

LA PIERRE NOIRE D'ÉMÈSE

Le temple du Soleil aurait eu fort bon air dans la petite île, au centre du lac de Homs, que nous longeons, net, propre, couleur d'une opale très claire, et agrémenté sur son rivage d'un petit village tout sec, en terre battue. Un horizon monotone, immense, sans un vallonnement, avec çà et là des Tells artificiels, corps de garde, défenses de jadis, seuls témoins des civilisations qui se heurtèrent ici, dix siècles avant Jésus-Christ... Oui, le culte du Soleil eût été superbement placé dans cette île, comme le temple d'Isis que j'ai vu à Philae, dans le Nil, ou le temple d'Éléphantine.

Mais, au jugement de Contenau, le plus vraisemblable est que le temple de la pierre noire occupait dans Émèse l'emplacement de la mosquée actuelle de Homs. Celle-ci a succédé à la cathédrale chrétienne; on y trouve un puits surmonté d'une coupole qui repose sur six colonnes antiques; et les chrétiens précédemment avaient dû désaffecter le sanctuaire des païens. Perpétuelle transfiguration du visage divin. La mosquée d'Allah recouvre la sainte maison du Christ, qui s'est elle-même construite sur le temple du Soleil.

Quel lieu excitant pour l'imagination! Je réclame qu'un poète savant écrive l'histoire des grands prêtres héréditaires d'Émèse. Une famille incomparable, à la fois sacerdotale et royale, dont les femmes, merveilleusement belles et intelligentes, hissèrent sur le trône l'enfant insensé Héliogabale, et qui, pour finir, s'épanouit dans le génie mystérieux du philosophe Jamblique! Un tel livre, je n'en imagine pas de plus beau, si l'auteur ne s'attarde pas en détails sensuels, et s'il va, au centre de toutes ces extravagances, jusqu'à l'esprit qui animait ces adorateurs du bétyle, jusqu'à la vérité ineffable qui reposait dans la pierre noire, messagère du ciel,

Calme bloc ici-bas chu d'un désastre obscur.

Je voudrais pouvoir dire comme Damascius : « J'ai vu le bétyle volant dans le ciel. » J'envie le marquis de Vogüé d'en avoir découvert un à Oumm-el-Djemail. J'admire leur image sur les monnaies de Byblos et de Paphos. Quel fut le dernier jour de la pierre de Pessinunte, dite la Mère, que l'on avait

placée à Rome dans la bouche de Cybèle? Mais entre toutes, je rêve de la pierre noire d'Émèse, qu'accompagne, sur les monnaies d'or, un aigle. Sont-elles le symbole de l'occultation universelle, le rappel que toutes les causes premières demeurent inaccessibles à l'esprit humain? Et que signifiait alors la gigantesque émeraude lumineuse, exposée à la vénération des fidèles dans le temple de Tyr? Émeraude et pierres noires me paraissent l'emblème du feu et le symbole de l'amour. L'émeraude, c'est le feu ardent; la pierre noire, c'est le repos de l'étincelle qui n'a pas encore jailli. Je n'aurai jamais fini d'épuiser ces belles choses que Descartes a dites sur les germes de feu qui reposent dans le caillou, comme des germes de science dans l'homme. « Par ces pierres, aussi bien que par les chrysalides, la nature nous suggère un perpétuel *spera.* »

La pierre d'Émèse, appelée Elagabalus, et dont le jeune dément qui fut empereur s'appropria le nom, était marquée de saillies et d'empreintes, qui la faisaient à la fois mâle et féminine, et que l'on avait bien soin de laisser voir quand on l'habillait de riches vêtements.

Voilà ce qu'il plaisait à ces imaginations extravagantes des Syriens de lire sur une pierre; et nous, que voulons-nous y déchiffrer? Toutes les imaginations, les plus hautes et les plus pures, restent permises. Écoutez cette page du cardinal Pitra: « On s'obstine à nous dire que des hymnes sont écrites en lettres gigantesques sur les roches du Sinaï. Ici (à Rome), le père Secchi est mort, convaincu qu'il pouvait lire les hiéroglyphes de l'Égypte. Les pyramides de Gyzeh sont-elles les colonnes de Seth antédiluviennes? Que le père Kircher se soit mépris en lisant le *Dixit dominus* sur l'obélisque de Saint-Pierre, je n'ai qu'y faire; mais un autre lira mieux et plus encore. Volontiers j'en croirais je ne sais quelle sainte âme qui me disait sérieusement qu'il y avait un très beau cantique gravé sur l'obélisque de Louqsor dressé à Paris place de la Révolution... »

Héliogabale transporta à Rome sa pierre sacrée, et la plaça auprès du feu de Vesta. Puis il la maria à la *dea cœlestis* de Carthage, à la Tanith punique, qui avait été consacrée par Didon. Pour lui faire une cour, il groupa autour de ce couple insensé toutes les pierres divines de l'Asie. Et il exécutait devant elles ses danses sacrées. Même il leur offrit des sacrifices humains.

Quand ce jeune fou eut été égorgé et traîné dans les rues de Rome, on renvoya sa pierre noire à Émèse. Qu'est-elle devenue? Après quel désastre? Dans quelle construction est-elle encastrée? Pave-t-elle une route? Ses débris se sont-ils obscurément fait reconnaître et servent-ils de fétiche? Ont-ils cessé d'avoir toute action dans le monde?

Ainsi je rêve, tout en causant avec les religieux, dans la gare de Homs...

ALEP

Après Homs, toujours cette teinte de chameau, morne, sévère, et toujours, quand les peupliers fraîchissent, dans le cours de l'Oronte, des coins virgiliens, des nymphées agrestes. Nous les dépassons, et c'est de nouveau la couleur kaki, les pierres noires, le courant d'air du désert, la chaleur intolérable.

Aux environs de Hama, voici des villages dont les maisons surmontées de toits coniques semblent des ruches d'abeilles, des ruches grises et noires, des toits construits de terre battue et sèche, selon une mode si vieille que déjà on les voit figurer sur les bas-reliefs assyriens.

... Toujours cet aspect écroulé, abandonné sous le soleil. Une tempête de vent chaud sur des espaces où l'œil ne s'arrête à rien, sinon à des campements de nomades. Que ces témoins éternels, que ces survivants de la Bible sont en harmonie avec le désert! Un ciel sans un nuage, un sol sans une ombre, les tentes noires des fils de Cedar, et ce vent inlassable.

Ce grand paysage, d'une monotonie solennelle, laisse dans l'esprit un souvenir de puissance et d'éternité. C'est un tel repos, ces espaces qu'un seul motif remplit! Cela empêche la dispersion. Il n'y a rien ici pour le colifichet.

... Au demeurant, belle journée paisible sous la chaleur qu'un degré de plus ferait terrible. Si j'essaye de me rappeler mes sensations nues, je vois le ciel très haut, les villes blanches et basses, le désert où elles sont perdues, quelque chose d'exténué dans l'allure des chameaux et sur le visage des hommes, et puis les femmes enveloppées de voiles où souffle le vent. En réalité un pays peuplé et cultivé, et des villages riches. Mais il faut du temps et des explications pour le comprendre et pour distinguer que ces Bédouins errants sont déjà disciplinés et accordés

avec la civilisation. C'est un fait qu'ils tirent rarement sur le train et que leurs femmes rient en nous regardant.

On arrive à Alep au milieu des jardins. La citadelle, dressée sur un Tell, pousse vers le ciel ses murailles et ses tours.

A la gare, nous trouvons le Consul, M. Barré de Lancy, son attaché, les Pères jésuites, les Pères maristes, les sœurs de Saint-Joseph avec leur Supérieure. Et celle-ci, tout de suite, avant que j'aie quitté le marchepied du wagon :

— Monsieur Barrès, il ne faut pas laisser devancer la France.

C'est la sœur Placide Calé, une Bretonne, provinciale des sœurs de Saint-Joseph pour la Syrie, la Palestine et Chypre, une femme de tête et qui fait contraste, je vous prie de croire, avec ces Orientaux protocolaires qui se mettent à ma disposition.

Elle me prend par la manche :

— Venez voir notre hôpital en construction. Il n'avance plus, on manque de fonds. Vous pouvez nous avoir du crédit. Il le faut, c'est nécessaire ; sans quoi, les Allemands en vont construire un pour leur compte.

Et ses explications se pressent, impérieuses, intransigeantes :

— C'est plein d'Allemands, ici, des ingénieurs, des officiers, pour la construction du Bagdad et du pont sur l'Euphrate. Ils ont fait venir des sœurs catholiques d'Allemagne. Elles réussissent mal, c'est entendu. Mais il n'y a que deux ans qu'elles sont arrivées. On ne réussit pas en un jour. Elles vont avoir un hôpital. Enfin, monsieur le Consul, ai-je tort ou non?

Et le Consul de confirmer la gravité du péril :

— Les Allemands font le maximum pour plaire aux indigènes. Ils réussissent difficilement, parce qu'ils ne sont pas aimables. Eux-mêmes le reconnaissent. Mais ils procèdent avec intelligence et méthode. Ils ont beau se faire détester, ils deviennent les plus influents. En trois années, ils nous ont quasi délogés d'Alep.

— On résiste, on gagnerait la partie, reprend la sœur, mais monsieur le député, avec votre Chambre et vos ministres, vous ne faites que des sottises.

Comme elle y va, la sainte fille! Je l'écoute, je l'admire et je voudrais un peu qu'elle me laissât penser à Alep! C'est ennuyeux de ne passer ici que deux jours et d'y être absorbé par nos stupides querelles.

Pour visiter les diverses congrégations, nous circulons dans tous les sens à travers la ville : une ville franque, du genre de Beyrouth, avec un bazar assez important. Le point intéressant c'est la citadelle, sur une butte de terre, comme à Homs : une construction de l'époque arabe, bien délabrée, mais avec une allure ! C'est en miettes, à bien voir, et pourtant, cela étonne et enchante. Nous sommes montés sur ses plus hauts balcons à la fin de la journée. On domine la ville, mais à quoi se prendre dans ce chaos de maisons ? Où fixer mon esprit ? Ces villes immobiles, Homs, Hama, Alep, assises dans leurs pierrailles, sous ce soleil, auprès de leur rivière, que désirent-elles, que remâchent-elles depuis des siècles ?

C'est ici que l'on voit le rôle immense des écrivains, poètes ou philosophes, qui tiennent la plume au nom de leurs concitoyens. Je sais que Djelal-eddin Roumi, le grand poète dont je vais honorer le tombeau à Konia, a rencontré ici, à Alep, Kemal-eddin Ibn-el-Adim, un historien très savant, « au cœur éclairé et croyant. » Ils ont vécu quelques semaines ensemble dans le collège Halâwiyya, me dit M. Huart, auprès de la grande mosquée (et probablement ce collège était une transformation de la cathédrale chrétienne). Que purent-ils se dire ? A ce moment, Djelal-eddin était au début de sa vocation ; son père venait de mourir ; ce serait pour moi prodigieusement intéressant d'avoir une idée de son état d'esprit. J'ai aussi entendu parler d'un poète, Sohrawardi d'Alep, celui qui appelait al Hallâj « mon frère. » Il pensait que par une lutte systématique contre ses instincts physiques l'homme peut se purifier, se sublimer, se supernaturaliser, enfin se diviniser. Je voudrais l'entendre, ce néo-platonicien hermétique. Mais tous trois aujourd'hui sont muets, oubliés ; nul, que je sache, ne peut me les ressusciter ce soir. Résignons-nous donc à nous promener, de la manière la plus vaine, à la surface de ces profondeurs d'Islam et en dehors des pensées séculaires indigènes ; acceptons que pour nous, ce soir, la spiritualité de l'antique Alep tienne toute dans la phrase que me répète, sous trente-six formes, le petit groupe qui me conduit à travers les rues : « Les Allemands progressent, nous leur résistons... »

Nous entrons chez les Frères maristes, qui donnent l'instruction et enseignent notre langue à 650 filles et garçons ; — dans les écoles de l'Alliance israélite, qui rassemblent près de

1 200 petits juifs et leur enseignent le français avec l'amour de la France ; — chez les Mariamettes enfin.

Les sœurs Mariamettes sont des religieuses arabes, recrutées, formées, dirigées par les Pères jésuites, qui leur ont confié ici trois écoles populaires de filles. Sur leurs 540 élèves, 180 apprennent le français. J'écoute les plus petites chanter et mimer une espèce de poème alterné, et des rangs des grandes une jeune poétesse surgit qui me déclame des vers de sa composition, où se déploie la plus belle emphase orientale. Je félicite ces enfants et leurs maîtresses ; à tout ce monde arabe, j'exprime l'amitié de la France.

Les religieuses au teint doré portent la main à leur tête et à leur cœur :

— Nous ne faisons que notre devoir, disent-elles avec humilité ; nous le faisons pour Dieu.

— Dieu, mes Sœurs, sera renseigné directement et par l'intermédiaire des Pères jésuites.

J'hésitais à aller chez les Franciscains, où la France, m'a-t-on dit, est toute submergée par l'Italie. Le Consul m'engage à surmonter mon déplaisir. Il a raison : je suis reçu au son de *la Marseillaise*. Et nous voilà dans une grande pièce, haute, solide, ancienne, où nous prenons le café avec des moines de nationalités étrangères. Conversation courtoise, mais prudente et gênée par l'accent. J'essaie de savoir s'il y a des Français parmi mes hôtes. Chuchotements, sans réponse nette. L'un d'eux vient dire : « Tout est prêt ! »

Nous passons dans la cour. Deux cents écoliers nous attendent en bon ordre, et l'un d'eux se détache pour me faire un des discours les plus chauds du cœur, les plus français, que j'aie entendus. Je réponds en ayant soin de ménager toute cette Italie dont je persiste à me croire entouré. J'insiste sur la culture occidentale dont les foyers sont Athènes, Rome et Paris. Là-dessus, nouvelle *Marseillaise*.

Le supérieur fort gracieusement m'invite à parcourir les salles, les dortoirs, la chapelle. Je ne songe qu'à me rendre compte de ce qui peut rester là de français. Il faut remercier et prendre congé. Encore une *Marseillaise !* Elle me serre le cœur, dans la nuit qui tombe, cette musique, tandis que je m'éloigne.

Un galop derrière moi dans la rue. Un vieillard essoufflé me rejoint et me dit :

— Je suis le dernier Français. Mes collègues ont été très bien. C'est moi qui ai fait les discours, et tout arrangé. Mais demain, quand je serai mort!

J'entends encore le pas de ce prêtre, sa course sonore sur la terre sèche. Il y avait quelque chose d'animal dans son élan joyeux, dans cette confiance. A nous deux, nous faisions la France dans ce rude décor deux fois étranger. Tout notre instinct vital s'émouvait. Il me disait la victoire du jour, le désastre du lendemain, et me confirmait le mot d'ordre universel de la Syrie : « obtenir la réouverture des noviciats. »

— Entendu, mon père, j'ai compris et je ferai au mieux pour la cause commune.

On nous avait signalé des chiens enragés dans les rues et des moustiques boutonniers (je veux dire porteurs du bouton d'Alep) dans les airs. Ces deux désagréments nous furent épargnés. Mais nous ne pûmes échapper à la troisième plaie d'Alep : l'hôtel regorgeait et retentissait d'officiers allemands. Près de moi, à la salle à manger, un colonel, un chef d'état-major, un major d'artillerie. C'est la mission militaire. Ils sont les maîtres de l'armée turque. A cette première et formidable influence joignez les travaux du Bagdad. En ce moment, les ingénieurs allemands construisent à Djerablous un grand pont métallique de dix travées, ayant chacune quatre-vingts mètres de long. Ces officiers et ces ingénieurs obtiennent évidemment des résultats positifs, mais ils ne conquièrent pas les cœurs. Dans l'armée et sur les chantiers, ils sont si brutaux que les soldats désertent et qu'ils ne trouvent plus d'entrepreneurs.

A Djerablous, la compagnie avait distribué les travaux entre vingt ou vingt-cinq entrepreneurs (cinq ou six Italiens, deux Autrichiens, deux Français, deux Arméniens, deux Arabes d'Égypte, deux Arabes du pays et plusieurs Allemands) : elle est en procès avec tous, sauf avec les Allemands. Après d'interminables plaidoiries, elle dénie la compétence des tribunaux ottomans et veut qu'on aille en conciliation devant le consul allemand. Les entrepreneurs acceptent d'aller plaider à Francfort, mais savent trop que devant le consul allemand d'Alep ils sont à l'avance exécutés... Faute d'entrepreneurs, maintenant la compagnie doit traiter directement avec les ouvriers. Et comment! Il y a peu, les ingénieurs, qui avaient promis à leurs hommes un salaire de douze piastres par jour, leur

ont donné au bout du mois des petits paquets tout ficelés où ils étaient payés à raison de six piastres. Rumeur, révolte. Ils ont jeté leurs ouvriers dans le fleuve! Puis devant le mauvais effet de ces brutalités qu'elle nie, la compagnie a versé douze mille francs aux parents des morts. Un Italien me dit : « Compagnia francesca, benedetta; compagnia tedesca, maladetta. »

Les Allemands confessent qu'ils ne savent pas plaire. L'un d'eux disait à notre consul : « Vous savez éveiller la sympathie. Vous avez ça naturellement. Nous ne pouvons pas. Nous ne savons pas nous rendre agréables. Mais nous avons nos moyens. » L'esprit de système, la ténacité. Beaucoup de ces ingénieurs allemands se font commis-voyageurs, s'en vont dans les magasins proposer, imposer des marchandises allemandes. A l'hôtel, ils ont exigé que tout fût allemand.

— Bah! me dit un Syrien. Ils font un tape à l'œil formidable avec des gares, des constructions, mais le ballast ne vaut rien.

Mon aimable interlocuteur donne à ce fait une valeur de symbole. Il croit que la sympathie pour la France est quelque chose sur quoi on peut construire plus solidement que sur le prestige allemand.

— Pour vos écoles, n'ayez pas d'inquiétude... C'est plus avantageux, au moment de la construction du pont, de savoir l'allemand. Mais le chemin de fer construit, il y aura quelques employés allemands dans les gares, et ce sera fini. Et puis leur langue est trop difficile.

Sans doute! Mais ces Syriens, doués à faire peur pour ce qui est de la souplesse et du brillant de l'esprit, sont terriblement soumis devant la force. Pendant des siècles, ils ont été courbés, ils ont vécu par la ruse; il leur faudra du temps pour se relever, et les Allemands font d'immenses progrès à Alep.

L'EUPHRATE

A l'hôtel, où, tard dans la nuit, j'ai été éclairé et assourdi par les reflets et les refrains d'un brillant café-concert à la française, ce matin, réveil joyeux : la journée sera d'un intérêt exceptionnel.

— Aujourd'hui, Contenau, nous allons à Djerablous.

— Oui, me répond-il, nous allons à Karkemish.

Et nous sommes d'accord! Djerablous, l'endroit où le chemin de fer de Bagdad traverse l'Euphrate, c'est aussi le point où s'élevait, un millier d'années avant Jésus-Christ, Karkemish, la capitale du royaume des Hittites. Elle fut détruite par les Assyriens au huitième siècle avant notre ère, mais nous en verrons de beaux restes.

Du wagon, tout le long de la ligne, la campagne se déroule sans caractère, sans attrait. Une plaine agricole, la Beauce, la Champagne, n'importe quoi. C'en est même spirituel : avoir tant désiré de voir l'Euphrate, et trouver du blé, des légumes, du ricin, des lentilles, tout cela destiné au port de Marseille!

Notre train et la ligne d'Alep s'arrêtent au village de Djerablous, à quelque cent mètres du fleuve. Mais là-bas, le Tell de Karkemish, tout contre l'Euphrate, domine les deux rives. Précipitamment, nous sommes montés sur des wagonnets (de la ligne en construction) pour qu'on nous en approche le plus près possible. Contenau veut en visiter les fouilles, et moi en gravir le sommet. Nous l'abordons par son côté Sud-Ouest, et nous y prenons un chemin taillé dans les ruines, bordé à droite et à gauche de bas-reliefs. J'entrevois un dieu massif et trapu, la tête avec des cornes de taureau, assis sur deux lions que maintient un génie ailé, et puis des défilés de guerriers, de musiciens, de prêtres, d'allure assyrienne, avec pourtant je ne sais quoi de très personnel; mais mon esprit les effleure, les dépasse : je ne songe qu'à atteindre le sommet du Tell.

Quand nous y arrivons, il est onze heures. La nuée des ouvriers qui travaillent au grand pont métallique, au-dessous de nous, s'égaille pour la sieste et restitue au paysage sa tragique solitude.

Un fleuve immense, tout jaune, strié d'herbages vert et or, dont les flots semblent lents et gras, chargés de limon. Aux rives, une mince bande de verdure, d'herbe douteuse, de petits arbres couleur de poussière. Nul horizon, toujours du vent, une monotonie solennelle.

Force, ampleur, immensité de cette nappe limoneuse qui dévale avec l'impétuosité d'un torrent. Jetez cette masse d'eau sur ces terres désolées, quelle végétation splendide surgirait! Mais tout s'écoule vainement. Sur les grandes berges jaunâtres, entre lesquelles fuit l'Euphrate, je crois lire le texte où

Pascal exprime notre horreur de l'instabilité universelle : « Les fleuves de Babylone coulent, et tombent et entraînent... O sainte Sion, où tout est stable, où rien ne tombe ! » Ici repose la plus vieille tristesse du monde : un soleil implacable épandu sur une large dévastation.

Demeurer immobile sur les bords sans ombre de l'Euphrate, à midi, en plein mois de juin, c'est une épreuve mémorable, une minute éblouissante. Je crois voir danser des flammes sur l'autre rive. Sont-ce les djinns qui m'appellent, nymphes et satyres du désert, en qui s'incorpore cette immense nature en friche? Quel flamboiement! Et combien de telles fulgurations passent en mystère les ténèbres du Nord. Qu'est-ce que la Bouche d'ombre auprès du Buisson ardent! On dit qu'il est parmi les djinns des êtres féminins, de sorte que franchissant le pont, si j'allais errer au delà du fleuve, peut-être une flamme, ce soir, se glisserait sous ma tente. Ah! que j'aimerais connaître les amours des djinns avec les mortels! Au premier signe de ces filles de feu, voici que je suis prêt d'abandonner mon itinéraire, pour m'engager dans un autre voyage vers Bagdad, Kerbela, Babylone, Ninive, et les Chérubins du paradis perdu. Mais quoi! au milieu du onzième siècle, quelques Turcs, étant à la chasse près de l'Euphrate, virent dans le désert une tente noire, sous laquelle beaucoup de gens, de l'un et de l'autre sexe, se battaient les joues et poussaient de grands cris, (comme il est ordinaire de faire quand quelqu'un est mort). Parmi ces cris, on entendait ces paroles : « Le grand roi des djinns est mort, malheur à ce pays! » Et il sortit ensuite une grande troupe de femmes qui allèrent à un cimetière voisin, continuant toujours de se battre en signe de deuil et de douleur... Ce récit de Ben Schohnah fait le pendant de ce que Suétone raconte que, du temps de Tibère, on entendit crier dans les forêts : « Le grand Pan est mort... » Alors mieux vaut que je m'en tienne à mon plan, et que j'aille visiter la charmante Antioche...

Mais où donc Contenau est-il passé? A ses rêves! Il a couru à ses manies, comme je demeure aux miennes. Il est retourné aux fouilles que nous avons traversées dans l'intérieur du Tell. Ce que nous y avons vu, c'est, paraît-il, sous des ruines gréco-romaines, l'enceinte même de la ville hittite. Les Anglais ont retrouvé ses portes, que gardent des lions, et des bas-reliefs, posés en plinthe le long des édifices, où se voient des défilés

militaires et religieux. Ces sculptures, qui datent du début du premier millénaire avant notre ère, ne sont pas, comme on l'a cru longtemps, de l'art assyrien dégénéré. Au contraire, elles précèdent la belle période de l'art assyrien et, comme lui, elles constituent un rameau d'un art plus général qu'on peut qualifier de mésopotamien...

Je vous rapporte tout cela, tel que me le raconte Contenau dans le train qui nous ramène à Alep. Il est tout émerveillé des 250 000 francs que le British Museum vient de dépenser là en quatre années ; une grosse somme pour un budget d'archéologie, mais dont il juge que les résultats sont très beaux. Pour moi, je vous avouerai que je n'ai pas vu grand chose, car les Anglais ont collé des bandes de papier sur leurs trouvailles, pour empêcher qu'on les admire et surtout qu'on les photographie.

Détail qui me frappe aujourd'hui : ces fouilles de Karkemish étaient dirigées en second par le colonel Lawrence, qui, dans la suite, devait déployer tant d'acharnement contre la France, et susciter contre nous la sinistre aventure de Fayçal. Pour les Anglais, comme pour les Allemands, à Karkemish comme à Baalbek, les chantiers de fouilles sont, autant que des centres de science, des centres d'information. Et le colonel Lawrence me semble faire le pendant du professeur Oppenheim.

Ah ! j'ai tort de trop me contrarier si j'arrive mal à comprendre les luttes des Hittites et des Assyriens, et si elles demeurent sous mes yeux quelque chose d'aussi sec et d'aussi inhumain que les batailles de coléoptères que nous racontait l'entomologiste Fabre. J'ai sous les yeux, pour me dédommager, la lutte des Français, des Allemands et des Anglais dans Alep. Rien n'a profondément changé, à cette croisée des routes éternelles que suivent les principales caravanes, depuis la Mésopotamie et la Perse jusqu'à la côte, et les Allemands, amoureux de la force et jouant au surhomme, se piquent d'y ressusciter la manière babylonienne.

(En relisant ces notes, me sera-t-il permis de regretter que nos derniers accords avec la Turquie, qui fixent la frontière à la voie ferrée et ainsi nous attribuent la gare et le village de Djerablous, laissent en dehors de notre zone, et de la pioche de Contenau, à 500 mètres au Nord, le Tell des Hittites qui, je crois, n'intéresse que très peu les Turcs ?)

UNE NUIT AU CARAVANSÉRAIL

Au quitter d'Alep, à sept heures du matin, nous avons fait un peu de chemin de fer, puis à neuf heures, nous sommes descendus dans une gare où nous attendait une voiture. Et alors, grande journée monotone, d'un profond agrément. Quel repos que la fatigue physique toute seule ! Quelle détente de se laisser presser et pénétrer par la lumière, le grand air, les images successives, sans s'efforcer de rien lier, de rien organiser, de rien interpréter ! Toute la dignité de l'effort est déléguée à notre cheval. Nous roulons sur un long plateau entre deux chaînes de collines. C'est quelconque. Nos gens nous ont promis que nous déjeunerions sous un arbre. J'interroge, sous le soleil et le vent, la campagne : elle est complètement chauve.

Enfin, dans cette monotonie, nous arrivons au bout du plateau que nous suivons depuis quatre ou cinq heures, et soudain au bout d'une descente, là-bas, nous apparaît le lac d'Antioche, bleuâtre, au pied de hautes montagnes portant elles-mêmes des vapeurs d'azur. Et second miracle : un platane !

Nous y courons. Il est deux heures. Sous ce platane, où Xerxès eût suspendu une couronne d'or, nous déjeunons auprès d'une source. On parle des privations des explorateurs ! Sans doute, mais n'oubliez pas leurs délices d'ouvrir une boîte de confitures, une heureuse conserve de petits pois.

Vers quatre heures, traversée d'une plaine où des herbes trahissent le marécage. Un pays si infesté de moustiques que parfois ils empêchent de passer. Aujourd'hui le grand vent brise leur malice. Au reste, le matin, on nous a recommandé de prendre de la quinine. Puis on monte légèrement vers un col entouré de collines dénudées.

Toute cette route est semée, à droite et à gauche, dans les terres, de groupes d'habitations. Logés dans des espèces de paillotes nègres, huttes de terre sèche mêlée de roseaux, des villageois cultivent, font la récolte, et ma foi, s'ils n'étaient pas habillés comme les frères de Joseph dans l'opéra de Méhul, s'il n'y avait pas leurs chameaux, je les prendrais dans ce canton bien cultivé pour des paysans de chez nous.

A cinq heures, nous franchissons, sur une suite de ponts, des marécages couverts d'épaisses forêts de roseaux. C'est le

lieu redoutable de Mourad Pacha, des marais remplis de loutres qui se sèchent par bandes au soleil déclinant. Elles courent et se jettent à l'eau...

La soirée devient royale de beauté. Le soleil rayonne de la montagne et illumine ces terres aqueuses, où pataugent des troupeaux de bufiles, marqués au fer d'un croissant surmonté d'une étoile. Ils appartiennent au sultan. Le paysage a pris un caractère heureux. C'est une solitude pleine de rêverie. Des cigognes se promènent lentement sur les marécages ; des nuages dorés enveloppent les cimes de l'horizon.

Enfin, au soir, en alignement de la route, nous trouvons le caravansérail. Kirik han, « le caravansérail brûlé, » un lieu sinistre, ensanglanté, anéanti par le fer et le feu, lors des massacres des Arméniens en 1909.

On passe sous une voûte, on pénètre dans une cour, d'où un escalier nous mène à un balcon qui longe toutes les façades. C'est sur ce balcon qu'ouvrent les chambres, des niches misérables, où les murs de plâtre sont couverts de graffites arabes, et dont le plancher mal joint laisse voir et respirer les écuries sur lesquelles elles sont construites. A ma fenêtre, pas de vitres, des volets de bois. En fait d'ameublement, une énorme lanterne, que je tiens à la main pour circuler. Comme distraction, la vermine...

Dire qu'il y a des voyageurs qui trouvent ce genre d'auberge intéressant, pittoresque ! Ah ! lecteurs, que le ciel vous épargne ces piteuses délices !

J'y trouvai pourtant la plus aimable compagnie, un contremaître de la Société française des routes de l'Empire ottoman, pour qui son inspecteur, M. Albert Plait, la veille, à Alep, m'avait donné une lettre. Ce jeune homme, nouvellement marié et bien empêché de trouver aucun logement dans un pays si misérable, s'accommodait, comme il pouvait, avec sa jeune femme, de ce gîte insalubre. Tous deux atteints par les fièvres, ils se préoccupèrent de nos risques d'un soir, sans avoir une plainte sur les mois qu'eux-mêmes passaient dans cette misère. Ils voulurent partager avec nous leurs boîtes de conserves et, d'abord, leur bromhydrate de quinine. Nous dînâmes devant leur chambre, sur l'étroit balcon que nous interceptions complètement, au point que l'Arabe qui nous servait, devait enjamber la balustrade et se tenir en dehors, au-dessus du vide, pour

nous offrir les plats. Une grosse lanterne nous éclairait, autour de laquelle couraient et chantaient les moustiques pernicieux. « Un moustique de Mourad Pacha, dit le proverbe, c'est bien, mais un de Kulek-Boghaz suffit pour traîner une charrette. »

Humble et courtoise réception, soirée si française par la vaillance et la politesse de ces cœurs ouvriers! Tous deux, ces jeunes gens, étaient bien les représentants de l'Occident, qui n'accepte pas les fatalités, qui croit que l'on peut dessécher les marais, construire des routes, éviter les fièvres, au moins les guérir. Leur confiance dans leur bonne chance était absolue. Ils nous racontèrent leur histoire. Ils arrivaient d'Algérie; de gros appointements les avaient attirés; le Gouvernement turc voulait à tout prix hâter les travaux, mettre en état ce tronçon de route, d'Alep à Alexandrette. Ils prenaient leur parti de six mois de risque, et comptaient s'en retourner, avec une petite fortune, guérir paisiblement leurs fièvres au bon air de France.

(Et tout cela, tout cet effort (en juin 1914) pour que la mobilisation turque pût se faire plus aisément! Ni eux, ni moi, nous n'eûmes le soupçon que la guerre se préparait là sous nos yeux. En principe, je la savais inévitable; je l'attendais depuis des années, et ce soir-là, dans ce canton perdu d'Asie, je la surprenais en plein travail de préparation, sans l'entendre ni la reconnaître!)

Au petit jour, comme le scaphandrier qui regagne la surface de l'eau, nous émergeons de cette misère... Mais nos deux gendarmes d'escorte, lassés de nous voir, ont disparu durant la nuit, et, fait sans précédent, sont repartis en négligeant même de nous demander le pourboire! Heureusement, notre voiture nous reste. En route pour Antioche.

Que la nature est fraîche, toute jeune! Comme il est évident que cette souveraine n'a que faire de songer si les moustiques et les bipèdes se disconviennent. Pour elle, nous ne sommes que d'imperceptibles frissons ajoutés pour une seconde à cette fièvre, insignifiante elle-même, qui agite la surface de la terre. Respirons, jouissons de la minute qui passe.

Nous côtoyons des marécages où naviguent des tortues d'eau, où je vois fuir plusieurs serpents, et voici que s'avance à notre croisée, un cortège de chameaux qui, refusant de se déplacer d'une ligne, jettent notre voiture dans cet infâme cloaque. Nous n'avons que le temps de sauter à terre. Et tandis que les nobles

bêtes s'éloignent sans une excuse, il nous faut procéder au sauvetage de notre véhicule.

Brusquement, au lieu de gravir les montagnes qui nous masquent le rivage, et derrière lesquelles repose Alexandrette, nous tournons à angle droit sur la gauche, pour courir le long des hauteurs vers Antioche.

Le pays prend les airs aimables de la Fable. Un chêne vert, isolé au-dessus d'un étang, fait un enchantement, et un gamin, qui nage en battant l'eau avec ses pieds, semble un triton. C'est vraiment un délicieux plaisir, par une matinée de juin, de traverser ce paysage nouveau, plein d'oiseaux chantants, et qui porte un grand nom familier. A notre gauche, l'horizon sur le lac est tout d'azur et d'argent. Notre route est semée de sources qui coulent en fontaines, forment des abreuvoirs, s'épandent en ruisseaux. Nous allons droit sur une large chaîne de montagnes, qui s'abaisse à droite et peu à peu laisse voir une ligne blanche escaladant sa hauteur. Cela ressemble à un dessin de fortification. Cela ressemble...

— Cocher, là-bas, dans le fond, contre ces hautes montagnes, au point où elles s'abaissent, ce groupe d'arbres et de maisons, et, plus au large, ces murs escaladant la hauteur, qu'est-ce donc ?

— Antakiyé.

— La vieille Antioche ! C'est d'ici que les Croisés l'aperçurent. Comme elle est belle, émouvante, et que nous la désirons ! Je savais bien que je l'allais voir, et pourtant sa vue m'étonne, me saisit, me surprend. Comme elle ressemble à ses portraits ! Une étroite oasis contre la montagne, et ses fortifications grimpant la côte, courant sur les cimes. Je suis impatient d'y pénétrer, et pourtant je me réjouis d'avoir une heure encore de route pour bien me préparer à y être heureux.

MAURICE BARRÈS.

(A suivre.)

LES FAUCONS

DERNIÈRE PARTIE (1)

BERTRAND

Venu plusieurs fois prendre des nouvelles de Bertrand, Mme de Foix me faisait répondre que, touchée de ma démarche, elle s'excusait de ne pouvoir me recevoir, l'état de son fils restant toujours grave. Le médecin de Saint-Antonin, appelé en consultation, ne lui avait pas caché ses inquiétudes.

Ayant eu l'occasion de le rencontrer moi-même, à travers sa réserve professionnelle, je devinai que Bertrand se mourait autant de sa santé ruinée par les excès de sa vie parisienne, que de sa blessure.

J'avais donc renoncé à me rendre à Navacelles, au risque de sembler indifférent, lorsqu'à ma surprise, un après-midi que j'esquissais les rochers d'Anglars, somptueux comme des œuvres de l'art en leurs formes sculpturales, le cocher-jardinier de Mme de Foix vint m'y retrouver avec un léger break.

— Monsieur ne refusera pas de m'accompagner, me dit-il d'un air attristé. Je viens le prendre de la part de M. le vicomte, qui se croit très malade, et espère que Monsieur voudra bien répondre à son appel.

... Ému par cette fâcheuse nouvelle, je sautai dans la voiture sans me soucier du négligé de ma blouse de peintre. Tandis que nous gravissions au pas des deux chevaux la rude côte de Penne, mon conducteur, tourné vers moi, me dit d'un air soucieux :

Copyright by Charles Géniaux, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er et 15 juin.

— C'est une grande chance pour moi d'avoir rencontré Monsieur sur ce chemin. Si j'avais gagné Saint-Antonin par la route de la vallée, je risquais de ne pouvoir vous joindre... et peut-être n'aurais-je pas eu le temps de recommencer ce voyage...

Ces paroles m'effrayèrent. Croyait-il vraiment son jeune maître en danger de mort?

Après une réflexion, François murmura :

— Mme la comtesse ne cesse plus de pleurer et laisse maintenant M. Bertrand commettre des imprudences, c'est-à-dire se lever, alors que, paraît-il, le docteur recommande l'immobilité absolue nécessaire pour obtenir la cicatrisation de la plaie. A mon idée, cela signifie que...

S'interrompant brusquement, François cingla de son fouet les croupes de ses chevaux et, la tête rentrée dans les épaules, l'air morne, s'absorba en ses réflexions jusqu'à notre arrivée à Navacelles.

Au bruit de la voiture, la gouvernante Marie qui devait en guetter le retour, s'avança très grise de teint et les yeux machurés par l'insomnie.

Alors que je m'attendais à être conduit au petit salon de Sobirane, sans un mot d'explication, elle me fit entrer dans une pièce en forme de trapèze dont les portes-fenêtres communiquaient avec la terrasse à balustres qui formait le toit de la chapelle.

Cette chambre à grosses poutres décorées de vermillon et d'or, et une monumentale cheminée à imposantes consoles Louis XIV, était meublée de la façon la plus disparate. De vénérables bahuts de la Renaissance, chargés de sculptures, et qui semblaient des temples païens sous leurs tympans et leurs architectures à cariatides rebondies, côtoyaient des armoires d'une nudité raffinée en leurs bois précieux, et des bibliothèques aux déconcertantes arabesques dans lesquelles je voulus bien reconnaître un style moderne, d'ailleurs déjà désuet, car chaque Salon d'automne nous apporte sa révélation ou sa révolution. Sur les murs quelques tableaux de bataille de Van der Meulen et un Clouet représentant un seigneur de Foix très roide et très sec, avoisinaient des paysages impressionnistes dont les violets et les groseilles provoquaient à la nausée. Un portrait, inspiré de l'art nègre, aux nez, yeux et bouche géométriques,

s'efforçait à donner une traduction enfantine de l'image de Bertrand. Parmi les poteries qui encombraient les tables et le secrétaire à cylindre, quelques admirables vases persans d'un bleu de paon subissaient le contact d'espèces d'amphores zébrées de raies vertes et jaunes à brouiller irrémédiablement la vue. Un piano à queue dont la marqueterie représentait des têtes aux chevelures rayonnantes, était chargé de musique. De bons vieux fauteuils Louis XIII à crémaillères de fer, côtoyaient des sièges américains dits : bains de cuir, et des chaises burlesques dont les pieds « tarabiscotés » devaient infailliblement vous jeter dans la place au moindre mouvement!

Je crus voir en cet ameublement disparate, un reflet de l'état d'esprit de Bertrand, enraciné de cœur dans les traditions françaises, mais attiré pourtant par les nouveautés fougueuses d'une époque qui cherche son avenir, comme un aveugle la lumière, en heurtant les obstacles.

Je m'étonnais déjà d'attendre si longtemps mon admission dans la chambre à coucher du malade, car Marie ne revenait pas me chercher, lorsqu'une porte drapée par un voile de Gênes illustré d'un grand arbre décoratif, fut ouverte, et la figure livide aux yeux fiévreux de Bertrand m'apparut entre les fleurs roses et orangées du charmant tissu.

Comme je m'avançais vers lui pour aider sa marche, en lui reprochant de s'être levé pour me recevoir, il me dit, très bas, sans cesser d'appuyer sur moi son regard perspicace :

— Vous me trouvez donc bien démoli? Plus lamentable même que vous ne vous l'imaginiez?...

Comme je protestais, il répartit aigrement :

— Trop courtois, vraiment! Ne prenez donc pas la peine de déguiser vos sentiments. Je sais que je suis perdu depuis que le médecin me donne de trop grandes espérances et que ma mère pleure... de joie assurément!

Sur une nouvelle répartie de ma part, il répliqua :

— Pardon! J'ai dit perdu... et c'est bien.

Troublé par son accent redoutable, je gardais le silence lorsqu'il ajouta :

— C'est même parce que je ne me fais aucune illusion, que je me suis permis de vous arracher à votre travail. Vous me négligiez.

Comme je lui apprenais que j'étais déjà venu plusieurs fois

à Navacelles afin d'être renseigné sur son état de santé, il dit avec douceur :

— Ne seriez-vous donc pas un artiste de l'espèce de nos autres confrères ? Souvenez-vous ! Même l'enterrement de leurs amis dérange beaucoup ces messieurs... à moins qu'il ne leur profite... pour la succession, les honneurs. Croyez bien que je n'établis aucune comparaison entre vous et ces gens-là ! Asseyez-vous donc. J'ai besoin moi-même de m'étendre. Je ne vaux plus rien debout et je m'habitue à la position horizontale... l'éternelle !

En l'aidant à s'allonger sur un fauteuil, sa figure ravagée me peina. Tous les stigmates de la sénilité flétrissaient déjà ce jeune homme de vingt-huit ans. Des cernes verdâtres élargissaient ses yeux d'un feu admirable et sur son vaste front des rides entrecroisées gravaient l'incroyable poème de souffrance de ce malheureux. Aussitôt au repos sa large bouche s'incurvait avec une expression de détresse poignante.

Étendu, Bertrand appuya sur moi un nouveau regard effrayant de détresse, avant de prononcer gravement :

— S'il vous plaît ! Je pense que nous allons être sincères, l'un et l'autre ; sans cela, cette entrevue n'aurait aucun sens. Si je vous ai fait demander, c'est que j'avais besoin d'exprimer quelques idées qui m'étouffent... et qu'il me serait bien difficile de confier à toute autre personne qu'à vous-même. Je fus toujours si parfaitement seul !

— Oh ! pardon ! vous exagérez ! Oubliez-vous votre mère ?

A mon interruption, il répartit amèrement :

— Ma mère ! Oui, en effet, j'eus autrefois une maman excellente et ravissante. Entendons-nous bien : autrefois ! Mais un changement est survenu, cher monsieur, depuis que ma mère a revu mon père par le plus grand des hasards ! Très curieux ! Je fus l'auteur de ce touchant rapprochement, comme j'ai peut-être été celui de leur séparation. N'est-ce pas drôle ? Oh ! les effusions de ces bons parents au-dessus du dos bossu de leur fils blessé ! Quelle jolie histoire à raconter ! Cela dura très longtemps, trop longtemps à mon gré. Mais l'enlacement de ce père magnifique et de cette mère si belle était si touchant que j'aurais eu mauvaise grâce à protester. Il y a des effusions qu'il ne faut pas interrompre, dût-on passer de vie à trépas pendant ces minutes-là. Vous ne pourrez jamais savoir à quel point cet embrassement me parut délicieux en ces circonstances... drama-

tiques... puisqu'il y avait même le traître puni et chassé qui fuyait en grognant. La vertu n'est-elle pas toujours récompensée?

L'effrayante ironie de Bertrand m'étreignait. Quoiqu'il fût digne de pitié pour tout ce qu'il avait souffert, et quoique la gravité de sa blessure me laissât peu d'espoir en sa guérison, je crus devoir lui prouver son injustice envers Mme de Foix. Combien de jeunes gens lui eussent envié cette mère dévouée et toujours passionnée pour les mérites de son fils.

Mes allusions à son ingratitude l'attristèrent, puis l'attendrirent. Les yeux sur une vieille savonnerie des Gobelins à moitié submergée par un agressif tapis aux couleurs d'aniline, il répéta pensivement :

— ... Passionnée pour les mérites de son fils... Jadis, certes! Admirablement dévouée? Jadis! Je vous l'accorde. En effet pendant notre enfance, mes sœurs et moi paraissions être la raison même d'existence de notre mère. Permettez-moi de vous affirmer que cet amour pour nous s'est évanoui! Était-ce donc une attitude? Une feinte? Non! Ce serait la calomnier. Ma mère nous fut attachée jusqu'à la réapparition de M. de Foix dans sa vie. Depuis cet instant, changement à vue! Oserais-je même vous entretenir de la singulière idée de ma mère? Elle veut me décider à recevoir mon père, ici, dans cette pièce, puisque je ne puis plus espérer lui rendre visite à Roquereine. Il paraît que, tout à coup, mon père s'est découvert, sur le tard, une affection véhémente pour moi. Ma mère me laisserait entendre que le coup de feu que je me suis administré par maladresse le rendrait plein d'indulgence pour mes péchés. Est-il gentil! Il prétend que j'aurais fait montre d'une énergie, d'un courage, d'un sang-froid dignes d'un Gaston Phébus. Enfin, pour conclure, mon père qui me dédaignait, m'admire.

« Comment ne serais-je pas touché? Comment n'ouvrirais-je pas mes bras à ce père affectionné? Eh bien! non, je n'ai guère envie de verser de douces larmes sur son épaule. Pourtant quel gentil sujet digne d'un Greuze : « La réconciliation *in extremis*! » Or je me refuse à poser pour cette scène. Il ne me plaît pas d'être serré entre les bras du père de la magnifique brute qui voulut m'assassiner. Car M. de Foix est son père, ne l'oublions pas, et il m'a toujours préféré ce beau laquais.

Ses petits poings blêmes crispés, Bertrand me montrait un

visage terrible. Et cependant quelle dérision dans la haine de cet agonisant !

Ses regards pénétrèrent ma pensée, car je vis ses sourcils se distendre et sa bouche sourire de pitié. Portant ensuite ses yeux sur un calendrier suspendu à son secrétaire, il lut à haute voix :

— Dix octobre !

Après une méditation, il reprit sourdement :

— Bientôt novembre, le mois où les feuilles tombent ! Vous avez raison, ce serait inepte de haïr pour si peu de semaines !

Une main tendue vers la porte-fenêtre à travers laquelle s'apercevait la forêt d'un vert émaillé d'or par l'automne, il dit avec gravité, comme s'il voyait Jean :

— Je te pardonne, grande bête ! Tu as fait ce que tu as pu ! En agissant suivant ta nature sans noblesse, tu as voulu supprimer l'obstacle et tu as réussi mieux que tu ne l'eusses souhaité. Réjouis-toi donc ! Ton père pourra s'enorgueillir de ton corps, à défaut de l'esprit qui te manque. C'est toi qui as la meilleure part... L'esprit ! A quoi bon ? Entre Jean et moi, quelle femme eût hésité? En te pardonnant, Jean sans tête et sans cœur, je t'absous même des intentions qu'on prête à ton père. Règne en paix, superbe masque ! Quand je ne serai plus qu'une ombre, je ne reviendrai même pas troubler ta Seigneurie à Roquereine !

Prenant prétexte de ce pardon, j'intervins alors pour faire remarquer à Bertrand que, puisqu'il absolvait généreusement ce jeune homme, sans doute plus sot que méchant, comment pouvait-il tenir davantage rigueur à son père dont l'insistance prouvait l'affection ?

— Cher monsieur, me répartit Bertrand d'un air désabusé, êtes-vous certain que c'est moi que mon père souhaite retrouver en pénétrant à Navacelles ? Ne suis-je pas un prétexte ? Cette tendresse presque posthume de mon père me surprend.

Sur mon geste de protestation, il reprit d'un ton de pathétique ironie :

— C'est incroyable comme la pensée de la mort rend les hommes meilleurs... ceux qui vont mourir comme ceux qui contemplent l'agonie des autres !

L'air exalté, Bertrand, une main haute, continua :

— Ah ! s'il n'y avait pas la mort, il faudrait l'inventer. O secourable, bienveillante, affectueuse et sincère mort, je te

conçois et t'accepte. Longtemps, longtemps tu me parus hideuse, parce qu'il y avait en moi la soif d'éternité qui gîte au fond de presque tous les êtres, croyance innée, une des preuves les plus fortes de l'immortalité de l'âme! Pourquoi donc aspirerions-nous à la durée illimitée, si quelqu'un n'avait pas mis en nous cette espérance? Néanmoins, je le répète, s'il n'y avait pas la mort, il faudrait l'inventer, car je ne puis pas m'imaginer mon éternité tel que je suis, tel que vous m'apercevez! Quelle horreur! Sale chenille, ai-je assez rampé dans la boue, et peut-être parce que je ne pouvais pas m'envoler!... Mais, Dieu merci! la mort vient... Puisque, comme artiste, vous avez la compréhension des choses profondes, jugez donc un peu du résultat d'une humanité où les hommes pourraient vivre des milliers d'ans en leurs vices! Ce serait épouvantable. L'injustice y serait permanente... La bienfaisante mort redresse tout, nivelle tout, supprime tout, les beaux et les laids, les forts et les faibles, les honnêtes gens et les coquins, les braves et les poltrons, avec, au bout de sa sombre avenue, espérons-le du moins, le jugement équitable!

Bertrand demeura quelques instants plongé dans ses funèbres réflexions.

Relevant avec peine sa tête inclinée sur sa mince poitrine encore plus creusée par la maladie, il ajouta d'une voix railleuse :

— Si vous pouviez encore garder à mon sujet quelque illusion, mes vertueux propos, assez inaccoutumés, vous convaincraient que j'attends bientôt l'apothéose de la comédie-bouffe où je fus grand premier rôle. Si je deviens ennuyeux, c'est que la lumière baisse en moi, n'est-ce pas votre avis?

— Ou bien elle n'a jamais brillé d'un plus vif éclat, répliquai-je.

Ma répartie le toucha. Son expression caustique s'adoucit. Le masque dont il avait caché sa vraie face pendant sa lamentable vie, parut tomber tout à coup, et une figure pleine de ferveur et d'ingénuité m'apparut! Ses petites mains osseuses entrelacées et soulevées à hauteur de ses yeux noirs illuminés, il prononça :

— Ah! comme j'ai soif de paix!

Puis il sourit avec adoration à la forêt de la Grésigne encadrée par la vaste baie ouverte.

Par cette limpide journée d'automne languedocien, son océan végétal aux houles d'eau verte rechampies de vermeil enthousiasmait par sa splendeur. Quelques effraies aux ventres d'argent et aux ailes de la nuance des feuilles mortes, sorties des combles de Navacelles, tournaient une ronde au ciel incandescent en jetant leurs cris de poulie. Vers Castelnau de Montmiral quelques cors invisibles jouèrent un mélancolique volcelet auquel une meute répondit de son profond choral.

— Quel temps à souhait pour mourir !

Mais en s'exprimant ainsi avec un sourire qu'il voulait plaisant, Bertrand ne pouvait plus retenir ses larmes de regret. Bouleversé moi-même par l'émotion, je le lui laissai trop voir !

...Tout à coup, comme gêné de la pitié qu'il lisait en mon regard, il tendit un bras vers la porte-fenêtre et me pria de la fermer ! Il ne voulait plus apercevoir la Grésigne. Sur sa demande, je dus même rabattre un rideau, afin qu'à travers sa mousseline il ne pût même pas deviner la chênaie.

Dans le clair-obscur de la pièce, Bertrand, comme s'il méditait à haute voix, indifférent à ma présence, prononça la tête basse :

— Ai-je mené ma vie de bon cœur ? Avais-je le goût des laideurs ? Mystère ! Peut-être ? Je ne le crois pas, pourtant. Je n'avais jamais moins d'illusions que lorsque mes tristes compagnons me croyaient ravi. Et pourquoi ai-je voulu l'humiliation de mon père ? C'est en me vautrant que je croyais l'atteindre. Quelles bassesses ai-je souhaitées pour faire s'écrouler son orgueil ! Les sales promiscuités auxquelles je consentis ne furent chez moi qu'un moyen d'offense. Mais tous mes parents et mes amis s'y trompèrent. D'autre part, si je me suis complu en vilaine compagnie, ce n'est pas par inclination, c'est parce qu'il me semblait que l'ignominie morale de mes compagnons de noce valait bien mes difformités physiques. Ces misérables me semblaient plus accessibles. Je me sentais en confiance parmi ces déchets. Ils me rassuraient. Je ne redoutais pas leurs railleries puisqu'ils étaient serviles. Ah ! Ah ! certains jours nous nous éprouvions les uns les autres comme compères et compagnons !

Les poings sous le menton, Bertrand réfléchit quelques secondes avant de reprendre d'un ton plus désenchanté :

— Puisque l'inepte foule... et même les parents, hélas ! ne

sauront jamais découvrir une âme dans un corps contrefait, je me « flâtrais » avec complaisance parmi ces cabotins et ces filles qui oubliaient les infirmités ridicules du vicomte de Foix pour s'enorgueillir de sa noble compagnie... d'autant plus qu'elle était avantageuse, puisque je régalais toujours. Un Adonis de ma sorte ne pouvant pas espérer l'amour d'une honnête femme, les drôlesses que j'entretenais pouvaient me donner l'illusion d'être chéri, choyé... seules joies qui me fussent permises.

Sur un nouveau temps de pause, Bertrand, ses regards appuyés sur moi, continua :

— Comme je tiens à votre estime, il me déplairait que vous puissiez attribuer à des vices répugnants mes fréquentations regrettables. Veuillez accorder à ma pauvre existence caricaturale quelques mérites qui me viennent sans doute de ma mère et de mon père, qui ne manquent point, l'un et l'autre, de caractère et de vertu. Pourquoi donc ne nous sommes-nous pas accordés sur ces qualités, et pourquoi avons-nous pris un affreux plaisir à nous torturer les uns les autres? Quelle atroce confusion!

Le blessé avait couvert son visage de ses paumes et haletait d'épuisement.

Après l'avoir examiné avec compassion, comme il ne paraissait pas se soucier de moi, je voulus me retirer.

En découvrant avec vivacité ses yeux, Bertrand me demanda d'un air angoissé :

— Êtes-vous donc pressé de regagner Saint-Antonin?

Je lui répondis que je craignais surtout de le fatiguer.

— Oh! cher ami, un peu plus ou un peu moins de fatigue n'a plus guère d'importance. J'avais une prière à vous adresser. Oserais-je vous demander de me jouer quelques pièces écrites depuis ma rentrée à Navacelles? Ma blessure ne me permet pas de me mettre à mon piano, mon bras gauche étant presque paralysé. Eh bien! dernière vanité, il me serait agréable de m'entendre interprété par un musicien de votre talent. Vous me donneriez votre avis, et, d'autre part, je me jugerais moi-même. Excusez mon importunité. Vous connaissez nos travers d'artistes. Nous croyons à l'importance de nos productions.

Sur son indication, j'allai prendre sur son secrétaire trois

manuscrits dont je lus les titres d'une grosse écriture ronde : « Chevauchée. L'assaut ! Gloire du matin. »

— Hein ! suis-je resté romantique, s'écria-t-il en souriant tristement. Jamais nos compositeurs d'avant-garde qui nomment leurs compositions : « Caramel mou ! » ou « Prélude flasque ! » n'eussent affublé leur musique d'appellations aussi démodées. Pourtant je me crois un créateur de ce temps. Seulement, à la différence de certains fats, le jeune homme d'expression moderne que je suis, date tout de même de sept cents ans. Cela m'a permis d'écrire mes livrets en français et mes harmonies avec une honorable tenue.

L'orgueil exaltait Bertrand qui s'était redressé contre le dossier de son fauteuil. Un peu de sang colorait maintenant son teint blême. Il inclina plusieurs fois son front avec un sourire de reconnaissance lorsqu'il me vit m'asseoir sur le tabouret du piano. J'ouvris la partition nommée *Chevauchée* et commençai à la jouer de mon mieux. La sévère grandeur de ce morceau m'agréa. Jamais Bertrand n'avait écrit de pages plus vigoureuses. Cette pièce terminée, je m'aperçus qu'il avait clos ses paupières afin de m'écouter avec une sorte d'ivresse intime.

Je posai sur le pupitre les feuillets de *l'Assaut*. La fougue de cette musique faillit dépasser mes moyens. Je m'efforçai néanmoins à en donner une traduction passable. Quel paradoxe de songer que ces pages impétueuses avaient été composées par un infirme qui s'était traîné, toute sa navrante existence, comme une limace. L'assaut de Bertrand? Un ironiste eût éclaté de rire à son audition. Le malheureux garçon avait évoqué les sentiments d'un soldat se ruant à la conquête des lignes ennemies. Le chant à la fois redoutable et lugubre donnait la sensation du sacrifice de cet homme, indifférent à la mort, pourvu qu'il tombe sur le lieu de sa victoire. Cette pièce s'achevait sur un cri terrible qui s'éteignait avec une lenteur impressionnante.

J'en restais encore subjugué, les yeux sur le clavier, quand j'entendis Bertrand respirer difficilement comme s'il étouffait. Ses joues avaient la pâleur d'un plâtre. Effrayé, je m'écriai :

— Vous sentiriez-vous plus malade? Voulez-vous que...

— Non, rien ! m'interrompit-il nerveusement. Restez au piano ! Il me plairait maintenant d'entendre le morceau auquel j'attache le plus d'importance... Il sera comme mon testament. N'abuserai-je pas en vous demandant sa traduction? Les notes

n'en ont encore chanté que dans ma tête, puisque ma blessure m'empêche de m'interpréter.

— Mme de Foix, meilleure pianiste que moi, pouvait vous jouer votre musique, répliquai-je un peu surpris.

Il me répondit l'air navré :

— Croyez-vous? A la vérité, je n'ai pas osé lui faire cette demande et je vais vous expliquer pourquoi. Depuis mon retour à Navacelles, ce soir mélodramatique de chasse, ma mère ne se soucie plus guère de prendre connaissance de mes œuvres. D'autres préoccupations... personnelles, l'occupent. J'ai donc gardé cette musique dans le silence de mon esprit. Il me serait agréable d'en entendre retentir les accents, une fois!

Après un temps de réflexion, il ajouta :

— Rien qu'une fois, ce n'est pas exagéré, n'est-ce pas?... Et puis ensuite!...

Il sourit cruellement, son poing menaçant tendu vers le plafond.

Ne pouvant comprendre la signification de son geste, j'en restai surpris.

— J'ai froid, me dit-il plaintivement, laissez-moi me rapprocher de la cheminée.

Je dus l'aider à se lever de son fauteuil. Ses jambes débiles frissonnaient. Il essaya de plaisanter :

— Ne croyez pas à ma faiblesse, mais attribuez aux accents de ma musique ce délire sacré. Ne me trouvez-vous pas prêt pour l'assaut? En avant! Poum! C'est tout ce que je puis! Quel héros!

Il s'était laissé tomber à la renverse sur le siège à crémaillère que j'avais poussé près du feu de bois allumé afin de réchauffer son corps exsangue toujours grelottant. Il offrit ses mains et ses pieds aux flammes avec une satisfaction exagérée. J'ignorais, à ce moment, ses résolutions. Revenu près du piano, j'ouvris la chemise de bulle jaune sur laquelle il avait inscrit, en caractères appuyés, *Gloire du matin!*

Une première lecture de cette musique d'une incomparable puissance me stupéfia. Elle s'apparentait, avec des recherches nouvelles et une sensibilité frémissante, aux *Murmures de la forêt* du Siegfried de Wagner. Je commençai enfin de jouer cette pièce en m'appliquant à rendre ses sonorités d'une richesse prodigieuse. Un argument crayonné sous le titre, et qui avait

servi de thème, donnait le sens de cet admirable poème musical.

« Un matin d'été, le soleil se lève dans un ciel d'une divine pureté. Ses rayons roses pénètrent à travers les colonnades des chênes, et la forêt se réveille. Ses oiseaux chantent; ses cerfs, ses lièvres, ses chiens bondissent, brament, aboient; les boutons éclatent et les fleurs naissent.

« Dans ce paradis terrestre apparaît un cavalier, un prince charmant qui devient le héros de cette féerie. Et les arbres semblent tendre leurs branches vers lui et les fleurs exhaler pour lui seul, conscience de cet univers, leurs parfums.

« Les chiens arrivent à son appel enivrés de joie, jappent et sautent. Au ciel les oiseaux clament leur alleluia, tandis que les sveltes cerfs s'évadent épouvantés.

« Gloire du matin ! Le cavalier enchanté jouit de cette lumière, de ces odeurs et de l'allégresse universelle de ces vies. Ses yeux s'emparent de toutes les beautés entrevues; ses lèvres goûtent au passage les baies sucrées et ses doigts cueillent renoncules, scabieuses ou clématites. Soudain, à l'orée d'une clairière, le cavalier aperçoit un dix-cors majestueux qui prend la fuite. Poursuite pleine d'ardeur. Le prince charmant fait franchir à son cheval haies d'épine-vinette, de houx ou de genêts. Ce n'est pas autant le désir de la capture que le bonheur de courir, de franchir, de se sentir allègre et robuste qui emplit le cœur du centaure d'une ivresse formidable. Et le dix-cors court toujours comme un but magnifique et heureusement insaisissable, puisqu'il prolonge la joie du cavalier, lorsqu'en une avenue de bouleaux argentés, une jeune fille surgit, une brassée d'églantines serrée contre son cou élancé. Un large chapeau où flotte une écharpe azurée coiffe ses cheveux blonds. Brusquement les résolutions du chasseur effréné changent. Abandonnant le cerf, il descend de cheval pour saluer cette ravissante sylvaine. »

La musique exprimait ensuite l'adorable aventure par laquelle cette vie vaut d'être vécue. Les harmonies trouvées par Bertrand atteignaient à l'exquis dans la suavité. Tout ce qu'une grande âme pouvait imaginer de beauté et d'amour, était exprimé dans ce morceau incomparable qui égalait Bertrand aux plus généreux des maîtres.

Je lui criai mon enthousiasme en marchant vers lui.

Il maintenait encore ses mains à plat sur ses yeux, la tête

penchée sur sa poitrine blessée où l'on devinait les pansements sous le drap du vêtement. A mes éloges, et sans retirer encore ses doigts de sa figure, il murmura :

— Vous êtes bien indulgent. Oui, c'est possible, peut-être serais-je devenu un musicien considérable... Vous dites : le premier?

Il me contemplait sévèrement :

— Oui, pourquoi pas le premier? reprit-il sèchement. C'était notre mauvaise habitude de famille d'occuper toujours les premières places. Le goût de régner persisterait-il chez moi? Ma foi, ce serait bien possible! J'accepte donc vos compliments... S'il vous plaît, soyez donc assez obligeant pour me rendre ces pièces manuscrites. Ce sont les seules copies existantes.

Je m'étais empressé de les lui remettre lorsqu'à ma stupéfaction et à mon horreur, il les jeta sur les braises du foyer. Elles s'enflammèrent aussitôt.

— Auriez-vous perdu la tête? me récriai-je en essayant de les arracher aux flammes.

Relevé d'un bond, malgré sa faiblesse, il me cria :

— Je vous défends de les retirer de cette cheminée. Qu'elles s'y consument. J'ai bien le droit, je suppose, d'anéantir ce qui ne doit rien qu'à moi-même?

— Pardon! Ce n'est pas du tout mon avis, Bertrand, et je trouve votre action coupable, insensée. En mon âme d'artiste, ce sacrifice me semble un sacrilège et j'en suis indigné.

— Bah! mon cher peintre, apaisez-vous en songeant au prochain avenir qui m'attend...

— Même si vous deviez disparaître, Bertrand, cet ouvrage assurait votre survie. C'était la gloire, croyez-moi, la gloire la plus pure! Qu'avez-vous donc fait?

— La gloire, la survie! Vraiment! Puisque mon père renia toujours en moi son sang, je ne vois pas pourquoi je lui permettrais de s'enorgueillir des productions d'un esprit, qui, de son propre aveu, ne lui doit rien!

— Soit, Bertrand; admettons qu'il ne vous plaise pas de donner cette satisfaction à un père en effet indifférent; mais toute œuvre d'art, à mon sens, appartient autant à l'humanité qu'à son créateur. Et c'est aussi vous-même que vous atteignez en vous privant de votre plus beau titre devant la postérité.

— Postérité! Gloire! Titres! Mots sonores propres à étourdir

de faibles têtes, fit-il avec un sourire railleur. Peut-être, votre indignation serait-elle justifiée, si je m'étais jamais tenu pour un artiste, mais je me crois d'une autre essence. Il est nécessaire, au risque de vous blesser, que je vous avoue m'appeler : Bertrand de Foix-Béarn. Cela seul compte pour moi ! Les pipeaux dans lesquels j'ai soufflé ont bien pu rendre des sons comparables à ceux des autres musiciens, mais au fond, je me moque de ce génie-là, comprenez-vous ? J'en demande bien pardon aux Beaux-Arts que vous chérissez, je n'eus jamais qu'une ambition... irréalisable... celle d'être l'homme de mon nom !!! c'est-à-dire un chef, un maître ! Cela m'eût comblé ! Le reste est fumée !

Les iris d'or de l'infirme brillaient d'un éclat dérisoire. Je m'étais trop senti touché par ses dédains d'aristocrate pour ne pas lui faire remarquer qu'il ne paraissait pas autrefois insensible aux applaudissements de ses auditeurs de chez « Colonne. »

— Vous avez presque raison, me répliqua-t-il. En ce temps-là un petit Néron sommeillait en moi qui recherchait les suffrages de la foule... en attendant de pouvoir brûler Rome... Or, vous venez d'assister à mon incendie de la Cité éternelle avec cette « Gloire du matin. » Que voulez-vous? chacun se taille une histoire à sa mesure.

Il parut défaillir sur cette déclaration et se renversa sur le vaste fauteuil qui faisait paraître sa taille encore plus mesquine. Néanmoins, il voulait encore parler à travers son halètement.

Comme sa mine frénétique m'inquiétait, le suppliant de se calmer, je lui demandai la permission d'aller prévenir Mme de Foix afin qu'elle pût lui donner ses soins.

— Je vous le défends bien, se récria-t-il avec une expression où la douleur se mêlait de rage. Appeler ma mère, en ce moment, et sur les pensées qui me brûlent au vif, serait d'une suprême imprudence. Gardez-vous-en, si vous souhaitez éviter une scène irrémédiable.

Je n'insistai point.

Il gardait maintenant un silence consterné. Écrasé sur lui-même, la tête rentrée entre les épaules, ses genoux ramenés contre sa poitrine, un frisson qu'il ne pouvait plus arrêter remuait ses lèvres ! Il me balbutia d'aller rouvrir la porte-fenêtre : il étouffait !

M'empressant de satisfaire à son désir, je remarquai l'ardeur insatiable avec laquelle il revoyait sa chère forêt, aux fron-

daisons cernées de garance par le soleil sur l'Occident! Quelques fusées de lumière orangée, traversant la haute futaie, reparaissaient plus loin entre les clairières pour disparaître enfin dans le gouffre glauque d'un abîme! A l'horizon, le clatissement en point d'orgue d'une meute reconduite à ses chenils, montait sous le ciel rouge qu'on eût dit éclaboussé du sang d'une curée récente. Quelques piqueurs égaillés en sous-bois, commencèrent à souffler dans leurs cors de vieux airs de France qui évoquaient les rois chasseurs qui les entendirent jadis en leur nouveauté!

Les tentures funèbres de la nuit tombèrent sur la Grésigne. Levé, je lui demandai la permission de revenir le voir. Il me contempla d'un air ambigu en acquiesçant de la tête. Puis, la main tendue, il ajouta en serrant faiblement mes doigts :

— Je vous remercie de m'avoir permis des aveux que vous serez la seule personne de ce monde à connaître.

Ému, je le remerciai de la confiance qu'il m'avait témoignée. Des pleurs mouillèrent ses yeux intelligents.

— Quand vous vous rappellerez mon souvenir, ajouta-t-il d'une voix exténuée, il faudra m'être indulgent parce que je n'ai pas eu de chance... Mon père et ma mère, aussi, furent victimes d'une sorte de fatalité et je les plains en me plaignant moi-même! Adieu donc, cher ami! Que dis-je? A Dieu! Je suis trop ambitieux, car je l'ai tellement offensé en ce bas monde qu'il ne doit guère tenir à ma vilaine présence dans son ciel!

LES FEUILLES MORTES

Une semaine s'était écoulée depuis ma poignante entrevue avec Bertrand. Surpris de n'avoir pas été reçu par Mme de Foix à ma sortie de la chambre de son fils, — il aurait semblé qu'elle réprouvait ma visite, une visite qui m'avait d'ailleurs été imposée, — je me contentai de faire demander des nouvelles du blessé.

La gouvernante répondit :

« Fièvre constante! Graves inquiétudes! »

Fort affligé, j'aurais voulu savoir si Bertrand, se sachant perdu, avait enfin accueilli son père. J'espérais que la pensée de la mort, bonne conseillère suivant sa propre expression, l'avait enfin décidé à l'indulgence!

Une lettre de faire-part aux armoiries de Foix-Béarn m'apprit

la mort de Bertrand. J'en fus peiné ; en dehors de mon amitié pour ce jeune homme, je déplorai la perte irréparable d'un compositeur de vingt-huit ans qui avait affirmé déjà son génie. Je regrettai de constater, à Saint-Antonin, que même par delà la mort, la méchanceté publique s'acharnait encore contre cet infortuné, à qui l'on ne pouvait pardonner son ironie, sa seule défense.

La peine de Mme de Foix, qui avait espéré trouver en ce fils célèbre une revanche à sa vie sans espoir, devait être profonde. Quels sentiments Raymond pouvait-il éprouver? J'avais cru comprendre qu'un désir d'une force inouïe avait dominé son existence : sauver sa lignée vieille de sept siècles. La disparition de Bertrand allait-elle provoquer de nouvelles résolutions chez M. de Foix? Il m'intéressait surtout de savoir quelles réactions cette mort pouvait produire dans la conduite de Raymond et de Sobirane.

Leur rapprochement momentané devant leur fils blessé, allait-il devenir définitif? Allions-nous assister à leur réconciliation? Réconciliation! J'éprouvais combien ce mot n'exprimait aucune vérité. Bien qu'ils se fussent exilés l'un de l'autre, en pleine jeunesse, de la façon la plus cruelle et la plus insensée suivant les apparences, M. et Mme de Foix n'avaient certainement jamais cessé de s'aimer. L'énigme de leur conduite restait d'ailleurs indéchiffrable.

La lettre mortuaire avertit qu'après la levée du corps à Navacelles et les obsèques célébrées à l'église paroissiale de Marnaves, l'inhumation sera faite à Roquereine.

Quand j'atteins l'avenue des noyers de Navacelles par cette belle journée d'octobre, une douzaine de personnes que je reconnais pour les avoir aperçues à la chasse au faucon, piétinent les feuilles mortes devant la grille demeurée ouverte. Mme de Foix a refusé de recevoir ces parents et amis de son mari.

Au château, les volets clos, pas un bruit, et dans le parc inanimé le seul chuchotement des frondaisons sèches. Sur les toitures de tuiles safranées, les blancs pigeons s'enlèvent, tourbillonnent, se reposent, roucoulent. Au fond de la vallée du Cérou, la chaussée du moulin tient son point d'orgue nostalgique.

— Dix heures, annonce un cousin de Beauzile, d'un ton légèrement impatienté, en regardant sa montre.

Deux voitures paraissent au rond-point de l'avenue. M. de

Foix descend d'un landau. Saint-Martin l'accompagne en se tenant un peu derrière lui. A trois pas suivent les domestiques de Roquereine : quelques fermiers, en ligne, forment l'arrière-garde. Le comte s'arrête juste entre les piliers du château et nous rend un profond salut. Puis, bras croisés, la tête très droite, mais les paupières baissées, il paraît nous oublier. Son visage rigide semble sculpté dans un blanc tuffeau. L'expression en est plus grave que triste.

Les vantaux de la grande porte du château sont poussés. Sur le fond du vestibule en voûte que dore le soleil, le cercueil de Bertrand, porté par les bordiers de Navacelles qui ont réclamé cet honneur, nous apparaît précédé d'un père dominicain, tout blanc, dans la lumière, et du curé de Marnaves, en surplis, accompagné de ses quatre enfants de chœur.

Le corps de Bertrand semble si léger à ses porteurs qu'ils marchent avec trop d'aisance. Le prêtre doit leur faire signe de modérer leurs pas.

Derrière la bière s'avance Mme de Foix. Ses voiles de crêpe, rejetés sur les épaules, en encadrant son visage, ajoutent à sa pâleur. Or, dans le soleil qui l'illumine, elle m'apparaît brillante de jeunesse. Cette impression, en un pareil moment, me semble extraordinaire. Comment en sa douleur, Sobirane pouvait-elle me sembler rajeunie et plus belle que je ne l'avais jamais vue? Tourné vers M. de Foix, je fus frappé de lui trouver aussi un air de jeunesse invraisemblable. Tous les stigmates de la cinquantaine effacés, front lisse aux tempes fermes, cheveux et moustaches d'un blond d'aurore, svelte stature, jamais il n'avait eu autant de séduction. Son chagrin était pourtant évident et sincère. Oui, pourquoi leur aspect de force et de charme à tous les deux, me frappa-t-il si vivement à cet instant où leur affliction aurait dû me suggérer des réflexions bien différentes?

Une femme âgée, au teint rose sous des bandeaux d'argent, Mme de Beauzile, rejoignit sa nièce qui suivait, à le toucher, le cercueil de Bertrand. En apercevant le comte demeuré au milieu du portail, Mme de Beauzile le considéra d'un air effrayé comme si elle le redoutait.

Au moment où les porteurs atteignaient à la hauteur de la grille d'entrée, ils s'arrêtèrent sur l'ordre du curé et descendirent de leurs épaules les brancards qu'ils tinrent dans leurs

mains baissées. Alors M. de Foix s'inclina profondément devant la dépouille de son fils. Des colombes roucoulèrent sur la toiture du château.

Quand le comte releva son front, il échangea un regard de détresse avec sa femme et celle-ci, comme incapable d'en supporter la signification, inclina la tête de côté sur une épaule et baissa les paupières d'un air mourant.

Mme de Beauzile et Mme de Foix ne devaient pas accompagner le corps; le prêtre leur tendit un goupillon. La première, Mme de Beauzile aspergea d'eau bénite la bière de son petit-neveu, sans cesser de guetter d'un air soucieux M. de Foix. Elle passa ensuite le goupillon à Sobirane qui dut relever les paupières pour jeter l'eau chrétienne sur son fils. En retrouvant les regards navrés de son mari, Sobirane eut alors un soupir en se renversant dans les bras de sa tante. A cette vue, M. de Foix ne put retenir un sanglot. Il considérait sa femme en défaillance, sans avancer d'un pas vers elle, car le pauvre mort les séparait. Il me parut alors que jamais douleur plus implacable n'avait atteint deux époux.

Les sanglots d'Alayette et de Geneviève empêchées de suivre le corps de leur frère, nous arrivèrent. Elles étaient agenouillées au bord d'une fenêtre à balcon, les mains jointes. Les prêtres, troublés eux-mêmes par tout ce que cette triste scène révélait de douleur visible et surtout de secrète misère, hésitaient à donner l'ordre du départ pour l'église.

Enfin ils prirent la tête du convoi en chantant les funèbres versets. Les quatre fermiers replacèrent les brancards sur leurs épaules avec une aisance qui serrait le cœur, car elle prouvait la fragilité de la dépouille de Bertrand, et nous suivîmes.

M. de Foix s'était ressaisi dans un effort de volonté qui ajoutait à sa ressemblance avec un faucon, les yeux ronds et le nez comme aiguisé. Quand la bière eut dépassé la grille de Navacelles, il la suivit à la frôler, raide, pâle et insensible désormais aux mouvements des personnes de son entourage.

Sobirane se trouvait toujours presque inanimée entre les bras de sa vieille parente, trop faible pour la ramener seule au château, et Alayette et sa sœur l'innocente, de leur balcon, tendaient des mains impuissantes vers leur mère.

Nous arrivâmes presque rapidement à la petite église de Marnaves, tellement les fermiers vigoureux ne sentaient pas le

poids du mort. Seuls les bordiers de Roquereine et quelques voisins s'ajoutèrent à notre humble cortège pendant l'office.

L'absoute donnée, ce fut la montée du pauvre corps à travers la forêt. Je me rappelais avec attendrissement l'amour de Bertrand pour cette Grésigne qu'il avait si magnifiquement chantée dans sa *Gloire du matin*, musique malheureusement détruite. Par cette matinée d'un automne sec et brillant, jamais cette immense chênaie ne m'avait paru plus radieuse. Le convoi avançait sous des arbres majestueux qui auraient pu raconter les chevauchées des premiers seigneurs de Foix-Béarn et de leur illustre chef d'armes, Phœbus aux cheveux couleur d'aurore. Soufflées par le vent des hauteurs, les feuilles orangées ou carminées, aussi riches de tons que des fleurs, pleuvaient sur le cercueil en un hommage spontané de la forêt. Saint-Martin ayant voulu les balayer de la main, M. de Foix le pria de n'en rien faire, et ses yeux, jusqu'à ce moment arides, se mouillèrent.

En apercevant les hauts remparts ocrés de Roquereine à travers les troncs argentés des châtaigniers, prêtres et enfants de chœur psalmodièrent plus fort. Et Bertrand, dernier fils de Foix, dont la vie n'avait été qu'amertume, angoisses et tortures, fut enseveli à l'ombre de son château héréditaire avec la promesse d'une paix enfin trouvée *in sæcula sæculorum.*

Au lieu d'attendre nos condoléances, M. de Foix vint nous serrer hâtivement les mains. Par ce geste il nous signifiait son désir d'éviter nos vaines paroles et son besoin de solitude. L'expression ardente de son masque livide m'étonna; elle indiquait plutôt une pénible anxiété qu'une réelle tristesse. La douleur terrible, je l'avais surprise au visage mourant de Sobirane.

... Après une semaine, au risque de n'être pas reçu, je voulus aller témoigner à M. de Foix mon affliction personnelle pour la perte de son fils. Quand j'atteignis Roquereine, par une grise journée, j'éprouvai, — peut-être était-ce effet d'imagination sympathique? — l'impression de la détresse des noires façades. Les arbres étaient dénudés au point qu'ils semblaient avoir pleuré toutes leurs feuilles sur la disparition du dernier fils légitime de la grande race qui avait créé leur forêt.

Quand je fis le tour du château à la vaine recherche d'un domestique, je sentis la présence de la mort encore qu'elle fût invisible à mes yeux de chair, et je prévis la future ruine de cette grande arche héroïque, vidée de son dernier seigneur. Ce

fut Saint-Martin qui répondit à l'appel de la cloche dont les sons creux répercutaient une sorte de glas dans la cour inanimée. Le vieux fauconnier, m'ayant ouvert, me dit d'un air las :

— M. le comte se trouve aux champs à commander ses bordiers. Autant que je puis le supposer, il rentrera sans tarder. En l'attendant, je regrette de ne pouvoir vous conduire au cimetière : M. de Foix, seul, en possède la clef. Entrez vous asseoir au billard, ou préférez-vous m'accompager à la fauconnerie?... Ah! vous trouverez M. le comte bien changé. Il ne peut plus se supporter dans son appartement, et il prend l'habitude de passer ses nuits dans les bois, étendu au pied d'un chêne, roulé dans son manteau. Lorsque je lui adresse des reproches de son imprudence, il me regarde d'un air si triste que j'en ai la parole coupée.

A ces mots, les sourcils en moustaches du fauconnier descendent si bas sur ses petits yeux de loup, qu'ils les recouvrent.

Je murmure alors :

— Il est assez naturel que M. de Foix ne puisse se consoler de la mort de son fils.

Les sourcils de Saint-Martin remontent sur son front, lorsqu'il me répond à voix basse :

— Bien sûr, il songe à M. Bertrand... mais ce n'est pas la seule cause de son désespoir.... Voilà la flamme rallumée!

Comme je lui déclare ne rien comprendre à ses allusions, il bougonne, l'air maussade :

— Moi non plus, je ne comprends pas; aussi c'est affaire à M. le comte de vous donner des explications, s'il lui plaît... Voulez-vous voir mes derniers élèves?... Ah! ces brigands promettent.

Il m'entraîna vers l'oisellerie installée dans les pavillons des communs. Je le suivis avec l'espoir de lui entendre me confier spontanément ce qu'il refusait à mes questions directes. J'éprouvai encore une impression pénible en apercevant, cloués aux portes et volets des pavillons, les crânes et les pattes des chevreuils, cerfs, lièvres, aigles, éperviers, hiboux et renards. Ce décor macabre formait maintenant frise autour de la gênoise, et deux effraies aux ailes couleur d'automne, récemment tuées, avaient été ajoutées, pour la symétrie, sur la baie centrale.

— Il fut un temps où M. le comte s'intéressait à mes panoplies, grommela le fauconnier. Maintenant son agriculture lui

tient la tête. Il veut obliger nos cultivateurs à mettre en valeur toutes les terres arables.

Les épaules levées, Saint-Martin regarde en contempteur les champs géométriques cernés par la forêt impétueuse, et reprend :

— Un gentilhomme doit-il faire métier de cultivateur? Je lui dis quelquefois : « Laissez donc les paysans faire leur métier, M. le comte. » Il me répond que c'est son devoir de diriger les bras qui manquent de têtes. Maintenant, il pousse ses fermiers au travail avec une espèce d'emportement pour laisser croire qu'il prend beaucoup d'intérêt à leurs labours. A mon avis, tout cela n'est qu'un moyen de se tuer de fatigue pour...

Le fauconnier s'interrompt.

— M. le comte aurait plus de plaisir à suivre mes essais, ajoute-t-il. Que dites-vous de mes nouveaux pensionnaires?

Nous étions entrés dans une salle où des grillages doubles, écartés d'une largeur de main, séparaient les oiseaux. Dans chaque cage, un jeune rapace sautillait sur un petit arbre émondé.

— Jadis, M. de Foix ne manquait pas un matin de venir passer la revue de ces guerriers, et, après avoir étudié mine et goûts, il leur donnait un nom approprié. Tous les mousquetaires que vous voyez là, fauchet, émouchet tigré, épervier marron, autour argenté, buse aux yeux rouges, ont été dénichés par moi dans la Grésigne. Leurs nids découverts, tantôt sur les rochers à pic pour les pèlerins de haut vol, tantôt à la trochée des arbres pour ces autours, j'attendais que mes oiseaux fussent emplumés pour les ravir à leurs parents. Ces faucons tachetés de brun furent capturés avec une ruse de ma façon. J'entoure des pigeons avec des ceintures hérissées de nœuds coulants en crin, et les lance dans les lieux fréquentés des faucons. Naturellement, ceux-ci pour s'offrir un déjeuner succulent et sans risque, se précipitent afin de les lier ; mais leurs serres s'empêtrent dans les lacets : pigeons et faucons me tombent bientôt entre les mains. Voilà mes sauvages presque affaités. Encore un mois d'exercices et ils sauront « buffeter » et « ravaller » une proie comme père et mère. Oui! mes drôles! Paix là! Paix! Posez! Posez!

Par amitié pour leur fauconnier, les rapaces bondissent, sautent, virevoltent, se gonflent, pirouettent et élèvent derrière leurs grillages, jusqu'à hauteur de notre visage, leurs petites

têtes féroces aux yeux scintillants de feux jaunes, roses et verts comme des gemmes.

Alors d'une voix attendrie, Saint-Martin prononça :

— Sont-ils coquets ? C'est la joie de ce monde. Ah ! pourquoi M. de Foix vous néglige-t-il, mes enfants ? S'il devient indifférent à vos jeux, que lui restera-t-il ? Rien ! Et il faut, ici-bas, que chacun aime son leurre.

Le clatissement de la meute de Roquereine, répercuté par les échos de la montagne, interrompit Saint-Martin qui se porta vivement vers un parapet par-dessus lequel s'apercevaient les immenses houles d'or de la forêt. Il écouta quelques secondes, en connaisseur, le choral des chiens, avant de s'exclamer :

— Ils ne chantent avec cette joie que lorsqu'ils sentent l'approche de M. le comte. Nous allons le voir rentrer. J'imagine qu'il revient du Thézac dont il fait défoncer le Causse pour créer un vignoble. Vous plaît-il d'aller à sa rencontre ?

Le fauconnier m'entraîne par le sentier à la base des formidables remparts du château. Nous dominions de sa corniche la forêt dont chênes, châtaigniers, ormeaux et frênes semblaient une armée de guerriers géants aux crinières hérissées montant à l'assaut de Roquereine. La meute continuait d'emplir l'espace de son harmonie mélancolique, car il y a beaucoup de tristesse dans la voix des chiens courants qui hurlent en effet toujours à la mort, puisque la curée reste le but cruel de leur effort.

Au loin, une fanfare de cors sonna un air allègre. Intéressé, Saint-Martin frémit :

— Le hourvari ! Un cerf aura doublé ses voies et revient par le sentier de sa fuite. On sonne afin d'avertir les chiens qu'ils doivent retourner sur leurs pas. Oh ! Oh ! Je voudrais être là !

Puis l'enthousiasme du piqueur s'éteignit. Il reprit lugubrement :

— Reverra-t-on jamais cela chez nous ?... Ah ! voici M. le comte.

Dans une allée où les branches se rejoignaient en nervures de voûtes ogivales au-dessus des troncs verticaux formant colonnade, M. de Foix gravissait cette rude pente d'un pas aisé qui restait celui d'un homme plein de force. Ses pieds, haut levés, en retombant, faisaient pétiller les feuilles mortes. Un dolman de drap gris dessinait le buste svelte de ce quinquagénaire qui gardait les apparences de la jeunesse.

Ce fut ma première impression aussi longtemps que son visage me resta confus. Quand j'en pus distinguer les traits, je fus saisi par leur air d'austérité et de morosité. Cette physionomie redoutable avec les plis en accents circonflexes des arcades sourcilières coupés par des rides verticales à la hauteur du nez aquilin, m'évoqua encore l'image du condottiere Colleone de Verrochio. Ce masque révélait une volonté implacable, mais une volonté aux desseins essentiellement honorables. Ainsi son deuil de père au lieu d'avoir attendri son expression, avait au contraire ajouté à son air cornélien.

Saint-Martin s'était discrètement éloigné. Je descendis à sa rencontre.

Absorbé par ses réflexions, il ne m'aperçut qu'au moment où j'allais l'aborder. Il marqua d'abord une sorte d'humeur et ses iris d'or s'élevèrent comme des flammes dans ses prunelles vertes. Aussitôt après, il se découvrit courtoisement et sa chevelure, d'un blond pourpré, encore brillante comme celle d'un jeune homme, soufflée par le vent de la vallée, se coucha sur son oreille. Le peintre, en moi, ne pouvait s'empêcher de ces observations de couleur et de lignes, au moment même où je lui exprimais mes condoléances.

Il m'arrêta net d'un :

— Je vous en prie, monsieur, qui me fit taire.

Je compris son sentiment. Puis, comme il demeurait sombre et sévère, je voulus aussitôt prendre congé de lui. Il reprit alors d'une voix sourde :

— Je vous remercie trop de la pensée qui vous amène vers moi pour vous laisser repartir.

Nous remontions en silence la futaie où les lianes à houppettes plumeuses des clématites sauvages festonnaient à travers les branches, quand un grand aigle des Pyrénées, venu régner sur les oiseaux plus faibles de la Grésigne, s'éleva à lents et majestueux battements d'ailes au-dessus des frondaisons orangées par le soleil. M. de Foix tendit vers lui sa canne avec le geste du chasseur qui vise ; mais aussi vite qu'il avait levé son jonc, il le laissa retomber.

Son front incliné vers les feuilles mortes, sans m'adresser une parole, il me conduisit jusqu'à l'escalier à balustres de la cour verte. A notre passage sur la pelouse, il n'eut pas un regard pour ses faucons posés sur leurs blocs. Cependant la vue de leur

maître faisait sauter et voleter ces rapaces qui cherchaient par leurs rengorgements et sifflements à se faire remarquer. Devant sa tristesse de plus en plus profonde, j'insistai pour me retirer.

— En effet, répliqua-t-il, je ne vous parais pas l'hôte agréable chez lequel on aime s'attarder.

Ces paroles ne pouvaient que m'engager à demeurer ; je l'assurai que ce n'était chez moi que crainte d'indiscrétion.

— Non, monsieur, ne craignez rien. J'insiste même pour vous garder. Je voudrais vous montrer certaines choses qui m'ont été adressées de Paris par des gens que vous avez peut-être rencontrés chez Bertrand ?

Cette allusion m'inquiéta d'autant plus que le visage de Raymond exprimait autant d'humiliation que de chagrin.

Nous traversâmes quelques salles tendues de tapisseries de Beauvais ou des Flandres, dont l'humidité effilochait les bordures. L'indifférence de ce solitaire à son confortable se révélait partout. Il m'introduisit enfin dans la bibliothèque où il m'avait déjà reçu. Là, sans aucune explication, avec dégoût, il me désigna quelques couronnes mortuaires. Et je lus les dédicaces sur les banderoles de soie qui les enlaçaient :

A Bertrand de Foix
son ami fraternel, Auguste
du Nouveau Cirque.

A leur cher vicomte de Foix
Les clowns de l'Hippodrome.

Une sorte de phylactère entourant une gerbe de fleurs, portait cette inscription :

Au poète-compositeur Bertrand de Foix
Ses camarades de Quic-en-Groigne.

En lettres de jais, fixées sur des immortelles en imitation, je lus encore :

A Bertrand
Souvenir éternel
Adelina Poulard, gommeuse excentrique du Bric-à-Brac.
A leur ami le vicomte de Foix
Les petites danseuses de l'Ane-en-folie,
Flouflou, Thaïs, Armide, Pomponnette.

Ces témoignages tout ensemble navrants, touchants et pitoyables, évoquaient une partie de la triste vie de Bertrand.

Les bras étroitement serrés, M. de Foix murmura :

— Voilà donc la fin du dernier fils de notre race?

Et il s'avança machinalement jusqu'à la fenêtre à travers laquelle s'apercevait la flambée d'or et de sang de la Grésigne au soleil descendu sur l'horizon.

— Ah! prononça-t-il fortement, tourné vers moi, quand Gaston Phœbus mourut, on put inscrire sur son monument funèbre : *Au comte souverain de Foix, vainqueur des Anglais, vainqueur de la Prusse, vainqueur des Chevaliers Teutoniques, vainqueur des Jacqueries, vainqueur d'Armagnac!* Tandis que mon fils, dernier des Foix, ne vainquit qu'au cirque! Lamentable fin!

La douleur concentrée de Raymond m'épouvanta. S'étant rapproché de la cheminée, il sonna. Son valet accourut.

— Emporte!

Il lui montrait du bout du pied les couronnes.

Le domestique les enfila sur ses bras. L'une tomba et se brisa; il en mit les morceaux sous son aisselle et sortit.

En se retrouvant seul avec moi, M. de Foix m'offrit un siège devant la cheminée où brûlait un feu ardent. Jetant un regard à l'endroit du plancher où se trouvaient tout à l'heure les souvenirs des amis mal famés de son fils, il murmura :

— Hélas! que pouvait-il vaincre, ce pauvre enfant, lui vaincu par naissance?

Ces paroles injustes prouvaient une telle incompréhension de son fils, que je ne pus m'empêcher de lui exprimer, avec la vivacité d'un artiste offensé, mon sentiment. Depuis Gaston Phœbus, la famille de Foix n'avait sans doute pas produit un homme d'un mérite comparable à celui de Bertrand. Son *Jacques Callot* marquerait dans l'histoire de la musique française, et les critiques les plus sévères s'accordaient pour tenir Bertrand de Foix pour le jeune maître le plus éminent de l'École moderne. Sa gloire incontestable durerait.

Le comte m'écoutait avec étonnement.

— Gloire! Gloire! répliqua-t-il! C'est bientôt dit. Aujourd'hui l'on déclare glorieux les joueurs de cymbales! Je ne comprends pas. Chaque chose à son rang! Dans une armée, que je sache, le chef de musique n'a pas la prétention de briguer la

célébrité du général vainqueur. Gloire ! Génie ! Pour des notes, du son, des mots ! Mon Dieu ! un talent agréable mérite quelques louanges, mais qualifier de glorieux un écrivain ou un compositeur me paraît la folie des démocraties modernes. Cette confusion des titres prouve une inconséquence totale du jugement contemporain et je n'y souscrirai jamais. Admettons le charmant don de Bertrand ; mais comparer ses minces mérites aux vertus éclatantes d'un Gaston Phœbus, par exemple, me semble pure sottise. Je ne puis donc admettre vos conclusions, si flatteuses soient-elles pour un père.

Raymond appuyait son menton sur l'une de ses mains et réfléchissait lorsqu'il prononça d'une voix fougueuse :

— Non, décidément, les sophismes des démocrates qui peuvent caresser la vanité des foules, m'exaspèrent par leur fausseté. Que diantre ! n'est-il pas singulier que nous autres, gens de race, soyons d'accord avec la science qui, elle, ne s'abaisse pas à faire sa cour aux chats de gouttière ? Seuls les plus aptes méritent de rester des chefs et vous n'imaginez pas qu'on puisse improviser un François Ier, un Henri IV ou un Louis le Grand avec un bélitre de la rue ? Il y faut des siècles de culture, de sélection, de raffinement et d'habitude du commandement. On ne cueille pas de raisin sur le chiendent, ni de roses sur les pissenlits. Chaque être vivant produit, d'ordinaire, des descendants de sa propre espèce. Le vieux proverbe séculaire enseigne que « le semblable produit le semblable. » Il est amusant de voir aujourd'hui nos petits tribuns vouloir prouver aux percherons des fardiers qu'ils pourraient être coursiers pur-sang de steeple-chase, s'ils le voulaient ! L'hérédité anatomique et l'hérédité intellectuelle ne sont donc pas des constructions à l'usage et à l'avantage des races nobles, mais bien des réalités. Pour toutes les raisons que vous imaginez, j'en étais donc persuadé, lorsque la vie m'a donné le plus atroce démenti ! Mon Dieu ! Si toute règle possède ses exceptions, cette exception m'a crucifié, car je n'ai rien retrouvé, absolument rien, de ma nature et de mon esprit, dans mon malheureux fils. Chez lui corps et âme ont trahi tous mes souhaits. N'essayez pas davantage de me consoler en voulant me laisser croire à la valeur de son génie. Le génie d'un siffleur de mélodies ! C'est à gémir pour le descendant d'hommes qui furent princes souverains !

Il me parut inutile de tâcher de faire comprendre à M. de Foix que la gloire des Vinci, Michel-Ange, Beethoven, Hugo ou Renan issus du peuple ou de la petite bourgeoisie, — c'est-à-dire pour lui des percherons de fardier, — pouvait soutenir la comparaison avec celle de l'auteur du *Miroir des Déduicts de la chasse*.

Sa sincère affliction m'interdisait une discussion qui aurait pu m'entraîner jusqu'à lui exprimer ma surprise de sa dure indifférence pour son fils et ses filles.

Un jour, le comte ne m'avait-il pas avoué que, seules les mères aiment leurs enfants, et que l'affection paternelle n'est pas un sentiment naturel? La tradition séculaire des familles nobles faisait du père, le chef, maître de la vie et de la mort de ses enfants. Pour maintenir cette autorité, comment aurait-il pu s'amollir en vaines tendresses où il eût perdu son prestige? La force des gentilshommes leur était venue de cette discipline inflexible. Les familles s'effondrent aussitôt que les enfants prétendent à l'égalité avec leurs parents. Lui, Raymond, sévèrement élevé par un père inflexible, s'enorgueillissait d'y avoir trouvé une trempe de bon aloi. Il n'y avait que les petites gens sensibles, incapables de concevoir l'ordre, à s'indigner d'une conduite justifiée par l'usage et la raison depuis Rome.

Cette conversation, en me revenant à la mémoire, me laissait silencieux, quand Raymond saisit sur la table une liasse de journaux et me les offrit avec un sourire amer :

— Puisque vous semblez croire à la gloire de Bertrand, veuillez donc prendre connaissance des récits de ses historiographes; quant à moi, je n'y trouve que sujets d'affliction et non d'orgueil.

Au moment où je commençais ma lecture, M. de Foix mit une main à son front et, incliné vers le foyer, s'absorba en ses pensées pénibles... Ces nécrologies insistaient sur l'origine illustre du poète-compositeur, qui s'était prouvé le digne descendant de Roger-Bernard, comte de Foix, célèbre troubadour du XIIIe siècle et du magnifique Gaston III auteur du *Miroir de Phœbus* et des poèmes galants qui charmaient les Cours d'amour. Ainsi le génie des ancêtres transparaissait dans la musique et les livrets du vicomte Bertrand. Tel était le ton des études de la grande presse.

Quelques hebdomadaires illustrés, en reproduisant des photo-

graphies du nain parmi ses comparses de Montmartre, filles et viveurs, les accompagnaient de commentaires où l'on vantait la simplicité de ce fils de grande race, qui n'avait pas craint de plonger en plein peuple, afin d'en mieux exprimer les sentiments.

Des petites feuilles boulevardières faisaient allusion au gentilhomme fossile, au chasseur fauconnier de style médiéval, père de ce poète-compositeur au génie essentiellement moderne, et assez dégagé de préjugés pour peindre avec vérité une aristocratie désuète et vaniteuse.

Un article de revue accablait le père du compositeur, hibou solitaire qui, après avoir fait le malheur de sa famille, poursuivait de sa haine stupide « notre cher Bertrand. Le génie de ce musicien rachetait pourtant cette race de féodaux de ses crimes passés. »

Plusieurs fois, j'avais voulu rendre au comte ces papiers insolents, mais il insista pour que j'en prisse une connaissance complète. Ma lecture terminée, il jeta les journaux dans la cheminée avec une muette colère. Des flammes débordaient le tablier du baldaquin. D'une de ses jambes guêtrées, Raymond écrasa le feu d'un coup violent. Il me dit alors d'un air peiné :

— Vous ne m'illusionnerez donc pas sur la gloire de Bertrand. Ces panégyriques sont ceux qu'il méritait... Hélas! pauvre enfant, ce n'était peut-être pas de ta faute!

Puis Raymond me considèra sévèrement. Je quittai mon fauteuil. Il protesta si vivement contre mon départ hâtif que je repris mon siège. Tout au contraire, M. de Foix, levé, marcha de long en large à travers sa bibliothèque. Très cambré, il avait une attitude de défi et ses talons martelaient le dallage. Et sans qu'aucune transition ne préparât sa confidence, il me dit avec un ton presque solennel :

— Il faut essayer de vous représenter l'état d'esprit d'une personne comme moi pour qui la perpétuité de sa race en des fils de valeur, forts et beaux, constitue l'essentiel du devoir. Excusez mon orgueil, je le crois fondé sur l'expérience. L'hérédité a pour but de maintenir dans une descendance les hauts caractères acquis. L'hérédité apparaît donc comme essentiellement conservatrice. Je vous l'ai peut-être déjà déclaré, mais je me répète : il importe que certaines familles exceptionnelles se maintiennent. A mon sentiment, il y a des « hommes de boue » comme il y a des « chiens des rues » ou des « chats de

gouttière! » Comprenez donc mes tortures. Pourquoi cet amour du ruisseau chez Bertrand? Hélas! pourquoi Dieu me donna-t-il un tel fils? J'en ai porté la croix bien lourde et je marche maintenant au calvaire. Plus d'espoir!

Que pouvais-je répondre? Je m'étais levé, peiné, et résolu à prendre congé. Avec son habituelle courtoisie, M. de Foix me conduisit jusqu'à ma voiture.

Lorsque, sortis de la cour d'honneur par le portail pompeux surmonté de son Phœbus aux cheveux solaires, nous atteignîmes l'esplanade plantée de châtaigniers aux troncs verruqueux qui montaient depuis quatre siècles leur garde devant Roquereine, les chiens de la meute, encore qu'ils ne pussent nous apercevoir à travers les murailles de leur pavillon, donnèrent superbement de la voix. Ils avaient respiré leur maître dont le visage angoissé s'attendrit à les entendre. Tourné vers moi, il prononça d'un ton triste :

— Mes goûts héréditaires pour les chevaux, les chiens et les faucons, vous semblent peut-être puérils? Il faudrait aussi les comprendre. Gentilshommes, nous sommes maintenant comme un capital dormant. Un jour, peut-être, les purs-sangs des hommes, rétablis à leur place, auront à se réveiller de leur inaction apparente. Nos jeux de vénerie entretiennent en nous l'ardeur, le goût de l'aventure et nous obligent à ne pas redouter les fatigues. Qu'on nous excuse d'avoir tellement l'habitude de durer, que je crois bien que nous persistons surtout pour assurer l'avenir. Il y a entre nous et la bourgeoisie toute la différence d'une fragile villa comparée à Roquereine.

Et comme je démarrais doucement, il dit encore, son grand feutre soulevé :

— Mais pour assurer l'avenir, rien ne sert d'établir des théories, il y faut de beaux enfants.

Et il me parut bien que ses yeux scintillaient aux larmes remontées d'un cœur infiniment meurtri

LA COMBE-NÈGRE

Lorsque la passion de sa peinture, musique ou statuaire tient vraiment un artiste, il en oublie le monde entier. Mais n'est-ce pas la beauté de notre vie que cette ardeur exclusive pour des fins idéales?

Mes tentatives de rénovation de la fresque m'absorbèrent au point que je négligeai toute correspondance avec M. et Mme de Foix. Lorsque leur souvenir me revenait à l'esprit, je pensais certainement à eux avec émotion et, pourtant, j'éprouvais le sentiment que la mort de Bertrand avait rompu le lien qui nous rattachait. Il y avait aussi une petite lâcheté dans mon silence. On redoute toujours les affligés, lorsqu'on ne peut leur donner aucun espoir.

Trois années s'étaient écoulées depuis la mort de Bertrand. La nécessité où je fus d'aller à Toulouse au sujet d'une Exposition, me donna l'idée de me rendre, par la route, en automobile jusqu'à cette ville. Je partis donc aux premiers jours de juin. Mon parcours le plus direct m'aurait obligé à passer par Montauban, mais il me plut de revoir la forêt de la Grésigne, Roquereine et Navacelles où j'avais travaillé avec tant de ferveur.

J'appréhendais un peu mes visites à M. et Mme de Foix, car je n'en attendais que la constatation d'un malheur sans remède. Néanmoins, mon devoir, ma respectueuse sympathie et ma gratitude m'obligeaient à ces entrevues.

Une erreur au sortir de Villefranche-de-Rouergue, me conduisit à Milhars au lieu d'arriver à Saint-Antonin, suivant mon projet. Ce hasard de voyage allait donc me faire passer d'abord à Navacelles, tandis que mon premier itinéraire devait me conduire par la forêt jusqu'à Roquereine. Le beau massif calcaire ocré du château de Mme de Foix m'apparut sur sa falaise tombant à pic dans la rivière du Cérou. Ma voiture laissée au bord de la route, je gravis le hameau de Navacelles, composé de quelques maisons rustiques à flanc de côteau. Chaque matin leur vingtaine d'habitants les abandonnaient pour se rendre à leurs champs, assez éloignés dans la vallée, car ce Causse stérile n'était que garrigue.

Quand j'atteignis la grille du château, je fus surpris de trouver une chaîne entrelacée à ses barreaux ; un cadenas passé à travers ses chaînons assurait la fermeture. Je tirai l'étrier de fer, mais en vain ; la cloche suspendue à la potence avait été retirée. Les volets rabattus sur les fenêtres me donnèrent ensuite à penser que Navacelles n'était pas occupé. Une herbe haute d'un pied dans les allées me prouva que l'absence de Mme de Foix remontait au moins à quelques mois. Son départ

me parut assez inquiétant. Connaissant son goût de la solitude, — elle y était d'ailleurs obligée par sa situation si particulière et l'état de santé de ses filles, — on ne pouvait admettre un voyage d'agrément.

Je m'en revins lentement par l'avenue dont les ornières moussues attestaient qu'aucune voiture n'y était passée depuis assez longtemps. Ayant vainement frappé aux quelques vieux huis du hameau, je quittai Navacelles dans la plus grande inquiétude.

Cinq heures tintaient à l'église de Marnaves où j'avais assisté à la messe d'enterrement de Bertrand, quand je commençai à m'élever de la vallée du Cérou par une rude côte de six kilomètres, jusqu'à Roquereine. Au soleil encore flamboyant de cette journée de juin, ce château fort avait la chaude couleur d'un brugnon; au-dessous de lui, l'océan végétal de la Grésigne et ses houles formidables cernées de feu par la lumière à contre-jour. Jamais les remparts d'un appareillage cyclopéen, ne m'avaient paru plus saisissants. Ils donnaient l'impression d'être aussi durables que la montagne dont ils étaient sortis. On n'en éprouvait que plus de regret de savoir la fin presque inévitable de la grande race de ses propriétaires.

Quel accueil allais-je recevoir de M. de Foix? Pourrais-je me permettre de faire allusion à mon passage à Navacelles et raconter la surprise qui m'y attendait? Peut-être cette absence était-elle une conséquence de quelque nouveau drame? La prudence m'obligeait plutôt au silence.

Le souvenir de Jean me revient à la mémoire et je me demande si, malgré sa grave faute, M. de Foix, par désespoir de voir l'épuisement de sa race, ne s'est pas décidé à le rappeler près de lui?

Mon automobile abandonné à la croisée des allées qui descendent dans la vallée ou remontent vers l'esplanade, je continue ma route à pied. Et plus j'approche, plus l'austérité de ce château fort presque sans ouvertures à l'extérieur, m'impressionne autant qu'à ma première visite. Ah! certes, Roquereine s'affirme bien la demeure de seigneurs insensibles aux sourires de l'existence, mais passionnés de puissance.

Après avoir eu la pensée de demander aussitôt M. de Foix, j'eus la fantaisie de vouloir renouveler une promenade qui me rappellerait le jour de ma découverte de Roquereine.

Le portillon d'accès au jardin intérieur où j'avais aperçu la triste scène de féerie des enfants affligés, était fermé. Je suis donc l'esplanade sous les remparts aux meurtrières à grilles aiguës et petites baies hermétiquement closes qui donnent l'aspect le plus rébarbatif à ce château. En arrivant au solennel portail orné à son tympan d'un Gaston Phœbus aux cheveux en rayons, pas un bruit ne s'entend dans la vaste cour d'honneur.

Alors, toujours en mémoire de ma curiosité passée, j'applique l'œil à la fente des panneaux de plus en plus déjoints d'un vantail. La tenue de la cour me frappe par sa propreté. Les parterres, jadis négligés, à la base du haut escalier, sont plantés de sauges violettes et blanches et de cotonéasters aux grappes d'un rouge de saturne. Les volets repeints, ouverts, découvrent des fenêtres ornées de rideaux élégants. J'en suis très étonné.

Poursuivant mon tour du château, je longe le sentier en corniche sous les balustres de la cour verte et je découvre sur leurs parapets quelques vases plantés de géraniums lierre qui retombent en cascade rose. Autrefois, Raymond n'avait aucun souci de l'agrément du décor. Plusieurs autres détails, allée sablée et ratissée, lauriers taillés, bordures de fusains prouveveraient un grand changement dans ses goûts.

L'envie me vient encore de me présenter immédiatement, afin de savoir la vérité ; j'estime préférable de me rendre à la fauconnerie où j'ai quelque chance de trouver Saint-Martin qui me racontera les événements survenus depuis ces trois dernières années.

Quand je pénètre dans l'enceinte formée par les pavillons de la volière et de la meute, j'en trouve le bassin central couvert d'épaisses mousses. Les arcs épineux des ronces débordent le terre-plein qui court le long des façades. Les lianes des viornes et les écharpes des lierres qui retombent des trembles plantés dans l'ancien miroir d'eau me surprennent par leur abondance et leur désordre. Aux portes, les trophées de chasse, crânes et pattes, restent cloués, mais en quel état ! Le grand-duc écartelé sur la baie du pavillon central est devenu le plus hideux épouvantail. Les pluies et les vents n'ont laissé que quelques plumes à ses ailes verdies. Dans ce squelette que le courant d'air balance, dois-je reconnaître l'aigle que M. de Foix avait visé avec sa canne, d'un geste impulsif, le jour de ma visite de

condoléances ? Tous ces ossements, grisés par l'humidité, s'effritent sinistrement.

Saint-Martin ou ses aides ne répondent pas à mes appels. Je le constate alors, les seuils des portes sont feutrés d'une petite mousse purpurine qui n'eût pas résisté au passage des brodequins des fauconniers. Je ne puis pourtant croire Roquereine inhabité, puisque son état extérieur est plus soigné que jadis.

Je quitte la volière de plus en plus perplexe. M. de Foix aurait-il abandonné Roquereine à de nouveaux hôtes ?

En mon incertitude, je m'achemine à travers bois dans la direction du petit cimetière de la famille de Foix, dans l'intention de m'agenouiller quelques instants devant la tombe du malheureux Bertrand. Me rappelant qu'il était autrefois clos, je n'avais pas grande chance d'y pouvoir pénétrer. Cependant j'en trouvai l'épaisse porte de fer entr'ouverte. Une brouette remplie d'herbes et quelques outils jetés sur leurs mancherons m'apprirent qu'un jardinier venait d'en sortir, ou allait y rentrer; et cette circonstance fortuite me permettrait de m'y introduire.

Cet étroit cimetière était dominé par les hauts remparts d'une enceinte extérieure : Roquereine était autrefois défendu par de triples fortifications. Des chênes d'imposante stature débordaient les murs des côtés. Par une volonté curieuse, les anciens seigneurs, d'origine celtique, avaient maintenu d'énormes rochers à l'intérieur de ce cimetière et leur chaos lui donnait une apparence barbare et redoutable. Quelques cyprès bronzés et d'amples frênes, jamais taillés, avaient poussé au hasard. Remparts, murailles et grands arbres tenaient ce petit enclos funèbre dans une ombre de crypte. Sur les grès verdis, de grosses gouttelettes, posées comme des larmes sur des joues, s'effilaient soudain. Le sol glacé était couvert de mousses filamenteuses et quelques pariétaires, cheveux de Vénus ou grêles philonotis, s'accrochaient aux parois décomposées des pierres. A l'ombre plus profonde des rocs caverneux, luisaient quelques herbes phosphorescentes.

La tristesse de ce lieu sans lumière et sans chaleur me saisit. Je cherchais la tombe de Bertrand, sans la découvrir, quand un faucon s'abattit du ciel sur un mégalithe en forme de dolmen avec la tourterelle qu'il venait de lier. Le sang de la douce victime qu'il lacérait de ses horribles serres ruissela sur la pierre, et comme j'en suivais avec horreur le filet rouge,

celui-ci vint souiller une inscription presque invisible dans l'ombre. Et je lus :

Cy gît
Raymond Phœbus
Comte de Foix
Prince de Béarn
Décédé dans la cinquante-cinquième année de son âge.
Requiescat in pace !

Une croix surmontait cette épitaphe soulignée par un masque aux cheveux solaires. D'abord stupéfait de ma découverte, j'en fus infiniment peiné à la réflexion, car j'avais voué un vrai culte à ce gentilhomme. Quelle maladie l'avait emporté ? Fallait-il croire qu'il avait fini par succomber à la douleur : perte lamentable de son fils, désespoir de voir sa race éteinte, et surtout misère secrète de sa vie séparée de Sobirane ?

Très ému de sa disparition, — et je ne savais pas encore de quel sacrifice sa volonté avait été capable, — je fis le tour de son tombeau creusé à même le roc, suivant l'habitude des premiers siècles de la chrétienté, héritée elle-même des modes orientaux d'ensevelissement qui cherchaient à procurer aux morts des demeures éternelles.

Sur le côté opposé à l'inscription, d'admirables gerbes de roses, encore humides, étaient placées dans des amphores. Quelle personne envoyait ces fleurs, qui semblaient cueillies depuis quelques instants seulement ?

Après une grave méditation d'un cœur sincère, car j'étais vraiment affligé de la mort M. de Foix qui n'avait eu pour moi que confiance et courtoisie, je cherchais le sépulcre de Bertrand lorsqu'un autour traversa comme une flèche rousse le cimetière et vint ricocher sur une sorte de menhir que ses ongles lacérèrent pour s'arrêter.

Et aussitôt ce rapace, jaloux de la curée du faucon qui achevait de dévorer, à grandes beccades, sa tourterelle, commença de siffler en écarquillant ses yeux de cuivre. Et comme l'autour voulait bondir sur la tombe du comte de Foix, afin d'y disputer les restes de la colombe, je les menaçai du poing et les deux rapaces s'élevèrent avec tant de hâte qu'ils allèrent heurter la frondaison d'un frêne en criant aigrement ; ils disparurent enfin.

Abandonnés depuis la mort du comte, ses faucons rendus à la liberté étaient donc obligés de vivre désormais en brigands de la forêt dont ils assassinaient les doux oiseaux.

L'autour enfui, sur la paroi de ce menhir, je lus alors une inscription dont les caractères étaient déjà recouverts par les mousses :

Cy-gît
Bertrand Phœbus
Vicomte de Foix
En la vingt-huitième année de son âge.

Et comme pour son père, une croix surmontait cette épigraphe qu'une tête solaire ponctuait. A cette pauvre âme torturée en cette vie, ma prière souhaita la paix éternelle.

Puis, vraiment désolé d'avoir appris d'une manière si dramatique la mort de M. de Foix, je m'acheminai pensivement à travers l'ombre triste d'une allée plantée de mélèzes, vers l'esplanade du château. Un peu avant d'atteindre les pavillons de l'ancienne fauconnerie, un petit homme voûté dont les cheveux et les sourcils en papillotes d'un blanc jaunâtre faisaient paraître le teint plus vineux, déboucha d'un sentier fourré de buis arborescents et me salua. Ses yeux de loup cillaient d'émotion.

— Ne me reconnaissez-vous pas? Ah ! Savau ! j'ai donc bien changé? Enguerrand de Saint-Martin !

Il s'était redressé ; il s'abandonna presque aussitôt à sa lassitude et courbé sur la crosse serrée par sa main sèche si semblable à une serre, il reprit sourdement :

— Oui, vous avez peine à me remettre, parce que je ne suis plus qu'une ombre de moi-même... en attendant d'aller bientôt parmi les ombres... les chères ombres. N'arrivez-vous pas du cimetière ?... Alors, vous savez ?

Les larmes émaillèrent ses prunelles ternies. Pendant que je lui faisais part de mon triste étonnement, il me considérait avec une face inerte. Enfin, tête basse, son pouce et son index serrés sur l'extrémité de son sourcil droit, il marmonna :

— Bien sûr, éloigné depuis trois ans, vous ne saviez rien !

Comme il se taisait, j'insistai pour qu'il m'apprît les circonstances de la mort de M. de Foix.

Il eut un petit tremblement avant de répondre :

— Vous demandez à un mort de vous parler des morts. Je ne vis plus, monsieur, puisque j'ai perdu le maître qui m'avait arraché à la honte et à la misère. Oui, quand jadis j'eus tué dans une rixe de jeunesse mon adversaire d'ailleurs mal famé, j'allais être arrêté, lorsque M. le comte alla dire au juge que si j'avais tiré sur un braconnier, c'est qu'il m'en avait donné l'ordre. Il revendiquait donc sa responsabilité.

L'affaire fut classée. M. de Foix risqua sa condamnation pour me sauver l'honneur, parce qu'il avait reconnu en moi le pauvre descendant d'une race de gentilshommes et qu'il savait que j'avais été offensé.

Mains étreintes, paupières levées, Saint-Martin, extasié par sa reconnaissance, respirait avec force. Plus calme, il dit d'un ton morne :

— Et si vous me retrouvez encore ici, je le dois à la bonté de Mme la comtesse qui m'a laissé ma petite maison.

— Comment, Mme de Foix habite Roquereine ?

— Vous en paraissez surpris, monsieur ! Pourquoi cela ? Oui, Mme la comtesse occupe le château avec Mlle Alayette, Mlle Geneviève et sa tante, Mme de Beauzile. Voulez-vous que j'aille vous annoncer ? Je doute d'ailleurs qu'on vous reçoive. Depuis la perte de son mari, Mme de Foix tient close sa porte, même aux personnes de sa plus proche parenté. Cependant, si vous le désirez ?...

Après avoir réfléchi, je le priai de n'en rien faire et lui demandai seulement de m'ouvrir le portillon de Roquereine. Je voulais jeter un dernier regard à cette cour verte où j'avais peut-être composé ma meilleure toile. Il y consentit et m'introduisit dans ce que j'avais appelé si longtemps « le jardin secret du mauvais enchanteur. »

Son atmosphère glauque m'évoqua tout d'abord un paysage sous-marin. A travers les feuillées des acacias et des polonias, les baies cintrées du pavillon apparaissaient toutes blanches à la base du château brunâtre comme un vieux foyer brûlé par des flammes séculaires. Sur les balustrades de la terrasse d'où tout l'Albigeois pourpré et argenté brillait au soleil par ce soir d'été si beau que le bonheur eût semblé la loi de cette magnifique demeure, un émouchet dilatait ses ailes, l'une après l'autre, avec la mollesse d'un être endormi qui se réveille. Sur un chapiteau roman, deux faucons s'affrontaient dans un jeu de jeunes coqs

en combat. Au bord de la toiture d'une tourelle, une buse se promenait avec une gravité redoutable, levant très haut les serres à chacune de ses enjambées. Au-dessus de la pelouse centrale deux de ces grands faucons pèlerins, jadis orgueil de M. de Foix, planaient en méditant leur descente.

Les yeux rapetissés par une grimace de misère, Saint-Martin gémit :

— Ces pauvres ne peuvent pas comprendre pourquoi nous les abandonnons... mais c'est l'ordre de Mme la comtesse qui les déteste pour tout le mal qu'elle leur attribue...

Après une hésitation, le fauconnier reprit :

— Moi, je ne puis les voir dépérir; aussi je les acharne avec des lapins de garenne pris au lacet. Et mes pauvres chiens de meute ! Vendus ! Vous ne les entendrez plus chanter. Ah ! tout est...

Saint-Martin s'était brusquement tu. Il me chuchota :

— Mme la comtesse !

Instinctivement, je me reculais derrière le tronc d'un polonia, lorsque je vis passer à travers le vitrage des vastes baies de l'ancien billard, la haute silhouette de Sobirane. Elle franchit le seuil de la porte ouvrant sur la terrasse. Les bras allongés, Mme de Foix, un peu penchée, s'appuya des mains au parapet à balustres. Ses cheveux en triple natte roulée étaient devenus du même blanc nacré de lis que la figure incroyablement calme.

Je ne fus pas longtemps à découvrir, sous cette apparente sérénité, une peine si absolue, qu'elle avait dépassé le stade des regrets et des sanglots. Jadis de la nuance des scabieuses, ses yeux étaient devenus plus clairs encore, comme si le passage de larmes intarissables en eût emporté le reste de couleur. Ce visage noble de résignation m'évoqua celui d'une sage religieuse. Ses mains retirées du parapet, Sobirane les croisa et, la tête un peu inclinée sur une épaule, elle ferma presque les paupières. A quoi ou à qui songeait-elle ?

L'aigre clameur d'un faucon cherchant noise à un émerillon descendu sur l'un des blocs de la pelouse réveilla Sobirane. Elle se retourna vers le pavillon et rentra dans la salle avec lenteur.

— Plaît-il à Monsieur d'être annoncé ? me souffla encore Saint-Martin.

Je m'y refusai. Mon entrevue avec Mme de Foix eût été émou-

vante, mais surtout pénible pour elle. Elle n'aurait rien pu m'apprendre de ce que j'aurais voulu savoir, et la délicatesse m'eût obligé à de telles réserves que ma visite fût restée sans intérêt.

Saint-Martin et moi marchions silencieusement dans l'avenue des châtaigniers. Il me parut évident qu'après m'avoir reconduit jusqu'à ma voiture, il avait l'intention de s'en retourner sans s'expliquer; aussi le brusquai-je :

— Saint-Martin, faites-moi connaître les tristes circonstances de la mort de M. de Foix et apprenez-moi pourquoi je retrouve Mme de Foix à Roquereine. Sa présence ici a-t-elle précédé la mort de son mari... ou bien la disparition de votre maître aurait-elle quelque rapport avec ce retour ?

Mécontent, le vieux chasseur gronda :

— Je vois que vous seriez disposé à croire les histoires des gens de ce pays. Eh bien ! j'aime mieux que vous sachiez la vérité. M. le comte n'a pas été assassiné comme on vous le dira peut-être à Saint-Antonin... et Mme la comtesse... leur séparation... Jean ! Bertrand ! Que sais-je ! Oui, il faut que je vous raconte tout. D'ailleurs, mon maître étant mort, je ne saurais plus lui faire tort par mon indiscrétion.

Le fauconnier regarda tout autour de lui, cherchant un lieu favorable à ses confidences. Enfin, il m'introduisit dans l'ancienne fauconnerie. En entrant dans sa cour envahie des ronces, il fit entendre le gémissement d'un chien blessé, et me désignant un banc de maçonnerie, face aux trophées de chasse que les tempêtes détruisaient, il commença :

— Je ne trouverais pas d'emplacement plus approprié à l'histoire que vous allez entendre. Elle est pleine d'épines et de morts comme ceci.

Le bras tendu vers les squelettes du grand-duc et du pyrargue qui se balançaient au vent, il commença :

— Depuis la mort de M. Bertrand et le renvoi de Jean, pas une personne de ce pays, grande ou petite, ne peut se vanter d'avoir été accueillie à Roquereine. M. le comte, malgré sa peine, restait pourtant énergique. Le temps qu'il ne consacrait plus à la chasse, il l'employait à son agriculture. Des gens l'ont accusé de s'être toujours amusé; or, il fut le plus grand défricheur de ce pays qui lui devra plus tard sa richesse. Moi, je souffrais chaque fois qu'il faisait attaquer par ses charrues un beau terrain de

chasse ; mais quand la vie n'est plus pour vous qu'un devoir à remplir, comment aurais-je osé l'en blâmer ?

« Vers la fin de novembre, — il y aura bientôt deux ans, — par une journée brumeuse où le veneur le plus habile n'aurait pas distingué les plus fortes abattures et où toutes les bêtes de la création auraient pu se rendre au gagnage sans qu'on leur aperçoive tête ou queue, je me trouvais dans l'inquiétude. Depuis la veille, M. le comte n'était pas rentré à Roquereine. Je n'en étais pas complètement surpris; il lui arrivait de coucher au hasard dans la cabane d'un bûcheron ou d'un garde des forêts. Un peu avant midi, comme il n'avait pas reparu, j'allais me mettre en quête de lui et j'emmenais ses chiens, plus habiles que moi à reconnaître sa voie, quand un gendarme de Saint-Antonin s'avança dans notre avenue au trot de son cheval.

— Saint-Martin, me commanda-t-il, prenez avec vous du monde et une voiture. Suivez-nous. On vient de retrouver votre maître au fond de la Combe-Nègre. Crime ou accident ? on ne sait encore. A tout à l'heure, ne vous faites pas attendre.

« Et le gendarme repartit au galop.

« Jugez de ma douleur ! Puis l'espoir me revint, mon maître n'était peut-être que blessé !

« Nous atteignîmes à la Combe. Vous savez qu'on nomme ainsi, dans notre Languedoc, les dépressions du sol en montagne. Cette Combe-Nègre était formée de collines calcaires dont les falaises, sous l'effet des ruissellements, semblaient passées au cirage. Leur pente était roide à risquer la glissade dangereuse. Au fond de ce vallon quelques gendarmes maintenaient à distance une cinquantaine de paysans. Un cheval renversé sur les reins, et je reconnus Alaïd, vivait encore, car un tremblement agitait par spasmes, ses jambes. Attaché à son arçon par sa longe et son touret, Barberousse, le faucon de Monsieur, affamé, plongeait son bec crochu dans les plaies de la jument. Des genévriers me cachaient mon maître que j'aperçus sur la rampe du vallon qui remontait vers Navacelles.

« Il était étendu, face en avant, les bras écartés. Ses mains serraient encore les tiges d'euphorbe qu'elles avaient saisi devant elles. Ce détail prouvait que M. de Foix avait lutté de toute son énergie pour sortir de cette combe après son épouvantable chute. A deux mètres au-dessus de ses mains crispées, l'argile rouge

du sol était griffée entre quelques touffes de scilles arrachées.

« J'éprouvai une telle misère que j'en demeurai stupide.

« A ce moment, le brigadier qu'accompagnait un médecin découvrit sous une broussaille de saponaires un poignard à manche en croix fiché dans le sol. Je le reconnus pour appartenir à M. le comte ; c'était une de ces armes qui servent aux fauconniers pour supprimer la souffrance des animaux liés par leurs faucons.

— Ce poignard doit avoir été utilisé comme point d'appui par M. de Foix pour gravir ce sol glissant, disait le docteur.

« Moi, j'avais mon opinion, sachant la foi de mon cher maître. S'il avait planté son arme en croix devant lui, c'était pour mourir en chrétien. Mais je gardai ma réflexion.

« Le médecin me réclama mon aide, afin de retourner M. de Foix, demeuré visage à terre. Son énergique figure me bouleversa par l'angoisse qu'elle révélait. Pourtant, sa bouche serrée indiquait que, lorsqu'il avait perdu l'espoir d'être secouru, il était mort silencieusement, en vrai gentilhomme.

« Ses premières constatations terminées, le médecin avertit le brigadier qu'il pouvait ordonner le transport du corps.

— Concluez-vous à un assassinat ? demanda celui-ci.

« Le docteur répliqua qu'il ne pouvait affirmer qu'une chose certaine : M. de Foix avait succombé aux suites de sa chute. C'était à la justice d'instruire cette affaire, accident ou guet-apens ?

« A cet instant, l'un des gendarmes tira un coup de revolver dans l'oreille d'Alaïd, afin d'abréger son agonie. Barberousse, sa longe rompue, put alors s'envoler au ciel.

« Le brigadier me demanda d'aider au transport de M. de Foix. Je souffris une véritable agonie quand j'enlaçai le cadavre roidi de mon maître. Au moment où nous commencions à gravir la combe, le brigadier me mit la main sur l'épaule en me demandant si j'avais eu connaissance du retour de Jean dans le pays.

« Je lui répondis que, depuis les obsèques de Bertrand, ce garçon ne s'était pas présenté à Roquereine.

— Mais ce jeune homme n'aurait-il pas essayé de rencontrer son père dans la campagne ?

« Je l'ignorais.

— C'est bon ! Avancez, Saint-Martin.

« Il ne me croyait pas et je n'avais pas à lui raconter que ce Jean, grassement pensionné par M. le comte, n'avait qu'à s'estimer satisfait. Il ne pouvait donc pas être accusé d'un crime contre son propre intérêt.

« Nous reprîmes notre escalade. Parfois nous devions presque dresser debout M. de Foix pour le sortir de ce précipice aux parois verticales en certains endroits. Quand nous atteignîmes enfin le sommet de la colline, Navacelles et les courbes des allées de son parc s'apercevaient entre leurs pelouses vertes. Il me vint encore quelques pensées que je gardai pour moi. A quoi bon parler, puisque M. le comte était mort?

« Au moment où le médecin nous quitta, je l'entendis déclarer aux gendarmes réunis autour de lui qu'on pouvait évidemment discuter de la possibilité d'un suicide.

— Non, monsieur le docteur, protestai-je, je puis vous jurer que M. de Foix n'était pas homme à se suicider, d'abord à cause de ses croyances; ensuite, parce que, s'il avait dû se tuer, ce serait fait depuis trente ans.

« Ils voulurent m'interroger, mais comme le passé n'avait, à mon sens, aucun rapport avec cet accident, je leur déclarai que ce n'était pas à un pauvre homme comme moi que le comte de Foix avait confié des secrets ignorés de ses parents les plus proches.

« Encore une fois, le brigadier, qui chérissait les beaux crimes, et les suicides ingénieux, ne voulut pas croire à la possibilité d'un accident.

« L'instant le plus pénible commençait pour moi. La victoria avec laquelle j'étais arrivé à Combe-Nègre se trouva trop courte pour qu'on pût y étendre le grand corps rigide de mon maître. Il me fallut l'adosser à la banquette; il glissait et basculait. Ces affreux essais m'arrachaient le cœur. Je fus obligé de m'asseoir à côté de M. de Foix que j'étreignis à pleins bras, afin de le maintenir. Nous arrivâmes ainsi à Roquereine. J'avais fermé les paupières pour ne plus regarder le visage de pierre de mon maître dont je me rappelais trop le grand air vivant et énergique pour n'en pas souffrir jusqu'aux gémissements.

« La victoria arrêtée, je les rouvris. Jugez de ma stupéfaction en apercevant un coupé en station sur l'esplanade des Châtaigniers. Une dame à cheveux blancs, Mme de Beauzile, en descendit la première, et, aussitôt derrière elle, Mme de Foix suivit.

« Elle s'avança toute pâle, mais calme, en évitant de regarder M. le comte.

— Saint-Martin, me dit-elle, vous vous rendrez à la salle des gardes.

« Sa voix n'avait presque pas tremblé.

« Une centaine de voisins de Marnaves ou de Milhars, attirés par une mauvaise curiosité, formaient cercle autour de nous, stupéfaits de l'air plein de certitude de Mme la comtesse en nous donnant ses ordres, comme si elle était toujours demeurée maîtresse de Roquereine. La conviction de ces spectateurs était que Mme de Foix tenait à accomplir honorablement son devoir envers un mari dont elle avait pourtant souffert.

« Pendant que nous emportions le corps, Mme de Foix marchait à nos côtés, yeux baissés et mains jointes, indifférente aux regards détestables de la foule. »

Sur un haussement d'épaules, le fauconnier continua :

« Le grand lit d'apparat sur lequel Catherine de Foix était jadis morte de chagrin, après avoir perdu ses États enlevés par les Espagnols, avait déjà été disposé au centre de la salle voûtée, et la gouvernante de Navacelles se trouvait à son chevet.

« A peine M. le comte étendu et les domestiques renvoyés, Mme de Foix, changeant de visage, enlaça son mari et demeura sa face contre la face du mort, immobile et les yeux clos, mais à travers ses cils s'égouttaient des larmes. Je n'aurais jamais pu soupçonner qu'une figure pût exprimer tant d'amour, rien qu'avec une expression digne, grave, résignée. Aussi le souvenir de l'étreinte de cette épouse, enfin réconciliée, me restera jusqu'à mon dernier soupir... Réconciliation! Que dis-je? Ils n'avaient pas besoin de se réconcilier, puisqu'ils n'avaient pas cessé de vivre exclusivement l'un pour l'autre. Je fis pourtant réflexion que cette déplorable mort permettait à Mme de Foix de déclarer ses vrais sentiments pour un mari dont elle s'était séparée malgré ou plutôt à cause même de l'amour qu'ils avaient l'un pour l'autre. »

Je voulais obliger Saint-Martin à m'expliquer ces mots étranges, lorsqu'il reprit, après m'avoir jeté un regard dur qui me prouvait son intention de ne me raconter que ce qu'il lui plairait de m'apprendre :

« Je m'étais agenouillé près de la gouvernante, au pied du lit à colonnes, quand Mme de Beauzile vint nous y rejoindre. En

s'approchant, elle frissonnait, car elle apercevait ce que notre stupidité ne nous avait pas permis de découvrir. Après avoir touché de ses mains le front de sa nièce, dont la bouche restait pressée contre la joue de M. le comte, elle s'exclama :

— Évanouie!

« Quoique inanimée, Mme de Foix gardait encore son expression de sublime affection, tandis que le profil déjà creusé de M. de Foix eût bouleversé la personne la plus indifférente.

« Transportée dans l'appartement qui avait jadis été le sien, et où elle rentrait après vingt-huit années d'absence, Mme de Foix fut aussitôt soignée par un médecin de Lexos qui se trouvait en visite chez les bordiers de Roquereine.

« Le soir venu, Mme de Beauzile nous fit porter les hauts chandeliers et les ornements de la chapelle du château dans la salle des gardes, et la veillée mortuaire commença. Le curé de Marnaves et deux religieuses s'agenouillèrent aux prie-Dieu du chevet. A cet instant, une voiture arriva; il en descendit Mlle Alayette. Elle me demanda mon bras. Avec peine, car elle ne voulait pas se faire porter, elle atteignit jusqu'au lit. Là elle baisa les mains du comte et gémit :

— Oh! mon père, nous pardonnez-vous enfin?

« Mme de Beauzile me pria ensuite de conduire Alayette à la chambre de sa mère et il fut entendu que je viendrais veiller M. le comte, au départ des religieuses, à deux heures du matin. En se retirant, le docteur avait interdit à Mme de Foix de se lever et avait recommandé à Mme de Beauzile de la retenir à son appartement.

« En attendant le moment de prendre ma garde, je dormis assez mal ou plutôt j'eus les imaginations les plus désolées. Or, quoique pas un instant la pensée de M. de Foix n'eût cessé de me hanter, quatre heures sonnèrent à la pendule du cabinet dans lequel je m'étais réfugié, étendu sur un canapé, quand je me levai plein de remords. Je descendis à la hâte. C'était encore nuit noire par cette fin de novembre. En entrant dans la salle, je trouvai d'abord Marie la gouvernante endormie d'épuisement dans un fauteuil. Je marchai à travers cette pièce de quinze mètres de longueur vers le lit mortuaire faiblement éclairé par les cierges qui achevaient de couler sur leurs bobèches.

« A mon angoisse, j'y retrouvai, face contre face, et son bras passé sous le cou du mort, Mme de Foix dans la posture où nous

l'avions surprise évanouie. Je crus rêver. Tout roide, M. de Foix semblait le gisant de son propre tombeau et sa femme était versée sur lui dans un mouvement d'adoration.

« J'osai enfin toucher l'épaule de Madame en lui conseillant d'aller prendre du repos.

« Elle me dit seulement :

— Laissez-nous, Saint-Martin !

« Son ton était si résolu que je dus me retirer. Et jusqu'à l'heure des obsèques, Mme de Foix resta en tête à tête avec celui qu'elle n'avait pu embrasser depuis vingt-huit années alors que, pas un jour, pas une heure, son affection n'avait été distraite de son souvenir. »

Après une méditation pathétique dont s'ennoblit son grossier visage, le vieux fauconnier se lève avec une solennité qui me donne congé.

Tandis qu'il me reconduit au rond-point des avenues, je crois devoir lui apprendre que la renommée de Bertrand de Foix grandit. On le tient maintenant pour un génie musical. Sa gloire doit donner de l'orgueil à sa mère.

Un de ses petits yeux jaunes écarquillés par l'étonnement, Saint-Martin me répartit :

— On ne parle guère de M. Bertrand dans cette maison. Si Mme de Foix s'intéressait, à Navacelles, aux œuvres de son fils, je puis vous affirmer qu'ici, elle ne les a jamais jouées une seule fois. Elle semble l'oublier depuis qu'elle a le droit de revendiquer le culte de son mari. Elle reste même des journées sans presque s'apercevoir de la présence de ses filles, et quand elle rencontre la pauvre innocente, ou bien Mademoiselle Alayette, elle s'en détourne avec peine. Quelques instants plus tard, vous pourriez retrouver Mme de Foix devant le tombeau de son mari. Lui seul existe maintenant pour elle ; de même qu'autrefois M. de Foix ne vécut qu'avec la pensée de sa femme.

Saint-Martin avait ôté sa casquette fourrée et par cette salutation m'exprimait son intention de s'en retourner au château. Quoique je crusse avoir compris pourquoi ces époux passionnés s'étaient résolument écartés l'un de l'autre, aux dépens de leur bonheur, je voulus obtenir la confirmation de mes doutes. A ma question, Saint-Martin répondit avec humeur :

— Oui, vous aviez deviné, M. et Mme de Foix s'arrachèrent l'un à l'autre en pleine jeunesse et en plein amour, parce qu'ils

avaient la douleur de n'engendrer que des enfants monstrueux, comme il arrive parfois entre consanguins.

— Ce que je ne comprends pas encore, Saint-Martin, c'est que, l'âge venu, ils n'aient pas repris la vie commune.

— Sans doute, monsieur, vous réglez facilement les choses parce que vous ne pouvez pas vous imaginer un caractère comme celui de M. de Foix. Il y a dans l'esprit de ces grands gentilshommes des idées plus puissantes même que leurs goûts pour le bonheur, et ils s'y sacrifieront toujours.

« Essayez donc de vous représenter la détresse de M. le comte, lorsqu'il constata que sa race, vieille de sept siècles, s'était éteinte à la mort de Bertrand. Alors, malgré son amour pour sa femme et son envie de finir doucement sa vie près d'elle, mon maître essaya d'obtenir des arrangements pour une sorte de légitimation de Jean. La race des Foix eût été ainsi sauvée. Mais Mme la comtesse, malgré sa tendresse pour son mari, fut révoltée à la pensée que le bâtard pût devenir le futur comte de Foix. D'ailleurs, n'était-il pas l'assassin de Bertrand?

« En vain mon maître essaya de disculper Jean du fait de ce crime. Bertrand avait succombé aux suites d'une blessure causée par sa maladresse d'infirme. Jamais Mme de Foix ne voulut l'admettre.

« D'autre part, en femme passionnée, elle ressentait encore l'offense d'une infidélité, provoquée par le désespoir d'un homme abandonné. En effet, cette séparation avait été surtout voulue par une mère ulcérée à la vue des déceptions du père de ses enfants infirmes.

« Les derniers mois de la vie de M. de Foix furent donc les plus pénibles de son existence. Il dépérissait autant de ne pouvoir décider sa femme à rentrer à Roquereine, que de son désespoir à n'avoir pu assurer la persistance de sa lignée. Un père de la bourgeoisie qui voit mourir un fils unique éprouve déjà une misère affreuse; tâchez donc de vous figurer l'angoisse d'un homme qui peut dire : « En 1290 régnait déjà mon aïeul Roger Bernard de Foix. En 1373, mon ancêtre Gaston Phœbus rentrait en son comté vainqueur des Chevaliers Teutoniques. Et maintenant, moi, Raymond, suis le dernier survivant de cette illustre famille... »

« Ainsi partagé entre son ardent désir de retrouver, avec l'affection de sa femme, une douce fin de vie, — et son devoir de

Foix qui lui ordonnait de sauver son sang qui battait encore dans le cœur d'un jeune homme, sa vivante image, M. le comte, l'âme déchirée, paraissait un fantôme et son air égaré nous épouvantait.

« Sans doute, le soir de l'accident, il sera parti vers les collines de Navacelles, avec la vague idée d'y trouver l'inspiration qui déciderait de son bonheur ou de sa misère définitive. Obsédé par ses pensées, il aura laissé Alaïd s'engager de sa propre volonté sur cette Combe déjà connue par plusieurs chutes mortelles. Et il s'y écrasa comme il rêvait peut-être au ciel retrouvé.

Le visage incliné du vieux fauconnier exprimait une désolation infinie.

Retourné vers Roquereine, il prononça d'un ton extraordinaire de force :

— Ah! voyez-vous, Mme de Foix resta toujours, et avant tout, plus femme aimante que comtesse de Foix, — tandis que « lui » demeurait autant comte de Foix qu'époux passionné. Et voilà la raison de leur malheureuse histoire!

Et son bras se tendit sur Roquereine qui s'éteignait dans l'or terni du crépuscule.

CHARLES GÉNIAUX.

LE JOURNAL

DE

PHILIPPE BAUCQ

FUSILLÉ AVEC MISS CAVELL

II [1]

Mercredi, 11 août 1915.

J'omets de signaler que je viens de lire dans la *Belgische Zeitung* que des événements importants se préparent dans les Balkans. Tant mieux et j'espère voir bientôt ces microbes dangereux et barbares, quitter notre pauvre pays où ils ont si malheureusement semé tant de ruines.

Le jeune voisin X... ne répond plus à mes appels, il faut croire qu'il a eu le bonheur d'être relâché...

Jeudi, 12 août.

A mon lever, le ciel est tout bleu et un beau rayon de soleil passe obliquement par la fenêtre et vient me rendre visite, ce qui m'est très agréable.

Je passe ma journée à lire avec beaucoup d'intérêt un roman de Sienkiewicz portant comme titre : *Au champ de Gloire*. L'obscurité ayant pénétré dans ma cellule, je me trouve dans l'obligation d'interrompre ma lecture et de préparer mon lit.

Vendredi, 13 août.

Je suis à peine hors de mon lit, que messire Phébus apparaît et me lance son gracieux et brillant bonjour, dont je le remercie en souriant.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

A l'heure du dîner, tout à coup des sanglots éclatent dans la cellule voisine où se trouvait précédemment le jeune X.. Ces sanglots à moitié étouffés, semblables à des râles, venaient frapper mon tympan et m'occasionnaient une souffrance bien pénible. Une douleur aiguë me mordait le cœur et je marchais frémissant et rageur comme un lion irrité. Entre temps, le gardien avait ouvert la porte de cette cellule et donnait des ordres : « Apportez de l'éther, faites venir le médecin. » Puis, je n'entendis plus que de sourds gémissements, qui traversaient à peine le bruit produit par le service de la prison et me faisaient une impression lugubre dans mon froid et morne cachot. J'étais peiné de devoir assister à la douleur de ce bon patriote, sans pouvoir lui porter aide. J'aurais voulu sécher ses larmes en lui disant quelques paroles réconfortantes, j'aurais voulu calmer son cœur plein d'angoisse et d'amertume en le rassurant de mon mieux. J'aurais voulu lui chanter le doux hymne de l'espérance qui fait entrevoir les joies meilleures.

La porte se referma, et le mouvement habituel reprit dans cette prison qui étouffe tant de misères et de détresses humaines...

Dans l'après-midi, je reçois une lettre de ma chère femme. J'ai été vraiment très touché en lisant ces quelques lignes où, bien simplement, se répandait ce que son cœur contient de meilleur et de plus doux. Cette lettre me fait savoir qu'ils sont tous très courageux et que toutes leurs pensées vont vers moi, elle me procure une douce consolation et me fait revivre, pareil à la rosée de la nuit qui donne la vigueur aux plantes, pour résister aux fortes chaleurs des journées d'été.

Maintenant, je pourrai avec plus d'énergie affronter la lutte et tenir tête vaillamment à ceux qui veulent me précipiter dans le gouffre.

Vers le soir, le tonnerre commence à gronder sourdement dans le lointain et la pluie arrose la terre. Quelques gouttes d'eau viennent s'étendre sur la vitre de la fenêtre. Le ciel s'est obscurci ; lentement la nuit est arrivée, et petit à petit le silence a remplacé le bruit du jour.

Samedi, 14 août.

Aujourd'hui, j'ai reçu un paquet de linge, contenant également des fruits. Cette délicate attention me plonge dans la joie. Je reconnais là, une fois de plus, le joli geste de ma bienfaisante

fée. Ces petites émotions agréables adoucissent beaucoup ma captivité. Elles apportent un rayon de soleil vivifiant dans cette atmosphère glacée de mélancolie et soulagent mon cerveau qui souvent est encombré des tristes souvenirs de mon arrestation.

Je suis dans la joie et à côté de moi, le brave Toone attend vainement quelques nouvelles de chez lui; il s'informe si je reçois de la correspondance et des envois de ma femme. Pauvre gars!... Il lui arrive de pleurer sa détresse, se figurant être seul au monde et pourtant il a une femme et des enfants... Il croit que sa correspondance n'arrive pas à destination et se renseigne pour savoir en combien de jours on peut obtenir une réponse... Ah! jamais on ne pourra décrire l'horrible torture morale endurée par les hommes, braves et honnêtes, enfermés au cours de la guerre dans cette lugubre prison, que je hais.

Dimanche, 15 août.

Triste, triste journée... C'est ta fête, ma chère Maria, et depuis notre mariage, même avant, c'est la première fois que je ne puis te souhaiter bonne fête et t'embrasser. Cruelle destinée! Au lieu de recevoir des fleurs et des souhaits, tu songeras à l'absent, tu seras seule avec la désolation en ton âme; ma chère Maria, ne nous laissons pas accabler et réagissons. Le temps... le temps... voilà le grand maître. L'espérance, cette plante divine, nous apportera des jours meilleurs. Oh! oui, nous aurons, les enfants et moi, l'occasion de célébrer joyeusement ta fête. Plus tard on se rattrapera, les bouquets paraîtront plus beaux et les souhaits plus sincères, car dans l'adversité, nous avons appris à mieux connaître les richesses de notre cœur. Nous avons appris à mieux aimer. Plein de tendresse, un sourire sur les lèvres, du fond du cœur, je te dis : bonne fête, ma chère Maria.

Brusquement s'élève la voix de l'orgue, qui déchire l'espace et retentit comme une fanfare guerrière. C'est la fête de l'Assomption. C'est la fête de Sainte Marie! Les ondes sonores emplissent toute la vaste prison. L'orgue accompagné de chants religieux, graves, lents, est d'une douce mélancolie; sa voix est tantôt plaintive et mélodieuse comme une prière montant vers les cieux, tantôt forte, vibrante et puissante. De longs accords marquent la fin d'un ensemble de phrases majestueuses, pareilles à un hymne de triomphe, célébrant la toute-puissance divine.

Puis, le son devient plus doux, plus frêle, se meurt presque, laissant dominer les voix d'hommes qui, en un chant vraiment sublime, glorifient la bonté, la sainteté de la mère du Christ. L'impression produite est profonde, on éprouve le besoin de se recueillir, de prier... Le silence qui règne dans la prison rend encore plus imposante et plus solennelle cette superbe manifestation religieuse. Pour terminer, de grandes notes vigoureuses et bruyantes s'échappent de l'instrument et le dernier accord s'évanouit lentement en un long *decrescendo*.

Lundi, 16 août.

On broie du gris là-haut; le soleil m'oublie... Un militaire allemand accompagné d'un gardien vient inspecter les cellules; il remarque dans le carreau de la fenêtre un petit trou qui me permettait de regarder les toits; il donne l'ordre de remplacer ce carreau et supprime par ce fait une de mes distractions. Vers le soir, j'entends pleurer, ce qui me rend nerveux et me met en colère. Ah! je les exècre, ces hommes qui ont provoqué la guerre, qui ont amené tant de souffrances dans notre pauvre petit pays. Le gardien nous prévient qu'à partir d'aujourd'hui, nous aurons du gaz; j'allume le bec papillon qui donne peu ou point de lumière: impossible de lire ou d'écrire. Je décide de me mettre au lit, et quand je me trouve dans mes draps, j'entends au-dessus de moi le bruit des pas d'un homme qui marche, ce qu'il fait d'ailleurs toute la journée, et dans la cellule du jeune X... un autre frappe avec furie, sur le mur et parfois crie par la fenêtre : Capiau, Capiau (1)!

Mardi, 17 août.

C'est jour de fête, car je puis envoyer une carte postale à ma chère femme.

Un prisonnier disciplinaire vient remplacer le carreau troué, et le gardien annonce solennellement qu'il y aura inspection. A partir de midi, il est défendu de fumer.

Quand on m'apporte le souper, je demande des nouvelles au sujet de l'inspection précitée, afin de savoir si je puis fumer. Le gardien me répond que c'est fini... et je n'ai rien vu.

Décidément, depuis que je suis en villégiature, il n'y en a

(1) L'ingénieur Capiau de Wasmes qui faisait lui aussi partie de l'association de Baucq.

plus que pour les orages. Vers cinq heures et demie, il tombe de l'eau à torrents, des éclairs sillonnent l'air, le tonnerre se fait entendre, et certaines de ces détonations font un bruit d'enfer.

... Je sais maintenant qui se trouve à la place du jeune X..., c'est un avocat M. L... (1), secrétaire du député Fulgence Masson; il a été dénoncé et il est là depuis mercredi dernier. Le pauvre homme est en proie à une désolation effrayante; il est convaincu que sa femme qui était malade au moment de son arrestation doit être morte d'émotion ; il a écrit de nombreuses lettres et ne parvient pas à obtenir une réponse...

... Des cris, des pleurs, des sanglots, des souffrances! Voilà ce que renferme cette galère où nous sommes.

Mercredi, 18 août.

Le soleil paraît mécontent, il ne montre plus son joli sourire. Je finis par croire qu'il a été furieux en apprenant mon arrestation.

Ce mercredi, vers neuf heures et demie, la porte de ma cellule s'ouvre, un soldat entre et me remet un paquet, je m'empresse de l'ouvrir et suis ravi en voyant ce qui s'y trouve. Une douce émotion m'étreint, des larmes de joie brillent dans mes yeux et un gros merci s'envole de mes lèvres vers celle qui fait tout mon bonheur. Oh! ma chère Maria, combien tu rends moins sombre ma captivité et combien je m'aperçois que tu te dévoues pour moi! Tu es vraiment admirable de bonté et d'abnégation.

Toone s'intéresse au voisin L..., il me prie de bien l'encourager et me demande s'il ne va pas un peu mieux.

Jeudi, 19 août.

Depuis le matin, le détenu du second étage qui se trouve juste au-dessus de moi, exécute des marches et son pas fait un bruit sourd, qui m'est très désagréable.

Le camarade Toone est navré : détenu depuis plus de sept semaines, il ne reçoit ni linge, ni nouvelles de sa femme ni de ses parents. Il ne possède plus que quinze centimes. Il veut absolument écrire à la Kommandantur pour demander des expli-

(1) Albert Libiez.

cations, je l'encourage autant que je puis, tout en étant d'avis qu'il se trouve dans une situation bien pénible.

Enfin, il vient d'apprendre des nouvelles bien tristes. Oh! pauvre gars!... sa femme l'a dénoncé et il s'explique à présent pourquoi il écrivait en vain. Profondément désolé, il pleure et il voudrait se venger. Je lui promets de l'aider aussitôt que je ne serai plus tenu au secret et que je pourrai lui faire parvenir quelque chose. Il me raconte qu'il a deux enfants, un garçon de douze ans et une fillette de huit ans, et qu'il n'était pas heureux en ménage.

Vendredi, 20 août.

Ce matin, accoudé sur la table, la tête entre les mains, je songeais à vous, mes chères enfants. Tout à coup, j'entendis un gentil moineau qui s'égosillait à lancer de petits cris : posé sur le seuil de la fenêtre, il donnait des coups de bec sur la vitre comme s'il voulait m'appeler. Je me retournai : « Cher monsieur, me dit-il, je viens de traverser à grands coups d'ailes, l'azur du ciel, et je vous apporte le plus gracieux bonjour de vos deux chères enfants. Toutes leurs pensées vont vers vous, et tous les jours elles prient le bon Dieu afin que vous soyez remis en liberté le plus tôt possible. Au revoir, cher monsieur, et que le ciel vous tienne en joie. » Puis il se retourna, fit un mouvement de tête et s'envola. Voulant le rappeler et lui donner une réponse, je me redresse et constate que j'étais plongé dans une douce rêverie...

Le camarade Toone est toujours dans la désolation, il ne revient pas du coup que sa femme lui a porté.

Je remets une carte postale adressée à ma chère épouse.

Samedi, 21 août.

Il pleut et fait un temps sombre et gris. Chaque matin, je donne deux ou trois poignées de mie de pain aux moineaux qui viennent, nombreux, se nourrir sur le seuil de ma fenêtre. Ils égayent ma solitude et j'éprouve un charme bien vif à les voir sautiller, becqueter, puis s'envoler après avoir avalé leur petite ration.

Aujourd'hui, nous pouvons aller au préau ; cette fois, je me trouve dans une vraie cage humaine et suis enfermé dans un jardinet dont la partie supérieure est garnie de barreaux de fer.

Le camarade Toone se trouve dans la cage contiguë, je me propose de mettre cette occasion à profit pour lui envoyer un billet de cent sous. Comment faire ? Nous décidons d'envelopper le billet et une pierre dans du papier et de lancer le tout par-dessus le mur. Nous attendons qu'il n'y ait plus personne dans la partie centrale qui sert de dégagement aux divers préaux ; d'autre part, la sentinelle qui se promène devant la grille étant passée, Toone me signale que le moment est propice, je lance le paquet, et vlan... il tombe sur le mur... Ah ! que j'ai été maladroit !... Que faire, maintenant ? Je préviens le camarade de ce qui vient d'arriver, et lui exprime tous mes regrets d'avoir si mal réussi ; immédiatement, il résout la difficulté. Comme par un heureux hasard, on lui avait adjoint ce jour un compagnon qui s'empresse de faire la courte échelle, puis une main glisse sur la crête du mur à la recherche du précieux billet, j'indique l'endroit où il est tombé et, quelques instants après, il est découvert. Pendant ce temps le soldat était réapparu : voyant mon voisin suspendu au mur, il demanda des explications et exigea que le paquet fût ouvert devant lui, ce qui fut fait. Il apprit que cet argent devait servir à acheter une chemise et des chaussettes. Alors il s'adressa à moi en allemand, pour me défendre, si j'ai bien compris, de causer à haute voix.

Quelle sera la suite de cette affaire ? Je me le demande et je suis bien ennuyé. Mon pauvre Baucq, tu traverses une période de malchance : souhaitons qu'elle soit suivie d'une meilleure. Je regarde par le vasistas et suis surpris de voir sortir des soldats allemands détenus. Ah ! bah ! ils ne sont donc pas si dociles que cela... Le sergent ayant aperçu mon regard indiscret me fait signe de me retirer.

Le ciel s'éclaircit. De temps en temps, le soleil parvient à fendre les nuages et projette ses rayons dorés. Je sors et on ne me dit rien. Tant mieux, il n'y avait donc pas lieu de s'alarmer lorsque le soldat vint faire son observation.

Vers midi, le gardien m'oblige à remettre mon couteau et mon canif. Il me semble qu'on nous prend pour des sauvages. A l'avenir, il faudra couper sa viande et son pain avec les dents...

Une mauvaise nouvelle : Toone doit quitter sa cellule pour tenir compagnie à un autre prisonnier ; heureusement que j'ai pu lui être agréable ce matin.

Dimanche, 22 août.

Le soleil rayonnant dans un beau ciel bleu me ranime. Au loin, le tintement des cloches amène les fidèles à la messe. C'est dimanche et ma promenade en famille se passera en cellule, où je me trouve séparé de ceux qui me sont chers.

Un peu après cinq heures, je suis appelé à l'instruction où l'on me confronte avec un inconnu; après quoi, je subis un nouvel interrogatoire... En terminant, nous échangeons quelques paroles au sujet de la guerre; je démontre combien il est triste de voir des millions d'hommes s'entretuer et je souhaite que cette terrible leçon leur serve d'enseignement et qu'ils apprennent à s'aimer enfin les uns les autres. « Vous êtes pères de famille, leur dis-je, moi également, et parce que vous êtes Allemands et moi Belge, vous cherchez à me retenir en prison, à me faire condamner, à me faire fusiller peut-être, tandis que moi, je résiste et fais l'impossible pour garder ma liberté. N'est-ce pas navrant, n'est-ce pas cruel? »

Ce soir, étendu sur ma paillasse, je regarde la fenêtre et vois la lune, qui vogue très doucement dans l'immensité étoilée. Ses rayons d'argent éclairent vaguement ma cellule. Une lumière diffuse s'échappe des milliers d'étoiles piquées dans les profondeurs du ciel gris bleu où flottent de minces et délicats petits nuages blancs. Le disque lunaire dépasse le cran de ma fenêtre et je ne vois plus que la voûte céleste qui paraît plus sombre. Le sommeil s'étend sur mes paupières et je cesse de contempler les beautés qui s'offrent à mes yeux...

Lundi, 23 août.

Le voisin L... revient de l'instruction et me fait savoir que les juges me considèrent comme le bouquet de l'affaire. J'en déduis que je serai particulièrement soigné lors du jugement et que je puis m'attendre à un joli petit succès au point de vue du nombre des années de prison qui me seront octroyées. N'empêche que cette nouvelle m'énerve et que je ne suis bon à rien. Je sais très bien qu'après la guerre nous serons remis en liberté, et cependant je suis troublé.

Mardi, 24 août.

En me levant, je ne suis pas tout à fait remis de mon trouble d'hier soir et j'entends encore vibrer dans mon oreille :

« Vous êtes le bouquet de l'affaire. » Eh bien ! soit, après tout j'en suis fier, car ça prouve que j'ai bien fait mon devoir.

Une carte postale me quitte et s'en va porter quelques aimables pensées à mes chères enfants.

J'éprouve une grande satisfaction en constatant d'après le journal que les Russes reculent avec habileté et ne se laissent pas acculer au désastre. De ce côté, quoique la situation ne soit pas brillante, il y a toujours espoir.

J'entre en communication avec M. Crabbé, pharmacien à Mons, qui est le remplaçant de Toone.

On nous fait sortir pour aller au préau; arrivés au rez-de-chaussée, nous sommes près de retourner sur nos pas, parce qu'il n'y a plus de place. Mon Dieu, les patriotes sont nombreux...

Mardi, 24 août.

Le voisin L... a également appris que les juges ont la conviction d'avoir arrêté toute la bande qui travaillait dans les environs de Mons; mais, à Bruxelles, ils reconnaissent être loin d'avoir obtenu le même résultat. Je vous crois...

Pendant que j'essaie de m'endormir, le disque d'argent s'avance, pareil à un cygne blanc dans l'azur étoilé.

Mercredi, 25 août.

Quel désastre dans notre affaire ! Il parait que dans la région de Mons, plusieurs messieurs ont été arrêtés avec leurs femmes.

Je reçois une carte de mon père écrite par ma sœur; sa teneur me procure une grande joie, mais l'écriture m'intrigue et préoccupe mon esprit. Mon père aurait-il désapprouvé ce que j'ai fait pour ma chère patrie ? Oh ! non, ce n'est pas possible, il ne peut pas m'en vouloir; aussi, je chasse cette idée de mon cerveau.

Le paquet ne m'est point parvenu comme d'habitude, cela m'inquiète un peu.

Jeudi, 26 août.

Je fais des vers. Rien de saillant à noter.

Vendredi, 27 août.

Le soleil montre sa flamboyante frimousse et ses rayons viennent s'amuser dans ma cellule en passant d'un objet sur l'autre.

Ma carte postale est prête sur ma table et attend le passage du sergent afin d'effectuer son voyage vers la chère maison où elle ira mettre un peu de baume sur l'âme meurtrie de ma bien-aimée femme...

Le voisin L... est ivre de joie : en lisant la lettre de quatre pages que sa femme lui a fait parvenir, son immense bonheur lui amène des larmes aux yeux. Oh ! j'admire cet homme, quel bon père de famille ! Quel grand cœur...

Patatras ! le canon tonne... Le sourire reparaît sur mes lèvres et on se sent revivre... Je me hisse sur ma chaise, pour me rapprocher du cran de la fenêtre. Nous voyons les shrapnels éclater dans le ciel et laisser derrière eux des fumées blanches qui flottent dans l'air pareilles à de petits nuages. L'aéroplane passe crânement, et ne paraît pas se soucier de la manifestation bruyante faite à son intention.

Je termine ma journée par une charmante conversation avec le voisin du 71.

L'astre de la nuit se montre dans toute sa splendeur, sa lumière d'argent charme mes yeux rêveurs qui contemplent fixement le ciel tout constellé d'étoiles.

Samedi, 28 août.

Je suis au travail depuis le grand matin. Les oiseaux viennent m'interrompre en me rappelant qu'ils n'ont pas encore eu à manger. Pour les satisfaire, je m'empresse de préparer leur nourriture. Elle constitue pour eux une petite fortune qu'ils se partagent bien gentiment.

Mon inquiétude est grande : il est trois heures, et je n'ai pas encore reçu le paquet de linge qui me parvient à l'ordinaire le samedi dans la matinée. Je finirai par apprendre, j'en ai bien peur, que ma femme a été emprisonnée.

L'anxiété me gagne de plus en plus, ma pensée me dit qu'elle est en prison... il me semble dans la galerie, avoir entendu prononcer Mme Baucq... je crois l'entendre pleurer, gémir, oui, oui... c'est bien sa voix. Serait-ce possible? Ah ! quelle torture morale on subit entre ces quatre murs !... J'ai chaud... je transpire... je marche, et rageur par moments, je donne des coups de pied sur le parquet...

A quatre heures, quelqu'un vient toucher la clinche de la porte... une émotion me saisit, on n'ouvre pas.

Une demi-heure plus tard, on approche de ma cellule et mon numéro (72) est nommé, des minutes paraissent longues comme des heures... et le paquet n'arrive toujours pas.

Il est cinq heures, j'ai l'esprit hanté par cette idée que ma chère femme est en prison... j'écoute et crois l'avoir entendue tousser, oui, ce doit être elle.

Je signale à mes voisins combien je suis navré, ceux-ci sont d'avis que je ne dois pas m'inquiéter outre mesure de ce contre-temps, qui ne prouve d'ailleurs nullement que ma chère femme ait été arrêtée. Au fond, ils ont peut-être raison, et j'ai tort de m'alarmer ainsi; ma confiance renaît, et mon désespoir m'abandonne peu à peu...

Le voisin C... s'est vu adjoindre deux compagnons, l'un est M. Cafnail (Cavenaile), pharmacien, l'autre est un Français. Ils se trouvent donc à trois dans une cellule. J'ai omis de dire que les femmes des deux pharmaciens sont également en prison. N'est-ce pas effrayant, surtout quand on a des enfants?...

Dimanche, 29 août.

Un voile sombre paraît envelopper mon âme; à ma tristesse habituelle du dimanche viennent s'ajouter la déception et l'anxiété que j'ai éprouvées en ne recevant, au cours de la semaine écoulée, aucun envoi de la chère maison.

Un ciel lourd et bas, couleur de plomb, semble compatir à mes peines. Par intermittence, je me pose cette question : « Que se passe-t-il, mon Dieu, que se passe-t-il? » Parfois je reste en extase devant les papiers qui ont enfermé les jolies choses reçues précédemment et me rappellent les douces émotions que j'ai ressenties en les recevant. Ma solitude me pèse davantage, je me sens plus isolé, je sens mon pauvre cœur fatigué. L'orgue laisse échapper sa musique religieuse, je me prosterne et prie.

Dans l'après-midi, j'ai une agréable conversation avec le voisin L...

Lundi, 30 août.

Toujours pensif, je cherchais et passais en revue toutes les suppositions possibles pour arriver à m'expliquer par suite de quelles circonstances j'avais été privé de mon linge lorsque me parvint une carte postale de ma sœur. O joie! je m'explique maintenant tout le mystère : elles n'ont pas obtenu le laissez-passer pour entrer à la prison.

Me voilà consolé et je me reproche d'avoir eu tant d'inquiétude pour si peu de chose. Que voulez-vous? L'isolement a rendu mes nerfs tellement sensibles, qu'ils vibrent pour un rien.

Le voisin L... téléphone et m'informe que le juge Henry vient de lui apporter deux lettres ; il est bien content : au cours de la conversation qu'il a eue avec le juge, celui-ci a déclaré que les condamnés peuvent introduire un recours en grâce, solliciter une remise de peine, remettre une requête pour purger la peine à Saint-Gilles, que les prisonniers politiques envoyés en Allemagne sont enfermés dans les camps des soldats prisonniers.

La porte de ma cellule s'ouvre au moment où je termine mon déjeuner et deux paquets viennent me combler de joie. Quelle fête! J'entame des conversations joyeuses avec les voisins qui se réjouissent de me voir heureux et semblent prendre part à mon bonheur.

Mardi, 31 août.

Je remets une carte postale pour ma chère femme.

Mercredi, 1er septembre.

Je reçois une lettre d'Yvonne dont la lecture m'a réellement enchanté : elle me prouve que mes enfants ont eu du courage et qu'elles sont pleines de tendresse pour moi.

Jeudi, 2 septembre.

Aujourd'hui, lorsque j'arrivai au préau, ce petit coin de verdure et de ciel entre quatre murs séduisit mes yeux et pourtant il pleuvait; les gouttes, en traversant l'espace, formaient comme un léger voile transparent, atténuant l'intensité des couleurs; elles tombaient tantôt nombreuses et larges, tantôt en petite pluie fine sur l'auvent qui m'abritait, où elles crépitaient bruyamment et dont elles dégoulinaient, après s'être allongées, en s'entremêlant; par moments, le crépitement s'adoucissait; les gouttes faisaient trembler légèrement les tiges des fleurs, et plier les feuilles qu'elles venaient frapper; d'autres s'étalaient sur l'allée et s'écoulaient en minces filets vers la rigole; enfin, un grand nombre s'imprégnaient dans le sol. Puis la pluie diminua et il ne tomba plus que quelques gouttes, comme si l'eau de l'immense arrosoir des cieux venait de s'épuiser. Le ciel était couvert et ressemblait à une mer grise, aux vagues

presque immobiles ; sa couleur n'était pas uniforme ; par endroits, elle était plus foncée et formait des nuages aux formes bizarres avec des contours flous qui se dégradaient pour finir par se confondre avec la teinte grise qui les entourait. Au loin, cette teinte s'estompait et devenait plus sombre. Des nuages blancs suspendus beaucoup plus bas voguaient dans l'immensité, pareils à des bateaux qui glissent dans l'onde légère ; ils avançaient rapidement, paraissaient près d'arriver au port. La fumée qui s'échappait d'une cheminée s'élevait et obliquement disparaissait dans l'espace. Un oiseau traversait l'air, ailes déployées, en décrivant une ligne qui s'effaçait au fur et à mesure qu'elle se traçait. La grande nappe grise s'en allait, à son aise s'éclaircissait et devenait blanche à la limite où le ciel l'avait trouée.

Tout à coup, pareils aux rayons lumineux d'un puissant réflecteur électrique, les rayons du soleil jaillirent et lancèrent un pâle et éphémère jet d'or. La trouée s'agrandit et le ciel bleu apparut dans toute sa splendeur. C'est le ciel que le prisonnier contemple avec de grands yeux et qui sème en son cœur la divine espérance, c'est le ciel calme et pur comme l'eau d'un lac que nulle brise n'effleure qui vous inonde d'une douce sérénité, c'est le ciel dans lequel resplendit la paix, où vivent les anges, où réside Dieu. Et là-haut, dans ce ciel bleu, le croissant lunaire apparaît blême et semble contrit de ne pouvoir plus régner en maître devant le soleil qui, brillant et flamboyant, m'enveloppe d'un poudroiement d'or.

Des fleurs sur lesquelles des gouttes d'eau scintillaient comme des facettes de diamant, se balançaient mollement ; sous la poussée d'une brise légère, elles faisaient de jolies taches rouges, pâles et jaunes dans la verdure dont elles émergeaient ; elles exhalaient un parfum sauvage qui embaumait l'air. Certaines avaient déjà vécu leur courte existence et s'étaient dépouillées de leurs plus beaux attraits ; d'autres se fanaient et s'apprêtaient à les suivre dans l'oubli, après avoir brillé dans toute leur splendeur.

J'entends le bruit des camions qui roulent sur les pavés de la rue ; là, pas bien loin, à quelques pas seulement, on trouve l'activité, la joie, la liberté, la vie.

Le voisin L... qui se trouve dans le préau contigu, me lance par-dessus le mur quelques pages de poésie, qui sont admira-

bles et contiennent certes les soupirs les plus éloquents de son âme désolée. Il m'a beaucoup appris en m'indiquant les défauts de mes vers, ce dont je lui suis vivement reconnaissant, — son souvenir est gravé pour longtemps dans ma mémoire.

Vendredi, 3 septembre.

Une carte postale s'en va porter quelques phrases réconfortantes à ma chère femme. Il me parvient d'elle une gentille carte postale; elle me fait connaître quelques-unes des jolies pensées de ma bien-aimée qui me procurent une douce émotion.

Vers onze heures et demie, j'entends gémir et pleurer, ce qui me cause une impression bien pénible.

Samedi, 4 septembre.

De grand matin, les rayons timides et pâles du soleil étaient apparus par la fenêtre; ils se tenaient dans le coin et paraissaient craintifs et gênés, ils projetaient sur le mur une tache jaune d'or qui se mouvait doucement et avait une partie plus accentuée, plus intense, qui correspondait avec l'ouverture du châssis de la fenêtre. Cette tache s'allongeait paresseusement et sans heurt, glissait en un mouvement imperceptible le long du mur et venait s'établir sur le parquet, d'où, comme une vraie curieuse, elle passa sur la table pour examiner mon journal; les ombres des livres la découpèrent, tandis qu'elle m'apportait sa caresse et éclairait mon visage légèrement incliné vers le cahier.

Tout à coup, une mouche s'amène et vient se baigner dans une des taches de soleil; elle reste un instant immobile et semble réfléchir; paraissant avoir trouvé une charmante idée, elle s'incline un peu et manifeste son contentement en se frottant un peu les deux petites pattes de devant qu'elle passe ensuite sur sa tête qui se meut en tournant d'un côté à l'autre; parfois elle allonge une sorte de trompe noire et attire, me semble-t-il, quelque chose de friand. Les deux petites pattes de derrière se mettent à leur tour au travail en passant et repassant sur ses ailes; celles-ci, sensiblement plus longues que son corps, sont légères, brillantes, transparentes, et le soleil y met les couleurs de l'arc-en-ciel. Puis elle se repose sur ses petites pattes coudées, fléchies légèrement, pour permettre à la partie postérieure du corps de se poser sur la table. Au bout de quelques

instants, elle s'apprête à se remettre en mouvement, soulève son corps et se met à courir, vite, vite; heureuse et vive, elle avance par saccades, s'arrête et s'envole dans le faisceau de lumière du soleil éclatant, où elle fait un petit point noir parmi les poussières qui miroitent et flottent dans l'air. Elle décrit quelques courbes, descend en un vol allongé et va se poser sur la tache d'or qui flâne mollement sur le parquet. Je reste stupéfait en constatant combien doit être merveilleux et délicat le mécanisme intérieur qui actionne tous les membres d'une mouche.

Les rayons lumineux disparaissent momentanément : un nuage aura sans doute caché le soleil, mais ils réapparaissent avec un nouveau sourire qui se transforme bientôt en sourire étincelant. Maintenant le soleil brille dans toute sa splendeur, produisant des ombres nettement marquées. Ma mouche vient me retrouver et reprend sa place sur la table; on dirait qu'elle me regarde, s'aperçoit que je ne suis pas heureux, et reste bien tranquille pour ne pas me tourmenter davantage. La tache de soleil devient plus vague. Son intensité décroît, elle pâlit et sa promenade nonchalante la conduit sur l'autre mur, où elle fait un effort pour survivre, mais les nuages ayant pris le dessus et voilé le puissant foyer solaire, elle s'évanouit et finit par mourir. La mouche, s'étant aperçu que les rayons du soleil avaient disparu, s'est frottée les deux petites pattes de devant comme pour se donner de la force et a fait un mouvement de tête exprimant ainsi sa mauvaise humeur en voyant l'or du soleil lui échapper. Et l'ingrate m'a quitté; pareille aux hommes, elle s'est lancée dans l'espace, dans le grand mouvement de la vie, dans l'inconnu, où elle se perdra, j'en suis certain, en voulant trouver l'or qu'elle convoite si ardemment.

... Patatras!... on vient me chercher pour l'interrogatoire. Franchement, ça commence à m'agacer et je voudrais qu'on me fiche la paix : les interrogatoires me pèsent lourdement, et me plongent dans une angoisse qui m'accable. Enfin me voilà parti; nous allons voir ce qu'il y a de nouveau. M. Henry, qui est seul, me dit :

— Cette fois, je sais tout, et vous avez un grand intérêt à m'expliquer ce que vous savez, car si vous maintenez votre attitude, vous allez vous faire condamner pour les autres et compromettre les innocents. N'oubliez pas que vous êtes père

de famille. Vous connaissez le Père Meeus et le Père Pirsoul?

— Non, monsieur Henry.

— Connaissez-vous MM. Van Dievoet, Luças, Delange?

— Oui, Monsieur.

— Qui a remis le gros paquet de *Libre Belgique*, avenue du Diamant?

— Je l'ignore.

— Est-ce vous?

— Non, monsieur.

Il me signale que j'aurais accompagné jusqu'à la frontière une équipe composée de deux Russes, d'Anglais et de Français.

— Ce n'est pas vrai.

M. Henry me fait remarquer que les accusations qui pèsent sur moi sont extrêmement graves, qu'il n'ose pas procéder aujourd'hui à mon interrogatoire définitif et le remet à demain.

— J'ai le courage, monsieur, d'assumer la responsabilité de mes actes; jamais je ne dénoncerai un compatriote afin d'alléger ma peine, de sorte que je pourrai dire que, même dans l'adversité, je n'ai pas fléchi et je suis resté fidèle à ma parole. D'ailleurs voici ma devise : « Fais ce que dois, advienne que pourra... »

M. Henry m'a également dit :

— Votre femme est venue me trouver pour obtenir l'autorisation de vous voir; dans l'interrogatoire qu'elle a subi, j'ai relevé plusieurs contradictions par le fait qu'elle a cherché à vous couvrir.

J'ai été heureux d'apprendre que ma chère femme s'est comportée avec une rare intelligence; au cours du présent interrogatoire, mon inquiétude a été grande, car je craignais de la voir arriver avec mon linge et sa présence à la prison aurait pu fournir à M. Henry l'occasion de lui demander des explications au sujet des contradictions ci-dessus, ce qui m'aurait été très pénible.

Au cours de l'après-midi, on m'annonce une visite. Je me trouve en face de ma femme chérie et d'Yvonne... O joie!... L'émotion m'étreint, et, afin de ne pas les attrister, je fais un effort suprême pour ne pas pleurer. J'avais l'air joyeux et mon pauvre cœur pleurait... J'étouffais des sanglots, je retenais des larmes; de temps en temps, une de celles-ci, écrasée par ma paupière, finissait par perler sur mes joues... ô douce larme...

larme de joie... larme de bonheur!... Elles étaient là, toutes deux, anxieuses, inquiètes, les joues rouges comme des pommes et craignant sans doute de me voir apparaître pâle, déprimé et triste, et j'ai souri, j'avais le rire sur les lèvres; je les ai rassurées, je les ai trouvées plus belles et plus jolies et je ne pouvais assez les contempler; mes yeux les dévoraient... O chère femme, jamais tu ne m'es apparue si ravissante : tu avais peut-être un peu maigri, mais aucun de tes traits charmants n'avait disparu; tu étais pareille à la fleur qui, baignée de soleil, étale toute sa splendeur à la nature embaumée par son parfum. Puis je t'ai embrassée, mes lèvres ont déposé sur tes joues deux baisers, contenant ce que mon cœur a de plus tendre : je t'ai pressée contre ma poitrine, j'ai respiré ton haleine... et nous avons causé, nous avons échangé des paroles caressantes; il me semblait que nous chantions un hymne d'allégresse, nous étions heureux pour quelques instants, nous avions pu nous encourager mutuellement, notre âme torturée s'était imprégnée d'espérance...

Enfin, j'ai reçu deux gros paquets remplis de friandises, de fruits, d'un tas de douceurs, et tu es partie, légère comme l'abeille qui s'en va butiner au loin, pour aller continuer ta mission sublime d'alléger et de rendre moins sombre la captivité de celui que tu aimes...

Dimanche, 5 septembre.

Je me trouvais au préau quand un soldat est venu me chercher pour l'instruction; j'espère bien que cette fois il s'agira de l'interrogatoire définitif; en effet, je renonce à donner la description de ce qui s'est passé : c'est toujours la même chose, ces messieurs m'accusent et moi je me défends comme un diable. Cependant je retiens une confrontation avec M. Cayron qui prétend avoir entendu les Pères Meeus et Pirsoul s'entretenir à mon sujet et le premier aurait dit à l'autre que je m'occupais de recrutement.

Je rentre après avoir été interrogé à peu près quatre heures, je suis fatigué, j'ai un tremblement nerveux qui m'agite. Les voisins m'encouragent. J'attends, j'attends, le soir arrive, sans qu'on soit venu me chercher. La suite de l'interrogatoire est de nouveau remise et la torture se prolonge, le calvaire devient de plus en plus long. L'incertitude sur l'importance et le bien

fondé des accusations, me plonge parfois dans une angoisse qui me fait frissonner, d'autant plus que bien des fois je dois me taire, car, pour me justifier, je devrais dénoncer des compatriotes.

Lundi, 6 septembre.

La continuation de mon interrogatoire n'a pas eu lieu et j'en souffre beaucoup, ma tête est bien près d'éclater, et elle me fait mal; parfois, je la tiens entre les mains, pour essayer de la soulager un peu; je ne puis me tenir au travail. Oh! que je voudrais être au bout de ce maudit interrogatoire.

Les voisins me consolent et me stimulent, oh! les braves! et ainsi à chacun il arrive d'encourager et d'être encouragé...

Oui, Baucq, résiste, résiste toujours, refuse d'être lâche, refuse d'être traître, voilà la seule ambition qui doit te guider et pour laquelle tu résisteras jusqu'au bout.

Mardi, 7 septembre.

J'envoie une carte postale à ma sœur pour lui témoigner toute ma reconnaissance, car j'ai appris combien elle s'intéresse à moi et combien elle se dévoue en aidant ma chère femme.

Enfin, l'interrogatoire a continué aujourd'hui. J'ai été questionné pendant quatre heures et ce n'est pas fini... On m'a confronté avec Van Dievoet.

Celui-ci avoue que, le 25 juin, à sept heures du matin, des jeunes gens se sont réunis chez lui, où je suis venu leur parler à voix basse; ensuite ils sont sortis et je les ai suivis. M. Van Dievoet est d'avis que le rendez-vous doit avoir été fixé par moi, parce qu'il ne connaît personne d'autre qui s'occupe de recrutement.

M. Henry a bien voulu accepter de faire parvenir une lettre à ma chère femme.

Mercredi, 8 septembre.

Je suis à peu près remis de mes fortes émotions; je m'abstiens de relater ici certaines impressions qui m'ont troublé l'âme; cette note a pour objet de me les rappeler plus tard.

En lisant le journal, je constate que les Russes commencent à se ressaisir. Une partie de leur communiqué doit, je crois, avoir été supprimé et pour cause... Mon appréciation se confirme en lisant le résumé de la situation où il est écrit : « Les

Russes ont repassé la Kotra, premier affluent rencontré sur la rive droite du Niémen. »

D'autre part, pendant que, au préau, je prenais un bain de soleil, j'ai entendu les coups sourds et lointains du canon; depuis mon arrestation, le canon ne s'est pas encore fait entendre si distinctement; ceci, rapproché de l'ordre paru il y a quelques jours, annonçant la suspension, pendant quarante-huit heures, de tout trafic de la correspondance en France, me fait supposer, peut-être à tort, qu'un mouvement est à la veille de se produire; cette supposition me réconforte beaucoup.

Jeudi, 9 septembre.

A huit heures et demie, je vais à l'interrogatoire; enfin je finirai par arriver au bout de mon calvaire; depuis quarante jours je suis en prison, et mon interrogatoire n'est pas encore terminé. Aujourd'hui, il s'agit de la question relative à l'espionnage. Ces messieurs sont beaucoup plus doux à mon égard. On me pose quelques questions au sujet de la lettre rapport S. M. que les policiers allemands ont trouvée chez moi et qui démasque deux mauvais Belges.

Dans le courant de l'après-midi, des cris de fureur et de rage éclatent dans la galerie; ils me font frémir.

Vendredi, 10 septembre.

On adjoint au voisin L... un compagnon qui vient d'arriver. Celui-ci ne reste pas bien longtemps en sa compagnie: vers trois heures, il est conduit dans une cellule, où il est seul.

Dans la soirée, le sergent vient me trouver et me demande si je connais M. Poudernai ? J'ai appris plus tard qu'il s'agissait de M. Préherby. Je dois écrire à ce monsieur, mais je ne m'explique pas pourquoi. Il s'en va et revient un peu après pour me dire que le lieutenant Bergan me prie d'écrire une carte postale à ma femme, pour qu'elle se rende chez Me Dorff (1), afin d'y prendre certains renseignements; par la même occasion on me permet de lui faire savoir qu'elle et les enfants peuvent venir me voir dimanche prochain à quatre heures de relevée.

Je m'empresse d'écrire une carte postale et la remets au sergent. Je ne comprends rien à toute cette histoire.

(1) Me Dorff, avocat bruxellois chargé de la défense de Baucq.

Samedi, 11 septembre.

Nous allons au préau ; il fait un temps superbe, le ciel est tout bleu et sans nuages ; un beau soleil réchauffe l'air un peu froid du matin, une petite brise me fouette légèrement le visage et me procure une sensation bien agréable. Pour me dégourdir, j'ai couru sans m'arrêter pendant une demi-heure. En revenant du préau, j'étais essoufflé et une main mystérieuse était venue mettre du rouge sur mes joues. Cet exercice m'a fatigué et a dérouillé mes muscles.

A peine rentré dans ma cellule, je reçois une carte postale d'Yvonne. Je dois avouer bien sincèrement que j'ai été ému en prenant connaissance de son texte. Cette carte contenait une jolie réflexion et constituait pour moi un précieux encouragement. Ces quelques lignes étaient tout simplement admirables... Merci, Yvonne...

... On me communique ce qui suit : jeudi dernier, en sortant du préau, Mme Bodart, après avoir réintégré sa cellule, est tombée dans une crise de fureur, s'est mise à crier, à frapper sur sa porte et est devenue folle ; elle a été transportée dans un asile d'aliénés...

Dimanche, 12 septembre.

Oh ! le magnifique soleil ! Il dore d'un éclat tout particulier ce beau jour. Là-bas, les cloches sonnent à toute volée et leur tintement joyeux s'étend sur la ville et les campagnes. Les moineaux, sur le seuil de ma fenêtre, s'égosillent, sautent, dansent, je crois même qu'ils rient... Je fredonne une de mes jolies complaintes d'autrefois. Tout ce qui m'environne paraît me sourire et m'égayer. Oui, c'est aujourd'hui le grand jour... c'est la grande fête... Cet après-midi, je vais voir ma femme et mes enfants... je suis impatient, je voudrais qu'il fût déjà quatre heures... l'heure à laquelle arrivera toute ma petite famille.

... Vers onze heures du matin, on m'appelle à l'instruction. Nom d'une pipe, je ne suis pas encore au bout de mon rouleau. M. le lieutenant Bergan m'apprend qu'il doit me faire une communication personnelle ; il s'agit de l'expertise judiciaire dont m'a chargé M. le juge Prénerbu. Pendant que nous causions, M. Henry entre et recommence à m'interroger. Il y a en prison un homme qui, le 25 juin, s'est rendu 498, chaussée de Louvain,

d'où il est parti pour gagner la frontière ; il affirme avoir rencontré à ce rendez-vous un monsieur qu'il a décrit et dont le portrait ressemble étonnamment au mien et il ajoute que ce monsieur n'est pas parti avec l'équipe. Je fais remarquer combien cette déposition confirme mes aveux et mon rôle tout à fait secondaire au point de vue du recrutement...

M. Henry me signale que certaines de mes cartes postales sont blessantes pour eux. Il me prie de mesurer mes paroles. Ma carte de vendredi dernier faisait mention de coups de canon sourds et lointains, dont le bruit avait été entendu au cours de mon passage au préau. J'en avais déduit que peut-être quelque chose de sérieux se préparait et j'espérais pouvoir bientôt assister à l'entrée des petits Belges à Bruxelles...

A trois heures et demie, on m'annonce une visite. Je me rends au bureau de MM. Bergan et Henry, où, en leur présence, j'ai pu converser avec ma femme et mes enfants que j'ai embrassées avec tendresse. Mon regard fut frappé par le visage mélancolique de ma petite Madeleine ; elle était blême, ses yeux étaient entourés d'une ligne rouge au bord de laquelle s'arrêtaient des larmes qui brillaient comme des rosées sur les fleurs fraîchement écloses. Son regard était imprégné de douleur ; déjà pareille au faible roseau qui plie sous la rafale, mais résiste quand même, sa petite âme subissait les premiers chocs des heures douloureuses de la vie. En une vision rapide, je voyais défiler devant moi le triste tableau de mon arrestation ; je souffrais et refoulais avec peine des sanglots qui gonflaient ma poitrine ; les larmes me venaient aux yeux, mais par suite de cet effort ne s'écoulaient point. Ma chère femme me parla de ma mère : elle aussi voudrait venir voir son fils, l'étreindre dans ses bras, lui apporter ses plus douces consolations, raffermir son énergie et son courage. O maman chérie, Dieu sait à quel moment tu pourras revoir ton fils aimé que tu as donné à notre belle Patrie, pour laquelle il est prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang.

Puis, ma chère femme s'adressant à ces messieurs leur dit : « N'est-ce pas que ce qu'il m'écrit est joli ? » Et j'étais heureux d'apprendre que les soupirs de mon âme navrée lui apportaient de douces émotions.

Elle me parla aussi de notre chien, de notre Diane, qui cherche en vain son maître. La pauvre bête semblerait avoir

compris ce qui s'est passé et deviendrait de plus en plus méchante : elle aboie lorsqu'elle voit des hommes; quand un cycliste passe, il paraît qu'elle le poursuit, espérant retrouver celui dont elle était le fidèle gardien.

Je fais connaître aux miens la bonté dont M. le lieutenant Bergan a fait preuve à mon égard au cours de l'instruction. Quant à M. Henry, j'ignore si, sous ses mouvements brusques et rudes, il ne cache peut-être point un cœur plein de compassion. Ces messieurs me trouvent joyeux, car ils voient sur mes lèvres des rires destinés à tranquilliser ceux qui me sont chers. J'aurais voulu dire la vérité, j'aurais voulu crier du fond de mes entrailles que tout en moi était souffrance et torture. Oui, messieurs, je ris alors que mon cœur saigne, je ris tandis que la douleur me transperce.

J'embrasse ma femme et mes enfants, et elles retournent vers la chère maison, où manque celui qu'elles adorent et qui gît en prison.

Je réintègre ma cellule et m'empresse d'aller raconter au voisin L... ce qui venait de se passer et de lui communiquer mes impressions. Je commence ma narration et tout à coup, des larmes jaillissent de mes yeux... je m'excuse de ne pouvoir continuer... et tout ce que mon cœur avait contenu au cours de l'entrevue finit par s'échapper. J'éclate en sanglots, je crie, je pleure, les larmes viennent abondantes, semblables à l'eau qui jaillit de la source que la bêche du terrassier vient de mettre à découvert; ma tête tournait, je ne pensais plus, tout mon corps était secoué par des frissons. Jamais, je ne me suis trouvé dans un état pareil qui résulte, je suppose, de la détente des nerfs trop fortement contractés pendant l'entrevue avec ma femme et mes enfants. D'autre part, il est des heures où l'on comprend subitement ce qu'on ne pressentait pas jusqu'alors. Oui, dans mon immense douleur, il me semble que je m'aperçois seulement des richesses de mon cœur et que jamais je n'ai eu pour ceux qui me sont chers un amour si grand, si profond; oh! oui, ce n'est que dans l'adversité que l'on apprend à s'aimer : alors seulement, on retrouve ce sentiment perdu au milieu des agitations de l'existence fiévreuse et mouvementée de notre société où nous finissons par ignorer les joies suprêmes, les trésors de bonté et de tendresse que nous portons en nous. Enfin, j'ai pu reprendre la conversation interrompue...

Maintenant les flots de lumière n'arrivant plus au fond de ma cellule, les ombres s'atténuent et deviennent plus vagues, la marée lumineuse est descendante et se retire petit à petit, elle s'en va là-bas vers l'horizon et la pénombre envahit l'intérieur de l'habitation... Oh! elle doit être déjà loin, bien loin, car l'obscurité devient plus grande, s'accentue, et la nuit inonde la terre...

Lundi, 13 septembre.

Je suis bien las de mes émotions d'hier. Le voisin L... me lit une de ses plus jolies compositions en vers, celle-ci lui a été inspirée par la détente de nerfs que j'ai eue au cours de notre conversation d'hier.

Chez les autres voisins, il y a un changement; le Français a été remplacé par M. Dervaux, pharmacien.

Mardi, 14 septembre.

Le temps est gris, il pleut. J'adresse à ma femme quelques quatrains qui contiennent une des plus douces pensées de mon âme meurtrie et rappelle le bon temps de notre printemps.

Une carte m'est remise, elle m'a été écrite par ma sœur, qui me remercie gentiment pour le sonnet que je lui ai envoyé. Sa correspondance doit être, ce me semble, en partie interceptée. Cette supposition me vient à l'esprit, en me rappelant que ma chère femme m'avait prévenu dimanche dernier qu'elle et Yvonne m'avaient écrit une carte le vendredi précédent. Cela me rend de mauvaise humeur.

Mercredi, 15 septembre.

Vers onze heures, on m'adjoint un compagnon qui a été arrêté ce matin chez lui, avenue Clays, il s'appelle *M. Neels de Rhode*. Comme tous ceux qui entrent en prison, il est abattu, ses yeux hagards regardent les murs. Je lui offre mon siège, il s'assied, tient sa tête entre ses mains et reste là accablé, presque anéanti. Immédiatement, je me mets à l'œuvre pour lui remonter le moral. Je le questionne et j'apprends que depuis ce matin, il a déjà subi cinq interrogatoires. On le soupçonne surtout d'écrire dans *la Libre Belgique*. Au cours de son dernier interrogatoire, se trouvant dans un état de surexcitation bien compréhensible, il a dit à l'officier supérieur devant lequel

il se trouvait : « F...-moi la paix. » Je le réconforte de mon mieux et petit à petit, il se ressaisit. Comme je connais par expérience, la façon de procéder de ces messieurs, je lui donne des conseils sur l'attitude qu'il doit prendre et lui fais remarquer combien il aurait tort de se laisser aller au désespoir et

FAC-SIMILÉ D'UN FEUILLET DU *JOURNAL* ÉCRIT EN PRISON PAR PHILIPPE BAUCQ ET D'APRÈS LEQUEL IL A COMPOSÉ LA RÉDACTION DÉFINITIVE

combien il est nécessaire de garder son sang-froid. Dans l'après-midi, il est appelé à l'instruction, il s'en va bien disposé, maître de lui, ayant presque la crânerie d'un poilu qui s'apprête à se lancer à l'assaut d'une tranchée. Dans des conditions semblables, je suis certain qu'il parviendra à se tirer d'affaire. En effet, je ne le vois plus revenir, il aura certainement été relâché, puisque

sa paillasse est restée dans ma cellule. Je suis heureux de constater que tout le monde n'est pas logé à la même enseigne que moi (1)...

Le soir, pendant que je suis occupé à écrire, un farceur passe dans la galerie, ferme le robinet de mon tuyau à gaz et éteint par ce fait ma lumière. Nom d'un petit bonhomme, je suis furieux, me voilà obligé de faire mon lit dans l'obscurité.

Jeudi, 16 septembre.

Le ciel est gris, ma journée est monotone, je ne trouve rien de particulier à signaler,

Vendredi, 17 septembre.

Un voile gris continue à nous dérober la voûte céleste. Un peu avant neuf heures, le gardien me prévient que je dois changer de cellule. J'irai occuper le numéro 510 qui se trouve au rez-de-chaussée d'une autre aile. Ma nouvelle cellule est réellement triste, elle me fait une impression bien pénible ; on y sent l'humidité et le froid ; en outre, étant exposée au nord, aucun rayon de soleil n'y entre.

A peine installé je passe au préau où l'on vient me prendre pour me conduire à l'instruction. Mon Dieu... mon Dieu... encore ce maudit interrogatoire, il ne cesse de me poursuivre et de me plonger dans des angoisses désespérantes... Je suis mis en face de deux jeunes gens qui déclarent ne pas me connaître. En sortant, M. Henry m'annonce qu'il a du nouveau à m'apprendre dont il me parlera un autre jour. Me voilà plein d'inquiétude, car j'ignore ce qui est suspendu sur ma tête. Je me trouve subitement dans un état misérable... j'ai chaud... une oppression m'envahit ; un peu après 10 heures, je dois retourner au bureau de ces messieurs, où je suis confronté avec M. Van Dievoet au sujet de la réunion des jeunes gens qui eut lieu chez ce dernier et un nouvel interrogatoire recommence... Au cours de celui-ci, le lieutenant me dit : « Vous savez, monsieur Baucq, que le chef de l'espionnage prétend vous connaître ?... » Je soutiens que c'est chose impossible et démontre combien

(1) Neels de Rhode est un mouton et un mouchard à la solde des Allemands, qui fut abattu le 7 janvier 1916 à coups de revolver par le patriote belge Bril, surnommé « le justicier. » Ce changement de cellule, que Baucq ne comprend pas, est dû aux déclarations de Neels qui dénonça les entretiens entre Baucq et ses voisins.

cette affirmation est invraisemblable étant donné que j'ignore totalement qui est le chef de l'espionnage. Pour terminer notre entretien, je reçois un choc formidable qui a failli m'assommer. M. Henry m'apprend que les grands chefs lui ont reproché de ne pas avoir arrêté ma femme, ce qui, en présence de mon mutisme, devra peut-être avoir lieu (1). « D'ailleurs, continue-t-il, nous savons maintenant que votre femme est au courant de bien des choses. » Je proteste avec rage : « Non, ma femme ne sait rien, absolument rien du tout, et je renonce à croire qu'il y ait un homme capable de commettre une pareille monstruosité, ce crime de l'arrêter, de l'arracher à mes enfants... »

Je suis avisé que l'on continuera de me questionner cet après-midi. Ils veulent me faire souffrir, on dirait qu'ils ont un malin plaisir à me piquer avec des fers rougis au feu. Mais rien ne pourra m'ébranler. Je finis par m'habituer à ces sortes de tortures, car ma peau s'est endurcie et cependant la perspective de voir arrêter ma chère femme me fait frémir... Certaines paroles de M. Henry me donnent à réfléchir et j'espère que mon esprit fréquemment troublé me fait entrevoir la situation plus mauvaise qu'elle n'est en réalité. En effet, pendant que M. Van Dievoet était confronté avec moi, M. Henry a cru devoir dire : « Oui, M. Baucq, vous êtes intelligent, vous êtes même plus, car vous êtes malin. Je dois le reconnaître, car vous avez été plus fort que nous et il serait à souhaiter que tous les Belges se comportent comme vous. » De ces paroles, je crois pouvoir déduire que je me suis habilement défendu...

Je rentre dans ma cellule et reste pensif; je suis repris par cette obsession dont j'ai été plusieurs fois le jouet. On va arrêter ma femme, demain matin, quand elle ira demander à M. le lieutenant Bergan le laissez-passer pour me voir ; il l'accordera et ensuite la mettra en état d'arrestation ; je me trouve dans l'impossibilité de manger maintenant : maintes tristes pensées provoquent en moi une tempête, un bouleversement extraordinaire, ma gorge devient aride, mon pouls plus fréquent; parfois, j'ai des visions étranges qui m'effrayent

Le soir arrive et la suite de l'interrogatoire n'a pas eu lieu.

(1) Notons la barbarie de cette pression.

Samedi, 18 septembre.

Le ciel est bleu, mais je ne vois pas de soleil ; dès le lever, je suis accablé d'une obsession terrible dont je ne puis me débarrasser, j'ai peur d'apprendre l'arrestation de ma femme...

D'après mes suppositions, M. J... doit se trouver sous les verrous et être considéré comme le chef de l'espionnage, sans doute aura-t-il avoué me connaître seulement de nom et s'être rendu chez moi pendant mon absence où il aurait parlé à ma femme? C'est la seule raison pour laquelle je puisse motiver la nouvelle attitude de ces messieurs, qui hier m'ont demandé avec insistance si je connaissais les Pères Meeus, Pirsoul et le chef de l'espionnage...

Il est cinq heures, et je n'ai pas encore été appelé à la visite, Mes suppositions paraissent devoir se confirmer. Il avait été entendu que ma femme se rendrait ce matin chez M. le lieutenant Bergan pour obtenir un laissez-passer. Or, elle n'aura certainement pas manqué d'y aller. Il doit y avoir quelque chose d'anormal qui s'est passé à ce moment. Pendant mon interrogatoire on procédait, j'en suis presque certain, à l'interrogatoire de ma chère femme. Maintenant, le doute s'empare de moi ; si elle avait été arrêtée, on ne lui aurait pas défendu de me faire parvenir mon linge ; comme je ne l'ai pas reçu dimanche dernier, elle devait certainement s'en être munie; ensuite la visite a peut-être été remise à demain.

Je cesse d'écrire, espérant malgré tout que les conjectures de mon cerveau torturé sont erronées au point de vue de l'arrestation. Je suis déprimé et me trouve dans le même état que les premiers jours de mon emprisonnement. Je ne mange plus, je ne trouve plus la force de me mettre au travail ; mon esprit vagabonde.

Dimanche, 19 septembre.

Lugubre 510... pareil à un caveau mortuaire, vous effrayez le soleil, qui n'ose point entrer chez vous, vous me répugnez, vous me glacez, vous m'enveloppez de l'atmosphère humide et froide, sombre et triste dans laquelle tout pleure, vous inondez mon âme d'un brouillard de tristesse.

Il me semble que l'on m'a jeté dans un puits profond, où l'on crie en vain sa détresse, où l'on souffre, où l'on meurt.

Dans ce lugubre 510, toutes mes distractions se sont éva-

nouies. Finies, les charmantes causeries avec les voisins qui nous permettaient de nous raconter mutuellement nos peines et de nous encourager dans les moments de désespoir. Je ne trouve plus l'occasion de lire et de soumettre mes vers à M. L... ou d'écouter la lecture de ceux qu'il avait composés. Je ne vois plus les jolis petits moineaux qui venaient m'appeler lorsque le soleil semait ses rayons d'or sur la fenêtre, je ne les vois plus aller et venir, déployer leurs ailes qu'ils agitaient comme des éventails en produisant un léger bruit, je n'entends plus leur joyeux babillage à l'occasion du partage de mes miettes de pain.

Et toi, soleil, tu as également disparu pour le malheureux prisonnier. O soleil, créé par Dieu pour éclairer le monde, glorieux flambeau, régent du jour, toi qui, du haut de ton empire du ciel, lances des rayons étincelants sur tout l'univers, je m'aperçois maintenant combien tu m'étais salutaire, combien tu avais dissipé les nuages sombres qui voilaient mon âme. Oui, nous étions devenus des amis, nous avions fini par nous comprendre; chaque jour, tu m'apportais des impressions nouvelles. Le grand matin, tes rayons timides flânaient sur les murs et lorsque tu approchais du midi, ils venaient se jouer sur ma table, sur mes livres, sur mes papiers; par moments, tout à la joie, ils me caressaient le visage, et cela avec une délicatesse suprême, afin de ne pas me distraire, de ne pas me tourmenter. Puis, tu me montrais ton gracieux sourire, tu éclairais mon cœur souffrant et accablé, tu réchauffais ma cellule et l'air tiède paraissait me bercer mollement. Ta lumière était un baume bienfaisant pour mon pauvre cerveau endolori. Et quand ton travail universel t'appelait vers d'autres parties de notre hémisphère, tu te retirais lentement pour disparaître à l'Occident et tu semblais me dire : « Ne crains rien, je reviendrai demain, » mais tu n'es pas revenu dans le lugubre 510. O puissant soleil, ami de la solitude, je te pleure...

Le canon se fait entendre; je regarde par la fenêtre et je vois un aéroplane qui glisse dans l'espace et se dirige vers l'Ouest. Les petites fumées produites par l'éclatement des shrapnels se balancent mollement dans l'air et semblent regretter que l'aviateur ne se soit pas arrêté pour lier connaissance avec elles.

Il est cinq heures, et je n'ai pas reçu la visite de ma chère femme; j'en suis profondément désolé et une amère douleur

me serre le cœur; ma tête est brûlante, mon imagination bat la campagne; je devrai absolument réagir, je ne puis rester dans un état pareil; si je me laisse aller à cet accablement, si je ne trouve pas le moyen de tuer dans mon esprit l'idée de l'arrestation de ma femme, de me fatiguer, de m'occuper, je crois que je vais devenir fou. Aussi, j'ai résolu de me mettre à l'ouvrage et de noyer mon chagrin dans le travail. L'homme qui travaille, a dit Xavier de Maistre, n'est jamais complètement malheureux.

Lundi, 20 septembre.

Je songe toujours à ma chère femme : le travail a cependant calmé mes esprits et petit à petit, l'idée, la certitude de l'arrestation me quittent pour faire place au doute. Je finis par me convaincre que rien de malencontreux ne peut lui être survenu, cette conviction est fondée sur le raisonnement que voici : si ma femme avait été arrêtée, je suis persuadé que ma sœur aurait immédiatement pris sa place pour me faire parvenir tout ce qui m'est utile et que j'aurais déjà reçu un paquet. Je finis donc par croire que ma femme n'aura pas obtenu de laissez-passer, ce qui d'ailleurs est arrivé, il n'y a pas bien longtemps.

Je lis dans le journal *la Belgique :* « Par jugement du 14 septembre 1915, rendu exécutoire, le tribunal de campagne a condamné pour espionnage : 1° M. Joseph Bækelmans, architecte à Anvers; 2° Alexandre Franck, commerçant à Anvers; 3° M. Alexis Thiry, commissaire à Saint-Ghislain, à la peine de mort; 4° Adolphe Willockx, imprimeur à Mons, à 15 ans de travaux forcés (1). »

Je dois avouer que la lecture de ce jugement me fait frissonner et comme mon acte d'accusation comporte, entre autres, le recrutement et l'espionnage, la perspective qu'il me fait entrevoir est loin d'être réjouissante.

Mardi, 21 septembre.

Je remets une carte postale entre les mains du soldat, afin qu'elle trouve le chemin de la chère maison. Le linge qui m'est parvenu hier, me permet de faire un retapage complet de ma modeste personne, ce dont je suis enchanté; depuis ma chute dans les griffes des Allemands, j'ai eu deux fortes émotions : la première, lors de mon arrestation, la seconde vendredi dernier,

(1) Franck et Bækelmans ont été passés par les armes au Tir National, quelques jours avant Baucq et miss Cavell, le 23 septembre 1915.

en apprenant que peut-être on arrêterait ma femme. Dans les deux cas, j'ai constaté ces faits bien caractéristiques : l'appétit disparait, l'esprit se bourre des conjectures les plus diverses, on est abattu, on a froid, on grelotte...

Mercredi, 22 septembre.

Je viens de lire dans *la Belgique* du 21 septembre 1915, les condamnations suivantes, encourues pour espionnage : Laurent de Backer, commis-voyageur à Uccle, à mort, — Léopold Lamy, chef de gare à Cuesmes, aux travaux forcés à perpétuité ; — et d'autres personnes à un certain nombre d'années de cette dernière peine. Ces nouvelles ne me sont nullement agréables, et et en les lisant, un léger tremblement intérieur m'agite ; ce n'est pas qu'elles m'effrayent, mais elles me font un effet douloureux et dans les conditions où je me trouve, m'impressionnent vivement.

Jusqu'à présent, je ne connais point tous les éléments relevés à ma charge; tout me fait supposer que ma vie n'est pas en danger ; mais nous sommes en état de guerre et je dois être jugé par des militaires dont les jugements réservent parfois des surprises ; d'ailleurs, je ne me fais pas d'illusions et je m'attends à être au moins gratifié d'un grand nombre d'années de prison ou de travaux forcés, ce qui m'importe peu, puisque je sais que nous serons remis en liberté après la guerre. *Même, si je devais être condamné à mort, je ne craindrais point, ce me semble, l'exécution, non pas que je ne tienne plus à la vie, au contraire, mais mon devoir, d'après moi, me condamne de montrer à l'ennemi combien les Belges sont courageux, même en face de la mort. Puis, je crois avoir accompli un beau geste, en courant le risque d'être condamné pour les autres, d'autant plus que nous vivons dans une société où l'égoïsme règne à outrance, où les hommes, pour atteindre leur bonheur personnel, n'hésitent pas bien souvent à provoquer le malheur de leur prochain.* A cet égard, mon cas est typique. Si je me trouve en prison, c'est à la suite d'une dénonciation, qui, je suppose, a été provoquée par l'attrait d'une prime. En lisant ces condamnations, on se sent douloureusement ému, en voyant ces braves compatriotes sacrifier leur vie pour nous tous, et pour la Patrie, on se sent frémir devant ces terribles monstruosités dont la guerre est la seule cause.

M. Henry est encore venu me trouver et insiste, etc... Zut ! je

m'en fiche, j'ai été assez effrayé jusqu'à présent; s'il y a des surprises, j'en subirai les conséquences. Un point, c'est tout.

Jeudi, 23 septembre.

Aujourd'hui, j'ai pu me rendre au préau, il fait un temps superbe; quoique le soleil, qui s'éloigne insensiblement de la terre, fût moins brillant, il réchauffait encore l'air, dont la température était tiède.

Pendant que j'admirais le ciel, je vis, à mon grand étonnement, un groupe d'hirondelles, ailes déployées, fendre l'espace et disparaître dans la direction de l'Orient. Elles s'en allaient vers des pays plus cléments, emportant avec elles les dernières splendeurs de l'été. Voici venu le pâle automne, qui vient prendre sa place chez nous. De nombreux oiseaux dont les chants égayent le bocage nous ont quittés en groupes pour aller s'abriter sous d'autres cieux; ceux qui nous sont demeurés fidèles, ne craignant point les rigueurs de notre climat, restent silencieux et se préparent, afin de pouvoir résister aux assauts des mauvais jours. Les feuilles aux jolies teintes se détachent une à une des branches, volent dans l'air et viennent couvrir le sol où elles seront foulées aux pieds, où elles pourriront; les fleurs ont vieilli, se sont flétries, et bientôt elles perdront le restant de leur éphémère parure. Le vent du Nord siffle sa triste complainte et fait rouler les nuages sous la voûte du ciel, les aurores apparaissent plus pâles, le brouillard et l'atmosphère grisâtre enveloppent la nature de plus en plus dépouillée.

O saison, qui émerveilles mes yeux flattés et puises aux trésors de ton incroyable palette les tons merveilleux dont se couvre la nature expirante... O saison pleine de mélancolie, où un silence pieux plane sur la nature immortelle, qui perd ses plus beaux attraits et meurt lentement pour revivre au printemps prochain... O saison de tristesse et d'adieu, où l'on soupire, où l'âme s'emplit de souvenirs mélancoliques.

Dans l'après-midi, j'entends pleurer à diverses reprises, ce dont je suis douloureusement impressionné.

Vendredi, 24 septembre.

Je remets une carte postale adressée à ma chère femme; rien de spécial à noter.

Samedi, 25 septembre.

Hourrah ! hourrah ! Je viens de recevoir deux cartes à la fois, l'une de ma femme, l'autre de ma sœur ; me voici complètement réjoui, je danse, je saute, je ris...

Allons, murs tristes et froids, souriez donc, je suis heureux après les journées d'angoisse que je viens de passer, ces deux cartes me rassurent et me débarrassent définitivement du cauchemar relatif à l'arrestation de ma femme.

Mais ma joie est de courte durée et me voici douloureusement ému en apprenant par le journal que Baekelmans, architecte, et Franck, commerçant, tous deux habitant Anvers, et condamnés à mort pour espionnage, ont été fusillés. O Dieu, j'invoque ton aide ; illumine-moi, afin que je puisse chanter l'héroïsme sublime de ces deux héros morts pour la Patrie. O chers compatriotes, le prisonnier du lugubre 510, plongé dans la douleur et la consternation, vous adresse l'hommage de sa profonde admiration.

Avant l'événement fatal qui vous a livrés à vos bourreaux, vous étiez heureux, vous viviez en paix et bien tranquillement sur ce petit coin de terre où vous avez vu le jour, où vous avez grandi, où vous avez aimé, où la liberté embellissait votre vie, et brusquement la guerre éclate et ce monstre hideux, ce mangeur d'hommes qui exalte le crime, apparaît à l'horizon, traînant à sa suite les plus abominables monstruosités. Il envahit notre chère Belgique et vient briser nos beaux rêves et notre doux avenir ; mais une immense clameur monte du sol de la Patrie, et des hommes se lèvent afin d'aider ceux qui, là-bas, dans les tranchées, se sacrifient pour nous avec un courage qui ne cédera, ni ne se soumettra jamais. Oui, Baekelmans et Franck, vous étiez parmi ces hommes ; vous aviez décidé de ne point vous courber, car cela serait bas, cela serait une honte, et une ignominie au-dessous de tout. Personne ne vous obligeait à travailler pour la noble cause, et cependant vous n'avez pas hésité à vous lancer dans la tourmente en assumant un service difficile et dangereux, où vous compromettiez votre existence. Oui, vous avez entrepris cette tâche glorieuse et dans un péril égal à celui encouru par nos braves et valeureux petits soldats. O chers compatriotes, vous avez compris combien on se rend lâche en ne se dévouant point pour sa patrie et en restant impas-

sible devant l'envahisseur ; vos noms passeront à la postérité et seront l'objet d'une des plus belles pages de l'histoire de notre pays. Déjà les trompettes célestes claironnent, et les cloches solennelles retentissent annonçant, ô mes deux braves compatriotes, que vous êtes morts en martyrs pour la cause sacrée de la liberté et du droit. J'entends les Belges clamer votre bravoure, votre héroïsme et la beauté de vos gestes sublimes, je les entends s'écrier sous la voûte du ciel et du fond de leurs entrailles que deux héros sont morts pour la Patrie, fusillés par des mains impies.

O chers compatriotes, maintenant vous dormez en paix votre sommeil éternel dans cet immense tombeau qu'est la terre et qui contient tant de Belges glorieux. La couronne des héros est descendue sur vous et, désormais, le vent chantera sur votre tombe l'hymne sacré de la gloire.

Enfermé dans ma cellule abhorrée, dans ma lugubre caverne, je vous crie un dernier adieu ; oui adieu, chers compatriotes, qui êtes parmi la fleur et l'élite des champions qui combattent pour le Droit et la Liberté. Adieu, chers compatriotes, dont le souvenir immortel est gravé à jamais dans nos mémoires...

Dimanche, 26 septembre.

Je lis avec assiduité le journal, afin de connaître les nouvelles de la guerre. Les Russes remportent des succès, les Français et les Anglais s'apprêtent à faire un mouvement important, ils bombardent avec vigueur les positions allemandes. Voyez-vous qu'on me fasse la blague de venir me délivrer avant d'être jugé ? Eh ! là-bas, ne nous embarquons point dans ces rêves chimériques ; rien n'est impossible, mais c'est trop beau.

Lundi, 27 septembre.

Le communiqué allemand concernant la situation au front de l'Ouest est très laconique, et je crois pouvoir en déduire que la grande offensive franco-anglaise a commencé. Il reconnaît que les Anglais ont marché de l'avant, le matin du 25 septembre ; leur attaque sur l'aile nord a déjà été repoussée, après un combat corps à corps devant et dans les positions allemandes. Il résulte de cela, pour qui sait lire entre les lignes, que l'offensive n'est pas enrayée. D'autre part, je lis : « Les Anglais ont attaqué au Nord-est et au Sud-est d'Armentières, et au Nord du canal de la Bassée, en se servant de bombes et de gaz asphyxiants. »

Bravo, je finis par croire qu'effectivement je cours quelques chances d'être remis en liberté avant d'être jugé ; en tout cas, ne nous emballons pas !

Mardi, 28 septembre.

Je suis complètement remis; les nouvelles de la guerre, dont j'ai eu connaissance hier, y sont pour beaucoup, je sens un besoin de recommencer à taquiner la muse et vais essayer d'accorder les cordes détendues de ma lyre, espérant en pouvoir tirer quelques sons plus ou moins harmonieux.

Une carte postale écrite par ma gentille Yvonne me parvient à l'instant, elle augmente mon contentement et m'apprend qu'Yvonne se comporte comme une vraie jeune fille en se mettant résolument à l'étude afin de m'aider par la suite dans ma besogne de bureau.

Les nouvelles de la guerre continuent d'être excellentes ; les Français et les Anglais semblent vouloir donner un bon coup de collier. Vers quatre heures, le canon tonne, je suppose qu'un aéroplane se balade au-dessus de la ville pour apporter des douceurs aux Allemands.

J'adresse une carte postale à ma chère femme.

Mercredi, 29 septembre.

Les nouvelles de la guerre sont excellentes : les Français et les Anglais se sont emparés du nord d'Arras et en Champagne de la première ligne de défense des Allemands; c'est un très beau début et comme une bataille ne se termine pas en un jour, j'espère voir bientôt un nouveau communiqué renseignant sur la continuation des succès précités.

Jeudi, 30 septembre.

Rien de spécial à signaler sur le front, ni sur les mers.

Vendredi, 1er octobre.

Lentement, comme la lumière du soleil qui sort de l'orient pour éclairer la terre, approche le jour où je serai jugé.

Je suis prêt à recevoir le choc de la condamnation. J'ai écrit une carte postale à mon père pour lui dire un au revoir ému, car j'ai le pressentiment que j'irai là-bas en terre étrangère rejoindre les nombreux compatriotes qui s'y trouvent déjà.

Je reçois une valise bourrée de linge, de vêtements, de friandises, etc., etc., et suis réellement touché des soins dont m'entoure la digne compagne de ma vie.

Dimanche, 3 octobre.

Les succès remportés au commencement de la semaine par les Alliés ne paraissent pas avoir abouti au résultat espéré; en effet, le front allemand n'a pas été percé. Prenons patience et espérons.

Lundi, 4 octobre.

J'entre en communication avec une demoiselle qui est enfermée dans la cellule contiguë. Elle a été arrêtée dans une maison où l'on procédait à une autre arrestation et ignore ce dont on l'accuse. La pauvre fille n'a que vingt ans et s'est évanouie à diverses reprises sous le poids de l'émotion qui l'accablait. Elle espère être remise en liberté demain. J'en profite pour la prier de bien vouloir se rendre chez moi pour dire à ma femme de quoi je suis accusé. Elle s'est empressée de me promettre de faire cette commission aussitôt qu'elle sera remise en liberté. Vers le soir, cette demoiselle me téléphone pour me crier au revoir et s'en va joyeuse comme l'oiseau qui s'échappe de sa cage dont on a laissé par mégarde la porte ouverte.

Mardi, 5 octobre.

Au matin, le gardien m'annonce que dans le courant de la journée, je devrai changer de cellule. Un peu plus tard, je suis prié d'aller occuper le n° 101, situé au second étage de l'aile où j'ai été précédemment enfermé. Je ne suis pas fâché du dérangement, car ma nouvelle cellule reçoit la visite des rayons du soleil et en outre le chauffage central donne de la chaleur pendant une partie de la journée.

J'adresse à ma femme une carte postale sur laquelle figure un sonnet que j'ai composé en témoignage de ma profonde reconnaissance pour la valise bourrée de bonnes choses qui m'est parvenue samedi dernier.

A peine suis-je installé que le gardien passe avec le sergent et me prévient que jeudi prochain, à 7 heures du matin, je dois être prêt pour me rendre au tribunal. En recevant cette nouvelle, un léger frisson m'agite, mais au fond, je suis content, puisqu'enfin je vais savoir à quoi m'en tenir.

PHILIPPE BAUCQ.

(A suivre.)

MA DERNIÈRE VISITE

A

PIERRE LOTI

Samedi 24 décembre 1921, 5 heures du soir. — Je travaille à ma table. Coup de sonnette. Une dépêche :

ROCHEFORT-SUR-MER — 233-21-24-14-44. POUVEZ-VOUS ME FAIRE AMITIÉ VENIR MARDI MATIN POUR ASSISTER REMISE TÉMOIGNAGE ASSEMBLÉE ANGORA? LOTI.

Il y a dix-huit ans, en 1903, à Constantinople, à bord d'un vieux petit croiseur qui s'appelle *Vautour*, Pierre Loti fut mon commandant. J'étais alors un enseigne de vaisseau comme on en comptait quatre cents sur l'annuaire. Et le commandant Viaud n'aimait pas beaucoup l'enseigne Bargone, dont il se méfiait un peu, lui croyant le cœur sec et l'âme égoïste. Tout de même, le commandant Viaud fut toujours pour l'enseigne Bargone d'une irréprochable justice et d'une délicatesse, d'une bonté extrêmes. Toutes choses qui, par la suite, se changèrent en grande et paternelle affection. Mais cela, c'est une tout autre histoire. L'histoire d'aujourd'hui, c'est que jadis Loti a commandé Farrère et qu'aujourd'hui Farrère va tout de suite obéir à Loti, avec ardeur.

Lundi soir, 26 décembre, 8 h. 26. — La gare Montparnasse. Tant et tant de fois j'ai attendu, sur les quais de cette gare-là, le départ de l'express de Bretagne ! C'était aux temps que des croiseurs ou des cuirassés m'attendaient en rade de Brest... C'était même aux temps plus lointains que j'allais m'embarquer sur le *Borda*, pour y apprendre le métier de la mer, et

puis sur l'*Iphigénie*, afin de passer pour la première fois l'Atlantique...

Aujourd'hui, rien de tout cela. Vieux marin qui ne navigue plus, je m'en vais vers un vieux port où les vaisseaux n'abordent plus ; et j'y vais saluer, pour la dernière fois peut-être, un marin plus vieux que moi, plus vieux de vingt-six ans, et qui, lui, ne naviguera certainement plus jamais (1).

Une gare, la nuit, et quand il pleut, — quand la lumière crue des lampes à arc se réfléchit et se répercute sur les rails mouillés, sur les trottoirs ruisselants, quand l'aigre fracas des sifflets de machines, des jets de vapeur hoquetés et de mille ferrailles qu'on heurte, se mêle à la clameur des adieux projetés et entrechoqués, — c'est très triste ; et d'une tristesse particulièrement humide et glaciale. Jamais pourtant nulle gare ne m'avait paru triste autant que celle-là, ce soir...

Le train est interminable. C'est-à-dire qu'ils sont trois trains ajoutés bout à bout : celui des Sables, celui de la Rochelle et celui de Rochefort. Deux douzaines de wagons sont là et deux locomotives en tête. Le tout plein de matelots, de campagnards, de petites gens ; des Vendéens s'en retournant vers leur Vendée. En queue, une seule voiture « de luxe, » à peu près chauffée, à peu près propre, tout à fait lugubre. Les officiers vont monter là. Et voici que j'en reconnais, que j'en retrouve, moi qui ai quitté ma dernière passerelle depuis si longtemps ! Trois midships sont là, regagnant leur *Antarès*, un contre-torpilleur dernier cri, qu'on arme à Rochefort, par exception rarissime. Ces trois-là sont gais, heureusement. Et je les entends bavarder entre eux, exactement comme nous bavardions, nous, les midships d'il y a trente ans... L'un des trois, d'ailleurs, est fils de l'un de mes anciens camarades... Et je les écoute... mais, désillusion ! ce n'est plus le même argot, ce n'est plus la langue marine d'autrefois, ce jargon si spécial et qui fleurait si fort la mer et le goudron... Leur patois d'aujourd'hui n'est plus, strictement, que le patois des tranchées, l'argot militaire : celui des biffins, celui des pousse-cailloux... Ils disent « une perm ; » ils disent « Panam ; » ils disent même « le colo ; » on les comprendrait à Saint-Cyr ; on les comprendrait même à Fouillis-les-

(1) Je me trompais alors : Loti navigua encore, une fois, la dernière, — le 16 juin 1923, à bord d'un aviso et dans un cercueil, — pour se rendre de sa maison de Rochefort à son tombeau de la Maison des Aïeules dans l'île d'Oléron.

Oies, pour peu que Fouillis-les-Oies fût ville de garnison. — Et ne riez pas : car ce détail-là, c'est un thermomètre qui me permet d'apprécier le degré très bas où s'est effondrée la vieille marine française, naguère la deuxième du monde, et jadis la première : sous Louis XIV et même sous Louis XVI. Aujourd'hui, Washington nous a relégués à notre rang, le cinquième ou le sixième; avec l'Italie, mais après. Voilà qui est réglé, et ces jeunes gens, qui ont oublié la vieille et verte langue de Surcouf, — de Surcouf qui la tenait de Suffren, de Suffren qui la tenait de Tourville, — ces jeunes gens-là, sans s'en douter, « avalisent » la signature de MM. Briand et Sarraut, par la bouche de qui la France vient d'abdiquer sur mer définitivement.

Mardi 27 décembre, 6 h. 50. — Rochefort. L'express arrive, avec à peine 24 minutes de retard; c'est très peu, car les chemins de fer français, eux aussi, ont abdiqué.

Il pleut, ici encore. Ma valise à la main, j'ai traversé les voies. Rien de plus primitif, et rien de plus laid que cette pauvre gare de Rochefort. Le train s'est vidé... Un flot de bonnes gens se précipite, et un flot de colis par-dessus, ondoyant sur les épaules. Je reconnais les vieux sacs de toile bise; mais je ne retrouve plus les grands cols bleus glacés; les matelots d'aujourd'hui n'ont plus la coquetterie des matelots d'hier; et, même permissionnaires, on les voit sales et penauds, dans de vieilles vareuses, sans linge... Les gabiers de jadis en seraient morts d'humiliation. Et c'est une abdication encore, toute petite, certes, mais si laide, celle-là!

D'honneur, tout cela s'ajoutant, la tristesse monte en moi, monte si haut, que chaque pas à présent me coûte un effort. Il est grand temps qu'on vienne à mon secours. On vient.

Un salut cordial, une main large tendue; un bon sourire qui élargit une moustache gauloise, mi-blonde, mi-grise :

— Commandant, j'avais peur, vous savez, de ne pas vous reconnaître : je ne vous ai jamais vu... seulement vos portraits...

J'ai serré la main. Je regarde. On se présente.

— Mme Mauberger... c'est moi.

Un bon éclat de rire.

— Vous n'êtes pas le premier à m'avoir pris pour une femme!... « Mme Mauberger » que vous m'avez écrit : c'est ma

diablesse d'écriture : le commandant Loti, lui aussi, m'a bien reproché ça souvent... « Mauberger, il me disait, vous écrivez trop fin... » C'est moi, tout de même, son secrétaire... depuis vingt ans.

Je tiens encore la main qu'il m'a tendue. Avant de la lâcher, je la serre plus fort. Et, tout de suite, dispute : Mauberger veut m'arracher ma valise. Je refuse énergiquement. La voiture est là, d'ailleurs. Et nous voilà côte à côte, roulant par les rues de Rochefort, tout à fait pareilles aux ruelles d'un village, parmi la pluie matinale, abondante, la boue du pavé, les ruisseaux larges, les trottoirs étroits, les très grands arbres et les très petites maisons...

Nous avons quitté la rue de l'Arsenal. Les voitures tournent à main gauche. Je lis sur une plaque : rue Pierre Loti...

— Non ! Ils se sont décidés, les Rochefortais ?...

— Eh oui ! Il y a quatre ou cinq ans, de cela... Au temps jadis, c'était la rue Saint-Pierre, vous savez... et puis, un Conseil municipal avait été élu qui ne voulait plus de saints et on l'avait appelée la rue Chanzy. Le commandant a beau être protestant, ça l'avait fichu dans une sacrée colère ce changement-là !... C'est qu'il n'aime pas qu'on touche aux vieilles choses ! Son idée à lui, c'est que nos pères étaient aussi malins que nous, sinon plus... et moins canailles !... Pour sûr, si la rue Chanzy avait encore été la rue Saint-Pierre, le commandant aurait protesté et défendu qu'on la débaptisât pour l'appeler la rue Pierre Loti !

Et voilà qu'on s'arrête; et voici le numéro 141, la maison de Loti.

Le monde entier la connaît. Tous les journaux, toutes les revues en ont parlé ; tous les magazines l'ont vulgarisée par l'image. On sait qu'il y a la salle gothique ; on sait qu'il y a la salle chinoise; on sait qu'il y a la mosquée; on sait qu'il y a la chambre turque ; on sait qu'il y a le musée... Ce qu'on ne sait pas, c'est que la rue Pierre Loti, à Rochefort, est une toute petite rue provinciale, presque campagnarde, et bordée de très vieilles et très simples maisons, élevées sur la rue de deux, de trois étages... Rochefort est une ville à peu près coloniale, tant il y fait chaud en été, et chaud d'une chaleur humide, fiévreuse ; beaucoup de portes sont doublées d'une grille, d'une

vieille grille de bois, brunie, vernie, cirée... et quand il fait trop chaud, on ferme cette grille, ce qui permet d'ouvrir la porte ; et l'air peut entrer librement.

La maison de Loti, elle aussi, a sa grille. Et quand on entre, il faut bien prendre garde : car la marche palière est usée, creusée... Tant et tant de générations ont frotté leurs semelles sur cette pierre tendre! Aujourd'hui, si vous sortiez dans l'obscurité sans savoir, vous tomberiez probablement...

La rue, donc, est une rue comme toutes les rues d'ici, bien rustique, bien campagnarde. On vous a parlé de mosquée? N'attendez pas de voir un minaret! On vous a parlé de Chine? d'art gothique? N'attendez ni gargouilles, ni toits recourbés !

Loti, qui n'aime pas les changements, a voulu, d'abord, et par-dessus toutes choses, que la rue Pierre Loti demeurât bien exactement ce qu'avait jadis été la rue Saint-Pierre ; que rien n'y fût changé, ni une façade, ni un marteau de porte, ni même la couleur d'un volet; bref, que son grand père à lui, l'ancêtre Viaud, se relevant un jour d'entre les morts, pût reconnaître, du premier coup d'œil, son antique demeure... Loti a voulu cela, d'abord. Et ayant tout de même amassé, peu à peu, au cours de ses très longs voyages, mille et dix mille curiosités, mille et dix mille merveilles, mille et dix mille magnificences; et voulant donner à tout hospitalité dans sa maison, et voulant tout entourer des cadres qu'il fallait, — cadres ingénieux, cadres faits exprès, — Loti, pour résoudre ce délicat problème, n'a rien trouvé de mieux qu'acheter, une à une, toutes les maisons voisines de sa maison, et respectant leur extérieur, leur architecture et surtout leur façade, d'en bouleverser le dedans et d'y établir un gigantesque musée, le musée nécessaire. C'est là que, pour héberger les débris de plusieurs vieilles églises désaffectées par nos anticléricaux imbéciles, ce huguenot, d'une incroyance désespérée, construisit deux salles, l'une Renaissance, l'autre gothique, belles comme la Sainte-Chapelle et comme le château de Blois. C'est là que, pour donner asile aux splendeurs chinoises qu'il avait sauvées, l'an 1901, lors de l'expédition Waldersee, du vandalisme russo-allemand, il édifia deux salles et une pagode, où s'entassent les plus authentiques chefs-d'œuvre, arrachés très péniblement, très énergiquement, très patiemment aussi, aux crosses d'une

soldatesque ivre... (1). C'est enfin là que, des débris d'une mosquée damascène, désaffectée, démolie et vendue à l'encan, Loti, grâce à la complicité d'une poignée de quelques contrebandiers, moins bêtes et moins vandales qu'aucuns douaniers du monde, put réédifier, dans Rochefort, une mosquée, fille de celle que Damas avait abattue; et cette mosquée s'enorgueillit de faïences turques et de faïences persanes telles que la Mosquée Verte à Brousse, même au temps que les Grecs ne l'avaient pas encore dépouillée, n'en connaissait pas de plus belles.

Bref, au dehors, cinq ou six maisonnettes toutes simplettes, et fleurant fort leur parfum d'Aunis ou de Saintonge, et, au dedans, le palais d'Aladin, et aussi le palais de Gengis Khan; et aussi le palais du roi Arthur; et aussi, et toujours, la petite maison des ancêtres huguenots, avec leur salon de damas rouge et leur salle à manger de papier jaune; avec aussi leur jardinet: huit mètres de long, six mètres de large; avec un bassin; et, au bord de ce bassin, une grotte en miniature... la grotte et le bassin dont il fit le portrait dans le *Roman d'un enfant*... et contre le mur de la maison, un fusain, cet « arbuste » dont il est question au *Livre de la Pitié et de la Mort*, — et au pied duquel Sylvestre, ou Pierre, enterrait rituellement les chattes, quand les pauvres bestioles, les unes et les autres, mouraient de leur belle mort... Tantôt, Pierre, encore là, et toujours fidèle à son poste, depuis quarante et un ans qu'il sert Loti, me racontera, montrant du doigt l'arbuste toujours vert: « C'est leur cimetière aux moumoutes, M. Bargone!... J'en ai bien mis douze ou quatorze là-dessous... »

Nous voilà donc arrivés, Mauberger et moi. Nous voilà dans le *salon bleu*... assis face à face, comme si nous faisions visite... Le salon bleu, c'est un salon à trois fenêtres, et d'un Louis XV fort pur... assez province, tout de même. Viaud, jadis,

(1) On a parlé de vol et de pillage, à propos de cette expédition de Chine, l'an 1900. Il est navrant que pas un Français n'ait eu le courage de proclamer que les prétendus pillards, dont Pierre Loti était, ont tout bonnement sauvé d'une destruction inévitable et déchaînée quelques débris des trésors de Pékin; que le maréchal de Waldersee, sur l'ordre de son souverain, Guillaume II, détruisait, fracassait et pulvérisait. Loti, des quelques laques, des quelques porcelaines, des quelques cloisonnées qu'il sauva, a fait un musée; et les générations à venir s'en réjouiront: sans de tels *pillards*, les Cosaques et les Brandebourgeois eussent joyeusement pilé le tout sous leurs larges semelles; et nos petits journaux, et nos petits députés, n'ayant aucun galonnard à se mettre sous la dent, se seraient réjouis de la pureté de nos mœurs républicaines.

voulut l'avoir, pour Rochefort et pour les Rochefortaises. On a ménagé cela dans la maison d'à côté. Mais on sut respecter le *salon rouge*, ce cher salon de la mère de Loti, que Loti conserva toujours et toujours conservera, intact, identique, soi-même...

Et Mauberger, déjà, m'explique :

— Voici ce que c'est, commandant : une délégation turque qui va venir... pour apporter au commandant je ne sais trop quoi... et comme le commandant n'est pas très bien... il a pensé à vous, pour l'aider...

(Il m'appelle « commandant; » il appelle Loti « le commandant; » habitude maritime : nous sommes officiers supérieurs, lui comme moi... On s'y reconnaît tout de même...)

Mais moi, dans ce salon bleu, je suis très mal à mon aise... Il n'y a rien de Loti là-dedans... rien, strictement. Et je crois bien que c'est la seule pièce de la maison qui soit ainsi.

D'un commun accord, nous voilà donc transportés dans la petite salle à manger à papier jaune, dans la petite salle à manger des ancêtres.

Et Mauberger reprend :

— Non ! il n'est pas bien, pas bien du tout. — La guerre, ça n'avait été rien pour lui, ou pas grand chose... Il pouvait se battre, vous comprenez... Il servait ! il travaillait, il était utile... et puis, il savait bien qu'on la gagnerait, la guerre. Alors il s'est maintenu, il a duré; même il se portait bien, merveilleusement ! mais la paix ! mais le traité de Versailles ! mais le traité de Sèvres ! le traité de Sèvres, surtout ! ce tas de bêtises et ce tas d'injustices empilés l'un sur l'autre ! Sous Louis XV, la France avait été assez riche pour ne rien marchander, pour préférer l'honneur à l'argent; mais de nos jours, elle a sacrifié l'argent avec l'honneur, tout ensemble; et, victorieuse, elle s'est laissé ruiner, tout en laissant les forts opprimer les faibles ! En Orient, notamment, — vous y avez été, vous savez ça mieux que moi, — l'intérêt turc et l'intérêt français, c'est la même chose; l'intérêt grec et l'intérêt anglais, c'est tout un... et voilà que nous avons lâché la Turquie pour la Grèce, autant dire que nous nous sommes lâchés nous-mêmes pour servir les Anglais.

Je proteste, timidement :

— Ç'a été vrai, oui ! mais ce n'est plus vrai : nous nous sommes repris...

Mauberger me regarde :

— Dites que les Turcs se sont repris, qu'ils ont battu les Grecs, et dites qu'alors...

Il hoche la tête et me regarde bien droit, avant d'achever :

— Et dites qu'alors le général Gouraud aidant, le général Gouraud qui a lu vos livres, qui a lu les livres du commandant, et qui a compris, — M. Briand lui-même a fini par comprendre aussi!... Je vous dis la chose comme elle est, et la France n'a pas de quoi être fière! Tout additionné, vous n'avez été que quatre Français pour l'empêcher d'être bête jusqu'au bout.

Toc, toc... Aux vitres de la fenêtre, un museau de chat vient de cogner. Museau de chat très impérieux. Mauberger soudain se déride ; et la fenêtre s'ouvre toute large : une grande moumoute tachetée noir et gris entre, m'aperçoit, s'arrête, hésite! me toise. Je ne bouge pas. Trois secondes. Et la moumoute, rassérénée, prend son élan, et saute sur le fauteuil vide auprès du feu, le fauteuil de Loti.

— C'est la dernière chatte, m'explique Mauberger. Celle qu'il a ramenée des tranchées.

Loti est ami des chats; on le sait. Je le suis aussi. Et je caresse la moumoute, et la moumoute se laisse caresser. Une heure de plus, nous serons intimes. Et trois jours durant, la moumoute ne me quittera guère plus que son ombre : car, trois jours durant, Loti ne s'assiéra pas dans le fauteuil au coin du feu. Loti, trop malade, ne quittera pas sa vieille chambre du second étage, — sauf quand il le faudra absolument; et je dirai quand.

Midi. — Le vieux majordome, Pierre, aux beaux cheveux blancs, me sert à table, toujours dans la petite salle à manger à papier jaune. Les assiettes octogonales, blanches et bleues, s'ornent des quatre initiales J. V. P. L., entrelacées, et de la devise en banderole *Mon mal j'enchante.*

Les soles de la Charente sont toujours parfaites. J'en fais mon compliment. Et le vieux domestique secoue la tête :

— Ça n'est tout de même plus celles d'autrefois! Tout le beau poisson, à l'heure d'aujourd'hui, prend le train pour Paris... Quand je suis venu avec le commandant, en 1880, ça ne se ressemblait point.

Quarante et un ans que celui-là n'a pas quitté Loti!...

Et Lucien, le second valet, tout à coup accourt :

— Le commandant demande si on a bien servi le meilleur vin blanc pour M. Bargone ?

L'autre, l'ancien, le toise :

— Pour sûr que je n'aurais point oublié ! M. Bargone, c'est un ancien, de la marine !.. Il m'a mis aux fers, moi, au temps jadis, comme je te parle ! Laisse donc faire, et va-t-en !

Lucien s'en est allé. Et je regarde le vieux Pierre :

— C'est vrai, ça, que je vous ai mis aux fers, Pierre ?

— Non, commandant ! ça n'est pas vrai... mais ça ne s'est pas trouvé... Et ça aurait pu, aussi donc !.. Alors, il ne faut pas que les jeunes perdent le respect.

Un peu plus tard, je le questionne, lui aussi, comme j'ai questionné Mauberger :

— Alors, le commandant ? il ne va pas ?...

Et la même réponse vint encore :

— Non, il ne va pas du tout... Toutes ces bêtises-là, vous sentez bien, commandant, ça l'a usé !... Dame ! avoir servi comme il a fait, cinquante ans de suite... et avoir vu la France devenir toujours plus petite... plus petite de plus en plus ! pendant que l'Angleterre, elle, devenait plus grande... Nous n'avons plus de marine au jour d'aujourd'hui, quoi !... et les Anglais, c'est le contraire : de plus en plus forts qu'ils sont. Tout ça, commandant, le commandant en crève... Vous le verrez, d'ailleurs, — vous allez le voir...

Je vais le voir, c'est vrai. Tout de suite Lucien reparaît précipitamment :

— Commandant ! le commandant vous demande si vous voulez bien monter, quand vous aurez pris votre café...

Je n'ai pas la moindre envie de prendre mon café...

Il pleut. Le jardinet ruisselle ; et la pluie fait des ronds dans le bassin, des ronds qui se perdent au fond de la petite grotte. Lucien ne veut pas que je me mouille. Alors, — comme c'est moi, n'est-ce pas ? — il me fait passer de la salle à manger dans l'office, et de l'office dans la cuisine : le tout ensemble, grand comme une serviette de table. Au mur de la cuisine, une porte s'ouvre, une porte à deux battants, mais si étroite tout de même qu'il faut ouvrir les deux battants pour que mes deux épaules puissent passer, même en oblique. Nous passons enfin, mes épaules et moi, comme ça se peut. Et, tout à coup, sans s'en être douté, c'est la grande salle gothique : on déboucherait

ainsi d'une taupinière dans une cathédrale. Autour de moi, coup de baguette magique : tout, tout d'un coup, est devenu géant...

A quinze mètres de haut, les grands caissons plafonnés s'élargissent entre les solives énormes. Deux escaliers de pierre, à angles droits, montent vers les galeries d'en haut, parmi des tapisseries anciennes. Vingt marches ; palier ; quarante marches; palier ; soixante marches ; palier. A main gauche, la mosquée s'ouvre ; et j'aperçois les grands catafalques couverts de tapis et de châles, et la stèle d'Aziyadé, parmi les colonnades de marbre rouge. A main droite, un couloir très étroit ; — nouveau contraste ! — et une porte : la porte de Loti. J'entre... Quatre murs de chaux blanche ; un lit de fer; une très petite cheminée d'angle où brûle un vif feu de bûches ; et, dans un petit fauteuil, fait à sa taille, le voici.

Je ne l'avais pas vu depuis six années. En ce temps-là, 1915, il était encore, exactement, l'homme fort et souple, l'homme éternellement jeune, qui m'avait commandé onze autres années plus tôt. — Loti, toute sa vie, eut une véritable coquetterie de vigueur et de sveltesse ; une coquetterie qui, à la bien regarder, n'était rien d'autre qu'une pudeur; et qu'une horreur aussi : l'horreur du laid ; l'horreur de la décrépitude, de la vieillesse et de la mort ; l'horreur du néant, du néant final, et la pudeur de rien donner de nous, trop tôt, à ce gouffre effroyable à quoi le Destin nous destine, nous fiance en quelque sorte. Tous, sans exception, nous connaissons cette horreur-là et cette pudeur ; tous, nous nourrissons cette coquetterie ; et c'est avec plus de sincérité ou plus d'hypocrisie, selon que nous sommes plus ou moins honnêtes, plus ou moins droits, plus ou moins naïfs. Loti, toute droiture, toute naïveté, tout honneur, recula toute sa vie, désespérément, devant l'imminence d'un déclin, devant l'imminence du tombeau.

Et c'est parce qu'aujourd'hui le déclin est venu et c'est parce qu'aujourd'hui le tombeau s'est ouvert, que tout d'un coup cette honte suprême qu'il en avait s'efface. Et voilà que j'aperçois Loti, tout blanc, amaigri, émacié, épuisé. Il a lutté jusqu'au bout, et c'est tout d'un coup qu'il tombe.

La paralysie est venue. Non pas complète, hélas! pire : Loti marche à peine et parle à mots indécis; mais il voit, mais il entend, mais il comprend, mais rien ne lui échappe, ni de sa

déchéance physique, ni de la profonde pitié qu'il inspire et dont il souffre, comme d'une insulte et d'un camouflet. Le voici, dans ce fauteuil, plutôt raidi qu'assis, une jambe croisée sur l'autre... pauvres squelettes de jambes que j'ai connues si musclées, si puissantes! Il est là, la nuque au velours du fauteuil, et la joue aussi. Le profil se détache, ce dur profil, tellement pareil au profil de Ramsès II... On s'amusa jadis à les affronter l'un et l'autre sur des cartes postales... J'en possède une, où Loti, de sa main, m'avait écrit : *Vous voyez que j'en ai trouvé un de plus décati que moi.*

Mais aujourd'hui, la barbe a poussé, rèche et grise; les cheveux ont blanchi tout d'un coup. Et, des deux profils illustres, c'est peut-être celui du Pharaon qui fait moins vieux.

Nous parlons.

Je suis devant lui; j'ai attiré une chaise; je m'y tiens mi assis, mi agenouillé; et j'ai pris l'une de ses mains entre les miennes...

... Au fait, il est grand croix de la Légion d'Honneur depuis hier. Et l'on m'a chargé de le lui apprendre, moi le premier. Il hausse une épaule, remercie d'un mot, et tout de suite, essaie de parler d'autre chose...

Et puis, soudain, il ne parle plus. Dans le prodigieux cerveau, une goutte de sang, mal insinuée, vient d'arrêter cette parole souveraine. Tout le visage, tout d'un coup, s'est convulsé. La main s'arrache de mon étreinte pour se cramponner brusquement au bras du fauteuil. Et la voix changée, gênée, confuse, s'embarrasse comme dans un obscur labyrinthe. Il ne peut plus. Et il le sent. Et il le dit avec une effrayante angoisse, avec un épouvantable désespoir :

— Je ne peux plus!... je ne peux plus!... je ne peux plus rien!...

A cela, je ne m'attendais pas. L'horreur d'une telle impuissance s'abat sur moi, comme un coup de foudre. Et je ne peux plus non plus; plus rien; pas même m'empêcher de pleurer, de sangloter, et de trébucher, et de tomber à genoux, et de ressaisir entre les miennes cette pauvre magnifique main, qui a enfanté tant de prodiges, et de la baiser, et de sangloter, prostré, éperdu, — comme on ferait au chevet d'un mort.

— Commandant! je vous ai tant aimé...!

Il a repris une ombre de force. Il me relève du geste; tout doucement il me regarde et il murmure :

— Vraiment, tant que ça? tant aimé? C'est bien vrai?...

Et, dans ses yeux, à lui aussi, des larmes.

Je m'en vais. Je suis sorti de la chambre. Et je descends l'escalier gothique, m'accrochant à la rampe.

Lucien, qui me reconduit, me regarde de coin :

— Ça faisait donc longtemps, que vous ne l'aviez pas vu?

— Six ans...

— Ah! alors... je vous comprends, commandant!... et vous pouvez tirer votre mouchoir...

Quatre heures après-midi.

Dans la salle à manger tendue de papier jaune, nous tenons conseil de guerre, le médecin de Loti, Mauberger, le vieux Pierre et moi.

C'est le vieux Pierre qui a commencé :

— C'est tout de même drôle... Les Turcs qui n'arrivent pas encore à c't'heure?...

Je suis très volontiers pessimiste, et j'admets tout de suite le pire. S'il y avait eu accident? ou négligence? ou n'importe quoi? S'ils n'arrivaient pas?

Six bras en l'air. Et le médecin s'exclame le premier :

— Mon Dieu, Seigneur! il ne nous manquerait que ça!

Je n'ai aucune confiance dans la médecine, mais les médecins sont toujours si péremptoires qu'ils me blufferont toute ma vie. Et je questionne tout de suite, très inquiet :

— Ça vous paraîtrait mauvais pour lui?

Le médecin précise :

— Ça serait mauvais. Ça serait très mauvais. Ça serait pire que tout. Il s'est énervé, vous comprenez; il s'est monté, il a tendu tous ses nerfs et bandé toutes ses forces... Il aime tant la Turquie, et vous le savez si bien : une déception, les Turcs lui manquer de parole, il en tomberait de tout son haut, comme un fruit trop mûr!

— Diable!

Rochefort n'est pas grand, il s'en faut. Pour y venir, il n'y a qu'un train, celui que j'ai pris. Nul Turc n'était dedans; je l'ai bien vu. Et quand on y est, il n'y a qu'un hôtel, *le Grand Bacha*, connu du monde entier. Les Turcs n'y sont pas, nous y avons été voir. Alors?...

Mauberger suppose :

— Ils viennent en auto.

Moi, je questionne :

— C'est composé de qui, cette délégation?

Mauberger, qui a reçu la dépêche, m'explique :

— C'est composé de Mme Férid Bey, femme de l'ambassadeur d'Angora, et d'un secrétaire d'ambassade qui l'accompagne. Il apporte une lettre de l'assemblée générale et un souvenir, un tapis, j'imagine, fait par des orphelines de guerre.

— C'est très bien. Mais voilà quatre heures et demie qui sonnent, et telle sœur Anne, nous ne voyons rien venir.

Loti, dans l'instant, m'a fait demander. Et je suis remonté dans la petite chambre blanche, où il attend toujours, toujours dans son fauteuil, et toujours raidi :

— Ils ne vous ont rien dit, à propos de?...

— A propos de leur venue? Non, commandant, rien...

— Vous ne savez pas à quelle heure ils doivent?...

— Je ne sais rien du tout, commandant, ils ne m'ont rien dit à moi. Je suis venu sur votre dépêche...

— Mais c'est idiot!...

Les deux maigres mains battent fièvreusement les bras du fauteuil :

— C'est absurde! ils auraient dû dire l'heure...

5 heures. — Je rentre de la poste; j'ai téléphoné à Paris, chez Férid Bey. J'ai sollicité des précisions. N'importe comment, j'aurai une réponse ce soir. Nous serons fixés. Loti saura à quoi s'en tenir, et il pourra dormir cette nuit, au lieu d'attendre indéfiniment, et de trépider...

Mash'allah! Précaution superflue, que je ne regrette tout de même pas!... Dans la petite salle à manger, où nous tenons encore conseil, — Mauberger, le vieux Pierre, le médecin, moi, et un nouveau venu : le commandant Paponnet, un frégaton de mes anciens, en uniforme, lui! — voici venir l'irruption, la radieuse irruption : Lucien, qui se précipite :

— Les Turcs! C'est les Turcs! commandant, docteur, Pierre, M. Mauberger... et vous aussi, commandant!... pardon, excuse, à tous : les Turcs sont là!... En automobile, qu'ils sont venus.. Et je les ai fait entrer dans le salon bleu...

Indécision, courte : somme toute, dans cette salle à manger nous sommes tous marins, qui plus, qui moins...

n'est-ce pas?... Alors, je prends le commandement, d'emblée; et je répartis les corvées :

— Docteur, un! avec moi, au salon. Nous allons les recevoir, ces Turcs... et les faire attendre, tant qu'il faudra. Vous, Mauberger, deux! avec vous, commandant : houp! là-haut, chez lui, vivement!... prévenez-le, sans secousse... qu'il se prépare, et qu'il envoie ses ordres... Pierre, Lucien, trois! le thé! avec tout ce qu'il faut... on servira ça où le commandant dira... Hardi tous! à Dieu vat, et envoyez!

« Envoyez », c'est le commandement suprême, sur mer.

De toute ma carrière, je n'ai jamais été plus vite obéi.

Maintenant, c'est le salon bleu. Et voici l'ambassade qui attend, debout, très intimidée. Une ambassade, d'ailleurs, infiniment gracieuse : la Turquie, envoyant à Pierre Loti, son plus grand bienfaiteur, toute sa reconnaissance et tout son amour, s'est fait représenter, pour ce geste adorable et suprême, par une toute jeune femme, par Mme Férid Bey, elle-même, et par un homme presque adolescent, qu'on me présente, à ma stupeur profonde, comme le premier secrétaire de l'ambassade d'Angora à Paris. Évidemment, Angora fait figure de capitale très jeune... et se représente, sans doute, par des gens plus jeunes encore quelle n'est.

Pour Mme Férid Bey, c'est une vraie Turque (1). Une vraie Turque, d'à peu près vingt-sept ans, fort jolie et portant sur elle toute sa race et tout son pedigree : magnifiques cheveux noirs, la peau couleur de lait; deux yeux en diamants, noirs comme les cheveux; la voix très grave et très chaude... Rien que cette voix la distinguerait, dans Stamboul, sous n'importe quel voile, de toutes Pérotes, Grecques, Allemandes ou Levantines! Les mains sont toutes petites, les pieds aussi. Un tcharchaf noir enveloppe les cheveux d'un petit bonnet cylindrique, rejeté très en arrière, et découvre tout le visage, le cou, les épaules et la gorge.

C'est le tcharchaf dernier cri... La mode d'Angora, évidemment. « De mon temps, » comme disent les vieux radoteurs en retraite, dont je suis à l'heure qu'il est, les tcharchafs se portaient très différents : sévères, voilant tout le visage, et métamorphosant les femmes en délicieux petits fan-

(1) Mme Férid Bey, de son nom turc, s'appelle Mufidé Hanoum.

tômes noirs dont on devinait, sans même l'apercevoir, la grâce, l'élégance et la beauté, au jugé, d'instinct... Il y avait des désillusions certes; mais aujourd'hui il doit y avoir moins d'illusions, et n'est-ce pas autant de perdu pour le bonheur du plus grand nombre?...

Ici, ni désillusion, ni illusion : la vérité a tout ce qu'il faut pour charmer tous ceux qui l'aperçoivent. Et quand Mme Férid Bey parle, le charme de ce qu'elle dit s'ajoute au charme de sa voix. La Turquie a su choisir son ambassadrice. Pour tout dire, la tâche n'était pas très malaisée : à l'heure qu'il est, les Turcs d'Angora ont pour eux le bon droit, l'équité et la justice. Ils luttent sur leur sol natal pour leur indépendance et pour leur liberté contre la plus basse des agressions, conçue par quelques financiers, dirigée par un roi traître, assassin et voleur. Mme Férid Bey n'a qu'à dire cela, tout nu, tout cru, pour forcément convaincre tous ses auditeurs. Ici, d'ailleurs, elle parle devant un auditoire d'avance convaincu, puisque, tous, tant que nous sommes, nous avons peu ou prou été là-bas et nous avons vu par nos yeux.

— Et qu'apportez-vous à Loti, madame? quel est ce « témoignage, » que la Turquie envoie à son plus grand ami?

— Oh! rien du tout! Un tapis, tout uniment... et un tapis moderne... un tapis très laid! Vous voyez, bien moins que peu de chose! bien moins que rien! Mais ce rien-là a été tissé pour le maître, — expressément pour lui, — par des ouvrières toutes spéciales : des orphelines de la guerre... qui toutes ont eu leurs pères et leurs mères massacrés par les Grecs, au cours de la dernière invasion... en défendant leurs foyers, par conséquent...

— Dont le père — *et la mère* — ont été massacrés?..

Je suis très habitué aux horreurs orientales. J'ai vu, de mes yeux, des aveugles dont les yeux avaient été arrachés par des soldats orthodoxes de diverses nationalités (1). J'ai vu, sur le quai de Salonique, des bateliers du port, vieillards à barbe blanche, inoffensifs s'il en était, assommés à coups de bâton par une soldatesque hellène, opérant sous l'œil de ses chefs ; et mon meilleur ami, Olivier Diaz de Soria, vit lui-même, tou-

(1) Il y eut même, vers 1913 ou 1914, les plus curieuses protestations grecques contre l'affirmation de ce fait. Je l'avais écrit, Loti l'avait répété, et un prince grec, parent du parjure Constantin, eut le front d'opposer sa parole aux nôtres. Il en fut pour sa plus visqueuse honte.

jours de ses yeux, dans la même Salonique, deux toutes petites filles que des artilleurs bulgares venaient de violer en présence des mère et grand mère attachées au bois de lit. Je suis endurci, plus durement que quiconque. Tout de même, penser que les petites mains qui ont piqué la laine bigarrée de ce beau tapis à fond noir, si coquettement brodé de rose, de vert et de bleu... penser que ces petites mains ont probablement tâté naguère les cadavres atrocement mutilés d'un papa, d'une maman, d'une maman surtout, tués ! tués, sans doute, sur le seuil natal, tués hideusement et torturés peut-être... non ! je ne peux pas, en regardant ce tapis noir, me défendre d'une émotion brusque, qui me griffe tout d'un coup le cœur.

Le salon bleu donne de plain pied dans la salle Renaissance. Un grand rideau flottant isole les deux pièces l'une de l'autre. Et voilà qu'on tire le rideau : deux valets, les plus jeunes, ceux qui ne sont ni Pierre ni Lucien, mais des marins aussi, comme Lucien et comme Pierre, d'anciens matelots qui ont servi jadis à bord des vaisseaux où le commandant servait lui-même ; car toute la maison de Loti n'a jamais été ouverte que sur la mer; et tous ceux qui sont aujourd'hui à ses gages, étaient jadis, comme lui-même, aux gages de l'État, et sous les trois couleurs...

Donc, les deux derniers venus sont là, très majestueux d'ailleurs en leur grande livrée bleue à boutons d'or, large, ouverte à la française, sur leur beau gilet de panne jaune. C'est eux qui ont tiré le rideau, naturellement. Le plus ancien des deux s'amenant droit à moi, et retenant tout juste le salut militaire qu'il allait m'envoyer réglementairement :

— Commandant, le commandant attend ces messieurs et dame, aussi donc !... dans sa mosquée, qu'il est...

J'ai un peu envie de rire. J'ai un peu envie de pleurer. Au demeurant, je suis assez mal à mon aise. Je me lève tout de même, je reprends le commandement... et je me trompe d'escalier d'abord : j'ai failli prendre ma gauche pour ma droite. C'est rectifié tout de suite. Nous voilà dans le bon chemin, tout au fond, tout droit : vingt marches ; quarante marches ; soixante marches. La mosquée...

Il est maintenant six heures, ou presque. Un 27 décembre. Il fait nuit, absolument noire. D'autant que, au dehors, les nuages pèsent bas sur la terre, et que la pluie tombe dru sur le petit pavé...

La mosquée, qui n'est jamais très claire, même en plein jour, même par grand soleil, est maintenant plus noire que la nuit. Et on ne l'a pas éclairée. Rien de plus qu'à l'ordinaire; c'est-à-dire rien de plus que deux gros cierges, qui tremblotent à droite et à gauche de la petite tribune; et qu'une lampe funéraire, une veilleuse plutôt, qu'un fil de fer lie contre la stèle verte d'Aziyadé.

Rien de plus en vérité : les autres cierges, ceux des quatre catafalques et ceux du Mihrab, sont éteints, comme ils doivent l'être toujours dans toute vraie mosquée, dans tout vrai turbeh. Les hautes colonnes de marbre rouge vont se perdre vers les voûtes invisibles. Les tapis du sol luisent faiblement, entre les grands rectangles sombres qu'y découpe l'ombre des catafalques... Nous qui arrivions, d'autre part, du salon bleu, de la pleine vie, de la banalité coutumière... nous qui avions à peine traversé la salle Renaisssance, et monté soixante marches d'un escalier, dont le marbre date d'à peine quelques siècles... nous, qui n'étions pas préparés, qui ne savions pas, qui n'imaginions pas, — projetés dans cette mosquée pleine de mystère et de grave horreur, pleine d'un prodigieux au-delà, nous perdons tous un peu la tête... nous demeurons malgré nous sur le seuil, nous retenant les uns les autres, au lieu de nous pousser, et n'osant dire mot, ni souffler...

D'autant que, les trois premières secondes passées, mes yeux se sont accoutumés à cette redoutable pénombre, et que, maintenant, j'aperçois là-bas, vers la petite tribune, — et qu'ils aperçoivent tous, ceux qui sont avec moi : — Loti.

Loti, assis là-bas, dans la vieille cathèdre de bois poli par les siècles, sous le dais de simples palmes sèches entrecroisées. — Assis, étendu, debout? — Les deux autres valets, les vieux, ceux qui ont le droit d'être à l'honneur, Pierre, Lucien, le soutiennent chacun d'une main sous l'aisselle et d'une main à la hanche. De lui, on ne voit que les cheveux d'argent, que le visage blême et puissant, et qu'un reflet de velours au col de sa pelisse : il fait froid dans cette mosquée, à peine chauffée par un calorifère désuet. Mais les cierges mettent des lueurs bizarres sur les boutons d'or des deux livrées, et aussi sur la barbe d'argent du vieux Pierre. La stèle d'Aziyadé elle aussi, luit, mais à peine, et seulement de son épitaphe d'un or très terni. Tout cela compose un tableau fabuleux, qui, dans l'ins-

tant, s'imprime au plus profond de ma rétine, s'y grave, s'y creuse, s'y incruste, pour tout jamais... Quand je mourrai, quand ma mémoire près de s'anéantir me rappellera dans la suprême seconde toutes les plus extraordinaires visions que la vie m'aura montrées, je crois bien que c'est cette vision-là, — Loti, dans sa mosquée, recevant la dernière de ses ambassades turques, — je crois bien que c'est cela que je vois maintenant, que je verrai alors, la dernière avant de ne plus rien voir jamais.

Il est donc là. — Entre les deux livrées bleu-noir à boutons d'or. — Et cela fait quelques reflets qui scintillent, autour de ce fantôme étroit, blafard : Loti; — c'est-à-dire la face de Loti, avec sa barbe courte, impérieuse; avec ses cheveux rejetés en arrière; barbe et cheveux d'ailleurs presque ras... Mais le tout n'étant qu'une tache d'argent, dans quoi luisent effroyablement les deux diamants phosphorescents des yeux.

Il ne bouge pas. Il est paralysé, ou, s'il s'en faut, c'est de si peu ! mais nous, nous sommes paralysés aussi; et, nous, c'est tout à fait. Nous ne bougeons ni ne parlons, ni ne cillons. Et, beaucoup plus tard, quand Mme Férid Bey, pour lui répondre, — car c'est lui, finalement, qui parlera le premier ! — quand Mme Férid Bey, pour lui répondre, donc, s'efforcera de parler elle-même, elle ne pourra que balbutier à voix très basse; et c'est moi qui dompterai le premier mon émotion; et c'est moi le premier qui élèverai ma voix pour la prier de parler plus fort...

Les mots?... Je ne m'en souviens pas. — A tous, l'angoisse nous serrait la gorge, nous serrait trop fort. — Et puis qu'aurions-nous pu dire? Nous étions paralysés du cœur à l'âme, voilà tout ce dont je me souviens. Et, tous, nous n'avons rien dit.

Trois minutes plus tard, nous l'avions laissé, lui, Loti, dans sa mosquée formidable et nous fuyions tous, éperdus, par les grands escaliers de pierre, à travers les couloirs étroits, à travers les salles gothiques, à travers les salles Renaissance, vers le salon bleu, — tous absolument éperdus...

C'est seulement là que j'ai repris conscience de mes devoirs de maître de maison par intérim.

J'ai offert le thé. On voulait refuser. Mais j'ai insisté, presque brutalement : je parlais au nom de Loti, n'est-ce pas? Alors, il ne fallait pas discuter. — Et on a compris tout de suite. On s'est installé en rond, comme ça s'est trouvé... Et Pierre,

redescendu, nous a servis, au bout d'un temps interminable, — ou du moins qui m'a paru tel. — Il y avait du lait, j'ignore pourquoi ?... Les Turcs n'en ont pas pris, comme il est juste... Il y avait des gâteaux, toute sorte de gâteaux, comme les pâtissiers provinciaux savent en faire : des gâteaux trop gros ; excellents d'ailleurs... et comme le docteur insistait en daubant « sur cette petite ville où l'on ne pouvait rien avoir, » Mme Férid Bey n'a pu faire moins que d'avaler plusieurs éclairs au café, longs comme de petites miches, et plusieurs choux à la pistache, gros comme des moitiés de vrais choux...

Conversation, comme il est juste aussi, épouvantable. Tous les lieux communs, toutes les banalités ; toutes les mondanités, qui pis est. — On accroche tout cela par n'importe quelle patte, on le tire à soi laborieusement et on l'offre à la société.

Vraiment, c'est comme si nous avions tous peur du silence ; mais, peur, épouvantablement. Après tout, c'est peut-être parce que le silence nous rejetterait trop vite et trop fort en nous-mêmes, et que le souvenir de ces minutes terribles que nous venons de vivre, dans la noire mosquée, devant le fantôme du grand homme, s'évoquerait pour nous intolérablement. Et puis, je ne sais pas... mais j'ai toujours remarqué qu'après n'importe quelle émotion trop puissante, les pauvres petits êtres que nous sommes, se dépensent tout de suite, volubilement, en toutes petites paroles effarées... C'est comme un besoin, c'est comme une nécessité... et sans doute l'infirmité humaine l'exige. Nous balbutions donc tous n'importe quoi, précipitamment ; et nous comblons l'intervalle des mots avec des gorgées de tisane bien brûlante, et avec de grosses bouchées de crème et de gâteaux...

Et puis, tout d'un coup, intermède : le rideau s'entr'ouvre encore ; et une livrée reparait : celle de Lucien, cette fois. Lucien sur le seuil commence par nous regarder tous. Puis, d'un élan, il vient à moi. Sa vieille discipline navale lui remonte du cœur aux muscles : c'est moi le plus gradé à son estime ; et c'est à moi qu'il vient murmurer dans le creux de l'oreille :

— Commandant ! le commandant, aussi donc, voudrait encore voir la dame turque... Avant qu'elle s'en aille, je vous dis !...

J'ai à peine compris ; je transmets tout de même. Et, dans

la seconde, voilà Mme Férid Bey debout, et très pâlie, qui murmure :

— Me voilà!... J'y vais... à peu près exactement comme Venceslas avait dit, l'échafaud l'attendant,

Et puisqu'il faut partir, mon âme est toute prête...

Il m'apparaît bien que si personne jamais lit ces notes, quiconque n'aura pas connu Loti et n'aura pas connu non plus quelqu'un de ces hommes vraiment grands, dont le génie illumine un siècle, dont le prestige commande à trois générations, eh bien! elles risquent beaucoup de ne rien exciter que des éclats de rire. Je vous assure pourtant que j'ai vécu tout près d'un demi-siècle, que j'ai servi vingt-cinq ans, que j'ai navigué partout, que j'ai fait beaucoup la guerre, et que j'ai vu très souvent la mort de très près. La mort ne m'a pas beaucoup ému; et moins encore les prétendus grands personnages qu'il m'a fallu, par ci par là, affronter, voire entretenir : ministres, rois, empereurs, etc. Autre chose est de subir la présence d'un tsar ou d'un kaiser, encore que 50 ou 100 millions d'hommes doivent logiquement nous rapparaître derrière eux... et autre chose de lever les yeux vers un front derrière lequel habite la pensée créatrice qui engendra *Ramuntcho*, *Aziyadé*, *Mon frère Yves*, *Rarahu*, *Madame Chrysanthème*, et *le Spahi*...

Ceux qui ne comprendront pas, d'ailleurs, je les supplie de ne pas lire. Ce n'est pas du tout pour eux que j'écris; et tout ce qu'ils pourraient penser m'est tellement égal, s'ils savaient!...

Donc, Mme Férid Bey est remontée, elle seule, derrière Lucien. Et nous, nous attendons, en causant toujours; en causant de n'importe quoi; et en pensant à tout autre chose...

Moi, je me souviens très bien d'avoir pensé ceci :

« Tout à l'heure il m'a fait signe pour qu'on approche une des lumières du visage de Mme Férid Bey... il voulait la voir... et comment n'y ai-je pas songé tout de suite? Il veut voir toujours, tous les visages de toutes les dames turques, dans l'espoir que l'un de ces visages lui rappellera peut-être le lointain visage d'Aziyadé... Il faisait si noir là-haut! il n'aura pas vu... Alors, il la rappelle pour la mieux voir. — Il espère toujours, il espère éternellement. — Toute sa vie aura été d'espérer, et de savoir aussi que jamais il ne réaliserait son espérance. »

J'ai pensé cela. — Et j'ai encore pensé, comme j'avais déjà pensé, beaucoup, beaucoup de fois : « Cet homme-là a certainement été l'un des plus malheureux hommes qui jamais aient vécu... »

Nous avons recommencé, tous, à bavarder, à propos de n'importe quoi, éperdument. Et pas un d'entre nous, interrogé à l'improviste, ne saurait dire de quoi on parle. — Soudain, silence : d'en haut, à travers le rideau, des mots nous arrivent. Et, malgré la distance, mes oreilles, accoutumées à l'Orient, ne s'y trompent pas : on a parlé turc...

Je le dis. Et Mauberger me répond :

— Il y a quatre mois, quand le commandant ne parlait plus du tout, — ce mauvais moment-là a duré presque quinze jours! — à l'instant que sa langue se déliait, et qu'il a pu balbutier quelques syllabes, ç'a été des syllabes turques; son turc lui est revenu plus vite que son français.

Mais la voix qui a parlé n'est pas la voix de Loti : c'est la voix de la visiteuse. Sans doute Loti, poursuivant sa chimère, a-t-il voulu que la dame en tcharchaf lui parlât comme jadis lui parlait Aziyadé..

Et c'est bien cela. Je ne m'étais pas trompé. Mme Férid Bey me l'a dit plus tard.

Maintenant elle est redescendue. Et elle ne se rassied pas. Elle veut partir, tout de suite. Je la regarde au visage : elle a pâli encore. Oh ! Loti, certes, ne lui a rien dit d'extraordinaire, ni d'inattendu.. et ce n'est pas un secret mystérieux qu'elle emporte de cette entrevue suprême...; mais sans doute Loti, par trois ou quatre syllabes entrecoupées, lui a de nouveau bouleversé toute l'âme. C'est la baguette magique éternelle, qui a fait, comme toujours, son miracle. Et l'âme de la visiteuse s'est fermée sur ce miracle-là. Mme Férid Bey veut partir tout de suite, en emportant ce secret qui n'est qu'une suprême émotion.

Hors le salon bleu, voici le salon rouge. J'arrête « mes » hôtes; je leur rappelle brièvement que c'est ici le salon ancestral... que c'est là qu'il était jadis, plutôt... ce fameux « salon rouge » dont il est question dans *Prime Jeunesse*, que c'est là que Loti, encore enfant malgré ses treize et quatorze ans, gambadait triomphalement tout de même, chaque dimanche soir. — « A présent, on va jouer tout le monde ensemble, et à des-

choses si amusantes! » — Et puis c'est le corridor, la vieille grille de bois ciré, la porte de la rue, et dehors, au bas des deux dangereuses marches, le trottoir large d'une coudée, et l'auto qui attend sous la bruine...

Car il pleut toujours, plus fort, peut-être. Je sors tout de même, et j'ouvre la portière, et j'attends, tête nue. La dame turque proteste, au lieu de passer vite. Et je n'en reçois que plus d'eau. Elle finit par se rendre compte d'ailleurs, assez vite, et alors se précipite, enjambe le marchepied. Quant au petit garçon, secrétaire de l'ambassade, et qui tient à garder sa dignité, il ne se presse pas, bien au contraire; le voilà nu-tête comme moi, me prodiguant ses salams... Je suis obligé de le pousser.

Clac! la portière refermée. L'auto s'en va, et je rentre.

Déjà la compagnie s'est dispersée. Mauberger tout seul est remonté chez Loti. Le médecin ne s'y risque pas. Il a pris congé le premier en me confiant une fois de plus dans le tuyau de l'oreille que « des malades comme ça à soigner, ça n'était f... pas une sinécure! » Moi, dans la vieille salle à manger jaune, je me suis rassis tout près du feu, face à face avec la grande chatte grise. Nous sommes bien amis maintenant. Elle ronronne automatiquement, chaque fois que ma main parcourt son dos. Et elle dort, à droite du feu, tandis que moi, à gauche, je lis. C'est l'entente parfaite. Sur les rayons qui s'étagent, du haut en bas de la cloison adjacente à la fenêtre, des livres s'entassent. J'en ai pris un, à peu près au hasard. L'auteur, un capitaine d'infanterie coloniale, y décrit, avec assez de charme, une idylle malgache clairement inspirée du *Mariage de Loti*. Cet homme, d'ailleurs, ne s'en cache pas; voire, envoyant son œuvre à Loti, il s'excuse sur la première page, en un sonnet très enthousiaste. La chatte dort et ronronne. Je somnole et je lis. Pas ennuyeuse du tout, d'ailleurs, ma lecture! Il avait du talent, ce garçon demeuré inconnu...

Loti, sitôt partie l'ambassade turque, s'est naturellement enfermé et se repose. Mauberger, qui l'avait suivi, n'est resté qu'un instant. Je le vois entrer, je le vois sortir. La chatte, accoutumée, n'a levé la tête vers lui qu'une seule fois.

Sept heures bientôt. La porte de la petite cuisine s'est rouverte, et Pierre reparaît, avec nappe, assiettes, couverts... deux couverts...

— Ami Mauberger, nous dînons tête à tête?

— Le commandant m'a demandé si ça ne me faisait rien... si je pouvais... parce que, vous savez, il est très bon;... mais comme je n'habite pas tout près, moi, et comme je suis marié et comme j'ai des enfants, c'est un petit peu corvée, de rentrer le soir trop tard.

— Alors, le soir, d'ordinaire, vous rentrez dîner en famille?.

— Oui. Quand Samuel est là, quand la jeune dame est là, ça va très bien, il n'est pas seul. Mais quand ils sont à voyager, comme maintenant... ça doit lui faire des soirées longues, et pas gaies...

Je m'en doute. Mais que faire, que faire? Aujourd'hui même que je suis sous son toit, me voilà tout seul, dans la vieille salle à manger jaune, et lui tout seul dans la chambre blanche d'en haut. Je serais à cent lieues d'ici que ça n'y changerait pas grand chose. Que faire, encore une fois? Le grand rêveur a vécu toute sa vie sur la mer. Il n'y a pas pires solitaires que les marins. Loti, presque enfant, à l'âge des expansions les plus impérieuses, a dû, bon gré mal gré, tout refréner, tout enfermer, tout étouffer. Il n'y a pas non plus pires solitaires que les poètes! L'humanité tout entière n'est que prose. Un Musset, un Ronsard, un Loti, un Shakspeare, à qui voulez-vous qu'il se confie? Qui comprendrait? Qui entendrait? Loti, prince au Royaume du Rêve, et prince au Royaume des Vagues, n'était pas de ceux qui trouvent leurs semblables parmi les hommes. Après tout, la pire des solitudes, ce sont peut-être les importuns qui la lui infligent, lorsqu'ils réussissent à l'« entourer. »

Moi, je ne suis pas, je ne serai jamais de ces importuns-là, et plutôt que de remonter trop souvent le grand escalier de pierre, j'envoie le bon Mauberger. Et c'est par lui que je demande :

— Si le commandant n'a rien à me demander encore?... Parce que, s'il n'a plus besoin de moi, plus besoin du tout, eh bien! je m'en retournerai à Paris. Je pourrais repartir demain matin, par exemple!

Mauberger monte et redescend :

— Commandant... si ça vous était tout à fait égal, le commandant aimerait mieux que vous fussiez encore là demain...

— Naturellement que ça m'est tout à fait égal!

Nous dînons tête à tête. Il pleut toujours, tantôt plus, tantôt moins. Sur le jardin, parmi les feuilles, l'eau crépite à tout petit bruit. La chatte grise, qui tout de même est sortie faire sa promenade du soir, réclame une fois de plus la fenêtre, pour rentrer; réclamation à coups de museau dans la vitre. Très brusquement...

Mais, péripétie. Voici Lucien qui arrive en messager. Et il s'adresse à Mauberger et à moi, à la fois, d'un air de ne pas très bien savoir pour qui est le message :

— Le commandant voudrait, si c'était une chose possible, comme ça, que la dame turque non plus ne s'en allât pas... le commandant voudrait la revoir encore; demain, à deux heures et demie.

— Ah!...

Mauberger me regarde, un peu inquiet.

— Peuh! c'est une chose, mon Dieu! très possible. Il n'y a qu'un train le soir, à huit heures et quelque chose : la dame turque n'aura guère eu le temps de prendre ce train-là, lequel d'ailleurs n'est pas encore parti. Alors...

— Alors, Lucien, vous pouvez remonter, mon petit, et dire au commandant que c'est entendu : que la dame turque viendra demain le voir à deux heures et demie, comme il demande.

Lucien s'en va. Et nous aussi : car il s'agit maintenant de trouver la dame turque, n'importe comment, tout de suite...

Rochefort, ce n'est pas bien grand. Et jadis, il n'y avait qu'un hôtel, à Rochefort. Aujourd'hui, il y en a deux, je crois... Huit heures n'étaient pas sonnées que déjà la dame turque avait reçu mon billet et répondu oui... J'avais écrit tout bonnement : « Madame, Pierre Loti voudrait vous revoir... » J'avais ajouté une petite recommandation, tout à fait indispensable : car, la veille, la dame turque, non prévenue, et qui n'a peut-être jamais lu la 242e page des *Reflets sur la Sombre Route*, avait appelé Loti, tout le temps et exclusivement, « Maître »... et Loti n'a jamais accepté cette appellation-là que de ses chevaux ou de ses chats. Alors, en post-scriptum, j'avais prévenu la dame turque, la conjurant de nommer Loti « commandant, » comme nous faisons tous.

Elle l'a d'ailleurs fait le lendemain, bien docilement.

Car le lendemain est venu et la dame turque aussi. A

deux heures et demie, tout juste, nous étions tous, comme hier, dans la mosquée. Et il faisait jour. En sorte que ça a fait une visite beaucoup moins tragique, beaucoup moins formidable, que l'apparition d'hier soir... mais une vraie visite celle-là, longue et petit à petit familière. De la mosquée nous avons passé dans la *chambre turque*, cet adorable petit salon adjacent où trône le portrait d'Aziyadé, peint en miniature dans un cadre d'or ciselé merveilleux. Au cours de la visite, la dame turque a regardé le cadre, a lu le verset coranique écrit au-dessous, et s'est enhardie à demander de qui c'était le portrait. Et, comme Loti ne répondait pas et semblait songer, songer très loin, elle a cru pouvoir dire, timidement : « Vous ne vous rappelez peut-être plus... » A quoi Loti, d'une voix brusque et grave, a répliqué tout de suite : « Oh! si, je me rappelle... et je me rappellerai toujours... et ce sera la dernière chose qui s'effacera de ma mémoire dans la minute que je mourrai... »

Car il parle beaucoup de sa mort. La pensée l'en assiège. Il y pense tout le temps obstinément. Qui donc à Paris m'avait raconté, ces temps derniers, qu'il s'était converti?... c'est-à-dire que la grâce l'avait touché, que la foi lui était venue, cette douce foi chrétienne qui nie la mort même, et prétend n'en faire qu'un passage instantané du temps dans l'éternité, — du rêve dans la réalité, autant dire ; de notre rêve humain dans la réalité divine?... Non, hélas! Loti n'a point changé, du tout; et, tel je l'ai connu jadis, tel je l'avais découvert avant de le connaître, tel je l'ai toujours retrouvé, dans la substance même de tous ses livres, — tel je le revois aujourd'hui, pour la dernière fois peut-être : incroyant; persuadé du néant final; athée résolument, — et désespéré d'être tout cela, désespéré à la limite de tous les désespoirs.

Aujourd'hui, il parle beaucoup plus facilement qu'hier. Oh! ce n'est pas du tout la libre parole de jadis, la voix brève et timbrée, qui se hâtait toujours, comme dans l'impatience de ne pas traduire assez vite en syllabes les jaillissements foudroyants de sa pensée... Nous sommes bien loin de cela; si loin même que je ne puis espérer le moindre retour d'un passé, devenu vraiment le passé. L'hémorragie cérébrale n'a été qu'une infiltration. Mais cette infiltration a touché définitivement ce mécanisme inconnu et trop délicat qui engendre la parole et le langage. Mais hier, Loti *ne pouvait plus*, — et le

répétait sans cesse! Aujourd'hui, il n'y songe pas, et *il peut*... Il peut former ses mots, les prononcer, distinctement; et sa pensée peut ainsi s'exprimer tant bien que mal, — pourvu seulement qu'elle ne soit pas trop complexe, et qu'il n'y en ait non plus pas trop à dire. Hier, l'entendant balbutier, j'avais tant de peine à retenir mes larmes! Aujourd'hui, j'ai presque envie de sourire de joie. Ce beau visage qui est là, devant Loti, c'est la merveilleuse évocation de toute la Turquie; et la Turquie, pour Loti, c'est la jeunesse d'abord, c'est l'amour ensuite, c'est la patrie enfin... La seconde patrie, sans doute, mais tellement meurtrie, et avec tant d'iniquité, qu'elle est devenue la première. Ainsi les hommes justes se révoltent désespérément contre l'injustice. Et Loti, juste entre les plus justes, s'est révolté jusqu'à en mourir. Ce n'est pas sa vieillesse qui le tue : il n'a que soixante et onze ans; et, tant que la guerre dura, il s'est battu, et la fatigue glissait sur lui comme sur les jeunes hommes. Mais la victoire remportée, ce grand cœur, qui avait cru lutter pour le droit contre la force, s'est écroulé tout à coup de voir la force, ni plus ni moins que jadis, primer le droit, et Wilson, et Lloyd George, et d'autres, épargnant la forte Allemagne pour fouler la faible Autriche et la faible Turquie, faire ni plus ni moins comme avait fait Bismarck.

Oui. Il faut qu'on sache cela. Il faut que le monde tout entier le sache. Il faut que les pharisiens, il faut que les sépulcres blanchis contemplent leur œuvre. Loti meurt de l'infamie mondiale. Loti meurt d'avoir vu trop de coupables absous et libres, et trop de peuples entiers innocents, crucifiés.

Les Grecs, maîtres de Brousse, y ont pillé la Mosquée Verte. Loti n'en savait rien. Cruauté du hasard : Mme Férid Bey, croyant qu'il le savait, en parle devant lui. Et lui comprend, trop vite.

— Cela aussi! Ils ont fait cela encore!

Alors il regarde sa main, impuissante aujourd'hui; sa main qui jadis eût été si terrible aux assassins et aux vandales! Puis, il me regarde, moi, il m'interroge des yeux. Et quand je lui ai promis de protester en son nom, d'élever la voix, à défaut de la sienne, il me remercie presque violemment : il a besoin d'être sûr, et il exige mieux qu'une promesse : un serment. Je le jure... Il me regarde encore :

— Après moi... quand je n'y serai plus... quand je ne serai plus... vous continuerez, à ma place?

Et je jure encore...

Maintenant c'est fini. D'ailleurs, le jour baisse, et voici la nuit qui vient. Elle est presque venue. Il est plus de quatre heures. Loti, toujours assis sur le petit divan de la chambre turque, a deux fois glissé en avant de fatigue. Deux fois je l'ai soutenu, remonté, et rassis parmi les coussins en glissant mes mains sous ses bras. Il pèse un poids d'enfant, ce n'est plus qu'une ombre.

Il est bien las. Mais cette Turquie, venue à lui pour ce suprême hommage, pour cette suprême visite, ce lui est vraiment une joie suprême. Et Mme Férid Bey qui le comprend trop bien ne se résout pas à rien abréger, prolonge au contraire, prolonge tant qu'il est possible ces dernières minutes, dans l'étroite chambre pleine de souvenirs sans prix, que la nuit maintenant commence à noyer dans son ombre...

Il faut partir pourtant. Le médecin m'a trop recommandé de ne pas épuiser les forces du malade. Et c'est moi qui donne le signal du départ.

Mais voilà que lui veut, aujourd'hui que ce n'est pas tout à fait impossible, le voilà qui veut descendre toutes ces marches, tout ce triple escalier interminable, et reconduire ses hôtes lui-même jusqu'à son seuil.

Nous protestons tous. Mme Férid Bey même, insiste :

— Puisque M. Farrère est là, commandant, pour vous remplacer?... Puisqu'il vous a promis tout à l'heure?...

Mais lui sourit, tout à coup; — le seul sourire que j'aurai vu ces deux jours durant, sur son masque effrayant de tristesse :

— Oh! pour ces choses-là, je n'ai aucune confiance dans Farrère!...

Et il descend...

C'est-à-dire que nous descendons d'abord, et que nous l'attendons, en bas. Dans le salon bleu, jusqu'à ce que Pierre et Lucien l'aient, en somme, porté jusqu'au rez-de-chaussée. Là, il avance lui-même, très raide, et seulement soutenu sous les bras, par les deux vieux matelots attentifs.

Et puis c'est fini. Encore le salon rouge, encore l'antichambre, encore la grille de bois, encore le perron aux marches creuses. C'est fini. La portière a claqué, puis la porte.

Le train est à huit heures vingt-cinq. Je dînerai pour la dernière fois dans la salle à manger des ancêtres à sept heures bien juste. Tout seul, ce soir : Mauberger est retourné chez lui, on l'attend ; il ne veut pas que les siens s'inquiètent ; mais il reviendra en voiture vers huit heures, et il m'accompagnera jusqu'à la gare. J'ai eu beau protester, il n'en a pas démordu.

Loti, lui, sitôt l'ambassade repartie, est remonté. Il se repose comme hier, je l'ai d'abord laissé. Mais dès six heures, il me rappelle. Et, pour la dernière fois, nous revoilà, tête à tête, dans la petite chambre de chaux blanche, entre le lit de fer et l'étroite cheminée, où flambent de grosses bûches, entassées.

Nous n'avons rien dit, l'un ni l'autre. Ou plutôt... ce que nous avons dit l'un l'autre n'est pas, ne sera jamais pour d'autres que pour nous deux.

A sept heures moins un quart, ce mercredi 28 décembre, Loti, comme je lui disais adieu, à genoux devant son fauteuil, et baisant sa main droite, m'a relevé d'un geste court, m'a appelé à lui, murmurant : « Pas comme cela, » — m'a tendu son front, a posé ses lèvres sur le mien, puis ses deux mains jointes sur ma tête, — puis, sans un mot, mais les deux yeux fixes, m'a regardé m'en aller, jusqu'à ce que je sois hors de la chambre.

A huit heures vingt-cinq, le train est parti, m'emmenant. Il pleuvait fort. Et la gare était triste, triste...

CLAUDE FARRÈRE.

UNE VOIE NAVIGABLE

ANVERS-MARSEILLE

Lorsque, le 11 novembre 1918, l'Armistice consacra la rentrée de l'Alsace dans le cadre historique de l'unité française, d'une extrémité à l'autre sur le territoire tous pensèrent ou prononcèrent cette phrase, pour nous si lourde de sens :

— Nous avons enfin retrouvé notre fossé du Rhin.

Or, aujourd'hui, cette figure matérielle du Rhin se transforme ; à l'antique notion du « fossé du Rhin » se superpose l'idée moderne de la « route du Rhin. » Le Rhin en effet peut et doit être pour la France simultanément une barrière opposable aux attaques accourant de l'Est, et un engin de transport assurant nos relations économiques du Nord au Sud et du Sud au Nord.

Le moment est venu de réaliser, grâce à un équipement de ce Rhin, cinquième fleuve français, l'union directe, par la France, de la Mer du Nord avec la Méditerranée. Car le souci de notre fortune exige que nous établissions rapidement la grande ligne de commerce Anvers-Strasbourg-Lyon-Marseille-Alger-Tombouctou.

On se souvient que Guillaume II avait dessiné le grand plan qui devait lier la Mer du Nord à la Mer des Indes, le fameux grand plan des sept B : c'est-à-dire la ligne Brême-Berlin-Budapest-Byzance-Bagdad Bassorah-Bombay. Formule bien allemande dans le pédantisme géométrique de sa présentation ; — mais formule heureuse, et dont la réalisation pacifique eût donné à la Germanie la maîtrise de l'Europe. L'édifice commencé s'est écroulé, ses ruines couvrent l'Asie Antérieure, la Turquie, l'Autriche et l'Allemagne... Et la situation est rede-

venue presque aussi nette qu'elle l'était voici vingt ans : c'est à la France de savoir en profiter.

L'Allemagne impérialiste, qui voulait dominer, prétendait lier l'Asie à la Germanie : c'était la ligne Danube-Euphrate. La France pacifique, qui veut simplement vivre, doit lier l'Afrique à la Gaule nouvelle : ce sera la ligne Rhin-Rhône.

Seulement, il faut faire vite, car l'Allemagne n'a point renoncé à son rêve : repliée sur elle-même, par la double action du « travail horizontal » et du « travail vertical » de ses magnats, véritables burgraves réincarnés, elle organise ses voies de communication intérieures en direction Nord-Est, Sud-Ouest. Durant qu'elle travaille, nous ne devons pas nous attarder à discuter.

Or, le projet du canal Anvers-Marseille a été posé dès après l'armistice. En effet, c'est l'ingénieur en chef de la Marine Émile Bertin, qui, le 6 janvier 1919, a saisi l'Académie des Sciences d'une esquisse remarquable, esquisse fondée sur la reconstitution de la France rentrée dans ses limites naturelles orographiques et hydrographiques. Cette esquisse, à la fois sommaire dans son dessin et précise dans ses chiffres, fut insérée telle quelle dans les comptes rendus de l'Académie des Sciences, sans commentaires. Aussitôt la Revue officielle que publiait alors le Sous-Secrétariat d'État de la Marine marchande, la reproduisit en l'approuvant. Certains périodiques la signalèrent. De rares journaux lui consacrèrent quelques lignes. La presse technique belge l'approuva. Puis, dans le vacarme des premiers mois de paix, on l'oublia.

Le tort causé par cet oubli est grand, car nous avons perdu là quatre années. Perte de temps, perte de travail, perte de gain économique : perte d'argent aussi, car M. Bertin avait envisagé une dépense qui, alors, eût atteint cinq milliards et qui, aujourd'hui, très certainement, dépassera le triple.

Pour cette somme de cinq milliards, le projet Bertin donnait une voie navigable profonde de 5 mètres qui, partant d'Anvers, aboutissait à Marseille, et par l'Escaut, le Rhin, la Saône et le Rhône, permettait libre passage, dans les deux sens en même temps, à des cargos de mer jaugeant 10 000 tonneaux, portant 6 000 tonnes en lourd calant $4^{m},50$, qui fussent passés de Méditerranée en Mer du Nord, et réciproquement, sans rompre charge. C'était le Steen relié à l'étang de Berre, sans qu'il fût besoin de doubler, au hasard de la fortune de mer, Gibraltar,

Ouessant et Gris-Nez. En outre, une étoile de canaux profonds de 2m,50 partait de Lyon en rayons divergents vers Genève, Bordeaux, la Basse-Loire, la Basse-Seine et Dunkerque, desservis par des gabarres de 1 000 tonnes calant 2m,30.

Ce projet eût été réalisé par une Société franco-belge qui, sous de certaines conditions administratives, eût été propriétaire de sa voie et l'eût exploitée avec le contrôle des deux Etats unis et alliés, et au bénéfice des deux nations.

Au point de vue technique, le projet se présentait ainsi.

De l'embouchure de l'Escaut à Anvers, aucun travail spécial n'était nécessaire, à l'exception de ceux que poursuivent normalement les Belges; au contraire, une entente politique eût dû intervenir avec la Hollande, maîtresse de l'embouchure.

Entre Anvers et le Rhin, le canal de la Campine était à élargir, approfondir et prolonger jusqu'au Rhin.

Le Rhin lui-même exigeait des travaux. Les Allemands ont prétendu faussement l'avoir mis à une profondeur régulière de 5 mètres jusque devant Ludwigshafen : en fait, et suivant la hauteur des eaux, on trouve une moyenne de 4m,40 jusqu'à Cologne, et des irrégularités variant entre 3m,60 et 2m,40 de Cologne à Strasbourg. Par conséquent, il y a ici une forte opération de dragage.

Entre Strasbourg et Lyon, le vieux réseau des canaux français d'Alsace était à reprendre, ainsi que le canal latéral au Rhin, le canal du Rhône au Rhin, et la Saône, cette dernière rivière fort intéressante, à raison de la bonne nature de son fond et de son faible courant.

De Lyon à Marseille, tout était à faire : M. Bertin préconisait un canal latéral sur la rive gauche qui eût donné une puissance hydro-électrique de 700 000 chevaux.

Au point de vue politique, l'ingénieur en chef demandait que la frontière du Rhin fût portée sur sa rive droite, mais qu'aucun établissement dépendant du Canal ne fût placé sur cette rive.

* * *

Or ces idées prennent une valeur singulière en ce moment.

Si cette voie d'eau Anvers-Marseille existait, la situation franco-belge serait renforcée, la crise des frets combattue, l'occupation de la Ruhr plus fructueuse, le ravitaillement de la Suisse par la France assuré, l'accord économique franco-italien cimenté,

l'exploitation de l'Afrique française et de l'Afrique belge en pleine prospérité et faisant une concurrence directe à la vente à trop haut prix des matières premières offertes par les trois Amériques.

Le projet Bertin trouve de nouveaux arguments en sa faveur dans le merveilleux développement de Strasbourg, plaque tournante fluviale dont, au début de 1919, deux mois après l'armistice, on ne pouvait prévoir la superbe destinée, et qui devient vraiment, pour un canal Anvers-Marseille, une base économique prodigieuse.

Aux frais des Strasbourgeois, l'Allemagne a très bien équipé Strasbourg : un tirant d'eau variant suivant la saison de $2^m,40$ à $2^m,85$, accorde mouillage normal à des chalands de 1 700 tonnes traînés par des remorqueurs longs de 70 mètres, larges de 6 à 8 mètres et forts de 1 000 chevaux. Des portiques mobiles, des wagonnets culbutants, des grues électriques, des bennes automatiques, des élévateurs assurent le déchargement de ces chalands à raison de 5 000 tonnes à l'heure. Les seuls silos peuvent entreposer 815 000 sacs de grains. Et toutes les installations sont à l'avenant.

Aussitôt la guerre terminée, le port de Strasbourg, revenu aux mains françaises, a repris son activité et augmenté son importance. Dans le rapport qu'il présentait en juin 1921 au Conseil municipal de Strasbourg, M. l'adjoint Henri Lévy déclarait, qu'à l'estime de tous, le port de Strasbourg, dans un proche avenir, atteindrait et dépasserait le chiffre de 6 millions de tonnes par an, ce qui représente un trafic égal à celui que Dunkerque ou Bordeaux ont réalisé pour 1922.

En effet, Strasbourg travaille désormais avec tout un arrière-pays français à qui manquait la nécessaire gare d'eau. Non seulement les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle forment la base économique de Strasbourg; mais Vosges, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Marne, Haute-Saône, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Jura, Ain, Rhône, Loire, Haute-Savoie, Savoie, Isère, et même Haute-Loire, Ardèche et la Drôme, en tout 17 départements sont en relations de plus en plus étroites avec le port de Strasbourg. Charbons, pétroles, céréales, graines oléagineuses, phosphates, vins, pâtes de bois, produits coloniaux par centaines et par milliers de tonnes passent au crible du port de Strasbourg, qui puisera à Anvers pour Marseille et à Marseille pour Anvers. Cependant que Lyon

puisera à Nantes, à Bordeaux, à Cette pour Genève et la Suisse.

La France de l'Est et du Midi se transforme peu à peu en une puissante croisée des chemins dont la Belgique, la Suisse et l'Italie se trouvent devenir autant qu'elle-même les bénéficiaires.

***

Les Allemands auraient-ils vu mieux que nous, et avant nous, les bienfaits dont la France serait redevable au canal Anvers-Marseille? On peut le croire, à considérer ce qu'ils font en ce moment à Cologne, en liaison avec Rotterdam et Hambourg, les deux places de commerce maritime rivales d'Anvers.

En toute hâte, ils tentent d'organiser à Cologne une plaque tournante, commandant une étoile de canaux et de rivières Rhin-Main-Danube. Le nouveau port se construit entre Khiel et Niehl, à 4 kilomètres en aval du centre de la ville ; 225 millions ont été votés en mars 1922 au moyen desquels une entrée de 62 m. 50 de large donnera accès dans un avant-port bordé de 800 mètres de quai avec 3 voies ferrées ; un canal de 1 100 mètres suivant le fleuve sur 100 mètres de large conduira à 3 bassins de 550, 650 et 405 mètres de long sur 70 de large, desservis et séparés l'un de l'autre chacun par dix voies ferrées. Une seule fabrique de locomotives succursale de la Linke-Hoffmann-Werke de Breslau a acquis un emplacement de 53 hectares. Et les Oelwerke Stern und Sonnenborn de Hambourg se sont assuré 50 000 mètres carrés avec une façade de 200 mètres sur le fleuve.

L'intention est claire : les Allemands veulent être prêts avant les Français, afin d'essayer de ramener Anvers, à côté de Rotterdam, dans l'orbite allemande et de drainer le commerce de ces deux ports en direction du Danube supérieur, du lac de Constance, de la Suisse attaquée par l'Est.

Arriverons-nous à temps pour déjouer la manœuvre?

Le Gouvernement helvétique nous y aide, puisque le Conseil national, par vote du 5 décembre 1922, et la Commission du Conseil des États, par vote du 30 janvier 1923, ont approuvé les décisions du Conseil fédéral, acceptant l'accord conclu avec le Gouvernement français pour l'aménagement du canal latéral au Rhin entre Strasbourg et Bâle. D'autre part, le programme des Grands Travaux français prévoit l'équipement complet du Rhône; et l'on annonce, de source genevoise, la constitution

d'une société franco-anglo-américaine présidée par le général Gérard et se proposant d'établir un canal Rhône-Rhin sous la garantie du Gouvernement suisse. Enfin un projet de loi amorce l'agrandissement du port de Strasbourg. Et le Gouvernement français, afin de favoriser le développement économique de l'Alsace et la liaison franco-belge, a levé les restrictions concernant les surtaxes d'entrepôt dont souffraient les marchandises venant par Anvers en Alsace et Lorraine.

Est-ce la reprise de l'idée de M. Bertin ? Il faut le souhaiter.

Car à la réalisation de ce plan sont intéressés la sécurité nationale et le salut économique de la France.

Ce sont les réserves africaines qui permettront à la France, à la Belgique, à la Suisse et aussi à l'Italie d'échapper à l'emprise économique allemande. C'est le Congo qui mettra l'Elbe en échec. Blés, cotons, caoutchouc, bois, et tous les produits de l'Afrique doivent venir s'accumuler sur la ligne Marseille-Lyon-Strasbourg-Anvers par l'arrivage régulier et à bon compte de tonnes en milliers et millions.

La France et la Belgique y trouveront l'amélioration de leur change et la sécurité de leur ravitaillement. La Suisse demandera à cette artère tout ce qui lui manque et qu'elle doit acquérir ailleurs pour vivre. L'Italie, de cette même artère, par Marseille-Gênes et Marseille-Naples, recevra les charbons, les minerais, dont l'absence rendait son industrie serve de l'Allemagne, les phosphates dont sa terre a besoin ; et en échange elle enverra par ce même chemin d'eau ses soufres siciliens vers nos champs et nos usines de l'Est et du Nord.

Ainsi l'artère Anvers-Strasbourg-Lyon-Marseille aura le pouvoir d'assurer presque automatiquement la sécurité et le relèvement de la France dans un accord économique étroit avec les Belges, les Suisses et les Italiens.

Seulement, il serait nécessaire de construire cette artère sans retard, et de la construire comme la voyait M. Bertin, c'est-à-dire avec un tirant d'eau suffisant pour qu'un cargo portant 6000 tonnes de marchandises puisse se rendre directement d'Alger à Anvers par l'intérieur de la France et de la Belgique : le succès de ce chemin d'eau unique au monde dépendra tout entier de sa puissance de travail.

GEORGES G. TOUDOUZE.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LE CAS DE WILLIAM BLAKE[1]

Il y avait à Londres, vers 1822, un personnage singulier. C'était une espèce de graveur, que la plupart de ses confrères devaient tenir pour un raté. Il avait publié jadis de minces cahiers de chansons extraordinairement ingénues, sorte de balbutiements lyriques, où l'on a reconnu plus tard les premières notes de la muse intime et l'aube du renouveau de la poésie anglaise. Ces albums insolites, publiés à quelques exemplaires, ressemblaient vaguement à de vieux manuscrits; le texte et les dessins étaient imprimés sur chaque feuille par des procédés spéciaux de gravure en relief, et chaque page coloriée ensuite à l'aquarelle par l'artiste et sa femme : tout, excepté le papier, se fabriquait dans le ménage. Il avait composé ensuite, par les mêmes procédés bizarres, une série d'étonnants poèmes prophétiques où l'inspiration biblique du *Paradis perdu* se mêlait aux idées de Swedenborg et à des souvenirs d'Ossian, sans que ces prodigieux grimoires eussent ému, il va sans dire, l'indifférence du public. A présent, le poète sexagénaire végétait quelque part dans une obscurité si profonde, qu'on ne savait même pas ce qu'il était devenu. Vers 1817, Carey le croyait

(1) Henry Crabb Robinson, *Blake, Coleridge, Wordsworth, Lamb*, etc., edited by Edith J. Morley, Londres, Longmans and C°, in-8, 1922. — Lawrence Binyon, *The Drawings and Engravings of William Blake*, 104 planches. Éditions du *Studio*, Londres, in-4, 1922. Cf. Alexander Gilchrist, *The Life of William Blake*, nouv. édit., Londres, John Lane, édit., in-8, 1907. — P. Berger, *William Blake, mysticisme et poésie*, Paris, in-8, 1907. W. Blake, *le Mariage du Ciel et de l'Enfer*, traduction par André Gide, 1923.

mort. On finit par le découvrir dans une ruelle du Strand, à peu près à l'endroit où s'élève aujourd'hui le Savoy Hôtel. Il ne sortait plus de chez lui: il passa deux années de suite sans quitter sa chambre, si ce n'est pour faire l'emplette d'un pot d'*ale* ou de *porter*. C'est là que vint le chercher une lueur de gloire. Déjà la renommée de ses productions étranges commençait à se répandre, et des curieux lui achetaient par charité, pour quelques guinées, des exemplaires coloriés de ses *Chansons innocentes* ou de ses *Chansons désabusées*. Un petit cercle d'initiés, le peintre Linnell, Tatham, le ménage Aders, entourait d'un culte le vieillard génial et méconnu. Il avait déjà sa légende. Et l'on commençait à parler du « divin M. Blake, qui avait vu Dieu, oui, Monsieur, et conversait avec les anges. »

C'est à peu près vers cette époque qu'Henry Crabb Robinson rencontra William Blake. C'était un avocat de Londres, d'une curiosité et d'une longévité également surprenantes. Son mérite principal était un zèle merveilleux de la littérature et un flair vraiment admirable pour découvrir le talent. Dès 1817, il proclamait le génie de Keats. Il avait fait ses études à Goettingue, et demeura toujours un trait d'union précieux entre l'Angleterre et l'Allemagne. Il rendit ainsi de grands services à Carlyle et à Mme de Staël. Cet infatigable curieux tenait un journal, qu'il poursuivit jusqu'à l'âge de quatre-vingt-onze ans, et où il notait chaque soir le détail de ses lectures et de ses conversations; il a également entrepris des *Mémoires*, et laissé un recueil de quatre ou cinq mille lettres de ses contemporains. Cette masse de manuscrits forme un répertoire de documents. sur l'histoire littéraire de la première moitié du XIXe siècle Le choix qu'en a donné Sadler en 1869 est devenu introuvable. Il faut savoir gré à Miss Morley de nous en procurer aujourd'hui un recueil raisonné. Le premier volume, qui vient de paraître, contient des renseignements précieux sur Coleridge et Wordsworth; je m'en tiendrai ici à Blake.

A la vérité, l'essentiel de ces notes sur Blake n'était pas inédit. Gilchrist avait eu connaissance des *Souvenirs* de Robinson, qu'il cite tout au long dans sa mémorable biographie du poète. Mais le texte du *Journal* diffère de la rédaction remaniée des *Souvenirs*, et ces deux documents étant du reste peu familiers à la plupart des lecteurs français, on me pardonnera

d'en rapporter quelques extraits. On y verra au naturel, comme dans une suite d'instantanés photographiques, le phénomène qu'était Blake. Le premier extrait du *Journal* est du 10 décembre 1825.

« J'écris sans ordre, au petit bonheur, tout ce que je puis me rappeler de la conversation de cet homme singulier. Comment l'appeler? Un artiste, un génie, un mystique, un fou? Il est probablement tout cela à la fois. C'est un vieillard, le visage pâle, la physionomie socratique, une expression de grande douceur, confinant presque à la faiblesse, excepté quand les traits s'animent; alors, il a vraiment quelque chose d'inspiré. L'entretien a roulé sur l'art, la poésie, la religion, mais je réussis à l'en faire sortir et à confesser mon homme. Par bonheur, j'étais à l'avance un peu au fait de ses idées, sans quoi j'aurais été souvent en peine de le comprendre. Peu après qu'il fût arrivé, Mme Aders lui montra quelques-unes de ses compositions, qu'il loua de bon cœur; il avait apporté pour le mari une épreuve de sa gravure des *Pèlerins de Canterbury*. Une des figures rappelle une figure d'Aders. « On me reproche de l'avoir volée, mais j'ai fait mon tableau vingt ans avant de connaître celui d'Aders. Il est vrai que dans ma jeunesse, j'étudiais toujours ce genre de peintures. Ce n'est pas étonnant qu'il y ait des ressemblances. » Aveu qui semble admettre une explication *humaine* de son art, mais à d'autres moments, il parle de ses ouvrages comme étant la reproduction de ses visions. Du reste, quand il dit « mes visions, » c'est de l'air le plus naturel, comme lorsque nous parlons de choses ordinaires, sans y attacher aucune importance. Du même ton naturel, il répète : « L'Esprit m'a dit... » J'en profitai pour lui dire : « Vous vous servez du mot de Socrate. Quel rapport croyez-vous qu'il y ait entre le démon de Socrate et le vôtre? » — « Le même qu'il y a entre nos physionomies. » Il se tait, et ajoute : « Socrate, c'était moi. » Puis, se reprenant : « Quelque chose comme un frère. Nous avons dû causer ensemble. Et aussi avec Jésus-Christ. J'ai un vague souvenir de les avoir connus. »

« ... A ce propos, en le reconduisant le soir jusqu'à sa porte, je voulus lui demander ce qu'il pensait de la grande question de la divinité du Christ. « *C'est le seul Dieu,* » dit-il. Mais il ajouta aussitôt : « Vous aussi. Moi aussi. » Or, il venait précisément de me parler des erreurs du Christ. Par exemple, quelle faute de se laisser crucifier ! Pourquoi se mêler de politique? Ce n'étaient pas ses affaires. « Comment, dis-je, arranger cela avec les qualités divines de Jésus? » — « Il n'était pas encore le Père, » répondit-il...

« Mais il est plus facile de rapporter les souvenirs personnels de

Blake, que ses opinions métaphysiques, assez contradictoires. Il m'a parlé de lui-même avec ce que, chez un autre, on serait tenté de prendre pour de la complaisance. Il m'a dit qu'il agit par ordre. L'Esprit lui a dit : « Blake, sois artiste, rien qu'artiste. Là est le bonheur. » Son œil brille en me parlant de sa vocation religieuse. L'artiste, c'est un inspiré. Quand Michel-Ange, Raphaël, Flaxman font un chef-d'œuvre, c'est par la grâce de l'Esprit. Il ajoute : « Je serais fâché de posséder aucune gloire sur terre. Toute gloire mortelle est retranchée de la gloire immortelle. Je ne fais rien par intérêt. Je vis pour l'art. Je n'ai pas de désirs. Je suis heureux... »

Robinson note encore, à bâtons rompus, quelques-uns des propos de son étrange interlocuteur : à savoir que la terre est plate, que l'éducation, c'est le péché, pour finir par un dialogue de Blake et du Soleil. Et il est clair que ces folies, si bien qu'il se flattât d'y être préparé, ne laissent pas d'ébahir l'avocat londonien; mais, tout en se hâtant de les ajouter à sa collection, il ne peut s'empêcher de conclure : « J'éprouve en somme beaucoup de respect et d'admiration pour lui. C'est un type sympathique, un être de bonté, et quant à son génie de poète et d'artiste, il ne fait pas de doute pour les bons juges. » Et, résumant plus tard, après la mort de Blake, son opinion définitive : « Sans doute, le pauvre homme était fou, mais il y a dans sa folie quelque chose qui m'intéresse plus que la santé de Lord Byron ou de Walter Scott ! »

Je n'ai pas résisté au plaisir de citer ce document, qui nous rend si présent l'étonnant personnage. Mais depuis un siècle la situation de Blake a bien changé. On aurait fort surpris Crabb Robinson lui-même, si on lui avait dit que son excentrique ami effacerait un jour les gloires officielles de la vieille Angleterre. Depuis une soixantaine d'années, depuis le jour où Rossetti reconnut dans le bonhomme l'ancêtre des Préraphaélites, depuis la *Vie* de Gilchrist et l'essai de Swinburne, la figure de Blake n'a cessé de grandir. Les commentaires savants s'ajoutent aux éditions populaires de ses œuvres. Les éditions originales atteignent des prix extravagants. C'est une vogue qui rappelle à la fois celle de notre Stendhal et celle de Botticelli, avec je ne sais quoi de plus intime et de plus anglais, quelque chose comme une tendresse et un patriotisme, une faiblesse qui tient en partie aux infirmités mêmes de Blake, et que redoublent encore le mystère de ses « visions » et l'énigme de sa « folie. »

C'était le fils d'un petit commerçant, un bonnetier de la Cité, et qui lui-même, par prudence ou par inclination, ne voulut être qu'un artisan, et choisit le burin comme un gagne-pain plus assuré que la peinture. Comme le remarque très justement M. Lawrence Binyon, dans la belle préface qu'il vient d'écrire pour son *Choix de dessins de Blake*, dans un temps où l'on n'enseignait que la peinture à l'huile, le goût de Blake pour le métier et pour des moyens d'expression directs et variés, est un trait tout particulier. C'était un descendant des ouvriers du moyen âge. Sa première œuvre, faite à seize ans, en 1773, *Joseph d'Arimathie dans les rochers d'Albion*, est significative. « Voici, dit l'inscription, un de ces maîtres gothiques qui construisirent les cathédrales, dans ces temps que nous appelons les siècles de ténèbres; ils allaient vêtus de peaux de moutons et de chèvres, et le monde n'était pas digne d'eux. Tels furent toujours les vrais chrétiens. » Cette phrase est tout un programme. L'instinct du « primitif, » la nostalgie de ces grandes époques religieuses, qui ont semé sur le sol chrétien les gigantesques monuments de leur génie et de leur foi, l'idée que ces vieux âges possédaient la vraie entente de la vie et du bonheur, et que le progrès n'est que décadence, ce sentiment des ruines morales causées par un siècle orgueilleux de critique et de science, tout cela forma de bonne heure le premier article du *Credo* de Blake. Son maître Bazire l'envoya tout jeune dessiner les tombeaux de Westminster, pour le recueil des *Antiquités britanniques* de Gough. Ce fut là son école et la source de ses songes : c'est là qu'il apprit à remonter le passé dans ses rêves. Il en rapporta le dégoût de l'art moderne, l'horreur de la platitude bourgeoise, l'amour des grandes choses, le démon de l'histoire et de la poésie. A quinze ans, son parti est pris : il se donne sa mission, qui sera de réveiller dans les âmes engourdies par le bien-être et la matière, le sentiment du grand art et le sens des idées.

Sans doute, cette attitude n'est pas particulière à Blake. Toute la seconde moitié du XVIIIe siècle est marquée, en Europe, par ce grand courant anti-rationaliste, par ce vague désir d'un bain de sentiment, d'un rafraîchissement des âmes. Seulement, ces idées tombaient sur un terrain tout préparé, nature étrangement sensible et imaginative, sujette à des ravissements, à des sortes d'extases, à ces dédoublements de la personnalité,

où la pensée voyage et parcourt des mondes, « franchit des monts et des vallées qui n'ont rien de réel, » tandis que le corps continue son existence machinale. Cela avait commencé de très bonne heure chez Blake : ces phénomènes se confondaient avec les plus lointains de ses souvenirs d'enfance. A quatre ans, il vit l'Éternel face à face : Dieu appuyait son front de givre à la vitre de la croisée, et le petit fondit en larmes. Un peu plus tard, se promenant dans la campagne de Dullwich, il vit un arbre tout fleuri d'anges. Une autre fois, il les aperçut qui se mêlaient aux travaux d'un groupe de faneurs. A trente-cinq ans, Jéhovah se montra pour la seconde fois ; Blake le vit planer au sommet de son escalier, qu'il remplissait de l'ombre formidable de ses ailes. Chose curieuse ! Les apparitions ordinaires, les démons, les fantômes, ne semblaient pas faits pour lui : il ne voyait pas ce monde-là. Il n'aperçut qu'une fois un spectre, et prit la fuite.

Dès lors, le monde des sens n'exista plus pour lui. L'univers physique, la nature matérielle qui se construit à l'aide des sensations, ne lui parut qu'une illusion et une pure fantasmagorie ; la seule réalité, c'était le surnaturel. La création n'était pour lui qu'une vaste allégorie, un ensemble de signes remplis secrètement d'une signification sacrée : toute chose recélait un mystère, un au-delà, une idée qui se découvrait à l'esprit doué de double vue. Pour une tête ainsi faite, rien de plus étranger que les procédés du raisonnement scientifique. Tout ce qu'on appelle naturalisme, le sensualisme de Locke, la physique de Newton, était l'œuvre de Satan et le synonyme de l'Anté-Christ. C'était pour Blake l'objet d'une sainte colère. Il se croyait appelé à ramener les hommes dans les voies pures de l'intuition. Pour déchiffrer le texte du poème éternel, pour comprendre le sens du divin hiéroglyphe, la véritable méthode n'était pas la science. Le secret de la vie appartient au vrai confident de l'Artiste suprême, à l'homme qui seul possède la clef du langage céleste ; le dernier mot des choses est amour, poésie.

Réduite à ces traits essentiels, la pensée du peintre-poète se comprend assez bien, et forme même dans l'ensemble un système assez cohérent. Il n'y a pas là de quoi convaincre un homme qui ne jouit pas de son bon sens. Rien ne prouve d'ailleurs que Blake ait été un malade. Sa santé au contraire

semble avoir été excellente. Ses portraits nous représentent une figure de vieux gentleman, aux épaules massives, aux lèvres narquoises et dédaigneuses. Il n'y eut jamais à lui reprocher une indélicatesse. Il mourut sans un sou de dettes. Bien mieux : rien ne put le décider à faire des concessions et à sacrifier sa dignité d'artiste. Il savait qu'il avait raison. Il savait que l'art anglais, comme tout l'art de son temps, périssait faute d'idées. Qu'est-ce que cette école qui n'a produit que des portraitistes, et pour tout idéal, n'a su que se consacrer au service de la vanité d'une clientèle d'aristocrates et de bourgeois? C'est ainsi que Rembrandt, dans son moulin de Leyde, se révoltait contre la platitude d'un entourage mesquin et d'une école terre-à-terre. Blake n'est pas plus fou que le jeune Rembrandt.

Malheureusement, il était beaucoup plus mal élevé. Il manquait à ce pauvre artisan la forte culture artistique qu'on pouvait recevoir dans tous les ateliers de la Hollande classique. Il lui manquait, en un mot, d'être autre chose qu'un *primaire*. C'est un grave danger pour l'esprit, surtout dans un pays où souffle seul le vent de la Bible. Le cas de Blake s'éclaire vivement, si l'on réfléchit à la forme spécialement anglaise de l'esprit religieux. On s'étonnera moins des rapports qu'il croyait entretenir avec Dieu, si l'on pense que des relations du même genre sont à la base de la plupart des sectes protestantes. L'éducation biblique repose tout entière sur la communication immédiate avec l'absolu. C'est un fait que Blake s'est toujours donné pour inspiré, mais pour lui, rien de plus ordinaire. Il différait seulement par la qualité de l'âme et par le degré ou la puissance de l'imagination, d'une foule d'autres visionnaires qui couraient les rues de Londres, et dont personne ne parle plus.

Enfin, pour comprendre Blake, il faut tenir compte de son jargon. Tout mystique et presque tout artiste a le sien, qu'il faut savoir entendre. Si Blake parle de Rubens et de Reynolds comme de deux « démons » faits pour détruire la peinture, le mot n'est sans doute pas à prendre au pied de la lettre; c'est une hyperbole biblique, pour dire que Blake n'aime pas leur genre de peinture. Il y a ainsi bien des cas où il faut en rabattre, et où les « puissances célestes » et les « amis d'en haut » ne sont que des métaphores pour désigner des faits d'une nature beaucoup

plus modeste. Il est difficile de dire dans quelle mesure l'artiste était la dupe de ce langage. On le voit dans la même lettre parler de ses poèmes comme d'ouvrages impersonnels, étrangers à lui-même; quelques lignes plus loin, il parle de son génie et de sa volonté. Il en va de même lorsqu'il écrit à son « céleste ami » Flaxman qu'il vient d'emporter dans ses bagages une infinité de dessins « faits dans des vies antérieures : » on devine qu'il s'agit de gravures d'après des maîtres préférés, et que cette métaphore plaisante et magnifique dissimule un aveu fort simple et naturel. On préférerait sans doute le catalogue de ces estampes, mais ce n'était pas sa manière de faire ni de dire les choses sans un peu de mystère.

Oui, nous serions curieux de connaître ses « sources » et de savoir au juste de quels éléments cet autodidacte a pu se composer sa culture. Sans doute, rien n'eût paru plus sacrilège à Blake. Il n'a jamais voulu convenir qu'il y eût rien de commun entre la mémoire et l'imagination, entre les sens et la poésie. Il fut de ceux pour qui l'art est un don, une chose toute divine. Sa théorie de l'inspiration n'est qu'une affirmation passionnée de l'indépendance de l'esprit. Il est vrai qu'avec tout cela Blake n'a pas échappé à l'influence de certains modèles. Son style est plein de réminiscences, et d'autant plus qu'il s'interdit l'étude de la nature. Sa forme est une forme apprise, sans caractère original, faite de poncifs et d'emprunts aux Loges de Raphaël et à quelques figures de Michel-Ange; on retrouve dans son art le fade idéalisme mis à la mode par Winckelmann, alternant avec les grâces mièvres du gothique troubadour. C'est le vocabulaire du temps, cette rhétorique d'atelier qui régna sur l'Europe pendant un demi-siècle, et qui est le fonds commun de l'académisme « Premier Empire. »

Et cependant, qui sait? Notre critique ne nous dit pas tout. Il reste plus d'un trait dont on ne retrouve pas l'origine, et qui ne saurait s'expliquer que par un singulier pouvoir visionnaire. M. Lawrence Binyon en cite un exemple frappant. Une des plus célèbres peintures de Blake est celle d'*Élie devant le char de Jéhovah*. Le char est surprenant : il roule sur deux pythons énormes dont le corps se love en forme de roues et dont la tête s'allonge en façon de timon. Cette machine vivante est terrible. Mais l'attelage, chose prodigieuse, est composé de taureaux ailés, dont l'encolure puissante se termine par des

faces humaines. On a reconnu les *Keroubim* dont les figures monstrueuses veillent en sentinelles aux portes des palais de Khorsabad. Et cependant, ajoute M. Binyon, lorsque Blake traçait cette composition saisissante, les ruines des palais assyriens gisaient encore oubliées pour plus de quarante ans sous les sables de la Mésopotamie.

Un passage souvent cité des *Souvenirs* de Varley nous montre sur le fait le fonctionnement de la faculté que le poète appelait sa « vision. » Il s'agit du fameux dessin qui évoque le *Fantôme d'une puce.* L'esprit de l'insecte apparait sous la forme d'un Hercule bestial, dardant une petite langue acérée, qui sort d'un masque ignoble de passion cruelle et déprimée. Figure étonnante pour une mouche. Blake lui-même s'en montrait surpris.

Comme je tenais, ajoute Varley, à avoir le cœur net au sujet de la réalité de ses visions, je lui demandai s'il serait en état de dessiner ce qu'il voyait. Il me dit sur le champ : « Tenez, c'est là devant moi. » Je lui passai aussitôt du papier et un crayon, et il se mit à dessiner. Il était évident qu'il avait devant les yeux une image véritable : car il s'interrompit pour faire dans un coin de la feuille un croquis du détail de la mâchoire de la Puce ; l'animal ouvrait la gueule, et l'artiste ne put continuer son premier dessin avant que le fantôme ne l'eût refermée. La Larve, pendant ce travail, lui apprit que les puces hébergeaient les âmes des hommes sanguinaires, et que c'est pour cela que la Providence condamnait ces esprits violents à vivre dans le corps d'insectes ; « par exemple, ajouta-t-elle, si j'avais la taille d'un cheval, je pourrais dévaster la moitié de l'Angleterre. »

Il faut avouer toutefois que ces visions si vives lui présentaient rarement des créatures organisées. Il apercevait fortement des ombres peu vivantes et des silhouettes un peu vides: soit que sa main fût inhabile ou son imagination peu propre à concevoir l'individuel et le particulier. En fait, il ne s'intéressait pas aux minuties de l'étude; il ne réussissait pas le portrait. Sa mémoire, nullement physionomique, ne lui fournit qu'un répertoire de formes toujours livresques, un cahier d'expressions d'école, frappées de cette généralité et de cette fausse noblesse qui étaient à cette époque la monnaie courante du grand art.

Ce qui est merveilleux, c'est la puissance d'émotion et l'étrange beauté dont il arrive à Blake d'imprégner cette

phraséologie. La forme a beau être banale, ampoulée, maladroite, elle a beau paraître tour à tour pleine d'emphase ou de gaucherie, il y a une chose qui se fait jour à travers ces pauvres dessins et qui suffit à leur donner une valeur infinie : c'est une vertu de sentiment, une qualité de tendresse ou une éloquence de terreur, que peut-être aucun artiste moderne n'a possédées à ce degré. Jamais le don du poète n'est apparu plus qu'ici à l'état pur, indépendant des mérites de l'exécution, et capable de nous toucher en dépit de toutes les faiblesses du langage et du style ; jamais on n'a mieux vu l'insignifiance de la forme, et que la seule chose qui compte, c'est la vie intérieure et le spectacle d'une âme émue.

Je me rappelle toujours la surprise enchantée que me causa, il y a une dizaine d'années, une exposition des ouvrages de Blake à la Tate Gallery. Je ne puis oublier certaines aquarelles d'une transparence, d'une candeur, d'une beauté de spiritualité telles qu'on eût dit des rêves visibles. Il y avait une *Vie de Jésus*, une suite de rêveries en marge de l'Évangile, ou si l'on veut une sorte d'*Apocryphe de l'Enfance*, d'un charme inégalé depuis Angelico : c'était une *Fuite en Égypte*, une *Nativité* d'une beauté inexprimable, où l'enfant jaillissait du sein de la mère défaillante et agenouillée, accablée entre l'épuisement, l'extase et l'adoration. C'étaient des choses indécises, des idées, des gestes de tendresse à peine accompagnés d'un corps, des signes tout immatériels et entièrement dégagés de ce qui tient à la terre. C'était en même temps un sens incomparable du rythme et de l'arabesque, de la musique des lignes et de leur mélodie ; et puis, un instinct ravissant de la couleur précieuse, l'usage fréquent d'une gamme d'azur, d'un azur caressant, velouté, chimérique, prêtant à tout ce qu'il enveloppe la magie d'un décor de faïence persane. On retrouvait dans ces petites peintures virginales le charme inouï du poète des *Chansons innocentes* et du doux visionnaire qui avait assisté aux funérailles d'une fée.

Tel fut le cas de cet artiste unique, de ce solitaire, de cet ouvrier à qui il arriva de retrouver, par une vocation spéciale, quelques-unes des lois profondes de l'art. Sommes-nous sûrs, en effet, que tout l'objet de la peinture soit d'être un art d'imitation? Il est vrai qu'il l'a été dans l'art occidental depuis la Renaissance. Un jour viendra peut-être où ce naturalisme

paraîtra une immense erreur. On se dira alors que l'art a fait fausse route, qu'il doit être bien autre chose que la copie du réel. Il en va de cet article comme de notre nourriture sanglante et carnivore. L'Orient, vivant de riz et de thé, nous reproche de sentir la pourriture et le cadavre. Notre civilisation à ses yeux tient de la chair. Notre art lui paraît trop sensuel. Il y a eu des époques entières où l'art, bien éloigné de ce matérialisme, n'a consisté que dans un formulaire, dans l'application de préceptes, dans des traditions et des conventions savantes, dans la connaissance d'une grammaire et d'une syntaxe décoratives. La médiocrité y trouvait un soutien. Les âmes supérieures secouaient la routine et savaient humaniser ces expressions toujours les mêmes. Ainsi l'Orient a imprimé des nuances infinies sur le visage serein et impassible de ses Bouddhas; toutes les formes de la contemplation passent depuis des siècles sur les traits du dieu immobile, comme la figure de la madone offre un champ éternel aux rêves à la peinture siennoise. Une forme invariable suffit à toutes les manifestations de la poésie, un seul thème à des chants qui ne finissent plus. C'est ce qui donne une si grande beauté à l'art des grandes époques, à l'art religieux de l'Égypte, de l'Orient ou du moyen âge. Sous l'apparence du hiératisme, tout y est l'expression de la sensibilité. C'est pourquoi l'art de Blake intéresse tant les Japonais. Je ne connais que par ouï dire l'ouvrage que lui a consacré M. Yanagi, de Tokio ; j'imagine qu'il a retrouvé chez l'artiste anglais quelques-uns des mérites qui font le prix de l'œuvre d'art pour les hommes de sa race.

Enfin, il faut convenir que, sans ce fou de Blake, tout un côté de l'âme anglaise, le plus original, n'aurait pas d'expression artistique. Cet être bizarre s'est trouvé le seul peintre religieux de l'Angleterre moderne. Seul, il en a traduit le côté juif, la gigantesque ardeur biblique et apocalyptique, dans ces estampes désormais populaires du *Livre de Job*, où son burin égale presque l'aride grandeur et le souffle farouche de ce poème écrit sur l'airain.

Seul, il a peint l'Ancien des Jours et ces figures frénétiques d'Elohim ou de Jéhovah, d'Habacucs et de Jérémies, qui peuplaient les rêves sombres d'un Knox ou d'un Cromwell. Peu importe que la forme soit incorrecte et arbitraire, qu'elle ne soit souvent qu'une caricature du *Moïse* et de la Sixtine :

ces formes grandioses, que cet ignorant ne connaissait que par quelques gravures, s'emparent tyranniquement de son imagination ; elles s'installent en lui à l'état de semi-délire, avec une force incroyable d'hallucination. Elles arrivent à supplanter toute réalité, et à devenir tout de bon les vrais personnages de la vie. C'est de fort bonne foi que l'artiste vécut dans cet état de somnambulisme, où il se figurait converser avec les prophètes et souper avec Ézéchiel. Sa conviction finit par s'imposer à nous. On ne peut s'empêcher d'admirer ce pauvre homme qui vivait dans les rues de Londres avec des rêves de Michel-Ange, et qui, pour doter son pays d'un grand art national, chrétien ou héroïque, demandait des cathédrales pour y peindre les deux Testaments en larges fresques sacrées, et des murs de cent pieds de haut pour y éterniser les figures de Pitt et de Nelson, en dimensions monumentales, dans un émail indestructible. Cet ambitieux bonheur lui fut refusé. Il ne put s'exprimer que dans le format de l'aquarelle et de la feuille d'album, mais il dut à cela d'être maître de rêver à son aise et de créer ainsi en toute liberté un art d'un étonnant lyrisme, un miracle de poésie. A force d'ingénuité, il arrive à traduire en lignes et en couleurs la fluide beauté d'un vers de Shakspeare, « la Pitié qui se penche, en traversant le ciel sur les coursiers aveugles de la nuit. » Il arrive à rendre la fraîcheur à une métaphore usée, dans la paradisiaque peinture du *Fleuve de la vie*. En vérité, ce pauvre artisan fut un des magiciens, un des poètes de la peinture, comme il fut, dans ses bons moments, un des plus délicieux musiciens du vers. Si c'est là être fou, il faut convenir que sa folie, comme l'écrit Robinson, a de quoi nous intéresser plus que ne le fait la santé de lord Byron ou de Walter Scott.

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

VISAGES D'AUTREFOIS (1)

Ce n'est pas une galerie de portraits, c'est un album de photographies, que Mme Marie-Louise Pailleron a voulu composer. Elle l'a fait de la plus heureuse manière, avec un soin curieux et tendre. Une galerie de portraits, si belle et si attrayante soit-elle, a quelque chose de cérémonieux et fastueux. L'on s'y promène sans familiarité. L'on est au musée, propriété de l'État. L'État, c'est nous; ce n'est exactement personne. Mais voici que vous feuilletez cet album de photographies que je disais, réunion d'une famille et de ses amis, simples images et d'une vérité parlante, plusieurs images de celui-ci ou de celle-là, depuis l'enfance ou la jeunesse, jusqu'à un âge plus avancé, jusqu'à la veille de la mort. Et, vieillissant, ces gens gardent leur ressemblance, même si leur caractère se modifie selon les hasards de la vie, selon la chance ou le contraire, selon l'effort qu'il a fallu donner. Autant d'images et autant d'incidents commémorés; les incidents sont les étapes de la destinée continue. C'est un roman, c'est une histoire, qui se déroule avec lenteur, et très vite pourtant : les dates de mort, auprès des dates de naissance, indiquent la courte durée humaine et l'inévitable repos où l'agitation trouve la preuve de sa courageuse vanité.

C'est une histoire; et c'est de l'histoire. Qui raconterait au jour le jour, avec une intelligente exactitude, l'anecdote d'une famille ou d'un groupe d'amis, amis ou ennemis quelquefois, contents ou tristes, sages ou non, victimes de calamités ou de leur maladresse, un tel conteur, annaliste simple et de bonne foi, sans dédain, sans

(1) *François Buloz et ses amis, les Derniers Romantiques*, par Mme Marie-Louise Pailleron (Librairie Perrin).

éloquence, ressusciterait beaucoup plus de passé que ne font, sous le nom d'historiens, divers philosophes ou orateurs, commentateurs des grands événements et inventeurs de leur enchaînement.

Peut-être Salluste, précurseur de Carlyle et d'Emerson, a-t-il induit en erreur sa postérité, quand il a dit que l'histoire est l'aventure d'un petit nombre d'hommes ou de héros. Il y a, du moins, une autre histoire, d'un chacun et de tout le monde. L'histoire, comme l'entend Mme Marie-Louise Pailleron pour notre plaisir, est familière et intime. Ses personnages sont, d'ailleurs, presque tous, fort célèbres; George Sand, Alfred de Musset, Victor Hugo, Sainte-Beuve, les romantiques et les écrivains du deuxième Empire : voilà les protagonistes et les comparses. Mais elle nous les présente tels que les contemporains les ont vus, dans le tracas ou le trantan quotidien.

Vous rappelez-vous ce poème de Robert Browning? Un gros garçon, vêtu comme ceci ou comme cela, et tout pareil à d'autres, passe, un jour, sur le pont de Tolède : plus beau qu'un autre? non; plus singulier? non. Seulement, c'est Lope de Véga.

L'on réplique : « Non! Lope de Véga, c'est le poète qui... et qui... » C'est aussi ce gros garçon. Comment ce gros garçon fut, en outre, ce poète, voilà ce qu'on invite votre rêverie à deviner.

Comment nos pères ont vécu en leur temps, comment ils ont résolu le problème de vivre, comment ils compensaient leurs fautes par leur ingéniosité ou leur patience, comment ils ont payé leur imprudence : est-il une rêverie plus attachante? Et, dans la foule d'autrefois, qui est morte, l'on a choisi de glorieuses figures ou, sans gloire, dignes d'estime ou d'amitié.

Mme Marie-Louise Pailleron, qui est petite-fille de François Buloz, a de magnifiques archives, la correspondance de son grand père avec les collaborateurs de la *Revue des Deux Mondes*, romanciers, poètes et chroniqueurs les plus renommés de l'époque. Voilà de beaux documents. Elle les complète par d'autres, qu'elle trouve dans les collections particulières, les bibliothèques et, notamment, à Chantilly, dans la série Lovenjoul. Elle accomplit ce travail avec une exacte méthode, avec un zèle où il y a du plaisir et de la piété. Elle ne néglige aucune information, ne méprise aucun détail. Elle a bien raison : le détail, c'est la vérité; sans le détail, un visage n'est que deux yeux, un nez entre les deux oreilles, et une bouche. Enfin, le plus petit détail que l'on découvre est une victoire contre l'oubli, contre la mort. A cette lutte, si pathétique, Mme Pailleron donne son cœur et son ingéniosité. A peindre juste, et avec le détail, elle donne son

talent, vif et aimable, son entrain, sa ferveur, tout un manège de savante et sentimentale gentillesse.

Mme Sand, qu'elle appelle George, est son amie. Elle ne veut pas que George lui cache rien de ses projets, de ses ennuis, de ses tourments, de ses folies. George est souffrante : la grippe? et les tracas, probablement. Solange aura été insupportable. Et George ne sait pas se reposer. En 1860, au printemps, George se retire à Gargilesse, petit hameau de la Creuse. Mme Pailleron se demande si George dut s'y plaire. Il faut connaître Gargilesse. Elle y va, et par le chemin que prit George, venant de Nohant. La route « plonge et grimpe à travers collines et vallons ; » une rivière, tantôt sage et tantôt non, suit la route, la quitte, la rejoint, saute par-dessus des rochers, court et s'apaise à être lente. Voici Gargilesse, au fond d'un trou ; Gargilesse, un château et quelques maisons de paysans. George n'a point habité le château, mais une simple maison de paysan, pareille à toutes les autres : un seul étage, sous un grand toit rabattu. L'herbe et le lichen, sur les marches de l'escalier, prouvent qu'il y a de l'humidité : George s'enrhumera. Au rez-de-chaussée, une mauvaise chambre et mal éclairée, où George a corrigé le *Marquis de Villemer*. George était simple de goûts et d'habitudes, ne souhaitait ni luxe ni seulement confort, comme nous disons. George se plut dans cette chambre et se plut à Gargilesse, en aima le silence, aima aussi le bruit de l'eau continuelle. Et George avait alors la passion de la géologie ; elle faisait de grandes promenades, dès le matin, à la recherche des cailloux remarquables qui l'invitaient à rêver sur les temps immémoriaux, l'âge de pierre et les révolutions du globe.

La première place, dans le livre de Mme Pailleron, appartient à François Buloz. Il travaille et, sans fatigue avouée, il vieillit. Sa besogne et sa pensée constante, c'est la *Revue*, qui prospère et qu'il a résolu de mener à la perfection. Il a bien des difficultés, sous l'Empire, à cause de la surveillance du Gouvernement. Il n'est pas du tout bonapartiste, mais libéral. Du reste, il n'entend pas attaquer de front le régime, dont la politique ne lui paraît pas toute blâmable. Il n'approuve pas l'Empire, ne l'aime pas et le préfère cependant à la démagogie, à l'anarchie, parce qu'il est un homme d'ordre et n'est pas un homme de parti. L'ordre dans la rue, et son indépendance à la *Revue*, sa pleine indépendance : voilà ce qu'il réclame. Il reçoit des « avertissements, » si Forcade signale sans précaution l'imprévoyance des ministres, leur prodigalité. M. de Persigny se fâche et annonce qu'il ne laissera pas alarmer le pays. Buloz est habile

et manœuvre de manière à calmer Persigny. Cela se fait assez bien. Buloz ni la *Revue* ne sont véritablement persécutés. Buloz, néanmoins, se prend, sous l'Empire, à regretter la République, non qu'il la crût excellente; mais il « se faisait » à elle, quand elle a succombé.

L'habileté ne le rend pas timide et, pour ne point offenser le pouvoir, il n'a que la prudence indispensable. Quand George Sand lui propose *La Quintinie*, dont le sujet n'est pas de tout repos, il l'accepte avec bravoure. Il prie l'auteur de supprimer seulement les passages trop dangereux et, d'ailleurs, insolents. George Sand avait écrit : « Vous arriverez, si vous êtes de bonne foi, à embrasser la totalité du clergé dans un réseau de douleurs, de rages, de hontes et de désespoirs... » Non, dit Buloz. Il a consulté son avocat : cette phrase aura les pires effets; l'auteur et la *Revue* seront poursuivis sous l'accusation d'outrage public à la religion et au clergé. Donc, supprimons cette phrase! George Sand y consent volontiers. Peut-être y consent-elle plus volontiers, en relisant cette phrase, toute en galimatias, il me semble.

Buloz ne l'incriminait pas là-dessus : l'argument de circonspection politique suffisait. Faute de cet argument, je crois qu'il aurait supplié la romancière de ne pas embrasser le clergé dans un réseau. Car il avait grand soin de la bonne langue et, le cas échéant, réprimandait à ce propos ses plus illustres collaborateurs.

Il ne lui permettait pas d'écrire « rentrer des sentiments » ou « des soupirs, » ou d'écrire « malgré qu'elle soit modeste... » Il l'excusait de bredouiller ainsi « dans la chaleur de la composition; » mais il la corrigeait sur épreuves et l'engageait à ne pas oublier les préceptes du « pauvre Planche, » qui savait le français et avait du goût. De temps en temps, il la grondait : « Sa vue éveille bien des blessures; » éveiller des blessures!... « J'ai été fort impressionnée de ce couplet; » ce mot, *impressionner*, ne vaut rien; Planche le détestait, il en jetait les hauts cris. Petites inadvertances! mais « vous êtes maintenant dans une voie si haute et si sereine que je tiens à m'associer quelque peu à vos efforts en revoyant le plus sérieusement possible vos épreuves... » Et George Sand remercie Buloz. Ces gens ont de l'esprit, de la simplicité, de la bonhomie.

L'attention de François Buloz à tout ce qui regarde la *Revue* est admirable. Il aime sa *Revue*. Elle le récompense; elle l'enrichit de telle sorte que le voici en mesure d'acheter, en Savoie, un domaine de Ronjoux, près de Chambéry, où il est content d'être chez lui.

Buloz à Ronjoux : grande joie de propriétaire, et la tranquillité, le repos si bien gagné ! Vers 1860, on lui offre, de la *Revue*, un million quatre cent mille francs. Il pourrait ainsi passer, dans son domaine de Ronjoux, de longs mois. « Je n'ai pas, écrit-il à Mme Sand, une grande âpreté : ma position me suffit. Je laisserai toujours à mes enfants plus que je n'ai reçu de mon père. Ils travailleront, d'ailleurs, comme le doit tout honnête homme... » Buloz vendra-t-il la *Revue* ? Il ne la vendra pas : la *Revue*, qu'il abandonnerait, aurait des risques à courir, conduite par de nouveaux maîtres ; Buloz ne l'abandonne pas. Il l'aime trop, pour l'abandonner.

S'il l'abandonnait, ce serait pour Ronjoux. Il aime la *Revue* et Ronjoux : deux tendresses qu'il a bien de la peine à réunir ; la *Revue* ne lui permet pas de quitter Paris comme il le voudrait. Il s'échappe, l'été, entre deux numéros ; il emporte des épreuves à corriger. Au milieu des montagnes de Savoie, il songe à la *Revue*, il s'occupe d'elle. Jamais il ne l'oublie ou ne la néglige.

Comme il ne se figure pas un plus grand bonheur et plus charmant que d'être à Ronjoux, il y envoie dès le printemps et y installe de son mieux sa femme et sa fille. Elles ne s'y amusent pas. Elles s'y ennuient d'une façon qu'il ne peut concevoir. Au milieu des montagnes de Savoie, dans le sublime paysage, Mlle Marie Buloz devient mélancolique. C'est une chose qu'il n'admet pas. Il n'entend rien aux femmes ! dit Mme Buloz. Ni aux jeunes filles ! ajoute Mlle Buloz. Et Mme Pailleron : c'est la vérité.

Il se demande ce que peut avoir sa fille Marie à ne pas trouver Ronjoux le plus agréable séjour. Est-elle malade, ou absurde ? Elle s'ennuie. Buloz ne s'ennuyait pas : il travaillait. Et, pour entendre les femmes, il lui manquait d'imaginer une autre opinion que la sienne. Il était extrêmement intelligent, mais dénué de scepticisme ou incertitude.

Il avait deux fils. L'aîné, Louis Buloz, il l'associa tout jeune au gouvernement de la *Revue*. C'était un garçon très différent de lui, sans rudesse, et qui remplaçait par une adresse la plus jolie, par la douceur persuasive, l'impériale énergie de François Buloz. Il obtenait le même résultat, de bien faire et selon sa volonté bien réfléchie. Buloz se reposait sur lui de beaucoup de choses. Mais ce jeune homme, si aimable et si heureusement doué, mourut, au mois de juillet 1869, d'une maladie de cœur. Ce fut, pour François Buloz, qui avait alors soixante-dix ans et qui devenait aveugle, un coup terrible, qu'il surmonta, sans se plaindre, non sans pâtir de cruelle douleur.

Il se remit à la besogne, tout seul, et redoubla de vaillance, du moment qu'on ne l'aidait plus.

Sa correspondance avec George Sand le montre ce qu'il était, un excellent homme et d'une singulière patience. George Sand l'a houspillé toute sa vie. Et sans doute il avait besoin d'elle, qui lui donnait, pour la *Revue*, de bons romans, et de moins bons, mais que les lecteurs avaient l'usage de trouver à leur goût. Buloz avait besoin de George Sand; et puis il l'admirait, et il l'aimait de parfaite amitié. Elle abusait de son avantage. Elle taquinait Buloz, le traitait mal, se fâchait avec lui, se réconciliait, se fâchait encore et lui faisait un procès. Buloz pardonnait, avec une adorable mansuétude. Elle recommençait, avec une espèce de diablerie.

Buloz était, je le disais, un homme d'ordre. Et Nisard n'a pas du tout mal appelé George Sand « l'apôtre du désordre. » En 48, elle est dans son élément : les révolutions, que déteste Buloz, font grand plaisir à George Sand. Elle l'injurie des noms de « bourgeois, » ou d'« infâme bourgeois, » — c'est, en deux mots, une seule idée, — et de « garde national. » En 1848, elle a passé la prime jeunesse. Lelia tourne à la bonne dame de Nohant. Mais la bonne dame, que n'alarme plus tant l'amour, s'enflamme de politique véhémente. Elle a encore un amant : c'est le Peuple.

Nouvel amant, nouveaux déboires. « J'ai vu le Peuple grand, sublime, naïf, glorieux. J'ai passé bien des nuits sans dormir, bien des jours sans m'asseoir. On est fou, on est ivre, on est heureux de s'être endormi dans la fange et de s'éveiller dans les cieux ! » Voilà ce qu'elle dit, ce qu'elle écrit, de tout son cœur. A-t-elle, ou non, dormi? Elle ne le sait plus. Elle aime le Peuple, et délire d'amour. Un mois plus tard, elle écrit : « Les hommes sont faux, ambitieux, vaniteux, égoïstes, et le meilleur ne vaut pas le diable ; c'est bien triste. » Les déceptions ne lui ôtent pas son ardeur. Elle publie des *Lettres au Peuple*, des *Apostrophes aux bourgeois*. Elle n'est pas raisonnable.

En 1851, la *Revue* donne son *Château des désertes ;* mais Buloz a traité, non pas avec elle, avec l'éditeur. Elle est réconciliée avec Buloz; elle boude encore. Buloz, pour l'amadouer, se multiplie; et Mme François Buloz négocie avec la boudeuse. Les « bons rapports d'autrefois » ne sont rétablis qu'en 1858. Alors Buloz envoie à George Sand les dix années de la *Revue* qu'elle ne connaît pas ; elle ne lisait pas la *Revue*, quand elle n'y écrivait pas. Elle dit que c'est un recueil intéressant. Elle n'en admire pas toutes les pages : « Il y a, par

exemple, des articles contre moi que, naturellement, je trouve bêtes. Je vous ai trouvé mauvais envers moi. » Buloz mauvais pour George Sand? Elle vient de lire, et n'en a pas été contente, un article de Mazade, du mois de mai de la précédente année. C'est au sujet de l'*Histoire de ma vie*, où Buloz est traité de « Genevois têtu et brutal. » Buloz était Français, né en terre française. Et George Sand dénigrait la *Revue;* enfin Buloz avait prié son collaborateur de noter que George Sand avait peu de mémoire et, par l'oubli, allait à l'ingratitude.

Elle n'était pas si oublieuse. Elle garda son ressentiment et le fit taire, voilà tout. Et elle offrit à François Buloz *Elle et lui*, le récit de son aventure ancienne avec Musset.

La *Revue* avait publié jadis la *Confession d'un enfant du siècle*. Depuis lors, un quart de siècle a passé. Le scandale de cette anecdote amoureuse a disparu; n'est-il pas bien tard pour parler encore d'elle?... Musset venait de mourir. La mort de Musset donnait de l'« actualité » aux vieux souvenirs de son amante. Et c'est absurde; et ce n'est pas délicatement joli.

Le « bourgeois » Buloz publiera-t-il *Elle et lui*? L'auteur dut n'en pas être sûr. Mais Buloz n'était pas ce « bourgeois » que détestait George Sand, les jours de brouillerie. Pas du tout! Il publiera *Elle et lui*. Tout au plus réclame-t-il, par endroits, de petits changements. Il les réclame très finement, d'une manière assez plaisante. Il ne dit pas que George Sand n'écrive pas la vérité, n'ait pas le droit de l'écrire; et George Sand n'avait pas eu tous les torts. Il le sait; il a maintes fois défendu George Sand. Mais le public n'est pas si informé de tout cela que la sévérité de l'amante pour l'amant qui vient de mourir ne le choque pas. Dans le roman, l'héroïne, sous le nom de Thérèse, on la reconnaît bien : c'est George Sand. Buloz invite George Sand à représenter son héroïne « moins parfaite, » un peu moins parfaite, afin que l'on voie la modestie de l'auteur et son indulgence à l'égard d'un mort. « Il faut, en quelque sorte, tout peser et modérer, comme si Alfred était là et pouvait vous répondre... » N'est-ce pas? Et le terrible reproche est enveloppé le mieux du monde. Buloz voudrait qu'on ne s'aperçût pas de ce que fait George Sand qui, pour attaquer Musset, profite de ce qu'il vient de mourir. « Il y a peut-être aussi des choses qu'il ne faut pas toucher quand il s'agit d'une personne qu'on a aimée, je veux dire le côté pécuniaire... » Assurément! Elle ne s'en était point avisée.

Elle se défend; elle a raison de se défendre. Par exemple, elle n'a pas tué le poète. Musset se plaignait que George Sand l'eût bel et

bien tué : non ! elle lui a fourni ses plus magnifiques et touchantes inspirations. Mais ne pourrait-elle pas se défendre avec aménité ? ne pourrait-elle ménager le mort, qu'elle n'a pas tué, qui cependant est mort ?

Enfin, Buloz serait enchanté si George Sand mettait un peu d'ombre sur les endroits où Thérèse « passe si facilement des bras de Laurent dans ceux de Palmer. » C'est l'épisode Pagello, qui ne gêne pas George Sand et qu'elle raconte avec une admirable tranquillité. Cela, dit Buloz, fera crier. Il ajoute : « Moi, cela ne me choque pas trop ; mais le monde en sera plus choqué... » Buloz est charmant.

Je crois que George Sand fut bien étonnée d'apprendre qu'on serait choqué. Elle avait cinquante-quatre ans. Cette histoire de sa jeunesse lui paraissait de l'histoire, et quasiment vénérable. Nous avons un peu de peine à entrer dans l'idée d'une dame qui a ses plus folâtres souvenirs environnés de la majesté de l'histoire.

Buloz est brave. Buloz publie *Elle et lui*, sachant à merveille qu'il en aura des reproches. Il considérait George Sand et Alfred de Musset comme des écrivains de génie et trouvait juste que le génie eût des privilèges. Doctrine assez dangereuse, et dont le génie abuse ! Mais ce « bourgeois » ne fut-il pas l'ami des romantiques ? En outre, il s'attendait que le roman d'*Elle et lui* répandît une excellente vérité morale : c'est que le désordre ne vaut rien. Désordre et génie ? Le désordre nuit au génie, répond Buloz ; et il espère qu'on s'en aperçoit en lisant le roman. L'artiste n'est grand, ne l'est tout à fait bien, que s'il a su se rendre maître de sa vie. La passion crée le poète ? Buloz a beaucoup de bon sens : il ne faut pas que le poète soit toujours dominé par ses passions, jusqu'à en devenir l'esclave malheureux et dérisoire. « Quelle vie n'aurait pas fournie Alfred, s'il avait pris le dessus ! » Mais on ne dose pas facilement ses passions ; et l'on ne mesure pas son amour aux besoins de sa poésie. Voilà pourquoi Buloz est indulgent. Il a raison d'être indulgent. Son indulgence plaît encore mieux, si l'on voit d'où elle procède : Buloz adorait la littérature ; et c'est parce que l'anecdote d'Elle et de Lui a donné de la littérature, qu'il l'admet et même l'admire, en dépit des inconvénients.

Paul de Musset publia *Lui et Elle*, où il y a Musset, George Sand et Pagello, où il y a le pauvre Planche sous le nom de Diogène, où il y a Buloz. Une merveille : George Sand n'est pas émue de tout cela. Elle demeure à Nohant et, bonne dame, s'occupe de ses fermiers. Elle n'a pas le temps de lire *Lui et Elle*. Et elle assure qu'elle dort mieux que jamais.

Mazade l'accusait de n'avoir pas beaucoup de mémoire : c'est probablement la vérité. Mme Pailleron raconte qu'un jour, chez Mme François Buloz, la bonne dame de Nohant vit un portrait de Sandeau et demanda : « Qui est-ce ? » Mme François Buloz le dit ; et George Sand : « Comme il est vieux ! » Puis elle parla d'autre chose. Elle venait à peine d'achever *Elle et Lui*, elle commença *Jean de la Roche*. Elle avait une âme qui allait de l'avant.

Elle travaillait beaucoup ; elle n'était plus jeune et, parfois, sentait un peu de fatigue. Buloz, qui s'en aperçut amicalement, désira de lui adoucir l'existence. Il lui assurerait douze à quinze mille francs par an pour deux ou trois volumes. Elle répondit qu'il lui fallait vingt-cinq mille francs ; elle promettait trois volumes chaque année. Bel entrain, beau courage ! Elle faisait bien son métier. Jamais on ne la connut paresseuse.

Mais querelleuse ! Maintes chamailleries, entre Buloz et elle, se produisirent à l'occasion de Maurice, gentil garçon, qui malheureusement se mit à écrire. Aussitôt George Sand crut au génie de son fils, comme elle savait croire, sans doute aucun. Buloz n'eut pas la même certitude. Maurice avait écrit *le Coq aux cheveux d'or*. Il l'envoya tout droit à Buloz, qui n'en voulut pas. Buloz qui ne veut pas du *Coq aux cheveux d'or ?* Il ne l'a pas lu ! s'écrie George Sand ; il l'a fait lire par des méchants ! Si, répond Buloz ; je l'ai lu, mais je ne puis le publier : ce serait un scandale. George Sand l'accuse donc de la tuer. Elle est à bout de chagrins ; elle déteste son art, si maintenant Buloz ne publie pas ce *Coq*. Elle annonce même que, dans ces conditions, la *Revue* est perdue. Maurice a le plus grand talent qui soit, Maurice a du génie : tant pis pour la *Revue* et pour Buloz !

Néanmoins, Buloz et George Sand se réconcilient. Leur amitié est horriblement orageuse : une vraie amitié pourtant, et qui n'est jamais finie.

Le livre de Mme Marie-Louise Pailleron relate les péripéties de cette amitié pendant le deuxième Empire. Les autres personnages n'y apparaissent que par moments. Ce sont de grands personnages, dignes de tant de curiosité que les moindres détails qui les concernent font plaisir.

En 1863, George Sand ne connaissait presque pas Flaubert. La *Revue* n'avait pas loué *Salammbô* sans réserve et avait blâmé « le silence qui remplit Mégare. » Aussitôt George Sand écrit à Buloz : « Rien ne me persuadera que *le silence qui remplit Mégare* ne soit une chose belle et grande... » Et Flaubert ? Il est « original et fort : »

si la critique ne l'admet pas, elle se trompe. George Sand, qui admire Flaubert, veut qu'on remarque son admiration, qui ne vient pas de l'analogie du talent. Il y a, dit-elle, deux littératures; et l'une est *réaliste*, l'autre *idéaliste*. Pour mieux parler, ajoute-t-elle, toutes choses ont deux aspects, au moins deux, l'aspect réaliste et l'idéaliste. On appelle Flaubert réaliste; elle, idéaliste. Mais l'un et l'autre système se valent; tout dépend de l'écrivain. George Sand et Flaubert seront de grands amis, prochainement. Flaubert n'admirera pas George Sand moins qu'elle ne l'admirera et ne l'admire déjà. C'est ici le commencement de leur intelligente amitié, qui n'est pas dupe des systèmes.

Je feuillette l'album de photographies. Voici Hugo. Il publie son *William Shakspeare*. L'enthousiaste George Sand n'avait rien lu de si beau! Elle écrit, pour la *Revue*, un délirant éloge de ce livre. Buloz l'avertit que ce beau livre est la risée de tout Paris : c'est Renan qui l'a dit à Buloz ; et Buloz le croit sans peine. Un livre plein « d'énormités et de personnalité. » Le grand Italien, dit Hugo, c'est Dante; le grand Anglais, Shakspeare; le grand Allemand, Beethoven... Et le grand Français? Hugo, prétend Buloz, ne nomme pas le grand Français et laisse la place vide afin que l'on ait l'obligeance d'y mettre Hugo. C'est malveillant! Mais Buloz reproche à Hugo d'être injuste, en ne citant ni Gœthe ni Mozart. Pourquoi ne pas citer Gœthe? Jalousie! Et Mozart? Il ne le connaît pas. Hugo n'entend rien à la musique. Un jour, les Blaze avaient invité les Hugo à l'Opéra, où l'on donnait l'*Euryanthe* de Weber et un ballet. Hugo arrive après *Euryanthe* et, pendant le ballet, vante la musique de Weber

Buloz n'est pas un partisan d'Hugo. Cependant, le romantisme ne l'effraie pas. Hugo lui semble infatué, ridicule d'infatuation. Tous les contemporains l'ont vu ainsi. Nous n'avons plus que l'œuvre d'Hugo : elle nous enchante; et les moqueries des contemporains nous étonnent. Puis, nous voyons, de notre temps, beaucoup d'autres écrivains énormément orgueilleux et qui ont moins de génie, ou qui ont le génie moins évident. Cela nous dispose à ne pas voir, comme on le vit, un Hugo si extrêmement ridicule.

Mais il est drôle, avouons-le, en 1843, quand on répète *les Burgraves* et qu'il dit à Buloz : « S'il était là, Napoléon, il n'y aurait qu'une grande chose en France... » Quoi donc? « *Les Burgraves;* et il viendrait à nos répétitions. » Buloz ne le croit pas.

Voici Musset. En 1841, Blaze publie, dans la *Revue*, un article sur *les Poètes et romanciers modernes de la France*. Il parle de Victor

Hugo, de Vigny, de Sainte Beuve, de Lamartine, et ne dit pas un mot de Musset, qui se fâche, écrit à Buloz : il n'est pas vaniteux, il ne cherche pas la réclame, il la dédaigne, Buloz n'en doute pas. Mais il compte, parmi les collaborateurs de la *Revue* ; il est « malade, oisif et ennuyé : » pourquoi l'oublier? pourquoi, si on ne l'oublie pas, le supprimer, feindre qu'il n'existe pas? On lui fait de la peine; et c'est mal. Le coupable? un « aliboron pelé! » Maintenant que Musset n'a point d'émule qui le dépasse dans la gloire, nous sommes tentés de sourire d'une colère et d'un chagrin qu'il eut, un jour, parce que Blaze ne l'avait point cité. Mais voudrait-on que, de leur vivant, les poètes n'eussent de pensée que pour la lointaine postérité? Plusieurs seraient volés, si la postérité leur était inattentive à son tour. Et la gloire que donne la postérité est une récompense dont il est humain que l'on désire d'avoir un petit avant-goût. Musset, qui demande un mot de Blaze, ne manque pas de modestie.

Le même Blaze, qui d'ailleurs n'était pas un méchant homme, ni un aliboron le moins du monde, avait connu Stendhal et racontait qu'en son temps l'auteur de *Rouge et Noir* ne paraissait pas un grand écrivain : dans les conversations, « Bequet ou Janin le faisaient taire. » C'est drôle ! Mais, à présent, le silence a repris ses droits sur Janin, sur Bequet. « Quand on fait des livres, il faut s'attendre aux déboires inséparables de ce genre de commerce, » disait bien sagement Mme François Buloz.

Une charmante femme, et la séduction même, de qui Mme Marie-Louise Pailleron a dessiné le portrait le plus joli, est Mme Blaze, une Écossaise, que Blaze avait épousée en 1844. Belle délicieusement, et l'intelligence la plus vive, une sensibilité en éveil, une activité incessante, le goût de l'entreprise, et très bonne, et très honnête. Elle voyage et met en mouvement les chancelleries et les banques. Elle s'occupe de l'Europe. Elle écrit. Elle a publié, en anglais, plusieurs romans, dont un, *Love the avenger*, eut un grand succès et choqua les Anglais, à cause d'une courtisane qui en est l'héroïne. Elle écrivait aussi dans notre langue; son beau-frère, François Buloz, a publié des articles d'elle, et lui en a refusé.

Villemain, qui était vieux et laid, fut extrêmement amoureux d'elle. Amoureux, Villemain? Nous l'imaginons autrement. Nous imaginons les gens d'autrefois d'une façon prompte et sommaire. Villemain? Un vieux critique, et fort laid. Ce Villemain, tel que le voilà, s'apercevait de la beauté. Si la beauté s'aperçut de son âge et de sa laideur, elle lui accorda un peu d'amitié, en échange de tant

d'amour et peut-être importun. Quand Mme Blaze quittait Paris, le triste Villemain s'attristait encore. Il lui écrivait ; il se plaignait, soit en français ou en anglais, de son abandon. Il lui parlait de son « cœur brisé; » il se disait son malheureux ami et appelait la voyageuse une « chère blanche et invisible dame. » Il lui écrivait beaucoup. Mme Pailleron a retrouvé toute une liasse de ses lettres mélancoliques, de ses jérémiades. L'invisible dame, et chère et blanche, devait lui répondre quelquefois. Ses lettres sont perdues. C'est dommage; elle avait de l'esprit, de la gentillesse, de la grâce.

Un autre ami de Mme Blaze était un homme des plus distingués Alexis de Saint-Priest. Ses lettres sont très amusantes. Il est à Copenhague, diplomate, s'ennuie, se divertit à écrire et le fait avec un entrain vif et malicieux. Il épilogue, sur la politique, le monde, les arts et la littérature. Il bavarde; il ne respecte pas grand chose ni personne. Il appelle Hugo « l'ami Victor » et se moque des *Burgraves*, qui ont le tort de ressembler à tous les autres « tours de force » que ce poète accomplit depuis longtemps : le saut du tremplin, connu, connu ! En somme, Hugo ne lui paraît pas original, Hugo étant le continuel imitateur d'Hugo. *Les Mystères de Paris*, d'Eugène Suë? Pour qui a lu, — mais Saint-Priest n'en recommande pas la lecture à Mme Blaze ni même à son mari ! — *Justine ou les malheurs de la vertu*, ces *Mystères* ne sont rien du tout.

Alexis de Saint-Priest est bien au courant des affaires que manigance l'Europe centrale : une affaire plus importante que tout le reste, l'unité germanique. Au bout du compte, il paraît que les Prussiens n'en veulent pas. Les Autrichiens, non plus; si les Autrichiens n'en veulent pas, ils méconnaissent leurs véritables intérêts. « Tant mieux ! dit Alexis de Saint-Priest; tant mieux pour la France, qui avait la stupidité d'applaudir à cette unité allemande, l'événement le plus fatal pour nous !... » Voilà un homme clairvoyant, parmi tant de fous que nous avons eus chez nous.

Blaze, un jour, rencontra Saint-Priest qui venait de lire les *Mémoires d'outre-tombe* et qui, à leur propos, se souvenait d'avoir vu, dans les coulisses de l'Opéra, une feuille de tôle avec quoi l'on fait le tonnerre, un timbre qui donne le mi-bémol et qui tinte pour les Saint-Barthélemy de théâtre. Mme Pailleron nous mène, pour notre plaisir, dans les coulisses d'une littérature et d'une époque très vivantes, et nous montre comment s'y préparaient poèmes, romans, aventures gaies ou redoutables.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *Padmavati*, opéra-ballet en deux actes; poeme de M. Louis Laloy, musique de M. Albert Roussel. — *Phædre*, tragédie de M. G. d'Annunzio, musique de scène de M. Pizzetti. — Théatre de l'Opéra-Comique : *Nausicaa*, opéra en deux actes; poème de M. René Fauchois, musique de M. Reynaldo Hahn. — *Pepita Jiménès*, comédie lyrique en deux actes, d'après une nouvelle de F. B. Money Coutts; adaptation française de M. Joseph de Marliave, musique d'Albeniz.

Avec *Padmavati*, opéra-ballet à grand, à grandissime spectacle, nous voilà bien loin du *Festin de l'araignée*, autre ballet, mince et grêle, ainsi que le comporte le sujet, mais qui n'est point opéra, du même auteur. *Padmavati* n'a rien à voir avec l'entomologie. Dans cette tragique et somptueuse histoire, empruntée par M. Louis Laloy, docteur ès-lettres orientales et même extrême-orientales, aux fastes de l'Inde religieuse et guerrière du XIIIe siècle, il entre « du sang, de la volupté et de la mort. » Le premier et le dernier de ces trois ingrédients y dominent. Doux est le nom de *Padmavati*, qui fait, paraît-il, allusion au lotus. Mais la musique en est rude. Elle trouve moyen d'offenser trois sur cinq de nos sens. Les oreilles de l'auditeur, les doigts et les yeux mêmes du lecteur, tout ce qui s'y frotte s'y pique. Et voulez-vous un second proverbe ? S'il n'y a pas de roses sans épines, il existe en musique aujourd'hui des épines sans roses. La partition de M. Albert Roussel a quelque chose de commun avec un fagot et même, — car elle est considérable, — avec un buisson épineux.

« Vous le voyez et vous l'entendez, excellente Pluche; je m'attendais à la plus suave harmonie et il me semble assister à un concert où le violon joue *Mon cœur soupire*, pendant que la flûte joue *Vive Henri IV*. Songez à la discordance affreuse qu'une pareille combinaison produirait. » Depuis que le Baron que vous savez gémissait

ainsi, nous avons ouï de bien autres combinaisons. Et sans doute on n'attendait pas de M. Albert Roussel « la plus suave harmonie ; » mais pour le coup son harmonie, ou ses harmonies, comme on dit familièrement, « vont un peu fort. » Car c'est dans l'ordre harmonique surtout que se produit ici la discordance. Ce sont les notes plutôt que les thèmes, ceux-ci n'étant pas grand chose, qui paraissent, constamment et de parti pris, incompatibles. Leur antipathie réciproque s'affirme dès les premières mesures. Il y a là des associations qui ne devraient pas être autorisées. Rien que le début est cruel. Sur l'accord d'*ut* naturel à la basse, les accords de *mi bémol*, de *la bémol*, de *ré bémol* viennent tour à tour se poser et crier, jurer avec lui. Et quand il s'agit de passer de l'un de ces accords au suivant, nous ne vous raconterons pas les difficultés et vraiment, au sens à la fois général et technique du mot, les « accidents » du passage.

Aussi bien, nous ne saurions plus vous raconter rien de cette musique pour nous inextricable. Au conflit harmonique, d'autres correspondent : conflit entre les tonalités, entre les paroles et les notes, comme entre les notes mêmes. Ajoutons encore l'abus d'une couleur locale, indienne, peut-être authentique, et monotone certainement ; des chœurs enfin, chantés ou traînés sans trève sur l'unique interjection « *Ah! ah! ah!* » Le président de Brosses appelait cela naguère, au temps des roulades italiennes, « badiner sur les voyelles. » Ce n'est que sur la première ici, non pas que l'on badine, mais qu'on se lamente, inexorablement.

Un amateur passionné de *Padmavati*, car il s'en trouve, et des plus huppés, nous assurait qu'il avait eu besoin, pour s'y habituer et s'en éprendre, d'une dizaine de lectures et de plusieurs auditions. Mais s'il est certain que l'on peut, ce serait une question de savoir si l'on doit s'habituer à tout. Et comme nous nous entêtions à déplorer les crudités harmoniques de *Padmavati*, notre interlocuteur nous répondit en souriant que désormais on se passait de l'harmonie.

Connaissez-vous, dans l'Écriture, une formule admirable et qui, même en musique, pourrait trouver son emploi : « *Ambulant in lege Domini.* » Par où l'on doit entendre qu'il est permis, que même il est bon de marcher, de se mouvoir et même d'avancer, mais dans la loi, dans la loi des maîtres. Ce peu de mots proclament et respectent à la fois les droits du commandement, ou de la règle, et ceux de la liberté. Mais en musique aujourd'hui comme en tout est venu le règne de la licence. Nous avons nos anarchistes ou nos bolchévistes sonores. Sans compter que l'ennui, l'un des ennuis de ce genre de musique,

c'est que faute de l'aimer, ou seulement de la comprendre, on finit par douter si l'on est musicien. L'auteur assurément dira qu'on ne l'est pas. Alors, avec humilité, car on s'ignore soi-même, on n'aura, sans peut-être le croire tout à fait, qu'à le laisser dire. Lui comme nous, défions-nous chacun de notre sens propre et rappelons-nous que Mazzini dédia sa *Philosophie de la musique* « *Numini ignoto*, Au dieu inconnu. »

Il faut admirer les artistes, tous les artistes de l'Opéra : ceux et celles du chant, de l'orchestre, de la danse, et M. Gaubert leur chef. Pour eux comme pour nous, une telle musique est horriblement difficile. Plût à Dieu qu'elle fût impossible!

Nous avons entendu *Phædre*, tragédie de M. Gabriele d'Annunzio. Un peu de musique l'accompagne, très peu : deux ou trois préludes et, par moments, quelque mesures de mélodrame. Le musicien de *Phædre* est parmi les « avancés. » L'Italie, ainsi que la France, a les siens. Nous ne saurions juger, sur d'aussi rares témoignages, du degré d'« avancement » de M. Pizzetti. Comme critique, il est permis de le tenir plutôt pour un conservateur, sinon pour un réactionnaire. On lui doit une étude originale et profonde, ou plutôt une apologie du génie de Bellini et du *canto puro*. Nous en avons naguère entretenu les lecteurs de la *Revue*.

Mais le poète de *Phædre*, ailleurs que dans *Phædre*, en ses romans, s'est révélé musicien. Il l'est au moins en paroles, en des paroles magnifiques. Il a plus que le goût et le sentiment de la musique, il en a l'intelligence et l'amour et cela nous autorise, nous invite même, sans parler de sa *Phædre*, à parler de lui.

Il y a six ans passés, (novembre 1916), au plus fort de la guerre, M. d'Annunzio nous envoyait son livre au nom mystérieux, *Leda senza cigno*. « Livre musical, » disait la dédicace, « offert par le combattant *ex imo corde*. » Cœur d'un grand poète, d'un grand patriote, d'un grand soldat, « cœur innombrable, » et même d'un musicien.

La musique a sa place, et très grande, en ces pages. L'auteur les écrivit en France. Il habitait alors, (juin 1913), ès bords tristes et pâles de cet Extrême-Occident, où flotte, a-t-il dit, plus que sur tout autre rivage, la mélancolie du monde. Là, parmi les dunes et les pins de la lande, sous un ciel changeant, s'était exilée son imagination « nourrie de la Méditerranée. » Et là même il était celui pour qui le monde musical existe et n'est pas seulement une réalité, mais un enchantement, un royaume idéal, qu'il crée et gouverne à la fois.

Jamais homme ne ressembla moins à cet homme que redoute Shakspeare, « qui n'a pas de musique en lui. »

En lui, hors de lui, pour lui, tout est musique, ou le devient. La musique est l'une des sources préférées, et non la moins riche, de sa fantaisie et de ses rêves. Tantôt il croit entendre en son âme des cloches, depuis longtemps abandonnées et muettes, recommencer leurs carillons. Tantôt il médite sur le mystère de la musique endormie et silencieuse dans le cahier, en attendant que sous les doigts de l'artiste elle renaisse et semble toujours naître pour la première fois.

Un jour, un jour pluvieux et morose, le poète allait au concert. Sur le chemin, derrière les fenêtres closes de la maison d'un malade, il entendit les sons d'un piano. L'instrument, dit-il, « avait hérité l'âme d'un petit orgue de Barbarie, son parent. Il jouait un de ces morceaux qui portent un chiffre sous chaque note, pour conduire chaque doigt à sa touche. Alors je ne sais quel aïeul romantique en moi se réveilla, curieux de savoir si la page de couverture était ornée d'une gondole noire, ou d'un saule pleureur, ou d'une harpe ossianesque, lithographiée sous ce titre : *Le soupir de l'exilé*, ou *Le jeune esclave*, ou *Le dernier jour de Marie Stuart.* »

Le jeune pianiste qui donnait le concert avait promis à d'Annunzio de jouer ce soir-là pour lui seul. Il le fit et fit bien. Quel auditoire, même innombrable, eût valu cet unique auditeur ! Unique était également sa façon d'écouter. Le *giovine suonatore* joua les sonates de Domenico Scarlatti. Il les jouait en artiste initié à la grâce autant qu'à la force des vieux clavecinistes d'Italie, en maître digne du XVIIIe siècle et du divin Napolitain. « La vigueur, l'audace, l'élégance, l'allégresse, la franchise, la volubilité, la volupté de cette musique renouvelaient, rafraîchissaient en moi le sens de la vie. Chaque sonate... semblait dessiner la ligne brève d'une perfection toujours diverse, et varier par des modulations imprévues l'énergie de l'élément le plus limpide. »

Cependant, sur le plafond vitré de la salle une pluie torrentielle s'abat et retentit avec un bruit terrible. Mais pour le poète cette musique, loin de couvrir l'autre, lui répond et l'exalte. Il fait une symphonie verbale de ce déluge, comme autrefois des eaux, des « grandes eaux » jaillies sous les mains de ses « Vierges aux rochers. » Et la magnifique évocation finit sur ces mots : « C'était les sonates de Scarlatti. »

Dans une âme de musicien, la musique résonne longtemps après

qu'elle s'est tue. Le concert achevé, revenant à travers la forêt, d'Annunzio écoute encore. « Le hibou chanta la note unique de son hautbois. Le rossignol, recueillant dans l'ombre la note de velours brun, en fit un gazouillement agile, d'une limpidité de cristal. Et toute la forêt fut pleine de gémissement et de chant. »

Un autre jour, au crépuscule, un ami du poète, près de mourir, lui jouait du Beethoven. Alors seulement il crut entendre le mourant parler son vrai langage. Lui-même, debout contre le chambranle de la porte, fermait les yeux pour faire la nuit au dedans et recueillir les éclairs que jetait çà et là la musique. Et celle-ci depuis un moment avait cessé, qu'il s'attardait encore à contempler « l'ombre de l'Immortel sur l'ivoire rendu au silence. »

Verlaine voulait « de la musique avant toute chose. » En toute chose d'Annunzio croit et veut en entendre. Pas un lecteur musicien du *Triomphe de la mort* ne saurait oublier la chambre du vieil Aurispa, cette chambre fermée et muette, autrefois mélodieuse, où l'écrivain a placé, comme un hommage funéraire, le portrait d'un grand violoniste. Les pages, rappelées tout à l'heure, des *Vierges aux rochers*, sont une paraphrase du vieux mot : *Symphonialis est aqua. Le Triomphe de la mort* contient une apologie lyrique de *Tristan*, à laquelle répond, dans *le Feu*, l'apothéose de *l'Arianna* de Marcello et du génie latin.

Où donc enfin avons-nous lu ceci : « Une idée sonore, nette et forte comme une personne vivante, se développait selon la mesure de sa puissance. » Voilà des paroles que feraient bien de méditer certains musiciens d'aujourd'hui.

« Une mélodie vaut une province, » a écrit d'Annunzio. Tout de même il ne donnerait pas Trieste ou Fiume pour la plus belle phrase de Wagner ou de Marcello. Mais aux jours de l'angoisse nationale, entre deux combats, dans le cœur du combattant la musique chantait encore. Le récit d'une promenade à demi silencieuse et mélodieuse à demi, sur la lagune de Venise, remplit quelques pages admirables de la *Licenza*, suite de *Leda senza cigno*.

Une nuit, le poète revenait d'une soirée de musique avec de jeunes artistes, ses compagnons d'armes, « des canonniers à la tête rase, que la guerre avait fait passer d'un orchestre de bois dans un orchestre d'acier. » Le violoncelle de l'un était du fameux luthier André Guarnerius. Le violoncelliste avait enfermé son instrument dans la haute custode de bois, enveloppée elle-même d'une housse de drap gris. « Mais la gondole étant chargée, de la poupe à la

proue, comme la barque de Caron, la boîte était debout afin de prendre moins de place, et tenait son corps, son cou, sa tête, à la manière des autres passagers. A cause de la chaleur, le musicien ayant ôté son béret en avait coiffé le sommet de la haute gaîne... Ainsi nous étions dans l'embarcation légère dix hommes et un fantôme humain. Nous étions tous assis sur les banquettes ou au fond. Seuls se tenaient debout le spectre gris et les deux soldats rameurs...

Cosi sen vanno su per l'onda bruna,

aurait dit Dante.

Ils allaient ainsi dans la nuit chaude, à la recherche d'un écho. Une célèbre cantatrice était avec eux. Sa voix, de contralto et de soprano tout ensemble, sa « double voix, » montait des notes les plus basses aux plus hautes. Des tresses noires couronnaient sa pâleur sombre, au-dessus de son cou « rayé par les veines de la mélodie... Elle portait haut la tête, comme le spectre gris... Ses lèvres gardaient la forme de la modulation... Je croyais voir la note dans sa gorge comme la perle dans la coquille.

« Elle chantait, puis se taisait. Elle interrogeait l'air, elle interrogeait le silence. Quelquefois une note revenait à nous comme répercutée..., puis se perdait. Une angoisse étrange commençait de nous oppresser... Je frissonnais en regardant le spectre gris, le onzième passager, immobile, rigide, plus grand que nous tous...

« Soudain retentit un coup sourd... Je levai la main pour faire signe aux rameurs d'arrêter. Et ma main me parut trop pâle et mon geste trop vain. Je regardai mes compagnons et je les vis tous de la même couleur grise, de la même couleur de cendre, dans la barque noire, tous pareils à ce spectre enveloppé de cette robe et coiffé de ce béret...

« Et l'un de nous dit seulement d'une voix basse et qui venait de l'avant comme d'infiniment loin : « C'est le canon sur l'Isonzo. »

. . . . . .

Il y a dans les autres livres de d'Annunzio de bien belles pages musicales, mais non de plus belles. Le lieu, le moment, ajoutent encore à la beauté de celles-là. En les écrivant alors, et ainsi, le poète a mérité plus que jamais l'hommage ému de tous les musiciens.

Après et comme *Pénélope*, *Nausicaa* vient à Paris de Monte Carlo. Provenance dangereuse. Avec Monte Carlo, avant Paris, on ne sait

jamais. Sous ces climats heureux, où tout incline à la bienveillance, chaque œuvre représentée, fût-elle de M. Gunzbourg, est immanquablement saluée, sacrée chef-d'œuvre par une presse unanime et qui se rue à la louange. *Pénélope* du moins est un chef-d'œuvre en effet et c'est un aimable ouvrage que *Nausicaa*.

M. René Fauchois, poète de l'un et l'autre poème, est décidément un homéride pour les musiciens.

Nausicaa, qui suivit *Pénélope* au théâtre, la précède dans l'*Odyssée*. « Et par *l'Odyssée*, » répondait un jour Lemaître avec indulgence à sa voisine de table, « par *l'Odyssée* j'entends les voyages d'Ulysse. » La relâche du héros dans l'île des Phéaciens en forme le dernier et non le moins gracieux épisode. Il est permis de préférer à la sombre et norvégienne imagination du *Vaisseau Fantôme*, l'histoire hellénique et lumineuse d'un navigateur aussi, dont le roi qui l'accueille souhaite un moment, comme Daland le pêcheur, de faire son gendre. Tout, dans le récit du vieil Homère, est délicatesse de sentiments et de mœurs, hospitalité, courtoisie exquise. Ajoutez-y l'amour discret et bientôt déçu de la jeune princesse, éprise à première vue, — c'est le cas de le dire, — du beau naufragé. Et quelle jolie façon a trouvée Homère d'excuser, de justifier cette première vue ! « La fille d'Alcinoüs reste seule. Ce fut Minerve qui lui donna cette force et qui l'affranchit de toute crainte. Elle s'arrêta donc pour attendre Ulysse. » En pareille rencontre, pour expliquer aussi le courage, ou la curiosité, d'une autre héroïne, et même de deux, il vous souvient peut-être que Voltaire, le Voltaire de *l'Ingénu*, ne recourut point à l'intervention divine.

Je ne crois pas que M. Fauchois ait rien omis des épisodes homériques. Nous avons, au premier acte, la lessive et la partie de ballon des jeunes Phéaciennes. Au second, a lieu le concert à la Cour en l'honneur d'Ulysse. Seulement, et parce qu'il fallait bien corser un peu le rôle de la *prima donna*, après que Démodocus, le rapsode, a fini son morceau, la jeune princesse à son tour chante, devant les invités de ses parents, le récit de la prise de Troie. Un récit, et non pas, comme bien vous pensez, un air. Mais s'il n'y a plus ici la forme ancienne, une forme demeure, une forme définie, une idée claire, un ordre, une suite, et tout cela fait plaisir à l'oreille autant qu'à l'esprit. « Plaisir ! » Quel mot osons-nous écrire encore ! Il s'agit bien aujourd'hui de se plaire à la musique ! On ne doit que s'y intéresser, y travailler, et, — que d'ailleurs on la fabrique ou qu'on l'écoute, — y prendre de la peine. Je confesse que dans *Nausicaa* rien n'est pénible.

N'en concluez pas que rien y soit banal ou plat. L'œuvre tout entière est sobre et délicate. Le poème ne comportait que des touches légères. La musique les y a toutes posées. Elle n'avait point à traduire les transports, les éclats de la passion; mais elle a su noter certains mouvements, discrets et parfois secrets, du cœur. Un amour naissant et timide; une hospitalité noblement offerte et reçue; des regrets partagés, mais avoués à peine, à l'heure du départ, voilà l'ordre des sentiments tempérés, affectueux, où cette musique se plaît et se joue. Pas plus qu'elle ne trahit l'effort, elle ne l'impose. Loin d'accumuler les moyens, elle les épargne. Peu de notes lui suffisent, et des notes qui s'aiment au lieu de se haïr, des notes qui ne répugnent point et qu'il n'est pas besoin de contraindre à s'unir. Il semble aussi qu'elles soient faites pour les paroles, et les paroles pour elles. Une sympathie réciproque attire les unes vers les autres. Plus d'une scène témoigne d'une fine sensibilité. Au premier acte, c'est la rencontre et le dialogue d'Ulysse et de Nausicaa. Surtout, au commencement du second acte, c'est l'entretien de la jeune fille avec sa mère. Détails peut-être, mais dont l'ensemble forme un tout agréable. Je ne sais trop si je préfère en ces dernières pages l'expression de l'inquiétude maternelle à l'aveu du virginal amour. Féminines également, questions et réponses sont également pleines de grâce et de tendresse. Tout est naturel ici, tout est léger, rien n'appuie ni ne pèse. Mais un mot, une note nous touche, et c'est assez pour nous charmer de deux lignes pures que tracent et par moments entrelacent l'orchestre, fût-ce un seul instrument de l'orchestre, et la voix.

Le décor musical même n'est pas indifférent. Au premier acte, les jeux et les chants des jeunes Phéaciennes sur le rivage ont un caractère qu'il est permis de trouver antique à cause de certains rythmes, ou modes, ou « mélismes » consacrés. Il y a parfois un peu de Gounod à-dedans, et du Gounod d'*Ulysse*. On aurait mauvaise grâce à s'en étonner comme à s'en plaindre. Et plus souvent encore, nous avons cru surprendre dans *Nausicaa* l'écho de ces *Études latines*, qu'en parlant de M. Reynaldo Hahn, il est juste de ne point oublier.

Et n'oublions pas non plus Mlle Davelli et M. Albers, les deux interprètes, l'une gracieuse et brillante, et l'autre solide, de *Nausicaa*.

Il y avait une fois un Espagnol et un Anglais. Le premier était musicien et pauvre. Le second était riche et se croyait poète. Celui-ci dit à celui-là : « Je ferai les paroles, vous ferez la musique. Et même je vous propose de ne jamais faire de musique sur d'autres paroles

que les miennes. » Le traité fut conclu. L'Anglais s'appelait Coutts. Albeniz était le nom du musicien. Musicien exquis d'un plus que médiocre poète, ainsi que *Pepita Jimenès* en témoigne.

En Espagne, une jeune veuve aime un jeune séminariste. Il lui résiste. C'est le premier acte. Au second, elle s'évanouit. Au troisième, elle tente de s'empoisonner. Alors il lui cède. Voilà toute l'histoire, au moins dans la version adoptée à l'Opéra-Comique et qui n'est pas, croyons-nous, tout à fait la première. De ce rien la musique a fait quelque chose de charmant, de vivant, de mélodique et de symphonique aussi, de fluide et de léger. Espagnole sans doute, cette musique ne s'enferme cependant pas en des formes étroitement nationales. Et même elle se permet çà et là des accents, voire des élans italiens. Avec de l'esprit elle a de la sensibilité. Jamais excentrique, jamais non plus elle n'est banale, et vulgaire encore moins. Tout au plus peut-on regretter qu'un soupçon d'emphase boursoufle un peu la fin d'une œuvre dont ailleurs, partout ailleurs, la discrétion et la mesure ne sont pas le moindre agrément.

Pepita, c'est Mme Carré. Cantatrice et comédienne, son éloge n'est plus à faire. Juvénile et fraîche à souhait est la voix de ténor de M. Max Bussy. Enfin l'instrumentation d'Albeniz étant un peu touffue, l'adroit musicien et chef d'orchestre qu'est M. Albert Wolff a su l'aérer sans l'appauvrir.

Au seuil de l'été, morte-saison, ou saison muette, rappelons quelques souvenirs musicaux du printemps et même de l'hiver. Il en est de bons. Il y en a d'autres aussi. Parmi ces derniers, l'un des plus anciens pourrait bien être l'un des pires. Vous savez en quelle estime il faut tenir le gentil théâtre du Trianon-Lyrique. De modestes moyens, employés avec autant de soin que de goût, y concourent communément à des fins heureuses. Depuis longtemps et le plus souvent, il se fait là de jolie musique. Une fois, — qui n'est pas, et, nous le souhaitons, ne sera pas coutume, — il s'y en est fait de très différente. Musique, paroles, les unes de M. Max Jacob, l'autre de M. Roland Manuel, forment l'une des moindres choses, mais des moins plaisantes aussi, qu'il soit possible d'entendre. Cela s'appelle *Isabelle et Pantalon*. Les deux noms semblaient promettre un spirituel pastiche, une comédie légère dans la vieille manière italienne. Hélas! le premier regard, et même le second, jeté sur la partition, n'avait pas laissé de nous inquiéter. Le spectacle et l'audition ne firent que redoubler de trop justes alarmes.

L'histoire, qui voudrait être gaie, et n'y réussit guère, se passe à Venise, au XVIIIe siècle, dans une de ces maisons qu'on appelle de santé parce qu'elles ne renferment que des malades ou des fous. Aussi bien, pour certaine musique d'à présent, l'endroit ne saurait être mieux choisi. Avec cette musique-là, dont les musiciens sont au nombre d'une demi-douzaine, au moins, la musique de M. Roland Manuel a ceci de commun qu'elle manque de raison, et par conséquent de santé. Elle est un signe, un des moindres peut-être, mais tout de même un signe, qu'il y a quelque chose de... de ce que dit le prince Hamlet, dans le royaume des sons, dans l'harmonie, la tonalité, les timbres, enfin dans cet ensemble ou cet ordre de rapports qui constitue la musique, ou ce qu'on appela jusqu'ici de ce nom. « Avancée, » nous disent-ils, une telle musique, la leur. Allons donc! Au contraire il n'en est pas qui retarde, ou recule davantage, qui par le désordre, la confusion, l'incohérence, ressemble plus à ce que devait être la musique... avant que la musique fût. *Quem Græci dixere Chaos.* Ainsi l'on ne cesse de nous vanter comme un progrès, comme une conquête, la polytonalité, c'est-à-dire la coexistence de plusieurs tons. Jadis on désignait certaines œuvres, et de certains maîtres, par le ton dans lequel elles sont écrites. On disait, on dit encore la Fantaisie en *ut* mineur de Mozart, la Symphonie en *la* ou la Messe en *ré* de Beethoven. On parlera demain d'une sonate en tous les tons et ceux qui l'écriront ainsi ne se douteront même pas qu'user de plusieurs tons ensemble revient à s'interdire le changement de ton, ou la modulation, laquelle est l'un des éléments, l'une des ressources de la musique et l'une de ses beautés.

Maintenant un bon souvenir, après l'autre. On peut goûter médiocrement *l'Heure espagnole* de M. Maurice Ravel, y trouver de la sécheresse et de la tension, de l'aigreur, de la maigreur aussi, quelque chose qui grince et qui grimace. On le peut, et prendre pourtant un vif plaisir à d'autres œuvres, et nombreuses, du même auteur, à celles-là, par exemple, qui composèrent seules tout le programme d'un concert de la Société Philharmonique. C'est une chose, et plus d'une chose charmante que le recueil déjà ancien des contes de *Ma mère l'oye.* « Enfantines, » ces pièces le sont à la manière de certaines pièces de Schumann. Infiniment plus compliquées, plus raffinées, elles ont bien de l'esprit et de la poésie tour à tour. Écrites à l'origine pour le piano à quatre mains, elles furent orchestrées par l'auteur pour être mises en scène sur le Théâtre des Arts, que dirigeait alors M. le directeur actuel de l'Opéra.

Toutes sont faites à ravir. Les unes, comme *Laideronette, impératrice des pagodes*, ne sont guère que des bibelots, des amusettes sonores, mais d'une étincelante sonorité. Telle autre, dont le titre nous échappe, (le *Jardin féerique*, peut-être), est animée d'un sentiment profond. Le style en est serré, sans rigueur, sans lourdeur aussi. « Jamais de bornes, » disait volontiers Gounod, « jamais de bornes, mais toujours des bases. » Établie et construite, cette musique est d'aplomb. On ne craint pas à tout moment qu'elle tombe dans le vide. Une autre pièce, oh! tout autre, puissante et même tragique, montre assez que M. Ravel n'est pas de ceux qui bâtissent sur le sable. Je veux parler de certain morceau pour piano seul intitulé *le Gibet*, où des harmonies changeantes viennent s'accrocher et vraiment pendre sans cesse à certaine pédale obstinée, inflexible. Cette musique est descriptive sans doute, mais elle est autre chose encore. La pensée, ou le sentiment, y dépasse l'objet dont elle s'inspire et qu'elle imite, mais dont elle pourrait se passer. Elle n'aurait sans lui ni moins de force ni moins de beauté. Nous avons aussi beaucoup aimé l'*Introduction et Allegro* pour harpe, quatuor à cordes, flûte et clarinette. Le groupement instrumental en est heureux. Ni les idées n'en sont courtes, ni les formes vides. Il y a là de l'originalité, du charme, de la poésie, quelque chose enfin qui manque à la plupart des musiciens d'à présent et qui n'est rien d'autre que la musique. De tous ses contemporains, M. Maurice Ravel est peut-être le seul dont on puisse dire ce qu'a dit Fogazzaro de l'un des personnages de *Leila :* « Il possède une âme de musique. »

Dans l'armée innombrable des pianistes dont les noms et les programmes tapissent les murs de Paris, M. Robert Casadesus, qui prit part au « Festival Ravel, » mérite une brillante citation.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comme l'Etna, les Parlements ont leurs éruptions. Depuis longtemps, la Chambre conviait le Président du Conseil à s'expliquer sur sa politique intérieure. Les hommes d'extrême-gauche représentaient M. Poincaré, avec une indignation comique, comme le prisonnier des royalistes; ceux de droite se demandaient s'il ne cherchait pas, en vue des élections de 1924, à opérer vers l'extrême-gauche une évolution habile. M. Poincaré aurait pu se contenter, pour toute réponse, d'invoquer son passé politique; il a préféré s'expliquer au grand jour et apporter au pays, qui lui fait confiance, les précisions et les clartés dont il a besoin pour éviter les pièges et tenir la ligne droite. Le 15 juin, dans une double séance qui ne s'est terminée qu'à l'aurore, la Chambre, la France et l'Europe ont entendu l'exposé limpide d'une politique républicaine de sincérité, de droiture et de patriotisme.

Le débat fut ouvert par un discours de M. Ybarnegaray, qui invita le Gouvernement à choisir entre une majorité très large, mais sans limites précises, ou une majorité mieux définie, plus cohérente, plus agissante. Puis M. Bellet, le distingué député de la Haute-Garonne, lut, au nom du groupe de l'Entente, une déclaration très applaudie : « Il faut que le Gouvernement se prononce, qu'il choisisse entre ceux qui le servent et ceux qui se servent de lui en le desservant... Il importe que la majorité se discipline; on ne peut être avec les révolutionnaires dans le pays et avec le Gouvernement à laChambre... La majorité doit être aussi large que possible, limitée à droite par l'exclusion des ennemis du régime, à gauche par l'exclusion des ennemis de l'ordre social et de leurs alliés directs ou indirects. » L'orateur rend une éloquente justice, à laquelle tout à l'heure s'associera M. Poincaré, à une Chambre très calomniée, dont le pays attendait trop pour n'avoir pas de déceptions, mais qui,

dans son ensemble, a fait preuve d'une bonne volonté, d'un désintéressement et d'un patriotisme dont ceux qui l'ont élue peuvent à bon droit lui savoir gré. Pour les journaux du bloc des gauches, les élections de 1919, où le suffrage universel osa s'émanciper de leurs comités et renverser leurs bastilles, ont été un malentendu, une erreur qu'il faut redresser; si la République n'est plus l'exclusive propriété des radicaux-socialistes et de leur clientèle, elle leur paraît en danger et ils organisent son sauvetage : lucrative manœuvre que notre génération a vue plusieurs fois se renouveler. Pour signe de ralliement, quel autre serait meilleur que le vieil épouvantail du cléricalisme, des congrégations ? M. Raymond Poincaré trahissant la République pour Rome! Croit-on vraiment le pays assez naïf pour avaler de pareilles sottises ? La voix du Président du Conseil a, dans la séance du 15, dissipé les brouillards et anéanti les complots qui, dans l'ombre des couloirs, s'ourdissaient. Rarement M. Poincaré a tenu un langage plus élevé, plus clair, plus français.

Exposer simplement sa politique, c'était le meilleur moyen de délimiter la majorité à laquelle il demande « de passer avec le Gouvernement, jusqu'aux élections prochaines, un contrat de confiance mutuelle et de loyale collaboration. » D'abord les campagnes monarchistes : le Gouvernement n'a pas à s'en émouvoir. « La République donne à ses concitoyens, et aussi à ses adversaires, les droits les plus étendus; elle entend les leur maintenir, mais elle ne peut souffrir que personne en abuse... La République est aujourd'hui indestructible. Elle est inséparable de la France victorieuse et reconstituée par le retour de l'Alsace et de la Lorraine au foyer maternel. » Elle n'a pas besoin, pour la sauver, des campagnes communistes : « Si donc il arrivait qu'à droite quelqu'un se levât pour nuire à la République, il trouverait devant lui le Gouvernement pour lui barrer le chemin. Je n'aurais pas plus de complaisance pour ceux qui voudraient substituer à notre régime, fondé sur le suffrage universel, je ne sais quel régime oligarchique modelé sur les Soviets ou sur les Tchékas. » M. Poincaré rassure d'abord les craintes radicales. Ce n'est pas lui qui portera atteinte aux lois de laïcité qui s'accordent avec la liberté des cultes et avec la liberté de l'enseignement privé. Pour ce qui est des congrégations, il appliquera les lois proposées par Waldeck-Rousseau, dans l'esprit où elles ont été rédigées, commentées et soutenues et où lui-même les a votées; « l'État a le droit d'autoriser celles qui sont suscep-

tibles de rendre des services à l'intérieur ou à l'extérieur, notamment les congrégations hospitalières ou missionnaires. » C'est pourquoi le Gouvernement a déposé des projets d'autorisation dont M, Maurice Barrès est rapporteur et sur lesquelles la Chambre aura à se prononcer. La séparation des Églises et de l'État est acquise, mais la France, comme beaucoup d'États qui n'ont pas de concordat ou qui ne sont pas catholiques, a tout intérêt à être représentée auprès du Vatican. « La loi de séparation n'a jamais été dirigée contre l'Église. Elle assure la pleine indépendance de l'État et offre, pour l'exercice du culte, des facilités qui n'ont pas été utilisées jusqu'ici. Les associations cultuelles prévues par la loi n'ont pas été constituées et une partie de la loi est demeurée lettre morte. Tous les Gouvernements ont pensé qu'il y aurait intérêt à ce que les associations cultuelles pussent se constituer dans le cadre légal. Avant le rétablissement de l'ambassade du Vatican, des négociations étaient déjà poursuivies dans ce dessein. Je les ai continuées. Il y a un mois, le Nonce m'a remis un projet de statut qui avait été soumis au Saint-Siège, lequel désirait savoir si ce projet ne renfermait rien qui fût contraire à la législation française. J'ai fait examiner ce projet par le vice-président du Conseil d'État, par les doyens des facultés de droit de Paris et de Strasbourg : ce statut est conforme aux lois de 1905 et de 1907. Des associations reconnues légales par les plus hautes autorités juridiques de ce pays et par l'Église vont pouvoir se former. C'est là un événement important... Après les explications que je fournirai, la majorité républicaine considérera, j'en suis certain, qu'un progrès a été accompli pour la paix des consciences et l'union des esprits. » Nous avons tenu à reproduire intégralement les paroles du Président du Conseil ; chaque mot en a été pesé et doit être entendu avec tout son sens ; les Églises françaises pourront désormais avoir un statut légal reconnu et approuvé par le Saint-Siège ; tous les Français qui mettent la paix religieuse et civique au-dessus des querelles des partis s'en réjouiront ; tous les catholiques qui ne croient pas servir l'Église par une politique de conflit se féliciteront d'une paix où ni l'Église ni l'État n'ont rien eu à sacrifier de leur dignité ni des hauts intérêts dont chacun, dans son domaine, a la garde.

Après ces déclarations si importantes, M. Poincaré touche aux questions financières et sociales, et il en vient au passage qui est sans doute le point culminant de son discours. « ...Nous ne croyons ni à la haine créatrice, ni aux bienfaits de la lutte des classes et nous

ne pensons pas qu'une majorité républicaine de Gouvernement puisse se constituer raisonnablement, si elle comprend, soit ceux qui professent directement ces doctrines, soit ceux qui se flattent de pactiser avec eux... Pays de mesure, de sagesse et de bon sens, la France trouve légitime et, à certains égards, utile, qu'il y ait des partis extrêmes, mais elle préfère qu'ils restent dans l'opposition. » Après cette délimitation précise de la majorité à laquelle il fait appel, le Président du Conseil avertit les préfets et les fonctionnaires d'avoir à se cantonner dans leurs attributions et de rester « les fidèles interprètes de la pensée gouvernementale ; » puis il termine par un appel à l'union de tous les Français pour placer au-dessus de tout les intérêts nationaux en face d'une Allemagne qui n'exécute pas les traités ; il se défend de sacrifier la politique intérieure, mais il la subordonne à des devoirs plus pressants : « Quand nous comparons la médiocrité lamentable de certaines questions, — que nous qualifions de politiques et qui bien souvent sont à peine électorales, — à l'importance des problèmes extérieurs qui, par delà les frontières, restent en suspens, je suis bien obligé d'être frappé de ce contraste. Craignons, en nous attardant à certains détails, de ne pas voir ce qui est seul digne de fixer notre attention. » Ce noble langage n'a pas désarmé la plupart des radicaux. M. Klotz a réclamé « une majorité exclusivement républicaine » et a reproché à M. Poincaré de tracer une frontière à gauche et de n'en pas connaître à droite. M. Herriot s'est appliqué à définir les deux fronts du parti radical-socialiste, l'un face au Gouvernement pour la défense de la République, l'autre face aux communistes pour la défense de la liberté, et à tracer un programme politique. On a entendu aussi de spirituels sophismes de M. Paul Boncour, et enfin est venue l'heure des votes. L'ordre du jour de MM. Paul Brousse et Manaut exprimant la confiance dans le Gouvernement fut adopté par 354 voix contre 161. Ainsi finit cette séance, qui, comme l'a souligné M. Herriot, « aura été décisive dans l'histoire de cette législature. » Quelques jours après, l'affichage du discours de M. Poincaré était voté.

La tempête soulevée par ce grand débat n'est pas encore apaisée. Le 21, le Comité exécutif du parti radical s'est réuni en haute cour de justice et a sommé les trois ministres radicaux du cabinet : MM. Srauss, Paul Laffont et Albert Sarraut, de choisir entre le parti et leurs portefeuilles. Tous trois se sont déclarés trop honorés et trop fiers de collaborer avec le grand patriote et le ferme républicain qu'est M. Poincaré pour obtempérer aux sommations du Comité. « Je ne marche pas à la

trique! » a ajouté M. Laffont. Au Sénat, le 19, à propos du budget des Affaires étrangères, M. Victor Bérard a voulu offrir aux radicaux-socialistes la joie d'une revanche; il a réclamé la suppression de l'ambassade auprès du Vatican: elle n'aurait, selon lui, servi ni à consolider la paix religieuse à l'intérieur, ni à fortifier le crédit extérieur de la France. Ce fut pour M. Poincaré l'occasion d'une vigoureuse riposte; il a montré que le rétablissement de l'ambassade n'est pas un acheminement vers un nouveau Concordat; les relations diplomatiques avec le Saint-Siège ne sont jamais plus nécessaires que pour les pays qui sont sous le régime de la séparation; si d'ailleurs il était prouvé, — ce qui, M. Poincaré l'a établi par des faits précis, est l'opposé de la réalité, — que l'ambassade n'a obtenu aucun avantage, ce serait une raison non de la supprimer, mais de la stimuler. Le Sénat, après quelques paroles justes et élevées de M. de Monzie, maintint les crédits par 170 voix contre 117, quatre voix de majorité de plus qu'en 1921 pour le même nombre de votants. Tels sont, au moment où la France est engagée dans des affaires d'où dépend son avenir de paix et de puissance, les pitoyables soucis des chefs d'un parti qui aspire à ressaisir le gouvernement de la France!

Ces succès ont renforcé, s'il en était besoin, la situation intérieure du ministère Poincaré. Les Allemands ont perdu l'espoir de voir bientôt surgir en France un gouvernement moins ferme : ainsi s'effritent les tenaces illusions auxquelles se cramponne leur détresse.

Les Allemands souhaitent la paix, mais le Gouvernement n'ose pas ou ne peut pas la demander. Les Anglais désirent retrouver leur place dans le concert et, grâce à cette rentrée, reprendre un rôle de suprême arbitrage et de direction dans les affaires continentales; mais, prisonniers de leur attitude depuis le 11 janvier, ils hésitent à en prendre les moyens. Telle est, en raccourci, la situation.

Il y a quelques jours a été jugé et fusillé par les Français un nommé Schlagetter pris en flagrant délit de sabotage d'une voie ferrée; il s'agissait d'un crime de droit commun qui pouvait provoquer la mort de citoyens allemands aussi bien que de Français; le parti nationaliste veut faire de cet assassin un martyr du patriotisme et organise des manifestations en son honneur. Mais voici que le ministre de l'Intérieur de Prusse, M. Severing, le même qui fit naguère arrêter le lieutenant Rossbach, vient d'apporter, sur le nouveau héros du germanisme, des révélations inattendues : Schlagetter faisait partie d'une organisation nationaliste; il avait été désigné pour l'assassiner, lui, ministre de l'Intérieur prussien, et c'est parce qu'il

avait trouvé M. Severing trop bien gardé par la police qu'il est allé opérer dans la Ruhr. « C'est vous qui protégez ces chenapans ! » s'est écrié le ministre en se tournant vers les nationalistes. De fait, presque jamais les attentats ne sont le fait des gens du pays ; ils sont exécutés par des individus enrégimentés, presque tous anciens schupos, stylés, dressés, et souvent payés pour l'assassinat et le sabotage. A Dortmund, le 10 juin, deux adjudants français sont assassinés ; l'un des trois criminels est découvert et tué ; c'est un ancien schupo venu tout exprès à Dortmund. Le lendemain, à Recklinghausen, une sentinelle française est tuée ; le 21, c'est une patrouille belge qui est attaquée, deux soldats sont tués, un blessé ; chaque jour, postes et sentinelles essuient des coups de feu, des saboteurs de voies ferrées sont arrêtés ou tués. Comment parfois nos braves soldats ne seraient-ils pas nerveux ? A Dortmund, le lendemain du meurtre des adjudants, une patrouille, se croyant en danger, fit feu : neuf Allemands restèrent sur le carreau, dont six morts. Voilà où mène une résistance passive » qui est en réalité une guerre de guérillas ; elle est menée par quelques organisations d'anciens officiers, d'étudiants fanatisés, de schupos sans emploi. Les gens qui assassinent nos soldats sont les mêmes qui tuèrent Erzberger, Rathenau et plus de quatre cents personnages politiques suspects aux nationalistes, les mêmes qui avaient désigné M. Severing aux coups de Schlagetter, les mêmes qui ont poussé au crime l'ingénieur Georg que le Conseil de guerre de Mayence a condamné à mort pour sabotage de voie ferrée. Les nationalistes ont institué la terreur, organisé la vengeance, créé une armée à côté de l'armée, une police à côté de la police, un État dans l'État. Ce n'est plus le Gouvernement du Reich qui est le maître, ce sont les organisations nationalistes à la solde de la grande industrie.

Voilà ce qu'il faut savoir si l'on veut juger de l'état de l'Allemagne. Les populations sont excédées ; elles sont les premières victimes de ces violences ; dans la Ruhr, l'opinion est de plus en plus excitée contre le chancelier Cuno qui, au lieu d'apaiser les esprits, est venu à Münster et à Carlsruhe prononcer des discours haineux où il a déclaré la résistance nécessaire à l'honneur, au salut, à l'indépendance du Reich. Les Allemands savent que cette résistance il faudra, un jour prochain, y mettre un terme, que la baisse fantastique du mark et la hausse des denrées qui en est la conséquence les acculent à une catastrophe économique ; mais personne n'ose prendre la responsabilité d'arrêter cette politique de ruine parce que tous trem-

blent d'avoir le sort des Erzberger et des Rathenau. M. Cuno a dit, le 8, à Münster : « La résistance n'a été provoquée par aucun gouvernement et aucun ne peut la faire cesser. » Il cherche à nous persuader, et surtout aux Anglais, que la résistance vient du peuple. Nous savons que beaucoup d'ouvriers de la Ruhr répugnent à travailler sous la pression des baïonnettes, fussent-elles allemandes; nous ne comptons pas les y forcer. Ce que nous entendons par cessation de la résistance, c'est le retour à l'état de choses du 11 janvier, quand le Reich n'avait donné aucun ordre; le Gouvernement a promulgué de nombreuses ordonnances prescrivant la résistance; elles constituent tout un code, depuis les menaces de « châtier impitoyablement » les fonctionnaires assez faibles pour céder à la pression des autorités occupantes et collaborer avec elles, et depuis l'ordonnance du 16 mars prescrivant aux industriels et aux négociants des régions occupées de ne pas demander de licences d'exportation aux autorités alliées, jusqu'aux récents discours du chancelier. C'est par ordre que les cheminots refusent de travailler sur les lignes occupées par les Français et les Belges. Si toutes ces menaces, ces sanctions, ces prescriptions étaient publiquement révoquées, l'effet moral serait d'autant plus considérable que les populations sont lasses de souffrir pour les intérêts des grands industriels et des militaires. L'ordre ou seulement la faculté de cesser la résistance n'équivaudrait pas à l'établissement de la bonne harmonie et de la coopération, mais il y acheminerait. La solution sera trouvée lorsque le peuple allemand comprendra que la politique des réparations est, en même temps, pour lui le chemin de la libération et du salut. La cessation de la résistance, qui serait, de la part des dirigeants, un aveu, éclairerait le peuple sur ses vrais intérêts; et c'est aussi pourquoi on peut compter que le Gouvernement ne s'y résoudra qu'à la dernière extrémité.

Pour les mêmes raisons, il semble que les Anglais devraient s'associer aux Français et aux Belges pour inviter les Allemands à cesser une résistance qui n'est qu'une forme déguisée de la guerre. Entre les Alliés, tout le débat, à l'heure actuelle, se concrétise autour de cette difficulté. Les Franco-Belges ont déclaré qu'avant toute négociation avec les Allemands cette résistance devait cesser, et cette question préalable est devenue principale. La note allemande, remise aux Gouvernements alliés le 8 juin, contenait, grevées de beaucoup de conditions dérisoires, certaines propositions intéressantes; les Alliés, on le sait, ont, par l'article 248 du traité, un privi-

lège général sur tous les biens appartenant à l'État allemand; la note du 8 juin offre comme garantie, pour une annuité de 1 200 à 1 800 millions de marks-or, un privilège particulier sur les bénéfices des chemins de fer, sur les versements des industriels, sur certains droits de douanes : offres manifestement insuffisantes, mais qui contiennent peut-être une indication intéressante et l'amorce d'une négociation. A cette note, les Alliés répondront-ils collectivement ou séparément? Et d'abord, répondront-ils ensemble que préalablement l'Allemagne doit mettre fin à sa résistance? M. Mussolini a eu, le premier, le mérite d'indiquer son point de vue dans l'important discours politique qu'il a prononcé le 8 devant le Sénat italien; il conseille la fin d'une résistance « dont l'utilité, même pour l'obtention des buts allemands, semble toujours plus douteuse et dont la cessation serait profitable pour une plus rapide solution. »

M. Stanley Baldwin tiendra-t-il le même langage? Ce serait nécessaire et d'ailleurs suffisant. La presse allemande, naturellement, cherche à l'en détourner. La *Gazette de Francfort* du 15 juin écrit : « L'Angleterre ne peut pas vouloir la capitulation de l'Allemagne, non seulement parce qu'il en résulterait des conséquences désastreuses pour l'Allemagne et l'Europe centrale, mais aussi parce que ce serait la capitulation de l'Angleterre devant la France, et qu'un tel événement signifierait que la politique anglaise renonce pour longtemps à exercer une influence décisive sur le continent; » et le journal conclut que « la seule issue acceptable pour l'Angleterre, ce serait des conversations préliminaires entre les Alliés eux-mêmes, afin d'obtenir de la France, pour que la résistance passive cesse, des concessions étendues qui pourraient être offertes à l'Allemagne avant le commencement des négociations proprement dites. » Ainsi, c'est la France et la Belgique qui seraient invitées à capituler! La manœuvre est un peu trop grossière. On ne persuadera pas aux Anglais que s'ils venaient reprendre, dans le concert des Alliés, une place qui leur a toujours été réservée, ils perdraient toute influence en Europe centrale; et personne ne croira que s'entendre entre alliés pour amener l'ennemi d'hier à résipiscence soit une capitulation.

L'esprit pratique de M. Stanley Baldwin ne se laissera pas égarer par les manœuvres allemandes. Avec la même ténacité, avec la même patience qu'il a montrées pour aboutir au règlement des dettes de l'Angleterre envers les États-Unis, il se propose d'arriver à un règlement honorable et juste des réparations et des dettes interalliées; sans considérer son amour-propre comme engagé dans l'affaire des

réparations, il recherche sincèrement un terrain d'entente, persuadé qu'un tel accord serait, pour l'Angleterre, le meilleur moyen de reprendre sa place dans le concert des Alliés; ce n'est pas vers une médiation inacceptable qu'il s'oriente, mais vers une entente et comme, tout en défendant les intérêts anglais, il ne fait pas du règlement des réparations une question de prestige, on peut espérer qu'il arrivera au port. Il en est encore, à vrai dire, fort éloigné. Son premier acte a été de rédiger, sous forme de note, une sorte de questionnaire daté du 13 juin; il voudrait savoir ce que la Belgique et la France entendent exactement par « cessation de la résistance passive, » à quels signes on reconnaîtra qu'elle a cessé, et, dans ce cas, quel programme les deux Puissances qui occupent la Ruhr proposeraient pour les réparations. M. Baldwin désire « réaliser les aspirations de la Grande-Bretagne dans le règlement des questions mondiales, » mais il ne le voudra sans doute que dans la mesure où ces aspirations sont compatibles avec les droits légitimes de la France. En même temps qu'elles fourniront avec précision au Premier ministre les éclaircissements qu'il souhaite, la France et la Belgique seront fondées à leur tour à poser au Gouvernement britannique quelques questions précises. La conversation entre Paris et Londres se poursuit surtout par les moyens diplomatiques, c'est-à-dire par l'intermédiaire des ambassadeurs; le comte de Saint-Aulaire a déjà exposé, dans leurs grandes lignes, les vues du Cabinet de Paris, mais une réponse définitive à la note britannique du 13 ne saurait être arrêtée, tant que la crise belge n'est pas résolue. Nous sommes loin, on le voit, d'une réponse collective à la note allemande du 8 : période d'attente où peut-être les événements mûriront plus vite que n'aboutira la bonne volonté des hommes d'État.

La démission du Cabinet belge que présidait avec tant d'autorité et de succès M. Theunis est, au moment où de si grandes affaires sont en suspens, un contre-temps déplorable (14 juin). La question flamande, qui trouble si profondément la vie politique de la Belgique à propos de l'Université de Gand, est ici responsable. Le projet de M. de Broqueville venait, en seconde lecture, devant le Sénat; quelques paragraphes avaient été adoptés à d'infimes majorités de une à quatre voix, quand le rejet d'un amendement de M. Braun fit écrouler toute la loi. Plusieurs sénateurs catholiques wallons et même quelques libéraux s'étaient laissé persuader d'accepter le principe de la « flamandisation » de l'Université de Gand; ils faisaient ainsi un sacrifice à la pacification nationale, au maintien du Cabinet

Theunis qui a la confiance du pays, et surtout ils espéraient, en retour, obtenir des flamingants le vote du service de quatorze mois qu'ils estiment nécessaire à la défense nationale dans les circonstances actuelles; mais tout récemment, l'Assemblée des « Catholiques unis, » composée de flamingants de la nuance et de l'intransigeance de M. Van Cauwelaert, s'est prononcée unanimement contre le service militaire de quatorze, et même de douze mois. Les Wallons dissidents comprirent qu'ils allaient être dupes ; le projet de Broqueville a été rejeté ; le ministère, dont faisaient partie plusieurs flamingants, a donné sa démission. Le Roi a chargé M. Theunis de constituer un nouveau cabinet, mais sur la question de l'Université de Gand et celle du service militaire, il semble bien difficile d'arriver à un compromis. En présence de la résolution des socialistes de voter systématiquement contre tout Cabinet bourgeois, une coalition catholique et libérale ne peut se passer de l'appoint des quarante voix de la droite flamingante. Sans nous immiscer dans les affaires intérieures de la Belgique, il nous sera permis d'affirmer que l'opinion publique française fait des vœux pour le succès de l'homme d'État qui a pris avec la France la responsabilité de l'occupation de la Ruhr et à qui son attitude, hardie et prudente à la fois, mérite de conduire jusqu'au succès une entreprise si nécessaire et si heureusement commencée.

En Bulgarie, c'est une révolution qui, dans la nuit du 8 au 9 juin, a renversé le Gouvernement de M. Stamboliisky et du parti paysan et provoqué un commencement de guerre civile. L'opinion occidentale, particulièrement en France, était indulgente au chef du parti agrarien ; elle lui savait gré de s'être en 1915, au péril de sa vie, dressé en face du roi Ferdinand pour s'opposer à la guerre et le mettre en face de ses responsabilités ; elle reconnaissait ses efforts méritoires pour préparer une réconciliation de la Serbie et de la Bulgarie et renoncer définitivement à toute revendication sur la Macédoine ; elle savait enfin que, de tous les pays vaincus, la Bulgarie avait donné l'exemple d'une bonne volonté loyale dans l'exécution du traité de Neuilly. Mais on ignorait généralement que le pouvoir de M. Stamboliisky était une véritable dictature paysanne, une sorte de fascisme à tendances démagogiques et révolutionnaires. Professeurs, officiers, bourgeois, hommes politiques des anciens partis, souffraient profondément de cette privation des garanties constitutionnelles et des libertés élémentaires. Le jeune roi Boris, confiné dans son palais, surveillé comme un otage, presque comme

un prisonnier, restait sans pouvoir effectif, attendant son heure et se contentant d'attirer, partout où il se montrait, par son tact, sa bonne grâce, la simplicité de sa vie, les sympathies et la confiance. La révolution du 9 juin a été dirigée par un groupe de professeurs de l'Université à la tête desquels est M. Tzankof, et par des officiers de l'armée et de la réserve conduits par l'ancien premier aide de camp du jeune roi, le colonel Christo Kalkof, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères. Quelques paysans, çà et là, esquissèrent des insurrections vite étouffées. M. Stamboliisky, qui se trouvait à la campagne près de Tatar-Pazardjik, en Roumélie, entouré de quelques hommes de sa garde orange, tenta d'organiser la résistance et, dans une rencontre avec un détachement de troupes du nouveau Gouvernement, il fut tué après une énergique défense. Ses plus notoires partisans sont en prison ou en fuite ; le Gouvernement dirigé par M. Tzankof paraît accepté sans difficultés par la population ; il s'est empressé de rassurer le corps diplomatique sur ses intentions que certaines informations tendancieuses avaient dénaturées. Ni les Macédoniens, ni, encore moins, l'ex-roi Ferdinand et le groupe germanophile de M. Radoslavof, ne sont les instigateurs du coup d'État, pas plus qu'ils n'en seront les bénéficiaires. Le Gouvernement s'efforce de demeurer au-dessus des partis sur le terrain national ; il se propose, à l'intérieur, une restauration des libertés démocratiques et l'adoption d'un régime économique plus moderne ; à l'extérieur, il continuera une politique d'exécution loyale du traité et de bons rapports avec tous ses voisins. Il est probable que le rôle du roi Boris sera, sous le nouveau ministère, moins effacé, tout en restant strictement constitutionnel. La Bulgarie, même presque désarmée, reste, par sa position géographique au centre de la Péninsule et par l'énergie laborieuse de ses habitants, une force d'avenir ; il importe que ce soit une force disciplinée et orientée vers les œuvres de paix et de civilisation : la paix balkanique est nécessaire à la tranquillité de l'Europe. La France ne saurait se désintéresser d'un peuple qui, malgré les fautes de ses gouvernants, a toujours cherché à développer chez lui l'influence civilisatrice de notre culture.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LOUIS XIV

II[1]

L'ÉVEIL A L'AMOUR ET A LA GLOIRE

CELUI QUI NE TROUVA POINT LA TABLE MISE

On ne peut pas dire de lui qu'il n'eut qu'à se donner la peine de naître pour avoir une couronne et un empire. Ce n'est pas le fils de famille qui, en venant au monde, trouve la table mise. Cet orphelin, héritier d'une grande maison royale, faillit sombrer tout de suite dans le naufrage de la monarchie nationale. Dès ses débuts, les chances lui furent obstinément contraires, et il dut soutenir contre elles un long combat pour en triompher.

D'abord sa naissance, on s'en souvient, fut une manière de miracle, une sorte de violence faite au ciel et à la nature. Son enfance et son adolescence furent traversées par toute espèce de contrariétés et par les pires tribulations. Il naît en pleine guerre contre l'Espagne et l'Empire, une guerre finalement couronnée de grands succès militaires, mais non encore décisifs. Bientôt après, ce fut la guerre civile, une manière de révolution devant l'ennemi, qui rendit courage aux Espagnols et leur permit de recommencer, en France, leurs intrigues et leurs tentatives de dissolution nationale. La monarchie fut à deux doigts du démembrement. Le petit Dauphin, chassé de sa capitale, dut reconquérir son royaume pour ainsi dire province

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

par province. Sans la présence d'esprit et l'habileté de Turenne, qui rétablit sa fortune au combat de Bléneau, il allait devenir un autre Roi de Bourges. Ce fut un moment des plus critiques pour l'unité française, qui n'était pas encore achevée. Et peut-elle l'être jamais complètement ?... Pourtant, cette unité, depuis deux siècles déjà, faisait l'admiration des étrangers. Machiavel voit, dans cette centralisation monarchique de la France, la principale raison de sa puissance. Elle était encore bien précaire au temps de la Fronde. Il n'y avait pas si longtemps qu'en Bourgogne, les paysans insurgés (lors de la révolte des *Lanturelus*) avaient brûlé le portrait du Roi aux cris de : « Vive l'Empereur ! » Travaillés par les agents de l'Allemagne, il leur semblait avantageux de se redonner à l'Empire. De son côté, l'Espagne caressait toujours le projet de susciter à Bordeaux une République d'Aquitaine et, à Marseille, une République de Provence. Pendant ce temps, l'Angleterre soutiendrait, au Havre ou à Rouen, une République normande, ou, en Saintonge, un État huguenot, dont La Rochelle serait la capitale et le port de mer.

Des faits comme ceux-là nous rappellent une vérité historique, qu'il ne faut jamais oublier : c'est que, si la France n'a pas précisément été faite contre les Français, elle l'a été trop souvent sans eux et malgré eux. A l'époque où nous sommes, au temps de Louis XIV enfant, ce fut une Espagnole et un Italien, Anne d'Autriche et Mazarin, — ce dernier, il est vrai, dépositaire de la pensée politique de Richelieu, — qui sauvèrent la France d'alors.

L'apprentissage de la royauté ne fut donc pas commode pour le Fils de France, qui, dès ses premiers pas, dut subir ces dures nécessités. Son caractère en resta marqué pour la vie. Comment, dans quel sens réagit-il contre elles ? Rien de plus passionnant à observer que cette formation d'une âme de maître.

***

Tout de suite il dut avoir la notion du danger permanent, qui l'environnait. Fatalité des enfances royales d'alors ! Maintenant que les descendants des vieilles races souveraines se sont embourgeoisés, nous n'avons plus idée de ce que pouvait être la condition d'un enfant comme Louis XIV, d'un véritable Fils de Roi. Autour de lui grondaient des ambitions furieuses, féroces

beaucoup plus qu'aujourd'hui, ambitions que seul il pouvait satisfaire ou réprimer, des haines qui visaient sinon lui-même, du moins ses plus dévoués serviteurs. Ne pouvoir faire un pas, sans se dire que le chemin est miné sous vos pieds, être jeune, avoir envie de rire, de jouer, de causer en toute liberté, de s'épancher auprès d'un ami, — et être obligé de se défier de tout le monde, de surveiller ses gestes et ses paroles, de cacher sa joie ou ses larmes, de dissimuler toujours et d'être toujours sur le qui-vive : ce devait être bien dur pour un petit garçon de dix ans.

Car, même en lui supposant l'insouciance naturelle de son âge, cette insouciance ne pouvait pas durer. Son entourage ne lui laissait rien ignorer de ce qui se tramait autour de lui : c'était à qui s'emparerait de sa confiance et de son esprit, lui soufflerait ses inimitiés ou ses sympathies.

Au milieu de tous ces fourbes, de tous ces intrigants, de ces ennemis plus ou moins directs, le jeune Louis-Dieudonné ne se sentait en sûreté qu'auprès de sa mère et de son parrain, le Cardinal. Sans doute il devinait quelle espèce de relations les unissait l'un à l'autre, et, en enfant jaloux et très personnel qu'il était déjà, il en souffrait. Mais il savait que tous deux avaient un intérêt capital à lui conserver son trône et à défendre sa vie. D'où la reconnaissance qu'il leur garda toujours, surtout à sa mère, qui fut peut-être son plus grand amour. Saint-Simon raconte qu'après la mort de Louis XIV et l'ouverture de son corps, on porta son cœur de chair chez les Jésuites de la rue Saint-Antoine, « ce cœur qui n'aima personne et qui fut si peu aimé. » Saint-Simon, comme toujours, altère, ici, la vérité. A mettre les choses au pis, Louis XIV aima au moins sa mère, et cela profondément, de toute son âme, jusqu'au plus intime de son être et de sa pensée, jusqu'à s'évanouir de douleur devant son lit d'agonie : « Il fallut le soutenir, dit Mme de Motteville, de peur qu'il ne tombât. Il était lié à elle par des chaînes bien fortes et une longue habitude de confiance, *que les personnes de ce rang n'ont guère accoutumé de connaître ni de pratiquer*, mais dont la perte, par cette même raison, devait être dure à ceux qui ont joui d'un bonheur si rare... » Lui-même, dans ses *Mémoires*, a parlé de ce deuil avec une noblesse et une émotion contenue, à quoi on reconnaît le souverain autant que le fils affectueux : « La nature avait formé les

premiers nœuds qui m'unissaient à la Reine ma mère. Mais les liaisons qui se font dans le cœur par le rapport des qualités de l'âme se rompent plus malaisément que celles qui ne sont produites que par le seul commerce du sang... » Un peu plus loin, il invoque, pour justifier son chagrin, non seulement la reconnaissance, mais ce qu'il appelle la « trempe de son cœur. » Enfin, quelque temps après la mort d'Anne d'Autriche, il répondait à un consolateur indiscret par cette phrase hautaine, où cependant perce encore plus d'affection que d'orgueil : « Monsieur le marquis de La Vallière, ce que j'ai souffert en perdant la Reine, Madame ma mère, surpasse tous les efforts de votre imagination ; et, pour vous répondre en un mot, sachez que la seule main qui m'a porté un si rude coup est capable de l'adoucir. »

A part cette mère coquette, cette mère très aimée et qu'il aurait voulu sentir davantage à lui ; à part cet Italien fertile en ruses, dont l'attachement à sa personne et à celle de sa mère lui était connu, pas un être à qui se fier. Toute sa famille était plus ou moins ouvertement contre lui. Son oncle Gaston, à qui la naissance d'un Dauphin avait enlevé tout espoir d'arriver au trône, ne demandait qu'à le trahir. Les Condé et les Vendôme, divisés entre eux et également opposés à Gaston, n'offraient pas un appui plus sûr. Même chose pour la plupart des grands seigneurs du royaume, les Bouillon, les Montmorency, les La Rochefoucauld. Tout ce monde ne songeait qu'à s'agrandir aux dépens du Roi, réclamant de la Régente des pensions, des gouvernements, des places de sûreté, le droit de lever des troupes particulières. Et, pour comble de disgrâce, le Tiers, comme les grands seigneurs, semblait désaffectionné de la Couronne, ce Tiers qui avait toujours été, jusque-là, le plus fidèle soutien de la monarchie. C'était, à Paris, un véritable mouvement révolutionnaire, qui, heureusement, ne s'étendit point au reste de la France, sauf quelques provinces du Midi.

*
* *

Ainsi qu'il arrive à tous les grands tournants de l'histoire, tout était remis en question. On prétendait reviser les droits, les titres et les valeurs. On criait bien haut que le gouvernement était livré à deux étrangers. On reprochait au premier ministre d'être Italien, comme à la Régente d'être Espagnole. On

accusait Mazarin de livrer la France aux traitants et d'épuiser le pays par ses impôts. Le fait est que le gouvernement avait un impérieux besoin d'argent pour terminer la guerre contre l'Empire et les Espagnols. Si passionnés qu'ils fussent, les adversaires de l'Italien étaient bien forcés d'en convenir; cela crevait les yeux. Mais alors ils répandaient le bruit qu'il éternisait la guerre, pour profiter sur les fournitures : calomnie banale, et qui se répète invariablement, en pareille circonstance. Sans doute, le Cardinal avait un goût des plus vifs pour l'argent, un insatiable désir d'accroissement tant pour lui que pour les siens. Mais il lui fallait un budget de guerre et il se le procurait comme il pouvait, n'ayant pas le choix des moyens : le salut de l'État avant tout !... Là-dessus, des chats-fourrés, gros et gras, qui ne se refusaient rien pour eux-mêmes, criaient que cette Éminence étrangère voulait « tirer la moelle des os des malheureux Français, » que bientôt les misérables en seraient réduits « à paître l'herbe, comme de pauvres bêtes. » Certains de ces citadins échauffés, prenant à la lettre ce vieux cliché de la rhétorique parlementaire et cléricale, affirmaient que, dans les campagnes, les paysans tondaient l'herbe de leur langue, comme bœufs ou moutons. Contradiction bizarre et dont rien ne saurait, à aucune époque, corriger la nation ! On voulait être le premier peuple du monde, mais on ne voulait donner pour cela ni un homme ni un écu ! Pour s'en dispenser, on invoquait en grand tapage la misère générale du royaume. Et, bien entendu, c'était l'Éminence italienne qui en était responsable.

Grands seigneurs et gens de justice, sans parler des dévots, l'exécraient encore pour avoir, à l'imitation de Richelieu, exagéré les tendances égalitaires de la monarchie française. Il est certain que, pour la commodité d'un gouvernement de plus en plus centralisateur, il tâchait à faire rentrer tout ce monde dans le rang, aussi bien le clergé que les nobles et les parlementaires. A ces haines des hautes classes s'ajoutaient celle des bourgeois et du populaire. Ces Parisiens, qui ne voulaient pas de la guerre contre les Allemands ou les Espagnols, se montraient tout pleins d'ardeur belliqueuse, dès qu'il s'agissait d'empoigner l'escopette et de battre le tambour pour marcher contre le « tyran. » Les bourgeois de Paris et les gens du peuple étaient enragés contre « le Mazarin. » Il y eut, en ces journées de la Fronde, une véritable explosion du vieil instinct révolutionnaire

parisien, une sorte de répétition de 89 et de 93. A de certains moments, on s'y croirait; c'est le même décor, ce sont les mêmes comparses. Tels croquis d'émeute, pris sur le vif comme celui-ci, nous l'attestent :

Le peuple fait les barricades.
De tous côtés, on fait grand bruit,
On court, on s'avance, l'on fuit.
Maçons, charpentiers, étuvistes,
Imprimeurs, relieurs, copistes,
Garçons de postes et relais,
Colporteurs et clercs du palais,
Tailleurs, pages d'apothicaires,
Maquignons, écorcheurs, libraires,
Fourbisseurs, charrons, bateliers,
Crocheteurs, doreurs, écoliers,
Crieurs de noix et d'eau-de-vie,
Moutardiers et vendeurs d'oublie.
. . . . . .
Porte-chaises, passeurs de bac,
Vendeurs de pipes et de tabac,
Cureurs de puits et de gadoue,
Charretiers qui mènent la boue,
Maréchaux, forgerons, selliers,
Partout s'épandent par milliers...
Aux halles les tripiers s'armèrent...
Chacun son compagnon réclame.
Fourbit son mousquet et sa lame,
Et, jurant sans cesse « morbieu ! »
Prend l'hallebarde ou quelque épieu...
Partout les chaînes sont tendues.
Des caves on sort des tonneaux,
On amène des tombereaux,
Des chariots et des charrettes.
On apprête les escopettes...

Par-dessus ces foules en effervescence, il passe, à de certains moments aussi, comme un grondement annonciateur de *la Marseillaise* ou même de *la Carmagnole* :

Puisque c'est à nous les canons,
Avec les boulets et la poudre,
Bourgeois, si mes conseils sont bons,
Puisque c'est à nous les canons,

Pour immortaliser vos noms,
Allez partout porter la foudre,
Puisque c'est à nous les canons,
Avec les boulets et la poudre !

. . . . . .

Aux armes ! ils sont aux Faubourgs !
Laquais, mon pot et ma cuirasse !
Qu'on fasse battre les tambours.
Aux armes ! Ils sont aux Faubourgs !

Toutes ces fureurs étaient déchaînées contre le ministre italien, souvent aussi contre le Roi et surtout contre la Reine : « La Reine croit être plus en sûreté à Saint-Germain, dit un pamphlet du temps... (Mais) on sait à Paris son impuissance ; et *il était aisé d'aller quérir le Roi à Saint-Germain et de le ramener, ce qui n'est pas sans exemple, et de faire pis, si le Parlement eût voulu...* » Nous y voici : c'est déjà le boulanger, la boulangère et le petit mitron ramenés de Versailles par le peuple de Paris. Et « faire pis, » qu'est-ce à dire ? sinon faire comme en Angleterre : juger le Roi, la Reine et le Ministre et leur couper le cou.

Nos historiens nous ont trop habitués à considérer ce mouvement de la Fronde comme une agitation superficielle et même tout à fait dénuée de sérieux. En réalité, elle avait plus de profondeur qu'on ne le croit. Tous les esprits étaient en ébullition. Même des gens, dont tous les soins allaient au Ciel, comme les solitaires de Port-Royal, exercèrent alors une action révolutionnaire trop certaine. La plupart des curés de Paris étaient frondeurs et jansénistes : d'où le légitime ressentiment de Louis XIV contre la secte. C'étaient des factieux comme les autres. Un peu partout, on revisait les titres de la monarchie, et, de même qu'en 89, on commençait le procès du pouvoir absolu. On prononçait que la royauté, à ses origines, avait été élective, qu'elle n'était qu'une délégation du pouvoir populaire, que sa prépotence usurpée devait être limitée par des corps constitués et qu'enfin l'impôt devait être consenti par la nation... Qu'a-t-il manqué à ces revendications pour renverser l'ordre établi ? Une éducation plus complète de l'opinion, l'entente des partis et surtout la préparation et l'organisation révolutionnaires. Mais il est certain qu'à cette date de 1648 nous sommes déjà en pleine révolution.

Le jeune Roi, témoin impuissant de ces scènes de désordre, en eut le sentiment très fort. Sans doute les discussions théoriques sur la royauté, ses droits et ses limites, passaient par dessus la tête de cet enfant. Mais la Fronde lui infligea des humiliations telles qu'elles furent pour lui de cruelles leçons de choses, dont il se souvint toujours : sa fuite à Saint-Germain, la protection insolente de Condé, les basses injures contre sa mère et le Cardinal, les violences du populaire. Après le premier retour de la famille royale à Paris, le capitaine des Suisses de Gaston d'Orléans et *des gens du peuple, craignant qu'il ne s'évade, forcent la Reine à leur montrer le petit Roi dans son lit.* Qu'on s'imagine l'effroi et le dégoût du petit garçon devant ces soudards en armes et ces trognes avinées. Cent ans plus tard, ce sera la peur du petit Dauphin, au Temple, devant la ronde des sans-culotte. Au mois de janvier 1651, lorsque le Premier Président, Mathieu Molé, vint demander à la Régente, « plutôt en maître qu'en suppliant, » de relâcher les princes, le jeune Roi eut peine à se contenir devant la hardiesse de ces paroles. Il dit ensuite à sa mère, — nous rapporte Mme de Motteville, — que « s'il n'avait point cru lui déplaire, *il aurait fait taire le Premier Président et l'aurait chassé.* »

Mais le petit Roi grandit. L'année suivante, il est dans sa quatorzième année : il vient d'être déclaré majeur. Il est capable de voir et de réfléchir par lui-même. Obligé de fuir sa capitale, errant de ville en ville, il se rend compte de tout le mal que les Frondeurs ont fait au Royaume. Il sent que, par eux, la France est en train de se défaire. A Bourg, sur la Dordogne, pendant le siège de Bordeaux, il pleure des larmes de rage, devant son compagnon de jeux, Loménie de Brienne, à la pensée qu'un Roi de France est dans la nécessité de reconquérir son héritage. Le voyant tout en pleurs, le jeune Brienne lui dit : « Qu'avez-vous, mon cher maître ? Vous pleurez ! — Je ne serai pas toujours un enfant, répondit le Roi. Mais taisez-vous ! Je ne veux pas que personne s'aperçoive de mes larmes. Les coquins de Bordelais ne me feront pas longtemps la loi !... »

Ainsi, il lui fallut le choc de l'adversité pour lui donner l'entière conscience de son autorité, de ses responsabilités et de ses devoirs, pour lui faire comprendre ce que c'était que d'être Roi. Cela le surprit en plein travail de croissance, une croissance qui fut longue ainsi qu'il convenait à une forte nature

comme la sienne. Il vivait, en somme, d'une vie molle et paresseuse, partagée entre les exercices du manège, les courses en forêt, les baignades en Seine, les ballets et les comédies. Et voilà que, tout à coup, il était, en quelque sorte, sommé par les événements d'être Roi. Il n'eut pas à s'y résigner, en homme qui n'a de goût que pour la vie intime et particulière et qui répugne aux fonctions publiques. D'instinct et de naissance, il était Roi. Mais il lui fallait du temps pour l'affirmer. Jeté brusquement au milieu des conjonctures les plus périlleuses, il s'aperçut que le métier n'était pas facile. Ses maîtres d'écriture s'étaient moqués de lui, en lui donnant à copier ce beau modèle : *L'hommage est dû aux Rois. Ils font ce qu'il leur plaît.* Or voici que ses sujets, et même ses proches, ceux qui avaient le plus d'intérêt à le soutenir et à le protéger, lui refusaient l'hommage et l'obéissance. Et il était bien loin de faire ce qu'il voulait. Sans Mazarin et Turenne, il eût été perdu. A quoi peut être bon un enfant de dix ans et même un adolescent de quatorze?...

Mais il sentit aussi que ces deux mentors n'eussent rien pu sans lui, sans l'amour instinctif que lui vouaient ses peuples. On ne tolérait le ministre avaricieux et le rude militaire qu'en considération du Roi futur. En présence du danger, à deux doigts de l'exil et peut-être de la mort, il vit à quoi tient la solidité d'un État, et que très peu de temps suffit à renverser l'œuvre de plusieurs siècles. Il en garda une aversion profonde contre les brouillons et les factieux, contre toutes les puissances de désordre qui, par leur intervention maladroite ou bassement intéressée, compromettent ce long et difficile chef-d'œuvre de la monarchie. Il y acquit enfin une connaissance plus complète des hommes, connaissance exempte d'illusions, mais aussi d'amertume et de rancœur. Il apprit tout ce que l'intérêt peut produire de vilenies et même de crimes monstrueux dans la plupart des âmes. Mais son idée du monde n'en fut point assombrie ni chagrine. Il n'avait rien d'un Hamlet, ni d'aucun héros romantique. Malgré le spectacle des pires turpitudes et des plus odieuses trahisons, il sut garder son équilibre moral et sa bonne humeur, en beau joueur qui connaît les conditions de la partie, et même en joyeux garçon qui entend jouir de la vie, quelles qu'en soient les laideurs et les incommodités. Il ferait allégrement son métier, sans mépris

pour l'humanité, sans rancune contre ces Français et ces Parisiens, qui l'acclamaient éperdument, après avoir vomi contre lui et sa mère les plus ignobles calomnies. En vain, son ministre italien lui avait dit qu'il ne pouvait se fier à aucun Français : il ne retint de ce cruel avertissement que ce qu'il contenait de conforme à la triste réalité. Sans doute l'Éminence napolitaine prêchait pour son saint, en exaltant, aux dépens des Français, le dévouement des ministres étrangers. Mais on venait d'avoir la preuve que les pires ennemis de la France, c'étaient ces parlementaires, ces princes et ces princesses qui traitaient ouvertement avec l'Espagne, qui se promenaient au Bois de Boulogne en compagnie d'officiers espagnols, — et, encore une fois, que, la plupart du temps, la France a dû être faite et maintenue par la monarchie contre certains Français. Le jeune Roi savait tout cela, mais, en même temps, il connaissait mieux son peuple que cet Italien. Il se plaisait à dire : « Je suis Français autant que Roi. » Il savait sur quelle matière de choix il aurait à travailler. En somme, il aimait son peuple, autant qu'il l'estimait, parce qu'il en était aimé, parce qu'il connaissait le très ancien et indéfectible amour des Français pour leurs Rois, considérés par eux comme les Défenseurs du Peuple.

Être aimé, être le Père de son Peuple, il le désirait, certes, de toute son âme. La terrible leçon de la Fronde venait de lui prouver que rien n'était plus difficile. Le métier de Roi ne peut être « délicieux, » que si le Prince, à force de vertu, arrive à faire ses délices de ce qui est sa tâche et sa peine souvent très dures. Ce métier, dont il sent toutes les épines, il va s'efforcer de l'apprendre. Il a le sentiment de son ignorance, de sa faiblesse, de son extrême jeunesse. Néanmoins, il se dit à lui-même comme à son ami Brienne : « Patience ! Je ne serai pas toujours un enfant ! *Mais taisons-nous !* » Se taire, c'est sa grande habileté et sa grande défense, pendant ses années de lutte et d'apprentissage. Il reste masqué et silencieux, jusqu'au jour où il pourra parler en maître et se manifester en gloire. Avant d'être Louis le Grand, il a été longtemps, et volontairement, Louis le Taciturne.

LE CARDINAL, OU L'ÉCOLE DES ÉLÉGANCES ET DE LA POLITIQUE

On connaît la phrase inique de Saint-Simon sur Louis XIV : « Né avec un esprit au-dessous du médiocre, mais un esprit capable de se former, de se limer, de se raffiner, d'emprunter d'autrui sans imitation et sans gêne, il profita infiniment d'avoir, toute sa vie, vécu avec les personnes qui toutes en avaient le plus, et des plus différentes sortes, en hommes et en femmes, de tout âge, de tout genre et de tout personnage... » Mais cette phrase se réfute elle-même. Elle est un involontaire hommage à la vérité. Qu'est-ce qu'un « esprit au-dessous du médiocre, » c'est-à-dire un imbécile, une nullité, qui est capable de « se former » et de « se raffiner » et surtout « d'emprunter sans imitation ? » Cela ne s'est jamais vu. Le médiocre ou l'imbécile ne peut qu'imiter servilement, se parer d'un déguisement d'emprunt, copier plus ou moins grossièrement le raffinement d'autrui, mais être réellement « raffiné » ou « formé, » — cela jamais ! Nous verrons tout ce que Louis XIV ajouta de son cru à l'apport de ses serviteurs ou de ses pédagogues. C'est tout simplement du génie, une conception originale et personnelle, une idée de la royauté, dont nul, jusqu'à lui, ne s'était avisé. Mais il est certain que ce fut un profiteur, et, comme le dit Saint-Simon, qu'il profita infiniment d'avoir vécu toute sa vie avec des hommes supérieurs. Il aimait l'esprit, toutes les sortes d'esprit et d'intelligence, s'il détestait la médisance et le dénigrement, la critique envieuse, le scepticisme destructeur. Lui, il était éminemment un constructeur. Il voyait une œuvre grande et difficile à mettre debout, et il s'irritait contre quiconque menaçait ou compromettait la réussite de cette belle œuvre. Pour la réaliser, il prenait de toutes mains. Comme tous les vrais maîtres, il excellait à tirer des hommes tout ce qu'ils pouvaient donner, et même un peu au delà.

Parmi ceux qui l'aidèrent à se former, son parrain, le Cardinal, tient une place éminente. Mazarin n'avait pas de génie. Mais il fut pour Louis XIV le grand initiateur, — son guide et, dans une certaine mesure, son père spirituel. Ce fut quelque chose de vraiment providentiel que la rencontre de ces deux êtres.

*
* *

Rappelons-le tout de suite : cet Italien, vêtu de pourpre, aux manières insinuantes, glissantes et silencieuses, était un personnage extrêmement séduisant, un charmeur. Anne d'Autriche ne tarda point à en faire l'expérience. Lorsqu'il parut pour la première fois au conseil, ce fut, pour les vieux ministres de Louis XIII, une sorte d'éblouissement : « grand, de bonne mine, bel homme, le poil châtain, un œil vif et d'esprit, *avec une grande douceur dans le visage...* » tel nous le dépeint, dans ses *Mémoires*, Olivier d'Ormesson, présent à la séance. Ce prélat, ancien capitaine d'infanterie dans l'armée pontificale, avait l'usage du monde et du meilleur. Élevé à Rome, au collège des Jésuites, il avait terminé ses études en Espagne, à l'université d'Alcala, où il accompagnait le fils de son protecteur, le jeune Jérôme Colonna. Il avait vécu à Rome, centre cosmopolite, centre d'art et de civilisation; en Espagne, le pays le plus riche, le plus fastueux et, à une foule d'égards, le plus raffiné d'alors. Il y avait pris, avec des allures très discrètes et très souples, une culture esthétique, un sens de la volupté, une façon de jouir de la vie, de l'orner et de l'ordonner, et, avec tout cela, des manières libérées, affranchies d'une foule de vieux préjugés, celles d'un homme qui a voyagé et qui a respiré l'air des pays les plus « avancés » et les plus beaux du monde, enfin quelque chose de très moderne et de très élégant, qui devait faire scandale dans les milieux parlementaires parisiens et même parmi les rudes soudards des guerres d'Allemagne, de Catalogne et des Flandres.

Ce fut de l'effarement et bientôt de la haine et de la fureur contre cet étranger. On n'attendit pas la Fronde pour fouiller son passé, scruter ses origines. On n'ignorait point que Giulio Mazzarini était d'assez basse extraction. Mais bientôt la calomnie s'évertua à le ravaler encore : « On sait, écrit un pamphlétaire frondeur, que *son aïeul était un pauvre chapelier*, Sicilien de nation, qui fut contraint de faire banqueroute et de quitter son pays. Son père, étant jeune et dans cette indigence, commença ses services à Rome, dans une écurie, à panser des chevaux; et, peu après, s'avançant, devint pourvoyeur et maître d'hôtel d'une personne de condition (Philippe Colonna, chef de cette illustre famille), où, faisant valoir avec industrie ses petits profits,

qu'on appelle en France les tours de bâton, il eut enfin de quoi payer en partie l'office de maître des postes de Rome à Naples... » L'esprit mercantile du Cardinal et la tiédeur de sa foi religieuse le firent même soupçonner d'être d'origine juive : « Je l'ai appris, — affirme un moine, suppôt du coadjuteur de Retz, — je l'ai appris dans nos maisons religieuses d'Italie, où le bruit de sa fortune prodigieuse rappela presque aussi soudainement la mémoire de ses ancêtres chez ceux qui étaient de son pays, qui m'ont assuré qu'il était né à Palerme, de Pierre Mazarin, *marchand de chapelets*, qui changea de pays par banqueroute... Les pères de ce Pierre étaient de la ville de Mazarini (Mazzara?) en Sicile, où ils abjurèrent la profession de judaïsme. »

Le mensonge paraît évident. On saisit la confusion grossière entre le « marchand de chapelets » et le « chapelier. » Mais, quand on connaît un peu la psychologie de Mazarin, cette accusation de judaïsme est extrêmement curieuse et suggestive. Quoi qu'il en soit, il paraît certain que Mazarin était parti de très bas. Ce fils d'un maître de postes qui devient non seulement prince de l'Église (cela n'a rien que d'ordinaire), mais le véritable souverain d'un grand État, l'amant et peut-être l'époux d'une Reine, qui maria ses nièces à des princes régnants et à des princes du sang de France, — ce parvenu est, à côté de beaucoup d'autres, un bel exemple du mélange des classes et de l'ascension illimitée de la roture sous l'ancien régime.

Pourtant, si éblouissante que soit cette fortune, les origines du tout-puissant ministre restent passablement obscures. Et même après qu'il est entré dans la vie politique, un certain nombre de points le demeurent également. Par exemple, était-il naturalisé français, comme on le dit? Avait-il reçu les ordres? Avait-il épousé religieusement Anne d'Autriche? La plupart de ces questions semblent insolubles. Les historiens nous assurent qu'il obtint au mois d'avril 1639 des lettres de naturalisation, qui furent enregistrées au Parlement dans le courant du mois de juin de la même année. Pourtant, lors de la mort du Cardinal, Guy Patin écrivait à un de ses correspondants : « On a, ici, découvert que le cardinal Mazarin n'était point naturalisé Français... D'autres prétendent qu'il avait dessein de devenir pape et que cette naturalisation l'en aurait em-

pêché... » Tout cela est difficilement vérifiable aujourd'hui. De même pour la question de savoir s'il avait reçu les ordres. Les mieux informés tiennent généralement pour l'affirmative. Ils font remarquer que Mazarin, avant d'être promu au cardinalat, avait été nommé, par le pape Urbain VIII, chanoine de Saint-Jean de Latran, preuve certaine, nous dit-on, qu'il était prêtre, « car, à Rome, on n'admettait au canonicat des basiliques patriarcales que des prêtres... » D'autre part, Daniel de Cosnac affirme, dans ses *Mémoires*, qu'il a vu le Cardinal administrer l'Extrême-onction à sa nièce mourante, la Princesse de Conti. Donc il avait reçu les ordres... Et, cependant, au temps de la Fronde, tout le monde croyait que le Cardinal et la Reine étaient unis par ce qu'on appelait un mariage de conscience. On prétendait même que « le Père Vincent » — le futur saint Vincent de Paul, — aurait approuvé et ratifié leur union. S'il en est ainsi, Mazarin ne pouvait être prêtre, à moins d'avoir obtenu du pape une dispense, qui ne s'accorde, paraît-il, que très rarement et dans des cas désespérés.

Il n'existe, cependant, aucune preuve de ce mariage. La seule chose certaine, c'est que la Reine aimait passionnément le Cardinal. Furent-ils amants, au sens mondain du mot ? Il est impossible de l'affirmer d'après leur correspondance, si tendres qu'en soient les termes. Les deux correspondants se servent, pour exprimer leur mutuelle affection, de signes conventionnels dont on ne peut préciser exactement le sens. La Reine était une dévote, le Cardinal un homme d'Église. Les expressions d'amour dont ils usaient, pouvaient, comme dans les livres pieux, n'avoir qu'une signification toute spirituelle. Ainsi cet amour eût été purement platonique, comme celui du roi d'Espagne, Philippe IV, le propre frère de la Reine, pour sœur Marie d'Agreda, qui était sa confidente et qui, du fond de son couvent, dirigeait la conscience royale. Pourtant, les phrases d'Anne d'Autriche et de Mazarin ont une autre chaleur et un autre accent que celles de Philippe IV et de sœur Marie. Ils parlent souvent, dans leurs lettres, de « liens que rien ne saurait briser. » Admettons que ces liens aient été de pure amitié ou de pur amour platonique : ce qu'il y a de sûr, c'est que la Reine se jeta, de tout son cœur, à cet amour. Mazarin paraît avoir été infiniment plus réservé. Anne d'Autriche, pour donner une couleur innocente à sa passion, répondait à ses amies, qui lui

reprochaient son inclination pour le Cardinal, que ce bel homme n'avait aucun goût pour les dames, — accusation qui fut maintes fois répétée par les libellistes et folliculaires de la Fronde. Comment faire le départ de la vérité et de la calomnie dans tout cela? Il est du moins évident que Mazarin, en échange du grand amour de la Reine, lui voua un dévouement absolu, — autant du moins qu'un personnage si ondoyant en était capable. Il écrit dans ses carnets, à la date du 20 et du 21 mai 1643 : « Je voudrais avoir le caractère de *son serviteur domestique*, et il est nécessaire que Sa Majesté le fasse... Sa Majesté pense à me donner la charge de son domestique, pour avoir ma chambre chez Elle et pour avoir le maniement des fonds secrets de Sa Majesté... » Ainsi, il ne veut être d'abord qu'un domestique, qui jure à sa maîtresse une fidélité à toute épreuve. Il offre un dévouement, chose dont les souverains de ce temps-là, cruellement isolés dans leur toute-puissance, se montraient si avides. C'est sur ce dévouement presque servile et sur la confiance absolue de la Reine que le subtil Napolitain bâtit sa fortune et son pouvoir.

Quelle fut l'attitude du jeune Roi en face de cet homme si souple et si secret? On en est réduit à le deviner, car le Roi, au moins aussi secret que son ministre, n'a jamais rien laissé échapper de ses sentiments intimes. Il est probable qu'il en voulut toujours au Cardinal de lui avoir pris le cœur de sa mère. Mais il savait aussi qu'il pouvait compter entièrement sur cet étranger, qu'il lui devait sa couronne et peut-être sa vie. Il estimait et respectait infiniment son parrain. De son côté, Mazarin se penche sur cet enfant royal avec une sollicitude presque paternelle. Lui, la Reine et le Roi, ils forment un trio indissoluble, uni par une sorte de pacte de famille. Quoi qu'il pense de son ministre, le jeune Prince lui est reconnaissant de mettre au-dessus de tout le salut de son État. Il se fie complètement à lui. Il est, entre la Reine et le Cardinal, celui qu'ils appellent, dans leurs lettres, « le Confident. » Avec cela, il admire la sagesse et l'expérience de cet habile politique. En homme qui a le sens inné du faste et de tous les raffinements du luxe, le goût des arts et de la volupté, il se sent à l'unisson avec cet Italien magnifique, ce brillant cavalier qui a vécu à Rome et à Madrid, et qui, dans la médiocrité bourgeoise et quelque peu sordide du Paris d'alors, apporte, avec sa pourpre

cardinalice, comme un reflet éclatant du Pays de la splendeur et du Pays de la beauté.

De quel œil et de quelle oreille avides, cet adolescent timide et toujours en défiance de lui-même, ne va-t-il pas recueillir les leçons d'un tel maître!

***

Dès les premières années de son ministère, Mazarin s'installa au Palais Royal, près de la Reine, puis, plus tard, il eut son appartement au Louvre, au-dessus de la chambre du Roi, de sorte qu'il habita très peu ce magnifique hôtel Tubeuf, qu'il avait fait agrandir et embellir avec tant de soin et qui était devenu le Palais Mazarin. Ce ne fut plus, pour lui, qu'une sorte de *retiro*, « où il était bien aise, dit Mme de Motteville, d'aller quelquefois se reposer au milieu des merveilles qu'il y accumulait et où il logeait ses nièces. »

Ainsi le jeune Louis XIV vécut, avec son ministre, dans une intimité, si l'on peut dire, de tous les instants. C'était, pour l'apprenti souverain, comme un modèle qu'il eut constamment sous les yeux.

On s'imagine l'ébahissement et l'admiration de ce garçon un peu fat lorsqu'il pénétrait dans le cabinet de son beau parrain et qu'il le trouvait assis dans un fauteuil, avec deux guenons sur les genoux, ou s'amusant à faire danser ces bêtes travesties en dames de la cour. Dans un coin, des cassolettes fumaient, où les valets de chambre jetaient des pastilles d'ambre et de jasmin. En été, des boissons fraîches, à la mode d'Italie, des sorbets, des jus de citrons et d'oranges, des limonades de toute sorte étaient disposés sur une table. La pièce exhalait mille odeurs exquises. Le Cardinal lui-même s'inondait de parfums. Il parfumait, disait-on, jusqu'à ses singes. Le bruit courait qu'il se faisait fabriquer des essences, des pommades, des pâtes de senteur par des religieuses italiennes. Ses gants d'Espagne étaient musqués, ses moustaches en pointe redressées et collées aux joues par l'artifice de la *bigotère*, que Philippe IV avait mise à la mode. Ses rubans et ses glands excitaient la médisance. Les personnes austères s'indignaient de son goût pour le théâtre, l'opéra, les pièces à machines, les ballets. Il s'entourait de bouffons, de chanteurs, de danseurs et de comédiens. Le jeune Roi était fou de tout cela. Il savait

certainement très bon gré à son parrain d'aimer ces plaisirs et ces élégances que lui-même aimait tant. Mais les vieux bourgeois de Paris se hérissaient devant cette invasion de mœurs espagnoles et italiennes. Ils accusaient le Cardinal de « vivre dans la volupté. » Il faut lire les lettres furibondes d'un Guy Patin, tout plein de mépris pour ce prince de l'Église si délicat et si parfumé. Devant ces manifestations, pourtant bien discrètes, d'une vie somptueuse et raffinée que l'on ne connaissait pas encore en France, on conçoit la rage et l'envie de ces médicastres, de ces robins du Marais ou de la place Maubert, pour qui la suprême débauche, en la belle saison, le dimanche, était de s'en aller, juchés sur une bourrique, à leurs jardins de Suresnes ou de Bagnolet, et d'y passer la journée à grappiller des groseilles, ou à cueillir des cerises sur l'arbre.

Mais le Cardinal ne s'en tenait point à ces frivolités. C'était un dilettante très averti, un amateur de beaux livres, de statues et de tableaux, d'œuvres d'art de toute sorte, et, comme ses compatriotes, il avait la passion des bâtiments. Sa bibliothèque était fameuse et aussi ses écuries. On l'appelait, sous la Fronde, « le bâtisseur d'écuries » et « l'homme à la bibliothèque. » En réalité, il avait fait de l'Hôtel Tubeuf, transformé par lui, un véritable musée. Les parlementaires le lui reprochaient amèrement. Ces pudeurs jansénistes dénonçaient la « honteuse nudité » de ses statues, et ils supputaient qu'un seul de ses marbres antiques avait coûté « plus de deux mille écus. » Ils dénombraient ses cabinets d'ébène, ses tables de marbre « taillées en forme d'oiseaux, » d'autres « où les pierres précieuses et l'or font un agréable mélange, » d'autres en mosaïque, ses miroirs et ses coupes de Venise, ses lits d'ivoire... Enfin, détail vraiment scandaleux et diabolique : « il y a une chaise, dans un lieu de cette maison, reculé et obscur, dans laquelle si quelqu'un s'assied, par des ressorts inconnus, *tirant une corde*, il descend ou monte selon les mouvements de son désir!... » N'en doutons point : c'est bien d'un ascenseur qu'il s'agit! Mazarin s'en était fait construire un dans son Palais. Ce voluptueux Italien avait inventé l'ascenseur deux cents ans avant nos ingénieurs.

Avec le goût des bâtiments, le Cardinal avait encore celui des fêtes. Celles qu'il donna pendant les dernières années de sa vie laissent déjà entrevoir ce que seront, quelques années plus

tard, les fêtes fameuses de Versailles. Mazarin, si avare dans son privé, savait se montrer fastueux en public, quand il le jugeait à propos. Entre autres exemples, Mlle de Montpensier nous a gardé le souvenir d'« une chose fort galante et extraordinaire » que fit le Cardinal, pendant l'hiver de l'année 1658. Il offrit à leurs Majestés, à la Reine et à la Princesse d'Angleterre un grand dîner suivi d'une loterie. La galerie du Palais était pleine « de tout ce qu'on peut imaginer de pierreries, de bijoux, meubles, étoffes, cabinets, vases de Chine, chandeliers de cristal, vaisselle d'argent, senteurs, gants, rubans, éventails... Il y en avait pour quatre ou cinq cent mille francs... Cette galante libéralité fit beaucoup de bruit par tout le royaume et aux pays étrangers, *étant extraordinaire...* »

Ainsi, le Cardinal ne regardait point à la dépense, quand il s'agissait d'éblouir et de frapper l'opinion. Louis XIV se souviendra de cette leçon, comme il se souviendra de la loterie de son parrain, nouveauté bien italienne qu'il acclimatera décidément à Versailles. Mais, en cela comme en tout le reste, depuis la manie des parfums jusqu'à celle des bâtiments, pour les tableaux, les statues, les beaux meubles, l'art d'embellir la vie et de la rendre plus exquise, le grand Roi aura été l'élève, — génial assurément, mais enfin l'élève, — de Mazarin.

***

Dans un domaine plus intime, l'influence du maître sur son disciple est non moins certaine. Il existait assurément bien des affinités morales entre l'un et l'autre. Pourtant les différences entre leurs deux natures sont encore plus nombreuses et d'ailleurs vigoureusement tranchées. Par exemple, Louis XIV, quoi qu'on en ait pu dire, est, au fond, une âme religieuse. La religion du Cardinal est beaucoup plus sujette à caution. Ses ennemis répétaient qu'il n'était chrétien que pour la forme, que sa morale, comme sa politique, était toute païenne : « Le cardinal de Mazarin, écrit Mme de Motteville, avait été soupçonné de n'avoir pas eu beaucoup de religion. Sa jeunesse était déshonorée par une mauvaise réputation qu'il avait eue en Italie, et, comme je l'ai dit en parlant de lui, il n'avait jamais témoigné assez de vénération pour les mystères les plus saints. » Est-ce à dire qu'il fut un libertin? Rien, dans sa conduite, n'autorise à l'affirmer. Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que sa piété

n'était pas très fervente. Sa mort n'eut rien de particulièrement édifiant. Elle fut convenable, voilà tout. L'abbé de Choisy va même jusqu'à dire : « Il mourut, *moins chrétien que philosophe*, avec une constance admirable et une tranquillité qui lui venait, à ce qu'il disait lui-même, de l'innocence de sa vie passée. »

C'est dans de tout autres sentiments que Louis XIV est mort. Mais il dut probablement à l'exemple du Cardinal la défiance et l'espèce d'éloignement qu'il garda toute sa vie pour les dévots. Dès ses débuts au ministère, Mazarin eut les dévots pour ennemis. Il notait dans ses carnets : « Tous les couvents sont contre moi et particulièrement le Val de Grâce. » Plus loin : « Toutes les conceptions des dévots sont faibles, et c'est pourquoi, couverts du prétexte du service de Dieu, *ils sont en réalité contraires au bien de l'État*. Dans le temps d'une régence, parmi tant de prétentions du peuple, des grands, des parlements, et quand la France a sur les bras la plus grande guerre qu'elle ait soutenue, *un gouvernement fort est absolument nécessaire*. Cependant la Reine chancelle... Elle subordonne les affaires publiques aux affaires domestiques et particulièrement aux affaires de dévotion : elle devrait faire le contraire... Le gouvernement de ce royaume et l'éducation du Roi, voilà le devoir qu'il faut qu'elle s'applique avant tout à bien remplir, et elle doit se persuader qu'un moment donné par elle à ce devoir est plus agréable à Dieu que des heures de prières, de visite aux églises, de sermons et de vêpres... »

Cela sent terriblement le fagot. Mais il est certain que, politiquement, Mazarin avait raison contre la pieuse cabale. Celle-ci aurait voulu l'entraîner à une réconciliation avec l'Espagne, à une croisade contre les Turcs et contre les protestants. Refaire l'unité de la Chrétienté contre les hérétiques et les infidèles, tel était le but nettement avoué. Le successeur de Richelieu avait l'esprit trop positif pour se lancer dans de telles aventures. Louis XIV pensait exactement comme lui. A l'exemple du Cardinal, il fut constamment en garde contre les entreprises des dévots, il défendit énergiquement l'État laïque contre les suggestions ou les immixtions ultramontaines. Mais, à la différence de son parrain, il était très pieux. Il avait un tel penchant à la dévotion maternelle que le Cardinal s'en inquiétait. Celui-ci ne voulait pas que son pupille fût un

moine. Le jour de la Saint-Louis 1648, le Roi assista, dans l'église des Grands Jésuites, à un panégyrique du saint prononcé par le coadjuteur de Paris. L'orateur avait pris pour texte ces paroles : « *Audi, fili mi, disciplinam patris tui.* » Et, d'un bout à l'autre du sermon, il exhortait le jeune Prince à n'être qu'un instrument de la religion, à faire régner Jésus-Christ dans son royaume comme dans son cœur... Ce sermon fut peu goûté de Mazarin : il le jugea même séditieux. Il est vrai que l'orateur était le futur cardinal de Retz et que les circonstances donnaient à cette leçon un caractère menaçant. Mais ce petit fait, rapproché de beaucoup d'autres, n'en est pas moins une indication précieuse pour la psychologie du Cardinal.

Toutes ces tendances, toutes ces dispositions d'esprit ont laissé leur trace évidente dans l'éducation du Roi. Il est d'autres analogies entre le maître et l'élève, qui semblent bien procéder d'une influence plus ou moins consciente de l'un sur l'autre.

Ce prince de l'Église, si peu dévot, était extrêmement attaché aux biens de ce monde, et surtout à l'argent. Le jeune Brienne, dans ses *Mémoires*, nous le représente à la veille de sa mort, visitant, une dernière fois, sa galerie de tableaux, appuyé sur une canne, traînant ses pantoufles de malade, et, devant telle tapisserie rare, telle œuvre de grand prix, poussant un soupir douloureux : « Dire qu'il va falloir quitter tout cela ! » Parmi tous ces biens transitoires, celui auquel le Cardinal tenait le plus, c'était sa santé. Il passa sa vie à se soigner, fut l'esclave aveugle de ses médecins, qui finirent par le tuer prématurément, comme Louis XIV. Comme le Roi, ils l'épuisèrent à force de saignées et de médecines. Cet homme pâle, lui non plus, n'avait plus une goutte de sang dans les veines. Ses chairs exsangues se décomposaient. Il avait les jambes marbrées de taches livides, de l'œdème aux pieds, qu'on lui enveloppait, nous dit Guy-Patin, « dans de la fiente de cheval. » Pendant sa dernière maladie, il fut *purgé soixante fois* par Vallot, médecin du Roi, « avec deux gros de sené et deux onces de manne... » Purgé soixante fois ! On croit rêver quand on lit ces horrifiants détails, et on comprend que Mazarin mourant ait reproché au dit Vallot « d'être cause de sa mort. »

Si Louis XIV fut, lui aussi, trop docile aux prescriptions de ses médecins, s'il crut un peu trop aveuglément à la médecine, il faut avouer que la conduite de son ministre n'était point pour l'en détourner. Et s'il avait naturellement le goût de l'argent, du penchant à thésauriser, un attachement trop vif pour toutes les bonnes choses terrestres, il est manifeste encore que la façon dont en usait le Cardinal ne put que justifier à ses yeux ces inclinations.

*
* *

Mais, de Mazarin à Louis XIV, il ne s'agit pas seulement d'une influence plus ou moins directe, plus ou moins consciente et voulue, il s'agit d'un véritable magistère. Au pied de la lettre, le ministre donna des leçons de politique à son souverain, et celui-ci se montra le digne élève d'un tel maître.

A la date de 1660, l'ambassadeur de Venise écrit à son gouvernement, au sujet du Roi : « Tout l'effort de ses affections paraît tourné vers le Cardinal. Il ne suffit pas seulement de dire que le Roi le considère comme un ministre utile et nécessaire, qu'il lui accorde sa faveur par intérêt, qu'il lui laisse le pouvoir par nécessité, mais il faut avouer *qu'il existe entre eux une sympathie occulte*, que c'est une subordination d'esprits et d'intelligences, par quoi les inclinations d'un grand prince peuvent dépendre du génie d'un simple particulier... Aussi le Roi voit-il son ministre plusieurs fois dans la journée. En toutes choses, même les plus minimes et les plus personnelles, il reçoit ses avis et, si l'on ose dire, ses prescriptions. Si on lui parle d'affaires, si on lui demande une grâce, il renvoie au Cardinal. Le plus qu'il puisse faire, c'est d'intercéder auprès de lui... A peine sorti de son lit, il va voir le Cardinal, que celui-ci se trouve dans son appartement du Louvre, ou qu'il soit retiré dans son propre palais. Tout cela sans cérémonie, de la façon la plus familière. Le Cardinal ne va pas au-devant du Roi, ne le reconduit pas. S'il est occupé, le Roi daigne faire antichambre et l'attendre. S'il y a audience des ministres, le Roi reste un instant, donne le bonjour au Cardinal et s'en va. Mais, à l'ordinaire, leurs colloques durent une bonne heure, et au cours de ces entretiens, le Cardinal l'informe de tout, l'instruit, imprime ses idées dans son esprit, de telle sorte que, Sa Majesté tenant des notions exactes et des maximes solides,

et de la main d'un si grand homme, il ne paraît point douteux qu'à moins de retomber encore une fois sous la coupe d'un autre ministre, Elle ne doive devenir un très grand prince... »

Ce passage est extrêmement curieux par tout ce qu'il nous révèle de l'âme du Roi. Ces étrangers de Venise y voyaient certainement plus clair et plus profond que les Français d'alors. Sans nul doute, il y avait une « sympathie occulte » entre le Roi et son parrain, une parenté de nature et d'esprit. Le fils d'Anne d'Autriche et le petit-fils de Marie de Médicis avait en lui de l'Italien comme de l'Espagnol. Par là, Mazarin, ce Napolitain, sujet du Roi Catholique, et ce Fils de France pouvaient mieux s'entendre. Et il y avait aussi entre eux « subordination d'intelligences. » On ne s'en étonne pas, si l'on songe que le jeune souverain était à la fois très pénétré de sa dignité et de sa valeur propre, et, avec cela, timide et défiant de lui-même. Il est trop naturel qu'un jeune prince de vingt-deux ans, qui veut apprendre son métier, se soit mis à l'école d'un des plus grands politiques de son temps. Mais cet élève est impatient de régner par lui-même. Toute la France le lui demande. Une foule d'ennemis l'excitent contre le Cardinal. Et néanmoins, il lui laisse le pouvoir, il l'écoute même docilement. L'ambassadeur vénitien insinue que c'est par crainte et par nécessité : le Roi aurait peur, son ministre parti, de voir recommencer la Fronde. Mais c'est aussi par reconnaissance, par estime profonde et admiration pour les talents politiques du Cardinal. Enfin notons les façons débonnaires et, encore une fois, le bon-garçonnisme de ce futur autocrate, qui en use si simplement avec son ministre, qui fait antichambre dans son propre palais, qui entre et sort comme le premier venu, qui semble rejeter toute morgue et même tout amour-propre. Cela nous change singulièrement du Louis XIV, tel que nous le représente l'histoire conventionnelle. Et ce respect, cette déférence en toutes choses constamment soutenus et accordés à un vieillard, — auquel, d'ailleurs, il doit tant, — tout cela fait le plus grand honneur à son caractère.

Remarquons aussi que les détails relatés par l'ambassadeur de Venise se rapportent à l'année 1660, — un an avant la mort du Cardinal. Ce serait donc *in extremis* que Mazarin aurait consenti à livrer à son maître ses secrets de gouvernement. Tous les témoignages contemporains concordent pour nous

montrer que ce fut, en effet, assez tard. Faut-il se hâter d'en conclure que, de parti pris, Mazarin négligea l'éducation politique de Louis XIV, comme il aurait négligé son instruction proprement dite? Pour cette dernière, nous avons déjà vu ce qu'il en était. Mais, avec une nature aussi nuancée que celle de ce prélat romain, il faut se garder des affirmations trop tranchantes. Il y a du « oui, » mais il y a aussi du « non. » Son attitude semble bien s'expliquer par ce qu'il y avait de délicat et d'instable dans la position de ministre étranger à la cour de France. Tout son pouvoir reposait sur l'amour de la Reine et sur la reconnaissance du Roi, sentiments éminemment fragiles et changeants. Toute la politique personnelle du Cardinal consistait à se rendre indispensable et même redoutable à ses protecteurs. Ainsi il importait que le Roi ne pût se passer de sitôt de ses conseils. Au cas où Mazarin serait forcé d'abandonner le pouvoir, il avait même songé à placer auprès de son pupille une sorte de mentor tout pénétré de son esprit et de son enseignement : c'était un de ses neveux, ce jeune Alphonse Mancini, qui mourut prématurément, en emportant tous les espoirs de son oncle. Mais, d'autre part, ce bon connaisseur d'hommes était trop perspicace pour ne pas deviner, chez le jeune Roi, à travers son masque de silence et de docilité, un impérieux besoin de domination. Un jour ou l'autre, celui-ci se déciderait à le remercier de ses services. Ne valait-il pas mieux aller au-devant de ses désirs et faire, avec le souverain, ce que celui-ci ferait probablement, tôt ou tard, contre lui.

D'ailleurs, petit à petit, il avait pénétré le secret de la nature tardive du Roi. Il pressentait tout ce qui allait sortir de cette lente gestation. On connaît son mot au maréchal de Villeroy. Un jour, à l'issue d'une audience que le Roi avait donnée aux députés des États de Bourgogne, Mazarin dit au gouverneur du Prince : « Avez-vous remarqué, monsieur le Maréchal, *comme le Roi écoute en maître et parle en père? Il se mettra en chemin un peu tard, mais il ira plus loin qu'un autre.* » Il sied de rappeler aussi cet autre mot de lui au maréchal de Gramont, sans doute trompé, comme beaucoup, par l'apparente torpeur de l'intelligence royale : « Ah! monsieur le Maréchal, vous ne le connaissez pas! Il y a en lui de l'étoffe, *de quoi faire quatre rois et un honnête homme.* » Aussi bien, Louis XIV n'avait pas attendu l'invitation de son parrain pour s'occuper de ses affaires et s'ini-

tier à son métier. De lui-même, il se renseignait sur tout, interrogeait toutes les compétences, s'évertuait à faire parler les ambassadeurs étrangers, cherchant à profiter de tout et auprès de tout le monde. Il était donc bien préparé pour recevoir les leçons, assurément un peu tardives, de son premier ministre.

* * *

Ce fut une grande chance pour Louis XIV que de rencontrer un tel maître. Nul ne connaissait mieux que Mazarin l'Europe politique de ce temps-là, les « secrets des cours, » comme on disait, ni non plus les arcanes de la diplomatie pontificale, toujours si mystérieuse. Né sujet espagnol, étudiant à l'université d'Alcala, sachant la langue du pays, il avait pu se familiariser de bonne heure avec les méthodes et les artifices de la diplomatie madrilène, alors la plus retorse et la moins scrupuleuse de la Chrétienté. Il avait été vice-légat du Pape à Avignon, nonce à Paris. Nourri, pour ainsi dire, dans la curie romaine, il en connaissait les tours et les détours. Et ainsi il initia son élève à quelques-uns des axiomes essentiels de cette politique pontificale, héritière d'une sagesse millénaire et qui est fondée uniquement sur le seul prestige de l'esprit, — l'esprit tenant en échec la force brutale. On verra si Louis XIV sut profiter de la leçon. Cette jeune Majesté apprit de cette Éminence tout ce que peuvent la prudence, la temporisation, la continuité des vues, la prévision qui ne laisse rien au hasard, les vastes desseins longuement médités, corrigés par les circonstances et les enseignements de la pratique et finalement triomphants. A cette souplesse et à cette ténacité romaines, Mazarin joignait toute la vigueur du réalisme italien. Ses ennemis lui reprochaient son machiavélisme. Il est certain qu'il fut, au meilleur sens du mot, un disciple de Machiavel. Ce réalisme sain et robuste contrebalança heureusement, en son élève, l'influence dangereuse des défauts politiques français : l'idéalisme creux, l'abus de la logique abstraite, la sentimentalité, plus cruelle, en fin de compte, que la pire cruauté.

Louis XIV, au cours de ces leçons, dut s'émerveiller plus d'une fois de ce que cet homme d'Église fût un si habile homme de gouvernement. Non seulement ce prélat connaissait le monde, mais placé à Rome, centre religieux, où aboutissent toutes les affaires de la Chrétienté, il avait pris l'habitude d'en-

visager les choses d'un point de vue, si l'on peut dire, mondial. Et pourtant il sut merveilleusement adapter sa politique au point de vue de l'État français. Mazarin n'en fut pas moins très impopulaire en France. Il existait, dans la nation, un vieux préjugé très fort contre les ministres-prêtres. Dans un discours qu'il prononça pour la clôture des États Généraux de 1614, le jeune Richelieu, alors simple évêque de Luçon, protesta avec énergie contre ce préjugé. Les gens d'Église, disait-il en substance, sont les meilleurs hommes de gouvernement, de par leur éducation et de par leurs fonctions : ils ont pour eux l'intelligence, une culture étendue, l'habitude du maniement des âmes, enfin le désintéressement de leur ministère... Tous les raisonnements du monde ne changèrent rien aux défiances des Français. Louis XIV, déférant au vœu de la nation, n'eut jamais de ministres-prêtres. Ayant vu Mazarin à l'œuvre, cet autocrate redoutait une autorité capable d'annihiler la sienne, et dont les attaches avec une Puissance étrangère lui faisaient craindre qu'elle ne fût pas suffisamment française. Plus que tout le reste, le souvenir de la soumission où le Cardinal l'avait si longtemps maintenu, dut lui inspirer une sainte horreur des chapeaux rouges.

En quoi consistèrent au juste les leçons que Mazarin donna effectivement à Louis XIV? Les ennemis du Cardinal prétendent qu'elles se réduisirent à peu de chose. L'abbé de Choisy écrit, dans ses *Mémoires :* « J'ai ouï dire au maréchal de Villeroy, qui y était présent, que toutes ces leçons roulaient sur des maximes générales : tenir les grands, les princes du sang, plus bas que l'herbe, — ne point se familiariser avec les courtisans, — visage sévère aux quémandeurs, — cultiver le talent royal de la dissimulation, que la nature lui avait prodigué, — secret impénétrable dans les affaires, — beaucoup promettre et tenir peu, — ne pas être cruel : « Prenez leur argent, disait le Cardinal, mais épargnez leur sang ! » — Il y a bien des banalités dans tout cela, mais aussi de fort utiles conseils. Celui que Louis XIV écouta le mieux, ce fut de tenir les grands et surtout les princes *plus bas que l'herbe.* Le descendant des Bourbons et des Habsbourg était, au fond, un égalitaire comme le Cardinal, ce plébéien parti de l'écurie d'un maître de postes, qui mit plus tard dans ses armes les faisceaux et la hache de la Rome républicaine. Longtemps avant 93, cet emblème figurait et figure

encore aux frontons du Palais Mazarin et du collège des Quatre Nations. Seulement, c'est le chapeau cardinalice qui remplace le bonnet rouge.

Toutefois, il est raisonnable de penser que Mazarin ne s'en tint pas à ces préceptes généraux. Dans son avidité de tout savoir, il est infiniment probable que le jeune Roi eût exigé davantage, et que, en réalité, sous la direction du Cardinal, il prit connaissance non seulement des affaires courantes, mais des grandes questions qui divisaient alors l'Europe. On nous raconte que Louis XIV fit coucher par écrit, pour les méditer sans cesse, les recommandations que lui adressa Mazarin mourant. On ne comprendrait guère un tel respect pour ces instructions suprêmes, si elles se fussent réduites à des lieux-communs.

Le Roi faisait donc le plus grand cas de la sagesse politique de son tuteur. Il lui garda même jusqu'au bout la plus entière déférence. Et pourtant, lui aussi, il se sentait l'étoffe d'un maître, et, avec cela, il apprenait sur le Cardinal des choses qui auraient dû le révolter et le détacher complètement de lui : ses gabegies, ses marchés louches avec les traitants, ses spéculations sur les fournitures de l'armée, ses petits trafics clandestins, car il faisait la brocante, le commerce des pierres et des tableaux. Mais le Roi estimait sagement que la première qualité d'un ministre est de faire les affaires de l'État. Qu'importait, en somme, ce que cet Italien eût mis dans ses poches, s'il avait sauvé la monarchie et rendu la France plus puissante!... Néanmoins, le jeune souverain commençait à se lasser de cette tutelle. Tous les contemporains sont d'accord pour déclarer que, lorsque Mazarin mourut, il était temps...

Il mourut, nous dit-on, « dans la vision d'être pape. » Ceindre la tiare eût été, pour lui, une façon glorieuse de quitter le ministère. Quelque temps auparavant, il avait caressé le projet de faire élire Louis XIV Empereur par la diète de Francfort. Un instant, le jeune souverain avait pu se voir, lui et son ministre, réalisant le rêve du moyen âge : le Pape et l'Empereur, « ces deux moitiés de Dieu, » unis pour gouverner la Chrétienté. Mais ce n'était qu'un rêve. Le Roi de France ne pouvait pas être Empereur d'Allemagne : Louis XIV le savait bien. Et Mazarin, sur le trône pontifical, ne pouvait pas être pape français. Quoi qu'il en soit, ces images magni-

fiques et inconsistantes laissèrent leur trace dans l'esprit de Louis XIV. Elles corrigèrent ce qu'il y avait d'un peu terre à terre dans le réalisme politique de Mazarin. Le Roi Très Chrétien sut toujours maintenir ses droits et garder une fière attitude devant le Pontife de Rome ; et, s'il n'ignorait pas que la chimère impériale coûtait plus cher qu'elle ne valait, il aimait laisser dire et croire, — du moins à ses débuts, — qu'il était digne de l'Empire.

MARIE MANCINI, OU L'ÉCOLE DE L'AMOUR

Sous la direction du Cardinal et par l'effet de son propre naturel, le Roi semblait s'avancer dans les voies de la sagesse.

Une enfance dure et sans joies, entre une mère indolente et coquette et un ministre passionné uniquement pour les affaires, les humiliations de la Fronde, la fuite à Saint-Germain, la vie errante à travers un royaume qui se décomposait, les vilaines trahisons de ses proches et des premiers personnages de l'État, tout cela avait contribué à développer encore le sérieux de son caractère. De plus en plus, il sentait la nécessité impérieuse de se préparer aux devoirs redoutables de sa charge. Avec le maréchal de Turenne, il s'initiait à son métier de soldat et de chef d'armée. Il voyait de près les réalités de la guerre, et sachant ce que coûte le gain d'une bataille ou la prise d'une ville, il apprenait à économiser le sang versé pour son service. Mazarin, de son côté, lui révélait les dessous de la politique. Si les récents traités avaient mis la France en belle posture devant le monde, ses ennemis ne désarmaient pas pour cela. L'Espagne, le plus redoutable de tous, menaçait toujours la frontière du Nord, si rapprochée de la capitale française. Condé, traître à son Roi et à sa patrie, était passé dans le camp des Espagnols. Tout cela ne pouvait qu'inspirer au jeune souverain les plus graves réflexions.

A cette époque, — vers sa dix-huitième année, — il est presque constamment à l'armée. Il se montre à ses troupes, descend dans la tranchée, s'expose intrépidement au danger. Il tient à prouver qu'il est bon soldat et qu'il n'a peur de rien. Cette vie martiale, toujours au grand air, a sensiblement modifié son aspect. Lorsque, en 1657, pendant le siège de Stenay et de Montmédy, la Grande Mademoiselle vient à Sedan se réconcilier

avec la famille royale, la Reine-mère a soin de l'avertir qu'elle ne retrouvera plus le joli adolescent d'autrefois : « La Reine, écrit-elle dans ses *Mémoires*, me dit que je trouverais le Roi si changé!... qu'il était si grand, si gros et si enlaidi!... » Bientôt, il arrive à Sedan. « La Reine, dit Mademoiselle, l'attendait à dîner. Il vint au galop et arriva *si mouillé et si crotté* que la Reine me dit, en le voyant en cet état, par la fenêtre : « J'ai « envie que vous ne le voyiez que lorsqu'il aura changé « d'habit. » Je lui répondis qu'il n'importait pas pour moi. Il entra et, quelque négligé qu'il fût, je le trouvai de bonne mine. » — Ce jeune soudard, qui aime à se montrer en bottes boueuses, descendant de cheval et sentant encore la poudre, n'était pas seulement sensible aux aiguillons de la gloire militaire : une sensualité vigoureuse le travaillait. Il avait déjà eu maintes passades. Mais, en même temps, par fatuité juvénile autant que par convenance, il tenait à se former aux belles manières. Il voulait être un cavalier accompli et du dernier galant. C'est pourquoi il fréquentait beaucoup chez les nièces du Cardinal qui, logées au Louvre, faisaient fort leurs princesses et recevaient la société la plus brillante.

Rien que de très naturel, de prévu et de parfaitement normal dans ces allures du Prince. Or, voilà qu'au milieu de ce calme, de cette conduite en somme si sage et si régulière, une passion terrible traversa sa vie, — une passion à tout bouleverser, non seulement à lui dévaster le cœur, mais à précipiter sur lui les pires catastrophes, à ranimer la Fronde, à faire perdre tous les fruits de la politique du Cardinal, à plonger le Roi et la France dans un abîme de maux. Ce gros garçon si raisonnable faillit se jeter dans les bras de la créature la plus extravagante, la plus dangereuse et la plus funeste qu'il pût rencontrer.

*
* *

L'histoire en est assez connue. Nous ne la raconterons pas encore une fois. Nous nous bornerons seulement à essayer de voir ce qu'il y a sous les faits, de pénétrer dans les sentiments intimes des deux amants et de démêler l'influence que cette passion put avoir, par la suite, sur la vie amoureuse du Roi.

Rappelons que le Roi fit la connaissance de Marie Mancini pendant la maladie qui causa la mort de Mme Mancini la mère.

Le jeune homme, en allant visiter la malade, s'arrêtait, au passage, dans une chambre où Marie guettait sa venue. Il avait eu déjà un assez fort caprice pour la sœur aînée de celle-ci, la superbe Olympe, qui devint, l'année d'après, comtesse de Soissons. Mais Olympe était aussi sotte que méchante. On l'appelait « la Bécasse. » Elle éloigna le Roi par ses façons insolentes et hautaines. Louis XIV avait le goût de l'esprit. Il aima tout de suite Marie, parce qu'il la trouvait très intelligente, et peut-être aussi très malheureuse. Habilement, elle sut se faire plaindre, puis adorer et, peu à peu, cela devint une véritable folie.

Quelle femme était-ce que cette maîtresse royale, trop poétisée par la légende et qui vécut toute sa vie en aventurière éperdue d'intrigue et avide de scandale? Elle-même nous dit, dans son *Apologie*, qu'elle naquit à Rome, de Marguerite Mazzarini, sœur du Cardinal, et de Laurent Mancini, noble romain, qui donna huit enfants à son épouse, cinq filles et trois garçons. Elle était la troisième des filles et très probablement la plus laide. Dès le berceau, sa mère la prit en grippe, pour des raisons mystérieuses et inexorables, qui tiennent au plus secret des natures et des âmes et dont la laideur de la petite fille n'était guère que le prétexte. Comme pour justifier l'aversion maternelle, le père, Laurent Mancini, fort adonné à l'astrologie, ayant tiré l'horoscope de l'enfant, prononça qu'elle serait « la cause de beaucoup de maux. » Ainsi, dès sa naissance, Marie fut marquée comme une créature maléfique.

Sans doute que son mauvais caractère s'affirma de bonne heure. En tout cas, ses parents ne songeaient qu'à se débarrasser d'elle. On la mit dans un couvent du Campo-Marzio, dont la supérieure était une de ses tantes, et la famille se flatta, pendant quelque temps, qu'on en ferait une religieuse. Dès ses premières années, elle fut vouée au cloître, malgré elle. C'était comme une malédiction : le monde la rejetait et elle n'aimait que le monde. Elle passa une grande partie de sa vie à se débattre contre ceux qui voulaient l'enfermer toute vive dans une cellule. Ce fut l'éternelle évadée. Elle n'entrait au couvent que pour en ressortir sitôt qu'elle le pouvait. Et, chose curieuse, il y eut des moments, où, sans avoir la vocation monastique, elle eut le désir sincère de prendre le voile. Mais il suffisait que cela lui fût imposé, pour que le cloître lui fît horreur. Par

esprit de contradiction, elle se révoltait contre ce qu'elle avait d'abord souhaité. Du moment qu'une autorité quelconque voulait mettre la main sur elle, elle se redressait, furibonde et irréductible. Son entêtement égalait son amour-propre et son orgueil. On ne pourra jamais rien contre sa volonté. On l'eût tuée plutôt que de la faire céder.

Elle vint en France, à l'âge de treize ans, avec sa mère, ses sœurs cadettes et sa tante Martinozzi, flanquée de sa fille Laure, la future duchesse de Modène ; belle tribu affamée, qui, profitant de la brèche ouverte par l'oncle cardinal, venait se mettre à table et s'installer en pays conquis. Mais l'oncle jugea qu'il serait bon, avant de présenter à la cour ces petites moricaudes, de les débarbouiller préalablement de leurs façons italiennes. Elles firent un premier stage à Aix, chez leur sœur aînée, Victoire, qui avait épousé le duc de Mercœur, gouverneur de Provence. Puis le cardinal les fit venir à Paris et les mit au couvent de la Visitation, au faubourg Saint-Jacques. Marie, sous la direction de la supérieure, la mère de Lamoignon, y fit des progrès rapides et merveilleux dans la connaissance du français, tant et si bien que son oncle caressa le projet de la faire épouser par le duc de la Meilleraye, grand-maître de l'artillerie. Mais le duc, sans doute rebuté par la laideur de Marie, alors « maigre, sèche et noire comme un pruneau, » se déclara éperdument amoureux d'Hortense, sa sœur cadette. Mme Mancini en conçut plus d'aigreur contre la pauvre Marie, cette fille de malheur, qui, décidément, ne serait jamais bonne à rien qu'à donner de l'embarras et du tourment à ses proches. Encore une fois, elle essaya de se défaire de cette malencontreuse créature. Appuyée par le cardinal, qui n'avait pas tardé à deviner le caractère peu commode de sa nièce, elle la somma d'entrer au couvent. Marie refusa. Alors, la mère, exaspérée, se mit à lui faire la vie dure, pour forcer son obstination. Elle l'enferma dans une chambre à part, sous la surveillance d'une vieille caméristé nommée Rose, qui était, pour la recluse, une espionne de tous les instants. Pendant ce temps, ses sœurs avaient la liberté de sortir et d'aller dans le monde. Olympe, qui était sur le point de se marier avec le comte de Soissons, prenait un cruel plaisir à raconter ses succès à la prisonnière, à lui dépeindre ces bals et ces fêtes dont elle se voyait exclue. Marie n'était pas foncièrement mauvaise. Mais Olympe l'était.

Nul doute que la malice de celle-ci n'ait semé dans le cœur de la sacrifiée des germes de méchanceté qui se développeront plus tard.

En tout cas, dès cette époque, Marie exécrait sa mère et ses sœurs, qui le lui rendaient copieusement. Son oncle se défiait d'elle et l'avait en aversion. La charmante famille! Cependant Marie leur tenait tête à tous. Furieuse d'être traitée en Cendrillon, elle se promit de prendre sa revanche. Plus on la contrariait, plus elle s'acharnait à résister. C'est la mauvaise racine, tordue et gênante, qu'on s'efforce vainement d'arracher, qu'on coupe et qu'on échaude et qui repousse toujours et qui s'enfonce dans la terre, d'autant plus opiniâtre qu'on s'évertue davantage à l'extirper... Ainsi, on la tenait prisonnière dans ce Louvre, où ses sœurs paradaient en robes de cour! Eh bien! elle y entrerait, elle aussi, mais avec le manteau royal aux épaules. Elle serait la Reine, elle forcerait à s'agenouiller devant elle toutes ces femmes qui la dédaignaient. Son oncle la persécutait; elle le ferait destituer par le Roi. Sa sœur l'humiliait par le récit de ses triomphes : elle se vengerait en lui volant son amant!.. Comment ce laideron s'y prendrait-il pour parvenir à cette glorieuse conquête? Elle n'en savait rien. Mais elle avait foi dans son intelligence, dans la force indomptable de sa volonté. Et elle se croyait prédestinée...

Vers le temps où elle méditait sa revanche, une aventurière, qui lui ressemblait, traversa la cour comme une bourrasque et comme un sinistre météore : la reine Christine de Suède, qui avait abdiqué la couronne pour ne pas être dans la dépendance d'un mari; qui était venue à Paris comme dans la ville du monde où les femmes sont le plus libres; qui avait scandalisé Bruxelles par ses débauches et terrifié la cour de France par l'assassinat de son amant, Monaldeschi. Elle montrait à ses pareilles comment il convenait de traiter les hommes, et elle affichait hautement sa prétention de vivre à sa guise, au mépris de l'opinion, des coutumes et même des lois et des morales. Marie fut fortement frappée, comme toute la société d'alors, par l'exemple insolent de cette révoltée. Seulement nul, à la cour, n'était mieux préparé qu'elle à recevoir de telles leçons. Elle décida qu'elle ne quitterait jamais la France, et cela pour les mêmes raisons que la reine Christine, — parce que c'était le pays de la liberté. Elle avait, dit-elle, « une

aversion naturelle pour les coutumes italiennes et pour la manière de vivre de Rome, où la dissimulation et la haine entre les familles règnent plus souverainement qu'en nulle autre cour. » Elle aussi, comme ce monstre en jupons qui faisait poignarder ses amants infidèles, elle « vivrait sa vie. » Vivre sa vie, suivre le caprice du moment, aller jusqu'au bout de son plaisir et de sa fantaisie, sans règles, sans entraves d'aucune sorte, voilà le fond de cette âme forcenée. Son oncle, qui l'observait et qui la craignait, la jugeait « une libertine et une extravagante. » Encore une fois, cet instinct de révolte et de liberté, voilà son vrai fond. L'amour du Roi ne sera, pour elle, qu'un moyen.

Elle veut donc être reine, — par ambition assurément, mais aussi pour autre chose que la couronne, autre chose qu'elle ne peut pas dire et qui tient au plus intime de sa nature. D'une façon plus ou moins consciente, elle se prépare de bonne heure à son rôle. Sachant la considération du Roi pour les choses de l'esprit, elle se met en mesure de l'éblouir. Elle s'instruit tant qu'elle peut. Elle dévore les poètes et les romanciers à la mode. Elle lit l'*Astrée* et la *Diana enamorada* de Montemayor. Ces lectures romanesques achèvent de lui tourner la tête. Elle devient même pédante. Après les littératures, elle attaque les philosophies. Pendant sa retraite à Brouage, elle prendra des leçons d'astrologie près d'un médecin arabe, elle citera Ovide, cherchera des consolations dans Sénèque et dans Philostrate... Tant de soins ne restent pas inutiles. Cette fille laide et savante finit par attirer les regards du Roi. Bientôt, c'est de l'amour. Elle va toucher à son rêve, elle sera reine de France!.. Cela ne l'étonne point, tant son orgueil est prodigieux. Elle se croit née pour les plus grandes choses. Ses sœurs, déjà si brillamment mariées, sont comme elle : elles trouvent leur élévation toute simple, toute naturelle. Ces « Mazarinettes, » logées dans les plus beaux hôtels et les plus beaux palais de France, annoncent déjà les sœurs de Napoléon : duchés, principautés, trônes et couronnes, rien n'est trop magnifique pour ces Italiennes au cœur impérial...

Arrivée à ses fins, ou sur le point d'y arriver, Marie Mancini subit alors une véritable transformation, même physique. Elle devint presque belle, du moins pour les yeux de son amant. Pourtant il faut bien avouer qu'elle était née franche-

ment laide. L'opinion des contemporains est unanime à ce sujet. Un des auteurs de *la France galante* nous la dépeint « petite, grosse et laide, » avec « l'air d'une cabaretière. » A en juger d'après ses portraits, c'est tout à fait cela. Cependant, Mme d'Aulnoy, qui la rencontra plus tard à Madrid et qui est pleine d'indulgence pour elle, veut bien lui concéder quelques avantages : « Elle était fort aimable, nous dit-elle, quoiqu'elle ne fût pas dans la première jeunesse. Ses yeux étaient vifs, spirituels et touchants, ses dents admirables, ses cheveux plus noirs que du jais et en quantité; sa taille belle et sa jambe parfaitement bien faite... » Tout cela n'en fait pas une Vénus : ce sont généralement les qualités qu'on accorde, en guise de consolation, aux personnes disgraciées. Mais elle l'emportait incontestablement par les dons de l'esprit, non point qu'elle fût très spirituelle, au sens français du mot. Elle était surtout très intelligente, avec un penchant au pédantisme : intelligence vive, brillante, souvent tranchante et, par là, assez déplaisante. Mme de La Fayette nous assure qu'il n'y avait nul charme dans sa personne et très peu dans son esprit, quoiqu'elle en eût infiniment. « Elle l'avait hardi, résolu, emporté, libertin et éloigné de toute sorte de civilité et de politesse. » Cette fille effrontée, violente et mal embouchée, voilà bien « la cabaretière » dont on nous parlait tout à l'heure. Sans doute, il devait y avoir en elle bien de l'exubérance et de la criaillerie italiennes. C'était une nature un peu crue, toute en dehors, sans nuances et sans douceur.

Outre ces défauts éclatants, elle en avait un autre plus secret, mais capital et qui ne tardait point à se faire sentir : un amour-propre exaspéré qui la rendait incapable de s'intéresser à autre chose qu'à elle-même, à ses caprices et à ses ambitions : d'où un orgueil insupportable. Elle est convaincue que le monde gravite autour d'elle. Quand elle triomphe, c'est que la Providence a sur sa personne les plus grands desseins. Quand elle subit des revers, c'est que la Fatalité s'acharne à la poursuivre. Elle est l'Enfant du malheur : son père, qui a tiré son horoscope, le lui a dit. Et ainsi elle éprouve constamment le besoin de mettre du drame dans sa vie. Plus tard, cette espèce d'hystérie se développera dans des proportions invraisemblables. Cela deviendra la folie des grandeurs et de la persécution. Il faudra qu'elle fasse du scandale, qu'elle ameute l'opi-

nion, qu'elle affole les chancelleries, qu'elle fasse perdre la tête aux ministres, aux souverains, qu'elle mette en branle les ambassadeurs et les nonces du Saint-Père, qu'elle excite les gens les uns contre les autres. Et ce sera ainsi jusqu'aux approches de sa vieillesse. L'Europe la verra pendant près d'un demi-siècle, toujours agitée et trépidante, toujours intriguant, dénonçant des complots, en tramant elle-même, brouillonne incorrigible, se lançant de gaîté de cœur dans des aventures inextricables, se glorifiant de ses frasques avec une amoralité complète; — et, comme sa sensibilité à vif souffre sans cesse au contact d'autrui, éprouvant un besoin maladif de faire souffrir à son tour, de rendre malheureux ceux qui l'entourent. Cela tourne au sadisme. Et pourtant elle n'a point de méchanceté foncière. Elle se venge simplement de ce qu'elle souffre et elle obéit, en cela, à elle ne sait quel démon intérieur. Finalement, elle devint une insupportable pécore. Son oncle, le Cardinal, qui ne la connut qu'à ses débuts, la jugeait bien et il avait averti le Roi de ses défauts. Mais il ne pouvait deviner jusqu'où irait cette folie d'ambition, cette rage de dominer et surtout l'illogisme, l'absurdité de ce caractère fantasque, pardessus tout épris d'aventures...

Car enfin, la grande affaire, pour cette perpétuelle errante, c'est de « vivre sa vie. » Elle est une des assidues du Carnaval de Venise. Masquée, en gondole, elle pourchasse l'intrigue galante qui la fuit. A Madrid, déguisée en *tapada*, la mantille blanche rabattue sur les yeux, elle court le Prado pendant la nuit, accostant les cavaliers qui passent. De jour, elle roule en carrosse par toute la ville, importunant les gens de ses visites, forçant les portes les plus austères, et s'exhibant avec une robe de bal sous sa mante de religieuse. En Suisse, en Allemagne, en Belgique, elle est sans cesse sur les grands chemins, à cheval, ou en chaise de poste, quittant une auberge pour un palais, ou, comme à Bruxelles, couchant dans une église plutôt que de se laisser ramener au couvent... Cependant elle est mariée. Mais elle déteste son mari, auquel elle avoue qu'elle n'a rien à reprocher. Ce connétable Colonne, qu'on lui fit épouser après son aventure avec Louis XIV, paraît avoir été un fort brave homme, très épris de sa femme : « Il était fort propre, nous dit-elle, et fort galant, n'oubliant rien de ce qui pouvait me plaire. » Néanmoins, elle confesse qu'elle le rendit très malheu-

reux. Ce gentilhomme napolitain, uniquement occupé de ses propriétés et de ses haras, lui paraissait brutal, dénué de tendresse et de beaux sentiments. Excellent mari, il ne pouvait l'approcher sans lui donner des promesses de progéniture. Elle en eut quatre enfants. Après une fausse couche, elle déclara que ce vigoureux époux la tuerait, et, dès lors, elle se refusa obstinément à toutes relations conjugales. Soi-disant pour se mettre mieux à l'abri de ses entreprises, elle se sauva de Rome avec sa sœur Hortense, la duchesse de Mazarin, qui se prétendait, elle aussi, mal mariée, et, sur une barque de pêcheur, au prix des pires dangers, les deux fugitives abordèrent en France...

La vérité, c'est que Marie était inconsolable, — qu'elle le fut toute sa vie, — d'avoir perdu, par sa faute, l'amour du Roi et de ne pas être Reine de France. De nouveau, elle était prête à en courir l'aventure. N'était-elle point prédestinée? Ne lui avait-on pas dit qu'elle serait « cause de beaucoup de maux? » Elle voulait aller jusqu'au bout de sa chance. Cette femme fatale est déjà une héroïne romantique.

*
* *

En vérité, on s'explique mal que le Roi, si naturellement raisonnable et pondéré, ait pu s'amouracher de cette créature extravagante, sans cesse en mouvement, en ébullition de caprices et de chimères.

Les sens y furent sans doute pour quelque chose, encore qu'il n'y paraisse point. Les yeux noirs de Marie devaient avoir un feu capable d'embraser les plus frigides. Mais Louis XIV, à dix-huit ans, — nous l'avons déjà remarqué, — était un peu snob. Il n'avait pas encore la pleine conscience de sa supériorité. Il admirait naïvement en autrui des dons ou des élégances, dont il se croyait dépourvu. Ce grand garçon, occupé, jusque-là, de chevaux et de chiens, pénétra avec émerveillement et une sorte de crainte respectueuse dans un monde stylé par les dames de l'Hôtel de Rambouillet, où la conversation polie, l'éloquence, la poésie, tous les raffinements de l'esprit et du sentiment étaient en honneur, — un monde où Marie et ses sœurs se trouvaient reines pour ainsi dire par droit de naissance. Le jeune homme prit plaisir à converser, en termes choisis, avec la nièce de Son Éminence. Bientôt, ce fut un

commerce assidu et charmant de lectures en commun, de billets doux, de petits soins. On déchiffra ensemble la carte du Pays de Tendre. Lorsqu'un soir, dans la chambre de la Reine, Louis entendit son amie, les yeux étincelants, déclamer une tirade de Corneille, ou lire telle scène pathétique et romanesque du *Cyrus* ou de la *Clélie*, cela devint du ravissement. Avec ivresse, il s'abandonna à la fascination de cette étrangère, de cette ardente Italienne qui l'entraînait vers des régions enchantées. La main dans la main, on vivrait les romans qu'on lisait ensemble. On en imiterait les personnages et les épisodes. On boirait à longs traits ce poison de la littérature. La vie ne serait que la répétition des scènes qu'on avait lues dans les livres. Et réciproquement les livres n'avaient qu'à copier la vie de cour, avec ses ballets, ses tournois, ses courses de bague et de canne, ses réceptions et ses fêtes, pour représenter aux lecteurs éblouis l'existence délicieuse qu'ils menaient tous les jours.

La passion du Roi pour sa nouvelle amie fut d'abord un amour tout platonique, — l'Amour cher aux précieuses, le seul et unique Amour, — auprès duquel tout le reste est méprisable. Pour les parfaits amoureux, le mariage est une chose misérable, un accident un peu ridicule qu'il vaut mieux éviter, si on le peut. Comme disaient les Cathos et les Madelons de ce temps-là, il traîne la vue sur « des ordures insupportables. » Il est la mort de l'Amour. Quand on est marié, on ne sait plus ce que c'est que l'Amour. En réalité, il n'y a que les beaux sentiments. L'amour ainsi conçu est une exaltation continuelle de l'esprit et du cœur, une attitude infiniment décorative qui domine de haut les trivialités de l'existence, — et c'est aussi une possession continuelle de la pensée, le centre de toutes les pensées. Dans l'oisiveté de la vie de cour, l'Amour devient l'occupation unique et suprême.

Entraîné vers ce mystique amour par cette créature enthousiaste, passionnée, aux yeux pleins d'éclairs, à la voix vibrante, ce jeune homme sage et sensuel s'élança vers tous les mirages des Pays romanesques. Pour s'abandonner au charme, il n'eut qu'à se souvenir de ses lectures enfantines. Un des premiers livres qu'on lui mit entre les mains avait été une sorte de roman pédagogique, chevaleresque et sentimental, le *Discours des divertissements, inclinations et perfec-*

tions royales par un certain Potier de Morais. C'est l'histoire du prince Alcimède, qui, un jour qu'il chassait dans la forêt de Mirtres, rencontre « en ce lieu si propice à l'amour » la belle Amélite qui chassait elle-même, — et le chasseur devient la proie de la chasseresse. Dès le début du roman on lisait ces lignes destinées à l'enseignement du jeune Roi : « *Un prince accompli de perfections doit être amoureux et aimé.* L'amour vertueux apporte en une personne beaucoup de rares qualités... Cette passion n'est autre chose qu'une certaine lumière spirituelle qui éclaire les amants. » On juge si le futur amant de La Vallière était bien fait pour entendre cet appel à l'amour. La suite du récit n'offrait qu'une succession de péripéties toutes plus héroïques et merveilleuses les unes que les autres : duels, enlèvements, descentes de pirates. Les romans que, depuis leur rencontre, les deux amoureux lisaient ensemble, étaient tous conçus dans ce même goût. Ce n'étaient que chevauchées, scènes de chasse, combats contre des dragons ou des géants, poursuite de la bien-aimée, fidélité absolue des amants, noms gravés sur l'écorce des chênes, — et l'Écho des vallons chargés de répéter le nom de l'absente. L'élève docile et charmé de Marie Mancini s'ébahissait de ces belles choses. Grâce à elle, tout cela allait devenir des réalités...

La première phase de cette passion est donc purement romanesque. Le grand souci du Roi, comme des héros de roman, c'est de se signaler sous les yeux de sa belle. Au cours de l'été 1657, pendant le siège de Montmédy, il s'évertua à accomplir des exploits, avec le désir évident d'éblouir Marie. Celle-ci en était folle de joie et d'orgueil : « Le Roi, écrit-elle, montrait une prodigieuse bravoure lorsqu'il visitait l'armée, et, ne se souciant pas du péril, il s'aventurait plus loin qu'il ne l'eût dû, témoignant ainsi son mépris pour le danger et donnant l'exemple aux soldats qui le voyaient faire. Lorsqu'on racontait cela en ma présence, je ne pouvais cacher la joie que j'en ressentais, quoiqu'elle fût mêlée d'inquiétude, et le Roi avait la bonté de me dire que, *pour voir ainsi briller mes yeux, il en eût fait bien davantage...* » Le joli trait ! Il y a une autre anecdote, un peu postérieure, qui nous montre à quel point le Roi savait raffiner en matière de beaux sentiments : « c'était, dit Marie, si je m'en souviens bien, au Bois-le-Vicomte, dans une allée d'arbres, où comme je marchais avec assez de vitesse, Sa Majesté me voulut

donner la main, et la mienne ayant heurté, quoique assez légèrement, contre le pommeau de son épée, — d'abord, d'une colère toute charmante, il la tira du fourreau et la jeta, je ne veux pas dire comment, car il n'y a pas de paroles qui le puissent exprimer. » Ces deux traits nous donnent la mesure exacte des sentiments du Roi pour Marie Mancini, en cette première phase de leurs amours : c'est de la galanterie exaltée, où se mêle, comme on disait alors, une pointe de vaine gloire.

Pendant l'hiver qui suivit cette campagne, de nombreuses fêtes eurent lieu, à la ville comme à la cour. Le Roi, beau danseur et beau cavalier, brilla particulièrement dans les bals et dans les ballets, et cela contribua sans doute à changer en amour véritable les pensées ambitieuses qui, d'abord, avaient guidé Marie dans cette intrigue galante. Mais l'ambition dominait toujours. Elle voulait être Reine, — humilier le Cardinal qui la traitait durement, humilier Olympe et Hortense trop fières de leurs beaux mariages déjà conclus ou en perspective. Enfin, Cendrillon voulait se venger de ses sœurs.

Mais, au cours de l'été de 1658, un événement capital modifia profondément les sentiments réciproques des deux amants. Après la bataille des Dunes, le Roi tomba malade, à Calais. Il ne tint pas à ses médecins qu'il ne mourût de cette maladie. Déjà, on s'agitait à la cour autour du Duc d'Anjou, « frère unique » du Roi et son successeur éventuel. On juge des angoisses de Marie Mancini, en ces conjonctures. Le prince mort, c'était tout son rêve par terre. Elle en éprouva des affres terribles. Tout le temps que son ami fut en danger, elle « se tua de pleurer, » dit la Grande Mademoiselle. Sitôt rétabli, le jeune maître sut la désolation de Marie. Il y vit la preuve d'un attachement et d'un amour plus fort que la mort. La confiance entière dans un autre être, c'est ce qu'il cherchait par-dessus tout, c'est ce qu'il cherchera toute sa vie, à travers beaucoup d'autres amours. Il aima cette fille laide et de caractère violent, parce qu'il crut pouvoir se fier aveuglément à elle. Et, par un entraînement mutuel, ils s'aimèrent tous deux de se sentir ou de se croire aimés. Ce fut peut-être le plus beau moment de leur passion. A la fin de l'été et pendant tout l'automne, ils se virent assidûment à Fontainebleau. C'étaient des courses continuelles en forêt, des ballets et des bals au château, des promenades aux flambeaux le long du grand canal, des collations sur l'eau, au son des

violons. Plus d'une fois, comme les héros de leurs chers romans, les deux amoureux durent se perdre au fond des halliers et graver leur chiffre sur l'écorce des hêtres.

Et puis, tout à coup, une catastrophe, heureusement conjurée : le voyage de Lyon. Il s'agissait, disait-on, de marier le Roi à la princesse Marguerite de Savoie. Pure feinte du Cardinal qui, par cette manœuvre, voulait piquer la jalousie des Espagnols et les amener à offrir l'Infante à son maître. Il est infiniment probable que Louis, dans le fond de sa conscience, conciliait très bien son amour avec la nécessité politique de ce mariage. Comme dans les romans, c'étaient, à ses yeux, deux choses bien distinctes. Marie pensait tout autrement. Elle tenait absolument à épouser le Roi, et, lorsque le mariage savoyard parut sur le point de se conclure, elle ne lui cacha point son dépit : « Eh quoi? lui dit-elle, n'avez-vous pas honte d'épouser une femme si laide? » Sans le savoir, elle faisait le jeu de l'Infante. Mais le mariage avec la princesse de Savoie fut rompu.

La passion des deux amants rebondit. Tout le temps qu'ils restèrent à Lyon, ils ne se quittèrent plus. Chaque soir, le Roi ramenait la jeune fille à son logis. On se promenait au clair de lune, sur la place Bellecour, ou bien, en carrosse, sur les bords de la Saône. Le Roi poussait la galanterie jusqu'à servir de cocher à sa maîtresse. On se jura un éternel amour. Marie était triomphante, sûre d'être reine de France. Son amant lui en avait donné sa parole royale. Et il était sincère dans ces moments-là, comme il le fut jusqu'au bout. Si on l'avait laissé faire, il eût certainement épousé Marie Mancini. Il n'avait aucun préjugé de caste. Lui mis à part, c'était, au fond, le plus égalitaire des hommes, parce que le reste de l'humanité se confondait, à ses yeux, dans une égale et indistincte médiocrité. Et puis enfin il était dans toute la fougue de sa première jeunesse : il n'admettait aucune entrave à sa passion, aucune gêne à son plaisir. La reine de Suède, en passant au Louvre, lui avait soufflé un mauvais conseil. Le voyant épris de l'Italienne, elle lui avait dit : « Mariez-vous avec une personne que vous aimerez! » Éperdument amoureux de Marie, il trouvait cela tout naturel.

Il fallut en découdre. Des négociations pour le mariage espagnol avaient été engagées immédiatement après le départ

de la princesse de Savoie. Le Cardinal et la Reine-mère, tous deux partisans de ce mariage, opposèrent une fin de non-recevoir absolue aux intentions des deux amants. Mazarin, qui savait l'hostilité de sa nièce à son égard, ne la voulait pas pour Reine, et Anne d'Autriche, Espagnole dans l'âme, ne voyait d'autre façon de terminer la guerre entre l'Espagne et la France que de faire épouser l'Infante à son fils. Ils représentèrent au Roi que prendre pour femme une simple particulière, une étrangère comme Marie Mancini, c'était d'abord exciter la risée de toutes les cours de l'Europe, infliger à la France un affront retentissant, ensuite soulever la nation tout entière, comme au temps de la Fronde, donner un prétexte aux princes pour recommencer les troubles, — enfin blesser mortellement l'Espagne et éterniser une guerre qui pesait si lourdement aux deux peuples... Ainsi le malheureux amant voyait deux peuples se dresser contre son amour. Il était déjà trop politique pour ne pas sentir la valeur des raisons qu'on lui opposait et ce qu'il y avait d'inextricable dans l'intrigue où il s'était follement engagé. Malgré toutes les apparences contraires, il le sentit même fort bien. A partir de cet instant, il fut décidé, dans les limbes de sa conscience, qu'il n'épouserait pas Marie. Mais sa raison, ou sa déraison d'amoureux ne voulait pas en convenir. Par point d'honneur, il tint bon contre sa mère et le Cardinal. Il se laissa arracher la promesse qu'il épouserait l'Infante. Mais il comptait que le mariage n'aurait pas lieu, sachant les habitudes tâtillonnes et la hauteur des Espagnols qui soulèveraient mille difficultés. Ce dédoublement de conscience est une chose extrêmement curieuse et caractéristique. Qu'on n'accuse pas le Roi de mensonge ou de fourberie ! Il cède à la nécessité, en consentant au mariage espagnol, mais, en même temps, il est sûr que ce mariage est impossible et qu'ainsi il tiendra la parole qu'il a donnée à Marie.

Lorsqu'enfin, la mort dans l'âme, il lui faudra prendre l'Infante, — renoncer à son bel amour, le plus profond, le plus sincère, on peut même dire le seul qu'il ait eu dans sa vie, — il gardera néanmoins son cœur à son amante. Sans cesse il s'efforcera de renouer avec elle, jusqu'au jour où, décidément, voyant clair dans le jeu de Marie, il se convaincra qu'elle n'est qu'une ambitieuse et qu'elle n'en a voulu qu'à sa couronne.

Même ce jour-là, il mettra une fierté vraiment royale à ne point se dédire. Jusqu'au bout, jusqu'à son dernier souffle peut-être, il conservera le respect de son premier, de son seul amour. Malgré leurs dissentiments, il continuera à traiter avec les plus grands égards Marie Mancini devenue connétable Colonna. Il lui donnera le tabouret comme à une princesse étrangère et il l'appellera « ma cousine. » Quand elle fut sur le point de partir pour l'Italie, il l'accompagna jusqu'à son carrosse. Marie et ses dames étant montées en voiture, « il jeta un soupir, sans proférer une parole, — nous dit un témoin oculaire, — puis il se baissa vivement jusqu'à la portière, comme pour saluer la princesse, qui versait des larmes, et le carrosse disparut... »

*
* *

Ainsi finit le roman du Roi, — roman chaste, s'il en fut, comme le premier rêve d'amour d'un adolescent. Quand Marie tomba dans les bras de son rude époux, celui-ci fut tout étonné de trouver une vierge en cette fille si peu naïve et déjà si manégée : « M. le Connétable, écrit sa sœur Hortense, ne croyait pas qu'il pût y avoir de l'innocence dans les amours des rois. Il fut si content de trouver le contraire dans la personne de ma sœur qu'il compta pour rien de n'avoir pas été le premier maître de son cœur... » S'il en est ainsi, ces longs entretiens nocturnes dans la chambre du Louvre, ces chevauchées solitaires sur la route de Lyon, ou dans la forêt de Fontainebleau, tout cela fut purement platonique : ce fut l'éternel et interminable duo de deux jeunes amants, qui goûtent un inépuisable plaisir à leurs redites passionnées...

Après cela, la vie amoureuse du Roi semble bien terminée. Ce qu'il avait aimé en Marie, c'était son esprit et son dévouement. La cruelle l'aura désabusé pour toujours. Il ne croit plus guère au dévouement, à l'amour sincère de ses maîtresses. Et pourtant il est toujours prêt à y croire, c'est pourquoi il s'attachera si fort à La Vallière. Mais il se laissera plus aimer par elle qu'il ne l'aimera. Quoi qu'il en soit, par noblesse d'âme, par générosité native, il voudra toujours mettre un peu de son cœur, même dans ses liaisons les plus passagères. Il aimera toujours les beaux sentiments, les larmes, les scènes attendrissantes ou dramatiques. Voilà ce qu'il gardera de son amour pour Marie. Il en gardera surtout une grande leçon, qui va

devenir comme sa règle de conduite : c'est que, contrairement à ce que lui avaient enseigné ses pédagogues, les Rois sont bien loin de faire ce qu'ils veulent. Ils appartiennent à l'État : ils lui doivent sacrifier non seulement leur vie, mais aussi leur cœur.

Quelques années plus tard, Louis XIV eut une occasion particulièrement dramatique de se rappeler cet affreux sacrifice. De même que Mazarin et sa mère, par raison d'État, lui avaient brisé le cœur, il dut, pour la même raison, briser celui de sa cousine, Mlle de Montpensier, en l'empêchant d'épouser Lauzun. Il lui répéta, comme on avait fait pour lui-même, que « le public » était opposé à ce mariage, et il arpentait son cabinet en criant à tue-tête : « Les Rois doivent satisfaire le public. » L'infortunée n'avait d'autre ressource que de s'ôter l'amour du cœur. Mais Louis savait, hélas ! par expérience toute la douleur d'un tel arrachement. La pauvre Mademoiselle se jetait à ses pieds en lui disant : « Sire, il vaudrait mieux me tuer que de me mettre en l'état où vous me mettez ! » Alors, ému de pitié, il se mit à genoux avec elle et il l'embrassa : « Nous fûmes longtemps embrassés, dit-elle, sa joue contre la mienne, et il pleurait aussi fort que moi !.. »

La scène admirable que voilà, — et combien émouvante ! Le Roi-Soleil, à genoux, pleurant, joue contre joue, avec une amoureuse au désespoir et s'efforçant de la consoler ! Cette tendresse, c'était Marie, « la cabaretière, » — qui, sans le savoir, en avait ouvert la source dans le cœur de son amant.

LE SECRET DU ROI

Il a vingt deux-ans. Il est majeur, sacré et couronné depuis longtemps. Son premier ministre vient de mourir. Les exemples, plus encore que les leçons orales de l'Éminence italienne, lui ont appris à gouverner les hommes et à conduire un dessein politique. Dans sa passion tragique pour Marie Mancini, il a pu éprouver son cœur. Il semble que, désormais, il est mûr pour l'action. Que va-t-il faire ?

Lui-même, depuis longtemps, se posait cette question. Plus tard, dans ses *Mémoires*, il s'est demandé s'il n'avait pas commis une faute en ne prenant point tout de suite la conduite de son État. « Si c'en est une, dit-il à son fils, j'ai tâché de la bien réparer, et je puis hardiment vous assurer que ce ne fut jamais

un effet de négligence ni de mollesse. Dès l'enfance même, le seul nom de rois fainéants et de maires du palais me faisait peine quand on le prononçait en ma présence...» Et il ajoute que, *dans son cœur, il préférait à toutes choses et à la vie même une haute réputation...* » Mais, « comprenant en même temps, dit-il, que mes premières démarches, ou en jetteraient les fondements, ou m'en feraient perdre pour jamais jusqu'à l'espérance, je me trouvais de cette sorte pressé et retardé presque également par un seul et même désir de gloire... *Je ne laissais pas cependant de m'éprouver en secret* et sans confident, raisonnant seul et en moi-même sur tous les événements qui se présentaient, plein d'espérance et de joie quand je découvrais quelquefois que mes premières pensées étaient les mêmes où s'arrêtaient, à la fin, les gens habiles et consommés, et persuadé au fond que je n'avais point été mis et conservé sur le trône avec une aussi grande passion de bien faire sans en trouver les moyens... Enfin, quelques années s'étant écoulées de cette sorte, la paix générale, mon mariage, la mort du cardinal Mazarin m'obligèrent à ne pas différer davantage ce que je souhaitais et craignais tout ensemble depuis si longtemps. »

Remarquons encore une fois la modestie d'une telle attitude. Le Roi est bien loin de croire qu'il soit appelé à gouverner sans avoir rien appris, et que le gouvernement soit, pour ses pareils, une chose si facile. C'est avec crainte et défiance de lui-même qu'il prend en main la direction des affaires. Néanmoins, il n'hésite pas. Il sait que la nation l'adjure de gouverner par lui-même. Il n'aura donc plus de premier ministre. Il le signifie hautement à tout son entourage. D'abord, on ne veut pas y croire. La Reine-mère elle-même (ce qui prouve qu'elle connaissait mal son fils) prétendait que cette belle ardeur ne serait qu'un feu de paille. Déjà les courtisans avertis, ceux qui voient venir de loin, répandaient le bruit que le cardinal de Retz, alors exilé, allait succéder à Mazarin. En attendant, on affirmait que le Roi projetait de le nommer son ambassadeur auprès du Vatican. Pour couper court à ces rumeurs tendancieuses, Louis XIV s'empressa d'obliger le Cardinal à donner sa démission d'archevêque de Paris et il lui désigna incontinent un successeur. Enfin il le maintint éloigné de la capitale. Il était clair désormais que l'ère des premiers ministres, et des ministres-prêtres, était close.

Il y avait, dans une telle décision prise par un jeune homme de vingt-deux ans, une bravoure, que l'on n'admire pas assez aujourd'hui. Sous l'ancienne monarchie, les premiers ministres servaient à endosser toutes les fautes et toutes les impopularités du régime. Ils étaient les paravents du souverain. Louis XIII avait dû feindre plusieurs fois de rejeter sur Richelieu la responsabilité de mesures, odieuses au peuple ou aux grands, et que, pourtant, il approuvait en secret. Son fils fut donc très bravé en s'exposant résolument aux haines et aux fureurs du populaire et en acceptant tous les risques de son métier.

Le voilà donc volontairement à la tâche : « Je commençai, dit-il, par jeter les yeux sur toutes les diverses parties de l'État, — et non des yeux indifférents, *mais des yeux de maître*, — sensiblement touché de n'en voir pas une qui ne méritât et ne me pressât d'y porter la main... » Avant toutes choses, il fait son propre examen de conscience, il s'examine lui-même, — lui sur qui tout repose... Qui est-il donc?

Il est le Roi, — c'est-à-dire un être extraordinaire, intermédiaire entre l'homme et Dieu, dépositaire de l'autorité divine. Les parlementaires et les protestants eux-mêmes, en haine du Saint-Siège, lui répètent qu'il tient son autorité directement de Dieu, que nul pouvoir ne peut délier ses sujets de la fidélité qu'ils lui doivent... Ils lui disent qu'il est « un Christ vivant, » un « maître adorable. » On ne songe pas à tout cela quand on parle de l'orgueil de Louis XIV. On oublie que la nation exigeait qu'il se crût tout cela, afin de pouvoir le dresser contre le Pape, qui revendiquait les mêmes prérogatives. Comme le Pape et comme les évêques, il est prêtre et il est sacré. En effet, après les onctions royales, il a revêtu, lors de son sacre, la tunique, la dalmatique et le manteau, qui figurent « les habits de diacre et de sous-diacre et la chasuble du prêtre. » Comme le Christ, il fait des miracles, touche les écrouelles, guérit les malades. Il est un homme enfin sur qui pèsent les plus effrayantes responsabilités. Vingt-cinq millions de sujets attendent de lui non seulement la subsistance, mais le bonheur et la fierté d'être. Il est leur père plus encore que leur maître. La liturgie du Sacre lui a rappelé tous ces titres et toutes ces obligations. Il se souvient, par-dessus tout, d'un des rites les plus émouvants de cette cérémonie. L'évêque-duc de Laon lui a passé au doigt un anneau *pour épouser la France*. Ce rite nuptial symbolise, dit

un contemporain, « l'étroite alliance que nos Rois contractent avec l'État, et, comme un époux n'a de passion que pour son épouse, de même nos monarques protestent qu'ils chériront leurs sujets et les favoriseront de leur protection. »

De tous les Rois de France nul ne prit plus au sérieux ce symbole. Lui aussi, comme ses prédécesseurs, il avait épousé la France devant l'autel de Reims. Le compte des dépenses faites à l'occasion du sacre mentionne en propres termes « le diamant pour épouser la France. » Dans la grande pénurie du trésor, à cette époque, on avait dû emprunter une bague à Anne d'Autriche, — et elle lui fut rendue après la cérémonie. L'amant de La Vallière, l'époux de l'Infante, « la fille du plus grand Roi du monde, » se souvint toute sa vie de ce mariage mystique, au son des trompettes triomphales, dans la basilique merveilleuse, qu'emplissait le vol des colombes lâchées sous les énormes voûtes, comme si, tout à coup, les séraphins de pierre eussent pris l'essor et battu des ailes. Désormais il était lié à la France par ce beau diamant splendide et dur. Qu'importaient ses maîtresses et sa femme de chair ? C'est à sa femme de gloire qu'il avait donné son cœur... Ce jeune époux, dans toute l'ivresse de sa virilité, qu'allait-il faire pour elle, pour cette épouse si chérie, — si exigeante, si redoutable aussi ?...

Il examine, avec « des yeux de maître » et d'amoureux, la situation de la France dans le monde. Malgré une longue suite de victoires et le récent Traité des Pyrénées, plutôt avantageux pour elle, cette situation paraît aussi instable que l'état de l'Europe. Tout le monde sent bien que cette paix n'est qu'une trêve à la merci du premier incident. En tout cas, pour la France, le grand problème qui, depuis deux siècles, domine toute sa politique extérieure, n'est pas résolu. Sa frontière du Nord et de l'Est est toujours ouverte et sa capitale toujours menacée. Au Sud, nous avons acquis le Roussillon, le Conflans et la Cerdagne, mais les « Miquelets » du Roi catholique infestent le pays, où nobles et paysans conspirent contre la France. La Franche-Comté, qui appartient encore à l'Espagne comme les Flandres, est, comme les Flandres, un nid d'intrigues, un centre de propagande anti-française. L'Alsace ne nous appartient guère que nominalement. En tout cas, nous n'avons pas Strasbourg. La Lorraine reste à son Duc, l'ondoyant et agité Charles IV, il est vrai réduit maintenant à l'impuis-

sance, mais qui, il n'y a pas si longtemps, — le Roi s'en souvient, — a conduit une armée sous les murs de Paris. Même dans Nancy démantelée, il ne cesse de négocier avec l'Allemagne pour rentrer dans la possession pleine et entière de ses États.

Au Nord, nous ne possédions même pas tout l'Artois. Nous n'avions ni Dunkerque, ni Lille, ni les principales villes des Flandres. Les places que nous avions conquises dans ces régions n'étaient guère que des avant-postes destinés à soutenir plus tard une marche en avant. On oublie toujours ces faits capitaux, quand on accuse Louis XIV d'une ambition démesurée. En réalité, il avait à défendre des acquisitions précaires, toujours contestées et qu'il fallait compléter à tout prix, pour assurer la tranquillité et le salut de la nation. Bien loin que tout fût terminé, lorsqu'il prit en main le pouvoir, le plus difficile de la tâche commençait : étendre les conquêtes françaises pour les conserver. Il le dit expressément dans ses *Mémoires :* dès ses débuts, il s'efforce « d'établir à la fois la réputation de (sa) puissance et de (sa) bonté chez ses nouveaux sujets et de faire cesser le reproche que l'on fait depuis si longtemps aux Français que, s'ils savent conquérir, ils ne savent pas conserver. »

Sans doute, tout paraissait tranquille en ce moment-là ; le Roi le reconnaissait. L'Empereur était occupé contre les Turcs ; l'Angleterre, en pleine révolution, était momentanément notre alliée, une alliée vénale et très peu sûre. Mais l'Espagne, notre grande ennemie, depuis plus d'un siècle, ne désarmait point. Elle ne se résignait pas au Traité des Pyrénées qui, pourtant, s'il était avantageux, n'était guère brillant pour nous. A tout instant, elle soulevait des incidents de frontières, arrêtait nos courriers, vexait nos commerçants et nos armateurs. Dans toutes les cours, sa diplomatie travaillait contre nous. Enfin, elle demeurait toujours la nation la plus riche du monde, — capable, si elle le voulait, de soudoyer des armées contre nous. Les Espagnols, comme les Français, avaient nettement conscience de cet antagonisme. C'était un duel à mort. Il fallait que l'un des deux cédât. Avant de continuer à se battre à coups de canon, on se battait à coups d'épigrammes, de libelles et de caricatures. La situation était à peu près la même qu'entre la France et l'Allemagne avant 1914. Les Français se souvenaient toujours avec amertume et fureur de la captivité de François Ier à Madrid.

Ils croyaient avoir encore à effacer cette honte, et, après les traités de Munster et des Pyrénées, ils estimaient que la guerre de revanche contre l'Espagne n'était pas finie.

Louis XIV sentait plus que quiconque cette impatience de la Nation d'en finir avec d'arrogants voisins. Il le sentait d'autant plus qu'à l'occasion de son mariage, les Espagnols l'avaient abreuvé de « dégoûts » et d'humiliations. Enfin, depuis son enfance, il était exaspéré d'entendre sa mère lui vanter sans cesse son pays et sa famille. Il avait fini par prendre en horreur son oncle, le Roi catholique, et tous les sujets de cette outrecuidante Majesté !... Sa cousine, Mlle de Montpensier, nous raconte, à ce sujet, une bien curieuse et amusante anecdote. C'était pendant le voyage de Lyon, alors qu'il n'était pas encore question pour le Roi d'épouser l'Infante : — « Avant de remonter en carrosse, le Roi se mit à disputer avec la Reine de la grandeur de la maison de France et de celle d'Autriche, et commença par dire : « L'autre jour, nous pensâmes nous battre, la Reine et moi, sur la grandeur de nos maisons. La Reine nous dit : « Cela est vrai ! Mais le moyen de souffrir la hauteur dont vous le prîtes?... » Sur cela, le Roi répondit : « J'ai un bon second, car ma cousine est aussi fière que moi ! » La Reine nous dit : « Vous êtes tous deux aussi glorieux l'un que l'autre ! » Je me mis à rire. Le Roi me dit : « N'est-il pas vrai, ma cousine, que ceux de la Maison d'Autriche n'étaient que comtes de Habsbourg, que nous étions rois de France ? » Je répondis qu'il ne m'appartenait pas de le dire et qu'il serait assez difficile de parler là-dessus ; *que la maison d'Autriche était grande et illustre, mais qu'il fallait qu'elle nous cédât.* Le Roi dit : « Si nous étions à disputer, le Roi d'Espagne et moi, je lui ferais bien céder. *Que je serais aise s'il se voulût battre contre moi pour terminer la guerre !* Mais il n'aurait garde : de cette race-là ils ne se battent jamais. Charles-Quint ne voulut jamais contre François Ier qui l'en pressa instamment. » Le Roi faisait mille contes de cette force-là, le plus agréablement du monde. Mais la Reine sa mère dit : « Quoiqu'on ne fasse que railler et que ce ne soit pas tout de bon que vous voulussiez vous battre contre mon frère, ces discours-là ne me plaisent point. Parlons d'autre chose !... »

Et l'on répétera encore que Louis XIV ne savait pas l'histoire ! Il savait au moins qu'il avait à venger l'affront fait

à un de ses plus illustres prédécesseurs, comme les Allemands, en 1870, prétendaient se venger de ses propres guerres. En tout cas, il importe de méditer (avec beaucoup d'autres) des pages comme celle-là, pour se convaincre à quel point Louis XIV fut un roi national et que c'était la gloire de la nation qu'il aimait dans la sienne...

La gloire! Quel poète en a parlé avec plus d'émotion et de ferveur que lui! On connaît cette phrase fameuse de ses *Mémoires* : « L'amour de la gloire a les mêmes délicatesses et, si j'ose dire, les mêmes timidités que les plus tendres passions... » Et il ajoute tout aussitôt : « Autant j'avais d'ardeur de me signaler, autant avais-je d'appréhension de faillir et, regardant comme un grand malheur la honte qui suit les moindres fautes, je voulais prendre dans ma conduite les dernières précautions... » Voilà bien le fond de la pensée du Roi, en ce moment : « Prendre les dernières précautions. » Si pressé qu'il soit d'agir, d'écouter le vœu de la nation, de satisfaire sa soif de gloire et ses ressentiments personnels, il ne veut pas lancer la France dans des aventures inconsidérées. D'ailleurs, après bientôt un demi-siècle de guerre, le pays aspire à se reposer, quel que soit son désir d'en finir avec le danger espagnol. Et c'est pourquoi, pendant un assez long temps, le Roi se tiendra tranquille. D'abord soulager ses peuples, telle est, à ses yeux, la tâche la plus urgente : « De toutes les choses, nous dit-il, que j'observai dans cette revue particulière (du dehors et du dedans de mon État), il n'y en eut point qui me touchât si puissamment l'esprit et le cœur que la connaissance de l'épuisement où étaient alors mes peuples, après les charges immenses qu'ils avaient portées... Ainsi, je ne laissai pas de diminuer incontinent trois millions sur les tailles de l'année suivante, me persuadant que je ne pouvais mieux commencer à m'enrichir qu'en empêchant mes sujets de tomber dans la ruine dont ils étaient menacés de si près... »

La première pensée de ce prétendu tyran sans entrailles, c'est donc le soulagement de ses peuples. Néanmoins, la grande affaire du souverain doit être leur sécurité et, autant que possible, leur prospérité. Pour cela, une nouvelle guerre est inévitable. On ne saurait s'y préparer trop tôt. Il va donc tout de suite amasser de l'argent, réunir des troupes pour faire la guerre, tout cela à petit bruit, afin de ne point donner l'éveil à

l'ennemi. Si l'on veut que l'entreprise réussisse, il faut, jusqu'au dernier moment, l'entourer de mystère. Aussi le Roi s'efforce-t-il de dissimuler sous un air de frivolité ses projets belliqueux. Ceux qui ne sont point dans son secret peuvent croire qu'il est avant tout occupé de galanterie, de maîtresses, de chevaux et de chiens, de parades militaires, de bals et de ballets, de fêtes champêtres, d'illuminations et de feux d'artifice. En réalité, mille projets s'entrecroisent, au même moment, dans sa pensée. Il fait semblant de se jeter au plaisir, alors qu'il pense à tout autre chose.

D'ailleurs ce rôle lui convient à merveille. Il est né voluptueux. Il aime le faste, le luxe, les bâtiments, toutes les belles choses. Il va donc commencer par jouir de la vie, — de la vie tout entière, telle qu'un souverain de ce temps-là, s'il avait le sens de la grandeur et de la beauté, le goût de tout ce qu'il y a de délectable au monde, la pouvait concevoir. Il se souvient des leçons du Cardinal, des lectures romanesques faites avec Marie Mancini. Mais il garde jalousement son secret et il réserve l'avenir. Il va vivre d'abord pour la volupté, la richesse, la splendeur, en attendant de vivre pour la gloire...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LE BEAU JARDIN

PREMIÈRE PARTIE

I

Comme un fleuve longtemps contenu qui a enfin rompu ses digues, l'armée française se répandait depuis deux jours sur la région des étangs et des forêts de la haute vallée de la Sarre. Il n'y avait pas de route ni même de chemin où l'on ne vît de longues colonnes se dirigeant vers l'Est. Les hommes étaient habillés de neuf, les harnais et les canons luisaient de propreté; tout avait pris un air de fête. A l'entrée des villages s'élevaient des arcs de triomphe portant les inscriptions : « A nos libérateurs, » « Nous vous avons longuement attendus. » Dans les rues pavoisées, les portraits d'ancêtres placés devant les fenêtres semblaient assister à la réalisation de leur rêve : voir passer les soldats de France pendant qu'au loin les armées allemandes, indisciplinées et désorganisées par la révolution, refluaient vers le Rhin.

Toutes les colonnes convergeaient vers le col de Saverne où elles trouvaient la seule grand route qui pût les faire passer de la Haute-Sarre en Alsace. Aussi cette route charriait-elle nuit et jour un torrent de troupes de toutes armes. Ce matin-là, une batterie avait fait trembler les maisons de Phalsbourg au passage de ses lourds canons. Elle avait défilé au milieu des acclamations sur la grande place devant la statue du maréchal Lobau ; puis, franchissant le col, elle s'était engagée sur la descente. En tête

Copyright by Songy, 1923.

marchait un Alsacien, le capitaine Ehrlich, qu'étreignait l'émotion de rentrer en vainqueur dans la terre maternelle. Depuis quatre ans il attendait ce jour de gloire, et l'aube en était enfin venue. La brume qui estompait étrangement les grands hêtres de la forêt alignés le long de la route se dissipait peu à peu, et Maurice Ehrlich regardait monter dans le ciel un soleil rouge comme celui qui s'était levé cent quatorze ans plus tôt sur la plaine d'Austerlitz.

A un tournant de la route, la vallée apparut par une échappée entre les bois mordorés. Là se dressait un obélisque portant l'inscription « Alsace; » au pied coulait une fontaine qu'entourait une bande joyeuse de chasseurs alpins. C'était l'heure de la halte. Le capitaine Ehrlich fit appuyer sa colonne sur le bas-côté droit de la route et commanda l'arrêt. Les chevaux en sueur s'ébrouèrent en tendant le cou, et les hommes allèrent remplir leurs gourdes à la fontaine. Ehrlich se trouvant auprès des chasseurs perçut un mot qui courait de bouche en bouche : « *Ecco Alsazia ! Ecco Alsazia !* » C'était un bataillon de Nice, recruté parmi les jeunes pâtres de la Turbie. En entendant ces enfants du soleil acclamer comme la terre promise la plaine rhénane qui s'étendait à leurs pieds, il crut tout à coup voir apparaître le beau corps de la France, si admirablement une dans la diversité de ses provinces.

Ehrlich longea sa batterie pour s'assurer que les harnachements et les paquetages étaient en ordre. Il jetait en passant un regard amical aux lourdes pièces, et à côté des glorieuses cicatrices laissées par les éclats d'obus, il lisait les noms « la Gueularde ! Sème la mort ! » que les hommes avaient peints en rouge sur la volée. Ayant fini son inspection, il mit pied à terre et monta sur le tertre voisin, où le lieutenant et l'aspirant vinrent le rejoindre. Rappelant ses souvenirs d'enfance, il leur donnait des explications : « Vous voyez les deux arbres isolés sur cette colline. A un travers de doigt à gauche, cette flèche sombre qui se détache sur la ligne bleue de la Forêt Noire, c'est la cathédrale de Strasbourg ! » Une buée voila les yeux d'Ehrlich. Les trois officiers se turent, dominés par l'émotion de cette arrivée en Alsace. Le soleil avait chassé définitivement les brouillards et le paysage baignait dans une lumière blonde. Par delà les bois rougis par l'automne et les prairies de la vallée, on apercevait des villages bruns tapis comme des compagnies de perdreaux

dans les chaumes. Tout était clair et net, tout respirait la joie et la paix.

— C'est d'ici, dit enfin Ehrlich, que, suivant la tradition, Louis XIV se serait écrié : « Quel beau jardin ! » Peu d'endroits ont autant que celui-ci vu passer des migrations humaines. Connaissez-vous le rocher appelé « le Saut du Prince Charles ? »

Ils traversèrent le pré qui les séparait du ravin et s'arrêtèrent sur le rocher. Devant eux s'étendaient les pentes boisées des Vosges, couronnées des vieux châteaux légendaires. Dans un repli de la vallée se dressait la haute masse grise de la basilique de Marmoutier, doyenne des abbayes bénédictines en Alsace. Ehrlich expliqua que, d'après la légende, un prince Charles de Lorraine, poursuivi par ses ennemis et acculé sur ce rocher, se serait échappé en obligeant son cheval à faire un saut prodigieux. A quinze mètres plus bas, on voyait, en effet, une plateforme où les amants de la tradition avaient eu soin de graver l'empreinte laissée par les quatre fers du cheval. Les officiers descendirent les marches taillées dans le rocher jusqu'à cette large table de pierre, qui portait les empreintes du cheval et sur laquelle le passage d'innombrables chars, depuis l'antiquité, avait creusé de profondes ornières. Au-dessus d'eux l'énorme éperon de grès rose, semblable à la proue dentelée d'une galère, se détachait de la falaise. A sa base, évidée comme une conque marine, s'ouvrait une petite grotte, dont le fond contenait une source.

— Voyez près de cette source, disait Ehrlich, la niche qui abrite une statue de la Vierge après avoir sans doute abrité des divinités gauloises. Au-dessus d'elle, des trous percés dans le grès sont les derniers vestiges d'une construction légère, élevée il y a plus de quinze siècles, quand ce lieu était une halte sur la grande route des légions entre Reims et le Rhin. Je me rappelle être plusieurs fois venu ici avec un ami de mon père, l'archéologue Wetzel qui vit encore à Strasbourg. Il m'emmenait le dimanche faire des promenades dans les Vosges. Je le voyais mesurer l'écartement des ornières pour le comparer à la largeur des essieux romains conservés au musée, ou bien je l'aidais à prendre moulage des graffiti. Lisez ces inscriptions qui se succèdent depuis le moyen-âge, ce *Bonifacius* en caractères romans, et plus loin « 1616, » année où l'évêque de Strasbourg fit élargir la voie. Puis ces dates sur lesquelles mes yeux d'enfant se reportaient toujours, parce qu'on les disait gravées

par des mains françaises. — Ehrlich écarta les buissons et les plantes qui recouvraient la base de la roche. — Voici 1713, dit-il, année de la paix d'Utrecht et de la prise de Fribourg. Cette inscription nous rappelle peut-être la halte d'un détachement de renfort qui rejoignait l'armée de Villars. Ces chiffres à moitié effacés, commençant par un 1 en forme de J, voyez, c'est 1681. Je m'enchantais autrefois à l'idée que cette date avait été gravée par un des cavaliers qui, avec M. de Louvois, allaient pour la première fois entrer à Strasbourg. Voici le nom d'un artilleur français souligné de cette date éloquente... 1870... C'est toute l'histoire de l'Alsace qu'on déchiffre ici, comme sur un palimpseste recouvert selon les saisons d'étincelants stalactites de glace ou d'un réseau de plantes sauvages...

En remontant à cheval, Ehrlich pensait à tous ceux qui l'avaient précédé sur cette route et dont il était appelé à continuer la tradition. Les hommes de sa batterie aussi bien que lui semblaient avoir pris conscience de la grandeur de leur rôle. Ils marchaient gravement auprès de leurs canons ornés maintenant de branchages comme des chars de triomphateurs. Ils traversèrent Saverne, la cité gardienne du seuil de l'Alsace, encore encerclée dans ses murs de défense comme au temps de l'empereur Julien. Puis ce furent de jolis villages le long des Vosges éclairées par les rayons obliques du soleil de novembre. Ils s'arrêtèrent enfin à Hatmatt où ils devaient cantonner.

Depuis l'accueil si chaleureux des Lorrains, Ehrlich se demandait quel serait son premier contact avec le peuple d'Alsace. La germanisation n'y avait-elle été pas favorisée par la communauté de langue ? Dans quelle mesure les Alsaciens avaient-ils pris leur parti de cette séparation d'un demi-siècle ? Il fut tout de suite rassuré par l'allégresse des paysans, par la joie que suscitait sa présence dans la maison du notable de Hatmatt chez lequel il avait son billet de logement.

Dans la grande salle du rez-de-chaussée où il travaillait avec on maréchal-des-logis chef, on le pria de recevoir le fils de la maison. Celui-ci, récemment libéré de l'armée allemande, portait encore son uniforme feld-grau. Il raconta comment, employé sur le front russe, il avait refusé de servir sur le front français, comment il avait été maltraité et condamné pour indiscipline. Ehrlich se retint à peine de l'embrasser. « Pauvres enfants, se disait-il, en voici un au hasard entre dix

mille, me faisant le récit de ce qu'ils ont souffert pour ne pas nous renier. » Il passa la soirée en famille, servi par la fille de la maison. Le lendemain, au moment où il prenait congé de ses hôtes, elle lui apporta des provisions et refusa en riant de le laisser payer quoi que ce fût. Il rit à son tour et dit : *Irgendwie muss ich bezahlen ; wenn nicht mit Geld, dann mit einem Kuss!* (1) Et il embrassa la joue de la rieuse jeune fille. Il lui semblait à cet instant sentir battre à coups redoublés le cœur de la vieille Alsace! Il pensait à la touchante inscription gravée sur les portes de Sienne : *Cor magis tibi Sena pandit!* « Sienne t'ouvre son cœur encore plus grand que ses portes! » Cet exergue, se disait-il, pourrait être inscrit à l'entrée de toutes les demeures alsaciennes, tellement l'Alsace tout entière aspire à se donner à la France.

La batterie continua le lendemain son beau voyage dans la direction de Wissembourg. Ils traversèrent le village de Diebach. Partout des arcs de triomphe, et des jeunes filles en costume alsacien, grands nœuds noirs, jupes rouges, tabliers multicolores, couraient au-devant des chevaux pour offrir aux artilleurs du vin et des gâteaux.

— Où allez-vous? demanda l'une d'elles à Ehrlich.

— A Neudorf.

— Ah! vous ne serez pas reçus comme cela chez les protestants, dit-elle en riant.

Maurice Ehrlich se rembrunit à cette répartie. N'était-il pas protestant lui-même? Quelle sotte idée de petite fille!

Le ciel s'était couvert et il commença à neiger. On arriva à Neudorf à la nuit tombante. C'était un vieux village aux maisons de bois coiffées de hauts toits qui déjà se couvraient de neige comme dans les images populaires de l'Alsace. Les rues peu pavoisées n'avaient pas un aspect aussi accueillant que celles de Diebach. Personne dehors, ni aux fenêtres. La colonne s'arrêta. Les hommes se tenaient immobiles près de leurs chevaux et considéraient en silence ce décor nouveau pour eux.

Le maréchal-des-logis fourrier amena le maire, vieux paysan en blouse à la tête coiffée d'un bonnet de fourrure. Celui-ci se rappelait quelques mots de français appris avant 1870, et

(1) Il faut que je paye de quelque manière; sinon avec de l'argent, du moins avec un baiser.

s'excusa de n'avoir pas préparé le cantonnement. Après avoir surveillé lui-même l'installation des hommes et des chevaux chez les habitants peu empressés à ouvrir les maisons et les écuries, il invita le capitaine à loger chez lui. Ehrlich entra dans la pièce basse éclairée par cinq petites fenêtres et chauffée par un poêle de faïence qui s'élevait jusqu'au plafond. C'était la véritable *Stube*. Ehrlich s'assit près de la table sur laquelle il allait dîner et se prit à rêver. Il avait été surpris de trouver dans ce village une atmosphère si différente des autres. Est-ce que cette jeune fille de Diebach avait raison?

Son sous-lieutenant, Marize, arriva pour le dîner. Il était un peu dépaysé dans cet endroit où personne ne parlait plus français; mais au moment où il allait adresser la parole à son capitaine, celui-ci l'arrêta d'un geste. Ehrlich écoutait un chœur d'enfants qui s'élevait de la maison d'école voisine et il reconnaissait le choral de Luther. Il se sentait transporté aux jours de son enfance quand, pour la première fois, il avait entendu ces versets dans l'église Saint-Nicolas de Strasbourg. Petit-fils du pasteur Rodolphe Ehrlich, il voyait son grand père, en robe noire et rabat blanc, scander de la main les mesures du choral. Sa pensée suivait maintenant son père, qui, lui aussi pasteur de Saint-Nicolas, avait, malgré sa santé précaire, exercé son ministère jusqu'à la veille de sa mort. Il évoquait la silhouette amaigrie, la figure pâle, la voix sans timbre prêchant le Christ ressuscité. Puis tous les détails de son enfance privée de mère et passée sans joie entre ces deux hommes d'église surgissaient devant ses yeux.

Comme l'ordonnance posait devant eux la soupière fumante, Marize interrogea :

— Vous ne vous servez pas, mon capitaine?

Maurice ne répondit pas. Il ne voyait pas, n'entendait pas ce qui se passait autour de lui. Il remontait dans le passé, plus loin, toujours plus loin dans ce monde de souvenirs qu'il croyait effacés. Il fallut, pour le rappeler à la réalité, l'arrivée d'un téléphoniste apportant un message. Il lut :

« L'Armée téléphone ce qui suit :

« Le capitaine Ehrlich, commandant la 9e batterie du 103e régiment d'artillerie lourde, est mis à la disposition du service d'Alsace-Lorraine et rejoindra son nouveau poste sans délai. Un automobile le prendra ce soir à vingt-deux heures au P. C.

du colonel commandant le 103e R. A. L. et le conduira à Strasbourg. »

Comme à tous les officiers originaires de l'Alsace, on avait proposé à Ehrlich de le verser dans les services administratifs dès le retour de cette province à la France. Il avait accepté la proposition, mais ne s'attendait pas à ce qu'elle fût appliquée d'une manière aussi rapide. Il lui en coûtait de quitter brusquement la batterie qu'il avait formée, de ne pouvoir dire adieu à tous ces braves gens qu'il avait choisis un à un, avec lesquels il avait partagé tant de fatigues et de dangers. Mais quatre années de guerre lui avaient donné l'habitude de la discipline. Il acheva rapidement de dîner, commanda à son ordonnance de faire sa cantine et partit à pied pour se rendre chez le colonel qui cantonnait dans un village voisin.

L'aspect de sa vie allait changer. Depuis dix jours, il savait officiellement que la guerre était finie, mais il était resté dans le cadre habituel de son existence. Toute triomphale que fût cette entrée en Alsace, elle rappelait par ses détails pratiques les étapes qu'il avait faites pendant quatre ans tout le long du front. Maintenant qu'il quittait sa batterie, il se répétait en marchant sur la terre gelée : « Oui, la guerre est bien finie ! » Et il pensait aux dures années passées à moitié enfoui dans la terre, dans la craie de la Champagne, dans l'argile de la Lorraine, dans la boue des Flandres et de l'Artois.

Il se présentait toujours avec plaisir devant le colonel Weber, ami d'enfance de son père, auprès duquel il se sentait un peu en famille. Il le trouva au travail devant un bureau chargé de papiers.

— On vient encore de me donner deux groupes de 105; je vais finir par commander toute l'artillerie de l'armée, dit le colonel en riant. Ehrlich regardait ce front chauve, ces lunettes derrière lesquelles s'abritaient des yeux pleins de vie, tantôt riants et tantôt chargés de mélancolie, ces fortes moustaches qui dissimulaient une bouche mobile. Souvent, aux heures de doute et de découragement, il avait subi le charme de cette physionomie expressive. Il aimait dans le colonel Weber un de ces officiers qui ont servi de modèle à Vigny, qui sentent la grandeur de leur servitude et savent trouver, dans l'accomplissement du devoir journalier, la poésie familière de leur vie.

— Ainsi vous allez nous quitter? dit le colonel Weber après un silence.

— Oui, répondit Ehrlich avec un peu d'embarras. En 1915, j'ai accepté pendant une permission d'être inscrit sur les listes des futurs administrateurs de l'Alsace-Lorraine. Mais je ne croyais pas devoir être appelé aussi brusquement.

— Ce n'est pas à cela que je pense. Je me demande si vous vous êtes rendu un compte exact des difficultés que vous allez rencontrer. Connaissez-vous bien l'état d'esprit de l'Alsace? Quelle sera votre situation vis à vis de vos administrés?

— Si je n'ai pu habiter l'Alsace depuis mon enfance, j'y ai du moins gardé ma maison natale à Strasbourg. J'y retrouverai des souvenirs séculaires de notre famille.

— Oui, répartit le colonel, ce n'est pas à moi, dont la famille appartient également à Strasbourg, qu'il est nécessaire de rappeler la place tenue autrefois par la vôtre dans notre ville. Mais je pense à ces émigrés qui revinrent après la Révolution. Eux aussi retrouvaient leurs maisons et leurs souvenirs; cependant ils étaient en retard sur l'évolution de leurs compatriotes. On ne comprenait plus ni leurs idées ni leur langage. Ils faisaient l'impression de revenants. En Alsace, la situation est inverse. Nous y retrouvons un morceau de la France tel que nous l'avons laissé en 1870. Les Alsaciens ont gardé les institutions et les idées de cette époque. Essaierons-nous de leur imposer les nôtres? — Le colonel se leva et se promena dans la pièce en continuant : — Mon père, comme le vôtre, a cru devoir rester en Alsace au moment de l'annexion. Quant à moi, on m'a fait partir, je suis donc dans la même situation que vous. Mais chaque fois que je revenais à Strasbourg avant la guerre, je me sentais gêné devant mes concitoyens. Je croyais lire dans leur regard : « Vous avez réussi à vous soustraire à l'injustice dont nous sommes victimes ; vous ne pouvez donc plus apprécier équitablement notre conduite. » Et, de fait, il me semble que je n'oserais pas me présenter devant eux en administrateur, c'est-à-dire en juge. Quelle qualité aurais-je pour sonder les cœurs, pour déclarer que ceux-ci ont droit à nos faveurs et que ceux-là en sont indignes?

— J'espère aussi qu'on ne me le demandera pas, protesta Ehrlich.

— J'imagine d'ailleurs que l'administration ne vous retien-

dra pas longtemps. Vous avez trop d'indépendance et peut-être trop d'ambition. Pourriez-vous me jurer que vous ne rêvez jamais de politique? C'est là surtout qu'il faudra respecter la pudeur de l'Alsace. Elle a étonné le monde par sa fidélité à la France. Ne lui demandons pas davantage. Elle voudra conserver son organisation régionale, ses institutions scolaires et religieuses auxquelles elle est si fermement attachée. Et, pour être sûre d'avoir des interprètes fidèles de sa pensée, elle ne se fera représenter que par des hommes qui ne l'ont jamais quittée. — Il s'arrêta en entendant le ronflement d'un moteur devant la porte. — Ah! dit-il, c'est l'automobile de l'Armée qui vient vous prendre pour vous conduire à Strasbourg; oubliez donc tout ce que je viens de vous dire. Ne vous rappelez qu'une chose, c'est que, le jour où vous en aurez assez de la vie civile, vous pourrez retrouver une place auprès de moi. Allons, conclut-il en lui serrant la main, bonne chance!

— Adieu, mon colonel, dit Ehrlich.

— Non, au revoir, et peut-être à bientôt, répondit le colonel.

Il accompagna Ehrlich au dehors et sa haute silhouette se détacha encore quelques instants sur la porte éclairée, tandis que l'automobile s'enfonçait dans la nuit.

A moitié étendu dans cette voiture découverte, le visage tourné vers le ciel, Ehrlich regardait scintiller les étoiles. Il ne voulait voir que des signes favorables à ses entreprises. Avec la puissance d'illusion de la jeunesse, il abandonnait le passé pour s'élancer vers l'avenir.

Le long de la route se succédaient rapidement les villages aux maisons enfouies sous leur toit de chaume. Bientôt l'automobile ralentit à l'entrée de Strasbourg. Il passa sous la porte de Saverne et s'engagea dans les rues encore encombrées, malgré l'heure tardive, de camions et de voitures de toute sorte. C'était une étrange vision qui se déroulait sous la lumière crue des projecteurs. La procession des mastodontes d'acier, gris de poussière, avançait lentement en soufflant et en ronflant dans les rues pavoisées. Il n'y avait pas de maison qui ne portât des grappes de drapeaux suspendus à chaque fenêtre. Sur les trottoirs, c'était une foule de soldats de toutes armes et de toutes races. Fantassins, cavaliers, artilleurs, aviateurs, Algériens, Sénégalais, Annamites se suivaient dans un pittoresque pêle-mêle. Toutes les fenêtres étaient éclairées, tous les cafés étaient

ouverts. D'innombrables Alsaciennes, portant le costume et le nœud traditionnels, circulaient dans ce décor et faisaient penser à quelque scène d'opéra comique. Partout des rires, des chansons, une orgie de gaîté, et à travers la vieille ville austère il semblait voir passer une immense farandole.

*
* *

Éloigné d'Alsace depuis l'âge de dix ans, selon la volonté formelle de son père défunt, Maurice Ehrlich était bien rarement revenu à Strasbourg durant les quinze années écoulées entre la mort du pasteur Ehrlich et les événements de 1914. Son oncle maternel, Maurice Fabre, banquier à Paris, s'était chargé de son éducation et contrôlait sévèrement ses études faites au Lycée Louis-le-Grand. Seule, de temps à autre, une sœur de son père, Mlle Mélanie Ehrlich, accueillait l'orphelin chez elle à Strasbourg pendant quelques semaines de vacances. Il n'avait conservé de ces séjours hâtifs que des souvenirs de collégien : excursions dans les Vosges, lectures près d'un grand poêle et succulents repas invariablement terminés par une tarte aux myrtils ou de la confiture de coings. Lorsqu'il eut vingt et un ans, et qu'il fut à la veille de partir pour le régiment, sa tante Mélanie exigea qu'il revînt une dernière fois à Strasbourg. On lui remit les clefs de la maison patriarcale du quai Saint-Nicolas dont il était désormais propriétaire. Il revit la chambre où il était né et où sa mère était morte, puis la bibliothèque où son père et son grand père passaient de si longues heures dans le travail et la méditation ; il retrouva à sa place la petite chaise où il s'asseyait pour ouvrir sur ses genoux d'enfant une de ces grosses bibles toutes marquées de signets à l'encre rouge. Il souffla sur la poussière qui voilait de gris les beaux ors de faïences de Hannong que son grand père, jadis, avait collectionnées avec amour. Tout cela était à lui maintenant. Mais, en parcourant la vieille demeure, il se sentait particulièrement oppressé. Était-ce le froid qui tombait des voûtes, l'aspect morne des maisons brusquement abandonnées ? N'était-ce pas plutôt l'appréhension vague qu'un jour toutes ces choses inertes qui représentaient le passé de sa race ne le ressaisissent, ne le prissent tout entier dans le réseau des traditions et des souvenirs ? Maurice ne chercha pas à analyser l'émotion qui lui serrait la gorge. Il avait vingt et un ans ! Il

était libre, il voulait vivre à Paris loin des médiocrités de la vie provinciale dont ses ancêtres s'étaient contentés pendant des siècles. D'ailleurs tout avenir ne lui était-il pas fermé en Alsace ? Son service militaire accompli, l'Alsace serait pour lui une terre interdite, et la possibilité d'un changement en cet état de choses ne lui apparut même pas. Il rendit les clefs à sa tante Mélanie, la pria de continuer à veiller sur son patrimoine et reprit le chemin de Paris où son oncle le préparait à lui succéder dans la direction de la banque.

Moins de dix ans s'étaient écoulés depuis cette dernière visite, et voici que Maurice Ehrlich rentrait dans Strasbourg en soldat vainqueur, l'âme agitée de mille sentiments contradictoires. Le lendemain matin de son arrivée, il marchait à travers le brouillard glacial, et suivait les rues au hasard. Il connaissait mal la ville et cependant un instinct sûr semblait le guider. Tant d'individus dont il tenait tout son être s'étaient succédé pendant des siècles et avaient tourné toute leur vie entre les étroits remparts de la cité, que Maurice paraissait doué d'un sens spécial de l'orientation. Sans demander son chemin, il allait à l'île Sainte-Hélène où il espérait trouver un gîte et peut-être aussi l'appui moral dont il ressentait vivement le besoin.

La ville, saupoudrée de grésil, conservait son air de fête. Des soldats, des camions militaires, des drapeaux, des jeunes gens et des jeunes filles chantaient *la Marseillaise* ou *la Madelon*. Maurice commençait à être habitué à ce spectacle qui ne lui donnait plus l'émotion des premières heures. Il suivit le quai aux Sables, longea la terrasse du palais des Rohan et aperçut enfin la silhouette aux arêtes vives de l'église de la garnison. A mesure qu'il approchait de la demeure de sa tante, il sentait son trouble augmenter. Allait-elle le reconnaître ? Tout occupé de lui-même, égoïste comme tous les êtres jeunes, il avait peu à peu négligé cette parente lointaine qui tenait si peu de place dans sa vie. Pendant toute la guerre, il n'avait jamais tenté de faire passer le moindre billet, et il aurait pu le faire sachant qu'un de ses cousins, le pasteur Beyerlé, était en Suisse et se serait chargé volontiers d'un message. Quel accueil allait-il donc trouver dans cette maison vers laquelle il se sentait invinciblement ramené ?

Un nuage de brume s'abattait sur la ville lorsque Maurice

atteignit la langue de terre qui s'allonge entre deux bras de l'Ill. De nombreuses petites villas de construction récente y sont clairsemées au milieu de vastes jardins. L'île Sainte-Hélène tout entière n'était jadis qu'un terrain vague sous les murs de défense de l'ancienne enceinte. Depuis 1870 un quartier neuf, surgi comme une champignonnière, avait transformé complètement l'aspect des terrains marécageux qui jadis s'étendaient jusqu'à la Robertsau. L'île Sainte-Hélène était restée isolée, comme enclavée entre les quartiers modernes. La famille Ehrlich y possédait depuis plus d'un siècle un beau terrain, et Rodolphe Ehrlich y fit bâtir vers 1860 une petite maison blanche, sans style, au milieu d'un verger. C'était sa « campagne » par opposition à sa maison de ville, sise quai Saint-Nicolas. Lorsque l'on procéda au partage des biens de famille, ce petit domaine échut à Mlle Mélanie, qui demeurait là depuis près de quarante ans. Un sentier, faisant contraste par son aspect campagnard avec le va et vient des tramways de l'avenue des Vosges et l'animation du quartier du Contades, conduisait à la maison.

Maurice s'arrêta bientôt devant une petite porte peinte en vert. Il sonna et fut introduit dans un petit salon qui avait l'aspect d'un parloir de couvent. Il sentit son cœur battre lorsque la porte s'ouvrit, laissant passer la haute silhouette de Mlle Ehrlich. Maurice reconnut aussitôt, sous les bandeaux de cheveux blancs, la figure osseuse, aux traits accusés, étonnamment semblables à ceux du père de Mlle Mélanie, Rodolphe Ehrlich. Celui-ci, prédicateur de grand renom, chanoine du chapitre de Saint-Thomas et doyen de la faculté de théologie protestante, était si attaché à ses fonctions qu'en 1871 il ne put se résoudre à les abandonner et resta membre de l'Université allemande. Ses concitoyens ne lui avaient pas pardonné cette faiblesse. C'était là une vieille histoire à laquelle Maurice n'avait entendu faire que de brèves allusions, mais il retrouvait dans les traits de sa tante un peu de l'expression mystique de cet aïeul dont les yeux jadis lui faisaient peur.

Mlle Ehrlich pouvait avoir environ soixante-dix ans. Elle avait voué sa vie aux œuvres sociales, sacrifiant tout à une sorte d'apostolat où le patriotisme se confondait avec le sentiment religieux. Elle s'était mêlée à la lutte pour la conservation de la langue française. Faisant des cours clandestins aux enfants des écoles, elle réussit à former avec un grand nombre

de jeunes filles une véritable ligue en faveur du français, sans avoir jamais éveillé la méfiance de la police allemande. Ses habitudes d'austérité l'entouraient d'un grand prestige et elle avait exercé une influence considérable sur plusieurs générations d'enfants de Strasbourg.

Elle regarda avec surprise ce jeune homme vêtu de bleu, semblable à tous ceux qui encombraient depuis une semaine les rues de la ville. Puis son visage exprima une stupeur mêlée de joie. — Maurice ! le petit ! Mon Dieu, est-ce possible ?... Mais pourquoi ne nous avoir rien fait dire ? Nous avons été si inquiets de toi... Ingrat !... vilain enfant !... Si tu savais combien nous avons pensé à toi, tout ce que nous avons fait pour préserver ta maison du séquestre allemand !... J'ai dit que tout était à moi, j'ai pris les faïences ici, j'ai... j'ai mis les beaux meubles chez ton locataire... j'ai voulu... — La vieille demoiselle, très émue, parlait sans s'arrêter et Maurice ne trouvait pas le temps de placer un mot. Ému lui-même plus qu'il ne pouvait l'exprimer, il se pencha vers sa tante et l'embrassa.

Maurice avait l'impression que rien n'était changé dans cette maison où, sans qu'il s'en doutât, beaucoup de son cœur était resté. Mlle Ehrlich emmena son neveu dans la pièce où elle se tenait de préférence, au second étage. De la fenêtre on avait la vue jusque sur le Contades et les arbres se détachaient en noir sur le fond gris. Maurice reconnut l'antique poêle de faïence, le bureau Empire en bel acajou, et sur les rayons de la bibliothèque ses amis de vacances : Victor Hugo, Lamartine, Vigny, Taine, Michelet... Était-il possible que de si petits détails changeassent si peu, alors que tant de bouleversements étaient survenus dans le monde ! Maurice s'assit près du poêle... comme autrefois. Il appréhendait un peu ce tête-à-tête avec sa tante, mais Mlle Ehrlich cachait sous une apparente rigidité une grande finesse de sentiments et d'inépuisables réserves d'affection. Elle sut le mettre en confiance. — Je suis fière de toi, dit-elle ; comme ton père eût été heureux de te voir aujourd'hui ! Raconte-moi ta campagne... — Et Maurice fit un récit résumé de la longue guerre. Mlle Ehrlich voulut des détails, le texte des trois citations, les circonstances d'une blessure à la suite de laquelle Maurice avait passé trois mois dans un hôpital et reçu la Légion d'honneur. — Mais pourquoi, méchant enfant, ne nous avoir pas donné de tes nouvelles ?... Au moins depuis

l'armistice c'était facile? — Vous l'avouerai-je, ma tante, dit Maurice, je n'osais pas. Depuis trois jours que je suis en Alsace je me sens indigne de vous tous, indigne d'un devoir qui se dresse devant moi. J'ai d'abord éprouvé très vivement le bonheur de rentrer dans la terre promise, puis il m'a fallu m'habituer à cette idée que désormais une tâche s'imposait à ma génération. Ceux qui comme moi, nés sur ce sol, ont dû vivre et se former en France sont tenus de renouer les liens rompus et de vivre ici. Cette idée s'impose à moi, mais elle est si différente de celle que je m'étais toujours faite de mon avenir, même dans les derniers mois de la guerre, alors que je prévoyais déjà le retour de l'Alsace à la France, que je suis troublé profondément. — La figure de Mlle Ehrlich se fit grave : — Mon cher petit, dit-elle, parlant comme si Maurice avait encore quinze ans, ton cœur a deviné des choses qui jamais ne t'ont été dites. Oui, tu as à remplir ici un devoir impérieux : tu dois servir l'Alsace comme ton grand père et comme ton père...

Maurice regardait sa tante sans bien comprendre. Elle continua : — Mon père, que tu n'as connu que très âgé, était en 1870 depuis de longues années membre du chapitre de Saint-Thomas. Tu sais combien nous autres Luthériens nous attachons de prix à ce titre qui est à la fois une dignité religieuse et une fonction d'État. Les professeurs de notre vieille Académie protestante, maintenus par une faveur spéciale de Louis XIV dans les revenus et dans les droits des anciens chanoines de la collégiale de Saint-Thomas, ont continué jusqu'à nos jours les coutumes du moyen-âge ; ils tiennent à leurs privilèges comme à une seconde patrie. Partir... c'était renoncer à une tradition séculaire dans notre famille, c'était abandonner un patrimoine. Ton grand père n'hésita pas. Il a bravé l'opinion publique en conservant son poste, c'est-à-dire en se résignant à devenir fonctionnaire allemand. Son nom figure, hélas! à côté de ceux des quatre ou cinq Alsaciens qui, pour des motifs moins nobles, ont cru devoir rester à la solde du vainqueur. Mais où était le devoir? Dans la grande patrie ou dans la petite? Comment celle-ci allait-elle continuer à vivre? Avec quel serrement de cœur je voyais tant de nos jeunes gens à chaque automne quitter cette terre d'Alsace qui collait à leurs talons comme pour essayer de les retenir!

Mlle Ehrlich s'arrêta un instant, la voix tremblante. — Je ne

blâme donc pas mon père... j'aurais fait comme lui, mais il faut reconnaître que son acte a pesé bien lourdement sur les siens. Tu ne peux t'imaginer combien ton pauvre père en a souffert. Toutes les amertumes et les humiliations que lui a créées cette situation fausse ont ruiné sa santé. Il n'approuvait pas le parti pris par ton grand père de rester dans son poste au service du régime allemand ; pourtant, il accepta l'héritage de son canonicat au chapitre de Saint-Thomas et de sa chaire à la Faculté de théologie. Après avoir fait une grande partie de ses études à Paris, il était revenu à Strasbourg. Il se sentait toujours attiré par la France et retenu par l'Alsace. Il souffrait, disait-il, d'être en marge de deux civilisations.

— Et ma mère, dit Maurice..., d'elle je puis dire que je ne sais rien, je n'ai même pas un portrait.

— En effet, dit Mlle Ehrlich, elle a passé dans la vie comme un songe ; c'était une fleur du Midi, pleine de charme et d'une sensibilité extrême. Bien que ton père fût la bonté même, je ne crois pas qu'elle fût très heureuse. Elle était trop différente de nous par sa famille et par sa confession. Ton père avait épousé la fille du pasteur Fabre de Montauban, son ancien maître à la Faculté de théologie de Paris. Elle était calviniste et ne devint jamais tout à fait des nôtres. Quant à moi... si je me suis consacrée à certaines tâches, c'est que je sentais que notre présence en Alsace n'avait qu'une excuse, lutter pour le maintien du sentiment français sur le sol envahi. Tu es trop jeune pour te souvenir de tout cela. Mais, en ce qui te concerne, ton père n'avait qu'un désir, t'éloigner de Strasbourg, de cette ville qu'il n'avait pas la force de quitter lui-même, te faire élever en France, bien loin de l'Alsace, t'épargner la torture morale qu'il subissait. Aujourd'hui tout est changé, comme tu le sens toi-même : si un devoir s'impose aux autres, il s'impose doublement pour toi... Tu es le dernier du nom... Tu dois rester en Alsace.

Maurice avait écouté sa tante sans l'interrompre. Il y eut un silence, puis il dit enfin :

— Je vous remercie, ma tante, je vous remercie de me dire tout cela... Pourquoi me l'avoir caché si longtemps ?

Mlle Ehrlich eut un geste vague... — C'était la volonté de ton père. — Ehrlich continua, la gorge serrée par une grande émotion : — Maintenant je vois enfin ce que je dois faire. Je vous

jure sur la mémoire de mon père que je remplirai la tâche qu'il m'a laissée. — Je n'attends rien moins de toi, dit gravement la vieille demoiselle, mais si vraiment tu veux rester chez nous, sache que tu vas participer à la partie la plus poignante de la crise que l'Alsace traverse depuis trois siècles. Il va falloir lutter contre nous-mêmes... cela sera dur.

Maurice ne comprit pas complètement le sens de ces dernières paroles, mais la conversation fut interrompue par l'annonce du déjeuner.

A ce moment apparurent le pasteur Beyerlé et ses deux filles Odile et Marthe. C'était un cousin de Mlle Ehrlich, le seul parent qui lui restât en dehors de Maurice. Ayant eu des revers de fortune et souffrant de graves crises d'asthme, le pasteur Beyerlé en rentrant à Strasbourg avait accepté avec ses filles l'hospitalité de Mlle Ehrlich.

Maurice considéra les demoiselles Beyerlé qui étaient toutes deux grandes, blondes et maigres. Odile avait vingt-trois ans et Marthe vingt-cinq. Maurice les trouvait laides, mais affectueuses et simples; Marthe avait dans ses yeux gris une expression douce qui n'était pas déplaisante. Il pensa que sa tante avait dû ressembler à Marthe et que celle-ci serait un jour, tout comme elle, vouée aux œuvres et à la vie intérieure. Le pasteur Beyerlé avait, pour raison de santé, passé en Suisse toutes les années de guerre. Il consacrait ses forces à une histoire de l'Allemagne religieuse dont les deux premiers volumes avaient seuls paru. C'était un homme de soixante ans, au visage encadré d'une barbe et de longs cheveux gris. L'expression dominante de sa figure était la douceur et l'indulgence. Il parlait peu.

Mlle Ehrlich présenta son neveu.

— Il nous revient, dit-elle, et j'espère qu'il nous restera, mais je ne lui cache pas les épines du chemin ; nous sommes comme le peuple d'Israël dans le désert, nous murmurerons bientôt contre nos libérateurs.

— Je ne voudrais décourager personne, dit gravement le pasteur, mais je prévois des conflits qui m'attristent profondément. Ce qui se passe ici depuis deux semaines ne me dit rien de bon ; ainsi ce matin même...

— Je vous en prie, mon cher ami, interrompit Mlle Ehrlich, ne continuez pas; vous allez donner à ce jeune homme la plus

mauvaise opinion de nous et vous justifierez certain refrain dont nous ne voulons pas.

Les jeunes filles sourirent et Maurice aussi, car son enfance avait été bercée par les refrains de *Hans im Schnockeloch*, cet Alsacien dont la chanson dit : « Ce qu'il veut, il ne l'a pas et ce qu'il a, il ne le veut pas. »

— Je ne nie pas, continuait Mlle Ehrlich, que nous allons nous trouver devant les plus grandes difficultés. Trop de questions se posent à la fois que la France n'a pas étudiées, et qui vont rester sans solution... mais j'ai pleine confiance et tout finira par s'arranger.

Le pasteur ne semblait pas aussi convaincu. Pendant cette conversation, la vieille servante avait apporté de croustillantes crêpes aux œufs qui furent suivies d'une choucroute.

Maurice causait avec ses cousines. Il apprit bientôt qu'Odile était fiancée à un jeune homme de Haguenau, Max Benfeld, qui dirigeait une importante imprimerie. Elle l'avait connu en Suisse comme prisonnier et grand blessé. Maurice remarqua qu'Odile paraissait un peu gênée en parlant de son fiancé. Mlle Ehrlich lui expliqua ensuite que Max Benfeld avait fait trois ans de guerre dans les rangs allemands et avait été fait prisonnier et gravement blessé sur le front français, comme observateur d'artillerie. Quelques jours auparavant, Maurice se fût étonné d'apprendre qu'il allait devenir à bref délai le cousin d'un artilleur de l'armée ennemie... mais il commençait à voir toutes choses sous un angle différent. Il se promit seulement d'interroger Max Benfeld à leur prochaine rencontre sur les méthodes de repérage par le son qui avaient été appliquées dans l'artillerie allemande.

En se levant de table, Mlle Ehrlich demanda à son neveu ce qu'il comptait faire. Maurice expliqua sa situation. Il avait en poche un ordre de service pour le Haut Commissariat où il devait se présenter le jour même.

— J'irai ensuite au quai Saint-Nicolas, dit Maurice, car je compte y loger.

— Loger chez toi ! mais tu n'y penses pas, s'écria Mlle Ehrlich, tu ne peux habiter une maison abandonnée depuis plus de vingt ans. Non, cela ne fait pas question : tant que tu es mobilisé, tu loges chez moi... Cette maison-ci est grande et ta chambre y est toujours prête.

Maurice accepta sans difficulté l'hospitalité de sa tante. Au moment de sortir, il se retourna vers elle :

— Au fait, savez-vous qui je vais trouver au Commissariat? Mon ordre porte seulement la mention « pour service spécial ; » cela ne m'apprend rien.

— C'est sans doute au bureau du docteur Hartmann que tu seras attaché ; tu le connais au moins de réputation. Toute l'Alsace le nomme « le Docteur » tout court.

Maurice se souvint vaguement d'avoir entendu parler de lui. Il se faisait de cet homme une image indécise, mais, sans savoir pourquoi, l'idée d'être son subordonné lui fut désagréable.

— Je ne sais quelle besogne m'attend, dit-il, en manière de conclusion à ses propres pensées, mais cela m'importe peu, dans quelques semaines je serai démobilisé... je serai libre!

***

La rue Brûlée était encombrée jusqu'au Broglie d'automobiles de toutes marques et de toutes tailles portant les fanions de différents corps. C'était toute l'effervescence d'une organisation hâtive, mi-civile, mi-militaire, dont les rouages s'emboîtaient mal et souvent se superposaient. Maurice parvint, non sans peine, au milieu de ce va-et-vient devant la jolie façade semi-circulaire bâtie en grès rose. C'était l'ancienne préfecture devenue successivement, par de prodigieuses vicissitudes, le palais du Statthalter, puis le siège du Haut Commissariat. Un capitaine de service lui annonça qu'il serait bientôt reçu par « le Docteur. » C'était donc bien au docteur Hartmann qu'il aurait à faire. Après une longue attente, on l'introduisit enfin dans une pièce dont les hautes fenêtres donnaient sur le quai. Une grande tapisserie garnissait le mur opposé. Derrière une table Louis XV surchargée de dossiers, le docteur Hartmann était assis, une main posée sur l'appareil du téléphone dont il venait de se servir.

Est-il besoin de rappeler ici la biographie de cet homme extraordinaire sur lequel tant de choses ont déjà été dites? Personne n'ignore le rôle qu'il a joué avant la guerre dans la renaissance de l'esprit français en Alsace. Sa foi était si forte, que le retour de l'Alsace à la France ne fut pas pour lui une surprise, un beau rêve réalisé; ce fut un événement prévu depuis des années, préparé avec soin, et sur lequel il avait fondé

ses espoirs et ses ambitions. Les temps étaient révolus : dans le désarroi, général il fut l'homme indispensable, le seul connaissant à fond l'Allemagne et l'Alsace, les gens et les choses. On l'appela partout, on le mit à toutes besognes, on lui donna toute puissance. Comblé d'honneurs, il sut néanmoins garder une vision nette des contingences, conduire les événements et s'effacer ensuite devant eux. Intègre et droit, il mettait au service d'un idéal très pur une habileté, une énergie et surtout une ténacité qui auraient pu faire de lui, en d'autres circonstances, l'adversaire le plus redoutable de l'ordre. Son abord froid, ses allures de conspirateur inquiétaient tous ceux qui le connaissaient mal. Cette première impression vite écartée, on se sentait fasciné par ce regard sans fond, par cette parole vibrante, par cet art d'animer de son propre enthousiasme tout ce qui l'approchait. D'allure jeune, bien qu'il eût près de cinquante ans, il portait l'uniforme bleu horizon avec les galons de capitaine et le col de velours grenat du service de santé.

Lorsque Maurice entra, le visage du docteur Hartmann était volontairement impassible. Il leva les yeux et examina sans une parole l'ordre de service que Maurice lui tendit; puis il posa quelques questions nettes, en organisateur habitué à juger rapidement de ce qu'il pouvait attendre d'un subordonné. Maurice avait subi plusieurs fois des interrogatoires de ce genre de la part de supérieurs plus ou moins bienveillants, mais aucun ne l'avait autant intimidé. Il se sentait mal à l'aise sous le regard de cet homme auquel il ne pouvait se dérober, et tout en conservant devant son chef une attitude déférente, il faisait effort pour ne pas se livrer. Brusquement, Hartmann changea de ton et se prit à évoquer des souvenirs de sa vie d'étudiant, de son passage à la caserne allemande et des bons tours qu'il avait joués à la police. Il s'échauffait peu à peu comme entraîné par sa verve naturelle, mais bientôt son expression se fit plus grave... — Vous voyez, jeune homme, c'était là le temps de la lutte, je serais tenté de dire : c'était le bon temps, car aujourd'hui l'Alsace a traversé de telles épreuves que je la sens meurtrie, amorphe, incapable de la réaction bienfaisante dont elle aurait besoin. Elle sort d'un régime de fer, elle tombe pantelante, mais joyeuse dans les bras de la Mère Patrie... et rien n'est prêt pour la recevoir, rien n'est prévu! On veut tout détruire, tout improviser. Il me semble que j'assiste impuissant à un

véritable meurtre. On veut désarticuler ce pays. Et pourquoi cela? Non seulement par l'effet des tendances de l'esprit français à l'uniformité et à la centralisation, tendances que renforcent encore les préjugés sectaires de notre gouvernement, mais surtout parce que l'Alsace manque d'hommes pour défendre ses libertés. C'est un devoir sacré pour tous ceux qui, comme vous, sont nés sur ce sol et qui y rentrent aujourd'hui en vainqueurs de chercher à le sauver d'une nouvelle catastrophe.

Maurice ne répondit pas; il sentait que c'était inutile, que le regard fascinateur de Hartmann lisait dans sa pensée comme sur un écran éclairé. Le Docteur continua avec une sorte de lyrisme contenu qui lui était habituel.

— Ceux qui se déroberont à cette tâche seront des déserteurs, des lâches, car elle sera rude. Mais aussi combien belle sera la récompense! Songez à ce que peut devenir l'Alsace comprise comme elle doit l'être, c'est-à-dire comme le point de contact de deux civilisations. Bastion avancé sur le seuil de l'Allemagne, au seuil de cette région rhénane si intimement liée à notre histoire, Strasbourg est la ville des routes par où doivent passer tous les grands courants civilisateurs. Songez à ce que sera sa puissance économique lorsque nous aurons le port de Kehl et les eaux du Rhin; songez à ce que sera son rayonnement intellectuel lorsque l'Université sera la première de France après Paris! Songez au rôle que peut jouer l'Alsace dans la réforme de certaines institutions françaises, dans le projet d'organisation du régionalisme. Songez au merveilleux accord du régionalisme et du patriotisme dans ce pays équilibré, autonome, complet en tous ses organes, ayant ses lois, ses mœurs, ses coutumes, et jusqu'à sa langue, et cependant français de cœur au point d'avoir résisté cinquante ans à la plus puissante des tentations, celle de la prospérité; car il ne faut pas oublier que l'Alsace aura connu sous le régime allemand, en dépit de l'esclavage moral, une richesse matérielle inouïe. Le démon séducteur n'a rien négligé. Tout souriait à ceux qui sacrifiaient au veau d'or, et nul ne peut nier non plus l'attrait qu'avait la culture d'outre-Rhin pour tous ces jeunes esprits formés à l'école allemande. L'Alsace a peu souffert, quoi qu'on en dise, des privations de la guerre, et maintenant elle se retrouve sous la garde d'une France victorieuse, mais épuisée, indécise, ruinée. Après les heures merveilleuses, le

réveil viendra. Le premier contact sera terrible et je le répète : si on n'y prend garde, la France se réserve la plus pénible des désillusions.

Hartmann s'était levé et posa familièrement la main sur l'épaule du jeune homme qu'il sentait dominé, dompté, si l'on peut dire. Il continua :

— Oui, tout est à faire et demain je vous expliquerai ce que j'attends de vous. J'ai besoin, pour l'organisation d'un service nouveau, d'un homme intelligent et énergique. Serez-vous celui que je cherche ?

Maurice, plus troublé qu'il ne le croyait lui-même, protesta de sa bonne volonté.

— Vous serez cet homme, fit Hartmann, parce qu'il le faut! Vous êtes le dernier descendant d'une des plus anciennes familles strasbourgeoises et, plus qu'aucun autre (vous savez pourquoi), vous vous devez tout entier à la reconstruction de ce malheureux pays. Lorsque j'ai vu votre nom sur la liste des officiers alsaciens mis à la disposition du Haut Commissariat, j'ai fait demander vos états de service. Sachant quel était le passé de votre famille, j'ai voulu connaître le vôtre. Le texte de vos trois citations me suffit. Vous pouvez être, si vous en avez le courage, le collaborateur qui m'est indispensable. — Je le serai de tout cœur, répondit Maurice, et il serra avec force la main que Hartmann lui tendait. Il lui semblait maintenant qu'il avait toujours connu Hartmann, toujours pensé comme lui, tant la volonté ardente de cet homme était communicative.

Maurice Ehrlich sortit de cet entretien avec une âme neuve. Il se sentait réconforté, prêt à tous les sacrifices et à tous les dévouements. De ses tiédeurs de la veille il ne restait rien ; il avait peine à retenir son imagination qui vibrait encore sous la parole chaude de l'animateur et devant lui s'édifiait tout un avenir nouveau.

***

Chassés par le vent aigre de la Forêt Noire, les brouillards du Rhin se déchiraient par lambeaux. Maurice releva le col de sa capote en traversant les ponts ; un frisson courait entre ses épaules comme il s'approchait de la vieille maison du quai Saint-Nicolas. Il passa la voûte et entra dans la cour qui se prolongeait par un jardin rempli de grands arbres. A gauche

s'étendaient les communs, longue et basse construction couverte d'un toit de tuiles et fermée par de belles portes de bois du dix-huitième siècle. A droite s'élevait le pavillon d'une architecture simple et harmonieuse, où s'étaient succédé plusieurs générations de sa famille. Il traversa le vestibule, ouvrit la porte du salon et s'arrêta sur le seuil, sentant se lever en lui tout un monde de souvenirs.

Rien n'était changé dans cette pièce depuis qu'il l'avait vue pour la première fois. Ce qui retenait les yeux, ce n'était pas le style sévère du mobilier, mais les portraits pendus aux murs dont chacun représentait une génération de ses ancêtres. D'abord Eulogius Ehrlich qui, par son mariage avec la fille de l'Ammeister Reifeisen, s'était ouvert, pour lui et pour ses descendants, l'accès aux plus hautes dignités de la République strasbourgeoise. Membre du conseil des Treize, membre principal du conseil de la paroisse Saint-Nicolas, et enfin Ammeister régent, il avait eu le redoutable honneur de se rendre à Illkirch, le 30 septembre 1681, en compagnie du « Magistrat, » pour négocier avec Louvois la capitulation de Strasbourg. C'est ce moment de sa vie que le peintre avait voulu fixer, car les mains qui émergeaient des manchettes bouffantes tenaient un rouleau de papier sur lequel on lisait : *A monsieur le Marquis de Louvois.*

Maurice interrogea curieusement ce visage plein qu'encadraient un large rabat blanc et une grande perruque bouclée. Quels étaient les sentiments qui avaient animé son ancêtre dans ces tragiques circonstances? Ce regard grave et ferme n'exprimait-il pas la volonté de se résigner à l'inévitable, d'accorder n'importe quelles concessions politiques, pourvu que fussent sauvées la constitution municipale, héritage de tant de siècles, et surtout cette foi luthérienne qui était devenue l'âme de la Cité? A côté d'Eulogius étaient les portraits de son fils Maurice et de son petit-fils Jean Reinhard, tous deux en perruque poudrée. Le premier avait été Ammeister comme son père. Jean-Reinhard, Scholarque chargé d'administrer pour l'Université les biens du chapitre Saint-Thomas, s'était consacré entièrement à ces fonctions. Son fils, Henri Ehrlich, député du Bas-Rhin à l'Assemblée législative, puis à la Convention, obtint que les biens du Chapitre ne fussent pas sécularisés, mais affectés au séminaire protestant. Enfin venait le grand père de Mau-

rice, le pasteur de Saint-Nicolas, en habit foncé et cravate montant jusqu'au menton. Le peintre avait bien rendu l'ardeur concentrée du regard. Maurice resta quelques instants en méditation devant ce dernier portrait, puis il parcourut rapidement les autres pièces, constatant que tout était méticuleusement en ordre et que les objets de valeur tels que les incunables et la collection de Hannong avaient été mis en lieu sûr.

Il avait hâte de revoir l'autre partie de la maison, celle qui se trouvait du côté du quai et qui était louée depuis plus de trente ans au professeur Wetzel. Il monta l'escalier à rampe de chêne dont les paliers donnaient sur la balustrade de la cour et sonna devant une porte dissimulée sous une longue tapisserie. Une jeune fille parut. Maurice se nomma et demanda le professeur Wetzel.

— Mon oncle est sorti, dit la jeune fille, mais il va rentrer bientôt; il a été, selon son habitude, acheter un journal à la place du Corbeau. Maurice voulut se retirer, mais elle insista.

— Entrez donc, je vous prie. Mon oncle sera ici dans quelques instants; vous pourrez causer avec mon frère en attendant.

Maurice se trouva dans une pièce sombre où il distinguait mal un mobilier hétéroclite. Un homme était debout dans cette pièce, un jeune prêtre en redingote boutonnée jusqu'au col, ou, comme l'on dit là-bas, en soutanelle. Juliette Rosen présenta son frère, l'abbé Jean Rosen, professeur à la faculté de théologie catholique. Grand et mince, l'abbé Rosen avait une figure osseuse aux traits marqués. De grands yeux vifs lui donnaient une expression singulièrement intelligente, énergique et jeune. Il écouta les brèves explications que Maurice crut devoir donner.

— Je vous félicite, monsieur, dit-il enfin, d'avoir le courage de revenir dans votre pays natal, car nous ne serons jamais trop nombreux pour y défendre nos libertés.

Maurice le regarda avec étonnement : c'était la troisième fois dans la journée qu'il entendait prononcer ce mot de « liberté » et l'expression presque farouche de l'abbé Rosen le frappa encore plus que le ton amer du pasteur Beyerlé ou le cri d'alarme du docteur Hartmann.

— Je suis tout prêt à me dévouer à la cause alsacienne, dit Maurice, mais pourquoi parler déjà de « libertés » menacées ?

N'avez-vous pas assez souffert, et ne rentrez-vous pas avec confiance sous l'égide de la France?

— Je suis parmi ceux qui ont souhaité le plus vivement le retour à la France; mais pourquoi ne cherche-t-elle pas à comprendre nos aspirations, nos véritables besoins, dit l'abbé, en s'animant. De grosses fautes risquent d'être commises... elles le sont déjà par le choix des personnes. C'est un crime, un véritable crime de la part du Gouvernement français que l'imprévoyance avec laquelle il prétend trancher tant de questions mal comprises.

— Le problème de la langue n'est-il pas un des plus graves? dit Ehrlich.

— Certes, c'est la pierre d'angle sur laquelle s'appuieront toutes les catégories de mécontents, mais il y a plus grave encore, il y a la question de nos libertés religieuses sur laquelle nous ne transigerons pas.

Ehrlich sentit qu'il ne pouvait continuer cette conversation sans montrer combien il était peu au courant de l'état d'esprit de ses compatriotes; il se reprochait amèrement de n'avoir jamais, avant 1914, fait le moindre effort pour savoir ce qui se passait en Alsace, de s'être contenté comme tous les Français de l'image légendaire d'une jolie fille en deuil portant une cocarde tricolore dans les plis de son nœud noir.

— Ne voulez-vous pas visiter les collections de mon oncle? dit Juliette Rosen pour rompre un silence embarrassé. Ehrlich fut visiblement heureux de cette proposition et affecta un grand intérêt pour les travaux de l'archéologue.

— Mon oncle corrige en ce moment les épreuves de son catalogue des monnaies gauloises de la vallée du Rhin, continua Juliette Rosen. Il prépare aussi un important travail sur les « tombes à chars » dont nous avons un beau spécimen à Ohnenheim.

Maurice s'enhardit à regarder la jeune fille en face et s'aperçut qu'elle était séduisante. Grande, mince comme son frère, elle semblait plus robuste; âgée d'une vingtaine d'années, elle avait de beaux cheveux châtains et un visage rond et ferme qu'éclairaient des yeux rieurs.

— Et vous participez, mademoiselle, à ces savantes recherches?

Elle rougit légèrement sous le regard dont Maurice l'en-

veloppa malgré lui, mais elle répondit d'un ton enjoué :

— Oh! non, mais je l'aide quelquefois lorsque sa vue se fatigue. Alors je remets au net les plans et les dessins pour lui épargner de la peine.

La jeune fille montrait un pupitre incliné où se trouvaient un compas, des équerres graduées et de l'encre de Chine. Maurice se pencha sur l'ébauche de la coupe transversale d'un tumulus. On voyait le squelette sommairement indiqué entre les roues du char et le châssis encore garni des anneaux résonnants. L'emplacement de l'épée de bronze, des pièces des harnais, des vases en terre cuite et de tout le mobilier funéraire était noté avec soin. Un autre squelette déposé aux pieds du mort était sans doute celui du conducteur du char.

— Ne regardez pas ce dessin macabre, dit Juliette, je vais vous montrer quelque chose de mieux. Voici des essais de miniature sur parchemin d'après le fameux manuscrit de l'*Hortus Deliciarum* dont vous connaissez certainement le malheureux sort. Aucune des publications qui en ont été faites depuis sa destruction en 1870 ne donne une idée exacte de cet étonnant ouvrage. Mon oncle, ayant ici une riche collection d'enluminures de la même époque, a cru pouvoir tenter une reconstitution et veut bien me permettre d'y collaborer.

Tout de suite la silhouette bien connue de l'abbesse Herrade peignant dans la paix du cloître sur le mont Sainte-Odile, se présenta à l'esprit de Maurice. Herrade ressemblait étrangement à Juliette et il se plut à le lui dire. La jeune fille rougit encore, mais elle consentit à ouvrir le cartonnier qui contenait ses essais. Maurice fut émerveillé de l'étonnante série d'images qui défilèrent sous ses yeux : « La création des Anges, » « l'exil du Paradis, » « l'échelle de Jacob, » « Ulysse et les sirènes, » toutes ces naïves et charmantes compositions détruites par l'incendie, s'étalaient devant lui ressuscitées telles qu'elles avaient dû être dans le « Jardin des délices. »

— Je n'ai pas vu l'original, dit-il ; cependant d'après ceci je comprends votre enthousiasme et je partage vos regrets de la perte d'un pareil chef-d'œuvre... Mais est-il possible, mademoiselle, que vous ayez si bien reproduit tout cela?

Il se sentait étrangement ému à l'idée que la netteté du dessin, cette profusion de couleurs vives, les ors si judicieu-

sement semés... tout cela inspiré par la lointaine Herrade, était l'œuvre de Juliette Rosen.

— Mon oncle vous expliquera mieux que je ne puis le faire, dit la jeune fille, la symbolique de toutes ces images ; il est persuadé que le manuscrit original n'a pas été entièrement perdu. Il vous développera sa thèse sur ce sujet favori... Du reste, le voici !

A ce moment, une clef grinça dans la serrure et Ulrich Wetzel entra. C'était un petit vieillard à la figure toute ronde et rasée ! Il ressemblait aux nains grotesques qui soutiennent les stalles dans le chœur de la cathédrale de Thann, et il roulait de tous côtés des yeux clignotants mais très malins. Il avait eu l'honneur dans sa jeunesse de collaborer avec le célèbre Fröhner ! Sous sa direction, il avait travaillé à l'assemblage des morceaux de la *Victoire de Samothrace*. Depuis ces lointains débuts, il s'était spécialisé dans le moyen âge ; mais les découvertes relatives aux périodes celtique et gallo-romaine s'étant multipliées, il consacrait aux fouilles dans la région des Vosges, une grande partie de son temps. Fondateur et principal rédacteur des *Cahiers d'archéologie*, auteur d'un nombre considérable d'ouvrages, il avait été nommé conservateur du musée d'archéologie du palais des Rohan. Son érudition était surprenante et sa renommée dépassait de beaucoup les limites de l'Alsace.

Maurice Ehrlich ayant été présenté par l'abbé Rosen, Ulrich Wetzel faillit lui sauter au cou :

— Vous... Maurice Ehrlich que j'ai vu si petit ! revenu chez nous, avec nous ! Est-ce possible ? Si vous saviez quel souvenir j'ai conservé de feu votre père ! Quel ami c'était pour moi !... Et vous lui ressemblez... oui, vous avez ses yeux... Comme il serait heureux de vous voir ici aujourd'hui sous cet uniforme !... Ah ! laissez-moi vous donner l'accolade.

Maurice était confus de tant de démonstrations. Wetzel s'arrêta, puis demanda :

— Avez-vous fait la connaissance de Jean et de Juliette ?

— Monsieur l'abbé Rosen et mademoiselle Juliette m'ont rendu l'attente agréable, dit Maurice, et permettez-moi de vous féliciter d'avoir une collaboratrice d'un tel talent !

— Ah ! la petite futée ! Elle vous a déjà montré son savoir !... J'avoue qu'elle ne travaille pas trop mal pour son âge. Mais dis

donc, Juliette, et mon tumulus? Ce croquis ne sera jamais prêt pour demain et le manuscrit doit être chez l'imprimeur avant midi... Veux-tu bien te dépêcher!

Juliette, sans paraître autrement émue du ton bourru du vieillard, reprit en riant son tire-ligne, tandis que son frère s'excusait de devoir se retirer et que Wetzel entraînait Maurice Ehrlich.

— Vous voulez faire le tour du propriétaire, jeune homme? Vous voulez connaître votre bien. Je vous préviens que j'ai transformé tout l'appartement en musée. Voici le salon, la salle à manger, la bibliothèque, dont toutes ces pièces n'ont plus que le nom. Ici j'ai classé les statues du treizième et du quatorzième siècle; ici les meubles gothiques, le vieux style alsacien, ici les émaux, dans ces vitrines les ivoires dont j'ai des pièces incomparables; là les manuscrits;... ces incunables sont à vous; je les avais donnés à votre père, vous les prendrez quand vous voudrez. Voilà mon bric-à-brac! C'est toute ma vie, cela. Chacun de ces objets représente plusieurs heures de mon existence...

Maurice s'étonnait du ton jovial et de l'entrain de ce septuagénaire qui vivait hors du temps, si l'on peut dire, et auquel les événements contemporains semblaient importer si peu.

Le vieillard, sans lui laisser le temps de parler, l'attirait maintenant dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Voyez, depuis trente ans et plus, je ne connais plus d'autre horizon que celui-ci. Mais dites-moi s'il en est de plus glorieux.

De l'autre côté de l'Ill, le regard embrassait toutes les vieilles constructions qui se serraient le long du quai, depuis la tour romane de l'église Saint-Thomas, dont les murs portent çà et là des dalles et des bas-reliefs romains, jusqu'au marché couvert, la grande halle du seizième siècle criblée de petites fenêtres à meneaux et coiffée d'énormes toits de tuiles. Au-dessus de ces monuments vénérables la cathédrale dressait sa haute masse rose, derrière laquelle le soleil d'hiver allait bientôt disparaître. Ses rayons obliques éclairaient les toits de singuliers reflets. Le paysage était peut-être encore plus attachant par les idées qu'il évoquait que par son pittoresque. C'était, presque en face, l'ancienne auberge de « l'Esprit » (*Zum Geist*) où Gœthe et Herder se rencontrèrent, en septembre 1770, émouvant épisode des annales de l'esprit humain. C'étaient encore les bâtiments du chapitre de Saint-Thomas où se perpé-

tuait la ferveur luthérienne des premiers réformateurs et où fut le berceau de l'Université. Plusieurs siècles de vie intellectuelle intense étaient contenus dans ce cadre restreint. Ehrlich savait quelle part y avaient prise ses ancêtres et combien il en portait lui-même l'empreinte.

La figure de Wetzel se fit grave :

— Voyez-vous, jeune homme, ni votre père ni moi n'avons jamais pu nous résoudre à nous séparer de cela. Nous avons encouragé d'autres à partir, mais nous... ce n'était pas possible. J'étais bien jeune en 1871, mais déjà l'idée d'un exil m'était insupportable. Quant à votre père, que je n'ai connu que plus tard, le problème s'est posé pour lui d'une façon encore plus cruelle en raison de la situation de votre grand-père... mais vous connaissez cette histoire. Combien vous êtes heureux d'avoir ignoré d'aussi affreux dilemmes! Vous allez pouvoir vivre sans remords, toute votre vie, entre les murs qui vous ont vu naître.

Ehrlich avait encore des sursauts d'indépendance : il se demandait si vraiment il pourrait s'intéresser aux affaires locales comme ceux qui l'avaient précédé. En effet, il lui semblait inadmissible que Strasbourg conservât le grand rôle politique et administratif qui lui était échu sous le régime allemand et que la capitale de l'Alsace pût devenir autre chose qu'une maussade préfecture.

Le jour baissait rapidement, bien qu'il fût à peine quatre heures. Maurice remercia Wetzel de son cordial accueil et jeta un dernier regard sur la silhouette violette de la cathédrale. En traversant le cabinet de travail, il souhaita de revoir Juliette Rosen, mais il fut déçu. La jeune fille n'était plus à son pupitre et seul le croquis mis au net du tumulus déposé sur le bureau de l'archéologue évoquait sa présence.

* * *

Lorsque Maurice avait sa soirée libre, il la passait avec plaisir à l'île Sainte-Hélène, en la société sévère de sa tante et de ses cousines. Mlle Ehrlich, assise le dos au poêle, faisait après le dîner la lecture du *Temps*, le journal que la bourgeoisie protestante de l'Alsace a contribué à fonder et dans lequel elle aime à retrouver ses idées directrices. Le pasteur Beyerlé lisait avec attention le *Journal de Genève* de la première à la dernière ligne, puis il se lamentait sur les difficultés des temps pré-

sents. Son éditeur refusait de se charger de la publication du troisième tome de l'*Histoire de l'Allemagne religieuse*, prétendant que, depuis la hausse du papier, le contrat n'était plus valable. Il y avait matière à un interminable procès. Les jeunes filles travaillaient sous la lampe en racontant l'emploi de leurs journées. Marthe se plaisait à enseigner le français; elle s'occupait de l'œuvre récente des « cours populaires » et faisait elle-même un cours préparatoire à des jeunes filles employées dans les magasins. Odile dirigeait un ouvroir. Mlle Ehrlich, qui s'intéressait à la vie spirituelle de leurs élèves, leur proposait des lectures et discutait de l'efficacité de telle ou telle direction morale. Son grand souci d'action sociale la rendait tout heureuse de former des disciples. Puis on pressait Ehrlich de raconter des épisodes de la grande guerre.

Les Alsaciens s'intéressent surtout à la chronologie des événements. N'ayant eu pendant toute la durée de la guerre que des renseignements de source allemande, les différentes phases prenaient en leur esprit un aspect tout différent. Mlle Ehrlich était avide de comparaisons :

— En 1915 nous pensions ceci, en 1916 nous espérions cela... Vois-tu, petit, quand nous avons su, en septembre 14, que Nancy n'était pas pris, nous avons été bien rassurés sur le sort de la France ! Cette impression était générale en Alsace... A chaque nouveau succès allemand, Reims, Verdun, Amiens, nous disions toujours : « et Nancy ? » Rien n'agaçait autant les Allemands quand ils colportaient leurs bonnes nouvelles !

Elle questionnait ensuite Maurice sur ses fonctions présentes. Il résumait sa journée autant que le lui permettait le caractère officieux et confidentiel de sa mission. Lorsqu'il lui arrivait de citer des noms, elle faisait souvent la grimace. La défiance, la calomnie, les délations, sont les grandes plaies de la nouvelle Alsace ; les questions de personnes paralysent toute action. Ehrlich n'avait d'abord pas cru le mal aussi profond ; et chaque jour il s'en attristait davantage. Il comprenait trop bien maintenant le mot du pasteur Beyerlé : « Il va falloir lutter contre nous-mêmes. »

Lorsque le couvre-feu sonnait à la cathédrale, Mlle Ehrlich se levait et chacun se retirait chez soi. Longtemps encore, Maurice veillait à sa table de travail pour achever un rapport ou classer des notes et il entendait dans la chambre au-dessus de

lui le pasteur Beyerlé marcher de long en large, en parlant tout seul, jusqu'à une heure avancée dans la nuit.

*
* *

Un matin Mlle Mélanie Ehrlich demanda gravement à Maurice :

— N'iras-tu pas cet après-midi assister à la séance solennelle où le Conseil national d'Alsace et de Lorraine proclamera le retour de nos deux provinces à la France?

— Comment ! Qu'est-ce que le Conseil national? demanda Maurice. Serait-ce l'ancien Landtag que vous désignez ainsi ?

— Peux-tu ignorer à tel point l'histoire de la Révolution que nous avons faite ici le jour de l'armistice? répartit Mlle Ehrlich un peu scandalisée. Ne sais-tu pas que depuis le 11 novembre, l'Alsace et la Lorraine ont recouvré leur indépendance et leur souveraineté, et qu'en ce moment encore elles sont maitresses de leurs destinées ?

D'une voix que par moments l'émotion faisait trembler un peu, elle rappelait les péripéties de la Révolution : l'arrivée dans la nuit du 9 novembre d'un train de matelots venant de Kiel, qui forçaient le gouverneur militaire allemand à démissionner, la formation d'un Conseil d'ouvriers et de soldats qui voulait prendre le pouvoir en vue d'instituer un régime socialiste, et enfin, le 11 novembre, le coup d'État de la seconde Chambre du Parlement, qui se constituait en Conseil national d'Alsace et de Lorraine et réunissait entre ses mains tous les pouvoirs.

— Au Conseil national nous devons tout, continuait la vieille demoiselle, le maintien de l'ordre et de la propriété et la défense de nos libertés. Pourquoi le gouvernement de Paris semble-t-il ignorer cette assemblée qui comprend les élus de l'Alsace et de la Lorraine ? Il faut que tu assistes à la séance de cet après-midi pour en rendre compte au Haut Commissariat, si par malheur il omet de s'y faire représenter.

La curiosité de Maurice était éveillée et il ne fit pas de difficulté pour se rendre à l'ancien palais du Landtag où le Conseil national tenait ses séances. Il entra dans la tribune officielle qui était ouverte au public, et se trouva au premier rang auprès de l'abbé Rosen. De l'autre côté de celui-ci, sa sœur Juliette, adossée à une grosse colonne de marbre rouge, le menton

dans la main et le coude appuyé sur la balustrade, semblait suivre avec passion le spectacle qu'offrait l'assemblée.

— Je vous remercie d'être venu, dit l'abbé à Maurice, et permettez-nous de croire que vous représentez le haut Commissariat à la grande séance d'aujourd'hui. J'ai lu la déclaration qui va être faite par l'abbé Delsor. Vous y remarquerez le passage concernant la sauvegarde des traditions et des croyances qui nous ont été solennellement garanties. C'est dans un magnifique mouvement de générosité que nos provinces restées jusqu'à cet instant maîtresses de leurs droits vont en faire abandon à la France. Avec une tendresse vraiment filiale, nous nous livrons entièrement à sa discrétion, confiants qu'elle n'oubliera jamais ses promesses.

— Vous voudriez en quelque sorte, répondit Ehrlich, que vos « franchises », pour employer cette vieille expression, vous fussent confirmées par la République, comme elles l'étaient jadis par les Rois?

— Ces « franchises » n'ont rien qui puisse inquiéter la France, puisqu'elles portent uniquement sur des questions religieuses et scolaires.

Maurice regardait maintenant curieusement tous ces députés qui incarnaient devant lui l'Alsace et la Lorraine. Il voyait beaucoup de membres du clergé, d'agriculteurs, de chefs d'entreprises, de gens vraiment capables d'exprimer les sentiments des classes laborieuses avec lesquelles ils vivaient en contact intime.

Le président de l'Assemblée, l'abbé Delsor, donnait lecture de la déclaration présentée par tous les groupes de la Chambre :

— Les députés d'Alsace et de Lorraine, issus du suffrage universel et constitués en Assemblée nationale, saluent avec joie le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France après une longue et cruelle séparation. Nos provinces seront fières de devoir à la Mère Patrie retrouvée, avec la sauvegarde de leurs traditions, de leurs croyances et de leurs intérêts économiques, qui leur a été solennellement garantie par les chefs de l'armée victorieuse, une nouvelle ère de liberté, de prospérité et de bonheur...

L'assemblée entière debout acclamait frénétiquement. A la lueur grisâtre de cette soirée d'hiver, Maurice crut voir apparaître comme des revenants les députés protestataires qu'il avait

connus dans son enfance. Il se rappelait avec quelle passion concentrée on discutait autour de lui les élections au *Landesausschuss*, l'ancienne Délégation provinciale dont les pouvoirs étaient si parcimonieusement mesurés. Peu à peu, d'un incessant effort, les délégués étaient arrivés à arracher au Reichstag un véritable régime parlementaire. Et c'étaient ces libertés provinciales si longtemps convoitées auxquelles ils renonçaient spontanément pour se donner à la France !

Dans la salle, l'enthousiasme était si grand que le bruit couvrait la voix de l'abbé Delsor. On n'entendait plus que des fragments de phrases : « L'Assemblée nationale, préoccupée de ne laisser subsister, ni en France, ni chez les nations alliées, ni chez les neutres, ni chez l'ennemi le moindre doute sur les sentiments véritables des Alsaciens, constate... la volonté irréductible de la population de l'Alsace et de la Lorraine... considère comme inviolable le droit des Alsaciens et Lorrains de rester membres de la famille française... proclame la rentrée de l'Alsace et de la Lorraine dans le droit, leur rattachement à la France indiscutable et définitif. »

Comme Ehrlich, plus ému qu'il ne voulait le paraître, se levait pour joindre ses acclamations à celles de ses voisins, l'abbé Rosen lui tendit la main et lui dit avec force :

— Maintenant, nous sommes vraiment et volontairement Français.

***

Après les sombres Noëls de guerre, le Noël de la Victoire devait être fêté en Alsace avec une solennité toute particulière. Le sapin rituel se couvrit de rubans tricolores, et les accords de *la Madelon* alternèrent avec les cantiques. Chez Ulrich Wetzel il ne fut pas question d'arbre de Noël, mais seulement d'une petite réunion intime. Après tant d'années d'inquiétude on avait plaisir à se retrouver entre soi. Quelques personnes se trouvaient déjà réunies dans la bibliothèque, lorsque Maurice fit son entrée chez l'archéologue. La bibliothèque était la seule pièce de l'appartement qui ne fût pas transformée en musée et rendue inhabitable par suite de l'amoncellement de statues branlantes sur leurs socles, de meubles boiteux, de stèles, de fragments d'armes et de poteries à travers lesquels il fallait se frayer un passage. Un bon vieux poêle ventru aux formes

Louis XV, surmonté d'un haut palmier, tout en faïence de Sarreguemines, répandait une chaleur agréable. Un groupe se tenait près du poêle et Ehrlich reconnut aussitôt l'abbé Jean Rosen en soutanelle et Juliette vêtue d'un joli costume de paysanne alsacienne. Elle portait une broderie en écailles d'or formant casque et supportant deux petites coques de ruban rouge bien posées sur ses épais bandeaux de cheveux. Un fichu souple en soie claire se croisait sur sa poitrine, laissant son coup dégagé; sur la jupe rouge brodée de galons s'étalait un magnifique tablier de moire changeante semée de fleurs aux couleurs vives.. Près de Juliette un vieillard à figure osseuse dominait le poêle de sa haute taille. On pouvait reconnaître le maître marqueteur Franz Rosen à sa ressemblance avec son fils Jean. Mais l'expression était moins énergique et plus rêveuse que celle de l'abbé. Deux autres jeunes filles causaient avec Juliette; elles étaient également en costume alsacien et leurs épaules disparaissaient sous les plis de leur vaste nœud noir. De l'autre côté du poêle, un prêtre semblait examiner avec soin un petit coffret d'ivoire. Ses mains très blanches se confondaient avec les reliefs du coffret. Éclairée par la lampe, sa figure paraissait pâle; mais une grande distinction émanait de toute sa personne. Il portait aussi la soutanelle, mais sur le gilet boutonné jusqu'au col brillait une croix d'argent.

Wetzel s'empressait auprès de ses hôtes :

— Maurice, je vais vous présenter mon beau-frère. Franz, voici le capitaine Ehrlich, le fils du pasteur de Saint-Nicolas.

Le peintre serra la main de Maurice avec effusion, puis le présenta, à son tour, à l'ecclésiastique en nommant : « Mgr Gébhart. » Maurice connaissait de longue date le nom de ce prélat romain, chanoine titulaire de Strasbourg et professeur à la Faculté de théologie catholique. Les beaux ouvrages de Mgr Gébhart sur la littérature chrétienne de l'antiquité et du moyen âge avaient rendu son nom célèbre dans le monde entier. Mais son influence dépassait de beaucoup le cercle des érudits qui suivaient ses travaux. Sans qu'il se mêlât ouvertement de politique, ses théories concernant le christianisme social avaient laissé une forte empreinte sur le jeune clergé alsacien et Jean Rosen était un de ses disciples préférés. En haut lieu, un courant d'idées étroites le faisait franchement compter parmi les

suspects... ceux dont l'attitude n'était pas nette vis à vis du régime nouveau. Ehrlich se réjouit de l'occasion de se faire une opinion personnelle, tandis que Mgr Gébhart posait sur lui ses yeux où se lisait une impression de méfiance. Ils échangèrent quelques phrases banales et le prêtre semblait vouloir, à tout prix, garder sa réserve.

— Connaissez-vous cet objet, dit-il en soulevant le petit coffret d'ivoire, qu'il avait manié quelques instants auparavant; c'est un des joyaux de la collection de notre hôte. Voyez, outre la finesse du travail, il présente une particularité curieuse. C'est une scène du roman de *Tristan et Yseult*. Les deux amants vont vider la coupe enchantée; ils sont seuls, couchés sur un divan, tandis que la chanson nous les représente debout et en présence de Brangaine à l'arrière du navire. Il s'agit donc d'une autre version du poème et l'école allemande cherche à nous prouver que cette version est antérieure parce que plus primitive.

— Et vous ne croyez pas à l'infaillibilité de l'érudition allemande? dit Ehrlich.

— Je n'aime pas leurs méthodes, répondit Mgr Gébhard; la tournure de mon esprit m'a toujours porté vers la culture française.

Maurice fut étonné de ces dernières paroles. Comment cet homme, tout imbu des lettres françaises, pour qui l'Allemagne représentait une civilisation étrangère, pouvait-il être traité de suspect,... d'hostile peut-être?... Maurice se trouvait, une fois de plus, devant un mur et incapable de deviner ce qu'il y avait derrière! A son regret, la conversation fut interrompue par l'entrée de Mlle Ehrlich précédant le pasteur Beyerlé et ses filles. Un jeune homme les suivait, l'air intimidé, c'était Max Benfeld, le fiancé d'Odile, arrivé depuis la veille. Maurice ne l'avait pas encore vu et le regardait curieusement. Court, trapu, les épaules larges, la face blême, Max ouvrait des yeux ronds derrière de grosses lunettes. Il s'était fatigué la vue pendant la guerre dans son rôle d'observateur en « saucisse. » Il était bien tel que Maurice l'avait imaginé, le parfait étudiant de Bonn ou de Trèves. Il n'avait cependant pas fait ses études en Allemagne, mais seulement un stage de quelques mois à Leipzig pour mieux s'initier au métier d'éditeur. Il se trouvait fort jeune à la tête d'une importante maison de Haguenau, en des temps difficiles,

et s'en tirait à son honneur. Il n'avait pas cru à la guerre, et encore moins au retour possible de l'Alsace à la France. Botaniste et amant de la nature, il cherchait des herbes rares dans la forêt de Haguenau en récitant des poèmes de Verhaeren, chez lequel il aimait l'association de la sentimentalité germanique et de la culture latine. La guerre le surprit dans cet état d'esprit. Il ne doutait pas que Paris ne fût pris en moins de six semaines et il s'en attristait sincèrement, car il aimait la France. Envoyé sur le front russe, il s'y montra courageux et discipliné.

Maurice profita de l'entrée de la famille Beyerlé pour s'approcher de Juliette et lui faire un compliment discret sur sa toilette et son joli nœud rouge. Juliette expliqua que le bonnet aux écailles d'or, le fichu et le tablier étaient authentiques.

— Ils ont été portés par ma grand mère qui était originaire du village catholique de Geispolheim, dit-elle. Il y a chaque année dans ce village une procession de la Fête-Dieu célèbre en raison de l'affluence des paysans tous en costume, et le coup d'œil est aussi touchant que pittoresque. Vous devriez y venir ce printemps.

— J'irai pour vous y voir, dit Erhlich, avec une pointe de galanterie qu'il ne chercha pas à dissimuler.

Juliette se mit à rire, et son rire frais plaisait infiniment à Maurice. Il eût voulu lui parler davantage, passer toute la soirée près d'elle, mais il se sentait observé. Sa situation au Commissariat, dont on s'exagérait sans doute l'importance dans ce petit monde alsacien, le mettait en vue et donnait de la valeur à ses moindres paroles. On comptait sur lui pour se mêler à la conversation générale. De son côté, il désirait connaître Mgr Gébhart et il se rapprocha du cercle que l'on formait autour de lui. Le prélat était maintenant assis près des rayons de la bibliothèque, et son profil énergique se détachait sur les belles reliures fauves de la collection des *Monumenta Germaniae*.

— Tenez, dit Wetzel en approchant une chaise, Maurice Ehrlich va nous donner son opinion : ne pensez-vous pas que la seule façon de maintenir l'incontestable prospérité de l'Alsace est de respecter son autonomie régionale et de laisser à Strasbourg son rôle de petite capitale?

Maurice eût préféré ne pas avoir à se compromettre sur une question aussi complexe, sachant qu'il ne pouvait mettre

ses sentiments intimes d'accord avec ceux de ses auditeurs.

— Certainement, dit-il, il faut respecter pendant quelque temps les coutumes locales, mais il y a intérêt à faire rentrer le plus tôt possible les provinces désannexées dans le cadre normal des administrations françaises.

Le jeune abbé Rosen ne put contenir une exclamation :

— Comment, vous aussi! Vous êtes de ceux qui prétendent faire entrer l'Alsace et la Lorraine dans le corset de fer de votre centralisation administrative? Vous ne voyez donc pas que si nous avons maintenu sous le régime allemand nos usages et notre foi, c'est aussi grâce à cet ensemble de traditions que nous avons conservé le souvenir de la France?... Et vous venez, aujourd'hui, nous reprocher cela?

— Oui, continua le vieux Franz Rosen, pour toute récompense on nous propose de nous classer au rang de vos petits départements tronqués, de supprimer d'un trait de plume nos vieilles institutions, notre législation, notre langue, notre vie intellectuelle... Non, cela n'est pas possible, et nous ne l'accepterons pas.

Maurice ne voulut pas relever le défi et donner à la discussion une allure trop vive ; néamoins il eut le courage de son opinion.

— Il n'est pas question, dit-il, de supprimer tout ce que vous dites. Il faut agir avec lenteur. Laisser se former à la frontière de l'Est une sorte de province non entièrement assimilée à la France serait une grave imprudence. La France puise sa force dans son unité même. Pourquoi faire une exception pour l'Alsace alors que rien de semblable n'a été fait pour la Savoie, la Provence, la Bretagne ou le Pays basque?

— Et n'est-ce pas là une faute à réparer? dit tout à coup Mgr Gébhart qui ne s'était pas encore mêlé à la conversation. J'avais rêvé que la France prendrait modèle sur notre bel exemple de régionalisme pour donner les mêmes libertés à toutes ses provinces.

— Mais je croyais, Maurice, interrompit Wetzel, que le bureau dont vous faites partie ne professait pas vos idées de centralisation à outrance. Votre chef n'est-il pas le Dr Hartmann, jadis le plus enragé conservateur de nos coutumes locales en même temps que le champion de l'idée française?

— C'est vrai, dit Maurice, mais le Docteur lui-même

reconnaît maintenant la nécessité de rattacher l'Alsace à la France. Il voudrait seulement qu'on agît avec discernement.

— C'est justement cela, répliqua l'abbé Rosen, dont le nouveau régime semble le plus incapable! A-t-on fait depuis six semaines assez de gaffes sur le choix des personnes autant que sur les moyens? Comment prétend-on régler la question de la langue, par exemple?

— Celle-là, dit encore Mgr Gébhart, est insoluble telle qu'on la présente en ce moment, car elle se complique de celles de l'école confessionnelle et de l'enseignement religieux.

— Je répète, continua l'abbé Rosen, ce que j'ai déjà dit à M. Ehrlich ici même il y a un mois; il y a des points sur lesquels nous ne céderons pas.

— Voyons, voyons, Jean, ne te fâche pas, dit Wetzel, et aide-moi à couper ce gâteau. Mgr Gébhart voudra bien partager avec nous ce « kugelhopf » d'adieu, puisque c'est son dernier Noël d'Alsace...

Ehrlich fut surpris par cette phrase. Il en demanda l'explication à son voisin le vieux Rosen.

— Oui, répondit le peintre, Mgr Gébhart nous quitte en effet. Il va accepter l'offre qui lui est faite par le Vatican de le mettre à la disposition de l'archevêque de Cologne, en vue de lui assurer une chaire à l'Université de Bonn. Pour ma part, ajouta Rosen, j'en suis consterné; nous allons perdre un de nos plus grands savants, et le meilleur défenseur de notre cause.

— Ce départ, dit Ehrlich, ne laissera pas de soulever de nombreux commentaires.

— Cela n'est pas douteux, dit Jean Rosen qui avait entendu, mais la décision de notre cher maître est irrévocable. Il a trop souffert dans ces derniers temps de l'attitude prise vis à vis de lui, aussi bien par les Français de l'intérieur que par certains Alsaciens. Il voit trop clair, hélas! Il voit où l'on nous mène...

A ce moment, le pasteur Beyerlé posa nettement la question qui brûlait les lèvres d'Ehrlich, désireux d'entendre Mgr Gébhart donner lui-même les raisons de son départ.

— Vous nous quittez, Monseigneur, au moment où l'Alsace a besoin de tous ses enfants! Ne pensez-vous pas que vous avez ici un rôle utile à jouer dans la défense de certaines de nos traditions?

La figure pâle de Mgr Gébhart devint plus pâle encore. Il sembla peser chacune de ses paroles.

— Mon rôle ici est terminé, dit-il enfin ; les anciens n'ont qu'à faire place aux jeunes (et il regardait fixement l'abbé Rosen) ; c'est à eux qu'il appartient de défendre aujourd'hui un patrimoine d'idées que ceux de ma génération ont conservé au prix des plus dures épreuves. Lorsque l'heure tant attendue du retour à la France a sonné, quelle reconnaissance nous a-t-on témoignée d'avoir su pendant un demi-siècle maintenir l'âme alsacienne identique à elle-même ? Il s'est trouvé des gens, souvent nos collaborateurs de la veille, pour dire de nous, de moi en particulier : « Il a donné des gages aux Allemands. » Que serait-il donc resté de l'Alsace-Lorraine si nous n'avions pas, pour sauvegarder nos droits, plié notre orgueil à la nécessité d'obéir à ceux qui détenaient l'autorité ? Aujourd'hui toutes les faveurs sont pour ceux qui parlent le plus... Je me retire donc sans regret, puisque je suis nuisible ici et que je puis être utile autre part... J'emporte dans mon cœur l'image que l'Alsace s'était faite de la France... C'est la vraie, c'est celle-là qu'il faut aimer et faire connaître au delà des frontières, pour éviter le retour des événements monstrueux dont nous sortons à peine. Ceux qui savent l'histoire comprendront pourquoi je vais de préférence dans cette province rhénane, où jamais une semence française n'a été portée en vain. Là, du moins, dans ces pays qui ont tant d'affinités de culture et de race avec nous, je pourrai servir à la fois la cause de la France et celle du catholicisme sans être honni par les Français.

Ehrlich écoutait avec étonnement ces paroles qu'il ne pouvait comprendre. Il crut devoir intervenir, pour dire sur un ton respectueux mais ferme :

— Ne craignez-vous pas, monseigneur, que votre résolution ne soulève des polémiques dont l'impression sera fâcheuse et nuisible à la cause française en Alsace, qu'il faut sauvegarder à tout prix ?

Gébhart fixa sur Ehrlich ses yeux froids :

— Je ne suis pas assez présomptueux pour croire que l'on attache en haut lieu aucune importance à mon départ. Quant à la cause française en Alsace, il est revenu de France assez de bons Alsaciens pour qu'on n'ait pas besoin de ceux qui ont « donné des gages aux Allemands. »

Ce fut au tour de Maurice de pâlir de colère, car il se sentait directement atteint par cette phrase, et il lui attachait même un double sens qu'elle n'avait peut-être pas dans l'esprit de son interlocuteur. N'était-il pas un de ces « revenants » auxquels on reprochait de tout ignorer de l'Alsace et de prétendre jouer un rôle à la place de ceux qui avaient lutté dans les heures difficiles? Ne lui laissait-on pas entendre que cette attitude était particulièrement inexcusable chez lui, dont le père et le grand père avaient, eux aussi, cru devoir servir le régime allemand? Il jugea sévèrement ces paroles : il lui semblait que des esprits comme celui de son interlocuteur ne pouvaient qu'apporter des éléments de trouble, et que ce départ n'était pas à regretter. Mais cette opinion n'était guère partagée par son entourage. Malgré les différences d'âge, de confession et de sentiment, tous approuvaient plus ou moins les idées exprimées par Mgr Gébhart et déploraient de le voir se retirer de la lutte. Maurice une fois de plus se sentit seul, presque mal à l'aise dans ce milieu complexe dont il n'arrivait pas à partager l'état d'âme.

Les invités commençaient à se retirer. Maurice voulut profiter du mouvement et prendre congé de son hôte, mais Wetzel le retint.

— Restez, cher ami! Maintenant que nous sommes entre nous, les jeunes filles vont nous chanter les noëls qu'elles ont préparés pour l'arbre de demain. — Déjà Juliette ouvrait le piano. Elle accompagna d'abord une de ses amies en nœud noir, qui chanta assez joliment. Puis Marthe et Odile entonnèrent un chœur qu'elles avaient étudié avec soin. Mlle Ehrlich les écoutait avec ravissement. Maurice espérait que Juliette allait aussi chanter quelque chose; il fut un peu déçu de la voir fermer le piano. Mais Wetzel n'abandonnait jamais longtemps sa préoccupation favorite. Il pria Juliette de faire entendre quelques-uns de ces curieux cantiques d'Herrade de Landsberg reconstitués par lui-même. Juliette se défendit un peu :

— Je ne les ai pas étudiés, dit-elle, et la notation manuscrite de la musique est très difficile à déchiffrer.

— Tout ce qui touchait à l' « Hortus » tenait trop à cœur au vieux Wetzel pour qu'il y renonçât si facilement, il se fut fâché plutôt!

— Voyons, petite! tu l'as bien interprété l'autre jour comme

je transcrivais les mesures d'après les planches d'Engelhard; tiens, voilà le cahier, et s'il y a des fausses notes nous t'excuserons. Les mélodies d'Herrade, continua l'archéologue, tiennent à la fois des hymnes qui se chantent encore dans nos églises, et du rythme de nos chansons paysannes. Quelques-unes de ces chansons sont très anciennes; ainsi j'ai retrouvé dans l' « Hortus » un « Noël lorrain » avec le refrain « Cy-Noël » pour « voici Noël ». A la différence de la plupart des mélodies qui n'ont pu être reconstituées que par comparaison, nous possédons la notation complète du cantique d'Herrade que Juliette va chanter. Heureusement j'ai pensé à le recopier jadis... avant la catastrophe...

Mais Wetzel cessa son explication : déjà Juliette chantait en s'accompagnant d'accords très simples :

Salve, cohors virginum
Hohenburgensium,
Albens quasi lilium,
Amans Dei Filium.

A mesure que s'achevait cette première strophe, la physionomie de la jeune fille s'était transformée et n'avait plus rien de son enjouement habituel. Le visage éclairé par la lampe semblait diaphane et allongé. L'expression fixe, presque douloureuse, toute différente de celle qui lui était familière, faisait contraste avec sa voix fraîche, d'où les syllabes latines s'échappaient comme des gouttes d'eau jaillissant d'une vasque d'albâtre. Ehrlich ne la quittait pas des yeux, mais elle ne semblait rien voir et continuait par cœur sans regarder la feuille étalée sur le pupitre :

Herrat devotissima
Tua fidelissima
Mater et ancillula
Cantat tibi cantica.

Les notes montaient et redescendaient des nues comme les anges éclatants sur l'échelle de Jacob ; la voix se faisait lointaine, presque irréelle, puis toute proche et pleine de tendresse. Maurice se laissait envahir par une impression très douce. A travers ses paupières mi-closes il ne voyait plus le disgracieux piano, ni Juliette Rosen, ni les nœuds noirs des cousines Beyerlé, mais de

hautes futaies de hêtres où passaient des cohortes de blanches vierges. Sous l'emprise de l'émotion musicale exprimée avec tant de nuances, Ehrlich sentait son cœur se fondre en un désir d'harmonie universelle. Jamais il n'avait éprouvé aussi fortement le besoin de l'union entre les esprits dans un grand élan de dévouement. Toutes les difficultés, toutes les impressions pénibles qui s'étaient dégagées des conversations précédentes s'effacèrent et son âme semblait entraînée par une onde vivifiante, vers d'extraordinaires félicités. Puis, tout à coup, l'enchantement cessa et on n'entendit plus que la voix cassée de Wetzel expliquant longuement la technique musicale du moyen-âge.

Juliette avec repris sa physionomie souriante et s'amusait de l'enthousiasme de l'archéologue.

— Je suis confuse, dit-elle à Ehrlich, d'avoir si mal chanté. Je ne puis lire la notation de mon pauvre oncle. J'ai dû improviser au moins une mesure sur deux, mais il faut lui laisser croire le contraire : cela lui fait tant de plaisir!

Ehrlich était encore tout remué.

— Vous m'avez fait éprouver pendant ces quelques minutes une émotion que je n'oublierai jamais, dit-il enfin à Juliette en prenant congé des Rosen.

— Vous pourrez facilement renouveler ce plaisir, dit le maître marqueteur, si vous voulez bien, ce printemps, vous contenter d'une humble hospitalité. Souvenez-vous que vous serez toujours le bienvenu à Saint-Jean.

Ehrlich emporta de cette soirée une impression double et presque contradictoire. D'une part, il avait regretté plus âprement que jamais de se sentir déraciné au point d'être en complet désaccord de sentiment avec ses compatriotes et il se l'avouait à lui-même avec un profond découragement. D'autre part, l'idée que ce pays aux abords hostiles était celui de Juliette Rosen autant que le sien, remplissait son cœur du désir de se sacrifier entièrement au renouvellement de l'Alsace. Longtemps, il ne put dormir; toutes les phases de la discussion lui revenaient à l'esprit dans une sorte de fièvre et il trouvait trop tard tous les arguments qu'il aurait pu faire valoir dans une joute oratoire où il se reprochait de n'avoir pas su défendre sa cause. Lorsque le sommeil vint, il eut un rêve étrange. Il se voyait penché sur l'épaule de Juliette Rosen assise devant son pupitre. Sur une

feuille de vélin bien tendu, elle peignait rapidement une image éclatante rehaussée de sinople et d'or. Sous son pinceau fleurissait un jardin merveilleux. Des fontaines d'eaux vives bondissaient au pied d'une montagne couronnée de forêts. Dans une prairie semée de fleurs brillantes défilait un cortège de jeunes filles vêtues et voilées de blanc. Puis l'image s'anima : un vent léger soufflait dans les arbres où chantaient des oiseaux; un cantique d'amour s'échappait des bouches entr'ouvertes des vierges :

Salve, cohors virginum...
Amans Dei Filium...

Juliette elle-même, jetant sa palette, entra dans le jardin pour se mêler aux jeunes filles, et sa voix domina le chœur.

Maurice voulut la suivre, mais un ange lui barra le chemin. Poussé par le désir, Maurice tenta la lutte avec l'ange en un silencieux corps à corps. Ses yeux étaient éblouis, ses os craquaient, un poids énorme oppressait sa poitrine, et soudain il crut reconnaître dans le visage resplendissant de l'ange les traits de l'abbé Rosen. Puis la vision s'effaça et il tomba dans les abîmes du sommeil.

SONGY.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

HIER ET DEMAIN

BIBLIOPHILES

La perpétuelle destruction de la pensée des hommes est une des grandes misères de l'humanité. Mal pire que la mort ; car les corps, par la loi de la génération, se reproduisent ; mais la pensée, étant éminemment individuelle et irréversible, n'a pas d'héritier naturel ; son germe, jeté au vent, se perd et, s'il n'était pas recueilli par des moyens artificiels, l'acquis et l'expérience des siècles seraient éternellement à reconstituer : *verba volant.*

Parfois, on dirait que nous entendons en nous quelque écho de ce qui a été pensé et découvert préventivement par nos pères ; c'est comme un souffle qui vient d'eux ; mais il reste indistinct et inexprimé. Et la connaissance humaine, par l'insuffisance de ses moyens, est contrainte de se remettre sans cesse à une tâche peut-être accomplie, sans cesse oubliée. Quand un scrutateur du passé comme Duhem restaure quelques chaînons des sciences mortes, les richesses qu'il exhume étonnent par leur originalité et leur splendeur. Que serait-ce si la chaîne se fût prolongée ininterrompue jusqu'à nous ?

L'homme voudrait tant se remémorer ! Les monuments, les signes, les mètres, les inscriptions, les écrits, les livres, l'enseignement, l'histoire ne sont que des procédés mnémotechniques qu'il s'épuise à multiplier pour parer à la perte irréparable. L'art lui-même n'est qu'une mémoire, la mémoire du corps social s'appliquant à se survivre et à se revivre, si j'ose dire. Or, la plus puissante de ces mnémotechnies, c'est une biblio-

thèque ; une collection de livres est une incomparable machine à se souvenir.

Une bibliothèque, gonflée de livres « vieils et nouveaux, » c'est un monde, le monde des défunts et des absents, non pas morts ou lointains, mais vivants, présents, familiers.

J'entre dans une bibliothèque, et, selon l'image dont s'est servi Henri Poincaré, les pensées, pareilles à des mouches collées contre les parois, s'envolent, tourbillonnent et viennent bruire en foule autour de moi. C'est, d'abord, un éblouissement et un étourdissement. Toutes à la fois, elles s'enlèvent, se heurtent, se croisent, passent et repassent insaisissables ; elles se posent, s'envolent de nouveau ; elles palpitent sous l'or des dorures, vibrent derrière les cuirs fauves, se renfoncent dans les coins obscurs, étincellent dans un rais de lumière. C'est une résurrection issue de l'ombre, une activité née du repos, une caresse hallucinante par sa multiplicité et son frôlement dispersé. Peu à peu, le calme se fait ; les yeux s'habituent ; ils discernent les beaux rayons dans leur nombreuse ordonnance. La main s'approche ; la pensée cherche parmi l'essaim de ses sœurs retrouvées. L'œil a passé sa revue : il choisit. Le livre se laisse enfin saisir ; il s'ouvre. Tout se tait et la communion du présent et du passé se fait dans la paix.

Si une maison est, comme il convient, toute pleine de livres, si, du rez-de-chaussée jusqu'au toit, les étages amoncellent des murailles de pensées, s'il n'est pas un salon, pas une salle, pas un couloir, pas un escalier, pas un grenier qui ne soit une bibliothèque, et si chacune de ces bibliothèques fragmentaires garde son caractère propre dans l'unité de l'ensemble, alors c'est une visite incomparable. Tous les arts et tous les siècles sont rangés au passage ; ils vous attendent muets, offrant leurs richesses à fleur de moisson. Ce qu'il y a eu de varié et d'illustre dans le travail humain s'entasse là, engrangé ; la vie se prolonge immensément ; elle remonte aux anciens temps, elle s'apprête aux évolutions prochaines ; elle se nourrit d'hier et fait sa provende pour nourrir demain.

Pas de coin si obscur qui ne donne son fruit et sa leçon. Fermé, le livre parle encore : son titre, son dos orné, sa reliure, son modeste brochage, ses reins cassés, même le tome dépareillé ! tout a un sens. Le fil de nos jours se relie à celui des siècles. Vous avez vécu les minutes et les heures où vous

avez choisi ces compagnons de route, ces amis. Vous aimez vos livres; ils vous aiment. Ils ont marché de votre pas, sont venus sous votre toit, se sont mis à votre table. Ils vous ont fait ce que vous êtes. Si l'art est une mémoire, une bibliothèque c'est l'architecture suprême : trésor des imaginations, conservatoire des pensées, — émotions *en ordre* !

***

Mais quel amas formidable est celui des livres! Ceux qui les ont écrits les multipliaient, à force de labeur et de peine, dans une seule pensée : ne pas périr tout entiers, ne pas être oubliés, être là présents, au jugement dernier, — corps et âme. Or, dans cette foule de fantômes survolant, aux ailes de papier, qui survivra, qui mérite de survivre? Quels seront les appelés, dignes de s'asseoir à la droite du Seigneur, et quels les réprouvés, destinés au feu? Les livres rangés dans ces galeries mortuaires ne sont, presque tous, que des cercueils vides. Combien de suppliants dans la vallée de Josaphat! Combien de livres condamnés qui, pourtant, ne veulent pas mourir! Ouvrez un catalogue, une bibliographie, et parcourez ces listes funéraires. Quel nombre de romans, de contes, de pièces de théâtre, de recueils de poésies, de dissertations théologiques, de pamphlets, d'histoires, de résumés, d'épitomés, de manuels, de brochures d'une page, d'encyclopédies en cent tomes, qui ont eu sans doute leur moment d'utilité et de gloire, et qui sont destinés à ne plus jamais s'ouvrir !

En revanche, que de livres excellents ont péri! La plupart des belles « éditions originales, » même celles qui ont été publiées hier, — les « romantiques, » — sont « introuvables. » *Le Cid*, *le Misanthrope* ne se rencontrent pas. La « première » des *Pensées* de Pascal n'existe qu'à un seul exemplaire. Qui décidera du sort des livres? Qui éliminera les uns et qui sauvera les autres? Qui fera le premier choix? Qui dira : voici les élus et voilà les réprouvés? Or, cette mission est précisément celle du bibliophile : c'est sa fonction propre. Pour cela il est né. Il sera *le juge*.

Mission qui est une vocation. Le Bibliophile est *appelé*, il est *destiné*. On raconte du célèbre bibliophile Barbier, qui fut le bibliothécaire de Napoléon, que cette aptitude se signala en lui dès le collège : « Ancien compagnon d'études de M. Barbier,

dit M. L. V. Raoul, j'ai vu naître en lui ce goût pour les recherches bibliographiques qui, depuis, ne l'a pas quitté, et je me rappelle encore le temps où, tous les soirs, il rentrait au collège avec ce que nous appelions un *bouquin*... » « Il courait les boutiques de bouquinistes et de libraires, dit un autre de ses camarades, les bibliothèques publiques et même particulières, les ventes de livres, pour y faire quelques découvertes, soit dans les ouvrages rares, soit dans les conversations des amateurs qu'il rencontrait... Quelques-uns de ses condisciples désiraient-ils un ouvrage, c'est à lui qu'ils s'adressaient avec confiance, et il se faisait un plaisir de le leur déterrer. Cette complaisance, il l'avait même pour quelques misérables revendeurs de bouquins à échoppe ou à paniers, qu'il initiait dans le secret de leur métier et qui, profitant de ses leçons, acquirent des connaissances en librairie, étendirent peu à peu leur petit commerce, et furent tout étonnés de se trouver plus tard libraires en boutique. Ses relations ne se bornaient pas à ses protégés, il les avait étendues avec les meilleurs libraires de la capitale qui ne rougissaient pas de le consulter fort souvent. C'est ainsi qu'il préludait aux recherches savantes dont il a depuis enrichi la bibliographie. »

On voit poindre ici, dès la jeunesse et presque dès l'enfance, cette ardeur inquiète, mais aussi cette bonhomie, cette camaraderie qui rapproche et unit le monde entier des amis des livres, qui leur donne une vie commune, un langage commun, les mêmes tics, les mêmes sourcils méfiants et studieux. Le génie du bibliophile est un génie passionné qui prend l'homme tout entier.

Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy, était fils, neveu et frère de ministre ; appartenant à l'une des familles les plus influentes de l'État, lui-même, homme de haut mérite ; conseiller d'État à vingt ans, commissaire général des guerres, secrétaire général du département de la guerre, ministre d'État, ambassadeur en Pologne et à Venise, il quitta tout en pleine force de l'âge pour se consacrer à sa bibliothèque. Elle comptait à sa mort plus de 100 000 volumes, la plus nombreuse peut-être de toutes celles qui furent dressées par un particulier. Il ne la constitua pas seulement : il la choisit. Il connaissait ses livres un à un ; il a publié de nombreux ouvrages de bibliographie qui ne sont rien que des catalogues raisonnés de sa collection, les *Mélanges d'une*

grande Bibliothèque, la *Bibliothèque des Romans*, le tout formant près de cent volumes. Une élite de bibliothécaires, d'hommes de lettres, de libraires, de relieurs travaillaient pour lui et faisaient autour de lui comme un conseil. Il a amassé pour le public; car cette réunion unique forme maintenant le fond de la bibliothèque de l'Arsenal.

La passion vous prend aussi, parfois, en coup de foudre. Le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul rencontre chez un épicier, chez un boucher du quartier des Champs-Élysées, des papiers d'une écriture fine et surchargée : il s'étonne, il achète, il étudie; et c'est le point de départ de cette incomparable collection balzacienne que l'érudit gentilhomme a léguée à l'Institut de France et qui s'est complétée peu à peu par ces trésors inédits indispensables pour connaître l'histoire littéraire de la France au XIXe siècle.

Celui-ci paraît avoir été saisi surtout par l'ardeur de la recherche, de la chasse : « Il n'a jamais eu de plus grande joie dans la vie que d'aller au petit bonheur, conduit par son flair de bibliophile, partout où des choses rares ou des papiers inédits se trouvaient; et, presque toujours, il revenait avec un butin qui le faisait tressaillir de contentement. Oui, quand il met la main sur des pièces d'une grande valeur bibliographique, il a comme un frisson d'allégresse qui lui traverse tout le corps. Il les « serre dans ses bras, dit-il, avec toutes les ardeurs de la possession; » il est aussi ravi de les avoir conquises « que si, le premier, il avait pénétré dans une de ces royales sépultures de la vallée du Nil, dont Théophile Gautier, dans le *Roman de la Momie*, raconte avec tant de feu la recherche passionnée. » « Au reste, ajoute-t-il, les amateurs de documents inédits et les explorateurs d'hypogées sont poussés par le même mobile : la curiosité de l'inconnu. Les émotions de leurs fouilles et de leurs découvertes ont beaucoup d'analogie (1). »

Cet instinct, ce génie du bibliophile est fait sans doute d'attention minutieuse, mais aussi d'activité ingénieuse. Pour être un bon bibliophile, les besicles ne suffisent pas : il faut des jambes. L'amateur de livres est un animal trotteur. Tard et matin, il est en course. Dès l'aube, le voilà sur pied. Car personne ne doit arriver avant lui là où il présume que se trouve

(1) François Carez, *Le vicomte de Spoelberch de Lovenjoul*, p. 37.

la « bonne pièce. » Il y a songé toute la nuit, et son réveil fut matinal sous l'aiguillon de la concupiscence : En chasse! Le flair non plus ne suffit pas; il y faut la chance, la décision, l'adresse, la persévérance surtout. J'ai suivi une de ces quêtes du vicomte de Lovenjoul qui a duré dix ans; et je vous jure qu'il ne faisait pas sonner son cor : il allait « à pas de laine et de plomb, » selon une expression que le cardinal de Richelieu applique au diplomate; car, cette poursuite exige, en plus, beaucoup de diplomatie.

Tout compte fait, la qualité maîtresse du bibliophile, c'est un goût exquis. Il n'est jamais satisfait; en cette matière du livre, il veut non seulement le fond mais la forme; et, souvent, à ses yeux, la forme emporte le fond.

Sur ce point, quelques explications ne sont pas inutiles : oui, le bibliophile prend les livres par l'extérieur, je l'avoue, et je l'en loue. Et, pourtant, je ne pense pas plus que La Bruyère qu'une *tannerie* soit une bibliothèque. Mais, il convient que les bons livres soient beaux et il est juste que ceux qui sont rares soient les plus recherchés.

Un auteur a toujours désiré que son livre fût bien imprimé, sur beau papier, et il a mis lui-même, les exemplaires triés sur le volet, et par conséquent rares, en de bonnes mains. Croyez-vous qu'il ait été indifférent, même à Corneille, même à Bossuet, même à Racine que leurs ouvrages fussent assurés de survivre, en vertu, aussi, de leur qualité matérielle? Les exemplaires offerts par eux ou qui conservent une marque de leur possession sont, naturellement, les plus précieux : les estampes sont avant la lettre ou des premiers tirages. Eh bien! n'est-ce pas ceux-là qu'il faut avoir, précisément parce qu'ils nous apportent comme un parfum de la main qui les toucha? Ceux qui ont appartenu aux grands personnages, aux bibliophiles illustres, aux gentes dames bibliophiles, gardent aussi quelque chose de cette saveur délicieuse :

. . . . . .

Marguerite, Marie, ou peut-être Diane,
De leurs doigts amoureux l'ont jadis caressé,

Et ce vélin pâli que dora Clovis Ève
Évoque, je ne sais par quel charme passé,
L'âme de leur parfum et l'ombre de leur rêve.

Une bibliothèque se doit à elle-même d'être un luxe. Pour exercer sa fonction de juge, le bibliophile, comme tous les juges du monde, doit observer la forme : car la beauté de l'exemplaire révèle une tradition de choix, remontant, soit jusqu'à l'auteur lui-même, soit jusqu'à son temps, et descendant de là, à travers les âges, de mains en mains, grâce aux hommes qui ont aimé ce livre et l'ont soigneusement conservé.

Si François Ier a possédé un exemplaire des *Sonnets* de Pétrarque, s'il l'a fait relier, sans doute en Italie, puisque la fleur de lys frappée sur le plat est la fleur de lys de Florence, si, sur cet exemplaire, on trouve six vers du Roi célébrant Laure et Pétrarque, l'*aymant* et l'*aymée*, si ce livre, porté d'âge en âge par le goût et l'attention des bibliophiles, est arrivé jusqu'à nous, n'est-il pas vrai que la gloire de Pétrarque s'auréole de cette illustre possession et que si mes yeux s'attardent sur les Sonnets où le regard et la pensée du roi François se sont arrêtés, l'émotion qu'il a ressentie me transporte et fait de moi, pour un instant, le contemporain de la Renaissance?

* * *

Tous nos souverains, la plupart de nos grands hommes d'État aimèrent les beaux livres : c'est un goût qu'eut toujours le génie français, amoureux de l'exquis. Au moyen âge, les collections de manuscrits de Charles V le Sage, du Duc de Berry, du Duc de Bourgogne et des autres membres de la famille royale réunirent des œuvres qui peuvent compter parmi les plus belles faites de la main des hommes. Les livres choisis pour François Ier, pour Henri II, pour Catherine de Médicis, pour Charles IX, pour Henri III, pour Marguerite de Valois, sont la fleur de la bibliographie de tous les âges. Il faudrait énumérer tous nos princes, — sauf une réserve peut-être pour Henri IV, trop souvent à cheval pour s'enfermer dans une étude. De Louis XIII à Louis XVI, la lignée est ininterrompue. Et, près des noms des princes, se rangent ceux de nos grands ministres : Richelieu, Mazarin, Le Tellier, Colbert, Torcy, d'Argenson, Turgot; puis les noms de ces femmes célèbres, Marguerite de Valois, la comtesse de Verrue, « la dame de Beauté, » Mme de Pompadour, les trois filles de Louis XV, les « Mesdames, » la duchesse de Provence. La liste ne s'arrête

guère qu'avec l'ancien Régime. Encore convient-il de nommer l'Impératrice Joséphine, la Duchesse de Berry, Louis Philippe, le Duc d'Aumale, etc.

Le plus illustre des bibliophiles fut Napoléon. Un de ses camarades de Brienne écrit : il avait un goût si prononcé pour les livres « qu'il eût été le plus propre à être notre bibliothécaire. » Bonaparte aurait donc manqué sa carrière. Il n'en aima pas moins toute sa vie la lecture. « Il se faisait apporter, chaque semaine, ordinairement pendant et après le repas, quelquefois même dans la nuit, les meilleurs ouvrages qui paraissaient ou ceux que leurs auteurs avaient envoyés pour être présentés. Il dévorait tout et voulait juger par lui-même. »

En cette matière aussi, il se montra original, volontaire, impérieux : il avait conçu un plan de bibliothèque adapté, si j'ose dire, à son genre de vie. De Bayonne, il donne, le 17 juillet 1808, l'ordre suivant : « L'Empereur désire se former une bibliothèque portative, d'un millier de volumes petit in-12, imprimés en beaux caractères. L'intention de Sa Majesté est de faire imprimer ces ouvrages pour son usage particulier, *sans marges pour ne pas perdre de place*. Les volumes seraient de 5 à 600 pages, reliés à dos brisé et détaché, et avec la couverture la plus mince possible. Cette bibliothèque serait composée d'à peu près 40 volumes de religion — 40 des épiques — 40 de théâtre, 60 de poésie — 100 de romans — 60 d'histoire. » Le grand capitaine recrutait et habillait sa bibliothèque comme un régiment.

En 1809, revenant sur cet ordre, il le modifiait en ces termes : « L'Empereur sent tous les jours le besoin d'avoir une bibliothèque de voyage, composée d'ouvrages d'histoire. Sa Majesté désirerait porter le nombre des volumes de cette bibliothèque à trois mille, tous du format in-18, ayant de 4 à 500 pages et imprimés en beaux caractères de Didot, sur papier vélin mince... Les trois mille volumes seraient placés dans trente caisses, ayant trois rangs, chaque rang comptant 33 volumes, etc... » Le projet ne fut jamais mis à exécution : mais nous possédons une histoire des bibliothèques portatives de Napoléon établissant que, partout, même en campagne, même au cours de la campagne de Russie, il se faisait accompagner de ses livres, « à l'ordonnance. »

Le bibliophile est rarement un nomade et un conquérant.

En général, il réside ; loin de voyager avec lui, ses livres le rendent sédentaire. Il y a des familles, des descendances de bibliophiles, naissant et mourant dans la même maison et qui se transmettent héréditairement les collections et le goût. La plus célèbre est celle des de Thou : le nombre des volumes, admirablement choisis et ornés, qui ont passé par leurs mains est prodigieux. Maroquins du Levant, veaux ornés, veaux et maroquins mosaïqués, vélins dorés, tous les types de la reliure éclatante et solide aux armes des de Thou se retrouvent encore surabondamment dans les belles collections après trois siècles de dispersion, de ravages et de destruction, et maintiennent ainsi, en dépit du sort contraire, la gloire de cette illustre famille bibliographique. S'il vous passe par les mains un des rares volumes reliés aux trois abeilles des de Thou, mais *sans écusson accolé*, soyez attentif, celui-là a probablement appartenu à l'ami de Cinq-Mars, à celui que Richelieu, pour d'autres motifs que pour une concurrence livresque, a fait monter sur l'échafaud.

Chaque bibliophile a sa mission propre. Il la choisit ou plutôt elle le choisit, et c'est cela sa vocation.

L'un des plus grands, parmi les bibliophiles du XVIIIe siècle, fut le duc de La Vallière, arrière-neveu de la célèbre maîtresse de Louis XIV. Je ne sais s'il fut le plus heureux des maris, mais il fut le plus heureux des hommes : car rien ne le détourna, sa vie entière, du goût qu'il eut dès l'enfance pour les beaux livres. S'enfermant dans sa tour d'ivoire, il ne voulut rien savoir du reste du monde. Il tapissa sa maison de livres incomparables. Son utilité propre fut la conservation des admirables manuscrits à miniatures, et des premiers incunables, que son temps considérait comme *gothiques* et livrait trop souvent aux hécatombes du mauvais goût ou de l'ignorance. A parcourir la liste des exemplaires qu'il a possédés, l'envie vous étreint le cœur : il n'y aura plus jamais un champ pareil ouvert à la chasse bibliographique ! C'était le temps où l'on pouvait réunir dans un « cabinet », le Missel de Jean de Foix (Mss) avec l'admirable devise : *Tout se change. Tout est changé*, les « Heures latines » de Louis II, duc d'Anjou (Mss), les « Heures latines » du roi René (Mss) avec les miniatures incomparables de l'Ecole de Bourgogne, le « Psautier » de Mathias Corvin avec les quatre emblèmes : une ruche, un puits, une clepsydre et un

baril, « ce dernier désignant la fertilité et la bonté des vignes de la Hongrie », une collection incomparable de contes, « romans » et pièces de poésie du moyen âge. Nos médiévistes doivent beaucoup à cet honnête contemporain de Crébillon le fils. Les Colbert, les Loménie, les Godefroy, les Dupuy, les Clérembault, ont conservé à la postérité les monuments les plus précieux de notre histoire. Si Colbert de Torcy n'eût pas été bibliophile, eût-il constitué le dépôt des archives des Affaires étrangères où les traditions de notre politique extérieure sont conservées? Ce dépôt reçut les *Mémoires du cardinal de Richelieu* et l'on y plaça, par la suite, les *Mémoires de Saint-Simon* : c'est ainsi que, par la vigilance des bibliophiles, se conservent les chefs-d'œuvre de l'esprit humain.

Si La Rochebilière n'avait pas vécu, les lettres françaises auraient ignoré à peu près tout ce qui concerne l'établissement du texte de nos auteurs classiques. Celui-là ne s'inquiétait pas précisément de la beauté des exemplaires : il vivait au milieu des plus vieux parmi les vieux bouquins, mais, rien qu'en les maniant d'une main diurne et nocturne, il savait découvrir la pensée dernière, la touche et le glacis qui parachèvent une pensée de La Rochefoucauld, une scène de Molière, une fable de La Fontaine. C'est lui qui a précisé l'histoire de tous les cartons introduits par La Fontaine dans le texte de ses fables, et il a prouvé ainsi que ce « paresseux, » ce « distrait » était le plus attentif et le plus minutieux des hommes, quand il s'agissait du respect dû à la langue française. C'est La Rochebilière qui a débrouillé l'histoire du texte des *Maximes* de La Rochefoucauld et celle des *neuf* éditions, — pas une de moins, pas une de plus, — qu'il faut « avoir » pour posséder vraiment les *Caractères* de La Bruyère. C'est lui qui a exhumé, dans un exemplaire inconnu du Molière de 1682, cette fameuse « Scène du Pauvre » qui dévoile le plus intime de la pensée philosophique et religieuse du grand comique. « *Je te veux donner un louis d'or* ET JE TE LE DONNE POUR L'AMOUR DE L'HUMANITÉ !... » Ce sont là des services peut-être!

Notre âge a connu les derniers des grands bibliophiles, ceux qui pouvaient encore atteindre aux livres inaccessibles, aux séries impressionnantes par leur tenue et leur variété. Guyot de Villeneuve, qui a possédé les *Heures du Maréchal de Boucicaut* et qui a trouvé chez un bouquiniste, à Rome, le

Discours sur l'Histoire universelle de Bossuet, exemplaire d'hommage au pape Innocent XI, relié aux armes du pontife mais que ce même pape a négligé de faire déposer à la bibliothèque du Vatican, prouvant ainsi, comme l'observe le rédacteur du catalogue, que les papes « ont accueilli sans faveur les hommages du grand Évêque. »

Nous avons assisté aux ventes de Mosbourg, de Lignerolles, du baron Pichon. Le baron Pichon achetait, à la fois, les belles maisons, les beaux meubles, les belles argenteries, les tableaux, les estampes : c'était un collectionneur complet et accompli : les livres n'occupaient qu'un moment de son universelle curiosité. Et pourtant, que de trésors il accumula! Le *Breviarium fratrum minorum*, précieux manuscrit du XIVe siècle in-folio, sur vélin, orné de miniatures *dont deux contiennent un portrait de saint Louis*, livre ayant appartenu à la reine Bonne de Luxembourg, femme du roi Jean. Il possédait les *Hore in laudem beatissime virginis Marie*, imprimées en 1527 par Simon du Bois pour Geofroy Tory, exemplaire du roi François Ier, assurément un des plus beaux livres qui aient été habillés de la main d'un relieur; il possédait le manuscrit des *Prières et méditations chrétiennes* composées par Mme la marquise de Rambouillet, écrites sur vélin par M. Jarry, reliées et dorées aux petits fers par Le Gascon : c'est l'exemplaire dont parle Tallemant des Réaux.

Ces énumérations risquent d'ennuyer : car, il n'y a de beaux livres que ceux que l'on possède ou, du moins, ceux que l'on a dans la main. Mais, comment, après avoir rappelé les *états de service* de ces grands conservateurs du patrimoine intellectuel de l'humanité, ne pas indiquer encore la dernière phase de leur effort, le plus récent effet de leur ardeur?

Si G. Vicaire, ami et collaborateur des Pichon et des Lovenjoul, n'avait pas publié à temps son *Répertoire des Livres du XIXe siècle*, certainement l'ensemble des publications de l'école romantique eût péri. Déjà les Balzac, les Mérimée, les Hugo, les Gautier, les G. Sand, les Alexandre Dumas, tirés en général à petit nombre et engloutis sous la crasse des cabinets de lecture, étaient dispersés ou détruits. A peine avait-on sauvé quelques beaux exemplaires. On n'a cité qu'un seul exemplaire du roman par lequel a débuté Alexandre Dumas fils. (*Aventures de Quatre femmes et d'un perroquet*, 6 volumes, 1845-1847.) Les premières éditions de Baudelaire, publiées d'hier,

sont déjà rarissimes. On ne sait où vont ces livres, menacés d'ailleurs par leur fragilité même et la médiocre qualité du papier. Mais, sans la prompte vigilance de G. Vicaire, leur ruine eût été sans remède.

Le salut vient donc du bibliophile; il est dû aussi, et surtout, à la reliure. Dans l'église bibliophilique, la reliure est la manifestation suprême du culte, le sacrifice expiatoire et rituel. Quoi de plus douloureux que le délabrement d'une brochure! N'est-ce pas une misère? Un bon livre, très bon livre même, contenant de ces choses de l'âme qui vont à l'âme, un de ces livres de chevet, un de ces livres chéris et que ne quitte pas la pensée, le concevez-vous maculé, écorné, flétri par la fréquentation même et l'assiduité du dévot? On lui doit de le vêtir; il convient même que la reliure soit plus que décente, riche et belle. Les amateurs de jadis n'admettaient pas un seul livre broché sur leurs rayons. Le livre précieux était mis dans ces bonnes et fortes vêtures en maroquin ou en veau qui le serraient et l'enfermaient comme dans une boîte ou dans un sanctuaire. Succédant aux ais couverts de parchemin, le cuir plus maniable, plus souple à la main, mieux disposé pour l'ornement, nous vint des Arabes. Les reliures italiennes quelque temps régnèrent. Il y eut aussi de bonnes et robustes reliures en vélin estampé et en peau de truie, d'origine allemande, suisse ou hollandaise. Mais l'art de la reliure se fixa bientôt en France, et il y est resté.

Nous avons vu récemment, aux « Arts décoratifs, » les ouvrages des grands artistes, les reliures faites pour Grolier, pour Henri III, pour Anne d'Autriche, pour Louis XIV, pour Colbert, pour le comte d'Hoym, pour le baron Pichon et signées de Clovis Ève, de Ruette, de Boyet, de Pasdeloup, de Derôme, de Simier, de Bozerian, de Thouvenin, de Trautz-Bauzonnet, de Chambolle-Duru. Il n'est pas un de ces travaux achevés qui ne méritât de ces caresses, de ces coups de coude, de ces exclamations muettes et circulaires qui enivrent le groupe des bibliophiles consultants, attablés autour du bel exemplaire. Les prix récents atteints dans les ventes indiquent que le goût ne se perd pas. Au contraire, il s'épure. La France compte, en ce moment, une école de reliure incomparable. Je ne prononcerai aucun nom; mais les exemplaires choisis, décorés par nos maîtres, sont disputés dans le monde entier et le seront dans

l'avenir, comme de véritables chefs-d'œuvre d'art, de science, de goût et de *métier*. Car c'est le métier qui prime tout. La main qui assembla, qui repéra et qui cousit, celle qui dora, celle qui exécuta l'ornement ou le plus simple ou le plus riche, ou le plus traditionnel ou le plus original, — car les deux écoles peuvent se défendre, — en un mot l'art qui ajoute au prix du livre celui d'une maîtrise qui l'embellit encore et l'exalte, cet ensemble incomparable ne se trouve nulle part ailleurs qu'en France. C'est une gloire nationale, une gloire ajoutée à la gloire des lettres !

En célébrant l'ornement raffiné d'une belle bibliothèque, négligeons-nous la bibliothèque elle-même ? En caressant le beau livre, parce que la reliure est vivante et parce que, selon le mot de Heredia, « il est vêtu de peau, comme une femme, » renonçons-nous à l'ouvrir et à y chercher l'âme ? Le bibliophile, dit-on, ne lit pas. Et qui donc lirait, sinon celui qui possède des livres ? Les douces heures passées dans une belle bibliothèque prennent l'homme tout entier, corps et âme. Décidément, La Bruyère n'y entendait rien (ainsi que le fait soupçonner Bonaventure d'Argonne), quand il incriminait si lourdement nos chères « tanneries. »

***

Ce ne serait pas être bibliophile (j'en prends tous les bibliophiles à témoin) si je ne disais un mot de mes livres. J'étalerai donc sans vergogne quelque chose d'une passion qui s'excuse par plus d'un demi-siècle de persévérance. Il existe sur mes rayons, un IIe tome du Molière de 1682, sur lequel j'ai écrit, en son temps, la date de l'année où je l'ai trouvé dans le grenier de mon grand-père : 1870 ! Je savais donc dès lors ce qu'était le « Molière de 1682. » Or, j'étais encore au collège ; et il y a de cela cinquante-trois ans ! Depuis, j'ai subi les années et la bise ; mais le goût ne m'a jamais quitté. Sur les quais, arpentés d'amont en aval et d'aval en amont, durant des années, j'ai trouvé tant de choses, tant de livres, tant d'idées ! Et j'ai tant aimé cette bibliothèque en plein air, sous le ciel, ouverte à tout venant, et que l'on aborde sans carte et sans permission !

Des générations de bons bouquinistes ont passé là et je les connais pour la plupart ; ils veulent bien me reconnaître encore et me disent « bonjour » au passage. Mes yeux ne sont plus si

frais, ni mes jambes si fermes pour les longs stationnements. Mais, je happe encore quelque bribe ; et puis, muser autour des livres est toujours un plaisir de Dieu. Les libraires « en boutique, » pour parler comme le bon M. Barbier, m'accueillent aussi. Mais que leurs prix sont donc inabordables ! C'est pour m'instruire et pour me distraire que je franchis le seuil devenu redoutable. Et puis, ni Heredia, ni Sardou, ni Lemaitre ne m'accompagnent plus.

Il y a des années, ma main heureuse a rencontré l'exemplaire d'*Athalie* que Racine a offert aux dames de Saint-Cyr pour que la pièce fût apprise par les pensionnaires de la maison royale. Il porte la croix fleurdelisée et couronnée et l'étiquette de la bibliothèque, n° 2310. J'ai sauvé, — et mon confrère, le comte d'Haussonville, a bien voulu publier avec moi, — le manuscrit des *Cahiers de Mademoiselle d'Aumale*, un des documents les plus précieux relatifs à l'histoire du grand siècle. De même, avec la collaboration de G. Vicaire, j'ai pu reconstituer par des recherches de bibliophile, dans les papiers et les comptes de la liquidation du fonds de commerce de Balzac, imprimeur et fondeur de caractères, le roman du romancier et de Mme de Berny. On n'ignore pas la découverte que j'ai faite jadis, dans la boîte à 0 50 c , du volume dépareillé de « Rollin » où Napoléon lisait, à Sainte-Hélène, l'histoire d'Annibal. Quelques notes sont écrites de sa main. Le volume avait été remis à l'Empereur en vertu d'un sénatus-consulte du Gouvernement provisoire, en 1815. La légitime possession est établie par la série des transmissions suivantes : L'Empereur, le duc de Reichstadt, Lœtitia Bonaparte, Caroline Bonaparte, le comte de Mosbourg, dont la riche bibliothèque laissa tomber le « dépareillé » sur le quai, comme chose négligeable. Quand, à force de patience, j'eus percé à jour le mystère de cette origine, j'ai reconnu ce que je devais au bouquiniste sauveur. Mais, tout de même, si le bibliophile n'y avait point passé, le précieux bouquin était perdu.

Près de l'*Athalie*, j'ai rangé l'*Andromède* de Corneille, édition originale où la distribution des rôles, pour la représentation par la troupe de Molière, est écrite de la main du directeur de la troupe, sans nul doute de Molière lui-même. Tous les noms sont là, ceux qui sont connus et ceux qui sont inconnus : la Béjart, la de Brie, Dufresne, Vauselle, Maisonneuve et aussi,

sous le nom de Manon, la petite Armande, la future femme de Molière ; et le nom de Molière est répété deux fois !... Celui-là, je ne l'ai pas trouvé sur les quais !

J'ai recueilli (je ne sais plus où) un exemplaire des « Offices, » c'est-à-dire du Traité des Devoirs de Cicéron, interfolié et couvert de notes de la main du grand président Harlay ; et c'est en lisant ces minutieuses et émouvantes observations que j'ai compris comment ces grands hommes, ces grands humanistes, ces grands chrétiens se faisaient une conscience. J'ai trouvé une première rédaction manuscrite des *Maximes* de La Rochefoucauld prouvant que l'illustre gentilhomme avait, d'abord, conçu son livre sous forme de *Discours* : comparer ce texte à celui de la première édition, c'est une leçon de style qui apprend de quelle autorité sur soi-même est fait le génie.

Ces livres sont émouvants ; j'en ai quelques-uns de beaux : tel cet exemplaire des *Heures*, imprimé pour Anne d'Autriche, relié et signé par Ruette et où le jeune roi Louis XIV, dans une estampe de Mellan, offre sa couronne au Christ crucifié ; tel l'*Horace* du Cardinal de Richelieu, édition des Elzéviers, relié par Ruette et qui m'a été donné par Victorien Sardou ; tel ce *Traité de logique* que le Cardinal de Richelieu a donné à Bouthillier abbé de Rancé, son filleul, lequel Rancé l'a remis à la bibliothèque du couvent de la Trappe. Faut-il citer quelques modernes ? L'exemplaire des *Odes* de Victor Hugo que l'auteur a offert au secrétaire perpétuel de l'Académie française, M. Raynouard, et qui a donné lieu au fameux cri de Chateaubriand : « Enfant sublime ! » Le *Rouge et le Noir* de Stendhal offert, par lui, à son ami M. Mareste. L'exemplaire du *Candidat* adressé par Flaubert à George Sand, avec le cri de l'auteur froissé, le lendemain de la soirée célèbre où la pièce tomba : « *Est-il aussi idiot qu'on le dit, chère maître, votre vieux troubadour ?* — G. Flaubert. »

Et me voici maître, depuis quelques jours, de deux volumes aux armes de l'Université de Paris et du Collège des Grassins, portant sur le plat intérieur la signature : André Chénier, octobre 1792. Paris. Cet ouvrage contient la traduction, par un académicien bien ignoré, J. de Tourreil, des discours de Démosthène. Au moment où André Chénier a mis son nom sur le premier volume, il vivait, en pleine Terreur, traqué et allant de lieux en lieux, à Louveciennes, à Forges, à Rouen, au

Havre, et revenant parfois à Paris ; c'est sans doute, en raison de ces déplacements nombreux, qu'il a précisé, sur l'exemplaire, la date de l'acquisition : *octobre 1792* et le lieu : *Paris*. Le recueil des *Philippiques* de Démosthène, c'est le monument classique de l'invective. Peut-être A. Chénier songeait-il, dès lors, à quelque morceau soit en prose, soit en vers contre les « bourreaux barbouilleurs de lois, » lui, qui, à la demande de Malesherbes, allait rédiger bientôt la fameuse « Lettre de Louis XVI? » Quelques passages marqués au crayon rouge sur les marges du premier volume, se rapprochent évidemment, dans la pensée d'André Chénier, des événements contemporains : p. 60. — « Les tribunaux peuplés d'hommes qui se précipitent dans la magistrature et *qui se font interprètes des lois sans les entendre.* » — p. 305... « Car, il ne se peut, non il ne se peut, *Messieurs, qu'un injuste, qu'un parjure, possède une puissance de longue durée,* » etc. Voici donc un moment, et quel moment! de cette vie héroïque, un spasme des dernières heures qui vient jusqu'à nous... Récompense des longues patiences du bibliophile.

Pour finir, je ne me déroberai pas à une anecdote de bibliophilie sentimentale. Voici un charmant exemplaire des *Lettres* de Madame de Sévigné, dans une reliure de la plus parfaite élégance du milieu du XIXe siècle, frappé sur les plats de la lettre *M*. Et voici l'histoire : Ce livre porte l'*ex-dono* : « *Quand on aime, on se plaît à l'écrire.* » Il a appartenu à Mlle Mars, et on a relié précieusement, après la feuille de garde, une invitation à dîner chez l'illustre actrice. En effet, il a été donné à celle-ci par le célèbre bibliophile, marquis de Bruyères-Chalabre, au sujet duquel le baron Pichon raconte l'anecdote suivante : « Il devint amoureux de Mlle Mars et l'invita un jour à souper avec lui. Elle accepte. M. de Chalabre était dans l'enthousiasme : à la fin du souper, il tire de sa poche une somme assez forte en billets et la supplie d'accepter; elle refuse en disant qu'elle était venue souper et qu'elle ne voulait rien recevoir de lui. L'enthousiasme de M. de Chalabre alla toujours croissant; il lui donna, quelques jours après, une très belle maison de campagne à Sceaux, et lui laissa comme on sait toute sa fortune par testament (1). » Il est à croire que Mlle Mars n'était pas une correspondante très

(1) Baron Pichon. *Bibliophiles et relieurs*, publié par G. Vicaire.

assidue, puisque Chalabre lui adresse les « Œuvres de Mme de Sévigné, » avec cet avis qui est un peu un reproche, un peu une prière : « Quand on aime, on se plaît à l'écrire ? »

Oui, ce sont de beaux livres, des curiosités de haulte graisse (comme dit Rabelais dont je vous montrerai, si vous le voulez, la devise manuscrite *Ferendum et sperandum* sur son « Hippocrate, » édition de Lyon 1532). Cinquante-trois ans de persévérance ont pu en réunir quelques autres.

Mais, est-ce cela ma bibliothèque ? Non. Je regarde ces beaux livres, je les aime, je les choie ; mais *je lis* les autres, et je ne finirai jamais de les lire, car, ils sont 40000, plus ou moins. Que je suis loin encore d'avoir réuni, comme quantité et surtout comme qualité, une de ces collections dont je parlais tout à l'heure ! Et, combien de mes rangées ont, hélas ! été détruites dans ma maison du Chemin des Dames ! Les pertes se comptent par milliers. Combien de livres sont restés blessés par des éclat d'obus, combien sont perdus, combien dépareillés ! Tristes reliques ! Chaque fois que je repasse devant la place des absents, je ferme les yeux.

Je me suis remis à la tâche autour de ceux de mes livres qui étaient restés à Paris et de ceux qui ont été sauvés ; et peu à peu la bibliothèque a repris âme et vie : elle me parle, elle m'encourage, elle me sourit. Les grands travaux qui me restent à finir, — et qui occuperaient encore un siècle de vie, — sont là, enclos dans les livres comme la statue attend la main du sculpteur dans le bloc de marbre. Je vois, sur les rayons, toutes les histoires que j'ai étudiées, que j'ai préparées, que j'ai rêvées. Je ne les écrirai pas. La nuit vient. Elle tombe sur la bibliothèque comme elle tombe sur le jardin. A tout, il n'est qu'accoutumance ; et j'attends Celle qui souffle sur les roses et qui ferme les livres. La plus poignante des émotions qui viennent d'une bibliohèque et la leçon définitive, selon l'ex-libris de mon vieil ami de Montaiglon, *De jour en jour en apprenant mourant*, c'est la mélancolie des séparations.

GABRIEL HANOTAUX.

LE JOURNAL

DE

PHILIPPE BAUCQ

FUSILLÉ AVEC MISS CAVELL

III [1]

Mercredi, 6 octobre 1915.

Je passe ma journée à mettre mon journal à jour et à étudier ma défense (2).

Jeudi, 7 octobre.

La journée s'annonce très belle, par le coin de la fenêtre, je vois un ciel bleu et quelques nuages rosés par l'aurore. Au loin, les cloches tintent, et le son se perd dans l'air limpide. Elles appellent les fidèles à la sainte messe.

Je m'apprête pour me rendre au tribunal, j'ai bien dormi et ne suis pas émotionné. Je récite un chapelet.

... La déposition du petit Bodart m'a réellement surpris; celle-ci me porte le coup de grâce certainement. Cependant j'ai encore un espoir qui résulte de la déposition du lieutenant Bergan : il en ressort, si j'ai bien compris, que les principaux auteurs se trouvent dans le Hainaut. J'ai fait de mon mieux pour tirer Van Dievoet du piège, ce à quoi j'ai réussi, je pense. Pour le « Mot du soldat » le Conseiller a demandé au lieutenant Bergan si cette correspondance est prohibée, donc il n'y attache pas grande importance.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er juillet.

(2) Le cahier recopié s'arrête ici. — Le reste n'est qu'un brouillon écrit sur deux feuillets au crayon et à l'encre.

Pour la *Libre Belgique*, M. le Conseiller ne connaissait pas, si j'ai bien compris, la teneur du journal; donc il pourrait en résulter qu'il n'y attache pas une gravité particulière. Le lieutenant a cité les noms de Prince de Croÿ, Thuliez, Capiau, Libiez, Louise L..., miss Cavell; mais il n'a pas cité mon nom... ce qui paraît être de bon augure; j'ai insisté en faisant remarquer que la contradiction provenait de l'interprétation de *on*... et *je*..., que M. Van Dievoet a reconnu que j'avais suivi l'équipe qui s'était réunie chez lui un quart d'heure après qu'elle était partie, ce qui prouve bien que je ne l'accompagnais pas et que personne ne m'avait jamais vu en compagnie d'un guide ou d'une équipe de route.

Et nous avons retraversé la ville éclairée cette fois; M. Henry avec une constance toute particulière m'a surveillé, s'est tenu auprès de moi...

Rentré en prison, le brave C... me dit : « Il paraît que vous êtes salé?... » J'en déduis que d'après certains accusés je dois m'attendre à recevoir un bon paquet d'années de prison.

Ils étaient sept pour nous juger... Le conseiller et six officiers... Mais il reste encore l'espionnage qui me réserve le plus gros coup... j'en suis persuadé, à moins que par une providence vraiment extraordinaire, je m'en tire? Tout est possible, mais je ne me fais pas d'illusions...

Deuxième jour...

Dans la salle du Parlement, en pierres blanches avec une grande niche dans la tribune du Président, dans laquelle se trouve Léopold Premier.

J'occupe la place de Verhoegen. Aujourd'hui le conseiller faisant fonction de procureur, détaille son affaire et demande sept condamnations à mort... Miss Cavell, Mlle Thuliez, Mme Bodart, Libiez, Capiau, Severin et Baucq. Pour d'autres, il demande de nombreuses années de travaux forcés et pour trois ou quatre l'acquittement. Parmi ces derniers se trouve Van Dievoet, ce qui me fait bien plaisir. Puis nos avocats plaident notre défense.

Mon impression est que Capiau se tirera de sa peine, par suite des travaux auxquels il a participé; quant à moi, je me sens enfoncé...

PHILIPPE BAUCQ.

ÉPILOGUE : LE DÉNOUEMENT DU DRAME BAUCQ-CAVELL

C'est à tort qu'on a appelé ce drame judiciaire l'affaire Cavell, titre que j'ai donné moi-même à l'un de mes ouvrages ; les Allemands l'ont introduit devant la Cour martiale sous la rubrique « Affaire Philippe Baucq et comparses », marquant bien ainsi le rôle capital qu'ils attribuaient à l'architecte Baucq, dans l'organisation de l'association à laquelle étaient affiliés miss Edith Cavell, Mlle Thuliez de Lille, le pharmacien Severin et tant d'autres patriotes à qui vont toute notre admiration et toute notre reconnaissance.

L'acte d'accusation dit sommairement que « l'architecte Philippe Baucq et comparses sont inculpés : 1° d'avoir répandu le libelle *la Libre Belgique ;* 2° d'avoir transmis au front ennemi des nouvelles de famille ; 3° d'avoir fait passer des soldats à l'ennemi. »

C'est en raison de ces trois chefs d'accusation, dont le troisième est de beaucoup le plus grave, puisque, d'après le Code militaire allemand, il relève de la haute trahison, que Baucq et ses compagnons vont être condamnés. En effet, d'après les lois spéciales contre l'espionnage, du 3 juillet 1893 et du 3 juin 1914, articles 89 et 90, complétées par l'article 58 du Code pénal militaire, « quiconque prête assistance avec préméditation à une puissance ennemie ou porte préjudice aux troupes allemandes ou alliées, en consommant l'un des actes répréhensibles désignés dans l'article 90 du Code pénal allemand (paragraphe 3 : s'il conduit à l'ennemi des troupes ou engage des membres de l'armée allemande ou d'une armée alliée à passer à l'ennemi), est puni de la peine de mort pour trahison de guerre (Art. 58). »

A l'origine, l'article 90 frappait uniquement les sujets allemands; l'article 58 en étend l'application à « quiconque, » c'est-à-dire indifféremment à des Allemands ou à des étrangers. C'est en raison de cette amplification que Philippe Baucq, miss Cavell et leurs camarades ont pu être inculpés du crime de haute trahison. En réalité, dans l'esprit des premiers législateurs, une trahison de ce genre ne pouvait être que l'œuvre de ressortissants allemands, et la peine terrible qu'elle comporte ne

devait frapper que des *traîtres à leur pays* et non pas des étrangers ignorants du Code allemand, qui remplissaient, avec un absolu désintéressement, une admirable mission patriotique.

*
* *

L'arrestation de Philippe Baucq remonte au 31 juillet 1915; le procès a commencé le 7 octobre, c'est-à-dire qu'il n'a fallu que deux mois pour instruire une affaire dans laquelle sont impliquées trente-cinq personnes. Si nous trouvons ce délai fort court, que dire de la durée des débats menés tambour battant par un auditeur militaire (1) pressé d'en finir et qui, bousculant accusés et témoins, trouve moyen de tout bâcler en deux audiences, qui eurent lieu le jeudi 7 et le vendredi 8 octobre, le samedi ayant été réservé au jugement?

En deux jours trente-cinq accusés ont été interrogés, les témoins entendus, les avocats ont prononcé leurs plaidoiries et l'auditeur militaire son réquisitoire...

La première séance du procès eut lieu dans la salle des séances du Sénat, la deuxième dans la salle de la Chambre des députés, le Sénat étant retenu ce jour-là pour une conférence. L'auditeur militaire, Stoeber, avait voulu ce théâtral décor pour la mise en scène de la tragédie où il faisait de sensationnels débuts (2).

Dans le vaste hémicycle du Sénat, que ses fresques encadrées d'or, les emblèmes de la nation et les lambris de bois précieux rendent encore plus solennel, des officiers allemands en grand uniforme se sont érigés en tribunal pour condamner des patriotes belges, français et anglais dont le seul crime consiste à avoir rendu service à leur pays dans la mesure de leurs forces. Les trente-cinq prévenus, dont beaucoup ne se connaissent pas, et qui ignorent les rapports qui peuvent exister entre eux, sont invités à se caser dans les fauteuils des législateurs. Des soldats raides et compassés sont plantés çà et là, comme des jalons, pour les surveiller.

Le commissaire du Gouvernement, bel homme, grand,

(1) Ou commissaire du Gouvernement.

(2) Cf. l'ouvrage de Me Kirschen, *Devant les Conseils de guerre allemands*, et *l'Affaire miss Cavell*, pages 52 à 71.

élancé, pétillant, habillé avec recherche, haut en couleur, lissant d'un geste familier sa longue et forte moustache, la bouche entr'ouverte avec complaisance sur des dents très blanches, les cheveux partagés jusqu'à la nuque par une raie irréprochable, le type du fat imbu de sa personne, de l'homme qui veut parvenir à tout prix, même par dessus des cadavres, fouille dans son dossier, le manie, le triture avec jouissance, semblant narguer les accusés.

Ceux-ci attendent avidement, anxieusement, ce qui va sortir de ce dossier mystérieux. Ils sont aussi énervés que les avocats auxquels, d'après le règlement barbare, il était interdit non seulement de consulter les dossiers, mais encore de communiquer avec leurs clients, fût-ce pendant l'audience.

Les yeux clignotants, éblouis par cette manifestation ostentatoire de la toute-puissance allemande, les accusés, dont beaucoup sont de pauvres gens, regardent étonnés autour d'eux. Et leurs regards se posent toujours à nouveau sur le fringant commissaire du Gouvernement, Herr Doktor Stoeber, qui, frémissant d'impatience, avec jactance, a planté son casque à côté de son dossier. Ce geste étudié, voulu, n'est-il pas symbolique ?

Aux avocats il fait l'impression d'un acteur en scène, s'inquiétant de ce que la postérité dirait de lui, redoutant d'être bafoué plus tard. Est-ce aussi pour se singulariser qu'il soulignait vis à vis d'eux son origine bavaroise et qu'il prenait plaisir à critiquer les Prussiens ? Pourtant, selon Me Kirschen, la mentalité prussienne semblait l'imprégner. Il s'efforce d'influencer les juges en leur chuchotant à l'oreille, pendant les plaidoiries, des réflexions malveillantes sur les inculpés, des détails tendancieux visant à ruiner toute l'argumentation des défenseurs. Son acrimonie est telle qu'à plusieurs reprises le président doit le prier de se calmer et de ne pas troubler les prévenus.

L'auditeur commence par l'interrogatoire de miss Cavell qui dépose en français (1). Elle parlait notre langue couramment, avec le fort accent dont les Anglais ne peuvent jamais se débarrasser. Malgré son ennui et même sa gêne d'être interro-

(1) J'ai reconstitué les dépositions d'après les procès-verbaux de la « justice » allemande et les notes d'audience consignées par Me Kirschen.

gée la première, son énergie lui fait, dès les premiers mots de l'interrogatoire, surmonter tout malaise. Elle parle sans peur, d'une voix basse et éteinte, la force tranquille de son regard suppléant à la faiblesse de cette voix.

Elle déclare être âgée de quarante-neuf ans, protestante, de nationalité anglaise, et reconnaît avoir logé, de novembre 1914 à juillet 1915, des soldats français et anglais, dont un colonel, tous en habits civils, avoir aidé des Belges, des Français et des Anglais aptes au service militaire en leur fournissant les moyens de se rendre au front, notamment en les recevant chez elle et en leur donnant de l'argent.

Elle avoue qu'elle était en rapport avec M. Capiau, Mlle Martin, Mlle Louise Thuliez, MM. Derveau et Libiez.

— Qui était le chef de l'organisation ?

— Il n'y avait pas de chef.

— N'était-ce pas le prince de Croÿ?

— Non, le prince de Croÿ s'est borné à m'amener quelques personnes et à me donner un peu d'argent.

— Pourquoi avez-vous commis les actes qui vous sont reprochés ?

— J'ai hébergé les Anglais parce qu'ils couraient un danger mortel. Je suppose que c'est le cas de tous les anciens soldats anglais qui se trouvent en Belgique.

— Une fois ces gens passés à l'étranger, vous ont-ils fait parvenir de leurs nouvelles ?

— Quatre ou cinq séulement l'ont fait

— Baucq et Fromage sont-ils la même personne ?

— Oui.

— Quel a été le rôle de Baucq ?

— Je l'ai fort peu connu. Je ne l'ai rencontré qu'une fois, et j'ignore quel a été son rôle.

— Maintenez-vous ce que vous avez dit à l'instruction au sujet des personnes avec qui vous avez travaillé en vue du recrutement, c'est-à-dire avec le prince de Croÿ, Baucq, Severin, Capiau, Libiez, Derveau, Mlle Thuliez et Mme Ada Bodart?

— Oui.

— Savez-vous qu'en recrutant ainsi des hommes vous désavantagiez les Allemands et avantagiez l'ennemi ?

— Ma préoccupation n'a pas été d'avantager l'ennemi, mais

de faire gagner la frontière aux hommes qu'on m'adressait ; une fois à la frontière, ils étaient libres.

— Combien de personnes avez-vous ainsi envoyées à la frontière?

— Environ deux cents.

Ce fut tout.

Après miss Cavell c'est le tour de Mlle Thuliez, Française de Lille, qui avoue avoir participé à des distributions de *Mot du soldat* et qui reconnaît également avoir, du 10 mars 1915 à fin juillet de la même année, amené de la France envahie à Bruxelles et fait conduire à la frontière par des convoyeurs, 45 soldats anglais, 68 soldats français et 13 soldats belges, en tout 126 personnes.

— Ces personnes vous ont-elles donné des nouvelles de l'étranger?

— Non, je n'ai pas reçu de nouvelles de l'étranger des personnes qui ont été, par mon intermédiaire, conduites à la frontière.

— Reconnaissez-vous la conversation avec Mme Bodart.

— Oui.

— Quel était le chef de l'organisation?

— Il n'y avait pas de chef, il n'y avait pas d'organisation. Nous étions tous d'accord pour mener à bien une entreprise collective. Sur les cent vingt-six personnes que j'ai dirigées vers la frontière, j'en avais trouvé vingt à Bruxelles. J'ignore combien sont arrivées en Hollande.

— Et les guides?

— Je ne me suis jamais occupée des guides. Je confiais les jeunes gens qui se présentaient — il y en avait résidant à Bruxelles, il y en avait de Maroilles et d'Arbre-Fontaine — à miss Cavell et Baucq. Capiau en a convoqué quelques-uns, j'en ai remis quelques-uns aussi à la comtesse de Belleville.

— Qui vous a remis de l'argent pour ce transport?

— Le prince de Croÿ m'a remis cinq cents francs pour mes frais de voyage et pour le voyage des transportés.

— La princesse de Croÿ a-t-elle fait des photographies, pour les fausses pièces d'identité?

— Oui.

— Pour quel motif avez-vous agi ainsi?

— Parce que je suis Française.

Philippe Baucq est ensuite interrogé. A la question habituelle : « Êtes-vous catholique et belge ? » Baucq répond en regardant hardiment les juges : « Oui, et *bon patriote* ! » et cela donna à M. Stœber l'occasion de l'appeler au cours des débats avec une ironie méchante : « le bon patriote. »

Baucq reconnaît avoir distribué des *Libre Belgique* et des *Mot du Soldat*, mais conteste avoir centralisé chez lui la distribution du journal. Il avoue avoir reçu un paquet de lettres qu'il répartissait entre deux ou trois amis qu'il refuse de nommer.

— Reconnaissez-vous qu'il y a eu accord entre Thuliez, Cavell, Bodart, de Croÿ et vous, pour conduire des jeunes gens à la frontière, de façon à ce qu'ils pussent rejoindre l'armée ?

— Oui, mais mon activité consistait seulement à indiquer aux personnes une heure et un endroit déterminés où ils trouveraient des guides. Je n'ai indiqué aucun guide à miss Cavell.

— Combien de fois avez-vous prêté votre concours?

— Dans dix cas j'ai prêté mon concours à l'effet d'entremettre des transports.

— Avez-vous été l'intermédiaire dans lesdits transports au delà de la frontière?

— Oui, pour autant qu'il s'agissait de fixer des rendez-vous. Moi-même je n'ai fait passer la frontière à personne.

— Je vous soupçonne d'avoir été l'organisateur.

— Je proteste. L'organisateur principal est un certain Rogier; j'ignore où il demeure (1).

— Pourquoi avez-vous pris le nom de Fromage ?

— Pour qu'on ait moins de chance de me retrouver.

— Quel a été le mobile de vos actions?

— J'ai *agi par patriotisme.*

La comparution du jeune Bodart, obligé de témoigner contre sa mère, Irlandaise de naissance, devenue Belge par son mariage, qui venait d'être interrogée, suscita un incident dramatique.

Le jeune garçon, long et fluet, d'une pâleur morbide, est appelé à déposer sur deux faits d'une importance capitale. Bien qu'il n'ait que quatorze ans, on lui fait prêter serment et l'interprète lui fait remarquer que le faux-serment est puni par le

(1) Il s'agit d'un personnage imaginé de toutes pièces par Baucq, qui n'a jamais accusé personne.

Code allemand d'une peine allant jusqu'à dix ans de travaux forcés; que, par surcroît, comme chrétien, ne pas dire la vérité c'est commettre un péché mortel. Après l'avoir fait ainsi intimider, l'auditeur l'interroge :

En premier lieu : Baucq portait-il à Mme Bodart des *Libre Belgique* que lui était chargé de distribuer? Deuxième point : Baucq a-t-il dit chez lui et devant lui à sa mère qu'il était occupé à trouver une route sûre pour faire franchir la frontière hollandaise aux soldats? Si l'enfant répond affirmativement, non seulement Baucq encourt la peine la plus grave prévue par le Code mais encore la complicité de Mme Bodart devient évidente.

Il répond *oui*. Baucq, ému à bon droit, intervient pour faire observer que l'enfant a mal compris la question faite en français, qu'il a l'habitude de parler anglais, qu'il a été troublé, que sa méprise s'explique par sa jeunesse et que lui Baucq n'a pas dit : « *Je* suis occupé à repérer une route, » mais « *on* est occupé à... »

Aucune réplique ne sort de la bouche de l'auditeur mué en sphynx. C'est pourtant en raison de cette déposition que Baucq va être condamné à mort et Mme Bodart à quinze ans de travaux forcés.

Le jeune garçon est autorisé à embrasser sa mère et l'étreinte douloureuse de ces deux êtres met des larmes dans les yeux de tous les assistants.

C'est sur cette étreinte que s'achèvent les débats du jeudi; à sept heures du soir, l'audience est déclarée suspendue jusqu'au lendemain 8 octobre, à neuf heures du matin.

***

La deuxième séance de la Cour martiale a lieu le 8 octobre 1915 à la Chambre des députés, encore frémissante des scènes patriotiques qui s'y déroulèrent à la suprême assemblée du 4 août 1914, encore toute vibrante de la proclamation du Roi annonçant que l'étranger venait de franchir la frontière et affirmant solennellement qu'un peuple qui défend sa liberté ne peut mourir. De même qu'ils avaient profané l'enceinte du Sénat, les Allemands ne craignirent pas de souiller cet autre sanctuaire des lois : la Chambre des représentants de la nation. Ils y mettaient une sorte de sadisme.

Les accusés s'installèrent sur les banquettes où siégeaient

naguère les représentants de la droite; le tribunal s'éparpilla sur les bancs de la gauche; les avocats se postèrent en bas de l'hémicycle sous le bureau présidentiel.

L'auditeur prend la parole pour le réquisitoire au milieu d'un silence impressionnant. Bien que les neuf dixièmes des prévenus ne comprennent pas l'allemand, ils devinent à la voix rauque, brutale de Stœber, à ses gestes coupants et à l'éclair de son regard, qu'il est implacable pour eux.

Après avoir félicité la police de son beau zèle, deux heures durant il bâtit son formidable système d'accusation, qu'il étaye sur les aveux des accusés. Avec passion, avec outrance, il tente de prouver qu'il y avait complot, alors que la plupart des conspirateurs ne se connaissaient même pas; et, dans une péroraison emphatique, il évoque aux yeux de la Cour les graves dangers auxquels pareilles menées exposent l'armée allemande. Contre neuf des accusés, à la stupéfaction de tous les assistants et surtout des avocats qui s'attendaient à plus d'indulgence, il requiert la peine de mort pour crime de haute trahison « consommée; » ces victimes de la justice allemande sont les chefs de la soi-disant « organisation » : la comtesse Jeanne de Belleville et Mlle Thuliez en France; l'avocat Albert Libiez, l'ingénieur Hermann Capiau et le pharmacien Georges Derveau, dans le Borinage; Edith Cavell qui hébergea les dispersés dans son Institut de Bruxelles et les achemina vers la Hollande; Philippe Baucq, qui repéra les routes de la frontière; Ada Bodart et le pharmacien Louis Severin, de Bruxelles.

A la charge des autres prévenus, il requiert l'application de peines rigoureuses.

L'interprète traduit aux accusés les conclusions du commissaire du gouvernement. La plupart d'entre eux font bonne contenance. Miss Cavell conserve son flegme imperturbable, tandis que Baucq semble atterré. Mlle Thuliez, dit Me Sadi Kirschen, avait peine à comprendre la terrible réalité; la comtesse de Belleville avait l'air abasourdi; quant à Libiez, très pâle, ses gestes nerveux et saccadés trahissaient son émotion; les yeux de Severin clignotaient comme s'il n'eussent pu supporter la lumière; Mme Crabbé s'était évanouie.

Après Stoeber les avocats prennent tour à tour la parole. Me Dorff, qui avait assumé la défense de Baucq, Capiau, Libiez, Hostelet, Cayron fils et des époux Crabbé, parle le premier. Il

s'efforce de démontrer que le patriotisme des populations en pays occupé les pousse à porter assistance aux hommes qui ont fait pièce contre les ennemis de leur pays. Ce qu'on reproche aux accusés n'intéressait guère l'œuvre allemande ; le châtiment doit être proportionné à la faute ; or, la faute ici ne fut pas un crime, ce fut un simple dommage. Il prouve qu'il ne peut être question d'organisation, puis il reprend chacune des accusations portées contre ses clients, s'attachant surtout à montrer que le témoignage d'un enfant ne pouvait être opérant contre Baucq.

L'avocat Dorff reconnaît dans ses conclusions, d'après le dossier allemand (1), que Baucq, Capiau, Libiez, Crabbé mari et femme, Hostelet, *ont fait acte de complicité dans la tentative de faire passer des hommes à l'ennemi* (2) et requiert pour eux une peine légère. Il demande que Cayron soit acquitté, attendu que dans son cas il ne peut s'agir que de tentative de complicité dans une trahison commise en temps de guerre (3) ; pour les autres délits imputés à Cayron, il demande une peine légère ou même l'acquittement. Pour Baucq, qui est de plus incriminé de diffusion de libelles et de transmission illicite de lettres, il requiert une peine légère.

Me Kirschen, qui présentait la défense de Miss Cavell, s'attacha dès l'abord à démontrer qu'il n'y avait pas d'organisation, et que chacun, ayant agi séparément et pour son compte, ne devait répondre que de ses propres actes et non de ceux des autres. Il s'en suivait que les juges ne devaient pas se servir de la même mesure et de la même règle. Si les lois allemandes du Code de guerre sont impitoyables pour les soldats allemands, il est juste d'atténuer leur rigueur quand elles doivent s'appliquer aux populations civiles d'un pays occupé.

Pour ce qui est de miss Cavell, n'eût-il pas fallu pour la juger plutôt des psychologues que des juges de profession ? Il n'était pas possible qu'elle résistât au désir de venir en aide aux soldats anglais, français et belges qu'elle avait logés et cachés chez elle ou secourus de sa bourse. Si elle a prêté assistance aux dispersés c'est que, participant d'une erreur commune, elle les croyait en danger de mort. Elle ne s'est jamais occupée que de leur faire franchir la frontière, libre à eux de faire ensuite ce

(1) Cf. *l'Affaire Miss Cavell.*
(2) Beihilfe zu dem Versuche dem Feinde Mannschaften zuzuführen
(3) Beihilfe des Kriegsverrats.

qu'ils voudraient. Il n'est même pas établi qu'elle ait accompagné personnellement à la frontière aucun soldat ou aucun civil désireux de s'enrôler dans l'armée. Il ne peut donc y avoir au plus que *tentative de trahison.*

Dans sa péroraison, Me Kirschen dénie au tribunal le droit de condamner à mort une infirmière ; si une condamnation devait intervenir, ce ne pourrait être qu'une condamnation pour tentative de trahison et non pour trahison consommée.

En résumé, d'après les documents allemands, Me Kirschen plaida pour Miss Cavell, Mme Bodart, Severin, Derveau, Heuze et Demoustier, l'*admission de complicité dans une tentative de trahison en cas de guerre* et l'application de peines légères ; pour Pansaers et les époux Cavenaille, l'acquittement.

D'autres avocats belges prennent encore la parole : Me Alexandre Braun pour la comtesse de Belleville et la princesse de Croÿ, Me Braffort pour d'autres accusés, et le lieutenant allemand Thielmann, casqué et botté, pour Mlle Thuliez et quelques autres, dont il a été chargé d'office d'assumer la défense.

Les accusés, dit le dossier allemand, qui sont les derniers à prendre la parole, demandent tous l'acquittement ou des peines légères. Les débats sont clos. C'est en vain que Me Kirschen tente de dire quelques paroles d'encouragement à miss Cavell. Un policier intervient qui lui rappelle les ordres formels de l'auditeur : les inculpés doivent être conduits en prison sans avoir conféré avec leur conseil. L'avocat doit se contenter de s'incliner devant elle et de lui serrer la main longuement et avec émotion.

Après la sortie des inculpés, des témoins, des défenseurs et de l'interprète, selon le dossier, l'audience principale (*Hauptverhandlung*) fut fixée au 9 octobre 1915.

La Cour martiale allemande, ressuscitant les usages de l'Inquisition, allait débattre et prononcer le jugement à huis clos, en l'absence et à l'insu des avocats et même des accusés.

*
* *

Que de remarques nous suggère le cours de ce procès dont nous avons déjà souligné la précipitation. L'auditeur militaire, obsédé par une idée fixe : prouver l'existence d'une organisation, les protocoles des dépositions de l'instruction sous les

yeux, procède à l'interrogatoire des prévenus en allemand, c'est-à-dire dans une langue, que, de l'aveu de Me Kirschen, les neuf dixièmes d'entre eux n'entendent pas. Il faut donc que l'interprète Brück accomplisse à lui tout seul le travail herculéen qui consiste à traduire sans trêve les questions de l'auditeur, celles des juges et les réponses des trente-cinq accusés. Des incidents inévitables, dus à l'ignorance de l'allemand, se produisent, naturellement aux dépens des inculpés. L'auditeur prononce son réquisitoire en allemand et les avocats lui donnent également la réplique dans cette langue. La nervosité des prévenus croît à mesure que s'approche le terme des débats auxquels ils assistent inconscients, isolés, calfeutrés en eux-mêmes par suite de l'usage de l'allemand, langue juridique officielle en Belgique occupée.

Il est des prévenus, les houilleurs du Borinage, qui ne peuvent s'exprimer que dans le lourd et traînant patois borain. Ils ne saisissent pas toujours le sens des questions que leur traduit l'interprète et ils y répondent au petit bonheur, ne se souciant, ni peu ni prou, d'être compris, pourvu qu'on les renvoie chez eux le plus tôt possible.

Qu'on se figure aussi l'émotion de ces malheureux, traqués comme des bêtes, ahuris ou apeurés par cet appareil impressionnant du vainqueur qui affirmait son despotisme dans les enceintes législatives mêmes de la Belgique.

Le mot *farce* nous vient involontairement aux lèvres. Hélas! cette farce eut pour quelques-uns des accusés une issue tragique, savamment calculée à l'avance.

Pour le monde des juristes aussi bien que pour les profanes, la lecture des attendus de ce procès, unique en son genre, offre le tableau bizarre de trente-cinq accusés qui se chargent eux-mêmes et réciproquement, qui n'invoquent aucun alibi, aucun atténuant, ne nient jamais et avouent sans difficultés tout ce dont on veut bien les inculper. Voilà tout au moins l'impression qui se dégage de l'exposé de la police et des considérants du jugement. C'est au milieu d'un enchevêtrement de formules juridiques, de traductions embrouillées volontairement, à travers un labyrinthe de malentendus forcés, que le procès marche rondement vers sa conclusion fatale, voulue : l'assassinat de miss Cavell et de l'architecte Philippe Baucq. Il ne s'agissait pas tant de châtier les deux héroïques compagnons

que d'atteindre en eux la politique de leurs patries : l'Angleterre et la Belgique. Ce but avait été assigné aux juges par le féroce gouverneur militaire de Bruxelles : le général von Sauberzweig. Il fallait coûte que coûte y parvenir dans les délais les plus rapides.

Pendant la dernière quinzaine de septembre 1915, toute la population de Bruxelles est tenue en haleine par le bruit d'une grande offensive alliée à l'Ouest. Les rumeurs les plus extraordinaires bourdonnent dans l'air et les nouvelles les plus invraisemblables sont accueillies sans contrôle. Dans tous les territoires occupés, un grand silence s'est fait. On attend et on espère avec ferveur.

Les envahisseurs sont eux aussi tout oreilles au bruit formidable de la bataille dont les échos viennent mourir sur le sol belge et ils sont aussi tout yeux aux trains bondés de troupes qui affluent sans cesse vers le front et qui croisent en route d'interminables convois chargés de morts et de blessés. A mesure que croît l'espérance des Belges et des Français, une nervosité, qui se manifeste par une sourde irritation, s'empare de tous les Allemands et surtout des grands chefs. Ils lisent sur les visages des Belges l'illusion,— hélas ! ce n'était encore qu'une illusion,— d'une proche libération. Et cette joie, ils la ressentent comme un mortel outrage.

Le général von Sauberzweig, qui vient d'être nommé gouverneur militaire de Bruxelles, décide de couper court aux épanchements de la population. Il faut que l'on fasse un exemple, que la police et la justice interviennent. N'est-il pas soutenu ouvertement par le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Zimmermann, qui lui a dévolu pleins pouvoirs pour entreprendre toute action susceptible « d'effrayer tous ceux qui, arguant des privilèges de leur sexe, ou de leur situation, participent à des entreprises passibles de la peine de mort ? »

Qu'a-t-il donc à redouter du gouverneur général von Bissing, personnage veule, pantin sans ressort, qui se laisse dominer par tous les partisans de la manière forte et qui n'a qu'une marotte : ne pas être tourné en ridicule par ses compatriotes ? Le vieux général, qui a été en butte à un jeu de mots offensant, n'a plus qu'une idée : se réhabiliter aux yeux des plus féroces pangermanistes, et, lui aussi, prête une oreille complaisante aux projets de répression de son adjoint Sauberzweig.

Sauberzweig, en sa qualité de gouverneur de Bruxelles, est le chef de la juridiction militaire. Tous les juges des cours martiales dépendent de lui et regardent vers lui.

L'affaire Philippe Baucq s'offre en « exemple. » Pas de pitié! Tel est le mot d'ordre que Sauberzweig lance aux juges et dont ils sauront se souvenir.

* * *

C'est pourquoi le délibéré et le vote au sujet du jugement eurent lieu le 9 octobre 1915, à huis clos, en petit comité, en présence des juges, de l'auditeur militaire et du greffier. L'auditeur compta les voix, puis le verdict, tenu secret jusqu'à l'exécution des peines capitales, fut prononcé. Voici les peines portées contre les principaux inculpés :

1. Philippe Baucq, architecte à Bruxelles;
2. Louise Thuliez, professeur à Lille;
3. Édith Cavell, directrice d'un Institut médical à Bruxelles;
4. Louis Severin, pharmacien à Bruxelles;
5. Comtesse Jeanne de Belleville, à Montigny;

Sont condamnés à la peine de mort.

6. Hermann Capiau, ingénieur à Wasmes;
7. L'épouse Ada Bodart, à Bruxelles;
8. Albert Libiez, avocat à Wasmes;
9. Georges Derveau, pharmacien à Pâturages;

Sont condamnés à quinze ans de travaux forcés.

10. La princesse Marie de Croÿ, à Bellignies :

A dix ans de travaux forcés.

Etc.

Rappelons, à titre de flétrissure, la composition de la Cour vehmique qui perpétra cet abominable déni de justice. Les cinq juges étaient : le lieutenant-colonel Werthmann du bataillon de landsturm (territoriale) de Straubing, président du tribunal; le capitaine baron von Cornberg, du bataillon de landsturm de Meiningen; le capitaine Eck, du bataillon de landsturm de Straubing; le lieutenant en premier Stenger, du bataillon de landsturm de Meiningen; l'aspirant-lieutenant Paul, du bataillon landsturm de Meiningen. Le chef d'instruction, faisant fonctions de commissaire du gouvernement, est le Dr Stoeber, conseiller

de conseil de guerre. Le greffier-chef a nom Duwe, assesseur du conseil de guerre, et enfin l'interprète assermenté est un nommé Brück, volontaire pour la durée de la guerre.

Voilà les hommes dont l'infamie mérite d'être éternellement stigmatisée par l'Histoire.

***

Le verdict est rendu clandestinement le 9 octobre; il est confirmé tout aussi clandestinement le 10 octobre par le général von Sauberzveig, gouverneur militaire de Bruxelles. Le jugement et sa confirmation n'ont été portés à la connaissance des accusés que le lendemain 11 octobre, dans l'après-midi, c'est-à-dire à Baucq et à miss Cavell quelques heures seulement avant leur exécution. Toutes ces manœuvres sont préméditées ; il sied de frapper un grand coup, de frapper vite et fort, et pour cela les autorités allemandes veulent prévenir toute intervention importune, mettre le monde abasourdi en présence du fait accompli...

Le jugement est confirmé, mais Sauberzweig est encore indécis, il hésite à faire exécuter sur-le-champ la peine de mort. Est-ce de son propre mouvement, après avoir réfléchi vingt-quatre heures, ou sous une influence extérieure quelconque, qu'il requiert le lendemain 11 octobre l'application immédiate de la peine de mort contre Philippe Baucq et Edith Cavell? Nous ne savons. L'intérêt de l'État, dont il se prévaut pour motiver l'exécution immédiate de la peine capitale contre ces deux victimes, à l'exclusion des autres condamnés à mort, nous porte à croire que l'exécution avait été préméditée longtemps à l'avance, concertée par les cercles dirigeants du gouvernement militaire, peut-être même inspirée par Berlin ou le grand quartier général... Voici le texte de l'ordre de confirmation :

ORDRE DE CONFIRMATION DU JUGE SUPRÊME (1)

Je confirme le jugement.

Signé : le gouverneur, SAUBERZWEIG,
Général de Brigade.

(Bruxelles le 10 octobre 1915).

(1) En sa qualité de gouverneur militaire, le général von Sauberzweig avait les pouvoirs de juge suprême.

Cet ordre de confirmation porte l'addition suivante, signée par le conseiller de conseil de guerre Stoeber, qui a dirigé l'instruction du procès et a assumé devant la Cour martiale les fonctions de commissaire du gouvernement :

Le jugement, avec l'ordre de confirmation, a été porté à la connaissance des accusés à l'exception de Pansaers (1) *et de Rasquin, le 11 octobre : à Rasquin le 12 octobre 1915, par l'intermédiaire de l'interprète Brück.*

Signé : STOEBER,
Conseiller de conseil de guerre.

A peine Sauberzweig apprend-il que le jugement a été porté à la connaissance des accusés que, sans délai, il ordonne l'application de la peine de mort contre Philippe Baucq et miss Cavell. Cet ordre, numéroté par Sauberzweig lui-même, comprend quatre intimations sèches, tranchantes comme le couperet de la guillotine. Voici le texte du document :

Cour du Gouvernement impérial allemand.

Bruxelles, 11 b, 3301 15.
Bruxelles, le 11 octobre 1915.

1. — *J'estime que l'exécution immédiate* (2) *de la peine de mort contre Philippe Baucq, Edith Cavell est nécessaire dans l'intérêt de l'État et l'ordonne par les présentes.*

2. — *J'ajourne l'exécution de la peine contre les autres accusés condamnés à mort, jusqu'à ce qu'une décision ait été prise au sujet des recours en grâce pendants.*

3. — O. R. (3). *Retourner l'original immédiatement à la Kommandantur ici, pour qu'elle en prenne connaissance et fasse le nécessaire.*

4. — *Après deux jours.*

Signé : le Gouverneur,
VON SAUBERZWEIG,
Général de brigade.

(1) Pour raison majeure : Pansaers s'était pendu la nuit dans sa cellule. Rasquin était alité.

(2) Souligné au crayon rouge dans le texte original.

(3) Ces deux lettres signifient vraisemblablement « Original retourschicken, » c'est-à-dire « retourner l'original. »

La Kommandantur est donc chargée par l'alinéa 3 de l'exécution de l'ordre. L'alinéa 4, « après deux jours, » précise le sens du mot *immédiat*. D'après la loi allemande, quarante-huit heures doivent séparer le prononcé du jugement de son exécution. En formulant cette dernière restriction, le général von Sauberzweig se maintenait strictement dans les limites définies par la loi. Baucq et Cavell ont été condamnés à mort le 9 octobre. Le 11 octobre, deux jours plus tard, selon la lettre de la loi, Sauberzweig requiert l'application immédiate de la peine, laquelle, sans doute par suite d'une impossibilité matérielle, ne pourra être effectuée que le lendemain 12 octobre (1).

Au reçu de l'ordre de Sauberzweig, le premier lieutenant Behrens, qui doit être de service à la Kommandantur, fixe l'exécution au 12 octobre à 7 heures du matin. Son ordre d'exécution, qu'il communique au gouverneur militaire, est ainsi libellé :

Bruxelles, le 11 octobre 1915.

Retournons le jugement après en avoir pris connaissance (2). *La peine de mort portée contre Baucq et Cavell sera exécutée le 12 octobre à 7 heures du matin* (3).

Signé : Behrens,
Premier lieutenant.

***

L'auditeur militaire Stoeber nous informe laconiquement, en style administratif, de la notification du jugement aux accusés. Cette notification dramatique a été consignée dans ses notes par l'un des acteurs de la pièce qui touchait à son dénouement : l'ingénieur Georges Hostelet, d'Uccle, qui fut condamné à cinq ans de travaux forcés.

Le geôlier qui lui sert le déjeuner lui dit hâtivement : « Je crois qu'on vous appellera cet après-midi pour entendre le jugement. D'après ce que j'ai entendu tout à l'heure du sous-officier,

(1) L'expression « après deux jours » est susceptible d'une autre interprétation que voici : la notification de l'exécution doit intervenir dans un délai de deux jours. Il ne pourra donc être sursis à l'exécution, puisque le 13 octobre au plus tard la notification doit être aux mains du gouverneur.

(2) Le jugement accompagnait évidemment l'ordre d'exécution.

(3) Et non pas à 2 heures du matin, ainsi que l'ont annoncé tous les journaux et les diplomates.

cela va mal, très mal même pour M. Severin (1). Quant à vous, votre peine est fortement réduite (2). »

Hostelet l'interroge sur le sort des autres, mais le geôlier ne sait rien de précis. On parle de plusieurs exécutions. Hostelet est inquiet, il tremble pour ses compagnons d'infortune et, après de multiples hésitations, il se décide à jeter sur le papier le brouillon d'une requête en leur faveur. A peine a-t-il fini de la recopier au propre, qu'il entend des portes qui s'ouvrent. C'est le tour de la sienne : « M. Severin a le numéro 3, murmure son geôlier, et il y a cinq peines de mort. »

Par les couloirs déserts, les condamnés se dirigent silencieusement vers le prétoire que des gardiens distants et muets leur désignent du doigt. Ils se placent librement en demi-cercle. La plupart d'entre eux, surpris par l'appel, sont en tenue très négligée : d'aucuns traînent des savates, d'autres portent une chemise de nuit bâillant sur la poitrine, ou bien une chemise de jour sans col. Ceux qui sont menacés de la peine de mort arrivent plus fiers qu'accablés. Baucq paraît déprimé et Severin agité. Quand même tout le groupe est calme et digne. Seule Mme Crabbé, soutenue par son mari, semble sur le point de défaillir.

L'attente se prolongeant, les conversations s'engagent :

— Avez-vous eu aussi de la lumière toute la nuit? se demandent entre eux les principaux accusés. — Non ! — Oui !... — Ah ! Quelle nuit atroce ! — Je m'attendais d'un moment à l'autre à être appelé pour me rendre devant le peloton d'exécution.

Dans la nuit du samedi au dimanche, — cette scène que nous décrivons se passe l'après-midi du lundi onze, — un des accusés, le logeur Pansaers, les nerfs brisés, s'était pendu de désespoir dans sa cellule. Il fut condamné néanmoins à trois ans de prison. Ce suicide avait inquiété le directeur de la prison, qui ordonna une surveillance spéciale. Pour faciliter cette surveillance, sans songer à la torture morale qu'elle devait provoquer, on décida d'éclairer toute la nuit les cellules de ceux qui étaient menacés de la peine capitale.

Voici l'auditeur militaire qui survient, et M. Hostelet en trace un portrait saisissant de vérité : « Toujours riche en couleurs,

(1) Il s'agit de M. Severin, pharmacien à Bruxelles, dont la peine de mort fut commuée en travaux forcés à perpétuité.

(2) L'auditeur avait requis pour Hostelet dix ans de travaux forcés.

moustache cirée, élégant et alerte, d'humeur heureuse. » Il est suivi de l'interprète, du lieutenant-directeur de la prison et de l'aumônier allemand. On a jugé inutile de prévenir les avocats. A quoi bon?

Le Doctor Stoeber retire une grande feuille de papier du portefeuille que lui tend son auxiliaire. Les assistants frémissent d'anxiété. Dans un silence angoissant ils se serrent, se rapprochent. L'auditeur, calculant ses effets, lit le verdict en allemand comme on lit un palmarès. Et cinq fois retentit la sinistre *Todesstrafe* que les malheureux comprennent bien : Baucq, miss Cavell, Severin, Mlle Thuliez et la comtesse de Belleville sont condamnés à mort. Mme Crabbé, en apprenant qu'elle est acquittée, s'évanouit.

Miss Cavell est appuyée, raide et impassible, contre le mur. Hostelet va vers elle et lui adresse, sans grande conviction, quelques paroles d'espoir : « Mademoiselle, faites donc un recours en grâce. » — « C'est inutile! lui répond-elle avec flegme. Je suis Anglaise, ils veulent ma mort. »

En ce moment le lieutenant-directeur de la prison l'entraîne avec déférence hors de la salle. Il semble avoir une grave et douloureuse communication à lui faire.

Philippe Baucq, les joues enflammées, s'adresse à l'auditeur : « Monsieur le procureur, s'écrie-t-il, vous avez devant vous un homme sincère. Je suis victime de deux lettres, j'ai dit : *on* repère et non *je* repère. Je vous le jure! » Minute poignante où le noyé cherche une dernière planche de salut pour se rattacher à la vie. Mais non, il ne la saisira pas : l'auditeur fait un geste de refus et invite Baucq à quitter la salle.

Severin, de tous les condamnés à mort, reste seul au milieu de la pièce, ahuri, indécis. Après avoir remis son appel à l'auditeur, Hostelet l'engage à rédiger un recours en grâce : « Croyez-vous? — Faites-le quand même ! — Demandez conseil à l'auditeur? » Celui-ci acquiesce de la tête. C'est un signe d'espoir.

Les condamnés regagnent leurs cellules; ils marchent lentement, les yeux à terre, absorbés par leurs pensées. Dans la rotonde sont groupés des soldats allemands et des gardiens belges qui les regardent défiler avec compassion. L'aumônier belge, qui est là, salue d'un geste large et respectueux les malheureux qui passent. Le pharmacien Crabbé et le pharmacien Cavenaile

embrassent une dernière fois leurs femmes qui ont été acquittées et qui vont être mises en liberté.

A peine rentré dans sa cellule, on vient avertir Hostelet qu'il doit la quitter pour loger avec Severin et Libiez. Les condamnés à mort ne doivent pas être seuls pendant leur dernière nuit. Au couvre-feu, la lumière n'est pas éteinte. Assis autour de la table-lit, Severin et ses compagnons s'entretiennent du procès et du verdict...

***

Après de multiples démarches, le chapelain anglais à Bruxelles, M. Gahan, réussit, grâce à un sauf conduit spécial qui lui a été délivré par les autorités allemandes, à être admis auprès de miss Cavell dans la prison de Saint-Gilles, où elle est tenue au secret depuis dix semaines. C'est seulement dans la soirée du lundi, à 10 heures, qu'il peut pénétrer dans la cellule. Il est convaincu, lui aussi, que la sentence a été prononcée au début de l'après-midi et sans doute qu'elle ne sera pas exécutée immédiatement.

« J'ai été étonné et soulagé, dit M. Gahan, de trouver mon amie parfaitement calme et résignée. Mais cela n'a diminué en rien la tendresse et l'intensité du sentiment, de part et d'autre, pendant cette dernière entrevue, qui a duré près d'une heure.

« Ses premières paroles furent sur un sujet la concernant personnellement, mais elles furent suivies d'une affirmation solennelle, expressive de la lumière de Dieu et de l'éternité. Elle ajouta ensuite qu'elle désirerait faire savoir à tous ses amis *qu'elle donnait volontiers sa vie pour son pays*, puis elle dit :

« — Je n'ai ni crainte ni terreur ; j'ai vu la mort si souvent qu'elle ne m'est ni étrange ni effroyable. »

. . . . . .

« Nous avons pris la communion ensemble et elle a reçu le message de consolation de la Foi de tout son cœur. A la fin du petit service, j'ai commencé à répéter les mots : *Abide with me* (séjourne en moi), et sa voix s'est doucement jointe à la mienne.

« Nous sommes restés à causer d'une manière calme jusqu'au moment où je devais m'en aller. Elle m'a chargé de ses derniers messages pour ses parents et amis. Elle m'a parlé des besoins de

son âme à ce moment et elle a reçu l'assurance de la parole de Dieu comme seule une chrétienne peut le faire.

« Puis j'ai dit : « Adieu ! » et elle a souri en me disant : « Nous nous retrouverons. »

« L'aumônier militaire allemand était avec elle lors de la fin et lui a donné ensuite une sépulture chrétienne. Il m'a dit : « Elle a été brave et animée jusqu'à la fin. Elle a professé sa foi chrétienne et a dit qu'elle était *heureuse de mourir pour son pays. Elle est morte en héroïne.* (H. Stirling T. Gahan, chapelain anglais, Bruxelles). »

On a découvert sur la page de garde du Livre de prières de miss Cavell les annotations suivantes destinées à sa mère, qu'elle écrivit quelques instants avant de mourir et que je traduis de l'anglais :

Bruxelles. — Arrêtée le 5 août 1915. A la prison de Saint-Gilles le 7 août 1915. Comparue devant la Cour martiale les 7 et 8 octobre 1915. Condamnée à mort le 8 octobre dans la salle des Députés à 10 heures du matin avec sept autres (1). — (*Les accusés étaient au nombre total de 70 dont 34 furent jugés.*)

Morte à 7 heures du matin, le mardi 12 octobre 1915. E. Cavell *avec amour à E. D. Cavell* (2).

Quelle détresse et quelle fermeté, que de choses douloureuses et émouvantes dans ces quelques lignes tracées d'une écriture droite, régulière, sans faiblesse et sans repentir!

Durant toute la nuit deux infirmières de miss Cavell, éplorées, qui avaient appris la funèbre nouvelle, se tinrent près de la prison Saint-Gilles, criant : « C'est nous, miss Cavell! C'est nous, miss Cavell! » pour lui donner un dernier réconfort (3).

***

Philippe Baucq a obtenu de l'auditeur militaire l'autorisation de voir une dernière fois sa femme, à une condition catégorique toutefois, une condition abominable, que cet homme sans cœur a le cynisme d'imposer au malheureux qui va mourir :

(1) Miss Cavell confond le réquisitoire de l'auditeur militaire, qui réclama neuf têtes avec le verdict qui fut rendu secrètement. Son ignorance de l'allemand rend cette confusion tout à fait plausible.

(2) Sa mère.

(3) Je tiens ce détail de Me de Leval, avocat à Bruxelles.

dans aucun cas, pour empêcher toute intervention en sa faveur, il ne devra dévoiler la vérité à sa femme.

Baucq lui écrit d'une main fébrile ces quelques mots sur une carte postale :

Ma chère petite femme,

J'ai un coup terrible à t'annoncer. Passe s'il te plaît à la prison, pour que tu prennes tout de suite des dispositions pour faire des démarches auprès des personnes qui pourraient me sauver. Du courage, beaucoup de courage, n'est-ce pas ?

Ton petit mari, Victor (1).

Mais les sbires de Sauberzweig trouvent cette carte trop explicite. Il ne faut pas que la femme de Baucq puisse deviner et ils l'obligent à ajouter le post-scriptum que voici : « *P.-S. Viens encore ce soir accompagnée de ma mère, car je pars demain pour l'Allemagne, et Dieu sait quand je reviendrai !* »

A neuf heures du soir, un soldat allemand à bicyclette apporte cette carte postale écrite au crayon à Mme Baucq. En lui remettant la carte, il lui dit d'aller voir son mari (2). Soupçonnant un grand danger, mais sans se rendre compte exactement de la vérité qui se dissimulait sous les lignes que Philippe Baucq avait jetées sur le papier, n'ayant au demeurant pas le loisir de réfléchir, elle se précipite avec sa belle-mère à la prison. On les fait entrer dans un petit bureau, une sorte de cabinet destiné aux conciliabules entre avocats et accusés, et là en présence de deux soldats allemands Mme Baucq ne peut causer qu'un quart d'heure avec son mari.

Fidèle à sa promesse, Baucq, stoïquement, ne dit mot du sort qui l'attend, ni de la sentence qui a été rendue dans l'après-midi. Il fait ses dernières recommandations à sa femme, évoque l'image de ses deux filles chéries qu'il ne reverra plus « avant le grand voyage ; » il les recommande à son épouse avec insistance : « dis-leur bien adieu de leur papa... ; » puis sentant que ses forces vont l'abandonner, que ses larmes vont le trahir :

— Allons ! s'écrie-t-il, il faut que je rentre ! Et il embrasse

(1) Philippe-François-Victor Baucq.

(2) Je tiens tous ces détails de la bouche même de Mme Baucq.

sa femme d'une dernière et fiévreuse étreinte. Il serre contre lui sa mère, étreint de nouveau sa femme chérie et au milieu d'un sanglot, dans le couloir, avant de la quitter pour toujours il lui crie d'une voix angoissée, suppliante :

— Fais toutes les démarches possibles, parce que demain après six heures il sera trop tard !... Adieu !

— Au revoir, fit-elle d'une voix affectueuse et encourageante.

— Adieu ! répéta-t-il péniblement.

Il disparut. La lourde porte se referma sur lui...

Jamais plus la mère et l'épouse ne le reverront... Mme Baucq, émue jusqu'aux larmes, inquiète, obsédée par l'idée du départ de son mari pour l'Allemagne, idée qui, à force d'être rebattue depuis des semaines, avait fini par s'ancrer dans son esprit, ne devina pas ce que l'agonisant voulait dire !

Néanmoins, elle passa toute la nuit à faire de multiples et vaines démarches, à frapper à des portes closes, dans l'ignorance tragique du lugubre réveil. Pourquoi personne ne s'est-il entremis en faveur de Philippe Baucq... Pourquoi ?

*
* *

Tandis que le patriote belge Philippe Baucq était abandonné à son sort et que, hormis sa femme qui, pour la raison que nous avons indiquée, ne sut pas donner à son intervention l'allure indispensable pour la rendre efficace, plusieurs diplomates de pays neutres entreprenaient de sauver la nurse anglaise Edith Cavell.

Les principaux artisans de l'intervention sont le marquis de Villalobar, ministre d'Espagne à Bruxelles, Me de Leval, avocat belge, conseiller légiste à la Légation américaine, M. Gibson, l'un des secrétaires de cette légation, et M. Brand Whitlock, ministre des États-Unis.

Les ministres des deux pays chargés de défendre les intérêts britanniques en Belgique envahie n'ont rien négligé pour obtenir un jugement équitable au profit de miss Cavell, ni pour faire commuer la peine de mort dont elle fut victime. Mais l'histoire de ces tentatives d'intervention, c'est aussi celle de la fourberie germanique. Les rapports des diplomates mettent en relief une fois de plus la déloyauté et la cruauté des autorités allemandes qui s'employèrent de leur mieux à tromper le corps

diplomatique jusqu'à ce que la justice militaire eût pu achever sa sinistre besogne.

Il fallait coûte que coûte éviter toute intervention embarrassante, mettre le monde entier en présence du fait irrémédiable : la mort des victimes. En dépit des promesses formelles de M. Conrad (1), la *Politische Abteilung* ne tint pas la légation américaine au courant de la marche du procès ni du prononcé du jugement. Deux jours après qu'il eut été rendu, ce même Conrad eut le cynisme de déclarer que l'arrêt ne serait pas prononcé avant un jour ou deux.

Cependant, grâce à des indiscrétions, la légation finit par apprendre la vérité et M. Gibson, remplaçant le ministre cloué au lit par la maladie, vint avec le ministre d'Espagne trouver le baron von der Lancken, chef du département politique, pour protester contre le crime affreux auquel paraissaient déterminées les autorités militaires. Le baron, simulant une grande surprise, dit qu'il ne croyait pas que le jugement eût été rendu, et s'étonna grandement que ses visiteurs ajoutassent foi à un renseignement émanant de source non officielle.

Évidemment, pour le baron, ils auraient dû attendre jusqu'au lendemain la proclamation officielle de l'exécution ! L'histoire que lui rapportaient ces messieurs était « tout à fait improbable » et, fût-elle même vraie, que l'exécution ne serait pas immédiate.

M. Gibson et le marquis de Villalobar ne furent pas dupes et, pressentant la triste vérité, ils insistèrent pour que le baron von der Lancken vérifiât les renseignements qu'ils avaient recueillis...

En effet, ils n'avaient pas été induits en erreur et le baron von der Lancken dut reconnaître, après quelque temps, que les faits, tels qu'ils les avaient exposés, étaient conformes à la vérité.

C'est seulement à ce moment, à dix heures du soir, — quelques instants avant l'assassinat, — que l'intervention diplomatique peut se manifester. Les diplomates mettent tout en œuvre pour obtenir un sursis; ils sont tour à tour pressants, suppliants, menaçants; ils font valoir « l'effet effrayant » qu'aurait une exécution sommaire sur l'opinion publique en Belgique et à

(1) Secrétaire du baron von der Lancken, chef de la *Politische Abteilung* ou département politique auprès du gouvernement général.

l'étranger. En vain ! Ils montrent qu'un délai ne pourrait en aucune façon léser l'Allemagne. Le baron, acculé dans ses dernières positions, objecta finalement que la décision dépendait du gouverneur militaire. Prié avec instance, il consentit à se rendre auprès de celui-ci qui, après une brève conférence, lui déclara qu'il resterait inexorable. Il avait agi de propos délibéré, — *pour des raisons d'État*, — et refusait d'accepter aucune représentation.

Le baron von der Lancken, dans ses efforts pour intimider ses interlocuteurs et pour leur montrer l'inanité de leur médiation, osa affirmer que « l'Empereur lui-même ne pourrait pas intervenir, » affirmation qui depuis a été démentie par les faits, le kaiser, épouvanté du retentissement mondial qu'avait eu l'exécution de Baucq et de miss Cavell, ayant gracié plus tard les autres accusés condamnés à mort par le Conseil de guerre. Toutes les tentatives d'intervention sont donc de prime abord voucés à l'échec. Edith Cavell et Philippe Baucq doivent mourir...

* * *

Lorsque sont parties sa femme et sa mère, Baucq, l'âme chavirée et le cœur brisé, retourna dans sa cellule. Cet homme, doué d'une si merveilleuse énergie, va-t-il s'abandonner aux larmes et au désespoir? C'est mal le connaître que le juger ainsi. Dans un sursaut de volonté, avec un sang-froid digne d'un héros antique, il s'assied à sa petite table de travail et d'une écriture serrée, menue, sur vingt grandes pages, il rédige dans une lettre sublime, qui est aussi son testament et dont nous avons cité un passage dans notre introduction, ses dernières volontés à sa femme et à ses enfants.

Philippe Baucq qui va mourir n'omet aucun détail de la vie domestique des siens, ni de l'éducation de ses enfants. Jusqu'à la mort sa suprême pensée est pour eux et pour le pays qu'il servit si bien.

... Je n'aurais pu rester indifférent devant la tourmente qui accablait notre pays. Je n'aurais pu laisser les autres se faire tuer pour nous et assister en spectateur impassible aux sacrifices et aux souffrances des autres. Je n'ai pu le faire, ma chère Maria, et je crois avoir reçu ton approbation.

Avant d'écrire cette lettre, empreinte d'une si noble rési-

gnation et du patriotisme le plus pur, Philippe Baucq avait demandé à voir un aumônier belge, mais on lui avait refusé cette dernière consolation. Miss Cavell put voir du moins l'aumônier anglican ; Baucq fut obligé de confier ses dernières volontés à l'aumônier militaire allemand.

«...Hier soir, écrit ce dernier, l'abbé Leyendecker, dans le rapport (1) qu'il envoya à Mme Baucq, je me suis longuement entretenu avec lui. Il me pria de vouloir me charger de transmettre aux siens ses dernières volontés et recommandations, ce qui aura lieu en même temps que vous parviendra ce petit rapport, que je fais devant une porte assiégée de personnes demandant à me parler. Ayant encore différentes choses à écrire durant sa dernière nuit, je l'ai quitté pour revenir tôt ce matin lui donner la communion, qu'il a reçue avec une dévotion bien touchante. Nous avons récité ensemble la prière de Pie X, qui donne droit à l'indulgence plénière à l'article de la mort. Il a passé une partie de la nuit avec d'autres prisonniers et des soldats, ce qui l'aura un peu distrait des pensées d'une trop grande tristesse... »

Baucq, qui veut être beau devant la mort, a fait sa toilette avec soin. Il reçoit la communion avec recueillement.

Seul le bruit des bottes de la sentinelle qui arpente le couloir, trouble le silence de la nuit... L'aube point à l'horizon ; soudain de lourds pas résonnent lugubrement sur les dalles de la prison. On vient annoncer à miss Cavell et à Philippe Baucq que l'heure du grand sacrifice est venue...

*
* *

Derrière le Tir National, collé au corps principal du bâtiment, se trouve une sorte de hangar, un auvent où les tireurs sont à l'abri de la pluie. Une balustrade sépare cet auvent de l'aire qui s'étend jusqu'aux champs et aux bosquets où sont installées les cibles ; une espèce de pont-levis permet de descendre de la galerie sur le terre-plain. C'est derrière cette balustrade qu'est massé le peloton d'une vingtaine d'hommes chargé de passer par les armes Philippe Baucq et Edith Cavell.

Philippe Baucq, sorti de la prison après avoir serré la main aux soldats et aux gardiens, est monté dans une limousine,

(1) Rapport daté du 12 octobre 1915.

accompagné de l'aumônier allemand. Pendant tout le parcours, il récite le chapelet avec ferveur. Une dernière fois il revoit Bruxelles qui se réveille et, détail douloureux, la maison où les siens ne se doutent pas de l'assassinat qui va s'accomplir. La voiture passe en effet devant sa maison par l'avenue de Roodebeck qui conduit au Tir National.

Dans un second automobile, miss Cavell et le pasteur allemand Le Seur ont pris place.

Les soldats allemands, l'arme au pied, attendent. L'officier, l'auditeur militaire et son secrétaire, l'interprète et le médecin s'entretiennent tout bas dans un coin.

Soudain un ordre bref retentit. Une porte latérale donnant directement sur l'aire s'ouvre et Philippe Baucq, assisté par son aumônier, apparaît. La porte se referme et miss Cavell en prières attend derrière la porte que son tour vienne (1).

On conduit Baucq devant le front des soldats qui présentent les armes. Généreusement, chrétiennement, il leur pardonne avant de mourir. D'une voix sombre, l'auditeur lit en allemand la condamnation à mort que l'interprète traduit. Baucq répète une dernière fois à l'aumônier de faire dire aux siens qu'au moment de la mort toute sa pensée est auprès d'eux ; il renouvelle l'acte de contrition ; l'aumônier l'embrasse, lui adresse un suprême souhait d'adieu et se met à l'écart en lui montrant la croix.

L'officier veut bander les yeux de Philippe Baucq. Celui-ci a un sursaut de colère et arrache le bandeau des mains de l'officier en criant :

— *Je ne veux rien de ces cochons!* (2)

On montre son cercueil à Baucq et on tente, en profitant d'un moment de faiblesse, naturelle devant la mort, de lui extorquer des aveux, de lui faire divulguer les noms de ses complices. Baucq refuse. On lui parle de sa femme, il refuse ; de ses enfants, il refuse encore. On lui promet la vie sauve : il s'obstine dans son silence. Une larme perle à ses paupières. On croit enfin qu'il va parler. Mais non ; il bondit devant le peloton, indique

(1) Selon une autre version, miss Cavell aurait été fusillée en même temps que Baucq, le peloton étant scindé en deux groupes.

(2) Ces détails et les suivants sont extraits du récit fait après l'exécution par le feldwebel allemand Dedink qui commandait le peloton d'exécution. Cf. *Un martyr national*, par Marcel Anciaux, p. 126.

d'un geste sa poitrine, y porte la main droite pour bien montrer le but et clame d'une voix éclatante : « Vive le Roi ! Vive la Belgique ! »

Un ordre bref ! Un feu de salve, un grand cri, et Baucq sanglant s'écroule sur cette terre belge qu'il a tant aimée.

Secoué par tant d'héroïsme, le feldwebel Dedink s'écria quelques jours plus tard : « Je n'ai jamais vu un homme mourir si bien ! »

Avant d'être fusillée, miss Cavell avait fixé à son corsage un petit drapeau anglais. Courageuse et résistante pendant le procès, enflammée par un admirable patriotisme, elle avait su opposer le dédain à l'insolence de ses bourreaux. Mais au dernier moment, lorsque crépita le feu de salve qui abattit Baucq, ses nerfs l'emportèrent sur sa volonté et à quelques mètres de la chaise où elle devait être appuyée, ses forces l'abandonnèrent, elle chancela et elle s'affaissa sur le sol.

L'officier ordonne de tirer quand même et comme les soldats hésitent, il s'avance vers miss Cavell, étendue inerte à terre, tire de sa ceinture son revolver d'ordonnance de gros calibre, s'agenouille, applique son revolver à la tempe et tire à bout portant. La mort est instantanée. Les soldats du peloton se contentent de regarder.

D'après une autre version, — car plusieurs versions circulent au sujet de la mort de miss Cavell, — lorsque miss Cavell se fut effondrée, l'officier donna l'ordre aux soldats de la traîner jusqu'à l'endroit où elle devait mourir. Ils obéirent, mais quand il commanda le feu contre la malheureuse femme évanouie, étendue sur le sol, ils refusèrent. C'est alors que, tirant de sa gaîne un revolver d'ordonnance, le lieutenant le déchargea par trois fois sur sa victime. Atteinte à la tempe, elle succomba aussitôt.

Selon une troisième version, seuls, quatre soldats, obéissant à l'ordre de « feu, » envoyèrent à la malheureuse une salve qui la blessa seulement, de sorte que l'officier allemand dut décharger sur elle son revolver pour l'achever.

Ces différentes versions sont celles qui ont été répandues à Bruxelles au lendemain du drame par les soldats du peloton cantonnés dans la capitale. C'est à eux que nous devons tous ces détails qui depuis ont été contestés par les deux aumôniers allemands, le pasteur Paul Le Seur qui assistait miss Cavell et le prêtre Leyendecker qui était auprès de Baucq.

La lettre ouverte du pasteur Le Seur, publiée quatre ans après la tragédie, tend à transformer l'exécution de Philippe Baucq et d'Edith Cavell en une sorte d'idylle. Selon M. Le Seur la « cérémonie » s'est déroulée sans incidents. Miss Cavell est morte ligotée « très légèrement, » sans douleur, et tous les « participants » se sont efforcés de traiter les condamnés aussi « chevaleresquement que possible. »

On ne peut raconter en termes plus choisis un assassinat judiciaire qui demeure l'une des souillures ineffaçables de l'occupation allemande en Belgique.

Le pharmacien Severin, que j'ai interrogé sur la mort de ses compagnons, m'a raconté qu'après avoir passé la nuit avec Hostelet et Libiez, à neuf heures du matin la porte de sa cellule s'ouvrit pour laisser entrer un aumônier allemand blême, défait, les souliers enduits d'une croûte de boue jaunâtre. Severin crut que l'heure de mourir était venue pour lui. L'aumônier le détrompa en leur apprenant que Philippe Baucq et miss Cavell étaient morts, fusillés, courageusement. Miss Cavell ne pouvait pas tomber selon lui, car une écharpe passant sous ses seins la liait à une chaise. A la décharge, elle tomba « gracieusement, » comme une femme. Ce sont les termes de l'aumônier.

Le sous-secrétaire d'État Zimmermann a de son côté catégoriquement infirmé l'authenticité des versions qui ont couru en Belgique. Il affirme que l'exécution eut lieu régulièrement et que la mort intervint dès la première salve, ce qui aurait été constaté par le médecin de service.

Pour éclaircir ce dernier acte du drame, il faudrait que le Gouvernement allemand se décidât à publier le rapport officiel de l'exécution, s'il en existe un. Mais encore, serions-nous sûrs qu'il est sincère ?

Voici en quels termes lapidaires l'auditeur militaire Stoeber rend compte au gouverneur de l'exécution :

La peine capitale contre Baucq et Cavell a été exécutée ce matin en ma présence, par les armes, conformément aux formalités du paragraphe 2, alinéa 2 de l'ordonnance I 7 du Code militaire.

Bruxelles, le 12 octobre 1915.

Signé : Stoeber,
Conseiller de Conseil de guerre.

En vérité, miss Cavell, eût-elle eu un geste de faiblesse, un geste naturel de la part d'une femme, en face du peloton d'exécution qu'elle n'en serait nullement diminuée. Son héroïsme n'en est point atteint.

Mais il plane sur toute cette tragédie un mystère qui n'est pas encore élucidé. Les soldats allemands se sont-ils mutinés ? Saisis d'horreur et de compassion à la vue d'une femme évanouie, ont-ils refusé de la massacrer? Est-il vrai que plus de deux cents soldats allemands, fusillés pour indiscipline, ont été enterrés dans l'immense enceinte du Tir, à l'écart des martyrs belges? Et est-il vrai que trois suppliciés allemands ont été ensevelis en bordure du cimetière belge, tout près de Baucq?...

L'exécution achevée, les corps sont jetés dans des cercueils rudimentaires, des caisses faites de quatre planches que deux soldats cahotent le long du chemin de ronde jusqu'au bout du Tir National où on les enfouit dans deux fosses au milieu de la broussaille. Une croix et un nom rappellent leur mémoire.

Quelques heures après, Bruxelles apprenait l'exécution officiellement, par voie d'affiches, et la veuve éplorée de la bouche de Me Dorff. En entendant l'affreuse nouvelle, elle perdit les sens...

Fidelis, l'un des collaborateurs les plus zélés et les plus vaillants de *la Libre Belgique*, le journal clandestin de l'occupation, rapporte qu'au voisinage de la Place Royale une vieille femme toute menue, toute frémissante, s'est approchée du mur où était collée l'affiche et sur les noms des martyrs a déposé deux longs baisers.

*
* *

L'arrestation de Philippe Baucq et de ses amis, sa condamnation à mort et celle de miss Cavell jetèrent le désarroi au sein de l'organisation dont il était l'inspirateur. Il fallut poser de toutes pièces les bases d'une nouvelle organisation, recruter des affiliés sous les yeux de l'occupant, en un mot tout recommencer.

Mme Baucq, aussi brave, aussi généreuse que son mari, aidée par sa fille aînée, Yvonne, après avoir maîtrisé la douleur des premiers mois, fut l'un des instruments de cette nouvelle association, et, pour faire survivre son œuvre autant que pour venger

sa mort, elle voulut rester sur la brèche, recrutant des jeunes gens, propageant le *Mot du Soldat*, *la Libre Belgique* et d'autres feuilles occultes de la résistance.

Que ce cœur vaillant, digne du héros tombé au champ d'honneur, trouve ici l'hommage de notre reconnaissance émue!

*
* *

Passant, que le hasard ou la piété conduit au Tir National, découvre-toi devant ces humbles croix qui commémorent la gloire des héros qui tombèrent ici sous les balles allemandes, victimes de leur ardent patriotisme. Que les noms de Baekelmans, de Franck, de Baucq, de Cavell, de Bril, de Gabrielle Petit et de tous les autres modestes martyrs, qui payèrent de leur vie leur haine de l'envahisseur, vivent éternellement dans ton souvenir! Qu'ils demeurent le symbole des sacrifices consentis en commun par les Alliés! Qu'ils soient surtout le témoignage de l'admirable holocauste du peuple belge pendant la guerre! Qu'ils soient à jamais une flétrissure pour leurs bourreaux et pour ceux qui ne surent les châtier, à mesure de leurs forfaits!

Passant, chapeau bas!

AMBROISE GOT.

APRÈS LE 12e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

Y A-T-IL UNE ÉVOLUTION DU BOLCHÉVISME?[1]

Le 12e Congrès, que le Parti Communiste Russe vient de tenir à Moscou, fut en grande partie consacré à l'examen du grave problème de l'attitude du Pouvoir soviétique envers les paysans. Zinoviev dans son discours d'ouverture, Trotzky dans son rapport sur la situation industrielle de la République ont hautement proclamé « l'union des ouvriers et des paysans, la confiance des paysans envers les ouvriers, » comme une des bases de la dictature du prolétariat, pendant la période transitoire actuelle. » Or, à l'heure actuelle, la question paysanne en Russie soviétique, passe par une crise aiguë qui menace d'amener une rupture économique totale entre les villes et les campagnes. Ainsi la Russie soviétique se retrouve devant la même situation redoutable qui amena Lénine, vers le milieu de 1921, en présence de l'échec lamentable du communisme intégral, à décréter le fameux « N. E. P. » ou « Nouvelle Politique Économique. »

La crise de 1921 avait été surtout le résultat de l'opposition faite par les paysans à la politique que le Gouvernement des Soviets essayait de pratiquer envers eux. Aux réquisitions des

(1) Nous nous sommes servis pour rédiger cette étude des Comptes Rendus du 12e Congrès du Parti Communiste Russe et des rapports présentés sur cette question au Comité des banques russes à Paris. Voir aussi l'article du professeur Michelson dans le N° 16 de la revue russe « Annales Contemporaines, » l'article de M. P. Apostol dans le *Journal des Économistes* du 15 juin 1923, etc.

produits agricoles les paysans ont répondu par des soulèvements et par la grève des bras croisés, en réduisant les ensemencements aux strictes propositions de la consommation familiale. Cette opposition amena la capitulation du pouvoir soviétique devant les paysans, l'abandon forcé de toute la politique suivie antérieurement par le Gouvernement bolchévique à l'égard de la classe paysanne. Lénine l'a reconnu avec franchise dans le discours de mars 1921, par lequel il inaugura le N. E. P.

Le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature et la liberté partielle du commerce intérieur, ces deux éléments essentiels de la nouvelle politique économique, ont été la soupape de sûreté qui a mis provisoirement le pouvoir soviétique à l'abri de la colère du peuple. Mais cette soupape de sûreté n'offrait au pouvoir soviétique qu'un répit provisoire et de très courte durée. Deux années ne se sont pas écoulées depuis la promulgation du N. E. P, et le pouvoir soviétique se trouve dans la nécessité de constater les indices menaçants d'un mécontentement de plus en plus grand dans l'ensemble de la population de la Russie soviétique et plus particulièrement dans les campagnes. Quelles raisons expliquent cette augmentation violente du mécontement chez les paysans? Nous en indiquerons deux surtout, dont la première est la chute catastrophique des prix des céréales. Cette dépréciation des céréales s'est manifestée de deux façons différentes :

1° *Les prix des céréales exprimés en monnaie accusent une très forte diminution en comparaison des prix de l'année dernière. Exprimés en or, ces prix sont même, en moyenne, sensiblement inférieurs à ceux d'avant guerre, en comparaison desquels ils sont tombés dans la proportion de 3 à 1.*

2° *La baisse des prix des céréales est encore plus sensible si on exprime ces prix en produits industriels.* Entendez par là que les céréales et les produits agricoles sont cotés à *un taux disproportionné comparativement au prix des produits industriels.*

On arrive ainsi aux chiffres suivants en prenant comme base les prix des céréales à Moscou, terme de comparaison le plus favorable, puisque le prix du seigle à Moscou est le triple de ce qu'il est dans le Sud, et plus du double de ce qu'il est dans les Gouvernements de l'Est (1).

(1) Chiffres publiés dans le *Bulletin* des statistiques du commissariat du peuple aux finances, n° 1.

PRIX MOYEN DE 1913 ET SITUATION AU 1er JANVIER 1923

	Livres de farine de seigle.	
	1913.	1923.
Sel, la livre	0,33	1,76
Sucre, *id.*	4,33	22,79
Savon, *id.*	5,00	10,00
Allumettes, la boîte	0,33	0,81
Cotonnades imprimées, l'archine	4,33	16,17
Chaussures, la paire	283,00	661,76

Nous constatons ainsi que là même où la proportion des prix est le plus favorable aux produits agricoles, *la chute de la capacité d'achat de la farine atteint 250 à 500 pour 100 en comparaison avec l'année 1913. Dans les autres régions, cette capacité d'achat des céréales accuse une différence de 1 000 à 1 200 pour 100 en comparaison avec l'époque d'avant-guerre.*

L'auteur de l'article sur « les Problèmes essentiels du rétablissement de l'agriculture » (*Pravda*, n° 88), après avoir donné ces chiffres, conclut que, « en présence des prix actuels, il est complètement désavantageux, même dans le Midi, centre principal de la culture des céréales, de produire plus qu'il n'est nécessaire pour les besoins immédiats des producteurs eux-mêmes, *car, dans le cas contraire, les dépenses sont sensiblement supérieures aux bénéfices.* » Et il ajoute : « Le poud de blé coûtant 25 copeks-or, alors que les prix des machines, des instruments, etc., ont triplé, il ne faut même pas songer à pouvoir rétablir la situation économique de cette région. »

Nous constatons ainsi que si, à l'époque de la réquisition des vivres, la réduction de la surface d'ensemencement aux strictes nécessités des producteurs était le résultat de la politique agraire du pouvoir soviétique, la situation est à peu près la même actuellement : depuis le N. E. P. et la substitution de l'impôt en nature à la réquisition forcée, la dépréciation des céréales a été telle qu'elle aboutit, en fin de compte, à une nouvelle réduction de la surface d'ensemencement chez les paysans.

Telle est la première et principale raison du mécontentement actuel dans les milieux paysans.

La deuxième raison de ce mécontentement est fournie par la politique financière du pouvoir soviétique, lequel cherche à faire peser sur les épaules paysannes uniquement tout le poids des budgets soviétiques, qu'il s'agisse du budget d'État ou

des budgets locaux. Comme le professeur Michelson en fait la juste remarque, *le moujik est à l'heure actuelle, le seul contribuable réel de la République soviétique.* Les impôts payés par l'industrie, qui travaille à perte, ne peuvent être considérés comme des recettes réelles. En effet, ce que l'État perçoit de l'industrie sous forme d'impôts est sensiblement inférieur à ce qu'il est obligé de fournir à cette même industrie, soit directement sous forme de subventions, soit indirectement sous forme d'ouvertures de crédits par la Banque d'État, ou, enfin, sous forme de dilapidation par l'industrie du capital de roulement fourni par l'État. En tant qu'unique contribuable réel, le moujik ne se contente pas de rétribuer, à lui seul, tous les services de l'appareil soviétique national et local; c'est encore lui qui supporte la totalité des frais d'entretien de l'industrie d'État, des transports et du commerce extérieur. D'après l'expression spirituelle d'un communiste, ces trois branches de l'économie nationale sont actuellement « des maîtresses entretenues par l'État, » alors qu'avant leur nationalisation elles étaient la source de très forts revenus. Et c'est toujours le même moujik russe qui couvre les frais de la troisième Internationale et de toutes les folles et inutiles dépenses du pouvoir soviétique pour l'entretien de ses multiples agitateurs chargés d'organiser la révolution mondiale.

S'il est le principal ou l'unique contribuable du budget soviétique, en revanche, le paysan ne reçoit que quelques pauvres miettes sur le budget des dépenses. C'est ainsi que, d'après le projet du budget soviétique de 1922-23, les avances à l'agriculture constituaient à peine 5 p. 100 du budget, alors que les chapitres des transports et de l'industrie en absorbaient près de 30 pour 100.

S'il est exact que, *en chiffres absolus,* le paysan russe paie actuellement moins d'impôts qu'avant le coup d'État bolchéviste, ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en tenant compte de la chute du rendement de l'agriculture, — chute allant jusqu'à 60 pour 100 d'après les données du service central des statistiques, — *en chiffres relatifs,* le poids des impôts incombant au paysan est actuellement *très supérieur à ce qu'il était avant la guerre.* Il ne faut pas oublier d'autre part que l'émission de papier monnaie pratiquée par le pouvoir soviétique dans des proportions jusqu'alors inconnues n'est pas

autre chose qu'un nouvel impôt. Et cet impôt retombe, avant tout, sur la masse paysanne, obligée de réaliser sur le marché l'excédent de sa production en blé.

Pour compléter le tableau, il y a lieu de rappeler la grande variété des impôts qui frappent les paysans (près de 20 impôts différents), l'arbitraire de leur répartition et surtout les méthodes de perception excessivement cruelles. Indiquons, à ce sujet, que la transformation d'une partie des impôts en nature en impôts payables en argent, actuellement projetée par le pouvoir soviétique, équivaudra, dans les conditions actuelles, à une augmentation de la charge grevant les paysans. D'où, nouvelle aggravation de la situation économique de ces derniers.

Cet état de choses est reconnu par le pouvoir soviétique lui-même. C'est ainsi que nous pouvons lire dans l'article de fond de l'organe officiel des Soviets *Ekonomitcheskaya Jizn* n° 82, qui a trait à l'inauguration du 12e congrès du parti communiste russe :

« A l'heure actuelle, des points douloureux existant dans les rapports entre la classe ouvrière et les paysans se sont fait jour avec une netteté suffisante. C'est, d'abord, *le manque de concordance dans les prix* de la production agricole et de la production industrielle ; c'est ensuite *la politique du Gouvernement en matière d'impôts.* »

Retenons ce fait bien caractéristique : presque toutes les conférences paysannes, qui se sont réunies en grand nombre depuis quelques mois, ont posé la question suivante avant d'aborder l'ordre du jour de leurs travaux : « Pour quelle raison un archine (1) de cotonnade coûte-t-il actuellement près de 40 livres de farine, alors qu'il n'en coûtait que 4 à 6 avant la guerre ? »

Et l'article de l'*Ekonomitcheskaya Jizn* a la franchise d'ajouter : « Il s'agit actuellement d'analyser de la façon la plus attentive nos rapports avec les paysans, d'établir ce que ces rapports ont de douloureux et d'indiquer les voies pratiques pour les assainir. *La moindre erreur de calcul dans ce domaine vital peut aboutir à des conséquences désastreuses dans le genre de celles, par exemple, qui se sont produites au début de 1921 (troubles agraires et soulèvement de Cronstadt).* »

(1) 70 centimètres.

***

Pour remédier à la crise profonde qui existe actuellement dans la Russie soviétique et que les économistes du parti expliquent par l'absence de coordination entre la ville et les campagnes, le pouvoir soviétique ne dispose que d'un seul moyen : celui dont il a déjà usé une fois dans des circonstances analogues et qui lui a permis alors de faire dévier le mécontentement des masses paysannes. Au mois de mars 1921, cette soupape de sûreté a été baptisée : « La nouvelle économie politique. » Afin d'arriver au même résultat, il faudrait proclamer maintenant « la toute nouvelle politique économique, » c'est-à-dire réaliser un nouveau recul sur tout le front économique. Quelles devraient être les bases de cette « toute nouvelle politique économique ? » De l'avis des économistes soviétiques, deux catégories de mesures seraient nécessaires pour donner une satisfaction, au moins momentanée, aux paysans mécontents. D'une part, il y aurait lieu de hausser les prix des céréales ou, ce qui revient au même, de baisser les prix des produits industriels indispensables aux paysans. D'autre part, il est indispensable d'alléger le fardeau des impôts qui accablent la population paysanne, ce qui ne deviendra possible que le jour où l'industrie d'État, les transports et le commerce extérieur commenceront à donner des bénéfices au lieu des déficits qu'ils causent actuellement dans les budgets soviétiques. En d'autres termes, dans le premier comme dans le deuxième de ces problèmes, le pouvoir soviétique se heurte à la grande question essentielle, à savoir : la question du rétablissement de l'industrie et des transports dans la Russie soviétique. C'est dire que la satisfaction des exigences des paysans et l'atténuation de leur mécontentement sont fonction du rétablissement de l'industrie et des transports.

Cet état de choses a été analysé d'une façon particulièrement claire dans le rapport de Trotsky sur l'industrie soviétique présenté au cours du 12e congrès du parti communiste russe.

Dans son rapport, Trotsky pose la question suivante : « Pour quelle raison nos produits industriels sont-ils tellement coûteux, pourquoi leur prix est-il le quadruple de celui d'avant-guerre ? » En réponse à cette question, il cite ce qu'il appelle

lui-même les plaies de l'industrie et des transports, sous le régime soviétique :

1° *Notre industrie n'est pas exploitée à plein rendement.* Alors que son outillage est calculé pour un rendement de 100 pour 100, nous n'en tirons que 17 pour 100 ou 20 pour 100 au maximum.

2° *Les frais généraux de l'industrie soviétique sont énormes et sans aucun rapport avec ce qu'ils étaient avant la guerre.* L'abondance de ces frais généraux aboutit à la disparition du besoin d'économie ; la gestion se fait prodigue et le sentiment de la responsabilité du propriétaire communiste s'atténue de plus en plus.

3° *La comptabilité fait défaut.* « Le fait que nous n'avons pas de comptabilité, déclare Trotsky, est tout simplement une provocation au vol et une école de démoralisation des gestionnaires communistes. Il est du devoir du parti de forger une arme solide pour obliger tout le monde à tenir une comptabilité en règle. »

4° *Les prix de vente des produits industriels sont établis sans que nous possédions à ce sujet aucune règle, si élémentaire soit-elle, pour évaluer les prix de revient.* « D'après les conclusions de l'inspection ouvrière et paysanne, affirme Trotsky en commentant ce dernier point, environ 80 pour 100 de nos évaluations des prix de revient sont arbitraires et les autres 20 pour 100 ne valent rien. Certain trust accuse un bénéfice de 4 trillions, alors que l'inspection ouvrière et paysanne démontre que ce même trust a 750 000 roubles-or de déficit. »

A titre d'exemple, Trotsky cite l'industrie textile, l'industrie du coton et celle de la laine. « Nul n'ignore, dit-il, que l'une et l'autre ont abouti à un fiasco complet. Elles ont mis en circulation leurs matières premières, coton et laine, à des prix fictifs. Prenons par exemple le trust de la draperie. En 1913, les matières premières constituaient 70 pour 100 du prix de revient d'une pièce ou d'un archine de drap. En janvier 1922, les matières premières ne constituaient que 26 pour 100, en avril 36 pour 100, en juillet 27 pour 100, etc. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire ceci : le trust a besoin de fonds de roulement ; le marché ne consomme pas de drap. Pourtant il faut vendre pour obtenir de l'argent et il n'est pas commode de vendre au-dessous du prix de revient. C'est alors que l'on

fait appel aux artifices de l'évaluation et on arrive à établir le prix de revient des matières premières à un taux fictif. Comme résultat, la vente des draps au-dessous du prix de revient est camouflée *à l'aide d'une évaluation fictive*. Nous trouvons le même principe de fausse évaluation du prix de revient dans le trust du naphte, qui vend également ses produits sensiblement au-dessous de ce qu'ils lui coûtent.

5° *Toute l'organisation actuelle des trusts industriels ne vaut rien, car ils sont aussi bureaucratiques, aussi dénués de sens commercial que les anciens organismes centraux d'avant le N. E. P.* Il faut ajouter ce fait que les dirigeants des entreprises sont mal choisis, qu'ils ne connaissent pas leur affaire et que, parmi eux, il y a certains éléments d'une moralité plus que douteuse, etc...

« Comme conséquence des raisons qui viennent d'être indiquées et de certaines autres encore, *les prix de nos produits industriels sont en moyenne deux ou trois fois plus élevés que les prix d'avant-guerre et, malgré cette augmentation des prix, notre industrie travaille actuellement à perte.* Prise dans son ensemble, continue Trotsky, notre industrie a travaillé à perte dans l'année qui vient de s'écouler. L'industrie d'État a travaillé à perte, voilà le fait. Si nous prenons, d'après les principes de la comptabilité, la totalité des avoirs que l'État possédait il y a un an et celle des avoirs qu'il possède aujourd'hui, il en résultera *que nous sommes aujourd'hui plus pauvres qu'il y a un an.* »

Il dit encore : « *Dans leur ensemble, l'industrie légère et la lourde ont été alimentées sur les fonds du budget, lequel, de son côté, est alimenté principalement par les paysans.* »

Trotsky conclut son rapport par les lignes désespérées que voici : « Nous devons dire que dans l'état actuel de notre situation économique, il est au-dessus de nos forces de faire marcher l'appareil industriel et de soutenir les ouvriers à l'aide de ce mécanisme qui tourne à vide. Il vaut mieux venir en aide directement aux ouvriers en chômage *que de les soutenir de la façon actuelle, c'est-à-dire en maintenant notre industrie.* »

Telles sont les conclusions de Trotsky ; nous en retenons l'essentiel : *l'industrie soviétique a été alimentée sur les fonds du budget, lequel, de son côté, est alimenté principalement par les paysans.*

Les débats qui eurent lieu au sujet de son rapport ne firent

que souligner et qu'aggraver le caractère pessimiste de ses conclusions sur la situation de l'industrie soviétique.

Pendant que l'industrie d'État se meurt ainsi lentement dans la Russie soviétique, les communistes, comme Vladimiroff et Trotsky, sont obligés de constater que, dans les quelques petits domaines de la vie économique, où on a *admis l'initiative privée et dans lesquels le petit capitaliste privé, le « koustar, » s'est mis à l'œuvre, on constate une certaine animation* qui contraste singulièrement avec la ruine ininterrompue de l'industrie d'État soviétique, des transports et du commerce extérieur.

Voici ce que dit de ce contraste Vladimiroff, adjoint au Commissaire du peuple aux finances, dans le discours qu'il a prononcé au cours du Congrès : « Alors que dans le domaine de l'industrie d'État nous avons à constater la dilapidation ininterrompue du capital industriel, il en est tout autrement en ce qui concerne l'industrie privée. Petit à petit, le capital financier s'est transformé insensiblement en une force considérable et solide. A Moscou et à Pétrograd, nous devons de plus en plus compter avec lui. Dans le domaine du capital commercial, nous voyons se former devant nos yeux toute une série de petites entreprises qui se transforment en grosses affaires commerciales. A côté de la coopération et au-dessus d'elle, le commerce privé se développe de plus en plus dans les villages, car il sait mieux aborder le paysan et lui vendre meilleur marché. Nous voyons ainsi le capital privé revivre de plus en plus, alors que la situation de notre industrie ne cesse pas d'être très pénible. »

Dans le rapport ci-dessus mentionné, Trotsky fait la même constatation et il est amené à se demander quelles sont l'origine et l'explication de cet état de choses. En guise de réponse, il cite des extraits du rapport qui a clôturé l'enquête des spécialistes soviétiques sur la situation de l'industrie privée dans la région de Moscou. Le texte de ce rapport, qui a été distribué aux membres du dernier congrès communiste, commence par rappeler, en les systématisant, tous les avantages de l'industrie d'État soviétique par rapport à l'industrie privée. Après avoir énuméré longuement tous ces avantages particuliers, les auteurs du rapport aboutissent à cette conclusion que, malgré les avantages en question, l'industrie d'État continue à fonction-

ner à perte, alors que le petit « koustar, » le petit industriel, le petit commerçant travaillent activement et réalisent des bénéfices, quoique les conditions de travail soient particulièrement pénibles pour eux dans l'ambiance de la Russie soviétique.

Comment cela peut-il se faire ? se demandent les auteurs du dit rapport. Et voici la réponse qu'ils ont trouvée :

« Même dans les entreprises qui fonctionnent dans des conditions particulièrement favorables, là où les forces techniques ne font pas défaut et où le travail des ouvriers donne un rendement normal, notre industrie d'État aboutit à des déficits, alors que les capitalistes obtenaient des bénéfices dans ces mêmes entreprises ; c'est que les frais généraux y sont énormes pour l'entretien des organismes centraux, d'un personnel ridiculement nombreux, de la main-d'œuvre auxiliaire et pour les dépenses commerciales ayant trait à la vente des produits. »

Cet état de choses provient de toute l'ambiance dans laquelle fonctionne notre industrie d'État. Mais ce qui constitue essentiellement son point faible, c'est que « les conseils d'administration de nos trusts et les directeurs de nos entreprises *ne sont pas les véritables maîtres de l'affaire, qui surveillent tout, qui portent leur affaire dans leur âme, qui calculent chaque minute de leur temps, qui économisent le moindre sou, qui passent même des nuits à se préoccuper des besoins de nos fabriques, de nos usines, de nos mines...* »

Nous avons multiplié intentionnellement ces citations du rapport de Trotsky au congrès communiste pour montrer que, dans le fond, les communistes eux-mêmes se rendent parfaitement compte des raisons qui expliquent la ruine générale et continue de la Russie actuelle. Elles résident dans la situation économique, juridique et politique qui a été créée par le parti communiste. La ruine ininterrompue de la Russie est organiquement liée à cet état de choses et aucun rétablissement ne pourra être possible tant que les causes n'en auront pas été supprimées. En effet, les plaies qui rongent l'industrie de la Russie soviétique et dont Trotsky a parlé au congrès, l'absence de direction, le vol, le défaut de contrôle et de sens commercial, l'absence d'intérêt personnel chez les dirigeants, l'irresponsabilité, etc... sont le propre du régime d'arbitraire, de violence, d'irresponsabilité et d'absence de contrôle que le

parti communiste a créé en Russie. Seule une liquidation complète de ce régime permettra un relèvement national. Mais tant que l'état actuel des choses continuera à exister, l'industrie russe ne cessera pas de tomber en ruines et l'abîme entre la ville et les campagnes se creusera de plus en plus.

Si, en mai 1921, le N. E. P. pouvait partiellement et provisoirement recréer le contact économique entre la ville et le village, il n'en est plus de même en ce moment : il s'agit aujourd'hui de rompre définitivement et complètement avec le passé, ce qui équivaut à la liquidation absolue du régime communiste en Russie.

Telles sont les conclusions qui s'imposent à la suite du rapport de Trotsky et qui nous font mieux comprendre la cause du renouveau de mécontentement chez les paysans.

En résumé, s'il peut nous être permis de nous exprimer ainsi, *le pouvoir soviétique assomme les paysans de deux façons différentes à la fois : d'une part, les paysans se voient obligés de payer trop cher les produits industriels et de vendre trop bon marché leur blé; d'autre part, ils supportent sur leurs épaules tout le fardeau des dépenses qui découlent du maintien de l'industrie, des transports et du commerce extérieur aux mains du pouvoir soviétique.*

La clef du problème est le relèvement de la production industrielle. Ce n'est qu'en reconstituant l'industrie que le Gouvernement soviétique pourrait avancer la solution de la question budgétaire et de la question paysanne. Les dirigeants bolchéviques le comprennent parfaitement. C'est ainsi que les résolutions sur le problème industriel élaborées par Trotsky et adoptées par le 12e Congrès du parti communiste russe déclarent : « Tous les efforts du parti communiste reviendraient à bâtir sur du sable, s'ils n'avaient pas pour base le développement industriel. Seul le développement de l'industrie dotera la dictature du prolétariat d'une base solide. »

Or, nous l'avons vu, la reconstitution de l'industrie, le relèvement de la production sont irréalisables dans les conditions créées par le régime bolchévique.

Telle est l'impasse, à laquelle le pouvoir soviétique a acculé la vie économique russe; telles sont, en dernière analyse, les raisons essentielles de la crise aiguë traversée à nouveau par la Russie soviétique.

*
* *

Quelle est l'issue que le parti communiste russe, détenteur du pouvoir dans le pays, envisage à cette situation? Comment dispose-t-il les jalons de cette « toute nouvelle politique économique » qui doit servir de soupape et aboutir à une décompression, ne serait-ce que provisoire, de l'énergie « contre-révolutionnaire » dont est saturée la population ?

Pour répondre à cette question, il nous faudra prendre un certain recul et remonter aux environs du mois de janvier dernier, époque où Lénine, après s'être remis de sa première attaque, a publié dans la presse soviétique deux articles ayant trait au problème qui nous occupe. Le premier de ces articles a été publié dans la *Pravda* du 25 janvier dernier; il est consacré à l'inspection ouvrière et paysanne, c'est-à-dire à l'organisation du contrôle dans la République des soviets. Le deuxième lui est postérieur et porte le titre : « Peut-être moins, mais en tout cas mieux. » Ils reflètent, l'un comme l'autre, l'état maladif de Lénine; ils sont embrouillés et contradictoires, manquent de netteté et le style en est désordonné. Il n'est pas étonnant que ces articles aient provoqué de multiples commentaires.

L'article sur l'inspection ouvrière et paysanne débute par une âpre critique de l'appareil administratif de l'État soviétique, tel qu'il fonctionne actuellement. Cette partie critique est la meilleure de l'article. Les mesures positives qu'il suggère sont beaucoup plus faibles. Lénine voit la cause initiale de tous les maux dans l'état absolument déplorable de toute l'organisation soviétique. Il ne suffit pas, à son avis, d'adopter des réformes superficielles. Celles-ci ne permettront pas de rétablir la vie économique de la Russie soviétique. Il est indispensable de procéder à des mesures beaucoup plus profondes, plus radicales. Les idées de Lénine dans ce domaine ont été formulées de la façon suivante par l'économiste bolchévique Ossinsky :

« L'édification économique doit être faite par des mains étrangères au communisme, par celles d'une bourgeoisie plus cultivée ou par celles des intellectuels bourgeois (les techniciens). Quant à nous autres communistes, nous ne sommes pas encore suffisamment cultivés pour pouvoir le faire. Mais, par nous-mêmes, nous devons : *a*) nous assurer la possession de tous les organes du pouvoir politique (tribunaux prolétariens,

direction politique d'État), et *b*) créer un appareil de contrôle puissant qui nous servirait en même temps de mécanisme d'initiation à la science de l'édification économique. Lorsque je dis « nous, » j'entends : le parti du prolétariat. »

Au fond, cette idée n'est pas neuve. Nous l'avons déjà vue dans les discours prononcés par Lénine au cours du onzième congrès du parti communiste russe, lorsqu'il disait qu'actuellement « nous ne vaincrons les difficultés que, si les communistes réussissent à rétablir la vie économique en utilisant les bras de la bourgeoisie, s'ils se mettent à l'école de cette bourgeoisie et s'ils savent la diriger dans la voie qu'ils désirent.

« C'est une idée tout à fait enfantine que de vouloir édifier la société communiste par les seules forces des communistes. Les communistes ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer, une goutte dans la mer populaire.

« Il faut arriver à ce que les éléments nombreux, cent fois plus nombreux que nous et avec lesquels nous collaborons, travaillent de telle sorte que nous puissions observer leur œuvre, comprendre ce qu'ils font et que le fruit de leur travail crée quelque chose d'utile pour le communisme. »

Si nous cherchons à dégager le fond de ces idées, nous arriverons à ceci : Lénine était disposé à accorder, dans le domaine de l'édification économique, l'entière direction de l'industrie et du transport aux techniciens, aux « nepmans » et au petit groupe des communistes qui travaillent actuellement dans les trusts d'État. Mais, tout en confiant à ces « étrangers » la direction de l'industrie et des transports, Lénine estime que le pouvoir soviétique, — ou plutôt le parti communiste, — doit conserver entre ses mains toute la plénitude du contrôle d'État en ce qui concerne l'industrie. A cet effet, Lénine projette, dans les articles en question, de réorganiser et de renforcer sensiblement « l'inspection ouvrière et paysanne. » C'est celle-ci qui devra réaliser le contrôle soviétique de l'industrie, d'accord et de concert avec les représentants du parti communiste.

Autant que l'on peut en juger d'après les deux articles ci-dessus indiqués, il est permis de croire que la base de la « toute nouvelle politique » que Lénine avait l'intention de proclamer au 12e congrès du parti communiste devait constituer un nouveau recul sur le front économique. Et puisque le N. E. P.

a déjà été un recul complet du parti communiste sur le front paysan, la réalisation du programme de Lénine ne serait pas autre chose que le complément de ce recul sur le front industriel. La maladie de Lénine l'a empêché de réaliser son programme, mais les idées lancées par lui ont provoqué une polémique ardente au sein du parti communiste, et ont contribué à révéler les divergences de vues des différentes fractions. Il nous faut entrer dans le détail de cette polémique, puisqu'elle dénote un affaiblissement considérable du mécanisme du parti communiste, lequel concentre, nul ne l'ignore, la plénitude du pouvoir dans la Russie soviétique.

Le point central, autour duquel se sont surtout déroulées les discussions, a été constitué par l'irritante question des voies nouvelles, à adopter par la politique communiste en présence de la crise économique qui sévit en ce moment dans la Russie soviétique. A ce point de vue, le programme de Lénine a essuyé de violentes attaques de la part de toutes les fractions du parti communiste. Ce programme a été critiqué non seulement par l'aile gauche et par l'aile droite du parti, mais même par le centre, lequel constitue le groupement le plus influent du parti.

Du côté gauche, il a été condamné par Ossinsky, Larine et d'autres. Voici ce que disait Ossinsky au cours de la campagne qui a précédé le congrès :

« Il est absolument indispensable d'utiliser dans toute la mesure du possible les techniciens et même, pour le présent, les qualités d'initiative des « commerçants rouges. » Dans bien des cas, il y a même lieu de placer des ingénieurs directement à la tête des usines en les revêtant de toute la responsabilité et en laissant libre cours à leur initiative de techniciens et d'organisateurs. Quant à nous, nous devrons profiter de leur enseignement et tâcher de comprendre de quelle manière ces hommes créeront l'ordre, et l'organisation hiérarchique, et comment ils développeront leur initiative. Une chose pourtant est impossible : c'est de leur confier, en même temps, une influence prépondérante dans l'ensemble de notre industrie et de se contenter, pour l'élément révolutionnaire et prolétarien, d'un simple contrôle. *Une telle façon d'agir équivaudrait pratiquement à la perte de la direction par la dictature ouvrière dans le domaine économique et ce serait certainement le*

moyen le plus déplorable de donner aux ouvriers des leçons de gestion. »

Le même Ossinky dit ailleurs : « Il est indispensable de laisser libre cours à l'initiative d'une partie (à celle qui offre le plus de garantie) des techniciens et de leur faire endosser la responsabilité. *Mais quant à leur confier les clés de notre édifice économique, quant à nous contenter de les simplement contrôler, non, ce n'est pas une chose à faire.* »

Le programme de Lénine a été critiqué de façon non moins sévère par la droite. Celle-ci est composée des communistes qui travaillent dans les entreprises industrielles et commerciales (1) et c'est Krassine, le chef du « Vnechtorg, » qui a répondu au nom de cette tendance dans un article intitulé « Contrôle ou production. » Nous y lisons :

« Quel est le problème qui se pose au pouvoir soviétique dans la période actuelle? Une seule réponse est possible. Il consiste à rétablir l'économie du pays, à intensifier la production, à faire fonctionner à plein rendement les mines de houille et de naphte, à relever le trafic des chemins de fer et de la navigation au moins jusqu'à leur situation d'avant-guerre, à remplir les dépôts de nouvelles locomotives et de wagons et, enfin, à obtenir que notre paysan récolte, comme avant la guerre, 55 pouds de blé par déciatine, au lieu de se contenter de 30 à 35 pouds comme il le fait maintenant...

« Notre problème essentiel, je le répète, est de produire, et notre principal malheur est de ne pas savoir organiser cette production...

« Au lieu de résoudre ce problème de la reconstitution de l'industrie, problème primordial dans les conditions actuelles de la Russie soviétique, Lénine projette, dans son exposé de propositions positives, non seulement le maintien, mais encore le renforcement du contrôle d'État sur l'industrie. »

(1) Les éléments du parti communiste qui travaillent dans le domaine économique sont par cela même devenus plus modérés. Ayant un contact journalier avec la vie, ils ont été obligés de céder beaucoup de leur intransigeance et sont devenus opportunistes. Ce sont précisément ces éléments qui forment l'aile droite du parti communiste, les « khoziastvenniki » comme on les appelle, c'est-à-dire les hommes qui considèrent que l'élément économique doit dominer l'élément politique. Au contraire, l'aile gauche du parti communiste est constituée par de purs politiciens qui mettent en avant la dictature politique du parti communiste et qui condamnent l'opportunisme de l'aile droite du parti.

Krassine estime que ce dernier point est complètement inacceptable. « Un maximum de production et un minimum de contrôle, dit-il, tel est le but auquel nous devons tendre. Au lieu de cela, on nous offre la création d'un super-commissariat, tel qu'on n'en a encore jamais vu nulle part, et qui sera chargé de diriger tous les commissariats du peuple. Il devra naturellement jouir d'une autorité beaucoup plus grande que ces derniers. Voilà une utopie inexécutable, inutile et même nuisible dans les conditions actuelles, lorsque déjà trop de forces sont employées à contrôler, à inspecter, etc.

« Mais, nous dira-t-on, ce contrôle est justement nécessaire « pour nous permettre d'apprendre à organiser l'industrie... » Une telle affirmation est parfaitement absurde. On n'apprend la production qu'en produisant. Aucun contrôleur ne vous dira comment il faut fabriquer le sucre ou les allumettes et le dernier des techniciens vous rira au nez si vous lui envoyez un fonctionnaire de l'inspection ouvrière et paysanne pour enseigner aux travailleurs de l'industrie la façon de fabriquer le sucre et les allumettes. »

Et il continue : « Un système de contrôle exagéré, outré, une abondance de toute sorte d'organes, d'inspection et de surveillance, crée le bureaucratisme insupportable de nos institutions d'État. Nous crions bien haut contre les méfaits de la bureaucratie ; or, ils tiennent justement à ce que, chez nous, trop de gens contrôlent, inspectent, dirigent et morigènent, au lieu d'aller rejoindre leur place à la machine et de se mettre eux-mêmes au travail.

« Comprendre ce que le développement exagéré des fonctions de contrôle et de surveillance a de nuisible et de périlleux, lui substituer des mesures capables de relever, de consolider et d'intensifier la production en la débarrassant d'entraves inutiles, et de bouches à nourrir; voilà le problème dont la solution immédiate nous importe.

« Quant à la lutte contre l'escroquerie, la paresse, la négligence et autres vices de ce genre qui fleurissent abondamment sous le règne du N. E. P, elle doit être organisée beaucoup plus en vue de la production que d'après des méthodes de contrôle et de surveillance...

« Donnez à nos techniciens à manger à leur faim, donnez-leur ne serait-ce que deux pièces avec chauffage et éclairage,

transformez l'ambiance psychologique de leur travail pour qu'ils n'aient plus à redouter tous les jours la possibilité d'une catastrophe qui compromettrait toute leur existence, et nos techniciens se mettront à travailler et à créer des améliorations au cours même de la production... »

Krassine, ce porte-parole des communistes modérés, se prononce ainsi pour l'affranchissement complet de l'industrie, *pour la retraite complète sur tout le front industriel* et il n'admet même pas la possibilité de conserver le fil léger que Lénine voudrait maintenir entre les mains du parti communiste, sous la forme du contrôle d'État sur l'industrie. D'après lui, il faut verser définitivement aux archives cette réminiscence du « Contrôle ouvrier » de triste mémoire, qui date de l'époque du Gouvernement provisoire.

Telles sont les attaques dirigées de gauche et de droite contre le programme de la « toute nouvelle politique » de Lénine. Mais qu'en dit le centre du parti communiste, qui en est le groupement le plus influent ? La situation de cette fraction, qui se considère comme composée des véritables Léninistes, est particulièrement tragique. Elle n'a ni la possibilité, ni l'audace, de se diriger carrément vers la droite ou vers la gauche ; elle n'a personne dans ses rangs qui puisse se substituer à Lénine et qui jouisse d'une autorité suffisante pour pouvoir opérer une variation aussi radicale que le fut celle de Lénine lorsqu'il proclama le N. E. P ; c'est pourquoi le centre se contente de louvoyer entre le courant de droite et le courant de gauche en se cramponnant à tout prix au *statu quo*, dans lequel il voit la seule possibilité de tenir le plus longtemps possible, ne serait-ce que par la force de l'inertie.

Il comprend très bien que tout déplacement est dangereux et qu'il peut même devenir fatal. Les centristes se rendent parfaitement bien compte que la discipline du parti a beaucoup souffert de la retraite de Lénine. Il n'y a plus de volonté unique, de direction unique ; toute modification importante dans la ligne de conduite contribuera forcément à augmenter l'anarchie au sein du parti communiste. Dans ces conditions, le maintien du *statu quo* présente le *minimum* de danger : c'est pourquoi les centristes le défendent avec énergie. Afin de motiver cette attitude, les leaders du centre, Kamenev, Zinoviev, Rykov, etc..., tous ceux qui gouvernent la Russie d'aujourd'hui au nom de

Lénine, se contentent de nier simplement l'existence chez Lénine de projets quelconques d'une nouvelle transformation de la politique économique. Dans les articles qu'ils ont publiés avant le congrès, Kamenev et Zinoviev repoussent de la façon la plus formelle les interprétations des articles de Lénine telles qu'elles ont été faites par les fractions de droite et de gauche. Ils se déclarent nettement adversaires de toute tentative pour « reviser le léninisme, » que ces tentatives viennent de droite ou de gauche. Et ils citent d'autres discours de Lénine, de date plus reculée, pour essayer de prouver non seulement que Lénine n'avait nullement l'intention de suggérer un nouveau recul stratégique sur le front économique, mais encore qu'au cours de l'avant-dernier congrès du parti communiste, il avait déjà affirmé catégoriquement que la retraite du pouvoir soviétique « était complètement terminée. »

Parlant au nom de Lénine, le centre rejette ainsi toute « revision du léninisme » et il estime que ce qu'il y a de plus important à l'heure critique actuelle, c'est de conserver l'unité du parti et de consolider celui-ci pour continuer la lutte sur le front extérieur et sur le front intérieur.

Kamenev, ce moins doué et moins intelligent des satellites de Lénine, écrit dans un article intitulé : *La revision du léninisme :* « Est-ce un effet du hasard que de plus en plus l'opinion se prononce chez nous en faveur de l'affaiblissement de la dictature du parti et d'une grande indépendance des organes économiques et soviétiques? Est-ce un effet du hasard que l'on entende des voix se prononcer en ce sens dans certains milieux des économistes communistes et que certaines « propositions pratiques » du camarade Ossinsky paraissent être inspirées de la même idée? Est-ce un effet du hasard que certains groupements qui ont cheminé avec nous lors de la révolution tournent également les yeux vers cet horizon avec espérance? N'y aurait-il pas à la base de ces projets réformistes et de ces espérances de classe certains phénomènes d'ordre social et économique intimement liés au fonctionnement du N. E. P? N'est-ce pas là l'influence politique du N. E. P? »

Et ailleurs, il dit encore : « Tout ce qui tend à une organisation « rationnelle » peut être accepté. Le Congrès aura à délibérer sur la composition du Comité central, sur la périodicité de ses séances, sur la composition des délégués au conseil

de l'économie populaire, etc... Mais il y a une chose que le parti n'admettra pas, j'aime à le croire, c'est de chercher à réaliser, sous prétexte « d'organisation rationnelle, » une revision du léninisme, sous quelque drapeau qu'elle se présente. »

Telle a été, dans ses grandes lignes, l'attitude des trois fractions du parti communiste d'après les discussions qui ont précédé le Congrès (1).

* * *

Le Congrès communiste, inauguré fin avril, n'a apporté rien de saillant. Tout ce qui avait pu être dit, l'avait déjà été antérieurement et le Congrès ne devait servir, au fond, qu'à liquider ces discussions. Il offrit aux centristes l'occasion d'une victoire nouvelle et consolida le *statu quo*. Les quelques réformes superficielles adoptées par le Congrès ne changèrent rien à la situation. C'est ainsi, par exemple, que le Congrès fit une concession aux paysans en réduisant les impôts qui leur incombaient de 600 millions (projet du budget de 1923) à la somme réelle des perceptions de l'année 1922, c'est-à-dire à 420 millions. En ce qui concerne l'augmentation du prix des céréales, il se prononça en faveur de l'exportation du blé à l'étranger. En fait de réformes, le congrès adopta la réforme de l'inspection ouvrière et paysanne d'après le plan suggéré par Lénine, sans toutefois lui donner la teneur que Lénine avait l'intention de lui donner. Cela revient à dire que le parti communiste n'a pas renoncé à diriger l'industrie et les transports.

Le congrès se termina par le vote de toute une série d'ordres du jour filandreux et ennuyeux, dans lesquels on chercherait vainement une réponse aux « questions douloureuses posées par la vie. » Au lieu de la proclamation de la « toute nouvelle politique économique, » à laquelle on s'attendait, le congrès n'a donné que les mêmes vieux clichés de la phraséologie communiste, et nous a fourni la preuve de l'incapacité où il est de tirer le parti communiste de l'ornière, dans laquelle il est tombé et dans laquelle il a entraîné tout le pays.

Cette absence d'incidents au congrès a servi de prétexte à Zinoviev pour triompher dans un article publié dans la *Pravda* du 12 mai et d'y affirmer la liquidation de tous les dissenti-

(1) Voir les suppléments spéciaux de la *Pradva*, nos 1, 2, 3, 4, avec les articles de Krassine, Kamenev, Ossinsky, Martynoff, Staline, Larine, etc...

ments au sein du parti, en même temps que la consolidation de sa dictature. Nous croyons, toutefois, que cette victoire restera lettre morte. Le parti se décompose à vue d'œil. On sent une lutte acharnée qui se continue sous terre malgré l'ordonnance solennelle des résolutions votées par le congrès.

A cette lutte qui se déroule au sommet, il faut ajouter encore l'envie et la haine des bases du parti communiste qui n'ont pas bénéficié du N. E. P. et surtout l'animosité des adhérents provinciaux qui n'ont pas su se faire attacher aux entreprises économiques.

Ajoutons à cette décomposition du parti le mouvement ininterrompu de ruine dans la Russie soviétique, le violent mécontentement des paysans que le pouvoir soviétique est impuissant à paralyser à moins de se supprimer lui-même : nous nous trouvons en présence de tous les indices d'une débâcle qui ne peut plus guère tarder. Le parti communiste craque de tous les côtés. Les passions destructrices s'allument dans son sein. Les dirigeants actuels du parti, déroutés par la disparition de Lénine, anxieux de conserver le pouvoir le plus longtemps possible, n'osent pas avancer sur la voie tracée en 1921 par Lénine et libérer la vie économique des entraves dans lesquelles elle étouffe sous le régime actuel. Il ne s'occupent qu'à ériger des barricades contre les ennemis de droite et de gauche et se cramponnent au *statu quo*. Mais la vie est plus forte qu'eux : elle sape de tous les côtés l'édifice de l'État soviétique et la dictature sanglante du parti communiste en Russie.

Comte Kokovtzoff.

BLAISE PASCAL

III[1]

DANS LA MÊLÉE

Le jeudi 27 janvier 1656, on vendait dans Paris, au prix de deux sols et quelques deniers, une mince plaquette in-quarto, de huit pages d'impression, qui était intitulée : *Lettre écrite à un provincial par un des ses amis, sur le sujet des disputes présentes de la Sorbonne.* Préparé et soutenu par une très habile et active propagande, le succès fut foudroyant. Ce fut, aux dépens de la Sorbonne et des Jésuites, un éclat de rire universel. M. le chancelier Séguier faillit en mourir de colère, et on dut le saigner jusqu'à sept fois. On perquisitionna chez les imprimeurs et libraires de Port-Royal; on mit leur imprimerie sous scellés : l'un d'eux même, Savreux, fut, avec sa femme, jeté en prison. Du jour au lendemain, *la Provinciale*, comme on l'appelait, fut célèbre. Un grand écrivain venait de se révéler.

COMMENT SONT NÉES LES *PROVINCIALES*

On l'attendait, en prose, depuis un demi-siècle, depuis la publication de l'*Introduction à la vie dévote*. Un moment, on avait cru le trouver dans Arnauld, et ainsi s'explique le succès du livre de *la Fréquente Communion*. Mais Arnauld n'écrivait pas, au fond, pour le très grand public; ce solide théologien ne

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin.

savait pas plaire aux « honnêtes gens. » Lui-même finit par s'en rendre compte, et ce fut lui qui, dans un geste symbolique, désigna celui qui devait le supplanter. On connaît l'anecdote célèbre rapportée par Marguerite Périer. Sur le point d'être censuré en Sorbonne, de toutes parts on pressait Arnauld d'en appeler à l'opinion. Le factum qu'il lut « en présence de tous ces messieurs » ne provoqua « aucun applaudissement. » L'excellent homme comprit : « Je vois bien, conclut-il, que vous trouvez cet écrit mauvais, et je crois que vous avez raison. » Et, se retournant vers Pascal, dont il avait sans doute pressenti dans ses entretiens la secrète disposition littéraire : « Mais vous, qui êtes jeune, vous devriez faire quelque chose ! » Pascal écrivit sa première lettre, la lut, — comme il devait savoir lire, — à ces messieurs. Et, sans jalousie, Arnauld de s'écrier : « Cela est excellent : cela sera goûté; il faut le faire imprimer. » Et ainsi sont nées *les Provinciales*.

Les ouvrages de circonstance ne s'expliquent bien que par les circonstances qui les ont fait naître. On se rappelle qu'en 1653, une bulle d'Innocent X avait condamné cinq propositions de Jansénius. Port-Royal accueillit cette condamnation par le silence; le bouillant Arnauld lui-même ne protesta pas publiquement; il se contenta de dire qu'il condamnait avec Rome les propositions incriminées, mais qu'il ne les trouvait pas dans l'*Augustinus* : ce qui était un peu jouer sur les mots; car s'il est très vrai que les fameuses propositions n'y figurent pas en toutes lettres, elles n'en forment pas moins l'âme même du livre : tel était l'avis de Bossuet, et de tous ceux qui ont regardé les choses de près, et avec des yeux non prévenus. Les Jésuites triomphèrent bruyamment là-dessus : ils publièrent, sous le titre de *la Déroute et la Confusion des Jansénistes*, un grossier et puéril almanach, auquel M. de Saci eut la faiblesse de répondre par les pauvres vers de ses *Enluminures*. Survint, un an après, l'affaire du duc de Liancourt. Arnauld crut devoir sortir de sa réserve par une *Première Lettre à une personne de condition*, qui provoqua plusieurs réponses de ses adversaires. Il riposta par une *Seconde Lettre à un duc et pair*. Le livre, — car, hélas! c'était un livre, — fut déféré au syndic de la Faculté de théologie, qui fit nommer une commission pour l'examiner. La Cour, qui, prévenue contre les Jansénistes, s'intéressait vivement à cette affaire, souhaitait la condamnation. Deux mois

durant, la Faculté tint de nombreuses et tumultueuses séances; le Chancelier y assistait en grand cérémonial; pour emporter de haute lutte un vote défavorable, on avait introduit dans la place un grand nombre de moines. Arnauld se défendait par écrit, comme il pouvait, multipliant les justifications, explications, lettres et désaveux. Le public se passionnait pour ce grand débat théologique et en attendait l'issue avec impatience. Il portait sur deux points, l'un de fait et l'autre de droit: 1° Arnauld n'a-t-il pas erré en affirmant que les cinq propositions condamnées n'étaient pas dans Jansénius? et 2° n'a-t-il pas soutenu une opinion hétérodoxe en déclarant qu'à saint Pierre, tout juste qu'il fût, la Grâce nécessaire avait manqué? Le 14 janvier, sur la question de fait, il fut condamné par 124 voix contre 71 et 15 abstentions. La Sorbonne s'apprêtait à le condamner sur la question de droit. De flagrantes illégalités étaient commises, et le 24, soixante docteurs se retirèrent en protestant. Le 27 janvier, dans cette atmosphère surchauffée de bataille, éclatait la première *Provinciale*.

Ah! comme nos pères durent rire et applaudir, au sortir des longues et lourdes dissertations d'Arnauld, en tombant sur cette prose alerte, fringante, ailée, sobre et directe, qui, en huit pages, disait tout ce qu'elle avait à dire, et tout à la fois, exposait les questions, assénait les arguments péremptoires, réfutait les objections spécieuses, dessinait et campait d'amusantes silhouettes sorbonniques, criblait de mots cinglants, de vives et spirituelles saillies les doctrines ou les hommes qu'elle voulait vouer au ridicule! Pas de filandreux exorde; pas de vaines précautions oratoires: un coup d'épée soudain et bref; une brusque et rapide attaque : « Monsieur, nous étions bien abusés. Je ne suis détrompé que d'hier. Jusque-là, j'ai pensé que le sujet des disputes de Sorbonne était bien important, et d'une extrême conséquence pour la Religion... » Puis, son étonnement exprimé, Montalte, — c'est le nom de guerre de Pascal, — en arrive bien vite à son objet essentiel, qu'il définit avec une netteté toute scientifique : « On examine deux questions : l'une de fait, l'autre de droit... » Sur la question de fait, il passe rapidement, mettant simplement en relief l'arbitraire de la sentence prononcée, fondée, comme elle l'est, sur l'hypothétique réalité de propositions que personne, prétend-il, n'a vues, et qu'on s'obstine à ne pas montrer. « Car, en

vérité, ajoute-t-il malicieusement, — et le mot est passé en proverbe, — le monde devient méfiant, et ne croit les choses que quand il les voit. » La question de droit le retiendra davantage : n'est-elle pas relative aux « plus grands principes de la Grâce? » — Mais en aucune façon, riposte Pascal. Et il se présente à nous sous les traits d'un fort honnête homme, qui, armé de son simple bon sens un peu gros, et désireux de s'instruire sur les problèmes actuellement débattus en Sorbonne, va consulter les théologiens des diverses écoles, et reçoit d'eux les plus singulières réponses. L'un, un docteur de Navarre, le « rebute rudement » d'abord, puis, doctoralement, lui formule ses opinions théologiques. Un autre, un Janséniste, « et pourtant fort bonhomme, » lui ayant tenu un langage analogue, il retourne, « bien satisfait, » chez son premier docteur, « sûr que la paix serait bientôt en Sorbonne. » — « Tout beau ! me dit-il, il faut être théologien pour en voir la fin ! » Il faut, pour n'être point hérétique, admettre le *pouvoir prochain*. Et notre homme, ayant « chargé sa mémoire de ce terme, car son intelligence n'y avait aucune part, » de retourner chez son Janséniste. L'autre le renvoie aux Molinistes, en l'avertissant qu'ils entendent tous ce terme différemment. Et c'est ce qu'il vérifie lui-même, en s'adressant successivement à un disciple de M. Le Moine, dont les « Fort bien ! » les « Doctement, » les « Vous l'entendez » scandent plaisamment les discours, et à des Jacobins nouveaux thomistes, qui, eux, l'accueillent par des « Oui da ! » « Voilà qui va bien, me répondirent mes Pères, en m'embrassant, voilà qui va bien. » Mais lui, il a pénétré leur dessein, qui est de s'entendre, tout en se refusant à le définir, sur le mot de *pouvoir prochain*, afin de pouvoir condamner Arnauld ; et il se scandalise d'une pareille manœuvre, car « ce serait une chose indigne de la Sorbonne et de la Théologie d'user de mots équivoques et captieux sans les expliquer. » Mais eux, à bout d'arguments : « Vous êtes opiniâtre, me disent-ils, vous le direz, ou vous serez hérétique, et M. Arnauld aussi. Car nous sommes le plus grand nombre : et s'il est besoin, nous ferons venir tant de Cordeliers que nous l'emporterons. » Et la lettre s'achève sur quelques vives paroles d'ironie, d'indignation et de plaisanterie...

Ce qu'on ne saurait rendre dans une lourde et sèche analyse, c'est le *mouvement* qui anime et emporte ces pages. Relisez *à*

haute voix, — car Pascal, comme tous les grands écrivains du XVIIe siècle, parle sa prose et ne se contente pas de la lire des yeux, — toute la première *Provinciale*. Cette agile et vigoureuse dialectique s'échauffe et prend corps ; les intonations des interlocuteurs se précisent, se diversifient, figurant aux regards les oppositions de caractères ; les phrases, tantôt alertes et court vêtues, tantôt gravement périodiques, se poussent et s'entraînent l'une l'autre ; dans tout cela, aucune confusion ; une maîtrise parfaite de la pensée et du sentiment ; une puissance de composition qui se sent dès les premières lignes et qui nous prend tout de suite dans son engrenage ; et cette ironie, cette finesse d'observation, cette souplesse insidieuse d'argumentation, cette rapidité de dialogue, ces discrètes et vivantes indications scéniques, ces délicates nuances d'émotion, de feinte naïveté, de malice et de colère, tous ces éléments divers sont si subtilement mêlés, combinés en de si justes proportions, que la ligne du discours se développe sans la moindre inflexion, et que rien ne vient rompre la tonalité générale du morceau ; la verve oratoire entraîne tout dans son cours. Pour son coup d'essai, ce nouveau venu dans les Lettres laissait bien loin derrière lui les Balzac et les Voiture ; il atteignait à la réussite parfaite.

La première *Provinciale* « faisait des merveilles » jusqu'en Sorbonne, mais elle n'y convertissait personne, et, le 31 janvier, sur la question de droit, Arnauld était censuré par 130 voix contre 9. Sa proposition était qualifiée de « téméraire, impie, blasphématoire, frappée d'anathème et hérétique, » et lui-même était, par « la sacrée Faculté, » « rejeté de sa compagnie, effacé du nombre de ses Docteurs, et tout à fait retranché de son corps. » Le 5 février, paraissait une seconde *Lettre*, aussi mordante que la première : elle traitait de la grâce suffisante, et ceux des Dominicains qui s'étaient alliés aux Jésuites n'y étaient point ménagés par le vigoureux polémiste. Une semaine plus tard, le 12 février, on mettait en vente la troisième *Provinciale*. Elle était précédée d'une *Réponse du Provincial aux deux premières lettres de son ami*, qui en soulignait bien adroitement le très vif succès. Le soi-disant *Provincial* citait dans sa Réponse deux billets fort élogieux qu'il était censé avoir reçus, l'un d'un Académicien, l'autre d'une dame, à propos de la première *Provinciale*. « Elle est tout à fait ingénieuse, écrivait la dame, et tout à

fait bien écrite. *Elle narre sans narrer; elle éclaircit les affaires du monde les plus embrouillées*; elle raille finement; elle instruit même ceux qui ne savent pas bien les choses; *elle redouble le plaisir de ceux qui les entendent.* Elle est encore une excellente apologie, et, si l'on veut, une délicate et innocente censure. Et il y a enfin tant d'art, tant d'esprit et tant de jugement en cette lettre, que je voudrais bien savoir qui l'a faite... » Ces deux billets ont-ils été fabriqués de toutes pièces par Pascal, à la manière de ces « notes de presse » que nos auteurs contemporains rédigent généralement eux-mêmes, et où ils se prodiguent, sous l'anonymat, les éloges les plus hyperboliques? Il est possible, et, en ce cas, il aurait eu une très exacte conscience de son propre mérite. Mais j'inclinerais à penser que les deux billets ne sont point fictifs, et j'y verrais volontiers l'écho fidèle des impressions toutes spontanées des lecteurs simples honnêtes gens. La troisième *Provinciale* démontre « l'injustice, l'absurdité et la nullité » de la censure prononcée contre Arnauld, et, suivant un mot qui devait faire fortune, elle établit qu'il est « bien plus aisé de trouver des moines que des raisons. »

L'OFFENSIVE MORALE

Jusqu'alors Pascal s'était tenu exclusivement sur le terrain théologique. Avec la quatrième *Provinciale*, qui est datée du 25 février, il aborde insensiblement la question morale. D'où vient ce changement de front? Faut-il l'attribuer, comme deux témoignages différents nous y invitent, à un clairvoyant conseil du chevalier de Méré? Mais un Pascal ne prend conseil que de lui-même; et, avant même que Méré n'eût parlé, il avait déjà dû se dire que la théologie pure se prêtait malaisément aux longues discussions publiques : un peu neuf dans ces questions, infiniment subtiles et délicates, il devait craindre, en dépit de la collaboration de « ces Messieurs, » et en particulier d'Arnauld, d'y faire quelque faux pas. Enfin et surtout, génie tout moral, très préoccupé de pratique, ne concevant pas que la spéculation métaphysique ou religieuse ne dût, tôt ou tard, aboutir aux questions intéressant la conduite de la vie, en posant et discutant ces questions, il suivait sa pente, il obéissait à son secret instinct (1). N'hésitons pas à dire que son génie d'écri-

(1) A en croire Nicole, ce serait le pur hasard qui eût conduit Pascal aux dis-

vain y trouvait son compte : dans cette nouvelle campagne, qui s'ouvre à la quatrième *Provinciale*, et qui s'achève à la seizième, tous les dons qui se manifestent dès la première *Lettre*, — en y joignant l'éloquence, — se déploient avec une aisance, une plénitude vraiment admirables. Plus d'une fois déjà, la morale des Jésuites avait été raillée, critiquée, dénoncée ; jamais encore elle n'avait rencontré aussi redoutable et aussi puissant adversaire.

Au XVIIe siècle, il était dangereux de faire rire les « honnêtes gens, » quand on avait contre soi la Sorbonne, les Jésuites et l'autorité royale. De graves mesures se préparaient contre Port-Royal. Arnauld d'Andilly, qui avait tout fait pour les prévenir par ses lettres apologétiques, fut avisé par la Cour, le 15 mars, qu'on allait disperser les solitaires. Il obtint qu'ils partiraient, dans les huit jours, de leur plein gré, et lui-même dut s'exiler quelque temps à Pomponne ; les enfants des petites écoles, parmi lesquels se trouvait Racine adolescent, quittèrent eux aussi la sainte maison. Aux deux monastères, on était plongé dans les larmes et dans les prières ; on implorait l'intercession divine. Or, vers le même temps, raconte le *Recueil d'Utrecht*, Pascal avait une conversation avec un incrédule, qui s'étonnait que Dieu laissât sans défense ses véritables défenseurs. « A ce discours du libertin, M. Pascal répondit sans hésiter qu'il croyait les miracles nécessaires, et qu'il ne doutait point que Dieu n'en fît incessamment. » Sa foi n'allait pas tarder à être récompensée.

Parmi les pensionnaires de Port-Royal, il avait une nièce, Marguerite Périer, qui, depuis plus de deux ans, souffrait d'une fistule ou tumeur lacrymale, qu'on jugeait incurable, et à laquelle on se disposait à « mettre le feu. » Le vendredi 24 mars, tout le couvent de Paris adorait une épine de la couronne du Christ qu'un ecclésiastique de leurs amis avait envoyée aux religieuses. Quand le tour de l'enfant fut venu, une de ses maîtresses lui dit : « Ma fille, priez pour votre œil, » et au même moment lui fit toucher la relique. La guérison fut instantanée; on la constata après la cérémonie : « on ne pouvait reconnaître auquel de ses yeux avait été le mal. » A la nouvelle de ce miracle, qu'on ne divulgua pas tout de suite, et que les plus hautes autorités médicales du temps confirmèrent, tout

cussions morales. Le hasard, ici, comme toujours, n'est qu'un mot qui dissimule l'ignorance ou la méconnaissance d'une cause profonde.

Port-Royal fut transporté d'allégresse : il semblait que Dieu lui-même eût parlé en sa faveur. La persécution se relâcha quelque temps de ses rigueurs : pensionnaires et solitaires purent rentrer dans la maison des Champs. Pascal fut profondément ému par cet événement qui, si à propos, lui donnait magnifiquement raison et qui, de plus, intéressait sa propre famille. Comment ne se serait-il pas cru l'objet d'un décret nominatif de la Providence? Si l'idée d'une *Apologie du christianisme* n'a pas, comme on l'a prétendu, jailli alors dans son esprit, pour la première fois, il est certain qu'à partir de ce moment-là, elle lui est devenue encore plus familière et plus présente. Il adopte un nouveau cachet, où il a fait représenter un ciel au milieu d'une couronne d'épines, avec ces paroles de saint Paul : *Scio cui credidi.* Enfin, il s'est senti réconforté et encouragé dans sa polémique des *Provinciales*, et il va redoubler ses coups sans scrupule. « Comme Dieu, a-t-il écrit, n'a pas rendu de famille plus heureuse, qu'il fasse aussi qu'il n'en trouve point de plus reconnaissante. »

Et le 28 mars, quatre jours après le miracle, commençait à paraître la terrible cinquième *Provinciale* : « Monsieur, voici ce que je vous ai promis, Voici les premiers traits de la morale des bons Pères jésuites, de ces hommes éminents en doctrine et en sagesse, qui sont tous conduits par la sagesse divine, qui est plus assurée que la philosophie. Vous pensez peut-être que je raille : je le dis sérieusement, ou plutôt, ce sont eux-mêmes qui le disent... » Et la lettre, commencée sur ce ton, se poursuit, implacable d'ironie vengeresse et d'habile insistance. Montalte se représente en tête à tête avec « un bon casuiste de la Société. » « Comme j'étais instruit, nous dit-il, de la manière dont il les faut traiter, je n'eus pas de peine à le mettre en train. » L'autre, après « mille caresses, » mis sur son sujet favori, se laisse aller sans défiance, et, brandissant un volume, il commence par dispenser son interlocuteur du jeûne, au nom d'Escobar! « Qui est Escobar, lui dis-je, mon Père? — Quoi! vous ne savez pas qui est Escobar, de notre Société, qui a compilé cette *Théologie morale* de 24 de nos Pères : sur quoi il a fait dans la préface une allégorie de ce livre *à celui de l'Apocalypse qui était scellé de sept sceaux.* Et il dit que *Jésus l'offre ainsi scellé aux quatre animaux, Suarez, Vasquez, Molina, Valentia, en présence de 24 jésuites qui représentent les 24 vieil-*

lards... » Et voilà l'ineffable Escobar, — qui ne méritait point tant d'honneur, — célèbre et ridicule pour l'éternité ! Et le dialogue se poursuit, impayable de drôlerie et de verve comique : d'un côté, Montalte, dont les questions insidieuses, les mines tantôt étonnées et tantôt scandalisées piquent et excitent la faconde théologique du naïf casuiste ; de l'autre, le bon Jésuite qui, tout à sa joie apostolique d'effacer les péchés du monde, énumère avec une inlassable complaisance les « si jolies questions » qu'ont imaginées ses doctes confrères, les solutions candidement immorales ou saugrenues qu'ils ont subtilement inventées. Tant de virtuosité casuistique le remplit d'aise et il ne tarit pas sur le génie des Filucius, des Sanchez et des autres dont il dénombre l'épique phalange : décidément, ils ont tout prévu, tout défini, tout classé, tout catalogué, ces excellents Pères, et il n'est pas un seul péché, si bizarre soit-il, qui ne trouve chez eux sa justification et son excuse. Ne leur objectez pas, déclare Pascal, l'autorité des Pères : « les Pères étaient bons pour la morale de leur temps ; mais ils sont trop éloignés pour celle du nôtre. Ce ne sont plus eux qui la règlent, ce sont les nouveaux casuistes. » La morale qu'ils préconisent a pour fondement une doctrine dont on ne saurait trop admirer l'excellence, celle des opinions probables. « Une opinion est appelée probable, lorsqu'elle est fondée sur des raisons de quelque considération. D'où il arrive quelquefois qu'un seul docteur fort grave peut rendre une opinion probable. » Et comme il n'est rien qu'on ne puisse justifier par l'autorité d'un docteur grave, il n'est par conséquent aucun acte humain qu'on ne puisse légitimer... L'honnête casuiste est seul à ne pas voir qu'il vient de ruiner toute notion de moralité.

C'est sur thème, fort habilement repris, exploité et diversifié, que sont construites les cinq *Provinciales* qui suivent jusqu'à la onzième, exclusivement. Les Jésuites, à en croire Montalte, sont passés maîtres dans l'art d'éluder l'autorité de l'Évangile, des Conciles et des Pères, de tourner les règles les plus assurées de la morale chrétienne, et, à grand renfort de malicieuses citations, Pascal nous en donne de fort suggestifs exemples. Prêtres, religieux, domestiques bénéficient largement de leurs accommodantes prescriptions. Parfois, à vrai dire, ils sont eux-mêmes victimes de leurs propres relâchements : témoin, l'amusante histoire de Jean d'Alba, ce

domestique du collège de Clermont qui, n'étant pas satisfait de ses gages, et conformément aux maximes des Pères, dérobait des plats d'étain, « pour se récompenser. » Mais que sont ces misères, en comparaison des beautés de la « direction d'intention ? » Grâce à cette « merveilleuse invention » des casuistes, les gentilshommes, et même les prêtres et les religieux, peuvent tuer leurs semblables, en toute sécurité de conscience, s'ils le font pour défendre leur honneur ou leurs biens. Pareillement les juges, les usuriers, les banqueroutiers, les dépositaires infidèles et tous ceux qui jouissent d'un bien mal acquis peuvent, en appliquant les ingénieuses maximes des bons Pères, s'affranchir de tout scrupule importun et poursuivre en paix leurs détestables pratiques. Car les casuistes n'ont qu'un objet : « ouvrir le Paradis » au plus grand nombre d'âmes possible. Dans ce dessein, ils ont imaginé mille puériles dévotions à la sainte Vierge, et, par leurs scandaleuses complaisances en matière d'équivoque ou de « restrictions mentales, » ils ont donné à croire au monde qu'on peut faire son salut dans la vie la moins édifiante et parmi les préoccupations les plus profanes. Quelques menues pratiques y suffisent ; encore celles-ci, interprétées par les nouveaux docteurs, sont-elles devenues singulièrement anodines : par leurs maximes sur la confession, l'absolution, la contrition, ils ont réussi à faire du redoutable sacrement de la pénitence la plus agréable des parties de plaisir et à « décharger les hommes de l'obligation pénible d'aimer Dieu. » A ce dernier trait, Montalte qui, jusqu'alors, pour mieux laisser son Jésuite s'enferrer, n'avait esquissé que de timides objections, ne peut plus se contenir. Il nous avait prévenus : « Je me retiendrai autant qu'il me sera possible ; car plus je me tais, plus il me dit de choses. Mais après avoir tant enduré pour votre satisfaction, je pense qu'à la fin j'éclaterai pour la mienne, quand il n'aura plus rien à me dire. » Cette fois, la mesure est comble, et il « éclate » avec une sainte violence : « O mon Père, il n'y a point de patience que vous ne mettiez à bout, et on ne peut ouïr sans horreur les choses que je viens d'entendre. — Ce n'est pas de moi-même, dit-il. — Je le sais bien, mon père. Mais vous n'en avez point d'aversion, et bien loin de détester les auteurs de ces maximes, vous avez de l'estime pour eux. Ne craignez-vous pas que votre consentement ne vous rende participant de leur crime ? Et pouvez-vous ignorer que saint Paul

juge dignes de mort non seulement les auteurs des maux, mais aussi ceux qui y consentent?... »

Un peu étourdis tout d'abord par la vivacité imprévue de l'attaque, les Jésuites n'avaient pas tardé à se ressaisir. Éprouvant eux aussi le besoin d'en appeler à l'opinion publique, ils multipliaient, eux ou leurs amis, les réponses aux *Provinciales*. Réponses sans grâce et sans talent, où les arguments qui pouvaient porter, s'ils étaient plus habilement maniés, sont noyés et comme annihilés sous le fatras des injures, des violences, des indignations puériles, des plaintes inutiles, des petites raisons mesquines et sans force probante. Comment des hommes en général si fins ont-ils pu, en l'occurrence, se montrer si parfaitement dénués d'esprit de finesse (1)? Comment n'ont-ils pas vu qu'ils compromettaient leur cause et qu'ils donnaient eux-mêmes des gages à l'adversaire? Les rieurs n'étaient point pour eux, et, après les laïques, c'étaient les ecclésiastiques qui commençaient à s'émouvoir des maximes des casuistes. Dès le 12 mai, le syndic des curés de Paris proposait à l'assemblée de ses confrères l'examen des questions soulevées par les *Provinciales*, et la condamnation des casuistes ou de leur calomniateur éventuel. Le 30 mai, un curé de Rouen, Du Four, prononça, en présence de l'archevêque et de plus de huit cents de ses confrères, un grand sermon synodal contre la morale corrompue. Les vieilles animosités du clergé séculier et de « l'Église gallicane » contre la toute-puissante « Société » étaient ravivées par cette polémique. Le 9 juillet, Du Four récidivait, et le P. Brisacier, recteur du Collège de Rouen, s'adressait à l'archevêque pour obtenir « réparation d'honneur » et l'interdiction des *Provinciales* dans le diocèse. Les curés de Rouen se solidarisèrent avec leur confrère : ils ripostèrent par une contre-requête qui, accompagnée d'un mémoire, réclamait la condamnation des maximes des Jésuites. En même temps, ils priaient les curés de Paris de se joindre à eux pour dénoncer ces immorales doctrines à l'Assemblée du clergé. Le 7 août, l'assemblée des curés de Paris fit droit à leur demande et décida que leurs mémoires seraient examinés et qu'on leur « donnerait ensuite toute l'assistance. » Les *Provinciales* avaient sonné le ralliement de toutes les forces latentes qui, au sein du

(1) « Mais que vous êtes peu fins! » s'écrie quelque part Pascal impatienté (*14e Provinciale*, *Œuvres*, grande édition Brunschvicg, t. VI, p. 140).

catholicisme français, étaient hostiles à la Compagnie de Jésus.

Fort de cet appui, Pascal va redoubler ses coups aux Révérends Pères. C'est à eux qu'à partir de la onzième *Provinciale*, il va directement s'adresser. Ils se sont plaints qu'en les attaquant, on ait « tourné les choses saintes en raillerie. » Qu'à cela ne tienne : on leur prouvera qu'il n'en est rien, qu'il est d'ailleurs fort légitime de réfuter par des railleries des erreurs ridicules, et qu'enfin si quelqu'un, en cette affaire, n'a pas su garder la juste mesure, ce sont précisément des Jésuites, un Père Lemoine, un Père Garasse, dont les bouffonneries sont un objet de scandale pour toutes les âmes pieuses. C'est en vain que les Jésuites s'efforcent, pour se défendre, d'embrouiller les questions et de donner le change : sur l'aumône, sur la simonie, sur l'homicide, leurs immorales doctrines sont bien celles qu'a flétries Pascal, et qui sont condamnées non seulement par la tradition constante de l'Église, mais encore par les déclarations formelles de saint Ignace et des premiers généraux de l'Ordre. Leurs mensonges, leurs calomnies, leurs impostures ne tromperont personne : car il faut bien savoir que ce ne sont point là des erreurs involontaires, que, bien loin de répudier la calomnie, ils l'autorisent et la justifient au nom d'une « théologie abominable. » Armés de ces détestables principes, ils calomnient sans scrupule tous leurs adversaires, en particulier les hommes de Port-Royal, avec lesquels ils feignent de le confondre, lui, Montalte, « encore qu'il n'ait jamais eu d'établissement avec eux, » et ils osent étendre jusqu'aux saintes religieuses leurs accusations infâmes. A cette pensée, l'indignation de Pascal s'emporte et s'exhale sans contrainte :

Cruels et lâches persécuteurs, — s'écrie-t-il, — faut-il donc que les cloîtres les plus retirés ne soient pas des asiles contre vos calomnies? Pendant que ces saintes vierges adorent jour et nuit Jésus-Christ au Saint-Sacrement, selon leur institution, vous ne cessez nuit et jour de publier qu'elles ne croient pas qu'il soit ni dans l'Eucharistie, ni même à la droite de son Père ; et vous les retranchez publiquement de l'Église, pendant qu'elles prient dans le secret pour vous et pour toute l'Église. Vous calomniez celles qui n'ont point d'oreilles pour vous ouïr, ni de bouche pour vous répondre. Mais Jésus-Christ, en qui elles sont cachées pour ne paraître qu'un jour avec lui, vous écoute et répond pour elles. *On l'entend aujourd'hui, cette voix sainte et terrible, qui étonne la nature, et qui console l'Église.* Et je crains,

mes Pères, que ceux qui endurcissent leurs cœurs, et qui refusent avec opiniâtreté de l'ouïr quand il parle en Dieu, ne soient forcés de l'ouïr avec effroi quand il leur parlera en juge.

Cependant autour des *Provinciales* la lutte se poursuivait toujours. Jésuites et jansénistes, Arnauld en tête, échangeaient des *Lettres* ou *Réponses* dépourvues de toute aménité. Un décret de l'Index, daté du 3 août 1656, condamnait tous les écrits du belliqueux docteur, publiés depuis la censure de la Sorbonne, et le 4 septembre, l'Assemblée du clergé approuvait un formulaire qui imposait à toute la France la reconnaissance des décisions pontificales concernant les cinq propositions. Le 16 octobre, une bulle du pape Alexandre VII confirmait à cet égard celle de son prédécesseur Innocent X : les cinq propositions étaient « condamnées derechef » « dans le sens auquel Jansénius les a expliquées, » et l'*Augustinus* sévèrement prohibé. Mais les Jésuites ne triomphaient pas sans résistance. Le miracle de la Sainte Épine, qui semblait être la justification de Port-Royal, était officiellement reconnu (22 octobre). D'autre part, les curés de Paris insistaient auprès de l'Assemblée du clergé pour que la morale des nouveaux casuistes fût énergiquement réprouvée, et l'Assemblée, le 24 novembre, se décidait enfin à nommer une commission pour examiner les livres incriminés : elle se contenta d'un blâme indirect, et de voter, le 1er février 1657, la réimpression des *Instructions pour les confesseurs* de saint Charles Borromée. Des mesures plus efficaces n'allaient pas tarder à suivre.

C'est dans ces circonstances nouvelles que Pascal, très préoccupé de défendre ses amis de Port-Royal du reproche d'hérésie qu'on ne cessait de leur jeter à la tête, se retourne contre le Père Annat, provincial des Jésuites et confesseur du Roi, qui venait de publier, en réponse à ses *Lettres*, un ouvrage intitulé *la Bonne foi des Jansénistes*. C'est au Père Annat que sont adressées les deux dernières *Provinciales*, la dix-septième et la dix-huitième, qui sont datées, respectivement, du 23 janvier et du 24 mars 1657. Pascal s'efforce d'y montrer qu'il n'y a aucune hérésie dans l'Église, que les cinq propositions sont également condamnées par tous les fidèles, et par les prétendu jansénistes comme par les autres catholiques; que toute la question revient donc à celle de savoir si elles sont dans Jansénius,

et qu'il n'est pas d'autorité qui vaille contre l'évidence des faits. Ainsi la polémique s'achevait comme elle avait commencé, par une discussion toute doctrinale, que les événements en cours allaient rendre d'ailleurs assez inutile.

POURQUOI LES PROVINCIALES ONT-ELLES ÉTÉ INTERROMPUES?

Rien, dans la dix-huitième *Provinciale*, ne pouvait faire prévoir que ce serait la dernière. Tout au contraire, Pascal semblait en annoncer d'autres (1); et, de fait, nous possédons le début d'une dix-neuvième *Lettre*, qui, comme les précédentes, eût été adressée au Père Annat. Pourquoi cette *Lettre* n'a-t-elle pas été achevée? Pourquoi, en plein succès, Pascal s'est-il brusquement arrêté? Tous les témoignages contemporains sont muets à cet égard et, pour suppléer à leur silence, on en est réduit aux conjectures. Rien ne nous autorise à penser que Pascal se soit lassé de son sujet. Pareillement, on ne saurait admettre, comme on l'a prétendu, qu'il se soit, vers la fin, détaché de la théologie janséniste : s'il a évolué, ce qui est exact, sur la question de la grâce, et s'il a fini par se rallier à la solution thomiste, c'est à la manière de Nicole, et, durant toute la bataille, on ne surprend pas de dissentiment sérieux entre ses amis de Port-Royal et lui. Peut-on croire, avec M. Gazier, que l'auteur des *Provinciales* a cédé aux scrupules charitables de la Mère Angélique et aux objurgations d'un Jésuite qui l'aurait supplié d'utiliser contre les adversaires de la religion le prestigieux talent dont il faisait preuve? Il est certain que les procédés polémiques de Pascal n'étaient pas approuvés par tout le monde à Port-Royal. Dans une lettre au Père Quesnel, Arnauld rappelle, à propos des *Provinciales*, « les murmures et les plaintes des dévots et des dévotes, et même de ses meilleurs amis, qui croyaient que cette manière d'écrire n'était point chrétienne, qu'il n'y avait pas de charité, qu'on ne devait pas mêler des railleries dans les choses saintes, et que les gens de bien en étaient scandalisés. On ne saurait dire, ajoute-t-il, *combien M. Singlin*, à qui ces gens d'honneur parlaient sans cesse, *nous a tourmentés là-dessus*. Mais nous tînmes bon, et l'Église s'en

(1) « Je les vois néanmoins (les hommes de Port-Royal) si religieux à se taire, que je crains qu'il n'y ait en cela de l'excès. Pour moi, mon Père, je ne crois pas le pouvoir faire. » (*Œuvres*, t. VII, p. 58.)

est bien trouvée. » Il est possible que Pascal, — que l'objection a inquiété, puisqu'il y a longuement répondu dans la onzième *Provinciale*, — ait tenu moins bon qu'Arnauld. Et préoccupé comme il l'était d'apologétique, il a pu être touché de quelques lignes d'une *Réponse générale* d'un certain Père Morel, qui signait « le prieur de Sainte-Foy. » « Nous souhaitons, — écrivait le Père, — depuis vingt ans. que les douceurs de la paix renaissent en France, et que nos armées portent la guerre dans la Turquie. C'est en quelque manière le souhait que je fais pour vous, qu'après une sincère et constante réconciliation avec les Jésuites, *vous tourniez votre plume contre les restes de l'hérésie, les langues impies et libertines*, et les autres corruptions du siècle. » Seulement, Pascal a-t-il connu l'opuscule du Père Morel?

Une explication plus vraisemblable est celle qu'a proposée M. Lanson. La bulle d'Alexandre VII, qui condamnait si formellement Jansénius et les cinq propositions, avait été remise par le nonce au président de l'Assemblée du clergé en mars 1657. Le 17 mars, l'Assemblée en décidait la publication; des mesures rigoureuses allaient être prises contre ceux qui n'y souscriraient pas, et se refuseraient à signer un nouveau formulaire plus explicite que le précédent. Il n'y avait plus qu'un moyen de sauver une situation, déjà singulièrement compromise : c'était d'obtenir du Parlement, défenseur des « libertés gallicanes, » qu'il n'enregistrât pas la bulle. Au début de juin, paraissait la *Lettre d'un avocat au Parlement à un de ses amis, touchant l'inquisition que l'on veut établir en France à l'occasion de la nouvelle bulle du pape Alexandre VII*. Or l'auteur de cette *Lettre*, — la comparaison des textes en fait foi, — est évidemment Pascal, et c'est pour l'écrire qu'il laissa inachevée la dix-neuvième *Provinciale*. La *Lettre* fut supprimée par arrêt du Conseil du 25 juin; elle avait profondément irrité le nonce, mais les Parlementaires lui firent fête : ce ne fut que le 19 décembre que, sur l'ordre du Roi, le Parlement consentit à enregistrer la bulle. Pascal et ses amis de Port-Royal étaient battus.

L'autorité, — toutes les autorités, — avaient parlé; il semblait qu'ils n'eussent plus qu'à se taire et à se soumettre. Déjà, le 9 février, le Parlement d'Aix avait condamné les seize premières *Provinciales*, « comme des libelles diffamatoires, à être brûlées par l'exécuteur de la haute justice, avec défense à tous

imprimeurs d'en vendre ni débiter, à peine de la galère; » et l'on conte que, les magistrats d'Aix n'ayant pas voulu se dessaisir de leurs exemplaires, le bourreau en fut réduit à brûler un simple almanach. Il semble que Pascal ait été assez ému par cette condamnation et qu'il ait eu besoin des exhortations de l'infatigable Arnauld pour soutenir son courage. L'a-t-il été également par la mise à l'index, « en présence de notre saint Père le Pape Alexandre VII, » le 6 septembre, des dix-huit *Provinciales* et de la *Lettre d'un avocat*? Il revenait vers le même temps aux mathématiques, ce qui paraît indiquer, de sa part, quelque détente, un certain désir de « divertissement. » La maladresse insolente de ses adversaires triomphants allait lui ménager une revanche et l'engager de nouveau dans la mêlée.

Vers la fin de l'année 1657 paraissait, sous l'anonyme, l'*Apologie pour les casuistes contre les calomnies des jansénistes*, d'un certain P. Pirot, professeur de théologie au collège de Clermont et ami du P. Annat. Injures, bouffonneries, sophismes, propositions naïvement scandaleuses, le pauvre homme aurait voulu compromettre irrémédiablement sa cause qu'il n'aurait point procédé différemment. Les curés de Paris, réunis dans leur premier synode le 7 janvier 1658, résolurent d'en poursuivre la condamnation; ils nommèrent une commission, présentèrent de pressantes requêtes au Parlement, à la Faculté de théologie, aux vicaires généraux, en les accompagnant d'un *Extrait* de plus de soixante propositions tirées de l'*Apologie*, et qu'ils jugeaient particulièrement répréhensibles. La commission, d'autre part, fit rédiger, le 25 janvier, un *factum*, qu'elle soumit au synode le 4 février, et qu'elle fut autorisée à faire imprimer. Selon toutes les vraisemblances, ce *factum* avait été rédigé par Pascal. Il eut un grand succès.

Les Jésuites répondirent. Un second *factum* également rédigé par Pascal, parut au mois d'avril. D'autres suivirent, jusqu'au mois de juin 1659. De ces sept autres *factums*, deux seulement, le cinquième et le sixième, peuvent encore avec raison être attribués à Pascal. Et c'est encore Pascal qui serait l'auteur d'un projet de mandement qu'on a retrouvé dans ses papiers, et qu'il aurait composé on ne sait pour quel évêque. Les curés de Rouen, de Nevers, d'Amiens, d'Évreux suivirent l'exemple de leurs confrères de Paris : eux aussi, dans divers *factums*, réclamèrent la condamnation de la morale relâchée. Et l'autorité fut forcée

de leur donner satisfaction. Condamnée en juillet 1658 par la Sorbonne, l'*Apologie des casuites* fut censurée par l'évêque de Nevers, par l'évêque de Rouen, condamnée enfin à Rome. Et ce ne fut pas tout. Les « ordures des casuites, » comme les appelle Bossuet, ont été sévèrement condamnées en 1679 par le pape Innocent XI, et sur les instances de Bossuet, solennellement flétries par l'Assemblée du clergé de 1700. Et, il est vrai, les Jésuites se vengeaient en faisant condamner par le Conseil du roi et brûler par la main du bourreau la traduction latine des *Provinciales*, par Wendrock-Nicole. Mais si, sur la question doctrinale, et purement théologique, ils ont eu assez aisément gain de cause contre leur loquent adversaire, ils ont eu plus de peine à l'emporter contre lui sur le terrain de la morale. Dans le long duel qu'il a engagé contre la puissante société, Pascal n'a pas été entièrement vaincu.

LA LANGUE, LE STYLE ET LA COMPOSITION DES *PROVINCIALES*

Que la publication des *Provinciales* ait été un grand événement littéraire, c'est ce dont les contemporains ont eu parfaitement conscience. C'était le chef-d'œuvre attendu de tous, et auquel tout le monde fait accueil. On n'avait, en prose, rien vu de semblable, depuis l'*Introduction à la vie dévote*, et le succès même de *la Fréquente communion* était largement dépassé. Nous savons que les premières *Provinciales* ont été tirées à 6 000 exemplaires, — ce qui est très considérable pour l'époque : la dix-septième l'a été d'abord à 10 000, mais écrivait d'Asson de Saint-Gilles, « il nous en faut encore beaucoup, parce qu'on rompra les formes. » Nous savons d'autre part qu'il y eut, chez divers imprimeurs, plusieurs tirages simultanés ou successifs, et pour plusieurs *Lettres*, on a pu relever jusqu'à cinq, six, et même sept éditions différentes. Tout cela suppose une prodigieuse diffusion de la première heure. L'année suivante, paraissaient à Amsterdam, chez les Elzevier, deux éditions des *Provinciales* réunies, et en 1658, les mêmes Elzevier publiaient trois ou quatre éditions de la traduction latine de Nicole. La même année, paraissait à Londres une traduction anglaise ; il existe même une édition en quatre langues, — français, latin, espagnol et italien, — datée de 1684. On le voit, comme pour le livre célèbre de saint François de Sales, le succès des *Pro-*

vinciales a été soudain et universel, et non seulement français, mais européen (1).

Les grands succès de librairie ne sont pas toujours, mais ils sont quelquefois un signe de la haute valeur littéraire des œuvres. Ce fut le cas des *Provinciales*. Le chevalier de Méré, qui avait en partie fait l'éducation mondaine de Pascal, s'aperçut-il que son élève avait admirablement profité de ses leçons, et que Balzac et Voiture, qui passaient jusqu'alors pour les maîtres de la langue, étaient désormais singulièrement dépassés? Non pas, à vrai dire, que le Pascal des *Provinciales* parle une langue toute nouvelle. Sa langue est celle de ses contemporains, peut-être, çà et là, avec une nuance d'archaïsme, ou même de provincialisme, que l'écrivain a un peu effacée dans les éditions ultérieures, et qui n'est pas sans en relever la verdeur. Il y a, dans la première *Provinciale*, un certain « ce me dit-il, » qui scandalisait fort, un peu plus tard, le P. Daniel, et qui nous paraît, à nous, fort savoureux. Pareillement, Pascal n'a pas renoncé à la phrase ample, généreusement étoffée, surchargée d'incidentes, de conjonctions, de relatifs, que l'on parle autour de lui, et qui se ressent de ses origines latines; mais ce qui est encombrement et embarras chez certains écrivains d'alors, — chez Descartes, par exemple, — est chez lui vivante et forte dialectique; et, encore une fois, il suffit de lire tout haut les périodes en apparence les plus enchevêtrées des *Provinciales* pour voir, ou, mieux, pour sentir s'en simplifier l'ordonnance, s'en distribuer les divers plans, s'en éclairer les multiples intentions. Il n'y a peut-être pas, dans toute notre langue, de forme verbale qui passe mieux la rampe que celle de Pascal. D'ailleurs, il sait, quand il le faut, couper sa phrase, remplacer de longues périodes par de courtes propositions, qui sont comme autant de traits rapidement assénés à l'adversaire. La vérité est qu'il ne s'asservit pas à un système déterminé d'avance, et que, tantôt en avance sur son temps, tantôt retardant un peu sur sa génération, il use de la langue commune avec une extrême liberté (2), subordonnant toutes choses à l'objet immédiat qu'il

(1) De 1659 à 1700, Basse a retrouvé et catalogué 28 éditions françaises et 4 éditions latines, des *Provinciales*. « Jamais la poste ne fit de plus grands profits, » a dit le P Daniel, dans ses *Entretiens de Cléandre et d'Eudoxe*, à propos de la diffusion des *Provinciales* séparées.

(2) On notera que Pascal n'hésite pas, quand il croit devoir le faire, à forger des mots nouveaux : *violement, tuables*, etc.

poursuit, à l'idée qu'il veut enfoncer dans l'esprit, au sentiment qu'il veut faire naître dans l'âme de son lecteur.

Cette façon libre et souveraine de manier la langue n'appartient qu'aux écrivains qui ont un style. *Avoir un style*, c'est traduire sa pensée d'une façon si personnelle qu'un œil exercé la reconnaîtra entre toutes les autres. Veut-on, à cet égard, se donner comme la sensation de l'originalité de Pascal? Qu'on relise une page des *Provinciales* entre une page du *Socrate chrétien* et une page de *la Fréquente communion*. Les longs développements scolastiques d'Arnauld, dans leur continuité monotone et triste, nous révèlent un solide esprit de théologien qui s'adresse à de purs esprits et s'efforce d'emporter leur adhésion. Balzac, lui, n'est qu'un rhéteur qui aligne laborieusement d'ingénieuses antithèses et construit, non sans art, une pompeuse forme vide, d'où la pensée et l'émotion sont également absentes. Rien de tel chez Pascal : il a autant d'art que Balzac, autant de souci de la vérité qu'Arnauld ; mais avant tout, c'est une âme vivante, infiniment riche et complexe, qui veut conquérir d'autres âmes et qui, pour les modeler à leur image, s'efforce de faire passer en elles son contagieux frémissement. Les mots pour lui ne sont pas seulement des signes, de simples notations algébriques destinées à servir de truchement entre de pures intelligences ; ce sont des sons qui expriment des états moraux et qui ont gardé de leur lointaine origine leur pouvoir d'agir sur les sens, d'évoquer des images, de traduire des émotions. Ce pouvoir, il s'agit, par de subtils assemblages, d'en multiplier les effets et de le porter, si l'on peut ainsi dire, à son maximum de rendement. C'est à quoi doit s'employer l'art de l'écrivain. Si Pascal a tant travaillé ses *Provinciales*, s'il est telle de ses petites *Lettres*, — la dix-huitième, — qu'il a refaite jusqu'à treize fois, c'est qu'en artiste épris de perfection et très difficile à satisfaire, il cherchait obstinément la forme la plus brève, la plus directe, la plus puissamment suggestive qui exprimât le plus fidèlement possible le monde d'idées et de sentiments qu'il portait dans son cerveau et dans son cœur. Veut-il faire rire aux dépens de ses adversaires? Il sait qu'il y a des épithètes, des adverbes, des assonnances, des oppositions de mots, des agencements de phrases qui soulignent et redoublent le ridicule d'une situation, d'une attitude, d'une réplique, et il excelle à les découvrir. Soyez sûrs qu'il n'a pas trouvé du premier

coup l'homérique énumération, — si malicieusement distribuée et graduée, — qui, dans la cinquième *Provinciale*, fait défiler devant nous tant de noms barbares de casuistes, et dont l'effet comique est littéralement irrésistible (1). Veut-il au contraire exposer une théorie, établir le bien fondé d'une idée théologique ou morale? La rigoureuse propriété des termes, la simplicité des constructions, la rapide sobriété des tours, tout est calculé pour faciliter au lecteur l'intelligence d'une argumentation délicate, pour implanter aisément la conviction dans son esprit. Pascal veut-il enfin exciter l'indignation et la colère, communiquer à autrui la passion qui couve dans son propre cœur? Le ton s'élève; les mots graves, chaleureux, puissants se pressent; le mouvement de la phrase s'emporte et se précipite; on entend l'accent de la voix qui s'enfle et qui tantôt se contient encore, tantôt s'échappe en de brusques élans, en des interruptions ardentes; çà et là, une brève et forte image achève de colorer cette sombre et impérieuse éloquence. Et le style reproduit si fidèlement, si sobrement aussi, les remous du flot intérieur, que l'âme du lecteur se laisse peu à peu envahir par cette grande vague de sensibilité débordante dont elle subit sans défense l'âpre contact.

La variété et la force du style peuvent suffire à faire un grand écrivain. Mais combien l'écrivain est plus grand encore, quand, à ces dons suprêmes, il en joint un autre qui en rehausse singulièrement la valeur, celui de la composition! Ce don, que les mieux doués acquièrent parfois lentement et laborieusement, il est prodigieux que Pascal, écrivain improvisé, l'ait eu du premier coup. Sans doute, s'il n'avait pas encore *écrit*, à proprement parler, — en dehors des questions scientifiques, — il avait beaucoup réfléchi aux conditions de l'art littéraire et de « l'art de persuader, » et son tempérament de logicien lui tenait lieu de longues années d'apprentissage. Mais une réussite aussi parfaite et aussi soudaine que celle

(1) « Ce sont des gens bien habiles et bien célèbres, me dit-il. C'est Villalobos, Conink, Llamas, Achokier, Dealkozer, Dellacruz, Vera cruz, Ugolin, Tambourin, Fernandez, Martinez, Suarez, Henriquez, Vasquez, Lopez, Gomez, Sanchez, De Vechis, De Grassis, De Grassalis, De Pitigianis, De Graphæis, Squilanti, Bizozeri, Barcola, De Bobadilla, Simancha, Perez De Lara, Alretta, Lorca, De Scarcia, Quaranta, Scophra, Pedrezza, Cabrezza, Bisbe, Dias, De Clavasio, Villagut, Adam à Manden, Iribarne, Binsfeld, Volfangi à Vorberg, Vosthery, Strevesdorf. — O mon Père, lui dis-je tout effrayé, tous ces gens-là étaient-ils chrétiens? »

des *Provinciales* ne s'explique que par ce je ne sais quoi d'inexplicable que l'on appelle le génie. Qu'on en examine le détail ou l'ensemble, chacune des petites *Lettres* est un chef-d'œuvre d'architecture et d'ordonnance. Chaque phrase forme un tout complet, une pierre solidement taillée qui vient s'enchâsser au moment opportun dans la construction qui l'attend; chaque développement est une pièce nécessaire et prévue de l'argumentation générale; et, sous la diversité apparente des épisodes, la pensée maîtresse se déroule avec une rigueur secrète qui, pas un instant, ne se relâche, et qui s'impose d'autant plus fortement à l'esprit qu'elle se dissimule plus discrètement. Enfin, si, d'une *Provinciale* à l'autre, le lien logique est plus lâche qu'à l'intérieur d'une même *Lettre*, — car toute polémique a des imprévus dont il faut bien s'accommoder, — il n'est point rompu; et même, la grande habileté de Pascal consiste précisément à donner l'illusion d'une œuvre puissamment organisée, et dont toutes les parties ont été savamment concertées d'avance, en vue d'une fin commune. Par exemple, il est possible, comme l'a prétendu Nicole, que ce soit le hasard d'une lecture d'Escobar qui ait amené Pascal à discuter la morale des Jésuites : mais qui s'en douterait, à lire d'un bout à l'autre les *Provinciales*? Et comme, bien plutôt, l'on serait tenté de croire que Pascal, en écrivant sa première *Lettre*, avait déjà dans l'esprit le dessein de sa brusque offensive contre les casuistes! Tant il a su bien lier la question morale à la question dogmatique! Le triomphe de la composition pascalienne, c'est, à tous les détours du chemin, de toujours faire apercevoir le rapport qui existe entre la question particulière qu'agite présentement l'écrivain et tout l'ensemble du problème moral et religieux.

L'ART LITTÉRAIRE DE PASCAL

On peut pénétrer plus avant dans le secret de l'art de Pascal. On peut le voir à l'œuvre, choisissant et utilisant les matériaux qu'il a fait entrer dans chacune de ses *Lettres*. Nous savons que ses amis de Port-Royal, Arnauld et Nicole en particulier, ont collaboré très activement avec lui, qu'ils ont pour lui dépouillé des textes, recueilli des citations, probablement composé des mémoires sur lesquels il travaillait, et qui, malheureusement, ne nous ont pas été conservés. Mais nous savons

aussi que Pascal vérifiait lui-même les passages qu'il se proposait de retenir et qu'il a lu « deux fois Escobar tout entier. » Sans doute il lut également d'assez près le candide P. Bauny. En se reportant à ses sources, en refaisant après lui quelques-unes de ses lectures, on se rend bien compte des transformations qu'il faisait subir à la matière brute qu'il façonnait pour l'incorporer à sa propre prose. Mieux encore : que l'on compare, comme l'a fait M. Lanson, avec le texte de certaines *Provinciales*, un petit livre d'Arnauld qui en est comme la grossière et lointaine ébauche, et dont Pascal a exprimé toute la substance, la *Théologie morale des Jésuites*, et l'on saisira sur le vif ses procédés d'artiste et d'écrivain. Des citations ou des allégations d'Arnauld il laisse tomber toutes celles qui, scandaleuses aux yeux des seuls théologiens, trouveraient les gens du monde à peu près indifférents; il ne conserve que les autres. Et celles-là, tantôt il les abrège, et tantôt il les développe ou les complète, en se reportant au texte original. Si par hasard, ce qui lui arrive, Arnauld a négligé quelque trait ridicule ou impertinent, Pascal s'empresse de le reprendre et d'en orner telle de ses pages. Mais ces faits, ces textes, ces citations qu'il garde, il s'agit surtout pour lui de les mettre en valeur. C'était bien ici la dernière préoccupation d'Arnauld, qui s'était contenté de dresser un simple catalogue, de classer suivant un ordre tout scolastique les propositions immorales des casuistes. Pascal, lui, en les enchâssant dans la trame souple et continue de ses *Lettres* successives, ne les produit qu'au moment précis où le besoin d'une justification ou d'une preuve se fait sentir, et il a bien soin de les accompagner de toutes les préparations, explications, réfutations et commentaires qui leur donnent tout leur sens pour le lecteur profane. De telle sorte que celui-ci, quelque insuffisante que soit son initiation antérieure, a l'agréable illusion de pouvoir suivre une subtile discussion théologique aussi aisément que s'il s'agissait de ces ingénieuses discussions littéraires, morales ou mondaines qui alimentaient alors la conversation des honnêtes gens. On définirait assez exactement l'art de Pascal, si l'on disait qu'il a transposé de l'ordre théologique dans l'ordre littéraire la sécheresse abstraite des matériaux que lui fournissaient les Arnauld et les Nicole; et celui-ci, en l'appelant dédaigneusement un « ramasseur de coquilles, » a donné la mesure de

sa médiocrité d'esprit : il n'a pas compris qu'utiliser et exploiter ainsi les « coquilles » d'autrui, c'est inventer, c'est créer encore. S'il est vrai, comme l'a dit Voltaire, que Bossuet, interrogé par l'évêque de Luçon sur la question de savoir « quel ouvrage il eût mieux aimé avoir fait, s'il n'avait pas fait les siens, » aurait répondu : « Les *Lettres Provinciales*, » voilà Pascal bien vengé des puérils dédains de Nicole.

« Ramenez *les grâces* des *Provinciales*, » a dit un autre jour Bossuet, en s'adressant à Fénelon ; et le mot indique assez le cas singulier que « M. de Meaux » faisait des « petites Lettres ; » mais, s'il n'avait pas ici une signification un peu spéciale, on pourrait le trouver assez impropre. Car, — Sainte-Beuve l'observait déjà, — *la grâce* est absente des *Provinciales*. Pascal a le goût, il a la finesse, il n'a pas la grâce. La grâce, « plus belle encore que la beauté, » cette qualité charmante, un peu féminine, si grecque et si française tout ensemble, qu'un Platon, un Racine, un Voltaire, un Renan, un Lemaître ont eue si largement en partage, le Pascal des *Provinciales* l'ignore ou la dédaigne. Son génie essentiellement viril rejette cette aimable superfluité ; son sourire même a quelque chose de sévère et de tendu. Mais s'il se refuse la grâce, que Bossuet, lui non plus, n'a guère connue, il ne s'interdit pas les grâces, à savoir l'agrément. Il veut se faire lire du grand public et, pour cela, il sait qu'il doit rivaliser avec ces écrivains dont l'esprit, l'éloquence, les fantaisies d'imagination attirent et retiennent l'attention du commun des lecteurs. Il sait que l'homme est construit de telle sorte que la vérité toute nue n'a de prise sur lui que si elle s'enveloppe d'un voile de fiction ; et à ce besoin ou à cette faiblesse de la nature « concupiscente » il saura se prêter sans scrupule.

Son tempérament d'ailleurs y trouvait son compte. Il y avait en lui un écrivain qui s'ignorait encore, et dont le riche et subtil génie, lentement formé à son insu par mille expériences intérieures, va brusquement éclater au grand jour. Il avait une finesse d'esprit naturelle, que le contact du monde avait aiguisée, nous l'avons vu, de telle sorte qu'elle avait fini par mériter l'approbation de Méré lui-même. Elle va s'exercer aux dépens de la naïveté, du pédantisme théologique des bons Pères, et sous les formes les plus variées. Presque toutes les sortes d'esprit se sont donné rendez-vous dans les *Provinciales* : depuis

la malice amusée, à demi innocente, légitime revanche du bon sens sur la vanité et sur la sottise, jusqu'à la raillerie cruelle, presque sanglante, et déjà voltairienne de ton et d'accent; il n'y manque guère que cette ironie détachée, supérieure, et qui se moque un peu d'elle-même, que notre siècle a bien connue, et qui, lorsqu'elle n'est pas une simple fantaisie poétique, est surtout une forme de notre dilettantisme. Pascal n'est à aucun degré un dilettante : il ne joue pas, il ne s'enchante pas lui-même des échappées de sa verve; même quand il paraît s'amuser ou se divertir, il reste sérieux, presque tragique. Il y a en lui un fond d'ardeur et de sombre passion qui partout se devine et qui parfois éclate. Alors, c'est l'éloquence : une éloquence âpre et forte, totalement exempte de déclamation, chose infiniment rare, et précisément parce qu'elle est totalement dénuée de virtuosité, une éloquence qui sait prendre les tons les plus divers : la gravité, la tristesse, la pitié, l'indignation, le mépris, la colère. Cette véritable éloquence « qui se moque de l'éloquence » faisait pour la première fois son apparition dans la prose française : elle laissait bien loin derrière elle les tâtonnements du vieux Du Vair et ceux aussi de Balzac; et Bossuet qui, là-bas, dans sa ville de Metz, venait d'écrire sa *Réfutation du catéchisme de Paul Ferry*, a dû se sentir, en lisant Pascal, tout éclairé et réconforté : de fait, « les *Lettres au Provincial*, dont quelques-unes ont beaucoup de force et de véhémence, et toutes une extrême délicatesse, » sont l'une des rares lectures françaises qu'il recommandait un peu plus tard au cardinal de Bouillon pour la formation d'un orateur. Pareillement, enfin, soyons assurés que Molière, qui, à ce moment-là, jouait dans les provinces, et qui avait déjà composé, avec quelques farces, *l'Étourdi* et *le Dépit amoureux*, lut de fort bonne heure les *Provinciales*, non sans profit sans doute, et qu'il en admira profondément les qualités dramatiques. Qui sait si ce n'est point l'exemple de Pascal qui l'a définitivement orienté vers la comédie sérieuse? Car Pascal, en composant ses *Lettres*, s'est découvert un véritable talent d'auteur comique, qu'évidemment il ne se connaissait pas la veille, et qu'il a merveilleusement exploité. Il avait d'abord d'instinct, — car cette qualité ne s'acquiert guère, — le don du dialogue, l'art des reparties vives, naïves, familières, qui laissent transparaître la vérité profonde d'un caractère, et j'imagine que, dans la conversation

quotidienne, il devait, quand il s'abandonnait à sa verve, être un prodigieux metteur en scène. Il avait encore, et surtout, l'imagination dramatique. Chose étonnante, et sinon unique, du moins très rare dans l'histoire des littératures, ce logicien, ce puissant inventeur d'idées abstraites savait voir et évoquer le détail concret, l'aspect extérieur des choses et des êtres. Son imagination, l'une des plus complètes peut-être que l'on connaisse, lui représentait, avec une force et une vivacité singulières, tout à la fois l'intérieur des âmes, la réalité vivante des attitudes morales, et la physionomie des hommes, leurs gestes familiers, le son de leur voix et l'intonation de leurs paroles. Ce bon Jésuite, si accueillant, si caressant même, qui a si candidement subi « l'empreinte » de sa compagnie, qui ne jure que par Escobar, et pour lequel la casuistique est un nouvel évangile, je ne sais si Pascal l'a vu ; mais il nous le fait voir. Le portrait est si subtilement tracé, si net et si juste de ton, que nous ne l'oublierons plus. Il ira prendre sa place dans la glorieuse galerie où sont rassemblées, plus vivantes que les créatures réelles, les effigies de tant de créatures imaginaires que l'art a sauvées de la mort.

Les plus grandes œuvres de la littérature et de l'art sont celles dont l'analyse n'épuise pas l'intérêt. Par la variété du ton et de l'inspiration, par la nature des questions traitées, par l'habileté de la mise en œuvre, par l'ampleur et la solidité de la composition, par la vigueur concentrée et le sobre éclat du style, les *Provinciales* sont l'une des dates essentielles de la littérature française.

LE FOND DE LA POLÉMIQUE — PROBABILISME ET CASUISTIQUE

Marquent-elles une date aussi importante dans l'histoire des idées? La question, depuis trois siècles, a soulevé des discussions ardentes, et qui, vraisemblablement, ne sont pas encore closes. Essayons de voir un peu clair dans cette controverse obscure.

Il est tout d'abord assez oiseux de se demander si Pascal a été, oui ou non, sincère dans la polémique. Les âmes passionnées comme la sienne, et d'ailleurs profondément chrétiennes, peuvent errer; elles sont toujours sincères. Et assurément, dans notre désir, — un peu pharisaïque, — de perfection, nous leur

souhaiterions certains raffinements de conscience qu'elles n'ont pas eus. Par exemple, sous prétexte qu' « il n'avait jamais eu d'établissement avec les pieux solitaires, » nous sommes un peu gênés que Pascal ait déclaré à plusieurs reprises, « et en propres termes » : « Je ne suis point de Port-Royal, » et nous voudrions qu'on ne pût pas lui reprocher l'une de ces équivoques qu'il a lui-même si éloquemment flétries. De même, nous nous étonnons à bon droit que ce pénétrant moraliste ait pu involontairement confondre le duel avec l'homicide pur et simple, et nous sommes tentés de nous demander si, dans le secret de son cœur, il a bien pu être dupe de ses propres sophismes. Mais il faut résister à la tentation, relire, à ce propos, un beau sermon de Bourdaloue sur *la Fausse conscience*, et se dire que le propre de la passion est, précisément, de fausser les plus hautes consciences. Hélas! quel est le juste, quel est le saint même qui puisse se vanter d'avoir toujours obéi aux arrêts d'une conscience parfaitement droite?

Tout en étant très sincère, Pascal a donc fort bien pu recourir à des procédés de polémique d'une fâcheuse déloyauté. Les Jésuites de son temps le lui ont amèrement reproché; ils ont crié à l'imposture, aux citations controuvées ou inexistantes. Or, vérification faite, on n'a guère découvert qu'une douzaine de passages où Pascal a plus ou moins dénaturé le sens des auteurs qu'il citait. Assurément il ne cite pas ou ne traduit pas toujours littéralement; mais c'était l'usage du temps, moins scrupuleux que le nôtre, et les fameuses cinq propositions n'avaient pas été obtenues par un autre moyen. Il y a lieu d'ailleurs de faire observer, avec Brunetière, que ces quelques erreurs matérielles, du reste regrettables, n'entament en aucune façon la thèse générale de Pascal, et que, si celui-ci l'avait voulu, rien ne lui eût été plus facile que de remplacer les textes incriminés par d'autres encore plus probants, c'est-à-dire plus scandaleux.

Ce qui est sans doute plus grave, c'est l'habitude presque constante qu'a Pascal de présenter à l'état brut en quelque sorte les décisions des casuistes, sans les considérants et restrictions qui souvent en atténuent l'effet et qui, parfois même, les justifient. Il supprime les nuances qui, en pareille matière, sont essentielles; il simplifie à l'excès les problèmes et les solutions; il change ainsi, de proche en proche, la physionomie géné-

rale du débat et il déplace les questions qu'il discute. Par exemple, dans la onzième *Provinciale*, discutant la question de l'homicide, il cite et condamne une opinion de Lessius : « Il est permis de tuer celui qui veut nous faire un affront, selon l'avis de tous les casuistes, *ex sententia omnium*, comme dit Lessius. » — « Par quelle autorité, s'écrie Pascal, vous qui n'êtes que des particuliers, donnez-vous ce pouvoir de tuer aux particuliers, et aux religieux mêmes? Et comment osez-vous usurper ce droit de vie et de mort, qui n'appartient essentiellement qu'à Dieu, et qui est la plus glorieuse marque de la puissance souveraine ? » Le mouvement est assurément fort beau. Mais quoi! Si l'on se reporte au texte latin, on s'aperçoit que Lessius a ajouté : « quand on ne peut repousser autrement cette injure, *quando aliter ea injuria arceri nequit.* » Et il ne s'en tient pas là. Il déclare que cette « opinion est admissible en théorie, mais qu'il faut éviter le désir de vengeance, *cavenda tamen vindictæ libido,* » et qu'au total, et en fait, il la recommande peu; il estime, dans l'intérêt général, qu'il suffit « de répondre à des injures verbales par des paroles, *injuriæ verbales verbis repelli.* » On se demande ce qui reste de la belle indignation de Pascal. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Le malheur est que cette relative inexactitude dans l'exposition des idées de détail qu'il réfute, Pascal la transporte dans l'examen des théories générales qui forment le fond du débat entre ses adversaires et lui. Soit, par exemple, la question du probabilisme qui est traitée tout au long dans la cinquième *Provinciale*. C'est, on le sait, la doctrine qui, en matière morale, permet de choisir, entre deux opinions probables, — c'est-à-dire recommandées par des auteurs graves, — la moins probable, et donc la moins sûre. Que la doctrine puisse conduire à d'étranges abus, c'est ce que personne ne conteste, pas même les Jésuites. Mais, outre qu'ils ne l'ont pas inventée, — Pascal lui-même le laisse entendre, moins nettement d'ailleurs qu'on ne voudrait, — on ne saurait nier qu'elle réponde à des nécessités impérieuses. La vie morale serait trop simple et trop facile, s'il suffisait, pour s'y conduire, comme Pascal tend à nous le faire croire, de la conscience individuelle et du Décalogue. Les consciences les plus droites ont parfois besoin d'être éclairées du dehors, et il est tout naturel qu'elles prennent conseil d'autres consciences, auxquelles leur science et leur sainteté

confèrent une autorité légitime. C'est là tout le principe du probabilisme. Plus d'un directeur janséniste a été probabiliste sans le savoir, ou même en le sachant. Celui qui, ayant à résoudre pour son compte personnel un de ces difficiles cas de conscience comme la vie en présente si souvent, se refuserait à consulter un « auteur grave, » ressemblerait à un homme qui, atteint d'une grave maladie, prétendrait se guérir suivant ses propres lumières, et se refuserait à consulter un médecin particulièrement compétent.

Nous touchons ici à la question plus générale de la casuistique. Cette question, on sait comment Pascal l'a posée et tranchée. Sous prétexte que certains casuistes de la Compagnie de Jésus ont multiplié les décisions saugrenues ou immorales, il a enveloppé la casuistique tout entière dans la réprobation que lui inspiraient ces doctrines. Et après lui on a renchéri sur ses indignations et ses anathèmes. « Casuistique et morale relâchée, a écrit sans sourciller Ernest Havet, sont choses inséparables. » Les casuistes, de leur côté, — ceux du XVIIe siècle tout au moins, — se sont en général fort maladroitement défendus. Leurs réponses sont d'une extrême faiblesse. Quand ils n'ont pas tenté des apologies difficiles, ils se sont jetés dans des chemins de traverse, ont ergoté sur des textes, protesté de la parfaite pureté de leurs intentions, de leur moralité personnelle. Or Escobar paraît avoir été un fort saint homme, et s'il est vrai qu'on ait voulu le déférer à l'Inquisition « parce qu'on trouvait sa doctrine trop sévère, » il faut avouer qu'il a joué de malheur en tombant dans les mains de Pascal. Mais quand il serait établi que la très grande majorité des prescriptions d'Escobar fût d'une correction irréprochable et que l'inspiration même de sa morale fût d'une louable austérité, la chose, au fond, n'importe guère. Et qu'importe encore que les complaisances de certains casuistes leur aient été dictées par leur désir d'arracher nombre de pénitents aux tribunaux de l'Inquisition espagnole, que d'autres aient été comme entraînés par leur imagination, par une sorte de virtuosité dialectique ? Ce sont là simples excuses de gens qui s'obstinent à plaider coupables. Et qu'on n'aille pas dire, pour achever de les innocenter, que les gros livres de casuistique, rédigés en latin, étaient faits pour les confesseurs, et non pour le grand public : au XVIIe siècle, le grand public

lisait couramment le latin. En 1656, paraissait la *quarante-deuxième* édition de la *Théologie morale* d'Escobar. « Si naïf qu'on le suppose, dit à ce propos plaisamment Brunetière, a-t-il pu croire que les confesseurs eussent à eux seuls consommé quarante et une éditions de son livre? » On commençait d'ailleurs, pour ceux qui ne savaient pas le latin, à publier des livres de casuistique en langue vulgaire. La *Somme des Péchés*, du P. Bauny, — dont une *sixième* édition avait paru en 1641, — était écrite en français; et le bon Père a si bien senti lui-même le danger éventuel de telle ou telle de ses décisions qu'à propos de l'assistance que les serviteurs peuvent prêter à leurs maîtres dans leurs galanteries, il rédige sa consultation en latin, et qu'il ajoute : « Voilà les choses que j'ai jugé devoir être insérées en ce lieu, et ce en langue non vulgaire, crainte que *sues et connues du même peuple, elles ne lui baillassent sujet de quelque liberté non louable.* » Voilà un aveu qui a dû réjouir Pascal.

Mais encore une fois, qu'importent les erreurs individuelles, les imprudences ou les naïvetés d'Escobar ou du P. Bauny? La vraie question n'est pas là; elle est uniquement de savoir si, oui ou non, la casuistique, en soi, est une chose légitime, si, oui ou non, les Jésuites s'en sont servis comme d'un moyen de domination. Or la casuistique, c'est-à-dire la science des cas de conscience, est si peu une invention des Jésuites, qu'elle a existé de tout temps, et qu'en fait on ne saurait concevoir de morale sans casuistique. Qui donc a dit qu'il est souvent plus difficile de connaître son devoir que de l'accomplir? La vie, — la vie sociale surtout, — n'est pas simple : elle est un tissu, parfois singulièrement enchevêtré, d'obligations en apparence contradictoires, ou tout au moins si différentes les unes des autres, que les esprits les plus droits, les consciences les plus scrupuleuses, — et précisément parce qu'elles sont scrupuleuses, — ne sachant comment concilier ces antinomies, comment satisfaire exactement à tous ces devoirs, hésitent, se troublent, appellent à l'aide des âmes plus éclairées, des esprits plus désintéressés et plus lucides. C'est alors qu'intervient la casuistique. Le casuiste, dont c'est le métier d'étudier les conflits de devoirs et de les résoudre en les conciliant, le casuiste apaise ces consciences inquiètes; il les délivre des scrupules excessifs, et qui paralysent; il leur rend

le calme et la sérénité ; il les fait bénéficier de son expérience morale, théorique et pratique ; il les aide, non pas à tourner la loi, mais à établir une sage hiérarchie entre les devoirs ; il leur suggère les moyens de satisfaire, sans rien outrer, et dans une mesure raisonnable, aux diverses exigences qui s'imposent réellement à elles ; il leur enseigne à proportionner leur effort au caractère plus ou moins impérieux des obligations que la vie leur apporte. En vérité, il n'y a rien là que de très naturel et de très humain, de très moral même. On ne saurait citer une seule morale religieuse qui ne fût accompagnée de quelque casuistique. Pour le catholicisme, en particulier, dont l'action morale repose presque tout entière sur la confession et sur la direction de conscience, la casuistique fait partie intégrante de sa définition même, et les jansénistes eux-mêmes ont dû suivre la règle commune : qu'ils l'aient voulu ou non, Saint-Cyran, Singlin, Arnauld ont été les casuistes de leurs pénitents. Chose plus significative encore : il n'est pas jusqu'aux morales purement rationnelles ou philosophiques qui ne doivent recourir, elles aussi, à cette science si décriée. Il y avait une casuistique stoïcienne ; il y a une casuistique kantienne. La casuistique répond à des besoins essentiels et permanents de la nature humaine, et il faut retourner et rectifier le mot d'Ernest Havet : casuistique et morale sont choses inséparables.

Est-ce à dire que la casuistique, comme d'ailleurs toutes les bonnes et justes choses de ce monde, ne puisse offrir certains dangers, et que tout soit à approuver dans les décisions des casuistes? Non, certes, et les nombreuses condamnations qu'ont encourues certains casuistes sont là pour nous prouver qu'ils n'ont pas su toujours éviter le piège que leur métier même tend à leur bon vouloir. Car il y a une déformation professionnelle qui est comme inhérente au métier de casuiste : à raffiner sur des cas imaginaires, à inventer des solutions ingénieuses, à légiférer dans l'abstrait, le casuiste en vient assez vite à perdre de vue la réalité, à trouver toutes simples des situations ou des propositions que le bon sens proclame extravagantes ou immorales. Il est ainsi tout naturellement entraîné à une indulgence souvent excessive pour des fautes qui lui paraissent courantes, et qui ne sont que l'exception ; à vivre habituellement par la pensée dans l'anormal, il en oublie

les conditions de la vie normale. Si Pascal s'était contenté de dénoncer ce danger, en indiquant les réserves nécessaires, il aurait eu avec lui tous les esprits raisonnables et tous les honnêtes gens. Son tort est d'avoir conclu du particulier au général, et d'avoir impliqué dans le procès de certains casuistes le procès de la casuistique tout entière.

PASCAL ET LES JÉSUITES.
LA PHILOSOPHIE RELIGIEUSE DES *PROVINCIALES*

De la casuistique et de la Compagnie de Jésus. Les deux causes, sans être nécessairement solidaires, — car il existait des casuistes avant Ignace de Loyola et dans d'autres ordres que celui qu'il a fondé, — ont été, en fait, assez étroitement liées. Il paraît certain que le grand développement de la casuistique a coïncidé avec celui des Jésuites et il semble bien que les plus illustres casuistes aient fait partie de la célèbre société. Il y a à cela une raison d'ordre général. La naissance des sociétés modernes au XVIe siècle a fait lever un peu partout des âmes plus complexes, plus nuancées, plus difficiles à guider et à satisfaire qu'elles ne l'étaient au moyen-âge; la direction de conscience a pris dès lors une extension qu'elle n'avait pas eue auparavant. Les Jésuites, avec ce merveilleux esprit d'opportunité qui les caractérise, ont donné à ces besoins nouveaux les satisfactions qu'ils réclamaient : ils se sont improvisés directeurs de conscience et casuistes, comme ils se sont improvisés éducateurs. Que leur influence en ait puissamment bénéficié, c'est l'évidence même. Que l'accroissement de cette influence ait trop souvent été, ou paru être, l'objet essentiel de certains casuistes, c'est ce qui était inévitable : les ordres religieux ont leurs défauts, comme toutes les institutions humaines, et comme l'Inquisition entre les mains des Dominicains, la casuistique a fort bien pu, entre les mains des Jésuites, servir, plus ou moins consciemment, des intérêts non pas personnels, mais corporatifs. Que, d'autre part, l'abus de la casuistique ait entraîné beaucoup de Jésuites à un excès d'indulgence, que, d'une manière générale même, *exceptis excipiendis*, la Compagnie ait eu quelque tendance à « mettre des coussins sous les coudes des pécheurs, » c'est ce qui paraît difficilement contestable (1). Enfin,

(1) On notera que les Jésuites ont fait leur profit des justes critiques de

qu'en combattant leurs adversaires, les Jésuites aient eu trop souvent recours à des procédés fâcheux, que la charité chrétienne et la simple « honnêteté » réprouvent également, c'est ce qu'on ne saurait nier : les hommes sont les hommes, et la religion même corrige, atténue, elle ne supprime pas les passions humaines. Mais, à prendre les choses de plus haut, la question change d'aspect. Bien loin de vouloir, de parti pris, abaisser et dégrader l'idéal chrétien, — Pascal lui-même se défend de les en accuser, — les Jésuites se sont efforcés d'y rallier le plus grand nombre possible d'âmes. Psychologues très avisés, sachant bien qu'il ne faut demander à chaque âme que ce dont elle est virtuellement capable, ils n'ont voulu décourager acuune bonne volonté, et la casuistique, la direction de conscience leur ont été un moyen, comme l'a très bien dit M. Lanson, d' « obtenir à chaque moment des consciences la plus grande *approximation* réellement possible dans la poursuite de la perfection morale. » Et cela valait infiniment mieux sans doute que de « captiver les consciences sous des rigueurs très injustes. » Les excès, les abus ne doivent pas nous faire oublier la grandeur du but poursuivi. Les *Provinciales* « ont failli ruiner le crédit moral des Jésuites ; » si elles y avaient réussi, il est sûr que « quelque chose de la religion même y aurait également péri. » On ne peut, là-dessus, que donner raison à Brunetière, — qui n'avait pas toujours pensé de même, — quand il ajoute : « Si Pascal conquérait à sa sévérité quelques âmes très pures, il risquait d'en irriter de moins pures, *qui sont aussi des âmes.* » Il faisait plus. Par ses violentes attaques contre la Compagnie de Jésus, il donnait corps à ce que l'on pourrait appeler *la légende du Jésuite*, légende qui, jusqu'à Béranger, Courier et Eugène Suë, a défrayé tant de pamphlets et de romans irréligieux. S'il avait pu prévoir que Voltaire ferait des *Provinciales* tant d'éloges, manifestement intéressés, il se serait pris à douter de l'entière légitimité de son œuvre.

A-t-il, en cours de route, douté de l'excellence de la théologie que, sous l'influence de Port-Royal, il a professée, notamment dans ses premières *Provinciales*? A divers signes on pourrait le croire, et Nicole dit, en propres termes, que Pascal « n'a pas

Pascal et qu'ils ont sagement réagi contre les regrettables tendances qui leur étaient reprochées. Il n'y a rien de plus sévère que la morale d'un Bourdaloue, et l'on a pu appeler celui-ci « la réfutation vivante des *Provinciales.* »

peu aidé » à lui faire adoucir sa conception de la grâce. Mais, cette réserve faite, que d'objections soulèvent les idées de Pascal touchant ces hauts problèmes de métaphysique religieuse! A-t-il bien vu seulement comment les questions se posent et, en les posant à sa manière, — qui est celle de Port-Royal, — ne les a-t-il pas dénaturées? Il est au total assez facile de présenter une caricature de Molina et du molinisme, de plaisanter sur le pouvoir prochain, sur la grâce suffisante qui ne suffit pas. Mais quoi! n'est-ce pas là l'éternel — et insoluble — problème des rapports de « l'Être infini et sans parties » avec les pauvres êtres finis que nous sommes? Si la toute-puissance et l'omniscience de Dieu sont sans limites, — j'entends sans limites volontaires, — si la grâce fait tout en nous, que devient dans tout cela la liberté humaine, et, avec la liberté, la morale tout entière? Ceux qui ne veulent pas se contenter, comme Bossuet, de « tenir fermement les deux bouts de la chaîne, » ceux qui veulent, comme les molinistes, tenter de résoudre la contradiction, ceux-là sont bien obligés de chercher des moyens termes, d'avoir recours à des explications, un peu subtiles, sujettes à discussions, à distinctions et à réserves. Il est sans doute plus commode de supprimer en fait l'un des deux termes, comme le font allégrement les jansénistes, qui sacrifient si aisément la liberté humaine à l'omnipotence divine. Dira-t-on, comme ils disaient eux-mêmes, qu'ils ne sont, en cette affaire, que les fidèles interprètes de saint Augustin ? Mais c'est précisément ce que niait l'Assemblée générale du clergé de France qui, le 4 septembre 1656, en condamnant « la doctrine des cinq propositions, » déclarait formellement que cette doctrine « n'est point celle de saint Augustin, que Jansénius a mal expliquée contre le vrai sens de ce saint Docteur. » Quand d'ailleurs il serait prouvé que l'Assemblée du clergé s'est trompée, jusqu'à quel point l'autorité de saint Augustin, toute vénérable qu'elle soit, doit-elle paralyser et arrêter l'évolution ultérieure de la dogmatique chrétienne? Les Jésuites, avec leur souple génie, se sont rendu compte que la tradition augustinienne (1), encore

(1) Il y aurait lieu, — car il a beaucoup évolué, — sur la question de la grâce comme sur toutes les autres, de distinguer les diverses époques de la pensée de saint Augustin. Mais, à la prendre dans son ensemble, il semble bien que sa théologie laisse fort peu d'initiative à l'activité humaine : ainsi du moins en ont jugé tous ceux qui l'ont profondément étudiée et se sont inspirés d'elle : Luther, Calvin, Baïus, Jansénius, et leurs disciples.

très en honneur au XVIIe siècle, n'avait pas l'avenir pour elle, et qu'elle risquait de heurter, et de plus en plus, les idées et les consciences modernes; ils l'ont corrigée, tempérée, humanisée; ils ont poursuivi l'œuvre qu'un saint Thomas, un saint François de Sales avaient inaugurée; et l'Église, qui a condamné Jansénius, n'a pas répudié leur effort.

En face d'une conception de la religion qu'il jugeait attentatoire aux droits de Dieu, Pascal a dressé la sienne. Elle est haute et elle est dure. Elle exaltera les âmes fortes : elle risquera de décourager les âmes faibles. Dieu est tout, et l'homme n'est rien, ou, plutôt, depuis la chute originelle, la nature humaine, destituée de toute excellence, n'est plus que chair de péché. Mais sur cet abîme de perdition Dieu a fait luire sa grâce : une grâce toute gratuite qu'il donne à qui lui plaît, conformément aux souverains décrets de sa sagesse et de sa justice, qui ne ressemblent pas à la sagesse et à la justice humaines. Lutter sans trêve contre la nature, substituer à cette nature déchue et mauvaise un être de volonté sainte et d'amour, voilà l'objet unique de la vie, l'œuvre imprescriptible du salut. Point d'arrêt dans cette œuvre ; point de sourires, ni de divertissements aux détours du chemin; une ascension âpre, continue, douloureuse, vers un sommet dont la conquête nous paiera de tous nos efforts, de toutes nos renonciations successives. Encore une fois, c'est une conception d'une tragique et puissante austérité. Qu'elle comporte une large part de profondeur et de vérité, en dehors même de toute révélation, c'est ce qu'il est difficile de contester. Personne n'a proclamé plus fortement que Pascal que l'œuvre du perfectionnement moral est une œuvre rude, laborieuse et de longue haleine, qu'elle s'impose à tout homme digne de ce nom, et qu'il n'y a pas de vraie morale sans ascétisme. Personne ne nous a plus éloquemment mis en garde contre la misère, les bas instincts de notre nature. Personne enfin n'a mieux montré que la conscience individuelle est, en dernier ressort, le facteur essentiel, l'agent responsable de toutes nos démarches intimes, et que tout effort de vie spirituelle doit commencer par une « réformation de l'homme intérieur. » Mais, ceci dit, comme nous voilà loin d'un saint François d'Assise ou d'un saint François de Sales! Comme leur religion à eux est plus hospitalière, plus accueillante, plus indulgente aux humaines faiblesses! Elle nous élève

aussi haut, mais elle nous est plus fraternelle. Ne disons pas qu'elle est plus aimante, car les rigueurs de Pascal ne doivent pas nous dissimuler l'ardent mysticisme qu'elles recouvrent, mais avouons qu'elle rebute moins la nature. Le fond du jansénisme est la peur de Dieu, et l'esprit de l'Évangile y est trop souvent offusqué par l'esprit biblique. « Comme les saints, a écrit Pascal dans sa douzième *Provinciale*, comme les saints ont toujours pour la vérité ces deux sentiments d'amour et de crainte, et que leur sagesse est toute comprise *entre la crainte qui en est le principe*, et l'amour qui en est la fin, les saints ont aussi pour l'erreur ces deux sentiments *de haine et de mépris...* » Et encore : « Car ne voyons-nous pas que *Dieu hait et méprise les pécheurs tout ensemble*, jusque-là même qu'à l'heure de leur mort, qui est le temps où leur état est le plus déplorable et le plus triste, *la sagesse divine joindra la moquerie et la risée à la vengeance et à la fureur qui les condamnera à des supplices éternels.* » Ces paroles sont rudes; elles expriment, d'ailleurs, nous le verrons, la pensée de Port-Royal plutôt que la pensée profonde, la pensée dernière et intime de Pascal. Mais soyons assurés qu'un saint François de Sales ne les eût jamais écrites. Il n'y a pas trace dans les *Provinciales*, et on peut le regretter, du *Misereor super turbam...*

Grande œuvre certes, noble, puissante et grave, de haute portée littéraire, puisqu'elle a fondé la prose française classique, mais œuvre de passion et de colère, plus que de justice. Il n'est pas sûr qu'elle n'ait pas nui à la religion, qu'elle prétendait servir. « Un mensonge immortel, » a dit Chateaubriand : le mot est trop dur, et il est injuste. Mais qu'à certains égards, les *Provinciales* soient une erreur de génie, c'est ce dont les plus fervents admirateurs de Pascal, s'ils veulent être impartiaux et équitables, sont bien forcés de convenir.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

LES
BOULEVERSEMENTS DE PARIS
LA CAPITALE DE DEMAIN

Jamais Paris n'a été aussi bouleversé, jamais autant de rues n'ont été mises sens dessus dessous, jamais autant de maisons n'ont été marquées pour le pic, et les fortifications, notamment, sont en pleine démolition. Elles ont même, sur bien des points, déjà totalement disparu. Il ne restera plus rien, d'ici quelques années, de ces fameux *fortifs*, si fréquentés par une certaine populace et tant chantés par les chansonniers. L'État, dès 1912, avait cédé à la Ville, contre une somme de cent millions, l'emplacement de l'enceinte fortifiée, et une loi, la guerre terminée, autorisait définitivement l'édilité parisienne à abattre les remparts, pour transformer selon ses plans la zone où ils s'étaient élevés. L'espace recouvert par leur masse mesurait quatre cent quarante-quatre hectares. L'État s'en réservait cinquante pour y transférer les casernes, autant pour l'établissement de voies ferrées, cent autres se trouvaient encore destinés à diverses affectations, et le reste était laissé à la Ville. Il y a seulement encore quatre ans, en 1919, la totalité des remparts comprenait quatre-vingt-quinze bastions, et plus de quarante sont déjà rasés ou en voie de l'être. On compte cinq ans pour les avoir tous abattus, et d'aussi grandioses démolitions offrent vraiment un pittoresque et un panorama dignes d'intéresser les touristes.

Rien, là où les bastions n'existent déjà plus, n'annonce encore le futur et prodigieux Paris rêvé par l'édilité, et le coup

d'œil vous y saisit uniquement, mais fortement, par ce qu'il a d'immense, de lugubre et de blafard. Aux portes d'Auteuil, de Champerret, de Chaumont, de Pantin, à d'autres encore, de vastes et plates étendues, cahoteuses, blanchâtres, désertes, où plane une tristesse sans bornes, se déroulent à perte de vue. A cette première vision s'en mêle en même temps une autre, d'une mélancolie également illimitée, et où s'alignent, à l'infini, d'interminables successions de petits murs bas, tout petits, et formant d'innombrables et lointains réseaux de ruelles minuscules, où ne s'aperçoit pas un être, où pas un signe de vie n'apparaît, et dont l'ensemble, à la fois rectiligne et mort, toujours blême et funèbre, exhale de plus en plus l'engourdissement et le spleen. Ce sont les rangées des milliers et des milliers de moellons provenant des démolitions, et qui attendent là, sur l'emplacement des bastions abattus et des fossés comblés, l'heure où ils serviront à construire les quartiers à venir. Indéfiniment multipliées, rampant, s'allongeant, allant se perdre vers l'horizon, toutes les rangées de pavés sans nombre et sans limites se croisent, se côtoient, s'enchevêtrent, se contournent. Pénétrez dans leur labyrinthe, et vous vous y égarerez dans une multitude d'impasses, de petites places, de petits carrefours. On dirait les ruines, mais les ruines mises en ordre, d'une ville ou d'une série de villes rasées et dépeuplées par on ne sait quel cataclysme, où ne resteraient plus que les bases des maisons, et où ne se retrouveraient plus une porte, ni une fenêtre. Un coin de paysage inattendu formé par un reste de rempart encore debout, et dont l'escarpement s'avance comme un cap sur son fossé resté plein d'eau et tout ombragé d'arbres, interrompt par endroits cette monotonie désolante, mais le regard, partout ailleurs, retrouve toujours devant lui le même panorama morne et blême.

Ce pâle Sahara de pierres et de plâtras n'est pas cependant sans vous rappeler çà et là, quand on s'arrête à le sonder, qu'il n'est pas tout à fait le désert. De loin en loin, on y aperçoit se creuser ou se dresser des coins de terre où revient toujours respirer la population des barrières, comme dans des oasis de misère. Là, c'est une femme qui coud ou qui tricote dans un trou de verdure piétinée. Une autre, sur un monticule, raccommode un jupon de couleur qui jette sa note criarde dans la monotonie de la dévastation. Ailleurs, des enfants se poursui-

vent dans les gravats. Plus loin, un homme lit un journal, accroupi sur un tertre. Un autre, à côté de lui, dort allongé dans l'herbe, et là-bas, flânant sous le ciel, un couple à silhouettes patibulaires promène ses sinistres amours. Mais l'impression, malgré tout, même là où reparaît encore ainsi la vie, reste celle de la solitude et, par les figures qu'elle y prend, comme d'un retour à l'état sauvage. Montagnes de débris, de ferrailles et de chiffons, landes lépreuses, éternels et toujours innombrables chapelets de pavés serpentant les uns à travers les autres, chaos de wagonnets rouillés, écroulés et culbutés dans les trous, vagues enfoncements du sol pareils à des lits d'étangs desséchés! Et parfois, se dressant encore dans tout cela, un vieux reste de palissade où vous lisez, sur une affiche de théâtre de faubourg, l'annonce d'un spectacle comme celui-ci : « Ce soir, l'*Enfer des Pierreuses!* »

Ainsi donc, avant dix ans, il ne restera plus rien de nos *Fortifs* légendaires, qui ne dataient pourtant pas d'un siècle. Mais ils ne seront même pas seuls à ne plus avoir alors laissé de traces, et toute une autre ceinture de la grande ville, encore plus immense, aura également disparu. De celle-là, seulement, tout survit toujours à l'heure qu'il est, et rien n'aura peut-être jamais été vu de plus impressionnant comme sordide agglomération de populace.

Aussitôt passés les remparts, et le long même de leurs fossés, s'étend la zone appelée la zone militaire, où toute construction ne pouvant pas être rapidement supprimée en cas de nécessité stratégique se trouvait jusqu'ici interdite. Seules, les baraques et les gourbis y étaient tolérés, mais devaient finir par s'y entasser en extraordinaires pullulements. Des faubourgs entiers de cahutes en vieilles planches, toutes rapiécées de morceaux de vieille toile goudronnée, y grouillent pleins de loques et d'ordures. Les hommes et les femmes y sont comme menaçants de saleté, et les enfants, à moitié nus, le corps et la figure noirs de crasse, semblables à des petits nègres. Mendiants, vagabonds, apaches, chiffonniers, revendeurs, habitent ces ruelles de fange et de vermine. Par endroits, en façade sur la grande route, une baraque mieux construite, avec un tuyau de cheminée qui fume, des bouteilles en étagère à sa petite fenêtre, et une odeur de mangeaille qui s'échappe de sa porte, annonce un marchand de vin. Ailleurs, dans une petite cour,

s'étale tout un bric-à-brac de vieilles chaises dépaillées, des tables où manquent des pieds, de vieux buffets sans tiroirs, de vieux livres, de vieux habits, de vieux bidons, au milieu desquels chavire un vieux taxi démoli, sans roues, tout fracassé, où se lit sur une pancarte : *A vendre pour cinq cents francs*, et la baraque du mastroquet, comme la cour du brocanteur, a presque quelque chose de riche dans toute cette pouillerie, où une bien autre surprise vous est cependant encore quelquefois réservée. Rêvez-vous ? Est-ce une hallucination ? Mais non, la rencontre est bien réelle, et devant vous, en face d'un bastion encore debout, une coquette et jolie cabane est comme suspendue dans l'espace. Un escalier creusé dans l'herbe en descend à un petit potager établi au-dessous d'elle au fond du fossé, et blotti, comme pour s'y protéger, dans l'enfoncement du rempart. Soigné, peigné, ratissé, cultivé avec amour, il est comme un bijou perdu là, et une petite tonnelle s'y aperçoit même, dans un coin, toute pimpante de glycines, de roses et de pois de senteur.

Qui donc habite cette retraite, et y vivra jusqu'à ce que les démolitions n'aient rien laissé, ni de la cabane, ni des fleurs, ni du petit jardin ? Qui pourra bien, plus tard, se rappeler avec mélancolie cette humble et fraîche oasis, lorsque tout aura disparu des cloaques et des baraques, et que tout un nouveau et fastueux Paris s'élèvera et fleurira peut-être à leur place ?

***

Les bouleversements et les agrandissements de Paris datent, en réalité, de deux mille ans, et sont même comme la base de son destin. Avant Jésus-Christ, il se trouvait d'abord, comme on le sait, limité à cinq îles, dont trois devaient disparaître au cours des temps, avec un *oppidum* dans celle de la Cité, et la Seine comme fossé naturel. Telles furent, voilà vingt siècles, nos premières fortifications... Mais quatre siècles s'écoulent, et la ville a débordé de l'autre côté du fleuve. Trois cents ans après, elle s'est encore amplement agrandie, ses îles ne sont plus déjà que des noyaux, et d'importants faubourgs les enveloppent. Ils s'étendent de plus en plus avec le temps, et Louis le Gros doit les protéger par une enceinte qui passera sur la rive gauche, par la rue Saint-André des Arcs et la place Maubert, sur la rive droite par la place de Grève, Saint-Germain l'Auxerrois, la rue

Saint-Denis, et la place Baudoyer. Elle a cinq portes, place Baudoyer, rue Saint-Denis, rue de l'Arcade Saint-Merry, place Maubert et rue Saint-André des Arcs. L'espace enterré par son parcours représenterait à peu près, dans le Paris actuel, le moyeu d'une roue. Mais un siècle ne s'est pas encore écoulé que l'extension toujours croissante et comme fiévreuse de la ville nécessite déjà l'élargissement de cette première ceinture, et Philippe-Auguste commence en 1190, pour ne la terminer qu'en vingt ans, la construction des murailles dont la physionomie, conservée dans les vieilles estampes, est restée célèbre.

Plus hautes que les précédentes, flanquées de cinq cents tours et défendues par des fossés profonds, elles avaient vingt portes, et allaient, sur la rive droite, de l'endroit où est aujourd'hui le Pont des Arts au quai des Célestins, en passant par les points où se trouvent la Cour du Louvre, l'Oratoire et les rues Coquillière, Saint-Eustache, Saint-Denis, Sainte-Avoye et Barbette. Sur la rive gauche, elles partaient de la Tour de Nesle pour aboutir au quai de la Tournelle en suivant le détour indiqué actuellement par les rues Guénégaud, Mazarine, de l'Ancienne-Comédie, Monsieur-le-Prince, Soufflot, de l'Estrapade et du Cardinal-Lemoine. Le développement de Paris est alors déjà grand. Mais il aura pris, sous Charles V, à l'époque de l'invasion anglaise, des proportions encore plus considérables. Les faubourgs, sur la rive droite, auront alors tellement débordé la muraille de Philippe-Auguste, qu'il faudra encore élever, de ce côté, des défenses nouvelles, et le nouveau rempart, crénelé et flanqué de tours carrées, ira de l'Arsenal au Pont-Royal, en passant par la Bastille, les boulevards, la porte Saint-Denis, la porte Montmartre et la place des Victoires. Sautons maintenant trois siècles de plus, et nous voyons, sous Louis XIII, toute une nouvelle région, la rue Royale, la rue Saint-Honoré, le quartier Gaillon et le quartier Poissonnière nécessiter encore une autre enceinte, en attendant le grand bouleversement de Louis XIV, sous qui tout est abattu de nouveau, pour être encore retransformé. Au point où est actuellement la Chambre des Députés, se trouvait alors un endroit appelé le Milieu du Monde, d'où partaient les nouvelles murailles pour suivre la ligne tracée depuis par la rue de Bourgogne, le boulevard des Invalides, ceux de Montparnasse et de Port-Royal, et les rues de Lourcine et Buffon. Sur l'autre bord de la Seine, elles devaient se

confondre avec les grands boulevards, mais les travaux, commencés en 1676 et encore inachevés plus de trente ans après, avaient été suspendus, et de simples barrières de bois remplaçaient, en vue de la perception des droits d'entrée, les anciens remparts démolis. On était, à ce moment, à la fin du règne, à une heure critique, Louis XIV n'allait pas tarder à mourir et, cinquante ans plus tard, une sixième enceinte, sous Louis XVI, était encore construite, mais non fortifiée, et dans un intérêt purement fiscal. Pour empêcher les fraudes commises à leur détriment, les fermiers généraux construisirent à leurs frais l'immense et légendaire mur de clôture où Paris était enfermé comme une simple propriété privée, au grand dépit des habitants et à propos duquel circula longtemps le vers fameux :

Le mur murant Paris rend Paris murmurant.

La Révolution et l'Empire passés, puis la Monarchie légitime tombée de nouveau, le ministère Thiers revenait, sous Louis-Philippe, à la tradition plus de quinze fois séculaire qui assurait si sagement la défense de la Capitale, et demandait aux Chambres un crédit de trente-cinq millions pour la construction de forts destinés à la protéger. Mais l'opposition révolutionnaire dénonçait dans le projet un complot de la réaction pour écraser sous les bombes le Paris démocratique et républicain, et le Gouvernement renonçait à sa loi, pour la reprendre peu après, et proposer en même temps la construction de toute une enceinte fortifiée. Là encore, seulement, l'opinion publique égarée par les menées antipatriotiques recommençait à s'insurger, lorsqu'un revirement subit se faisait dans les esprits à la nouvelle du Traité de 1840, conclu à l'exclusion de la France, et qui la mettait à la merci des Puissances du Nord. La nécessité parlait alors d'une voix trop alarmante pour n'être pas écoutée, et une loi, votée par la Chambre des Pairs le 11 avril 1841, décidait l'allocation d'une somme de cent quarante millions pour l'édification de la nouvelle enceinte, de celle-là même qui devait, trente ans plus tard, arrêter les Allemands, et dont les millions de moellons, tombés sous les pics des démolisseurs, jonchent à cette heure les longues et blafardes plaines qui s'étendent à la place de ses fossés comblés et de ses bastions démolis.

***

Ces derniers remparts, auxquels devait finir par arriver en vingt siècles l'élargissement toujours plus vaste de l'*oppidum* primitif, pouvaient bien en effet paraître avoir perdu toute utilité stratégique. Ils semblaient devenus encore plus illusoires, contre les guerres diaboliques de l'avenir, qu'auraient pu l'être, il y a cinquante-deux ans, contre les canons de la Prusse, les tours rondes de Philippe-Auguste ou les tours carrées de Charles V. D'ici quelques années, quoi qu'il doive en être, il n'en restera plus le moindre vestige. Comme toutes les autres enceintes successivement disparues, ils auront encore une fois laissé la place à toute une nouvelle capitale toujours plus grande, et le problème qui, à cette heure, domine tous les autres, dans l'édification de ce Paris futur, est d'abord d'arracher les localités suburbaines, appelées à s'y incorporer, à l'existence de cloaques où pourrissent leurs populations. Car au pullulement de misère qui empoisonne la zone militaire, l'état où a fini par tomber la banlieue de la Seine en ajoute, en effet, un autre encore infiniment plus dangereux, à la fois comme malfaisance et comme étendue. La cité des baraques et des gourbis n'est même que peu de chose auprès de l'énorme cercle d'infection de cette périphérie.

Les banlieues urbaines ne comprennent pas moins de 78 communes, et ces 78 communes, il y a seulement soixante ans, ne comptaient à elles toutes que 257 000 habitants. Moins de cinquante ans plus tard, elles en avaient 1 266 000, et doivent en avoir aujourd'hui 2 millions. D'après les statistiques, pendant que la population de Paris, de 1861 à 1896, en trente-cinq ans, augmentait de 50 p. 100, celle des banlieues de la Seine s'enflait de 200 p. cent et, même antérieurement à cet accroissement désordonné, neuf communes supplémentaires s'y étaient encore ajoutées, Levallois-Perret, Les Lilas, Malakoff, Alfort-Ville, Le Perreux, Bois-Colombes, Le Kremlin-Bicêtre, Pavillon-sous-Bois et La Garenne-Colombes. Primitivement, toute cette multitude de localités n'étaient que des villages séparés entre eux par les espaces qui séparent toujours les villages, mais s'étendaient et grossissaient en peu de temps en autant de véritables villes, serrées et s'écrasant les unes contre les autres, tout en restant des communes différentes, de carac-

tères différents, et régis par des administrations différentes. Selon l'expression d'un conseiller général de la Seine, d'autant plus à retenir qu'elle émane d'un théoricien révolutionnaire visiblement disposé à pousser aux agglomérations ouvrières, M. Henri Sellier, il n'y a même pas seulement là des pays différents, mais « une anarchie de pays, » une mêlée, une bousculade de cités sordides qui se heurtent et qui s'étouffent.

Le tableau de cette « anarchie », dressé par les spécialistes à même de l'observer, est un véritable cri d'alarme, et les détails donnés dans *Les Banlieues Urbaines* (1) ne semblent bien que la dure mais exacte réalité. Brusquement et follement surpeuplés, tous ces anciens villages, faute d'espace pour s'accroître en étendue, se sont accrus en hauteur, avec des maisons à quatre et cinq étages comme les plus hautes des grandes villes, tout en restant administrativement des villages, sans les travaux d'hygiène et de voirie indispensables aux villes. Vous y voyez ainsi des rues répugnantes, sans pavés, sans égouts, bordées de vastes et hauts immeubles aussi répugnants que les rues. L'attirance exercée par la capitale et sa prodigieuse action tentaculaire, la cherté de ses loyers et le prix où y est la vie, ont engendré cet extraordinaire envahissement de la périphérie. Il y engendre lui-même une vie et des loyers encore trop chers, et la population n'y trouve plus ni le bon marché, ni les logements, ni l'air recherchés. Elle ne peut plus que se réfugier dans d'inhabitables garnis où la déciment toutes les contagions et toutes les épidémies. Ajoutez l'espèce d'existence mitoyenne et de promiscuité générale imposée aux habitants par des enchevêtrements communaux qui en arrivent à les faire hésiter sur la commune même dont ils sont, l'un des côtés de la rue appartenant à l'une et l'autre à l'autre. D'autre part encore, certaines mesures d'hygiène, comme l'obligation de ne pas empoisonner la rivière ou la voie publique par les déjections, sont bien prises par quelques municipalités moins arriérées ou mieux intentionnées, mais se trouvent rendues inutiles par la négligence, la mauvaise volonté ou l'hostilité des municipalités voisines, où toutes les infections sont permises et contaminent forcément les localités qui les touchent, quand elles ne s'entremêlent même pas avec elles.

(1) *Les Banlieues Urbaines*, par Henri Sellier, conseiller général de la Seine; chez Marcel Rivière, 31, rue Jacob, 1920.

Dès 1908, les rapports du docteur Hellet et du professeur Duguet aux Commissions d'hygiène en disaient plus long que toutes les descriptions sur cet extraordinaire état de la banlieue urbaine : « La banlieue parisienne, constate le docteur Hellet, n'était pas suffisamment préparée à recevoir un apport aussi considérable et aussi rapide de nouveaux habitants. D'anciens villages, épars çà et là, sont devenus en quelques années de gros centres de population qui, dans un enchaînement ininterrompu, se touchent et s'enchevêtrent comme une seule ville, sans aucune discontinuité avec Paris, dont ils forment le prolongement et dont ils ne se distinguent que par leur vie administrative particulière... D'anciennes habitations paysannes où tout manque à peu près au point de vue de l'hygiène (eau potable, cabinets et fosses règlementaires, canalisations pour l'écoulement des eaux usées, pavage et bon entretien des cours communes) ont reçu un nombre de locataires plus élevé qu'il n'avait été prévu dans leur destination primitive. Quantité de maisons récentes ont été construites en toute liberté, sans aucune règlementation et ne valent pas mieux au point de vue de l'hygiène que les vieilles maisons des anciens villages devenus des villes...

«... La tuberculose, dit le professeur Duguet, donne, dans le département de la Seine, un chiffre de mortalité vraiment stupéfiant. Pour cent tuberculeux qui meurent dans le reste de la France, il en meurt cent cinquante dans le département de la Seine... Pourquoi? Parce que, disent les rapporteurs, ce qui domine autour de Paris, c'est la misère, l'alimentation insuffisante ou malsaine, la malpropreté et le défaut de toute hygiène, l'exiguïté et l'encombrement des logements... Il y a même à faire ressortir ceci : c'est que les communes qui ont les plus grands besoins sont précisément celles qui sont les plus pauvres, attendu que ce sont celles qui reçoivent à jet continu cette population ouvrière débordante que chassent de Paris la cherté des loyers, la misère, ou l'exportation des industries en banlieue. D'anciens villages sont envahis, des maisons nouvelles se construisent sans aucune règlementation. Rien n'est préparé pour recevoir cet afflux considérable et incessant d'habitants nouveaux... »

Comme on rase, en ce moment, l'enceinte fortifiée de 1844, on avait déjà abattu, en 1860, la muraille fiscale des Fermiers

généraux, qui resta la barrière de l'octroi jusqu'à sa démolition et suivait la lisière des boulevards extérieurs actuels. Toute une ceinture de localités, contenues à l'intérieur des fortifications et y formant des communes distinctes, se trouvait alors réunie à la ville. Auteuil, Passy, Batignolles, Montceau, Montmartre, La Chapelle, La Villette, Belleville, Charonne, Bercy, Vaugirard et Grenelle devinrent autant de quartiers et d'arrondissements parisiens. Par une opération analogue, mais en comparaison de laquelle la première n'aura rien été, les soixante-dix-huit communes des banlieues urbaines, après la disparition des derniers remparts et le nettoyage de la zone militaire, se trouveront de même fondues dans l'immense métropole, et n'attendront plus que les travaux et les lois, destinées à réaliser avec elles « le plus grand Paris, » la colossale capitale future.

***

Que sera-t-il, ce Paris de demain, ce Paris monstre auprès duquel celui d'aujourd'hui ne sera plus lui-même qu'un noyau? D'après quels plans et selon quelles conceptions se propose-t-on de l'édifier? Par une réaction trop nécessaire pour ne pas s'imposer, le « plus grand Paris » dont la vision peut déjà s'esquisser à l'imagination là où s'allonge en ce moment le champ des démolitions, s'élèverait conformément au programme : *ordre* et *hygiène*, auquel la mode en ajouterait un autre en vue de la propagation des Sports.

La dissémination de certains services d'État peut devenir contraire à l'ordre, ou ne pas l'assurer suffisamment. Toutes les casernes, en conséquence, se trouveraient transportées sur des points choisis de l'ancienne ceinture fortifiée, au lieu de se disperser dans des quartiers différents, et certaines administrations seraient de même transférées sur des emplacements spéciaux. L'insuffisance des transports est cause de nombreux embarras. engendre le congestionnement de la cité, et de larges espaces devraient être affectés à la multiplication des voies ferrées. Deux cents hectares, sur les quatre cent quarante-quatre précédemment occupés par les fortifications, seraient ainsi consacrés par l'État à une translation méthodique d'établissements divers relevant de son autorité, et au libre fonctionnement de la vie urbaine. La folle cherté des loyers et des denrées constitue

aussi un trouble. Riche ou pauvre, et de fortune moyenne ou petite, toute la population doit pouvoir trouver à vivre et à se loger sainement selon ses moyens. Conséquemment encore, l'édilité parisienne affecterait une partie des deux cent quarante-quatre hectares qui lui sont laissés à la construction de logements à bon marché et de maisons à loyers de prix modérés. Certaines classes d'un caractère spécial devraient aussi pouvoir habiter des quartiers spéciaux, plus particulièrement appropriés à leurs ressources, à leurs goûts ou à leurs besoins, et il serait question de réserver une place aux cités d'étudiants, d'universitaires et d'artistes.

En même temps que l'ordre, et au même titre, l'hygiène présiderait, d'autre part, à l'aménagement du Paris futur : squares et jardins assainiraient les quartiers ouvriers comme les quartiers bourgeois, et le même programme de large aération s'appliquerait avec encore plus d'ampleur, au delà de la nouvelle et vaste partie de la ville, à la région plus vaste encore, mais actuellement empoisonnée, qui borde le département. L'interdiction de bâtir, imposée à la zone militaire pour des motifs stratégiques, continuerait à y prohiber toute construction, mais pour des raisons de salubrité, et toute une ceinture de parcs, de places, de grands espaces libres, y succéderait aux pullulements de baraques, aux chaos et aux terrains vagues. L'énorme banlieue urbaine qui se déploierait alors de l'autre côté de ce cercle d'air et de verdure, et où s'étouffent présentement soixante-dix-huit communes entassées les unes sur les autres, commencerait ainsi à pouvoir respirer, grâce à ce courant d'air circulaire. Tous les bouleversements, démolitions et travaux souterrains nécessaires à sa désinfection y seraient ensuite pratiqués, et jardins, places, squares et parcs n'y manqueraient pas non plus.

On sait enfin quel engouement excitent aujourd'hui tous les exercices physiques. La vie ne semble même plus possible sans eux, et de nombreux et vastes terrains leur seraient également affectés dans la nouvelle capitale. Les sociétés de jeux, de courses, d'athlétisme, se comptent maintenant par centaines, mais n'ont à leur disposition que trois champs de manœuvre, ceux de Vincennes, de Bagatelle et d'Issy-les-Moulineaux, et deux propositions sont déjà déposées en vue de leur en assurer d'autres. La proposition Castellane leur concède des parcelles

des bastions abattus, et en réclame, notamment, aux Portes des Lilas, de Pantin et de Brancion, pour la Ligue de Paris Athlétique, la Fédération gymnastique et sportive des Patronages de France et la Fédération du Travail. En outre, la proposition Bellan sollicite un crédit d'un million pour subventionner d'autres sociétés et fédérations à la recherche de champs d'entraînement. Toute une partie de l'emplacement destiné aux quartiers nouveaux serait déjà ainsi consacrée aux sports, et ne représenterait cependant encore que peu de chose auprès des espaces qui leur seraient ouverts sur les 777 hectares de l'ancienne zone militaire, entre les parcs, les squares, les jardins et les refuges.

A quel régime administratif, d'après les législations à l'étude, un aussi prodigieux Paris semble-t-il d'ailleurs le plus probablement destiné? Un rapport à la fois savant et captivant de M. Michel Missoffe, présenté en 1921 au Conseil général de la Seine au nom de la 4e commission, sur l'*Organisation de la région de Paris*, répond à cette question par un exposé des plus complets et des plus documentés.

Le découpement de la France en départements n'apparaît plus à tout le monde, depuis déjà longtemps, que comme un « sabotage » géographique, et l'expérience a pleinement mis en lumière le non-sens d'une certaine centralisation uniforme en contradiction forcée avec les différences des pays. Un mouvement de plus en plus accentué en faveur d'un régionalisme justifié par l'Histoire et par la Nature en est nécessairement résulté, et le Paris en gestation dans les bouleversements actuels s'annoncerait comme devant devenir un jour une région unique, exclusivement formée par la ville étendue elle-même à tout l'ancien département. D'après d'autres projets, au contraire, la région parisienne engloberait de deux à six départements, avec Paris pour capitale régionale, comme Lyon, Rouen, Marseille, Lille ou Bordeaux seraient celles d'autres régions. Mais serait-il bien conforme à la raison et à la réalité que la grande et exceptionnelle cité couvrant à elle seule tout un département se trouvât mise au rang d'une simple capitale provinciale? Non, répond énergiquement M. Missoffe au nom de la Commission dont il rapporte les délibérations, « Paris, capitale de la France, ne peut pas être une capitale régionale. Elle ne le peut pas, sentimentalement et moralement, sans

déchoir. Elle ne le peut pas, pratiquement, sans détraquer par le poids de sa population, par l'importance de ses ressources économiques et financières, par sa situation de siège du Gouvernement, l'organisation de la région dont elle ferait partie. Elle ne le peut pas, juridiquement, car on a toujours reconnu pour elle la nécessité de lois administratives spéciales. » Et, au nom du « sentiment » parisien, de ces souvenirs et de ce pittoresque historique si pieusement défendus contre l'oubli par la Commission du Vieux Paris et de nombreuses sociétés archéologiques, au nom des intérêts financiers et du bon ordre économique, au nom de la législation, le rapporteur demande pour le Paris futur le régime unique et spécial logiquement indiqué pour une agglomération spéciale et unique, c'est-à-dire l'érection en une Ville-Région, en une capitale constituant à elle seule toute une province : « Faut-il joindre à Paris le département de la Seine?... Nous avons cru pouvoir répondre par l'affirmative... De plus en plus, l'agglomération parisienne mérite le nom que lui donnait le décret du 13 janvier 1790 de *département de Paris*... Mais le plus grand Paris n'est point une cité tentaculaire étouffant, à son tour, les libertés locales... Nous souhaitons, au contraire, voir se développer chaque jour davantage l'autonomie des administrations communales... » Et le rapporteur de conclure : « Nous vous proposons d'adopter le projet de délibération suivant : que Paris, capitale de la France, et le département de la Seine doivent constituer une région unique groupant les divers services admnistratifs et pourvue de la plus large autonomie administrative et financière. »

Une « région urbanisée, » selon l'expression même de l'auteur de l'un des projets, avec les affaires de la région remises à un pouvoir régional, les affaires communales remises aux différentes autorités communales entre lesquelles se partageraient les diverses parties de la ville, et le tout constitué en une région extraordinaire, seule dans son genre, sans égale, et régnant sur les autres du haut de son histoire et de son immensité : tel s'annonçerait administrativement le « plus grand Paris », le Paris monstre, le Paris de demain !

*
* *

Combien d'années seront nécessaires à l'édification d'un Paris aussi colossal, et quand se déploiera-t-il avec ses quartiers

nouveaux, ses voies nouvelles, ses libres et grands espaces, et sa nouvelle administration? Il faudra encore cinq ans pour abattre tous les bastions, et peut-être, d'ici là, aura-t-on déjà vu poindre les premières silhouettes de la nouvelle capitale. Peut-être aura-t-elle commencé à surgir de tous ces déserts pierreux et bouleversés où fourmilleront un jour le mouvement et la vie. Dans dix ans, dans vingt ans, dans un siècle, quelle figure aura la Ville Lumière, si par un de ces décrets d'en Haut pour lesquels les plus grandioses projets des hommes ne sont rien, elle n'a pas cessé de rayonner? Quels aspects, quelles rues, quels monuments, lui verront ses habitants? Quelle physionomie lui verra l'étranger? Les grands boulevards, les quartiers de l'Opéra, de la Madeleine et du Palais-Royal sont aujourd'hui la région où bat son cœur, mais ne l'ont pas toujours été. Le seront-ils toujours, comme le veulent les plans en vue? Là où se pressent, s'agitent, passent ou brillent, à cette heure, les foules, les élégances, la fièvre et les encombrements d'un carrefour Drouot ou d'une Chaussée d'Antin, on ne rencontrait, sous le Grand Roi, que le silence et la solitude des barrières, et l'on n'y voyait même encore, il n'y a pas cent ans, que des rendez-vous d'amis et de philosophes de cafés. Les quelques ruines noircies, qui restent du palais de Julien l'Apostat, étaient, il y a seize cents ans, ce qu'est maintenant, sur la rive opposée, l'Elysée de nos présidents. Où sera, dans moins d'un siècle, le Paris des plaisirs, du luxe, des folies et du Gouvernement? Se trouvera-t-il encore où il se trouve, selon ce qui en est décidé, ou n'en sera-t-il pas loin, et peut-être dans ces espaces mornes et vides où ne s'aperçoivent, à présent, que les millions de moellons des remparts démolis?

Les excursions dans le Vieux Paris ont toujours été singulièrement suggestives, par tout ce qu'elles vous rappellent d'oublié, et tout ce qu'elles évoquent de trépassé. Mais quelles perspectives ne peuvent-elles pas aussi nous ouvrir sur tout ce qui paraît de même encore destiné à ne plus être un jour que souvenir ? A qui n'est-il pas arrivé, en visitant un de ces vieux quartiers morts où ne se voient plus que des logis pauvres ou des industries sordides, de tomber en admiration devant la cour d'honneur et l'imposante façade de quelque ancienne et princière demeure perdue dans une rue tortueuse et noire où seuls les fidèles du passé et de l'érudition soupçonnent encore son

existence? Les plus grands seigneurs l'ont jadis habitée, et la plus grande vie y a battu son plein. Mais qui s'en souvient, et pourrait s'en douter, en n'y retrouvant plus que l'odeur empoisonnée et la saleté d'une fabrique, ou le grouillement d'une habitation ouvrière? Les amis de Paris ont souvent et justement jeté le cri d'alarme en voyant tomber ainsi dans l'oubli et la misère, quand ce n'était pas dans la destruction, tant de rares et beaux monuments, et l'un des plus éminents, M. Charles Normand, le président de la Société des Amis des Monuments parisiens, écrivait dans son Avant-propos au *Guide pratique à travers le Vieux Paris*, du marquis de Rochegude : « Quels étonnements n'a-t-on pas éprouvés, entre mille autres, de voir l'hôtel de Sully, magnifique et historique demeure, abandonné au négoce ; l'hôtel de Mme de Beauvais qui la première *déniaisa* Louis XIV, encombré de charrois malgré le charme imprévu de son décor ; l'hôtel Salé, encombré d'instruments de lumière ; l'hôtel d'Aumont, encombré de produits pharmaceutiques ; les belles façades et le plafond unique abriter les onguents de la Pharmacie centrale des hôpitaux ; enfin tant d'autres beaux hôtels chaque jour exposés aux puissantes et imprévues conspirations de la finance et du négoce dévastateurs ! »

De tels rapprochements donnent en effet singulièrement à penser, et les excursions auxquelles vous invite M. de Rochegude dans son pittoresque et mélancolique petit livre vous rendent encore plus songeur. Montez la rue du Temple, et arrêtez-vous au n° 17 : vous êtes devant l'hôtel de Dugesclin. En face, aux nos 14 et 16, vous ne voyez plus l'hôtel Tanneguy du Châtel, mais il était là. Continuez et, au n° 62, vous remarquerez une belle entrée. C'était celle de l'hôtel du connétable de Montmorency, et le *Guide* nous rappelle qu'Henri III vint y danser aux noces du duc d'Épernon. Continuez encore et, aux nos 101 et 103, vous verrez en passant les restes d'un hôtel où habita Fouquet. Si vous connaissez la rue du Temple, vous ne connaissez sans doute pas la rue de Braque. Tournez-y, et vous vous y trouverez, au n° 7, en face d'un petit hôtel que le touriste américain ne devra pas oublier de saluer. C'était là qu'habitait Vergennes. Et quelles rencontres vous réserveront les rues du Marais ! Rue Vieille-du-Temple, c'est l'hôtel de Rohan, où habitait l'évêque de Strasbourg, le célèbre et infortuné prélat de l'Affaire du Collier.

Rue de Turenne, c'est l'hôtel de Bouillon, la demeure même du grand Turenne. Rue du Bourg-Tibourg, ce sont les restes de l'hôtel du Duc de Vendôme, le petit-fils de Henri IV. Rue Barbette, c'est l'ancien palais de plaisir d'Isabeau de Bavière, celui où elle devait importer en France les bals masqués à l'occasion de son arrivée à Paris, et où Diane de Poitiers donnait plus tard des fêtes en l'honneur de Henri II. Rue Payenne, c'est l'hôtel de Lude, où habitait Mme de Maintenon lorsqu'elle était encore la veuve Scarron. Rue du Roi de Sicile, tout a disparu du palais du Duc d'Anjou, frère de saint Louis et roi de Naples, comme aussi de la maison de Gabrielle d'Estrées, mais les souvenirs en sont encore là... Dans combien de vieilles rues et de vieux quartiers, entre l'Hôtel de Ville et la porte Saint-Denis, ne rencontre-t-on pas ainsi, presque à chaque pas, les ombres et les fantômes de la grande vie des vieux siècles ? Hôtels, palais, jardins, cabarets ! Et quelle royale, piquante, illustre ou folle chronique, quand on sait la relire sous la patine et l'oubli, est celle de ces pierres aujourd'hui mortes d'un Paris dont on ne parle plus, mais qui était, en son temps, celui de la splendeur et des débordements !

Contrairement à ces précédents historiques, « le plus Grand Paris » ne devrait plus voir, à l'avenir, se déplacer chez lui la région à la mode, qui resterait, pour ne plus en bouger, où nous la voyons aujourd'hui. Au centre de la prodigieuse capitale serait fixé pour toujours le Paris opulent, dont les limites seraient seulement encore reculées et s'étendraient elles-mêmes en proportion de l'énorme extension de la ville. Puis, tout autour, s'élargiraient les cercles de plus en plus vastes des différents quartiers, distribués selon les classes et les fortunes, l'opulence, la médiocrité ou la pauvreté des conditions, mais toujours aérés et sains, desservis et décongestionnés par les transports les plus multipliés et les plus rapides, et formant deux parties, l'une centrale, l'autre se déployant jusqu'aux extrémités du département, et séparées entre elles par l'immense ceinture de grand air, de parcs, de jardins, de vastes champs de jeux et d'athlétisme, substitué à l'ancienne zone stratégique. Mais tout s'accomplira-t-il selon ces plans magnifiques, et peut-être bien orgueilleux? Les choses comme les hommes ont leur destin et Paris, bouleversé maintenant comme il l'est en vue d'une aussi extraordinaire réédifica-

tion, obéira-t-il, à la lettre, au rêve de ses réédificateurs? Rien, dans un siècle d'ici, ni dans les intérêts, ni dans la mode, ni dans les événements, n'aura-t-il contrarié leurs conceptions? Nos grands boulevards seront-ils toujours ce qu'ils sont, ou bien en sera-t-il d'eux et de leurs établissements ce qu'il en est actuellement des rues du Marais et de leurs hôtels princiers où venaient danser les rois, et où les reines donnaient des bals masqués? L'Arc de Triomphe lui-même, dans le flot des constructions nouvelles, n'aura-t-il pas pris la figure d'une autre porte Saint-Denis? L'assainissement de la périphérie, les nombreux et merveilleux moyens de communication, et la transformation en zone de plaisance de la vieille zone militaire n'auront-ils pas invité la vie élégante à se transporter là où aura grouillé la misère, comme l'aristocratique faubourg Saint-Germain s'élevait jadis dans les plaines jusque là infestées par les brigands et où ne s'étaient vus que des moulins à vent?

Le touriste qui promène actuellement son regard sur ce qui sera demain à son tour le Vieux Paris, n'y aperçoit encore que des bouleversements sans limites. Y verra-t-il un jour la joie et le tumulte de la vie? Qui pourrait ne pas l'espérer, mais qui pourrait en répondre, lorsqu'il regarde le passé?

MAURICE TALMEYR.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

Plus on étudie les travaux des académies et sociétés savantes de nos provinces, plus on est frappé du nombre et de la qualité des esprits qui s'y manifestent, et de leur désintéressement. Des ouvrages remarquables, qui gardent modestement le titre de « bulletins, » de « mémoires » ou de « travaux, » comme ceux que nous avons reçus de nombreuses sociétés, sont de véritables encyclopédies des recherches intellectuelles récentes dans les diverses régions de notre Pays. Le dernier Bulletin de « la Société d'Émulation du Bourbonnais, » par exemple, qui, depuis 1846, poursuit les recherches les plus consciencieuses dans cette partie de la France, ne réunit pas seulement des études ou notes fort intéressantes d'histoire, de préhistoire, ethnographie, géographie, beaux-arts, mais il contient encore des travaux complets comme ceux de M. Tiersonnier sur la curieuse cité de Hérisson, de M. Georges Bruel sur les nouvelles « Régions économiques et le Bourbonnais, » où il apparaît, par l'expérience, que la réforme régionale, si souvent réclamée, est difficile à réaliser pratiquement. Il faut y tenir compte non seulement de l'histoire, des affinités naturelles, de la production, des besoins et des voies de communication actuels, mais de la production possible, des besoins et des voies de communication futurs.

Une belle étude de M. Moraud, « La navigation à vapeur sur l'Allier, » et par suite sur la Loire, montre comment ces voies de communication sont susceptibles de transformations, comment les cours d'eau sont les voies naturelles des matières pondéreuses, et quelle faute firent les compagnies de chemins de fer françaises en supprimant, dès leur apparition, la navigation fluviale. L'exemple des

canaux allemands devait le démontrer par la suite : le cours d'eau n'est pas le concurrent du rail, il en est l'auxiliaire.

Le « Précis des Travaux » de l'Académie de Rouen n'est pas moins intéressant, avec une magistrale étude de M. Edm. Perrée sur « La consommation et la réglementation du bois et des charbons dans la région de Rouen, » pendant la guerre, et la possibilité de remédier au dangereux déboisement qui en est résulté. La question se pose pour la France entière. Le même Précis contient d'excellents rapports de MM. Dupré, Frère, Cléry sur les concours et travaux littéraires et scientifiques, et un émouvant rapport sur les prix de vertu par M. G. de Beaurepaire, qui y fait d'une plume éloquente le récit du merveilleux dévouement des sœurs Rivage aux blessés de la Grande Guerre.

Citons enfin les « Mémoires de l'Académie de Nîmes, » avec les élégants comptes rendus de MM. Trial et E. Reinaud, de nombreux documents d'histoire et les « Souvenirs de Guerre » de M. Terrin, si impressionnants par leur simplicité.

*
* *

Mais nous avons à peine commencé notre promenade à travers les très intéressants travaux qui nous sont parvenus.

Voici le Bulletin des « Antiquaires du Centre, » avec une remarquable étude de M. Tourneur-Aumont sur le poète et chroniqueur Ermold le Noir, qui vivait à la cour d'Aquitaine au temps de Charlemagne et de Louis le Pieux. Ermold implore la fin de son exil à Strasbourg, réclame les bords verdoyants de sa Charente natale. Évidemment, les philologues et historiens allemands ont fait de ce pur Charentais un bon Allemand.

Voici les « Mémoires » de la Commission des Antiquités de l'Académie de Dijon, véritable monument archéologique par ses importantes recherches sur cette Bourgogne, si riche en documents historiques. A côté des belles études de M. Mâle sur la sculpture du XIIe siècle, de M. Blanchet, sur le Mont-Afrique, il faut citer le magistral travail de M. E. Picard sur la fameuse « Tour Brancion » et les hôtels du Duc de Bourgogne à Dijon.

Le Bulletin de la Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne s'occupe aussi de « déboisement et reboisement, » sous la plume avertie de M. Prestat. Le savant chanoine Daranatz y décrit « les incendies des cathédrales pyrénéennes. » M. Camille Jullian y étudie l'antiquité du siège épiscopal de Bayonne, qu'il fait remonter au Ve siècle.

Enfin M. Louis de Meurville y écrit de Roncevaux et des Basques.

L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse n'est pas moins active avec des études de M. Sauté sur l'importation du vin dans la région de Toulouse au temps de Cicéron; de M. de Gélis sur quelques poètes réputés des Jeux Floraux ; de M. Barrière-Flavy, sur les bandits du Comminges, au temps de Louis XIV; de M. Juppont qui rétablit les véritables principes d'Euclide ; et du docteur Dide, qui rappelle que si la peine ne peut être infligée au criminel-né (inconscient), elle doit être dans ce cas remplacée par la préservation sociale. D'ailleurs un système pénitentiaire pratique devrait donner des recettes au lieu de constituer une charge. C'est la raison même.

Et l'antique Académie des Jeux Floraux ne se borne pas à ses célèbres concours de poésie et de vertu, récompensés annuellement par 17 000 francs de prix : elle entend de nombreuses communications littéraires et historiques, et même une étude de M. Louis Eichner sur « La Paix des Peuples, » vieille et noble chimère. La Société académique de l'Aube nous offre une belle étude de M. Allard de Mesgrigny sur le maréchal du même nom, qui refusa le commandement du régiment de la Fère, en raison de l'amitié qui le liait au précédent colonel destitué. Le trait est bien français. Devant la même Société, M. Guyot établit, par les longues observations du docteur Bérigny et de M. Gallois, que le vieux dicton sur la Saint-Médard pluvieuse n'est guère qu'une légende. A propos du centenaire de Pasteur, cette Académie demande à l'Institut de France, « interprète autorisé par son nom et par les traditions de la science française, » de créer un mouvement d'opinion en faveur d'une meilleure installation de nos laboratoires scientifiques. Ce vœu est en bonne voie de réalisation.

A l'Académie de Vaucluse, le docteur Colombe continue la série de ses remarquables monographies sur « le Palais des Papes, » et M. Chabaut retrace l'histoire de la cathédrale de Carpentras, qui, commencée en 1405, sur les fondements d'une cathédrale romane du XIIe siècle, ne fut consacrée qu'en 1531 ; encore le pavement de la nef n'était-il pas terminé en 1642. C'est l'histoire de beaucoup de nos cathédrales.

***

Et voici, du sujet qui nous occupe, un chapitre particulièrement émouvant.

Les Académies et Sociétés savantes des régions dévastées ont subi

avec une rigueur particulière les horreurs de la guerre allemande. Non seulement elles ont vu, comme la plupart des associations, s'effondrer leurs budgets par l'élévation des dépenses et la diminution des recettes; mais fréquemment elles se sont trouvées en présence des ruines de leurs anciens établissements, comme à Arras, dont le secrétaire, M. Tierny, nous dit : « Notre Compagnie séculaire, privée de son foyer, de ses meubles, de sa bibliothèque, a pu, grâce à l'effort de ses membres et aux sympathies qui l'entouraient, se créer un nouveau centre d'activité, et recommencer, en quelque sorte par le début, une nouvelle carrière... Cependant la puissance de la tradition est si grande parmi nous que, dans notre cadre nouveau, nos membres ont repris leurs travaux avec la même sérénité qu'avant la guerre. »

Et M. Tierny termine par un réconfortant tableau des travaux de l'année.

C'est l'histoire de la plupart des compagnies en régions envahies, comme celles de Douai, Laon, Lille, Cambrai, dont la vieille « Société d'Émulation, » — fondée en 1808, — a repris la publication de ses savants « Mémoires » et l'attribution de ses récompenses « aux vieux serviteurs méritants. »

C'est l'histoire de l'admirable Académie de Metz, qui a résisté à tant d'invasions, à la lourde domination allemande, qui a été, là-bas, un foyer vivant de langue et de culture françaises, et qui nous dit, par la voix de l'abbé Barthélemy : « Sans doute il y eut des moments angoissants, mais nous entendions toujours la voix du droit et de la justice dominer le fracas des gros canons... La France a triomphé, et nous voici vivants, nous voici avec elle ! Nous voici : notre personnel est français, notre langue est la langue française... »

C'est l'histoire enfin de l'Académie nationale de Reims, qui perdit « son mobilier, ses archives, sa bibliothèque, son fonds de publications et ses réserves, irréparables malheurs, dès les premiers jours de la guerre, » et qui tint ses séances à Paris, au Pavillon de Marsan. Son président de 1921, M. Henri Jadart, et son dévoué secrétaire général, le docteur Pol Gosset, ont remarquablement fixé l'histoire de ces années tragiques dans leurs « Académie de Reims pendant la guerre » et « Compte rendu des travaux, » qui rappellent « le courage dans l'adversité et la volonté de vivre libres des Rémois, » et leur volonté d'aujourd'hui : « Relevons nos ruines matérielles et morales. »

Devant l'immensité du désastre de la grande ville, on ne peut qu'admirer ce courage champenois. Mais le courage n'est pas l'oubli.

Et le 135e volume de l'Académie nationale de Reims contient, en dehors de ces émouvantes pages d'histoire, un véritable monument. « L'Iconographie rémoise de la Guerre, » suivie d'un « Catalogue descriptif des peintures, sculptures, gravures et dessins inspirés du bombardement et des ruines de Reims » par M. René Druart.

On se souvient encore de l'immense cri de stupeur et d'indignation qui courut dans le monde, le 19 septembre 1914, lorsqu'on apprit que les Allemands brûlaient, après l'une des plus précieuses bibliothèques du monde, celle de Louvain, la plus belle de ses cathédrales, celle de Reims. L'ouvrage de M. Druart et de l'Académie de Reims fixe pour l'éternité, par ces pages vengeresses, l'énormité, le sacrilège et la stupidité de ce crime contre la beauté et contre l'esprit, de ce long crime de plus de quatre ans, continué sans remords, et qui ne souleva en Allemagne ni une protestation, ni un repentir.

La conscience du monde entier, des Montagnes rocheuses et des pampas américaines aux sables de l'Australie et aux coteaux fleuris du Japon, exprimée par le crayon et le pinceau de ses meilleurs artistes, rassemble, en ce travail de M. Druart, ses traits innombrables en une sorte de faisceau unique qui a la puissance et la pérennité d'un jugement dernier. La « Kultur » est enchaînée à ses œuvres maîtresses : l'incendie de Louvain, la déclaration de ses 93 savants, l'incendie de Reims.

A côté de ce monument d'histoire et de justice, l'Académie de Reims rappelle qu'elle avait dressé, avant la guerre, les « Répertoires archéologiques de l'arrondissement de Reims, » qui décrivent en détail les monuments civils, religieux, artistiques de cette partie de la Champagne. « Cette publication est aujourd'hui d'autant plus précieuse, nous écrit le docteur Pol Gosset, que c'est là, et là seulement, que les archéologues et les artistes trouveront la description et souvent la reproduction de maintes belles choses détruites par le vandalisme allemand dans les cantons de Beine et de Bourgogne. »

C'est, hélas ! la lamentation des 400 cantons, des 4 000 communes de France dévastées par les barbares.

C. M. Savarit.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'INTÉRIEUR DU GLOBE ET LES VOLCANS

Le récent réveil de l'Etna a causé de par le monde une grande émotion, une angoisse heureusement injustifiée. Chaque fois que l'activité volcanique ou sismique fait parler d'elle sur ces bords célèbres de la Sicile et de l'Italie, on évoque malgré soi les grandes catastrophes qui, depuis l'éruption du Vésuve de l'an 79 jusqu'au dernier tremblement de terre de Messine, ont causé tant de pertes humaines.

Cette fois il ne s'agissait que d'une fausse alerte. Les dépêches des journaux et leurs échos qui sont les conversations publiques, après être montés, suivant le crescendo classique, jusqu'au diapason le plus élevé et le plus tonitruant, après avoir brandi le cliquetis de leurs adjectifs les plus terrifiants, sont revenus tout doucettement à la sourdine qui convenait mieux aux circonstances. C'est que pas la moindre personne, — et c'est un bonheur, — n'a été ni tuée ni blessée dans le « formidable cataclysme. » Les dégâts matériels eux-mêmes, d'après les évaluations réfrigérantes des experts, ne montent qu'à environ huit millions. On ne nous a pas dit s'il s'agit de francs ou de lires. En ce dernier cas, le jeu des changes contribuerait encore à diminuer l'inflation des esprits en présence de ces chiffres. Dans le cas contraire même, le bilan de la « catastrophe de l'Etna » serait inférieur à celui d'un médiocre incendie de forêt. Bref, la montagne a accouché d'une souris.

Félicitons-nous-en et félicitons-en nos amis italiens. Et puisque l'attention du public a été fortement tendue vers ces choses, profitons-en pour examiner un peu ce que sont ces phénomènes volcaniques où l'antiquité voyait je ne sais quelles marques du caractère irritable des dieux souterrains, je ne sais quel écho et quel reflet des sombres forges de Vulcain.

*
* *

Il est pour le moins un point important où les brutales révélations de la science moderne rendent inacceptables les hypothèses mythologiques. C'est la température interne du globe. La *géothermique*, cette branche proprement thermométrique de la géologie, a fourni à cet égard des résultats suggestifs. Depuis longtemps l'expérience des mineurs a établi que plus on descend plus la température s'élève dans de fortes proportions. Ce résultat absolument général et qui ne souffre nulle exception constatée prouve qu'on ne saurait admettre l'existence dans la terre de cavités distinctes, remplies de matières fluides à haute température, et qui suffiraient à rendre compte des phénomènes volcaniques et de l'existence des phénomènes concomitants (sources thermales, etc...). L'hypothèse que nous écartons ainsi n'avait rien d'absurde cependant et était même fort séduisante, en ce qu'elle expliquait bien pourquoi les éruptions volcaniques se produisent exclusivement en certaines régions bien délimitées et toujours les mêmes de l'écorce terrestre.

Pour simple et commode qu'elle fût, l'hypothèse de cavités distinctes en nombre limité, et contenant des matières ignées, doit être abandonnée. Cela résulte surtout de ce que, en toutes les régions de la terre, et jusqu'à des milliers de kilomètres des centres éruptifs, on a observé que l'accroissement de la température avec la profondeur était sensiblement la même. On l'a vérifié jusque sous le sol glacé des plaines sibériennes, notamment dans les environs d'Irkoutsk où la moyenne annuelle de la température de l'air au niveau du sol est de 10 degrés au-dessous de zéro, et où les puits de mine rencontrent à cent et quelques mètres de profondeur une zone où l'eau subsiste à l'état liquide. On sait que l'eau du puits artésien de Grenelle provient d'une profondeur de 600 mètres et jaillit en toute saison avec une température de 28 degrés centigrades. Lorsqu'on a percé le tunnel du Saint-Gothard, on a remarqué qu'au milieu, et sous une épaisseur de terrain de 1 700 mètres, le thermomètre marquait une température de 30 degrés supérieure à celle qui était notée aux extrémités du tunnel. Des chiffres analogues ont été relevés lors du percement du tunnel du Mont-Cenis, puis du tunnel du Simplon.

On a remarqué que l'existence de cette augmentation de température rapide suffit pour expliquer à elle seule l'apparition de certaines sources thermales. L'eau qui s'est infiltrée à travers les fentes d'un massif montagneux peut se trouver ainsi amenée à

passer à une profondeur suffisante pour l'échauffer notablement. Il suffit qu'elle trouve ensuite une autre fente lui donnant issue pour qu'on trouve à la sortie une source chaude sans que le volcanisme y soit pour rien. Ce sont ces sources que M. de Lapparent a appelées *géothermales*.

On s'est proposé de rechercher quel est le taux d'accroissement de la température avec la profondeur, on a constaté qu'il varie légèrement selon la nature et le caractère plus ou moins accidenté des terrains. C'est assez naturel. Quant un poêle ou une simple cheminée est entourée de matériaux différents, et plus ou moins en relief, on constate que ceux-ci laissent passer plus ou moins la chaleur du foyer et sont plus ou moins échauffés par lui. Mais dans le cas de l'écorce terrestre ces différences sont relativement faibles et oscillent à peine autour d'une moyenne.

On est convenu d'appeler *degré géothermique* la profondeur nécessaire pour que le thermomètre s'élève d'un degré centigrade. Pour les faibles profondeurs, et à cause du voisinage du sol, les nombres observés sont naturellement moins concordants. Mais pour les profondeurs plus grandes on trouve en moyenne que la température s'accroît d'un degré pour une trentaine de mètres. Les trois sondages les plus profonds qui aient été entrepris, et où les expériences géothermiques ont été exécutées avec toutes les précautions et la précision souhaitables, sont ceux de Sterenberg (Prusse), qui a été poussé jusqu'à 1 267 mètres, celui de Schladebach (Saxe), poussé jusqu'à plus de 1 700 mètres, et celui de Paruschowitz (Silésie), qui a dépassé 2 000 mètres. Les nombres obtenus et qui concordent, indiquent un degré géothermique tel que la température monte d'environ 30 degrés par mille mètres de profondeur.

Il ne faut d'ailleurs pas s'extasier outre mesure sur les profondeurs ainsi atteintes. Tout compte fait, elles sont faibles et ne font que souligner notre ridicule impuissance. Il n'y a en effet nulle vanité à tirer de ce qu'on a pu descendre jusqu'à deux kilomètres de profondeur à l'intérieur d'un globe dont douze mille kilomètres séparent le centre de la surface. C'est un peu comme si un insecte que nous supposons doué d'entendement prétendait juger de ce qu'il y a dans l'intérieur d'un melon de taille moyenne (supposé qu'il n'ait jamais vu ce fruit) parce que ses antennes auraient pénétré dans l'écorce jusqu'à une profondeur de deux centièmes de millimètre. Cet insecte serait ridicule, n'est-il pas vrai? Et sa prétention de conclure de ce qu'il a vu, à ce qui existe à l'intérieur même du fruit prêterait

à rire, pour nous surtout qui savons combien l'intérieur rosé et sucré du melon se différencie de la partie extérieure, amère et verte, de son écorce.

Eh bien! ceux qui prétendent avec assurance déterminer l'état de la partie interne du globe terrestre par le peu que nous savons de sa couche superficielle sont un peu, révérence gardée, pareils à cet insecte. Il sied donc de n'accepter leurs inductions qu'avec toute la prudence et le scepticisme que justifient les extrapolations trop lointaines.

Et ceci dit, il ne nous reste plus qu'à nous abandonner au courant si suggestif de ces extrapolations. Les hypothèses scientifiques, — et c'est leur gloire, — ne se présentent jamais que comme des tentatives hésitantes vers une meilleure synthèse des phénomènes, vers un savoir un peu moins imparfait. N'en médisons point pour cela et courbons modestement le front, car ces hypothèses et les faits incontestables qui leur servent d'armature sont encore les bouées les plus solides, auxquelles se puisse amarrer notre esprit sur l'océan mobile des incertitudes et des apparences.

Si donc nous extrapolons les résultats obtenus pour ce qui concerne le degré géothermique, si nous admettons que la progression continue à raison de 30 degrés pour chaque nouveau kilomètre de profondeur, nous arrivons à la conclusion qu'à 40 kilomètres environ au-dessous du sol il doit régner une température suffisante pour que toutes les roches connues soient fondues. Diverses circonstances doivent d'ailleurs modifier ce résultat, numériquement parlant. Tout d'abord, il y a beaucoup de chances pour que le degré géothermique qui est conditionné à la fois par le rayonnement de la surface terrestre vers l'espace, par la température centrale et par la nature variable des matériaux aux diverses profondeurs, ne soit pas constant, mais varie suivant une loi encore inconnue. En général, la température de fusion s'élève lorsqu'on exerce sur les corps une pression. Sous les pressions élevées qui règnent dans l'intérieur du globe, il faut des températures plus hautes qu'à la surface pour fondre les matériaux de l'écorce. Mais Tammann a montré expérimentalement que cette élévation du point de fusion avec la pression ne se poursuit pas indéfiniment lorsque celle-ci croît sans cesse, et que la température de fusion passe au contraire par un maximum au delà duquel, par des pressions toujours croissantes, elle s'abaisse de nouveau.

La profondeur calculée de 40 kilomètres où l'on n'aurait plus à

faire qu'à des matières en fusion ne représente donc qu'une approximation assez incertaine. Mais il est probable qu'on sera au-dessous de la vérité en triplant ce nombre. Il faut donc admettre qu'à une centaine de kilomètres de profondeur tout au plus, l'intérieur du globe terrestre est en fusion ignée.

Mais au dehors même de l'extrapolation des données acquises sur le degré géothermique, bien d'autres raisons, et des raisons de fait, démontrent ou pour mieux dire montrent l'état incandescent de la masse terrestre interne. La chaleur solaire, on le calcule facilement, ne pourrait entretenir à la surface du globe qu'une température moyenne inférieure à une quinzaine de degrés. Le seul fait que la température, lorsqu'on s'enfonce, devient partout supérieure à cela prouve qu'il existe un noyau très chaud. La température doit nécessairement être élevée, pour avoir suffi, depuis le nombre incalculable de siècles que dure l'écorce terrestre, à compenser la quantité énorme et continue de chaleur que la terre perd sans cesse par rayonnement dans l'espace.

Certains géologues ont, depuis quelques années, songé à invoquer le radium pour expliquer l'accroissement de la température avec la profondeur. Il suffirait en effet qu'une quantité assez modérée de substance radioactive fût répandue à une certaine distance relativement faible au-dessous du sol pour rendre compte du degré géothermique observé. Dans cette hypothèse, l'accroissement de la température pourrait ne pas se poursuivre aussi intensément vers le centre. Mais cette hypothèse est bien invraisemblable, du moins sous cette forme, car il est difficilement admissible que les substances radioactives, qui sont précisément les plus lourdes de toutes, se raréfient avec la profondeur.

Et puis il y a le fait essentiel qui, mieux que tous les raisonnements, nous montre que la température interne devient rapidement supérieure à celle de la fusion des roches : c'est l'existence des coulées de laves volcaniques qui, comme il y a quelques jours encore elles firent sur l'Etna, nous montrent précisément des matières rocheuses en fusion issues des profondeurs. La température des laves au sortir des volcans a été mesurée par divers procédés. Elle a été trouvée généralement supérieure à 1 000° ou 1 100°, et parfois voisine de 1 500°. Telle est la température qui, si le degré géothermique reste constant, doit exister à une cinquantaine de kilomètres de profondeur.

Ce qui ressort de tout cela c'est que la température régnant à une

profondeur relativement faible est incompatible avec l'existence de la matière vivante, puisque les corps même les plus réfractaires y doivent être fondus. Les anciens, qui plaçaient dans l'intérieur du globe leurs frais et verdoyants Champs-Élysées, se sont donc manifestement trompés. On me répondra peut-être que les formes qu'y revêtaient selon eux les âmes immortelles étaient elles-mêmes immatérielles et réfractaires aux effets du feu. Ce serait admissible si la touchante histoire d'Orphée, descendant en chair et en os au funèbre séjour, ne nous montrait que cette interprétation ne correspond pas à la pensée des anciens. Reste il est vrai un moyen de concilier avec les données physiques ces charmantes hypothèses mythologiques. C'est de supposer que les Champs-Élysées n'étaient qu'à une profondeur modérée au dessous du plancher des vivants. Car il y a toujours moyen, pour peu qu'on s'en donne la peine, de rendre nos rêveries compatibles avec la rude réalité.

En tout cas, je trouve qu'il y avait beaucoup plus d'intuition vraie, de sentiment du réel dans la croyance moyenâgeuse plaçant sous terre les flammes de l'enfer, que dans la légende antique, qui avait imaginé d'y situer le séjour rafraichissant des ombres fortunées.

***

Quelle est la cause de la chaleur interne du globe? Selon les conceptions classiques, on peut considérer ce réservoir calorifique comme le reste de l'énergie emmagasinée dans la masse incandescente de notre planète alors que, selon la conception de Laplace, elle venait de se détacher de la nébuleuse solaire avec laquelle elle avait été auparavant confondue.

Pourtant on a tendance maintenant à considérer la nébuleuse initiale (dont sort par contraction progressive une étoile nouvelle) comme retativement froide et ne s'échauffant qu'au fur et à mesure de la contraction et lorsque celle-ci est relativement avancée. Il faudrait donc pour expliquer la chaleur emmagasinée dès l'origine dans notre globe supposer que celui-ci s'est détaché du soleil alors que celui-ci était déjà formé et ardent. Par quel mécanisme se serait produite cette scission, cette séparation ? On a fait là-dessus diverses hypothèses dont aucune ne paraît très bien établie. Peut-être fut-ce par une sorte de phénomène de marée analogue à celui qui, selon les idées de l'astronome Darwin, a détaché la lune de la terre. A l'heure présente, bien des raisons militent en faveur de cette dernière explication. Sous l'influence de la marée solaire, la protubérance produite

sur le globe terrestre fluide ou semi-fluide et recouvert d'une croûte légère, s'est, à un moment donné, détachée et a formé la lune. Cela a pu se produire, (et nous revenons ici aux considérations de résonance que j'ai développées récemment ici-même à propos des marées océaniques), lorsque la force due à la marée solaire s'est trouvée posséder une période égale à la libre période de vibration naturelle de la terre. Par résonance, la déformation de la terre due à la marée solaire a pu alors s'accroître continuellement, — comme fait parfois la vibration d'un pont suspendu s'amplifiant jusqu'à la rupture, — et cette déformation s'est exagérée jusqu'à ce que la masse lunaire se détachât. Des astronomes très sérieux comme Eddington vont même jusqu'à considérer comme plausible l'idée que la dépression actuelle de l'Océan Pacifique n'est autre que le trou laissé par la lune lorsqu'elle s'est détachée. Et ce savant admet que dès l'époque de cette sorte « d'accouchement » de la lune par la terre, celle-ci était toute recouverte d'eau et que c'est cette eau qui, en allant se déverser dans le trou laissé par la lune, a laissé apparaître les continents.

Pour expliquer la chaleur initiale de notre globe, et partant la scission qui a pu l'arracher au soleil déjà incandescent, il faudrait admettre un phénomène de résonance et de marée analogue. Mais on ne voit pas bien par quelle cause une telle marée a pu se produire. Il est vrai que de faibles causes de dissymétrie ont pu suffire à imprimer à la masse solaire sphéroïdale une forme d'équilibre semblable à ces figures piriformes découvertes et étudiées par Henri Poincaré et qui se prêtent à une subdivision.

Bref, l'origine de la chaleur interne de notre globe reste enveloppée d'obscurité, comme celle d'ailleurs de la plupart des phénomènes que nous constatons.

Il y aurait peut-être un moyen de sortir de toutes ces difficultés. Ce serait de supposer, comme l'a voulu Laplace, que la Terre s'est conglomérée dans la nébuleuse initiale, et que cette concentration de matière a produit en son centre, par l'effet de la gravitation et de la pression énorme réalisée, des substances radioactives. Ce sont ces substances qui auraient causé la chaleur interne du globe à l'origine de celui-ci. Ce sont elles qui la régénéreraient encore actuellement en se régénérant elles-mêmes, si, comme diverses choses conduisent à l'admettre, des pressions très élevés peuvent suffire à créer des corps radioactifs à partir de corps plus légers.

La chaleur interne du globe ne serait donc, dans ces hypothèses, dont le caractère arbitraire ne doit pas être dissimulé, que de

l'énergie intra-atomique régénérée sans cesse par la pression formidable régnant vers le centre du globe.

*
* *

Il y a bien d'autres difficultés, bien d'autres points d'interrogation restés sans réponse précise et qui se dressent lorsqu'on poursuit l'examen des conditions régnant à l'intérieur de la terre.

Il existe pour chacune des substances connues une température dite *température critique* et au-dessus de laquelle ce corps ne peut exister qu'à l'état gazeux, quelle que soit la pression qu'on exerce sur lui. C'est pour avoir ignoré ce fait que, pendant longtemps, on n'a pas réussi à liquéfier les gaz dits *réfractaires*. Sitôt que l'existence du point critique a été connue, il a suffi d'abaisser la température des gaz réfractaires au-dessous de ce point pour que, soumis à une pression convenable, ils y cèdent et se liquéfient.

Or, pour tous les corps connus la température critique est relativement basse. Il s'ensuit qu'à quelques centaines de kilomètres, tout au plus, au-dessous du sol, la température doit être telle qu'aucun corps ne peut subsister autrement qu'à l'état gazeux. Et alors de deux choses l'une : ou bien il faut admettre qu'aux pressions énormes régnant aux grandes profondeurs et incomparablement supérieures à celles de nos laboratoires, les corps subissent des modifications moléculaires et possèdent une autre température critique, ce qui est une hypothèse arbitraire ; ou bien les résultats acquis par les physiciens ne cessent pas d'y être valables, et alors il faut en conclure que le noyau central de la terre est gazeux. Mais nous savons d'autre part par les calculs astronomiques que la densité moyenne de la terre est telle qu'elle est à son centre plusieurs fois plus dense que ne sont les roches de sa surface. D'autre part nous savons, par l'étude de la propagation des ondes sismiques, que la rigidité du centre de la terre est comparable à celle de l'acier. Que penser d'un gaz aussi dense et aussi rigide que l'acier? Et si le noyau terrestre est gazeux, il faut convenir qu'il s'agit d'une masse gazeuse qui n'a guère de rapports avec ce que nous sommes accoutumés à désigner de ce nom.

Ce qui reste en tout cas, c'est que l'intérieur de la terre est incandescent et en un état plus ou moins fluide.

*
* *

J'ai expliqué naguère ici même, à propos des séismes, que la croûte terrestre qui repose sur ce noyau incandescent n'est pas une

enveloppe d'épaisseur et de solidité uniformes. Elle est plutôt semblable à une sorte de marqueterie, de mosaïque formée de cellules, de lamelles juxtaposées et qui sont séparées les unes des autres par des fentes, par des failles, par des lignes de moindre résistance. En général, ces fentes sont situées le long des dénivellations rapides du globe, telles que celles qui caractérisent la chute de la chaîne des Andes dans les profondeurs du Pacifique, ou que celles qu'on observe le long des côtes de la Sicile et de l'Italie occidentale. De même, dans un vieux parquet disjoint, — et notre croûte terrestre n'est pas autre chose, — c'est à la jointure de deux lamelles que le niveau change brusquement.

Nous avons expliqué déjà comment, par l'effet du refroidissement et de la contraction du noyau interne, il arrive que notre parquet terrestre ne repose plus sur lui. Cet équilibre instable fait que son poids le fait craquer jusqu'à ce qu'il ait retrouvé le contact du noyau, et ce craquement disloque un peu plus le parquet aux endroits de moindre résistance, c'est-à-dire le long des failles qui séparent les cellules de la marqueterie. C'est pourquoi les séismes, — qui sont les résultats de ces craquements, de ces affaissements, — se produisent en général le long de ces fentes, le long du versant Pacifique des Andes, et en Europe de préférence sur les côtes de Sicile et d'Italie.

Les éruptions volcaniques, ces effusions de matières ignées et gazeuses qui s'échappent par places du sol, comme fait le jus d'une pêche qu'on presse, les éruptions volcaniques, dis-je, doivent nécessairement se produire aussi aux endroits de moindre résistance. Il s'ensuit que les zones d'élection des séismes sont aussi celles du volcanisme.

Mais on comprend aussi par tout ce qui vient d'être dit qu'il n'y ait point, — à côté de celles qui existent dans l'espace, — de relation directe dans le temps entre les deux catégories de phénomènes. Les craquements sismiques dont nous venons de rappeler le mécanisme ne s'accompagnent pas nécessairement d'une issue des matières internes. Réciproquement, lorsque celles-ci ont tendance à s'échapper, ce n'est nullement, comme nous allons voir, par l'effet des forces de contraction qui ont causé les craquements sismiques, mais au contraire par suite de forces d'expansion. Et c'est pourquoi, au Japon par exemple, où il y a à la fois de nombreuses éruptions et beaucoup de tremblements de terre, les statistiques montrent qu'il n'y a aucun rapport de synchronisme entre les unes et les autres. Je mets bien

entendu à part les petits séismes, très limités en étendue, qui se produisent parfois autour des volcans, de même qu'autour de tout point du sol où a lieu une explosion.

*
* *

Deux phénomènes principaux caractérisent en général les éruptions volcaniques. Le plus important au point de vue humain, — le moins important au point de vue géologique, — c'est l'émission de nuées à la fois brûlantes et asphyxiantes qui, comme on le vit à la Martinique, ont anéanti parfois en quelques instants toute une population. Ces nuées, qui couronnent le sommet du volcan d'un panache montant parfois à 10 kilomètres de hauteur, sont constituées pour une large part de vapeur d'eau, et elles transportent en quantité ces particules semblables à de la fumée qu'on appelle communément des « cendres » et qui ne sont autre chose que des corpuscules de lave finement pulvérisés.

Cette éruption gazeuse et pulvérulente est accompagnée souvent de bruits violents d'explosion, comparables à des coups de tonnerre et qui proviennent en général, — comme les coups de tonnerre eux-mêmes, — d'une brusque rupture de l'équilibre des couches de niveau électrique de l'atmosphère. On sait en effet que celle-ci est électrisée et de telle sorte qu'une différence de potentiel qui atteint souvent plusieurs centaines de milliers de volts existe entre un point donné et un point situé à 1 kilomètre au-dessus. L'éruption soudaine des gaz volcaniques perturbe l'équilibre de ces couches de niveau, comme ferait une violente tempête, et y produit des décharges électriques tendant à égaliser les potentiels troublés.

Dans le cas de l'éruption récente de l'Etna, ces phénomènes paraissent n'avoir eu qu'une importance minime. Il ne semble pas que la pluie de cendres ait été considérable et elle n'atteignit même pas ce qu'on vit lors de l'éruption du Vésuve de 1906 où l'accumulation des cendres finit par effondrer les toits de certaines maisons.

Le « record, » si j'ose dire, des éruptions de cendres a été atteint en 1815 par l'explosion du Timboro, qui a projeté sur un rayon de 500 kilomètres une masse de débris évaluée à des centaines de kilomètres cubes. L'éruption célèbre du Krakatoa, dans les îles de la Sonde, en 1883, projeta environ 20 kilomètres cubes de cendres qui obscurcirent l'atmosphère pendant des mois et jusqu'en Europe ; elle offre un autre exemple fameux de ce phénomène.

Mais la manifestation essentielle du volcanisme est au point de

vue géologique l'expulsion des laves. Celles-ci sont constituées par une coulée des matières fondues, de composition variable d'un volcan et d'une éruption à l'autre. Elles sont surtout composées de silicates, c'est-à-dire de substances analogues à celles qui forment les scories et les *laitiers* des hauts-fourneaux. En se solidifiant elles donnent naissance à des roches dont une partie de la surface terrestre est aujourd'hui constituée. Nous avons signalé déjà leur haute température à la sortie du cratère. Elle suffit à les rendre incandescents; c'est pourquoi bien que la lave paraisse obscure dans la grande lumière du jour, on la voit briller la nuit, comme un ruban de feu, comme un fleuve infernal au flanc du volcan. La vitesse de propagation de la lave est toujours heureusement très faible à cause de sa grande viscosité comparable à celle de l'asphalte. C'est ce qui en fait un phénomène peu dangereux pour les hommes et permet à ceux-ci d'évacuer aisément les points menacés. La vitesse de propagation des laves en terrain plat est en effet rarement supérieure à quelques centaines de mètres à l'heure et dans le cas de l'éruption récente de l'Etna, au plus fort de leur émission, elles n'avançaient guère que d'une trentaine de mètres à l'heure.

La chaleur dégagée par la lave est d'ailleurs assez intense et on ne s'en étonnera pas si on pense au volume énorme des coulées volcaniques qui représentent couramment des millions de mètres cubes. Elle ne se refroidit d'ailleurs que lentement et reste brûlante pendant des mois sous la mince croûte superficielle qui la protège contre le rayonnement. L'Etna lui-même a été formé par l'accumulation successive des laves qui lui ont donné peu à peu une altitude supérieure à 3 300 mètres.

Et maintenant quelle est la cause des éruptions volcaniques? On en a beaucoup disputé comme chaque fois qu'il s'agit de causes. On a tendance à attribuer ces phénomènes à l'action des gaz dégagés par le noyau igné du globe, et notamment à l'action de l'eau qui pénètre peu à peu vers ce noyau aux endroits où la croûte terrestre est fissurée. Cette eau est absorbée par le magma interne avec une grande énergie. La raison en est qu'aux températures élevées l'eau agit comme un acide très puissant, plus puissant même que l'acide silicique. Celui-ci sera donc déplacé par l'eau dans les silicates du magma interne. La conséquence de cette fixation est que celui-ci va gonfler et tendre à s'élever dans les conduits et fissures situés aux endroits de moindre résistance et qui sont précisément les cratères volcaniques. La lave en s'approchant de l'orifice commence à se

refroidir et libère l'eau absorbée ; cette eau s'échappe avec de violents bouillonnements comme font toujours les gaz occlus dans les corps en fusion, ainsi qu'on peut l'observer dans la coupellation de l'argent fondu. Les explosions produites achèvent de dégager l'orifice et fraient la voie à la lave. L'eau violemment projetée entraîne une partie de celle-ci sous forme de gouttelettes pulvérulentes. C'est ainsi que les explosions précèdent toujours l'issue des laves.

Telle est la théorie la plus couramment admise. Il en est bien d'autres que l'on me saura gré de passer sous silence et qui n'ont pas le même degré de vraisemblance que celle-ci.

L'Etna est très souvent en éruption, et c'est pourquoi il n'est guère dangereux. On a remarqué, en effet, depuis longtemps, que les éruptions dévastatrices ont presque toujours été le fait de volcans depuis longtemps paisibles. C'est ainsi que le Vésuve, avant sa fameuse éruption de 79, qui anéantit Herculanum et Pompéï, n'avait jamais, depuis les temps historiques, manifesté aucune activité. Chacun sait que mieux une bouteille de champagne est bouchée, plus elle fait de bruit et fait sauter loin son bouchon.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Des pourparlers préliminaires ont, cette quinzaine, préparé les voies aux entretiens décisifs entre l'Angleterre d'une part, la France et la Belgique de l'autre. La négociation proprement dite, retardée par la longue crise ministérielle en Belgique, a commencé le 3 juillet par une conversation du comte de Saint-Aulaire avec M. Eyre Crowe, et s'est continuée le 4 par un entretien de chacun des ambassadeurs de France et de Belgique avec lord Curzon. Les Alliés répondront-ils tous ensemble à la note allemande du 13 juin et, préalablement, l'Angleterre se joindra-t-elle à la France et à la Belgique pour faire cesser la « résistance passive ? » Ainsi se pose le problème ; dans sa simplicité apparente, il implique des conséquences considérables ; qu'on le regarde sous ses aspects politique, économique, financier ou moral, il est capital pour l'avenir de l'Europe.

Essayons de nous placer au point de vue britannique. Les intérêts économiques passent au premier plan. M. Stanley Baldwin est un industriel positif et précis : il a choisi, pour le département des Finances, M. Mac Kenna qui est l'homme de la Cité, des banquiers et des gens d'affaires ; on doit penser que les deux pilotes du grand navire envisagent sous le même angle le problème des réparations ; leur opinion procède d'une doctrine économique, le vieux « libéralisme » libre-échangiste. C'est chez eux une conviction profonde que la prospérité, la vie même de l'industrie nationale réclame la paix à l'intérieur comme à l'extérieur, le libre jeu des échanges commerciaux, l'équilibre des changes. Les préoccupations auxquelles ils sont naturellement enclins se trouvent avivées par les difficultés avec lesquelles est aux prises le monde des affaires anglais et qui sont loin de s'atténuer. Depuis deux mois, les prix de gros, après une période prolongée de hausse graduelle, accusent une tendance à la baisse ; les producteurs cherchent à ramener à eux la clientèle ; c'est l'indice d'un nouveau fléchissement général des affaires. La conséquence est une recrudescence du chômage :

1 200 600 chômeurs le 18 juin, plus 59 200 travaillant à temps réduit; les industries du coton et des constructions navales sont particulièrement éprouvées; les mineurs travaillent, mais sont mal payés, parce qu'il faut sans cesse chercher à réduire les prix de revient sous peine de voir se fermer les marchés; les chemins de fer se déclarent dans l'impossibilité d'abaisser les tarifs de transports : 220 000 mineurs gagnent moins de 45 shillings par semaine, 30 000 seulement (4 pour 100) atteignent 5 livres. Le malaise industriel sert d'argument aux politiciens du *Labour party*, qui se flatte, aux prochaines élections, d'emporter la majorité. Et puis voici les grèves : grève de dockers à Londres, grèves de mineurs. Et voici revenir le refrain : le chômage, ce sont nos régions dévastées !

Trompeuse analogie ! Il est tentant, pour qui souffre, d'accuser le voisin. Si les affaires ne renaissent pas en Europe, c'est que la France a occupé la Ruhr, moins pour se faire payer que pour achever l'écrasement de l'Allemagne et assurer, sous couleur de sécurité, sa suprématie sur le Rhin. Il a toujours existé, en Angleterre, un groupe germanophile; ne croyons pas cependant que la masse du pays soit indulgente à l'ennemi d'hier; mais on la trompe et elle déplore nos méthodes violentes, notre esprit de conquête. Le Gouvernement n'a-t-il pas allégué, pour augmenter dans d'énormes proportions son aviation, en grevant son budget, qu'il fallait à l'Angleterre une flotte aérienne égale à la plus forte des flottes continentales, c'est-à-dire la française? Voilà qui révèle tristement les inquiétudes maladives des Anglais à notre égard ! N'allons pas supposer, chez un Mac Kenna ou chez un Baldwin, des sympathies germaniques; s'ils craignent que les Alliés ne demandent trop à l'Allemagne, c'est moins peut-être pour la ménager que pour ne pas l'inciter à un effort qui accroîtrait sa capacité de production et nuirait au commerce et à l'industrie britanniques. Mais ces préoccupations économiques se combinent avec une grande pensée d'impérialisme politique et inclinent la Grande-Bretagne, sous la double impulsion de la tradition et de l'intérêt, à une grandiose entreprise d'hégémonie mondiale. L'Allemagne leur apparaît, en face de la France, comme un élément d'équilibre, comme un ferment de ces divisions profitables aux grands rêves de domination. Il faut sauver l'Allemagne de la catastrophe qui la menace et qui pourrait la transformer en un foyer contagieux de communisme et de révolution. Ainsi s'accordent en définitive les raisons économiques, financières, sociales, politiques pour une même conclusion : sauver

l'Allemagne. La France est toujours soupçonnée de vouloir moins obtenir des paiements d'une Allemagne prospère que trouver sa sécurité par la ruine de son ennemie : c'est la vieille idée qui gît au fond des consciences britanniques, c'est le véritable obstacle à une entente féconde entre nos deux pays. Or le péril est urgent : l'Allemagne crie sa détresse; elle ne compte plus que sur l'Angleterre : de là cette nervosité, cette hâte un peu fébrile qui agitent, ces jours-ci, l'opinion, la presse et peut-être le Gouvernement britanniques.

Les Anglais, depuis 1918, ont entrepris, avec une magnifique énergie, de ramener la livre au pair du dollar et de liquider leur dette de guerre : pour l'honneur et la prospérité d'une grande maison de commerce un bon crédit est indispensable. Ils ont réussi, le budget est en équilibre, même en excédent, la livre a retrouvé sa valeur or, la dette envers les États-Unis est consolidée; mais c'est au prix de lourds sacrifices. Les Anglais cherchent dans la Ruhr la cause du chômage et du malaise industriel, quand il crève les yeux que c'est leur politique de « déflation » systématique qui en est responsable. De là surtout viennent la hausse des prix de revient, la cherté de la vie, le faible niveau des salaires. L'opération, honorable, utile, a été faite trop vite et c'est au moment où ils triomphent de l'avoir réalisée qu'apparaissent ses inévitables conséquences. Pourquoi donc cette hâte? C'est que le crédit est une arme politique; c'est que la restauration du premier crédit de l'Europe est, pour l'Angleterre, le puissant instrument de la suprématie économique et politique vers laquelle la porte l'impulsion spontanée, instinctive, de l'esprit national. L'économique sert de support à la politique, et la politique à son tour sert de véhicule à l'économique : ensemble elles acheminent l'Angleterre vers l'Empire. Voilà le fond du débat actuel. M. Poincaré, par l'opération de la Ruhr, a pris, sans le chercher, le gouvernail du navire européen : l'Angleterre prétend le saisir.

Précisons par quelques exemples. L'Angleterre, jusqu'à ces dernières semaines, n'a pas cru qu'il fût possible de sauver l'Autriche et, comme elle se glorifie d'une politique empirique qui ne connaît que les faits, elle s'accommodait du rattachement à l'Allemagne ; elle se contentait d'acquérir la majorité dans les grandes compagnies de navigation du Danube; les tentatives de sauvetage de l'Autriche se heurtaient à l'inertie du Gouvernement britannique et de ses représentants. Mais, après la Conférence de Gênes et l'échec du plan mirifique du consortium qui devait restaurer le monde, l'affaire autrichienne fut confiée, en désespoir de cause, à la Société des

Nations qui, en appliquant les plans préparés en France depuis longtemps, a commencé le renflouement de l'Autriche avec le concours énergique du chancelier Seipel. L'Angleterre a senti que le terrain devenait solide, que l'Autriche vivrait, et on l'a vue, le mois dernier, annoncer tout à coup que les banquiers de la Cité prenaient à eux seuls plus de la moitié (14 millions de livres sterling) de l'emprunt autrichien de 650 millions de couronnes or ; les États-Unis souscrivaient 125 millions de couronnes, et l'on sait l'étroite solidarité qui unit les deux marchés et qui va, pour New-York, jusqu'à la dépendance. Une telle avance d'argent, même sur solides garanties, a une signification : puisqu'il y a une Autriche et que Vienne contrôle la navigation du Danube, l'influence anglaise doit devenir prédominante. La Hongrie, elle aussi, demande un emprunt ; l'Angleterre qui se défie de la Commission des réparations, a déjà fait connaître que la Hongrie ne trouverait aucun concours à Londres et à New-York tant que l'affaire ne serait pas confiée à la Société des Nations.

N'est-ce pas la même méthode que l'Angleterre, grâce à son crédit et avec l'appui des États-Unis, compte appliquer en Allemagne ? Elle apportera à son heure son plan de réparations et de reconstitution de l'Allemagne. Or cette heure paraît venue ; l'occupation de la Ruhr a précipité l'échéance en préparant une solution franco-belge. Londres a toujours cherché à nous empêcher, soit de nous entendre avec l'Allemagne, soit d'employer la contrainte ; l'occupation de la Ruhr a mis au pied du mur la politique anglaise. Maîtresse de son crédit, elle intensifie son travail diplomatique et financier. La politique bancaire devient un instrument de conquête. La *Neue Freie Presse*, le grand organe israélite et pangermaniste de Vienne, écrivait le 26 juin : « La politique anglaise a changé de caractère depuis que Baldwin a succédé à Bonar Law : Baldwin et Curzon travaillent à la fois à encercler la France et à arriver à un accord avec elle. » Remarque profonde que vérifient les faits.

La Pologne jusqu'ici n'avait pas les faveurs de l'Angleterre ; s'il n'avait tenu qu'à Londres, elle aurait succombé en août 1920, et n'aurait pas obtenu, en 1922, la Haute-Silésie ; il n'est pas maintenant d'amabilités que l'Angleterre ne prodigue au Gouvernement polonais. Sur la Russie, lord Curzon vient de remporter un gros avantage moral ; le Gouvernement des Soviets fait droit, au moins en paroles, à ses remontrances et cède à ses menaces ; il promet de ne plus molester les pêcheurs anglais dans les mers glaciales, de respecter les voyageurs et les commerçants anglais, d'indemniser

ceux qui ont été lésés, d'arrêter toute propagande soviétique en Afghanistan, en Perse, en Égypte, dans les pays qui avoisinent les Indes. Ayant obtenu, sur les Bolchévistes, ce succès de façade, lord Curzon, à Lausanne, tient en suspens les Turcs et la solution des affaires d'Orient. Son influence est toute puissante à Athènes, prépondérante en Italie ; elle agit, par Athènes, sur les États balkaniques et danubiens. En Belgique, il paraît avéré que le mouvement flamingant qui risque de diviser le pays entre deux races adverses reçoit des encouragements d'Angleterre : c'est un principe qu'il faut éloigner d'Anvers toute influence française ; l'étroite solidarité franco-belge dans l'affaire de la Ruhr porte ombrage à Londres qui cherche à la briser ou à en diminuer l'efficacité. Dans toute l'Europe, et ailleurs encore, les anciens éléments germanophiles sont devenus anglophiles sans cesser d'être antifrançais. Il est triste de constater que les pires calomnies sur la politique française trouvent en Angleterre des propagateurs. Et si l'on en croyait certaines apparences ou ressemblances, ne serait-on pas porté à se demander si la lettre du Pape au cardinal secrétaire d'État n'aurait pas été, par quelque secret canal, inspirée ou suggérée par la politique anglaise?

Voilà dans quelle atmosphère s'engagent les négociations entre l'Angleterre et le groupe franco-belge, consolidé par le retour au pouvoir du cabinet Theunis et sa très ferme déclaration ministérielle. L'Angleterre est obligée de choisir : elle n'a pas voulu aller avec la France et la Belgique dans la Ruhr; cherchera-t-elle, en appuyant l'Allemagne, à les en faire sortir, ou bien se décidera-t-elle, pour rendre possible une solution du problème des réparations, à se joindre à elles pour obliger l'Allemagne à cesser sa résistance passive? On ne voit guère de tierce solution. La campagne de presse contre la France a commencé par les pseudo-révélations de *l'Observer* qui, le 24 juin, publiait un document faux ou truqué, émanant, prétendait-il, des bureaux de M. Tirard, président de la Haute-Commission dans les provinces du Rhin, et qui, selon lui, révélait les collusions du Gouvernement français avec les séparatistes rhénans ; le document, s'il prouvait quelque chose, montrerait, au contraire, que le Gouvernement français se refusait à seconder la politique du docteur Dorten et que celui-ci était loin d'être en bons rapports avec le Haut-Commissariat. La presse radicale anglaise n'en prit pas moins texte pour dénoncer une fois de plus les desseins de la politique française en Rhénanie et dans la Ruhr : d'un côté, voici la France qui ne rêve que violence et démem-

brement ; de l'autre, voilà l'Angleterre et toutes les autres Puissances qui travaillent à la reconstruction économique de l'Europe. Il s'agit d'empêcher que, dans la bataille de la Ruhr, — qui n'est devenue une bataille que par la volonté du Gouvernement allemand, — la France ne remporte la victoire. *L'Observer* du 1er juillet, cette fois encore, se prête à une manœuvre d'intimidation. Si le Gouvernement français, dit-il, refuse de donner une réponse écrite au questionnaire que le Cabinet de Londres lui a adressé, alors le Gouvernement anglais déclarera que la politique française conduit l'Europe à sa ruine et qu'il est résolu à ne pas s'y associer; il entamera des négociations séparées avec l'Allemagne afin d'arriver pour son propre compte à une solution de la question des réparations ; il demanderait à l'Allemagne des annuités égales à celles que l'Angleterre doit payer aux États-Unis. En même temps l'Angleterre et les États-Unis rappelleraient à la France qu'elle a une dette à leur égard. La presse française, avec une vivacité un peu exagérée peut-être, releva ce qu'une telle information avait à nos yeux de choquant. Le lendemain l'agence *Reuter* publiait, de source autorisée, une note où l'hypothèse émise par *Observer* était simplement qualifiée de « prématurée. » Et le démenti paraissait à Paris et à Bruxelles plus inquiétant que l'information elle-même, et plus étrange. Sans attacher aux polémiques de presse plus d'importance qu'il ne convient, il reste qu'une tentative de pression a été exercée sur le Gouvernement français pour l'amener à admettre la nécessité d'un arbitrage britannique entre le groupe franco-belge et l'Allemagne. L'Angleterre apparaîtrait ainsi dans le rôle d'arbitre universel, de gardienne de l'ordre et de l'équilibre européen. Mais c'est la France qu'on accuse d'impérialisme !

De ces incidents, il est impossible de ne pas rapprocher la demande d'enquête introduite par l'Angleterre au Conseil de la Société des Nations sur la gestion de la commission chargée de l'administration de la Sarre. L'Angleterre se plaint notamment d'une ordonnance, prise le 7 mars par la commission présidée par M. Rault, appliquant au territoire sarrois une ordonnance allemande sur la sécurité du Reich, et destinée à prévenir les désordres dans la Sarre afin d'assurer la régulière exploitation des mines garantie à la France par le Traité de Versailles. Il s'agissait d'une mesure exceptionnelle qui, dès que les grèves furent finies, a été rapportée. Élargissant la question, le Gouvernement britannique voulait faire ouvrir, à Genève, une enquête générale. Le conseil, sur la proposition de

M. Hanotaux, a décidé de procéder lui-même à un « examen » et a prié la commission de se rendre à Genève le 6 juillet. L'affaire n'aura pas de suites et n'aurait aucune gravité si, corroborée par beaucoup d'autres faits, elle ne révélait un dessein anglais de faire pression sur le Gouvernement français.

Vers le sauveur anglais, toute la presse allemande se tourne avec des cris de détresse : sauvez-nous, nous périssons! Tous les journaux croient ou feignent de croire que l'Angleterre est avec les Allemands pour combattre la France. On formule les conditions auxquelles on consentirait à entrer en négociations : fin de l'occupation, rentrée des fonctionnaires expulsés, etc. M. Severing qui, par ailleurs, a donné des preuves de bon sens et de fermeté, se persuade toujours que la France ne vise qu'à annexer la Rhénanie; le chancelier Cuno continue à prêcher la résistance. Les nationalistes, encouragés par la faiblesse du Gouvernement, ont repris de plus belle leur agitation et leurs crimes; ils inquiètent les modérés, comme la *Germania;* les attentats se multiplient dans la Ruhr contre les Franco-Belges, dans tout le Reich contre les socialistes et les « traîtres. » Dans un train de permissionnaires belges, une bombe à retardement, lâchement déposée, tue douze soldats. Chaque nuit des sentinelles ou des patrouilles sont assaillies ou essuient des coups de fusil. Les Allemands s'imaginent qu'ils amèneront par de tels crimes les Français et les Belges à s'en aller; ils ne font que rendre l'occupation plus onéreuse aux populations. Mais leur seul espoir réside dans l'intervention anglaise : l'Allemagne, en ces derniers jours, est dans l'attente et s'abandonne.

Dans l'océan de sottises que nous apporte chaque jour la presse allemande, il est piquant de relever, sous la plume du député Quessel, dans les *Sozialistische Monatshefte* (6e cahier), un jugement d'une singulière pénétration. Dressant le bilan de la guerre de la Ruhr, engagée et prolongée contre tout bon sens, il écrit : « Si le plan d'une démarche commune de l'Entente pour exiger l'abandon de la résistance passive, se réalise, c'est la fin de la guerre de la Ruhr; car, étant donné les tendances anglophiles du Cabinet Cuno, il n'y a pas à craindre qu'il résiste à une exigence anglaise. On n'exagère pas lorsqu'on dit que pour lui les désirs de l'Angleterre sont des ordres. La guerre de la Ruhr se terminera donc par une dictée de l'Entente qui sera le résultat d'un accord anglo-français, dont l'Allemagne aura de nouveau à supporter les frais au point de vue politique et financier. Pour le moment, il est vrai, l'Angleterre,

afin de préparer la conférence interalliée qui doit précéder les négociations avec l'Allemagne, a besoin encore de la résistance passive comme d'une arme contre la France. L'Angleterre fera donc tout pour prolonger cette résistance sur le Rhin et la Ruhr jusqu'à ce que la France soit disposée aux concessions qui sont conformes à l'intérêt anglais. » Quelle que soit l'issue des négociations franco-anglaises, l'Allemagne pourrait bien ne rien trouver à y gagner. Le plus simple, le plus sûr, pour elle, serait encore de renoncer spontanément à la guerre qu'elle a voulue. M. Mussolini qui suit avec beaucoup d'attention les négociations sur les réparations, le lui conseille avec beaucoup de force. La politique du 11 janvier était, pour l'Allemagne aussi, la voie du salut; la France et la Belgique n'ont voulu que la prise de gages par « l'occupation invisible »; c'est la résistance injustifiée du Reich qui a créé l'occupation onéreuse. Il est encore temps de revenir à la première.

L'affirmation de cette vérité, c'est peut-être ce qui manque le plus à la lettre que le Pape a adressée le 28 juin au cardinal Gasparri, Secrétaire d'État. Au dessus des passions déchaînées et des intérêts en conflit, il a voulu, avec un courage méritoire, faire planer une parole de paix, de justice et de « charité sociale. » C'est le droit, et c'est le devoir, de son haut magistère supranational. Mais les circonstances rendaient peut-être inopportun, en tout cas singulièrement délicat et scabreux, l'exercice actuel de ce droit. Le problème des réparations a certes un aspect moral : ne serait-ce que l'affirmation même du devoir de réparer; mais cet aspect moral est trop étroitement associé avec les intérêts économiques et politiques pour qu'il soit possible de l'en détacher. C'est le malheur d'un tel document que les peuples le mesurent naturellement à la même aune que les polémiques politiques au-dessus desquelles il prétend s'élever et dont, trop souvent, il reflète les arguments. Malgré la volonté d'impartialité et d'universelle charité de Pie XI, il subsiste encore, autour du Gouvernement pontifical, une atmosphère imprégnée de sentiments, de manières de voir et de penser, et surtout d'informations défavorables à la France; deux ans de présence auprès du Vatican d'une ambassade de France n'ont pas encore achevé de réparer les effets de quinze années d'absence, que nos adversaires, sans compter nos amis rivaux, n'ont pas manqué de mettre à profit. La lettre du Pape a soulevé, en France et en Belgique, des critiques trop vives que ses intentions ne méritaient pas; mais il faut reconnaître que, en un moment où une campagne de calomnies, à laquelle

ne sont pas étrangers les évêques allemands, est menée par le monde contre la France en haine de sa victoire et de son bon droit, les susceptibilités sont légitimes quand elles restent modérées et excusables même quand elles dépassent la mesure.

Relisons la lettre du Pape avec le désir de pénétrer sa pensée et ses intentions. Relevons en passant une allusion peu heureuse à la Conférence de Gênes, sur l'inefficacité et les dangers de laquelle l'opinion universelle est fixée, et arrivons au paragraphe important qui a trait aux réparations; le Pape y reconnaît l'obligation de « réparer les dommages très graves subis par les populations ou les territoires jadis prospères et florissants ; » il demande que le débiteur fasse preuve « d'une bonne volonté réelle. » Cette longue phrase, quelque peu obscure et entortillée, semble admettre que le débiteur est fondé à « invoquer un jugement impartial sur les limites de sa propre solvabilité, » pourvu qu'il fournisse tous les moyens d'un contrôle sérieux et exact. Mais il faut observer que la Commission des réparations est un arbitre impartial auquel l'Allemagne s'est bien gardée de fournir tous les moyens de contrôle. L'enquête dont le Pape admet la légitimité, il aurait fallu la faire en un temps où les choses étaient entières, où l'Allemagne n'avait pas volontairement, frauduleusement, dilapidé ses finances, faussé ses statistiques, saboté sa vie économique, afin de trouver des prétextes à ne pas payer tout en gardant intacte sa puissance de production. Il est trop tard aujourd'hui. M. Lamburgh en Allemagne et, en Angleterre, M. Thelwall, secrétaire commercial de l'ambassade britannique à Berlin, viennent l'un et l'autre d'affirmer l'extrême difficulté d'évaluer la situation financière actuelle de l'Allemagne. Lorsqu'il s'agit de solvabilité, il faut bien s'entendre : nous n'avons jamais contesté que la solvabilité *actuelle* de l'Allemagne fût limitée; elle l'est d'ailleurs par sa propre faute; mais ce qu'il s'agirait de mesurer « impartialement, » c'est sa capacité *potentielle* de payer, c'est-à-dire, ses possibilités de travail, de production, de gains de toute nature, sur lesquels c'est pour elle un devoir de stricte justice de prélever une forte part pour les réparations. Est-elle prête, à la voix du Pape, à nous en fournir les moyens? Si on laissait aux Alliés, comme le demande Pie XI, les moyens d'exercer un contrôle sérieux et exact, l'Allemagne pourrait payer tout ce qu'elle doit d'après les conventions, et ce qu'elle doit n'est qu'une part minime de tout ce qu'en stricte justice, elle devrait payer pour réparer tous les maux dont elle est la cause volontaire. Ce serait d'abord,

pour chaque Allemand, un devoir de conscience, de restituer tout ce qui a été pillé méthodiquement dans nos maisons, nos châteaux, nos églises, objets d'art, souvenirs précieux qui étaient une partie de notre âme historique et dont aucune somme d'argent ne compensera pour nous la perte. La richesse potentielle de l'Allemagne est pratiquement indéfinie et indéfinis les prélèvements que nous serions en droit d'exercer sur son travail présent et sa prospérité future. Mais nous sommes loin de vouloir « épuiser complètement ses ressources et sa puissance de production, » ce qui, comme le remarque le Pape, serait contraire aux intérêts de ses créanciers.

« Il est juste, continue Pie XI, que les créanciers aient des garanties proportionnées à l'importance de leur créance... Nous leur laissons le soin d'examiner s'il est nécessaire à cet effet de maintenir dans tous les cas les occupations territoriales qui imposent des sacrifices graves pour les pays occupés et pour les nations occupantes, et s'il ne vaudrait pas mieux y substituer, ne fût-ce que progressivement, d'autres garanties non moins efficaces et certainement moins pénibles. » A la place de ce dernier mot, le texte primitif communiqué à l'agence Stefani portait « odieuses » qui, en vérité, déparait une phrase qui s'accorde parfaitement avec ce qu'a toujours voulu la politique française et affirmé M. Poincaré. C'est la mauvaise volonté persistante de l'Allemagne et la malveillance de l'Angleterre qui ne nous ont laissé d'autre issue que de prendre des gages ; sans enthousiasme, mais sans hésitation, nous avons occupé la Ruhr ; l'occupation franco-belge y serait restée « invisible » si les Allemands n'avaient eu l'inspiration funeste, — funeste pour eux, avantageuse pour personne, — de la résistance passive ; nous n'y resterons que jusqu'au jour où nous aurons reçu non des promesses mais des réalités tangibles pour les réparations auxquelles nous avons droit, et où nous serons certains que les territoires évacués ne pourront servir de route et de base stratégique à une nouvelle invasion de notre pays. Les Allemands, et quelques Anglais, à force de le répéter, ont fini par croire, — et peut-être l'ont-ils fait croire au Pape et à la Curie, — que le paiement des réparations n'était pour nous qu'un prétexte, que nous ne songions qu'à nous établir fortement dans la Ruhr pour y rester et préparer l'annexion plus ou moins déguisée de la Rhénanie. Il n'est que de tenter l'expérience. Que l'on nous paie d'abord, et l'on verra si la France tient ses engagements pour chiffons de papier !

Il nous plaît, sur ce point, d'adopter la conclusion d'un article de *la Libre Belgique* que *la Croix* a reproduit : « On ne peut que

louer l'intention droite et magnanime qui inspire le document pontifical, la hardiesse de son dessein et le courage dont il témoigne dans l'accomplissement du devoir de charité attaché à la charge du Pontificat suprême. Mais improprement engagée par la voie d'un appel direct et soudain fait à l'opinion publique en dehors des Gouvernements constitués, desservie par une connaissance moins approfondie de la psychologie populaire des États créanciers que de celle de l'État débiteur, dépourvue du point d'appui d'une préparation diplomatique, elle risque, en dépit d'excellentes considérations accessoires, de se présenter aux Assemblées législatives des pays alliés sous la défaveur d'avoir jeté du trouble et de l'irritation dans des esprits trop aisément excitables et compliqué peut-être davantage un problème déjà bien difficile. » Le débat pénible du 6 juillet, à la Chambre française, a montré la justesse de ces prévisions; il a été, pour M. Poincaré, l'occasion de remettre au point les choses déformées par les passions politiques et de détruire le sophisme qui voudrait trouver dans la lettre du Pape un argument pour la suppression de l'ambassade auprès du Vatican quand c'est la conclusion inverse qu'il est raisonnable d'en tirer. Le Pape, de son côté, a saisi l'occasion du massacre des soldats belges pour prescrire à son nonce à Munich, Mgr Pacelli, de se rendre à Berlin et d'insister auprès du Gouvernement du Reich pour obtenir un désaveu des sabotages et des crimes et en prévenir le retour; la démarche du nonce est commentée sans aménité par la presse allemande.

Si le peuple français, docile à la voix de Pie XI, examine sa conscience et se demande s'il a manqué à ce grand devoir de « charité sociale » dont le Pape se fait le héraut, il a le droit de se rendre à lui-même témoignage que jamais nation n'a été moins haineuse, plus portée à oublier les pires injures, plus éprise de la paix dans la justice, que la France victorieuse d'aujourd'hui. Mais elle exige son dû et sa sécurité.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LOUIS XIV

III [1]

LA VIE DÉLICIEUSE

LE PROGRAMME ROYAL

Les pieuses gens qui, dès le début du règne de Louis XIV, souhaitaient si ardemment que ce petit-fils de saint Louis se modelât sur son illustre ancêtre, durent éprouver par la suite de bien cruelles déceptions. Certes, nul ne se montra plus digne de son titre de Roi Très Chrétien que le fils d'Anne d'Autriche. Sa piété, très sincère, était sérieuse et profonde. Il n'en est pas moins vrai qu'il n'eut rien d'un saint Louis, — qu'il n'existe pour ainsi dire rien de commun entre ces deux rois de même lignée. Il ne se situent point sur le même plan. Au premier abord, les pensées de Louis XIV ne semblent nullement tournées vers le ciel. Louis XIV avait, au plus haut degré, ce que Nietzsche appelle « le sens de la Terre. » Aucun souverain n'a été aussi convaincu que son royaume était de ce monde, et rien que de ce monde.

Et c'est précisément pourquoi, dès le jour où il fut le maître, ce voluptueux, cet amateur des jardins, des bâtiments et de toutes les belles choses se proposa, délibérément, de tirer du monde, et spécialement de son royaume, tout ce qu'ils pouvaient lui donner de richesses et de jouissances. Qu'on ne se hâte pas de l'accuser pour cela d'égoïsme. Ces richesses, cette félicité matérielle, il les désirait avant tout pour ses peuples.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet.

Jamais ce surhomme n'a séparé son destin de celui de son État. Une tapisserie, dessinée pour lui par Lebrun et figurant l'Été, au milieu de tous ses fruits et de toutes ses moissons, portait cette devise latine : « *Vitæ melioris in usum*, pour l'usage d'une vie meilleure. » Cette vie meilleure, le Roi la désirait pour tout son royaume. Il aurait voulu qu'elle fût pour tous, comme pour lui-même, une vie délicieuse. Que tel ait été son désir intime, son intention formelle, cela ressort non seulement de toute sa conduite, mais de toutes les déclarations expresses, de toutes les illustrations allégoriques et symboliques, que les ministres, les écrivains et les artistes de ce temps-là ont données de la pensée royale. Entre une multitude d'autres témoignages, ces lignes de l'honnête André Félibien, un des hommes qui ont le mieux connu le Louis XIV des fêtes et des magnificences, valent la peine d'être méditées. Après avoir expliqué les symboles de la tapisserie de l'Été, il conclut: « ... de même Sa Majesté a été donnée à la France pour rendre ses habitants plus heureux qu'ils n'ont jamais été... »

De bonne heure, pour réaliser ce rêve de vie heureuse, il eut tout un programme bien arrêté dans sa tête. Taine, voulant figurer d'une manière saisissante la capacité du cerveau napoléonien, nous l'a représenté sous les espèces d'un énorme infolio qu'il appelle « l'atlas » de Napoléon, vaste répertoire qui contient toutes les connaissances, les idées et les projets accumulés par ce puissant esprit. On pourrait dresser de même un atlas de Louis XIV. La curiosité du Roi, son avidité de tout savoir, son expérience personnelle, sa connaissance approfondie de toutes les branches du gouvernement et de l'administration, enfin la collaboration intelligente et continue de spécialistes de premier ordre, tout cela permit à Louis XIV de donner à son atlas une ampleur extraordinaire. Tout aboutissait à sa pensée, comme toutes les affaires se centralisaient dans ses bureaux. Il est même certain que, chez lui, l'ouverture du compas était plus large que chez Napoléon, lequel fut à peu près fermé à la littérature et aux choses d'art. Louis XIV s'y connaissait merveilleusement. Fut-il vraiment « le Roi de la langue, » comme le disait l'abbé de Choisy ? Il faudrait l'avoir entendu pour en juger. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il fut le premier amateur, le premier connaisseur, pour ne pas dire le premier artiste de son temps.

Dans cette « revue de toutes les parties de l'État, » qu'il passa au lendemain de la mort de Mazarin, et dont lui-même, en ses *Mémoires*, nous a gardé le souvenir, nul doute qu'il ne se soit tracé, au moins sommairement, un programme général de réformes et d'innovations. La première chose dont il s'occupa, — nous avons dit pour quelles raisons, — fut d'augmenter la richesse et le bien-être de ses peuples. Des contrariétés de toute sorte, et, en premier lieu, la nécessité des guerres l'obligèrent à restreindre et même, quelquefois, à démentir son programme. Mais on peut dire que, dès ses premières méditations de souverain, devant les fenêtres de son cabinet du Louvre ouvertes sur le beau fleuve et sa bordure d'édifices somptueux, devant ces quais où s'amoncelaient les marchandises venues de toutes les provinces du royaume et du monde, il eut la vision de faire de la vie de ses sujets et de la sienne propre une fête perpétuelle.

***

Tout d'abord il fallait persuader à la France qu'elle devait être riche. Pour cela, Louis XIV et son ministre Colbert s'entendaient, se comprenaient à merveille. Il importait au moins que la France prît conscience de sa richesse, de ses possibilités de richesse. Le Roi connaissait fort bien son royaume, pour l'avoir visité et parcouru en tous sens, non pas une fois, mais continuellement, jusqu'aux approches de sa vieillesse. Aucun des chefs de l'État français, à n'importe quelle époque, n'a connu la France comme Louis XIV. Il savait donc, pour l'avoir constatée de ses yeux, la fertilité du sol, sa richesse en hommes et en productions naturelles. La France était alors le pays le plus peuplé de l'Europe et sans doute le mieux cultivé. Les étrangers s'en ébahissaient. Pour égaler l'Espagne, qui possédait plus d'or, il n'y avait qu'à retenir en France le numéraire et qu'à y attirer celui des voisins. Le Roi et Colbert pensaient y réussir. Tous les espoirs étaient permis à ce jeune souverain, que des chances uniques semblaient rivaliser à servir.

Il se trouvait être l'héritier d'un long effort monarchique, qui avait abouti à l'unification presque complète du pays, unification qui faisait sa force et que les étrangers admiraient et jalousaient plus encore que sa fertilité. Et, en même temps, il était le chef de file d'une génération incomparable d'hommes

de guerre, d'administrateurs, de savants, d'écrivains, d'artistes et d'artisans. Tous ces nouveaux venus ne demandaient qu'à se signaler sous les yeux d'un maître, jeune comme eux, partageant leurs espoirs et leurs illusions, capable de les soutenir par son autorité et sa sympathie intelligente. Aux environs de 1660, vers cette époque du mariage du Roi, la France, sortie victorieuse des pires catastrophes, se sentait renaître, éprouvait comme une griserie juvénile. Les jeunes hommes d'alors étaient tout fiers de leur jeunesse. Par ses peintres et par ses sculpteurs, Louis XIV multipliait, dans ses jardins et ses palais, les images glorifiées de la jeunesse et même de l'enfance, symbole de la fécondité. Il voulait qu'à Versailles on mît partout « de l'enfance. » La nation entière lui était complice. On savait qu'on avait un long avenir devant soi, qu'on disposait de moyens de conquête inconnus des âges antérieurs. On se comparait orgueilleusement à ces anciens, dont les pédants continuaient, par routine, à vanter la civilisation, certainement surfaite. On se proclamait « modernes » avec ivresse. Et l'on énumérait complaisamment toutes les inventions, toutes les découvertes récentes qui avaient décuplé le pouvoir de l'homme, étendu ses connaissances, augmenté son bien-être : la boussole, la poudre à canon, l'horlogerie, les miroirs, le télescope et le microscope, les machines de toute sorte ; et les pays nouveaux ouverts au commerce et à l'esprit d'entreprise, comme à la curiosité et à l'observation du moraliste et du philosophe, l'Inde, la Chine, le Japon, les deux Amériques ; et enfin les sciences et les arts renouvelés, ou créés de toutes pièces, la poésie et l'éloquence cherchant des routes nouvelles... Si les anciens avaient été des inventeurs, on inventerait aussi et mieux qu'eux. Et non seulement on ferait mieux que les anciens, mais mieux que les étrangers. En fait de luxe, de beauté, de raffinements et de modes, on éclipserait l'Espagne et l'Italie, les deux pays qui, jusque là, avaient servi de modèles à tout le reste de l'Europe.

Il y avait là une exaltation intellectuelle, un appétit d'invention et de nouveauté, qui annonce déjà la génération encyclopédique, mais avec quelque chose de plus national, de plus français, de profondément chrétien. Ces novateurs n'étaient nullement des révolutionnaires. Ces hommes, si attachés à la Terre, ne niaient point le Ciel. Il s'est produit alors, dans notre

France, un équilibre merveilleux et qu'on n'a jamais revu depuis, entre la raison et la foi, entre les instincts positifs et les instincts mystiques de la race.

Louis XIV, chef national s'il en fut, sentait mieux que quiconque ce frémissement de toute la nation, cet élan impétueux vers la richesse et vers la gloire. Il les reconnaissait en lui-même. Avec un si beau royaume et un si bon peuple, il eût été impardonnable de ne pas faire de grandes choses. Et il se rappelait le bon La Porte, son valet de chambre, lui commentant, chaque soir, lorsqu'il était petit, ses lectures de Mézerai : « Sire, voulez-vous être un roi fainéant ? » Non, non ! il ne serait pas un paresseux ! Exigeant de lui le maximum de labeur, il a été, pour la nation, tout le contraire d'un « professeur de sommeil. » Il a été un excitateur et un animateur infatigables. Jamais, il faut bien l'avouer, la France n'a été soumise à un pareil entraînement.

* * *

Les grandes lignes du programme royal sont connues : intensifier encore la culture d'un sol si naturellement fertile, et aux productions indigènes ajouter les denrées exotiques. Faire venir de l'étranger tout ce qui manque à la France, les plantes et les épices coloniales, le thé, le café, le quinquina, le chocolat, et, avec cela, les porcelaines, les bronzes, les laques, les tapis de l'Orient et de la Chine. Puis essayer d'imiter tout cela, de le produire à son tour, finalement se passer de l'étranger, et, comme l'écrivait un ambassadeur vénitien, « prendre la fleur de ce que produit le monde entier. » Ainsi on sera riches, et, peu à peu, ce sera, pour la nation, la vie somptueuse...

Dès 1664, lors des fêtes de l'Ile enchantée, à Versailles, le Roi offrit en spectacle à toute la cour une véritable illustration de ce beau rêve. Il y eut, dans les jardins, une collation champêtre, où l'on vit exposé tout ce qu'il y avait de plus rare et de plus précieux comme vaisselle et comme orfèvrerie, et, avec cela, une abondance et une variété inimaginables de toutes les délicatesses de bouche. Au bas de la gravure qui représente ce banquet rustique et fastueux, on lit ces mots : *Festin du Roy et des Reines, servi de tous les mets et présents faits par les Dieux et les quatre Saisons.* Ainsi tout est mis à contribution pour le

plaisir du Roi et de ses hôtes. Suivant l'expression de l'ambassadeur de Venise, « la fleur du monde » leur est servie par les dieux eux-mêmes descendus tout exprès de l'Olympe pour leur faire honneur.

La vie somptueuse appelle la vie large, la vie en plein air. On va donc aérer le vieux logis français, ouvrir toutes ses fenêtres sur le vaste monde, prolonger sa perspective, en développant, alentour, des jardins et des parcs, avec des échappées infinies sur l'horizon. A l'intérieur, on introduira plus de commodité, et, comme on disait alors, plus de « propreté. » La « bonne soupe » du bonhomme Chrysale ne suffira plus à ces jeunes générations avides de jouissances et d'élégances nouvelles. On voudra ensuite y mettre de la magnificence, et ce sera la vie en beauté. On s'avise alors, pour la première fois, de toutes les ressources du paysage français, qui est plus varié, plus opulent et plus fin que le paysage italien. Avec cela, on a de la pierre, des marbres, des bois en abondance. Ces trésors du sol de France, ces belles forêts, ces grandes rivières, cette douceur du ciel, on va s'en emparer pour créer un art nouveau et changer la figure du pays. Si l'Italie a des palais, la France aura des châteaux à profusion. On va créer partout de grands ensembles décoratifs. Les villes étriquées du moyen âge vont prendre un aspect monumental. Pour cette œuvre de reconstruction et de décoration générales, pour cette mise en œuvre de tous les moyens capables de contribuer à l'agrément et à la beauté de la vie, on enrôlera cette foule d'artistes et d'artisans qui ne demandent qu'à travailler sous les yeux d'un maître passionné comme eux pour toutes les belles choses. On les groupera en corporations nouvelles, plus libérales, plus largement ouvertes que les anciennes, et, avec l'aisance matérielle, on leur donnera une dignité qui les relèvera à leurs propres yeux comme aux yeux du public : académies royales de musique, de peinture, de sculpture, d'architecture, sans parler de ces ateliers d'ouvriers d'art, qui ont travaillé, pendant tout le règne de Louis XIV, au Louvre, à Saint-Germain, à Versailles et à Marly. Et ce n'était pas là, comme de nos jours, une sorte d'enrégimentement mécanique et officiel. Les artistes collaboraient avec le Roi et le Roi collaborait avec ses artistes. Il était le grand animateur et souvent le grand inspirateur. Pendant un demi-siècle et plus, Louis XIV a exercé, en

France, le ministère de la Beauté. Il n'a jamais été remplacé.

Enfin, couronnement suprême, organiser la vie intellectuelle de la nation, en permettant aux savants de se grouper, de se communiquer leurs vues et leurs découvertes, d'utiliser leurs inventions. Par dessus tout, entretenir le culte du beau langage, véhicule de la pensée française, et la politesse de l'esprit, sans laquelle les idées les meilleures peuvent devenir malfaisantes.

Ainsi, on aura donné à la France un prestige unique. Mais cela ne suffit pas. Il faut encore l'entourer d'une atmosphère de sympathie et d'admiration, attirer à elle les étrangers. Le Roi voudrait que la France, outre ses agréments propres, offrît à ses visiteurs ceux de leurs patries respectives. C'est déjà l'idée de nos expositions universelles. Faire de la France et spécialement de Paris comme un résumé de l'univers, voilà le fond de sa pensée. Perrault, dans son *Parallèle des anciens et des modernes*, cite à cet égard, un projet fort curieux de Colbert, certainement approuvé par le Roi, en tout cas d'accord avec toutes ses aspirations. Dans le Louvre enfin terminé, il rêvait d'aménager une sorte de Palais des Nations : il y aurait eu des salles construites et décorées « à la mode de toutes les nations du monde, à l'italienne, à l'espagnole, à l'allemande, à la turque, à la persienne, à la manière du Mogol, à la manière de la Chine, non seulement par une exacte imitation de tous les ornements dont ces nations embellissent différemment les dedans de leurs palais, mais aussi par une recherche exacte de tous les meubles et de toutes commodités qui leur sont particulières, en sorte que tous les étrangers eussent le plaisir de retrouver, chez nous, leur propre pays, *et toute la magnificence du monde enfermée dans un seul palais...* »

Non seulement on attirera les étrangers en France, mais on ira chez eux les séduire et les éblouir. On s'efforcera de suggestionner et de diriger l'opinion européenne dans un sens favorable à la France, en flattant et, au besoin, en subventionnant quiconque peut avoir une influence sur cette opinion : on pensionnera des artistes, des savants et des gens de lettres. On paiera les dettes criardes de tel grand seigneur ou de tel ministre. Ces personnages entraient ainsi dans la clientèle du Roi de France. Cela s'appelle aujourd'hui « toucher des chèques. » Cela s'appelait alors « éprouver la munificence de Sa

Majesté Très Chrétienne. » Il y avait là une manière, qui ne manquait pas de grandeur.

Ces dépenses d'éblouissement servaient, à n'en pas douter, l'intérêt français. Même lorsque Colbert faisait mouler, à Rome, les bas-reliefs de la Colonne Trajane, il obéissait encore à une arrière-pensée politique : « Pensez-vous, nous dit, à ce propos. Charles Perrault, que de voir dans une place, où se promènent sans cesse des étrangers de toutes les nations du monde, une construction immense d'échafauds les uns sur les autres, autour d'une colonne de six-vingt pieds de haut, et d'y voir fourmiller un nombre infini d'ouvriers, *pendant que le Prince qui les fait travailler est à la tête de cent mille hommes* et soumet à ses lois toutes les places qu'il attaque ou menace seulement, — pensez-vous, dis-je, que ce spectacle, *tout agréable qu'il était*, ne fût pas en même temps terrible pour la plupart de ces étrangers et ne leur fît pas faire des réflexions plus honorables cent fois à la France que la réputation de se bien connaître aux beaux ouvrages de sculpture ?... »

Avant la guerre de 1914, les Allemands n'ont fait qu'imiter, d'une façon lourde et bassement utilitaire, ces procédés de réclame vraiment royale. La réclame de Louis XIV n'avait rien d'agressif. Elle visait à plaire, encore plus qu'à éblouir. En voici un autre exemple, rapporté par le même Perrault. Pendant la guerre des Flandres, les Espagnols arrêtèrent un courrier français, qui certainement avait reçu l'ordre de se laisser arrêter. Il était porteur de plusieurs ordonnances de paiement, dont une pour des comédiens espagnols qui jouaient, à la cour de France, devant la Reine. On juge de l'ébahissement du général ennemi devant ce trait de galanterie suprême « Quelle mine faisait, je vous prie, ce général, en voyant ses soldats presque tout nus, pendant que le Prince qu'il avait à combattre faisait payer des comédiens espagnols, qu'il n'avait retenus que pour la satisfaction de la Reine et à condition de ne leur voir jamais jouer la comédie ?... »

L'utilité de la nation, le service de la France, était donc, en fin de compte, le but que poursuivait Louis XIV à travers ces dépenses fastueuses. Le prestige personnel du souverain aidait au triomphe de ses armes. La vie délicieuse qu'il menait donnait une plus haute idée de sa puissance. Pour en réaliser le rêve, il recréait la nature, il la corrigeait et la violentait, jusqu'à ce

qu'elle eût traduit l'inspiration de ses artistes et sa pensée à lui. Il forçait aussi les hommes, il savait les faire travailler, il exaltait jusqu'à l'héroïsme leurs facultés de création. C'est pourquoi il ne voulait autour de lui que des images de vaillance et de beauté. Quand il se promenait dans ses jardins de Versailles ou de Marly, parmi tout ce peuple de statues mythologiques animant le splendide décor des parterres et des terrasses, il pouvait croire, avec ses poètes, qu'il avait fait réellement descendre l'Olympe sur la terre.

L'ORGANISATION DE LA VIE MODERNE

Ce voluptueux est, au fond, un grand travailleur Seulement, pour des raisons politiques, il croit devoir cacher son travail comme il cache ses préparatifs guerriers. Et, d'autre part, il n'est point fâché que ses courtisans le sachent au labeur, tandis qu'eux-mêmes sont à tailler un lansquenet ou à écouter une comédie. Mais il ne veut point que son labeur attriste la cour. Celle-ci ne croit pas d'abord que le jeune Roi, harcelé par mille œillades amoureuses, puisse se mettre sérieusement et pendant bien longtemps à cette rude tâche du gouvernement personnel. En dépit de tous ces fâcheux pronostics, il tient bon. Il s'impose un travail quotidien de huit ou neuf heures par jour, lisant les rapports de ses ministres, les annotant de sa main, dictant une volumineuse correspondance, ou, quelquefois, répondant lui-même. Pour le souverain, comme pour les particuliers, la vie moderne exige une application et une dépense de forces toujours croissantes et de plus en plus épuisantes.

Le tempérament vigoureux de Louis XIV, « son héroïque santé » comme disait le médecin Vallot, n'eussent point suffi à de telles exigences, si, dès le début, il ne se fût efforcé d'établir un bel équilibre entre son activité d'esprit et son activité physique. Pour fournir à une telle dépense de forces intellectuelles, il fallait que l'animal humain pût se refaire et respirer largement. D'où la prédilection du Roi pour tous les exercices corporels et surtout pour la campagne. Ce « gentilhomme campagnard, » comme on l'appelait ironiquement, a été, dans toute l'acception du terme, un monarque de plein air. « Le Roi aimait extrêmement l'air, » dit Saint-Simon. Et Dangeau écrit : « Le Roi se trouvait incommodé, quand il était

un jour sans sortir, et il en avait encore plus besoin, quand quelque préoccupation le tourmentait. » Il aimait tellement le grand air qu'il voyageait, toutes portières ouvertes, malgré le froid, la pluie et la poussière. Mme de Maintenon, très frileuse, ne pouvait s'accoutumer à ces façons. D'habitude, le couple voyageait séparément. La vérité, c'est que le Roi, au sortir de ses conseils, de son cabinet, ou de ses appartements, à l'atmosphère surchauffée par les bougies des lustres ou les cires des torchères, viciée par les émanations d'une foule humaine, avait besoin de se purifier les poumons, de décongestionner sa tête et de se détendre les muscles. Pour cela, il n'avait jamais assez d'air ni d'espace autour de lui. Il était l'homme des jardins aux larges esplanades, aux terrasses, d'où l'on découvre de vastes horizons et où l'on respire un air salubre, des parcs immenses et des grandes forêts domaniales, où l'on chasse et où l'on chevauche des journées entières. Supposez ce même homme, si actif, si avide de mouvement et de liberté, enfermé dans le Louvre et le Paris malsains du XVIIe siècle : il s'y fût étiolé, en proie à toutes les fièvres malignes de ce temps-là. Et c'est une des raisons, à mon avis la raison capitale, pour laquelle il a vécu presque toute sa vie à la campagne, à Saint-Germain, à Versailles, à Marly. Et c'est ainsi qu'il a créé, en France, la vie de château, à peu près telle qu'elle existe encore aujourd'hui, — et, du même coup, organisé la vie moderne.

*
* *

Au XVIIe siècle, la vie de château apparaît comme un élargissement et comme une aération de la vie close et quelque peu étouffante du Moyen-âge. Besoin de liberté d'abord. Puis besoin d'intimité. On veut trouver la liberté chez soi, et, avec elle, toutes les commodités et tous les agréments possibles, commodités et agréments qu'on ne soupçonnait point jusqu'alors, ou qu'il fallait aller chercher bien loin.

La liberté, on voit trop les raisons qui la faisaient rechercher si avidement par le chef d'État très moderne qu'était Louis XIV, personnage écrasé de soucis et d'affaires, débordé par les corvées décoratives de sa charge. De toutes ses forces, il a réagi contre l'automatisme de sa fonction. Il y avait à cela une manière d'héroïsme. Les historiens modernes ne semblent

pas s'en douter. Couramment, on se représente le grand Roi sous les espèces d'une momie solennelle de la Royauté, enfermée dans les salons dorés de Versailles comme dans un splendide mausolée, et ligotée par toutes les entraves de l'étiquette. On a pris au pied de la lettre et singulièrement exagéré ce que Saint-Simon appelle « la mécanique » de la vie du Roi. Cette mécanique, ce n'est pas Louis XIV qui l'a inventée. Elle existait déjà, presque aussi compliquée, du temps des Valois. Le Roi l'a subie, mais il a fait tout ce qu'il a pu pour s'y dérober, dans la mesure du possible, et, si l'on peut dire, pour ne point se laisser mécaniser par elle. Souvent même il la faisait fléchir. L'heure du dîner ou de la messe était reculée ou avancée, suivant que la longueur du conseil le réclamait, ou le départ pour une grande chasse, ou une villégiature.

Aussitôt après son dîner, vers deux heures de l'après-midi, le Roi s'évadait par la Cour de marbre, éperonné et botté, sautait à cheval, ou montait en voiture avec son fusil. Deux fois la semaine, il chassait à courre, et, presque tous les jours, quand il ne se promenait pas, il tirait dans ses parcs. C'était un cavalier et un tireur tout à fait hors de pair. Au temps de ses amours avec La Vallière, il fit, en un jour, le trajet aller et retour de Fontainebleau à Versailles, en passant par Vincennes et Saint-Cloud, ce qui représente près de cent cinquante kilomètres. Et, dans sa vieillesse, il avait encore l'œil si juste et la main si ferme, qu'il ne tirait pas un coup de fusil sans abattre une pièce. Mais ce n'était, au fond, ni le gibier ni le cheval qui le passionnaient. Les Ambassadeurs vénitiens l'avaient fort bien remarqué : « Le Roi prend de l'exercice, écrivait l'un d'eux, dans l'intérêt de sa santé. Il chasse, mais on voit clairement que c'est moins par inclination que pour mettre en liberté son esprit et combattre une tendance à l'embonpoint. » Il y trouvait, en effet, un moyen de s'isoler, de se reposer de tant de visages importuns, ou encore de réfléchir tranquillement, — surtout, comme le dit Dangeau, « lorsque quelque préoccupation le tourmentait. » C'est seulement pendant ces quatre ou cinq heures par jour, ou bien une ou deux fois par semaine, pendant une partie de la journée, qu'il pouvait s'appartenir. Après cela, il n'était plus le maître de sa pensée qu'une fois dans son lit, derrière les courtines closes de son baldaquin. Là, il méditait les grandes affaires, ou combinait les grandes opéra-

tions militaires. Pendant la guerre de succession d'Espagne, il en avait des cauchemars, gesticulait et parlait tout haut dans son sommeil... Ainsi, ce que Louis XIV demandait d'abord à la vie de château et aux exercices en plein air, c'était, avec sa santé, la liberté de son esprit.

Toutefois, il est incontestable que la chasse et la promenade lui plaisaient extrêmement. Il chassait, comme tout chasseur, pour dépenser sa force et montrer son adresse, pour étaler et pour donner sa chasse : il la distribuait aux princesses et aux dames de la cour, qui rentraient au château avec des chapelets de perdrix à leur ceinture. Il aimait aussi beaucoup faire, à travers ses jardins et ses parcs, le tour du propriétaire, s'arrêtant devant les plantations et les constructions nouvelles, causant avec ses architectes, ses entrepreneurs, ses jardiniers. On voyait, dans ces moments-là, un Louis XIV tout à fait simple, débonnaire et même familier. Au cours d'une discussion, il se laissait embrasser par Le Nôtre, transporté d'un soudain enthousiasme. Il est vrai que, pendant son séjour à Rome, le même Le Nôtre se jeta au cou du Saint-Père et l'embrassa. Comme un courtisan racontait ce trait, en le tenant pour incroyable : — Pourquoi pas ? fit le Roi : Le Nôtre m'embrasse bien !...

Mais la vie de château ainsi conçue suppose la facilité des déplacements. On ne peut vivre à la campagne qu'à la condition d'en sortir très souvent. On voyage, on visite ses voisins. Pour cela, il faut des écuries bien montées, une carrosserie perfectionnée, des routes bien entretenues. Louis XIV est constamment par monts et par vaux. On ne saurait trop y insister : ce monarque de plein air connaissait par cœur presque toutes les routes de son royaume. En dehors de ses grands voyages, il ne se passe guère de semaine qu'il n'aille à Meudon, à Saint-Cloud, à Marly, à Rambouillet, à Saint-Germain. Il est seul, à cheval, ou dans sa calèche, autant par crainte des bavardages indiscrets avec ses courtisans, que pour méditer en paix.

Et c'est pourquoi sa grande et sa petite écurie deviennent de véritables départements de l'État. Elles sont colossales, presque aussi magnifiques que le Palais lui-même. Est-il rien d'assez beau pour les chevaux du Soleil ? Est-ce qu'ils ne participent point, eux aussi, à la divinité de leur maître ?... Avec ces chevaux de selle ou de trait merveilleusement sélectionnés, tout un assortiment de véhicules, depuis le grand carrosse de

voyage, sorte de salon ambulant, où l'on jouait aux cartes, où l'on mangeait, et où l'on couchait, jusqu'au fauteuil à roulettes qui promenait le Roi malade ou vieilli à travers ses jardins. On peut dire que la seule nécessité d'aller sans cesse de Paris à Saint-Germain, à Versailles, ou à Fontainebleau, a créé la carrosserie française. Jusque-là, c'étaient l'Italie et l'Espagne qui avaient tenu le record en ce genre. A partir de Louis XIV, les carrosses les plus confortables, les plus somptueux, les mieux suspendus et les plus rapides se fabriquent en France. Ce progrès-là non plus ne s'est pas réalisé sans lui. Il voulait très expressément que la France primât en toutes choses. Et c'est certainement à son exemple personnel qu'est due la multiplication de la carrosserie, non seulement à Paris, mais dans tout le royaume. La Bruyère, qui verse assez souvent dans la déclamation d'école, a l'air de s'en scandaliser. Au contraire, Perrault, qui est un homme très moderne, plus moderne même que le Roi, exulte à l'idée de ces nouveautés. Sous Henri IV, dit-il, il n'y avait pas douze carrosses dans tout Paris, — et quels carrosses! — maintenant tout bourgeois aisé a le sien. Pour faire rouler ce train d'équipages, on perce des routes neuves, ou on répare les anciennes. La circulation devient partout plus intense. Sous l'active impulsion de Colbert et du Roi, la province la plus engourdie s'éveille et sort de sa coquille.

Il est bien certain que les guerres entravèrent trop fréquemment ce bel élan. Les routes étaient très souvent mauvaises, les carrosses et surtout les coches fort misérables et rudimentaires. On peut s'amuser à faire un tableau pittoresque de l'ancienne France, avec des carrosses versés ou embourbés, des routes défoncées, des auberges sordides et vermineuses, où l'on couche à six dans la même chambre et quelquefois dans le même lit. Soyons sûrs que nos neveux auront les mêmes sarcasmes pour les déraillements de nos trains, les écrabouillements de voyageurs, nos wagons malpropres, mal chauffés et mal éclairés, nos palaces en cartons, nos routes chaotiques et ensevelies sous une poussière enragée...

Mais c'est dans l'aménagement intérieur de l'habitation que Louis XIV, souverain très voluptueux et très moderne, a surtout innové. Résolu à vivre à la campagne, il voulait avoir de l'air, de l'eau et de la vue. C'est pour cette triple raison qu'il choisit l'emplacement de Marly. Et c'est à cause de cela qu'il a révolu-

tionné l'esthétique et renouvelé l'architecture de son temps.

Des gens austères lui font un grief d'avoir quitté le Louvre pour Saint-Germain et Versailles. Ce reproche est fort inconsidéré. D'abord le Louvre était depuis longtemps inhabité, lorsque le Roi y revint avec Anne d'Autriche, et, d'autre part, une foule d'exemples lamentables lui démontraient qu'il ne pouvait se tenir assez loin de sa capitale, s'il ne voulait pas être à la merci des factions et le prisonnier des émeutes. Renan, très frappé de cet inconvénient, pour les gouvernements du XIXe siècle, d'être en quelque sorte livrés à la démagogie parisienne, estime que la capitale du pays, ou plus exactement la résidence du Pouvoir, devrait être une ville moyenne ou petite de la région du Centre, comme Bourges ou Poitiers, également à l'abri de l'invasion étrangère et des mouvements révolutionnaires des grandes villes. Louis XIV songea certainement à cet inconvénient. Il se souvenait surtout de la Fronde, et il ne pardonna jamais au Parlement et au peuple de Paris de l'avoir obligé à fuir, avec sa mère et son ministre. Voilà, évidemment, le motif profond qui l'amena à ne résider dans sa capitale que le moins possible. Mais il faut bien considérer qu'à cette époque, le Louvre était non seulement inhabité, mais à peu près inhabitable, — le Louvre réduit à l'aile centrale du côté de l'Ouest, à la galerie d'Apollon et à un moignon du côté de la rivière. L'actuelle cour carrée n'existait pas et l'emplacement s'en trouvait obstrué par des décombres et par une des tours du vieux Louvre médiéval. Sur toutes ses façades, sauf celle de la rivière, le Palais était bloqué, séparé des Tuileries, par des constructions de toute sorte. Une rue infecte et mal famée descendait vers la Seine, là où est aujourd'hui la Colonnade. On ne voyait pas clair dans la chambre à coucher du Roi, qui, au surplus, devait se sentir singulièrement à l'étroit dans ce palais inachevé, où, avec lui, logeaient sa femme, sa mère, son frère, le Cardinal, la sœur et les nièces de celui-ci, chacun de ces personnages ayant une cour plus ou moins considérable. En outre, le Louvre de ce temps-là était entouré de fossés pleins d'eau, qui, dès les premières chaleurs, exhalaient des miasmes nauséabonds. Ajoutons-y les odeurs de Paris, — le Paris surpeuplé et boueux du quartier des Halles : c'était une pestilence dont nous n'avons plus idée. Voilà bien des raisons, sans parler d'autres encore, plus

intimes, pour éloigner un hôte un peu délicat. Quand on avait à choisir entre le jardin du Louvre, environné de hauts murs, empuanti par le voisinage de gadoues et de ruisseaux méphitiques, entre ce noir palais sans horizon et la terrasse aérienne de Saint-Germain, on ne pouvait pas hésiter un seul instant.

Saint-Germain lui-même n'avait d'autres avantages que sa belle vue, son air salubre et, pour un chasseur et un amoureux, la proximité de la forêt. Le Château-Neuf (maintenant détruit) commençait déjà à tomber en ruines. Sauf ses terrasses et ses jardins, du côté de la Seine, c'était d'ailleurs une bâtisse assez peu magnifique, n'ayant qu'un seul étage. Le Château-Vieux, archaïque et mal entretenu, n'offrait guère plus de commodité que le Louvre. Louis XIV résolut de le transformer à son usage, d'en faire quelque chose de très moderne et de très somptueux.

L'édifice actuel ne rappelle que de loin le château de Louis XIV. Il est devenu un lieu pédagogique et renfrogné. Ce n'est plus qu'un pastiche, un essai de reconstitution dans le goût de la Renaissance française. On regrette, devant ces mornes espaces, les transformations et les embellissements du XVIIe siècle.

Après quelques années de séjour à Saint-Germain, le Roi avait aménagé à la moderne et complètement refait le vieux château de François Ier. Les contemporains en furent émerveillés. Ce qui excitait surtout leur admiration, c'étaient les balcons, dont Louis XIV avait eu l'idée d'entourer les deux façades principales, celle qui regarde la forêt et celle qui est tournée vers Paris et la vallée de la Seine. Et c'est ce qu'on appelait « la nouvelle Terrasse. » Un visiteur officiel exprimait ainsi son enthousiasme, dans une lettre adressée à Mlle de Scudéry : « M. Lebrun nous mena d'abord sur cette terrasse... La compagnie fut surprise et charmée d'*une vue si accomplie* : il n'y eut (personne) qui ne s'imaginât être passé dans l'ancienne Assyrie, ou dans l'ancienne Égypte... et se trouver dans ces jardins suspendus dont on a fait tant de bruit... On peut, de cette terrasse, aller dans la chambre du Roi, qui s'habillait alors :

En ce lieu néanmoins parurent peu de gardes,
La liberté s'y trouvait comme ailleurs,
Et le nombre des hallebardes
Le cédait à celui des fleurs.

Nous y marchions entre deux rangs de lauriers-cerises, de tricolas, de jasmins et de tubéreuses... »

Ce visiteur, sans doute stylé par « Monsieur Lebrun » a fort bien exprimé dans sa lettre ce que le Roi cherchait avant tout à Saint-Germain : la liberté, — c'est-à-dire l'intimité, le droit de vivre à sa guise, sans gardes ni cohue de courtisans, — et puis la vue, cette immense perpective de forêts, de plaines verdoyantes et de molles collines, non encore gâtée, comme aujourd'hui, par des bâtisses industrielles. Louis XIV, homme de domination, aimait à dominer de vastes espaces, comme si sa pensée se jouait là plus à l'aise, comme si ces étendues illimitées exaltaient tous ses instincts de grandeur. Il est certain que l'on voit plus grand à Versailles ou à Saint-Germain qu'au Louvre. En outre, la beauté de cette vue touchait infiniment le Roi. La preuve qu'il y était sensible, c'est qu'il se fit aménager un petit appartement sur le côté le plus pittoresque de la terrasse, celui qui regardait la cour du Château-Neuf et d'où l'on découvrait les tours de Saint-Denis. De son cabinet il contemplait, par delà l'esplanade, ses jets d'eau et ses « parterres de broderies, » l'énorme houle des verdures forestières.

Il aimait les fleurs, il en faisait mettre partout, — des fleurs au parfum très fort, fleurs capiteuses et voluptueuses, presque charnelles, comme le jasmin et la tubéreuse. Il en faisait mettre dans les chambres de ses maîtresses, devant leurs fenêtres ou leurs portes : les balcons de Saint-Germain n'étaient qu'un continuel jardin suspendu. Il lui fallait aussi des fleurs ou des arbustes exotiques, des lauriers-roses, des citronniers, des orangers. L'oranger surtout passait alors pour un grand luxe. Saint-Germain, comme Versailles, s'en trouvait rempli. C'était une des passions du Roi. En pleine campagne de Franche-Comté, il s'inquiète de l'effet produit par des orangers nouvellement mis en place. Avec les fleurs, les oiseaux : Louis XIV a partout des volières. Il en fera placer jusque dans la Cour de marbre, à Versailles. « Volatiles, la plupart très rares et de pays éloignés, » nous dit le bon La Fontaine, qui se pâmait, avec ses amis Boileau, Racine et Molière, devant la ménagerie royale : « Ce qui leur plut davantage, ce furent les demoiselles de Numidie et certains oiseaux pêcheurs qui ont un bec extrêmement long... On ne peut rien voir de plus beau : ce sont espèces de

cormorans... » Le Roi aimait les oiseaux et les fleurs, à cause de leur ramage, de leurs couleurs éclatantes, de leurs odeurs. Il aimait tout ce qui bruit et tout ce qui resplendit. Il lui fallait des bêtes gracieuses, de l'enfance, de la vie et de la joie autour de lui.

Gentilhomme campagnard, il entendait jouir, dans son château, de tout le bien-être et de tout le luxe possibles. Il demandait à ses ouvriers d'art, comme à ses décorateurs et à ses architectes tout leur effort d'invention : d'abord une grande abondance de lumière dans des appartements bien aérés, hauts de plafond, percés de larges baies, orientés vers de libres espaces. Louis XIV, divinité solaire, a besoin de lumière, comme il a besoin d'air pur. On peut dire qu'il a fait de la lumière partout où il est passé. Que l'on considère ses châteaux et ceux mêmes de la Renaissance : comparés à ceux de Versailles, les appartements de Blois sont obscurs. Ils paraissent étriqués, ont des ouvertures étroites, des portes basses, des couloirs tortueux. Le Prince a toujours peur d'être assailli dans sa chambre par des assassins ou par des émeutiers : les portes exiguës, les couloirs coudés briseront ou arrêteront leur élan. Pour Louis XIV, cette crainte n'existe plus : tout est largement ouvert. L'air et la lumière pénètrent par de hautes fenêtres dans des salons égayés de fresques et de dorures.

A ces belles pièces neuves convient un ameublement non moins moderne. Le Roi est aussi bon tapissier ou ébéniste, que bon architecte et décorateur. Dès son arrivée à Saint-Germain, il a complètement transformé le mobilier : « Tous les murs et les plafonds, nous dit la *Lettre à Mlle de Scudéry*, sont revêtus de glaces et de miroirs, avec des cadres et des ornements dont l'or fait la moindre richesse. On y marche sur des planchers qui seraient dignes de faire la pompe des plus belles voûtes. Ce ne sont que marbres de toutes couleurs, ouvrages en mosaïque et parquets de pièces rapportées. On y voit, en tous les coins et en cent autres endroits, de grands vases d'argent chargés de fleurs, des pilastres et des termes de même métal qui portent des filigranes d'or. » L'argent surtout est répandu à profusion. On essaie d'éclipser l'Espagne qui est, alors, le pays du monde le plus riche en or, et, comme on ne peut y parvenir, on se rabat sur l'argent. Les pots d'orangers, comme les buffets et la vaisselle, tout est en argent massif. Il y avait là un étalage de

richesse un peu grossière qui sentait le parvenu et dont les Espagnols se gaussaient. Il faut avouer que le jeune Louis XIV n'était pas exempt de ce ridicule.

S'il a le goût du luxe, il a, au moins, autant celui de la commodité. Il veut que Saint-Germain, séjour estival, soit un endroit frais. En conséquence, il multiplie, dans toutes les pièces du château, les jets d'eau et les fontaines. Dans le cabinet rond, occupé par la tour d'angle (qui fait partie du « petit appartement, ») il y a, « dans l'ouverture de la cheminée, un grand vase d'argent, qui fait cent fontaines jaillissantes à discrétion, et cela sert à rafraîchir le lieu en été. » Au centre de la salle du milieu, décorée en rocailles et qu'on appelait « la grotte, » — un jet d'eau se réfléchissait dans les parois latérales et dans le plafond, où était peint un petit Amour, ainsi « enfermé entre deux eaux jaillissantes. »

Après la richesse et la nouveauté des appartements et du mobilier, le luxe de la table, — toutefois sans excès, car certains menus du Roi nous paraîtraient aujourd'hui assez ordinaires. La chère paraît avoir été, à la Cour, plus abondante que délicate. Pourtant le service de la bouche était en grand progrès sur l'âge précédent. De même que les fleurs et les arbustes, Louis XIV aimait beaucoup les fruits exotiques et les primeurs, les petits pois, les melons, les figues fraîches, les grenades et les oranges. Sous la direction de la Quintinie, il eut un potager qui servit de modèle à tout le royaume. Il eut aussi des limonadiers et des chocolatiers, qui purent rivaliser, particulièrement pour les sorbets, avec ceux d'Espagne et d'Italie.

Joignez à cela la somptuosité des services de table. Puis une foule de commodités inconnues, dont la principale est l'usage de la bougie, — la bougie en torchère, en lustre, en girandole, en candélabre. Ce fut une véritable révolution dans l'éclairage et, nous l'avons trop oublié, ce fut la vie mondaine singulièrement étendue et transfigurée. En intensifiant l'usage de la bougie, Louis XIV a rendu les réceptions et les fêtes nocturnes plus brillantes, plus fréquentes et moins coûteuses. Désormais, dans les gentilhommières lointaines, on ne se couchera plus comme les poules. Au lieu de la lampe à huile ou de la chandelle, fumeuse et puante, on aura la bougie. On éclairera convenablement la table à jeu, la salle de bal ou

de conversation. Ce progrès du luminaire était aussi une révolution dans les mœurs.

Le Roi-Lumière veut avoir, dans son palais, les derniers raffinements du bien-être et de la « propreté. » La chaise (on devine assez de laquelle il s'agit) fut alors non seulement un grand progrès, mais une suprême élégance. On recevait sur sa chaise, de même qu'on prenait ses clystères en public. Le clystère, comme la chaise, avait la meilleure grâce du monde. Si l'on consulte, pour cette date, l'inventaire du mobilier de la Couronne, on constatera que le château de Versailles, outre une véritable armée de chaises, possédait une foule d'ustensiles délicats, ou très peu répandus en France jusqu'à cette époque, des baignoires, une infinité de bassins et d'aiguières d'argent, des éteignoirs et des mouchettes pour les bougies, des bassinoires d'argent, des boîtes à éponges, des « pots à cracher, » — « un crachoir de vermeil doré pour le Roy, à Marly, » et enfin « de petites seringues avec des manches d'ébène garnis d'argent, pour jeter des eaux de senteur. »

Voilà pour la commodité. Pour l'agrément, ou le plaisir des yeux et de tous les sens, il y avait les fêtes en plein air, les collations champêtres, les concerts sur l'eau, les dîners en musique, le bal, la comédie et l'opéra, les promenades en gondole, les jeux dans les jardins : l'anneau tournant, le trou-madame, la passe de fer, le portique, l'escarpolette, la ramasse et combien d'autres! — et, lorsque le temps était pluvieux ou qu'il faisait trop froid, le jeu, la loterie et les concerts d'appartement...

***

Le Roi fut le grand organisateur de cette vie délicieuse. Les contemporains le proclamaient bien haut, pour l'en louer, ou l'en blâmer. Fénelon, dans son *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, qui n'est qu'un long réquisitoire contre Louis XIV, le désigne nettement comme responsable de la corruption des mœurs : « Il y a aujourd'hui, dit-il, plus de carrosses à six chevaux dans Paris qu'il n'y avait de mules il y a cent ans. Chacun n'avait point une chambre. Une seule chambre suffisait, avec plusieurs lits pour plusieurs personnes. Maintenant chacun ne peut plus se passer d'appartements vastes et d'enfilade. Chacun veut avoir des jardins, où l'on

renverse toute la terre, des jets d'eau, des statues, des parcs sans bornes, des maisons dont l'entretien surpasse le revenu des terres, où elles sont situées. D'où tout cela vient-il? De l'exemple d'un seul!... » Vous entendez bien qu'il s'agit ici du Roi.

Notons, en passant, que ce vertueux censeur, dans son archevêché de Cambrai, tenait table ouverte et menait un train princier : la frugalité de Salente n'était bonne, sans doute, que pour Versailles.

Mais, comme le remarque Voltaire, les déclamations contre le luxe sont une partie de l'éloquence sacrée. Le Roi voyait, dans ces raffinements, un moyen de stimuler l'activité industrielle et commerciale de ses sujets. Et puis, ce grand travailleur se disait qu'après tout il méritait bien quelques douceurs. Il avait besoin de plaisirs pour se reposer de tout le tracas des affaires. Enfin, il aimait la volupté, comme l'amour. S'il y ajoutait l'amour de la gloire, comment avoir le courage d'en blâmer ce jeune homme, qui ne boudait aucune des tâches de la royauté et qui ne cherchait dans les divertissements que le repos nécessaire pour faire de grandes choses?

La vie de château, telle qu'il l'avait conçue et organisée, n'était, en vérité, qu'une succession de plaisirs, entrecoupant, pour lui, le labeur quotidien, depuis le moment où il s'éveillait jusqu'à celui où il « donnait le bougeoir » pour se mettre au lit.

Le matin, à l'heure dite, le valet de chambre poussait doucement les volets de l'appartement royal. La nourrice du Roi s'approchait de son lit *et le baisait*, pour l'éveiller. Le rite charmant que voilà! Et comment ne pas augurer bien d'une journée commencée par un baiser, fût-ce un baiser presque maternel!... Puis c'était la messe en musique. (On chantait toujours un motet, dit Saint-Simon.) Après cela, le dîner aux violons, la promenade ou la chasse, les goûters sur l'herbe, les toilettes féminines dans la galerie, la comédie, le souper de dix heures, toujours aux violons, la profusion des mets et des fruits, les splendeurs des vaisselles et l'éclat sans pareil du décor. Même les soupers et les concerts intimes étaient un pur enchantement. Mme de Sévigné, invitée à Saint-Germain, dans les petits appartements des maîtresses royales, nous assure qu'elle a entendu là « des musiques divines. »

LA PLANTATION DU DÉCOR

En pleine guerre de la succession d'Espagne, c'est-à-dire au moment le plus triste et le plus angoissant du règne, Mme de Maintenon écrivait à la princesse des Ursins : « Nous sommes dans des lieux délicieux. Je ne sais, madame, si vous avez vu Trianon, en cette saison-ci... » On était au mois de juin, l'époque triomphale de Versailles. Il fallait que l'enchantement de ces beaux lieux fût quelque chose de bien extraordinaire, pour que cette personne sèche et pédante s'en aperçût, surtout en un pareil moment. Malgré la vieillesse du Roi, les revers de ses armes et sa dévotion croissante, la vie délicieuse durait toujours.

Il lui fallait, à cette existence enchantée, un cadre digne d'elle, digne aussi de la gloire du jeune souverain. Louis XIV le sentit tout de suite. Il comprit que le cadre architectural construit par ses prédécesseurs n'était plus adapté aux exigences de la vie nouvelle, toute de plaisir et de représentation, et que les vieux palais ne répondaient plus à la majesté de la nation française et à la grandeur de ses ambitions. En outre, il faut le répéter, il avait le goût du faste et la noble passion des bâtiments. Il les aimait, comme un grand seigneur italien, comme un Pontife et comme un Prince romain. On peut dire que ce fut la grande passion de toute sa vie, qu'elle contrebalança en lui celle de l'amour et de la galanterie et qu'elle finit par l'emporter. Pendant cette même guerre, si cruelle, de la succession d'Espagne, la même Mme de Maintenon écrit que les bâtiments sont restés, pour le Roi, « le seul plaisir, » l'unique consolation... Bussy allait jusqu'à dire : « Le Roi donnerait toutes les femmes pour Versailles ! »

Mais cette passion est réglée, comme le furent, en somme, toutes les passions de ce monarque, qui est bien décidément le type le plus extraordinaire que l'on ait vu de « l'homme classique. » Chez lui, le goût du faste est endigué par une sévère économie. On a même pu l'accuser d'avarice. Les Vénitiens, des Italiens, comme Primi Visconti, n'hésitent point à déclarer que le Roi est avare. Ce n'était qu'un jeu de contre-poids, une façon d'équilibrer des penchants dispendieux et qui pouvaient devenir ruineux. Il est certain, en tout cas, qu'il vise à l'éco-

nomie, qu'il conserve le plus possible de ce qu'ont fait ses prédécesseurs, — comme à Versailles, où il garde le château assez mesquin de son père, en s'efforçant de le raccorder à la splendeur des nouvelles constructions. Il veut produire le maximum d'effet avec le minimum de moyens : ce qui est la tendance la plus caractérisée de l'esprit classique.

Autres tendances contradictoires et savamment équilibrées chez lui : il veut faire grand, riche et beau; il veut laisser, comme le dit Colbert, des monuments quasi indestructibles, qui rappellent « les grands ouvrages des Romains. » Et d'autre part, il veut avoir pour lui, pour son usage, pour la satisfaction de son goût personnel et non pour l'étonnement de la postérité, des créations d'art tout éphémères, tout à sa mesure, qui n'auront été que l'épanouissement d'un caprice passager. Il excelle ainsi à faire quelque chose de rien, ce qui est encore un procédé tout classique. Il corrige par ce sens de l'éphémère, du gracieux fragile et peut-être même un peu frivole, ce que ses grandes constructions peuvent avoir de trop solennel et de trop apprêté.

Et c'est ainsi que, pour encadrer la vie délicieuse et fastueuse de sa cour, il a planté un double décor, l'un durable et magnifique, comme les grands monuments de l'antiquité, l'autre léger et périssable, comme pour une fête d'un jour ou d'une nuit, et qui se métamorphosait à ses yeux avec la même rapidité que les parterres de Versailles, où les jardiniers n'avaient qu'à changer les pots pour donner l'illusion d'une nouvelle tapisserie florale. Lui-même disait, à ce que rapporte l'ambassadeur de Venise, qu'il avait fait « Versailles pour la cour, Marly pour ses amis, Trianon pour lui-même. » Ce sont deux ordres de constructions, les unes personnelles et privées, les autres publiques et, si l'on peut dire, universelles.

*
* *

Ces deux sortes de bâtiments sont la *création personnelle* du Roi : il est étrange et invraisemblable qu'il faille, aujourd'hui, insister si fortement sur ce fait. Mais, depuis les temps romantiques, c'est un préjugé solidement établi que les grandes œuvres de l'art et de la littérature sont des produits spontanés du génie des peuples. Les cathédrales comme les épopées se sont faites toutes seules. Le siècle de Louis XIV, c'est un certain

nombre de grands artistes, de grands savants, de grands administrateurs, ou de grands hommes de guerre. Le nom du Roi n'est, sur leur œuvre, qu'une étiquette conventionnelle et comme une usurpation de leur gloire. Ce que l'on voit à Versailles, c'est Mansart, Le Nôtre, Lebrun, Coysevox et leurs émules. Pourtant il est bien difficile de n'y pas voir le Roi, dont la personne déborde de partout. Il faut se résigner à admettre son influence, son intervention, sa part de collaboration dans toutes ces merveilles. Mais cette part, on la restreint le plus qu'on peut; cette influence, on la déclare néfaste. Le Roi, en matière d'art, n'avait, dit-on, aucun goût. Ce qu'il y a de mauvais vient de lui, ce qu'il y a de réellement beau vient de ses architectes et de ses artistes.

En revanche, d'autres le tiennent pour un véritable « esthète : » rien de plus impropre que cette expression. Un roi ne doit pas être un esthète. Louis XIV avait trop le sentiment des convenances et de sa propre dignité pour donner dans ce ridicule. Mais il a été, pour l'art de son temps, un excitateur et un animateur tel qu'il ne s'en est jamais vu.

D'abord, il était l'homme qui paie et qui fait travailler. Il était un bâtisseur qui voyait grand et qui s'y connaissait. Les artisans et les artistes qui travaillaient pour lui savaient que non seulement ils seraient magnifiquement récompensés, mais que leur effort serait apprécié par quelqu'un qui les comprenait, qui aimait leur art ou leur métier, qui les aimait eux-mêmes, qui les assurait de son amitié et de son affection. Quel encouragement à se surpasser que cette sympathie intelligente et toujours présente du maître! On a l'art qu'on mérite. Aux époques où la beauté est indifférente aux gens du pouvoir, l'art devient quelque chose d'administratif et de mécanique, ou bien il est en dehors de la vie de la nation, il devient paradoxal et capricieusement individuel. Louis XIV, par son amour de l'art et des artistes, a mérité de voir toutes les belles choses qui furent créées sous son règne et d'en jouir le premier. On croirait que La Fontaine pensait à lui lorsqu'il écrivait ces phrases exquises de sa *Psyché :* « Il aimait extrêmement les jardins, les fleurs, les ombrages. Polyphile lui ressemblait en cela, mais on peut dire que *celui-ci aimait toutes choses.* Ces passions (lui) remplissaient le cœur d'une certaine tendresse... » Certainement, Louis XIV aimait toutes choses et cela aussi « lui remplissait

le cœur d'une certaine tendresse » On a vu qu'il se laissait embrasser par Le Nôtre. A un de ses limiers, qui lui cherchait des raretés en Espagne et en Italie, il écrivait ceci : « Monsieur l'abbé Elpidio Benedetti, j'ai commandé au sieur comte de Brienne de vous écrire plus particulièrement touchant les médailles et les bagues antiques du cabinet Gualdi dont vous aviez chargé Héron. Pour le lit d'étoffe de soie peinte, que le même courrier m'a rendu aussi de votre part, il m'a été fort agréable et plus encore l'*affection* qui vous a porté à me l'envoyer, mais, comme elle mérite que j'y réponde d'une manière plus digne de moi que par un simple remerciement, je ne vous en ferai point ici, laissant au sieur Colbert d'y suppléer, ainsi que je lui ai ordonné... » Il ne lui suffit pas qu'on travaille bien. Il veut qu'on travaille pour lui avec amour. Il confond dans une même passion les belles choses et ceux qui les lui procurent.

Ce n'était pas seulement un collectionneur d'antiquités, de tableaux, de statues et de tapisseries : il avait aussi le goût des simples curiosités. Il n'aimait pas seulement le grand et le beau, mais le joli et le gracieux et jusqu'aux frivolités de la mode. A son cousin, le duc de Beaufort, qui préparait son expédition en Barbarie, il demandait de ne pas oublier la ménagerie et la volière royales : « Je vous ferai tenir de l'argent pour m'acheter des animaux rares dans les pays où vous irez. Et, pour ce qui est des oiseaux, je serai bien aise d'en avoir le plus qu'il se pourra. J'attends aussi les orangers par la voie qui sera la meilleure... » A Colbert, qu'il charge d'organiser une loterie, il adresse ces recommandations : « Essayez de trouver dans peu de temps tout ce qu'il y aura de joli et d'agréable dans Paris... Je veux le gros lot de cinq cents pistoles. Pour les autres, je ne m'arrête pas à un prix fixe, et ce qu'il y aura de plus beau, *d'un prix médiocre*, est ce que j'aimerais le mieux. On pourra avoir des bagues, des bracelets, des montres, des crochets, des étuis, etc... Il faut une cassette jolie pour enfermer le tout... » Remarquons, en passant, ce trait d'économie royale : « un prix médiocre. » Il veut avoir ce qu'il y a de mieux, en dépensant le moins possible.

Louis XIV, amateur d'art, de curiosités et de colifichets, avait d'ailleurs de qui tenir. Il est sûr que, de bonne heure, il fut hanté et entraîné par l'exemple de ses prédécesseurs, les fastueux Valois, qui avaient le goût de toutes les choses d'art,

et aussi de son propre aïeul, Henri IV, qui fut un grand bâtisseur D'autre part, Mazarin collectionneur eut une influence non moins certaine sur lui. Et ce n'était pas rien d'être né et d'avoir grandi dans des palais qui étaient de véritables musées. Dès sa plus petite enfance, ses yeux avaient été nourris de chefs-d'œuvre. Plus tard, il vécut continuellement dans la familiarité de toute espèce d'artistes, aimant à descendre dans le détail de chaque métier. Quel amateur fut jamais mis à pareille école ? Il eut pour professeurs les premiers artistes de son temps. Mais, par lui-même, il avait du goût. Il savait juger, démêler où étaient la vraie grandeur et la vraie beauté. Son choix se décelait toujours excellent. Saint-Simon prétend que ce choix lui était habilement soufflé par un Le Nôtre ou un Mansart. Ce dernier aurait fait exprès de soumettre au Roi des plans fautifs, afin de lui ménager le plaisir de découvrir des fautes grossières qui sautaient aux yeux. Il feignait de se corriger d'après les indications de Sa Majesté et il avait la malice de lui faire approuver, après une résistance et des objections feintes, ce que lui-même avait résolu. Mais Louis XIV était assez rusé, lui aussi, et assez sur la défensive pour s'apercevoir de ce manège. S'il adoptait finalement le plan de son architecte, c'est que ce plan-là se trouvait être le meilleur. D'ailleurs, il n'avait pas une confiance excessive et absolue dans son jugement. Bien loin de se croire infaillible, il était très capable de se corriger. Rien ne le prouve mieux que les remaniements continuels de Versailles. Si l'on en vit disparaître les dernières traces de mauvais goût italien, si l'on supprima la grotte et les figurines de plomb colorié qui représentaient les fables d'Ésope, si l'on simplifia le parterre d'eau sur la grande terrasse du Palais, il est bien probable que ce fut d'après les conseils de ses jardiniers et de ses architectes : le mérite du Roi est de s'être rallié à leur opinion et de l'avoir soutenue.

Ce qui est bien assuré, c'est qu'il avait, en art, des idées autrement précises et autrement complètes, une expérience autrement directe qu'un élève de notre actuelle École des Beaux-Arts, ou un auditeur de nos cours d'esthétique ou d'histoire de l'art. Il se piquait même quelquefois de fournir des plans à ses ouvriers. A son petit-fils, Philippe V, nouvellement arrivé en Espagne, il suggéra de tracer dans le *Retiro* un jardin à la française : « *Il va travailler à un dessin*, écrit, à ce propos,

Mme de Maintenon, et vous chercher un jardinier. Il veut aussi consulter le maréchal d'Harcourt pour savoir si votre terrain sera bon pour des plants... »

Si Versailles devint ce qu'il fut au temps de sa plus grande splendeur, c'est que le Roi y travailla, lui aussi, et qu'il ne se borna point à le regarder sortir de terre.

*
* *

Encore une fois, ce fut sa création personnelle. Il est stupéfiant que, dans ce palais qui est son œuvre, on ne voie son nom nulle part, pas même sur le socle de sa statue, et que, dans ce sanctuaire national, consacré « à toutes les gloires de la France, » on n'oublie que la sienne.

Le XIXe siècle, aveuglé par les préjugés romantiques, a été inique pour Versailles. Il semble avoir voulu renchérir encore sur les dénigrements absurdes de Saint-Simon. Ce méchant homme va jusqu'à ravaler le site de Versailles et de Marly, jusqu'à nier la beauté de ces paysages. L'un est un désert sablonneux et sans eau, l'autre un trou à crapauds, un marécage lugubre et privé d'horizon. Entre celui qui a choisi, pour y bâtir, l'emplacement de Versailles et de Marly et celui qui l'en blâme, il n'y a pas à hésiter un instant : c'est Saint-Simon qui est le philistin. Le seul choix de ces deux lieux est déjà d'un grand artiste. Un chef-d'œuvre architectural est la rencontre d'un bel édifice avec un beau paysage. Ce qui fait la beauté exceptionnelle du Parthénon, c'en est, en grande partie, le piédestal. De même pour l'austère et grandiose Escorial, c'en est le cadre. Avoir choisi, pour son palais, à la fois triomphal et pénitentiel, ce socle de rochers colossaux, devant la nudité et la désolation infinie de la steppe castillane, ce fut, de la part de Philippe II, une idée de génie. Louis XIV eut une inspiration non moins heureuse pour Versailles et Marly. Saint-Germain mis à part, il lui était impossible de découvrir, dans toute l'Ile-de-France, deux plus splendides paysages de forêts et de collines. Enfin de vastes espaces, comme il les aimait.

Versailles est donc, tout d'abord, un magnifique paysage. Ce fut ensuite, au temps de sa création, une extraordinaire nouveauté. Cette nouveauté consista, surtout, à faire entrer dans l'architecture la nature tout entière, à y faire collaborer tous les éléments : l'eau, la terre, l'air et le feu. D'ordinaire, on ne

voit à Versailles que les boulingrins, les charmilles, les « vieux petits ifs en rang d'oignons, » les parterres de broderies aux dessins géométriques, enfin toute une nature taillée, corrigée et domestiquée. Mais on n'observe point que cette nature retravaillée par l'art est destinée à conduire la vue, par des transitions insensibles, depuis les masses architecturales des palais jusqu'aux masses de verdures informes et formidables qui enserrent tout l'horizon, jusqu'à la nature, si l'on peut dire, naturelle. D'abord, la pierre et les marbres des édifices, puis les fleurs et les arbustes symétriques des parterres, puis les grands arbres des parcs, en masses profondes et noblement ordonnés, enfin la houle diffuse des frondaisons forestières et le ciel sans limites... A Versailles, on est dans un salon, au milieu des œuvres les plus raffinées de l'art, et pourtant, on est en pleins bois. Sur la grande terrasse du château, entre les statues couchées des Fleuves et les beaux vases de bronze ou d'albâtre, le chasseur ne peut pas oublier qu'à une portée de fusil, il y a là-bas, dans ces fourrés, ou dans ces grandes plaines agricoles, des lièvres et des perdrix qui l'attendent.

Ainsi la nature, en ses arrière-plans, n'est pas asservie, ni déformée, elle reste intacte, mais elle est rattachée à une discipline, elle entre, en quelque sorte, dans l'ordre imposé par l'intelligence et la sensibilité de l'artiste. C'est la conception classique dans toute sa largeur et dans toute sa beauté.

Les jardiniers français de ce temps-là comprirent que les paysages de France leur offraient une matière d'art encore inexploitée et que les pays du Midi, l'Espagne et l'Italie, ne possédaient point au même degré : les grandes masses d'eau et les grandes masses de verdures. Quiconque a séjourné quelque temps dans le Midi est vivement frappé de ces richesses naturelles du paysage français. Comparées à nos châteaux, les villas italiennes ont un aspect de maigreur et de sécheresse. C'est une surprise et un émerveillement pour le voyageur déshabitué de l'opulence nordique que de contempler le déferlement de nos verdures forestières, l'abondance des eaux royalement étalées. L'urne de nos Fleuves et de nos Rivières n'est pas un vain symbole mythologique. Ce fut l'idée géniale d'un Le Nôtre que d'intégrer à l'architecture nos rivières et nos bois : autour des palais de pierre, dresser des colonnades et des amphithéâtres de verdure, discipliner le jet des sèves et le foisonnement des

feuillages; au milieu de tout cela, mettre l'eau mouvante et vivante, l'eau jaillissante, ou bien l'eau calme qui recueille tous les reflets et toutes les splendeurs du ciel; enfin, quand la lumière diurne s'est éteinte, dessiner en lignes de feu les arêtes des édifices et marier l'eau et la flamme dans l'embrasement des illuminations et des feux d'artifice... Charles Perrault, célébrant les beautés de Versailles, écrivait : « S'il est vrai que l'eau soit l'âme des jardins, quels jardins ne paraîtraient morts ou languissants à côté de ceux-ci ? » Même aujourd'hui que le tumulte des eaux s'est apaisé sur les terrasses et sous les charmilles des parcs, cela reste vrai.

Louis XIV a eu le mérite de sentir l'originalité de cette conception. Il a fait et il a donné tout ce qu'il fallait pour que cette grande invention décorative fût réalisée avec ampleur et magnificence. S'il n'avait pas été là, s'il n'avait pas été le spectateur intelligent, l'amateur passionné pour lequel on travaillait, s'il n'avait pas eu de sa fonction la haute idée que l'on sait, s'il n'avait pas cru incarner en sa personne la nation tout entière, être le Roi enfin, pour qui rien n'est assez beau ni assez grand, aucune de ces merveilles n'aurait vu le jour.

*
* *

Mais c'est à Marly surtout, — bien plus encore qu'à Versailles, — que Louis XIV donna toute sa mesure comme décorateur, comme jardinier et comme architecte. Marly a été construit pour le roi et pour ses amis. Après les premiers tâtonnements de Saint-Germain, les essais et les réussites triomphantes de Versailles, ç'a été la traduction complète et parfaite de la pensée louisquatorzienne et assurément son œuvre de maîtrise. On ne déplorera jamais assez que cette merveille de Marly ait été détruite par la barbarie révolutionnaire. De tout le décor du Grand Siècle, il nous manque peut-être la pièce capitale.

Autant qu'on en peut juger d'après les estampes de l'époque, Marly apparaît, en effet, comme quelque chose de plus réussi que Versailles : l'édifice central est merveillement dégagé, alors qu'à Versailles la façade principale du château semble un peu enterrée par la grandeur excessive de la terrasse. La perspective est beaucoup plus large, l'ensemble des bâtiments plus harmonieux, nullement gêné par des bâtisses antérieures,

enfin la vue est plus belle. Le duc de Luynes dit, dans ses *Mémoires* : « Le Roi chargea M. Mansart de lui chercher un endroit, aux environs de Versailles, où il trouvât de la vue, de l'eau et des bois. » Il faut avouer que Louis XIV fut servi à souhait. La vue que l'on découvre de l'emplacement du château est peut-être la plus grande beauté de Marly. Les arbres géants de la perspective s'écartent comme un rideau de théâtre, et c'est une échappée soudaine sur les méandres de la Seine et les hauteurs de Saint-Germain. Enfin, les jardiniers du Roi avaient là de l'eau et des bois en abondance, toute une matière incomparable qu'ils allaient modeler selon le goût et pour le plus grand plaisir de leur royal client.

Louis XIV voulait faire de Marly un séjour voluptueux, et d'abord un endroit frais pour l'été. C'était le Palais des Eaux. Aux yeux des courtisans, Marly apparaissait comme le lieu de tous les enchantements. On mendiait la faveur d'y être admis, comme on demande le Ciel dans ses prières : « Sire, Marly ! » — Ce Palais des Eaux était un immense salon en plein air, où l'art des décorateurs avait tiré de l'eau et de la verdure les effets les plus ingénieux et les plus surprenants. Dans la masse des frondaisons sylvestres, ils avaient taillé des panneaux et des niches où l'on plaçait des statues, découpé des colonnades que surmontaient des chapiteaux, des vases et des pots à feu. Les berceaux prenaient des airs de coupoles et de dômes. On cheminait à travers des murailles et des pilastres de verdures. Il y avait le Salon du Nord et le Salon du Levant, le Haut Dais de Bacchus, le Cabinet de l'Ombre, avec ses bancs et ses tables rustiques, ses buis taillés comme des paravents ou des boiseries sculptées, le Cabinet des Dames, le Cabinet du Prince, la Salle Verte, le Cabinet de Cérès, le Cabinet d'Amphitrite, — combien d'autres !...

Mais rien ne pouvait rivaliser avec les Eaux de Marly. C'était tout un monde de bassins, de jets d'eau et de cascades : le triomphe de Neptune, avec ses coquilles, ses tridents et ses chariots marins, ses monstres écailleux, ses cortèges de Néréides et de divinités limoneuses. Entre toutes ces merveilles, la grande cascade du Tapis-Vert dressait son obélisque de cristal au sommet de la perspective forestière. Cette colonne mouvante et scintillante s'élançait d'une vasque soutenue par des Tritons de bronze doré, s'épanchait dans un bassin, se précipitait, en

rebondissant, le long des gradins de marbre, et cette énorme masse écumeuse et toute blanche formait un contraste étrange avec l'immobilité et la noirceur opaque des verdures étagées qui l'encadraient. L'eau trépidante et chatoyante, enveloppée dans sa poussière irisée de gouttelettes, semblait se répandre de là, comme d'une source, à travers les jardins, et s'y épanouir en mille fleurs liquides et splendides, en tiges lancéolées, en aigrettes, en bouquets, en champignons, en ruches, en buffets, en gerbes arborescentes, en longs corridors humides qui formaient, au-dessus du promeneur, une voûte de fraîcheur et comme une couronne de clarté. Il y avait des théâtres d'eau, où les lustres et les girandoles étaient remplacés par de hautes lances cristallines et par des buissons liquides, où la rampe était une nappe diamantine se déversant dans une auge de gazon. Qu'on juge du resplendissement de tout cela, de la féerie des reflets par les soirs d'illuminations. Louis XIV, roi des Eaux et divinité solaire, avait réalisé littéralement l'hymen de l'eau et du feu. Jamais, jusque-là, on n'avait su tirer de l'eau de plus prestigieux effets. La féerie s'est éteinte avec le soleil de la monarchie : ce sont des fêtes que nos yeux ne verront plus.

Et pourtant tout cela voulait rester simple et même rustique. La grande cascade du Tapis-vert, avec ses marbres, ses tritons et ses vases dorés, s'appelait la « Cascade champêtre. » Pour le Roi, c'était un léger décor, que l'on bouleverserait demain, au gré d'un caprice nouveau, qui, en tout cas, ne devait pas durer plus que lui, qui n'avait d'autre raison d'être que de servir à l'agrément d'un jour ou d'une nuit de fête. Le grand pavillon central de Marly et les douze autres plus petits, qui l'entouraient, étaient peints à fresque comme des portants de théâtre. Bien que ces bâtisses improvisées n'aient pas duré cent ans, on peut encore s'en faire une idée d'après les gravures contemporaines. Mais où retrouver les fragiles merveilles de menuiserie, d'ébénisterie, d'orfèvrerie, de serrurerie, qui ont disparu dans la ruine du château ? Où sont les théâtres en plein air, les salles de bal ou de collation, éphémères édifices de mousse, de toile, de bois, et de verdure, élevés, comme à un coup de baguette magique, pour l'enchantement d'une soirée, et dont nos décorateurs modernes semblent avoir perdu le secret ?... Néanmoins, ces créations aériennes et faites d'un souffle reposaient, comme

Versailles, sur une base solide et gigantesque. Ce qui reste des murs de soutènement permet de juger de l'énormité des travaux : ce sont de véritables ruines romaines.

C'est pourquoi Marly, simple maison de campagne, lieu de délassement pour le Roi, avait le même air de grandeur et de majesté que Versailles. Louis XIV se plaisait à ces prouesses de l'art et de l'industrie humaine. Partout où il allait, il faisait, autour de lui, de la magnificence et de la beauté. Il transfigurait les lieux où il passait. Il y mettait non seulement des lignes et des formes belles ou grandioses, mais aussi une couleur et un éclat qui étaient un ravissement pour des yeux d'artistes. Il avait le sens de la couleur, à un degré extraordinaire. Il lui en fallait jusque dans les gondoles qui sillonnaient le canal de Marly, jusque dans les voiles et les tendelets des embarcations, jusque dans les carpes de ses bassins. Les gondoles étaient rouges, vertes, blanches, jaunes, bleues, couleur d'aurore. Et, pour les décorer ou les pavoiser, le garde-meuble avait des ruissellements de splendeurs : brocarts et brocatelles, satins de Bruges, velours de Gênes, de Florence, de Milan, taffetas cramoisis, brodés et frangés d'or. On sait enfin les émerveillements de la Palatine devant les carpes de Marly, « tachetées de rouge, de jaune, d'or, de bleu et de noir, » sorte d'émaux vivants qui flottaient dans l'eau transparente des bassins... Aujourd'hui, ces vieilles demeures royales sont découronnées. Pour avoir une idée de ce qu'étaient les terrasses de Versailles, au temps du Roi-Soleil, il faudrait se les représenter avec la dorure des carrosses et des chaises, la diaprure des costumes, des jupes et des habits chamarrés, des feutres à plumes incarnadines ou couleur de feu. Mme de Maintenon elle-même, cette bourgeoise, sans doute initiée par le Roi à tous ces raffinements, avait fini par sentir l'effet d'une étoffe somptueuse dans les verdures d'un jardin ou d'un parc. Elle écrivait à la Princesse des Ursins : « Tous nos cardinaux viennent à Fontainebleau et il serait grand dommage qu'ils n'y vinssent pas. Car ils parent fort la cour et *leur couleur de feu sied parfaitement dans le vert de Marly*. »

Ces goûts d'amateur d'art, cette passion pour la beauté s'alliaient merveilleusement, chez le Roi, au souci de tous les devoirs de sa charge. Au milieu des voluptés et des enchantements de Marly, il n'oubliait pas qu'il était le Roi de France. Le matin du 4 août 1693, raconte de Sourches, en ses *Mémoires*,

« comme le Roi allait à la messe, il aperçut, le premier, Albergotti, brigadier d'infanterie, qui lui apportait le détail de la bataille de Nerwinde, de la part du maréchal de Luxembourg. Il s'arrêta un moment pour savoir de lui s'il avait apporté les étendards et les drapeaux, — et Albergotti lui dit qu'il apportait cinquante-cinq étendards et deux drapeaux, de sorte que le Roi lui ordonna de les faire étendre dans le salon de Marly, étant bien aise de les faire voir aux ministres des princes étrangers qui y étaient ce jour-là... » Ainsi, ce matin d'août, dans le grand salon de Marly, les ambassadeurs étrangers marchèrent sur un tapis de drapeaux et d'étendards pris aux ennemis de la France!...

Quelle allure et quelle couleur vous a cette scène, quel air de galanterie héroïque! Et quel admirable Français que ce Roi, qui voulait que la France fût aussi grande devant l'étranger qu'elle était belle!...

***

Des esprits chagrins s'interdisent le plaisir d'admirer cette œuvre monumentale et décorative de Louis XIV. Ils préfèrent supputer quinteusement ce qu'elle a coûté. Quoi qu'on en ait dit, il paraît bien que ces merveilles furent réalisées au plus juste prix. Je voudrais qu'on me montrât aujourd'hui un Gouvernement capable de mener de front, comme Louis XIV, une guerre de quarante années et des constructions immenses qui ont changé la face du pays. Quand les bâtiments auraient coûté encore plus cher, il faudrait remercier le Roi d'avoir ajouté à la beauté de la France. Versailles a donné et donnera plus de joie à des millions et à des milliards de passants que des travaux d'utilité vite dépassés par des inventions nouvelles n'eussent donné de bien-être à une ou deux générations de Français. Et puis enfin, ne l'oublions pas! il faut savoir souffrir pour mériter de la beauté. Le Roi était le premier à en montrer l'exemple.

Je ne connais rien de plus bassement peuple que de reprocher à Louis XIV l'argent qu'a coûté Versailles. Par exemple, un Diderot trouve le moyen de célébrer Marly et de dénigrer en même temps son auteur : « Quel séjour, que cela est sublime! Quelle tête que celle qui a conçu ces jardins!.. Je ressuscitais Henri IV et Louis XIV. Celui-ci montrait au premier ce superbe édifice. L'autre disait : « Vous avez raison, mon fils, voilà qui

est fort beau! Mais je voudrais bien voir les maisons de nos paysans de Gonnesse! » Qu'aurait-il pensé de trouver, autour de ces immenses et magnifiques palais, de trouver, dis-je, des paysans sans toit, sans pain et sur la paille... » — C'est ce que nous appellerons le remerciement du goujat. Il y aura toujours des paysans qui, par leur faute ou celle d'autrui, n'auront pas de pain ou coucheront sur la paille. Mais il n'y a qu'un Versailles, qu'un Marly et qu'une tête capable de les inventer.

On parle aussi des vies humaines sacrifiées pour ces constructions colossales. Et pourtant on trouve tout naturel que des millions d'argent et des milliers d'existences soient gaspillées dans les grands travaux de l'industrie moderne. La beauté ne vaut-elle pas aussi quelques sacrifices? Nul ne s'émeut du terrassier écrasé dans une galerie de mine ou dans un tunnel en construction. On s'attendrit en revanche sur le terrassier ou le maçon de Versailles tombé d'un échafaudage ou tué par les fièvres paludéennes. Toutes les histoires reproduisent pieusement l'anecdote de la bonne femme qui jeta à la figure du Roi les plus grossières injures, parce que son fils était mort d'une chute « pendant qu'il travaillait aux machines de Versailles. » Mais les mêmes histoires ne soufflent mot des précautions prises, tant à Versailles qu'à Marly, pour assurer l'hygiène et la nourriture des ouvriers, ni des indemnités payées aux victimes des accidents ou à leurs familles. Entre une foule d'articles qui prouvent surabondamment la sollicitude royale, le souci constant de réparer tout dommage, même le plus léger, les *Comptes des Bâtiments* mentionnent l'humble versement que voici : « 11 livres à Barbe Cornet, dont la bourrique a été tuée, en travaillant aux ouvrages de Marly. »

Pourquoi ne nous parle-t-on jamais de Barbe Cornet et de sa bourrique?

Mais tout cela est ridicule et honteux. Louis XIV a donné à la France une beauté sans pareille. Quand on a reçu un tel cadeau, il est du plus mauvais goût de chipoter sur le prix qu'il a coûté.

LOUIS BERTRAND.

(*A suivre.*)

L'ALLEMAGNE D'HIER

LE PREMIER CRAQUEMENT DE L'EMPIRE

Juin-Septembre 1917

Dans l'histoire de la guerre et dans l'histoire de l'Europe, s'il y eut une heure décisive ce fut celle où l'Empire de Bismarck fut, pour la première fois, ébranlé, l'heure où la « volonté de domination » qui, depuis un demi-siècle, avait été, ainsi que le proclame Ludendorff, celle de l'Allemagne entière, parut hésiter. Quelques esprits, plus ou moins sincères, plus ou moins avisés, commençant à flairer la défaite, cherchèrent alors une issue dans une paix dite de « compromis » ou de « conciliation; » on dirait que ces hommes ont eu, à ce moment, assez de clairvoyance pour tenter d'arrêter leur pays sur la pente catastrophique où il glissait.

Après une crise intérieure qui ne fut guère connue, au dehors, que par la chute du chancelier Bethmann-Hollweg, ces tendances furent refoulées. La « volonté de domination, » la politique de conquêtes et d'annexions l'emportèrent de nouveau. Mis en demeure de se prononcer par Hindenburg et par Ludendorff, Guillaume II laissa tomber le chancelier dont il partageait, peut-être, à ce moment, les idées, et le parti fut pris de tenter jusqu'au bout la fortune des armes.

Sur cette heure unique, où se produisit la proposition de paix du Vatican, les témoignages abondent maintenant. Nous pouvons voir les choses telles qu'elles se passèrent et nous

pouvons nous expliquer comment, et dans quelles circonstances, le premier ébranlement se produisit dans l'édifice bismarckien ; c'est l'objet de cette étude.

I. — PAIX DE DOMINATION OU PAIX DE CONCILIATION

Il est permis d'affirmer que, dès la fin de l'année 1916, après l'insuccès de l'offensive de Verdun et après la bataille de la Somme, le grand État-major allemand comprit qu'il ne gagnerait pas la guerre. Dès septembre 1916, à la conférence de Cambrai, il conseillait de recourir au Président Wilson. Il dicta lui-même le document qui devait servir de base aux instructions destinées à l'ambassadeur allemand Bernstorff. Cette première tentative, truffée de ruse, échoua. Mais, à partir de ce moment jusqu'à la défection russe, le G. Q. G. chercha le salut, moins dans la guerre elle-même que dans les « à-côtés » de la guerre : l'agression sous-marine sans restriction, la propagande défaitiste, une « paix séparée » avec tel ou tel des adversaires de l'Allemagne.

Au cours de l'année 1917, ce sentiment de la défaite fatale, imminente, avait gagné le pays tout entier : il plane sur tout. On dirait que les entreprises militaires elles-mêmes ne sont plus que des atouts jetés au hasard dans cette partie haletante de la paix. La « paix de capitulation » s'avance sur les destinées de l'Empire. On voit bien qu'il faudra l'accepter; mais on ne sait encore par quels moyens on pourra l'aborder ou se laisser saisir par elle, en un mot s'y adapter.

Nous verrons que, tandis qu'elle était déjà toute proche, on ne put jamais la rendre possible matériellement, quand pourtant on la subissait moralement. Mais, d'aller au-devant et de chercher à l'adoucir, par exemple en consentant à l'évacuation de la Belgique, à la rétrocession de l'Alsace-Lorraine, à la reconstitution de la Pologne, on ne put jamais s'y décider. Plutôt que de voir les choses comme elles sont, on préfère se laisser glisser dans l'abîme, ruiner l'Allemagne et l'Europe; en un mot, on ne se conforme pas à l'inéluctable, on luttera jusqu'à la débâcle finale.

Tel fut le drame angoissant des deux dernières années de la guerre et telles les responsabilités suprêmes du grand État-major. Il faisait espérer toujours une victoire qu'il n'espérait

plus lui-même. Se griser de ses propres paroles, se gonfler de ses propres désirs, c'est le fait d'hommes dénués de véritable virilité.

Bethmann-Hollweg, esprit court mais averti par son inquiétude même, est bien plus près de la réalité des choses quand il écrit, en réponse aux *Souvenirs de guerre* de Ludendorff :

La passion avec laquelle le général, maintenant que le sort a décidé, rejette sur d'autres la faute de nos insuccès, n'empêche pas de se demander si les moyens qu'il a employés ont été les bons... Dans ses *Souvenirs de guerre*, il déclare que ma politique a tellement démoralisé le peuple allemand qu'il n'était plus capable de vaincre en 1918. Il va sans dire que, en 1918, l'armée ne pouvait plus être aussi bonne qu'en 1914. Mais attribuer notre défaite au manque de moral de l'armée, c'est ne pas connaître les facteurs réellement décisifs de cette défaite, c'est-à-dire la supériorité de nos ennemis en hommes et en matériel et l'écroulement de nos alliés. Si la thèse du général Ludendorff était juste, il faudrait se demander s'il eût dû faire encore la grande offensive de 1918. (Observation fondée, puisque cette offensive fut le déclenchement de la défaite. Bethmann-Hollweg souligne, par cette simple phrase, la contradiction qui est, à la fois, dans la polémique et dans l'esprit de Ludendorff.) Mais la thèse du général, comme telle, est fausse. Des divisions isolées ont pu avoir des défaillances, même à une époque où l'offensive n'était pas encore décidée : non parce qu'elles trahissaient, mais *parce qu'elles avaient été mises hors de combat*. L'armée et le pays se sont effondrés seulement lorsque la grande lutte finale dans laquelle nos troupes étaient entrées pleines de courage et de confiance *et avec une foi inébranlable en leurs chefs d'armée*, se termina soudain dans une déception gigantesque. Les masses populaires ne supportent pas *que les bruyantes fanfares de victoire d'hier soient remplacées aujourd'hui par le cri d'effroi :* HANNIBAL ANTE PORTAS! (1)

Dès la fin de 1916, les chefs militaires qui avaient voulu la guerre connaissaient leurs responsabilités. Mais les coupables ne voulaient se laisser découvrir à aucun prix, comme ils ne veulent pas se laisser découvrir encore : ils chargeaient les diplomates de les tirer d'affaire ; mais ils ne consentaient pas à leur accorder les conditions indispensables pour conclure la

(1) Outre les *Considérations sur la guerre mondiale* laissées inachevées par Bethmann-Hollweg et dont la traduction a paru chez Lavauzelle avec une préface de M. René Viviani, lire l'autre mémoire du chancelier : *Offre de paix et guerre sous-marine*. Rapport au Comité d'enquête, Berlin, 1919.

paix, se réservant de faire de ce pauvre Bethmann-Hollweg et et autres « civils » les boucs émissaires.

Bethmann-Hollweg était talonné dans le sens d'une paix de concession, non seulement par le sentiment venu de l'État-major lui-même, que la « catastrophe » était imminente (1), mais par l'insistance de l'Autriche-Hongrie réclamant à grands cris la paix.

Le 27 mars 1917, c'est-à-dire à l'heure où l'on était encore sous l'influence des événements de Verdun et de la Somme et où l'on craignait la reprise de l'offensive alliée tombant sur le repli de Hindenburg, les deux chanceliers avaient conclu un arrangement auquel on a donné le nom de *document de Vienne*, mais qui ne fut connu qu'un an après, en février 1918. Les deux hommes d'État avaient essayé de résoudre la contradiction entre la paix de victoire telle que la réclamait toujours l'État-major et la paix de concession qui leur paraissait désormais inévitable; ils s'étaient tirés de la difficulté par un artifice de rédaction ; on envisageait deux cas : la victoire et la défaite; en cas de victoire, c'étaient naturellement les conditions de Ludendorff qui prévalaient; en cas de défaite, on cherchait les moyens d'accorder à l'Entente quelque chose de ce qu'elle exigeait.

Une fois cet accord établi, une conférence fut convoquée entre les deux Empereurs, leurs ministres et les États-majors à Hombourg (début d'avril 1917). Czernin prononça la parole tant appréhendée : rendre l'Alsace et la Lorraine à la France. En échange, l'Autriche-Hongrie, consentant à réunir la Galicie à la Pologne, proposait le rattachement de la Pologne à l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie prenait, à titre de compensation, la Roumanie. Czernin affirma que l'Autriche ne pouvait plus tenir et ajouta que l'Allemagne elle-même était bien malade.

Les deux commandants allemands se récrièrent. Ils comprenaient parfaitement que la proposition relative à la Pologne n'était pas sincère et qu'en tout cas, une telle combinaison,

(1) Sur la duplicité du Grand Quartier général il faut relire le chapitre des *Mémoires* d'Erzberger : « Au cours de plusieurs entretiens que j'eus avec le chancelier à cette époque, il me déclara que le Grand Quartier général croyait toujours à la fin de la guerre pour fin juillet, août 1917. Je fus donc très surpris lorsqu'au cours d'une conversation que j'eus avec le colonel Bauer du Grand Quartier général, le 10 juin 1917, celui-ci me déclara qu'il était étonné d'avoir trouvé à Berlin un inexplicable optimisme. On avait plus que jamais des motifs de soucis, etc... » (Page 292.)

qui enfonçait l'élément slave comme un coin entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, c'était *la fin de l'alliance*. Charles et Czernin acceptaient sans doute, *in petto*, cette conséquence ; ils cherchaient surtout une sortie. L'instinct les avertissait ; ils craignaient la dislocation de l'Empire austro-hongrois soit par les armes, soit par la Révolution. Bethmann-Hollweg répondit par des phrases vagues ; mais la cognée était à l'arbre.

L'État-major allemand se refusa nettement à une combinaison quelconque de cette nature ; dès lors, il prenait la responsabilité de la continuation de la guerre ; il était condamné à une rapide et décisive victoire.

Pour le moment, l'arrangement lui donnait un peu de temps et, les circonstances s'améliorant, il croyait pouvoir prendre le dessus.

Ayant « réalisé, » non sans quelque hésitation, la campagne du printemps de 1917 (offensive de Nivelle sur l'Aisne), comme une sorte de « victoire défensive, » il s'empara de ce « succès, » d'ailleurs chèrement acheté, pour essayer de galvaniser l'opinion. On commençait aussi à tirer parti de la Révolution russe. C'est ce que Ludendorff appelle « le sursaut de juillet. »

Le Grand Quartier général crut devoir profiter de cet optimisme relatif pour gagner encore du temps et reporter le délai, convenu pour la victoire, du début de l'été à la fin de l'année. Le 19 juin 1917, Hindenburg écrivait au chancelier Bethmann-Hollweg et le mettait en garde contre l'idée que la guerre serait finie en automne.

Ainsi ballotté, le chancelier ne savait plus que faire ; il était profondément découragé. Talonné dans sa politique intérieure, il marchait de concessions en concessions, notamment en ce qui concernait les deux questions qui, en Prusse et dans l'Empire, servaient d'armes de combat à l'opposition libérale et socialiste, à savoir l'extension du suffrage et la « parlementarisation » du Gouvernement. Les partis avaient pris sur les affaires une autorité qui inaugurait, d'ores et déjà, le « nouveau *cursus*. »

La Révolution russe, en effet, était une arme à deux tranchants ; si elle affaiblissait l'Entente, elle détraquait positivement l'Allemagne, où le parti socialiste était gangrené, comme les armées elle-mêmes, par la « fraternisation. » C'est, en

somme, la Révolution russe qui fournit à ce parti la fameuse formule qui devait être celle de Brest-Litovsk et qui fut opposée, dès lors, au système de l'État-major : « la paix sans annexion ni indemnité... »

Le parti social-démocrate, Erzberger, les idées libérales, « la paix sans annexion, » etc., rien qu'à citer ces noms et ces formules, on voit que le glissement est commencé vers la débâcle finale.

Suivons maintenant le récit d'Erzberger; car c'est lui qui fouille le sol sous les pieds du chancelier et du Grand Quartier général, alors que celui-ci se croit encore sur un terrain solide.

Dès les premiers jours de juin, dit Erzberger, la fraction social-démocrate avait fait des représentations sérieuses à la Chancellerie. Le 5 juin, je m'entretenais avec les membres de la fraction du Centre qui appartenaient à la Commission principale du Reichstag. J'exposai mon plan. En présence des ambitions effrénées des pangermanistes qui remplissaient de colère le peuple et l'armée, il fallait, par une manifestation d'ensemble du Reichstag, revenir aux déclarations du 4 août 1914, qui repoussaient l'idée d'une guerre de conquêtes... Comment sortir de la guerre? Ç'avait été une erreur de croire que nous pourrions dicter la paix avec notre sabre... Il appartenait au Reichstag d'envisager par quels moyens l'on pouvait conclure la paix. La proposition de paix des social-démocrates : « ni annexion, ni contribution, » contenait deux négations sans résultats positifs et qui pouvaient facilement être mises en contradiction avec le deuxième principe : « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Pour réaliser un accord général, il fallait donc en revenir d'abord à cette idée du début de la guerre et lancée par le manifeste du 4 août 1914, que nous luttions, non pas pour des conquêtes, mais pour défendre notre patrie.

Par ce texte, les choses s'éclaircissent : 1° le peuple et l'armée détestaient, dès lors, les idées pangermanistes; 2° le peuple, dans sa grande majorité, ne croyait plus à la paix du sabre; 3° il appartenait au Reichstag de faire la paix le plus tôt possible; 4° le parti social-démocrate, en connexion certainement avec les bolchévistes, reprenait, de la bouche de ceux-ci, la paix « sans annexion ni indemnité » avec le « droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. »

A cette formule qui impliquait la constitution d'une Pologne indépendante, la destruction de l'Empire austro-hon-

grois, et la dislocation de la Russie, le parti social-démocrate et même le parti du Centre, c'est-à-dire la bourgeoisie allemande, de guerre lasse, avaient donné leur adhésion. Erzberger, plus prudent, se serait contenté d'un système moins compromettant, le *statu quo ante bellum*. Mais sa position était difficile. Visiblement, ni le Grand Quartier général d'une part, ni les Puissances de l'Entente de l'autre, n'auraient consenti à cette base de paix.

Alors commença, à Berlin, le mois le plus tragique de toute la guerre; c'est dans cette courte période que l'édifice bismarckien craqua de la base au sommet. Erzberger est comme inspiré de Tacite quand il écrit cette phrase témoin : « Le tableau de Berlin changeait, non seulement chaque jour, mais presque chaque heure. »

De toutes les parties de l'Empire, les grands personnages étaient accourus pour prendre part à la décision. Le ministre de la Guerre, von Stein, téléphona au Grand Quartier général; Hindenburg et Ludendorff arrivèrent le 6 au soir. On avertit l'Empereur, qui venait de quitter Vienne, de rentrer en toute hâte. Le ministre de la Marine, von Cappelle, était sur la sellette : car on discutait ses chiffres et ce délai de six mois, maintenant expiré, qu'il avait donné pour le terme de la victoire sous-marine.

L'Empereur arriva le 7 et se rendit aussitôt chez le chancelier qui lui déclara qu'il ne s'agissait que d'un moment « d'émotion au Reichstag. » D'après ce qu'il dit lui-même, le chancelier cherchait toujours à ménager les nerfs de l'Empereur (1).

Les deux grands chefs militaires avaient demandé une audience; Guillaume II, en les recevant, s'étonna de leur présence à Berlin. « — Ils avaient, sans doute, mieux à faire au Grand Quartier général !... »

L'Empereur était-il résolu à soutenir Bethmann-Hollweg contre le grand État-major? Ludendorff écrit : « La situation à Berlin s'aggravait. » Le 8 juillet, le chancelier donne son assen-

(1) Bethmann-Hollweg, dans ses *Souvenirs*, apporte le plus grand soin à *couvrir* l'Empereur. C'est à peine si, dans quelques passages, il vise certaines incartades impériales, par exemple, page 258, « ses déclarations parfois très violentes. » L'empereur Guillaume, dans ses inqualifiables *Mémoires*, n'a pas usé des mêmes ménagements à l'égard de ce fidèle serviteur. Il le jette lourdement par-dessus bord.

timent à la résolution de paix et fait entrevoir aux généraux des concessions sur le système électoral en Prusse.

C'est alors que, sous le manteau, se noue une conjuration des partis bourgeois au Reichstag, dirigée par Erzberger d'accord avec le Grand Quartier général, pour avoir la peau du chancelier Bethmann-Hollweg, tandis que celui-ci essaye de gagner du temps et de tenir « jusqu'à l'application des réformes; » le 11 au matin, l'Empereur refusait encore la démission du chancelier.

Les deux commandants, rentrés par ordre à leur quartier général, adressèrent la leur le 12 au soir.

Perdre Hindenburg et Ludendorff! C'était l'effondrement! L'Empereur fit demander instamment aux deux grands chefs de revenir à Berlin. La conjuration trouvait un appui inattendu : le Kronprinz, accouru lui aussi de son État-major, venait mettre la main à la ruine de l'Empire : « Jetez-le donc dehors, au Reichstag! » criait-il aux adversaires du chancelier. Le Centre vota alors une résolution déclarant que la présence de Bethmann-Hollweg au pouvoir rendait plus difficile la négociation de la paix. Le Kronprinz réunit les chefs de partis. Par une déclaration écrite adressée à l'Empereur, il faisait valoir que le chancelier était devenu impossible devant l'hostilité du Reichstag, et il arrachait Guillaume à ses hésitations.

L'Empereur, ainsi sommé d'agir par le seul homme qui ait jamais su le mater, son fils, accepta la nouvelle démission de Bethmann-Hollweg Hindenburg et Ludendorff, ayant repris la leur, étaient arrivés à Berlin. La conjuration du Grand Quartier général et des coulisses du Reichstag l'emportait. Pour renverser Bethmann-Hollweg et pour écarter la paix de conciliation Ludendorff avait mis définitivement la main dans la main d'Erzberger!

A quel point les choses en étaient-elles arrivées, pour que ces grandes chutes fussent décidées par l'autorité même qu'elles détruisaient! Erzberger dit : « La résolution de paix du Reichstag n'inspirait aux généraux aucune objection. Ludendorff estimait seulement qu'on aurait dû, au lieu de « paix d'entente, » mettre « paix de compromis, » et Hindenburg aurait souhaité « un peu plus de poivre dans la résolution. »

Le 19 juillet, le Reichstag, *avec l'approbation de l'Empereur, du kronprinz, des généraux et du nouveau chancelier Michaëlis*, vota un texte conforme à la formule d'Erzberger :

Le Reichstag déclare :

Comme au 4 août 1914, au seuil de la quatrième année de la guerre, la parole du discours du trône reste vraie pour le peuple allemand : Nous ne sommes point mus par le désir de conquêtes ; c'est pour défendre sa liberté et son indépendance, son intégrité territoriale, que l'Allemagne a pris les armes.

Le Reichstag aspire à une paix d'entente et à une réconciliation durable des peuples. Les extensions territoriales par la violence des mesures d'oppression politique et économique et financière sont inconciliables avec une telle paix.

Le Reichstag repousse tous les plans qui se proposent un blocus économique et l'inimitié entre les peuples. Il faut garantir la liberté des mers. Seule la paix économique assurera des rapports de tolérance et d'amitié entre les peuples.

Le Reichstag encouragera puissamment la création d'organisations juridiques internationales.

Toutefois, tant que les gouvernements ennemis n'adopteront pas une pareille paix, tant qu'ils menaceront l'Allemagne et ses alliés de conquêtes et de violence, le peuple allemand restera debout comme un seul homme, il résistera inébranlablement et combattra jusqu'au moment où le droit de vivre et de se développer lui sera garanti ainsi qu'à ses alliés.

Uni dans cette pensée, le peuple allemand est invincible. Le Reichstag constate qu'il est, sur ce point, d'accord avec les hommes qui protègent héroïquement la patrie. La gratitude éternelle du peuple entier leur est assurée.

C'étaient, au fond, les propositions de Wilson à peine amendées par Ludendorff ; c'était la « paix de conciliation ; » oui : mais toujours truffée et coulée d'avance par les adhésions qui lui étaient venues si inopinément.

Ainsi, ce grand mouvement, ce craquement profond paraissait s'être tassé à la satisfaction de tous par la disparition d'un homme, d'un seul homme, Bethmann-Hollweg ! (1).

Mais, en même temps, la contradiction qui devait amener la fin désastreuse de la guerre était installée dans les conseils de l'Empire. Le Grand Quartier général, tout en consentant à

(1) Bethmann-Hollweg, dans ses *Mémoires*, donne des précisions irréfutables sur l'accord d'Erzberger et du grand Quartier général alors que Erzberger lui avait, jusque-là, promis son concours. C'est une véritable palinodie d'Erzberger dont l'instrument fut le lieutenant-colonel Bauer. En comparant les divers récits du temps, on voit que ce Bauer joua, en ce moment, un rôle analogue à celui du colonel Hentsch à la bataille de la Marne.

négocier, promettait toujours la victoire. On ne le croyait plus, mais on le laisserait faire tandis que l'on mettrait les fers aux feux pour la grande tractation qu'Erzberger promettait sans y apporter, d'ailleurs, ni plus de sécurité, ni plus de sincérité : à savoir la paix de compromis, la paix du *statu quo ante*, en un mot la paix à la Czernin par l'intermédiaire de Rome à défaut des États-Unis.

Imbrications à l'infini ! Chimère ! Mais il fallait encore un grand coup de vent ou plutôt une tempête pour dissiper ces dernières fumées de l'orgueil et apprendre aux chefs allemands que, quand on est vaincu, le plus simple est d'en finir vite et de sauver ce qui peut être sauvé.

II. — L'INTERVENTION DU VATICAN. — RÔLE DE L'AUTRICHE

Un élément capital et un homme résolu, il faut le dire maintenant, agissaient sur les incertitudes politiques de l'Allemagne et soufflaient sur la tourmente de Berlin : il s'agit de Czernin et de la volonté déclarée de l'Autriche-Hongrie d'en finir avec la guerre. Si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que le cabinet de Vienne a conduit le Gouvernement allemand dans toute cette grande affaire, depuis la déclaration de guerre jusqu'à la débâcle. Le « brillant second » a entraîné dans sa ruine inévitable le « puissant premier. » Bismarck avait prévu cela (1). La « fidélité à l'alliance » a eu pour effet l'effondrement des deux Puissances germaniques (2). Ludendorff lui-même reconnaît que, dans la dernière phase, Czernin était un homme de tout autre valeur que les fantoches qui se succédaient à la Wilhelmstrasse.

L'idée de Czernin s'inspirait de la situation militaire et diplomatique lamentable où il savait l'Empire austro-hongrois ; il ne songeait qu'à faire la paix avant que l'Empire se fût

(1) Je fais allusion à cette page, véritablement prophétique, des *Mémoires* de Bismarck : « L'avenir d'une alliance de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie laisse la porte ouverte à bien des appréhensions.... Le manque de coup d'œil politique de l'élément austro-hongrois, c'est-à-dire, en somme, *une certaine indépendance politique se manifestant à Vienne*, tout cela inspire des craintes sérieuses. Quand ce changement surviendra-t-il? Personne ne peut le prévoir. »

(2) Voir, dans les *Considérations* de Bethmann-Hollweg, la bien médiocre argumentation exposant les raisons qui *subordonnaient* en quelque sorte la politique allemande à la politique autrichienne, page 86 et suivantes.

écroulé. Mais il n'avait nullement l'intention de la conclure sans l'Allemagne, parce qu'il savait bien, qu'à raison de la force de l'élément allemand en Autriche, l'union factice des peuples ne résisterait pas au choc. Il s'agissait donc d'amener l'Empire allié à faire une paix de modération et de *statu quo ante bellum*, seul moyen de sauver l'édifice austro-hongrois et, en somme, de sauver l'Allemagne elle-même. Que l'État-major allemand n'ait rien compris à cette politique, qu'il l'ait combattue ardemment, jusqu'à la ruine de Czernin, de l'Autriche-Hongrie et finalement de l'Allemagne, c'est la preuve frappante du peu de portée d'esprit de ces Alexandres du Grand Quartier général. Leur conduite, aussi bien que leurs plaidoyers, font pitié.

Czernin, il faut le dire, était dans une situation impossible ; il fallait attirer ses partenaires à la modération sans avouer publiquement l'impuissance commune. S'il livrait à l'opinion son véritable argument, à savoir que la cause des Empires du Centre était perdue, on l'accuserait de trahir cette cause qui était commune ; et l'on n'y manqua pas.

Son procédé, pour agir sur la résistance obstinée et aveugle du Grand Quartier général et des pangermanistes en Allemagne, fut de fomenter l'opposition des social-démocrates et du Centre catholique; et c'est ainsi qu'il en vint à s'aboucher à la fois avec Südekum et avec Erzberger. Il a raconté lui-même « qu'un de ses amis se mit en relations dans le plus grand mystère avec divers politiciens influents en Allemagne, notamment Erzberger et Südekum ; il leur soumit un programme de paix en quatre articles : 1° pas d'annexions ni d'indemnités ; 2° libération complète, politique et économique, de la Belgique; 3° évacuation des territoires occupés dès que les deux Puissances centrales auraient été remises en possession de ce qui avait été enlevé, y compris les colonies allemandes; 4° l'Allemagne travaillera de concert avec l'Autriche au désarmement général, ainsi qu'à une garantie effective contre la possibilité d'une nouvelle guerre (1). »

Südekum était l'homme des socialistes et en relation sous main avec les Soviets ; Erzberger était l'homme du Centre et en relation avec le Vatican. Czernin entendait donc se servir de « l'Internationale rouge » et de « l'Internationale catholique »

(1) Auerbach, *La Crise de l'alliance austro-allemande* (*Archives de la Grande Guerre*, octobre 1921, p. 417).

pour arriver à ses fins, c'est-à-dire pour amener à la fois le Grand Quartier général allemand et les Puissances de l'Entente à une paix de compromis.

Du côté socialiste et international rouge, une première tentative échouait à Stockholm ; la révolution russe n'avait pas encore évolué complètement et Kerensky prétendait rester fidèle à l'alliance ; il préparait l'offensive de juin-juillet, tout en fournissant, cependant, la formule : « la paix sans annexions ni indemnités. »

Les circonstances parurent plus favorables du côté du Vatican. Comme chef du parti catholique, Erzberger avait ses entrées à la secrétairerie d'État et auprès du pape Benoît XV. En l'absence d'une représentation quelconque de la France, le Saint-Siège avait, jusqu'à la rupture italienne, prêté l'oreille aux propos de l'ambassadeur d'Autriche et du ministre de Bavière, celui-ci étant *persona grata*.

Depuis la guerre de Trente ans, le salut de l'Autriche a été une des grandes préoccupations de la Papauté ; le catholicisme de l'Allemagne du Sud, étant au premier rang dans la lutte contre le protestantisme, a joui d'une faveur spéciale ; surtout, on craignait que la victoire des Alliés ne devînt un succès triomphal pour la Russie orthodoxe et que cette puissance, s'installant à Constantinople, ne couronnât de la croix grecque Sainte-Sophie, le Saint-Sépulcre et toutes les églises de l'Orient méditerranéen.

Le pape Benoît XV, qui représentait la tradition de Léon XIII, avait rêvé de jouer un rôle dans les grandes affaires politiques ; en plus, il se sentait dans sa mission auguste s'il mettait un terme, non seulement par ses prières et ses vœux, mais par son action pontificale, à l'effusion du sang. Au Vatican, on craignait que la guerre prolongée n'accrût la misère des peuples et ne les jetât dans la Révolution. On tremblait. A certains moments, le Pape se demandait s'il était en sûreté à Rome.

Ces diverses raisons, l'insistance de la famille impériale d'Autriche et de Czernin, les démarches plus ou moins autorisées d'Erzberger (1), le tout porta Rome à saisir une occasion

(1) Il a dit lui-même : « Mon office spécial avait pour objet de provoquer parmi les catholiques des pays neutres et, si possible, des pays ennemis, une tendance favorable à l'Allemagne. » (*Procès d'Erzberger*, 2e audience, 20 janvier 1920.)

qui se présenterait d'essayer quelque chose. Diverses tentatives avaient été faites déjà par l'intermédiaire de personnages résidant en Suisse. Mais, à toutes fins utiles, on avait accrédité, comme nonce en Bavière, un jeune et brillant prélat, confident de Benoît XV, Mgr Pacelli.

Le 26 juin, le nonce était allé trouver à Berlin Bethmann-Hollweg, encore chancelier; il avait charge de remettre en mains propres une lettre du Pape à l'empereur Guillaume et il demandait une audience à cet effet, offrant de se rendre aux armées. Le Pape, déplorant la prolongation de la guerre, donnait à l'Empereur l'espérance qu'il ferait tous ses efforts pour mettre fin à ces hostilités inouïes. En même temps, le nonce demandait « s'il était possible de lui faire connaître la conception allemande des problèmes de la guerre et de la paix. »

C'était reprendre la conversation au point où elle était tombée au temps de la déclaration du président Wilson. L'Allemagne n'avait jamais dit, jusqu'ici, ce qu'elle voulait. Était-elle capable de faire, maintenant, un effort sur elle-même et de sortir de son mutisme orgueilleux? Bethmann-Hollweg affirme qu'à ce moment, on avait pris le parti de parler avec quelque précision et de faire un pas dans le sens de ce que demandait l'Entente :

Une paix de ce genre, écrit-il, exigeait, avant tout, la restauration de la Belgique. C'était tout naturel. Il était certain que la France, étant donné toutes ses tentatives d'entente, c'est-à-dire une paix négociée, réclamerait des parties de l'Alsace-Lorraine. La situation de guerre générale ne nous autorisait pas à nous montrer complètement intransigeants dans cette question. Comme je m'en étais assuré un an auparavant, l'Empereur était prêt à céder des districts frontières, si, par ce moyen, on pouvait obtenir la paix. En 1917, le Kronprinz était du même avis et, d'une façon, peut-être même plus résolu que l'Empereur.

Le nonce vit l'Empereur au Grand Quartier général. Les *Mémoires de Guillaume II* contiennent un étrange compte rendu de cet entretien. Guillaume s'y montre à la fois avantageux et sarcastique. Bethmann-Hollweg, plus avisé, répondit à chaque question du nonce dans des termes conciliants : notamment pour ce qui concernait la Belgique, il accorda le principe de l'indépendance complète, sous réserve que le pays fût, aussi, indépendant de l'Angleterre et de la France et, sur la question

d'Alsace-Lorraine, il dit qu'au cas où la France serait prête à s'entendre, « ce ne serait pas cette question qui ferait échouer la paix. » Si ceci fut dit réellement, — et on peut le croire d'après les communications du Vatican aux Puissances, — c'était un grand point. Mais Bethmann-Hollweg avait-il l'autorité nécessaire pour s'avancer jusque là? Ce qui est certain, c'est qu'il était chassé du pouvoir quelques jours après.

Le nonce Pacelli était plein d'ardeur; aussitôt après la chute de Bethmann-Hollweg, il venait saluer, à Berlin, le chancelier Michaëlis, l'homme du Quartier général, comptant aboutir avec lui. Il apportait une note du Pape, en date du 1er août, où l'on prenait acte, non sans une nuance de réserve, des indications résultant de l'entretien de Bethmann-Hollweg.

On put croire que les Puissances, et notamment l'Angleterre, ne se refuseraient pas à engager la conversation. La note du Pape fut publiée et, à Berlin, on cria : « La paix ! La paix ! »

Mais le nouveau Gouvernement, au lieu de répondre, se mit à délibérer : la pierre d'achoppement était toujours la question de la Belgique. Erzberger eut plusieurs entretiens avec von Kuhlmann, ministre des Affaires étrangères. On en était encore à chercher une formule quand arriva, de Munich, une lettre du nonce annonçant que, d'après un télégramme remis par le ministre d'Angleterre, approuvé par le Gouvernement français, un grand pas serait fait du côté de la paix, si la réponse de Berlin contenait une déclaration catégorique sur la question de l'indépendance belge. Czernin accourut à Berlin (6 septembre).

Les heures s'écoulaient, les journées, les semaines, et on n'avançait pas. Le 24 septembre, Kuhlmann avait rédigé une réponse qui posait, en premier lieu, la question de l'origine et des responsabilités de la guerre (c'était le premier jalon d'une campagne dont on entendrait parler) et qui, sans insister sur les autres points, déclarait : « qu'il n'était pas encore possible au Gouvernement allemand de répondre aux vœux du Saint-Siège et de faire une déclaration précise sur ses intentions au sujet de la Belgique. »

On sut plus tard que le Grand Quartier général avait tenu, en quelque sorte, la plume du secrétaire d'État et que les hauts commandants étaient restés énergiquement résolus à garder la Belgique comme « gage militaire et économique. » Erzberger conclut ce récit en ces termes : « Le Gouvernement allemand

s'est tû au sujet de la Belgique jusqu'au moment où il n'eut plus rien à dire. Ainsi, il s'est rendu responsable de la prolongation de la guerre. »

Il devenait évident que le Grand Quartier général était, par l'organe de Michaëlis, le maître de la politique allemande. Certainement, il y avait eu un moment où la manœuvre Erzberger-Czernin avait paru réussir. C'était à cette heure, sans doute, que des démarches particulières étaient faites soit par Lancken, soit par d'autres intermédiaires auprès de M. A. Briand ou de personnes que l'on supposait qualifiées du côté de l'Entente. Mais les choses étaient déjà changées du tout au tout.

Le Grand Quartier général, une fois débarrassé de Bethmann-Hollweg, avait rompu avec ses complices de la veille. Il accusait, maintenant, Erzberger d'avoir livré au public le fameux document de Czernin. A celui-ci, ils avaient fait écrire, le 17 août, par le chancelier Michaëlis, que l'Allemagne, par elle seule, était capable de soutenir une quatrième campagne ; le blé et les pommes de terre ont donné un rendement supérieur aux espoirs ; le fourrage a moins réussi, mais, grâce à l'appoint des pays occupés, y compris la Roumanie, pas de déficit à craindre. Quant au programme du *statu quo ante*, on l'écartait résolument :

Je voudrais garder le chemin libre, écrivait le chancelier Michaëlis, pour les tractations en vue de rattacher la Belgique à l'Allemagne au point de vue militaire et économique : contrôle militaire jusqu'à la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec l'Allemagne ; annexion — ou bail à long terme — de Liège et de la côte de Flandre ; telles sont les revendications extrêmes du haut commandement et de la marine.

On était loin de concessions quelconques sur les autres parties du grogramme de la paix de compromis, et notamment sur l'Alsace-Lorraine ! La « volonté de domination », la « politique de conquêtes » avaient définitivement pris le dessus.

Czernin en était réduit, en soulignant les contradictions du nouveau système allemand, à faire observer que le programme qui lui était adressé se trouvait en opposition formelle avec la note du Reichstag.

Oui, mais son heure à lui était passée et son système s'écroulait.

III. — L'EFFORT DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL POUR SOUTENIR LA GUERRE

Ludendorff avait renversé Bethmann-Hollweg, et puis, d'un coup sec, il s'était dégagé de l'étreinte de Erzberger et de Czernin. On avait cherché un remplaçant à Bethmann-Hollweg et on ne l'avait pas trouvé. Ludendorff écrit cette phrase accablante pour Michaëlis et pour cette génération allemande :

Nous étions pauvres en hommes. Notre système politique n'avait pas produit de cerveau créateur. Par sa stérilité, il a porté contre lui-même un jugement de condamnation.

Parmi les fonctionnaires auxquels personne ne pensait, ce Michaëlis avait été choisi au hasard, uniquement pour éviter un parlementaire. Le Grand Quartier général pensait que, comme cela, il serait maître de la politique; mais la politique ne se commande pas comme un régiment. Les responsabilités s'étaient accrues, non les moyens et encore moins la confiance.

Hindenburg se prononça décidément contre la résolution de paix. On trouve, dans le récit de Ludendorff, des appréciations comme celles-ci : « Nous avions les meilleures chances de gagner la guerre... » et deux lignes plus loin : « L'état des esprits dans le pays mettait tout en question. » Cela veut dire qu'on était, dès lors, résolu à tout rejeter sur les défaillances de l'opinion. Il concluait, cependant, avec juste raison, que « le haut commandement, dans les circonstances présentes, ne pouvait rester inactif jusqu'à fin août. » En un mot, il fallait agir.

Où et comment ? L'armée russe attaquait en Galicie. Kerensky avait échoué, mais l'affaire pouvait reprendre : le front russe n'était pas anéanti.

Sur le front occidental, les Anglo-Français attaquaient aussi le 16 août : « Nous fûmes sérieusement touchés, avoue Ludendorff. Le 25 août, se termina la deuxième partie de la bataille des Flandres; elle nous a coûté très cher. » Les 20 et 21 août reprise à Verdun. « Les 21 et 26 août furent des jours de succès pour l'ennemi, de pertes pour nous. »

Puis, c'est l'attaque des Italiens sur l'Isonzo (Tolmino). Là, encore, insuccès des Puissances centrales. « L'usure de nos forces était devenue très inquiétante et avait dépassé toutes les

prévisions. » On se battait sur le Sereth, en Roumanie, sur les Carpathes, en Macédoine, avec des fortunes mêlées. Le Grand Quartier général avait médité une attaque en Moldavie, mais il dut y renoncer et s'en tenir à la manifestation de Riga.

Donc, tension partout, usure, vaines rodomontades. « Personne ne savait combien de temps cela durerait. »

Et pourtant, le Grand Quartier général s'était engagé; il était dans la nécessité de reprendre la guerre à fond : car l'inquiétude parlementaire se tournait de nouveau vers lui et réclamait une solution ; elle avait, désormais, un but plus radical : abattre le Grand Quartier général et le pangermanisme. Erzberger écrit : « Au point où nous en étions, une victoire du militarisme prussien équivalait à une prolongation de la guerre. »

Le nouveau plan des conjurés était de renverser le chancelier Michaëlis, non parlementaire et instrument des Dioscures. On voulait aussi chasser Helfferich, qui s'était porté fort du succès de la guerre sous-marine ; en un mot, il s'agissait non plus seulement de modifier la politique impériale, mais de détruire à la fois la dynastie et ces hommes de l'État-major qui avaient fait d'elle leur instrument. Cette fois, c'était bien l'édifice entier qui était menacé.

Le Grand Quartier général se sentait sur le penchant de sa ruine; il avait besoin d'un succès retentissant. Comme il l'avait dejà fait en Serbie et en Roumanie, il le chercha sur le front méridional et il monta dans un secret absolu et avec un soin extrême la rupture du front italien. La première tentative de percée et la dernière phase de la guerre commençaient : et ce fut, d'abord, Caporetto.

GABRIEL HANOTAUX.

LE BEAU JARDIN

DEUXIÈME PARTIE (1)

Les Rosen, famille ancienne, mais toujours peu fortunée, n'avaient jamais quitté les environs d'Obernai. Ils portaient depuis le XVIe siècle un écusson : « trois roses d'argent sur champ d'azur, » et dès cette époque, le nom de Rosen est souvent représenté parmi les membres de la magistrature et du clergé. Leur habitation située sur les dernières pentes des Vosges, dans les environs de Rosheim, se prêtait bien à la rêverie d'un artiste ou d'un amateur du passé. C'était à la limite des forêts. On y voyait des vignes, des arbres fruitiers, des houblonnières, et les eaux courantes de la montagne toute proche. Des moines trouvèrent jadis ce lieu propice à leurs méditations et y construisirent, à l'ombre du mont Sainte-Odile, un petit monastère placé sous le patronage de saint Jean. Le couvent fut détruit par un incendie et les bâtiments du chapitre furent seuls épargnés. Quelques familles de vignerons cherchèrent un gîte dans les ruines du cloître, et c'est ainsi que fut fondé le hameau de Saint-Jean. La famille Rosen occupait depuis deux siècles une des maisons principales sur un côté du rectangle que formaient les bâtiments. On pénétrait dans la cour par un porche croulant sous l'étreinte d'un vigoureux rosier grimpant. A droite était le logis tout ramassé sous son haut toit; des poutres sculptées supportaient la galerie du premier étage, les bois apparents de la charpente se confondaient avec le tronc noueux d'une vigne qui semblait elle aussi soutenir la

Copyright by Songy, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

maison. A gauche, dans les communs, Franz Rosen avait, dès sa prime jeunesse, aménagé un cellier voûté en atelier de marqueteur. Il n'était pas encore passé maître en son art, et ses premiers essais de mosaïques sur bois devaient lui donner bien des déboires avant de faire sa renommée.

Les Rosen avaient l'habitude de passer en famille à la campagne les fêtes de Noël. En cette année 1918, le maître marqueteur consentit exceptionnellement à venir à Strasbourg célébrer le Noël de Paix et de Victoire qui ne devait pas ressembler aux précédents; mais, dès le lendemain, il décida de retourner à Saint-Jean dont il ne sortait plus guère. Son fils et sa fille promirent de l'y rejoindre aux premiers jours de l'année nouvelle. Jean Rosen ne voulait pas quitter Strasbourg avant d'avoir assisté au départ de son maître aimé, Mgr Gébhart, auquel les anciens élèves devaient manifester publiquement leur sympathie. Jean comptait parmi ses plus fervents admirateurs. Déjà au séminaire il avait profondément subi l'influence morale de son professeur, qui lui inspira le choix hardi de son sujet de thèse : « Le Corps Mystique et l'organisme social dans l'Ecclésiologie de saint Augustin. » Quand il fut reçu docteur, Mgr Gébhart le fit nommer malgré sa jeunesse maître de conférences de philosophie. Jean lui devait donc beaucoup et ne se montrait pas ingrat.

Mgr Gébhart fut profondément ému de voir que tous ses anciens élèves étaient venus, quelques-uns de paroisses très éloignées, pour entendre sa dernière leçon. Il la termina par une exhortation au jeune clergé d'Alsace, prononcée d'une voix grave, avec cette ardeur contenue qui lui donnait une si forte emprise sur l'âme de ses auditeurs. Jean Rosen retint de cette allocution des phrases entières qu'il se répétait sans cesse : « L'avenir religieux de tout un peuple est entre vos mains... Seul un grand mouvement catholique en France pourra résoudre la question alsacienne... L'Alsace doit servir d'exemple à la France et ranimer par son contact des sentiments religieux qui sommeillent dans beaucoup de provinces françaises. Que le régime démocratique sous lequel vous vous trouvez désormais ait votre concours le plus dévoué, puisque c'est le peuple que l'Église doit gagner. Rappelez-vous le mot si touchant de l'Évangile, qu'un prêtre ne peut pas relire sans émotion : *Misereor super turbam.* Allez à ces foules égarées au milieu

desquelles vous avez à répandre les semences de vie. Mettez-vous à leur portée. Jésus n'a prêché qu'aux humbles... C'est par la volonté des humbles que les nations seront sauvées. »

Dans le train qui les entraînait vers Obernai, Juliette remarqua combien son frère paraissait soucieux bien qu'il affectât de lire. L'humidité froide et pénétrante couvrait les glaces de buée, toute la campagne semblait grise et Juliette sentait son cœur se serrer. Malgré l'affection qu'elle éprouvait pour son père, la perspective de ce séjour à Saint-Jean ne l'enchantait pas. Rosen en vieillissant montrait un caractère difficile. La solitude le rendait autoritaire et maniaque, et il s'efforçait de dissimuler sous un extérieur bourru une extrême sensibilité qu'il qualifiait lui-même de faiblesse. Il se plaignait quelquefois de voir Juliette préférer visiblement vivre chez son oncle à Strasbourg, mais il ne faisait pas non plus toujours le nécessaire pour lui rendre la vie agréable à Saint-Jean.

La nuit vient vite au pied des Vosges par les froides journées d'hiver; le brouillard aidant, il faisait déjà tout à fait sombre lorsque les deux jeunes gens descendirent en gare de Rosheim pour changer de train. C'était un jour de marché et une foule de paysans envahirent les voitures du petit chemin de fer poussif qui conduit au Klingenthal. Tandis que les hauts murs crénelés si pittoresques de Rosheim disparaissaient peu à peu dans la brume, le petit train aux wagons primitifs montait péniblement la côte, haletant et crachant comme une bête malade. Jean et Juliette se casèrent comme ils purent, dans un compartiment bondé, entre des sacs de pommes de terre et des paniers où gloussaient des oies.

Deux paysans parlaient en dialecte. Ils paraissaient fort mécontents et s'exprimaient en termes violents contre les lenteurs de l'administration française et les innombrables formalités qu'exigeait la moindre affaire. A les entendre, rien ne marchait plus et l'Alsace courait à une ruine rapide. Juliette eut d'abord envie de rire de leur mine déconfite, mais elle se rendit bientôt compte que le symptôme était grave et nullement risible... « Pourquoi nous a-t-on envoyé des fonctionnaires de France, des gens qui ne savent ni notre langue ni nos coutumes? Quand on se plaint, on est un « Boche »... deux fois. Boche! Boche! ils n'ont que cela à la bouche!... » De proche en proche la dispute gagnait tout le compartiment et chacun de

raconter son histoire souvent exagérée et invraisemblable, mais dont le thème était toujours l'incurie des fonctionnaires et le laisser aller du régime nouveau. Une paysanne âgée, encore bien droite sous son grand nœud et portant un châle croisé sur son corsage de soie des jours de fête, voulut aussi dire son mot en ponctuant chaque phrase d'un *doch* ou d'un *ganz net* nasillard. « Il n'y a pas que cela... ils en veulent aussi à autre chose, *doch!*... Je suis grand mère, j'ai perdu mon fils à la guerre... il a déserté, il s'est battu en France... *doch!* Je n'ai plus jamais rien su de lui... je suis seule maintenant avec mon petit fils... il a huit ans, il va à l'école... Eh bien! vous me croirez si vous voulez... le nouvel instituteur venu de France leur a dit à ces gosses qu'il n'avait pas à s'occuper de la prière, et il regarde par la fenêtre pendant que les petits récitent le *Notre Père*. C'est comme je vous le dis. »

Jean Rosen n'avait encore pris aucune part à la discussion, mais en entendant les paroles de la vieille sa figure se contracta.

— Pouvez-vous m'affirmer que cela se passe ainsi?

— Tout mon village vous le dira, répondit la paysanne.

— C'est donc véridique! Je ne pouvais pas le croire, dit le jeune prêtre. A ce moment, un homme en paletot gris debout près d'une portière sembla tout à coup, lui aussi, sortir de son indifférence.

— Monsieur l'abbé, dit-il en français, je vous en prie, ne croyez pas ces racontars. Tout cela est faux ou très exagéré. Ce sont les Allemands qui répandent ces mauvais bruits. Je suis moi-même instituteur et je vous affirme que rien de semblable ne se passe chez moi.

— C'est possible, monsieur, dit Jean Rosen, et je vous en félicite, mais c'est déjà trop qu'on puisse dire de pareilles choses.

— Je répète, dit l'homme au paletot gris, que ce sont les Boches qui répandent ces calomnies ; et ceux qui les colportent sont plus Boches encore.

Quelques paysans comprenaient le français ; ils entendaient en tout cas ce mot de « Boche » importé depuis l'armistice avec les « poilus » et la « Madelon. » Ce fut comme une pierre jetée dans une ruche. Tous parlèrent à la fois avec des éclairs de colère dans les yeux, et Juliette craignit un instant qu'on n'en vînt aux mains. Heureusement le train stoppa auprès d'une

maisonnette en bois où brillait un feu rouge. Jean et Juliette furent les seuls à descendre à la halte de Saint-Jean. Rosa, leur vieille servante, les attendait, portant une lanterne au bout d'une corde. Déjà le train s'éloignait dans la brume ; on entendit pendant quelques minutes encore les éclats de voix, où les sons rauques du dialecte se mêlaient au français le plus barbare ; puis ce fut le grand silence de la nuit d'hiver en rase campagne. Les deux jeunes gens suivirent la servante par un sentier à travers les vignes, hâtant le pas sur la terre gelée. Le brouillard était si épais qu'ils avaient peine à reconnaître le chemin, et la lanterne balancée devant eux dessinait sur le sol des arabesques jaunes.

Ils atteignirent enfin le porche du couvent, le cœur encore tout angoissé par les échos de la querelle ; ils n'échangèrent pas une parole, mais éprouvèrent un soulagement physique à se trouver soudain au chaud devant le grand poêle de la *Stube*. Cette pièce ornée avec goût était l'orgueil de Franz Rosen. Elle était boisée aux deux tiers de sa hauteur par de superbes panneaux de noyer noirci à la fumée ; à la lueur des lampes, ce bois prenait des reflets bleuâtres et satinés. De grosses poutres peintes soutenaient le plafond. Le magnifique poêle de faïence, — qui donnait son nom à la pièce, — portait une décoration du XVIIe siècle. Les Rosen l'avaient fait faire à cette époque en y plaçant sur chaque médaillon les trois roses de leur écusson, armes parlantes qu'un Rosen s'était attribuées un siècle auparavant. Jadis il n'y avait de chaque côté du poêle que deux simples bancs en bois, mais Rosen y fit dresser quelques stalles de l'ancien chapitre, échappées on ne sait comment aux incendies, puis oubliées pendant trois cents ans dans un grenier des communs. Au-dessus du poêle, et encastrée dans un panneau de boiseries, se trouvait une toile récente de Franz Rosen. Elle représentait Herrade de Landsberg peignant son *Hortus Deliciarum* dans un décor de fantaisie. La montagne d'Hohenbourg se profilait par l'ouverture d'une fenêtre comme on voit dans les tableaux des primitifs. Cette toile ne comptait pas parmi ses meilleures. Franz lui-même le disait, mais il l'aimait, s'étant plu à donner à l'abbesse les traits de Juliette. Au centre de la pièce, une bonne table alsacienne, chef-d'œuvre d'un tourneur d'Obernai, écartait ses quatre pieds torses comme un bouledogue accroupi. Un grand régulateur Louis XV faisant face au poêle marquait, depuis cent soixante-dix ans, les heures à cette même

place. Dans les dossiers ajourés des chaises, on reconnaissait facilement la déformation rustique d'un type initial : l'aigle bicéphale des Habsbourg.

Franz Rosen était assis près du poêle dans un fauteuil bas, les mains tombantes entre les genoux. Ses membres étaient noueux comme de vieux ceps, mais ses yeux clairs donnaient un charme singulier à sa rude physionomie. Il attendait ses enfants avec joie, mais son accueil brusque déconcertait d'avance leur nature sensible.

— Embrasse-moi, Juliette... Tu as le nez rouge, ma fille !... Et toi aussi, monsieur Jean (il appelait souvent son fils « monsieur »)... Quelle idée de voyager par ce froid!... Tenez, chauffez-vous.

Mais Juliette, toujours active, s'occupait déjà du ménage et s'en allait à la cuisine s'informer auprès de Rosa des menus incidents de la maison et du voisinage.

Ils se retrouvèrent tous trois, une heure plus tard, dans la salle à manger, ornée comme la *Stube* de boiseries sombres. Les panneaux étaient égayés par les reflets de beaux vieux plats de faïence et par un grand dessus de porte en marqueterie représentant les trois châteaux de Saverne, Hohbarr, le Griffon, et le Geroldseck, sous de curieuses colorations d'automne. Rosen se plaisait à répéter qu'il avait employé plus de trente essences différentes pour obtenir cette symphonie mordorée et ce ciel jaune d'ambre. D'ordinaire, le vieux Rosen soupait avec du café au lait et du kugelhopf, mais en l'honneur de ses enfants il fit servir aussi une soupe aux légumes et une tarte. Jean mangeait peu et paraissait préoccupé. Juliette raconta avec détails la séance populaire du Noël de la Robertsau, mais ne fit aucune allusion à la discussion qui avait eu lieu dans le wagon. Elle savait son père très irritable; toute évocation du malaise alsacien le mettait dans des colères qui lui faisaient mal. Vétéran de l'autre guerre, il avait connu l'affreux dilemme : opter pour l'Allemagne ou quitter l'Alsace. Il était resté comme tant d'autres, puis il avait défendu pied à pied tout ce qui favorisait le particularisme de l'Alsace pour y conserver le souvenir de la France. Il avait vu avec tristesse autour de lui bien des défaillances et il s'étonnait naïvement de constater que le régionalisme était une arme à double tranchant, et qu'après avoir si bien sous la domination allemande servi les intérêts de la France, il était

maintenant un obstacle à l'assimilation complète. Il voyait avec une pénible surprise s'élever des dissensions qu'il jugeait nuisibles à la cause nationale et dont il ne comprenait pas les subtilités. Entendre un fonctionnaire français traiter un Alsacien de « Boche » le confondait autant que de constater des hésitations suspectes chez les jeunes; mais d'autre part l'idée que la France pouvait avoir à cœur de modifier quoi que ce fût aux coutumes alsaciennes ne lui venait même pas à l'esprit. Comme il vivait très à l'écart dans son coin de montagne, il n'avait sur toutes choses que des aperçus intermittents. Aussi se laissait-il aller de temps en temps à des explosions de colère que ses enfants redoutaient.

Plusieurs fois Jean ferma son livre et sembla sur le point de poser une question, mais il manqua visiblement de courage. Il aimait pourtant son père et lui ressemblait même sur bien des points. Malheureusement l'intimité et la confiance faisaient défaut. Jean se souvenait tout enfant d'avoir éprouvé cette gêne. Quel effort ne lui avait-il pas fallu faire pour exprimer à son père son désir d'entrer au petit séminaire! Rosen approuvait cependant sa vocation, la considérant comme un honneur pour la famille. Mais plus que jamais ce soir, un malaise pesait sur leur petit groupe.

La lampe ayant brûlé son huile fut prise d'un hoquet d'ivrogne. C'était le signal quotidien de la retraite. Rosen, absorbé jusque là dans une patience, ramassa toutes les cartes d'un seul geste et glissa autour du paquet une rondelle élastique.

— Allons nous coucher!

Alors Jean, les yeux fermés, fit un grand effort.

— Mon père, j'aurais besoin de votre conseil pour une détermination que j'ai à prendre. Je vais prier ce soir... Pourrai-je vous parler demain matin?

— Qu'est-ce que tu veux donc? monsieur Jean. C'est bon, c'est bon, tu me trouveras dans l'atelier demain à la première heure.

Ils suivirent Juliette qui portait la lampe pour éclairer l'escalier.

*
* *

Le soleil se montrait à peine au-dessus de la chaîne de la Forêt Noire lorsque Franz Rosen descendit dans son atelier. On

entendit dans toute la maison ses gros souliers faire trembler les marches de bois, puis claquer sur la terre gelée, tandis qu'il traversait la cour pour entrer dans l'ancien cellier. Cette pièce voûtée, éclairée par une grande baie, donnait sur la campagne. Il y régnait une âcre odeur de résine et de bois vert. Le sol était couvert d'une épaisse couche de sciure; un grand établi occupait le centre; des planches sur des tréteaux servaient de tables le long des murs; bref, on se serait cru bien plutôt chez un menuisier que dans l'atelier d'un peintre. Dans un coin bien sec, à l'angle opposé du poêle, des blocs de bois étaient rangés sur des étagères; c'était la palette de Rosen, tous les bois d'Europe ou des îles étaient là soigneusement étiquetés, le chêne, l'orme, le noyer, le peuplier, le houx, l'aulne et le platane, le citronnier, le magnolia, le buis, le tulipier, l'olivier provençal, l'érable moucheté, le bouleau de Suède et la liane du Mexique. Chacun avait sa place dans la gamme des couleurs, chacun avait son rôle dans la composition d'un tableau. Jamais un coup de pinceau ne venait modifier la nuance naturelle du bois. Rosen se plaisait à répéter : « C'est la sève qui est le peintre, je ne suis que son interprète ; dès que je vois un paysage, je perçois la couleur et le nom des bois que j'emploierai pour le reproduire. » De ses promenades à travers l'Alsace par tous les temps, en toutes les saisons de sa longue vie, le marqueteur avait rapporté des dessins de contours très nets, rehaussés de quelques touches à l'aquarelle pour indiquer les tons. Pour les transposer sur le bois, il découpait avec une lancette une feuille de plaquage choisie avec soin; les fragments parfois très minces étaient ajustés avec une telle précision qu'il était impossible de distinguer les morceaux. Seuls la couleur ou le sens du bois semblaient donner l'ombre ou le contour désiré.

Un grand panneau inachevé était à plat sur une planche: une rue montante que terminait une porte monumentale autour de laquelle le soleil couchant mettait une auréole de lumière rose. Rosen y travaillait depuis plusieurs jours, et cherchait au cœur d'un jeune peuplier la nuance de bois la mieux assortie au fond de son tableau. L'arbre était là, lié comme une victime sur le chevalet de torture. Abattu au printemps, donc hors saison, il montrait sa chair nue, veinée de sève étouffée, que Rosen labourait de sa varlope pour trouver enfin le ton flamand qui lui était nécessaire. Les copeaux rayés, satinés, tachetés,

sautaient dans des rayons de soleil et formaient déjà aux pieds de l'artiste un monceau de pétales de roses, lorsque la silhouette de Jean Rosen passa devant le vitrage de la grande fenêtre.

— Ah ! c'est toi, Jean ! Entre donc.

Maintenant il était devant son père et il fallait parler.

— Je vous dois, mon père, dit-il enfin, de vous mettre au courant de certaines décisions que des circonstances récentes m'ont amené à prendre. Vous savez quelle émotion nous a causée le départ du professeur Gébhart. Son influence sur notre petit groupe était telle que le soir de sa dernière leçon, il aurait suffi d'un signe de lui pour que nous le suivions dans son exil volontaire. Avec beaucoup de sagesse il a calmé notre imprudente ardeur, il nous a montré la voie : sauver à tout prix les traditions de l'Alsace en nous consacrant à des œuvres sociales. C'est ce que je fais déjà autant qu'il m'est possible... mais j'ai résolu de faire désormais davantage.

Il s'arrêta, hésitant un peu. Rosen, ayant enfin trouvé un copeau à sa convenance, saisit un rabot pour le dégrossir avec soin.

— C'est bon ! c'est bon ! Où veux-tu en venir ?

— Je sens que j'ai une tâche à remplir, elle sera d'autant plus lourde que nous serons plus nombreux. Vous savez que je me suis intéressé depuis longtemps à la campagne menée par l'*Elsässer*. Mais ce journal n'est pas assez répandu dans le peuple, et c'est le peuple qu'il faut atteindre. Nous avons des syndicats d'ouvriers catholiques, il leur faut un organe pour exprimer leurs vœux, pour montrer à nos gouvernants que l'Alsace tient à sa liberté religieuse, qu'elle ne se laissera pas imposer les lois iniques de laïcisation. Ce journal va être fondé grâce à un groupement du jeune clergé. Il s'appellera *die Elsässische Volksstimme* (1) et on me demande d'en devenir le directeur...

Rosen découpait minutieusement le contour d'un pignon dans une rondelle amarante. Il ne sembla pas bien saisir les paroles de Jean.

— On te demande d'en devenir le directeur... et après ?

L'idée que son fils pouvait faire de la politique active ne lui était jamais venue. Quelques semaines plus tôt, cela lui eût paru

(1) « La Voix du peuple alsacien. »

aussi invraisemblable et saugrenu que de bourrer son poêle avec un bois précieux ou de marier sa fille à un banquier de Francfort. Il ne répondit pas tout de suite et continua de tracer une à une chaque tuile d'un toit troué de lucarnes en intercalant des fragments de platane entre les veines d'une plaquette en loupe d'aulne...

— Toi, Jean... toi, directeur!... Et pourquoi toi plutôt qu'un autre?

Jean ramassa sur l'établi quelques copeaux rose pâle et les froissa entre ses doigts.

— Nous sentons tous de même, mon père, mais bien peu, hélas! auront le courage de leur opinion. Il faut bien l'avouer, l'Alsace manque d'hommes. Pendant cinquante ans, elle a épuisé toutes ses forces pour défendre contre l'influence germanique l'intégrité de ses traditions et de ses coutumes; aujourd'hui, il n'y a personne pour défendre ces mêmes traditions auxquelles elle doit de vivre contre une bande de sectaires à vues étroites qui veulent tout niveler. Ce n'est pas la France, cela! Ce n'est pas la France que nous avons aimée et désirée. Oh! je sais, quand on s'exprime ainsi, on est accusé de manquer de patriotisme... et pis encore. Tous nos hommes de valeur sont traités de suspects, parce qu'ils ont agi avant la guerre et qu'on ne comprend plus le but de leurs efforts. Il y a quelques jours encore je ne croyais pas le danger aussi grave, mais tout indique que nous avons affaire à des adversaires décidés à aller vite. Les plaintes que nous leur adressons ici restent vaines. Il faut qu'aux élections législatives qui auront lieu à l'automne, tous nos mandataires portent à Paris l'expression des véritables sentiments de l'Alsace. Les circonstances me placent dans une situation qui me permet de rendre quelques services à la cause. Je sens que je ne dois pas me soustraire à ce devoir.

Rosen père ne pouvait ni blâmer ni approuver complètement l'attitude combative de son fils.

— Que Dieu te garde, Jean! Tu entres dans une voie bien dangereuse. J'aurais préféré te voir te consacrer au professorat. Le sacerdoce s'allie mal avec la politique.

— Ne faut-il pas que les bergers conduisent le troupeau, mon père? Il ne s'agit pas de politique de parti pour ou contre un régime... Il s'agit de défendre des âmes.

— J'ai confiance que tu n'agiras que pour le plus grand bien de la France.

— Je le répète, mon père... il s'agit du salut des âmes dont nous avons la garde.

Le visage de Jean Rosen exprima une résolution si farouche que le vieux marqueteur n'en dit pas davantage. Il choisit sur l'étagère une feuille de placage en loupe de noyer d'un beau gris cendré.

— C'est pour le nid de la cigogne, fit-il, se parlant à lui-même. Il suffira de passer tout cela ce soir à la presse chaude et mon panneau sera terminé.

Repris par la passion de son art, il ne se souciait plus de continuer la discussion. Jean Rosen sortit de l'atelier, soulagé d'avoir eu le courage de parler à cœur ouvert. Il appela sa sœur, et ils partirent ensemble pour une de ces longues courses dans les chemins de montagne, le visage fouetté par le vent aigre. C'était le grand plaisir de leurs vacances à Saint-Jean. Pendant toute la promenade, Jean n'entretint Juliette que de ses projets d'action par l'intermédiaire du nouveau journal : *Die Elsässische Volksstimme*.

***

Quelques jours après la petite soirée chez Wetzel, Maurice Ehrlich trouva dans son courrier une lettre qui le troubla beaucoup. Dès l'enveloppe déchirée, il reconnut le papier et le timbre d'en-tête dont il s'était si souvent servi dans les bureaux de son oncle Maurice Fabre. Celui-ci, avec le sens de l'ordre et de l'épargne dont les calvinistes sont souvent si bien doués, avait réussi à porter cette petite banque à un remarquable degré de prospérité. Depuis sa mort, survenue six mois avant la guerre, sa place dans le conseil d'administration de la banque était restée vacante, et le nouvel administrateur-délégué ne remplissait ses fonctions qu'à titre provisoire. Or, les membres du conseil venaient de décider à l'unanimité d'appeler Maurice Ehrlich à siéger parmi eux, et on lui laissait entrevoir la possibilité de parvenir prochainement au poste d'administrateur-délégué que son oncle avait occupé jusqu'à sa mort. Les affaires pour 1919 s'annonçaient excellentes et tout faisait prévoir que la hausse générale provoquée par la fin de la guerre assurerait longtemps encore de larges bénéfices,

Ehrlich, ayant déjà de gros intérêts dans la banque Fabre, pouvait-il raisonnablement refuser une proposition aussi tentante? C'était à bref délai une haute situation dans le monde financier parisien, la fortune et tout son cortège d'honneurs et de pouvoir sur les hommes...

Cette offre représentait le rêve de toutes ses années de jeunesse quand il s'initiait à la vie des affaires. Combien de fois, pendant les heures de spleen, s'était-il représenté, au delà du rempart de cartons verts de son bureau, ce que serait pour lui dans l'avenir la vie large et créatrice d'un grand brasseur d'affaires? Il se voyait renouvelant les procédés timorés et désuets de la banque Fabre. Grâce à la hardiesse de ses conceptions et à la sûreté de son information dans certaines spécialités qu'il avait depuis longtemps étudiées, son nom serait connu sur les places du vieux et du nouveau monde. De Londres à Berlin, de New York à Amsterdam, les avis venus de la banque Fabre influeraient sur l'orientation des marchés.

Quelques mois... quelques semaines... quelques jours même avant le passage de sa batterie sur le col de Saverne, Maurice n'eût pas été encore bien sûr de ne pas se laisser ressaisir par le vertige de l'action, par la richesse... Aujourd'hui, le souvenir de ces naïves ambitions ne lui laissait plus qu'un goût de cendre. Comme dans toute réalisation trop tardive, les mots jadis tentateurs n'évoquaient plus qu'un fantôme, celui de l'homme qu'il avait été. Sa vie tout entière venait brusquement de changer d'orientation.

Néanmoins Ehrlich voulut, avant de répondre, contrôler son propre jugement et demander conseil à son chef, en qui il avait maintenant la plus grande confiance. Souvent en sortant du Commissariat, le docteur Hartmann emmenait familièrement Ehrlich dîner chez « Sorg » ou à la « Ville de Paris. » Ils faisaient ensuite quelques pas sur le Broglie où gisait déboulonné le pauvre « Vater-Rhein » d'Adolphe Hildebrand, le nez dans sa fontaine. A la suite de chacune de ces entrevues, Maurice se sentait réconforté par la parole persuasive du Docteur. Cet homme avait un don précieux, celui que les Anglais appellent le « magnétisme personnel, » grâce auquel il pouvait capter, absorber en quelque sorte l'attention de son interlocuteur. En même temps, psychologue admirable, il savait toujours dire ce qui pouvait le mieux remonter le moral et réveiller l'enthou-

siasme chez un esprit hésitant ou faible. Maurice n'était pas précisément de ceux-là, mais, lorsqu'on marche dans la nuit, on est toujours reconnaissant au guide qui vous montre une étoile.

Le dialogue s'engagea, serré comme une passe d'armes.

— Vous avez répondu à cette lettre? dit Hartmann après avoir parcouru la feuille.

— Ma réponse n'est pas encore écrite, mais elle sera ce que vous pouvez deviner. Je ne suis pas venu ici pour me dédire au bout de quelques semaines et laisser une tâche inachevée... que dis-je, à peine ébauchée.

— Vous n'avez pris aucun engagement vis à vis de moi; vous serez libre dès votre démobilisation.

— Je le sais, mais l'honneur d'avoir été choisi par vous me suffit.

— Quand serez-vous démobilisé?

— D'ici un mois sans doute.

— Que comptez-vous faire après?

— Après ?... Mais continuer à travailler avec vous, si vous le permettez.

— Avez-vous réfléchi que je ne serai pas toujours au Commissariat?... Le Commissariat lui-même ne sera pas éternel.

— Je vous suivrai!

— Non, vous ne me suivrez pas. Vous me honnirez peut-être comme tant d'autres qui me traitent de réactionnaire. Ne ferez-vous pas de politique?

— Oui, si vous m'y engagez.

— Non seulement je vous y engage, mais je considère que c'est pour vous un devoir. Il est, hélas! devenu banal de dire que l'Alsace manque d'hommes, mais vous avez peut-être d'autres devoirs incompatibles avec celui-là. La banque Fabre est aussi une tradition pour vous. Je savais qu'un jour ou l'autre vous auriez à choisir. Vous devez faire ce choix en toute liberté de conscience. Il ne doit vous laisser au cœur aucune amertume, aucun regret. Voici ce que je décide : vous allez partir pour Paris. Je vous donne dix, quinze jours, si vous voulez. Vous allez vous remettre dans le cadre de votre vie ancienne, vous allez revoir vos amis, vous prendrez des conseils, vous ne déciderez qu'ensuite... ne protestez pas! Vous partez demain!

Tout à fait subjugué par la volonté de son chef, Ehrlich obéit. Il se rendit à Paris. Il revit le petit appartement de la rue de Provence, abandonné depuis cinq ans, où il avait rêvé la vie sous une forme différente. Il revit les livres compagnons de sa jeunesse, sources de ses premiers enthousiasmes, Gœthe, Anatole France, Vigny, Barrès, Kipling, toutes les étapes de son esprit avant le contact avec la réalité. Dans un tiroir il retrouva la photographie oubliée d'une femme qu'il avait cru aimer, puis celle d'un ami tué au Chemin des Dames... Combien tout cela était loin !

Il revit les bureaux de la banque Fabre et les vieux employés jadis chargés de son initiation aux mystères des fluctuations économiques. Il revit Paris, ce Paris de l'armistice cosmopolite, avec des canons camouflés, tachés de vert et de jaune, accroupis comme de hideuses salamandres autour des monuments publics, ses dancings et ses jazz-bands, ce Paris inquiet et versatile attendant l'aube des temps nouveaux que des diplomates improvisés élaboraient dans les salons d'un Palace-hôtel.

Tout rempli des incidents de sa vie alsacienne, Maurice conservait encore un état d'esprit de guerre bien passé de mode à Paris. Il fut péniblement surpris de l'ignorance et de l'indifférence de ses anciens amis et camarades au sujet des questions d'Alsace et de politique rhénane qui le préoccupaient tant. Il chercha d'abord à les convaincre; mais à des gens qui prétendaient refondre le monde ces intérêts locaux paraissaient mesquins et sans portée. Une impression de solitude, une mélancolie angoissante l'étreignaient maintenant dans les milieux où jadis il se plaisait. Les années de guerre, plus encore les dernières semaines, avaient-elles donc changé son cœur? Il ne se reconnaissait pas lui-même. Le souvenir de ses actes anciens l'étonnait.

Loin de donner suite aux propositions des administrateurs de la banque Fabre, il prétexta une grande fatigue d'esprit et l'impossibilité de se remettre à la vie de bureau. Il sous-loua son appartement et procéda sans tarder à l'expédition de son mobilier à Strasbourg. Il voulait en quelque sorte couper les ponts derrière lui. Il eut hâte de reprendre son poste et fut de retour à Strasbourg plusieurs jours avant la date qu'il s'était fixée.

Le lendemain, serrant sa serviette jaune sous son manteau

d'artilleur, il traversait allègrement la place Kléber où grouillait une foule pittoresque. Il suivit les arcades, s'arrêta pour acheter un journal et donner quelques sous à un mendiant encore vêtu de la capote feldgrau. Il eût donné volontiers un peu de son cœur; il se sentait attendri et inquiet comme au seuil d'un bonheur imminent.

Comme il tournait l'angle de la rue Mercière, il ferma les yeux afin de se procurer le petit choc qu'il éprouvait toujours en se trouvant subitement dans l'axe de la cathédrale. Elle était là toute mauve, éclairée de biais et entourée d'un nimbe de poussière d'or. Le pâle soleil de ce printemps précoce semblait craindre de toucher à cette dentelle. On eût dit que ce grès transparent allait se déchirer au premier souffle comme un réseau de fils de la Vierge. Cette sensation de légèreté produite par un ensemble aussi formidable est presque douloureuse. Il y a là une sorte de disproportion.

Ehrlich n'approchait jamais de la flèche sans éprouver un petit frisson physique précurseur du vertige, dont il était avide comme d'une volupté. Puis il se laissait attirer par ses amis de pierre. Tous les détails de la façade lui étaient bien connus : l'ange tentateur à l'énigmatique sourire, la jeune et gracieuse sibylle au milieu des prophètes, le cortège des vierges sages, les inquiétantes vierges folles, les Vices écrasés sous les pieds des Vertus sereines, les apôtres dans les niches, les rois sur leurs chevaux, les évangélistes, les anges, les bêtes, les mois du calendrier, les signes du zodiaque, puis au centre la rose, la rose frissonnante ouvrant ses seize feuilles sous la caresse du soleil. Jamais Ehrlich n'avait ressenti aussi vivement la fascination de la pierre. Il s'arrêta et contempla longuement les portails. Des détails jamais remarqués le frappèrent et soudain l'inoubliable vision des planches de l'*Hortus Deliciarum* repassa devant ses yeux. Ces Vertus nonchalantes qui taquinent les Vices du bout de leur lance, il les avait déjà vues, bardées de fer, plus rudes, plus guerrières sous le pinceau de l'abbesse d'Hohenbourg ; ce squelette d'Adam couché dans un sarcophage aux pieds du Christ mort, Wetzel le lui avait montré dans la grande crucifixion d'Herrade; ce Jonas étique vomi par le Léviathan près de la tour de Ninive était identique à celui de l'*Hortus*...

Comme les bêtes et les hommes des premiers âges réfugiés

dans les flancs de l'Arche, tout ce bestiaire mystique, tous ces saints, ces anges, ces apôtres, ces patriarches, ces prophètes et ces dieux échappés des marges du vélin ont pris d'assaut les hautes œuvres de la cathédrale. Ils ont escaladé en bandes joyeuses les haubans et les cordages jusque dans la mâture. Chacun s'est niché à sa guise le long de la coque de grès pour le voyage à travers le temps. Figés dans leurs attitudes comme l'équipage du vaisseau fantôme, ils prient, bénissent, souffrent ou sourient pour l'édification des âmes en attendant le retour de la colombe... Cet art médiéval, comme un robuste chêne, se dégage dès le xe siècle des massives constructions romanes, pour se ramifier à l'infini. Il plonge par ses racines dans toute la symbolique chrétienne, de Clovis à Barberousse, et les cathédrales ne feront que traduire en caractères lapidaires le rêve de l'Occident déjà exprimé depuis des siècles par les scribes, les poètes et les enlumineurs.

Pour mieux jouir des jeux de lumière et aussi pour laisser courir son imagination, Ehrlich fit quelques pas sur la droite vers la Maison de l'œuvre Notre-Dame; mais tout à coup il ressentit une émotion brusque, celle que l'on éprouve à la réalisation soudaine d'une chose espérée et redoutée à la fois. Il venait de reconnaître la silhouette de Juliette Rosen dans l'angle du mur près du portail de l'horloge.

Il ne l'avait pas revue depuis cette veillée de Noël où il s'était laissé émouvoir si vivement par le charme de sa voix. Bien des fois il avait, errant à travers la ville, souhaité la rencontrer dans une de ces vieilles rues au nom naïf où l'on s'attarde devant un balcon ou une corniche. Il avait même réglé tous les détails de ce tête-à-tête délicieux que le hasard ne pouvait manquer de lui fournir. Elle serait seule, bien entendu. Il la saluerait, puis, sur un sourire amical, il s'approcherait. Il lui parlerait sans timidité des choses qui pouvaient lui plaire, et mêlerait à la conversation quelques compliments discrets. Enfin il se retirerait à regret, prétextant l'heure de son service et laissant la jeune fille remplie de trouble. De quelle nature serait ce trouble ? Maurice connaissait trop mal le caractère de Juliette pour se le représenter, mais l'important était de produire chez elle une émotion forte et durable. Or le hasard réalisait soudain ce rêve et Ehrlich se sentait beaucoup moins sûr

de bien jouer son rôle... C'était bien elle, là-bas, debout près du mur du lycée. Elle portait un costume tailleur très simple et un joli renard gris en travers de ses épaules. A quelle besogne bizarre se livrait-elle ? On eût dit qu'elle collait une affiche. En quelques pas, Maurice fut près du portail et déjà Juliette se retournait et l'accueillait de son franc sourire :

— Comment ! vous, monsieur Ehrlich ! Vous êtes de retour de Paris ?

— Vous saviez donc, mademoiselle, que je m'étais absenté ?

— A Strasbourg, tout se sait... et quand on est comme vous un personnage en vue...

— Hélas ! je suis surtout un homme obsédé !

— Vous avez beaucoup travaillé récemment ?

— Oui, et les résultats ne sont guère en proportion de l'effort... Mais laissons ce triste sujet... je donnerais beaucoup pour deviner ce que vous cherchez le long de ce mur.

— Je vous le donne en mille... et Juliette recommençait à tamponner avec un petit marteau une feuille de carton humide appliquée sur la muraille à la hauteur de ses épaules... Voyez, je fais par un procédé bien connu l'estampage des *graffiti* anciens. Vous ne les connaissez pas sans doute ! Il passe ici chaque jour plusieurs centaines de touristes ; on s'entasse pour voir manœuvrer les pantins de l'horloge astronomique, mais pas une personne ne s'arrête pour rechercher ces naïfs dessins qui feront l'objet d'une prochaine étude de mon oncle dans ses *Cahiers d'archéologie*. Quelques-uns sont certainement du XIIIe ou du XIVe siècle. Tenez ici... ce chevalier est bien curieux. Courbé sur le cou de son lourd cheval il charge, l'écusson et la lance en arrêt...

Maurice se penchait à l'endroit indiqué, ouvrant ses yeux tout grands, le nez contre la muraille. Juliette éclata de rire.

— Vous n'y voyez rien ? Vous n'êtes pas le seul. Pour voir, il faut savoir regarder... Mettez-vous un peu de côté... là... voyez-vous maintenant le tracé en creux ?

Maurice suivait le petit doigt de Juliette dessinant le chevalier, mais il regardait aussi à la dérobée le visage de la jeune fille. Décidément elle était jolie. Le gris lui allait bien ; toute fraîche et rose, elle riait de ses yeux aussi bien que des lèvres...

— Il faut de l'habitude, dit-elle en reprenant son sérieux ; mon

oncle m'a mise à bonne école pour déchiffrer des textes épigraphiques. En comparaison de certaines stèles, ceci n'est qu'un jeu; voici des dessins plus visibles.

Pour ceux qui savent voir, comme avait dit Juliette, le mur apparaît couvert de figures jetées en tous sens : des chiens, des chevaux, des chimères fantastiques, des silhouettes humaines, des écussons, des heaumes, des fragments d'armures se superposent et s'entrelacent. La fantaisie populaire y a exercé sa verve pendant des générations, laissant son empreinte sur ces pierres comme les marées sur une falaise.

— C'est un véritable palimpseste, dit enfin Ehrlich, confondu de ne l'avoir jamais remarqué. Je vous suis infiniment reconnaissant de m'avoir fait faire cette découverte.

— N'êtes-vous pas touché, répondit-elle, de penser que c'est peut-être un de vos ancêtres qui a gravé cet oiseau à tête de chimère ou ce moine en cagoule ? Devant ces naïves caricatures, on sent combien la foule médiévale se plaisait autour de sa cathédrale, à la fois refuge, marché, lieu de divertissement autant que de culte : toute la vie de la cité est concentrée là.

— Oui, dit Ehrlich, nous nous plaisons à l'évoquer, mais aujourd'hui la foi collective est morte et la cathédrale n'est plus qu'un squelette.

— Croyez-vous vraiment cela ? dit vivement Juliette. La foi est moins apparente ; la vie moderne n'en permet plus les manifestations extérieures et elle disperse les âmes. Mais prenez par exemple les syndicats ouvriers dont mon frère s'occupe : ils ont un idéal dont on voit facilement les affinités avec l'idéal chrétien.

Cette conversation ne prenait pas la tournure qu'Ehrlich avait souhaitée. Il sentit le besoin d'affirmer sa façon de penser par une phrase d'un scepticisme presque dédaigneux :

— Il est bien certain, dit-il, que les grands élans de foi populaire sont à jamais brisés. Les événements récents ont bien prouvé la prédominance du sentiment national sur le sentiment religieux.

— En êtes-vous bien sûr, M. Ehrlich? dit Juliette gravement...

Il eut soudain l'impression d'avoir froissé la jeune fille et s'en repentit. Mais elle changea de sujet aussitôt :

— Ne voulez-vous pas entrer dans l'église pendant que sèche

mon estampage ? Vous n'avez pas encore vu sans doute les tapisseries de la Vie de la Vierge exposées depuis Noël.

Ehrlich fut heureux de cette diversion ; car il n'avait pas le courage de rompre l'entretien ; il eût voulu au contraire le prolonger indéfiniment pour mieux connaître Juliette. Bien qu'elle occupât si souvent sa pensée, il ne l'avait vue que deux fois et ignorait tout de son caractère. C'était comme un paysage que l'on aime, dont on connaît l'ensemble, mais dont on ne saurait dessiner aucune partie ni décrire aucun détail.

Juliette fit quelques pas dans la nef sonore et s'agenouilla sur une natte, tandis qu'Ehrlich, son képi à la main, n'osait faire un mouvement. Il craignait d'effacer par un geste imprudent cette minute exquise. Dès la première rencontre, elle lui avait plu; elle avait tenu à son insu une place de plus en plus grande dans sa vie. N'était-ce pas par hantise inconsciente de la retrouver qu'il acceptait avec tant de zèle de se consacrer à l'Alsace? N'était-ce pas ce même mobile qui le faisait renoncer si facilement à la réalisation d'un rêve ancien?... N'était-ce pas elle encore qui remplissait sa pensée au point de rendre Paris désert et toute action hors d'Alsace insipide ? Il est dans la vie des instants qui ont la valeur d'un point d'orgue. Ils permettent en un seul accord, prolongé quelques secondes, de résumer toute une harmonie, avant de passer à un rythme nouveau. Pendant la brève prière de Juliette, Maurice Ehrlich eut brusquement conscience de son amour ! Il se sentit détaché de son passé, prêt à tout recommencer sur d'autres bases.

Juliette fit un signe de croix rapide et se releva, tandis qu'il restait gauche, ému, stupide, paralysé par la peur de déplaire. Elle reprit tranquillement son rôle de cicérone bénévole, en montrant du doigt les deux roses au-dessus du portail Sud :

— J'ai passé de longues heures à copier ces vitraux où se retrouve, presque dans les détails, une des compositions de l'*Hortus Deliciarum*. C'est une comparaison mystique entre les sacrifices de l'ancienne et de la nouvelle loi. Je me suis appliquée à peindre ces figures étincelantes jusqu'à les voir la nuit tapisser mes paupières. Moïse, Abraham, le chandelier à sept branches, l'agneau de l'innocence, le bouc du péché... J'aime l'expression du Christ bénissant... Mais nous sommes entrés pour voir la « Vie de la Vierge »... Et son doigt désignait main-

tenant les quatorze tapisseries suspendues entre les piliers à la hauteur du triforium.

— C'est encore à mon oncle, dit Juliette, que revient l'honneur d'avoir découvert leur véritable origine. Personne avant lui n'avait remarqué que des cartons datant de 1739 ne pouvaient être l'œuvre de Pierre Damour mort en 1610. Je suis venue si souvent les regarder que je pourrais les décrire de mémoire. Je me souviens combien, lorsque j'étais petite fille, j'aimais à me faire raconter cette histoire de la Vierge Marie ; je préférais cela à tous les contes et j'imaginais naïvement les scènes telles qu'elles sont représentées ici. Maintenant j'avoue que je préfère à toute cette richesse l'humble décor traditionnel de nos Évangiles. N'êtes-vous pas de mon avis ?

Ehrlich répondait à peine et les phrases aussitôt prononcées, il les trouvait plates et banales. Il eût voulu décrire ses sensations, montrer qu'il éprouvait aussi quelque chose... Mais les mots ne venaient pas. Juliette était fine : elle s'aperçut bien de son trouble, mais elle l'attribua à une autre cause. Elle s'arrêta soudain toute décontenancée.

— C'est vrai, dit-elle... j'oubliais, vous ne pouvez pas ressentir ici les mêmes choses que moi... je vous demande pardon.

Maurice crut qu'il allait protester de tout son cœur contre cette parole, mais il ne balbutia que quelques mots inintelligibles en regardant fixement danser les poussières mauves dans un rayon de soleil.

Ils sortirent de l'église sans parler davantage et Juliette se mit à détacher doucement, à l'aide d'une lame de couteau, le moulage du *graffito*. La feuille céda comme un emplâtre avec un bruit mou découvrant le dessin en creux. Deux petits personnages en costume du XVIe siècle, culotte bouffante et robe à volants, se donnent la main.

— N'est-ce pas qu'ils sont touchants ? dit Juliette de nouveau rieuse : ce sont des fiancés et voici la date très lisible... MILLE... QUINZE CENT... QUATRE-VINGT ONZE, puis cette jolie inscription :

Gott und dein
Will ich ewig sein (1).

Maurice regarda Juliette comme elle prononçait le petit

(1) A Dieu et à toi
Je veux être éternellement.

dicton, et il lui sembla qu'une nuance d'un rose plus vif colorait ses joues. Alors il lui vint une audace inouïe. Les yeux dans ses yeux, il répéta comme un écho :

Will ich ewig sein...

A ce moment, le palier du portail fut envahi par une meute de touristes, qui, pendant les douze coups de midi, venaient d'admirer les automates de l'horloge astronomique : les « quatre âges de la vie » qui défilent devant la mort, et le coq de saint Pierre qui bat des ailes en lançant par trois fois son cri enroué.

Les deux jeunes gens furent brusquement séparés, et, lorsqu'Ehrlich se retrouva seul quelques instants plus tard, il demeura songeur près du mur aux *graffiti*. Que n'eût-il pas donné pour lire une promesse ou un simple présage dans les mots inscrits là par deux amoureux trois cent trente ans auparavant !

***

Ehrlich se sentait naïvement heureux d'être enfin installé dans sa maison du quai Saint-Nicolas. Il lui semblait maintenant n'avoir jamais éprouvé cette sensation d'être chez soi. Chaque détail évoquait en lui les rêveries des heures d'enfance, chaque meuble était un monde mystérieux dont il avait fait le tour ; il y avait le coin où l'on se cognait et la charnière qui mordait. Il se souvenait d'avoir passé sous le grand bureau du cabinet de travail sans se baisser beaucoup, et de s'être caché tout entier dans le panier à papier. C'était bien là sa maison, tous les endroits où il avait logé n'étaient que des campements peuplés d'objets hostiles, et il faisait peu de différence entre son petit appartement de la rue de Provence où il avait vécu toute sa jeunesse et les innombrables abris blindés et cagnas boueuses où s'étaient écoulées les heures de guerre.

Mais la véritable raison de l'attachement qu'il éprouvait pour sa maison c'est qu'elle lui donnait l'occasion de revoir plus souvent Juliette. Il ne cherchait plus à se faire illusion sur la nature du sentiment qu'il éprouvait pour elle : il attendait seulement l'occasion de le lui avouer. Il montait maintenant souvent le soir passer quelques instants chez son locataire où il était sûr de recevoir le plus amical accueil. L'archéologue, coiffé d'un haut bonnet de fourrure comme

ceux des vieux paysans, était généralement assis près du poêle, un in-folio à la main et dictait à Juliette quelque texte difficile, ou bien au contraire c'était Juliette qui faisait une lecture à haute voix. Ehrlich entrait à présent familièrement sans sonner, s'excusait pour la forme et dépliait *le Temps* en s'installant sous la lampe. Puis il échangeait avec le vieillard quelques propos sur les questions d'actualité dont le Traité de paix fournissait un inépuisable thème. Juliette ne paraissait pas s'émouvoir de la présence de Maurice; elle souriait de temps à autre, parlait de choses indifférentes et ne fit jamais aucune allusion à leur rencontre dans la cathédrale, bien que son oncle achevât précisément de corriger avec elle les épreuves de son étude sur les *graffiti*. Parfois le vieillard fatigué s'endormait dans un fauteuil. Alors Ehrlich regardait Juliette avec cette expression tendre qui la troublait tant; elle posait son livre ou sa plume et rougissait sans oser lever les yeux. Ils en étaient à cette phase si douce de l'amour inavoué avec lequel on joue comme avec un enfant câlin. Ehrlich vivait maintenant dans l'attente de cette heure de félicité par laquelle se terminait sa journée. De temps à autre, pour ne pas paraître indiscret, il s'imposait la pénitence d'une soirée au Commissariat ou chez sa tante Mélanie. Il se plaisait alors à penser à Juliette; elle l'attendait peut-être, elle écoutait le moindre craquement du vieil escalier de chêne dans l'espoir de reconnaître son pas. Elle l'aimait, il en était sûr; il y a des intuitions qui ne trompent pas. Il s'enhardit, chercha à s'approcher d'elle, à lui prendre la main, mais elle recula aussitôt. Il eut la sagesse de ne pas insister, bien qu'il eût peine à paraître calme. A partir de ce jour, Juliette fut moins gaie : quelque chose avait rompu le charme et elle pressentait qu'un conflit inévitable allait sans doute mettre fin à ce rêve.

Jean Rosen n'habitait plus chez Wetzel. Il s'était installé dans le « Quartier des Quinze, » non loin des cités ouvrières, et il passait d'ordinaire toutes ses soirées au cercle ouvrier du port du Rhin qu'il venait de fonder. Mais fatalement, un soir où il serait libre plus tôt que de coutume, il viendrait chez l'oncle et s'étonnerait de la présence d'Ehrlich. Juliette le savait si bien, et cette crainte lui devenait si insupportable que ce fut presque un soulagement quand l'événement se produisit. Un samedi vers neuf heures du soir, Ehrlich se trouvait à la

table de famille lorsque l'abbé Rosen parut. Il eut, comme Juliette s'y attendait, un imperceptible mouvement de surprise en apercevant Ehrlich familièrement assis un journal à la main.

— Jean... tu ne reconnais pas M. Ehrlich? dit Wetzel, Voilà ce que c'est! Tu passes tout ton temps chez les débardeurs et tu perds contact avec nos habitudes!... Nous n'en avons pas moins de bonnes petites soirées sans toi!

Maurice et Juliette essayèrent de rire.

— Je vous en prie n'interrompez rien pour moi, fit le jeune prêtre, je viens me chauffer un peu et voir Juliette. — Puis s'adressant à Ehrlich : — Vous faisiez je crois une lecture?

— Oui, nous lisions un article sur le futur régime de l'Alsace-Lorraine. Il préconise l'assimilation aussi rapide que possible au régime des autres départements français.

— Je sais que ces idées sont les vôtres, répondit Jean Rosen en souriant. Vous ne l'avez pas caché l'autre soir. Mais vous ne m'en voudrez pas de ne pas les partager. Il ne faut pas prendre en mauvaise part notre attachement à nos libertés et à nos institutions régionales. La France perdrait autant que nous à les supprimer.

— Comment l'entendez-vous? demanda Maurice.

— Parce qu'elle détruirait cette pépinière d'hommes d'État et de grands chefs d'industrie qu'est depuis si longtemps notre province. Relisez dans vos papiers de famille l'histoire de vos propres ancêtres, et admirez par quelle sage préparation ils étaient initiés à l'administration des affaires publiques. Après avoir débuté dans les charges subalternes, ils siégeaient successivement dans les différents conseils dont les compétences étaient de plus en plus étendues. Aussi, quand ils étaient arrivés au sommet de notre administration, quelle connaissance intime des hommes et des intérêts dont ils avaient la charge! Comme ils savaient peser exactement le pour et le contre de chaque décision et en prévoir les dernières conséquences! Et quand ils sont restés en Alsace, après l'annexion, avec quelle habileté et quelle ténacité ils ont lutté contre la domination allemande! Faut-il vraiment renoncer à de telles compétences?

— Sans doute l'organisation départementale que Napoléon a donnée à la France ne favorise pas les traditions régionales, ni les fortes individualités qui en sont le fruit, répondit Ehrlich,

mais elle permet à Paris d'être le cerveau de la France, de coordonner la vie des provinces, de créer l'unité morale du pays.

— Vous voulez, continua Jean Rosen, soustraire à notre compétence, non seulement sur bien des points la surveillance de nos intérêts, — nous vous les abandonnerions à la rigueur, — mais encore le droit de trancher ces conflits intimes dans lesquels l'homme tout entier est engagé, quand il s'agit du régime de l'école à laquelle il confie ses enfants. Tout serait soumis à des bureaux lointains, inaccessibles; les décisions seraient prises dans des ministères de Paris où l'on ne connaît ni notre tempérament ni nos traditions. Est-ce que l'uniformité mérite d'être achetée à un tel prix? Ne pouvons-nous pas rentrer dans cette nation française qui est notre sang et notre chair sans nous soumettre à une armature politique qui nous opprime? N'avons-nous pas suffisamment prouvé notre attachement à la France, et ne pouvons-nous pas lui appartenir sans lui sacrifier nos libertés?

— C'est précisément ce sacrifice qu'on vous demande, répondit Ehrlich. L'uniformité est la caractéristique de notre régime, et permettez-moi d'ajouter que si le Gouvernement français voulait mettre à l'épreuve le régionalisme, ce n'est pas dans nos provinces de l'Est qu'il en ferait la redoutable expérience.

— La défiance dont nous sommes l'objet est tristement significative, reprit le prêtre avec amertume. Est-ce bien la récompense que méritait un demi-siècle de fidélité au souvenir de la France?

Le ton de Jean Rosen était nettement agressif et Maurice s'apprêtait à répondre de même, lorsqu'il rencontra les yeux suppliants de Juliette; il se contint donc, mais se leva et prit congé, laissant ses hôtes finir la veillée dans un silence gêné.

Rentré dans son appartement, il arpenta longtemps de long en large la pièce sombre, ancien cabinet de travail de son père et maintenant le sien. Son pas rythmé faisait tinter dans leur vitrine les porcelaines de Hannong et osciller les portraits. L'heure de l'examen de conscience était sonnée. Il aimait Juliette d'un amour complet, non seulement physique, mais moral. Il voulait qu'elle partageât ses idées et ses sentiments. Il voulait qu'elle fût toute à lui, une partie de lui-même. Jamais encore il n'avait songé à se marier et aucun de ses nom-

breux projets d'avenir ne comportait celui-là. Il n'avait eu que du mépris pour ce médiocre procédé de chercher le bonheur. A présent, il ne pensait plus de même, puisque son nouvel amour ne pouvait avoir d'autre issue. Il consacrerait sa vie entière au bonheur de Juliette, si elle consentait à se donner sans réserve. Combien d'obstacles le séparaient encore de ce rêve? Il osait à peine les envisager, mais la droiture de son caractère lui rendait insupportables les situations mal définies. Il se rendait compte maintenant qu'il ne pouvait continuer plus longtemps vis à vis de cette jeune fille un jeu inégal dont il était seul à connaître le danger. Puis son imagination s'exaltait. A tout prix, il fallait soustraire Juliette à l'influence de son frère, à cette atmosphère étouffante de cléricalisme borné dont les étroites idées politiques s'opposaient aux siennes; il fallait vaincre une série de sots préjugés, détruire en elle cet esprit de petite provinciale pour qui rien n'existe en dehors de son Alsace, de sa famille, de son église.

Mais comment agir ainsi sur elle? Comment même continuer à la voir après l'absurde scène qui venait d'avoir lieu? Comment se faire agréer dans un milieu si nettement hostile à ses idées? Ehrlich ne méconnaissait pas les difficultés contre lesquelles il était résolu à lutter. Un instinct secret lui faisait pressentir un allié dans la place en la personne du vieux Wetzel, et il prit tout à coup, avec cette soudaineté et cette violence des indécis, la résolution de se confier à ce vieil ami de son père qui ne pouvait le trahir.

Dès le lendemain, Maurice se rendit au Palais Rohan. Au moment où il arrivait, il rencontra l'archéologue qui sortait.

— Vous avez à me parler, dit celui-ci, je vous emmène : j'ai justement besoin d'un compagnon. Vous venez avec moi jusqu'à Achenheim, où je dois photographier un foyer moustérien dans le loess. Vous ne savez pas ce que c'est que le moustérien? Je parie que vous ne savez même pas ce que c'est que le loess... Je vais vous expliquer cela dans le tramway. Tenez, vous serez gentil de porter l'appareil... En route!

Bon gré, mal gré, Ehrlich dut subir la volonté de l'étonnant petit vieillard. Ils montèrent ensemble dans un tramway de la place Kléber qui les conduisit bientôt au pied des collines de Hangenbieten, région la plus pittoresque des environs de Strasbourg. Ehrlich n'avait guère le temps de se promener hors

ville et ne voyait le renouveau que dans le jardin de sa tante. Ici les arbres fruitiers enchâssaient chaque maison en guirlandes de fête, les jeunes houblonnières dressaient leurs mâtures pareilles à des vaisseaux pavoisés et les insectes bourdonnaient comme au cœur de l'été.

Ehrlich cherchait une périphrase pour aborder son sujet tout en suivant l'ornière d'un petit chemin, lorsque Wetzel dit tout à coup :

— Maintenant, vous pouvez y aller, jeune homme ! Je pense que ces images de printemps sont en harmonie avec ce que vous avez à me dire !

— Comment pouvez-vous deviner ?...

— Oui ! oui ! J'ai beau être vieux, sourd, aveugle, je ne suis pas encore complètement gâteux, que je sache ! Je ne dors pas toujours parce que j'ai les yeux fermés, hein ! Allons, mon garçon, ne vous troublez pas tant ! Vous faites la cour à ma nièce ! C'est de votre âge et ce n'est pas un crime.

Devant cette brusque attaque Maurice ne cherchait pas à dissimuler son trouble.

— Puisque vous m'épargnez la peine de vous avouer un sentiment que je ne crois pas honnête de vous cacher plus longtemps, puis-je au moins espérer que vous y serez favorable ?

— Favorable ! Favorable ! Comme vous y allez ! Il faut d'abord que je sache ce qu'en pense Juliette.

— C'est évident !

Ehrlich avait trop de délicatesse pour ajouter qu'il ne doutait guère de l'assentiment de Juliette, mais il le pensait si visiblement que Wetzel lui prit le bras et lui dit d'un ton très grave :

— Je vous en prie, ne vous montez pas la tête... ne croyez rien d'avance. Vous ne connaissez pas ma nièce ; elle n'est qu'une enfant, mais n'oubliez pas qu'elle ressemble à sa mère.

— Eh bien ?... Je ne saisis pas.

— A son âge ma sœur était au couvent... Elle a hésité quinze années entre le cloître et le mariage, et le mari qu'on lui proposait était catholique comme elle.

— Je sais, dit Ehrlich, ma religion peut être un obstacle, mais les mariages mixtes ne sont-ils pas fréquents ?

— Moins qu'on ne le dit et souvent malheureux ; cela serait en tout cas le premier chez les Rosen ou les Wetzel.

— Mais sauf cela, dit Ehrlich qui tenta de défendre sa cause, il me semble que je représente ce qu'il est convenu d'appeler un bon parti. Vous avez connu et aimé mon père. Je ne crois pas avoir démérité de l'estime en laquelle vous semblez tous tenir ma famille.

Ils suivaient le chemin à mi-côte. On apercevait sur la gauche la haute falaise jaune taillée à vif dans la colline de loess.

Il y eut un long silence.

— Puis-je savoir, dit enfin Ehrlich, ce qu'on me reproche?

— Rien, grogna Wetzel avec brusquerie, on ne vous reproche rien, vous n'avez encore rien fait.

Il s'arrêta pour examiner à son aise le talus du chemin, puis dit tout à coup :

— J'entends dire que vous allez vous mêler de politique.

Ehrlich eut un sourire.

— Déjà. On vous a déjà dit cela! Je ne puis nier que j'ai cette intention en effet.

— Vous connaissez ce parti catholique populaire nouvellement formé?

— Celui qui a pour organe l'*Elsässische Volksstimme*?

— Précisément! Vous savez quel est le principal rédacteur de ce journal?

— Je ne m'en doute pas.

— Mon neveu, Jean Rosen!

La figure d'Ehrlich exprima la surprise.

— Jean..., l'abbé Rosen! Mais ce journal est de langue et de sentiments allemands.

— Arrêtez! C'est là justement le point. Ce journal est de langue allemande, puisque ses lecteurs ne savent pas le français, mais il n'est pas allemand.

— Il est en tout cas d'un régionalisme farouche, pour ne pas dire plus.

— Je ne me suis jamais occupé de politique alsacienne, mais je crois que vous avez tort de méconnaître l'importance du conflit actuel... il est grave...

— J'ai peut-être des opinions qui ne sont pas celles des Rosen ni même celles de ma famille, dit Ehrlich avec une fermeté qui l'étonna lui-même, mais cela n'a rien à voir, il me semble, avec mes sentiments au sujet de Mlle Rosen.

Wetzel s'arrêta net et fixa Ehrlich dans les yeux.

— Mon cher enfant, j'ai pour vous une affection véritable et qui date de loin. Je sais très bien ce que vous éprouvez. Je n'ai pas toujours été un vieil imbécile amoureux d'Epona ou d'Herrade de Landsberg! Votre cas m'intéresse doublement, mais je veux avant tout le bonheur de ma nièce. Je vais donc tenter de tirer l'affaire au clair, tant auprès de mon beau-frère qu'auprès de sa fille. Mais je le ferai à mon heure : cela durera peut-être plusieurs semaines, je vous en préviens, et pendant ce temps vous allez vous tenir tranquille! Je ne veux plus vous voir chez moi, ni rien savoir de vous! Je compte sur votre loyauté pour ne pas chercher à revoir Juliette jusqu'à nouvel ordre. Est-ce promis?

— Je vous le promets, dit Ehrlich, bien que cette condition me soit dure.

— Maintenant, laissez-moi vous donner un conseil. Vous ne le suivrez pas, je le sais, mais je vous le donne quand même : ne vous mêlez de politique que lorsque vous connaîtrez bien l'Alsace.

Rien ne pouvait être plus sensible à Ehrlich que d'entendre mettre en doute sa connaissance de l'Alsace. Donc lui aussi, le bon Wetzel, le traitait de « revenant. » C'était cela au fond le véritable obstacle à son mariage avec Juliette Rosen! Comment leur expliquer à tous que ses opinions représentaient l'avenir, qu'il était Alsacien au même titre qu'eux et que l'Alsace de demain penserait comme lui? Il se sentait énervé, mal à l'aise, prêt à discuter âprement son point de vue, mais il y renonça aussitôt, tant il craignait de compromettre sa cause.

Déjà Wetzel reprenait avec le ton doctoral qui lui était cher une savante dissertation : — Nous voici devant le grand profil paléolithique du loess d'Hangenbieten. Voyez ces bandes de terre brune qui se superposent horizontalement. Elles représentent la couche végétale interglaciaire entre deux dépôts de loess. Nous y trouvons les foyers de l'homme primitif. Le chasseur de mammouths d'il y a vingt mille ans a fait rôtir ses aliments et réchauffé ses membres à ces foyers dont vous voyez ici la trace. Ces petites cavités encore très visibles étaient destinées à protéger le feu contre le vent de la plaine. De grosses molaires de mammouth, qui sont ici à demi calcinées, servaient de supports pour les quartiers de viande. Tout autour

voici les débris du repas, mêlés à des os d'éléphant, de cheval sauvage, de lion, d'hyène. Songez que vous avez là sous les yeux le premier foyer humain, base de toute civilisation, noyau de tout groupement social, songez...

Ehrlich songeait surtout qu'il n'obtiendrait rien de plus de son compagnon et, s'efforçant de se contenter de la promesse qui lui avait été faite, il montra une bonne humeur méritoire, sinon sincère, pendant le reste de la promenade.

*
* *

Juliette aidait de tout son cœur son oncle, dont la vue baissait sensiblement depuis quelque temps. Elle lui rendait tant de services qu'il ne pouvait se priver d'elle et qu'il réclamait sa présence à tout propos. Elle devait revoir de près les épreuves de tous les articles, car le vieillard laissait maintenant passer des erreurs que son esprit précis n'eût pas tolérées jadis, tant le retour de l'Alsace à la France et plus encore la publication imminente de l'*Hortus Deliciarum* ébranlaient rudement ses soixante-quinze ans. Mais elle eût voulu, suivant l'exemple de son frère, consacrer plus de temps aux œuvres charitables. Souvent elle enviait la vie toute de dévouement menée par ses amies ou contemporaines telles que les petites Beyerlé. Odile, bien que fiancée, ne manquait pas un jour de faire son cours de français aux jeunes ouvrières et de diriger son ouvroir; quant à Marthe, elle s'y consacrait entièrement. Malgré les nombreuses coteries sociales ou confessionnelles de la société restreinte de Strasbourg, les jeunes filles avaient souvent l'occasion de se rencontrer. Juliette avait d'abord trouvé les deux sœurs Beyerlé un peu ennuyeuses et peu liantes. La différence de religion était sans doute pour beaucoup dans ce manque d'intimité; il y avait peut-être aussi une différence de tempérament. Les quelques gouttes du sang de la Haute-Alsace que Juliette tenait de sa mère suffisaient à la rendre plus gaie, plus spontanée, plus méridionale, si l'on peut dire, et accusaient son contraste avec la timidité un peu compassée des Beyerlé. Mais par un sentiment que Juliette analysait mal, elle se sentait maintenant attirée vers Marthe et Odile, surtout vers Marthe, plus affectueuse et plus simple. Juliette prenait intérêt presque malgré elle et sans s'en rendre bien compte à tout ce qui de près ou de loin touchait à la personne

de Maurice Ehrlich. Tout en faisant à la loupe de fines retouches aux ors de la tiare de la Vierge dans la composition de l'*Église*, elle revoyait Ehrlich, debout près du poêle dans la bibliothèque, lui disant à propos de la procession de Geispolsheim : « J'irai pour vous y voir. » Juliette n'avait sur le moment prêté aucune attention à ces paroles, mais à présent elle se plaisait à les répéter.

Elle frotte doucement à la pointe sèche les contours de la tiare ciselée de la Vierge. La Reine du ciel est assise sur un trône, entourée des filles de Jérusalem, au centre de la nef d'une construction romane à deux étages, surmontée d'un toit triangulaire et flanquée de deux tours crénelées. Dans les nefs latérales sont assis d'un côté les laïques, dont le premier est un roi, et de l'autre les ermites et les recluses. A l'étage supérieur sont rangés des apôtres, des papes, des évêques, des religieux. Sur le faîte combattent des anges et des démons; par la porte d'une des tours sort Isaïe, par l'autre David. Cette image de l'Église est telle que la décrit Herrade de Landsberg dans le chapitre où elle interprète le Cantique des Cantiques : « l'Église fille de Dieu, amante du Christ, mère des hommes! »

Cette évocation toute byzantine rehaussée de couleurs éclatantes brille comme un vitrail, mais Juliette ne parvient plus à y fixer son attention. Elle a besoin de toutes ses forces pour chasser l'image obsédante de Maurice Ehrlich; et, lorsqu'elle y réussit, elle se sent le cœur vide et uniquement altéré de sacrifice et de dévouement. Certes, la vie qu'elle mène est trop égoïste, trop uniquement vouée à sa propre culture intellectuelle. Elle souffre d'indigence morale. Elle se doit non seulement aux pauvres pour lesquels elle fait si peu, mais aussi à d'autres qui ne sont pas précisément des pauvres : les humbles qui sont pauvres d'esprit et qu'il est si facile d'enrichir par le simple don de soi... Qu'a-t-elle fait jusqu'ici pour ceux-là?... Rien! Marthe Beyerlé lui a montré plusieurs fois la véritable voie, mais elle n'a pas voulu comprendre. Parlant de son ouvroir, Marthe a dit : « Parmi mes protégées, il y a quelques jeunes filles catholiques dont tu devrais bien te charger : je suis peu de chose pour elles en dehors des leçons de grammaire et de couture. »

Oui... c'est bien cela, Juliette sait que c'est cela qu'elle doit faire : se dévouer, ouvrir son cœur, connaître d'autres âmes.

Désormais elle ira tous les jours au « Foyer français » où travaillent Marthe et Odile, elle groupera les ouvrières catholiques, fera pour elles des cours spéciaux, tentera de les comprendre, de mettre un peu d'idéal dans ces existences laborieuses. Mais est-elle digne d'une si grande mission, est-elle assez fervente? Depuis quelque temps elle se sent faible, lâche, elle est incapable de résister à des tentations mauvaises, par exemple ce désir de revoir Maurice Ehrlich... Le seul fait qu'elle n'ose pas l'avouer à son frère lui prouve que cette préoccupation est excessive, coupable peut-être... Elle se promet de chasser cette pensée...

Juliette secoue le vélin pour enlever les fines poussières d'or qu'elle vient de gratter avec tant de soin. Maintenant elle rehausse d'un peu de carmin les grandes onciales du texte. Sous son pinceau trempé de sang, les beaux versets s'alignent tout remplis d'amour humain...

« Te voilà belle, ma grande amie, lève-toi et t'en viens, car voici l'hiver passé, la pluie s'en est allée.

« Les fleurs paraissent sur la terre, le temps des chansons est venu et la voix de la tourterelle a déjà été ouïe.

« Tu es toute belle, ma grande amie, tu m'as ravi le cœur par l'un de tes yeux et par une tresse de ta tête.

« Ma sœur, mon épouse, tu es un jardin fermé, une source close, une fontaine cachée...

« Lève-toi, bise, et souffle, vent du midi. Que mon Bien-Aimé vienne dans son jardin. »

Juliette avait lu et traduit souvent ce texte et le commentaire mystique qui l'accompagnait. Elle en avait saisi la poésie intense et le symbole caché, mais pour la première fois ce soir-là ses yeux se voilèrent de larmes.

* * *

Dès le lendemain, un dimanche, Juliette s'arrangea pour rencontrer Marthe à la sortie de l'office luthérien de l'église Saint-Pierre le jeune. Elles entrèrent pour causer dans le petit cloître où chante un jet d'eau parmi le lierre. Des oiseaux s'enfuirent entre les ogives tribolées au bruit des pas sur les dalles. Juliette expliqua tout de suite son projet à Marthe. Elle commencerait par assister aux séances de l'ouvroir, se mettrait au courant de son mieux, puis s'occuperait spécialement des jeunes

filles catholiques. Marthe, toujours si calme, eut un élan de joie.

— Comme c'est bien, Juliette, comme tu es bonne, comme je suis heureuse de t'avoir suggéré cette idée! Nous commencerons tout de suite. Il te faudra donner des leçons de français par la méthode directe... Tu ne la connais pas? Tu l'apprendras très vite. Tu feras d'abord des lectures à haute voix pendant le travail, des méditations en allemand et en français, puis des visites dans les ménages. Tu apprendras à connaître ces familles si pauvres, si méritantes. Tu verras comme on est heureux quand on a fait un peu de bien.

Et Marthe embrassa Juliette toute gagnée par cet enthousiasme.

Elle n'avait plus de doute sur la cause de l'inquiétude qui la troublait depuis quelque temps. Instruite, cultivée, elle recevait tout et ne donnait rien; on pratiquait autour d'elle l'apostolat social et elle n'y participait pas. Pourquoi ne s'être jamais associée aux œuvres de son frère Jean? Elle n'y avait pas songé et lui-même n'insistait pas. Sans doute voulait-il laisser agir la grâce.

Juliette tint parole et se rendit régulièrement à partir de ce jour au « Foyer français » de la rue des Frères. Elle fit de louables efforts pour s'initier aux mystères de la méthode directe fort en faveur : « Ouvrez la porte. — Fermez la porte. — J'ouvre la porte. — Qui l'ouvrira? — La porte ne s'ouvre pas. » Le prétexte de la leçon de français est excellent, n'effarouche point et permet le prosélytisme sous toutes ses formes. Les résultats obtenus par Marthe étaient fort encourageants et Juliette l'imitait de son mieux.

Bien que très absorbé par sa double existence de professeur et d'apôtre, Jean Rosen s'aperçut bientôt d'un changement dans les habitudes de sa sœur et s'en inquiéta. Juliette elle-même ne savait pas jusqu'à quel point elle était sincère vis à vis de lui lorsqu'elle lui affirmait se sentir heureuse ainsi. Elle résolut de se confier à sa nouvelle amie, Marthe. L'intimité des deux jeunes filles croissait à la faveur du travail en commun. Juliette choisit un jour où Marthe paraissait plus expansive que de coutume. Elles suivaient ensemble l'avenue de la Robertsau, puis l'allée plantée de platanes en bordure de l'Orangerie.

— Marthe! je vais te poser une question qui me tient à cœur;

si tu as de l'amitié pour moi, je te prie de n'y point attacher d'importance et de l'oublier aussitôt.

Marthe sourit doucement :

— Tu sais bien que je reçois chaque jour, à l'ouvroir, des confidences que je ne trahis jamais.

Juliette était trop franche pour biaiser :

— Je voudrais savoir ce que tu penses, ce qu'on pense autour de toi de ton cousin Maurice Ehrlich.

Marthe rougit légèrement; néanmoins elle répondit aussitôt :

— Maurice Ehrlich est un excellent garçon plein de cœur et de dévouement que nous aimons beaucoup. Ma tante l'estime infiniment d'être revenu en Alsace alors qu'il pouvait vivre à Paris.

— Je sais, mais je me place à un autre point de vue; quels sont ses sentiments religieux ?

Marthe hésita, visiblement embarrassée :

— Je ne puis rien dire, il n'en parle jamais.

— N'a-t-il pas quelquefois des discussions politiques ?

— Oui, souvent, et mon père et lui ne sont pas toujours d'accord.

— A-t-il l'intention de faire de la politique active?

— Il le dit, je crois même qu'il posera sa candidature aux élections d'automne dont tout le monde parle déjà.

Un nuage passa sur le visage de Juliette.

— C'est ce que je craignais tant, dit-elle à voix basse.

Marthe regardait sa compagne avec surprise, mais ne posa aucune question. Elles firent quelques pas dans un silence gêné.

— Encore un mot, Marthe, puis nous parlerons d'autre chose ! Si tu devais te marier, pourrais-tu épouser un homme professant une autre religion que la tienne ?

De nouveau Marthe hésita avant de répondre.

— Cela dépend, dit-elle enfin, on peut être de religion différente et cependant sentir de même. C'est, il me semble, plutôt une question de sentiment qu'une question de dogme. Il faut, avant tout, pouvoir partager la vie spirituelle de celui qu'on aime.

— Oui, c'est bien cela, dit Juliette en soupirant, je pense comme toi, mais c'est quelquefois dur de régler sa conduite sur ses pensées.

Il y eut un nouveau silence.

— Tu oublieras, Marthe ?

— C'est oublié !

Sous les platanes qui faisaient peau neuve, les deux jeunes filles s'embrassèrent.

*
* *

Juin s'appesantissait sur la ville en une accablante chaleur. Un vent chargé d'humidité chaude entretenait dans la vallée du Rhin une atmosphère d'étuve propre à dissoudre toutes les énergies physiques et morales. Maurice souffrait de fréquentes insomnies, ouvrait ses fenêtres malgré l'invasion des moustiques, et se retrouvait le lendemain les nerfs exaspérés et la tête vide. Souvent, le soir, laissant sa tante et ses cousines dans le jardin étouffant, il s'en allait errant dans la plaine maraîchère de Schiltigheim, trop content de s'égarer un peu loin dans la campagne afin de retarder l'heure de rentrer chez lui. Il était malheureux, il n'aurait pas cru pouvoir souffrir autant. Son seul soulagement était de penser à de récents, mais très chers souvenirs, premières étapes de son amour : son arrivée à Strasbourg, la soirée de Noël, la visite de la cathédrale. Il évoquait souvent la silhouette de Juliette en costume d'Alsacienne. Elle lui plaisait ainsi. Il se souvint que sous ce costume un jour elle lui avait parlé de la Fête-Dieu et de la procession de Geispolsheim. Elle y serait sans doute ; pourquoi n'irait-il pas là ? Cette idée lui rendit courage et il s'informa, sans avoir l'air d'y attacher d'importance, de la date de la fête. Il s'en repentit, du reste, car sa tante, anxieuse de procurer à son neveu une distraction, proposa aussitôt de se rendre en famille le 22 juin à Geispolsheim pour voir défiler la procession du Saint-Sacrement si particulièrement pittoresque. Maurice eût bien préféré y aller seul. Il dut cependant se résigner, pour ne pas provoquer d'embarrassantes questions, à se laisser accompagner par sa tante et par ses cousines.

Quand ils arrivèrent à Geispolsheim, l'office s'achevait. Ils restèrent discrètement près de la porte d'entrée, les yeux perdus dans l'obscurité. Mais bientôt ils purent distinguer la décoration simple de cette église de campagne. Des branches de hêtre, encore toutes chargées de leurs feuilles printanières, étaient fixées au sol et formaient dans la nef une allée sous bois au fond de laquelle les cierges, dans le chœur très sombre, appa-

raissaient comme des constellations. Ehrlich cherchait Juliette parmi la foule des femmes en prière, mais il ne vit rien qu'une volée de nœuds rouges qui battaient comme de grandes ailes à chaque tintement de sonnette. Bientôt la messe s'achèva et les trop nombreux curieux coururent se placer sur un petit tertre d'où l'on voit sortir la procession.

Les portes de l'église s'ouvrent et quelques enfants de chœur apparaissent les yeux clignés sous le grand soleil. Derrière eux, dans la pénombre, sous le porche, la procession se forme. Voici des petites filles vêtues de costumes de bergères : jupes de mousseline, corselets en satin brodés d'or, houlettes et grands chapeaux de paille enrubannés. Il faudrait pour les décrire la plume d'Honoré d'Urfé. L'une d'elles, la plus sage sans doute, porte une bannière ; elles s'éloignent en chantant. Voici maintenant de grandes statues, portées par des jeunes filles aux coiffes rutilantes. La Vierge Marie, drapée d'or par un imagier du XVIIe siècle, passe la première, montée sur les robustes épaules de quatre Alsaciennes fraîches et souriantes. Dans le nimbe de lumière, ce groupe évoque des souvenirs païens. D'autres statues, d'autres bannières, défilent sur le chemin jonché de fleurs, précédant le dais du Saint Sacrement que paysans et paysannes suivent sur deux rangs. Les femmes portent toutes des bonnets ornés de nœuds ou de simples coques rouges, des fichus croisés et des tabliers de soie. Bien prises dans leur corsage de soie bleue ou verte et dans leur jupe aux reflets mordorés, elles ressemblent à de grands scarabées secouant leurs élytres au milieu de la poussière de la route. Les hommes viennent ensuite. Jeunes ou vieux ils égrènent chacun entre les doigts un long chapelet, et le bourdonnement de leur voix résonne lorsque les chants cessent. Les jeunes gens portent encore le gilet court garni de boutons rouges et les vieillards des redingotes comme on en voyait en 1820.

Chaque détail contribuait à l'effet pittoresque dont Ehrlich eût voulu pouvoir jouir sans arrière-pensée, mais il éprouvait de nouveau une singulière sensation de dédoublement. Tandis que l'amateur de couleurs jouissait du moindre reflet de lumière sur la pierre rose ou des ombres vives des charpentes en colombages devant lesquelles la procession défilait comme une mouvante fresque, l'amoureux cherchait Juliette. Il n'était venu que pour elle et il s'impatientait de ne pas la voir. Il avait dévisagé

toutes les femmes à la sortie de l'église, puis pendant le défilé, et sa déception était si vive qu'il craignait d'en laisser paraître quelque chose et se tenait éloigné le plus possible de sa famille. Un certain malaise l'étreignait aussi devant cette population fervente qui formait un contraste presque pénible avec l'attitude irrespectueuse des curieux attirés par le seul attrait du spectacle pittoresque. Des photographes s'installaient avec leurs appareils et ne se découvraient même pas au passage du Saint Sacrement; des cyclistes, bousculant la foule, se hâtaient vers les reposoirs afin de prendre les meilleures places; des automobiles poussiéreux se frayaient un chemin en écrasant et en maculant d'huile le tapis de verdure. La gorge sèche et le cœur battant, Ehrlich changeait à chaque instant de place, honteux d'être confondu dans la masse des touristes indifférents.

Enfin, il crut reconnaître de loin le fichu, la jupe, les jolies petites coques de ruban rouge et le casque en dentelle d'or que Juliette portait le soir de Noël. Il eut à peine le temps de se convaincre que c'était bien elle, conduisant un chœur de petites filles en robes de mousseline, et déjà Juliette était devant lui, à portée de la main. Aussitôt, Maurice souhaita de disparaître et regretta d'être si lâche. Lorsqu'enfin il jeta vers Juliette un regard timide, il se rendit compte qu'elle passait sans le voir. Elle marchait dans une nuée de pétales de roses que ses compagnes jetaient à pleines mains; ses yeux étaient fixés sur la statue de la Vierge qui oscillait dans un nimbe doré en tête de la procession, et son visage exprimait ce ravissement douloureux qu'Ehrlich reconnaissait trop bien. Sous les paupières immobiles, le regard semblait tourné en dedans. On sentait l'âme absente, perdue dans une extase lointaine, comme si ce chemin fleuri conduisait vers des régions irréelles dont on ne revient pas.

Ehrlich resta longtemps paralysé par l'émotion. Déjà les chants s'élevaient autour du premier reposoir tout au bout de la rue. Les femmes s'agenouillaient dans la poussière, les hommes s'inclinaient très bas. Ehrlich apercevait encore très loin le nœud de Juliette, mais il ne fit aucun mouvement pour se rapprocher d'elle. Une pénible sensation de solitude au milieu de la foule l'envahissait. Il ne souhaitait plus rien que s'en aller. Tout à coup quelqu'un toucha sa manche. Il se retourna et se trouva devant Marthe un peu essoufflée, car elle venait de courir.

— Ma tante me charge de vous dire qu'elle vous attend pour partir. Elle est à l'entrée du village.

Mais tandis que Marthe parlait, sa voix tremblait un peu et Ehrlich crut lire dans son attitude une nuance de pitié. Avait-elle deviné la détresse de son cousin ? Prenait-elle ce prétexte pour s'approcher de lui ? Ehrlich, avec cette susceptibilité spéciale aux amoureux, le supposa et s'en fâcha. Il répondit d'un ton sec : « C'est inutile de m'attendre, je compte rentrer à pied, j'ai besoin de marcher. » Et comme Marthe ne bougeait pas il répéta : « Adieu, je vais rentrer à pied. » Alors leurs regards se croisèrent : celui de Marthe infiniment doux et triste, celui de Maurice dur et plein de colère.

Malgré la forte chaleur de midi, Ehrlich s'en fut par la route poudreuse. Il n'avait pas vu la Juliette aimée, mais une autre qu'il connaissait mal. Il commençait à comprendre certaines choses que lui avait dites le vieux Wetzel et il se sentait plus que jamais inquiet de son propre bonheur.

*
* *

Les chaudes journées se succédaient sans amener d'orage et le vieux Rosen ne se souvenait pas d'avoir jamais tant vu de poussière sur les vignes et de moustiques sous son toit. Assis le soir devant la grande fenêtre de l'atelier, les pieds sur un tas de copeaux aux couleurs tendres, il attendait le crépuscule pour mieux rêver. Derrière les Vosges, le soleil disparaissait rapidement et des escadrons de petits nuages violets prenaient d'assaut les principales crêtes, tandis que la buée bleuâtre montait du fond des vallons, laissant émerger, comme trois îles, les ruines des châteaux d'Ottrott. Ce décor mouvant se ressemblait chaque soir malgré son infinie variété, et chaque soir aussi Rosen le décrivait à mi-voix : « Érable, tulipier, bouleau de Suède, platane, loupe de noyer. » Il voyait son coucher de soleil tout découpé sur l'établi, et Juliette résignée ne cherchait point de diversion. Elle avait subitement décidé de rentrer à Saint-Jean. Lorsqu'elle annonça son départ à Marthe, celle-ci, si douce et calme, ne put retenir un mouvement d'humeur

— Et qui va s'occuper de l'ouvroir?... Les pauvres n'ont pas de vacances, Juliette !

Juliette rougit, fut embarrassée, mais n'osa donner la véri-

table raison de son départ. Peut-être l'ignorait-elle. C'était plutôt un malaise, le sentiment que seul le désir de revoir Ehrlich la retenait à Strasbourg. Elle lui savait gré de se tenir à distance, tandis qu'elle vivait dans l'attente de quelque événement merveilleux qui dénouerait la situation. Elle avait encore l'illusion juvénile que tout ce qui arrive doit être heureux. Mais bientôt l'idée de retourner à Saint-Jean s'imposa à son esprit, moins comme un impérieux devoir filial que comme un sacrifice nécessaire au destin. Elle partit sans finir de retoucher les planches de la publication de l'*Hortus Deliciarum*, sans achever son cours de français à l'ouvroir, sans dire adieu à son frère. Elle s'attendait à de vives protestations de l'oncle Ulrich, mais il savait à quoi s'en tenir : « Va-t'en, ma fille, va-t'en, je me passerai bien de toi, le grand air te fera du bien. Va cueillir des myrtils; tu m'en feras une tarte, quand je viendrai à Saint-Jean ! »

Et Juliette reprit auprès de son père son ancienne vie de petite fille, aidant au ménage, lisant un peu et priant souvent. Elle n'ouvrait plus sa boîte à couleurs et ne demandait pas de livres nouveaux ; son père la trouvait nerveuse, maigre, « pas en bon train, » et en informait toute la contrée.

Toutes lumières éteintes à cause des moustiques, le vieux Rosen continuait dans la pénombre à découper son coucher de soleil selon les nuances du bois sec, tandis que Juliette se laissait aller à ces rêveries vagues, dont elle prenait l'habitude. Tout à coup son père parla :

— Tu sais, petite, ton oncle Wetzel annonce son arrivée, il veut monter à Sainte-Odile la semaine prochaine... tu pourras l'accompagner.

Le vent du soir venant de la froide Lorraine et escaladant les crêtes rocheuses chassait rapidement les brumes vers le Rhin. Juliette frissonna.

— Et Jean ? quand vient-il ? demanda-t-elle.

— Jean ? dit Rosen avec surprise, mais ne sais-tu pas qu'il arrive demain ? J'ai reçu un mot de lui au dernier courrier.

Grâce à la pénombre de l'atelier, Rosen ne vit pas les deux larmes qui s'échappèrent des yeux de sa fille à l'annonce brusque de l'arrivée de Jean. Elle était peinée de constater que, pour la première fois peut-être, Jean ne l'avait pas tenue au courant de ses projets. Elle oubliait qu'elle-même avait quitté

Strasbourg sans lui donner aucune raison de son départ. Ayant surmonté son émotion, elle voulut rentrer dans sa chambre, où elle achevait sa soirée par une lecture à la lueur d'une bougie. Mais Rosen l'arrêta d'un mot :

— Reste, petite! j'ai encore à te parler. — Puis il toussa longuement.

— Tu sais, sans doute, dit-il enfin, que ton oncle ne viendra pas seul? Il compte amener à Sainte-Odile ce jeune homme que tu as vu souvent chez lui... Ne pleure, pas Juliette, je ne te reproche rien, je veux au contraire te dire que je ne m'oppose pas à ton projet.

Juliette pâlit et balbutia entre ses larmes :

— Je n'ai aucun projet.

Rosen frappa sur l'établi avec colère.

— Ne nie pas, Juliette, sans quoi je me fâche! Je sais que tu as rencontré M. Ehrlich à Strasbourg, que vous avez causé et qu'il a fait une démarche auprès de ton oncle. En cela M. Ehrlich s'est montré correct; je n'ai donc pas de raisons de m'opposer à la nouvelle entrevue qu'il sollicite et que ton oncle semble désirer; la seule, la grande objection que nous avons, ton frère et moi, contre ce projet est la religion de M. Ehrlich. Ta pauvre mère se serait certainement opposée à un mariage mixte, et je suis moi-même persuadé que ce n'est pas une condition favorable au bonheur. Cependant je répète que c'est à toi seule de prendre une décision; tu es seule juge devant ta conscience et tu es libre.

Juliette était confondue d'entendre son père parler ainsi. Sans trop savoir pourquoi, elle s'attendait à une tout autre attitude. Il lui semblait impossible qu'une chose si vivement et si secrètement désirée pût être approuvée par les siens. Trop émue pour répondre, elle embrassa son père, s'enfuit dans sa chambre et se jeta sur son lit. Elle voulait prier, mais n'y parvint point : trop de pensées grondaient en elle. Elle eût presque souhaité de rencontrer la résistance qu'elle attendait et qui aurait sans doute fortifié sa volonté. Devenir la femme de Maurice Ehrlich! Jusqu'à présent ce rêve avait quelque chose d'imprécis comme une belle histoire dont on se souvient, mais dont les détails échappent. Elle n'avait jamais cherché à se représenter ce que serait la vie quotidienne auprès d'un homme tel que Maurice Ehrlich. Elle avait simplement souhaité le revoir, ne plus

jamais le quitter, et elle s'apercevait aujourd'hui qu'elle n'avait pas réfléchi sérieusement. Elle aimait Maurice. Il n'y avait pas d'autre mot pour désigner le trouble qui s'emparait d'elle à la seule idée de le rencontrer de nouveau. Elle se plaisait à évoquer longuement, derrière ses paupières fermées, la haute silhouette du jeune homme, sa capote bleue des premières rencontres, son regard si souvent fixé sur elle, et toute la tendresse qu'elle avait senti sourdre à travers les phrases les plus banales. Alors elle se voyait toute petite et faible sous la protection de ce grand amour : il lui semblait que la vie n'avait pas d'autre but et pas d'autre joie et qu'elle quitterait tout pour lui.

Et voici qu'au moment où son rêve prenait corps, un fantôme se dressait entre Maurice et elle. Elle avait eu plusieurs fois l'impression que non seulement ils ne partageaient pas les mêmes croyances, mais qu'il userait de son pouvoir sur elle pour l'amener à une sorte d'indifférence hautaine, attitude ordinaire de son esprit émancipé. Elle ne se leurrait point au sujet de l'influence qu'elle pourrait peu à peu prendre sur son mari. Elle savait que, quelle que fût sa forte éducation et la formation sérieuse de son caractère, elle ne serait jamais aux yeux d'un homme qu'une enfant; et plus il serait épris d'elle, plus il la traiterait en petite fille et l'exclurait de sa vie active. Elle ne connaissait que trop aussi les tendances de l'activité d'Ehrlich. Un conflit d'opinion ne pouvait manquer de se manifester entre Maurice et Jean Rosen, conflit qui amènerait bientôt la plus grave discorde... oui, c'était bien là le point douloureux. Elle souffrait depuis quelques semaines de sentir ébranlée cette fraternelle intimité dont elle avait tant joui depuis son enfance. Elle était gênée devant Jean; elle craignait à tout moment qu'il ne devinât son secret et qu'il ne trouvât plus de plaisir à ces longues conversations, où il lui parlait de ses projets, de ses espoirs, comme si elle était âgée et capable de lui donner des avis et de juger ses actions. Elle avait honte de cette gêne comme d'un péché. Et demain Jean serait là! Il faudrait lui avouer cet amour, l'amener à envisager ce mariage avec un protestant de Paris décidé à faire en Alsace de la politique radicale et à combattre l'influence du clergé. Jean était d'un caractère passionné et sujet, comme son père, à de subites violences. Elle croyait entendre les paroles de colère avec lesquelles il accueillerait un pareil aveu. Alors, elle

le savait, elle courberait la tête, elle n'oserait rien, et c'en serait fait de ce grand bonheur à peine entrevu. Comment lui faire comprendre l'amour humain, lui qui n'aimait que Dieu, les âmes, les idées? Elle avait bien cru aussi n'aimer que cela. D'où lui venait donc ce trouble profond qui lui faisait oublier tout autre sentiment?...

Au bruit du concert des oiseaux saluant le retour du soleil, elle s'aperçut que l'aube était proche. Elle ne s'était pas couchée, elle n'avait pas dormi, elle n'avait pas prié, elle pleurait...

En cette redoutable journée du 20 juin, Juliette chercha un prétexte pour s'absenter et le trouva. Elle avait promis à Marthe Beyerlé d'aller visiter une maison de repos pour jeunes ouvrières qui venait d'être créée dans une villa du Klingenthal. Des jeunes filles de l'ouvroir devaient y être en ce moment et l'œuvre du Bon Repos fonctionnant depuis peu avait besoin d'encouragement. Juliette partit à pied de bonne heure, malgré la fatigue d'une nuit sans sommeil. Elle marchait vite, portant au bras un rustique panier dans lequel il y avait un lapin vivant et quelques œufs. Elle destinait ce cadeau à la sœur Pélagie, directrice de la maison du Bon Repos. Par cette matinée claire, toutes choses paraissaient pleines de joie dans la campagne. Une cigogne décrivait très haut de grands cercles comme pour un rite d'envoûtement. Un coucou faisait entendre son appel, tantôt tout près, tantôt très loin, comme son propre écho. On voyait avec une netteté extrême, présage de pluie, les moindres détails de la montagne. Les toits du couvent de Sainte-Odile faisaient tache sur le vert sombre des sapinières. Mais Juliette ne regardait pas ce paysage familier. Elle allait droit au Klingenthal par les sentiers des vignes, laissant à gauche la route d'Ottrot. Bientôt ce fut la fraîcheur des sapinières toutes proches et les hauts remparts de grès rouge par où s'étrangle la vallée. La maison occupée par le « Bon Repos » est située à l'entrée, mais déjà encaissée entre deux pentes couvertes de sapins couleur de bronze. A droite, contre le rocher, se trouvent un grand bâtiment, la « vieille maison, » dernier vestige d'une de ces usines d'armes auxquelles la vallée doit son nom, puis un petit pré transformé en jardin potager. Au fond de ce jardin la villa moderne, construction allemande assez laide, mais d'aspect propre, était sous séquestre depuis plusieurs mois. Par une singulière ironie, c'était Ehrlich qui avait obtenu de la

commission des séquestres, sous l'influence de sa tante, l'attribution de ce petit domaine à l'œuvre du Bon Repos, asile interconfessionnel pour les jeunes filles pauvres de Strasbourg. Mais Juliette ignorait ce détail ; elle poussa la porte d'une légère barricade et laissa le chien de garde flairer son panier avec intérêt pendant que sous l'auvent apparaissait le voile noir d'une religieuse de Ribeauvillé.

Juliette avait fréquenté toute petite l'école que dirigeait la sœur Pélagie à Obernai. C'était une de ces fortes éducatrices qui préparent des générations de petites Alsaciennes au rôle de gardiennes de la foi et des traditions familiales ; elle paraissait jeune encore avec sa mine fraîche et ses yeux intelligents. Son énergie et son esprit d'organisation l'avaient fait désigner provisoirement avec deux autres sœurs pour la direction du Bon Repos. Elle fut toute joyeuse en apercevant Juliette qu'elle retrouvait toujours avec plaisir. Elle la prit par les épaules et la regarda bien en face.

— Voyons, petite fille ! Pourquoi cette figure tirée, ces yeux tristes ? Qui m'a changé ma Juliette ?

Mais Juliette ne voulut pas se livrer ; elle s'efforça de répondre d'un ton enjoué, puis de rire et de s'intéresser aux détails de l'installation du « Bon Repos. » Trente lits étaient prêts, dressés par deux ou par quatre dans les chambres de la villa. Le mobilier sommaire provenait des épaves de la guerre : dépôts du service de santé ou stocks américains, mais l'aspect des pièces était clair et gai. Dans le réfectoire quelques jeunes filles, les premières inscrites, achevaient un repas rustique. Deux d'entre elles reconnurent Juliette et lui parlèrent longuement de l'ouvroir, tout en lui offrant de partager leur déjeuner.

Tout de suite, Juliette se sentit à l'aise dans ce milieu. Les jeunes filles, heureuses d'échapper pour quelques jours à leurs soucis et au labeur de la grande ville, riaient en se tutoyant et racontaient de petites histoires ; Juliette elle-même pendant quelques instants oublia ses propres préoccupations pour causer avec ses compagnes, puis elle fit un retour sur elle-même. « Elles sont pauvres, pensait-elle, elles ont des difficultés sans nombre, et cependant leur vie est moins compliquée que la mienne... Elles n'ont pas, quand elles aiment, les mêmes scrupules. » L'une d'elles justement parlait de son fiancé, un Alsacien d'Algérie. Elle ne se demandait pas s'il

était ou non un « revenant, » ni quelles étaient ses idées philosophiques; elle l'aimait tout simplement. Et Juliette regardait aussi les trois religieuses souriantes et calmes, faisant le ménage sans bruit tout en causant gaiement avec leurs pensionnaires. Juliette restait songeuse, les yeux voilés, hésitant à rompre le charme pour reprendre le chemin du retour. Soudain, au tournant de la route, apparut une silhouette qui la fit tressaillir. Elle venait de reconnaître son frère, qui, arrivé sans doute par un train matinal à Saint-Jean, avait voulu aller au-devant d'elle. Vivement intéressé par toute initiative d'ordre social, Jean Rosen visita le « Bon Repos » et causa longuement avec la sœur Pélagie, s'informant de tous les détails. Il se promit d'écrire un article sur cette œuvre dans la *Volksstimme*, dès le lendemain.

Mais il fallut enfin prendre congé, et Juliette se retrouva marchant sur la route, le cœur serré et les tempes chaudes, à côté de l'abbé Rosen. Cette scène était telle que toute la nuit elle l'avait imaginée. Le temps s'était couvert depuis le matin et une nuée orageuse, accrochée au sommet du « Champ-du-Feu, » pesait sur la montagne. La route, encaissée entre les grands rochers mouillés, huileux, apparaissait tout assombrie comme un val d'enfer, et des oiseaux voletaient inquiets.

— Marchons vite, dit Jean, voilà l'orage.

Juliette ne répondait pas; elle songeait encore avec envie à l'expression de paix profonde qu'elle avait lue dans les yeux des jeunes religieuses subordonnées à la sœur Pélagie. Leur état d'esprit n'était certainement pas éloigné de celui des *ancillulae* maintes fois décrites par Herrade de Landsberg. Pour être descendues de la montagne sainte, elles n'en étaient pas moins les filles spirituelles de ces époques ardentes et elles en continuaient l'œuvre. Juliette retrouvait pour quelques instants ses élans mystiques de jadis ; mais bientôt le malaise l'oppressa de nouveau. Ce fut elle qui parla la première du projet de monter à Sainte-Odile avec l'oncle Wetzel pour y rencontrer Maurice Ehrlich. La figure de Rosen se fit grave :

— C'est mal, Juliette, d'avoir douté de mon affection; pourquoi ne m'avoir rien dit cet hiver de tout cela? Juliette regardait attentivement dans son panier vide.

— C'est vrai, dit-elle, pardonne-moi, je n'osais pas... je croyais que tu ne pouvais pas comprendre.

— Tu te trompes, je comprends très bien ce que tu sens : tu as rencontré un homme qui a su te parler et dont le physique est peut-être séduisant. Tu éprouves pour lui un commencement de sentiment, et cependant tu hésites à l'avouer comme si tu en avais déjà honte... pourquoi? parce qu'au fond de ta conscience tu sais que cet homme n'a pas le même idéal que toi et que, lorsque vous abordez certains sujets, vous ne parlez pas la même langue. Des événements prochains donneront peut-être, hélas! raison à ta conscience contre ton cœur...

Jean s'arrêta un instant, voyant que sa sœur pleurait, puis il continua :

— Néanmoins je ne veux rien présager, je veux espérer que tu sauras de toi-même rester dans la voie de Dieu et n'agir que selon sa volonté. Notre père ne se croit pas le droit de s'opposer à un mariage qui présente de grands avantages matériels et une excellente situation de famille. C'est à toi seule de juger. Quant à moi, je te demande une seule chose, au nom de ton affection pour moi, une promesse que, je le sais, tu ne me refuseras pas... Promets-moi de réserver coûte que coûte ta réponse; tu feras comprendre à M. Ehrlich qu'il doit s'éloigner momentanément, et que tu ne prendras aucun engagement avant la fin de l'automne... Veux-tu me promettre cela?

Juliette toujours pleurant fit signe que oui. Jean lui prit la main tendrement :

— Ne t'afflige pas tant, Juliette, il faudra beaucoup prier et t'en remettre à Dieu comme c'était ton habitude... Est-ce que déjà tu serais moins fervente?

Il regarda Juliette anxieusement comme tout à l'heure avait fait la sœur Pélagie. Mais quelque chose dans l'expression douloureuse de Juliette le rassura.

Ils arrivaient à la sortie de l'étroit vallon. Le nuage d'orage semblait glisser vers la région de Saverne et son ombre faisait sur la plaine une immense tache noire.

SONGY.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE CONCORDAT DE 1801

I

PRÉLIMINAIRES ET PREMIERS POURPARLERS

Le 6 avril 1802, en recevant une députation du Corps législatif qui le complimentait pour la paix d'Amiens, le premier Consul s'exprimait en ces termes : « La population entière de la France sollicite la fin des querelles religieuses. » Et il ajoutait : « La paix des consciences est encore plus importante pour le bonheur du peuple que celle sur laquelle vous venez féliciter le Gouvernement. »

Par ce langage, Bonaparte marquait le prix qu'il attachait au traité conclu avec le Saint-Siège. C'était, à ses yeux, l'œuvre capitale, aussi glorieuse pour lui que la plus brillante victoire. Comment s'étaient développées peu à peu, en son esprit, à travers toutes sortes de réserves, d'hésitations, de reculs, les pensées d'où sortiraient le Concordat? C'est ce qu'il importe de démêler ici.

I

L'Italie, on l'a dit souvent, fut pour Bonaparte ce que la Gaule avait été pour César, c'est-à-dire le lieu où il conquit la renommée. Cette contrée semblait faite à sa juste mesure pour qu'il y établît sa fortune. Corse d'origine et de naissance, il était familier avec les mœurs, les habitudes, le tempérament, le climat de l'Italie. Il en portait en lui l'esprit subtil, fécond en calculs, tout fait de menaces et de caresses. Par delà son île natale, ses ancêtres avaient essaimé en Toscane : et dans l'inter-

valle de ses opérations, il arriva même que, passant un jour par Florence, il s'y arrêta pour visiter un vieux chanoine qui portait son nom.

La guerre n'absorbait pas tellement Bonaparte que son regard, déjà tout chargé d'images dominatrices, ne se portât sur l'état de la péninsule. Il y voyait de petits princes faits pour l'abdication ou la servitude. Au milieu d'eux, un autre prince apparaissait, le Pape, de puissance non moins fragile et précaire, mais grand par l'empire des âmes autant qu'aucun souverain ne le fut jamais par la maîtrise des territoires. De là pour le général, en gestation de ses desseins futurs, une conception qui serait l'inverse de celle du Directoire : le Directoire méditait d'anéantir la religion ; lui, plus avisé, il l'annexerait à son propre Empire.

L'heure n'était pas venue pour une telle conduite; et Bonaparte, tout en calculs, n'était pas homme à compromettre pour des prêtres les débuts de sa fortune. Qu'on rassemble les écrits du général : on y trouvera de quoi rassurer le plus défiant des jacobins. En mai 1796, comme il vient d'entrer à Milan, il annonce, en une proclamation à ses soldats, que bientôt ils seront appelés à « libérer les descendants des Brutus et des Scipions, à rétablir le Capitole, à y placer avec honneur les statues des héros. » Des prêtres, des moines il parle avec le plus injurieux dédain. « Ces individus, » dit-il, « ces gens-là ! » Et de temps en temps, il les accuse de prêcher « l'assassinat, le poignard et le crucifix à la main. » Un jour même, il lui arrive de détailler au Directoire les tortures d'une des victimes du cloître, comme s'il n'avait eu d'autre souci que d'illustrer l'œuvre de Diderot ou de réjouir les lecteurs de *la Décade*.

En rééditant les formules âpres ou méprisantes, déjà il médite d'atténuer les desseins. Avec une habileté cauteleuse, il s'ingénie à dégrader ou à ajourner les projets qu'il n'ose combattre. De Milan, la route semble ouverte jusqu'à Rome, et volontiers le Directoire l'y pousserait. N'a-t-on pas à venger le meurtre de Basseville, cet agent français, moitié diplomate, moitié artisan de révolution, assassiné en 1793 dans le *Corso?* Rome! Bonaparte est bien décidé à n'y point aller, d'abord parce qu'en militaire il se flatte de cueillir ailleurs des lauriers plus glorieux; puis, parce qu'en politique, il sent combien le souvenir de la ville pontificale violée par ses troupes pèserait

sur son avenir. Mais comme il dissimule la résistance sous l'apparente approbation ! Le 8 juin 1796, il écrit au Directoire : « Si les six mille hommes que commande le général Chateauneuf-Randon arrivent, il n'y a aucun inconvénient à se porter jusqu'à Rome (1). » « Il me sera facile d'aller jusqu'à Rome, » écrit-il encore le lendemain. En même temps, avec une habileté très calculée, il détaille les objections : « L'espace est immense ; le fanatisme est grand, et la grande disproportion des forces rend les hommes hardis... Nous serons bientôt en juillet, et toutes les marches nous vaudront bientôt deux cents malades. » Ainsi s'exprime-t-il en une dépêche à Carnot qu'il sait hostile aux aventures violentes. Et, en d'autres dépêches, il redit les mêmes arguments : la chaleur est excessive, les effectifs limités ; il faut attendre avant de « châtier la ville superbe. »

Cependant sur l'Italie s'abattent toute sorte d'agents officiels ou officieux, jacobins en quête de place et que le Directoire emploie à l'étranger, n'osant les garder près de lui : contre tous ces exacteurs patentés, contre tous ces professeurs de révolution, Bonaparte, avec son naturel instinct d'ordre, a peine à cacher son dédain ; et l'un de ses vœux les plus ardents est qu'on le délivre de « tous ces petits directoires ambulants. » Sur les *représentants en mission*, il ne s'exprime pas en meilleurs termes. « J'espère, dit-il, qu'ils ne resteront pas longtemps et surtout qu'on ne m'en renverra pas d'autres (2). » — L'un des moyens les plus efficaces pour maintenir la paix publique, c'est d'éviter, en matière religieuse, les vexations trop choquantes. Soit en Lombardie, soit dans les Légations pontificales qu'il vient d'occuper, Bonaparte pratique la même conduite. Il se montre disposé à frapper sans pitié les prêtres qui fomentent les agitations politiques ou s'y mêlent : « Vis à vis d'eux, dit-il un jour en un emphatique grossissement de voix, nous serons *terribles comme l'ange exterminateur*. » En revanche, aux prêtres paisibles, il promet protection, sécurité, libre exercice de leur culte.

En cette évolution savamment ménagée, Bonaparte a l'heureuse fortune de rencontrer, en Italie même, un auxiliaire précieux par la sagesse, l'expérience, l'entière communion de vues avec lui.

(1) *Correspondance de Napoleon*, t. Ier, p. 459.
(2) *Mémoires* du comte Miot de Mélito, t. Ier, p. 36.

Cet auxiliaire est François Cacault. A la fin de 1792, François Cacault avait été désigné pour représenter à Rome la République française. A la nouvelle du meurtre de Basseville, il avait rebroussé chemin, mais sans quitter la Péninsule où il avait rempli diverses missions, notamment à Florence et à Gênes. Observateur attentif, voyageur intelligent, amateur éclairé des arts, nul mieux que lui ne connaissait l'Italie. Bien que diplomate d'ancien régime, il s'était approprié tout le jargon révolutionnaire; car il ne portait en lui que cette demi-fermeté qui s'arrête où commence le péril. En revanche, il était avisé, ennemi des solutions extrêmes, et il semblait que les véhémences de son langage ne fussent qu'un manteau destiné à couvrir la sagesse de ses avis. Au début de la campagne de 1796, il s'était d'abord exalté au point de rêver et de conseiller l'entière conquête de l'Italie. Bientôt, la raison reprenant son empire, il avait marqué qu'avant toute autre chose, il fallait pousser à fond la guerre avec l'Autriche. A Milan, il avait vu Bonaparte et tout de suite en avait subi le prestige. Il l'avait revu en juillet 1796 à Castiglione, et son admiration s'était haussée jusqu'à l'enthousiasme. Si Cacault s'était épris de Bonaparte, Bonaparte avait pressenti l'utilité de Cacault. Au-dessus des misérables agents que lui expédiait le Directoire, cet homme émergeait, de médiocre élévation d'âme, mais d'intelligence assez souple pour évoluer, de jugement assez éclairé pour fournir des informations sûres, d'esprit assez ouvert pour comprendre et aider les grands desseins. A Cacault le général proposa de se rendre à Rome, sous le prétexte d'y surveiller l'exécution de l'armistice de Bologne. Et lui, tout joyeux, d'écrire : « Je *vas* partir tout de suite pour m'y rendre au plus vite (1). »

Le 28 juillet 1796 il était à Rome. Le 30, il fut reçu par le Pape. « L'accueil, écrivait-il en rendant compte de l'entretien, a été familier et aisé. » Il ajoutait : « La conversation a été frivole et générale, mais d'un ton de bonhomie et de simplicité qui est tout ce qu'on pouvait imaginer de plus digne dans les dures circonstances où se trouve le pontife (2). » Par malheur, les âpres procédés du Gouvernement français rendaient bien malaisée l'action conciliante du diplomate. Non content de

(1) Dépêche au ministre des Affaires étrangères (*Affaires étrangères*, Rome, vol. 921, f° 8).

(2) *Affaires étrangères*, vol. 921, f° 27.

ravir au Saint-Siège les Légations de Ferrare et de Bologne, le Directoire entendait imposer à Pie VI le désaveu des Brefs par lesquels il avait condamné les lois révolutionnaires et la constitution civile du clergé. De là, dans les milieux pontificaux, un violent retour d'hostilité contre la France. Si défavorables que fussent les conjonctures, Cacault n'abandonna pas le plan formé par Bonaparte, chaleureusement approuvé par lui-même, et consistant en un arrangement qui sauvegarderait l'autorité spirituelle du Saint-Père, qui lui laisserait même une partie de son domaine territorial. Dans cet esprit, il ne se gênait point pour blâmer le traité « méprisant et terrible » qu'on avait essayé d'imposer au Pape. Sentant le danger des mesures extrêmes, il se défendait de vouloir donner « la moindre secousse aux affaires. » Un long séjour dans la Péninsule l'avait édifié sur l'impuissance du parti démagogique; et, bien qu'il en copiât souvent les formules, tout son effort était de lui barrer la route. Volontiers il eût répété le mot de Mme de Staël : « il n'y a à Rome de républicain que les statues. »

Cependant le Directoire, tout lassé de l'imbroglio italien, subissait par intervalles l'influence de Carnot, qui souhaitait un accommodement avec Rome. Vers le 20 octobre 1796, après des débats qui, si nous en croyons Barras, furent fort orageux, et qui se renouvelèrent dans les temps qui suivirent, il décida de confier à Bonaparte de pleins pouvoirs dans l'ordre diplomatique et militaire. Se sentant enfin les mains libres, le général marqua bien vite, et d'un trait vigoureux, sa politique personnelle. Déjà, par l'intermédiaire du cardinal Mattei, il avait essayé de faire parvenir quelques avis jusqu'à Pie VI. Le 28 octobre, en une dépêche à Cacault, il s'exprimait en ces termes : « Vous pouvez signifier au Pape que, par suite des sentiments de modération qu'a adoptés le Gouvernement français, il m'a chargé de terminer avec Rome toute espèce de différend, soit par les armes, soit par une nouvelle négociation. Souhaitant de donner au Pape une marque du désir que j'ai de voir cette guerre si longue se terminer,... je lui offre une manière honorable de sauver encore son honneur et le chef de la religion. » S'étant exprimé de la sorte, Bonaparte ajoutait sous une forme toute confidentielle : « Vous pouvez assurer le Pape de vive voix que j'ai toujours été contraire au projet qu'on lui a proposé et surtout à la manière de négocier... J'ambitionne

bien plus le titre de sauveur que de destructeur du Saint-Siège... Moyennant la faculté illimitée que m'a donnée le Directoire, si l'on veut être sage à Rome, nous en profiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde et tranquilliser les consciences timorées de beaucoup de peuples (1). »

J'ai tenu à transcrire presque intégralement cette dépêche mémorable où se trouve consigné, en traits fort brefs mais très nets, le premier dessein du Concordat. Mais, autant elle révélait de sagesse, autant elle survenait en temps inopportun. A Rome, l'exaspération produite par les sommations du Directoire ne s'était point calmée. La colère triomphant de la peur elle-même, on ne parlait que de résister. Une nouvelle armée autrichienne, sous les ordres d'Alvinzi, venait de descendre en Italie ; et, plus que jamais, nos ennemis, devenus nombreux à Rome par l'accumulation de nos fautes, escomptaient nos défaites. C'est en ces circonstances peu propices que Cacault, le 10 novembre, soumit au cardinal Busca, secrétaire d'État du Saint-Père, les suggestions de Bonaparte. Le cardinal les écouta avec autant de froideur que jadis il les eût accueillies avec empressement. Il ne repoussa rien, mais répondit en termes évasifs et se déroba à toute audience, comme s'il eût attendu qu'une victoire autrichienne le délivrât des Français en les chassant d'Italie. Impatient comme il l'était déjà, comme il le fut toujours, Bonaparte, se jugeant éconduit, passa de la bienveillance à la colère. En sa correspondance, il s'élève contre « Busca et les autres intrigants qui entourent le Pape. » En une dépêche au Directoire, il dénonce « l'imbécillité de la cour de Rome. » Il se contient d'autant moins que la victoire d'Arcole vient d'assurer ses conquêtes en Italie. Sur ces entrefaites, un incident achève de l'exaspérer. Au mois de janvier 1797, une dépêche est saisie, adressée par le cardinal Busca à Mgr Albani et à destination de Vienne : or, cette dépêche établit que la cour de Rome a décidé de traîner en longueur avec la France, tant qu'elle conservera l'espoir de l'assistance autrichienne.

Une nouvelle victoire, celle de Rivoli, achève de consolider la fortune de Bonaparte. Sans danger, il peut s'avancer jusqu'au cœur de l'État pontifical. Et pourtant, même en ces conjonc-

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. II, p. 99-100.

tures extrêmes, il s'applique à souligner la distinction entre le souverain temporel qu'il combat et le souverain spirituel qu'il entend respecter. En ses lettres au Directoire, il parle de la « folie de ceux qui conduisent la cour de Rome. » Il flétrit le pouvoir pontifical comme « le plus ridicule des gouvernements. » Mais voici comment se révèle en Bonaparte, même au milieu de ses violences, le dessein de ne pas creuser un abîme infranchissable entre les catholiques et lui. Le jour où de Rome il rappelle Cacault, il écrit au cardinal Mattei : « Quelque chose qu'il puisse arriver, je vous prie, monsieur le cardinal, d'assurer Sa Sainteté qu'elle peut rester à Rome sans aucune espèce d'inquiétude (1). » En deux arrêtés datés, l'un de Pesaro, l'autre de Macerata, il prescrit que l'exercice du culte soit continué comme à l'ordinaire sans qu'il y soit apporté aucun changement (2). Dans l'État pontifical vivaient un grand nombre de prêtres français émigrés ou déportés : le général les autorise à y demeurer et défend sous les peines les plus sévères qu'ils soient molestés. Il ajoute même en l'un de ses arrêtés : « Le général en chef verra avec plaisir ce que les évêques et autres prêtres charitables feront pour améliorer le sort des ecclésiastiques déportés (3). » Telle est la sollicitude de Bonaparte, attentif à maintenir l'espoir de la paix, même à travers les images de la guerre. Il ne se lasse pas de répéter que quiconque est tranquille a droit à sa protection. N'a-t-il pas, un mois auparavant, tenu un langage presque dévot quand, en une de ses lettres, il a loué « la pureté de mœurs, la vie exemplaire » de prêtres tels que le cardinal Mattei, le cardinal archevêque de Bologne, l'évêque de Modène, l'évêque de Pavie ? N'a-t-il pas même ajouté avec un surcroît d'onction : « Je croyais quelquefois, en discourant avec ces personnages respectables, me retrouver aux premiers siècles de l'Église (4) ! »

En dépit de ces déclarations émollientes, voici que le général se rapproche de Rome. Il proclame même qu'il ne remettra l'épée au fourreau qu'au Capitole. Mais qui croire, tant se mêlent en son langage les menaces et les caresses ?

(1) Lettre au cardinal Mattei, 22 janvier 1797 (*Correspondance de Napoléon*, t. II, p. 339).

(2) *Correspondance de Napoléon*, t. II, p. 403 et 432.

(3) *Ibid.*, p. 432.

(4) Lettre à Battaglia, 12 nivôse an V (*Correspondance*, t. II, p. 284).

Envahisseur, il l'est ; ennemi courroucé, il semble l'être aussi, mais avec des éclaircies où, se dépouillant de ses colères, il se revêt d'un masque inattendu qui est celui d'un protecteur. Chemin faisant, il envoie à Rome un religieux camaldule, le Père Fumée, avec mission de porter au Saint-Père des paroles conciliantes et de l'engager à ne pas quitter sa capitale. « Dites-lui bien, lui répète Bonaparte, que je ne suis pas un Attila. »

On sait ce qui suivit : le Saint-Père se résignant à envoyer des plénipotentiaires à Foligno ; la paix signée le 19 février 1797 à Tolentino ; l'État pontifical mutilé, mais les prérogatives spirituelles du Saint-Siège demeurées sauves. S'est-on, au cours des négociations, préoccupé des accords possibles qui ramèneraient la paix dans les consciences ? « Je n'ai pas parlé de religion, » mandait le soir même Bonaparte au Directoire en rendant compte du traité. Est-ce bien exact ? Contre Bonaparte, on peut invoquer Bonaparte lui-même. Six mois plus tard, il proclamait qu'à Tolentino, on avait envisagé les chances d'un rapprochement avec le Saint-Siège, en vue de consolider la tranquillité publique. La convention une fois signée, Bonaparte eut deux habiletés : la première fut de ne pas se montrer à Rome, où il eût, en déployant trop de courtoisie, ameuté contre lui les jacobins, et, en étalant l'appareil d'un victorieux, indisposé par avance les catholiques français : la seconde fut de déléguer à sa place l'un de ses aides de camp et de lui confier pour le Souverain Pontife une lettre déférente jusqu'à la vénération. On y lisait ces mots : « Toute l'Europe connaît les inclinations pacifiques de Votre Sainteté ; la République française sera, je l'espère, l'une des amies les plus vraies de Rome (1). »

C'est ainsi que le futur premier Consul marquait par traits successifs, quoiqu'en brouillant parfois ses propres traces, l'ébauche du grand dessein qu'il réaliserait dans l'avenir. L'été suivant, il se découvrit par une initiative beaucoup plus osée. Les circonstances paraissaient favorables ; car le Conseil des *Cinq Cents* venait d'abolir les lois de déportation. Au commencement d'août 1797, Bonaparte, en une note destinée à être mise sous les yeux du Saint-Père, s'exprimait en ces termes :

Le Gouvernement français vient de permettre de rouvrir les églises du culte catholique, apostolique et romain, et d'accorder à cette

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. II, p. 449-450.

religion tolérance et protection. Le Pape, comme chef des fidèles et centre commun de la foi, pensera peut-être qu'il est digne de sa sagesse et de la plus sainte des religions de faire une bulle ou mandement qui ordonne aux prêtres de prêcher l'obéissance au Gouvernement et de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour consolider la Constitution établie. Si cette bulle est conçue dans des termes précis et convenables au grand but qu'elle peut produire, elle sera un grand acheminement vers le bien, et extrêmement avantageuse à la prospérité de la religion. Après cette première opération, il serait utile de connaître les mesures qui pourraient être prises pour réconcilier les prêtres constitutionnels avec les prêtres non constitutionnels, et enfin les mesures que pourrait proposer la Cour de Rome pour lever tous les obstacles et qui puissent ramener aux principes de la religion la majorité du peuple français (1).

Cette note, véritable invite à un Concordat, ne laisse pas que de détonner quand on songe qu'à la même époque, de cette même armée d'Italie partaient les adresses furibondes qui dénonçaient les menées ourdies dans le Corps législatif et enveloppaient dans les mêmes malédictions les émigrés, les fanatiques, les prêtres. Mais les contradictions coûtaient peu à Bonaparte, et sans scrupule, il tenait deux langages, l'un pour ménager le Directoire ou contenter les soldats, l'autre où il laissait échapper, — souvent obscures, mais se clarifiant peu à peu, — ses vues d'homme d'État. A cette ouverture, qui n'était pas la seule, — car dans ce temps-là même Camille Jordan suggérait au Saint-Père des pensées à peu près semblables, — Pie VI répondit avec cette prudence avisée qui est dans les traditions de la curie romaine. En une note remise à Cacault, le cardinal Doria Pamfili, secrétaire d'État, marquait en ces termes les dispositions du Saint-Siège.

Par les nouvelles publiques, le Saint-Père a été informé que dans le Conseil des Cinq-Cents à Paris, on est actuellement à délibérer la forme de soumission que le Gouvernement de la République française doit exiger des prêtres catholiques qui voudront exercer leur ministère. Sa Sainteté ne veut pas prévenir par quelque acte de son autorité apostolique la décision de ce Conseil ; mais elle espère qu'on n'exigera des prêtres catholiques aucun acte qui soit contraire aux doctrines qu'ils professent. Si la chose arrive ainsi, le Saint-Père sera en état de prendre les mesures que son devoir de pasteur lui suggé-

(1) Note de Bonaparte pour le Saint-Siège (*Correspondance de Napoléon*, t. III, p. 289-290).

rera pour que les catholiques de France conservent la paix, la charité et la concorde; et il en informera aussi les évêques pour que tous soient conformes dans leurs sentiments.

Vous pouvez, ajoutait le cardinal, communiquer tout cela au général Bonaparte, en réponse à la note ministérielle qui m'a été adressée par lui (1).

Ainsi s'exprimait Pie VI, favorable mais réservé, et attendant, pour se dévoiler davantage, une plus complète éclaircie. Au lieu d'éclaircie, ce fut la bourrasque qui éclata. On sait comment la détestable entreprise du 18 fructidor emporta tout espoir d'une république libérale. Désormais, c'est la persécution qui recommence ; et elle se révèle par une double image : d'un côté, les prêtres emprisonnés, déportés, fusillés; de l'autre, le Pape arraché de Rome et traîné de prison en prison jusqu'à en mourir. Quant à Bonaparte, il part pour l'Égypte, où il continuera son rôle de protecteur religieux, mais cette fois au profit des musulmans.

II

Tel est le passé. Maintenant voici qu'après trois années, en ce printemps de 1800, Bonaparte foule de nouveau la terre lombarde. C'est le même théâtre de guerre, le même aspect des choses, le même adversaire. Mais combien lui-même n'est-il pas changé! Un coup de force heureux a chassé du palais du Luxembourg Barras et ses complices. Chef militaire, il l'est; chef civil, il l'est pareillement; et la France qu'il vient de quitter semble s'incarner tout entière en lui.

Elle le reconnaît pour maître, mais à une condition, c'est que la victoire lui demeure fidèle. Avec une activité ardente, il s'applique à l'assurer. En attendant, il faut faire du nouveau. En cette ville de Milan, les pires jacobins se sont succédé, depuis Salicetti, ce commissaire du Directoire, jusqu'à Fouché, naguère accrédité auprès de la République cisalpine. Fonctionnaires concussionnaires, négociateurs interlopes, déclamateurs impies, tous ont rivalisé d'improbité, de laides intrigues, de démonstrations sectaires. A ces excès se sont joints les pillages ou les destructions sacrilèges des soldats. Il

(1) Note du cardinal Doria Pamfili, 14 août 1797 (*Affaires étrangères*, Rome, supplément, vol. 20, f. 246-247.)

faut balayer ce passé. Le 5 juin, Bonaparte reçoit le clergé de Milan. En un langage familier, abrupt, incorrect, que les feuilles publiques dénatureront plus tard en le paraphrasant, il promet toute liberté pour le culte, pour les prêtres : « Les amis naturels des Italiens, ajoute-t-il, ce sont les Français. Que pouvez-vous attendre des hérétiques, des infidèles ? Les Français, au contraire, sont de la même religion que vous... Nous avons bien eu, continue-t-il avec une familiarité très apprêtée, quelques disputes ensemble. Mais cela finit par se raccommoder et s'arranger. » Ainsi parle Bonaparte avec la prévoyance avisée du politique qui prépare son évolution ; peut-être aussi cède-t-il à ce vague instinct, moitié superstition, moitié croyance, qui, aux heures décisives, pousse vers les idées religieuses les moins dévots. En effet, la bataille est proche ; et de l'issue dépendra non seulement le triomphe sur l'Autriche, mais la définitive adhésion de la France au régime nouveau.

Après de longues angoisses, la journée de Marengo s'achève en victoire. Bonaparte alors s'enhardit. Le 18 juin, il mande aux deux autres consuls, Cambacérès et Lebrun : « Aujourd'hui, malgré ce que pourront dire nos athées de Paris, je vais en grande cérémonie au *Te Deum* que l'on chante à la cathédrale de Milan. »

Ce n'étaient que symptômes. Un acte plus décisif allait suivre.

Comme il rentrait en France après avoir signé un armistice avec les Autrichiens, Bonaparte fit halte à Verceil. La petite ville avait alors pour évêque le cardinal Martiniana. C'était un personnage considérable par le rang, par la naissance, par la vénération qui l'entourait. Bien que très attaché à la dynastie de Savoie, il avait toujours, au milieu des vicissitudes de son pays, pratiqué la modération, la douceur, la charité. Sur un seul point, l'éloge demeurait incomplet : quand on avait vanté ses vertus, sur le reste on se taisait.

Déjà, quatre semaines auparavant, en se rendant à l'armée, Bonaparte avait entrevu le cardinal. Il lui parut fait à souhait pour la divulgation de ses desseins. N'était-il pas prince de l'Église, de renom irréprochable et, à ce titre, confident tout désigné pour les matières religieuses ? Qu'il fût de perspicacité peu affinée, c'est de quoi le général ne prenait nul souci. Il s'agi-

rait pour Martiniana, non de parler, mais d'écouter. Cette médiocrité d'esprit pourrait même devenir avantage : on n'aurait à craindre ni les objections embarrassantes ni les interrogations indiscrètes ; et si quelque ruse se cachait sous l'abandon des paroles, une pénétration peu en éveil ne la découvrirait pas.

L'entretien eut lieu le 25 juin 1800 dans la soirée. On ne peut douter que Bonaparte n'ait déployé, pour attirer et convaincre, l'éloquence persuasive et les grâces caressantes qui faisaient de lui un séducteur irrésistible. « Je veux, dit-il, assurer à la France, en même temps que la paix civile, la paix religieuse. » En homme que le temps aiguillonne, — car il ne voulait demeurer que quelques heures à Verceil, — il découvrit tout de suite ses pensées maîtresses. Son plan était de faire *table rase* de l'Église gallicane : en effet, les évêques émigrés ne pouvaient plus convenir à la France ; « quant aux évêques intrus, ajouta Bonaparte, — c'est du moins ce que comprit, crut comprendre Martiniana, — je n'en veux plus entendre parler. » Donc tout un nouvel épiscopat serait créé : la nomination appartiendrait au pouvoir exécutif, l'institution canonique au Pape. Parlant des biens ecclésiastiques, le premier Consul déclara très nettement qu'ils ne pouvaient être restitués ; car toute revendication à cet égard n'amènerait que révolte et bouleversements. Jusqu'à ce qu'on pût assurer à chaque évêché une dotation en immeubles, on pourvoirait à la subsistance des évêques, à l'aide d'un traitement prélevé sur le trésor public et qui serait, en argent français, de dix à onze mille francs par an. Enfin, pour ménager toutes choses et en particulier les finances, on réduirait, autant que possible, le nombre des circonscriptions épiscopales.

Ayant jeté ces semences d'espoir, Bonaparte s'éloigna, laissant Martiniana tout suffoqué d'émotion. Tout aussitôt, en une lettre confidentielle au Saint-Père, l'évêque de Verceil entreprit de rapporter ce qu'il venait d'apprendre. Fut-il un traducteur tout à fait fidèle ? Le général avait rehaussé, par quelque coquetterie de paroles, le prix de son bon vouloir : il semble que, dans l'exaltation de sa joie, le prélat ait, à son tour, amplifié un peu les intentions mêmes du premier Consul. « A Bonaparte, disait-il, on ne pouvait contester le titre de grand ; » ses vues étaient « vraiment salutaires, bienfaisantes et sages ; » son dessein était, non seulement de pour-

voir aux matières spirituelles, mais encore d'aider à ce que le Saint-Siège recouvrât l'intégrité de ses provinces. Le bon cardinal ne doutait pas qu'il ne fût, pour la suite des pourparlers, le négociateur choisi; et de cette perspective sa modestie ne laissait pas que de s'alarmer; mais il se rassurait par un redoublement de confiance dans les dispositions du premier Consul. Ses pensées, disait-il, sont vraiment sincères, ses exigences très modérées; et il ajoutait que, quant aux questions de moindre importance qui n'avaient pu être tranchées dans le court entretien, elles s'arrangeraient sûrement « avec la plus grande facilité (1). »

Et le lendemain, à l'un de ses neveux, le comte Alciati, Martiniana confia son message pour le Saint-Père. Ce serait lui qui porterait à Rome la grande nouvelle qu'on avait cessé d'espérer à force de l'attendre, à savoir que la France et l'Église, violemment séparées depuis dix années, allaient peut-être renouveler l'antique pacte d'union.

III

Un nouveau chef venait de surgir pour la France, un nouveau pontife pour le monde catholique. Quand, le 29 août 1799, Pie VI était mort à Valence, plusieurs avaient jugé la papauté finie. L'événement avait déjoué la prévision. En face de Venise, en l'île San-Giorgio-Maggiore, les cardinaux s'étaient réunis. Trois mois durant, le Conclave s'était traîné. Après de longues obscurités et des négociations qui, plus d'une fois, touchèrent à l'intrigue, la lumière se fit; et le choix se porta sur le plus modeste, celui à qui personne d'abord n'avait songé et qui n'aspirait lui-même qu'à s'effacer. Le 14 mars 1800, fut élu le cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, qui serait connu sous le nom de Pie VII.

Jamais règne ne s'inaugura en des conjonctures plus précaires. La République romaine était détruite, mais Rome était ruinée. Depuis le 30 septembre 1799, les Napolitains occupaient la ville : mais humiliante était la protection, et un peu suspect, tant on le savait avide, le protecteur lui-même. Cependant, au Nord de la Péninsule, tout se remplissait des images de la

(1) Lettre du cardinal Martiniana au Saint-Père, 26 juin 1800 (P. Rinieri, *la Diplomazia pontificia del secolo XIX*, t. I, p. 16, d'après les *Archives du Vatican*.)

guerre : ici les armées autrichiennes débordant en Italie ; là les Français enfermés dans Gênes et y prolongeant une résistance désespérée ; puis Bonaparte s'apprêtant à franchir les Alpes. En cet appareil de bataille, pour qui former des vœux? Sur le premier Consul, des propos se répétaient qui autorisaient de grands espoirs. D'un autre côté, le triomphe de la France n'aurait-il pas pour contre-coup la République cisalpine affermie, la République romaine restaurée?... En ces anxiétés, une prière incertaine montait vers Dieu, sans qu'aucune prévoyance pût deviner où résiderait le salut.

Venise n'offrait au Pape, aux cardinaux qu'un abri passager. Dans Rome délivrée de la Républiqne, il importait de rentrer. Embarqué sur un bâtiment autrichien, Pie VII aborda à Pesaro; puis, par la voie de terre, il s'achemina vers sa capitale. En route, il apprit la victoire de Marengo. Serait-ce allègement? Serait-ce aggravation de servitude? On ne le savait pas. Jadis, les gens des *Marches* avaient parfois murmuré contre la souveraineté ecclésiastique; mais les maux de l'occupation étrangère et les excès de la République leur avaient enseigné le regret du régime passé. A la vue du pontife, ce qui subsistait en eux de fidélité se réveilla. De vrai, Pie VII portait en lui tout ce qui attire et séduit. Il avait cinquante-huit ans, ce qui, pour un pape, paraissait presque la jeunesse. En son regard se peignait la douceur. Ses lèvres ne s'ouvraient que pour des paroles de mansuétude. De toute sa personne se dégageait une dignité simple, qui commandait le respect sans imposer la crainte. Il priait avec une ardeur de dévotion qui ravissait. L'expression de tristesse qui, par intervalles, assombrissait sa physionomie, achevait de lui conquérir les cœurs; car on y lisait les anxiétés d'une âme humble, recueillie, défiante d'elle-même, qui ne portait qu'avec une résignation pleine de tremblement le poids de la souveraineté.

Chemin faisant et par informations successives, le jugement se compléta. Le nouveau pontife, issu d'une noble famille, était, comme Pie VI, né à Césène, ville de la Romagne. Il avait dans sa jeunesse été bénédictin, et de sa vie monastique avait gardé une simplicité d'habitudes poussée jusqu'à l'ascétisme. La faveur de Pie VI l'avait élevé aux honneurs. Il était devenu évêque de Tivoli, puis évêque d'Imola et cardinal. Ceux qui l'avaient connu en cette dernière ville publiaient ses vertus : il était, disait-on,

austère de mœurs, accessible à tous, instruit, sévère pour lui-même, et, pour les autres, indulgent. Quand, en 1796, les Français avaient occupé sa ville épiscopale, il était demeuré au milieu de ses ouailles. L'année suivante, Imola ayant été incorporée à la République cisalpine, il avait, en ministre de paix, prêché la soumission au pouvoir établi. Au mois de janvier 1798, en un mandement à ses diocésains, il s'était même hasardé jusqu'à l'apologie du Gouvernement démocratique, et cela en un langage un peu affadi où l'Évangile se diluait en phrases de Rousseau. C'était illusion de générosité ou désir intense de prévenir toute persécution; ce n'était ni erreur fondamentale de l'esprit ni surtout servilité; car ceux qui avaient vécu dans l'intimité du prélat le disaient ferme quoique d'apparence timide, et capable, pour la défense de l'Église, d'une énergie d'autant plus grande qu'il aurait tout d'abord poussé plus loin les concessions.

Comme Pie VII allait atteindre Rome, le comte Alciati arrivait de Verceil, porteur du message du cardinal Martiniana. En rentrant dans sa capitale, Pie VII s'y sentit aussitôt submergé sous l'accumulation des embarras : la détresse financière, les ruines amoncelées, en un mot toute la liquidation de ce Gouvernement insensé qu'avait été la République romaine. Au milieu de ces tristesses, la lettre de Martiniana fut pour lui la grande, la suprême consolation. Il la lut, la relut en une émotion de sensibilité exaltée. La France réconciliée, trente millions d'âmes ramenées dans le bercail de Jésus-Christ, quel n'était pas le rêve! Ainsi s'exprima-t-il, dès le 10 juillet, en sa réponse au cardinal Martiniana. Il ne méconnaissait point les embarras de la négociation; mais sur l'heure, il refusait de s'y appesantir. « Que le Ciel, disait-il, bénisse un dessein qui a pour objet sa gloire! » « La conclusion de cette grande affaire, continuait-il, répond aux désirs les plus ardents de notre cœur. » Et il ajoutait, avec les formes les plus amples de la langue italienne : « Dites au premier Consul que nous nous prêterons à ses vues *volontierissimo.* »

IV

En une magnanime pensée de réconciliation, le premier Consul avait offert à l'Église la paix. Avec une allégresse recon-

naissante et émue, Pie VII avait accueilli le précieux gage. Quel n'était point l'espoir! Entre les deux grands acteurs nulle concurrence, le génie ne pouvant tirer ombrage de la sainteté, ni la sainteté jalouser le génie : à Paris, un chef d'assez haute intelligence pour tout comprendre ; à Rome, un pontife assez pénétré de mansuétude pour sacrifier beaucoup et pour tout oublier : un passé si chargé de ruines irréparables que les nouveautés, même les plus contraires aux traditions, paraîtraient naturelles, tant il semblait impossible de ressusciter ce qui avait péri : de part et d'autre, un égal intérêt à s'unir, l'Église ayant besoin de la France et la France de l'Église. En cette disposition réciproque, à cette heure où, dans le rayonnement de la victoire, tout conviait à l'apaisement, le Concordat, œuvre nécessaire, ne s'édifierait-il pas d'un seul jet, grâce au bon sens génial de Bonaparte, grâce à l'évangélique bonté de Pie VII?

Tel fut, sans doute, à Verceil le dessein du premier Consul et, à Rome, l'attente du Saint-Père. C'est, hélas! au prix de plus d'efforts que la paix religieuse devait s'acheter. Il y a des négociations qui, simples d'abord et, en apparence, d'une terminaison aisée, se couvrent de ténèbres à mesure qu'elles se poursuivent, à la manière de ces journées, claires aux premières heures, mais où les nuages, bientôt s'amoncelant, obscurcissent la sérénité du matin. La négociation, amorcée à Verceil, rencontrera cette mauvaise fortune. Au début, elle se présente avec tous les aspects d'une loyauté réciproque, d'une réciproque confiance, et il semble qu'à peine commencée, elle touche à la conclusion. A mesure qu'on avancera, les divergences se découvriront. Il y aura des froissements, des heurts, des reculs, et à tel point que, plus d'une fois, on désespérera du succès.

De tous ces à-coups, qui conviendra-t-il d'accuser? Je touche ici à l'obstacle fondamental qu'il faut dès maintenant noter; autrement, tous les pourparlers qui suivront demeureraient inintelligibles. Cet obstacle réside dans les différences profondes qui séparent ceux qui bientôt débattront le traité. Romains et Français ont vécu en des milieux si opposés que, même lorsqu'ils s'appliqueront à parler la même langue, les mots ne rendront pas pour eux le même son. C'est qu'en eux deux mondes se personnifient : d'un côté le monde ancien avec toutes ses survivances, de l'autre le monde nouveau avec toutes ses maximes d'autant plus orgueilleusement proclamées qu'on redoute davan-

tage les retours offensifs du passé! Ce sont ces deux mondes, tout étonnés de se trouver en présence, tout impuissants à se pénétrer, qui vont s'entrechoquer à l'occasion du Concordat. Entre les délégués du premier Consul et de Pie VII se discuteront, mot par mot, à huis clos et en secret, les articles du traité futur. Quiconque se bornerait à copier les dépêches ou à relater les procès-verbaux, serait un interprète incomplet et souvent infidèle. C'est du dehors qu'il faut étudier le Concordat, en mesurant toutes les influences qui, même dans le silence obligé de la presse, se répercutent sur les Gouvernements et règlent le degré des résistances ou des concessions. Bonaparte a eu beau commander le secret : il demeure tributaire d'une opinion publique, à la fois contenue et redoutée, et dont il épie les moindres manifestations, tout en feignant de s'élever au-dessus d'elles. Autour de la table où sont assis les diplomates, on se figure, comme au fond d'une toile, tout un monde d'acteurs secondaires, dissimulés à l'arrière-plan, mais de crédit à peine entamé, et qui réservent contre la religion tout ce qu'ils gardent d'indépendance. Ce qui ajoute à la confusion, c'est que Rome a ses *zelanti* d'ancien régime, comme Paris a ses tenants de la libre pensée. Là réside l'originalité de la négociation concordataire. Elle marque, je le répète, la rencontre de deux courants qui, tantôt luttent avec une obstination sourde à qui l'emportera et tantôt, sous la montée des colères, dressent tout à coup leurs vagues de fond. Et quand enfin le traité se signera, ce sera moins encore par la conciliation des idées et des vues que par l'impossibilité, pour la France et pour l'Église, de vivre plus longtemps séparées.

V

Dès les premiers jours, on peut noter, soit à Rome, soit à Paris, ces réserves, ces soucis, ces inquiétudes.

Et d'abord à Rome. C'est dans la première effusion de son cœur que le Saint-Père a tracé sa réponse au cardinal Martiniana. Maintenant, à travers la joie, un peu de méfiance se glisse. La nouvelle s'ébruite, et voici que, parmi les familiers du Pape, se réveille le souvenir des avanies françaises. En un retour un peu amer, on se rappelle les anciennes injures : l'humiliation de Tolentino; Pie VI fugitif, puis captif et torturé

jusqu'à la mort ; la République romaine proclamée ; les jacobins installés au Capitole ; les biens ecclésiastiques confisqués ; le pillage systématique des églises. Les images se précisant, on revit toutes les dernières années. Combien de cardinaux n'ont-ils pas été emprisonnés, puis obligés de s'exiler ! Quiconque a été fomenteur de troubles ou professeur d'insurrection est devenu magistrat. Sur la ville s'est abattue toute une équipe de pirates patentés, si répugnants par leurs exactions qu'ils ont indigné non seulement les Romains, mais leurs propres compatriotes. Et pendant ce temps, quelques vieux chanoines, blottis dans leur retraite, s'appliquaient à cacher les reliques, tandis que les Transtévérins montaient la garde autour de leurs madones.

Sûrement le premier Consul répudie cet héritage. Mais quelque effort qu'on fasse pour isoler le présent du passé, les esprits ne peuvent se dégager d'importunes réminiscences. Aujourd'hui, le général contient les jacobins ; mais c'est par eux et avec eux qu'il a grandi. On peut retrouver de lui des lettres où il s'est déclaré « le meilleur ami de Rome : » mais, le 2 juillet 1798, dans sa proclamation d'Alexandrie, ne s'est-il pas vanté d'avoir « détruit le Pape qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans ? » Il y a un mois à peine, il a prononcé le fameux discours au clergé de Milan : mais n'est-ce pas lui qui, quatre ans auparavant. en cette même ville de Milan, a dicté l'ordre du jour où il conviait ses soldats « à libérer les descendants des Brutus et des Scipions ? »

Un arrière-scrupule ne laisse pas que de troubler l'âme un peu timide de Pie VII. Il vient de se lier à Bonaparte. Après coup, ce gage fourni à l'ordre nouveau ne lui pèse-t-il pas comme une témérité ? Quoique très conciliant par nature, il est demeuré par tradition homme d'ancien régime. Même, après son élection à la papauté, c'est à Louis XVIII qu'il a, comme au souverain légitime de la France, notifié son avènement ; et Louis XVIII, agissant à son tour en souverain, a désigné le cardinal Maury comme son représentant à Rome. Et voici que le Pape suppute avec inquiétude les objections qui viendront de l'exil : il songe au roi, aux conseillers du roi, et bien plus encore à tous les évêques fidèles que peut-être il faudra sacrifier.

L'événement était trop grave pour que Pie VII ne s'entourât point d'avis. En cette saison de l'année, plusieurs cardinaux étaient en villégiature aux environs de Rome. Ils étaient

vieux, désabusés, et ayant cruellement souffert de la Révolution française, n'imaginaient guère que, de ce côté, pût venir quelque bien. Une lettre de l'un des plus considérables, le cardinal Antonelli, montre assez bien quelles dispositions régnaient, mêlées de bonne volonté et de méfiance. Le cardinal, en ce moment à Sinigaglia, déclare, en une dépêche à Consalvi, secrétaire d'État du Saint-Père, qu'il obéira aux ordres du Souverain Pontife et se rendra à Rome. Mais il relève de maladie et ne peut voyager qu'à petites journées ; en outre, comme il craint la chaleur, il ne voyagera point de jour ; et, comme il craint aussi l'obscurité de la nuit, il attendra la pleine lune pour se mettre en route. Dites tout cela au Pape, continue-t-il, « en lui demandant sa bénédiction. » Sur les pourparlers eux-mêmes, Antonelli ne laisse pas que de demeurer très soucieux. « D'abord, dit-il (et en ce mot se peint son arrière-pensée soupçonneuse), *timeo Danaos et dona ferentes*. En second lieu, combien n'est-il pas cruel pour le chef de l'Église de déposer beaucoup d'évêques, peut-être les plus zélés, et cela pour satisfaire un personnage qui ne peut inspirer que répulsion ? En troisième lieu, que dira Louis XVIII, que diront les souverains légitimes ? Ce n'est pas tout. Dans quelles conditions la religion sera-t-elle établie en France ? Sera-t-elle la religion dominante ? Aura-t-elle seule le bénéfice de la publicité du culte ? Que sera-t-il décidé pour les prêtres, les religieux, les chapitres, les séminaires, les écoles ? Enfin, même en supposant le traité le plus avantageux, qui garantit qu'il sera durable ? N'est-on pas à la merci d'une nouvelle guerre qui peut tout bouleverser ? » « Il y a en tout cela, poursuit le cardinal, de quoi faire trembler. » Pourtant, après avoir parlé de la sorte, il se ressaisit : « Comme je comprends que le salut de tant de millions d'âmes, que le rétablissement du culte catholique en France soit une œuvre digne d'honorer à jamais le Souverain Pontife (1) ! »

(1) Lettre du cardinal Antonelli à Consalvi, 14 juillet 1800 (*Documents relatifs au Concordat*, publiés par le comte Boulay de la Meurthe, t. III, p. 533-534). — En retraçant la négociation concordataire, je ferai de fréquents emprunts à ce recueil si complet, où M. le comte Boulay de la Meurthe a rassemblé, avec une admirable conscience et la plus judicieuse sagesse, la plupart des pièces relatives à cet acte fameux. — C'est à M. Boulay de la Meurthe que j'emprunte en particulier la correspondance de Mgr Spina avec le cardinal Consalvi, extraite par lui des archives du Vatican.

C'était en ce conflit de crainte et d'espoir que Pie VII se préparait à la négociation. Le 28 juillet, il nomma, pour l'aider de ses lumières, une commission de cinq cardinaux : les cardinaux Albani, Gerdil, Antonelli, Carandini, Della Sommaglia. Cette commission se compléta par l'adjonction de cinq prélats et de quelques théologiens. Le rôle le plus important, celui de rapporteur, fut confié à Mgr di Pietro, prélat instruit, laborieux, expérimenté, et qui, dans la suite des pourparlers, serait le rédacteur habituel des documents pontificaux. Dans la nuit du 9 août, la commission se rassembla au palais du Quirinal. Gerdil, vieillard plus qu'octogénaire, était absent; en revanche, Antonelli venait d'arriver. Le rapport était achevé depuis cinq jours et avait été distribué. D'un bout à l'autre, ce document était inspiré par une pensée dominante, celle qu'on devait concéder beaucoup, si de ces concessions devait dépendre le rétablissement du culte. Cette pensée, qui était celle du Pape, fut aussi, malgré bien des répugnances plus ou moins avouées, celle de la majorité des cardinaux. C'est en cet esprit que furent rédigées les instructions qui suivirent. — La déposition en masse des anciens évêques paraissait une mesure exorbitante; comment punir pour leur fidélité les plus zélés défenseurs de la foi catholique ? Cependant on redoutait que Bonaparte ne s'obstinât en son dessein; de là l'idée d'une transaction, qui serait proposée comme suprême expédient et en désespoir d'un arrangement meilleur : les prélats qui refuseraient leur démission garderaient leur titre épiscopal ; mais un vicaire apostolique serait désigné qui les remplacerait dans l'administration du diocèse. — On se soumettait à un remaniement des circonscriptions diocésaines, sous la seule réserve que le nombre des sièges ne fût pas réduit à l'excès et qu'on procédât par réunion de plusieurs sièges en un seul, non par suppression. — Le langage de Bonaparte ne permettait pas de douter qu'il ne considérât comme définitive la vente des biens ecclésiastiques ; quoique le sacrifice parût chose douloureuse, on se résignait à l'idée que le Saint-Père usât de *condescendance* envers les acquéreurs des propriétés sécularisées. — L'idée d'un clergé salarié ne laissait pas que de déconcerter : on l'acceptait pourtant, au moins comme expédient temporaire et sans préjudice de l'avenir. — Le rétablissement du culte serait dérisoire, si les lois persécutrices contre les prêtres demeuraient en

vigueur : aussi émettait-on le vœu qu'elles fussent abolies. — Quant à la nomination des évêques par le pouvoir civil, on observait que cette prérogative ne pouvait appartenir qu'à un chef d'État professant la religion catholique, et dans un pays où cette religion serait la religion dominante. Ainsi se posait une question qui serait plus tard longuement et passionnément débattue, celle de la religion d'État et de la publicité du culte (1).

Pour la grande négociation, quel serait le délégué du Saint-Siège ? Le cardinal Martiniana avait reçu les premières confidences. Son rôle n'irait point au delà. Pour représenter les intérêts de l'Église, le choix du Saint-Père s'était porté sur Mgr Spina, archevêque de Corinthe. C'était un personnage instruit, laborieux, d'esprit conciliant. Il avait, en des conjonctures douloureuses, fourni à l'Église la preuve de son dévouement; car il avait suivi Pie VI en sa captivité et l'avait assisté jusqu'à sa dernière heure. De plus, il n'était point absolument inconnu à Bonaparte qui, jadis, l'avait entrevu à Valence. Enfin son rang même, fort honorable sans être éclatant, répondait tout à fait aux vues du Saint-Siège : il était, à la fois, assez constitué en dignité pour qu'on l'écoutât, de condition assez obscure pour qu'en cas d'échec, l'insuccès ne s'ébruitât pas trop. On pourrait à volonté restreindre ou étendre son rôle, le rappeler ou prolonger sa mission; on pourrait aussi lui substituer, à l'heure voulue, un ambassadeur de prestige plus assuré, qui achèverait l'œuvre commencée et présiderait à la réconciliation de la France et de l'Église.

Cependant Martiniana avait, dès le 19 juillet, transmis à Bonaparte la réponse de Pie VII, et lui avait demandé de lui faire parvenir le plus tôt possible le détail des accords dont on n'avait tracé à Verceil que le plan général. Non sans impatience, on attendait des éclaircissements. Sur ces entrefaites, arriva dans Rome un diplomate qu'on interrogea avec une extrême curiosité, car il venait de Paris et y avait conféré avec le ministre des Affaires étrangères, M. de Talleyrand : c'était M. de Labrador, le nouvel ambassadeur d'Espagne auprès du Saint-Siège. Ce qu'on recueillit de sa bouche fut plus propre à raviver les craintes qu'à confirmer les espérances, car il se

(1) Voir le texte du rapport ou *Votum* de Mgr di Pietro dans Boulay de la Meurthe, *Documents relatifs au Concordat*, t. III, p. 538 et suivantes.

répandit en propos troublants, et se hasarda même, dit-on, jusqu'à laisser entendre que le négociateur envoyé par Bonaparte à Verceil pourrait bien être l'évêque constitutionnel Grégoire. Il annonça d'ailleurs de nouvelles communications de M. de Talleyrand. Le mois d'août s'écoula sans qu'on reçût aucun message. Bien que le langage de M. de Labrador fût un peu suspect, car on le savait très pénétré de philosophisme, l'inquiétude s'accrut. L'évêque de Verceil aurait-il mal interprété les pensées du premier Consul ? Le premier Consul lui-même, une fois revenu dans sa capitale, aurait-il changé d'avis ? Une dépêche arriva enfin de Martiniana ; elle était du 2 septembre ; mais elle ne réussit qu'à doubler les perplexités ; car le cardinal était contraint de confesser qu'il demeurait sans nouvelles de Paris et ne savait rien. C'est en ces conjonctures qu'on se décida enfin, vers le milieu de septembre, à faire partir Mgr Spina pour Verceil. Mais avec quel diplomate français le prélat aurait-il à s'aboucher ? Trouverait-il là-bas un négociateur pour entrer en conférence avec lui ? La négociation elle-même subsistait-elle ? Était-elle au contraire ajournée ou suspendue, oubliée ou abandonnée ? Autant de questions troublantes que, dans le silence prolongé du premier Consul, nul n'eût osé résoudre.

VI

Le lendemain de l'entrevue de Verceil, Bonaparte avait gagné Turin, puis, par la voie du Mont-Cenis, était rentré en France. Chemin faisant, il avait marqué sa tolérance en élargissant à Saint-Jean-de-Maurienne une dizaine de prêtres et en ouvrant à Dijon les portes de la maison de réclusion (1). Il semblait alors qu'un de ses principaux soucis fût de régler au plus vite les affaires religieuses ; car il avait laissé à Verceil un courrier, afin que la rapidité des communications permît de tout terminer promptement.

Et pourtant plus de deux mois s'écoulèrent en un apparent oubli de la négociation. On eût dit que Bonaparte, une fois revenu d'Italie, se sentait ressaisi par toutes les influences qu'au loin il avait secouées. A Rome, Pie VII, en dépit de ses intenses

(1) *Annales philosophiques*, t. II, p. 131-132.

désirs, tremblait de trop sacrifier aux maximes du siècle : à Paris, le premier Consul, en dépit de son génial bon sens, se prit à craindre pour l'ordre nouveau créé par la Révolution et dont il se jugeait le gardien.

C'est qu'au palais des Tuileries, — car, depuis le mois de février, il a quitté le Luxembourg, — il se sent seul à vouloir la paix religieuse. En attirant à lui le pouvoir, il a cru opportun de s'orner d'un parlement : or, tout est hostile, et le Sénat trituré par Sieyès, et le Corps législatif composé par le Sénat, et le Tribunat où bouillonne encore ce qui reste de lave révolutionnaire non solidifiée. Dans l'armée, généraux et soldats, tout saturés de déclamations, tout gorgés de sacrilèges pillages, estiment que la guerre aux prêtres est le complément nécessaire du parfait patriotisme. Puis il y a le vieux résidu jacobin, gens muselés plutôt que réduits. Puis encore il y a les corps savants, l'Institut, les philosophes, tous fort désabusés sur la liberté politique, mais retranchés dans l'irréligion comme dans une dernière place de sûreté.

A tous ces tenants de l'impiété, l'orientation nouvelle s'est révélée par degrés. Ils ont connu le discours de Milan, puis le *Te Deum* chanté après Marengo; bientôt deux ou trois entrefilets des journaux leur ont appris les premiers pourparlers avec le Saint-Siège. Voici maintenant qu'un décret, celui du 7 thermidor, accroît encore leur ombrageuse vigilance : cet arrêté décide que le repos décadaire ne sera désormais obligatoire que pour les fonctionnaires publics. A ce nouvel indice de réaction, une mauvaise humeur éclate qui se contente d'être dédaigneuse, n'osant se montrer hostile. « Bientôt, écrit *la Décade*, les dimanches et fêtes seront célébrés comme ci-devant (1). » Et le *Journal des hommes libres*, qui représente l'irréligion grossière comme *la Décade* l'impiété élégante, renchérit sur ce langage. « On recommence, dit-il en un lourd persiflage, à parler de la religion de nos pères; mais est-ce le culte de Cérès Éleuthère? celui de Theutatès? celui de Jupiter conservateur? (2) »

Bonaparte est hardi; il est timide aussi. Il ne redoute point la résistance ouverte; car il lui est aisé de la briser. Il se sent déconcerté par la réprobation silencieuse qu'il est condamné à

(1) *La Décade*, 4e trimestre an VIII, p. 444.
(2) *Journal des hommes libres*, 12 thermidor an VIII

subir, par l'ironie qu'il est impuissant à châtier. Puis, quelle que soit sa grandeur, un singulier respect humain, à la fois subtil et tenace, le travaille ; et par avance, il entend, il croit entendre les propos de ses anciens compagnons d'armes qui vont l'accuser de *capucinade*. Enfin ceux dont il devine les dédains et dont il comprend à demi-mot les épigrammes, ce sont les philosophes, ses amis d'hier, qui l'ont soutenu au jour du coup d'État, qui, le lendemain, ont été ses garants contre tout retour de la contre-Révolution et surtout du *fanatisme*.

Aussi, en cette fin d'été, en cet automne de 1800, comme il s'applique à accommoder ses desseins ! Comme il s'efforce de convaincre son entourage, et surtout de transformer son projet de restauration religieuse en une entreprise d'ordre et de sauvegarde sociale ! Le 16 août, au Conseil d'État, il s'exprime en ces termes : « Ma politique est de gouverner les hommes comme le plus grand nombre veut l'être. C'est, je crois, la vraie manière de reconnaître la souveraineté du peuple. C'est en me faisant catholique que j'ai fini la guerre de Vendée, en me faisant musulman que j'ai gagné les esprits en Égypte. Si je gouvernais un peuple de juifs, je rétablirais le temple de Salomon (1). » Cependant, à la Malmaison, il reçoit Laplace, Chaptal, d'autres encore. Il amène l'entretien sur la philosophie : « Les philosophes, dit-il, nous ont conduits trop loin, il faut revenir en arrière. Je veux rendre au peuple la plénitude de ses droits en matière religieuse. Les philosophes en riront, mais la nation me bénira (2). » En d'autres entretiens, il découvre sa politique et, en des termes réalistes jusqu'à la brutalité : « Il faut, proclame-t-il, être maître des prêtres. Vous dites, vous philosophes, qu'il faut les laisser de côté et ne pas s'occuper d'eux. Non, on ne peut les laisser libres ; car ils mettraient le feu partout. Il faut les tenir par l'intérêt, il faut qu'ils soient payés par l'État (3). »

Même en sécularisant ses pensées, Bonaparte réussira-t-il à convaincre ? Talleyrand, l'évêque apostat, écoute, silencieusement poli, dédaigneusement nonchalant, mais se réservant de brouiller les fils à mesure qu'ils se noueront. Fouché, l'ancien oratorien, n'ose contredire : « C'est un parti pris, » dit-il en faisant allusion aux projets de Bonaparte ; mais toute son habi-

(1) Chaptal, *Souvenirs sur Napoléon*, p. 237.
(2) Rœderer, *Œuvres*, t. III, p. 334.
(3) *Id.*, *ibid.*, p. 335.

leté se dépense à appliquer les lois persécutrices, en sorte qu'on verra deux spectacles contradictoires : Bonaparte négociant avec le Pape, le ministre de la police s'obstinant à traquer les prêtres. Quant aux savants, aux philosophes, aux libres penseurs de toute origine, les uns s'indignent, se jugeant joués; les autres inclinent à une sorte de résignation murmurante et entre eux se disent tout bas qu'il faut bien passer quelques faiblesses à un si grand homme. Cependant les plus attentifs sont les prêtres constitutionnels. L'entente avec Rome, c'est la ruine, à moins que le Gouvernement ne stipule pour eux. Auprès du premier Consul, Grégoire s'insinue et lui souffle la méfiance. Moitié consulteur laïc, moitié théologien, il développe les maximes fondamentales qui devront guider le Gouvernement dans les négociations. Le premier Consul, écrit-il, devra se tenir toujours en garde contre les ruses d'une cour exercée dans l'art de feindre. Il aura soin de ne pas trop s'avancer dans les concessions. Il se tiendra à portée de rentrer militairement dans les États pontificaux, et cela jusqu'à ce que le traité soit signé. Quant au traité lui-même, on pourra rendre au Pape des hommages purement honorifiques, mais sans aucun préjudice des libertés gallicanes dont on ne devra point sacrifier la moindre partie. Nul délégué du Saint-Siège ne sera admis à intervenir dans les affaires de France. On stipulera le régime de l'élection pour le choix des ministres du culte. Surtout, par dessus tout, le Pape sera tenu de reconnaître la légitimité de tous les serments, de tous les actes de soumission envers le Gouvernement français depuis le début de la Révolution; et cette clause, ajoute Grégoire, « devra *être exigée intrépidement* (1). »

Nul n'est plus habile que Bonaparte à interpréter les silences, à deviner les dédains, à découvrir, sous les hommages, les critiques. Puis tout l'étalage de Grégoire ne laisse pas que de l'impressionner; et quand on lui parle des libertés gallicanes à conserver, des ruses romaines à déjouer, des prétentions ultramontaines à contenir, il dresse l'oreille, en homme bien résolu à ne jamais souffrir d'autres usurpations que les siennes. Ces pensées dicteront sa conduite. Il poursuivra la négociation; seulement il la déplacera de façon que tous

(1) Voir Grégoire, *Histoire des sectes*, t. VI, p. 304 et suiv.

les fils se trouvent à toute heure réunis dans ses mains. La politique de déférence envers le Saint-Siège aurait été d'envoyer à Rome un représentant pour traiter avec les délégués du Pape. La politique d'égalité correcte consistait à débattre la grande affaire à Verceil, c'est-à-dire au lieu même où s'étaient amorcés les premiers pourparlers. Bonaparte décida de transporter la négociation à Paris. De la sorte, il communiquerait à l'envoyé du Saint-Siège un aspect de solliciteur. De plus, tenant toutes choses à sa portée, il pourrait à son gré ajouter, effacer, modifier, transformer, confirmer, désavouer, suivant les intérêts de sa politique, les avis de ses conseillers, les impulsions de sa volonté toute-puissante. La décision prise, Talleyrand fut chargé de la notifier. Le 4 septembre, en une dépêche au cardinal Martiniana, il exprima la joie qu'inspiraient au premier Consul les excellentes dispositions du Saint-Père. Puis, sans autre explication, et comme s'il se fût agi d'un changement de médiocre importance, il annonça l'envoi à Mgr Spina de passeports pour Paris.

Mgr Spina était en route pour Verceil quand, à son passage à Florence, un avis de Martiniana lui fit connaître le subit et imprévu changement. Aussitôt le prélat expédia à Rome un courrier pour prendre les ordres du Saint-Père, et se rendit lui-même à Verceil, but primitif de son voyage, afin d'y attendre les nouvelles instructions. A ne considérer que les antiques coutumes de déférence, la brève notification avait de quoi blesser. Mais une longue adversité avait façonné la cour de Rome à la modestie et, si elle remarqua l'infraction aux bienséances traditionnelles, elle se garda sagement de rien manifester. Depuis deux mois d'ailleurs, on attendait des nouvelles de Paris et avec une grande crainte que le projet ne fût abandonné ; aussi la joie de voir la négociation poursuivie balança-t-elle le petit déplaisir. Enfin toute objection eût pu devenir prétexte de rupture ; et c'est de quoi Pie VII ne se fût jamais consolé. Spina reçut donc à Verceil l'ordre de poursuivre sa route. Cependant les allées et venues avaient occasionné quelque retard. Ce fut seulement le 3 novembre que le délégué du Saint-Siège atteignit Paris.

VII

Il s'installa rue Saint-Dominique, en un hôtel modeste qu'on appelait l'*hôtel de Rome*. Chemin faisant, il s'était à Lyon muni d'habits séculiers, en sorte que rien ne décelait son caractère ecclésiastique. Son seul compagnon était le Père Caselli, général de l'ordre des Servites et théologien très estimé, qui devait l'aider de ses lumières. Sa suite se composait d'un seul domestique et d'un courrier.

Le Saint-Père ne savait des dispositions du premier Consul que ce que lui avait appris la dépêche du cardinal Martiniana. En cette ignorance, toute direction précise eût été malaisée. Mgr Spina était muni de deux sortes d'instructions : les premières rédigées au mois de septembre et qui n'étaient que le résumé de la délibération des cardinaux, les secondes libellées un mois plus tard, et qui marquaient plus spécialement la conduite à tenir à Paris. Le délégué pontifical n'était point investi de pouvoirs explicites pour traiter. Sa mission, très strictement restreinte, se limitait à voir, à entendre, à observer, à rapporter. De cruels mécomptes avaient enseigné la méfiance ; aussi l'envoyé romain appliquerait-il toute sa perspicacité à sonder les intentions, à scruter le fond des âmes : le Gouvernement consulaire voulait-il sincèrement l'entente ou ne cherchait-il, par une trompeuse apparence de paix, qu'« à jeter, comme on disait, de la poudre aux yeux des bons Français ? » Le nombre des choses à ménager était infini. La mission, si elle était connue, déplairait aux Puissances étrangères et surtout à Louis XVIII : de là la recommandation d'éviter, autant que possible, les cérémonies officielles, les réunions diplomatiques et de se dérober à tout acte qui paraîtrait reconnaissance de la République française. Si l'envoyé romain était contraint de s'expliquer, il se contenterait de répondre qu'il était un négociateur ecclésiastique chargé de débattre les matières religieuses. Sûrement le nouvel arrivant ne manquerait pas d'être circonvenu par les *intrus :* il les écarterait poliment et n'entretiendrait avec eux d'autres relations que celles qu'exigerait l'urbanité. Parmi les intrus, le principal était Talleyrand. L'intérêt politique, les bienséances même obligeaient à conférer avec lui ; mais on ne l'entretiendrait que

des intérêts généraux sans jamais faire allusion à sa situation personnelle. Même vis à vis des catholiques fidèles, l'archevêque de Corinthe pratiquerait la réserve; c'est pourquoi il s'abstiendrait de les recevoir en groupe et éviterait de se découvrir par des déclarations qui pourraient être publiées. Cependant le principal souci était de savoir ce qu'on pourrait espérer ou craindre du Gouvernement français. Quelle serait la condition de la religion catholique? Le culte serait-il public? En quels termes serait conçue la promesse de fidélité? Les exigences pour la démission des évêques seraient-elles susceptibles de quelque tempérament? Les lois révolutionnaires seraient-elles abolies? Sur tous ces points, Mgr Spina devait interroger, solliciter, prendre acte des réponses sans s'engager lui-même, noter les impressions, interpréter les silences mêmes; puis il marquerait en ses rapports ce qu'on pourrait réclamer avec chances de succès, ce qu'il serait au contraire imprudent de revendiquer si l'on ne voulait compromettre toute la négociation.

Je me persuade que Mgr Spina, en méditant ses instructions au cours de son voyage ou en les relisant dans sa chambre d'hôtel, dut se sentir plus effrayé que rassuré. S'il avait le devoir de ne rien signer, il avait la mission de tout débattre, de tout apprécier, de tout rapporter. Or, en une négociation d'une importance si extraordinaire, quelle responsabilité ne s'attacherait point, même à ce rôle d'informateur! Pendant la halte de Verceil, l'archevêque de Corinthe s'était entretenu avec le cardinal Martiniana, et ces conférences n'avaient pas laissé que d'éveiller en lui quelque appréhension. Le bon cardinal n'avait-il pas capitulé un peu vite devant le premier Consul quand celui-ci avait exigé, paru exiger une démission générale des évêques? Puis, en affirmant dans sa lettre au Pape que le clergé constitutionnel était écarté à tout jamais des combinaisons futures, n'avait-il pas un peu amplifié le langage de Bonaparte? En notant ses impressions de route, Mgr Spina y puisait d'ailleurs plus de sujets de se défier que de se réjouir. Chemin faisant, en Italie même, il avait, pour une formalité de passeport, été arrêté à Modène, ville occupée par les autorités françaises, et avait subi quelques vexations. A travers le Piémont, les Alpes et le Dauphiné, partout il avait retrouvé le souvenir du lamentable exode qui avait traîné jusqu'à Valence Pie VI proscrit et mourant. La suite de son voyage avait encore

assombri ses pensées. Dans les villes, nulle trace de culte extérieur, nul son de cloche, nul appareil religieux dans les funérailles; beaucoup d'églises fermées et en ruines, les autres partagées entre le culte catholique et le culte décadaire ; les prêtres se dissimulant sous l'habit laïque ; partout, sur les affiches officielles, les supputations du calendrier révolutionnaire. Et ce spectacle avait d'autant plus frappé, que le délégué pontifical, en voyageur qui passe, n'avait pu pénétrer au delà de ces apparences et deviner tout ce que le peuple français, pris dans son ensemble, gardait d'attachement à l'antique foi.

Et maintenant à Paris, l'envoyé romain se sent plus que jamais dépaysé, tant l'atmosphère ambiante lui apparaît chargée d'indifférence ou d'hostilité ! Sûrement la volonté de Bonaparte peut triompher de toutes les résistances. Mais jusqu'où s'étend son bon vouloir ? On ne le sait pas bien, car une seule fois à Verceil il s'est dévoilé.

Le dimanche 9 novembre, Spina fut reçu en audience aux Tuileries. Le premier Consul se montra non seulement courtois, mais empressé. Il parla du Saint-Père en termes pleins de déférence. Toutefois, il exprima doucement le regret qu'il ne lui eût pas notifié son avènement comme il l'avait fait pour le roi d'Angleterre, le roi de Prusse, l'empereur de Russie. L'envoyé pontifical s'excusa de son mieux et ajouta, non sans à propos, que si, comme il l'espérait, la négociation se terminait heureusement, l'accord entre les deux pouvoirs effacerait toute trace du passé. Bonaparte, abordant alors l'objet même des pourparlers, répéta à peu près ce qu'il avait dit à Verceil. Spina répliqua en faisant valoir la conduite du Saint-Père qui, en l'expédiant à Paris, n'avait point hésité à encourir le blâme des Puissances. Puis, avec la réserve qu'exigeait un premier entretien, il hasarda quelques observations, en particulier sur la démission générale des évêques. A ces mots, Bonaparte interrompit en quelques paroles assez vives, quoique exemptes de toute irritation. En revanche, sur d'autres points, il manifesta une volonté moins inflexible et en particulier parut admettre que la religion catholique serait déclarée *dominante*. La conversation se poursuivit sur des matières diverses et sans beaucoup d'enchaînement entre elles, mais toujours avec la même aménité de langage. Au bout d'une demi-heure, Bonaparte congédia l'envoyé. Celui-ci fut d'autant plus charmé qu'il avait

craint davantage le premier contact avec le maître redoutable. « J'avoue que j'ai été satisfait au plus haut point, *soddisfattissimo,* » écrivait-il, trois jours plus tard, au cardinal Consalvi.

VIII

Spina était depuis quatre jours à Paris, quand il vit entrer chez lui un personnage, court de taille, rouge de figure, de regard louche et de traits disgracieux. Bien qu'il fût jeune encore, il portait sur son visage un peu ravagé les traces de précoces fatigues. Il était en habit séculier, mais ses vêtements sombres, son manteau à petit collet décelaient, pour tout œil exercé, sa condition ecclésiastique. Quand le nouvel arrivant se mit à parler, sa physionomie s'éclaira d'une telle lumière que, dans le pétillement de l'intelligence, toutes les laideurs se fondirent. Son langage était précis, abondant, coloré. Son instruction, qui était réelle, paraissait extraordinaire, tant il possédait l'art de mettre en œuvre tout ce qu'il savait! Il portait en lui l'onction familière aux gens d'Église, mais avec des poussées d'audace et de résolution, à la manière d'un homme qui aurait longtemps vécu bien loin du sanctuaire. Qu'était-il? Prêtre régulier? diplomate avisé? courtier politique ? aventurier ? Peut-être tout cela ensemble. Ses manières étaient subtiles, enlaçantes, avec une souplesse d'esprit prête à s'adapter à tout, peut-être aussi avec une ambition prête à tout convoiter.

Ce visiteur s'appelait l'abbé Bernier. Sur son origine et son passé, Spina n'était qu'incomplètement renseigné; mais les survivants des guerres de Vendée auraient pu l'instruire.

Il était né au pays des Mauges, de famille modeste. Par travail et intelligence, il avait grandi. La Révolution l'avait trouvé docteur en théologie et curé de Saint-Laud en la ville d'Angers. Bientôt l'ardeur des luttes civiles n'avait plus permis la neutralité. Il fallait choisir. En 1793, Bernier s'était jeté dans l'insurrection. Son éloquence l'avait révélé aux soldats. Par la nette promptitude de ses avis, par sa facilité de plume, il s'était poussé bien vite dans le conseil des chefs. De vrai, l'héroïsme n'était point sa vocation, mais bien plutôt l'art de négocier, dût la négociation se colorer d'intrigue. Jeté dans les périls guerriers, il accepta d'ailleurs bravement son rôle, et vingt fois il risqua sa vie, tout en se sentant mal à l'aise dans l'épopée. Parmi les

rebelles, tout le monde le connaissait. On était unanime à louer sa fertilité d'expédients, sa fécondité de ressources. Méritait-il pleine confiance ? Sur ce point, les plus clairvoyants se taisaient.

A l'époque de la première pacification vendéenne, Bernier parut d'abord opposé à toute entente avec les républicains, puis il se ravisa, et même eut quelques conférences avec le général Hoche. Celui-ci fut charmé de son esprit délié. « C'est, écrivait-il, un prêtre comme il nous en faudrait beaucoup. » Et il ajoutait dédaigneusement : « La paix dans l'Ouest tient à *ces êtres-là*. » Pour Bernier, l'heure de la paix n'était pas venue; et les hostilités se rouvrant, de nouveau on le revit parmi les insurgés. Trahit-il, comme on l'a prétendu, Stofflet qui était son chef, et contribua-t-il à le livrer aux *Bleus?* La terrible accusation repose sur des indices plutôt que sur des preuves. Mais c'est déjà trop qu'on ait osé la formuler. Dans les temps qui suivirent, l'abbé correspondit avec les princes, mais avec un espoir de plus en plus affaibli, et déjà avec la pensée de s'évader hors d'un parti sans avenir. Il eût pu quitter la France, car un passeport lui avait été jadis accordé par Hoche. Mais il ne s'en servit pas. Blotti dans le pays des Mauges, il y vivait impénétrable, mystérieux, et suivant, du fond de sa cachette, les derniers soubresauts de la grande insurrection à laquelle son destin l'avait mêlé. Au milieu de toutes ces vicissitudes, il était demeuré prêtre fidèle, et si bien qu'on conserve pieusement, en un château de Vendée où je l'ai vu jadis, le calice d'étain dont il se servait pour la célébration des saints Mystères.

En la profondeur de sa retraite, Bernier connut le 18 Brumaire. Il était d'esprit pénétrant, lassé de fidélité stérile, et devina le dominateur de demain. En homme habile, il ne s'offrit point; mais, par l'intermédiaire d'un confident qu'il avait à Paris, il laissa discrètement entendre que, si on lui faisait des propositions, on n'aurait point à s'en repentir. Très impressionné par les résistances de l'Ouest, Bonaparte aspirait ardemment à rétablir en ces régions la paix. Ayant lu une lettre de l'abbé, il le jugea bon à employer. « Je le verrai avec plaisir, » écrivait-il le 22 janvier 1800 au général d'Hédouville, qui commandait à Angers.

Bernier n'avait pas attendu l'invitation, et déjà était à Paris, quoique gardant quelque mystère et, par habitude de guerre civile, se cachant sous un faux nom. A la Malmaison, il fut

reçu par le premier Consul, et le conquit, comme jadis il avait conquis Hoche. Dès lors, il se découvrit tout à fait et, en homme qui veut pousser jusqu'au bout sa fortune, se donna comme le seul capable de pacifier les esprits en Vendée. Salutaires et sages étaient ses suggestions : il conseillait de procéder par douceur plutôt que par sévérité, de ne pas se montrer trop strict sur le serment des prêtres, et de se contenter qu'ils fussent paisibles ; il lui arriva aussi d'insinuer combien il serait opportun de mettre à profit l'avènement d'un nouveau pape pour conclure un accord avec le chef de l'Église. N'était-ce pas sous ces influences que Bonaparte écrivait au général Bernadotte, le 1er mai 1800 : « Les prêtres paraissent bien se comporter, il faut les contenter le plus possible. Liberté entière du culte. » Il ajoutait : « L'abbé Bernier est un homme fort adroit, qui a beaucoup aidé à la pacification. Montrez-lui de la confiance. » Bientôt Bernier repartit pour l'Anjou. Mais, quelques mois plus tard, il fut rappelé à Paris. C'est que, dans la pensée de Bonaparte, il devait être le mandataire choisi pour négocier en son nom le Concordat.

Comment se révélera-t-il en ce rôle tout à coup agrandi? « J'ai trouvé le prêtre qu'il me faut, » avait écrit un jour Bonaparte, après s'être entretenu avec Bernier. Cet homme qui était « le prêtre qu'il fallait » à Bonaparte, serait-il tout à fait le prêtre qu'il fallait à l'Église ? Il avait bravé la mort en Vendée : aurait-il l'autre courage, celui qui sait au besoin déplaire ? Une longue suite d'aventureuses vicissitudes ne l'avaient-elles pas incliné à certaines déviations de conscience contre lesquelles ne réagiraient qu'imparfaitement son honneur et sa foi ? La suite de ce récit l'apprendra. Trois jours après la première entrevue que nous venons de rapporter, Spina, en une dépêche au cardinal Consalvi, s'exprimait en ces termes : « Le délégué chargé de traiter avec moi les affaires ecclésiastiques est l'abbé Bernier... C'est le même qui, après avoir soutenu la cause du roi et de la religion, a fait l'année dernière sa paix avec Bonaparte. Il semble animé de sentiments irréprochables, *rettissimi sentimenti.* » Ayant parlé de la sorte, l'envoyé pontifical ajoutait : « Ce qu'il est au fond, je ne sais, ne le connaissant pas encore. »

PIERRE DE LA GORCE.

(A suivre.)

AVANT LE CONCOURS DE VAUVILLE

L'AVIATION SANS MOTEUR

Dans quelques jours, le 5 août, s'ouvrira dans l'anse de Vauville, à quelques kilomètres de Cherbourg, le *Deuxième Congrès expérimental d'aviation sans moteur* organisé par l'Association française aérienne, et qui est destiné à marquer une étape nouvelle et importante dans le passionnant problème du vol à voile.

Les expériences dureront trois semaines, jusqu'au 26 août. Les organisateurs ont droit, on le montrera, à être félicités pour le règlement qu'ils ont élaboré, pour le choix du terrain et de la date, pour la ténacité qu'ils ont déployée. Mais je voudrais d'abord me permettre à leur égard une petite critique.

Pourquoi cette belle expérience, d'un intérêt à la fois scientifique et pratique, a-t-elle été appelée un « congrès ? » Un congrès, pour peu que la langue française n'ait pas été bouleversée depuis le dernier solstice, c'est une réunion de gens assemblés pour délibérer de quelque chose, pour décider de quelque chose, pour échanger des idées. Ce n'est pas, ce n'a jamais été une réunion de personnes qui concurremment vont faire des expériences. Il y a précisément un mot qui s'applique fort bien à la prochaine réunion de Vauville, c'est le mot « concours. » C'est réellement non pas le deuxième congrès, mais le deuxième concours d'aviation sans moteur qui va s'ouvrir dans quelques jours.

Si je me permets cette petite querelle préliminaire et grammaticale, c'est que, partisan passionné de tous les bienfaits que nous devons au sport, je crois que rien n'a contribué à en éloigner certains purismes mysonéistes autant que le singulier usage du français que font trop souvent ceux qui dirigent les choses du sport. Je connais bien des gens que la seule lecture de dix lignes de l'argot invraisemblable qui s'imprime dans certaines gazettes sportives a pour jamais dégoûtés, — bien à tort j'en conviens, — de tout ce qui de près ou de loin touche à la culture physique et aux libres jeux des athlètes.

C'est pourquoi je regrette que cette belle et utile chose que va être le deuxième concours d'aviation sans moteur, ait sur les fonts baptismaux reçu un nom inadéquat.

Et maintenant nous pouvons librement exprimer et motiver le puissant intérêt que nous trouvons au meeting..., je veux dire à la réunion..., je veux dire au concours de Vauville.

Le dernier numéro du journal *les Ailes*, un joli et intéressant journal imprimé sur papier bleu azur, — cela va de soi, — nous apprend que cinquante-six appareils différents ont été inscrits pour prendre part au concours. Cela constitue un vrai succès pour celui-ci, et suffit à montrer efficacement combien les questions en jeu passionnent dès maintenant le public, les constructeurs et les « sportifs. »

Parmi les appareils inscrits, deux au moins appartiennent à des étrangers. L'un est le biplan « Zéphir » étudié et construit par le Royal Aircraft Establishment Aero-Club, de Farnborough, l'autre est un appareil américain. Le concours prend ainsi un petit aspect international.

Celui-ci est ouvert en principe à tous les appareils plus lourds que l'air (les aérostats sont donc exclus), qui rentrent dans la catégorie des avions sans moteur. On a pourtant, — et très judicieusement, — prévu la participation d'appareils munis de moteurs auxiliaires. Mais ceux-ci ne pourront prendre part aux épreuves réservées aux appareils sans moteur que toutes choses égales d'ailleurs, c'est-à-dire moteur arrêté. Nous verrons dans le bref historique que nous ferons ci-dessous, que quelques-uns des exploits les plus brillants de l'aviation à voile ont été accomplis par de simples avions militaires de construction courante dont le moteur avait été immobilisé.

Des épreuves spécialement destinées aux appareils à moteurs

auxiliaires auront lieu à Vauville. Elles sont destinées à encourager le développement de ce genre de machines qui doivent être au vol à voile ce que l'adaptation aux yachts d'un petit moteur de secours est à la navigation à voile maritime ou fluviale. Bref, les moteurs auxiliaires sont, dans un cas comme dans l'autre, destinés à suppléer aux défaillances possibles des appareils sans moteur, défaillances pouvant être dues : soit à l'absence de vent, soit à des vents contraires. Ils sont également destinés à augmenter le rayon d'action des appareils et à les faire passer sans difficulté de l'une à l'autre des régions où le vol à voile est possible, mais qui peuvent être séparées par des régions défavorables à ce vol. Le rapide historique qui va suivre nous montrera d'ailleurs que, dès avant la réunion de Vauville, des résultats remarquables ont été obtenus par ces sortes d'amphibies que sont les appareils à moteurs auxiliaires et qui pourraient un peu dire comme l'animal du fabuliste : je suis oiseau voici mes ailes, je suis souris voici mes dents, étant entendu qu'il s'agit des dents d'engrenages des moteurs.

Pour bien marquer que le moteur des appareils ne doit et ne peut être qu'un moteur auxiliaire, pour bien les différencier des avions, le règlement de Vauville précise, que dans l'épreuve de distance qui leur est réservée, les vols accomplis devront atteindre au moins 6 kilomètres en ligne droite, et la quantité totale d'essence et d'huile employée dans le groupe motopropulseur ne devra pas excéder un volume d'un demi-litre.

D'ailleurs, parmi les 56 appareils qui ont été inscrits pour le concours de Vauville, une vingtaine seulement sont pourvus de moteurs.

Parmi les différentes épreuves du concours, il y aura notamment des vols de distance, la distance parcourue étant mesurée en ligne droite sur la carte, entre le point de départ, — le point d'envol comme on dit maintenant, — et le point d'atterrissage.

D'autres épreuves récompenseront les voiliers qui auront accompli les vols de durée les plus longs, quels que soient d'ailleurs les points de départ et d'arrivée ; ceux qui auront atteint l'altitude la plus considérable dans un rayon maximum de 2 kilomètres du point de départ; ceux qui pendant les trois semaines du concours auront, au cours de leurs vols successifs, tenu l'air pendant la durée totale la plus longue, etc...

Bref, toutes les épreuves paraissent fort bien combinées, pour créer une émulation heureuse entre les concurrents, et pour mettre en évidence les qualités variées des divers appareils, tout en leur laissant une liberté d'allure aussi grande que possible, et en ménageant l'élasticité nécessaire des conditions de lancement, de vol, d'atterrissage.

Enfin une épreuve particulièrement intéressante a pour but d'étudier la condition du vol à voile en partant d'un terrain plat. Le programme du concours que j'ai sous les yeux, indique que cette expérience a pour but d'ouvrir la voie aux recherches entreprises sur le vol à voile dans un vent horizontal, c'est-à-dire sans composante ascendante. C'est, me semble-t-il, faire une assimilation, ou du moins une induction un peu osée. De ce qu'on se trouve en terrain plat, il ne s'en suit nullement, si je ne me trompe, que le vent n'ait pas de composante ascendante. Il suffit d'avoir contemplé une plaine couverte de céréales en plein soleil estival, pour avoir observé les courants d'air ascendants qui, aussi horizontal que soit le terrain, s'en élèvent sous l'influence de l'échauffement du sol. Pour être sûr que dans cette série d'expériences le vent n'a pas de composante ascendante ou descendante, il serait bon de le vérifier au moyen de mesures anémométriques faites au lieu de l'envol. Ces courants ascendants d'origine thermique ont d'ailleurs, nous le verrons, déjà fait l'objet de diverses recherches.

Le terrain sur lequel se déroulera le prochain concours, paraît avoir été judicieusement choisi. Il a d'ailleurs déjà fait ses preuves, puisque c'est précisément à Vauville que, le 29 janvier 1923, Alex Maneyrol, sur le monoplan construit par Louis Peyret, a effectué son fameux vol sans moteur, qui dura huit heures et cinq minutes sans interruption.

L'emplacement choisi est situé sur la côte Ouest du Cotentin, à 23 kilomètres de Cherbourg, entre les communes de Vauville et de Biville. Les concurrents disposeront au bord de la mer d'un terrain de départ dont l'altitude varie de 80 à 120 mètres. Il est bordé par une falaise en pentes douces qui constitue une véritable barrière de plusieurs kilomètres de long, mais qui offre cependant en quelques points de larges coupures. Cette barrière est orientée face à la mer, c'est-à-dire à l'Ouest. Le sol en est recouvert de genêts, de bruyères ou de pâturages qui seront partiellement déblayés pour faciliter les départs.

Au bas de la pente sont des dunes de sable de 7 à 8 mètres de hauteur qui pourront être utiles pour la mise au point et les lancements d'essais des planeurs non encore éprouvés. De ces dunes à la mer s'étend une plage de sable sensiblement plate et qui a plusieurs kilomètres de longueur et quelques centaines de mètres de largeur.

La falaise qui borde à l'Est ce terrain jouera un rôle particulièrement important dans ces expériences, puisque jusqu'ici la plupart des vols sans moteur de longue durée n'ont pu être effectués qu'en utilisant, comme nous verrons, les vents ascendants qui s'élèvent le long de certaines éminences convenablement situées. Toutes les fois que le vent viendra de l'Ouest, du Sud-Ouest ou du Nord-Ouest, les circonstances seront favorables à la formation de tels courants ascendants le long de la falaise de Vauville. En un mot, tous les vents provenant de la mer et qui viendront frapper plus ou moins normalement cette falaise y seront favorables aux expériences.

Or les observations météorologiques locales faites pendant plusieurs années ont établi que le mois d'août est celui où le vent d'Ouest présente en cette région de la Hague le maximum de sa fréquence et de son intensité. D'une étude statistique faite à ce sujet par l'Office National météorologique, il ressort que sur 100 vents observés, il y a en août 17 vents du Sud-Ouest, 28 de l'Ouest, 18 du Nord-Ouest et 37 vents d'autres directions. Les probabilités sont donc que pendant 63 pour 100 de la durée des concours les vents seront favorables aux expériences nécessitant des courants ascendants.

Quant aux essais qui seront tentés pour voler sans moteur dans les courants horizontaux, ils pourront être faits sur la vaste plage de Vauville quelle que soit la direction du vent, c'est-à-dire à peu près en toutes circonstances.

Ce bref exposé montre, je crois, que les conditions sont particulièrement favorables à l'obtention de beaux résultats scientifiques et sportifs, et à d'utiles et neufs exploits durant le concours qui, ces jours prochains, va dérouler dans l'anse de Vauville ses fascinantes expériences.

En attendant que nous soit fournie l'occasion de commenter les succès que nous attendons avec confiance, et pour y préluder, je vais m'efforcer maintenant d'exposer à mes lecteurs, à la lumière des diverses théories en présence et des résultats

déjà obtenus, ce qu'est le vol à voile, comment on peut tâcher de l'expliquer scientifiquement et quel semble devoir être son avenir.

LES RÉSULTATS OBTENUS

Newton a très bien expliqué dans ses *Principia* que l'objet de la science qu'il appelle avec raison « philosophia » est de déduire des phénomènes observés les forces en jeu dans la nature, puis, expliquer, à partir de ces forces, les autres phénomènes. Il a ainsi merveilleusement précisé le rôle de la théorie, chaînon nécessaire entre des faits connus et d'autres faits prévus, et subordonnée toujours aux faits aussi bien lorsqu'elle en découle que lorsqu'elle les prédit, car cette prédiction même est sujette à la vérification expérimentale et ne vaut que par elle et pour elle.

Suivant donc cette marche logique de la méthode scientifique, et avant d'aborder l'examen théorique du vol à voile, nous allons avant toute autre chose exposer les *faits* aujourd'hui acquis, les résultats incontestés déjà obtenus.

Mais avant tout, et sans anticiper sur notre discussion théorique, je rappellerai qu'on appelle de coutume *vol à voile* le mode de vol pratiqué par certaines espèces d'oiseaux et qui est caractérisé d'une part par l'absence de battements d'aile (ce qui le distingue du vol des oiseaux rameurs), d'autre part par ceci que dans ce vol l'oiseau non seulement ne perd pas de hauteur, mais en gagne (ce qui le distingue du planement, du vol plané, lequel n'est qu'une chute plus ou moins retardée).

En un mot, le vol à voile est un vol dans lequel l'oiseau emprunte à l'air lui-même, et sous une forme à discuter, une énergie suffisante pour contrebalancer l'effet de la pesanteur.

Les oiseaux qui pratiquent couramment ce vol sont les *voiliers*. Ils peuvent sans descendre conserver les ailes immobiles pendant des heures entières. On les voit même monter d'une façon continue. Semblant narguer les lois de la chute des corps ils vont avec le vent, contre le vent, obliquement, en ligne droite ou en cercle, montant ou descendant à leur gré sans qu'on les voie donner un seul battement d'ailes, et par conséquent sans produire aucun travail apparent. Parmi ces oiseaux citons le vautour, l'aigle, le milan, le goéland, le pélican,

l'albatros, la cigogne, la frégate, le busard. On a remarqué d'ailleurs que tous ces voiliers sont parmi les plus gros oiseaux.

Une brochure très intéressante de M. Houard qui constitue le rapport officiel du concours de Combegrasse nous apprend que dès 1912 un premier concours d'avions sans moteur avait été organisé dans la région de la Rhön par les Allemands, qui depuis n'ont cessé de travailler activement la question, prenant rapidement une avance que nous devions cependant, comme on va voir, rattraper victorieusement. On n'a pas, à ma connaissance, de renseignements précis sur ce premier concours allemand de 1912. Peu avant la guerre, notre compatriote le docteur Magnan, qui a contribué largement aux progrès réalisés au point de vue scientifique dans ce domaine, présenta un appareil qui fut malheureusement brisé au cours de ses premiers essais. Ceux-ci, livrés à la seule initiative de l'auteur et manquant des encouragements et de l'aide matérielle nécessaires, ne purent pas être repris en temps voulu. C'est à cette circonstance fâcheuse qu'il faut attribuer le fait que les premiers résultats positifs et efficaces réellement obtenus dans ce domaine ont été l'œuvre des Allemands. Il sied de le reconnaître loyalement afin d'en faire son profit, et de ne pas appliquer ici, comme trop souvent ailleurs, le système néfaste de la tête sous l'aile... c'est bien le cas de l'appeler ainsi.

On peut dire que les résultats obtenus par les Allemands en 1921 et 1922 ont été une œuvre scientifique. Ce sont en effet les professeurs de leurs écoles techniques et leurs élèves qui ont étudié et mis en pratique ce nouveau genre de locomotion aérienne.

Leurs expériences de 1920 dans la région de la Rhön (près de Gersfeld) qui devait être le terrain privilégié de tous leurs essais, avaient déjà donné des résultats encourageants. Le nombre des concurrents fut cette année-là de 24. Le record obtenu fut alors de 2 minutes et 22 secondes de durée. Quant à la distance franchie dans ce vol, elle fut de 1 830 mètres de distance horizontale, lesquels furent parcourus en 142 secondes et avec une hauteur de chute de 330 mètres, par un vent de 4 à 5 mètres par seconde.

Le meilleur appareil de ce concours fut un monoplan du type Aachen monté par le pilote Klemperer. On pourrait se demander d'après les chiffres qui précèdent s'il s'agissait bien,

dans ces expériences allemandes de 1920, de vol à voile, et non pas seulement, étant donné la hauteur de chute utilisée, de vol plané. Mais c'était bien, au moins partiellement, du vol à voile, puisque dans un de ses vols et dès le départ Klemperer réussit à s'élever de dix mètres au-dessus de son point de départ et à rester immobile dans l'air pendant dix secondes. Ce concours coûta d'ailleurs la vie à un pilote allemand renommé, V. Loessl, ce qui montra, — on aurait pu s'en douter, — que le nouveau mode de locomotion aérienne n'était pas toujours sans danger.

L'année suivante (septembre 1921), 45 appareils se trouvaient rassemblés au même endroit. Les résultats furent remarquables. Klemperer notamment, monté sur son monoplan perfectionné, effectua un vrai voyage, allant de la Wasserkuppe à Gersfelden, accomplissant volontairement pendant son trajet de nombreuses courbes et même un huit complet et parfaitement dessiné. En outre, après 6 minutes de vol, il se trouvait à 100 mètres au-dessus de son point de départ. Ce vol avait duré 13 minutes. D'autre part, le pilote Martens sur un monoplan, réalisé à l'École polytechnique de Hanovre, parcourait 7 kilomètres et demi en 15 minutes 40 secondes. Enfin le pilote Harth volait pendant 21 minutes sans interruption.

Ces résultats bientôt connus dans le monde entier y causèrent un long étonnement. De 1920 à 1921, la durée du plus grand vol effectué dans l'aviation sans moteur avait décuplé, étant passée de 2 minutes à 21 minutes.

Et il s'agissait bien dans tout cela, au moins partiellement, de vol à voile, puisque les appareils gagnaient fréquemment de la hauteur. Mais il est clair que partiellement aussi, ces vols étaient des vols planés.

Et ceci nous amène à formuler une remarque nécessaire, encore qu'on ne s'en soit peut-être pas suffisamment avisé. On est accoutumé de désigner sous le nom de vol à voile tous les vols rentrant dans la catégorie de ceux que nous venons de décrire. En réalité, cette dénomination limitative ne s'applique que partiellement à ces vols, puisqu'elle exclut le vol plané. Or, il est évident que celui-ci est également pratiqué pendant une grande partie de leurs évolutions par les oiseaux voiliers. Tous les voiliers sont en même temps des planeurs, mais la réciproque n'est pas vraie. Il conviendrait donc, pour être clair et correct, d'entendre l'expression vol à voile dans un

sens large où doit rentrer le vol plané. Ici, comme dans toute science à son début, il importe de bien préciser la terminologie, et c'est surtout des sciences naissantes qu'il est vrai de dire qu'elles sont avant tout une langue bien faite.

On conviendra d'ailleurs qu'il y a seulement une différence de degré et non de nature entre un vol dans lequel, toutes choses égales d'ailleurs, la force sustentatrice est légèrement inférieure à la pesanteur, un vol où ces deux forces sont égales et un vol dans lequel la première est légèrement supérieure à la seconde. Cette remarque a son importance, comme nous le verrons lorsqu'il s'agira d'expliquer théoriquement l'aviation sans moteur.

En 1922, enfin, et tandis qu'avait lieu notre concours de Combegrasse, les Allemands améliorèrent encore beaucoup les résultats précédents. Hentzen tint l'air durant une heure, puis trois heures cinq minutes. Martens vola 2 heures; les vols d'une demi-heure furent très fréquents.

Parmi les appareils engagés dans ce concours, le plus remarquable était assurément le monoplan *Vampyr*, qui fut piloté par Martens et par Hentzen. Il pèse 120 kilos à vide, environ 190 kilos avec son pilote. Cela correspond à une charge d'à peu près 12 kilos par mètre carré d'aile. Son envergure totale est de 11 mètres 60, la hauteur au-dessus du sol de 1 m. 10 seulement, la surface portante de 15 mètres carrés. Les différents organes de commande sont enfermés dans le fuselage, de manière à réduire au minimum les frottements contre l'air. Pour l'atterrissage on avait disposé sous le fuselage des ballons de foot-ball émergeant de celui-ci. La stabilisation latérale était obtenue par gauchissement.

Il n'est pas douteux que les performances accomplies par cet appareil et ses concurrents sont dues pour une large part au choix judicieux du terrain. La région de la Rhön, choisie à cet effet par les Allemands, est très favorable à cause des courants d'air ascendants qui y règnent en permanence. Le camp d'aviation était situé près du sommet de la Wasserkuppe, qui est l'éminence la plus élevée de cette région (950 mètres d'altitude). Les vents dominants à cet endroit sont d'Ouest-Nord-Ouest, et, c'est dans ce vent qui souffle ordinairement à une vitesse d'une dizaine de mètres à la seconde, que les pilotes ont réussi leurs vols les plus remarquables. Au Nord du sommet de la

Wasserkuppe et sur une zone assez étendue, le vent possède une composante ascendante très favorable au vol à voile. C'est là que les appareils exécutaient le plus facilement leurs orbes de longue durée.

On raconte que dans les premiers temps des essais faits à cet endroit, les pilotes se fiaient à des indices empiriques. Ainsi Klemperer, en 1921, après s'être lancé, observait attentivement ce qui se passait au voisinage du sol. Quand il remarquait que les insectes, feuilles, débris légers divers, montaient en l'air en certains points, — indice de courants ascendants, — il s'y dirigeait aussitôt pour gagner de la hauteur. Ensuite une étude systématique a délimité clairement les zones où le vent est nécessairement ascendant lorsqu'il vient d'une direction donnée. Il est clair que ces courants d'air ascendants sont produits par la déviation du vent horizontal sur une pente contre laquelle il se heurte. Ainsi, la houle qui vient se briser contre une jetée, élève sur celle-ci un long jet d'eau ascendant.

Peu après avoir établi son record du vol de durée, Hentzen, interviewé par un journal allemand, donna, quant à sa façon d'opérer, des renseignements qu'il importe de reproduire ici, car ils vont nous éclairer immédiatement sur la nature des phénomènes aériens utilisés dans ces expériences.

« L'appareil, a dit Hentzen, est amarré sur le terrain de départ et placé face au vent, puis le câble de lancement en caoutchouc est fixé. Ce câble de lancement est tenu par six hommes et l'avion est tenu encore aux ailes par d'autres personnes; il se détache automatiquement de l'appareil après le départ.

« Au premier commandement, tous se mettent à courir, y compris ceux qui sont aux ailes, face au vent. Au second commandement, tous lâchent câbles et ailes. Le câble de lancement se décroche et le gros oiseau plane sans bruit dans l'air. L'appareil est presque aussitôt saisi par le vent des pentes et commence à monter. J'ai toujours fait attention, au cours de mes vols, de ne pas trop m'éloigner des pentes et, par suite, des courants ascendants agissants.

« Lors de mon premier vol, je restai d'abord au-dessus de mon point de départ et, comme le vent était régulier, je pouvais ne prêter que peu d'attention à mon appareil. Je volais toujours au long des pentes de la Wasserkuppe. Après une

heure et demie de vol, le vent commença à faiblir, ce qui me décida à atterrir dans la vallée. Je me dirigeai sur une usine que je distinguais au loin et j'atterris à 10 kilomètres environ de mon point de départ.

« Mon second vol de trois heures fut très différent. Le vent qui régnait était très violent, de 12 à 16 mètres à la seconde, et soufflait en rafales. Dès le départ, l'appareil fut violemment poussé et je dus apporter toute mon attention à sa conduite. Je m'appliquai à suivre les flancs de la Wasserkuppe. L'appareil de Darmstadt partit peu de temps après moi et atteignit bientôt presque la même hauteur. A un moment, les deux avions restèrent absolument immobiles relativement à la terre. Nous étions presque côte à côte et nous pouvions échanger des signes. Cet arrêt dura près d'un quart d'heure. Le vent était à ce moment, et peut-être spécialement à cette hauteur, à peu près régulier. L'avion reposait en quelque sorte sur l'air et ne nécessitait que peu d'activité pour sa manœuvre. Après trois heures de vol, et l'obscurité venant, je me décidai à atterrir vers Gersfeld. »

Nous reviendrons sur ce suggestif exposé lors de notre examen théorique du phénomène.

Ce qu'il convient de noter aussi ce sont les paroles orgueilleuses que Hentzen, — ancien pilote de guerre dans l'armée allemande, — adressa le même jour aux journalistes qui l'interrogeaient : « Que les Français maintenant en fassent autant... s'ils le peuvent. »

Ce défi n'allait pas tardé à être relevé, et victorieusement, comme nous allons voir.

Les techniciens, les pilotes et les dirigeants de l'Aéronautique française ne pouvaient demeurer indifférents en présence des nouvelles extraordinaires qui arrivaient de la Rhön.

Dès le mois de septembre 1920, l'Association française aérienne, dont on ne saurait trop louer la ténacité et la fructueuse activité en ce domaine où tout était à créer, organisait à Vincennes un premier concours de planeurs de modèle réduit. Ces appareils étaient élevés à une hauteur de 100 mètres par un ballon captif, puis lâchés au moyen d'un dispositif simple de déclenchement. Sur 23 appareils engagés, dix seulement se présentèrent au départ. Le premier prix échut à un planeur construit par M. Abrial de Pega, monoplan à fuselage de modèle

assez courant qui, dans ces conditions, tint l'air durant 25 secondes. L'appareil classé 9e fut celui de M. Peyret, — retenons ce nom, — qui ne plana que durant six secondes.

Peu après l'Association française aérienne décidait en principe qu'un concours analogue à ceux qui dans la Rhön venaient de fournir tant de résultats étonnants, aurait lieu en France. Telle fut l'origine de ce qu'on a appelé le « Premier Congrès expérimental d'aviation sans moteur » et qui se tint l'été dernier à Combegrasse près de Clermont-Ferrand.

Entre temps, un nouveau concours de planeurs de modèle réduit avait lieu le 9 octobre 1921. Dans une épreuve identique à celle de l'année précédente, le temps de M. Abrial de Pega était battu par un petit appareil monoplan entièrement en bois construit par M. Peyret et qui lâché de 100 mètres de haut tenait l'air durant 47 secondes. Cet appareil, comme tous ceux qui prirent part à l'épreuve, était chargé à raison de 4 kilogrammes au mètre carré. Dans une autre épreuve où les poids et la surface n'étaient pas limités, un appareil quintuplan de M. Abrial de Pega tint l'air durant 1 minute et demie exactement.

Enfin, en août 1922, eut lieu le concours de Combegrasse qui constitue vraiment la première manifestation à la fois technique et sportive qu'on ait réalisée en France dans le dessein d'y développer le vol à voile.

Les épreuves ont eu lieu au Puy de Combegrasse situé à une vingtaine de kilomètres de Clermont-Ferrand. L'expérience a prouvé que le choix de cette région n'était peut-être pas aussi heureux qu'on l'avait cru *a priori* et que les vents ascendants y ont une régularité et une puissance bien inférieures à ce qu'elles sont dans la région de la Rhön ou dans la région d'Itford-Hill en Angleterre où eurent lieu peu après d'autres expériences dont nous parlerons. Cette absence de courants constamment favorables dans la région de Combegrasse tient peut-être à la présence de nombreux puys voisins. Il semble, en effet, démontré que les vents ascendants ne se produisent favorablement qu'autour de sommets ou de barrières naturelles que d'autres accidents de terrain ne séparent pas de la plaine sous-jacente. La multiplication des cimes d'à peu près égale hauteur, dans une région donnée, semble avoir pour effet de créer des tourbillons, des remous, enfin des phénomènes para-

sites gênants. En outre, on conçoit assez bien que le vent qui rencontre une barrière ne sera rendu fortement ascendant par elle qu'autant qu'il partira de plus bas, c'est-à-dire autant que les hauteurs qu'il aura dû franchir d'abord, n'auront pas élevé d'autant son point de départ horizontal. Bref, toutes considérations théoriques mises à part, c'est l'expérience seule qui, soit par des mesures anémométriques préliminaires faites sur place, soit même par des essais méthodiques au moyen de planeurs ou de petits ballons à force ascensionnelle nulle, peut et doit indiquer si telle région est ou non favorable au vol plané. C'est peut-être parce que ces expériences préliminaires ont manqué à Combegrasse, non moins qu'à cause du retard de nos pilotes sur les pilotes allemands que le concours du Puy-de-Dôme n'a pas rempli dès l'abord tous les espoirs fondés sur lui.

En tout cas, au point de vue de la commodité et de la sécurité des départs et des atterrissages, l'endroit était bien choisi. Le Puy de Combegrasse, dont l'altitude est de 1 118 mètres, est couronné par un petit plateau favorable au lancement, et qui surplombe d'environ 150 mètres les terrains environnants. La plupart des concurrents partiront de là, certains du Puy de la Toupe (1080 mètres) et d'autres même du Puy de Dôme. Les appareils qui se lançaient du sommet du Puy de Combegrasse y étaient ensuite remorqués (en moins d'une demi-heure) par une voiture à chenille.

Je passe sur les éphémérides détaillés des concours et sur tous les essais qui se déroulèrent entre le 6 et le 21 août et j'arrive aux résultats essentiels. Le vol de la plus longue durée qui fut accompli en partant de Combegrasse a été réalisé le 19 août par le pilote Bossoutrot, montant un appareil Farman. Après son départ celui-ci s'éleva assez rapidement à environ 80 mètres au-dessus de son point de départ, puis, arrivé à mi-chemin entre Combegrasse et le Puy de Charmant, vira et réussit à décrire un orbe complet sans perdre de sa hauteur. Trois fois de suite l'appareil boucla son circuit et quand, après de nouvelles évolutions circulaires près du sol, Bossoutrot atterrit, il avait tenu l'air 5 minutes et 18 secondes. D'autre part et dans ce même vol, il s'était maintenu pendant 3 minutes et demie au-dessus de son point de départ. L'aviateur qui se classa le second au point de vue du vol de la plus longue durée se maintint en l'air pendant 4 minutes et 50 secondes.

Le prix de la plus grande distance parcourue en ligne droite fut gagné par l'aviateur Douchy qui, s'élançant du sommet du Puy-de-Dôme le 21 août, atterrit à 5 kilomètres 820 mètres de son point de départ. Enfin d'autres prix récompensèrent diverses performances et notamment les vols d'une durée minima de 2 minutes et comportant la vitesse moyenne de chute la plus faible. L'appareil gagnant ne descendit en moyenne que de 47 centimètres par seconde. La plupart des appareils expérimentés au concours de Combegrasse étaient des avions monoplans ou biplans ordinaires, et dépourvus seulement de leurs moteurs. Quelques-uns cependant avaient été spécialement étudiés et construits en vue du vol à voile.

Assurément, la disproportion était grande alors entre le record français, la durée de *5 minutes et quelques secondes,* détenu par Bossoutrot et le vol de *trois heures* que presque à la même époque réalisait Hentzen. Mais bientôt les choses allaient changer d'aspect.

Peu après la clôture du concours de Combegrasse, le 15 septembre 1922, l'aviateur Barbot pilotant un monoplan Dewoitine s'élançait de la plateforme de Superbagnères dans les Pyrénées qui est située à 1 800 mètres d'altitude, et ne touchait le sol qu'après un vol de 20 minutes et 31 secondes. Mais ici encore, et quelque remarquable que soit le vol de Barbot, il s'agissait mois d'un vol à voile véritable que d'une chute en vol plané. L'appareil qu'il pilota dans ce vol avait été spécialement étudié en vue du vol à voile. Il rappelle dans ses grandes lignes le voilier construit par le docteur Magnan en 1914. C'est un monoplan à fuselage en bois avec des ailes souples, épaisses et sans hauban dont l'envergure était de $11^{m},30$ et la longueur d'un peu moins de 5 mètres.

Peu après les concours de la Rhön, de Combegrasse et sous l'influence de l'intérêt de plus en plus grand que le public portait à ce mode de locomotion aérienne, d'abord traité par le scepticisme puis par le dédain, le grand journal anglais le *Daily Mail* créait un prix de 1000 livres sterlings en faveur du vol à voile. Il fut disputé du 16 au 21 octobre 1922 à Itford-Hill près de Newhaven. Une vingtaine de constructeurs anglais avaient envoyé des appareils et on notait en outre parmi les compétiteurs le constructeur hollandais Fokker et les Français Dewoitine et Peyret.

Le monoplan Dewoitine fut mis hors d'état à son premier essai, à la suite d'un départ défectueux. Fokker, avec un passager, réalisa un vol de 37 minutes 6 secondes. Le 17 octobre, l'anglais Raynham tint l'air 1 heure 53 minutes. Le découragement régnait parmi les rares Français présents à Itford-Hill, et j'ai sous les yeux une dépêche vraiment désolée, qu'adressait le 17 octobre, le lieutenant-colonel Quinton, qui est un des plus tenaces pionniers en France de la locomotion aérienne, dépêche où ne dominait pas l'optimisme. Bref le prix du *Daily Mail* semblait acquis au pilote anglais Raynham, quand, le dernier jour du concours, par un vent de tempête, et à la stupéfaction des assistants, le Français Alex Maneyrol, sur le monoplan Louis Peyret, prenait le départ et du premier coup enlevait le prix offert par le grand journal anglais et, du même coup, le record du monde de durée de vol sans moteur en tenant l'air *3 heures et 22 minutes !*

Moins de deux mois après le record étonnant de Hentzen, la France avait conquis ce record. Ainsi se trouvait, contre toute attente, relevé le défi orgueilleux qu'Hentzen avec tant d'assurance avait, quelques semaines auparavant, adressé à ses émules français.

Depuis ce vol magnifique le Maneyrol qui, — par un de ces coups d'essai qui sont des coups de maître, — ravissait aux Allemands le fruit de tant de patientes années d'avance, d'autres performances non moins belles ont été réalisées.

Énumérons les plus importantes :

Le 3 janvier 1923, sur un avion Hanriot dont il avait calé l'hélice, le lieutenant Thoret vole à Biskra pendant *sept heures et trois minutes* consécutives.

Le 23 janvier 1923, sur le planeur Farman, qui avait déjà obtenu à Combegrasse les résultats que j'ai dits, Bossoutrot vole près de Boulogne-sur-mer durant trois heures et trente et une minutes.

Le 29 janvier 1923, sur le monoplan Louis Peyret, Alex Maneyrol vole à Vauville durant huit heures et cinq minutes, révélant par cet exploit extraordinaire l'excellence, pour le vol à voile, du terrain qui a été choisi pour le concours de ces jours prochains.

Le 30 janvier 1923, sur un monoplan Dewoitine, le lieutenant Thoret, — celui-là même qui avait réalisé, sur un avion

ordinaire à hélice immobilisée, l'exploit du 3 janvier, — vole à Biskra durant trois heures et cinquante-cinq minutes. Le même jour, sur un monoplan Dewoitine également, et au même endroit, l'adjudant Descamps vole pendant trois heures et quarante-cinq minutes.

Le 31 janvier 1923, enfin, sur un monoplan Dewoitine, et tandis que l'adjudant Descamps volait quatre heures et onze minutes, Georges Barbot accomplissait *un vol de huit heures trente-six minutes et quinze secondes, battant tous les records précédents.*

Ainsi, sept fois au cours de ce même mois de janvier 1923, les aviateurs français ont battu le record de Hentzen et relevé l'insolent défi du pilote allemand.

Enfin nous ne saurions passer sous silence l'exploit récent de Barbot traversant deux fois la Manche sur un appareil muni d'un très faible moteur auxiliaire.

QU'EST-CE QUE LE VOL A VOILE?

Et maintenant qu'est-ce que le vol à voile? Comment est-il possible?

Il y a très longtemps que l'on a cherché à expliquer le vol à voile; sinon de l'homme, qui, il y a quelques années, n'apparaissait encore que comme une utopie, du moins des oiseaux.

Il y a eu d'abord la négation pure et simple. Galien croyait à une *tension psychique* de l'oiseau, ce qui était quelque chose dans le genre de la *virtus dormitiva* illustrée par Molière. Bélon plus près de nous admettait une *répugnance de l'air à la légèreté de la plume.* Ce n'était après tout guère plus absurde que la contemporaine croyance à l'horreur de la nature pour le vide, croyance si méchamment mise à mort par Torricelli et Pascal. Aldrovandi parle d'un *mouvement tonique des ailes.* D'autres ont assuré que l'oiseau se remplit les os et les tubes des ailes avec de l'air chaud, ce qui le transforme en aérostat, ou qu'il exerce une répulsion électrique sur l'air. On a été même, il n'y a guère longtemps, jusqu'à invoquer la radioactivité qui rendrait l'oiseau réfractaire à la pesanteur!

Au congrès de Chicago, en 1893, Johnson affirme que le vol à voile est dû à des mouvements individuels des plumes ou à des mouvements giratoires de la queue. D'autres penchent pour une

trépidation imperceptible des ailes. Tout cela revient à nier le vol à voile, puisque, d'après ce que nous avons dit, celui-ci est un vol impliquant, si j'ose dire, la passivité motrice de l'oiseau.

En dehors de ces théories fantaisistes il en est d'autres qui, pour êtres plus sérieuses au premier abord, n'en sont pas moins inadmissibles. Certains auteurs par exemple ont invoqué le poids de l'oiseau comme pouvant assurer sa force motrice dans le vol à voile. Mais il est clair que la pesanteur seule ne peut accomplir aucun travail moteur si l'oiseau progresse en montant ou même en restant horizontal. Il n'y a de travail moteur de la pesanteur que quand l'oiseau descend progressivement, dans le planement, mais non dans le vol à voile en général.

D'autres savants et non des moindres, tel que l'illustre physiologiste Marcy, un des créateurs du cinématographe, sont tombés dans une erreur non moins grave, en imaginant qu'un vent horizontal et uniforme peut fournir l'énergie nécessaire au vol à voile. La seule vitesse qui compte, mécaniquement, est la vitesse relative. Un objet plongé dans un milieu en mouvement uniforme sera bientôt entraîné par ce milieu avec sa vitesse propre, et ne pourra pas plus y utiliser cette vitesse, nulle par rapport à lui, que l'oiseau et le milieu étaient immobiles. C'est pour cette raison, hélas ! bien simple et patente que nous ne pouvons rien faire personnellement de l'énorme énergie cinétique que représente le mouvement de rotation de la terre, énergie dont une faible fraction suffirait à alimenter toutes nos industries. C'est que ces industries, comme nous-mêmes, participent à cette rotation, et que pour elles et pour nous celle-ci est comme si elle n'était pas, puisque les seuls mouvements, les seules vitesses qui comptent sont les vitesses, les mouvements relatifs.

Bref, si nous considérons un vent régulier et un oiseau plongé depuis un certain temps dans ce vent, tout se passe pour l'oiseau comme s'il n'y avait aucun vent. Il est donc sinon absurde, du moins erroné, de dire, comme on le fait trop souvent, d'oiseaux ou d'appareils qu'ils ne peuvent voler que dans un vent régulier de telle ou telle vitesse. Un vent nul, ou un vent régulier de cent kilomètres à la seconde, seraient la même chose pour un être qui y demeure.

Deux circonstances seulement peuvent créer à cet égard une différence. D'abord, il est évident que la vitesse d'un vent

importe beaucoup à l'oiseau au moment où il y pénètre en partant soit d'un point immobile par rapport à ce vent, soit d'une couche d'air de vitesse différente. Les vitesses relatives du vent et de l'oiseau ne sont pas nulles alors et ne le deviennent qu'au bout d'un certain temps et lorsque l'inertie de l'oiseau a peu à peu cédé au milieu qui l'entraîne.

Mais ce n'est pas ainsi que l'entendaient Marcy et ceux qui ont fait la même erreur. La vitesse des vents supposés réguliers ne peut intervenir que pendant un temps très court et lorsque l'oiseau y pénètre. Donc, dans un vent uniforme, il n'y a pas plus de vol à voile possible que dans l'air absolument calme.

Il est une autre circonstance qui fait que la vitesse d'un vent par rapport au sol a pourtant son importance. C'est que les vents horizontaux, réguliers et uniformes ne sont probablement qu'une fiction. Les mesures anémométriques les plus délicates montrent qu'il n'y a pas de vents parfaitement uniformes, et que tous, comme nous le verrons, et comme on le sait depuis les travaux de Langley, subissent des irrégularités et des variations constantes de leur intensité et de leur direction. Or ces sautes du vent, ces rafales, ces pulsations, sont en général proportionnelles à la vitesse même du vent, par rapport au sol. Il est facile de concevoir qu'il en doit être ainsi, puisque ces irrégularités sont manifestement dues pour une bonne part à celles du sol lui-même, qui doivent déchirer d'autant plus violemment la nappe aérienne que celle-ci s'y heurte avec plus de force.

Si donc quelque chose est plus énergique, — au point de vue d'un mobile qui y est immergé, — dans un vent fort que dans un vent faible, c'est seulement l'irrégularité de ce vent, ce sont les fluctuations de sa vitesse. Et on comprend maintenant que certains oiseaux ne puissent voler que dans les vents faibles et non dans des vents très forts. Mais ce n'est pas pour la raison invoquée par les auteurs auxquels nous avons fait allusion. C'est parce que dans les vents forts l'oiseau subit des variations de vitesse beaucoup plus intenses du milieu.

Il faut ranger également dans la catégorie des hypothèses utopiques je ne sais quelle *contre-résistance*, je ne sais quel pouvoir d'aspiration du vent invoqué par quelques auteurs.

Enfin, il est une théorie, assez séduisante au premier abord,

qui a eu et a encore des partisans et qui nous paraît rentrer dans la même catégorie, c'est la théorie imaginée en 1864 par d'Esterno et qu'on appelle *théorie des rafales artificielles* ou des *rafales relatives*.

D'Esterno est d'ailleurs un des pionniers de ces questions. C'est lui qui paraît avoir fourni la première définition sérieuse du vol à voile qu'il a exactement différencié du vol ramé, du planement, et du vol ramé suivi par intermittence de planements. D'Esterno et ceux qui ont émis ensuite des théories analogues supposent que l'oiseau, par certaines manœuvres et sans dépense de travail, change de vitesse par rapport à l'air et utilise ensuite ces changements de vitesse pour remonter plus haut que son point de départ. Plusieurs auteurs pensent que le vol en orbes, si souvent pratiqué par les voiliers, et qui leur fait décrire sur l'air des hélices, des sortes de tire-bouchons immatériels, a précisément pour but d'obtenir une vitesse plus grande dans la partie des orbes dirigée contre le vent et une vitesse plus faible dans la partie opposée. D'autres attribuent le même effet aux zig-zags qu'on observe parfois dans l'allure des voiliers. Tout cela est supposé réalisé par temps calme ou par vent régulier, et c'est précisément, pour les motifs invoqués ci-dessus, ce qui rend difficilement acceptable ces théories.

Il me semble pourtant qu'il peut y avoir en elles et même sous cette forme une petite part de vérité. Chacun de nous a pu voir des danseurs russes exécuter leurs exercices, ou plus communément à l'Opéra ces mignonnes étoiles dont la chromosphère est un tutu, et qui pirouettent et virevoltent avec tant de grâce légère sur le pivot d'un orteil athlétique. Souvent, lorsque le danseur ou la danseuse, après s'être donné de l'élan, se sont mis à tourner, les bras étendus, on les voit soudain ramener leurs bras le long du corps ; et alors, instantanément et du même coup, leur vitesse de rotation s'accélère soudain pour diminuer bientôt de nouveau. Que s'est-il passé ? Il s'est produit un phénomène bien connu en mécanique élémentaire, que synthétise ce qu'on appelle le « théorème des moments. » Ce résultat provient aussi en partie de ce que les bras étendus du danseur éprouvaient une résistance plus grande de la part de l'air que lorsqu'ils sont collés au corps. En somme, l'énergie cinétique que s'était donnée le danseur, et qui restait à peu près constante, rencontre soudain une résis-

tance moins grande, se traduit par un redoublement de vitesse, de même qu'un cheval fougueux peut accélérer son allure lorsque les rênes lâchées rendent disponible une partie de l'énergie qu'il usait à ronger son frein et à piétiner.

Imaginons maintenant qu'un oiseau immobile descende en chute planée dans un air calme. La hauteur de sa chute lui a procuré une certaine énergie disponible. Si à un moment donné il agrandit l'angle d'attaque de ses ailes dans l'air, s'il rectifie sa forme convenablement, on conçoit très bien que cette manœuvre puisse se traduire par une reprise partielle de hauteur, par un gain d'altitude. Ce gain d'altitude sera toujours et nécessairement inférieur à la hauteur de chute de l'oiseau. Au total celui-ci sera bien et réellement tombé, mais entre les extrémités de sa trajectoire celle-ci aura pu présenter des parties partiellement ascendantes. Il n'est pas douteux, si je ne me trompe, que par ce mécanisme des avions descendant en chute planée, ne se redressent souvent, et ne regagnent pendant quelques instants de la hauteur.

La théorie calcule bien, qu'un avion, descendant en air calme ou dans un vent horizontal et uniforme, doit avoir une trajectoire constamment descendante. Mais en somme, ainsi que nous venons de l'indiquer, il suffit que le pilote modifie convenablement l'angle d'attaque de ses ailes, pour que du même coup l'avion offrant une surface, une forme, une prise différentes à la résistance de l'air, voie sa vitesse modifiée, par rapport à l'air calme ou un vent uniforme supposé (et qui ne sont respectivevement calmes et uniformes que par rapport au sol). Le problème se trouve ramené à celui du vol plané dans un vent variable. Or nous verrons qu'un tel vol permet la reprise de hauteur. Et c'est pourquoi finalement, il reste, à mon avis, une part de vérité dans la conception de d'Esterno et des auteurs de théories analogues, encore que celle-ci n'ait en général pas été présentée sous l'angle particulier que nous venons de définir.

Il est clair d'ailleurs que le mécanisme qui vient d'être indiqué, — action d'une modification des surfaces d'attaque dans un planement en vent uniforme, — ne peut pas rendre compte des vols à voile de quelque durée et que par conséquent il ne peut élucider qu'une faible part, qu'une part en quelque sorte accidentelle, des phénomènes observés.

L'expression d' « angle d'attaque » que je viens d'employer,

bon gré, mal gré, à plusieurs reprises, a besoin d'être définie avant d'aller plus loin.

Les ailes d'un avion ou d'un planeur sont constituées, comme chacun sait, par des surfaces relativement unies, plus ou moins planes, légèrement inclinées vers le haut, de l'arrière à l'avant, pendant la marche, et dont l'envergure, de même que chez les oiseaux voiliers, est très supérieure à leur largeur.

Lorsque l'appareil avance dans l'air, sous l'influence de son hélice ou de tout autre mode de propulsion, l'aile heurte vivement par sa surface inférieure l'air dans lequel elle avance. Cet air s'écrase, se comprime contre elle et a tendance à résister à ce mouvement. Comme cette compression s'exerce sous l'aile, elle tend à la soulever tout en s'opposant à sa progression. D'autre part et au contraire, il se produit, par les mêmes causes, une sorte de vide, de dépression sur la face supérieure de l'aile parce que cette face est dirigée vers l'arrière et que l'air, à cause de sa viscosité, ne remplit pas instantanément l'espace vide laissé par l'aile derrière elle dans son mouvement. Ces petites dépressions atmosphériques que l'avion traîne derrière ses ailes comme un sillage vide, ne sont du reste jamais très considédérables. Elles atteignent au plus, dans les avions existants une cinquantaine de grammes par centimètre carré. Elles seraient vingt fois plus fortes, si le mouvement de l'avion pouvait produire un vide parfait en arrière de ses ailes.

Quoi qu'il en soit, la pression exercée par l'air sur la partie inférieure de l'aile inclinée, est, l'expérience le prouve, et comme il est naturel, d'autant plus forte que l'aile se déplace plus vite dans l'air. Il arrive, lorsque, laissant l'inclinaison de l'aile constante, on augmente sa vitesse de translation, un moment où la résistance de l'air est assez forte pour la soulever. C'est ce que savent bien les enfants qui courent en tirant leur cerf-volant pour le lancer. A ce moment, la poussée de l'air est égale au poids soulevé.

Nous avons tous vu dans les cirques ces jongleurs qui d'une main sûre lancent des cartes à jouer d'un bout à l'autre de la salle. La seule précaution prise par eux est d'incliner légèrement la partie antérieure des cartes vers le haut. Elles se comportent alors exactement comme l'aile d'un aéroplane, ou d'un avion sans moteur. Il faut que l'aile soit inclinée dans ce sens et non dans l'autre, pour la même raison qui fait qu'on

soulève la fourrure du chat en le caressant à rebousse-poil et qu'on l'aplatit au contraire dans l'autre sens. Un planeur lancé dans l'air de manière que celui-ci l'attaque par le dessus de l'aile serait bien vite aplati contre terre.

L'expérience prouve qu'une aile propulsée, ou lancée dans l'air ainsi qu'il vient d'être dit, subit un mouvement qui dépend de trois facteurs : 1° la vitesse de déplacement par rapport à l'air : 2° l'inclinaison de la surface par rapport à sa translation; 3° les dimensions de cette surface.

La pression de l'air sur la face inférieure de l'aile et la dépression correspondante de l'autre côté augmentent très vite avec la vitesse, et comme le carré de celle-ci. Par exemple, si, à une vitesse donnée, la poussée de l'air équivaut à alléger un avion d'un certain poids, elle équivaudra pour une vitesse double à l'alléger d'un poids quadruple. Dès que le poids de l'appareil sera inférieur à celui dont il est allégé par cette poussée, il se soulèvera du sol, s'envolera.

L'expérience montre d'ailleurs que dans des conditions données et quelconques, la poussée de l'air, le poids soulevé sont à peu près proportionnels à la longueur, à l'envergure des ailes si leur largeur reste constante. En ce qui concerne cette largeur, l'expérience a établi d'ailleurs qu'en l'augmentant indéfiniment on n'accroît pas la « portance » de l'aile. Il existe une largeur limite, d'environ un mètre, et qu'il y a intérêt à ne pas dépasser sous peine de voir diminuer la force portante. C'est pourquoi presque tous les avions, quelle que soit par ailleurs la diversité de leurs structures, ont à peu près la même profondeur d'ailes.

Les éléments dont nous venons de parler sont l'œuvre du constructeur. Il en est un, non moins important, dont dépend pareillement la portance, et qui, lui, est ce qu'il plaît à la volonté du pilote : c'est l'inclinaison de l'aile par rapport à la direction du vol, ou pour mieux dire par rapport à la direction de l'air frappant cette aile. C'est cette inclinaison qu'on appelle l'angle d'attaque.

Si l'angle d'attaque est nul, si l'aile supposée plane est tirée exactement dans le sens de sa tranche, il n'y a aucune différence entre les pressions exercées par l'air sur ses deux surfaces. La poussée est nulle. L'aile ne peut se maintenir en l'air. Elle tombe. Mais d'autre part il est clair que c'est dans ce cas

que la résistance opposée par l'air est minima, puisque l'aile y avance par la tranche, et que la résistance de l'air est évidemment proportionnelle à la surface sur laquelle elle s'exerce. Si l'angle d'attaque est très petit, on sera très près de ces conditions. C'est pourquoi les avions les plus rapides ont un angle d'attaque faible. C'est aussi pourquoi ils ne peuvent se maintenir que s'ils conservent une grande vitesse.

Si au contraire l'angle d'attaque est égal à un angle droit, si l'aile est perpendiculaire à son déplacement, sa résistance à l'avancement est maxima, mais d'autre part la poussée de l'air n'a plus son effet dirigé, même partiellement, en sens contraire de la pesanteur, et rien n'empêche l'aile de tomber. Donc l'aile ne peut se maintenir en l'air ni quand l'angle d'attaque est nul, ni quand il est maximum (de 90°). Entre ces deux extrêmes il y a donc, selon le résultat désiré, un angle optimun pour lequel l'appareil vole le mieux. En fait, les angles d'attaque utilisés pratiquement en aviation sont toujours assez faibles et les ailes se rapprochent beaucoup plus de l'horizontale que de la verticale.

Le pilotage, la conduite des avions avec ou sans moteur s'apparente à celle des navires pour ce qui concerne l'orientation vers la droite ou vers la gauche. On y pourvoit à l'aide de gouvernails de direction généralement placés à l'arrière de l'avion et manœuvrés par le pilote.

Mais les bateaux n'ont pas comme les appareils volants à se préoccuper de maintenir leur altitude... sauf du moins dans le cas de voie d'eau. Le pilote aérien doit songer, lui, à la troisième dimension de l'espace, et sa sécurité dépend surtout de ses déplacements le long de ce que les mathématiciens même élémentaires appellent l'axe des z.

En ce qui concerne l'horizontalité de l'appareil, on y pourvoit en gauchissant plus ou moins l'extrémité des ailes. En ce qui concerne la montée et la descente, on a un gouvernail de profondeur. C'est l'équivalent de la queue des oiseaux. Il consiste en un ou deux petits ailerons mobiles, — généralement à l'arrière de l'appareil, — autour d'un axe horizontal.

Supposons l'avion volant horizontalement, et ce gouvernail lui-même horizontal. Si le pilote le baisse, l'air exerce sur lui une pression qui relève l'arrière de l'avion. Par conséquent, celui-ci pique du nez vers le sol : l'angle d'attaque de l'aile

diminue, la poussée de l'air sur l'aile diminue en même temps et l'appareil descend. Relève-t-on au contraire le gouvernail de profondeur, l'appareil se cabre, son angle d'attaque augmente, la poussée de l'air également et l'appareil monte.

Ces notions succinctes vont nous permettre maintenant d'aborder quelques-unes des théories récentes qui ont été proposées au sujet du vol à voile.

THÉORIE DU VENT ASCENDANT

La théorie la plus couramment admise actuellement, et surtout depuis les exploits de la Rhön, est que le vol à voile ne peut s'expliquer scientifiquement que si le vent est ascendant. On trouve déjà cette idée chez Louvrié en 1868, chez Pénaud en 1875, puis chez Lilienthal en 1889.

Il est certain que si un planeur se trouve dans un vent non pas horizontal, mais possédant une composante ascendante, dans un vent montant verticalement par exemple, celui-ci exercera sur l'appareil une poussée dirigée en sens exactement contraire à la pesanteur. Pour une vitesse suffisante, — et facile à calculer, — de ce vent, cette poussée suffira à balancer la pesanteur et l'appareil restera immobile dans le vent vertical. Pour une vitesse supérieure, la poussée ascendante surpassera la pesanteur de l'appareil et celui-ci montera verticalement.

Si le vent est non pas vertical mais oblique, des effets analogues se produiront avec cette différence que l'appareil subira, outre sa montée, une translation dans la direction de la projection horizontale du vent. De plus, dans le cas d'un vent vertical, l'orientation du planeur sera indifférente. Dans le cas d'un vent oblique, la poussée ascendante de celui-ci dépendra de l'angle d'attaque et par conséquent de la façon dont le planeur sera orienté dans le vent. Le planeur aura donc un moyen de modifier, d'accélérer ou de réduire son ascension, rien qu'en tournant dans le vent. Il en aura un autre qui consistera, sans changer son orientation, à modifier son angle d'attaque par le moyen de ses gouvernails et ailerons.

Il semble bien que la plupart des vols qui viennent d'attirer l'attention du public tant à la Rhön qu'à Combegrasse (en ce qui concerne les rares vols ascendants qu'on y a effectués), à Ilford-Hill, à Biskra, à Vauville, soient justiciables

de cette explication du vol à voile par les vents ascendants.

Rappelons-nous la description que nous avons citée ci-dessus qu'Hentzen a faite de la nature de son vol dans la Rhön après qu'il eut établi son record de durée et où il invoque formellement l'action des vents ascendants, qu'il rencontrait le long des pentes de la montagne autour de laquelle il évoluait. A Biskra, c'étaient des collines dominant la plaine, à Combegrasse des puys, à Itford-Hill et à Vauville des falaises.

Des études précises sur la nature des vents qui viennent heurter une éminence, ont été faites notamment ces dernières années par M. Idrac et par M. le Dr Magnan au moyen d'appareils fort ingénieux. Ce dernier a employé, pour rendre visible l'écoulement et la forme des courants aériens, de petits ballons gonflés à l'hydrogène et lestés de manière à être plus ou moins en équilibre dans une atmosphère calme.

Ces ballons suivent assez facilement le trajet des courants d'air où on les abandonne. En les photographiant à intervalles réguliers en même temps que certains points de repère on arrive à matérialiser, à visualiser les courants et à connaître leur forme, leur direction et aussi leur vitesse en chaque point. Le docteur Magnan a étudié concurremment la manière de se comporter d'un grand nombre d'oiseaux voiliers.

La conclusion de ces recherches peut être résumée ainsi :

Il y a lieu de distinguer deux types de courants ascendants. Les premiers sont dus au relief, aux aspérités de la surface terrestre, et on est convenu de les appeler *courants ascendants dynamiques*, parce qu'ils sont causés par l'action mécanique de ces irrégularités du sol sur le vent qui les rencontre et s'y déforme.

Quant un vent horizontal vient frapper une falaise verticale, les parties les plus basses de la nappe d'air en mouvement donnent naissance à des tourbillons au pied de l'obstacle, tandis que les couches plus élevées sont rejetées vers le haut jusqu'à la crête de la falaise. Elles y rencontrent d'autres couches d'air qui ont conservé leur trajectoire horizontale. Celles-ci, par suite de ce heurt, de cette rencontre sont déviées vers le haut et cette déviation se répercute jusqu'à une certaine altitude au-dessus du faîte de la falaise. Mais en même temps, par une réaction naturelle, ces frottements ont pour résultat de rabattre peu à peu les couches rendues ascendantes par l'obstacle. Celles-ci

reprennent bientôt l'allure du courant général. Ces déviations sont encore sensibles jusqu'à une hauteur qui égale trois fois environ celle de la falaise. Toutefois, c'est à l'avant du bord supérieur de la falaise que se trouve la partie du courant ascendant qui présente le plus d'intensité; la partie de ce courant utilisable pour les gros oiseaux voiliers, est au moins égale, en largeur et en hauteur au-dessus de la crête de la falaise, à la hauteur de l'obstacle. A l'arrière de ce bord supérieur, au-dessus des terres par conséquent, il existe, au contraire, une zone défavorable parce qu'elle est le siège de mouvements tourbillonnaires.

Il y a lieu de noter aussi que la vitesse du courant ascendant est supérieure en avant du faite de la falaise à la vitesse moyenne du courant horizontal et qu'elle s'affaiblit en dehors de la zone favorable.

Dans les régions montagneuses comme les Alpes, les Pyrénées, le Jura, par exemple, on rencontre fréquemment des masses d'air devenues ascendantes parce qu'elles ont frappé des pentes plus ou moins inclinées. Si le développement de ces pentes est considérable en longueur, et si leur inclinaison est assez grande, il y a formation d'une nappe ascendante comme dans le cas de la falaise. Mais ici, la zone favorable s'étend proportionnellement moins haut. Cette hauteur dépend d'ailleurs de la vitesse du vent et de l'inclinaison de la pente frappée par lui; elle est égale au plus aux deux tiers de la hauteur réelle de l'éminence au-dessus du sol environnant, et les déviations ne se font plus guère sentir à une altitude supérieure à deux fois la hauteur de l'obstacle.

Mais si le vent rencontre un piton isolé, l'écoulement de l'air n'est plus exactement le même que dans les cas précédents. Le courant, si la pente n'est pas trop accentuée, suit assez bien la surface de cette pente placée au vent; il garde alors sensiblement sa vitesse normale. Au faîte de la colline, cette portion du vent continue à monter dans l'atmosphère, mais elle est rabattue assez rapidement par les couches supérieures du courant aérien. Il se produit là, de plus, un phénomène complexe: si les couches inférieures de la masse d'air déplacée sont bien déviées de l'horizontale dans les mêmes proportions que le sol, les couches un peu plus élevées subissent des déviations beaucoup moins nettes, parce qu'elles peuvent

plus facilement s'écouler en contournant le sommet de la hauteur ; aussi, le courant ascendant est ici plus limité, en raison aussi des tourbillons qui se forment sur la face abritée de la colline; il n'est, en outre, jamais sensible à une bien grande hauteur au-dessus de la colline.

Tous les rapaces voiliers qui vivent dans les régions accidentées recherchent ces courants ascendants d'origine dynamique. Les aigles, les gypaètes, les vautours, les condors, les pygargues, les buses elles-mêmes savent en tirer tout le parti possible, non seulement pour se maintenir dans les airs sans battre des ailes, mais encore pour se déplacer

Etant donné leur origine, ces courants ascendants sont assez agités. Les rapaces les utilisent tant que la vitesse des courants n'est pas trop considérable. Quand cette vitesse croît, l'oiseau résiste à l'action trop forte du vent, en diminuant sa surface portante par un léger repliement des ailes. Mais dès que la violence du vent est trop grande, il se produit des oscillations verticales du corps de l'animal, qui exécute des bonds dans l'espace à chaque passage de rafales, lesquelles agissent sur lui comme autant de coups brusques portés du bas vers le haut. De ce fait, il est ballotté et souvent même déséquilibré par l'excès de l'énergie qu'il trouve dans le vent.

En revanche, dès que la vitesse du courant ascendant s'annule, le rapace commence à descendre et il n'a plus qu'un moyen de s'opposer à cette descente : c'est de battre des ailes.

Aussi, rencontre-t-on ces oiseaux dans les endroits où se trouvent réunies les conditions nécessaires pour la pratique du vol à voile, c'est-à-dire dans les contrées où il existe des falaises verticales ou à pentes très fortes, ou des montagnes avec des précipices escarpés, là où il y a régulièrement ou tout au moins fréquemment et non occasionnellement des courants ascendants favorables. Plus une région accidentée est ventilée avec régularité et sans trop de violence, plus l'air est rempli de rapaces voiliers.

Les condors, les aigles, les pygargues fréquentent de préférence de tels lieux, surtout lorsqu'ils y rencontrent des parois verticales, qu'ils ont appris à connaître d'ailleurs et qu'ils savent capables de leur faire gagner de la hauteur ou de les empêcher tout au moins d'en perdre.

Il n'est pas douteux que les oiseaux observés dans ces condi-

tions par le Dr Magnan ne nous donnent une image fidèle des évolutions variées des planeurs à la Rhön, à Itford-Hill, à Vauville... Ne parlons pas de Biskra qui est, comme nous verrons, probablement justiciable d'une autre théorie.

Par exemple, à la Rhön, on a vu les concurrents qui plongeaient du haut d'un sommet de quelques centaines de mètres, sur un des côtés duquel montait un vent d'une douzaine de mètres à la seconde. Après une chute planée faite sur le versant opposé à celui-là, et qui les faisait descendre autour du sommet de quelque 100 ou 200 mètres tout en le contournant, on a vu les planeurs, décrivant une orbe dans cette descente, parvenir après un demi-tour du côté du vent ascendant remonter même plus haut que leur point de départ et recommencer indéfiniment ce cycle ininterrompu.

On pourrait comparer ce circuit à celui que ferait une coquille d'œuf entraînée par un jet d'eau légèrement oblique et pareille à celles qui dans les fêtes foraines fournissent un dérivatif innocent à l'ardeur belliqueuse et une cible fragile à l'adresse balistique des promeneurs endimanchés. Si on imaginait qu'un de ces jets d'eau fût légèrement oblique et qu'une sorte de rigole métallique, de gouttière incurvée en pente douce, partît du sommet du jet d'eau pour arriver à son pied, l'œuf soulevé par le liquide et cueilli par la gouttière serait ramené par elle au pied du jet, et livré à nouveau à celui-ci. Il remonterait aussitôt, recommençant sans fin son circuit.

Voilà à quoi se ramènent en dernière analyse les vols de la Rhön et autres lieux semblablement disposés du point de vue anémoscopique.

A Biskra, on s'est peut-être trouvé en présence d'un phénomène différent, de cette seconde catégorie de courants ascendants qu'on est convenu d'appeler *courants thermiques*. On les nomme ainsi pour les différencier des courants dynamiques dont nous venons d'examiner la formation et les effets, et parce qu'ils semblent causés par des différences de température entre le sol et l'air. J'ai déjà fait allusion au début de cet article à ces courants-là, qui peuvent très bien se produire en terrain plat, à l'encontre des autres.

Ils ont été étudiés avec beaucoup de soin par le professeur Magnan en Tripolitaine et en Tunisie, et par M. Idrac en Algérie, et avec des résultats concordants. Ces expériences ont été exé-

cutées avec des appareils anémométriques et thermométriques ultra-sensibles et portés par d'ingénieux cerfs-volants. Elles ont mis en évidence la cause de ce merveilleux spectacle fréquent dans les régions tropicales, et là seulement, et qui montre des oiseaux voiliers de grande envergure, vautours, milans, qui par centaines évoluent des heures et même des journées durant sans donner le moindre coup d'aile. Ces vols semblent causés par des remous d'air ascendants dus à la chaleur, et qui ramènent dans les parties supérieures de l'atmosphère l'air violemment chauffé au contact du sol, devenu par suite moins dense, et qui de ce fait tend à remonter comme fait l'air au-dessus d'une cheminée allumée.

Les courants d'air créés de la sorte sont faibles, et en général leur vitesse ne dépasse guère 2 ou 3 mètres par seconde. Cette vitesse est néanmoins suffisante pour les voiliers de ces pays, et le grand vautour d'Afrique s'en contente largement. C'est pourquoi, lorsque, ces prochains jours, on expérimentera en terrain horizontal les planeurs engagés dans le concours de Vauville, et qui ont tous une envergure encore bien supérieure à celle du vautour d'Afrique, on ne pourra attribuer au vent horizontal des vols ascendants éventuels, que si les anémomètres ont montré l'absence concomitante de courants thermiques ascendants.

Dans les régions africaines où ont été réalisées ces expériences, on a remarqué qu'il existe des zones relativement fixes et assez distantes les unes des autres, où le vent est ascendant. Ces zones sont vaguement cylindriques et ont de 200 à 300 mètres de diamètre tout au plus. Quelquefois, elles affectent la forme d'une ellipse allongée dans le sens du vent horizontal qui est la cause de cet allongement.

C'est dans ces zones qu'on constate au milieu de la journée la présence des oiseaux voiliers. Mais comment opèrent ceux-ci lorsque, non contents d'évoluer tranquillement en décrivant leurs orbes au-dessus d'un même point, ils veulent se déplacer et parcourir des espaces étendus ?

C'est bien simple et voici, tel qu'on l'a observé, le procédé qu'ils emploient :

L'oiseau, ayant trouvé une colonne d'air ascendante, l'utilise en décrivant les orbes bien connus qui n'ont d'autre but que de le maintenir dans la zone favorable à son ascension ;

puis, lorsqu'il a atteint une hauteur suffisante, il se laisse glisser en planant dans la direction qu'il veut suivre, jusqu'à ce qu'il rencontre une nouvelle colonne d'air montante et ainsi de suite. Parfois il se contente de louvoyer entre les divers courants, de manière à demeurer le maximum de temps possible dans les zones sustentatrices et le minimum dans les zones à courant descendant, tel le marin qui règle sa route en mer de manière à utiliser au mieux les courants. Au-dessus de Constantine, on a eu l'occasion de constater que des groupes de vautours, qui traversaient d'un bout à l'autre l'horizon et dont on avait relevé les trajectoires par des triangulations sommaires, se maintenaient à grande hauteur au-dessus du faîte d'une ligne de collines située au-dessous d'eux.

Pour utiliser ces courants ascendants avec profit, il faut que l'oiseau ait un sens de ces mouvements de l'air, une intuition des endroits où l'air porte; ainsi le chameau et même l'Arabe dans le Sahara pressentent de loin l'emplacement des puits au milieu des dunes mouvantes de sable.

L'oiseau, disait déjà Mouillard, a la prescience des mouvements de l'air, et c'est fort juste. Il a été donné plus d'une fois à M. Idrac de constater l'arrivée d'un groupe d'oiseaux volant à voile au voisinage de ses appareils enregistreurs aériens, au moment précis où ceux-ci commençaient à indiquer la naissance d'une colonne d'air montante.

La trajectoire de l'oiseau est donc en ce cas une série de spires ascendantes et parallèles et réunies entre elles, du sommet de l'une au bas de la suivante, par des lignes droites descendantes. Le diamètre des spires est d'ailleurs de quelques dizaines de mètres seulement.

Les expériences du lieutenant Thoret et de ses émules ont été réalisées à Biskra, c'est-à-dire précisément dans un de ces pays chauds où les courants thermiques ascendants prennent naissance. Les résultats obtenus en ce lieu, et que j'ai rapportés plus haut, sont-ils dus partiellement à de tels courants? Je ne sache pas que des mesures anémométriques faites pendant les expériences permettent de répondre nettement à cette question. Ce qui semble certain, en revanche, c'est qu'à Biskra les courants d'air dynamiques ont contribué pour une bonne part, — sinon pour la totalité comme à la Rhön, — aux résultats obtenus. Cela résulte du choix même du terrain d'expérience,

qui, rappelons-le, était un des sommets élevés de la région.

Les courants ascendants thermiques ayant en général une vitesse de beaucoup inférieure à celle des courants dynamiques, ils exigent une sustentation supérieure. En fait, on a observé que les oiseaux voiliers d'Afrique qui les utilisent ont des angles de glissement très faibles, de l'ordre d'un quinzième. Cela veut dire qu'en vol plané ils peuvent franchir des distances environ quinze fois plus grandes que la hauteur de chute correspondante. Par exemple, l'oiseau commençant à planer à 200 mètres d'altitude atterrira à 3 kilomètres de son point de départ aérien. Et ceci montre l'intérêt qu'il y aura, dans les concours de vol sans moteur, à comparer les divers appareils au point de vue de l'incidence du planement dans des conditions données. S'en est-on préoccupé pour le concours prochain de Vauville?

***

Il est donc manifeste que la théorie du vent ascendant rend compte de la plupart des résultats obtenus jusqu'ici par l'homme... sinon par les oiseaux voiliers. Pourtant cette conception, a, dès l'origine, été très attaquée. Et ici nous voyons se dessiner la tendance de toutes les discussions d'écoles en cette matière comme en beaucoup d'autres.

Cette tendance peut se résumer ainsi : les défenseurs d'une explication donnée d'un ensemble de faits, veulent trop souvent que cette explication soit la seule nécessaire et la seule suffisante pour rendre compte de tous les faits; ceux qui l'attaquent, veulent trop souvent, de ce que la théorie n'explique pas tous les faits, conclure qu'elle est fausse. Points de vue également étroits, et qui n'ont qu'un avantage : c'est, en accentuant les chocs d'idées, d'en faire jaillir parfois un peu plus de lumière. Mais pourquoi vouloir qu'un seul chemin mène à Rome, que la vérité n'ait qu'une face, alors qu'elle est un diamant surnaturel aux facettes plus nombreuses que l'hexoctaèdre? Pourquoi oublier que la nature emploie pour ses fins les voies les plus disparates, sans souci des limites étroites et du sectarisme de clocher de chaque petite théorie? Quand une de celles-ci est tangente en un de ses points à la vérité, c'est pourtant déjà une bien belle chose.

C'est ainsi que Mouillard a parlé avec dédain de la théorie

des vents ascendants « sur lesquels on ne peut guère compter. »

M. Soreau a, naguère, fort bien résumé, en ces termes, les objections généralement faites :

« Maints observateurs ont vu de nombreux voiliers disséminés au même instant un peu partout dans le ciel. Les uns, désireux de rester à proximité de leur nid ou de leur proie, décrivaient des orbes au-dessus d'une région déterminée, tandis que d'autres se plaisaient à suivre une direction rectiligne, brisée de loin en loin par quelques crochets. Est-il possible d'admettre que les courants ascendants soient en assez grand nombre pour expliquer des manœuvres aussi variées? Une autre objection me paraît tout à fait concluante : on sait que les petites espèces ont, par unité de poids, une surface alaire plus forte que les grandes espèces; dans l'hypothèse des courants ascendants, le vol à voile serait donc plus facile aux oiseaux les plus petits; or, c'est le contraire qui a lieu. Assurément, il existe des vents ascendants, et l'oiseau, heureux de pouvoir se livrer à ses exercices sans dépenser d'énergie, se garde bien de les négliger; certaines observations donnent même à penser qu'il peut les découvrir aisément et s'y repose volontiers; mais si les courants ascendants facilitent le vol à voile, ils ne sauraient en fournir une explication générale. »

Mais existe-t-il une explication générale possible d'un ensemble de phénomènes dont les circonstances sont aussi variables que celles du vol à voile, et alors que nous savons qu'aucun oiseau ne pratique exclusivement ce vol? Rêver d'une explication générale, au sens où l'entendent ceux qui font ces objections, n'est-ce pas un peu faire comme l'Anglais qui débarquant à Calais voulait absolument que toutes les Françaises eussent les cheveux roux, parce qu'il en avait vu une de cette sorte ? N'est-ce pas un peu ressembler à un curieux d'hippologie qui se préoccuperait de rechercher si l'allure du cheval est le pas, le trot ou le galop? Elle est l'un ou l'autre selon les circonstances. Et que pourrait bien signifier une tentative « d'explication générale » du pas, du trot et du galop ?

D'ailleurs, bien avant le vol humain et les observations récentes et que nous avons rapportées du vol des oiseaux, des faits typiques avaient été notés à ce sujet. Entre beaucoup d'autres semblables, voici l'observation très nette faite par M. Goupil au-dessus de la digue du port de Granville, digue qui

mesure 1 400 mètres de longueur et 50 mètres de hauteur. « Quand le vent, écrivait-il en 1908, est perpendiculaire à la direction du barrage, on voit les goélands en foule prendre leurs ébats ; j'en ai tenu en station pendant 40, 60, 80 secondes au bout de ma jumelle. Si le vent a une autre direction, ils disparaissent et vont en un autre lieu chercher un vent ascendant. »

Citons encore cette observation fort précise de Marey : « Il faut rattacher au vol à voile un phénomène très singulier, dont j'ai été plusieurs fois témoin ; c'est l'immobilité de l'oiseau dans un même point de l'espace, avec un simple balancement du corps et sans battement d'ailes. Une crécerelle m'a donné ce spectacle... Elle se tenait les ailes demi-fléchies, le bec au vent qui soufflait avec force. Ajoutons toutefois que l'oiseau était à quelques mètres au-dessus de la cime des peupliers. On peut supposer que le vent réfléchi sur le rideau d'arbres prenait une direction ascendante capable de soutenir l'oiseau. »

Cette observation ancienne de Marey ne semble-t-elle pas la description avant la lettre de ce qu'on a vu à la Rhön, et celle de M. Goupil de ce que les planeurs humains ont fait à Itford Hill et à Vauville ?

La théorie du vent ascendant a pour elle une grande qualité. Elle explique, à l'exclusion peut-être de toute autre, les seuls vols à voile jusqu'ici réalisés par l'homme.

M. Soreau, nous l'avons vu, a élevé une objection qui lui paraît particulièrement concluante. C'est que les petits oiseaux, qui ont, par unité de poids, une surface d'ailes supérieure à celle des grands voiliers, n'utilisent pas le vol à voile, qui devrait être pourtant plus facile aux premiers, si la théorie des vents ascendants était vraie.

J'avoue n'être guère persuadé par cet argument. Le vol à voile est un vol passif, et on ne voit pas du tout pourquoi les petits oiseaux qui disposent d'un vol actif à moteur autonome utiliseraient le premier, même si, d'aventure, ils ont le choix entre les deux. Pas plus qu'on ne voit pourquoi un canot automobile — à moins d'une panne d'essence — devrait substituer une voile à son moteur pour évoluer.

Il est vrai que la surface alaire des colombins rameurs est proportionnellement bien plus grande que celle des rapaces voiliers. Le docteur Magnan a fait des études comportant les mensurations les plus variées et les plus complètes de plus de

500 oiseaux, et qui fournissent des milliers de données numériques précieuses. Il en résulte qu'en moyenne les poids moyens des rapaces diurnes voiliers, et des passereaux rameurs étudiés, sont respectivement de 1402 et 34 grammes, et la surface alaire par kilog est respectivement de 34 et de 52 décimètres carrés chez les premiers et chez les seconds. Mais M. Magnan a montré avec beaucoup de force et de justesse que ce rapport invoqué par divers techniciens n'a aucune signification physique. Diviser un poids par une surface est une opération arithmétique qui ne fournit aucune donnée réelle, parce qu'on compare dans ce rapport des quantités qui ne sont pas de même nature, parce que, comme disent les physiciens, ce rapport n'est pas homogène. Il ressemble au rapport classique entre la longueur de la 2e vergue du grand mât, la densité de la cargaison et l'âge du capitaine.

Si on veut comparer utilement les petits oiseaux rameurs et les gros voiliers, il faut mettre en regard les surfaces relatives de leurs ailes et de leur corps ou les poids relatifs des premières et du second.

On trouve alors que le poids des ailes par kilog d'animal est deux fois plus grand chez les gros voiliers que chez les passereaux rameurs, et que le rapport de la surface alaire à la surface totale du corps est près de deux fois plus grand chez les premiers que chez les seconds.

Bref, et contrairement aux apparences, les gros voiliers sont, au point de vue des surfaces sustentatrices, bien mieux pourvus que les petits passereaux. Seulement, — et ceci va nous faire toucher du doigt pourquoi les gros oiseaux voiliers ne peuvent pas être des rameurs, — la nature s'est trouvée ici en présence de deux problèmes très différents. C'est ce qu'a fait justement remarquer, il y a quelques années, Alexandre Sée, un jeune officier d'artillerie, mort héroïquement pendant la guerre et dont la vive intelligence planait utilement sur les sujets les plus variés.

Plus l'oiseau est gros, plus il est lourd, plus il lui faut de grandes ailes. Or, la nature dans la construction des grandes ailes s'est heurtée à une loi physique inéluctable. Les poids d'une matière donnée augmentent comme les cubes des dimensions, alors que les surfaces n'augmentent que comme le carré. Un mètre contient dix décimètres. Un mètre carré contient

cent décimètres carrés. Un mètre cube contient mille décimètres cubes.

Supposons donc qu'un aigle pèse quatre fois plus qu'un pigeon. Si on lui donne des ailes quatre fois plus grandes en surface, ces ailes pèseront huit fois plus. Elles seront donc deux fois plus lourdes relativement au poids de l'oiseau. On voit combien, sous ce rapport, les grands volatiles sont désavantagés. Pour ne pas exagérer le poids des ailes, la nature a dû, à mesure qu'elle augmentait le poids des oiseaux, réduire leur surface alaire comparée au poids. Chez les grandes espèces, elle a dû, en même temps, rogner sur la solidité, de sorte que les grands oiseaux ont des ailes trop faibles, sans rigidité, déformables et se ployant sous l'effort. On les a parfois comparées à des chiffons.

Par suite, ces ailes rendent très pénible le vol par battement, surtout à l'essor ; mais cet inconvénient se transforme en avantage pour le vol à voile, qui exige précisément des ailes gauchissables sous un faible effort, pour obéir au moindre souffle oblique du vent.

Ainsi, plus un oiseau est bon voilier, plus il est mauvais rameur.

Chez les grands oiseaux, aigles et vautours, l'essor est presque impossible ; ils doivent se lancer d'un point élevé. De même ils ont peine à soutenir le vol ramé, et par temps calme ils restent perchés. Tributaires des circonstances atmosphériques, ils sont en état d'infériorité sur l'oiseau rameur qui, lui, est toujours maître de l'air. Le vol à voile n'est donc pas le vol parfait ; c'est un pis-aller, un artifice grâce auquel la nature a pu donner la faculté du vol à quelques grosses espèces qui ne peuvent pas soutenir longtemps le vol ramé.

L'ÉNERGIE INTERNE DU VENT

Il est certain que les vols étendus que font certains oiseaux voiliers au-dessus de vastes espaces dépourvus de tout relief, comme les surfaces océaniques où on les voit se diriger comme ils veulent sans hésitation et sans décrire d'orbe et où ils franchissent des espaces immenses en ligne droite et sans prendre de la hauteur, ne sont pas justiciables de la théorie des vents ascendants. Les oiseaux rentrant dans cette catégorie et qui

volent quelquefois sans un battement d'ailes des heures durant, contre le vent horizontal où ils sont suspendus, sont en général des oiseaux aquatiques, à l'encontre des grands rapaces voiliers utilisant les vents ascendants et dont nous avons ci-dessus expliqué le vol. Parmi ces voiliers aquatiques capables de voler longtemps contre le vent horizontal, on peut citer : l'albatros, la frégate, le fou, le pétrel, le goéland, le puffin. M. Magnan, qui a longuement étudié leurs caractéristiques, dont la principale est une aile très longue comme celle des rapaces voiliers, mais beaucoup plus fine, les range dans une classe spéciale de volateurs qu'il appelle les *palmipèdes voiliers*.

Il est clair que le vol de ces oiseaux n'est aucunement justiciable de la théorie des vents ascendants.

Mouillard l'avait bien compris, et c'est pourquoi, dès 1881, avec une divination tangente au génie, il exposa la conception capitale et profonde de l'*énergie interne du vent*.

« Il ne faut jamais, a-t-il écrit, supposer dans les calculs qu'un courant d'air a une vitesse régulière. On serait complètement dans l'erreur; une étude attentive du vol des oiseaux fait voir qu'il y a des bouffées irrégulières, non seulement à la surface, mais même jusqu'aux confins de l'atmosphère visible... Pour se faire une idée saine de ce qui se passe dans le vol sans battement, pour se l'expliquer, il faut séparer deux choses qu'on confond ordinairement : le vent régulier et le coup de vent irrégulier. Le coup de vent est une puissance qui est l'âme de l'ascension : c'est la baguette qui frappe le cerveau de l'oiseau, qui lui donne la force de rester debout, de rouler et même de franchir les élévations... Si le coup de vent se produit dans la partie où l'oiseau va avec le vent, c'est le coup de baguette que le cerveau reçoit par derrière, c'est de la vitesse emmagasinée, c'est autant de chute en moins; donc bénéfice pour l'oiseau d'autant. Si c'est dans la partie où l'oiseau fait face au courant d'air, c'est son sol de glissement qui est l'air, qui se projette sur lui et le force comme résultante à s'élever; donc encore bénéfice d'élévation, bénéfice qu'il ne doit pas à l'action de la chute. »

Et ailleurs Mouillard a dit encore : « L'angle juste, la force irrégulière du vent bien employée... toutes ces conditions réunies rendent le problème facile à comprendre. » Et ailleurs encore : « Cette périodicité du vent est indéniable : on n'a

qu'à se souvenir des hurlements successifs de la bise d'hiver dans nos cheminées. »

Bref, Mouillard cherche et trouve dans les intermittences, dans les saccades du vent, dans ses irrégularités, la cause du vol à voile horizontal.

C'est qu'il a compris qu'un vent régulier et uniforme est comme s'il n'était pas pour un mobile qui y est plongé en permanence. Il a compris aussi que, — toujours à cause du principe de relativité, — si une aile légèrement inclinée est propulsée horizontalement dans un air calme, cela revient au même exactement au point de vue du résultat, que si cet air était projeté horizontalement sous l'aile inclinée. Et ce résultat, nous l'avons montré, c'est une poussée, opposée à la pesanteur, et qui tend à la sustentation dans l'air.

Dans un vent régulier l'aile planeuse emportée par lui acquiert rapidement et garde une vitesse nulle par rapport à ce vent. Mais supposons que celui-ci subisse une saute brusque de sa vitesse. Il existera alors pendant un court moment une différence de vitesse entre le planeur et le vent ; elle existera parce que, à cause de son inertie, de sa vitesse acquise, le planeur ne se met pas instantanément à l'unisson de la nouvelle vitesse acquise par le vent. Il lui faut pour cela un temps appréciable durant lequel il est frappé par ce vent. Si ce choc de l'air a lieu sous l'aile, celle-ci subira une poussée sustentatrice, comme je l'ai expliqué. Cela se produira chaque fois que le vent augmentera de vitesse si le planeur est tourné face au vent. Mais, — et on ne l'a pas assez remarqué, — cela se produira aussi chaque fois que le vent diminuera de vitesse si le planeur est orienté le dos au vent.

Ces considérations, qui dérivent implicitement de la conception générale de Mouillard, — bien que je ne les ai pas vues encore développer, — montrent donc, selon moi, que, quelle que soit la nature d'un changement de vitesse suffisamment brusque du vent, ce changement peut être utilisé dans un sens ou dans l'autre par le planeur.

Mouillard n'est pas allé jusque-là dans le développement de ses idées. Il a supposé que l'oiseau se laisse descendre pendant l'accalmie pour acquérir de la vitesse puis, quand vient le coup de vent dont la vitesse s'ajoute à celle qu'il vient d'acquérir, qu'il en profite pour remonter plus haut que son point de

départ. Pour faire comprendre son idée, il imagine un cerceau qui descend une pente suivie d'une montée : « Si nous supposons qu'on puisse, lorsque le cerceau est en train de remonter, déplacer le sol de manière à ce qu'il aille en sens contraire du jouet, c'est-à-dire lui vienne dessus, nous activerons ainsi l'ascension en lui communiquant une force supplémentaire, indépendante de son individu, dont la résultante sera encore une élévation. » L'exactitude de cette idée a été d'ailleurs vérifiée par Bâzin, qui a réalisé matériellement l'expérience imaginée par Mouillard.

C'est pourquoi la conception de Mouillard est quelquefois appelée la *théorie des montagnes russes*. Il est d'ailleurs évident que si les intermittences du vent sont suffisamment rapides, si ses sautes sont assez fréquentes, le passage de la partie ascendante à la partie planée du vol fait dans ces conditions, pourra être imperceptible pour un observateur, et que l'oiseau restera pratiquement à une même altitude. Pour utiliser au mieux l'action du vent dans ces deux phases, l'oiseau n'aura qu'à augmenter légèrement son angle d'attaque pendant la phase où la rafale exerce sa poussée élévatrice, à le diminuer pendant la phase du planement.

Cette deuxième manœuvre, — que l'oiseau fait sans doute instinctivement comme la première et qui assure un planement moins tombant, — a en outre l'avantage de réduire au minimum la contre-poussée produite par la rafale dans sa deuxième phase et qui si l'oiseau a gardé son orientation tendrait à le chasser vers le bas.

En somme ce qui compte, et agit, c'est ce que j'appellerai le *vent relatif de l'oiseau et de l'air*, c'est-à-dire la différence de leurs vitesses. Ce vent relatif sera proportionnel à la vitesse propre de la rafale dans le vent, et aussi à la rapidité avec laquelle cette vitesse propre s'établit.

Puisque j'ose mélanger ici quelques idées personnelles à l'exposé classique de la théorie de l'énergie interne du vent, il est une analogie, une assimilation qui me paraît s'imposer avec force en tout cela, et que je voudrais soumettre à mes lecteurs. Il est en électricité une propriété assez équivalente à ce qu'est en mécanique l'inertie, et qu'on appelle la self-induction. C'est à cause de cette propriété particulière que les courants électriques induits, — sur lesquels sont fondés le fonction-

nement des dynamos et toute l'industrie électrique moderne, — se produisent avec d'autant plus d'intensité que les courants électriques inducteurs subissent des *variations plus rapides*. Il me semble que le mécanisme du vol à voile par vent horizontal intermittent est tout à fait analogue à la production des courants d'induction. Dans un cas comme dans l'autre, l'énergie produite est proportionnelle à l'amplitude des variations d'une donnée qui, si elle restait constante, ne pourrait pas engendrer l'énergie en question. Dans un cas comme dans l'autre, celle-ci est en outre proportionnelle à la rapidité et à la fréquence de ces variations. Les poussées sustentatrices causées par les intermittences du vent dépendent seulement des *accélérations* de celui-ci, et sont semblables à des courants d'induction. Par analogie avec la théorie einsteinienne de la relativité, je dirais presque, me souvenant du célèbre *principe d'équivalence*, que les accélérations du vent créent, en quelque sorte, des champs de gravitation qui tendent à diminuer celui de la pesanteur.

On a vu plus haut que, selon moi, une même variation de vitesse, une même accélération du vent peut se traduire par une poussée ascendante ou une poussée descendante sur l'aile, selon que celle-ci est orientée dans le sens opposé au vent ou dans le sens de celui-ci : l'inverse aura lieu si l'accélération du vent est négative, c'est-à-dire s'il diminue de vitesse.

Or les rafales, les intermittences périodiques d'un vent horizontal, se traduisent nécessairement, en vertu même de cette périodicité, par des accroissements et des diminutions successives de sa vitesse par rapport à l'aile qui y est immergée. Supposons un oiseau qui veut profiter de toutes les phases de ces rafales, tant de leur phase croissante que de leur phase décroissante, et qui ne se contentera pas, conformément à la conception de Mouillard, de monter pendant l'une de ces phases pour planer pendant la seconde. Pourra-t-il réaliser son dessein et rendre ascendante pour lui l'action de l'une et de l'autre? A cette question je réponds hardiment *oui*. Il suffira pour cela que l'oiseau change son orientation par rapport au vent et qu'il se présente face au vent pendant que celui-ci augmente, dos au vent pendant qu'il diminue. Cela résulte nécessairement de la conception du *vent relatif de l'oiseau et de l'air* que j'ai exposée ci-dessus.

Et alors on arrive à ce résultat : Pour utiliser dans un sens

constamment ascendant *toutes les phases des rafales successives, il suffit que l'oiseau s'oriente de manière à décrire dans l'air des orbes dont la période et la fréquence soient identiques à celles des rafales, et dont la phase soit convenablement orientée par rapport à celles-ci.*

J'arrive ainsi à cette conclusion que les vols en orbes successifs des oiseaux voiliers, ne sont pas nécessairement attribuables, comme on le croit couramment et comme nous l'avons dit ci-dessus, à des vents ascendants, et qu'ils peuvent tout aussi bien être causés par des vents intermittents sans composante verticale.

Je me demande si le vol en orbes, constamment ascendants, que font parfois certains oiseaux, n'est pas causé purement et simplement par ce mécanisme. Je me demande même, — poussant jusqu'au bout ce qu'on appellera sans doute, et avec raison, un paradoxe, — si certains des vols en orbes réalisés à la Rhön et autres lieux ne sont pas justiciables de la même explication et si l'effet des falaises et des sommets, utilisés en ces lieux, n'est peut-être pas parfois non seulement de créer dans le vent des courants ascendants, mais aussi de créer dans ce vent des rafales dont la période et l'amplitude seraient plus ou moins en rapport avec la nature de l'obstacle.

On ne pourra résoudre toutes ces questions que par des mesures anémométriques et des observations de vol nombreuses. C'est ainsi qu'on précisera quels sont les cas où le mécanisme réalisé est celui qui vient d'être invoqué, et ceux au contraire où il est différent. Car, répétons-le, il est évident que la nature du vol à voile des oiseaux et des avions doit varier selon les circonstances. En tout cas, je crois avoir montré que les intermittences d'un vent horizontal peuvent suffire à produire un vol en orbes constamment ascendant... et je m'excuse de m'être, dans cet exposé d'une question générale, laissé entraîner à émettre quelques idées personnelles.

L'explication du vol à voile par les intermittences du vent a d'ailleurs reçu de précieuses confirmations expérimentales par les diverses mesures anénométriques qui, depuis celles de Langley jusqu'à celles du docteur Magnan, ont établi que le vent, que presque tous les vents changent continuellement et très rapidement de vitesse et de direction. Au point de vue d'une aile relativement inerte, les changements de direction

équivalent d'ailleurs à des changements de vitesse, puisqu'ils se traduisent par des variations de leur composante dirigée dans le sens utile.

Les graphiques de Langley ont établi, en ce qui concerne la vitesse du vent, qu'elle subit à chaque instant des variations brusques de plusieurs mètres.

En fait, les tracés anémométriques montrent que le vent, en général, varie non seulement en grandeur, en vitesse, mais aussi en direction par rapport à l'horizontale, et même en hauteur, c'est-à-dire en direction par rapport à la verticale.

On a beaucoup disputé et on dispute encore pour savoir laquelle de ces trois variations a une action prépondérante ou du moins efficace.

Nous avons dit que, pour Mouillard, Langley, etc., c'est la composante longitudinale de l'accélération du vent. Pour d'autres, comme Le Clément de Saint-Marcq, ce serait au contraire la composante verticale. Enfin, pour Alexandre Sée, qui a développé à ce sujet des idées fort judicieuses, ce serait la composante latérale, cette partie de la variation du vent qui a pour effet de dévier alternativement à droite et à gauche la direction du vent relatif reçu par l'oiseau et qui, tel un navire louvoyant, fait osciller de droite à gauche, et de gauche à droite le plan de ses ailes.

J'avoue qu'à mon sens on a peut-être exagéré l'exclusivisme de chacune de ces manières de voir. Toutes soulèvent des objections partielles, toutes rendent partiellement bien compte des faits observés. Elles doivent être vraies toutes trois, l'action invoquée par l'une ou l'autre doit dominer selon les circonstances anémométriques du vol, selon l'attitude choisie par l'oiseau, selon la direction qu'il veut prendre par rapport à celle du vent. Vouloir séparer irrémédiablement les effets d'un même vent en les décomposant, suivant trois directions arbitraires, en trois parties incommuniquantes et indépendantes me semble quelque chose de factice et qui ne répond pas tout à fait à la nature des choses.

Pourquoi avoir choisi arbitrairement, et exclusivement, pour lui attribuer tout l'honneur du vol à voile, soit la composante verticale, soit l'une des deux composantes horizontales qui sont perpendiculaires l'une à l'autre. Je suis persuadé qu'il serait tout aussi aisé de rendre compte des phénomènes en invoquant

la composante du vent qui est bissectrice de deux des trois composantes précédentes. Tout cela est assez artificiel, puisque, l'expérience le montre, les variations du vent peuvent être découpées en telles composantes qu'on voudra et chacune d'elles comportera à peu près toujours une composante sustentratrice, la seule qui importe.

La vérité semble pouvoir être résumée en ceci que l'oiseau, grâce à son corps et à ses ailes aux courbures variables et multiples, se déplace instinctivement, selon ce qu'il désire, de manière à obtenir l'effet utile de la part des variations de son vent relatif. Ce sont ces variations, ces intermittences qui importent, quelle que soit d'ailleurs leur orientation par rapport à l'oiseau que celui-ci modifie à son gré en gouvernant.

En somme le véritable vol à voile, celui qui n'est pas limité dans l'espace ni dans le temps par telle ou telle circonstance topographique, est évidemment celui qui utilise l'énergie interne mise en jeu dans les intermittences, dans les accélérations du vent.

Le vol par vent ascendant régulier (supposé qu'un tel vent existe) n'est en somme qu'un vol plané. Il est facile de le montrer. Considérons un courant d'air horizontal et uniforme dans lequel un oiseau ou un avion descend en vol plané avec un angle de glissement d'un dixième par exemple. Supposons que quelque magicien tout-puissant saisisse brusquement l'ensemble formé par ce courant horizontal et par l'être qui y descend en planant, et incline cet ensemble sur l'horizon d'un angle nettement plus grand que l'angle de chute de l'oiseau, et en sens contraire. Si l'oiseau continue à avoir le même angle d'attaque dans la nappe d'air maintenant inclinée où il se trouve et où il continue à planer, il est clair que le planement, pour une inclinaison assez forte de cette nappe, finira par devenir une montée.

Et alors on en arrive à se demander si à la Rhön et autres lieux, les avions sans moteur ont réellement fait du vol à voile. On ne pourra affirmer que le vol à voile est réalisé par l'homme que le jour, — que le concours de Vauville pourrait bien rapprocher de nous, — où il évoluera librement, par la seule réaction sustentatrice de ses ailes dans une plaine et loin du refuge commode, loin du refuge providentiel de tel ou tel escarpement du sol. On ne sait vraiment nager que lorsqu'on peut se

lancer librement à l'eau sans le secours des bouées salvatrices.

Et maintenant la question se pose, du moins on l'a posée : quel est l'avenir du vol à voile humain? Il est certain qu'il ne pourra jamais rivaliser avec celui des avions à moteur puisque la vitesse de l'avion sans moteur est forcément limitée à celle des vents. Il s'agit d'ailleurs de vols essentiellement différents, puisque les irrégularités du vent, les trous d'air qui sont la cause efficiente du vol des voiliers sont précisément le phénomène parasite qui gêne le vol des avions ordinaires.

Je trouve pourtant bien hardis ceux qui affirment que jamais le vol à voile n'aura d'intérêt pratique pour l'humanité. Qui le leur a dit? « Que scay-je! » dirait Montaigne, et Rabelais : « peut-être. » Il ne faut jamais dire à un être, fût-ce un morceau de toile : Tu n'iras pas plus loin.

Et puis, n'y a-t-il vraiment d'intéressant et d'utile ici-bas que ce qui est capable de transporter très vite et très loin des tonnes de matières mercantiles ou homicides? Ne peut-on penser qu'à ce qui fait couler le sang ou l'argent ?

Bien des indices me laissent à penser que bientôt — car qu'est-ce que quelques siècles de la vie d'une planète? — le vol à voile transformera de la manière la plus romanesque l'existence humaine.

Ne fût-ce que pour avoir réalisé le rêve d'Icare, — et c'est l'appareil voilier, non pas l'avion à moteur qui l'a accompli, — il faut aimer ces machines qui, montées par des hommes au cœur vaillant, aux nerfs métalliques, ont su changer un vieux mythe en neuve réalité. Une fois n'est hélas! pas coutume.

CHARLES NORDMANN.

LETTRES
A UN CRITIQUE MUSICAL

A M. CAMILLE BELLAIGUE

Alger, 31 décembre 1892.

Mon cher ami,

Le hasard, qui a quelquefois de l'esprit, m'a mis hier votre article sous les yeux. Comparer ma musique aux vers de Racine et *Dalila* à *Athalie*, voilà qui est fait pour me toucher au cœur. Je sais bien que je ne mérite pas la part que vous m'avez faite, qu'il faut tenir compte de l'entraînement de la plume qui veut se surpasser elle-même... de la difficulté d'être brillant dans l'éloge; mais tout cela montre le plaisir que ma *Dalila* vous a fait et c'est cela surtout qui me flatte infiniment. Oui, classique je suis, nourri de Mozart et de Haydn dès ma plus tendre enfance; je le voudrais, qu'il me serait impossible de ne pas parler une langue claire et bien équilibrée. Je ne blâme pas ceux qui font autrement; comme Victor Hugo à propos de certaines innovations poétiques, je trouve certains procédés très bons... pour les autres.

Mille remerciements et mes plus sympathiques souvenirs.

Alger, 11 mars 1893.

Mon cher ami,

J'avais mis Hugo en musique (1), vous m'avez mis en prose...

Me permettrez-vous de chercher à compléter votre pensée ?

(1) *La Lyre et la Harpe.*

Il me semble que lorsque la musique est bien adaptée sur un poème, elle doit y jouer le rôle de la couleur mise sur un dessin; elle aide à le faire comprendre, en faisant ressortir les détails et en accusant les plans.

Je suis bien heureux que cette œuvre vous ait plu, car j'ai pour elle une affection particulière. A Birmingham elle avait été froidement reçue, mais ce ne fut pas la faute de l'œuvre, ni du public; ce fut celle du ténor, excellent musicien, mais mal servi par une voix sèche et ingrate; le finale de la première partie, clef de voûte de l'œuvre, étant tué par l'exécution, l'œuvre entière s'en est ressentie. Il paraît qu'avec Alvarez ç'a été tout le contraire; cette voix chaude et fraîche tout à la fois a dû faire merveille et donner à la première partie la fin lumineuse dont elle a besoin.

Mille affectueux compliments.

Cadix, 1er janvier 1897.

... Je pars dans quelques jours, peut-être même après-demain pour cette grande Canarie, refuge naturel des grands serins, où je trouverai enfin une température s'accordant avec mes bronches.

Tous mes vœux pour la nouvelle année.

Las Palmas, 23 janvier 1897.

... Me permettrez-vous de causer sur deux points de votre article qui ne sont pas tout à fait conformes à ma manière de voir? C'est bien peu de chose, comme vous allez voir. D'abord au sujet du fameux « Chœur des derviches. » Puisque vous avez, comme moi, vu tourner au Caire ces mystiques toupies, comment n'avez-vous pas remarqué l'identité des triolets exécutés par les flûtes qui les accompagnent avec ceux des *Ruines d'Athènes!* Pour moi, il est impossible que Beethoven, par simple intuition du génie, ait deviné cela; il a dû avoir à sa disposition un document authentique. Évidemment cela est beaucoup plus beau chez lui que « Nature, » mais là n'est pas la question.

« Ensuite au sujet de Haendel. J'ai beaucoup étudié Haendel et d'autre part, ayant eu la bonne fortune de fouiller dans la bibliothèque musicale de « the Queen » à Buckingham Palace, j'ai eu la curiosité de voir ce qu'écrivaient les contemporains

et prédécesseurs du grand homme et de chercher à comprendre pourquoi et en quoi il les avait éclipsés. Je suis arrivé à cette conviction bizarre que c'est par le côté pittoresque et descriptif, alors tout à fait nouveau et inattendu, qu'il avait conquis l'étonnante faveur dont il a joui. Cette façon magistrale d'écrire les chœurs, de traiter la fugue, d'autres l'avaient comme lui. Ce qu'il a apporté, c'est la couleur, l'élément moderne que nous ne savons plus y voir, pour de bonnes raisons. Il ne saurait ici, être question d'exotisme. Mais regardez à ce point de vue *La Fête d'Alexandre*, *Israël en Égypte* et surtout *Allegro e Pensieroso*, et tâchez d'oublier tout ce qu'on a fait depuis. Vous trouverez à chaque pas la recherche du pittoresque, de l'effet imitatif. Elle est réelle et très intense pour le milieu où elle s'est produite, où elle semble avoir été inconnue auparavant.

Las Palmas, 19 février 1899.

... Ici le papier à lettres est tellement minuscule, que s'il me faut dire plus de quatre mots, je dois employer celui qui sert ici également aux poètes pour écrire leurs vers et aux ambassadeurs de commerce pour renseigner leurs patrons; excusez-moi.

La mort du Président a produit ici une impression profonde à laquelle je ne m'attendais pas; la sympathie pour la France est maintenant indéniable en Espagne...

Que vous dirai-je? Que je vous remercie de me donner des nouvelles de Paris. Ici il n'y a rien. Un monstre aux replis tortueux, venu par mer, comme celui du récit de Théramène, est arrivé sous figure de troupe d'opéra italien. Les chœurs excellents, par miracle. Mais le reste! Quel style, justes dieux! On ne se contente plus de faire des changements dans la partie vocale, on en fait dans la musique elle-même, pour frelater davantage. On ne fait pas un *crescendo* sans le doubler d'un *accelerando*, etc. C'est de la décomposition musicale. Et des cris! Et des voix chevrotantes!

Enfin le monstre va donner ses derniers coups de gueule.

Pour ce qui est de moi, après avoir écrit une nouvelle série d'études pour le « Forté-piano, » j'ai attaqué la confection d'un quatuor pour instruments à cordes. On vit la fenêtre ouverte et légèrement vêtu; on a de la verdure et des fleurs,

c'est délicieux... Puisque vous étudiez Haendel, n'oubliez pas de lire attentivement *Sémélé*, qui est une merveille.

Paris, 3 mai 1901.

Très heureux, mon cher ami, de ce nouveau témoignage de sympathie pour l'œuvre et pour l'auteur.

Espérons que les *Barbares* ne nous feront pas haïr la musique.

Just arrived from London, où j'ai dirigé la symphonie en *la* mineur, aussi fine et délicate que sa grande sœur est fulminante et tonitruante. J'en voudrais maintenant faire une qui fût entre les deux.

Le Caire, 20 janvier 1907.

Comment, mon cher ami, vous laissez-vous prendre aux mirages des wagnériens! Comment ne voyez-vous pas tout ce qu'il y a de spécieux dans cette chimérique phraséologie!... Les œuvres de Wagner innovant dans les mœurs et dans l'État, dans l'éducation, *dans les rapports sociaux!* Wagner « répudiant la partialité et les prétentions de l'ancienne musique des états permanents! » Vous dites que c'est la vérité même et je suis forcé de vous croire sur parole, car je ne puis comprendre comment une phrase passionnée exprime l'évolution de la passion plutôt que son état durable. Si c'est pour dire que Wagner a très bien exprimé le désir, c'est bien de l'embarras pour peu de chose.

Wagner *rédempteur!* Wagner écrivant pour les foules! Laissez-moi rire. Ici Nietzsche a parfaitement raison : Les aspirations du peuple sont minimes et faciles à satisfaire. Le mélodrame, la farce, et, en musique, la mélodie facile et vulgaire, voilà ce qui lui plaît. Le seul ouvrage un peu populaire de Wagner est *Tannhäuser*, parce qu'on y trouve des airs, des ensembles, et même de la vulgarité.

Plus j'ai observé, plus j'ai constaté que les œuvres d'art ne peuvent avoir qu'une portée esthétique. C'est même ce qui les préserve d'être immorales, du moment qu'elles sont belles. Les exemples en sont faciles à trouver. *Les Huguenots*, *La Juive*, sont des apologies de la Réforme et de l'Hébraïsme et de véritables réquisitoires contre le Catholicisme. Personne n'y songe quand on les entend et nul catholique ne s'en est jamais choqué.

Direz-vous qu'avec Richard il en eût été autrement? Avez-vous jamais été tenté, en sortant d'entendre *Tristan*, de vous tuer pour mieux aimer!...

Pour moi, quand on veut faire sortir les œuvres d'art du royaume de l'art, c'est pour les faire entrer dans le domaine de de la folie. Richard Strauss est en train de nous en montrer le chemin.

N'êtes-vous pas un peu partial pour *Haensel et Gretel* ? A partir de l'arrivée de la sorcière jusqu'à sa cuisson, je n'en suis plus. Et puis j'ai été choqué de rencontrer dans un entr'acte le finale de la symphonie en *fa* et de voir employer pour des scènes enfantines les procédés créés par Richard Wagner pour les entretiens des Dieux et des Héros : disproportion entre les moyens et le but, qui n'est pas le fait d'un chef-d'œuvre. Mais que le second tableau, néanmoins, est délicieux!

Le Caire, 4 février 1907.

Mon cher ami,

Voulez-vous me permettre de reprendre notre conversation de l'autre jour ?

Je suis étonné — pardonnez-moi ! — de tout ce que vous trouvez dans l'art palestrinien. Pour moi je n'y puis voir qu'un art impassible et inexpressif, avec quelques intentions, quelques *indications* d'expression en de rares occasions; en un mot la plus pure expression de cet *art pour l'art* dont vous ne voulez pas. C'est que, — qu'on le veuille ou non, — l'art pour l'art, ou, pour parler clair, la forme aimée et cultivée pour elle-même, c'est le principe et l'essence même de l'art. La recherche de l'expression, pour légitime et inévitable qu'elle soit, est le germe de la décadence, qui commence du moment que la recherche de l'expression passe avant celle de la perfection de la forme. Or il se trouve que l'art religieux ayant surtout besoin de pureté et de beauté, cette musique, où le sentiment n'apparaît qu'à l'état d'indications sommaires et accessoires, où le culte de la forme est prédominant, cette musique à laquelle une tonalité vague, hésitante entre la modalité antique et la tonalité moderne, semble donner un caractère extra-humain, cette musique convient à merveille à l'église.

Si le principe que je viens d'énoncer n'était pas vrai, si la recherche de l'expression constituait un progrès dans l'art, le

Laocoon serait supérieur à l'Hermès de Praxitèle, le Guide serait supérieur à Raphaël. C'est ainsi que Stendhal comprenait l'art: c'est ainsi que le comprend de nos jours M. X*** Tous deux sont de déplorables critiques d'art, n'est-il pas vrai ?

Ce qui fait à Sébastien Bach et à Mozart une place à part, c'est que ces deux grands expressifs n'ont jamais sacrifié la forme à l'expression ; si loin qu'elle aille, la musique garde sa suprématie et pourrait se suffire à elle-même.

Pour en revenir à l'école de Palestrina, ou c'est vous qui y mettez ce qui n'y est pas, ou c'est moi qui ne sais pas voir ; c'est bien possible. Mais vous ne me ferez jamais trouver que le thème de la messe du Pape Marcel exprime : « Seigneur, ayez pitié de nous ! ».

Les *molto expressivo* que la *Schola cantorum*, dans ses éditions, sème dans les coins, me paraissent une erreur monstrueuse. C'est dénaturer cette musique, que de lui infliger des pleurnicheries.

Et maintenant, au revoir.

Monte-Carlo, 22 février 1907.

Merci, mon cher ami, pour votre intéressante lettre.

Je viens de relire, et non pour la dernière fois, les excellentes choses que vous dites sur la musique palestrinienne. Il est très bon que vous les ayez dites, il est très bon qu'on les croie. Mais je ne puis m'empêcher d'y voir de salutaires illusions !...

Toutes ces qualités que vous louez dans la musique religieuse du XVIe siècle se retrouvent dans la musique profane de la même époque. Voyez le gros recueil de madrigaux de Palestrina ! Très sensible *peut-être* pour les contemporains, la différence des styles est à peine sensible pour vous et moi. Elle est nulle pour les auditeurs ordinaires. Et je me demande si ce n'est pas seulement parce que ces formes sont tombées en désuétude, tout archaïques, qu'elles nous paraissent douées de certaines qualités.

Et puis, tant que je ne verrai pas un texte affirmant que toute cette musique vocale n'était pas accompagnée d'instruments, j'aurai des doutes. La raison en est que j'ai feuilleté beaucoup de musique instrumentale du XVIe siècle, et que j'ai vu — toujours — des parties musicales « impersonnelles, »

c'est-à-dire *sans aucune désignation d'instruments*. Dès lors, rien n'empêche d'admettre que des instruments étaient appelés à soutenir les voix dans la musique vocale, religieuse ou profane. Les voix seules donnent une impression de pureté incomparable, c'est évident; mais c'est peut-être nous qui l'avons découverte, comme nous avons découvert depuis peu certaines beautés de la nature. Et que vient faire cette pureté dans les madrigaux ?

Votre affectionné.

Palais de Monaco, 3 mars 1907.

Je relis encore votre dernière lettre. Eh bien! non! non! je ne puis pas être de votre avis. L'art est fait pour exprimer *la beauté et le caractère*. La sensibilité ne vient qu'après et l'art peut parfaitement s'en passer. C'est même tant mieux pour lui quand il s'en passe! Comme je vous l'ai démontré, avec la sensibilité s'introduit en lui le germe de la décadence et de la mort.

Il n'y a pas de sensibilité dans... (1) et c'est de l'art le plus grand.

Vous pouvez répondre que l'art pour la beauté, ce n'est pas l'art pour l'art, et nous serons d'accord, car alors l'art pour l'art serait un non sens, des mots ne signifiant rien.

Monte-Carlo, 9 mars 1907.

Je suis content de vous avoir poussé à bout, car en fin de compte, nous arrivons à être tout à fait d'accord.

Prenez garde seulement à la façon de s'exprimer, prenez garde de donner des armes à l'ennemi. On a une tendance déplorable à ne voir en musique autre chose que la sensation, à faire abstraction de la forme. C'est ainsi qu'on en arrive à admirer non seulement l'ennuyeuse et ridicule X... mais l'horrible *Salomé*, car après les sensations voluptueuses, on recherche les sensations atroces. C'est une pente incompréhensible, mais fatale.

Bordighera, 13 mars 1907.

M. X*** trouve que la musique de Chopin ne peint que l'amour malheureux. Que fait-il donc du célèbre nocturne en *ré bémol* et de bien d'autres pièces que je pourrais citer ? Et

(1) Ici les premières mesures de la première fugue du *Clavecin bien tempéré*.

puis je ne comprends pas l'accusation qu'il lui fait d'avoir peint la vie mondaine. C'est à peindre comme autre chose, et si la peinture est bonne, cela suffit. Telle est l'*Invitation à la Valse*, sur laquelle, dans *le Freischütz*, on nous fait danser des paysans, ce qui est absurde.

Par bonheur cette absurdité nous a valu l'orchestration de Berlioz.

X*** devait se plaire à *Salomé*. C'est un malheur. Comment un homme qui écrit de la musique lui-même d'une plume élégante, peut-il se plaire à ces horreurs! Mais un vent de folie souffle sur le théâtre. Vous voyez que Boito, tout en réprouvant la musique de *Salomé*, paraît s'intéresser à la pièce. Connaissez-vous *Più che l'amore*, où d'Annunzio revendique le droit au crime?...

Votre tout dévoué.

16 septembre 1907.

J'ai lu votre article sur « la musique d'été. » Merci pour votre « éreintement » du café-concert. Mais ce que vous auriez pu ajouter, c'est que le public, s'il est complice, n'est pas aussi coupable que l'on pourrait le croire, des horreurs qui s'y perpètrent. Si j'avais le temps, je vous conterais des anecdotes qui vous prouveraient que, toutes les fois qu'on a tenté de relever le genre de ces établissements, le public a fait à ces tentatives le plus grand succès; mais ces tentatives déplaisent aux gens qui dirigent ces entreprises et ils y sont hostiles, contre leurs propres intérêts.

Mais ce n'est pas pour cela que je vous écris. A propos des concerts militaires qui font la joie de nos jardins publics, j'attendais quelque chose que je n'ai pas trouvé. Vous parlez de votre joie à entendre de la musique française devant un public français, et je trouve, moi, qu'il y a dans ces concerts beaucoup trop de musique étrangère.

Le public qui vient là, qui fait, comme vous le racontez, une heure de chemin pour « venir à la musique, » n'a pas d'exigences spéciales; il ne vient pas là, comme au Châtelet, pour montrer sa transcendance artistique; il vient naïvement et prend de confiance ce qu'on lui donne; il vient écouter, dans la musique militaire, la voix de la Patrie. Doit-on lui farcir la mémoire de musique française ou étrangère? Tout est

là. Je ne demande pas, croyez-le bien, que la musique étrangère soit bannie des programmes, mais qu'elle n'y soit pas, comme elle l'est trop souvent, prépondérante. Que de fois j'y ai vu figurer des morceaux d'opéras italiens démodés, qu'on ne joue plus nulle part, ou des œuvres d'auteurs allemands de second ou de troisième ordre, ou même inconnus, alors qu'Auber, Hérold et Adam y brillèrent par leur absence. Et, s'il est naturel qu'on joue Wagner dans les grands concerts, devrait-il figurer dans les concerts militaires, lui, l'insulteur de la France vaincue ?

Il y a quelques années, on célébrait à Pézenas des fêtes en l'honneur de Molière. Un ministre y assistait. Tout à coup, au plus beau moment de cette cérémonie essentiellement nationale, éclate la *Chevauchée des Walkyries*. Je ne pus contenir l'expression de mon étonnement. « Eh! bien, quoi! » me dit le ministre, « est-ce que ce n'est pas beau? » D'abord, ce n'était pas beau. Privée de la partie vocale, mutilée dans ses développements, la *Chevauchée* n'est plus belle. Il ne reste de beau que le thème, et ce n'est pas assez. Ma protestation n'a eu d'autre effet que de me brouiller avec le ministre.

Pour être juste, il faut reconnaître qu'il y a progrès dans le sens national pour ce qui est des programmes de musique militaire. Mais regardez ces programmes quand les journaux les publient et voyez s'il n'y a pas encore quelque chose à faire. Voyez surtout, quand vous irez en Italie ou en Allemagne, comment les programmes sont composés et si la musique française y tient une large place. Elle n'en est point bannie, et c'est tout ce qu'il faut.

La musique militaire doit *avant tout* faire connaître au peuple la musique française. Le fait-elle? Non, Et pourtant la matière ne lui manque pas; car elle n'est pas forcée, comme les orchestres des grands concerts, de se tenir sur les hauteurs du Parnasse; elle doit même se mettre au niveau de son public, en s'efforçant de l'élever peu à peu, et elle peut, sans déroger, lui faire entendre l'ouverture du *Domino noir* et celle du *Pré aux Clercs*, plutôt que les ouvertures de Flotow et de Suppé, qui ne sont pas d'un étiage supérieur, au contraire.

20 juillet 1909.

... Entre nous, *Boris Godounow* est-il un si grand chef-d'œuvre ? J'y ai trouvé, à mon grand étonnement, des parties bien

faibles. Il fait beau venir de loin, avec le prestige d'une autre langue et d'une autre race. Dans la même race, je trouve une autre maîtrise à Glinka; et dans l'*Onéguine* de Tschaïkowsky, que la critique actuelle affecte de dédaigner, j'ai vu et entendu un tableau (qui pourrait s'appeler *Une tempête sous un crâne*), qui m'a paru bien supérieur à d'autres choses si vantées. En voilà, de *l'action intérieure*, puisqu'on en veut!...

18 novembre 1910.

... Ne soyons pas ingrats pour le grand Richard! Bülow a dit que j'étais le seul qui ait su profiter de ses théories sans en laisser égarer par elles. Dans *toutes* mes œuvres théâtrales, j'ai usé largement du leitmotif, non par caprice, mais par principe; seulement, tandis que Wagner le met au premier plan, j'en fais le fond du tableau, laissant au premier plan la partie vocale, traitée *vocalement*, autant que le permet la vérité scénique. Dans *Proserpine* notamment, ce système est poussé à l'extrême. Voilà ce dont personne jusqu'à présent n'a daigné s'apercevoir.

27 juin 1911.

Permettez-moi de vous dire que ce n'est pas à cinq ans, mais à dix-huit, que je fus accusé si joliment par Gounod de manquer d'inexpérience. A cinq ans, j'avais encore, vous pouvez m'en croire, quelque chose à apprendre! Maintenant c'est tout que j'aurais à apprendre; car, dans l'Art comme dans la Science, plus on avance dans la carrière, plus on s'aperçoit que ce que l'on sait n'est rien auprès de ce qu'il faudrait savoir...

Je n'ai connu Gounod qu'à son retour de Rome. Il voulait bien me donner des conseils, et je me souviens de lui avoir soumis, vers ma quinzième année, une symphonie terriblement inexpérimentée. Mais Gounod aimait à faire des « mots, » et comme ses mots étaient charmants, on ne saurait les lui reprocher.

Hammam R'Irha, 23 décembre 1912.

... Je vous suis plus reconnaissant encore de la vaillance avec laquelle vous persistez à prendre la défense de Gounod, toujours injustement attaqué. Certes on aimerait mieux qu'il n'eût pas écrit : « *Salut, ô mon dernier matin*; » mais il a écrit

aussi : « *Ne permettrez-vous pas, ma belle demoiselle,* » et de pareilles trouvailles font tout pardonner. Il était naïf ; il croyait, quand il avait frappé une septième diminuée, avoir fait quelque chose de terrible. Mais cette naïveté même n'a-t-elle pas quelque chose de touchant et ne montre-t-elle pas sa sincérité ?

Toujours la critique lui fut hostile. Jadis elle lui reprochait de ne pas être mélodiste et elle lui préférait Donizetti. Maintenant elle lui reproche de l'être trop, et lui préfère X... à qui manquent seulement le charme et l'esprit, et la grâce plus belle que la beauté.

11 juin 1914.

... Mais pourquoi me faites-vous dire ce que je n'ai pas dit ? Pourquoi m'accusez-vous de vouloir que la musique soit insensible et inexpressive, alors que vous-même citez de moi des phrases qui prouvent le contraire ! Cela est curieux, dites-vous. Mais non, cela est tout naturel.

J'ai dit, et je ne cesserai de le redire, parce que c'est la vérité, que la musique, comme la peinture et la sculpture, existe par elle-même en dehors de toute émotion ; c'est alors la musique pure. L'émotion, la sensibilité lui donnent la vie, mais cette vie, comme la vie elle-même, contient un germe de mort. Plus la sensibilité se développe, plus la musique et les autres arts s'éloignent de l'art pur ; et, lorsqu'on ne cherche plus que des sensations, l'art disparaît. Nous en voyons des exemples qui crèvent les yeux.

L'*art pur* est rarement pratiqué. Il est plutôt du domaine de (la) théorie que de celui de la pratique. Il est presque impossible à notre époque ; mais il florissait au XVIe siècle. Il y a quelques éclairs de sensibilité (si l'on peut dire) dans Palestrina, mais combien rares ! Le *Kyrie* de la Messe du Pape Marcel n'a aucun rapport avec le sens des paroles, et presque toute la musique de cette époque est ainsi.

23 avril 1917.

La plupart des airs de danse d'*Ascanio* ont été recueillis par moi dans des documents de la Bibliothèque nationale, et celui qui vous a plu particulièrement a été pris tout entier dans une plaquette ancienne que vous devez connaître de nom et qui s'appelle l'*Orchésographie*. Rameau la connaissait probablement et de là viendrait la ressemblance entre le morceau de Rameau et celui du ballet d'*Ascanio*.

26 juin 1919.

... Je me suis remis à l'étude de son merveilleux *Gradus* (1) où je trouve un tas de choses plus admirables les unes que les autres. C'est là qu'il faut le connaître et non dans ses sonates, pour lesquelles Mozart avait raison de se montrer sévère. S'il avait connu le *Gradus*, qui probablement n'existait pas encore, il aurait parlé d'un autre ton.

Alger, 2 janvier 1921.

(A propos de *Phryné*),

Je vous suis particulièrement reconnaissant d'avoir cité les délicieux vers de M. Augé de Lassus qui m'ont puissamment aidé dans cette scène balnéaire qui vous a plu. C'est ici, sur une petite plage qui est au bas du Jardin d'Essai, que j'ai écouté le murmure du flot venant mourir sur le rivage par une mer calme et cherché les moyens de le reproduire à l'orchestre. *Phryné* tout entière a été écrite à Alger et, comme c'était pressé, j'avais envoyé du premier acte un schéma fort détaillé à Messager, qui l'a réalisé pendant que j'écrivais l'orchestre du second.

Comme je suis content que vous rendiez justice aussi à la mort d'Ophélie, où A. Thomas a trouvé moyen de rendre l'espèce d'... (ici un mot illisible) qu'on éprouve quand on regarde l'eau par un temps de soleil.

Et vous rendez justice aussi à l'introduction si délicieuse du 2e acte des *Huguenots*, alors que Meyerbeer est si injustement vilipendé.

15 juin 1921.

Vous avez raison : nous nous sommes rencontrés trop rarement...

... Peut-être alors serais-je arrivé à vous convaincre que la musique, comme les autres arts, peut être inexpressive sans cesser d'être de la musique, ce dont vous n'avez jamais voulu convenir.

Comme il est regrettable que vous n'ayez pas connu les grandes cantatrices : Viardot, Carvalho, Patti, dans leur gloire ! ...Et Alboni, que j'oublie. Celle-ci, c'était la voix et l'art du

(1) Le *Gradus ad Parnassum*, de Clementi.

chant dans leur absolue beauté ; ce n'était pas autre chose. De même Patti, à l'autre extrémité de l'échelle. Celle-ci avait commencé par être seulement la voix et la facilité tenant du prodige ; elle n'est devenue cantatrice parfaite qu'après avoir travaillé avec Rossini.

La plus grande artiste fut Viardot. Elle n'avait pas, comme elle l'a dit, une voix affreuse, mais une admirable voix au contraire, d'une puissance et d'une étendue prodigieuse, qu'elle a détériorée, parce que, trop musicienne, elle a voulu tout chanter. Quand Meyerbeer l'a prise pour son *Prophète*, elle chantait *la Juive* à Vienne ; plus tard elle a chanté *les Huguenots* et même, à Londres, Donna Anna de *Don Juan*.

Ces folies n'étaient pas admirables. Ce qui l'était, c'était sa facilité à s'assimiler tous les styles, depuis Sébastien Bach jusqu'à Rossini et Verdi. Elle a même écrit, en français, en italien, en espagnol, en allemand, de charmantes choses, qu'elle n'osait pas produire et (qui) sont restées inconnues.

Le charme, la perfection de Carvalho sont restés uniques et je n'en ai pas trouvé l'équivalent, bien qu'en l'entendant cela parût tout naturel. C'était pourtant le résultat d'un très grand travail. J'ai connu ses débuts, alors que, Mlle Félix Miolan, elle chantait dans le monde, avec une petite voix, de petites romances de son frère. C'est Duprez qui, en lui faisant monter la voix de poitrine jusqu'au *si bémol*, au risque de lui briser complètement l'organe, en a fait la grande cantatrice que l'on a connue. « Quand j'ai commencé ce travail, » me dit-elle un jour, « ma mère se sauvait pour ne pas m'entendre. *On eût dit qu'on tuait un veau dans la maison.* » Il en est résulté une voix exceptionnelle, montant à des hauteurs extraordinaires comme par le passé, mais ayant acquis un *medium* qui lui permit de chanter *Faust*, destiné primitivement à Mme Ugalde. Et cela avec une égalité de timbre dont je n'ai pas vu d'autre exemple. Quant au charme, il était incomparable et c'était un don de nature.

Le règne des grands chanteurs est passé. D'ailleurs les compositeurs modernes ne s'intéressent qu'à l'orchestre et me prisent la voix, suivant en cela les préceptes de Wagner et non son exemple, car il ne s'est conformé à ces préceptes que dans *Parsifal*, et encore pas dans les chœurs. C'était pourtant une belle chose que le *bel canto* et Mozart savait bien s'en servir

sans nuire pour cela à l'intérêt dramatique. Jusqu'à ces derniers temps, la vocalise était en honneur. *Tous* les compositeurs en ont usé. Berlioz le premier s'est moqué des chanteurs qui *jouaient du larynx*, et pourtant il en a joué lui-même parfois bien maladroitement. Et parce que Richard Wagner n'en a plus voulu, on donne tort à tous les autres! Il n'a conservé que le trille, qui fait un effet superbe dans la *Walkyrie*, mais bien ridicule au réveil de Brunhilde. Ne devrait-on pas admirer au contraire tout ce qu'on peut faire avec ces deux ligaments qu'on appelle les cordes vocales?

On a raillé les vocalises des Italiens dans les rôles tragiques. Mais c'est qu'alors on vocalisait *à pleine voix* quand il le fallait. La vocalisait légère n'est admissible que dans le genre léger et l'on n'en connaît plus d'autre.

J'arrive au bout de la feuille et cela m'avertit que j'ai assez bavardé. Aurez-vous le temps de me lire? J'ai profité d'un mouvement d'insomnie pour causer avec vous. Maintenant je vais me recoucher en vous renouvelant mes remerciements et vous assurant de ma très profonde amitié.

C. Saint-Saëns.

L'EXPÉRIENCE ITALIENNE

IV [1]

LE DÉNOUEMENT FASCISTE

Le 19 juillet 1922, quelques heures avant la chute du premier ministère Facta, M. Mussolini avait prononcé à la Chambre un discours énergique et menaçant. « Le Fascisme, déclarait-il en manière de conclusion, résout finalement la crise qui le tourmente : il dira d'ici peu s'il veut être un parti légalitaire ou un parti insurrectionnel. Nous avons dans le pays des forces nombreuses, organisées, disciplinées. Si, par aventure, on voyait sortir de la crise un gouvernement de réaction antifasciste, prenez-en acte, nous agirions avec la plus grande énergie, avec une rigueur inflexible : nous nous insurgerions. »

Quelques mois après, le chef du mouvement fasciste avait pris son parti. Il s'était décidé pour une action qui, à vrai dire, n'était ni absolument légalitaire, ni tout à fait insurrectionnelle. » Les « chemises noires, » massées par son ordre autour de Rome, n'attendaient qu'un signal de lui pour en forcer les portes. Ce signal, M. Mussolini l'eût peut-être donné. Mais le Roi le prévint, en confiant lui-même le gouvernement de l'Italie à l'homme qui était fermement résolu à le prendre, et qui en avait les moyens. Les portes de Rome s'ouvrirent, et les fascistes entrèrent, non pour procurer à leur chef une victoire sanglante, mais pour assister à son pacifique triomphe.

Il faut revenir sur les événements qui séparent le discours du 19 juillet du coup d'État du 28 octobre : ils expliquent, dans

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 mai et 15 juin.

une certaine mesure, l'extraordinaire facilité avec laquelle le parti fasciste a imposé sa volonté au pays et réalisé son grand dessein : la conquête du pouvoir.

Le 1er août, parmi tous les embarras d'une crise ministérielle prolongée, les socialistes avaient proclamé la grève générale. La grève échoua, tant à cause du peu d'enthousiasme marqué par la classe ouvrière, que devant l'attitude menaçante du parti fasciste. Cet échec fit ressortir tout ensemble le relâchement de la discipline socialiste et le changement survenu dans l'esprit public : on en avait assez des désordres et des grèves; on déplorait, on maudissait la faiblesse des gouvernements qui ne savaient ni les empêcher, ni les punir ; en revanche, on observait avec une visible sympathie l'activité déployée par les fascistes pour assurer, tant bien que mal, les services publics. Le 3 août, lorsque la C. G. T. ordonna la reprise du travail, toute l'Italie comprit que l'homme qui avait imposé aux socialistes la fin de la grève, ce n'était pas M. Facta, mais M. Mussolini. La direction du parti fasciste souligna ce succès par une proclamation, dont les termes étaient également sévères pour le socialisme et pour le Gouvernement : « A la défaite de la canaille rouge fait dignement pendant l'insuffisance de l'État italien. Une fois de plus est apparue en pleine lumière la pusillanimité de l'État libéral, et les fascistes ont dû se substituer, techniquement et politiquement, à cet État éternellement impréparé, hésitant et sans volonté. »

Pendant que les fascistes contribuaient ainsi à rétablir l'ordre, M. Facta remettait sur pied un nouveau cabinet, qui ressemblait fort à l'ancien. L'opinion publique l'accueillit avec une parfaite indifférence, la Chambre lui vota la confiance presque sans discussion et se prorogea aussitôt pour les vacances d'été.

Voici, d'après les chiffres officiels publiés le 30 juin 1922, comment cette Chambre était composée :

Démocratie sociale (groupe Casertano-Labriola)	41
Groupe fasciste	31
Groupe mixte	32
Groupe nationaliste	11
Groupe libéral-démocratique (Salandra)	21
Groupe populaire	106
Groupe socialiste	122
Groupe socialiste-réformiste	26
Groupe communiste	13

Voilà des noms et des chiffres : à quelles réalités correspondaient-ils, à quelles tendances précises, à quels programmes ? Il serait difficile de le dire. En dehors de deux partis nombreux, le parti socialiste et le parti populaire, on ne trouvait qu'une série confuse de petites fractions, représentant tantôt les débris de partis disparus, tantôt les clientèles de quelques hommes influents, rarement un groupe formé autour d'une idée politique. Or les deux partis les plus nombreux, les plus fortement constitués, étaient eux-mêmes travaillés par des crises intérieures violentes. Ainsi le Parlement italien apparaissait comme un grand corps où l'on pouvait compter des parties, mais non distinguer des organes.

Cet état inorganique de la représentation nationale, l'opinion publique, d'ailleurs indifférente, ne l'avait longtemps aperçu que confusément. Elle en prit pleine et claire conscience, le jour où la majorité du parti socialiste, d'accord avec la C. G. T., décida de renoncer à l'attitude passive gardée jusqu'alors par le parti et de pratiquer une politique de collaboration. On vit aussitôt se produire, parmi les éléments bourgeois de la Chambre, deux mouvements différents et pour ainsi dire complémentaires : les uns firent quelques pas en avant, comme pour faire comprendre aux socialistes qu'ils étaient tout prêts à collaborer ; les autres se replièrent sur eux-mêmes, comme pour rassembler leurs forces en face d'un nouveau danger. M. Nitti et son groupe firent aux socialistes des avances formelles ; don Sturzo et les populaires parurent accepter celles que les socialistes leur faisaient. Pendant ce temps, les agrariens, les nationalistes, les libéraux, se demandaient avec angoisse comment ils pourraient résister à une coalition des socialistes, soit avec les nittiens, soit avec les catholiques, soit, ce qui se pouvait aussi, avec les uns et les autres. Il y avait pourtant un obstacle, l'absence d'un programme commun ; on l'avait bien vu durant la discussion de la loi sur le *latifondo*. Le vote de chaque article faisait surgir une majorité nouvelle : tantôt les populaires se rapprochaient des socialistes, tantôt ils glissaient vers les démocrates, parfois même ils allaient jusqu'aux conservateurs.

Ces continuels changements d'attitude, dans un parti qui se réclamait des grands principes chrétiens, déconcertèrent l'opinion et firent naître dans les milieux proprement catholiques

une très vive inquiétude. Elle se traduisit, au mois de septembre, par la lettre que huit sénateurs, inscrits au parti populaire, adressèrent à don Sturzo. Presque au même moment, la Secrétairerie d'État du Saint-Siège invitait les évêques italiens à faire respecter par leur clergé la règle qui interdit aux prêtres de prendre part aux luttes politiques. Le « collaborationnisme » avait été fatal au parti de don Sturzo. Ainsi, au début du mois d'octobre, l'une des deux grandes fractions de la Chambre apparaissait désorientée, discréditée, divisée.

L'autre ne se trouvait pas en meilleure posture. Le 3 octobre, le congrès socialiste, réuni à Rome, prononçait l'expulsion des réformistes et des partisans de la collaboration. Tandis que les intransigeants continuaient de discuter à la Maison du Peuple, les expulsés se réunissaient à l'Université populaire et posaient les bases d'une nouvelle organisation. Y aurait-il demain en Italie deux, trois ou quatre partis socialistes? Nul ne pouvait le dire. La Confédération générale du Travail prenait aussitôt prétexte de cette division, pour dénoncer le pacte d'alliance qui l'unissait au parti socialiste et revendiquer sa pleine liberté d'action.

Quelques jours après (10 octobre), les libéraux de toute nuance se réunissaient en congrès à Bologne. Ils essayèrent de se mettre d'accord sur un programme, ou tout au moins sur une définition de leur politique : ils n'y parvinrent pas. Les orateurs s'élevèrent contre la démagogie de gauche et contre celle de droite ; ils proclamèrent la nécessité de restaurer sur des bases inébranlables la fonction du gouvernement, la dignité de l'État et l'autorité de la loi. Mais, si tous reconnaissaient l'urgence d'une vaste réforme politique, chacun prétendait l'accomplir suivant la formule de son groupe particulier. Dans l'intervalle des discours, l'Assemblée admirait, avec quelque ironie, des escouades de « jeunes-libéraux, » alignées sur deux rangs, avec drapeaux et clairons ; c'étaient les « chemises kaki. » Cette imitation un peu puérile du fascisme, c'était tout ce que les libéraux avaient su faire pour transformer leur parti en « parti de masse. »

Le congrès fasciste s'ouvrit à Naples, le 24 octobre. Cinquante mille « chemises noires » étaient accourues de toutes les parties du royaume, pour voir, entendre et acclamer leur chef. Le Gouvernement avait concentré dans la ville et aux

environs des forces de police et des troupes en nombre important. Il y eut fort peu de désordres; mais, si des troubles graves avaient éclaté, soldats et carabiniers eussent probablement fait cause commune avec les fascistes. La physionomie de Naples était bien curieuse. Il pleuvait; le merveilleux décor du golfe était invisible sous le brouillard. Mais tout le peuple était dans la rue, jouissant, comme toujours, du spectacle qu'il se donnait lui-même. Enthousiasme ou curiosité ? Il y avait de l'un et de l'autre; pourtant la curiosité dominait. On se pressait sur le passage des cortèges, on admirait l'allure conquérante des « squadristi, » on acclamait gaîment leurs fanfares et leurs bannières; l'escadron de cavalerie récemment formé en Campanie eut un succès particulier. C'était grande fête et grande procession : les Napolitains n'en demandaient pas davantage. Jour et nuit, les chansons fascistes, lancées à plein gosier par des voix jeunes et ardentes, emplissaient les rues d'un gai vacarme : des fenêtres ouvertes répondaient les applaudissements, les rires et les cris.

Le mardi 24, à dix heures du matin, M. Mussolini entrait au théâtre San Carlo, salué par une ovation formidable. Un légionnaire, ancien officier, lui souhaite la bienvenue au nom de l'Italie méridionale, et le leader fasciste, au milieu d'un grand silence, commence à parler. D'abord il exalte l'Italie et son peuple, l'héroïsme de son effort, la grandeur de sa victoire. Puis, il parle du fascisme, « le phénomène le plus intéressant de l'après-guerre européen et mondial. » Il atteste que le fascisme ne s'écartera point de la légalité. « Ce que nous voulons? s'écrie M. Mussolini, nous l'avons déjà dit : nous voulons la dissolution de cette Chambre, la réforme électorale et les élections à brève échéance. Nous voulons que l'État sorte de la neutralité grotesque qu'il prétend garder entre les forces de la nation et celles de l'antination. Enfin nous voulons cinq portefeuilles et le commissariat de l'aviation dans le prochain ministère. Pour plus de précision, nous avons demandé les Affaires étrangères, la Guerre, la Marine, le Travail et les Travaux publics. Je suis certain que personne ici ne trouvera ces prétentions excessives. Enfin j'ajoute que, aux termes de cette solution légalitaire, il n'a pas été question de ma participation directe au Gouvernement. »

Le discours de Naples n'a rien d'un programme : c'est plutôt une série de déclarations, d'avertissements, de menaces et de

précautions. Le fascisme est pacifique, mais il a la force, et l'histoire enseigne que, lorsque les conflits d'intérêts ou d'idées se font trop violents, c'est la force qui décide. M. Mussolini glorifie l'armée et rend hommage à la monarchie. Tout en avouant son peu de goût pour le Parlement, il déclare « qu'il ne prétend même pas enlever au peuple son jouet. » Il ne croit pas à la valeur de la masse comme quantité, mais il reconnaît que cette masse n'est point négligeable, puisqu'elle forme la plus grande partie de la nation : voilà pourquoi il fait du syndicalisme. Enfin il s'élève contre le faux dogme de la démocratie immuable et éternelle : « Nous croyons, dit-il, qu'après la démocratie doit venir la superdémocratie et que, si la démocratie a été utile et efficace au XIXe siècle, il se peut que le XXe siècle voie surgir quelque autre forme politique plus puissante et mieux adaptée aux nécessités nationales. »

La harangue du chef donne le ton à tout le Congrès : bien que l'ordre du jour énumère les problèmes les plus variés et les plus urgents, on ne discute pas, on n'entre pas dans les questions, mais on affirme ou on nie, on condamne ou on acclame. Les contempteurs du parlementarisme ne tombent certes pas dans l'académie, mais ils donnent fortement dans le jargon mystique et dans la déclamation vide de sens : l'éloquence révolutionnaire est la même dans tous les pays.

Celle des fascistes n'a d'ailleurs pas loisir de s'épancher longtemps. Le mercredi 25, M. Mussolini devait prendre la parole sur l'importante question des élections : on apprend qu'il a quitté Naples à l'improviste, vers deux heures de l'après-midi. Le débat cependant est ouvert ; mais, comme il risque de se prolonger, un député fasciste se lève et prononce ces mots énigmatiques : « Le Conseil du parti reprendra cette discussion plus tard : aujourd'hui, il est impossible de parler librement, il faut que nous soyons tous à notre poste de combat. » La clôture du Congrès est aussitôt mise aux voix et approuvée. Le 26 au soir, presque toutes les « chemises noires » avaient quitté Naples.

LA « MARCHE SUR ROME ». — LE COUP D'ÉTAT

Pendant ce temps, Rome attendait, sans impatience, presque sans curiosité : elle en a tant vu ! Y avait-il encore un Gouvernement ? on n'en savait trop rien. M. Facta avait fait mine de

se retirer; puis, sans qu'on sût pourquoi, il s'était résigné à garder le pouvoir jusqu'au 7 novembre, date à laquelle la Chambre devait reprendre séance. Il voulait, disait-il, défendre sa politique; personne ne songeait plus à l'attaquer : de l'avis unanime, le ministère était déjà défunt.

Huit jours durant, les pèlerinages s'étaient succédé à Turin et à Cavour, sans résultat. M. Facta avait demandé à M. Giolitti de prendre sa place et de faire les élections. M. Mussolini, de son côté, avait dépêché auprès du vieil homme d'État un de ses lieutenants, M. Michel Bianchi, pour lui faire connaître les intentions et les prétentions du *Fascio*. Déjà l'on annonçait la formation d'un cabinet mi-fasciste, mi-giolittien, qui aurait imposé à la Chambre, avant de la dissoudre, la réforme électorale impérieusement réclamée par M. Mussolini. Mais les démarches de M. Bianchi étaient restées sans résultat. Le vénérable patriarche de la politique italienne avait fort bien compris ce qu'on attendait de lui : faire passer la réforme, faire les élections, et puis céder la place. Il avait quelquefois fait jouer ce rôle à d'autres, mais ne se souciait point de le jouer lui-même.

Les journaux sérieux jugeaient « singulier, mais peu édifiant, le cas d'un ministère qui a fini de vivre, qui, pour s'en aller, n'attend plus que la formation du cabinet qui doit lui succéder, et qui, dans l'intervalle, déclare qu'il est démissionnaire et ne tient nul compte du jugement que la Chambre pourra porter sur lui » (*Corriere della Sera*). Ils conseillaient à M. Facta une retraite immédiate et l'ouverture d'une crise regulière : l'Italie ne pouvait pas vivre sans Gouvernement. Mais d'autres répliquaient : « Êtes-vous bien sûrs de pouvoir dès aujourd'hui former un cabinet? Nous vivons sous la menace des fascistes, qui rendront l'existence impossible à n'importe quel ministère, s'il ne fait pas leur politique. M. Giolitti, qui seul aurait pu la faire avec assez d'autorité et de discrétion pour ne pas susciter à gauche une réaction dangereuse, décline l'offre qu'on lui a adressée. En restant au pouvoir, le cabinet Facta nous épargne les plus cruels embarras. Il nous permet de gagner du temps, et le temps, en Italie, est galant homme. »

Enfin, M. d'Annunzio, après une longue éclipse, semblait vouloir rentrer en scène. Il venait d'arbitrer le différend survenu entre les gens de mer et les fascistes, à propos du port de Gênes. Il avait accepté de prendre la parole le 4 novembre à

Rome, devant la tombe du Soldat Inconnu. Ses amis parlaient de ce voyage en termes mystérieux. Que d'acteurs en présence, que de vedettes sur l'affiche ! On n'attendait plus que le coup de théâtre.

Le 25 octobre, dans la soirée, M. Mussolini arrivait à Rome : il n'y passait que quelques heures, repartant aussitôt pour Milan. Le lendemain matin, les dirigeants du parti fasciste débarquaient à leur tour dans la capitale, et y demeuraient. Dans les rédactions de journaux, il n'était bruit que de réunions importantes, décisives, tenues à Milan et à Rome par les chefs du *Fascio*. Enfin, à sept heures du soir, on eut une première nouvelle certaine : le cabinet Facta avait démissionné.

Toute la journée du 27 se passa en obscures négociations. On annonça de Milan que M. Orlando, secondé par M. Giolitti, était parvenu à constituer un ministère ; la nouvelle fut bientôt démentie. Tandis que les hommes politiques s'épuisaient en combinaisons malheureuses, les « chemises noires » opéraient en bon ordre et en silence leur marche concentrique vers la capitale : dès le soir du 27, Rome était entourée, à quelque distance, d'un solide cordon de troupes bien armées et prêtes à tout événement. Des rassemblements fascistes étaient signalés à Civita Vecchia et à Santa Marinella, à Mentana et à Monterotondo. On apprenait en même temps qu'un peu partout, les escouades du *Fascio* avaient occupé, tantôt après de brefs combats, le plus souvent sans coup férir, les préfectures, les hôtels des postes, les centrales électriques et les gares de chemins de fer. Plus de doute, c'était le coup d'État, peut-être la révolution.

Le Gouvernement prit peur. Dans la nuit du 27 au 28, il remit le soin de maintenir l'ordre public aux autorités militaires, puis, sur le conseil de celles-ci, — du moins selon la version officielle, — proclama l'état de siège dans toute l'Italie. La circulation des chemins de fer fut aussitôt interrompue ; on arracha, sur quelques centaines de mètres, les rails des voies qui conduisent à la capitale ; tous les édifices publics furent occupés militairement. Le 28 au matin, en sortant de chez eux, les Romains constatèrent avec étonnement que les tramways ne marchaient pas : ils crurent à une nouvelle grève. Au passage des ponts, une autre surprise les attendait : trottoirs et chaussée étaient barrés par des chevaux-de-frise, qui ne laissaient aux piétons qu'un étroit passage, gardé par des soldats. Des

patrouilles armées parcouraient les rues, arrêtant les autos, dont la circulation était interdite, et dispersant les rassemblements de plus de cinq personnes. Devant cet appareil tragique et ces mesures rigoureuses, le peuple de Rome ne perdit ni son calme ni sa bonne humeur ; dans les petits quartiers, aux abords des marchés, les passants, les femmes surtout lançaient aux soldats force quolibets, auxquels ceux-ci répondaient en riant.

Cependant le Roi était arrivé à Rome, au milieu des acclamations de la jeunesse fasciste et nationaliste. Une heure après la voiture du souverain, celle de M. Facta s'engageait sous la voûte du Quirinal. Le président du Conseil démissionnaire apportait à la signature une épaisse liasse de décrets. Victor-Emmanuel lisait et signait. Au moment de prendre congé, le ministre se ravisa et dit, en présentant un dernier papier, qu'il avait glissé sous les autres : « Ah ! j'oubliais : il y a encore ceci. » *Ceci*, c'était le décret relatif à l'état de siège. Le Roi lut, mais ne signa point. « D'après les informations qui vous sont parvenues, interrogea-t-il, cette mesure doit-elle s'étendre à tout le royaume, ou n'est-elle nécessaire que dans certaines régions ? » M. Facta n'était pas en mesure de répondre, il demanda le temps de s'informer. Le Roi, sous les yeux étonnés du ministre, prit le décret et le serra dans un tiroir de sa table de travail, dont il retira la clef.

Un peu plus tard, le président du Conseil revint au Quirinal. Il demanda instamment au Roi de ratifier la mesure prise par le Gouvernement : le décret, disait-il, avait été transmis par télégraphe à toutes les autorités du royaume, il était, à cette heure, en voie d'exécution. Victor-Emmanuel, pour toute réponse, observa froidement qu'un décret qu'il n'avait pas signé était sans valeur, et que le Gouvernement qui avait pris cette mesure illégale n'avait qu'à la rapporter. L'état de siège fut levé dans l'après-midi du même jour. Le lendemain, le Roi donnait officiellement mission de constituer le ministère à Benito Mussolini.

Comment M. Facta et ses conseillers militaires avaient-ils pu croire que l'armée marcherait contre les fascistes, ou que quelques barrages plus formels qu'efficaces interdiraient à ceux-ci l'entrée de la capitale ? Comment n'avaient-ils pas reculé devant la terrible éventualité d'un conflit qui de Rome se serait aussitôt étendu à une grande partie du royaume ? Pourquoi

enfin ce Gouvernement, qui n'avait jamais fait preuve d'énergie ni même d'autorité, attendait-il d'être démissionnaire pour inaugurer la manière forte et pour faire prévaloir les droits de l'État même au risque d'une révolution ? On ne se l'explique pas bien. La sagesse du Roi épargna du même coup au pays une épreuve cruelle, à la constitution une grave entorse, et à M. Mussolini une flagrante illégalité. Le bon sens du peuple italien fit le reste.

Il y eut des bagarres et du sang versé. A Rome, pendant trois jours, les quartiers populaires de San Lorenzo et de la Porte Triomphale furent troublés par des émeutes. Mais il faut reconnaître que jamais coup d'État ne se fit à moins de frais. Fascistes et communistes se cherchaient, s'affrontaient à grand fracas ; ils se hurlaient mutuellement aux oreilles les hymnes de leurs partis. Les bâtons se levaient, on entendait claquer quelques coups de revolver. Aussitôt la troupe ou la police accourait, et séparait sans trop de peine les bandes antagonistes, qui se tournaient le dos en échangeant une dernière bordée d'injures. La direction du parti fasciste avait constitué un *Quadriumvirat* qui, en attendant l'arrivée du chef, lançait des proclamations, affirmait la victoire et recommandait aux vainqueurs la modération. Les chevaux-de-frise avaient disparu, on avait rouvert les théâtres et remis les tramways en circulation.

Le lundi 30 octobre, à onze heures du matin, M. Mussolini arrivait à Rome, avec un ministère tout composé. Il se rendait directement au Quirinal, en costume de fasciste, bonnet et chemise noirs, et se présentait au Roi. « Sire, disait-il, je sors de la bataille et j'apporte à Votre Majesté l'Italie régénérée par deux victoires, celle de Vittorio Veneto et celle d'aujourd'hui. » Le lendemain, les troupes fascistes faisaient dans Rome une entrée triomphale. Pendant six heures, leur interminable cortège, qu'aucun passant n'eût osé traverser, coupa littéralement la ville en deux. De la Porte du Peuple, les « chemises noires » se dirigeaient en bon ordre, par le Corso, vers le Monument National. La nuit était tombée depuis longtemps qu'elles défilaient encore. Dans une demi-obscurité, toutes les boutiques étant closes, on voyait s'allonger deux files d'hommes noirs de tout âge, armés de fusils, de revolvers ou de gourdins. Sur beaucoup de visages, on lisait les traces des

nuits passées en pleine campagne et des fatigues endurées avant la victoire. Cette parade militaire avait des airs de procession : les deux lignes de pèlerins noirs occupaient les bords de l'étroite chaussée ; au milieu s'avançaient les fanfares et les bannières. Les fleurs tombaient des loggias et des fenêtres ; les pas, mal rythmés, glissaient sur le pavé humide et, par intervalles, on avait l'impression du recueillement et comme du silence. Après avoir rendu les honneurs au Soldat Inconnu, le cortège fasciste monta au Quirinal pour acclamer le souverain. Victor-Emmanuel parut au balcon, entre le général Diaz et l'amiral Thaon de Revel, et accueillit de bonne grâce l'ovation prolongée des « chemises noires. »

Pendant plusieurs jours, Rome garda un aspect tumultueux. Légions et brigades stationnaient sur les places publiques ou devant leurs cantonnements; des camions, chargés de chemises noires ou bleues, fascistes ou nationalistes, sillonnaient les rues ; les vainqueurs, armés de gourdins ou de fusils de chasse, qu'ils brandissaient en signe de joie, circulaient isolés ou par groupes, échangeant entre eux, s'ils se rencontraient, le salut des anciens gladiateurs, remis à la mode par les fascistes et qualifié par eux, on ne sait pourquoi, de « salut romain. » Il arrivait parfois aux plus jeunes de réquisitionner un fiacre vide qui passait, ou d'interpeller un peu vivement un bourgeois dont la tête ne leur revenait pas. Mais, en somme, peu de désordres. Les Romains, sans marquer grand enthousiasme, faisaient cependant bon visage à ces hôtes de quelques jours : les rues étaient pavoisées; les boutiquiers les plus indifférents s'étaient empressés, pour avoir la paix, de sortir leurs drapeaux, ou tout au moins de faire peindre sur la glace de leur vitrine un large écusson aux trois couleurs. Parfois, à un carrefour, on voyait s'élever d'épaisses fumées noires : c'étaient des liasses de journaux hostiles, dont les fascistes avaient fait un feu de joie.

Le 4 novembre, l'anniversaire de Vittorio Veneto remit en mouvement les cortèges et les fanfares. Une double cérémonie, religieuse et civile, commémora les morts de la guerre et la victoire italienne. Le cadre grandiose de Sainte-Marie des Anges prêtait à la messe funèbre une solennité incomparable ; le spectacle du Roi, des ministres et des ambassadeurs à genoux devant la pierre qui recouvre les restes du Soldat Inconnu, fut des plus émouvants. Puis, les « chemises noires » disparurent,

le calme revint et Rome reprit sa froide et impassible figure.

Dans les provinces, les incidents se prolongèrent un peu davantage. Les fascistes mettaient le feu aux coopératives socialistes et aux Chambres du Travail ; ils donnaient la chasse aux communistes et même aux populaires, rasaient les têtes indociles pour les peindre ensuite en tricolore, ou bien encore obligeaient les citoyens récalcitrants à ingurgiter devant eux un demi-litre d'huile de ricin. Aux environs de Tarente, un différend d'ordre local mit aux prises fascistes et nationalistes : sept personnes, dont deux femmes, furent tuées dans la bagarre, on releva une vingtaine de blessés. Dans un certain nombre de villes et de villages, les vainqueurs contraignaient leurs adversaires à se démettre des charges provinciales ou municipales qu'ils occupaient : le nouveau Gouvernement fit savoir qu'il ne tiendrait nul compte de ces démissions forcées.

LE MINISTÈRE MUSSOLINI ET LE PARLEMENT

En débarquant à Rome au milieu des acclamations de ses partisans, M. Mussolini avait prononcé une phrase qui était tout un programme : « Dans quelques jours, s'était-il écrié, vous aurez, non pas un ministère, mais un Gouvernement. » La composition du cabinet donna généralement l'impression qu'on avait l'un et l'autre : le Gouvernement, c'était M. Mussolini, président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères ; le ministère, c'était tout le reste.

Les amis du leader fasciste lui avaient prêté l'intention de former son cabinet en dehors de toute considération parlementaire ou de parti, en cherchant uniquement à s'entourer d'hommes compétents et de valeurs individuelles. La liste publiée par les journaux le 30 octobre ne répondait guère à cette définition. Tout en réservant une large place à ses partisans, M. Mussolini n'avait pas négligé de faire appel aux représentants d'autres fractions sur lesquelles il pouvait avoir besoin de s'appuyer. Le parti populaire entrait dans le nouveau cabinet avec deux ministres et quatre sous-secrétaires d'État ; les libéraux de droite étaient représentés par un des membres de leur fraction, ceux de gauche par deux ministres et trois sous-secrétaires d'État. En somme, le dictateur avait formé un ministère de concentration nationale.

Il est vrai que la plupart de ces collaborateurs étaient des hommes nouveaux, pour ne pas dire des inconnus. Deux noms glorieux, ceux du général Diaz et de l'amiral Thaon de Revel, imposaient le respect et soulignaient le caractère national et patriotique du mouvement qui avait porté les fascistes au pouvoir; les autres noms ne signifiaient pas grand chose. On raconte qu'un des futurs ministres, invité par M. Mussolini à prendre un portefeuille, manifesta le désir de connaître tout au moins les grandes lignes de la politique à laquelle on voulait l'associer. « Ma politique, c'est mon affaire, » répondit le chef. Cette réponse suffit à l'intéressé, puisqu'il accepta. On rapporte aussi qu'à l'un des premiers conseils, le duc Colonna di Cesaro, devenu ministre des Postes, réserva son adhésion à une mesure proposée par le président, voulant d'abord consulter son groupe. « N'avez-vous pas encore compris, lui répliqua vivement M. Mussolini, que les groupes n'existent plus? » Voilà qui remettait les choses au point. Sous des apparences constitutionnelles et même parlementaires, le leader fasciste prétendait exercer, non pas une dictature à proprement parler, mais un pouvoir personnel étendu et incontesté. Ayant pris sur lui toutes les responsabilités, il se réservait toutes les initiatives. Il s'était choisi des collaborateurs, des conseillers techniques, c'est-à-dire des subalternes et non des égaux : car il entendait rester le chef.

Les deux Chambres du Parlement étaient convoquées pour le 16 novembre, et le public italien semblait beaucoup moins curieux d'entendre les déclarations du Gouvernement que d'assister à la première rencontre de M. Mussolini avec ses ennemis les députés. Le public n'avait pas tort : les déclarations ministérielles offrirent peu d'intérêt, mais la rencontre fut extraordinaire. Montecitorio avait son air des grands jours. La troupe gardait les accès du palais ; à l'intérieur, des carabiniers en grande tenue assuraient le service d'ordre; on en trouvait un derrière chaque porte. Tribunes débordantes, sauf celle de la Cour, qui resta vide. Au premier rang de celle du Sénat, M. Schanzer, d'un geste mélancolique, caressait sa barbe d'or. La presse était en effervescence : parmi tant de « journalistes, » on reconnaissait peu de confrères, mais on n'entendait que des fascistes.

L'entrée du dictateur fut triomphale : on se leva, on

l'applaudit, on l'acclama longuement. A peine arrivé à son banc, il demanda la parole. On sait qu'à la Chambre italienne, il n'y a pas de tribune : ministres et députés parlent de leur place; le banc des ministres, adossé à l'estrade présidentielle, fait face à l'hémicycle. Il se fit un grand silence; M. Mussolini était debout et promenait ses regards sur l'Assemblée. Une grosse tête solidement plantée sur un corps moyen : le front, très découvert, est arrondi comme une voûte; le masque large présente un nez recourbé, des yeux noirs et profonds, et une mâchoire qui s'avance comme pour défier l'adversaire. Les mains, appuyées à la table, semblent petites et agitées d'un mouvement nerveux. A la boutonnière de sa redingote, le président du Conseil porte l'insigne des blessés de guerre.

Les premières paroles qu'il adresse à l'Assemblée, d'une voix grave et sourde, qui tout à l'heure s'élèvera, ne laissent aucun doute sur les sentiments qu'elle lui inspire. Il accomplit, dit-il, un acte de déférence formelle, pour lequel il ne réclame aucune attestation de spéciale reconnaissance. Et il continue sur le même ton de suprême insolence et de magnifique brutalité. « De cette enceinte sourde et grise, j'aurais pu faire un bivouac pour mes manipules. J'aurais pu faire sauter le Parlement et constituer un ministère de purs fascistes. Si j'ai formé un cabinet de coalition, ce n'est pas pour avoir une majorité parlementaire, dont je puis fort bien me passer... »

Le président de la Chambre semble trouver ce langage parfait, les députés aussi : pas une protestation ne s'élève de l'hémicycle, pas un murmure. Pourtant, lorsque M. Mussolini énumère les violences qu'il aurait pu commettre et dont il s'est abstenu, on entend une petite voix bégayer : « Vive le Parlement! » C'est la voix de M. Modigliani : elle ne trouve d'ailleurs pas d'écho. Le discours s'achève par d'autres paroles dédaigneuses et menaçantes. « A la Chambre de comprendre la situation particulière où elle se trouve : il dépend d'elle de vivre encore deux jours ou deux ans... Que nos adversaires ne se fassent pas illusion sur la brièveté de notre passage au pouvoir. L'illusion d'aujourd'hui serait aussi puérile, aussi sotte que celle d'hier. Ne jetez plus, messieurs, d'autres vains bavardages à la Nation! » Un formidable applaudissement salua cette péroraison. Le président du Conseil quitta la salle, pour aller prononcer au Sénat le discours qu'il venait de faire entendre à

la Chambre : toutefois il eut soin, avant d'en commencer la lecture, d'avertir les sénateurs que la première partie de sa déclaration ne s'adressait pas à eux et ne concernait que les députés.

La discussion qui suivit fut terne et vague, aucun des grands leaders, aucun des parlementaires importants n'ayant voulu y prendre part. On attendait une protestation, une mise au point, quelques phrases qui missent la dignité de la Chambre au-dessus ou à l'abri des sarcasmes que venait de lui prodiguer le Gouvernement. On n'entendit rien de semblable. Un Sarde autonomiste, un républicain, un Allemand, un Slave élevèrent tour à tour des critiques de détail, dont nul ne prit souci. M. Turati refit pour la vingtième fois un discours inutile. Seul M. Rosadi, qui parlait au nom des giolittiens, osa faire allusion à l'inconvenance du ton qu'avait employé le président du Conseil : encore ne fut-ce qu'en passant, et dans une brève incidente : « A part les coups de cravache généreusement distribués, observa M. Rosadi, je ne vois dans le programme du Gouvernement rien de bien nouveau. » Il disait vrai : mais ces coups de cravache eux-mêmes ne constituaient-ils pas à son goût une suffisante nouveauté? Par 306 voix, contre 106, la Chambre vota la confiance au ministère Mussolini. Quelques jours après, presque sans discussion, elle lui accorda sept douzièmes provisoires et les pleins pouvoirs pour une année.

Si l'on avait pu garder quelque illusion sur la valeur de l'Assemblée législative élue en 1921, ce triste débat aurait suffi à la dissiper. La Chambre qui avait subi sans rien dire un pareil traitement, le méritait. Reste à savoir s'il était opportun de le lui infliger à la face du monde. Il y avait une telle disproportion entre la violence des coups portés par M. Mussolini et la débilité des fantoches qui les recevaient, que les critiques et les menaces semblaient s'adresser beaucoup moins à la Chambre actuelle qu'à l'institution parlementaire. M. Mussolini le comprit si bien, que, dans son second discours, il chercha à atténuer l'effet du premier. Le dompteur, après avoir fait irruption dans la cage aux fauves, le pistolet dans une main et la cravache dans l'autre, s'avisait un peu tard que, les fauves n'étant que des lapins, la brutalité de son geste risquait de paraître moins sympathique.

Cependant comment expliquer l'attitude passive, indifférente

ou humiliée, de cinq cents députés italiens en face de l'homme qui les défiait? Avaient-ils pris subitement conscience de leur faiblesse et s'abîmaient-ils dans une tardive contrition des fautes que M. Mussolini leur avait reprochées si durement? c'est peu vraisemblable. Craignaient-ils qu'une velléité de protestation et de résistance ne servît de prétexte à quelque violence nouvelle ? c'est moins vraisemblable encore : le *leader* fasciste venait de leur dire lui-même ce qu'il aurait pu et ce qu'il ne voulait pas faire. S'il avait pris la peine de se présenter devant la Chambre, c'est qu'il ne l'avait pas jugée digne d'un bataillon de grenadiers.

Non, ce n'était ni du repentir, ni de la peur, mais simplement cette merveilleuse aptitude à reconnaître le fait accompli et à s'en accommoder, cette répugnance à l'effort inutile, qu'accompagne peut-être une confiance excessive dans la résistance muette que l'inertie oppose à l'action. L'impression que j'éprouvais à Montecitorio, je l'avais, quelques semaines auparavant, ressentie dans la rue, en voyant les plus enragés communistes se ranger docilement pour laisser passer sur leurs camions pavoisés les fascistes triomphants. Ceux-ci étaient mieux armés, plus nombreux : alors à quoi bon ? Comme il n'y avait pas eu de barricades dans Rome, il n'y avait pas de protestation à la Chambre. Le vainqueur disait aux vaincus leurs vérités, les vaincus lui répondaient : « Vous avez raison, puisque vous êtes le plus fort, » et la Chambre, buvant sa honte sans y trouver trop d'amertume, approuvait les déclarations de M. Mussolini.

Dans les couloirs de Montecitorio, on expliquait d'une façon moins charitable le silence des grands ténors et l'humble unisson des simples choristes. « Ils souffriront tout, disait-on, plutôt que de compromettre leur réélection ; et, pour se faire réélire, ils comptent tous sur l'appui du Gouvernement. » Le ministère, une fois pourvu de moyens financiers pour une demi-année et de pouvoirs politiques pour une année entière, n'avait plus rien à demander à la Chambre, que de voter la réforme électorale qui lui permettrait de la renvoyer ; encore laissait-on entendre que, si la Chambre n'approuvait pas le projet du Gouvernement, on ferait la réforme sans elle, par simple décret. En revanche, les députés avaient tout à attendre du Gouvernement : à savoir l'appui officiel pour la campagne électorale.

Un tel lien, qui d'ailleurs obligeait l'une des parties bien plus étroitement que l'autre, suffirait-il à assurer entre Gouvernement et Parlement une véritable collaboration ? D'abord M. Mussolini n'avait pas formellement invité la Chambre à collaborer avec lui : il s'était borné à déclarer que son intention était, autant que possible, de ne pas gouverner contre elle ; il n'avait pas dit qu'il se proposât de gouverner avec elle. D'autre part, on avait pu, dès le premier jour, juger l'attitude des députés et mesurer leur capacité de résistance.

Alors, c'était la dictature ? Ailleurs, ce serait la dictature ; ici, non. Pourquoi vouloir à toute force appeler les choses par leur nom ? en ne les nommant pas, on leur enlève une partie de leur réalité, et la plus dangereuse. Non, M. Mussolini ne sera point un dictateur : il s'est fait attribuer par le Parlement, — donc suivant les règles constitutionnelles, — tout ce dont il avait besoin pour agir à sa guise et sans contrôle préalable. Il n'y a rien de changé, ni à la constitution du royaume d'Italie, ni même au fonctionnement de la machine parlementaire, si ce n'est que celle-là sera invoquée moins souvent et que celle-ci fonctionnera peut-être à vide. Et cela pourra durer deux ans, quatre ans même... A moins que M. Mussolini, trop uniquement préoccupé d'aller droit son chemin, ne condescende point aux quelques petites manœuvres, qu'il faudra bien opposer à celles des adversaires. Mais le nouveau président du Conseil a déjà compris, et fait comprendre autour de lui, qu'entre l'action d'un chef de parti et celle d'un chef de Gouvernement, il y a des différences nécessaires.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

La déclaration du 16 novembre contenait quelques indications touchant la politique étrangère du cabinet. « Politique de dignité et d'utilité nationale, » ainsi la définissait le premier ministre. L'Italie revendiquerait et remplirait partout dans le monde la place qui lui est due ; elle n'accorderait son adhésion ou son appui que contre des avantages certains et adéquats : *rien pour rien*. Sur la politique intérieure, le discours de M. Mussolini était moins explicite. Trois mots essentiels : économie, travail et discipline. « Des communications ultérieures, ajoutait le président du Conseil, vous feront connaître le

programme fasciste dans ses détails et pour chaque département. »

De fait, le lendemain, tous les journaux publiaient un long communiqué, émanant du sous-secrétariat d'État à la présidence du Conseil : c'était le programme du Gouvernement, que M. Mussolini avait voulu faire connaître, non point d'abord aux Chambres, mais directement à la Nation.

On résumerait assez bien ce programme en disant que le nouveau ministère se propose d'éviter et même, s'il se peut, de réparer les erreurs commises par les ministères précédents. Au cours des quatre dernières années, on avait vu croître, pour ainsi dire parallèlement, le nombre des lois et celui des fonctionnaires chargés de les appliquer. L'Italie sentait peser lourdement sur elle les conséquences d'un appareil législatif confus, désordonné, souvent contradictoire, et d'une bureaucratie énorme et anarchique. Le gouvernement de M. Mussolini se propose d'éliminer impitoyablement les organes bureaucratiques encombrants et inutiles, et de procéder sans retard à la coordination et à l'unification des lois. Il s'agit, comme on l'a vu plus haut, de mettre d'accord entre eux les innombrables décrets pris à tout propos par les ministres en dehors du Parlement, pendant et après la guerre, et dont une partie seulement fut ensuite convertie en lois par la Chambre. Il s'agirait aussi de ne pas compliquer encore une œuvre fort difficile, en augmentant, durant la période qui va suivre, le nombre de ces dispositions législatives extraordinaires...

L'armée et la marine de guerre doivent être réorganisées, sur les bases consenties par le budget, en vue d'assurer plus complètement la défense nationale. Le programme fait prévoir la mise à l'étude d'une nouvelle loi sur le recrutement. Il entre, semble-t-il, dans l'intention de M. Mussolini, de concentrer toute l'attention et toute l'activité de l'armée dans l'exécution des services proprement militaires, et de réserver les services d'ordre et de sûreté intérieurs aux corps de police. D'autre part, on annonce comme prochaine une réduction importante de ces corps spéciaux, que les Gouvernements précédents, et surtout celui de M. Nitti, avaient développés jusqu'à l'excès. Tandis qu'avant la guerre il y avait en Italie 9 000 agents de la sûreté et 27 000 carabiniers (gendarmes), on y comptait, au mois de novembre 1922, 65 000 carabiniers et 35 000 *guardie regie*

(troupe de police). On en a conclu que le soin de maintenir l'ordre intérieur pourrait bien être confié par le nouveau ministère aux formations fascistes les plus disciplinées et les plus aguerries. Ainsi se réaliseraient les paroles prononcées le 16 novembre à la Chambre par M. Mussolini : « L'État fasciste constituera peut-être une police unique, parfaitement outillée, d'une grande mobilité, et d'une valeur morale très élevée (1). »

L'intervention multiple et indiscrète de l'État dans tous les domaines de l'activité privée, industrie, commerce, transport et même agriculture, avait eu pour conséquence d'entraver et de réduire la production, tout en augmentant les charges publiques. Pour les seuls services industriels gérés par l'État, le déficit inscrit au budget de 1922-1923 ressortait à plus de deux milliards : chaque citoyen italien payait donc annuellement cinquante lires d'impôts, rien que pour subvenir à l'exploitation des chemins de fer, des postes et télégraphes et de quelques lignes de navigation. Le Gouvernement envisage une vaste réforme de la marine marchande : le nombre des lignes subventionnées sera progressivement réduit, jusqu'à ce que toutes les lignes commerciales soient rendues à l'industrie privée. A l'industrie privée doit passer également l'exploitation du réseau téléphonique. Quant aux chemins de fer, qui, pour le dernier exercice, accusaient un déficit de douze cents millions, ils ne sont évidemment pas en état d'être cédés dans de bonnes conditions. Tout en supprimant les dépenses inutiles, et notamment en réduisant le personnel employé, le nouveau ministère se propose de restaurer le matériel et de réorganiser l'exploitation en vue de pouvoir, à l'occasion, effectuer avec profit le transfert d'une partie au moins de ce grand service à des compagnies privées. Enfin, en ce qui concerne les assurances, et particulièrement les assurances sur la vie, l'État renoncera au monopole, qui, non seulement ne lui rapportait rien, mais lui coûtait fort cher, et se bornera désormais à garantir par son contrôle les intérêts des assurés. Donc, sur toute la ligne, réaction énergique contre l'étatisme, effort méritoire pour rétablir, au bénéfice de la production nationale, l'initiative individuelle, la libre concurrence, en un mot les conditions normales du marché commercial et industriel.

(1) En effet, les *guardie regie* ont été dissoutes au début de 1923.

Quant à l'agriculture, le retour à la liberté ne peut être que progressif. L'action du Gouvernement fasciste se trouve gênée par un certain nombre de lois qu'on peut déplorer, mais non abroger. La dernière, celle qui prévoit la division du *latifondo*, est rendue inoffensive par sa complexité même : on ne parviendra jamais à l'appliquer telle quelle. Mais il y en a d'autres, plus désastreuses... En refusant de proroger le droit de possession provisoire attribué naguère aux envahisseurs de domaines privés, M. Mussolini a déjà marqué la direction de sa politique agraire; elle ressort tout aussi nettement du nouveau *patto colonico* (contrat de fermage) que les fascistes ont élaboré et fait adopter sans difficulté, aussi bien par les métayers que par les propriétaires, en Romagne et en Toscane. Les Travaux publics feront l'objet d'une revision sévère et d'une réduction notable, qui pourrait même s'appliquer aux travaux précédemment autorisés. Il ne sera donné cours qu'à ceux qui présentent une utilité incontestable, au seul point de vue de l'économie nationale, et abstraction faite de tout intérêt électoral ou politique. Dans le domaine des Travaux publics, comme dans celui de l'agriculture, l'effort du nouveau Gouvernement consistera sans doute à établir un départ rigoureux entre les coopératives authentiques, dont l'activité contribue tout à la fois au développement de la production et au progrès de l'ordre social, et les fausses coopératives, qui vivent sans produire et pèsent tout ensemble sur le marché du travail et sur le Trésor.

Le programme annonce encore un certain nombre de réformes concernant la législation sociale et ouvrière, qu'on se propose de parfaire et d'unifier, l'administration de la justice, qui doit être plus simple, la magistrature, dont les conditions morales et économiques seront relevées. La réforme de l'enseignement, telle que la définit le projet récemment présenté par le ministre de l'Instruction publique, tend à établir une égalité complète, à tous les degrés, entre les établissements de l'État et les institutions libres. *L'examen d'état*, dont le parti populaire n'avait demandé le bénéfice que pour l'enseignement secondaire, est étendu à l'enseignement supérieur et aux Universités. Une satisfaction très importante est ainsi donnée aux catholiques italiens.

Les pleins pouvoirs accordés par le Parlement à M. Mussolini doivent lui permettre d'accomplir en une année deux grandes

réformes : celle de la bureaucratie et celle des finances. Le programme du Gouvernement, qui fournit sur la première quelques indications, est plus réservé au sujet de la seconde. Mais le débat auquel la question financière a donné lieu au Sénat et à la Chambre, et particulièrement les deux exposés de M. de Stefani, ministre des Finances, jettent quelque lumière sur les intentions du nouveau Cabinet.

On sait qu'en Italie, comme en Allemagne, les finances publiques sont administrées concurremment par deux organes distincts, le ministère du Trésor, qui ordonne et règle les dépenses, et le ministère des Finances, qui préside aux recettes. Les chefs des deux départements ont fait à la Chambre une déclaration identique, sur la volonté qu'avait le Gouvernement de rétablir à tout prix l'équilibre du budget (1). Le ministre des Finances, plus explicite que son collègue, a laissé entrevoir la méthode et quelques-uns des moyens par lesquels il comptait obtenir ce résultat. « Quand j'ai assumé la charge de gouverner les finances de l'État, a dit M. de Stefani, j'ai fait à mon collègue du Trésor une déclaration formelle : *rien pour rien*. Si je vous fournis cent millions de ressources nouvelles, j'exige de vous une réduction de cent millions sur les anciennes dépenses. A toute augmentation des recettes doit correspondre une diminution des besoins du Trésor. »

Ce premier principe établi, M. de Stefani en a posé un second : « une finance fondée sur la persécution du capital est une finance folle. » Les mesures fiscales prises par les ministères précédents avaient eu pour résultat de faire sortir d'Italie le capital national et d'empêcher le capital étranger d'y entrer. Toute l'économie du pays se ressent profondément de la *crise du capital*, qu'il faut à tout prix conjurer. Un des premiers actes du Gouvernement Mussolini a été de rapporter le décret qui rendait obligatoire la nominativité des titres. Les charges nouvelles devront, en vertu du même critérium, peser, non sur le capital et sur l'épargne qui en est la source, mais sur la consommation.

J'ai demandé à un homme politique très versé dans les questions financières et bien placé pour connaître les desseins

(1) Le ministre du Trésor, M. Tangorra, étant mort quelques semaines après son entrée au Gouvernement, M. Mussolini a réuni exceptionnellement les deux portefeuilles du Trésor et des Finances entre les mains de M. de Stefani.

du Gouvernement, quelques précisions touchant ces charges nouvelles, et voici ce qu'il m'a répondu :

— En frappant plus lourdement la consommation, on se propose deux résultats : procurer à l'État un supplément de ressources, et diminuer la consommation elle-même, de manière à accroître d'autant l'exportation. L'Italie produit annuellement environ 40 millions d'hectolitres de vin. Depuis quelques années, elle les boit presque entièrement : il faut qu'elle en exporte une partie. Le droit actuel de 20 lires par hectolitre peut être porté à 40 lires : ce sont 800 millions pour le Trésor, sans compter les bénéfices de l'exportation. Nous produisons 50 millions d'hectolitres de blé ; nous en consommons environ 65 ; il nous faut donc en importer 15 millions. Un droit de 8 lires sur le grain importé donnera 120 millions de lires ; un droit égal imposé au producteur en donnera 400. Le prix du pain ne s'en trouvera augmenté que de trente centimes par kilogramme.

« Les perfectionnements apportés aux méthodes et aux appareils de transmission de l'électricité ont réduit des neuf dixièmes le prix de revient pour la force et la lumière. On ne mettra pas d'impôt nouveau sur la force, parce qu'il faut ménager la production ; mais on reportera la lumière au prix d'autrefois ; le consommateur paiera dix fois plus cher qu'il ne paye aujourd'hui ; il consommera moins et enrichira l'État.

« Enfin nous ne produisons pour ainsi dire pas de pétrole, et nous en consommons de plus en plus : le pétrole actionnera bientôt tous nos bateaux. Un marché de quarante millions d'habitants, ce n'est pas un petit cadeau. Ce cadeau, nous l'offrirons à l'une des trois sociétés qui se divisent actuellement le marché : Royal Dutch, Shell, Standard Oil. Un monopole, concernant l'importation et la vente de l'huile dans toute l'Italie, pour dix années, selon un barème mobile, pourra être établi en faveur de la société qui voudra bien y mettre le prix. La monnaie d'échange est toute trouvée : nous demanderons à la société concessionnaire de nous débarrasser de nos bons du Trésor, qui constituent, en somme, autant de lettres de change tirées sur l'État italien. Le budget sera soulagé d'un poids lourd, et le cours de la lire remontera. »

Si l'on ajoute que le nouveau Gouvernement a fait connaître son intention d'étendre l'impôt sur le revenu à certaines caté-

gories d'ouvriers, — alors que jusqu'à présent ils y échappaient tous, — et que, sans renoncer tout à fait au système des primes accordées à quelques industries, il entend abolir complètement celui des exemptions, dont bénéficiaient tant de producteurs, on aura donné une idée approximative de la réforme financière que M. Mussolini et ses collègues ont entrepris de réaliser.

LES OBSTACLES

Y réussiront-ils? Ce vaste plan de réorganisation, qui s'étend de la bureaucratie aux finances publiques, en comprenant l'armée et la marine, les chemins de fer et les postes, la législation ouvrière et sociale, la justice et l'enseignement, sera-t-il poursuivi jusqu'à complète exécution? Ceux qui le souhaitent le plus ardemment sont à coup sûr les derniers à se dissimuler les énormes difficultés de l'entreprise et la multiplicité des obstacles qu'il faudra surmonter pour la mener à bien. Répondant aux sénateurs qui avaient cru devoir attirer son attention sur l'immense responsabilité qu'il venait d'assumer, M. Mussolini déclarait : « C'est vrai, parfois le sentiment de cette responsabilité produit en moi une impression d'abattement et comme d'asphyxie. Si je ne réussis pas, je suis un homme fini. Mais ma personne compte fort peu. L'insuccès ne serait donc pas grave pour moi, mais il ne pourrait point ne pas être infiniment grave pour la nation. Aussi j'entends garder dans mes mains le timon de la barque et ne le céder à personne. »

Comme tous les hommes à qui leur forte personnalité donne l'illusion de pouvoir tout faire eux-mêmes, M. Mussolini s'est entouré, sauf quelques rares exceptions, d'un personnel de second plan. Il est vrai qu'il était obligé de faire vite et qu'il avait peu de choix. Peut-être, lorsqu'il aura pris son expérience et fait sortir des élections une Chambre plus conforme à ses vœux, éprouvera-t-il le besoin de constituer un nouveau ministère, moins improvisé et plus égal à la tâche qu'il lui destine. Mais le succès de l'entreprise ne dépend pas seulement de la compétence et de l'énergie des quelques hommes qui exercent le pouvoir; il a pour condition la bonne volonté, le dévouement et la discipline de tous les fonctionnaires de l'État; il suppose, sinon chez chacun d'eux, du moins chez la plupart d'entre eux, le parfait sacrifice des opinions particulières et des intérêts per-

sonnels au bien public et au bien public tel que le pouvoir central le conçoit et le définit. Comme les Français, les Italiens disent beaucoup de mal de leur bureaucratie, beaucoup plus qu'elle n'en mérite : telles de leurs administrations, comme le ministère des Finances et la Cour des comptes, pourraient servir de modèle aux pays les mieux organisés. Il appartiendra à M. Mussolini d'inspirer à ses fonctionnaires cette obéissance ardente, cette abnégation et cette confiance, dont il a su animer les escouades fascistes et grâce auxquelles il a pu les conduire à la victoire.

Une opération préliminaire consiste sans doute à « épurer » les cadres de la bureaucratie, en les réduisant. Ceux qui en seront chargés ne se laisseront certes point guider par un étroit esprit de parti : ils n'en viseront pas moins à établir dans le corps des fonctionnaires le maximum de cohésion, d'unité et de discipline. Réduire le nombre des employés de l'État à l'extrême limite de ses besoins, dans un pays où l'État avait voulu tout faire et prétendait étendre sa fonction aux activités les plus diverses, cela veut dire mettre sur le pavé quelques centaines de mille citoyens, qui, s'ils ne deviennent pas tous des vagabonds ou des sans-travail, seront tous des mécontents. On parle de renvoyer trente mille postiers, cinquante mille cheminots, un nombre important de carabiniers et de gardes de police. La saison semble peu propice à cette sévère exécution, et sans doute n'y procédera-t-on que par degrés. Il faut s'attendre pourtant à ce que le mécontentement soulevé par une telle mesure se traduise par des désordres, peut-être par des violences.

L'émigration qui, en d'autres temps, aurait fonctionné comme « soupape de sûreté, » n'offre aujourd'hui à la population italienne que des débouchés très limités. Le Gouvernement s'est déjà préoccupé de les élargir, soit en négociant des traités spéciaux avec les pays où la main-d'œuvre manque, soit en simplifiant les formalités que doivent remplir les émigrants. La suppression probable du Commissariat général de l'Émigration et le rattachement de ce service au ministère des Affaires étrangères démontrent que l'importance du problème n'a pas échappé à M. Mussolini et à ses collaborateurs.

Néanmoins, en parlant avec quelques-uns d'entre eux, j'ai été frappé d'un certain mépris des contingences, ou des conséquences, qui peut-être accompagne nécessairement la volonté

de réalisation. « Que feront, demandez-vous, tous ces plumitifs qui vivaient à ne rien faire, attendant patiemment l'heure de la retraite, tous ces employés adventices, sur qui d'autres se déchargeaient d'une partie de leur besogne, quand la besogne tout entière ne suffisait pas à les occuper ? Eh bien ! ils feront ce qu'ils voudront ; ils apprendront que pour vivre, il faut lutter chaque jour. S'ils ne s'en tirent pas, tant pis pour eux. Il y a place en Italie pour les producteurs, non pour les parasites. »

J'ai entendu tenir un langage analogue, touchant les répercussions possibles de la réforme financière. Le pain et le vin plus chers, en a-t-il fallu davantage pour susciter ailleurs des révolutions? Les impôts indirects sont moins apparents que les autres; le peuple les paye sans s'en douter. Oui, à condition qu'ils ne s'élèvent pas au-dessus d'un certain niveau et qu'ils ne frappent point des denrées de première nécessité. Lorsque les classes populaires verront le pain passer brusquement du prix politique, où il est encore, à un prix de surtaxe, la réforme leur semblera sévère, et peut-être crieront-elles très haut ce qu'elles en pensent. Pour tout dire d'un mot, j'ai trouvé dans les projets du Gouvernement, tels qu'ils m'ont été exposés, quelque chose d'absolu, de raide et de théorique, qui sans doute fondra ou s'assouplira au contact de la mouvante et brûlante réalité.

Enfin le triomphe d'un parti, si éclatant qu'il soit, et si profondément qu'il réponde aux meilleures aspirations de l'âme nationale, n'empêche pas que les autres partis ne survivent, et ne fait pas qu'ils renoncent à l'espoir de renverser le vainqueur et de triompher à leur tour. Les socialistes sont divisés, les populaires sont désorientés ; mais ils ne le seront pas toujours. Si, parmi la bourgeoisie, de nombreux éléments, et des meilleurs, se sont ralliés au fascisme et se montrent disposés à le soutenir, d'autres, soit par conviction, soit par intérêt, soit même par simple habitude, déplorent la fin d'un régime auquel ils pardonnaient volontiers ses fautes récentes en faveur de ses mérites passés.

Au lendemain du coup d'état fasciste, *la Stampa*, organe de M. Giolitti, recherchait déjà les raisons de ce qu'elle appelait « l'erreur de la bourgeoisie. » La bourgeoisie avait cru que le fascisme, étant un mouvement patriotique, ne pouvait pas deve-

nir un mouvement révolutionnaire. Elle s'était encore imaginé, parce que le fascisme avait fait son apparition aussitôt après la guerre, que c'était un pur phénomène de *psicosi bellica*, un état d'esprit superficiel et éphémère, qui ne survivrait pas au rétablissement de la vie normale. La bourgeoisie n'avait pas compris qu'elle assistait, au contraire, « à la création d'un cinquième état, composé de tous ceux qui, dans les cadres du quatrième et du troisième (le haut prolétariat et la petite bourgeoisie), n'avaient pas trouvé asile ou réalisé toute la fortune à laquelle ils aspiraient. C'est ce cinquième état, — à la formation duquel concoururent les petits bourgeois dont la guerre avait fait des désoccupés ou des mécontents, — qui a constitué la masse, et plus encore les cadres du fascisme. » Et le journal de Turin, qui ne cachait ni son désappointement, ni son inquiétude, souhaitait, sans paraitre l'espérer, qu'« à travers le désordre, la révolution et la dictature, l'Italie parvînt enfin à l'ordre, à la légalité et à la liberté. » (3 novembre 1922.)

Les témoignages de mécontentement et de méfiance eussent été plus nombreux, si les fascistes n'avaient eu soin de briser les presses et de saccager le matériel des journaux les plus hostiles, et si une suspension de huit ou dix jours n'avait suffi à changer l'opposition de quelques autres en une adhésion enthousiaste et presque servile. Cependant, l'Association de la Presse italienne, tout en saluant avec une vive sympathie l'ancien journaliste devenu chef du Gouvernement, osa laisser entendre à M. Mussolini que la liberté de la presse devait être rétablie et respectée. La réponse du président du Conseil ne fut qu'à demi satisfaisante. « Dès qu'auront cessé les conditions exceptionnelles de l'heure présente, disait-il, j'entends garantir la liberté de la presse, pourvu que la presse soit digne de la liberté. La liberté n'est pas seulement un droit, elle est aussi un devoir. » Cette restriction fut très commentée.

M. Mussolini n'a pas pu prendre pour adhésion sincère la louange excessive et contrainte de certains grands journaux, pas plus qu'il ne pouvait interpréter le silence, ou même le vote favorable de certains parlementaires influents comme une marque de leur approbation et un gage de leur appui. Il a prévu qu'avant même de se heurter aux oppositions déclarées, il rencontrerait sur son chemin les obstacles sournois, les pièges déguisés et les manœuvres perfides : et, pour passer sans trop de

dommage au travers de tout cela, il lui faudra bien louvoyer, ruser, manœuvrer à son tour. Le Gouvernement aura beau préparer les élections avec habileté et les conduire avec énergie : on ne voit pas de réforme ni de tactique électorale qui puisse éloigner de la Chambre certains éléments irréductibles et redoutables.

Ni la réforme électorale, ni même les vastes réformes administratives, financières et sociales que le nouveau Gouvernement se propose et qu'il a déjà commencé d'accomplir, ne suffiront à rétablir en Italie l'ordre, la discipline, l'harmonie et la paix, si elles ne sont point complétées par cette autre réforme, que Renan appelait si justement « la réforme intellectuelle et morale. » C'est dans les mœurs et dans les esprits qu'il faut ramener le calme, l'horreur du désordre et de l'abus, le goût du travail honnête, le respect de la loi et du droit. Il ne suffit pas de clamer la faillite d'un système ou l'indignité des hommes qui, en l'appliquant mal, l'ont faussé ; il faut encore assurer au pays les mœurs politiques saines, faute desquelles les meilleures institutions deviennent les pires. On peut reprocher au parti fasciste d'avoir, dans ses haines les plus vigoureuses et dans ses attaques les plus violentes, imprudemment confondu les systèmes avec les hommes, les institutions avec les mœurs. « Un des plus mauvais résultats de la démocratie, observe Renan, est de faire de la chose publique la proie d'une classe de politiciens médiocres et jaloux, naturellement peu respectés de la foule, qui a vu son mandataire d'aujourd'hui humilié hier devant elle (1). » M. Mussolini pourrait trouver dans les premières lignes de ce texte la justification de sa généreuse tentative, et dans la dernière une critique très aiguë du geste par lequel il a inauguré son Gouvernement.

LE FASCISME ET LA RÉFORME MORALE

De cette réforme intellectuelle et morale, le fascisme sera-t-il l'instrument ? C'est l'espoir de beaucoup d'Italiens, et cet espoir, dans une large mesure, semble justifié. Il se peut qu'à l'origine le fascisme ait été, comme l'écrit *la Stampa*, un mouvement et un parti de mécontents. Mais d'abord ces mécontents avaient toutes

(1) Renan : *la Réforme Intellectuelle et Morale, préface, p. III.*

les raisons de l'être ; ensuite, loin de s'en tenir à des récriminations stériles, ils ont bientôt marqué la ferme volonté de corriger les abus dont ils n'étaient d'ailleurs pas seuls à souffrir. Le malaise général, l'anarchie profonde, que le reste de la nation supportait sans réagir, ont provoqué chez les fascistes un sentiment d'indignation et de révolte, et ce sentiment a créé l'action.

Au lendemain de la guerre, il n'y avait plus en Italie que des mécontents. Les résultats obtenus, si importants qu'ils fussent, semblaient inférieurs à l'effort accompli et aux sacrifices consentis. Si l'on faisait observer à un Italien que son pays, en cela plus heureux que le nôtre, avait vu s'effondrer et disparaître pour toujours la puissance rivale, l'ennemi héréditaire, il répondait : « C'est vrai, l'Autriche-Hongrie n'est plus, mais il y a les Yougo-Slaves : qu'avons nous gagné au change ? » Aux griefs sérieux, — question de Fiume et de Dalmatie, méconnaissance des droits ou des besoins de l'Italie dans le partage des colonies allemandes et dans la distribution des matières premières, — se mêlaient les ressentiments personnels, les mesquines jalousies, les mauvaises querelles et les prétentions exorbitantes.

Plus la situation intérieure de l'Italie empirait, plus la rancune des Italiens contre leurs alliés se faisait amère et violente. Mécontents d'eux-mêmes, ils se plaignaient du monde entier. Tour à tour les Américains, les Français, les Anglais furent accablés de leurs reproches. Le ressentiment de certaines classes s'étendit bientôt, des Alliés qui avaient entraîné l'Italie dans la guerre, aux Italiens qui avaient fait la guere. Les anciens combattants, les officiers, les soldats se virent en butte aux sarcasmes et aux insultes du populaire. On les maltraitait dans la rue, on les expulsait des trains de chemins de fer. Sous le ministère Nitti, une circulaire prescrivit aux officiers de ne porter l'uniforme qu'aux heures de service, afin de ne pas l'exposer à des injures humiliantes. Les partis qui s'étaient montrés favorables à l'intervention étaient honnis, ceux qui l'avaient combattue exploitaient sans vergogne une popularité enthousiaste et démente. Lorsque le Roi vint ouvrir solennellement à Montecitorio la dernière législature, on vit cent vingt députés socialistes quitter la séance au moment où le souverain y entrait, on les entendit hurler l'hymne révolutionnaire : *Bandiera Rossa*, avant même d'avoir quitté l'hémicycle, et les cris

de Vive le Roi ! qui partirent aussitôt des autres bancs et des tribunes, ne parvinrent pas à couvrir l'éclat de cette indécente démonstration.

Après avoir nié la victoire, insulté ceux dont elle était l'ouvrage, les socialistes bolchévisants s'attaquaient aux sentiments et aux principes sur lesquels repose l'unité nationale : le patriotisme et la fidélité à la dynastie. Et le Gouvernement laissait faire. L'effort d'une minorité scélérate ou aveugle, encouragé par la faiblesse du Gouvernement, livrait tout un peuple à la démoralisation et à l'anarchie. Les promoteurs du mouvement fasciste furent les premiers, non pas à protester contre ce scandale, mais à déclarer qu'ils y mettraient fin, coûte que coûte; ils furent les premiers à rendre au peuple italien le sentiment de sa dignité, de sa valeur et de sa victoire. A une certaine catégorie de nationalistes qui s'obstinaient à accuser le monde entier des malheurs de l'Italie, à parler de sacrifices mal payés, d'affronts subis et de droits méconnus, les fascistes répondirent : « N'accusons que nous-mêmes, et après avoir reconnu nos fautes, réparons-les. Le jour où nous serons unis, disciplinés et forts, nous ne serons plus exposés aux affronts et aux injustices. Vous dites que nos sacrifices ont été mal payés? C'est à nous d'en exiger le juste prix ; vous déplorez qu'on ne fasse point à l'Italie dans le monde la place à laquelle elle a droit? Cette place, c'est à nous de la conquérir. Se plaindre, c'est avouer sa faiblesse; quand on est fort, on agit. »

Le fascisme releva le courage des générations qui, ayant pris part à la guerre, commençaient à douter de la victoire, des destinées de l'Italie et de leur propre valeur; pour la jeunesse qui n'avait point combattu, il fut une école de discipline et d'énergie. L'arrivée de M. Mussolini au pouvoir n'a été rendue possible que par l'effort ardent, vigoureux et confiant d'une armée de volontaires entraînés, dociles et prêts à bien des sacrifices. On ne pourra juger le Gouvernement fasciste qu'à son œuvre; mais l'efficacité du mouvement fasciste, la valeur de sa doctrine et de sa règle pratique ressortent clairement du résultat auquel il vient d'aboutir. L'œuvre nécessaire de réforme, de régénération morale, le fascisme, en Italie, a commencé de l'accomplir.

Peut-être ce mérite lui aurait-il été plus aisément reconnu, si l'opinion, du moins à l'étranger, n'avait pas été distraite, et

même un peu égarée, soit par les violences qui ont préparé et accompagné la victoire, soit par l'appareil théâtral, le goût de parade, l'exubérance de paroles et de gestes qu'ont étalés les vainqueurs. Or les violences fascistes sont, comme toutes les autres, condamnables; mais elles s'expliquent mieux, si l'on songe aux violences communistes qui les ont provoquées. Quant à la mise en scène, elle exprime beaucoup moins l'état d'âme d'un parti que le tempérament de tout un peuple.

Chaque nation, comme chaque individu, a sa manière de sentir et de s'exprimer : si l'on veut comprendre, il faut traduire. Que le grand cadre de Rome prête aux moindres événements qui s'y déroulent des dimensions énormes et une majesté dont ils seraient dépourvus ailleurs, cela est trop évident. Mais comment s'étonner que les Italiens se laissent prendre eux-mêmes au prestige qu'exerce sur l'esprit des autres nations cette ville, qui est leur capitale, le commencement et l'aboutissement de leur histoire? On a pu s'étonner de voir renaître les légions et les centuries, les consuls et les proconsuls; le fameux « salut romain, » par lequel fascistes et nationalistes rendent hommage à leurs chefs, a semblé à quelques-uns plus voisin du cinéma que de l'histoire. Mais il y a des moments et des lieux où l'histoire et le cinéma se confondent aisément. Le pittoresque effréné qui peut surprendre ailleurs, répond ici à un besoin : il n'est pas jusqu'à l'accoutrement bizarre des fascistes, jusqu'à leur étrange cri de ralliement, qui n'aient contribué à leur prestige et à leur succès.

Le jour où les « chemises noires » firent leur entrée dans Rome, toute la presse italienne évoqua à l'envi les fastes glorieux de la Ville impériale, du Sénat tout-puissant, du peuple-roi, maître du monde. Ce débordement lyrique parut éveiller à l'étranger quelques appréhensions, que rendirent encore plus vives certains propos tenus par M. Mussolini. Ici encore, il faut tenir compte de la mentalité, du « style » propres au peuple italien. Croit-on que la politique italienne, — j'entends la politique pratique, les tentatives et les actes, non les télégrammes et les discours, — va porter la marque de l'héroïque décor et de l'enthousiasme débordant parmi lesquels s'est installé le Gouvernement fasciste? Ce serait méconnaître également le génie de la nation italienne et ses possibilités. La qualité italienne par excellence est le sens de la mesure, le sens pratique ou

plus simplement le bon sens. L'exubérance des gestes et l'emphase des paroles recouvrent, et parfois dissimulent, un sentiment très précis, une évaluation très froide du réel, du possible et de l'opportun. Je me souviens qu'en décembre 1918, peu de temps après la victoire, un homme politique en quête d'applaudissements déclara à la Chambre que « désormais l'Italie produirait elle-même tout ce qui était nécessaire à son existence et à son progrès. » Des bravos éclatèrent sur quelques bancs; puis on entendit une voix très calme prononcer ces mots : « Pour quoi faire? » La Chambre se mit à rire. L'interrupteur poursuivit : « Pourquoi fabriquerions-nous des montres, si nous pouvons les acquérir à meilleur compte en vendant des oranges et du vin? L'Italie ne produira que ce qu'il lui est possible et avantageux de produire. Ce n'est pas l'orgueil qui déterminera sa politique, mais l'intérêt bien entendu. » Le lendemain, toute la presse applaudissait à cette sage déclaration. Aujourd'hui encore, l'opinion italienne, dans son ensemble, n'approuvera qu'une politique fondée sur l'intérêt et sur une vision exacte du possible.

Or, il faut bien reconnaître que le possible est en ce moment pour l'Italie assez étroitement limité. Comme toutes les Puissances qui ont pris part à la Grande Guerre, et même plus que certaines d'entre elles, l'Italie est épuisée par le grand effort accompli; son armée, sa marine, ses finances se ressentent de la dure et longue épreuve. Son équilibre économique et son ordre social ont été ébranlés par quatre années de convulsions douloureuses, de troubles sanglants et d'expériences imprudentes. Pour se mettre en mesure de faire valoir pleinement ses droits et ses intérêts légitimes, d'occuper réellement et efficacement dans le monde le rang de grande Puissance qu'elle a conquis et qu'elle doit garder, il faut d'abord que l'Italie rétablisse chez elle l'ordre politique et social, raffermisse son économie et ses finances, réorganise sa production.

Les nécessités intérieures, urgentes et graves, ne laissent vraiment place ni à l'impérialisme ni aux aventures. M. Mussolini lui-même en a fait l'aveu, tout en affirmant sa volonté de revendiquer tous les droits de l'Italie et de défendre tous ses intérêts. A son retour de Lausanne, où il s'était rencontré pour la première fois avec les représentants des Gouvernements alliés, il éprouva le besoin d'exposer au Sénat, avec les résultats de

sa mission, les principes essentiels de sa diplomatie. « La politique que j'entends faire, dit-il, ne sera ni une politique d'aventures, ni une politique de renoncement. Certes, sur ce terrain, il ne faut pas s'attendre aux miracles : on ne peut pas, dans un colloque d'une demi-heure, fût-il dramatique, effacer les résultats produits par plusieurs éléments différents au cours de plusieurs années... Mais j'ai déjà réussi à faire comprendre aux Alliés, — qui en étaient restés à l'Italie des musées et des bibliothèques, toutes choses très respectables, — qu'il y a une Italie nouvelle, celle que je vois renaître sous mes yeux, une Italie gonflée de vie, qui ne veut pas vivre comme une parasite de ses rentes sur le passé, mais qui par ses propres forces, par son travail intérieur, par son martyre et par sa passion, entend édifier sa fortune et son avenir. » (27 novembre 1922.) (1).

En langage moins oratoire, cela revient à dire que l'Italie aura d'autant plus d'autorité dans les conseils internationaux qu'elle aura mieux assuré l'ordre et la discipline de sa vie intérieure. Cette restauration de l'ordre et de la discipline, à tous les degrés et dans tous les domaines, c'est précisément à quoi se résume le vaste programme de M. Mussolini. Parce qu'il rencontrera des obstacles et qu'il ne se réalisera pas en un jour, certains paraissent craindre que le « dictateur » ne soit tenté ou contraint de chercher dans l'impérialisme et dans les aventures un dérivatif aux difficultés d'ordre intérieur. Le remède alors serait pire que le mal, et M. Mussolini se montrerait fort mauvais médecin. Mais là encore il faut compter sur le bon sens du peuple italien, qui se laisserait malaisément entraîner dans une entreprise hasardeuse, et sur le sens politique du ministre, qui, dans un expédient de ce genre, aurait plus de chance de trouver sa perte que son salut.

En installant le fascisme au pouvoir, M. Mussolini n'a accompli qu'une partie de sa mission, et la plus facile ; car si

(1) La même pensée se dégage encore plus clairement des paroles adressées le 6 décembre 1922 par M. Mussolini aux ouvriers d'une usine de Milan : « Aucun de nous ne veut aller à des aventures où devraient être engagés le sang et les biens des citoyens, mais nous ne voulons pas non plus pratiquer une politique de renoncement ; nous voulons que l'Italie dans le monde ne soit plus la nation retardataire. Mais pour que notre voix soit écoutée dans les conseils internationaux, — conseils, ô ouvriers, qui vous intéressent grandement, — il faut que la discipline la plus rigide règne à l'intérieur, car nul ne nous écoutera, s'il y a derrière nous un pays agité, troublé et mécontent. »

le triomphe du fascisme est dû à l'effort vigoureux et discipliné d'un demi-million de citoyens résolus, il s'explique aussi par le scepticisme résigné des politiciens de l'ancien régime et par l'indifférence du plus grand nombre. Ce scepticisme et cette indifférence, qui ont favorisé M. Mussolini dans l'exécution de son coup d'État, lui seront, dans le développement de son action politique, une gêne et un obstacle.

Tous les amis de l'Italie souhaitent que le chef de parti, devenu chef de Gouvernement, poursuive avec sagesse l'œuvre commencée avec ardeur, et voie peu à peu le succès répondre à ses efforts. Tous attendent de lui non pas le miracle impossible, mais le progrès dans l'action ordonnée et continue. Mieux on aura compris la gravité de la situation intérieure et l'étendue des dommages à réparer, mieux on appréciera la valeur du progrès obtenu. Aussi ai-je cru que, pour faire apparaître dans sa véritable lumière ce curieux phénomène qu'est le fascisme italien, il n'y avait pas de meilleur moyen que de tracer un tableau exact du désarroi politique, économique, social et moral dans lequel le fascisme avait trouvé l'Italie. Dans ce désordre prolongé, dans cette anarchie qui menait le pays à la ruine, on découvre la profonde raison d'être du mouvement fasciste, et la meilleure explication de son succès (1).

MAURICE PERNOT.

(1) A propos des lignes consacrées, dans un de mes précédents articles, à l'administration italienne des assurances constituées en monopole d'État (voyez la *Revue* du 15 mai 1923), M. Guido Toja qui, depuis 1920, dirige ce service en qualité de Commissaire Royal, veut bien me faire observer que, si durant la période de guerre et d'après-guerre immédiat, il s'était produit quelque retard dans la publication des bilans techniques de l'Institut national des Assurances, ce retard a progressivement disparu du jour où il a pris la direction du service, et que, par ailleurs, la situation financière de l'Institut a toujours été solide et active. Le Commissaire Royal ajoute que si le Gouvernement actuel a modifié la loi de 1912 (qui instituait le monopole d'État), ce n'est point en raison de défaillances survenues dans la gestion de ce service; mais en vertu d'un principe de liberté économique. M. Toja me demande courtoisement de rétablir, par cette déclaration, l'exactitude des faits et de rendre ainsi la justice qui lui est due à un Institut qui, « tout en s'appuyant sur le crédit de l'État, vit essentiellement de la confiance qu'il inspire. » Je me rends bien volontiers à son instance. M. P.

REVUE LITTÉRAIRE

UN DE NOS MORTS : JEAN-MARC BERNARD (1)

Nous ne finirons pas de compter nos morts et d'évaluer les pertes que la littérature a faites à la guerre. Une jeunesse a disparu ; l'on ne sait ce qu'elle apportait de neuf ou de renouvelé. C'est un grand rêve, et douloureux, de songer à ce dont elle était capable. Comme on l'a vue à la guerre, on imagine qu'elle avait de magnifiques puissances ; mais elle a dû les dépenser toutes, et promptement, à l'œuvre dure, puis elle est morte. Dix ans passés bientôt, depuis qu'elle a quitté le service des muses, elle aurait donné sa pensée. L'on aperçoit une lacune, sa place vide. Et j'entends que l'on dit parfois qu'il n'y a plus de poésie : beaucoup de poètes sont morts.

Celui-ci, Jean-Marc Bernard, quand la guerre a éclaté, à peine avait-il un peu plus de trente ans. Il était né à Valence sur le Rhône, le 4 décembre 1881 ; et, son livre de la précédente année, il le signait Jean-Marc Bernard, dauphinois. A cause de sa mauvaise vue, il n'avait pas été soldat ; mais, le 4 août, il se présente au bureau de recrutement : on le refuse. Il insiste ; au mois de janvier 1915, il est incorporé au 97e d'infanterie. Trois mois d'instruction, au camp de Valréas ; et il demande à partir avec le premier détachement. Dès le commencement d'avril, le voilà sur le front. Le 9 avril, un éclat d'obus le blesse à la tête assez fort pour qu'il soit évacué sur l'hôpital de la Courneuve. Un de ses amis, M. Henri Clouard, se souvient de lui, le front bandé, venu à Paris un beau soir et qui recommençait de causer avec ses camarades ; « nous fûmes tous bien tristes. » On ne devait pas le revoir. Le 11 juin, guéri ou à peu près, il rejoint son

(1) *Œuvres de Jean-Marc Bernard*, suivies des *Reliquiae* de Raoul Monier, 2 tomes, édition du Divan.

régiment, qui est à Souchez, dans les tranchées. Terrible vie, dans les tranchées, sous le continuel bombardement; et la longueur morne du temps fait que la patience est difficile, l'entrain tombe. Il y a un poème de Jean-Marc Bernard, qu'on a retrouvé, qui est extrêmement beau, qui a un accent de douleur accablée.

Du plus profond de la tranchée...

C'est le *De profundis* de la tranchée, où les vivants sont déjà presque des morts et dont la plainte est funèbre...

Nous élevons les mains vers vous,
Seigneur. Ayez pitié de nous
Et de notre âme desséchée.

Car, plus encor que notre chair,
Notre âme est lasse et sans courage.
Sur nous s'est abattu l'orage
Des eaux, de la flamme et du fer.

Vous nous voyez couverts de boue,
Déchirés, hâves et rendus;
Mais, nos cœurs, les avez-vous vus?...

Éclairez-nous dans ce marasme,
Réconfortez-nous, et chassez
L'angoisse des cœurs harassés;
Ah! rendez-nous l'enthousiasme!

Mais aux Morts, qui tous ont été
Couchés dans la glaise ou le sable,
Donnez le repos ineffable,
Seigneur; ils l'ont bien mérité!

Le 1er juillet, Jean-Marc Bernard écrivait à son plus cher ami, Raoul Monier. Son capitaine l'avait proposé pour être cité à l'ordre du jour; le colonel ne le citait pas, disant que Bernard au surplus n'avait rien fait que son devoir. Et Bernard, lui donnant raison, ajoutait : « Il va falloir que je saisisse une nouvelle occasion de mériter ma croix de guerre. » Il envoyait à son ami le poème qu'on vient de lire; mais, ce poème, « écrit dans une heure de découragement, » il le démentait, n'étant plus découragé. Il méditait un autre poème et, après le *De profundis*, un *Dies irae :*

Jour de colère, que ce jour
Où nous sortirons des tranchées...

Il n'avait encore trouvé que ces deux vers de début, de départ,

mais qui donnent le ton, le rythme, l'allure. Huit jours plus tard, le 9 juillet, à six heures du matin, entre Souchez et le Cabaret rouge, par un obus de gros calibre, Jean-Marc Bernard fut écrabouillé, dispersé, anéanti ; l'on n'a rien eu de lui à enterrer.

L'année suivante, Raoul Monier succombait à son tour ; il a sa tombe au cimetière de Baleycourt, près de Verdun.

La médaille militaire a été accordée à la mémoire de Jean-Marc Bernard. Et c'est l'hommage au bon soldat. Pour que le poète aussi fût préservé de l'oubli, ses amis viennent de réunir en deux volumes son œuvre de jeune homme, interrompue par la guerre et la mort.

Il y a, dans ces deux volumes, beaucoup de charmants poèmes et, je crois, les commencements d'un grand poète. Ce qu'on y remarque aussi, et qui augmente les regrets, c'est une pensée en travail, et très fervente, qui cherche tantôt son idéal, tantôt sa méthode ou, si l'on veut, son assurance, qui l'a trouvée, qui se réjouit de l'avoir trouvée, compte sur de splendides résultats, en a l'espérance et l'entrain, la vive allégresse, mais à la veille de mourir.

Une méthode? Ou une discipline. Ces mots nous étonnent un peu, quand il s'agit d'un poète, parce que nous avons gardé, nous autres, une idée de la poésie, une idée romantique, sans doute. Mais il faut noter comme, dans les dernières années qui ont précédé la guerre, toute une jeunesse (et voire ses poètes) a été animée d'un grand souci de discipline et de méthode. Ces jeunes gens n'étaient pas du tout bohêmes et se méfiaient de ce qu'on appelle fantaisie. Notre étonnement, à les lire, ne signifie que leur différence et les justifie peut-être, s'ils n'ont reçu de leurs aînés qu'un héritage en désordre et d'abord ont voulu ranger la maison.

L'événement, du reste, leur a donné raison : l'événement imprévu, dont ils semblent avoir eu le pressentiment. Car ils ont dû, un beau jour, et du jour au lendemain, être prêts. Ils le furent : ils s'étaient préparés, sans bruit, et assidûment, comme s'ils savaient qu'il ne ferait pas bon, pour eux, être surpris à badiner. Est-ce qu'ils n'attendaient pas le jour de colère ? On le dirait.

Dans les tranchées de Souchez, entre deux alertes, Jean-Marc Bernard lisait Horace, dit son biographe M. Henri Clouard.

Et c'est un grand honneur pour le Latin qui, en sa vie, fut si médiocre soldat qu'il plaisante de sa fuite et de son bouclier perdu. Mais Jean-Marc Bernard ne lui demandait point une leçon de patriotisme ou de courage, dont il n'avait pas besoin : il avait affaire à lui autrement, d'une manière qu'on verra.

Je voudrais chercher, dans l'œuvre de Jean-Marc Bernard, dans son œuvre qui est en décombres ou en chantier, les éléments de sa pensée dont il n'a pu dresser le monument.

Il aimait les anciens poètes français et, lisant Charles d'Orléans, y notait avec plaisir ces deux vers :

Il n'est nul si beau passe-temps
Que de jouer à sa pensée.

Jouer à sa pensée? Les mots sont jolis; Jean-Marc Bernard en est touché, puis se demande si tel peut être l'objet de la poésie... Oui! répond-il; mais à condition que l'on ait l'âme bien nourrie de faits et de sentiments : telle était l'âme de Charles d'Orléans, avec la vie que menait ce prince et qui le dispensait de rêver vaguement et méditer sur des riens. Il étudie les aventures de ce prince, très bien féru d'activité.

Il lit Joachim du Bellay, ses *Jeux rustiques;* et il connaît les « gaietés » de Ronsard. Il écrit : « Nous voyons qu'un poète peut fort bien considérer, à certaines heures, la poésie comme un jeu. » Il écrit encore : « Toute âme vraiment lyrique sait donner à ses divertissements, voire les moins innocents, un accent qui les relève et apporter jusque-là les disciplines nécessaires. » Voilà, si je ne me trompe, un scrupule qu'on ne rencontre pas chez les aînés de ces jeunes gens qui ont fait la guerre.

Parlant de du Bellay derechef, il insiste sur ce point que, d'ailleurs, ce poète, « ce n'est pas avec la littérature qu'il joue, mais avec la vie. » Jeu dangereux! si dangereux qu'on sent l'utilité des disciplines.

On voit comme, pour Jean-Marc Bernard et ses amis, la littérature et la vie sont réunies étroitement.

Il y a, chez ces jeunes gens des derniers temps avant la guerre, une sévérité singulière. M. André Gide venait de publier *La porte étroite*, un roman que Jean-Marc Bernard aima beaucoup. « Je vous assure, écrivait-il à M. Henri Clouard, c'est là une œuvre que nous pouvons aimer. » Que nous pouvons aimer? Aimez-la donc, si vous l'aimez ! Quelle permission lui faut-il? La sienne! Ou, en d'autres termes, la permission de ses disciplines.

Il avait lu pourtant, et il avait cité, cette lettre de Boileau, relative à Guez de Balzac. Boileau blâmait l'Académie de mépriser cet écrivain, n'en ayant pas beaucoup d'autres qui le valussent, et disait : « Quoique ses beautés soient vicieuses, ce sont néanmoins des

beautés. » Formule excellente, et recommandable indulgence d'un homme qui ne va point sacrifier son plaisir à ses doctrines ou disciplines ! Boileau, malgré sa rude réputation, n'est point sévère comme nos jeunes gens.

Or, Jean-Marc Bernard était un petit enfant, lorsque florit la poésie symboliste. Elle avait donné ses fleurs et ses fruits beaux ou imparfaits, quand il préluda, il y a vingt ans, par un poème ou une « églogue » intitulée *la Mort de Narcisse*. Laquelle *Mort de Narcisse*, où il y a de jolis vers autour d'une idée un peu vague, est encore un poème symboliste. Bientôt parut *le Romantisme français*, le fameux livre de M. Pierre Lasserre, qui souleva de grandes admirations et, en représailles, de grandes fureurs. M. Lasserre, bien résolument, faisait le procès du romantisme. Jean-Marc Bernard lut ce livre ; et il se croyait alors bien dégagé du romantisme : le livre lui donna l'envie de prendre la défense des poètes que le livre ne lui permettait plus d'admirer tout à son aise. M. Lasserre avait mis en comparaison un chœur de Racine et une *Nuit* de Musset : Jean-Marc Bernard se fâche et réplique, sans retard, que, « dans l'exemple cité, Musset est autrement poète que Racine ! » Il reproche à M. Lasserre (il a raison) de ne croire jamais Rousseau excusable et de lui infliger toutes responsabilités de toute sorte. Chateaubriand et Benjamin Constant seraient, d'après M. Lasserre, les chantres du désordre ; mais, quoi ! ce désordre ne proviendrait-il pas « de nouvelles acquisitions s'ajoutant aux anciennes ? » Désordre momentané, riche désordre, et qui sera bientôt rangé ! Enfin, « si nous ne devons rien tenter de neuf, sous prétexte que les doctrines romantiques, par exemple, contredisent le génie grec et latin, mieux vaut pour nous ne plus chanter. Car nous ne dépasserons pas, dans ce sens, le XVIIe siècle qui continua, lui, sur les rives de la Seine, la culture d'Athènes et de Rome. Mieux vaut se taire que pasticher des œuvres définitives... Mais penser cela, c'est se condamner au prompt découragement. Je crois que l'on peut découvrir une suite logique de la littérature française jusqu'au symbolisme... » Voilà l'opinion de Jean-Marc Bernard en 1907.

Et puis, comme il convient à un jeune homme intelligent et sincère, il changea d'opinion. Il admit, tout comme un autre (et c'est dommage), l'universelle culpabilité de Rousseau. Il admit que toute la littérature moderne dérive du romantisme, lequel dérive de Rousseau. Et qu'est-ce que Rousseau ? Un protestant ! (Ces résumés sont extrêmement périlleux.) La littérature moderne dérive du pro-

testant Rousseau, comme la Révolution dérive de la Réforme. (Ces résumés me font beaucoup de peine.) La Réforme est un principe d'anarchie que l'on voit sévir également sous les espèces de la Révolution et du Romantisme et contaminer ensuite notre vie politique et sociale et notre littérature.

Ces idées-là ont, à mon avis, tous les inconvénients d'un système; et je n'ai pas le goût des systèmes : ils maltraitent la vérité, ou ne la traitent pas avec la délicate précaution que demande cette vierge subtile et facilement prompte à mal tourner. Ces idées, Jean-Marc Bernard ne les inventait pas; elles étaient à la mode et il les adopta. Mais il avait du bon sens et il eut soin de ne pas les mener à la prochaine absurdité. Voire, il en tira une très judicieuse opinion relative à l'excellence des classiques.

Il faut employer un vilain mot, faute d'un autre : classicisme. Qu'est-ce là? Une discipline, répond Jean-Marc Bernard. Et vous aimez ou n'aimez pas la discipline. J'ai dit que ces jeunes gens de l'avant-guerre en éprouvaient le vif besoin. Mais vous craignez les dangers d'une discipline : vous avez peur qu'elle ne contraigne le bel élan de votre individualité?

Prenons un exemple. Pendant tout le XVIIIe siècle et au commencement du XIXe, on a fait des tragédies. On les a faites à l'imitation de Corneille ou à l'imitation de Racine. Je note, en passant, que les imitateurs de Corneille réussissaient assez bien à se donner un petit air cornélien : certes, ils n'écrivaient pas un nouveau *Polyeucte;* mais un La Noue, et d'autres comme lui, attrapent sans trop de maladresse le ton, le tour et l'apparente manière de Corneille. Tandis que les imitateurs de Racine, les Campistron qui pullulent, dit Hugo, sur le Racine mort, ne font rien qui vaille. Les uns et les autres, Cornéliens ou Raciniens, dociles à leurs modèles, ne sont que d'inutiles et déplorables copistes. C'est donc que l'imitation les a perdus? Et nous allons plaindre ces victimes de leur obéissance à leurs disciplines? Ma foi, non! Et je croirais plutôt que de tels imitateurs doivent à leurs modèles le peu qu'ils valent; le moindre génie les aurait dispensés d'une servilité qui n'est que le pis-aller de leur médiocre talent.

La discipline, dit Jean-Marc Bernard, ne commande pas l'imitation; « l'exemple et la tradition sont des tuteurs qui ne laissent se développer que les qualités, » et ne les gênent pas du tout, et les gênent d'autant moins « qu'ils refrènent en même temps les confus efforts de nos instincts. » Il entend par classicisme : « l'adoption

nécessaire d'une méthode de penser et de travailler, capable de soutenir, diriger et universaliser... » ce dernier mot me paraît vague... « notre personnalité et nos instincts. Il n'y a pas là imitation! L'individualiste... » c'est-à-dire, le romantique, ou symboliste, ou anarchiste, ces mots étant alors à peu près synonymes, dans le langage de l'école... « n'imite-t-il donc rien, lui qui ne veut son œuvre que conforme à lui-même? Or, s'il s'est dispensé de toute culture, dépouillé de toute tradition, afin de retourner au vague état d'innocence et de barbarie indispensable à l'intégrité de son individualisme, il ne pourra, dans son œuvre, exprimer autre chose que le chaos et le néant. » Il y a là beaucoup de justesse, d'une certaine façon.

Jean-Marc Bernard pose donc en principe une espèce d'identité ou, plus doucement, d'analogie entre le romantisme et l'individualisme ; tandis que le classicisme serait l'abnégation de l'individu. Voilà de la philosophie ; et, chaque fois qu'elle apparaît dans le discours, c'est pour embrouiller toutes choses. Mais, tout classique que l'on soit, et Jean-Marc Bernard l'est impétueusement, l'on ne sacrifie pas volontiers son originalité. Il faut donc amadouer les gens. Et Jean-Marc Bernard leur offre une distinction, qui est ingénieuse et n'est pas fausse, de l'*individualisme* ou « l'expression totale de chacun de nous, qualités et défauts au moyen de procédés personnels et instinctifs si possible, » et de la *personnalité*, qui « n'exclut pas, mais au contraire impose, l'étude des maîtres, de leurs exemples et de leur technique. » L'idée juste, et qui n'a pas trouvé ici son expression la meilleure, c'est que la *personnalité* doit être, en quelque sorte, involontaire ; si elle existe, on la verra et ce n'est pas en lui ôtant le secours d'un art élaboré de longtemps par les grands maîtres, qu'on favorisera son effort et sa belle épiphanie. Degas disait d'un peintre : Monsieur un tel ? Il ne fait rien : il cherche sa personnalité.

La théorie classique de Jean-Marc Bernard est encombrée d'une idéologie et d'un vocabulaire un peu emphatiques ; elle est gâtée, en quelques endroits, par l'esprit de système. Il l'a prise comme il l'a trouvée ; il l'a continuée selon l'esquisse première. Délivrons-la de son appareil inutile, de son dogmatisme présomptueux ; réduisons-la tout simplement à quelques remarques de bon sens : elle est digne de louanges, à mon avis, telle que la voici.

Vers la fin du siècle dernier, les écrivains s'étaient mis en tête d'inventer la littérature française, tout de même que si elle n'eût point existé avant eux, et depuis des siècles. Ils la voulaient inventer, et improviser. Or, il y a folie à inventer ce qui existe ; et seconde-

ment l'on n'improvise jamais rien. Quand une littérature existe depuis longtemps, et est admirable, il faut la continuer : la recherche de la nouveauté à tout prix a pour conséquence de supprimer ce qui est sage et qui est beau, et de le remplacer par maintes niaiseries. La continuité de notre littérature n'implique pas que l'on rabâche ou l'on ressasse. La gloire du XVIIe siècle n'offusque pas le XVIIIe, qui n'est pas stérile pour avoir succédé au XVIIe sans refuser du tout l'héritage. Le XIXe n'est pas stérile, à son tour : et, quoi qu'il en soit des fanfaronnades et impertinences de quelques romantiques dans la gaieté de la bataille, le romantisme, s'il invente, continue pourtant ; il invente, pour ainsi parler, dans la continuité. C'est comme il faut qu'une littérature ait son cours, le même et varié. Les romantiques étaient, généralement, de bons lettrés, ou assez bons, meilleurs que la plupart de ces gaillards qui, vers la fin du siècle dernier, se révoltaient et ne savaient pas beaucoup ce qu'ils réprouvaient, se disaient démolisseurs et ne savaient pas ce qu'il y avait à démolir ou garder, se croyaient novateurs et ne savaient ce qu'il y avait à juger vieux ou caduc. Ces agités furent principalement des ignorants, et ils avaient rompu avec l'ancien usage de notre littérature, ne la connaissant pas.

Voilà les gens pernicieux auxquels Jean-Marc Bernard et ses amis eurent affaire, et pourquoi, mais tout simplement pourquoi, Jean-Marc Bernard et ses amis étaient bien avisés de ramener les écrivains au classicisme : de les ramener à l'école.

Car nous avons notre école dans le passé ; nous l'avons le mieux au XVIIe siècle. Ce n'est pas là superstition, ni décision pédantesque ou préférence mystique : c'est un fait. Il se trouve que la langue et la pensée françaises, au XVIIe siècle, sont arrivées à un point de perfection remarquable. Et il se trouve que de très grands écrivains ont été, à cette époque, les interprètes excellents de cette pensée qui avait son expression toute prête. Ainsi, nous avons nos maîtres et que nous pouvons appeler, comme Montaigne les Grecs et les Romains, nos bons amis du temps passé. Leur école est parfaitement libérale, et douce leur férule. Ils n'imposent pas une doctrine ; mais ils proposent un usage, qui est le bon usage de la langue et de la pensée françaises, et qui n'est pas leur caprice ou leur despotique volonté, qui est conforme à notre génie et naturel et tel que notre histoire nous l'a fait. Depuis lors, tout ce qu'il y eut de grands écrivains ou bien, disons seulement, d'écrivains dans notre pays, fut à l'école des maîtres incontestables, nos bons amis du temps passé : leurs élèves, Rousseau et Voltaire ; leurs élèves, Chateaubriand et Victor Hugo,

les romantiques et, de nos jours encore, tout écrivain qui a le soin d'énoncer en français une opinion française, opinion, sentiment ou rêverie.

Mais le XIXe siècle a été fort secoué de maintes tribulations; et il était assez turbulent. Puis les circonstances ont acheminé soit au gouvernement des idées, soit au futile jeu d'écrire, un si grand nombre d'illettrés qu'au bout du compte la littérature allait à se perdre. Voilà comment je crois que fut légitime, opportune et utile, cette réaction classique à laquelle Jean-Marc Bernard s'est dévoué.

D'ailleurs, il n'était pas besoin pour cela de vilipender, ainsi qu'on l'a fait, avec une triste fureur, le pauvre Jean-Jacques Rousseau, très bon écrivain et tout à fait innocent des crimes dont c'est la mode à présent de l'accuser, ni les romantiques parmi lesquels plusieurs sont dignes d'être joints à nos bons amis du temps passé. Mais la sagesse, et la réaction classique était sage, n'évite pas toujours l'impétuosité, la promptitude et le zèle.

Jean-Marc Bernard, que l'on a vu d'abord assez ami du romantisme pour n'admettre pas du tout les conclusions de M. Pierre Lasserre, et qui préluda aux alentours du symbolisme, paraît avoir été conduit à la réaction classique par son ami Raoul Monier. Les éditeurs des *Œuvres de Jean-Marc Bernard* ont ajouté au premier tome, qui est le tome des poèmes, une cinquantaine de pages des *Reliquiæ* de Monier : gracieuse pensée, de réunir ces jeunes gens qu'avaient déjà réunis l'amitié, puis la mort courageuse. Monier demeurait à Valence et allait voir Jean-Marc Bernard à Saint-Rambert ou à Paris. Ce provincial écrivait peu; mais il était, comme dit M. Henri Clouard, une influence. Bernard, qui avait plus d'entrain, de fougue, subit l'ascendant de Monier, qui lui prônait la discipline.

Les quelques pages de Monier révèlent un esprit singulièrement net et qui a vite fait de séparer ce qu'il approuve et condamne. Il n'hésite pas : il voit clair. Il voit son idée, la voit bien. S'il ne voit pas tout à fait aussi bien l'idée d'autrui, peu s'en faut; et c'est le moyen d'éviter l'incertitude. Ce que Monier réprouve, il vous l'arrange à sa manière, qui est vive, sans nul retard de lâcheté ou d'aimable indulgence. Je l'aime beaucoup, dans sa colère contre un moindre poète qui, à l'Odéon, en 1910, avait dénigré Racine. Grande colère! et juste, si vous songez à tout ce que c'est, que de ne point aimer Racine. C'est n'entendre pas le français; et l'on se mêle d'écrire : on n'écrira pas le français. Puis, c'est encore d'autres choses, détestables. Juste colère, et qui mène Raoul Monier à l'injustice, quand il écrit, par

représailles, que le théâtre de Victor Hugo est ridicule; et qui le mène au dogmatisme aventureux, quand il écrit : « La vérité, c'est bu'il n'y a pas un art classique et un art romantique, une culture classique et une culture romantique; il y a le classicisme, c'est-à-dire l'art, la culture *en fonction de la civilisation*; et il y a l'esprit romantique, qui prétend réaliser un art en dehors de toutes règles, de toute civilisation, de toute culture, — comme l'esprit révolutionnaire prétend réaliser la vie en société en dehors de tout organe politique, de tout ordre social. » Enfin, Raoul Monier déclare que, s'il appelle romantiques les écrivains qui avaient pris ce nom, c'est pour obéir à l'usage, mais qu'il les appellerait plus volontiers les Barbares... Je ne puis aller à ces opinions extrêmes, qui me chagrinent et me fâchent; l'amitié que j'ai pour les écrivains du XVIIe siècle, et ma préférence peut-être, si elle m'obligeait à considérer comme barbare, sauvage et affreux, un des plus magnifiques épanouissements de la poésie française, j'en serais désolé. Les dogmatistes bornent — et pourquoi? — leur plaisir.

Tant pis pour eux! Mais, tels que les voilà, ces jeunes classiques d'avant la guerre ont leurs inconvénients, leurs défauts, qui nuisent à leur cause et nuisent à eux-mêmes. Ils sont charmants cependant, comme nous les montre M. Henri Clouard, au printemps de l'année 1912, qu'ils s'étaient réunis autour de Jean-Marc Bernard, dans le Valentinois. Un beau paysage : le grand fleuve Rhône, les arbres en fleurs, les danses sur la colline et, vivante parmi eux, l'Amitié... « Les poèmes les plus aimés humanisaient le paysage. — Monier, redites-nous *la Mort d'Adonis*... Car Monier était là; et le poème de La Fontaine fut porté avec religion, chacun à notre tour déclamant, à travers les vergers, au fond des défilés ombreux, à la cime des rochers qui dominent la cime des arbres des prairies, le long des peupliers en procession qui dessinent dans l'air la marche des ruisseaux... » Durant un mois, ils lurent et relurent les élégiaques anciens ou plus récents : « Le matin, de bonne heure, nous étions dans la bibliothèque; et, le soir après dîner, Bernard prenait la lampe, nous y remontions. Je le revois debout devant le pupitre où une grande édition de Tristan L'Hermite est ouverte aux pages de l'*Ode à la Mer*. Il déclame. Il est heureux avec gravité. J'entends sa voix sourde qui psalmodie... » C'était l'avant-dernier printemps avant la guerre.

Cette année-là, Jean-Marc Bernard publia son dernier recueil et le plus parfait, *Sub tegmine fagi*, « amours, bergeries et jeux. » Le

titre et le sous-titre joignent à l'antiquité virgilienne, on le voit, le souvenir du XVIIe siècle, de telle sorte qu'on voie comme le poète se veut rattacher à l'ancienne latinité par le lien de nos poètes, comme il entend que la muse française est fille de la muse latine.

Le premier livre du recueil, ou Livre des amours, porte en épigraphe quelques vers de La Fontaine; et Virgile apparaît au prélude :

Comme Tityre, nonchalant
Et couché sous un hêtre,
Vas-tu chanter un chant d'amour,
Sur ton pipeau champêtre?

Le deuxième livre, ou Livre des bergeries et des jeux, porte aussi en épigraphe des vers de La Fontaine. Et pareillement le troisième, appelé cependant Livre d'Omar Kheyyam; et nous voici très loin du Latium et de France : mais La Fontaine, dont Jean-Marc Bernard aime à suivre l'exemple, ne s'amusa-t-il pas à franciser quelques apologues de la sagesse orientale et à traduire Pilpay, un Indien de beaucoup d'esprit? Les meilleurs amis de la muse française ne craignent pas de la mener ou promener en divers pays et veillent seulement à ce qu'elle ne s'y accoutume pas et, en tous lieux, garde son caractère. Elle a vu de nouvelles choses et les a vues, étranges même, à sa manière de chez nous...

Ce soir encore tu te lèves,
O lune, amicale clarté:
Et, dans le jardin enchanté,
Tu viens nourrir mes tendres rêves.

Plus tard, dans ce même jardin,
O lune, que de soirs encore,
Tu chercheras, jusqu'à l'aurore,
A me revoir, — hélas! en vain.

Ce petit poème, inventé par Omar Kheyyam, le voilà poème français, par les mots, le tour, la pensée aussi.

Le plus souvent, Jean-Marc Bernard demeure au pays de Latinité. Son livre est sous l'invocation de Virgile et de La Fontaine; et il avait emporté à la guerre un petit volume d'Horace, qu'il appelait « le délicieux Horace » et dont il approuvait, dans la vie horrible des tranchées, la sagesse épicurienne, la gaieté un peu triste, le dépit de trouver courte et incertaine la douceur de vivre.

Ce petit poème est en souvenir d'Horace :

Tandis que je sommeille encore,
J'entends une voix retentir :
— Voici que les fleurs vont s'ouvrir
Avec les roses de l'aurore !

Mais je suis à peine éveillé
Qu'un souffle qui passe murmure :
— Hélas ! la rose est déjà mûre
Et déjà le lys effeuillé.

Ce petit poème est en souvenir du Mantouan :

Des chèvres près de ton ruisseau,
Prairie, et toi qui nous accueilles.
Le doux frémissement de l'eau
Qui se marie au bruit des feuilles.

Et, là-bas, dans le chemin creux,
Entre les branches de tes saules,
Cette enfant, au rire joyeux,
Dont on ne voit que les épaules.

Aussi, rentrant à la maison,
Ce soir, tout pleins de cette idylle,
Nous trouverons dans ton gazon
La trace des pas de Virgile.

Petits poèmes, et de petite ambition ! Mais, de Ronsard, vous ne lisez pas du tout la *Franciade*, une épopée; vous ne lisez pas souvent les grandes odes : vous avez dans la mémoire, où ils chantent, où ils font le bruit d'une source et le bruit d'un cœur, les petits poèmes dédiés à une rose qui ne dure pas, à une tendresse qui passe, à une heure qui emporte un rêve et son emblème de beauté.

Ces petits poèmes sont jolis, par le sentiment discret qui les anime et, sans les exciter à une vive exubérance, les anime pourtant : cela veut dire, leur donne une âme. Cette âme n'est pas, comme il est dit dans les Psaumes de David, *unica et pauper*, seule et pauvre, mais accompagnée de toute une poésie ancienne et perdurable, notre poésie de France. Elle sait éveiller le passé, dont le présent n'est qu'un moment.

Et, à sa mort, au champ d'honneur, Jean-Marc Bernard avait à peine plus de trente ans. Il n'a donné que ses fleurs, avant l'orage.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les plénipotentiaires des Puissances alliées et ceux de la Grande Assemblée nationale d'Angora ont signé le 24 juillet le traité de Lausanne. Ainsi prend fin l'état de guerre qui, juridiquement, existait en Orient depuis le 3 novembre 1915. Jusqu'aux derniers jours, les Turcs ont soulevé des difficultés, montré des exigences inattendues, comme s'ils voulaient donner au monde musulman le spectacle de leur intransigeance et de la patience des Alliés. Ce qui est, chez les Puissances occidentales, intense désir de pacification et esprit de conciliation, ils l'interprètent à faiblesse. La paix de Lausanne consacre les résultats de la défaite des Grecs; la complicité de la Jeune-Turquie dans l'agression allemande, les horribles massacres de 1915, l'écrasante défaite de 1918, le traité de Sèvres qui en était la légitime sanction : tout est aboli; il ne reste plus que le triste fruit de la politique que l'Angleterre a suivie en Orient.

Sur tous les points, les Turcs ont gain de cause. On n'a pas oublié qu'au mois de mai, les Grecs faisaient des préparatifs militaires et concentraient des troupes sur la Maritza; M. Venizelos refusait toute indemnité pour les ravages commis en Anatolie par l'armée hellénique; les Turcs réclamaient quatre milliards de francs. Une rupture semblait inévitable. Le 26 mai, entre Ismet pacha et M. Venizelos, l'accord se fit. Les Turcs renonçaient à une indemnité qui n'aurait été qu'une créance sur les nuées, et obtenaient Karagatch, c'est-à-dire le faubourg d'Andrinople situé sur la rive droite de la Maritza avec le chemin de fer et la gare. Une tête de pont turque en Thrace occidentale, sur la rive droite de la Maritza, c'est, plutôt qu'une menace réelle, un symbole, un encouragement aux résistances des minorités musulmanes englobées dans des États chrétiens; c'est pourquoi les Yougo-Slaves ont refusé de signer le traité. Les Bulgares, de leur côté, se plaignent : le passage du

chemin de fer sur un territoire ottoman, si exigu soit-il, complique encore la réalisation de la promesse, qui leur est faite par le traité de Neuilly, d'un libre débouché économique sur la Mer Égée, par ce même chemin de fer. Voilà, en perspective, des conflits capables de faire naître une nouvelle entente balkanique

Le dernier litige territorial se trouvant résolu par la renonciation des Turcs, au profit de l'Italie, à leur revendication sur l'île de Castellorizzo, il ne restait plus que les clauses économiques et juridiques. Les Alliés arrivaient à la fin des négociations démunis de moyens de pression ou d'échange, et les Turcs pouvaient sans risques faire figure d'intransigeance. Le sort des sociétés étrangères en Turquie; la monnaie en laquelle seront payés les coupons de la dette ottomane; les garanties judiciaires aux étrangers résidant en Turquie : tels étaient les trois principaux points en suspens. Ils importaient particulièrement aux Français dont les intérêts financiers étaient, dans l'ancienne Turquie, largement prépondérants, les entreprises nombreuses et prospères. La résistance du général Pellé, — qui a conduit ces négociations avec une prudence et un sens avisé de l'avenir, — fut énervée par le fléchissement des Anglais et des Italiens. Fallait-il d'ailleurs risquer une rupture *in extremis*, alors que sur des points capitaux on avait déjà cédé et que l'accord entre les Alliés apparaissait incertain et fugitif? Ou bien était-il préférable d'aboutir le plus tôt possible à une liquidation générale qui permettrait de reconstruire sur de nouvelles assises? L'avenir le dira, car cette paix sera, comme les autres et plus que les autres, ce que nous saurons la faire. Pour le moment, la liquidation a pris les proportions d'une faillite. L'œuvre des siècles s'écroule d'un trait de plume; elle s'écroule après notre grande victoire dans la plus formidable des guerres. Les Capitulations sont et demeurent abolies; les étrangers, en Turquie, n'ont plus aucune garantie spéciale. Nos écoles doivent se contenter d'une vague promesse, formulée dans une simple lettre, et se soumettre aux exigences de la loi ottomane. Les sociétés qui ont été lésées pendant la guerre devront s'entendre directement avec le Gouvernement turc. Pour les coupons de la dette, les Alliés demandaient qu'ils fussent payables dans la monnaie prévue au contrat, c'est-à-dire, en livres, dollars, francs, etc., au choix des créanciers; les Turcs déclarent qu'ils ne consentent à payer qu'en francs : un accord ultérieur réglera le mode de paiement. La Chambre de commerce française de Constantinople fait entendre les doléances de

la « nation », si active et si prospère. « La revision du traité de Sèvres, entamée à la première conférence de Lausanne, va s'achever dans la deuxième, et les sinistrés français en sortiront dépouillés et ruinés sans aucun recours contre les auteurs responsables. » Plaie d'argent, dit-on, n'est pas mortelle. Mais tous les fondements historiques de l'influence française dans le Levant : Capitulations, Protectorat catholique, privilèges financiers, avantages économiques, disparaissent ou se transforment ; il faut tout reprendre sur de nouvelles données. La politique de l'avenir est fondée sur la confiance en la justice, l'administration, la civilisation turques.

Dans ce grand naufrage, il faut discerner les erreurs de notre politique, les manœuvres de nos adversaires ou de nos « amis » (c'est souvent tout un !), et le résultat d'une transformation inévitable de la Turquie et du monde musulman. Ni les négociateurs de Lausanne, ni M. Poincaré ne sauraient être rendus responsables d'une situation trop compromise pour qu'ils aient pu réussir à la sauver. Les fautes initiales, nous les avons, après M. Poincaré lui-même, souvent indiquées ici. Deux politiques s'offraient à nous : l'une qui a trouvé son expression dans le traité de Sèvres, consistait à libérer toutes les nationalités non turques de l'Empire ottoman et à ne laisser subsister, sur les plateaux d'Anatolie, qu'une Turquie très diminuée et mise en tutelle ; elle était, après la Grande Guerre et la défaite des Turcs, légitime et logique. Mais elle exigeait l'accord étroit des vainqueurs ; elle fut rendue impossible par l'attitude de l'Angleterre (1) et par la carence des Américains. C'est alors qu'ayant sur les bras, en Cilicie, une guerre onéreuse et sans objet, la France recourut à une autre politique qui se recommandait d'une séculaire tradition d'amitié et d'alliance avec les Turcs : ce furent les accords d'Angora. Fut-ce imprudence du négociateur ou inexpérience de Mustapha Kemal et de ses amis? Toujours est-il que les Turcs considérèrent les accords d'Angora, qui ne pouvaient être qu'un armistice et l'indication générale d'une politique nouvelle, comme une sorte d'alliance qui mettait l'influence française à leur service ; c'était oublier que la France avait d'autres affaires et que les accords d'Angora ne pouvaient être qu'un acheminement à une pacification générale englobant tous les Alliés. La manœuvre turque, en ces derniers mois, a consisté à chercher un

(1) Lisez, par exemple, sur les procédés malveillants des Anglais dès les premiers mois, le témoignage si sincère du comte R. de Gontaut-Biron : *Comment la France s'est installée en Syrie* (Plon, in-16).

rapprochement avec ces mêmes Anglais qui, naguère, lançaient sur Angora l'armée hellénique. Avec leur esprit d'indépendance ombrageuse, les Turcs étaient flattés de montrer aux Français qu'ils ont le choix des amitiés. Le mouvement turcophile qui s'est dessiné en France depuis les accords d'Angora ne serait sans doute jamais parvenu, même si on l'avait abandonné sans contrepoids à ses inclinations, à satisfaire les exigences jalouses du nationalisme turc ; en tout cas, il est avéré que les graves concessions consenties par la France l'ont été sans contre-partie et que nos rapports avec la Turquie d'Angora laissent, pour le moment du moins, beaucoup à désirer.

L'Angleterre, à son tour, ne serait-elle pas dupe de sa manœuvre? Elle a cherché à regagner les sympathies et la confiance des Turcs ; peut-être y a-t-elle réussi; mais ses sacrifices apparaissent aussi lourds que les nôtres. On est stupéfait de constater qu'après avoir commis tant de fautes et compromis leurs relations avec leurs alliés pour s'installer à Constantinople et dans les Détroits, les Anglais signent aujourd'hui un protocole qui oblige les troupes alliées, dont les leurs sont de beaucoup les plus nombreuses, à évacuer complètement Constantinople, Tchanak et les Détroits dans un délai de six semaines après la ratification du traité par l'Assemblée d'Angora, sans que soit stipulée la ratification par les parlements occidentaux. Quelques sceptiques, alléguant certains précédents, se demandent si le Gouvernement britannique ne découvrira pas quelque biais, ne fera pas surgir quelque incident pour rester dans les Détroits. Nous sommes plus confiants dans sa signature. Si l'Angleterre évacue, est-ce parce qu'elle abandonne complètement une affaire mal engagée et qui n'a pas « payé » ou bien a-t-elle adopté quelque autre voie pour parvenir à ses fins? Le désastre de ses méthodes d'hier est complété par l'abdication du patriarche Mgr Meletios Metaxakis, que Londres et Athènes destinaient à réaliser l'union religieuse entre l'anglicanisme et l'orthodoxie grecque, tandis que l'armée hellénique assurerait avec la flotte anglaise la prépondérance britannique à Constantinople et dans les Détroits; il vient de débarquer au Mont-Athos pour y pleurer, dans quelque couvent, l'échec de sa grande idée. La flotte elle-même, en supposant les Détroits pratiquement ouverts, restera sans action sur un Gouvernement décidé à ne pas descendre des plateaux anatoliens. C'est par d'autres voies que l'Angleterre compte reprendre ses projets; elle s'est dégagée de toute compromission avec les Grecs; elle montre aux Turcs l'éternel péril russe. Elle prépare une action économique et financière; la concession

Chester n'a qu'une façade américaine et paraît dissimuler des intérêts anglais. Des manœuvres, dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer, font passer sous le contrôle britannique la Banque des chemins de fer orientaux de Zurich, qui fut jadis le paravent suisse et international de l'entreprise allemande du chemin de fer de Bagdad. Ainsi va s'affirmant en Orient la politique de suprématie économique et financière que poursuit l'Angleterre. Aux chrétiens, les agents anglo-saxons font entendre que la France a trahi leurs intérêts pour s'allier à l'Islam. Aux Turcs on souffle la défiance envers la France, protectrice traditionnelle des chrétiens du Levant. Mais de telles armes sont à deux tranchants ; la défiance invétérée, presque maladive, des Turcs nationalistes envers les étrangers ne fera pas d'exception pour les Anglais, dont les palinodies intéressées sont trop aisées à démasquer pour faire autre chose que des dupes volontaires et transitoires.

Voilà fortement consolidée, sous sa forme nationaliste et anatolienne, la Turquie nouvelle. Les élections récentes donnent à Mustapha Kemal et à ses amis une assemblée dévouée à leur politique et disposée à les soutenir. Les Turcs vont réintégrer Constantinople sans y mettre leur capitale; ils éliminent jalousement toute influence étrangère, ils ont extirpé les éléments non turcs et se disposent à procéder encore à des échanges de populations. Quel sera l'avenir de cette Turquie turque qui est une nouveauté dans l'histoire ? Saura-t-elle créer un État d'un type nouveau et lui assurer la paix et la prospérité? Il est évident qu'elle n'y réussira qu'avec le concours, au moins temporaire, d'étrangers. Les prochains mois montreront si le peuple turc est capable de concevoir une liberté sans exclusivisme, un nationalisme sans oppression des minorités. Il a obtenu toutes les satisfactions et les garanties d'égalité qu'exigeait une fierté nationale honorable, encore que trop ombrageuse; mais l'ère nouvelle qui s'ouvre pour lui ne sera ni sans désillusions ni sans déboires. La France est prête à lui tendre la main; mais elle prétend, à son tour, que ses intérêts et sa dignité soient respectés. Le traité de Lausanne n'est qu'une préface; il s'en faut qu'il règle toutes les difficultés pendantes; il donne aux Turcs les satisfactions de principe qu'ils réclamaient et assure leur indépendance dans le cadre du pacte national; à eux maintenant de reconnaître les avantages d'une collaboration qui ne s'est jamais imposée. S'il existe une Turquie libre, c'est d'abord aux écoles françaises qu'elle le doit. La première chose que nous demanderons à

la Turquie nouvelle c'est de nous aider à restaurer nos écoles en les adaptant aux besoins nouveaux d'une Turquie régénérée et affranchie de liens internationaux qui pouvaient paraître trop pesants à sa fierté nationale. Il faut nous mettre à l'œuvre, sans récriminer sur le passé, et envisager les conditions nouvelles de la concurrence des nations chrétiennes dans le Levant.

La Turquie nouvelle doit être, en Europe et en Asie, un élément de paix : à ce prix seulement les Alliés ne regretteront pas les concessions extraordinaires qu'ils lui ont accordées. Mais il faut bien voir que le monde musulman n'est plus, après la défaite des Grecs et la paix de Lausanne, ce qu'il était en 1914 ou en 1918 ; il a pris l'habitude de regarder, comme vers une source de lumière et d'espérance, vers la seule grande nation musulmane qui soit complètement indépendante. Le succès, en Russie, de la révolution bolchéviste qui affiche un programme menteur de libération des peuples soumis à « l'impérialisme colonial » des Puissances occidentales, a eu aussi, depuis le Maroc jusqu'en Chine et à Java, un profond retentissement. République des Soviets, programme du président Wilson, principe des nationalités appliqué en Europe dans les traités de paix, propagande communiste, victoire turque, traité de Lausanne, tous ces faits et toutes ces idées, dénaturés par des propagandes intéressées, interprétés par des esprits sans critique et des intelligences sans nuances, forment un étrange et dangereux amalgame, un terreau sur lequel peuvent germer et grandir les révoltes et les révolutions. Aux États qui ont signé le traité de Lausanne incombent des devoirs et s'imposent de nouvelles méthodes dans leurs rapports avec les peuples musulmans qu'ils ont assumé la tâche de gouverner et d'élever. Dans l'Afrique du Nord, la France est entrée dans cette voie, où il ne faut d'ailleurs s'avancer qu'avec des précautions et en laissant « du temps au temps. » Le voyage à Paris du bey de Tunis vient de montrer quels rapports de mutuelle confiance la France a su créer entre elle et les États qu'elle protège. Mais pour prévenir les dangers qui peuvent surgir, en Asie surtout, de l'effervescence des esprits et du tumulte des peuples, l'accord étroit de l'Angleterre, de la France et de l'Italie est indispensable. Pour ne l'avoir pas vu, l'Angleterre s'est préparé à elle-même et aux autres nations de terribles difficultés. Du traité de Lausanne se dégage une grande leçon d'entente et de mutuelle condescendance. Puisse-t-on l'apercevoir, et comprendre que c'est la même loi qui domine les négociations qui se poursuivent entre Paris-Bruxelles et Londres pour l'exécution des trai-

tés et le maintien des harmonies nécessaires à la vie des peuples.

Les entretiens diplomatiques, dramatiques dans leur indispensable mystère, sont devenus plus précis et plus serrés. La quinzaine que nous venons de vivre, émouvante comme une veille de bataille, présente des nuances nouvelles qui la distinguent des jours précédents. Jusqu'au 11 juillet, environ, le conflit des deux thèses, l'anglaise et la française, parait irréductible. « Si l'occupation de la Ruhr doit durer jusqu'au paiement intégral, aurait dit lord Curzon, autant dire qu'elle ne finira jamais. » La presse anglaise, dans son ensemble, développe le thème que, par l'occupation de la Ruhr, la France et la Belgique diminuent la capacité de paiement de l'Allemagne et compliquent le problème jusqu'à le rendre insoluble. La presse française riposte que ce qui manque à l'Allemagne ce n'est pas la capacité, mais la volonté de payer. Les objections d'ordre économique des Anglais qui ne croient pas aux « gages productifs » s'aggravent de défiances politiques : quand nous disons sécurité, ils entendent suprématie ; leurs industriels s'inquiètent de l'association du charbon de la Ruhr au minerai de fer de Lorraine. M. Millerand, dans son voyage présidentiel à travers le Massif central, où il recueille les témoignages de la volonté du pays de ne rien céder, affirme avec force, une fois de plus, que « la France est entrée dans la Ruhr non pas pour accomplir je ne sais quel dessein de militarisme dissimulé, d'annexion sournoise, mais avec un seul but nettement affiché et qui sera atteint : se faire payer. » Les milieux financiers et industriels exercent sur le Gouvernement de Londres une pression tenace ; ils agissent sur le franc belge qui tombe à 100 pour une Livre, et sur le franc français qui approche, sans l'atteindre, de 80. L'opinion surexcitée par une longue campagne de presse, réclame une solution rapide et une politique purement britannique. D'adroites manœuvres, conduites dans tous les pays d'Europe, tendent à isoler la France et à provoquer un divorce irrémédiable entre l'opinion française et l'opinion étrangère. A Gothembourg, en Suède, à un congrès de presse, M. Barzilaï déclare que « le monde est las de haïr, » comme si c'était haïr que prétendre être payé : éternel argument du débiteur aux abois qui voudrait apitoyer les âmes sensibles et prévenues! La France est assez riche pour payer toutes les destructions de la guerre et supporter tous les passifs, affirme en Italie M. Gayda et, devant la Chambre des Communes, M. Lloyd George qui n'était jamais tombé aussi bas. La France se relève trop vite ; son industrie, reconstituée avec un outillage moderne, va devenir une

dangereuse concurrente. « La politique présente de la France, clame le *Manchester Guardian*, est opposée à celle de toutes les autres nations. » Le Gouvernement britannique, n'ayant pu arrêter l'action de la France, doit ameuter contre elle l'opinion universelle : voilà la manœuvre ; c'est celle qu'annonçait la *Nouvelle Presse libre* de Vienne dans la phrase si révélatrice que nous avons citée dans la précédente chronique. M. Baldwin, dans sa déclaration du 12, invoque l'opinion mondiale. La presse allemande exulte : c'est la rupture inévitable. En Belgique, une polémique violente se poursuit entre *la Libre Belgique* qui penche vers l'Angleterre et *la Nation belge* qui reste fidèle à l'entente avec la France. Le correspondant londonien du *Berliner Tageblatt* écrit : « Les Anglais sont pacifistes par patriotisme même, car ce n'est qu'à la faveur de la paix qu'ils pourront définitivement conquérir le monde entier. » Le mot du *Tageblatt* complète celui du grand organe israélite de Vienne : tout s'éclaire et s'ordonne.

A partir du 11 juillet, la presse britannique met une sourdine à sa musique. Il s'agit de préparer l'opinion et le Gouvernement français à avaler la pilule que lui prépare lord Curzon. M. Benès, arrivé à Londres après avoir pris langue à Paris, exerce, avec sa droiture et sa franchise coutumières, une action de conciliation ; il insiste pour que les États de l'Europe centrale ne soient pas mis dans la nécessité d'opter entre la France et l'Angleterre : une conciliation entre les deux grandes nations guides de l'Europe est indispensable. Le 12, M. Stanley Baldwin aux Communes, lord Curzon aux Lords, lisent la déclaration tant attendue. Elle est irréprochable de ton, inacceptable de fond. En termes excellents, M. Baldwin insiste sur la nécessité de l'Entente cordiale ; il annonce que le Gouvernement anglais va répondre à la note allemande du 7 juin et présente un projet complet pour les réparations : de la cessation de la résistance allemande pas un mot. La déclaration tout entière n'est, en somme, qu'une préface qui annonce et prépare l'envoi d'un document plus complet, le projet de réponse à la note allemande qui sera envoyé le 21 et sur lequel le Gouvernement britannique consulte ses alliés : « c'est l'exposé des motifs d'une rupture éventuelle, » dit M. Lucien Romier dans *la Journée industrielle*. M. Baldwin se déclare aussi résolu que n'importe lequel des Alliés à obtenir que l'Allemagne répare les dommages qu'elle a causés durant la Grande Guerre, dans la plus large mesure dont elle soit capable. Mais, pour y parvenir, l'occupation de la Ruhr a été un mauvais

moyen. Le Premier affirme que cette opération a été un échec, mais il ne tient compte que du rendement économique et financier actuel de l'occupation; le facteur psychologique et moral n'entre pas en ligne de compte pour l'Angleterre « nation commerciale. » Si d'ailleurs il était démontré, — ce qui est le contraire de la vérité, — que l'expérience de la Ruhr a échoué, il resterait à prouver que l'échec n'est pas dû aux encouragements que l'attitude de l'Angleterre a donnés à la résistance allemande. Quand le *Times* affirme que l'Angleterre a « accordé à l'expérience française un examen patient, » il oublie qu'en proclamant sa neutralité et en affirmant dès la première heure qu'elle ne croyait pas au succès, l'Angleterre, notre alliée, s'est rangée du côté de l'Allemagne, elle a soutenu sa résistance, entretenu ses espérances. Et, si elle s'irrite aujourd'hui et s'impatiente, ne serait-ce pas qu'au gré de ses désirs, l'expérience a trop bien réussi? Et c'est le grand vice de la thèse de M. Baldwin.

La première partie du discours du Premier ministre, où il affirme la solidarité nécessaire des deux grandes nations qu'il considère comme particulièrement responsables de la paix européenne, a été très applaudie par les conservateurs; au contraire, à mesure que l'orateur critique la politique franco-belge et préconise « une enquête sur la capacité de paiement de l'Allemagne par un comité impartial, » c'est sur les bancs de l'opposition qu'il recueille des approbations. Significative aussi est la campagne du *Daily Mail* qui publie d'innombrables lettres de ses lecteurs suppliant le Gouvernement de ne pas rompre l'entente avec la France, de l'aider au contraire et de rester à ses côtés en face de l'Allemagne. Le *Daily Mail*, qui vend chaque jour 1 800 000 numéros, se sent en communion avec une forte partie de l'opinion des classes moyennes. Les conservateurs, c'est-à-dire le parti qui a la majorité aux Communes et dont le chef est M. Baldwin, ne paraissent pas disposés à se séparer de la France. Ils s'irritent de constater l'influence politique de la finance internationale et celle de l'opposition travailliste. La menace, très voilée dans le discours du Premier ministre, mais nettement exprimée par une partie de la presse, d'entamer avec l'Allemagne une négociation séparée si la France rejetait les propositions anglaises, ne doit pas nous émouvoir. On ne voit pas en quoi une pareille négociation hâterait la solution du problème des réparations. S'il était démontré que l'Allemagne peut et veut payer ce qu'elle doit à l'Angleterre, est-ce que les autres nations intéressées ne seraient

pas fondées à exiger d'elle que les paiements soient répartis au prorata de l'importance des créances? Si l'Angleterre redoute que la puissance française ne s'établisse à demeure dans la Ruhr et en Rhénanie, est-ce qu'elle ne prendrait pas, si elle signait un accord particulier avec l'Allemagne, le moyen infaillible de nous obliger à renforcer, à stabiliser, peut-être à étendre notre occupation? Quant aux dettes interalliées, l'Angleterre ne peut pas ignorer que, si l'Allemagne ne les paie pas, elles resteront impayées. Une entente avec l'Allemagne ne ferait que reculer l'échéance du règlement général des réparations, où il faudra bien tôt ou tard en venir. Sans parler des raisons d'honneur et de moralité, il y a des raisons matérielles puissantes qui suffiraient à détourner l'Angleterre d'un accord séparé avec l'Allemagne.

L'avantage politique que la France et la Belgique se sont assuré en prenant l'initiative et la responsabilité d'occuper la Ruhr, l'Angleterre à son tour cherche à le leur ravir en proposant son plan de réparations. L'opinion anglaise a vu dans le discours de M. Stanley Baldwin et dans l'exposé de son programme un réveil de l'initiative britannique que tous les partis approuvent. « Britain takes the lead! » s'écrie la *Westminster Gazette*. L'Angleterre se met à la tête des nations qui veulent rétablir la paix européenne. Au point de vue diplomatique, voilà le fait dominant. L'attitude de spectateur morose qu'avait pris le cabinet Bonar Law irritait la fierté britannique; M. Baldwin a cessé d'attendre ou de suivre; il a adopté une ligne de conduite à lui, « avec un sens profond de ses responsabilités envers la nation et le monde entier » (*Times* du 14); il s'y tiendra avec l'espoir de voir la France se rallier à ses propositions. En tout cas, il a repris le gouvernail et, pour le moment, c'est l'essentiel. L'Angleterre, satisfaite sur ce point, sera plus encline à se prêter à des amendements qui permettraient de réaliser l'entente.

A Senlis, le 15 juillet, M. Poincaré, inaugurant un monument aux martyrs assassinés par les Allemands en août 1914, s'est lui aussi tourné vers l'opinion mondiale et il a, une fois de plus, mais avec quel éclat, quelle force de logique et quel accent d'honnêteté et de sincérité! établi le bon droit de la France et montré que ce n'est pas l'occupation de la Ruhr, mais la mauvaise foi et la résistance des Allemands qui troublent l'Europe. L'Allemagne succombe sous le poids de ses fautes; l'occupation de la Ruhr, en établissant une collaboration économique entre elle et ses créanciers principaux, aurait pu la conduire dans la voie du salut; la France souhaite autant que

l'Angleterre le maintien et la consolidation de l'Entente, mais elle n'a plus de concessions à faire. Les discours de M. Poincaré, si pleins et si serrés, ne s'analysent pas; il faut les lire; celui de Senlis le 15, celui de Villers-Cotterets le 22, achèvent de délimiter la position française et de la renforcer.

Le texte du document britannique est parvenu à Paris et à Bruxelles le 21. Il est resté rigoureusement secret. Il comprend deux parties : un projet de réponse à la note allemande du 7 juin et une lettre d'envoi explicative qui est, en définitive, le document principal puisqu'il définit et précise le plan que le Gouvernement soumet à ses alliés. La presse anglaise nous a révélé que le texte primitif, rédigé par lord Curzon, a été amendé par M. Baldwin, discuté et modifié en Conseil des ministres. Si l'on en croit la presse anglaise, le projet de M. Baldwin donnerait une satisfaction plus ou moins explicite à la France en invitant l'Allemagne à mettre fin à sa résistance passive. Il indiquerait l'utilité d'une évaluation nouvelle de la capacité de paiement de l'Allemagne; mais ici, tout est question de nuances. Il est vain d'évaluer la capacité actuelle de paiement de l'Allemagne; nous connaissons sa population, le chiffre des impôts, le budget, le nombre d'usines et d'hectares cultivés; il est facile d'en inférer des données suffisantes sur la capacité de travail et de production de l'Allemagne; et c'est cela seulement qui importe. Le jour où elle le voudra, l'Allemagne peut, comme entrée de jeu, payer par an cinq ou six milliards de francs papier, correspondant à l'intérêt des sommes déboursées par la France pour les réparations, sans préjudice de la priorité belge et de l'annuité que l'Angleterre s'est engagée à payer aux États-Unis. Les chiffres sont loin d'avoir, pour le moment, l'importance qu'imaginent les Anglais; ce qui est essentiel, c'est de faire naître chez les Allemands la volonté de payer et le ferme propos de mettre de l'ordre dans leurs finances.

La presse anglaise, depuis quelques jours, parle avec insistance de l'expérience heureusement réalisée par la Société des Nations pour l'Autriche et suggère d'appliquer à l'Allemagne, sur une plus large échelle, la même méthode. Peut-être trouve-t-on un écho de ces suggestions dans le projet de M. Baldwin. Mais l'Autriche n'a que six millions d'habitants et elle a surtout un chef de Gouvernement honnête et résolu à sauver son pays. La presse allemande, de son côté, discute l'opportunité de l'entrée du Reich dans la Société des Nations. Faut-il là encore trouver une indication?

L'économiste anglais bien connu, M. W. T. Layton, revenant de Berlin, pose nettement le problème du contrôle des finances allemandes, et ne paraît pas douter qu'il soit possible de les renflouer sans trop de peine ; il croit l'Allemagne résignée à accepter une telle ingérence pour éviter de pires calamités. Sir Maes Harvey, le professeur Gilbert Murray viennent eux aussi de publier dans le *Times* des lettres qui donnent la même note. Lord Curzon, de son côté, a eu des entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne. Signes des temps. Le contrôle des finances allemandes conduirait les Alliés dans une voie difficile, mais qui aurait du moins l'avantage de les mener d'abord à rétablir entre eux une entente étroite.

Quoi qu'il en soit, n'attendons pas une solution à très brève échéance. Le document britannique demande une étude approfondie; la réponse sera mûrement étudiée et prendra sans doute la forme d'un contre-projet. Le désir d'entente qui anime M. Poincaré est égal à celui dont fait montre M. Stanley Baldwin ; souhaitons que, sur les moyens d'y parvenir, les divergences ne se révèlent pas trop profondes. Si désirable que soit l'accord, la France n'a pas de concessions de fond à faire pour le réaliser. On possède, à Londres comme à Paris, à Rome comme à Bruxelles, les éléments nécessaires à toutes les décisions qu'il serait utile de prendre. Les enquêtes ne sont que des prétextes ou des manœuvres. « Est-ce donc si difficile, s'écriait M. Poincaré à Villers-Cotterets, de fournir aux Gouvernements alliés les éléments d'une instructive comparaison et les motifs d'une décision équitable? Ne suffit-il pas d'une visite dans l'Aisne suivie d'un voyage dans la Ruhr ? » Le même jour, au bois Belleau, célébrant avec le maréchal Foch l'héroïsme des soldats américains, le sénateur David A. Reed, de Pennsylvania, disait : « Chez ces hommes qui sont morts ici, la grandeur a prévalu ! » Que ce beau mot soit aujourd'hui notre conclusion!

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

LOUIS XIV

IV [1]

ENTRE L'AIGLE ET LE LION

LA REVANCHE FRANÇAISE

Comme les cathédrales du moyen âge, le château de Versailles est un monde de symboles.

A l'entrée de la grande cour, de chaque côté de la grille dorée et fleurdelysée, il y a, sur des pylones, des groupes de statues allégoriques, dont le sens est complètement perdu pour la postérité oublieuse, mais qui parlaient le langage le plus net et le plus exaltant aux Français, contemporains de Louis XIV.

Le groupe de droite, œuvre de Marsy, représente une Victoire ailée assise sur le large dos d'un géant agenouillé, tenant d'une main une couronne et tendant l'autre vers une gerbe de palmes que lui présente un petit génie, ailé, lui aussi, comme un Cupidon. Des trophées de cuirasses et d'étendards l'environnent. Elle pose son pied sur l'aile d'un aigle abattu devant elle. L'autre groupe, qui lui fait face, et qui est de Girardon, répète à peu près cette composition. Même Victoire ailée, dans la même attitude, sauf que la main tendue élève plus haut la couronne. Le géant captif, sur le dos duquel elle est assise, a les bras garrottés. Enfin elle pose son pied sur la patte et sur le cou d'un lion couché devant elle. Tout cela est parfaitement noble, mesuré, empreint d'une grâce souriante, qui exclut tout sentiment bas, toute arrière-pensée de haine ou d'orgueil

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet et du 1er août.

brutal. C'est la traduction plastique de deux faits glorieux pour la France : voilà tout.

Et, en effet, le groupe de droite symbolise la victoire française sur l'Aigle germanique, le groupe de gauche, la victoire sur le Lion de Castille. L'Empire et l'Espagne, voilà les deux grands ennemis de la France, à cette époque. Les réduire l'un et l'autre, ce sont les deux grandes idées directrices du règne de Louis XIV. De sorte que ces deux groupes de statues, par où s'ouvre le château de Versailles, sont en quelque sorte le portique triomphal par où s'ouvre son histoire. Elles résument et elles figurent l'effort persévérant d'une nation guidée par un homme de génie et de volonté.

Laissons-là les images allégoriques et voyons le fond des choses.

Dès que Louis XIV se pencha sur une carte d'Europe, il comprit quel double problème s'imposait à lui : déloger l'Espagne des possessions héréditaires par où cette Puissance à peine européenne était parvenue à nous encercler et, en même temps, briser son union avec l'Empire, union qui, jusque-là, avait fait sa force et qui pouvait devenir un danger pour la France et pour l'Europe. Grâce à cette union, notre frontière du Nord-Est, la plus vulnérable, était perpétuellement menacée. Notre ligne de défense ne dépassait guère la Somme ; la vallée de l'Oise restait ouverte et Paris toujours à la merci d'un envahisseur. Non seulement la Flandre et la Franche-Comté étaient, comme le Roussillon, des centres d'espionnage, des nids d'intrigues anti-françaises, mais, par la Franche-Comté, l'Allemagne avait un pied chez nous. Nous oublions aujourd'hui que toutes ces provinces limitrophes de la France, le Brabant, le Hainaut, le Limbourg, le Luxembourg, la Franche-Comté, tous ces territoires devenus espagnols par héritage, étaient, en réalité, des terres d'Empire. Lorsque Louis XIV mit le siège devant Besançon, la ville se réclama de son titre de cité impériale. Et ainsi Allemands et Espagnols étaient pour nous un seul et même ennemi. Ils formaient, en ce temps-là, les deux têtes de l'Aigle germanique. Par l'accession de Charles-Quint à l'Empire, les deux peuples avaient été réunis quelque temps sous le même sceptre. Mais ses successeurs maintinrent l'union hispano-allemande. Les mariages autrichiens des Infantes et des Rois Catholiques

resserraient cette alliance à chaque nouveau règne. D'ailleurs, le roi d'Espagne, qui s'intitulait toujours Duc de Bourgogne, était, pour toutes ses possessions continentales, le vassal de l'Empereur.

Mais les deux compères, — le Catholique et le Césaréen, — même réunis, faisaient assez piètre figure, en cette seconde moitié du XVIIe siècle, devant le Christianissime. A eux seuls, ils n'étaient pas très redoutables, bien que l'Espagne, de l'aveu même de Colbert, fût encore le pays le plus riche du monde. Si elle avait eu un meilleur gouvernement, elle aurait pu soudoyer des troupes nombreuses et aguerries, acheter des complicités dans toute l'Europe, donner des armées à l'Empereur. Mais l'Empire et l'Espagne unis pouvaient du moins former des coalitions puissantes et paralyser finalement l'action française. La grande affaire, pour Louis XIV, était d'empêcher ces coalitions, ou de concentrer, à de certains moments, des forces suffisantes pour leur tenir tête.

En tout cas, même en supposant que l'Espagne et l'Empire demeurassent en repos momentanément, il y avait toujours à craindre de leur part de communes entreprises, ou des tentatives isolées pour récupérer ce que l'une et l'autre avaient perdu par les traités de Munster et des Pyrénées, — et cela avec une frontière ouverte du côté du Nord et de l'Est. La France ne pouvait pas se résigner à cette situation précaire. C'est l'honneur de Louis XIV de l'avoir compris, et c'est ce dont les Français ne lui seront jamais assez reconnaissants. Dans toutes les guerres qui vont sortir de cette nécessité de créer et d'assurer nos frontières, il ne s'agit que par convention de langage de « la gloire » du Roi : il s'agit, en réalité, de la vie de la nation. Louis XIV peut bien parler, à tout instant, ou laisser parler de « sa gloire ; » il était un esprit assez positif pour n'être pas dupe des mots et savoir ce que cela signifiait. D'ailleurs il excellait à cacher sous des apparences frivoles les projets les plus sérieux. Cette frivolité feinte était un des ressorts de sa politique.

Il est stupéfiant que la plupart nos historiens aient l'air de ne rien comprendre à tout cela, qu'ils s'unissent à l'étranger pour reprocher à Louis XIV ce qu'ils appellent des guerres de conquêtes, lesquelles n'étaient, en vérité, que des guerres de défense nationale. La France du XVIIe siècle le sentait forte-

ment : il lui fallait, une bonne fois, se libérer de la double menace qui pesait sur elle, réduire l'Aigle et le Lion, ou, tout au moins, les tenir en respect.

***

Essayons de pénétrer plus avant dans la pensée du Roi, lorsque, dès le début de son règne personnel, avec Le Tellier, Louvois et Lionne, il s'attaqua au problème extérieur. Dans quels sentiments, sous l'influence de quelles idées engagea-t-il la lutte ?

A l'égard de l'Empire, il nourrit un dédain à peine dissimulé. Le fait est que, depuis les traités de Westphalie, l'Allemagne se trouvait dans une situation peu brillante. Quant à l'Empereur, mal obéi de la Diète Germanique, occupé à repousser le Turc qui l'assaille jusque dans sa capitale, d'ailleurs fort démuni d'hommes et d'argent, le Roi Très Chrétien le regarde, lui aussi, d'assez haut. Qu'est-ce que c'est que ce pauvre souverain électif, qui prétend avoir le pas sur le Roi de France, monarque héréditaire, légitime héritier de Charlemagne? Car enfin Charlemagne était empereur des Francs et non empereur d'Allemagne. Un peu avant la guerre de Dévolution, un livre parut, sous les auspices du Gouvernement français, qui était intitulé : *Des justes prétentions du Roi sur l'Empire*. On y lisait ces phrases vraiment significatives et représentatives de tout un courant d'opinion : « La plus grande partie de l'Allemagne est le patrimoine et l'ancien héritage des princes français. *Charlemagne a possédé l'Allemagne en tant que Roi de France et non en tant qu'Empereur.* » Louis XIV, dans ses instructions au Dauphin, a d'ailleurs pris la peine de s'expliquer lui-même, à ce sujet. Avec un beau sentiment de fierté nationale, en grand Français, il affirme ses droits et ses titres en face de l'Empire germanique. A propos d'une chicane d'étiquette suscitée par l'Empereur, il écrit ceci : « Ce trait de vanité ridicule m'oblige à vous faire ici remarquer... combien ces Empereurs, dont vous entendez parler dans nos histoires modernes, sont éloignés de la grandeur de ceux *dont nous tirons notre origine* et par quelle voie l'Empire est tombé dans cet abaissement. Car enfin, lorsque *le titre d'Empereur fut mis dans notre maison*, elle possédait à la fois la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la meilleure partie de l'Espagne.. Mais

la splendeur de cette dignité fut premièrement diminuée par les partages qui se faisaient entre les Fils de France, et, bientôt après, nous la perdîmes entièrement par l'affranchissement de la branche qui régnait alors en deçà du Rhin. Car, dès lors que les Allemands s'en furent une fois emparés, ils travaillèrent à nous en exclure pour jamais, en éteignant le droit de succession qui nous y rappelait et en rendant l'Empire électif. »

Ainsi l'Empire germanique n'est qu'une usurpation sur la couronne de France. Entre les mains des usurpateurs, la dignité impériale s'est avilie, au point de n'être plus qu'une ombre vaine : « Car enfin, dit le Roi, cette partie de l'Allemagne où la puissance des Empereurs s'est maintenant bornée, n'est qu'un léger démembrement de l'ancien Empire d'Occident : leurs résolutions les plus importantes sont soumises aux délibérations des États de l'Empire ; leur élection est sujette à l'embarras des brigues et à toutes les conditions qu'il plaît aux électeurs de leur imposer; la plupart des terres de leur dépendance ont des maîtres particuliers... Les villes mêmes qui lui sont le plus affectées ont des droits si approchants de la liberté que, si les Empereurs n'avaient point de seigneuries héréditaires, ils ne seraient souverains qu'en imagination... » Et Louis XIV de conclure, non sans un légitime orgueil : « Je ne vois donc pas, mon fils, par quelle raison des rois de France, rois héréditaires et qui peuvent se vanter qu'il n'y a, aujourd'hui, dans le monde, sans exception, ni meilleure maison que la leur, ni puissance plus grande, ni autorité plus absolue, seraient inférieurs à ces princes électifs... »

Vaines rivalités d'autocrates ! dira-t-on. Ce serait une naïveté que de le croire. Ce qui est en question ici, ce n'est pas la préséance du Césaréen sur le Christianissime, — ce sont les droits de la France opposés à ceux de l'Allemagne.

L'Empire, tel que l'Allemagne l'a fait, ne rappelle que de très loin l'Empire romain, dont il se réclame et qu'il prétend continuer. En réalité, ce grand Empire est mort. C'est à la France qu'il appartient de le ressusciter, — et cela sans invoquer ses droits incontestables, uniquement par la force de ses armes... Que c'est curieux ! A un certain moment, au début du règne de Louis XIV, il y eut non seulement un courant impérialiste très fort, mais la Rome antique fut à la mode, comme elle le devint plus tard, au temps de David et de la

Révolution. On reprend les emblèmes de la République et de l'Empire. On voit reparaître, au fronton des portails et des arcs de triomphe, dans la peinture comme dans la sculpture, les étendards des vexillaires romains, avec le S. P. Q. R. traditionnel, les bucrânes, les trophées de casques et de boucliers. Le Roi est représenté en Empereur romain, avec les cnémides et la cuirasse de l'Auguste du Vatican. Les artistes semblent s'appliquer à rejeter tout ce qui rappelle le moyen-âge. Plus d'écussons, ni de lourdes couronnes. Plus de bêtes héraldiques. Les armes du Roi se réduisent aux trois fleurs de lys symboliques. La plupart du temps, son emblème, c'est un Soleil irradiant. Bon pour des Allemands ou des Espagnols de conserver le vieux fatras gothique, vestige honteux d'une barbarie agonisante. Le Roi de France, par dessus le moyen-âge, veut renouer la grande tradition de l'Occident, reprendre la grande pensée civilisatrice de la Grèce et de Rome : il est le Dieu-lumière, il est Apollon bien plus que le Sire des Fleurs de lys.

En effet, le Roi, comme ses artistes, réagit tant qu'il peut contre le moyen-âge. Il déteste la féodalité parce qu'elle a morcelé l'Empire. Lui, le restaurateur de l'unité, il est l'ennemi né de tout ce qui est féodal. C'est la féodalité qu'il combat sous le masque de l'Allemagne et de l'Espagne... Et cependant, pour aider à refaire l'unité, ce Latin subtil et positif saura profiter des complications féodales, des ramifications des fiefs, qui lui permettront de revendiquer et de rattacher à la couronne certains domaines. Louis XIV, souverain moderne, redeviendra un suzerain médiéval, quand l'intérêt de la France l'exigera. Il achèvera la ruine de la féodalité par la féodalité elle-même. Bel exemple de cette souplesse de pensée et d'action, qui sait s'accommoder à toutes les nécessités et qui n'a pas peur de se contredire elle-même, du moins en apparence, du moment qu'une utilité certaine est en jeu.

Voilà dans quels sentiments et dans quelles idées Louis XIV se prépara à la lutte contre l'Allemagne. L'Empire, selon lui, doit disparaître, ou, tout au moins, être rendu inoffensif par la division de ses membres. Et l'Empire des Francs doit reconquérir sa limite naturelle, qui, du côté du Nord et de l'Est, est le Rhin.

Ce ne sont point là des projets mégalomanes éclos dans la cervelle de Louis XIV. Depuis près de cent ans, la politique de

la France était orientée en ce sens. Les étrangers en convenaient. Ils ne voyaient en Louis XIV que l'homme heureux qui réalise ce que ses devanciers n'ont pu exécuter. Dans son pamphlet, écrit au moment de la guerre de Flandre, *Le Bouclier d'État et de Justice, contre le dessein manifestement découvert de la monarchie universelle*, le baron de Lisola, Franc-Comtois, dévoué à l'Espagne et à l'Empire, affectait de considérer le Roi Très Chrétien uniquement comme l'élève et l'exécuteur testamentaire de son aïeul Henri IV : « Tout ce que ce grand Roi avait conçu dans son idée, celui-ci le veut éclore par les armes... » Les contemporains prêtaient au même Henri IV le dessein « de rendre à la France ses premières bornes et il voulait étendre la monarchie du côté de l'Orient jusqu'au Rhin, du côté du Midi jusqu'aux Pyrénées et enfin, du côté du Septentrion, jusqu'à l'Océan... Tout ce qui parle naturellement français, disait-il, doit être sujet du Roi de France. » Et pourtant on n'a jamais accusé le Vert-Galant, l'homme de « la poule au pot » de mégalomanie ou de folie conquérante! Pourquoi tant de rigueur contre l'héritier de sa couronne et de ses desseins politiques? Les hommes les plus avisés et les plus prévoyants de la nation se ralliaient à ce programme royal. Mézerai lui-même, l'exact et prosaïque Mézerai, affirmait, dans son Histoire, que la Monarchie française doit recouvrer les limites de l'ancienne Gaule. Nos hommes politiques d'aujourd'hui qui proclament la nécessité pour nous, d'occuper au moins la rive gauche du Rhin, suivent la leçon de Louis XIV et de ses devanciers. Si le Grand Roi fut coupable en cela, il faut que la République le soit aussi. En réalité, Louis XIV, en soutenant par les armes les droits de sa femme sur la Flandre française, n'a fait qu'exaucer le vœu de la France entière. Il y apporta d'ailleurs les sages tempéraments, dont sa prudence naturelle ne tarda point à s'aviser.

***

Avec l'Espagne, la situation était un peu plus délicate et compliquée qu'avec l'Empire.

Louis XIV avait à venger contre elle non seulement des injures nationales, mais des affronts personnels, toute une longue suite d'humiliations. Enfin nous avions une revanche à prendre contre nos voisins du Sud.

Très longue et très ancienne, en effet, était la liste des griefs

nationaux et des ressentiments du Roi contre les Espagnols. Depuis plus d'un siècle, ceux-ci avaient accumulé contre nous les violences et les mauvais procédés : captivité de François Ier, insolence et agressions de Charles-Quint, essais de démembrement de la France par Philippe II et ses successeurs, la guerre civile fomentée partout, la Ligue sur le point de donner la couronne de France au Roi Catholique... Dans tous les troubles du royaume, on découvrait la main de l'Espagne. Pendant la Fronde, le baron de Watteville, Franc-Comtois, lui aussi, comme Lisola, avait noué des relations et traité, au nom du Roi d'Espagne, avec les frondeurs bordelais. Le cabinet de Madrid, en s'efforçant de soulever le Midi de la France, tenta encore une fois de rompre l'unité française. Le Parlement de Paris et les Princes, qui n'en étaient pas à leur première trahison, faillirent alors se jeter dans les bras de l'Espagne... Ajoutons que, malgré ses victoires et le Traité des Pyrénées, la France demeurait toujours encerclée par sa voisine, alliée et vassale de l'Empire. Occupant la Sicile et le royaume de Naples, l'Espagne est maîtresse, quand elle le veut, de la Méditerranée occidentale. Par le Milanais, elle tient l'Italie du Nord. Par la Franche-Comté, le Luxembourg, les Pays-Bas, elle entre chez nous. Elle peut ainsi nous créer mille embarras. Sans cesse, elle nous espionne, se mêle de nos affaires. Ses diplomates, ses vice-rois et ses gouverneurs vont et viennent à travers la France. Il leur faut des passeports pour traverser le royaume, souvent une escorte d'honneur. Il faut recevoir, selon les règles d'un protocole toujours obscur, des gens extrêmement pointilleux sur les questions d'étiquette et de préséance. Et ces hôtes encombrants ne sont même pas toujours polis.

Qu'on lise, à ce sujet, dans les Mémoires de la Grande Mademoiselle, le récit de la réception de Don Juan d'Autriche par la Reine-Mère, on sera édifié sur la morgue castillane : « La Reine, dit Mademoiselle, lui donna la main, à la mode d'Espagne. Elle lui parla toujours en espagnol. Elle l'appela « mon neveu » (ce bâtard!) Après avoir causé quelque temps, elle se tourna vers Monsieur et moi, qui étions derrière elle, et lui dit : « Voilà mon fils! » Il tira un peu le pied, car ce qu'il fit ne peut pas s'appeler une révérence. Lorsque nous vîmes cette fierté, nous fûmes fort fâchés, Monsieur et moi, de lui en avoir fait d'effectives... » Le lendemain, pour aller à la foire, Monsieur lui fait

donner ses gardes : le bâtard passe devant la boutique où étaient Monsieur et Mademoiselle, sans daigner leur dire un mot. Et la naïve et vaniteuse fille de Gaston d'Orléans ne peut se tenir d'ajouter : « Cela nous surprit. Car il devait bien remercier Monsieur de l'honneur qu'il lui faisait de lui envoyer ses gardes. Quant à moi, il pouvait bien aussi me faire quelque civilité... »

Le Roi, comme tous les Français d'alors, supportait péniblement ces hauteurs. Il était las et exaspéré d'entendre sa mère, Espagnole dans l'âme, faire continuellement l'éloge de l'Espagne et de tout ce qui venait de ce pays-là. Elle en avait plein la bouche. On se souvient de la pique qu'il y eut, à ce propos, entre le Roi et sa mère, lors du voyage de la Cour à Lyon, en 1658. Mademoiselle, qui se trouvait dans le carrosse de Leurs Majestés, nous a photographié la scène en un instantané des plus suggestifs et des plus frappants : le jeune souverain voulant se battre contre son oncle, terminer la guerre par un combat en champ clos, et criant bien haut que tous ceux de la Maison d'Autriche n'étaient que des poltrons...

Le plus irritant, pour lui, ce furent les « dégoûts, » — c'était l'expression du temps, — dont les Espagnols l'abreuvèrent, à l'occasion de son mariage. Tous les Français, d'ailleurs, quels qu'ils fussent, autant que leur souverain, avaient à pâtir de cet orgueil insupportable. Les Grands d'Espagne, se croyant supérieurs à toute la noblesse du monde, ne savaient qu'inventer pour mettre des barrières entre eux et le reste de l'humanité. Lors de la Conférence de l'Ile des Faisans, don Luis de Haro prétendit avoir le pas sur Mazarin, pourtant prince de l'Église. « Pour s'en défendre, dit Brienne, le cardinal allégua sa dignité et l'usage introduit. Don Luis soutint, au contraire, que ce n'était point avec un cardinal qu'il avait à négocier, mais avec un ministre du Roi de France. Mazarin, ne sachant ni soutenir sa dignité, ni celle de son maître, convint de l'égalité, qui pouvait être contestée et gardée sans être reconnue... » Il faut bien avouer que ces perpétuelles chicanes avaient mis les nerfs des Français à une rude épreuve.

Pour ce qui est de Louis XIV, on commença par lui faire sonner bien haut l'honneur d'épouser une Infante. Après cela, on eut l'air d'hésiter à la lui accorder. Enfin, quand le projet d'union fut accepté à Madrid, on imagina une foule de moyens dilatoires : on prit plaisir à berner le Français.

Dès le mois de septembre 1659, le Roi arrivait à Bordeaux pour épouser sa cousine. Mais le contrat de mariage n'était pas au point. Mille difficultés, toutes plus épineuses les unes que les autres, surgissaient quotidiennement du fait de don Luis de Haro. On pria Louis XIV de s'aller promener, jusqu'à la complète mise au point du contrat. On le laissa sous le coup d'une menace de rupture. Pendant que son ministre disputait contre la ruse castillane, il dut passer près d'une année à courir le Midi, attendant le bon plaisir du Roi Catholique, errant de Bordeaux à Toulouse, de Toulouse à Avignon, à Aix, à Toulon. Finalement les diplomates s'accordèrent, et la date du mariage fut fixée au mois de juin de l'année suivante.

Ce n'était pas fini. Dès le mois de mai, voici les deux cours en présence : celle d'Espagne à Saint-Sébastien, celle de France à Saint-Jean de Luz. Les froissements se multiplièrent. Tandis que, pour la circonstance, les Français avaient mis toutes voiles dehors, — rubans, dentelles, bijoux, chamarres et panaches, — les Espagnols affectèrent une mise des plus simples. Complètement vêtus de noir, ils semblaient être en deuil, comme si le mariage de l'Infante était pour eux un désastre national : du moins les Français en jugèrent ainsi et ils en furent très froissés. Ceux d'Espagne se moquaient d'eux et de tout leur luxe de parvenus. Quand don Luis de Haro vit le pompeux équipage des gentilshommes qui accompagnaient Mazarin, il ne put se tenir de lui glisser à l'oreille : « Ils vont se ruiner ! — Ils ruineront les marchands ! » répondit assez pauvrement le cardinal... Enfin, ces fiers hidalgos refusaient de frayer avec les ducs et pairs de l'autre côté de l'eau. Lors du mariage par procuration, — à Fontarabie, et non à Saint-Sébastien comme le répètent certains historiens, — aucun Français ne fut invité à la cérémonie. Mademoiselle dut y aller incognito. Autoriserait-on d'autres personnes à s'y rendre, dans les mêmes conditions ? Cela devint une affaire d'État. Le Conseil en discuta, trois ou quatre heures durant, dans la chambre du cardinal. Monsieur, curieux comme une femme, grillait d'envie d'aller à Fontarabie avec sa cousine. On le lui interdit formellement, parce qu'aucun personnage de la Cour d'Espagne n'avait daigné venir visiter la Cour de France.

Dans l'église de Fontarabie, nulle place n'avait été réservée pour les Français, pas même pour l'évêque de Fréjus, Onde-

dei, qui devait lire l'acte de procuration. Bien plus : on négligea de l'avertir de l'heure de la messe. C'est un frère de Lenet, le représentant de Condé, en Espagne, l'abbé Lenet, qui dut aller quérir l'évêque en son logis. Celui-ci entra dans l'église sans huissier, ni maître de cérémonies, en dérangeant tout le monde... Bref, en toute occasion, les Espagnols affectaient de traiter les Français en parents pauvres.

Louis XIV et sa mère n'obtinrent pas plus d'égards que leurs sujets. Anne d'Autriche était toute joyeuse de retrouver enfin son frère, après une si longue séparation. Avec un grand élan de cœur, elle s'avança au-devant de Philippe IV : celui-ci, la mine hautaine, répondit très froidement à la tendresse de sa sœur. Il avait l'air de ne voir personne autour de lui : « Le roi d'Espagne, dit un témoin oculaire, pencha la tête vers les cheveux de la Reine, sa sœur, il ne la baisa point du tout, ni ne fit rien d'approchant de cela... Ce n'était point par froideur, ni par défaut d'amitié. Au contraire, ils avaient tous deux les larmes aux yeux de la joie de se revoir. *Mais c'est que la gravité et la coutume d'Espagne portent cela.* » Ces explications ne touchaient personne, du côté français. Le sentiment du public est assez bien indiqué par Mme de Motteville, qui déclare que « l'attitude froide et *dédaigneuse* du Roi fit très mauvais effet. »

Autre détail, auquel les Français prêtèrent encore une signification blessante. Dans la salle de la Conférence, la ligne de la frontière était marquée sur le plancher. Philippe IV, en restant en deçà, affirma nettement sa volonté de ne pas sortir de son royaume, de ne pas faire même un pas au-devant du Roi de France.

Les échanges de cadeaux donnèrent lieu à de pareils froissements. Louis XIV s'était réellement mis en frais. Il envoya à sa fiancée un superbe nécessaire de toilette, — décrit complaisamment par Mademoiselle : « C'était, dit-elle, un assez grand coffre de calembour, garni d'or, où il y avait tout ce que l'on peut imaginer de bijoux d'or et de diamant, comme des montres, des heures, des gants, des miroirs, boîtes à mouches, à pastilles, petits flacons de toute sorte, étuis à mettre des ciseaux, couteaux, cure-dents ; de petits tableaux de miniature à mettre dans un lit, des croix, des chapelets, des bagues, des bracelets, des crochets de toute sorte de pierres, un de grand prix ; un plus petit coffre où étaient des perles, des pendants

d'oreilles de diamant et une boîte pour les pierreries de la Couronne... Enfin, on croira aisément que jamais on n'a vu un présent si magnifique, ni si galant. » — « Il y avait, dit l'abbé Montreuil, pour 350 000 livres de pierreries. M. le duc de Créquy en était le porteur. L'Infante n'ouvrit point la cassette, la donna à sa dame d'honneur et mit les deux clés dans sa poche... » On n'est pas plus malgracieuse.

De son côté, la Reine-mère avait offert à son frère, Philippe IV, « une pendule sonnante garnie de diamants. » Celui-ci, en retour, se borna à lui envoyer quelques paires de gants d'Espagne. La Reine elle-même trouva le cadeau un peu chiche.

Après ces petits froissements ou ces affronts immédiats, qui s'ajoutaient à une longue série de vexations, d'attaques sournoises ou violentes, on conçoit que Louis XIV ne portât point son beau-père ni les Espagnols dans son cœur, et qu'il eût hâte d'en finir avec cette nation arrogante et débile. Ces injures lui étaient communes avec tous ses sujets. Mais, s'il ne s'était agi, entre les deux peuples, que de froissements d'amour-propre, le Roi était assez sage, assez maître de lui, pour en prendre son parti. En réalité, un intérêt vital pour la France était en jeu.

Voici, en effet, un état de choses que l'on passe habituellement sous silence, quand on parle des guerres de Louis XIV.

Lorsque la campagne de Flandre fut résolue, l'Espagne se trouvait de plus en plus inféodée à la politique allemande. La Régente était une Autrichienne. Son premier ministre et son favori, le jésuite Nithard, était un autre Autrichien, complètement dans la main de l'Empereur. L'héritier du trône, le scrofuleux et dégénéré Charles II, avait cinq ans. On le croyait voué à une mort prochaine. D'un moment à l'autre, il pouvait disparaître. Et alors se posait une question très grave : qui allait hériter de cette immense monarchie, sur laquelle le soleil ne se couchait point?.. Si la Reine de France ne revendiquait pas ses droits, comme fille du Roi catholique, et fille du premier lit, tout allait revenir à l'Empereur, fils et mari, lui aussi, d'une Infante d'Espagne : il aurait les Pays-Bas, la Franche-Comté, l'Italie du Nord, la Sicile, les Indes occidentales, la moitié d'un continent... La France ne pouvait pas tolérer, à ses côtés, un tel accroissement de l'Empire germanique. Un partage à l'amiable s'imposait entre les co-héritiers. Et, en effet, ils ne tardèrent point à y songer.

Mais il était à prévoir, ou qu'on ne s'entendrait pas, ou que l'un des deux co-partageants ne serait pas content de son lot : ainsi des guerres, probablement très longues, sortiraient de cette collision d'intérêts. En prévision du conflit prochain, le roi de France devait parer aux points vulnérables de sa frontière, prendre des gages avant la lutte inévitable. Après cela, il serait plus à l'aise pour causer. La frontière de Flandre était l'endroit où la France se trouvait le plus découverte. Or, justement, en vertu d'un droit local, Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Louis XIV, pouvait faire valoir des prétentions sur « le duché de Brabant et ses annexes, la Seigneurie de Malines, Anvers, la Haute-Gueldre, Namur, Limbourg, les Places unies au delà de la Meuse, le Hainaut, l'Artois, Cambrai, le comté de Bourgogne, le Duché de Luxembourg et une des principales parties du Comté de Flandre. » Sa dot, condition de sa renonciation aux biens paternels, n'ayant pas été payée, nul obstacle juridique ne s'opposait aux revendications de son époux.

C'est ainsi que la campagne de Flandre fut résolue. Bien loin de se poser en envahisseur, en conquérant brutal foulant aux pieds tous les droits, Louis XIV tint, au préalable, à établir la légitimité des siens. Il se défendit de déclarer la guerre à l'Espagne : il se bornait, disait-il, à prendre possession de son bien. En réalité, il poursuivait le grand dessein de ses prédécesseurs : donner à la France la sécurité, en lui donnant une frontière plus difficile à franchir.

***

Ainsi, dès le début, le Roi sembla limiter ses ambitions à récupérer quelques villes et quelques territoires faisant partie de l'héritage de sa femme. Mais, à la veille de la succession espagnole, que tout le monde croyait imminente, les plus grands espoirs animent la France et son souverain. Certes Louis XIV se corrigea vite de la chimère impérialiste. Les événements furent pour lui des leçons, quelquefois dures et sanglantes. Néanmoins, il y eut un moment, — minute éblouissante d'illusion juvénile, — où il put se croire l'héritier de Charles-Quint et de Charlemagne. La monarchie universelle n'était donc pas une vaine utopie? Tout à l'heure le sceptre allait en tomber dans ses mains. Qui pourrait désormais lui résister? Avec l'or des Amériques, que ne ferait-on pas?...

Une fête, donnée à cette époque, revêt une signification tout particulièrement nationale, en ce sens qu'elle symbolisa à merveille ce grand élan de foi dans les destinées de la France : ce fut le carrousel de 1662, dont le prétexte fut de célébrer la naissance du Dauphin. Louis XIV en parle assez longuement dans ses *Mémoires* : ce qui prouve l'importance qu'il attachait à cette manifestation. Sans doute il est facile aux historiens prévenus de ramener ce fait à des proportions ridicules, — et, par exemple, de n'y voir qu'un bon tour joué par Louvois à Colbert, une façon de mettre celui-ci dans l'embarras pour trouver l'argent nécessaire à des fêtes aussi dispendieuses. En réalité, ce fut l'affirmation solennelle des plus grandes ambitions politiques que la France ait jamais conçues.

Dans ce déploiement d'invraisemblables magnificences, ne retenons que les détails significatifs. Ce qu'il y a de frappant, tout d'abord, c'est que le Roi y parut en costume d'Empereur romain, environné de licteurs, avec les Aigles latines brodées sur les housses de ses chevaux. En cette minute, il préfigura réellement Napoléon. Dans un ruissellement, un éblouissement de pierreries et d'étoffes précieuses, il se manifesta, devant ses peuples, comme un ostensoir vivant de la monarchie.

« Le Roi, dit la rubrique explicative des splendeurs du Carrousel, était vêtu à la romaine d'un corps de brocart d'argent, rebrodé d'or, avec de gros diamants enchâssés dans la broderie. Aux extrémités de la gorgerette, de même parure que le corps et composé de quarante-quatre roses de diamants, se joignaient, par des agrafes de diamants, les épaulettes de même étoffe et broderie que le corps. Trois bandes, couvertes de cent vingt roses de diamants, extraordinairement larges, ceignaient cette magnifique cuirasse... Il avait un casque d'argent à feuillage d'or, enrichi de deux grands diamants, de douze roses de diamants sur les côtés et d'un cordon de douze autres roses. Ce casque était surmonté d'une crête de plumes couleur de feu... Les bottines étaient de brocart d'argent rebrodé d'or... le cimeterre, couvert d'un si grand nombre de diamants qu'à peine voyait-on l'or dans lequel ils étaient enchâssés... Il montait un cheval isabelle doré, empanaché de plumes couleur de feu et constellé de diamants... »

Les cinq parties du monde, symbolisées chacune par un grand personnage de la Cour, lui faisaient cortège : après

l'Empereur romain, l'Empereur des Persans, des Turcs, des Indiens, des Américains. On avait voulu, dit la rubrique, grouper, en quelque sorte, autour du berceau du Dauphin, toutes les parties du monde, « représenter toutes ces nations comme venant lui rendre hommage et le reconnaître pour celui qui doit un jour les commander. » On le considérait déjà comme l'héritier des Indes, de par les droits de sa mère.

Enfin, autre détail significatif : au fronton de la tribune centrale qui masquait la façade des Tuileries, on pouvait lire sur une table de marbre noir cette inscription en lettres d'or : *Victricibus armis Lodoïci, Francorum imperatoris...* Louis XIV était salué Empereur des Francs. On allait abattre l'Aigle et le Lion. Sur les ruines de l'Autriche et de l'Espagne, on allait refaire l'Empire de Charlemagne !...

Mais ce dangereux mirage ne tint pas longtemps devant le bon sens du Roi.

« CLAUSA GERMANIS GALLIA »

Après toute une campagne de mémoires justificatifs et d'argumentations juridiques, de libelles et de caricatures, après des protestations pacifiques prodiguées par le Roi à toutes les Cours de l'Europe, voilà donc la guerre déclarée à l'Espagne, au mois de mai 1667, — du moins en fait, car Louis XIV se défendait d'attaquer la monarchie voisine : encore une fois, il ne faisait, disait-il, qu'occuper militairement des territoires qui lui appartenaient de droit. Cette guerre devait durer quarante ans environ, à peine interrompue, de temps en temps, par de courts répits, des traités, qui n'étaient en réalité que des armistices, pour permettre aux belligérants de reprendre haleine.

Si l'on tient compte de la guerre de Trente ans qui a précédé celle-ci et qui finit au traité des Pyrénées, cela fait presque une nouvelle guerre de cent ans, d'où est sortie l'unité de la France moderne. C'est la guerre nationale par excellence, le grand œuvre qui a donné à notre pays son rang dans le monde. Les guerres de Louis XIV constituent la seconde phase de cet épisode capital dans notre histoire, celle de la plus grande dépense de l'énergie française. Le jeune souverain a consacré à ce gigantesque labeur toutes les forces dont il pouvait dispo-

ser : il y a mis tout son cœur et tout son génie. Il s'est passionné pour sa tâche, comme personne, autour de lui. La nation, entraînée et même quelquefois contrainte et forcée par lui, la nation a donné là un très grand effort, le plus grand assurément qu'elle ait tenté avant les guerres de l'Empire et celle de 1914. Mais cet effort reste encore inférieur à celui qu'a fourni le Roi : c'est grâce à sa volonté inflexible, acharnée, jamais vaincue, que la France a pu triompher de toutes les coalitions, devenir le grand État moderne qu'elle est encore.

Depuis Voltaire, qui pourtant l'admirait beaucoup, on s'est habitué, chez nous, à ne voir en Louis XIV que l'organisateur de l'intelligence française, le constructeur de Versailles et de Marly, l'homme des fêtes galantes. On fait bon marché de l'homme de guerre, quand on ne l'insulte pas. En réalité, ces guerres sont tout l'essentiel et, si l'on peut dire, l'âme de son règne.

Quand on essaie d'en lire le récit chez la plupart de nos historiens, à commencer par Michelet, on croit rêver. Non seulement ils semblent n'y rien comprendre, mais ils font preuve, dans leurs jugements, de la plus odieuse mauvaise foi, une mauvaise foi qui va contre la patrie. Michelet, en particulier, est révoltant. Un tel parti pris d'injustice et d'aveuglement exaspère. On se dit : « Mais cet homme de génie est un simple ou un dément ! » Et, pour ne pas lui manquer de respect plus longtemps, on jette le livre et on déplore que la fureur antimonarchique égare ce grand Français jusqu'à lui faire nier l'intérêt le plus évident de la France. Obnubilation complète du sentiment national chez cet historien, par ailleurs si clairvoyant. En haine du Roi, il passe dans le camp des ennemis de la France. Il trahit la cause française pour assouvir des passions politiques.

D'autres, sans contester l'utilité de ses guerres, lui reprochent de les avoir menées mollement, de n'en avoir point tiré tous les bénéfices qu'elles auraient dû donner : « Eh quoi ! disent-ils, tant de longueurs, tant d'embarras pour faire rentrer dans le devoir la petite Hollande ?... Et fallait-il tant de façons pour s'emparer des Pays-Bas, qui étaient à la portée de notre main ?... » Ils oublient que, pendant toutes ses guerres, Louis XIV fut seul contre toute l'Europe ; que, derrière les Hollandais, il y avait l'Angleterre, l'Espagne, l'Empire, les

États du Nord. Pendant quarante ans, l'Europe se ligue pour abattre la grandeur française, pour écraser les Lys, *conculcare lilia,* comme disaient les pamphlets du temps. On conçoit l'orgueil de nos pères à se savoir les fils d'une nation capable d'une pareille résistance. La devise du Roi : « Seul contre tous » surmontant l'Écu de France, figurait sur les plaques des cheminées jusque dans les maisons de nos villages lorrains, pourtant si fraîchement annexés... Mais une difficulté pire peut-être que cet isolement, c'était, pour le Roi, la mauvaise foi de ses ennemis, qui, perpétuellement remettait tout en question. Ils s'obstinaient à ne pas vouloir exécuter les traités. La paix n'était jamais qu'une continuation sournoise de la guerre. Tout le long du règne de Louis XIV, on vit se répéter ce qui se passe actuellement dans la Ruhr. Il fallait sans cesse des armées sur pied pour contraindre les vaincus à tenir leurs engagements, ou pour prévenir, de leur part, une attaque clandestine. Enfin, à toutes ces difficultés ajoutons l'insuffisance des moyens dont le Roi disposait. Quels que fussent son génie, sa science de l'organisation et celle de ses ministres, son admirable et si sage économie des forces françaises, il n'avait pas assez d'armées ni d'argent contre une coalition de toute l'Europe. Les finances monarchiques étaient détestables, le mode de recrutement aussi. Louis XIV ne crut pas devoir modifier ces errements de ses prédécesseurs : ce fut sa faute et celle de la France, — celle de la France surtout, car personne ne voulait payer... Oui, sans doute, dans les carrousels et sur les frontons des arcs de triomphe, on voulait bien être le premier peuple du monde. Mais, il faut le redire, on ne consentait à donner pour cela ni un homme ni un écu.

Ainsi les guerres s'éternisaient, parce que l'argent, qui en est le nerf, faisait défaut. Il n'en est pas moins vrai que ces guerres de Louis XIV représentent, pour l'époque, un effort colossal. Le temps qu'il a fallu le soutenir, les ressources énormes et de toute espèce qu'il a englouties, tout cela manifeste assez clairement combien l'entreprise était ardue. Si, avec un chef comme celui-là, entouré de collaborateurs de premier ordre, les résultats n'ont pas répondu à toutes les ambitions françaises, c'est qu'il était humainement impossible de faire davantage.

***

Sauf au début de son règne et pendant quelques instants d'un enivrement très naturel chez un jeune homme adulé de tout un peuple, Louis XIV eut bientôt le sentiment, la claire notion des difficultés qui l'attendaient dans une tâche d'ailleurs nécessaire et inévitable. Dès le jour où il s'occupa sérieusement de ses affaires extérieures, sa règle de conduite peut se résumer en ces deux mots : prudence et modération. Rien de plus opposé aux procédés révolutionnaires et napoléoniens.

C'est une chose vraiment surprenante et digne d'admiration : il est jeune, il a vingt-neuf ans. Toute la nation le pousse à la guerre de conquête et d'agrandissement. Sa noblesse est impatiente d'agir. Il a une armée nombreuse et bien entraînée, de l'argent, des vivres, des munitions. Il a les meilleures raisons du monde d'en vouloir aux Espagnols qui, depuis plus d'un siècle, sont les ennemis de la France, qui lui ont prodigué les affronts, dont la diplomatie est d'une mauvaise foi insigne, qui ne veulent pas se reconnaître vaincus, ni accepter les traités, qui cherchent sans cesse à soulever l'Europe contre lui. Il sait la médiocrité de l'Empereur et ses prétentions, la vénalité des princes allemands et, on peut le dire, de tous les souverains du Nord. Il sait tout cela. Il a les motifs les plus pressants de montrer sa force et toutes les excuses pour en abuser. Néanmoins il domine ses ressentiments et il modère ses ambitions. Il crie bien haut qu'il ne veut déclarer la guerre à personne. Il s'abrite et se retranche derrière son droit. Lorsque, après avoir fait exposer à Madrid ses revendications, il se décide à envahir la Flandre, il veut que cette occupation ait l'air d'un acte chevaleresque. Le Roi se bat pour mettre aux pieds de sa femme son légitime héritage. Quand Lille et Douai auront ouvert leurs portes, la Reine Très Chrétienne viendra tout de suite visiter ses fidèles sujets, en bonne souveraine qui rentre chez elle, et, par sa présence, elle tâchera de faire oublier celle des armées de son redoutable époux.

Tout est là : affirmer la légitimité des droits de la Reine à la succession espagnole. Si l'on oublie cela, on n'entend rien ni à la politique ni aux guerres de Louis XIV. Voilà longtemps que Mignet a fait voir que cette affaire de succession était le pivot du règne. Seulement nos historiens ne paraissent point se

rendre compte de l'importance nationale qu'elle avait. Ils ont l'air de croire que c'était une question de gloriole, d'ambition purement personnelle pour Louis XIV. En réalité, c'était une question de vie ou de mort pour la France. Si l'Allemagne recevait cet accroissement formidable de la succession espagnole, — qui comprenait, avec les Espagnes et le Nouveau-Monde, les vice-royautés et les gouvernements d'Italie, de Bourgogne et des Pays-Bas, — notre pays était écrasé entre cette Allemagne géante, devenue maîtresse des continents, et l'Angleterre maîtresse des mers. A tout prix, l'homme qui avait la charge héréditaire des destinées de la France, devait empêcher cette catastrophe.

Dans cette opération difficile et longue, où il fallait autant de tact que de vigueur et de persévérance, cet homme va procéder avec d'infinis ménagements, avec une clairvoyance digne de tout éloge. Depuis longtemps, il a, comme il disait, « toute l'affaire dans sa tête. » D'abord, il pose en principe que, selon l'équité, il est le premier et le légitime héritier : le roi d'Espagne lui-même, l'infirme Charles II, sauvage ennemi de la France, finira par le reconnaître dans son testament. Mais les Espagnols et l'Empereur contestent cette légitimité, sous prétexte que la mère et la femme de Louis XIV ont formellement renoncé à leurs prérogatives d'Infantes dans leurs contrats de mariage : à quoi le Christianissime répond que cette renonciation était subordonnée au versement d'une dot qui n'a jamais été payée. Il pensait, avec toute la nation, mais il ne pouvait pas le dire, que son meilleur argument, c'était la nécessité, pour la France, de vivre. Il ne pouvait admettre que, sous prétexte de respecter une simple forme juridique, on égorgeât froidement un peuple, — qui était le sien.

Ceci posé, il n'ignore point que l'Europe s'alarmera bien plus de voir la succession espagnole revenir à une France puissante et unifiée qu'à une Allemagne débile et anarchique. Il faut donc agir avec prudence et modération pour faire admettre par l'Europe les droits de la Reine Très Chrétienne : tantôt user de la force, quand ce sera absolument nécessaire, tantôt recourir à la ruse ou à la corruption. Ainsi s'explique toute la conduite du Roi. Dès qu'il a obtenu, par un arrangement, ce qu'il désirait, il s'arrête : il sait ce que coûte la moindre guerre. D'autre part, cet arrangement est une reconnaissance implicite de ses droits.

Encore une fois, tout est là pour lui : faire admettre sa légitimité de premier héritier. Pour cela, il faut éviter d'ameuter l'opinion européenne. Et pourtant il importe que ses voisins soient bien persuadés de sa force, — et, néanmoins, il est prudent de n'en pas abuser. Il prévoit que, finalement, il sera seul contre tous, que la guerre sera longue et que, en dépit de sa puissance, de son organisation, de la supériorité de son peuple et de son génie, il peut être exposé à plier sous le nombre. Il doit donc ménager soigneusement son armée.

Quand on a bien compris cela, on ne s'étonne plus de le voir s'arrêter en pleine conquête des Flandres. Lorsqu'après la prise de Courtray, il revint brusquement à Compiègne et que, Lille étant prise, il rentra décidément à Saint-Germain, certains historiens expliquent cette hâte par son désir de rejoindre au plus vite Mme de Montespan. C'est une pure niaiserie. Les raisons de cet arrêt sont multiples et d'une très grande importance. La principale, c'est qu'une action diplomatique s'imposait après cette action belliqueuse. Il s'agissait de calmer les scrupules du Saint-Père, déjà choisi comme arbitre par les Espagnols, mais surtout de paralyser l'action des Hollandais, fort effrayés de la progression foudroyante de nos armées dans les Flandres : « Les Hollandais, dit le Roi, ne pensaient peut-être pas que je connaissais les brigues qu'ils faisaient contre moi... » C'est parce qu'il les connaissait, parce qu'il savait une alliance imminente entre eux, la Suède et l'Angleterre, qu'il s'empressa de prendre un nouveau gage, en vue d'un traité prochain : car, pour des raisons qu'il va nous expliquer, il préférait traiter, plutôt que de poursuivre ses avantages. Et c'est pourquoi il s'empara de la Franche-Comté. Il prévoyait que, pour traiter, il serait obligé à un certain nombre de restitutions : il était donc habile de prendre le plus possible.

La réponse des coalisés à la conquête de la Franche-Comté ne se fit pas attendre : ils mirent Louis XIV en demeure d'accepter les offres de l'Espagne.

Ainsi, dès ses premiers pas, dans la voie des revendications, — revendications indispensables, ne l'oublions pas, pour donner une frontière à la France, — le Roi voyait se dresser devant lui une coalition européenne.

Que va-t-il faire? En ce moment-là, il est certainement plus fort que tous ses ennemis réunis. Cependant, il a l'air de leur

céder, il consent à la paix. Une bonne partie de l'opinion française fut contraire à cette retraite. Aujourd'hui encore, on la juge sévèrement chez nous. Écoutons le Roi se justifier lui-même. Il se consulte, comme le héros d'une tragédie de Corneille : « La délibération, dit-il, était difficile assurément d'elle-même, par le nombre et par le poids des raisons qui se rencontraient des deux côtés. Mais l'embarras particulier que j'y trouvais encore était que je me voyais obligé de prendre ma résolution purement de moi, n'ayant personne que je pusse consulter avec une pleine confiance... D'un côté, l'on me représenta le nombre et la vigueur des troupes dont j'avais résolu de me servir, la faiblesse où étaient les Espagnols et l'indifférence où toute l'Allemagne semblait demeurer. L'on me remontra que toutes mes mesures étaient déjà prises pour la campagne prochaine, mes recrues levées ou ordonnées, mes magasins remplis et une bonne partie de la dépense faite... Mais, quoique ces raisons fussent, en effet, spécieuses et capables de toucher un cœur ambitieux, j'en voyais, à regret, de l'autre côté, de plus pressantes et de plus solides. Car ceux qui étaient de l'avis de la paix ne contestaient pas que je ne fusse plus fort que les Espagnols. Mais ils disaient qu'il fallait bien moins de force pour se défendre que pour attaquer ; que, plus je ferais de progrès, plus je serais affaibli par les grosses garnisons qu'il faudrait laisser chez des peuples nouvellement domptés ; qu'au contraire mes ennemis s'augmenteraient tous les jours en nombre ; que, quand bien, d'abord, je ferais quelque conquête importante, il faudrait bien se résoudre enfin, ou à rendre par la paix une bonne partie de ce que j'aurais pris, *ou bien à soutenir moi seul une guerre éternelle contre mes voisins.*

« Mais outre ces raisons qui pouvaient être alléguées par tout le monde, il y en avait d'autres qui dépendaient purement des vues secrètes que j'avais alors... (ses vues sur la succession espagnole.) Dans ces grands accroissements que ma fortune pouvait recevoir, rien ne me semblait plus nécessaire que de m'établir, chez mes plus petits voisins, dans *une estime de modération et de probité...* Et je considérais que je ne pouvais faire paraître ces vertus avec plus d'éclat qu'en me faisant voir ici, les armes à la main, céder pourtant à l'intercession de mes alliés et me contenter d'un dédommagement médiocre. Je

remarquais de plus que ce dédommagement, pour médiocre qu'il parût, était néanmoins plus important qu'il ne semblait, parce que, m'étant cédé par un traité volontaire, il portait *un certain abandonnement des renonciations par lesquelles seules les Espagnols prétendaient exclure la Reine de toutes les successions de sa maison...* »

Ainsi, dans le traité d'Aix-la-Chapelle, qui termina cette première guerre, tout est subordonné à la succession d'Espagne, la grande affaire du règne. Louis XIV s'arrête et se modère, en vue de l'avenir. Il rend la Franche-Comté, provisoirement. Mais le gain dont il se contente n'est pas si « médiocre, » en effet, puisqu'il fortifiait notre frontière du Nord, en nous donnant une partie de la Flandre et du Hainaut, « pays, disait-il, qui ont, de tout temps, appartenu aux rois de France et fait partie de leur domaine. » En outre, les places de Tournay, d'Oudenarde et de Charleroi, occupées par nous et situées en pays ennemi, étaient autant d'amorces pour des conquêtes futures.

Il faut bien avouer que les guerres, comme la politique extérieure de ce temps-là, étaient beaucoup moins compliquées qu'aujourd'hui. On en dénombre aisément les acteurs, on circonscrit nettement le champ de la lutte. C'est réellement l'échiquier avec ses rois, ses reines, ses valets, ses gendarmes, ses tours et ses châteaux. On suit facilement toutes les péripéties de la partie. Mais il sied de reconnaître aussi que, pour son coup d'essai, Louis XIV se révélait très beau joueur.

* * *

Le traité d'Aix-la-Chapelle ne terminait rien. Il ne faisait, au contraire, que marquer le commencement d'un conflit inévitable. L'homme, que sa fonction instituait le défenseur permanent des intérêts de la France, ne pouvait en rester là.

Raisonnons en Français et non en métaphysiciens de la politique : il est certain que nous ne pouvions demeurer avec une frontière ouverte du côté de l'Allemagne par la brèche de la Franche-Comté, redevenue possession espagnole, par l'Alsace mal soumise, la Lorraine rendue à son duc, le Palatinat toujours facilement hostile, — et, du côté espagnol, par la trouée de l'Oise mal défendue, une Flandre incomplètement conquise : nous n'avions ni Cambrai, ni Valenciennes, ni Maubeuge. Nos

ennemis intriguaient non seulement pour nous barrer la route, mais pour nous faire rendre nos acquisitions récentes. Or nous étions, en ce moment-là, les plus forts, les mieux préparés. L'intérêt bien entendu de la nation nous prescrivait de gagner l'ennemi de vitesse et de contrecarrer ses projets.

C'est ainsi que raisonna le Roi. Les historiens qui ne voient dans la campagne de 1672 et dans les guerres ultérieures qu'une revanche personnelle de Louis XIV irrité contre les Hollandais, une vaine satisfaction d'amour-propre, ou encore un sombre complot machiné par Louvois afin de se rendre indispensable, — ces historiens se moquent de la France et de leurs lecteurs.

Louis XIV, avec un très juste sentiment des nécessités présentes, commença, dès 1669, par s'assurer de la Lorraine, le duc Charles IV se refusant à exécuter ses conventions et ne cessant d'entretenir des intelligences avec l'Allemagne. D'autre part, la Triple Alliance, — Hollande, Angleterre, Suède, — n'était point dissoute. De Witt ne cherchait même qu'à la consolider ; il s'efforçait par tous les moyens d'écarter la France des Pays-Bas. Le Roi essaya d'abord de paralyser son action par une campagne diplomatique des plus habiles que conduisit de Lionne : il arriva notamment à détacher l'Angleterre. Sur quoi, il crut pouvoir envahir la Hollande, principal obstacle à ses projets sur les Flandres.

Immédiatement la coalition européenne, qu'il avait espéré pouvoir empêcher, se reforma contre lui. Après six années de lutte, où pourtant les victoires françaises furent nombreuses, où le Roi sut tenir en respect tous ses ennemis, il fallut s'arrêter de nouveau et traiter à Nimègue. Cette fois, le gain fut assez beau pour consoler le Roi de l'échec ou de l'ajournement de plus grandes espérances. Nous possédions enfin la Franche-Comté, Fribourg sur la rive droite du Rhin, la Lorraine nous restait en gage, — et, du côté des Flandres, nous avions une frontière défendable, à peu près telle qu'elle existe encore aujourd'hui.

***

Après Nimègue, le Roi eut un instant l'illusion que sa tâche était terminée, que, du moins, la phase belliqueuse en était close. Désormais, il allait s'occuper uniquement de consolider ses conquêtes et pouvoir vivre en paix avec tous ses

voisins, spécialement avec l'Espagne. Au lendemain de la paix, le Roi catholique lui fit demander la main de sa nièce. Ce monarque disgracié pouvait avoir un héritier. Et ainsi la question de la succession d'Espagne ne se posait plus, ou tout au moins était pour longtemps ajournée. Enfin, grâce à la nouvelle reine d'Espagne, l'influence française pouvait, à Madrid, se substituer à l'influence autrichienne. Pour donner une preuve éclatante de ses intentions pacifiques, le Christianissime commença par démobiliser : il réduisit son armée de plus de moitié. Déjà, à la conférence de Nimègue, il avait singulièrement modéré ses prétentions et fait preuve de la plus grande bonne volonté en rendant des conquêtes précieuses.

Louis XIV était hanté depuis longtemps par l'idée fixe de conserver ses acquisitions plutôt que de les étendre. Il voulait éviter, disait-il, le reproche fait si souvent aux Français de ne pas savoir garder le fruit de leurs victoires. Il espérait donc jouir en paix des avantages récemment obtenus et d'ailleurs payés très cher. Mais ses illusions ne tinrent pas longtemps devant les intrigues trop manifestes des ennemis de la France.

Au moment même où se concluait le mariage de sa nièce avec le Roi catholique, les Espagnols multipliaient les vexations contre le marquis de Villars, son ambassadeur à Madrid. En Biscaye et en Flandre, les incidents de frontières se renouvelaient journellement. On brûlait les barques françaises, on capturait des vaisseaux marchands, on arrêtait des courriers. Enfin, chose plus grave, dès le lendemain de la paix, les Espagnols cherchaient à négocier une alliance avec la Hollande et l'Angleterre, pour éluder les conditions du traité avec la France. Selon ces conventions, les Espagnols devaient assurer au Christianissime la possession de la ville de Dinant, et, à son défaut, celle de Charlemont, — cela dans le délai d'un an, à dater du jour de la ratification du traité. Ce délai expiré, ils en demandèrent un nouveau. Or leur intention, dit fort judicieusement le marquis de Villars, « n'était point d'avoir le temps d'obtenir la cession de Dinant, *mais de voir conclure une ligue offensive et défensive qui se proposait alors entre eux, l'Angleterre et la Hollande*, persuadés qu'avec cet appui ils pourraient refuser Charlemont à la France, qui craindrait peut-être de se commettre avec cette ligue, et qu'au pis aller, avec des alliés si

puissants, qui pourraient entraîner l'Allemagne avec eux, *ils mettraient de nouveau toute l'Europe en armes pour leurs intérêts*, sans risquer que de fournir un champ de bataille en Flandre *et de promettre à leurs alliés beaucoup de choses qu'ils n'exécuteraient pas.* »

Pourquoi donc nous parle-t-on toujours de la mauvaise foi de Louis XIV et jamais de celle de ses ennemis? Cela est proprement odieux, surtout de la part des Français qui, en agissant ainsi, font cause commune avec l'étranger : ils vilipendent un autre Français, dont le seul tort est d'avoir servi son pays par les moyens qui étaient à sa portée et d'avoir déjoué ou prévenu les mauvais calculs de la ruse. Depuis le ministère d'Olivarès surtout, — ce ministre brutal qui disait : *No hay gratitud entre reyes*, il n'y a pas de reconnaissance entre rois, — la diplomatie espagnole avait scandalisé l'Europe par sa duplicité. A l'égard de la France, cette déloyauté était, pour ainsi dire, traditionnelle à Madrid. Au contraire, Louis XIV, dans ses *Mémoires*, commence par établir cette maxime de conduite : « Il est certain que, pour être un bon et grand prince, il faut auparavant être tenu pour très honnête homme. » Et, plus loin, il ajoute : « Je toucherai ici, mon fils, un endroit peut-être aussi délicat que pas un autre dans la conduite des princes. Je suis bien éloigné de vouloir vous enseigner l'infidélité... Mais il y a quelque distinction à faire en ces matières. L'état des deux couronnes de France et d'Espagne est tel aujourd'hui, et depuis longtemps, qu'on ne peut élever l'une sans abaisser l'autre. Cela fait entre elles une jalousie qui, si je l'osais dire, est essentielle, et une espèce d'inimitié permanente, que les traités peuvent couvrir, mais qu'ils ne sauraient jamais éteindre... Et, à dire la vérité, elles n'entrent jamais ensemble qu'avec cet esprit dans aucun traité. Quelques clauses spécieuses qu'on y mette d'amitié, d'union,... le véritable sens que chacun entend fort bien, de son côté, est qu'on s'abstiendra *au dehors* de toutes sortes d'hostilités, car, pour les infractions secrètes, l'un les attend toujours de l'autre et ne promet le contraire qu'au même sens qu'on le lui promet... »

Après la signature du traité de Nimègue, Louis XIV avait plus que jamais des raisons de se défier des Espagnols. Déjà, dans l'affaire de Dinant et de Charlemont, ils se dérobaient à un de leurs engagements formels, et, en même temps, ils

s'efforçaient de refaire une ligue contre la France. Dans ces conditions, conclut le Roi, « j'aurais cru manquer à ce que je dois à mes États, si j'avais observé ce traité plus scrupuleusement qu'eux-mêmes. »

*
* *

A l'égard de l'Allemagne, des défiances pareilles s'imposaient. L'empereur Léopold n'avait signé la paix qu'à son corps défendant : les Hongrois s'étaient soulevés contre lui et les Turcs menaçaient sa capitale. Il était clair que, sitôt débarrassé de ces ennemis, il s'empresserait de se retourner contre la France pour lui reprendre ce qui lui avait été cédé précédemment. Tandis que ses plénipotentiaires concluaient à Nimègue le traité de paix, au commencement de l'année 1679, une armée impériale occupait Strasbourg. Comment ne pas voir qu'un tel acte était gros de menaces ?

C'est alors que Louvois et Louis XIV conçurent un double dessein pour la sauvegarde des frontières françaises. Vauban fut chargé d'organiser la défense des places et des territoires qui étaient en notre possession, — et, d'autre part, des Chambres de réunion furent créées à Metz, à Brisach et à Besançon pour rattacher aux territoires annexés à la France depuis les traités de Westphalie, les fiefs qui en dépendaient.

Pour ce qui est de l'œuvre de Vauban, elle fut quelque chose d'admirable. Elle a changé la physionomie de nos villes et marqué profondément le sol de notre pays. Aujourd'hui encore, ses citadelles et ses enceintes fortifiées sont en partie debout. On les laisse tomber en ruines, alors que les plus belles au moins devraient être pieusement entretenues comme d'émouvants témoignages de la grandeur française. Qu'on aille visiter la citadelle de Lille, ou, à l'autre bout du pays, sur la frontière espagnole, la citadelle de Montlouis, et l'on admirera comme les ingénieurs et les entrepreneurs de ce temps-là savaient bâtir pour la plus grande gloire de la France et de son Roi. Aucun faste, aucune vaine prodigalité, mais une ampleur vraiment royale, un perpétuel souci d'art et de beauté, joint à la préoccupation de la plus minutieuse et de la plus prévoyante utilité. Ce sont de véritables villes en raccourci, avec leurs chapelles, leurs salles de spectacle, leurs magasins, leurs boulangeries, leurs hôpitaux... A Lille, au fronton de la porte monumentale de

l'Ouest, on a sculpté des lyres et des flûtes, avec des volumes ouverts entre des trophées de casques et de cuirasses. La grande porte, sommée de l'écu de France, se détachant entre des boucliers et des faisceaux d'enseignes romaines, est majestueuse comme un arc de triomphe. Ainsi que l'écrivait, il y a plus d'un demi-siècle, Théophile Lavallée, dans un excellent petit ouvrage, *les Frontières de la France*, que devraient posséder les bibliothèques de tous nos lycées : « Tout fut prévu, étudié, combiné avec un art parfait, une minutieuse intelligence des lieux, *le sentiment national le plus éclairé, le plus pratique*. Tout fut fait aussi sans bruit, sans éclat, comme un travail ordinaire et obscur; les pièces, les documents, les détails ont été à peine connus des contemporains : cela s'appelait tout simplement *le Règlement des places de la frontière*. Mais l'œuvre existe ; sa grandeur se révèle d'elle-même ; elle a fait pendant un siècle le salut de la France ; elle est la gloire éternelle des trois personnages qui l'accomplirent, Louis XIV, Vauban et Louvois. »

L'autre dessein pour la sauvegarde de nos frontières, celui qu'exécutèrent les Chambres de réunion, fut mené, lui aussi, à petit bruit, du moins au début, « comme un travail ordinaire et obscur. » Les ennemis de la France firent grand tapage autour de ces rattachements territoriaux : cela fut qualifié d'agressions en pleine paix. Le prodigieux est de voir les historiens du dernier siècle, avec une méconnaissance complète de l'intérêt français, emboîter le pas à l'ennemi et s'associer à ses diatribes contre Louis XIV. Chose honteuse et presque incroyable : ils se font les humbles serviteurs et les propagateurs de l'opinion allemande contre la France ! Ceux qui affectent la sévère impartialité de l'histoire jugent de ces rattachements comme s'il s'agissait de provinces situées en Laponie. Il s'agissait tout bonnement de la sécurité et de la vie même de la Patrie. Il s'agissait de défendre contre l'agresseur la Bourgogne, la Champagne, la capitale du royaume !

En 1679, au lendemain du traité de Nimègue, voici, en effet, quelle était la situation. Nous venions d'acquérir une seconde fois la Franche-Comté. Mais elle était ouverte, du côté de l'Allemagne, par la trouée de Montbéliard. Nous conservions l'Alsace, cédée, depuis trente ans, par le traité de Munster, mais dix villes impériales, dont Strasbourg, prétendaient se soustraire à l'autorité du roi de France et dépendre immédiatement

de l'Empereur, aux troupes de qui elles ouvraient leurs portes. Une telle situation n'était pas tolérable un seul instant. Il faut y insister très fortement, parce que nos historiens officiels ne le disent pas : même après le traité de Munster, Louis XIV avait à conquérir réellement l'Alsace, en la fermant aux armées impériales comme aux influences et aux intrigues allemandes. D'autre part, la Lorraine, qui appartenait toujours à son Duc, avait beau être occupée militairement par nous, notre défense était faible de ce côté-là, où nous n'avions comme citadelle avancée que la seule place de Longwy. Enfin, sur la frontière flamande, la trouée de l'Oise était toujours très insuffisamment fermée par Maubeuge et Cambrai : il nous aurait fallu Charleroi, Dinant et même Namur. En somme, l'ennemi avait accès chez nous de tous les côtés. Or, les territoires nécessaires à notre défense, nous pouvions les acquérir sans tirer l'épée encore une fois, uniquement en usant de nos droits féodaux, lesquels étaient contenus et reconnus implicitement dans les traités antérieurs. Louis XIV aurait été d'autant plus sot de ne pas user de ces droits que ses adversaires eux-mêmes se réclamaient de droits analogues pour se maintenir au cœur de nos récentes conquêtes. C'est au nom de pareils droits que l'Empereur prétendait rester à Strasbourg et dans les autres villes d'Alsace. Et que faisait le roi d'Espagne sinon invoquer, lui aussi, des droits féodaux, lorsque, même après Nimègue, il revendiquait encore son titre de Duc de Bourgogne ? Si, lors du traité des Pyrénées, nous avions dû admettre l'enclave espagnole de Llivia en pleine Cerdagne, c'est encore parce que Don Luis de Haro mettait en avant de vieux droits de suzeraineté.

Louis XIV, sachant, à n'en pas douter, que ses ennemis se préparaient sourdement à la guerre pour annuler les traités récents, aurait commis la plus lourde faute, en les laissant occuper des territoires d'une haute importance stratégique, alors qu'il pouvait juridiquement se les approprier. Du moment que toute l'Europe se liguait pour empêcher la France de pourvoir à la sûreté de sa frontière, en recouvrant ses justes limites, il fallait, selon les occurrences, employer la ruse ou la force pour obtenir ce résultat vital. La postérité ne doit que des remerciements au Roi pour avoir conduit cette œuvre des rattachements avec autant de discrétion que de vigueur. Grâce à lui,

lorsque l'heure de la lutte sonnera de nouveau, nous serons, comme on dit, parés. Le Roi aura mis sa frontière sur un tel pied de défense et d'organisation, que, pendant dix ans, la France pourra tenir tête à un monde d'ennemis, se battre à la fois en Flandre, en Allemagne, en Italie, en Catalogne et sur toutes nos côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée. Et, lorsque l'ennemi, aussi las que nous, cherchera à traiter encore une fois, le seul reproche que l'on pourra faire à Louis XIV, c'est de mal profiter de ses victoires, de témoigner d'une excessive modération, en rendant les têtes de pont sur le Rhin et surtout des places comme Luxembourg et Mont-Royal, qui nous permettaient de tenir en respect tout le Palatinat. Vauban, qui avait été le héros de cette guerre, s'indignait d'une telle reculade. Il écrivait, à la veille de la conclusion du traité : « De la manière qu'on nous promet la paix générale, je la tiens plus infâme que celle de Cateau-Cambrésis, qui déshonore Henri II et qui a toujours été considérée comme la plus honteuse qui ait jamais été faite. »

Mais, en 1697, à la signature du traité de Ryswick, la question de la succession d'Espagne se posait encore une fois, et la mort du Roi catholique paraissait imminente. Louis XIV, qui s'apprêtait à recueillir au moins une part de cet héritage, voulait disposer favorablement l'opinion européenne, en faisant preuve de désintéressement. Tout en s'y attendant, il s'efforçait d'éviter, à ce sujet, une nouvelle guerre. Ajoutons que la générosité était assez dans sa manière, comme dans la manière française, — générosité qui surprend toujours nos ennemis, lesquels en sont particulièrement incapables, et qui ne leur inspire que du mépris pour nous. Enfin, à cette époque, Louis XIV subissait plus que jamais une influence néfaste, contre laquelle il lutta avec une énergie admirable, jusqu'à son dernier soupir : celle de Mme de Maintenon et du clan dévot et doctrinaire qui entourait le Duc de Bourgogne. Pour le détourner de sa grande œuvre nationale, on lui représentait la France épuisée, on lui faisait entendre « le gémissement de ses peuples. » Cet homme, si dur pour lui-même, était beaucoup plus sensible et même sentimental qu'on ne le croit. Cette sensibilité à la française, pourtant sévèrement contenue, lui a fait commettre quelques fautes politiques.

***

Lorsque, le 10 novembre de l'année 1700, Louis XIV accepta le testament du Roi catholique, — lequel reconnaissait comme son premier héritier le jeune Duc d'Anjou, son petit-neveu, — le Roi de France prit le seul parti qui convenait à sa dignité comme à l'intérêt du pays. S'il eût refusé, c'était l'archiduc Charles, second fils de l'Empereur, qui devenait roi d'Espagne. A aucun prix, nous ne pouvions admettre qu'un Allemand régnât à Madrid, et que l'encerclement de la France recommençât comme au temps de Charles-Quint et de François Ier.

Charles II, le dernier Habsbourg d'Espagne, malgré sa haine de tout ce qui était français, s'était résigné à cette reconnaissance du Duc d'Anjou, uniquement afin de sauver l'intégrité de la monarchie espagnole : seul, un petit-fils de Louis XIV, le prince encore le plus puissant de l'Europe, lui paraissait capable d'en empêcher le démembrement. C'était un hommage involontaire au prestige comme à la force réelle du Roi Très Chrétien. Ainsi, comme on l'a dit, le XVIIIe siècle commençait par « un comble de prospérité inouïe pour la maison de Bourbon. » Néanmoins Louis XIV n'en fut point enivré. Cet autocrate qui voyait se réaliser, sans effusion de sang, le rêve le plus cher de toute sa vie, aboutir miraculeusement le long dessein de tout son règne, sut garder, au plus fort du triomphe, toute la lucidité de son esprit. Il montra, dans ses discours comme dans ses actes, une mesure et une dignité parfaites. On se rappelle la scène historique de la présentation du Duc d'Anjou aux ambassadeurs étrangers, dans le cabinet de Versailles : « Messieurs, dit Louis XIV, voilà le Roi d'Espagne. La naissance l'appelait à cette couronne, le feu roi aussi par son testament. Toute la nation l'a souhaité et me l'a demandé instamment : c'était l'ordre du Ciel ; je l'ai accordé avec plaisir. » Et, se tournant vers son petit-fils : « Soyez bon Espagnol : c'est présentement votre premier devoir. Mais souvenez-vous que vous êtes né Français pour entretenir l'union entre les deux nations : c'est le moyen de les rendre heureuses et de conserver la paix de l'Europe. » Les belles et nobles paroles ! Rien que ces mots : « Messieurs, voilà le Roi d'Espagne, » sont une trouvaille de génie. Imaginons ce qu'aurait dit, en pareille circonstance, un souverain moderne, un Guillaume II, par exemple, — et

reconnaissons que, dans un moment si glorieux pour la France comme pour son Roi, il était impossible d'être à la fois plus simple et plus grand.

Pourtant, c'était la guerre. Le Roi le savait ; il prévoyait les suites redoutables de son acceptation. On a prétendu qu'avec plus de souplesse et de ménagements, il aurait pu éviter le conflit. C'est une erreur, ou une calomnie. Dès la divulgation du testament de Charles II, l'Empereur, furieux d'être frustré de l'héritage, protesta violemment, et, autant que le lui permettait sa faiblesse, se prépara à la lutte. Quant aux Puissances maritimes, l'Angleterre et la Hollande, elles s'épouvantaient et s'irritaient à la pensée que le commerce des Indes espagnoles allait passer aux mains des Français comme le trafic de la Méditerranée. Guillaume d'Orange, ennemi personnel de Louis XIV, voulait la guerre, et il ne feignait d'accepter le testament de Charles II que pour se donner le temps d'investir plus sûrement son rival.

Celui-ci a-t-il commis réellement les fautes que l'on dit, et, par présomption, provoqué une nouvelle coalition européenne ?

On lui reproche d'avoir, par lettres patentes enregistrées au Parlement, conservé au Duc d'Anjou ses droits à la couronne de France : ce qui semblait admettre la possibilité d'unir la France et l'Espagne sous l'autorité d'un prince de la Maison de Bourbon. Mais ce n'était qu'une mesure de précaution, au cas fort improbable où la descendance directe de Louis XIV vînt à s'éteindre, et, d'autre part, il n'était pas spécifié qu'en ce cas, Philippe V conserverait la couronne d'Espagne. Ajoutons que l'archiduc, qui prétendait toujours à l'héritage de la monarchie espagnole, n'avait fait aucune renonciation de ce genre. S'il devenait roi d'Espagne, il pouvait aussi devenir empereur d'Allemagne. Au moment où l'Empereur se préparait à la guerre contre lui, Louis XIV avait-il le droit de se montrer plus désintéressé que son adversaire ? Nos historiens paraissent croire que le roi de France était tenu à s'humilier et à capituler sans cesse, alors que l'ennemi ne cédait rien de ses prétentions. Ils font encore un grief à Louis XIV d'avoir expulsé des places dites de « la barrière » les garnisons hollandaises qui, en vertu du traité de Ryswick, y montaient la garde contre nous. On ne s'accoutume point à de pareilles insanités. Eh quoi ? Le nouveau roi d'Espagne, qui était Fils de France, allait

tolérer dans ses villes flamandes la présence de ses pires ennemis? Et le chef de l'État français, qui voyait la guerre venir, allait donner cet avantage formidable à ces mêmes ennemis, de les laisser installés au cœur du pays qu'il aurait demain à défendre pour son petit-fils? Bien plus : il allait les laisser menacer, encore une fois, la frontière française?...

En réalité, la faute que commit Louis XIV, ce fut, toujours par générosité imprudente, d'avoir relâché ces garnisons, au lieu de les garder prisonnières, en attendant que les Hollandais eussent éclairci leurs intentions. Saint-Simon, qui n'est pas tendre pour le Roi, souligne, dans les termes les plus véhéments, cette faute qu'il qualifie de *simplicité ingénue*. « Ce furent, dit-il, vingt-deux très bons bataillons qu'il leur renvoya, qui leur auraient fait grand besoin, qui les auraient mis hors d'état de faire la guerre et par conséquent fort déconcerté l'Angleterre, l'Empereur et toute cette grande alliance qui se bâtissait et s'organisait contre les deux couronnes... »

Autre grief inconsistant : on censure Louis XIV d'avoir reconnu Jacques Stuart comme roi d'Angleterre, au mépris de Guillaume d'Orange proclamé et légitimé par le Parlement anglais, et ainsi d'avoir excité contre lui l'opinion protestante. Mais, quoi que pût faire le roi de France, les protestants lui eussent toujours donné tort. Et il faut avouer qu'il eût été encore une fois bien ingénu, ayant à choisir entre deux prétendants, de reconnaître précisément celui qui était son ennemi acharné et personnel, celui qui avait déchiré tous les traités, en formant une coalition contre la France. Quoi de plus? Jacques Stuart était exilé et malheureux. Louis XIV, en bon Français, crut plus chevaleresque de prendre le parti de l'opprimé et de ne point trahir la cause d'un homme qui était son hôte.

Si c'est là une faute, elle est bien légère. Louis XIV en commit de pires. Sa plus grave erreur, ce fut, au moment de nos revers, de céder aux suggestions des défaitistes, Mme de Maintenon en tête. Il faillit perdre la guerre en se décidant à céder à l'ennemi des places comme Lille, Condé, Maubeuge et Strasbourg, et il fut tout près de se déshonorer, en offrant aux alliés des subsides pour combattre le roi d'Espagne, son petit-fils. Heureusement que, dans l'extrême adversité, ce vieil homme malade et accablé de deuils parvint à se ressaisir. Il fut

alors un vrai chef national. Il sut parler à la France le langage qui convenait et obtenir d'elle, pour défendre le sol de la Patrie, les suprêmes sacrifices. Seul, ou presque seul, de son entourage, il ne désespéra point. Il eut un redressement superbe qui aboutit à la victoire de Denain. Cette victoire fut l'œuvre de Louis XIV. L'idée première d'une diversion sur Denain, diversion décisive et qu'on peut appeler une inspiration de génie, appartient au Roi, qui suivait pas à pas, heure par heure, ses généraux, et, la carte à la main, leur donnait les instructions les plus sages, en leur laissant toute liberté d'action. La correspondance relative à cette belle campagne prouve surabondamment cette initiative royale, qui finit par triompher des hésitations du maréchal de Villars. Celui-ci, dans ses *Mémoires*, nous a gardé le souvenir de ses entretiens avec le Roi, à la veille de la bataille. Louis XIV lui avait recommandé, s'il était battu, de se retirer derrière la Somme : « Je connais cette rivière, lui dit-il, elle est très difficile à passer. Il y a là des places, et je compterais de me rendre à Péronne ou à Saint-Quentin, d'y ramasser tout ce que j'aurais de troupes, de faire un dernier effort avec vous et de périr ensemble, ou sauver l'État, *car je ne consentirai jamais à laisser l'ennemi approcher de ma capitale.* »

Il n'y a rien à ajouter à de telles paroles. Ce fier langage suffit à la louange du vieux Roi, qui, en cas de défaite, eût fait certainement comme il le disait.

* * *

Grâce à cette héroïque résistance, non seulement il put sauver la face, mais garder à peu près toutes les conquêtes de ses guerres précédentes.

Par les traités d'Utrecht et de Rastadt, nous conservions la Franche-Comté, l'Alsace avec ses dix villes impériales, dont Strasbourg, — Strasbourg, seulement annexé en 1681, et que nous devons à l'action persévérante, à la fois énergique et prudente, de Louis XIV et de ses ministres, Strasbourg, tête de pont sur le Rhin et l'une des clés de la France, dont la reconquête vient de nous coûter si cher. D'autre part, la Lorraine, laissée provisoirement à son duc, nous appartient virtuellement. Notre frontière du Nord est constituée, plus solidement même qu'aujourd'hui. Nous avons perdu en 1815 les places qui cou-

vraient la vallée de l'Oise et de la Sarre. Elles ne nous ont pas été rendues. En outre, le péril qu'avait fait courir à la France l'encerclement par l'Espagne et la Maison d'Autriche est définitivement écarté. La branche des Habsbourg est remplacée par les Bourbons. Cet avantage est encore sensible aujourd'hui. Notre frontière des Pyrénées est la plus tranquille de toutes.

Sur mer et aux colonies, rien n'est compromis. A Utrecht, nous avons cédé à l'Angleterre des territoires et des privilèges commerciaux. Mais nous avons l'alliance de l'Espagne, alors la plus grande Puissance coloniale du monde. De plus, ainsi que le montrent les instructions données au comte du Luc, notre ambassadeur à Vienne, Louis XIV, à la veille de sa mort, préparait un renversement des alliances qui permettrait de reprendre la guerre contre les Anglais. L'Autriche serait désormais notre alliée, et avec son appui, nous maintiendrions la paix sur le continent et nous serions libres sur le front de mer.

En somme, Louis XIV a laissé une France considérablement agrandie et défendue comme elle ne l'avait jamais été. Pour un tel bienfait, il a droit à toute la reconnaissance de la nation. On peut trouver assurément que les résultats sont disproportionnés à l'énormité et à la continuité de son effort. Mais qu'on songe aux résistances de l'Europe. Dès ses premiers pas, il eut tout le monde contre lui. Une part considérable de sa gloire, c'est d'avoir été seul contre tous, d'avoir tenu tête, pendant quarante ans, à de formidables coalitions.

N'oublions jamais, quand nous parlons des guerres de Louis XIV, que sa situation était celle d'un joueur, qui se voit barré de tous les côtés et qui ne peut compter que sur sa force ou sa chance, ou sur l'inattention de l'adversaire, pour tenter une percée toujours très périlleuse. Dans ces conditions, des succès durables étaient extrêmement difficiles. Néanmoins, malgré tous ces obstacles, l'essentiel fut atteint : nous eûmes enfin une frontière défendable. Louis XIV ne mentait point, lorsque, après ses premières victoires, il faisait frapper une médaille, où se lisait cette légende : *Clausa Germanis Gallia*. En effet, autant que cela était possible avec une Europe défiante et dressée tout entière contre lui, il avait fermé la Gaule aux Germains.

Elles n'étaient pas menteuses non plus, les figures allégoriques élevées à l'entrée du château de Versailles. L'Espagne et

l'Allemagne étaient, en somme, vaincues, ou réduites à l'impuissance. Les ennemis de la France n'avaient pas réussi à abattre les Lys. L'Aigle et le Lion étaient, pour longtemps, hors d'état de nous nuire.

LA PART DU ROI

Ces résultats, plus solides que brillants, mais si importants, pour la vie du pays, on a prétendu en ôter le mérite à Louis XIV : ce sont ses ministres et ses généraux qui auraient tout fait. Cela flattait le vieux préjugé naturaliste du XIXe siècle, qui faisait sortir le plus du moins, qui expliquait les formes supérieures de l'être par de simples combinaisons d'atomes et qui ne voyait dans un grand homme qu'un total d'hérédités ajoutées à des fatalités de moment et de milieu. En réalité, un grand chef ou un grand règne, c'est une volonté, une intelligence, un accord d'intelligences et de volontés, enrayant des fatalités historiques, ou les conduisant vers des destins meilleurs.

Que Louis XIV ait été puissamment aidé par des collaborateurs de premier plan, c'est l'évidence même. Il se plaisait d'ailleurs à le reconnaître. Et, parmi ces collaborateurs, celui qu'il admirait d'abord, auquel il commençait par témoigner sa reconnaissance, c'était la nation. Dans ses mémoires sur la guerre de 1672 il le disait, non sans une légitime satisfaction : « Dans le cours de cette guerre, je peux me vanter d'avoir fait voir *ce que la France peut faire seule*. Il en est sorti des millions pour mes alliés; j'ai répandu des trésors, et je me trouve en état de faire craindre mes ennemis, de donner de l'étonnement à mes voisins, et du désespoir à mes envieux. Tous mes sujets ont secondé mes intentions de tout leur pouvoir : dans les armées par leur valeur, dans mon royaume par leur zèle, dans les pays étrangers par leur industrie et leur capacité. *Pour tout dire, la France a fait voir la différence qu'il y a des autres nations à celle qu'elle produit.* » Cela fait songer au mot de Napoléon à son armée : « Soldats, je suis content de vous! » Mais la pensée de Louis XIV est plus riche et plus profonde. Elle embrasse, dans un même sentiment de gratitude, non seulement tous les rangs de la nation, mais tous les ordres de l'activité nationale. Encore une fois, le Roi de France dit sa fierté de commander à un si bon peuple.

Il a non moins de reconnaissance envers ses ministres et ses généraux. A tout instant, il les remercie, il les félicite de tout ce qu'ils ont fait « pour le bien du service. » En ce qui concerne la préparation et l'organisation des guerres, voire pour la conduite d'une campagne, ou encore pour la défense et l'attaque des places fortes, il a dû beaucoup à l'intelligence et à l'activité de Louvois, qui fut un ministre de la guerre incomparable, à Clerville, à Vauban, ou à des subalternes moins en vedette comme Chamlay.

On s'est plu à représenter Louvois comme le mauvais génie de Louis XIV. On incrime sa brutalité et son cynisme. Tout cela est une question de mesure. Peut-être que ce cynisme et cette brutalité furent, jusqu'à un certain point, nécessaires pour contrebalancer les scrupules excessifs d'honnêteté, la peur qu'avait le Roi de blesser ou de faire souffrir, enfin ses sentiments trop français, trop généreux, d'humanité. Il est certain que Louvois eut de la peine à décider le Roi aux incendies et aux dévastations du Palatinat, qui excitèrent de telles clameurs furibondes contre la France, tant en Allemagne que dans le reste de l'Europe. Nos historiens s'associent vertueusement à cette réprobation ; ils ont raison ; rien ne saurait faire qu'une chose atroce ne le soit point. On voit bien, d'après la correspondance de Louvois, que Louis XIV souffrit de ratifier de pareils ordres. Toutefois, notons, en passant, que la scène fameuse racontée par Saint-Simon, — le Roi furieux de ce que Louvois eût donné à son insu l'ordre d'incendier Trèves et saisissant une pincette pour battre son ministre, — cette scène paraît bien être un produit de cette imagination échauffée : en tout cas, elle est fort contestée. Mais, encore une fois, les historiens français d'aujourd'hui, suggestionnés par l'opinion allemande, raisonnent sur ce fait, comme s'il s'agissait d'une cruauté toute gratuite. Ils ne nous disent pas qu'il s'agissait, en réalité, de sauver l'Alsace et la Lorraine, et peut-être le royaume, d'une nouvelle invasion, comme celle qui avait failli réussir en 1674. Ils ne nous disent pas non plus que les habitants des pays dévastés furent indemnisés dans la mesure du possible et engagés à s'établir en Alsace et en Franche-Comté, avec exemption de taxes pendant dix ans, — et ils n'ajoutent pas davantage que, du point de vue strictement militaire, Napoléon regardait cette dévastation du Palatinat comme la plus grande action de Louvois : « Il n'y

a que Wellington et moi, disait-il, pour faire de ces choses-là. »

Quoi qu'il en soit, il est évident que Louis XIV trouva, dans le fils de Michel Le Tellier, un ministre de la Guerre selon son cœur. A eux deux, ils organisèrent la guerre moderne, — la guerre conçue de plus en plus comme une application scientifique, ou, tout au moins, comme une opération qui requiert avant tout de la méthode et l'art de concentrer à temps, sur un point donné, des ressources et des forces données, — une opération enfin qui se dirige du fond d'un bureau ou d'un cabinet de travail. Louis XIV et Louvois ont été les créateurs des États-majors modernes. En cela, le Roi fut l'élève de Turenne, comme, pour la politique, il fut l'élève de Mazarin. Le maréchal était un homme froid et réfléchi, dont la méthode s'opposait aussi nettement que possible à la fougue et à l'improvisation souvent hasardeuses d'un Luxembourg ou d'un Condé. Néanmoins, le Roi avait trop l'expérience du métier des armes pour ne pas savoir ce que valent, à l'occasion, des qualités comme celles-là. Il en admirait très sincèrement Luxembourg comme le prince de Condé. Bien qu'il eût de bonnes raisons pour se défier de ce dernier, il n'omettait jamais de lui témoigner la déférence la plus flatteuse. En 1673, après la prise de Maestricht, il lui écrivait : « Mon cousin, la confiance que j'ai en votre amitié m'avait expliqué votre joie pour la prise de Maestricht, avant que j'eusse vu votre lettre. Mais j'avoue qu'en la lisant j'ai été sensiblement touché du plaisir de recevoir des compliments de cette nature d'une personne comme vous : il ne serait pas facile de m'en faire de plus agréables. Je vous en remercie. » — Et, plus tard, à l'occasion de la victoire de Cassel, gagnée par son frère Philippe, il adressait encore à Condé un billet ainsi libellé : « Au camp, devant la citadelle de Cambrai, le 15 avril 1677 : Mon cousin, c'est avec justice que vous me félicitez de la bataille de Cassel. Si je l'avais gagnée en personne, je n'en serais pas plus touché, soit pour la grandeur de l'action, ou pour l'importance de la conjoncture, surtout pour l'honneur de mon frère. Au reste, je ne suis pas surpris de la joie que vous avez eue, en cette occasion. Il est assez naturel que vous sentiez à votre tour ce que vous avez fait sentir aux autres par de semblables succès. » — Il est impossible, avouons-le, de faire, avec plus de tact et de façon plus obligeante, la part qui revient à chacun.

*
* *

En même temps qu'aux ministres et aux généraux, il sied de rendre à la noblesse française l'hommage qui lui est dû, pour avoir contribué plus que quiconque aux triomphes militaires du règne.

Encore aujourd'hui, c'est un lieu commun de répéter que, sous les derniers Bourbons, la noblesse de France ne fut plus qu'une « valetaille dorée, » un mobilier d'antichambre. Certes, tout ce qui portait un nom, tout ce qui avait un grade dans l'armée tenait à venir périodiquement respirer l'air de Versailles. Chaque année, les opérations militaires s'arrêtaient dès les premières pluies de l'automne pour recommencer au printemps. Les officiers venaient prendre, à la cour, leurs quartiers d'hiver et s'y reposer de leurs campagnes dans des plaisirs bien mérités. La plupart de ces officiers étaient des gens très braves et qui aimaient passionnément leur métier. Une grave erreur est de juger d'eux d'après cet arrière-ban de la noblesse, qui fut convoquée dans un moment de panique et qui fit si piteuse figure pendant la campagne de 1674. Ces hobereaux arrachés à leurs pigeonnières campagnardes n'étaient qu'une sorte de garde nationale, une territoriale mal équipée et mal entraînée. C'est dans la Maison du Roi, dans ses gardes et ses mousquetaires, qu'il faut chercher la vraie noblesse militaire de ce temps-là. C'étaient des corps d'élite, soigneusement sélectionnés et entraînés, qui servaient de modèle à tout le reste de l'armée.

Mais, d'une façon générale, on peut dire que, sous Louis XIV, la noblesse de France est, plus que jamais, une pépinière de soldats. Un ambassadeur de Venise écrivait alors à son Gouvernement : « Le Roi de France a autant de soldats que de sujets. » Cela était vrai de la noblesse, surtout des cadets, de tous ces fils de famille sans fortune qui ne pouvaient vivre qu'avec un bénéfice d'église, un brevet de cornette ou de capitaine. La guerre était, pour le plus grand nombre, l'unique moyen de subsistance. Quand ils ne pouvaient pas la faire pour le Roi Très Chrétien, ils lui demandaient l'autorisation d'aller servir chez l'Empereur, voire chez le Grand Turc. Il y avait là évidemment un danger : cette jeunesse pillarde et turbulente, qui n'aspirait qu'à « manger » les pays conquis, pouvait entraîner ses chefs et le Roi lui-même dans des aventures

Tout le monde admettait non seulement les pilleries et les exactions, mais la nécessité d'employer à quelque coup de main ces jeunes gens qui ne rêvaient que plaies et bosses. En 1690, à la veille d'un grand conflit européen, l'abbé Thésut, correspondant de Bussy-Rabutin, lui écrivait comme la chose du monde la plus naturelle : « *La France a besoin de guerre pour occuper la jeunesse* et pour l'instruire dans ce métier-là. » A l'annonce d'une campagne, les volontaires nobles accouraient en si grand nombre qu'il fallait refuser du monde. En 1667, à la veille de la campagne de Flandre, il y eut une affluence extraordinaire de recrues : « L'empressement de me servir était si grand, dit le Roi dans ses *Mémoires*, que ma plus grande peine, en toutes les occasions qui s'offraient de faire quelque chose, était de retenir ceux qui se présentaient : comme il parut, lorsque je voulus jeter du monde sur mes vaisseaux, à Dieppe. Car, outre les gens commandés, il se présenta un si grand nombre de volontaires, que je fus obligé de les refuser tous et même d'en châtier quelques-uns de la première qualité, qui, sachant qu'ils seraient refusés, se mirent en chemin, sans m'en demander congé. »

Il est juste de reconnaître qu'alors c'était la noblesse, presque exclusivement, qui payait l'impôt du sang. Elle formait les cadres d'une armée relativement restreinte, où les régiments étrangers tenaient une place notable. Toute proportion gardée, la noblesse fournissait beaucoup plus de soldats au Roi que le reste de la nation. Pendant son règne, ce fut une continuelle hécatombe de l'aristocratie française. Nos pères, qui avaient le cœur plus ferme que nous et qui gardaient la pudeur de leurs deuils, ne s'attendrissaient pas facilement sur des événements qu'ils regardaient comme des épreuves inévitables. Pourtant, quand on lit attentivement les correspondances de l'époque, on voit avec quelle anxiété douloureuse les vieux restés au logis suivaient les péripéties des sièges et des batailles. Au début de la Ligue d'Augsbourg, Bussy écrivait : « Je plains les pauvres mères comme Mme de Saucour et Mme de Calvisson. » Cette plainte si discrète, si noblement courageuse, se perpétue jusqu'à la fin du règne. Il faut l'éloquence emphatique de Massillon, dans son *Oraison funèbre de Louis le Grand*, pour nous faire mesurer l'abîme de douleurs creusé par ces guerres, pourtant si nécessaires au salut de la Patrie, et

surtout le long sacrifice supporté par toute une partie de la nation : « Monuments superbes élevés sur nos places publiques, s'écrie l'orateur sacré, que rappellerez-vous à nos neveux ? Vous leur rappellerez un siècle entier d'horreur et de carnage : l'élite de la noblesse française précipitée dans le tombeau, tant de maisons anciennes éteintes, *tant de mères point consolées, qui pleurent encore sur leurs enfants...* »

Ces enfants s'étaient sacrifiés joyeusement pour la gloire du Roi et pour la grandeur de la France. Au passage du Rhin, le 12 juin 1672, ce fut une véritable folie d'héroïsme. Le vieux Condé lui-même voulut être blessé, comme les jeunes gens, sous les yeux de son souverain.

***

Mais, quel qu'ait été le dévouement de la noblesse de France et de toute une partie de la nation, si grands que fussent les talents ou le génie des généraux, si prodigieuse l'activité des ministres et même des moindres commis, la part capitale revient au Roi dans la conduite de ces guerres, qui, pour un siècle, devaient mettre le pays à l'abri de l'invasion.

Il suffit de lire sa correspondance et ses mémoires militaires pour se rendre compte de la présence réelle, continuelle et continuellement agissante du Roi dans tout ce qui touche à la marche et à l'entretien de ses armées, dans la direction des campagnes et même d'opérations tout à fait secondaires. Les plans généraux, les décisions particulières, tout cela est longuement discuté. Après avoir consulté les compétences et s'être entouré de tous les éléments d'information, c'est le Roi qui décide en dernier ressort. Il fixe l'ordre et les heures de marche. Il annote de sa main les rapports de ses généraux, les lettres confidentielles de Louvois ou celles de ses émissaires à l'étranger. Il suppute à une livre près ce qu'il faudra comme vivres et comme munitions. Il dénombre jusqu'aux plus humbles outils nécessaires aux sièges : « mille grenades, vingt paires d'armes à l'épreuve et des pots, deux mille sacs à terre, cent haches pour ceux qui attaqueront la contrescarpe...Quinze cents serpes et cinq cents haches marcheront à la tête de l'artillerie. » Le 1er juin 1672, lorsqu'il prépare le fameux passage du Rhin, il rédige l'ordre du jour que voici : « Demain, on détachera cent hommes avec des outils, qui marcheront au petit jour,

pour accommoder les chemins, couper les haies et faire ce que celui qui les commandera jugera nécessaire. On marchera à quatre heures, la gendarmerie à la tête, la brigade du comte de Roye après, et puis les brigades de la Feuillée et Kœnigsmarck, qui demeureront derrière le bois pour faire des fascines... L'infanterie marchera après et fera halte derrière le bois, au lieu qu'elle ne puisse être vue de la place (qu'on assiégeait)... Le comte de Soissons mènera l'infanterie, le grand-maître aura soin de l'artillerie. Rochefort marchera avec Genlis à son poste. Le chevalier de Lorraine me suivra. Montal ira devant pour faire accommoder les chemins. Fourille sera auprès de moi. »

On le voit; il entre dans le plus petit détail. Saint-Simon lui a reproché de s'y noyer. Mais lui-même nous avertit, dans ses *Mémoires*, que cette recherche du détail n'était, chez lui, qu'un procédé pour stimuler l'attention et le zèle de ses ministres et de ses commis. Il y voyait aussi un excellent moyen de s'instruire : « la connaissance du petit détail, prise seulement quelquefois et plutôt par divertissement que par règle, instruit peu à peu et sans fatiguer, de mille choses qui ne sont pas inutiles aux résolutions générales... » Il voulait que l'on crût à son omniscience. Il était l'œil toujours ouvert et à qui rien n'échappe. Les étrangers s'ébahissaient de cette vue perçante et minutieuse, augmentée d'une mémoire déconcertante : « Avec un simple coup d'œil, dit Primi Visconti, aussi bien dans sa chambre qu'à la chapelle, *ou en campagne*, il voit tout le monde. Une fois, étant à cheval, à Versailles, il fut le seul à découvrir un voleur, qui avait mis la main dans la poche du jeune Villars-Orondate... Passant en revue, ces derniers temps, la compagnie des grenadiers à cheval, il reconnut, au bout de trois ans, un cheval pris sur la garnison de Valenciennes, et, comme le cheval lançait des ruades, il avertit les courtisans de s'écarter... »

Il tient à ce que chacun de ses officiers sache que le Roi a l'œil sur lui. Il les connaît par leur nom, il leur écrit ou leur fait écrire pour les assurer de son dévouement et de son affection. Il pleure leur mort, il s'alarme à la pensée de leurs blessures, il leur recommande de veiller à leur santé. Aucun chef d'armée n'aura économisé comme lui ce qu'on appelle brutalement aujourd'hui « le matériel humain. » Il sait trop ce que

coûte un régiment. Mais c'est surtout par humanité, par réelle bonté d'âme qu'il a horreur de toute inutile effusion de sang. On n'en finirait pas de citer les passages de sa correspondance où il s'inquiète des blessés, où il recommande de les soigner avec la plus attentive sollicitude : « Ce m'a été un grand déplaisir, écrit-il au comte de Coligny, de voir le rôle que vous m'avez envoyé des morts et des blessés, quoique ce soit une chose qu'il est nécessaire que je sache. *Il faut assister les blessés avec des soins extraordinaires, les voir de ma part et leur témoigner que je les compatis fort...* » Il ne se borne pas à des consolations platoniques : il leur fait remettre des cadeaux, — « six cents livres au capitaine de cavalerie, quatre cents livres et trois cents livres aux cornettes, et, pour ceux d'infanterie, deux montres à chacun... » Au duc de Beaufort, pendant son expédition en Barbarie, il écrivait : « Ayez grand soin des malades et des blessés. *Témoignez-leur le sentiment que j'ai de ce qu'ils souffrent* et assurez-les que leurs blessures seront, en tout temps, de puissantes recommandations auprès de moi... *Vous pouvez dire aux soldats* que, bien loin de les abandonner, j'ai ordonné qu'on leur distribue un sou par jour d'extraordinaire à chacun, outre leur solde, sur laquelle les vivres leur seront fournis, *et que je veux savoir les noms de ceux qui se signaleront.* Il faut d'ailleurs les employer aux travaux qu'on fera faire, afin qu'ils gagnent quelque chose, et surtout pourvoir à leur logement de peur qu'ils ne tombent malades... » Et ailleurs : « Surtout, on doit continuer à prendre grand soin des malades. *Je ne saurais me lasser de recommander ce point.* »

Ainsi, il ne s'attache pas seulement à flatter les grands chefs, — comme le duc de Vivonne, son ancien compagnon de jeu, qu'il traite en camarade. Il s'inquiète aussi de l'homme de troupe. Il veut plaire au simple soldat, et il tient à ce qu'on le considère comme un roi-soldat. Adolescent, il se préoccupe de ses mousquetaires, de leur recrutement, de leur équipement et même de leur uniforme, et il y met la même passion et la même minutie que fera, plus tard, un Frédéric-Guillaume pour ses grenadiers. Constamment en contact avec ses troupes, — qu'il prend plaisir à passer en revue (au point même d'exciter les moqueries des Parisiens), qu'il tient sans cesse en haleine, qu'il exerce dans des manœuvres fréquentes, — il apprend, dès l'âge de quatorze ans, le métier militaire sous la direction

de chefs illustres. Il est à noter qu'il a fait toutes les campagnes de son règne jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans et qu'il n'a quitté les armées qu'à partir du moment où des crises d'arthritisme aigu lui rendirent l'exercice du cheval et la vie des camps tout à fait impossibles. Être un bon soldat, donnant le le premier l'exemple de la discipline et de la bravoure, il s'y applique autant qu'il peut, autant que cela est permis à un souverain comme lui, qui veut tout voir et tout faire par lui-même. Il sait bien qu'on lui reproche de ne pas avoir la bravoure téméraire d'un François Ier, l'élan, la fougue entraînante d'un Henri IV. Il est certain qu'il n'avait pas ce genre de courage, qui est surtout physique, qui procède d'une certaine chaleur de tempérament. Le sien était tout réfléchi, et, si l'on peut dire, d'un caractère plus héroïque : l'héroïsme, chez lui, était le sentiment du devoir sous sa forme la plus haute. S'il avait cru qu'il fût de son devoir de se sacrifier pour l'État, il se serait fait tuer froidement. Chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, il tenait à le prouver à ses troupes. Il s'exposait même au delà de ce qui était raisonnable, au point de se faire rappeler à l'ordre par ses soldats eux-mêmes. Encore en 1691, pendant une des dernières campagnes, au siège de Mons, il s'efforçait de donner l'exemple à ses troupes, en affichant le plus grand mépris du danger. Le petit Duc du Maine, qui n'était pas si brave, écrivait à Mme de Maintenon : « Le Roi tient mal la parole qu'il vous a donnée. Car, outre la fatigue, il s'expose, si j'ose le dire, comme un jeune fou qui aurait sa réputation à établir et à montrer qu'il n'a pas peur... »

Par raison, par calcul, le Roi se montrait absurde dans ces circonstances : il pensait que cela était nécessaire pour relever le moral du soldat et il le faisait sans hésiter. Mais il savait que la bravoure emportée d'un François Ier était une pure folie, qu'un roi ne doit pas s'exposer comme un simple soldat et surtout qu'un roi ne peut pas être qu'un soldat. Avec un sens très fin et très juste, il démêle ce qui ressortit à sa fonction, ce qui convient à sa dignité et ce qui appartient à ses généraux. Il surveille de très près la préparation, il y collabore avec tout le poids de son autorité et de son expérience, mais il abandonne complètement l'exécution à ceux qu'il juge plus compétents que lui-même. Il s'incline devant les talents militaires d'un Turenne ou d'un Condé. Celui-ci l'ayant félicité pour la prise

d'une forteresse flamande, il lui répond : « Mon cousin, c'est beaucoup pour les gens qui commencent à faire la guerre qu'une approbation comme la vôtre... » Lui, il a d'autres occupations que de faire la guerre : il doit être chef d'État-major, grand intendant, grand argentier, ministre des Affaires étrangères. Faire la guerre, c'est tout cela : c'est préparer les campagnes, amasser de l'argent, des troupes, des vivres, des munitions, c'est diriger l'opinion tant au dedans qu'au dehors, c'est appuyer les campagnes militaires par des campagnes diplomatiques. Louis XIV, dans son activité dévorante, dans son besoin d'ubiquité et d'universalité, assumait toutes ces tâches. Il dominait le champ de bataille, qui, presque toujours, embrassait des fronts immenses, ou tout au moins très éloignés les uns des autres. La France d'alors se battait en Catalogne, en Provence, en Italie, sur le Rhin, dans les Flandres, sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée. Et ainsi il arrivait souvent que les généraux, emprisonnés dans leurs secteurs, ignorant les intrigues de la diplomatie, ou les réactions de l'opinion française et européenne, ne comprenaient rien aux ordres du Roi, blâmaient violemment ses lenteurs, ses hésitations, ou ses reculs. Ils ne voyaient qu'un des côtés de la question, tandis que le grand chef l'envisageait sous toutes ses faces.

En réalité, deux principes invariables dominent et expliquent la conduite de Louis XIV dans toutes ses guerres : — Ménager ses troupes, ses munitions, son argent et ses places. Il sait que les guerres seront longues et qu'il est seul contre tous. Le moment venu, il tient à traiter avec des armées et des forteresses derrière lui. — Et, d'autre part, tirer des avantages obtenus le maximum de résultats. Avec des moyens limités (il n'a pas à sa disposition nos budgets, ni notre matériel humain), il veut donner l'impression d'une puissance redoutable. Pour cela, il n'hésite pas à *bluffer*, à grossir ses victoires, comme à enfler ses contingents. Lui-même ceint le laurier et brandit la foudre : ce qu'on a appelé « l'organisation de la gloire du Roi » n'a pas d'autre but que de suppléer et d'aider à la force réelle, trop coûteuse, par tous les mirages de la suggestion littéraire.

* * *

Mais cette activité personnelle et continuelle du Roi n'est encore rien : ce qu'il faut admirer surtout, en lui, c'est le cœur

qu'il met à sa besogne, c'est l'amour du métier. Personne n'aura fait et n'aura aimé comme lui son métier de soldat. En campagne, il se passionne pour le moindre détail des opérations; il se donne tout entier, comme autrefois, dans le jardin des Tuileries ou du Palais-Royal, lorsqu'il s'échauffait à prendre sa citadelle enfantine. Même dans son cabinet de Saint-Germain ou de Compiègne, il s'exalte à la pensée des plans ou des combinaisons qu'il vient d'imaginer. Pendant la guerre de Dévolution, il écrit au maréchal de Turenne : « Je fais de grands projets de troupes, tant d'infanterie que de cavalerie. J'ai tout dans ma tête et vais travailler à l'exécuter, quoi qu'il en coûte. » Et, quelques jours après : « Je repasse dans ma tête des desseins que je ne trouve pas impossibles. *Ah! qu'ils me paraissent beaux!* » Quand une place est assiégée, une action importante engagée, il ne se sent plus d'impatience. En 1672, au moment où le Prince d'Orange investissait Charleroi, il écrivait à Louvois, alors aux armées : « Dépêchez-moi à tout instant des courriers, *car je suis dans une inquiétude furieuse.* » Il n'en dormait plus. Il se relevait en pleine nuit, à une heure du matin, pour dicter un ordre, ou noter une idée qui lui était venue dans son insomnie. Quand, enfin, il succombait à la fatigue et finissait par s'endormir, c'était pour tomber dans des cauchemars, qui le faisaient parler tout haut et gesticuler dans son lit.

Il ne se bornait pas à prêcher à ses subordonnés « le bien du service : » lui-même ne pensait qu'à cela. Il entraînait à sa suite ses ministres, ses généraux, ses commis, ses officiers de tous ordres. Il leur communiquait sa flamme. Il donnait à ces mots : *service du Roi* un prestige, un attrait que nous ne pouvons plus comprendre... Service du Roi ! c'était une manière de servir qui purifiait de ses moindres tares l'idée même de servitude, — où il entrait plus d'enthousiasme et d'amour que d'abnégation et d'obéissance. C'était une façon personnelle d'aimer le souverain, le don total de soi-même non pas à une froide chimère idéologique, mais à un être d'essence supérieure, dont on se savait aimé, connu, apprécié, encouragé et soutenu dans son effort, un être magnifique et généreux qui avait le culte de la beauté sous toutes ses formes, qui aimait l'héroïsme et toutes les actions d'éclat, qui savait récompenser splendidement les belles œuvres et pour qui c'était un plaisir, encore plus

qu'un devoir, que de se sacrifier... Service du Roi ! c'était encore l'affranchissement de toutes les vieilles entraves, — féodales, municipales, ecclésiastiques, locales et provinciales. C'était secouer le joug de mille tyrans obscurs et mesquins, pour obéir uniquement à un maître qui voyait grand et qui ouvrait à l'activité de ses sujets des carrières illimitées. Service du Roi ! c'était la liberté, et c'était l'orgueil de collaborer à une œuvre immense et glorieuse...

Quand on lit les lettres et les mémoires militaires de Louis XIV, on y sent circuler, d'un bout à l'autre, sous les phrases les plus administratives ou les plus techniques, ce grand souffle d'enthousiasme qui soulevait, alors, toute la nation, confiante dans la volonté et l'intelligence de son chef. Comme il exulte, lorsque les résultats répondent à son attente ! Avec quel accent, — et quelle simplicité, — il annonce les villes prises et les victoires ! Après la reddition de Cambrai, il écrit à Colbert : « Je vous connais trop pour douter de la joie que vous avez eue de la prise de Cambrai. » Et, plus tard, après son entrée dans cette nouvelle conquête : « Je crois que la date de cette lettre ne vous déplaira pas. Pour moi, je la trouve très agréable pour un Roi de France... » Au même, en juin 1673, lorsqu'il assiège Maestricht : « J'ai dit à votre fils de vous mander d'envoyer un peintre, car *je crois qu'il y aura là quelque chose de beau à voir. Tout va très bien !...* » Et, lors de la prise de Besançon : « Je ne doute nullement que vous n'ayez beaucoup de joie de l'heureux succès que j'ai eu à Besançon. Je suis très aise de la joie publique. Bonjour !... » Mais tout n'était pas toujours beau. Lorsque les revers arrivent, il ne vit plus. Il a beau cacher ses angoisses, il souffre cruellement et même physiquement. Au moindre retour de fortune, il s'épanouit, il ne dissimule plus son soulagement. La première fois qu'il reçut le maréchal Villars, après son succès à Friedlingen, il lui dit : « Je suis autant Français que Roi : ce qui ternit la gloire de la nation m'est plus sensible que tout autre intérêt. C'est d'ordinaire sur les six heures que Chamillart vient travailler avec moi, — et, pendant plus de trois mois, il ne m'a appris que des choses désagréables. *L'heure à laquelle il arrivait était marquée par des mouvements dans mon sang.* Vous m'avez tiré de cet état : comptez sur ma reconnaissance... »

Pour lui, ce qui domine tout, c'est l'intérêt de l'État, — la

nation, la France : ces mots reviennent continuellement sous sa plume ou dans ses propos. Au début de son mémoire sur la campagne de 1673, il pouvait écrire en toute vérité : « Je désirais faire quelques progrès et soutenir et augmenter la puissance et la réputation de la France : *en travaillant pour elle, je travaillais pour moi*, et il m'était bien doux de trouver ma gloire dans celle d'un État aussi puissant et aussi abondant qu'est ce royaume... » Il n'oublie pas le rite nuptial de son sacre, dans la basilique de Reims : *il est l'homme qui a épousé la France*. Cette épouse mystique, il a essayé de la rendre grande par les armes. Il n'a pas toujours réussi. A la fin de son règne, le vieux Roi désabusé écrira à son petit-fils Philippe V : « Si vous avez cru qu'il fût fort facile et fort agréable d'être Roi, vous vous êtes fort trompé. » Il est déçu. Mais, par un haut sentiment de dignité, il n'ose pas avouer son désenchantement. Il aurait tort, d'ailleurs : les avantages obtenus sont assez beaux et assez durables pour le consoler de mille déboires passagers.

A l'intérieur, sera-t-il plus heureux? Cette France, tant aimée et servie d'un tel cœur, l'aura-t-il rendue plus grande par son administration que par ses victoires ?...

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

AUTOUR DU CONTINENT LATIN

AVEC LE « JULES MICHELET »

VIII[1]

L'URUGUAY ET LE BRÉSIL. — CONCLUSION

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

29 septembre-7 octobre.

Nous sommes en rade de Montevideo, à bord du *Parana*, canonnière que le Gouvernement argentin a eu la gracieuseté de mettre à ma disposition. La ville s'étale le long du quai, dominée à l'Est par la colline du Cero, qui tranche sur tout le paysage uniformément plat. Le *Jules Michelet* est amarré à quai, et, n'ayant pu remonter le Rio de la Plata, il nous attend depuis huit jours. Quand s'avance l'heure fixée pour notre débarquement, nous entrons dans le beau port et nous accostons près du *Jules Michelet*. Les quais sont couverts d'une foule compacte et remuante, ainsi que les larges rues qui y accèdent, et les acclamations commencent dès que le *Parana* approche ; au milieu du terre-plein dégagé où nous débarquons, une douzaine de légionnaires sont alignés, portant la croix de guerre française.

Tandis que je serre la main de ces volontaires, qui ont passé les mers pour venir combattre dans nos rangs, l'enthousiasme de la foule devient du délire. Le service d'ordre est débordé ; le

Copyright by général Mangin, 1922.

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre, 1er octobre, 1er décembre 1922, 1er janvier, 1er février, 15 avril et 1er juin 1923.

cordon qui encadrait notre itinéraire est partout rompu, nous sommes entourés, pressés, ne pouvant serrer que quelques-unes des milliers de mains qui se tendent vers nous. Spontanément, les braves légionnaires uruguayens m'entourent; se tenant par le bras, ils me font un rempart mouvant et me frayent un passage jusqu'au landau qui m'attend. Je tremble en voyant la proximité du quai que nous longeons : pourvu que les remous de la foule ne précipitent personne dans la mer! Mes compagnons, que ne protège pas la poitrine des légionnaires, s'avancent avec plus de peine. Ils sont littéralement portés par la foule, perdant pied à tout instant; le colonel Thierry a eu son sabre faussé; le lieutenant-colonel Icre a perdu une botte, qu'il retrouve avec peine; le ministre de France et M. Dupeyrat, laminés, blêmes, perdent la respiration : ils jugent un peu rudes ces manifestations de l'amour populaire, et que je parle bien à mon aise quand je m'extasie sur ce spectacle magnifique. Et M. Washington Paulier, le président du Comité, chargé d'organiser notre réception, répond aux reproches que lui fait le chef du protocole : « C'est le peuple, monsieur, c'est le peuple ! » Et il a bien raison.

Nous voici en voiture, escortés par un escadron des Blandengues, le régiment de cavalerie où servait Artigas, fondateur de la République orientale, et qui a gardé son ancien uniforme comme les grenadiers de San Martin en Argentine. Au pas, à travers la foule toujours aussi dense, sous une pluie de fleurs tombant des balcons, nous nous rendons au Jockey Club, où nous accueillent les souhaits de bienvenue que nous adressent les représentants du Gouvernement, de la ville de Montevideo, du Club. Au balcon, nouvelle harangue, à laquelle je réponds quelques mots. Les délégations devaient ensuite défiler, mais la foule compacte refuse de circuler. Personne ne consent à quitter la place d'où il peut voir les représentants de la France. La nuit vient, et c'est par une porte de derrière que nous pouvons gagner nos automobiles. Je rends visite au ministre des Affaires étrangères, au ministre de la Guerre et de la Marine le général Buquet et au chef de l'État-major général, le général da Costa.

A la légation de France, récemment organisée dans un bel hôtel avec un goût parfait par Mme Auzouy, un dîner nous réunit à un certain nombre de notabilités du monde officiel et

de la colonie française. Puis nous nous rendons au Parque Hôtel où nous attend la luxueuse hospitalité du Gouvernement uruguayen.

Le lendemain, le Président de la République, M. Baltasar Brum, reçoit en audience solennelle la mission française, et nous nous rendons en cortège au Palais du Gouvernement, escortés par un escadron des Blandengues et acclamés par la population de Montevideo, qui n'a pas épuisé son enthousiasme dans la journée d'hier. Pendant toute la guerre, le Gouvernement du Président Brum n'a cessé de témoigner à toute occasion ses sentiments d'amitié pour la France ; le 14 juillet a été déclaré fête nationale dès 1915, notre ravitaillement a trouvé constamment un concours empressé et un large crédit ; toutes nos œuvres de guerre ont été soutenues avec une générosité qui se reporte aujourd'hui sur les veuves et les orphelins des combattants. Ce pays n'a jamais cessé de vibrer à l'unisson du nôtre, et nulle part nos inquiétudes et nos joies n'ont été plus profondément ressenties.

Aussi je reprends aujourd'hui ma qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour apporter au Président de la République orientale une lettre autographe du Président de la République française, et j'ai l'agréable devoir de lui conférer le dignité de grand croix de la Légion d'honneur, dont je dois lui remettre les insignes. Du fait des circonstances, cette cérémonie protocolaire consacre par un lien significatif l'amitié qui unit les deux Gouvernements et les deux peuples, et M. Alexandre Millerand a pris soin de l'indiquer dans sa lettre, comme le président Brum dans sa chaleureuse réponse aux paroles que je lui adresse.

Dans la République orientale de l'Uruguay, le pouvoir exécutif est partagé entre le Président de la République, qui nomme les trois ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et Marine et de l'Intérieur, et le Conseil d'administration élu comme lui par le peuple et qui désigne les titulaires des quatre autres portefeuilles. Les pouvoirs du Président, qui sont à peu près absolus dans les autres républiques de l'Amérique du Sud dont la Constitution est calquée sur celle des États-Unis du Nord, sont ainsi limités et partagés en Uruguay par les attributions d'un Conseil qui, comme lui, tient directement ses pouvoirs du suffrage universel. Je dois donc rendre visite à ce

Conseil, et je trouve pour le présider M. José Battle y Ordonez, qui a été par deux fois Président de la République et s'est montré un fervent ami de la France.

C'est le représentant le plus marquant du parti avancé, du parti rouge, qui depuis l'origine de la République lutte contre le parti blanc. Cette opposition des deux couleurs vient des guerres civiles, qui commencèrent malheureusement dès que l'indépendance fut assurée ; le chef d'un des partis montait un cheval blanc et ses cavaliers portaient une flamme blanche à leur lance ; le cheval de son adversaire était bai et ses lanciers arboraient une flamme rouge. Mais j'ai le bonheur de n'avoir pas à me préoccuper de ces couleurs : si les partis rivalisent à mon arrivée, c'est dans le déploiement de leur amour pour la France.

Cette journée est consacrée à la remise des décorations et à l'échange des visites officielles, et ces démarches protocolaires, qui se déroulent d'ordinaire dans une atmosphère assez froide, sont ici réchauffées par des sentiments qu'on sent bien venir du cœur et l'échange des mots les plus simples prend toute sa signification.

La colonie française vient me rendre visite à la Légation, qui est bien la Maison de France. Un certain nombre de notables font ensuite une démarche discrète, mais très significative, pour que j'insiste auprès du département afin que M. Auzouy garde son poste le plus longtemps possible. C'est une vraie satisfaction de constater la sympathie dont nos nationaux entourent notre représentant, et en même temps son parfait accord avec le Gouvernement auprès duquel il est accrédité.

A la Légation de France, les thés, bals, soirées, dîners privés ou officiels succèdent aux réceptions et rassemblent la colonie française et toutes les personnalités notables de la capitale uruguayenne. Le dîner où nous convie le président Brum est particulièrement brillant. Le Club des Dames nous offre plusieurs réceptions, où l'élite de la société veut bien me faire admirer les danses de caractère encore en usage dans la campagne ; j'y retrouve par moments les figures de l'ancien quadrille français, avec un cachet original que soulignent les costumes locaux et les éperons des cavaliers, aux énormes molettes. L'ensemble est très gracieux, d'une réserve charmante, à plusieurs siècles des danses modernes.

CARTE DU PÉRIPLE DE L'AMÉRIQUE DU SUD PAR LE *JULES MICHELET* EN 1921

Le 2 octobre, je vais saluer au cimetière central le monument élevé à la mémoire de Gambetta, qui rassemble depuis quarante ans tous les souvenirs français, toutes les protestations et toutes les espérances enfin réalisées. Je dépose une couronne aux morts de la guerre, puis une palme de bronze sur l'urne qui contient les cendres d'Artigas.

C'est en Uruguay le héros national, comme San Martin en Argentine, Bolivar au Vénézuéla, Washington aux États-Unis. Il incarna son pays de 1811 à 1820 pendant les âpres luttes pour l'indépendance, d'abord contre les Espagnols maîtres du pays, puis alternativement contre les Portugais venus du Brésil et les Argentins de Buenos-Ayres. Ses premières campagnes avaient assuré son prestige; quand le vaillant peuple oriental, abandonné à ses seules forces devant l'armée portugaise, se trouva sans aucune organisation et hors d'état de combattre, il n'hésita pas à l'entraîner dans un exode unique dans l'histoire des temps modernes. Sous la protection de 3000 guerriers, tous s'exilèrent, vieillards, femmes et enfants, conduits par Artigas, ne laissant à l'envahisseur que le désert. Cet exil dura plus de deux ans et ne cessa que par la libération du pays.

Artigas comprit le premier la forme que devaient revêtir les nations sud-américaines libérées de la domination espagnole, que la nature, la race et l'histoire empêchaient de se réunir en une seule fédération comme l'avaient fait les Anglo-Saxons dans l'Amérique du Nord; il vit aussi que, malgré le sentiment de fidélité conservé envers les Bourbons d'Espagne par un certain nombre de créoles, on ne pouvait attendre l'ordre et la paix d'un infant proclamé roi ou empereur et à plus forte raison d'un monarque étranger. Plus tard, le Brésil va se séparer du Portugal tout en gardant la dynastie de Bragance, mais le prince qui va ceindre la couronne impériale gouverne déjà à Rio de Janeiro : les conditions sont toutes différentes.

Aussi, Artigas fut le premier à déclarer la séparation définitive d'avec l'Espagne et aussi le premier à proclamer en Uruguay une République indépendante. Ce n'était pas seulement un chef de guerre émérite et un politique clairvoyant; c'était un chef d'État et un organisateur. La netteté de ses vues illumine ses *Instructions de l'An 1813* rédigées à l'occasion du Congrès de Peñarol et qui, oubliées au milieu des troubles civils et des guerres étrangères, furent retrouvées seulement

en 1867 et publiées pour la première fois en 1878. Elles sont très en avance sur l'époque et contrastent avec les débats confus du Congrès de Tucuman en 1816, qui se tint pourtant trois ans après.

La fin de ce grand homme longtemps calomnié fut d'une désolante tristesse : dans une lutte sans merci contre la troisième invasion portugaise, il fut trahi par ses lieutenants plutôt que vaincu et se réfugia au Paraguay pour y vivre dans l'obscurité et la misère sous la domination soupçonneuse du tyran Francia. Il mourut après trente années de cet exil volontaire, à quatre-vingt-six ans... Il repose au Panthéon de sa capitale; ses statues s'élèvent dans toutes les villes importantes, mais le plus beau monument qui ait été consacré à sa mémoire, c'est l'*Épopée d'Artigas*, de Juan Zorilla de San Martin, historien, orateur et poète, ouvrage solidement construit à l'aide de documents et de faits, qu'éclaire la chaude lumière d'une émouvante éloquence.

Dans l'après-midi du 2 octobre, je suis convié par le Président de la République à passer la revue des troupes. Le chef de l'État me reçoit d'abord dans sa tribune, où il me fait présent d'un sabre magnifique, fabriqué dans l'arsenal de Montevideo et qui porte sur sa lame : « L'Armée de la République orientale au général Charles Mangin. »

Il me demande de prendre le commandement, « pour être le premier général étranger auquel obéiront les troupes uruguayennes, me dit-il. C'est un hommage rendu à l'armée française dont vous êtes le digne représentant. » Je remercie brièvement de cet honneur et je monte à cheval pour saluer le Président et passer au pas devant la ligne, qui s'étend sur la Rambla Wilson, magnifique boulevard maritime. Le général da Costa, chef d'état-major général, m'accompagne.

Voici d'abord les marins : la compagnie de débarquement du *Jules Michelet*, l'école navale, le bataillon de la marine. Puis les Écoles militaires et la compagnie d'élite, qui portent leur tenue de 1830, haut pantalon blanc à pont, habit court, shako; puis trois brigades d'infanterie, un régiment du génie, trois régiments d'artillerie. Enfin le fameux régiment des blandengues d'Artigas, et deux autres régiments de cavalerie. Composées de soldats de métier dont les plus âgés ont été récemment mis à la retraite, les troupes ont bonne mine; les

uniformes et l'équipement sont pratiques. Je reviens au galop pour me placer en face de la tribune présidentielle, et le défilé s'exécute ensuite à belle allure. Le vent est frais, le temps couvert, mais le plafond des nuages est assez élevé. Des avions sillonnent l'air, très hardis; la foule immense, au comble de l'enthousiasme, ne cesse d'acclamer la France et les troupes; l'Océan, dont les lames se brisent contre le mur de la Rambla, donne un cadre magnifique, tout à fait digne de ce beau spectacle militaire, qui s'est déroulé dans un ordre parfait.

On me demande de revenir à cheval par les faubourgs, dont la nombreuse population n'a pu assister à la revue, faute d'espace pour la contenir : « C'est tout au plus si cent mille personnes ont pu vous voir, me dit-on, mais il y en a deux ou trois fois autant qui voudraient vous saluer : car l'envoyé de la France doit aller au peuple si le peuple n'a pu venir à lui. » C'est dimanche et nous traversons de larges avenues bordées tantôt de coquettes villas, tantôt de maisons ouvrières : c'est surtout devant celles-là que je dois me montrer. Sur mon passage imprévu, la population s'amasse aussitôt, en criant : « Vive la France! » La manifestation qui nous a accueillis à notre arrivée reste inégalable en intensité, mais celle-ci la dépasse encore par la dévoloppement de son ampleur.

Les jours suivants, j'ai visité les casernes, l'hôpital, les écoles militaires, l'école navale dont le directeur me fit remarquer qu'il appliquait dans tout l'enseignement les méthodes indiquées par le docteur Gustave le Bon dans sa *Psychologie de l'éducation*. Le Président de la République m'a convié à inaugurer avec lui une fabrique de munitions : le ministre de la Guerre et le chef d'État-major général m'entretiennent d'une mission militaire française, — trois capitaines des différentes armes, — qui est demandée à notre Gouvernement pour moderniser l'armée uruguayenne.

Les Établissements français d'éducation offrent le même caractère que dans les autres États de l'Amérique du Sud. Nos religieux et nos religieuses y montrent le même zèle, et enseignent le patriotisme en même temps qu'ils font aimer la France. Mais je commence par visiter le lycée Carnot, dont la moitié des professeurs sont des universitaires français qui font leur classe dans notre langue; l'autre moitié comprend des professeurs uruguayens qui professent en espagnol, ce qui permet de

garder au lycée un caractère national, et tous se félicitent des résultats obtenus. Toutefois, un personnel ainsi composé coûte relativement cher, et l'établissement n'équilibre son budget que grâce à de généreux donateurs, dont le principal, M. Supervielle, est d'origine française. Cette œuvre, si intéressante à tous égards, reste malheureusement de portée restreinte.

J'ai été reçu par l'Assemblée Nationale, — formée par la Chambre des députés et le Sénat, — réunie en session extraordinaire. Le docteur Espalter, président de l'Assemblée, me fait asseoir à sa droite; il adresse un émouvant hommage à la France libératrice, soldat du Droit, protectrice des peuples opprimés, que toutes les nations sud-américaines vénèrent comme leur mère spirituelle; c'est par un acte de foi et d'espérance dans les destinées de la France que la République uruguayenne a choisi le 14 juillet comme fête nationale; elle a rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne dans un élan de son cœur, sans invoquer de texte ou de précédent, pas plus qu'un honnête homme n'invoque le code pénal ou le droit civil pour accomplir son devoir envers sa famille et sa patrie... L'éloquent orateur termine en m'annonçant que les deux Chambres ont autorisé le Président de la République à me conférer le grade de général *ad honorem* dans l'armée uruguayenne. J'ai accepté ce grade, non comme un honneur personnel, mais comme un hommage rendu à l'État-major de l'armée française, en me réjouissant de ce lien nouveau entre les deux armées et les deux pays.

Les réceptions se succèdent; le Comité des fêtes les multiplie, le Club des Dames également; la troupe française de M. Rozemberg donne une représentation de gala; puis le ministre des Affaires étrangères et Mme Buero nous invitent à une charmante partie de campagne... J'arrête mon énumération trop sèche de ces fêtes, toutes cordiales, gaies, charmantes. Elles se terminent par un grand dîner et un bal où je reçois le Président de la République à bord du *Jules Michelet*.

Comme notre départ s'approche, le général da Costa, chef d'État-major général de l'armée, me remet une brochure imprimée à mon intention, où il a fait rassembler les documents historiques qui racontent la part prise par les Français à la défense de Montevideo de 1842 à 1851 contre les troupes du tyran argentin Rosas. Parmi les défenseurs de la « nouvelle

Troie, » comme l'appelait alors notre Alexandre Dumas, se rangèrent au début un petit corps de 200 volontaires français. Rosas ayant menacé de mort tout étranger pris les armes à la main, les volontaires affluèrent et formèrent une légion française, dont l'effectif dépassa 3 000 combattants. Une légion italienne d'un millier d'hommes se forma en même temps sous le commandement de Garibaldi, qui devait rapporter de l'Uruguay sa chemise rouge et son *puncho* légendaire. En 1843, le Consul de France somma ses nationaux de déposer les armes et négocia leur départ avec le commandant de l'armée assiégeante. Les Français refusèrent d'obéir. Mais le contre-amiral Lainé vint officiellement, au nom du roi Louis-Philippe, exiger du Gouvernement uruguayen le licenciement de la Légion. Le colonel Thibault, qui la commandait, crut qu'il suffisait d'abandonner le nom et les insignes nationaux pour lui donner satisfaction; il dit à ses soldats : « Camarades, on nous défend de porter notre cocarde; nous ferons comme fit la garde impériale, nous la placerons sur notre cœur. Notre étendard est un obstacle, plions-le en attendant des jours meilleurs... » Cependant le désarmement effectif de tous les sujets français fut prescrit par un ordre formel. Alors, devant ces nouvelles exigences, et pour éviter toute difficulté diplomatique, Thibault fit déposer les armes; mais ses soldats les reprirent aussitôt, ayant provisoirement adopté la nationalité uruguayenne, afin de pouvoir continuer la lutte pour l'indépendance du pays qui leur avait donné l'hospitalité. Ils formèrent la 2e Légion de la Garde nationale et le régiment des chasseurs basques. En recevant leur nouvel engagement, le ministre de la Guerre Pacheco y Obes, général, poète et orateur, leur dit : « Français! en vérité jamais vous n'avez été plus dignes de ce nom qu'en ce moment où, pour le conserver pur, vous avez résolu de ne pas le manifester... L'unique conquête que cette terre pouvait souffrir aujourd'hui, c'est la vôtre; vous la lui avez imposée. Oui, vous avez conquis pour toujours son amour, sa gratitude et son admiration!... » Par leur conduite au cours de cette longue lutte, nos braves compatriotes se montrèrent dignes d'inspirer de tels sentiments; ils se sont transmis aux générations suivantes, et la reconnaissance, qui ennoblit les peuples comme les individus, donne une généreuse chaleur aux témoignages d'amitié prodigués aujourd'hui au soldat français.

Le mauvais temps m'a empêché de me rendre à l'invitation que la ville de Minas m'avait adressée : c'eût été une occasion de visiter les campagnes si fertiles de l'Uruguay, qui est comme un grand jardin coupé de prairies, également propre à la culture et à l'élevage. Grande comme la moitié de la France, la République orientale n'a qu'un million et demi d'habitants, mais tout le sol est fertile, et il pourrait facilement en nourrir dix ou douze fois autant. Par sa forte natalité, et une immigration de bonne qualité, la population s'accroît très rapidement. L'instruction publique est très développée, et Montevideo est justement fière de son Université. Le pays est certainement destiné à un grand avenir.

Mais il nous faut le quitter, car je dois être à Rio pour la « fête de la race, » qui commémore la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Je prends congé du président Brum et des ministres le 6 octobre, non sans regret. Le lendemain nous nous rembarquons. Le ministre des Affaires étrangères a tenu à venir lui-même me saluer à bord. La population se presse de nouveau sur les quais et nous fait des adieux vraiment touchants. Enfin, à cinq heures, le *Jules Michelet* s'éloigne de cette terre si amie, que nous ne voyons pas disparaître sans quelque mélancolie.

LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

11-18 octobre.

Dès les premières heures du jour, nous montons sur la passerelle pour ne rien perdre de l'entrée dans la baie de Rio. Le ciel est nuageux et la lumière pourtant reste vive. Mais des grains courent vers l'horizon et en voilent constamment certaines parties pendant plusieurs minutes. Quand nous approchons de terre, c'est comme un rideau mobile qui se promène devant nous et par instants nous enveloppe entièrement. Un contre-torpilleur battant le pavillon de guerre du Brésil vient à la rencontre du *Jules Michelet*, salue, et nous fait escorte.

Voici la terre, avec ses plages de sable, ses villas et ses jardins verdoyants, dominés par des montagnes au profil net et fier. Nous entrons dans la passe, que défendent les forts de San Juan et de Santa Cruz, et nous voici près de l'île de Villegagnon, dans la baie de Rio de Janeiro, qui présente un des plus beaux panoramas du monde. Mais les averses locales continuent leur

jeu décevant d'éventail ; avec une coquetterie qui se prolonge vraiment trop longtemps, cette nature splendide nous cache successivement chacun de ses traits charmants : la vue d'ensemble nous échappe.

Un petit vapeur nous accoste, ayant à bord Son Excellence l'ambassadeur de France M. Conty, puis nous entrons dans l'arsenal de guerre, où nous débarquons. Un bataillon rend les honneurs ; une musique joue *la Marseillaise*. Dans une grande salle de décoration guerrière ont lieu les présentations : l'Ambassadeur, sa maison militaire française, les fonctionnaires des Affaires étrangères, les officiers brésiliens que le Président de la République a bien voulu nous adjoindre. Parmi ces derniers, le général Randon est attaché à ma personne : d'origine française, le général Randon a exploré une immense région et il en a commencé l'organisation et la mise en valeur. Et je suis très sensible à l'attention d'avoir placé près de moi un explorateur célèbre, dont les travaux scientifiques sont très remarquables, et qui est en même temps un colonial de vocation. Je retrouve comme chef de la mission militaire française le général Gamelin, un de mes anciens compagnons d'armes sur le front français, qui dispose d'une trentaine d'officiers triés sur le volet et qui mène à bien sa tâche délicate, grâce à l'appui du Gouvernement et à la bonne volonté de tous.

Nous montons en automobile, et en quelques tours de roue nous sommes au beau palais de Guanabara, où je suis l'hôte du Brésil. C'est l'ancienne résidence du comte d'Eu, gendre de l'empereur dom Pedro II, et les souverains belges m'y ont précédé. Guanabara est le nom indien de la baie de Rio ; Dias de Solis, le premier navigateur portugais au service de l'Espagne qui la découvrit au commencement de l'année 1515, prit cette rade profonde pour l'estuaire d'un grand fleuve qu'il appela « Rivière de Janvier. » Quarante ans plus tard, le huguenot français Villegaignon s'établit dans la petite île que nous côtoyions tout à l'heure et y voyait la capitale de la France antarctique. C'est seulement en 1567 que les Portugais, après avoir ruiné cet établissement que divisaient les querelles religieuses, fondèrent sur la côte San-Sebastian-de-Rio-de-Janeiro, qui devint au XVIIIe siècle la capitale de la colonie, puis de l'empire du Brésil, et qui est aujourd'hui, avec son million d'habitants, la capitale magnifique de la République fédérale.

Au cours de nos visites au Président et aux Ministres, nous admirons d'abord le splendide boulevard qui court le long de la mer, puis les constructions monumentales d'heureuses proportions, les rues larges et bien tracées. Les collines très rapprochées de la côte ont forcé la ville à s'étendre démesurément en longueur et aujourd'hui, pour bâtir sans trop s'éloigner du centre, il faut entailler fortement les pentes abruptes par des travaux de nivellement qui sont de plus en plus importants. Les jardins publics ou privés égayent cet ensemble un peu volontaire; de hauts palmiers royaux au tronc lisse donnent un caractère vraiment architectural à certaines grandes artères. La splendeur de la végétation tropicale est depuis longtemps utilisée dans la décoration, et toujours avec un goût parfait. On montre au jardin botanique la *Palma mater*, l'ancêtre de ces palmiers royaux, planté sous le roi Jean VI, au commencement du dernier siècle, colosse qui a donné naissance aux arbres de cette espèce qui ornent toutes les villes du Brésil, et j'admire aussi une allée de manguiers datant de la même époque.

C'est en audience privée que me reçoit le président Epitacio Pessoa. En effet, le quai d'Orsay a cru devoir notifier que mon rôle d'ambassadeur s'étant terminé au Pérou, je n'étais chargé que d'une mission de courtoisie, et que d'ailleurs les fêtes du centenaire de l'Indépendance brésilienne, préparées pour l'année suivante à Rio, donneraient lieu à l'envoi d'une ambassade spéciale. Il s'en suit que nous circulons sans pompe et beaucoup plus librement ; mais aucun préparatif n'avertit de notre passage la population de Rio, qui nous salue courtoisement, sans plus : rien ne rappelle les manifestations enthousiastes qui nous ont accueillis dans toutes les autres villes américaines. Le caractère privé de l'audience n'enlève rien à la cordialité du président Pessoa, ni aux attentions de toute sorte dont nous avons été comblés pendant notre séjour au Brésil.

Nous rendons visite ensuite aux ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine, ainsi qu'au chef d'État-major général, le général Bastos. Avec le ministre de la Guerre, M. Calogeras, la conversation se prolonge. Jeune, intelligent, ardent, patriote, M. Calogeras se félicite beaucoup des services que rend la mission militaire française en modernisant l'armée brési-

lienne ; il voudrait accroître encore le nombre de ces officiers et étendre leurs attributions. C'est là une question délicate, que le général Gamelin est mieux que quiconque en situation de discuter. Dans tous les pays du monde, le corps d'officiers doit travailler beaucoup pour suivre les transformations que les progrès de l'armement font subir à toutes les branches de l'art militaire et à l'organisation des armées, et il n'est pas douteux que nos officiers sont particulièrement indiqués pour renseigner à cet égard leurs camarades des armées latines, parce qu'ils les comprennent bien et en sont bien compris, et parce qu'ils ont une expérience complète de la guerre moderne. D'autre part, leur exemple et leurs conseils sur la neutralité scrupuleuse que l'armée doit garder dans la politique intérieure du pays ne sont pas toujours inutiles.

Les réceptions en notre honneur ont commencé par un grand dîner offert au Cattete, qui est le palais du Président de la République. Nous y prenons contact avec les ministres, le bureau des deux Chambres, l'État-major général de l'armée et de la marine et les hauts fonctionnaires. Par les questions qu'on nous pose et par la façon dont on sait manifester la sympathie pour la France, nous sentons que nous sommes dans un milieu très averti de la situation européenne.

Les autres réceptions ont lieu au Jockey Club, qui a été bâti en vue de telles occasions. Le général Gamelin, la colonie française et l'ambassadeur de France nous y reçoivent d'abord, puis le ministre de Pologne, qui fête en même temps l'heureuse solution du problème silésien. Le vice-président du Sénat, M. Antonio Azeredo, nous y réunit avec tout le corps diplomatique de l'Entente ; c'est un vieil ami de la France, qui garde un souvenir ébloui du passage de M. Clemenceau en 1910 et qui n'a cessé de travailler activement au rapprochement de plus en plus intime entre son pays et le nôtre. Au Club naval et au Club militaire, puis dans des réceptions particulières, nous sommes fêtés par nos camarades de l'armée et de la marine et par le monde brésilien.

Le Comité des courses m'invite à une réunion hippique très brillante. J'y suis piloté par M. Paulo Machado, président du Comité des courses ; le prix de l'épreuve principale porte mon nom et c'est son cheval *Pardal* qui le gagne : « Le prix est à vous, » me dit-il. Me voici dépositaire d'une somme fort

importante et je ne vois d'autre moyen, pour en faire une équitable distribution aux œuvres de bienfaisance, que de recourir à la compétence de Mme Epitacio Pessoa, le gracieux ministre de la Charité.

Les anciens combattants me font au Cercle français une réception particulièrement chaleureuse. Mais les clubs anglais et américain et la colonie belge dans son hôtel rivalisent de cordialité. Vraiment on sent qu'il y a eu la guerre, et il est bon que des soldats français viennent de temps en temps rappeler la fraternité d'armes qui a uni tous les Alliés.

J'ai commencé la visite des établissements français par le Lycée de Rio; cet excellent établissement d'instruction secondaire rencontre les mêmes difficultés que le Lycée Carnot à Montevideo, et le concours de généreux donateurs lui est indispensable. Mais il faut se réjouir que grâce à eux notre Université soit représentée ici.

Dans les œuvres d'enseignement et d'assistance, nos congréganistes continuent leur tâche et je constate les mêmes résultats que dans tout le cours de mon voyage. Nos religieux et nos religieuses sont hautement appréciés par toutes les autorités civiles et religieuses, en même temps que par la population. Le désir de voir s'augmenter leur nombre m'a été plusieurs fois exprimé à Rio.

La visite des écoles militaires faisait partie des devoirs agréables à remplir, puisque j'avais à y constater l'œuvre essentielle de la mission française. Le ministre de la Guerre, M. Calogeras, m'a convié à inaugurer avec lui la nouvelle école d'État-major qui est ici l'École supérieure de guerre; j'ai visité ensuite l'École militaire des élèves officiers, des sous-officiers, l'École de perfectionnement des officiers, celle de l'Intendance, et même l'École vétérinaire. On m'a présenté la série des cours, qui offrent le grand intérêt d'une adaptation moderne à un théâtre d'opérations très différent de ceux d'Europe et la mise en œuvre de moyens également assez différents. L'œuvre du général Gamelin et des officiers qui le secondent est vraiment très belle, et ils en sont récompensés par les résultats. J'ai causé assez longuement avec un certain nombre de ses élèves, qui feraient bonne figure dans toute armée européenne.

J'ai vu aussi les troupes. A Rio, la police militaire est un corps de 4000 hommes d'élite, qui rappelle à la fois notre

gendarmerie et notre garde républicaine. Son quartier contient un curieux musée du crime, une collection de tous les appareils qui peuvent servir aux malfaiteurs publics, du casse-tête aux diverses pinces-monseigneur. La troupe est très belle.

Au camp d'aviation, le ministre m'a convié à passer avec lui en revue une division de toutes armes, qui a défilé superbement, avec son artillerie, sa cavalerie, ses chars de combat et ses avions. Il galopait crânement près de moi, et suivait l'allure de mon bon cheval uruguayen, qui avait pris terre pour la circonstance. J'aurais voulu aller survoler Rio et la baie, mais le temps couvert a enlevé tout intérêt à cette promenade.

Le lendemain, nous avons été excursionner à Tijuca, montagne boisée du plus haut pittoresque. Les routes sont tracées de façon à réunir les points de vue les plus divers, sites charmants et intimes comme celui de Paul-et-Virginie, panorama majestueux comme celui qu'on découvre du Pavillon Chinois. La baie de Rio et la mer libre présentent successivement le spectacle le plus varié et le plus admirable. Nous déjeunons dans une agréable villa et nous revenons par la côte, sur une route toute neuve qui rejoint et prolonge le boulevard maritime de la capitale. Le préfet de Rio me fait inaugurer un tunnel, un beau viaduc qui enjambe un ravin à pic. Je ne pense pas qu'il existe au monde un ensemble comparable à celui que présente une excursion à Tijuca.

Le ministre de la Marine nous emmène déjeuner à l'île de Paqueta, qui est au fond de la baie. La pluie s'est mise de la partie, mais il y a assez d'éclaircies pour que nous soyons récompensés de l'avoir narguée. Le petit vapeur qui nous emporte est assez grand pour qu'un orchestre fasse danser de temps en temps quelques couples. La mer est calme et les côtes pittoresques.

***

19-20 septembre.

L'État de Saint-Paul est le plus riche et le plus intéressant du Brésil ; c'est celui qui manifeste pour la France la sympathie la plus vive ; sa capitale, dont la population dépasse le demi-million d'habitants, est la second ville de la République ; ses forces de police forment comme une petite armée, organisée par des officiers français : autant d'excellentes raisons

pour que j'accepte l'invitation d'aller à Saint-Paul. Nous partons le 18 à onze heures du soir dans un excellent train et nous arrivons douze heures après à Saint-Paul. Nous traversons pendant la matinée un pays riche, admirablement cultivé, qui paraît comme une immense plantation de café. A notre arrivée, les troupes ont pris les armes. La population nous acclame avec enthousiasme et crie longuement : « Vive la France ! » Avec les autorités locales, le général Nerel et les quatre officiers de la mission militaire française nous attendent à la gare et nous conduisent d'abord au Cercle français, où se sont réunis les anciens combattants. Après un déjeuner à l'Automobile-Club, je rends visite au président de l'État, M. Washington Luiz, puis aux ministres. Nous parcourons une superbe ville toute en fête, qui manifeste sa joie de nous recevoir ; le Président et les membres du Gouvernement sont tout heureux de nous le faire constater.

Le soir, nous dînons à la Présidence. M. Washington Luiz nous raconte très simplement comment son prédécesseur, qui est présent et approuve, a décidé et obtenu l'arrivée d'une mission militaire française. Les premières ouvertures faites par le Gouvernement de Saint-Paul au Gouvernement fédéral de Rio avaient été accueillies froidement ; le baron de Rio Branco, alors ministre des Affaires étrangères, était un remarquable homme d'État, qui a rendu de grands services à son pays où son nom reste hautement honoré ; mais, pendant un long séjour à Berlin, il s'était laissé séduire par l'organisation allemande, la force débordante du nouvel Empire, et les attentions enveloppantes de Guillaume II. Rio Branco répondit donc aux projets de Saint-Paul en indiquant qu'après la guerre de 1870-71, les officiers allemands lui paraissaient beaucoup mieux qualifiés que les Français pour servir d'instructeurs aux troupes paulistes. Le Président de Saint-Paul maintint son opinion, fondée sur les affinités latines des deux peuples brésilien et français : la discipline allemande, à son avis, ne convenait pas aux soldats brésiliens. Le Gouvernement fédéral se désintéressa complètement de la question ; c'est en dehors de lui et du Gouvernement français que des officiers français en retraite ou en non-activité contractèrent un engagement avec l'État de Saint-Paul ; le ministre de la Guerre français leur donna simplement le droit de porter leur uniforme avec le grade supérieur. Le

général Nerel et ses officiers sont revenus combattre dans nos rangs, dès 1914; à la paix, ils sont retournés au Brésil continuer leur œuvre, forts de leur nouvelle expérience, et en parfaite communauté de vues avec le général Gamelin; tout en restant absolument indépendant de l'armée fédérale, le général Nerel en applique à Saint-Paul les règlements de manœuvre et les méthodes d'instruction.

Ce sont de très belles troupes que je passe en revue le lendemain, et qui, par leur tenue, rappellent étonnamment nos régiments avant la guerre. Dans les casernes, dans les écoles des sous-officiers, je constate les soins donnés à l'instruction. Les « forces de police » feraient, en cas de besoin, très bonne figure à côté de l'armée régulière.

L'École normale qui forme les institutrices est le plus remarquable établissement d'instruction que j'aie visité au cours de mon voyage, et je voudrais pouvoir espérer que nous en avons de semblables en France. De vastes bâtiments, confortables, bien aérés et éclairés, des terrains de jeu et de sport, voilà pour l'extérieur, la partie immédiatement visible; des classes exécutent des mouvements de culture physique d'après les principes modernes, encore ignorés de notre enseignement, et que seule l'École militaire de Joinville s'efforce de répandre. Le ministre de l'Instruction publique et le directeur de l'École normale, qui m'accompagnent, m'expliquent que l'instruction pratique et les cours ménagers sont ici sur le même plan que l'instruction théorique et les arts d'agrément. Puis, dans un grand amphithéâtre, je suis accueilli par un chœur qui chante *la Marseillaise* en français, sans aucun accent. Une élève m'explique : *pourquoi la jeune Brésilienne aime la France;* c'est un discours français aussi bien pensé que dit, où se mêlent la raison et le sentiment. Après l'exécution d'un beau programme de musique et de déclamation, un professeur prit la parole et s'excusa de le faire à l'improviste. Sa haute et sobre éloquence apporte à notre pays un des plus beaux hommages que j'aie jamais entendus, et il était impossible de se douter que l'orateur n'était pas notre compatriote. Vraiment, le français n'est pas ici une langue étrangère; la façon dont ces futures institutrices l'ont appris me montre comment elles sauront l'enseigner. C'est pour elles une langue classique sans être une langue morte.

Nous visitons à Boutantan une institution scientifique de la plus haute importance. Le continent américain ne recèle aucun des grands fauves qui rendent redoutable la brousse africaine et la jungle asiatique ; ni tigre, ni lion, ni panthère, ni rhinocéros, ni même d'éléphant; à peine le jaguar, beaucoup plus petit, moins à craindre et assez rare ; l'alligator est moins dangereux que le caïman du Niger et le crocodile du Nil. Mais les serpents y pullulent, d'où la nécessité de se guérir de leurs morsures. A l'Institut de Boutantan, chaque reptile a été étudié et son venin analysé: à chaque sorte de venin correspond un sérum, et, quand on ignore le reptile dont on a subi la morsure, un sérum polyvalent est inoculé au patient. La préparation de ces sérums exige la production des venins, donc l'élevage des serpents. En dehors des savants laboratoires, cet élevage est une curiosité accessible aux ignorants que nous sommes. Les reptiles vivent dans des huttes de 60 à 80 centimètres de hauteur, convenablement aérées; ces huttes sont construites dans de petites îles autour desquelles court sans cesse une eau pure, dans des canaux cimentés dont le bord extérieur est à pic, en sorte que les serpents ne peuvent s'en échapper. Chaussé de hautes bottes jusqu'à mi-cuisse, le préparateur fait sortir les serpents de leur hutte, en les taquinant d'un long bâton; il saisit l'un d'eux derrière la tête, entre le pouce et l'index, et lui ouvre la gueule ; l'horrible bête s'agite nerveusement, fouette le bras qui la tient ; de ses crochets la goutte de venin suinte, que le préparateur recueille ; puis il lâche le patient devenu inoffensif, qui se faufile rapidement dans sa hutte. Il jette à l'eau plusieurs reptiles; ils nagent, la tête dressée, et leurs souples ondulations ont une grâce si merveilleuse qu'on oublie toute prévention contre l'animal homicide, emblème de la perfidie.

Et je me souviens d'une belle matinée d'hivernage, dans la forêt équatoriale; devant moi sur le sentier, le guide était entièrement nu, une sagaie à la main ; il m'arrête d'un geste brusque et me montre un énorme trigonocéphale, lové sur un tronc d'arbre vermoulu où il se chauffait aux rayons du soleil déjà haut sur l'horizon. Le jeune noir s'arcboute d'un pas en arrière, brandit sa sagaie qui vibre, et d'un coup bien ajusté cloue sur le vieux bois la tête du malfaisant reptile ; les anneaux du long corps se détendent brusquement, comme par une

décharge électrique, et la queue vibre au-dessus du bois horizontal, à deux mètres en l'air ; puis toute la masse retombe lourdement sur le sentier, tandis qu'éclate le joyeux rire du vainqueur. Jamais je n'ai oublié la force, l'adresse et le courage que son beau corps d'airain exprimait par tous ses muscles.

J'aurais voulu visiter aussi l'Institut agronomique où notre compatriote M. Arthaud Berthet a fait progresser toutes les cultures du pays, et surtout celle du café. Mais je dois me borner à venir apporter le salut de la France aux établissements d'enseignement où les religieuses françaises me reçoivent au milieu de leurs élèves. J'aurais voulu aussi visiter Santos, le port de Saint-Paul, où s'embarque la plus grande partie du café brésilien ; il faut me contenter d'une rapide excursion en automobile dans la campagne. Après un grand dîner où nous fêtent nos nationaux, nous reprenons pour Rio notre excellent train, ravis de ce trop court voyage.

Cet État de Saint-Paul, qui compte cinq millions d'habitants, est admirablement organisé à tous égards ; il est à l'affût de tous les progrès matériels, intellectuels et moraux, qu'il s'agisse de l'hygiène publique, d'art, de sciences, de pédagogie. Il a une vie particulière très intense et reste résolument loyaliste. Il constitue dans le développement du Brésil une grande force de progrès raisonnable, et c'est un des pays du monde où la France est le mieux aimée et le mieux comprise.

21-25 octobre.

Nous ne revenons à Rio que pour y faire nos adieux. Je vais remercier le Président de la République et les ministres de toutes les attentions dont j'ai été comblé pendant tout mon séjour.

Puis nous sommes reçus à dîner par l'ambassadeur d'Angleterre et lady Filley, avec des raffinements de bonne grâce. Comme je m'excuse de ma honteuse ignorance de la langue anglaise : « Mais tout le monde ici parlera français ce soir, » me dit l'ambassadrice en augmentant ma confusion.

Nous visitons Pétropolis, où l'ambassadeur de France est obligé de chercher le gîte où il nous reçoit, car son ambassade de Rio menace ruine. Pétropolis est une capitale d'été ; son site élevé lui donne un climat tempéré, et un ensemble de vastes avenues, de palais et d'hôtels lui donne un air de Versailles.

Elle doit son existence et son nom au dernier empereur, dom Pedro. J'admire que la Révolution de 1889 ait respecté sa statue : on m'apprend que cet hommage lui a été rendu après sa chute. Il reste le moderne Marc-Aurèle, dont le souvenir est entouré du respect universel et de la reconnaissance nationale.

Après un dîner de soixante-cinq couverts, un grand bal réunit à bord du *Jules Michelet* toute l'élite du monde brésilien. Le sympathique ministre de la Guerre, M. Calogeras, ainsi que le chef d'état-major général, l'ambassadeur de France, la mission militaire française viennent nous faire leurs adieux, et nous appareillons pour Bahia le 22 à 7 heures du soir.

A Bahia, nous attire une colonie française particulièrement vivante et intéressante. La municipalité est en procès avec les constructeurs français de son beau port, et l'État de Bahia a quelques contestations avec d'autres entreprises également françaises, mais heureusement je n'ai pas à connaître ces difficultés momentanées et locales : rien ne m'empêche d'accepter l'invitation des anciens combattants, et ce sont eux qui m'ont reçu avec une touchante émotion. Il y avait de longues années qu'un bâtiment de guerre français n'avait été vu dans ces parages, et notre pavillon ne se montre que beaucoup trop rarement. Porté par un beau croiseur comme le *Jules Michelet*, sa vue était particulièrement réconfortante pour nos nationaux.

Quelle réception, quelle chaleur de cœur chez les bonnes sœurs de Saint-Vincent de Paul et chez les Ursulines françaises! Vraiment, notre visite était inespérée et la joie qu'elle cause va droit à nos cœurs qui devraient être blasés sur ce spectacle tant de fois renouvelé; mais il semble que nous sommes dans un pays encore plus éloigné, où toute marque de sympathie venant de la mère patrie paraît un inexprimable bonheur.

J'ai visité une vieille église portugaise et quelques restes de fortification qui, pour cette ancienne cité, sont comme des titres de noblesse. La ville est tout à fait tropicale, et la population très noire. Elle nous a fait un accueil vraiment chaleureux, bien que la municipalité ait cru devoir rester en dehors de toute manifestation. Le président de l'État, qui, par un vieux souvenir, porte le titre de gouverneur, était en tournée; mais les troupes rendaient les honneurs et d'aimables attentions m'ont accueilli.

* * *

Nous voici sur le chemin du retour; cette visite au Brésil, dernier contact avec l'Amérique latine, nous montre un grand pays en voie de perpétuelle transformation par son constant

ITINÉRAIRE DU GÉNÉRAL MANGIN AU MAROC ET EN AFRIQUE OCCIDENTALE

et rapide développement et par ses progrès dans tous les ordres d'idées. Il dépasse 31 millions d'habitants : sa natalité très élevée et son émigration de bonne qualité assurent le peuplement rapide dans des terres fertiles et l'exploitation de ses richesses latentes.

C'est un pays qui contient tous les climats, avec toutes les races de l'Europe et de l'Afrique, mais qui marche dans le sens de l'unité grâce à l'école et à l'armée. Sa constitution fédérale et la sagesse du Gouvernement central permettent de tenir compte des grandes différences qui existent entre les populations de l'Équateur et celles de la zone tempérée. Le seul danger réel a été le groupement de l'immigration allemande, poursuivi pour un but politique dans le Brésil du sud comme en d'autres régions du globe. Mais c'était un danger tout extérieur qui eût permis des interventions de l'Empire allemand et peut-être une annexion locale; la défaite de 1918 l'a écarté; il ne resterait plus que le danger intérieur d'une autonomie à tendance séparatiste et les chiffres sont là pour le mesurer : sur trois millions et demi d'immigrants reçus entre 1820 et 1920, 130 000 seulement sont Allemands, et ce peuplement renferme des éléments de très bonne qualité; il y a quelques précautions à prendre pour fondre les nationalités, et il faut veiller en particulier sur les écoles et l'enseignement portugais, mais aucun danger ne menace l'unité du Brésil.

J'ai constaté ses affinités latines et plus spécialement françaises. Il faut nous efforcer de comprendre les intérêts capitaux du Brésil, et en particulier constater qu'il produit les trois quarts du café de l'univers. Les tarifs douaniers affectent donc au plus haut degré la situation économique du Brésil. On sait que le monde entier est avide de café, au point que, si le prix de cette denrée s'abaisse, la consommation augmente très fortement, si bien que le produit de la douane ne diminue pas en même temps que son tarif. Mais les colonies françaises produisent aussi du café et réclament des droits protecteurs élevés pour maintenir les prix. Le conflit d'intérêt est constant, fatal, mais certaines mesures peuvent l'atténuer.

En tout cas, il faut s'efforcer de trouver des solutions amiables pour toutes les autres questions. Quitte à admettre quelques concessions sur ces points où il nous est permis de céder.

Par sa superficie et sa population, le Brésil tient le premier rang dans l'Amérique du Sud et l'ensemble des autres pays ne le dépasse que de très peu. Son peuple a beaucoup de sympathie pour la France, qui le lui rend. C'est là un ensemble de considérations qu'il ne faut jamais perdre de vue.

CONCLUSION

Après ma mission d'ambassadeur extraordinaire aux fêtes qui célébraient le centenaire de l'indépendance péruvienne, j'ai porté le salut de la France aux Républiques de l'Amérique latine. J'ai vivement regretté de ne pouvoir visiter celles qui bordent la mer des Antilles; je n'ai pas vu le Mexique, ni le Vénézuéla et la Colombie, ni les Républiques de l'Amérique centrale où je n'ai pu aborder que le Guatemala; ni les îles parfumées, Cuba, Haïti, ni l'Équateur et le Paraguay!... Mais au départ j'étais tenu par la date des fêtes, et, après six mois de voyage, j'étais obligé de rentrer en France. Néanmoins les caractères communs à tous ces peuples m'apparaissent d'autant plus clairement, que c'est par eux qu'ils se rapprochent de nous. Comme eux, nous sommes des Latins, je le comprends, et surtout je le sens.

Sans doute, il faudrait remonter bien haut dans la préhistoire pour retrouver la communauté d'origine entre les Ibères de la péninsule et les Celtes ou Ligures de la Gaule, qui, les uns et les autres, n'ont reçu que quelques gouttes de sang latin; mais, du Rhin au Sahara, tous les peuples ont été soumis aux lois romaines. Ils ont parlé latin, ils ont adoré les dieux du Capitole, les images des Empereurs. De la métropole aussi leur est venue la religion chrétienne; la Réforme protestante est restée pour eux une conception étrangère, septentrionale, et ils ont gardé jalousement la profonde empreinte du catholicisme : ils sont deux fois les fils de Rome.

Quand quatre siècles plus tard les philosophes français examinèrent librement le fondement des croyances et des sociétés humaines, souvent ce fut sous le manteau des prêtres créoles et même espagnols que circulèrent les œuvres interdites en Amérique par une rigoureuse censure; elles ne semblaient nullement contraires à la religion; elles allumèrent de toutes parts des foyers d'indépendance qui couvèrent sous la cendre, et les esprits se tournèrent vers la France, qui ne tarda pas à prendre les armes pour assurer la liberté des États-Unis d'Amérique.

La Révolution française produisit chez ces Latins une impression beaucoup plus forte que la libération de l'Amérique

du Nord. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen devenait une sorte d'évangile; le langage grandiloquent de l'époque trouvait un écho vibrant dans leurs cœurs. Napoléon, en renversant en Espagne le trône des Bourbons, détruisait le prestige de la métropole et donnait en même temps un prétexte à la révolte; car les sujets loyaux ne reconnaissaient ni l'usurpateur ni la junte insurrectionnelle de Cadix : la disparition du Roi légitime donnait à ces peuples la liberté. Encore aujourd'hui ils sont doublement reconnaissants à la France d'avoir semé parmi eux l'idée de l'indépendance et de leur avoir permis de la réaliser. Depuis deux siècles ils ont vécu notre histoire intellectuelle et militaire; et la France leur apparaît avec le prestige de la pensée libératrice et de l'épée victorieuse.

Les Latins sont 90 millions en Amérique, des frontières du Mexique au détroit de Magellan, et 120 millions en Europe; les Africains et les Asiatiques qu'ils protègent sont 60 millions, et une politique avertie en fait des collaborateurs dont le dévouement vient d'être mis à l'épreuve. Ce total de 270 millions peut figurer en face de celui des Anglo-Saxons, qui sont deux cents millions de langue anglaise et avec lesquels on ne peut compter les Hindous inassimilables; — des Germains, qui ne seraient cent millions que si, aux Allemands, on pouvait additionner les Scandinaves, les Hollandais, les Suisses alémaniques; — des Slaves, dont les 120 millions sont bien divisés.

La Société des Nations est représentée par une Assemblée et par un Conseil où chaque Puissance ne dispose que d'une voix.

L'Amérique latine compte pour 17, et l'Europe latine pour 6 voix, soit 23 latines sur un total de 44.

Ces Latins se reconnaissent entre eux par l'analogie de leur langue, leur compréhension rapide, leurs sensations communes; émus par les mêmes formes de l'éloquence, ils réagissent de même; ils ont la même foi et les mêmes négations, car ils ont toujours adoré les mêmes dieux. La hardiesse de leur pensée s'accompagne trop souvent d'un certain dédain du fait matériel et leur logique inflexible recherche l'absolu, l'application immédiate de principes théoriques. Les mêmes luttes intestines les divisent et même les déchirent, car ils

apportent souvent, dans leurs dissensions politiques, la même intolérance que leurs pères dans les querelles religieuses. Les qualités les plus rares parmi ces peuples, et qu'ils doivent s'efforcer d'acquérir, ce sont celles du sens pratique, du travail patient, de l'ordre, de la méthode, qui distinguent d'autres peuples. Les dons de l'intelligence et de la sensibilité dominent souvent chez eux les qualités du caractère. La culture gréco-latine, le droit romain, l'hérédité catholique et la philosophie du XVIIIe siècle leur ont donné un idéal commun dont l'évocation provoque ces mouvements généreux et désintéressés qui font la noblesse des nations et assurent souvent la grandeur de leur avenir.

Reconnaître, maintenir et resserrer les liens de la latinité, c'est une tâche dont l'importance doit éclater à tous les yeux. Par quels moyens matériels, intellectuels et moraux la France remplit-elle ce devoir?

J'écarte tout d'abord l'examen de ses relations avec les sœurs latines en Europe. Je me contenterai de constater que la Grande Guerre a renoué des liens solides avec l'Italie; les discussions des conférences et des chancelleries n'ont pas réussi à faire oublier la fraternité des armes que les anciens combattants m'ont affirmée avec un ensemble touchant, en Argentine, comme ils devaient le faire plus tard en Tunisie. En Italie, comme en Angleterre et en Amérique, un appel à ces éléments solides et sains sera toujours entendu.

Ce lien nous manque malheureusement avec l'Espagne; de l'autre côté des Pyrénées, les malentendus naissent et se développent trop facilement, souvent grâce à la propagande allemande. J'étais au Pérou au moment où y parvint la nouvelle des défaites subies au Maroc par nos voisins; conformément à des dispositions depuis longtemps arrêtées, le navire de guerre qui portait l'ambassade espagnole quitta le Callao le jour même de cette publication, avant même qu'elle fût parvenue aux équipages. Il n'empêche qu'au cours de mon voyage, j'ai eu à démentir le bruit de rixes entre l'équipage du *Jules Michelet* et celui du croiseur espagnol, qui auraient été motivées par des discussions sur ces événements, et dans lesquelles les marins français jouaient le rôle d'agresseurs. De même, j'ai eu à répondre aux accusations des journaux espagnols, qui voyaient dans les défaites la main de la France; j'ai eu à rappeler les

rapports d'amitié que le roi Alphonse XIII voulait bien entretenir avec le maréchal Lyautey et l'intérêt évident pour le protectorat français de voir s'établir une paix complète dans la zone voisine, qui sert actuellement de refuge aux bandes de rebelles et d'insoumis dont l'existence nécessite l'emploi d'effectifs importants... En revanche, j'ai accepté, à Buenos-Ayres, d'aller visiter le Collège des Jésuites espagnols ; j'étais accompagné du ministre de France, et nous y avons reçu le meilleur accueil des pères et des élèves rassemblés. Avec mon collègue aux fêtes de Lima, le comte de la Vignazza, et avec sa mission, les relations ont été empreintes d'une haute courtoisie et d'une sympathie véritable. Au cours de ma dernière croisière comme pendant toute ma carrière, chaque fois qu'il m'a été donné de rencontrer des officiers espagnols, j'ai été frappé de leur accueil chaleureux, — et ces impressions sont celles de tous ceux de mes camarades qui ont un peu couru le monde. Mais pour se connaître, il faut se fréquenter et multiplier par conséquent toutes les relations professionnelles, sociales, littéraires, artistiques, militaires, entre gens que la communauté de leurs occupations habituelles prédispose à s'entendre. Le reste viendra ensuite : tarifs douaniers, pénétration ferroviaire, politique marocaine se discuteront dans une atmosphère beaucoup plus calme, et personne ne pourra plus porter contre la France cet absurde soupçon d'aider au Maroc les ennemis de l'Espagne qui sont aussi les siens : l'identité des intérêts et la sympathie des deux peuples deviendront sensibles à tous.

Aucun de ces malentendus n'existe avec nos cousins d'Amérique, ni aucun des froissements qui résultent trop souvent du voisinage immédiat et des intérêts qui paraissent momentanément en contradiction; aucun événement ne vient évoquer des comparaisons pénibles auxquelles notre volonté ne peut rien.

Le premier lien entre l'Amérique latine et la France, c'est la navigation. Nous avons constaté que les compagnies françaises, Sud-Amérique, Chargeurs réunis, Transports maritimes, se sont concertées pour assurer à nos communications avec le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine une ligne de paquebots modèles, qui sont en ce moment les meilleurs et les plus rapides. On se sent vraiment en France à bord de ces grands navires où les passagers trouvent confort, hygiène, distractions de

toute sorte, et aussi de grandes vitrines où notre industrie de luxe expose ses produits, dont beaucoup sont en vente sur place. Mais les marchandises ne trouvent pas un nombre suffisant de cargos; le pavillon français est donc très bien représenté dans l'Atlantique Sud, mais le nombre des courriers de passage et des cargos est encore insuffisant.

En ce qui concerne les communications avec les Républiques latines, il n'existe rien de semblable dans l'Atlantique Nord; nos lignes des Antilles, qui pourraient trouver des voyageurs à partir de Panama et drainer ceux du Chili et du Pérou, sont très médiocrement desservies; à la Martinique et à la Guadeloupe, on se plaint beaucoup des prix trop élevés du fret.

Certes l'effort que nos compagnies de navigation ont encore à faire est très grand, mais il faut les féliciter cependant du travail déjà accompli pour réparer les pertes en navires subies pendant la guerre et s'adapter presque journellement aux conditions nouvelles dues à la concurrence étrangère.

Dans les autres travaux d'utilité publique, les entreprises françaises ne tiennent pas le même rang que dans la construction des ports. Toutefois, quelques lignes ferrées ont été construites et sont exploitées par des Français en Argentine et au Brésil. Mais les chemins de fer sont en grande partie une œuvre britannique, et les capitaux anglais ont prêté un très important concours à la mise en valeur de l'Amérique latine, surtout en Argentine où ils ont afflué dès l'aurore de l'Indépendance. La grande guerre leur avait permis de supplanter le matériel allemand, mais cette concurrence redoutable reparaît dès maintenant, aidée par un fret très bon marché. Aucune puissance au monde n'a à sa disposition les sommes énormes que l'Allemagne distribue en subventions à sa marine marchande : 12 milliards de marks ont été votés par le Reichstag pour son relèvement après la guerre, et ce crédit, dont le versement a été échelonné sur plusieurs exercices, a été majoré en tenant compte de la baisse du mark, en sorte que les chantiers de construction travaillent à force dans tous les ports, aux frais de l'État allemand, qui en même temps quadruple ses chemins de fer stratégiques et complète son réseau de canaux en se livrant à des dépenses devant lesquelles le Gouvernement de Guillaume II avait reculé. Par ailleurs, la grande industrie

bénéficie de subventions à peine déguisées, telles que la tolérance d'acquitter ses impôts avec des retards de plus d'une année, en sorte que la baisse du mark les réduit de moitié et même des trois quarts. Comme la main-d'œuvre anglaise est quatre fois plus chère que la main-d'œuvre allemande, nos alliés ne peuvent plus lutter et certains d'entre eux commencent à se rendre compte que si le chômage devient en Angleterre un véritable fléau, c'est avant tout parce que l'Allemagne sabote ses finances et consacre ses énormes ressources à son industrie et à sa marine marchande, tout en se déclarant incapable de remplir ses engagements et de payer les réparations. Mais Outre Manche les yeux ne s'ouvrent que bien lentement, et les Allemands très avisés prennent en ce moment des positions dont il sera ensuite bien difficile de les débusquer.

L'importation française garde une certaine place sur le marché par les produits de luxe, qui restent inimitables, articles de Paris, modes, parfums, vins et liqueurs, et aussi certains appareils de précision ou machines qui nécessitent une main d'œuvre particulièrement soigneuse. La contrefaçon n'est pas le seul ennemi de ces industries de luxe : elles ont aussi à lutter contre les tarifs douaniers qu'un protectionnisme jaloux cherche à élever un peu partout contre toutes les importations étrangères; il appartient à notre diplomatie de démontrer qu'il s'agit de produits dont la fabrication est à peu près impossible dans le pays et qui ne concurrencent pas ceux de l'industrie locale; ce serait évidemment une erreur de l'aiguiller vers l'imitation de produits réellement originaux, alors qu'elle peut trouver un développement considérable dans les fabrications d'utilité première.

La grande guerre vient de prouver que nos canons de tous calibres sont les premiers du monde, et c'est l'artillerie française qui a armé toutes les divisions américaines qui ont combattu en Europe. Nos industries de guerre bénéficient de commandes assez importantes, mais ce mouvement aurait commencé depuis longtemps si nous avions su mettre en lumière que la France a adopté la première un fusil d'infanterie de calibre réduit (modèle 1886) à trajectoire tendue et a mis en service le premier canon à tir rapide, grâce à l'invention du frein hydropneumatique. Mais ces faits de toute évidence étaient insuffisamment connus; dans une des capitales où j'ai séjourné,

des officiers généraux m'ont révélé que si leur armée était encore affligée du canon Krupp, il avait été adopté après des expériences absolument concluantes en faveur d'un modèle français analogue au 75, et grâce à des moyens qu'ils qualifiaient de déshonnêtes. Des économies mal placées et une erreur de conception avaient mis notre artillerie lourde en retard, mais elle a vivement regagné le terrain perdu et distancé ses rivales. Notre char léger, agile et bien protégé, paraît en ce moment le meilleur modèle qui convient pour ces régions. Nos industries de guerre se présentent donc dans les meilleures conditions à ces nations qui sentent la nécessité de s'armer; certes nous devons souhaiter que cette précaution reste inutile; mais il n'y a que des inconvénients à nous laisser distancer sur ce terrain. Il faut donc encourager et soutenir les grandes maisons françaises sur le marché, en les engageant à s'entendre pour éviter de se concurrencer : ce fait regrettable s'est déjà produit, et il a eu des conséquences fâcheuses. Le Gouvernement possède assez de moyens d'action pour en éviter le retour.

D'une façon générale, on reproche aux maisons françaises de se montrer beaucoup trop exigeantes en matière de crédit. Faute de renseignements et d'une solide organisation bancaire, elles refusent beaucoup de commandes qui vont à l'étranger où s'ouvrent de larges facilités de paiement. L'importation à de pareilles distances exige chez nos industriels et nos commerçants l'abandon d'anciennes habitudes, dont l'extrême prudence ne s'accommode pas des nécessités modernes. Il ne peut être question d'ouvrir à tous les clients des crédits illimités, mais actuellement les maisons françaises sont les seules qui exigent la moitié du paiement en même temps que la commande et le reste à la mise en route de la marchandise : des agences de renseignements permettraient d'agir en connaissance de cause. S'ils savent se moderniser, notre commerce et notre industrie possèdent donc tous les éléments d'une expansion vraiment très appréciable, car on estime hautement leurs qualités traditionnelles d'honnêteté dans les transactions et de conscience dans les fabrications. Des succursales de banques françaises établies à l'étranger faciliteraient l'obtention des commandes et donneraient aux commerçants français des sûretés pour les paiements. Les Allemands avaient parfaitement compris ces nécessités et avaient créé des succursales à l'étranger.

Ces vœux sont réalisés en grande partie. M. Dupeyrat, qui m'a si utilement secondé pendant ma mission, dirige les services de *l'Association nationale d'expansion économique* qui réunit tous les renseignements utiles à nos exportateurs sur les débouchés ouverts à notre commerce extérieur; cette association a confié à une commission spéciale le soin d'utiliser la documentation que nous avons rapportée.

D'autre part la *Banque Nationale pour le Commerce extérieur*, créée récemment, a mis dès maintenant, par un système d'avances, nos exportateurs sur le même pied que les exportateurs étrangers. A défaut des succursales non encore établies, elle a organisé la collaboration avec les banques locales, qui remplissent le rôle de correspondants; les crédits peuvent donc être consentis en connaissance de cause.

M. Dupeyrat, ministre plénipotentiaire, était particulièrement qualifié pour mener à bien la réunion de tous les renseignements sur les relations commeciales entre la France et l'Amérique du Sud. Mais cette question posait nombre de problèmes qui ont nécessité de longues études, aujourd'hui terminées.

***

Ces liens matériels qui constituent les moyens de transport et les relations commerciales ne sont pas tout. La France est représentée à l'extérieur par des agents diplomatiques et des agents consulaires dont la compétence et l'activité sont trop souvent l'objet de critiques systématiques qui, en toute sincérité, me paraissent aujourd'hui déplacées. Ce personnel n'est insuffisant qu'en nombre et nos ministres, qui individuellement représentent la France avec une dignité, une compétence et un zèle irréprochables, n'ont pas à leur disposition une chancellerie correspondante. Leurs émoluments restent très au-dessous du minimum indispensable; le renchérissement de la vie et les variations du change n'ont pas été convenablement compensés. En outre, s'il peut y avoir des avantages à faire tenir momentanément un poste par un fonctionnaire d'un grade inférieur à l'emploi, ce n'est le cas ni en Amérique centrale, ni en Amérique du Sud. Or on voit un ministre *faisant fonction* pendant plusieurs années de suite dans une capitale importante, sans qu'il soit titularisé, malgré son ancienneté et ses excellents

services. Enfin nos intérêts gagneraient à être représentés à Panama par un ministre plénipotentiaire, à Buenos-Ayres par un ambassadeur, tout en gardant les titulaires actuels. Je pourrais répéter des doléances analogues à propos des consulats. Partout la besogne matérielle de paperasserie absorbe un temps qui serait mieux employé dans une action réellement efficace, rassemblement de renseignements et démarches personnelles.

*
* *

Je l'ai constaté journellement au cours de mon voyage, l'influence morale de la France est très efficacement secondée dans toute l'Amérique du Sud par les congrégations hospitalières et enseignantes. D'innombrables crèches, orphelinats, hôpitaux, cliniques, asiles pour les vieillards sont tenus par des religieuses françaises, qui prodiguent leur dévouement à toutes les classes de la société, mais surtout aux plus humbles, et à tous les âges de la vie. Dans des collèges et des couvents, l'instruction secondaire est donnée à un grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles par des religieux et des religieuses de notre nation ; je le répète une fois de plus, ils forment de bons patriotes et ils font aimer la France. Ils enseignent notre langue et créent ainsi, entre les Latins d'Amérique et nous, des liens qu'aucune action gouvernementale ne pourrait remplacer, à quelque prix que ce fût. Mais leur nombre devient insuffisant devant les tâches qui réclament leur zèle. Partout les Gouvernements et les évêques demandent des religieux français et des religieuses françaises, et leur nombre diminue parce que le recrutement est gêné, pour ne pas dire empêché, par l'application actuelle de la loi de 1901. Des mesures deviennent urgentes, et ce serait un crime de laisser péricliter de telles œuvres dont toute l'Amérique latine réclame au contraire le développement.

Les lycées français de Montevideo et de Buenos-Ayres sont d'excellents établissements à tous égards, mais les nécessités de l'existence rendent bien difficile l'équilibre de leur budget, que seule assure la générosité de quelques mécènes : l'entretien de professeurs chargés de famille est très coûteux dans les lointaines capitales, et ne peut se comparer à celui d'un corps enseignant auquel il suffit d'assurer un logement sommaire

et une frugale nourriture. Mais si les établissements scolaires des différents États admettaient quelques professeurs français, notre langue et nos idées se répandraient encore davantage.

Nos professeurs, nos savants pourraient rendre de grands services à l'enseignement supérieur. En quelques conférences, un sujet d'actualité pourrait être utilement exposé et les milieux intellectuels seraient heureux d'accueillir un ensemble d'idées nouvelles et d'entrer en communication directe avec les centres similaires de l'Europe. Réciproquement, nos étudiants entendraient avec grand intérêt telle personnalité qualifiée leur exposer la situation économique et politique de l'Amérique latine et suivraient utilement le développement de sa richesse et de ses institutions. Dans l'œuvre si intéressante qui, sous le patronage aussi généreux qu'intelligent de Mr James Hyde et de Mr A. Kahn, amène à l'Université de Paris des professeurs étrangers, il serait souhaitable de voir en plus grand nombre les maîtres de l'Amérique latine; les Universités de province pourraient profiter de leur présence en Europe, en commençant par celles qui, comme l'Université de Toulouse, se sont déjà ouvertes naturellement au grand courant latin.

Nous avons en permanence au Brésil et au Pérou des missions militaires qui, avec des statuts très différents, poursuivent le même but avec le même zèle et la même compétence; et les officiers français se tiennent avec beaucoup de tact dans la limite des attributions qui leur sont confiées; ils nouent dans le pays, très naturellement, des amitiés qui sont un solide point d'appui pour notre influence. Ils se maintiennent en dehors des querelles politiques, et les Gouvernements leur savent gré de cette attitude, qui donne le meilleur exemple aux officiers de l'armée nationale; ils sont d'un précieux concours au pays qui les emploie, tout en continuant à servir la France.

Les conférences, qui dépassent le monde universitaire et s'adressent au grand public, sont généralement d'une actualité plus immédiate; il faut laisser de préférence leur organisation aux initiatives privées, quitte à les seconder, surtout s'il s'agit de combattre la propagande allemande et d'exposer l'état actuel de la France et du monde, ou les causes et les opérations de la grande guerre. Qu'on ne s'y trompe pas : ce public

émotif et sensible, est au fond raisonnable et réfléchi, et il préfère le fond à la forme, la compétence à l'éloquence. J'ai éprouvé personnellement qu'il n'est pas besoin de talent oratoire pour le convaincre. Comme dans *les Deux Pigeons :*

Vous direz : j'étais là, telle chose m'advint.

A la rigueur, il suffit d'une tunique bleu horizon pour évoquer la victoire. Mais, par le temps qui court, où les faits les plus évidents sont remis sans cesse en discussion, il est bon qu'un témoin vienne en retracer le récit. J'ai rencontré dans ma tournée M. Paul Fort, et nul n'était mieux qualifié que le prince des poètes pour parler de la poésie. Mgr Baudrillart et M. Le Goffic sont ensuite venus parler de la situation morale de la France : ils nageaient dans leur élément. — Continuons.

Sur la scène se déploie une des formes du génie national, et elle reste une école de langage. Nos tournées théâtrales sont donc très utiles. Mais il est nécessaire de rappeler aux impresarios l'importance de leur mission. Telles pièces qui, à Paris dans l'atmosphère du boulevard, paraissent seulement un peu risquées, font scandale sur l'autre rive de l'Atlantique ; elles détournent du spectacle toute l'élite intellectuelle, et donnent de notre société l'opinion la plus fausse. La propagande ennemie, toujours aux aguets, a beau jeu alors de s'écrier : « Les voilà bien, ces Français corrompus ! peints par eux-mêmes ! » Mais l'observation a été faite ; elle a porté, et on songe même à installer entre Buenos-Ayres et Montevideo une troupe française qui, après nos pièces modernes et romantiques, aborderait notre théâtre classique. Souhaitons la réussite de cette entreprise.

Le livre français garde dans l'Amérique latine son prestige du XVIIIe siècle. Nos auteurs sont lus, compris, admirés entre tous, et chacun va vers ceux de nos écrivains qui représentent le mieux ses idées et ses goûts. Les études scientifiques se font surtout dans les ouvrages français et nos romans sont très lus, particulièrement ceux de Paul Bourget, René Bazin, Henry Bordeaux. Les littératures nationales ont suivi la nôtre. Mais entre l'éditeur et le lecteur, il y a l'intermédiaire, qui jusqu'à présent a vendu trop cher ; en Argentine et au Chili, une récente entreprise a démontré la fausseté de ce calcul, car

en réduisant les prix elle a vendu bien davantage. L'exemple est à retenir, et à suivre, car cette diffusion est de capitale importance.

L'influence de la presse ne cesse de croître dans le monde entier. Les grandes capitales possèdent des journaux à grand tirage, très sérieux et bien renseignés, qui paraissent sur douze à seize pages, un peu sur le modèle anglo-saxon.

C'est beaucoup par les annonces que les Allemands ont pris de l'influence sur certains d'entre eux, mais par les agences d'information ils les atteignent tous. Notre agence Havas est très utile, mais elle demande à être doublée par la télégraphie sans fil. Sur la côte du Pacifique, les renseignements arrivent seulement par les agences des États-Unis, qui sont nettement tendancieuses dans le sens allemand. Par exemple, c'est seulement par les journaux français que nous avons appris l'assassinat du commandant Montalègre en Haute-Silésie, et la nouvelle de cet événement, arrivée très tardivement, n'a pas produit le sentiment d'indignation qui l'eût certainement accueillie.

Nos journaux sont très lus et très appréciés, mais la distance est telle qu'on n'y cherche pas les nouvelles, transmises par le câble ou la T. S. F. et publiées par les journaux locaux depuis de longues semaines. Leur attitude sur les questions d'actualité et leurs articles de fond sont commentés. Oserai-je dire que la part faite au crime du jour par la plupart d'entre eux paraît vraiment un peu trop considérable ? Pendant tout notre voyage, à chaque escale, nous apprenions la découverte d'un nouveau cadavre, victime d'un Barbe-bleue de bas étage aujourd'hui oublié ; on pouvait penser que Landru tenait dans notre vie nationale une place capitale ; quelques attentats sur voie ferrée disputaient la première page à sa cuisine macabre : la France donnait l'impression d'un pays peu sûr, et ce n'était certes pas exact. Dans les feuilles locales, les crimes même sensationnels ne dépassent jamais la huitième ou dixième page, qui correspondrait à la troisième page dans les nôtres. Serait-il possible d'obtenir par une entente discrète qu'aucun journal ne mette en vedette les crimes de droit commun ? Le public français n'y verrait que des avantages, car toutes les fois que j'ai eu l'occasion d'exprimer ce vœu devant lui, à Paris comme en province, j'ai été unanimement approuvé. Quelques-uns de nos quotidiens consacrent une rubrique spéciale à l'Amé-

rique latine ; on peut souhaiter que ce procédé s'étende de plus en plus, car l'éducation de la nation reste à compléter à cet égard.

Un certain nombre d'associations privées nouent avec les nations amies d'utiles relations de l'ordre intellectuel et moral ; elles sont toutes à encourager, et particulièrement le *Comité France-Amérique*, qui étend son action sur tout le nouveau continent : livres, brochures, revues, conférences, centres de réunions très fréquentés, renseignements de tout ordre, voilà son champ d'action. Des deux côtés de l'Atlantique, il groupe des adeptes de plus en plus nombreux et zélés. Il est à souhaiter que leur nombre et leur action augmentent encore et qu'il dispose de moyens de plus en plus considérables. J'ai constaté également le rôle très utile de l'*Alliance française*, qui embrasse le monde entier, et en particulier l'état florissant des cours de français qu'elle organise dans la plupart des villes importantes.

L'*Union latine* a pris naissance à Toulouse, qui tient à honneur de s'affirmer comme une métropole latine. Elle a maintenant des filiales dans la plupart des grandes villes françaises. A Paris, le *Cercle de l'Union Interalliée* groupe nos amis de toutes les nations et fait leur place aux Américains du Sud. Ils rencontrent au cercle même une organisation très utile, la *Bienvenue française ;* gens du monde, commerçants, industriels, étudiants, savants, tous y trouvent les relations et les renseignements correspondant à leurs loisirs, à leurs affaires et à leurs travaux. Les *Amis des Lettres Françaises* et la *Maison latine* groupent fréquemment de nombreuses personnalités dans des réunions toujours cordiales. Et je ne cite pas toutes les organisations, toutes utiles, qui travaillent dans le même sens.

Il n'est pas besoin d'en créer de nouvelles pour développer les liens naturels entre l'Amérique latine et la France ; il suffit d'utiliser plus largement ceux qui existent, et chacun se doit d'y aider. A l'étranger, nos nationaux se groupent en des sociétés et des cercles, et il convient de les y encourager. Les sociétés d'anciens combattants français entretiennent les vieilles relations avec leurs compagnons d'armes d'hier et cette touchante fraternité, continuée par-delà les Océans, vivifie les grands souvenirs.

Enfin le développement de la culture gréco-latine dans notre

enseignement secondaire a pour effet de fortifier la tradition commune à tous les fils de Rome. C'est là un côté de la question qui a été un peu oublié dans les dernières discussions parlementaires, mais qui a son importance.

*
* *

Si nous cherchons à résumer l'état actuel de nos relations avec les Républiques sud-américaines et le moyen de les améliorer encore, nous constatons que nos communications maritimes sont assez bien assurées avec elles grâce à l'union et aux efforts de nos compagnies de navigation. Notre indusrtie et notre commerce gagneraient à pratiquer plus largement la même union ; s'ils disposaient d'une banque bien renseignée, se chargeant des livraisons et des recettes en connaissance de cause, notre expansion se développerait très certainement dans des conditions bien meilleures qu'aujourd'hui ; les débouchés actuels s'élargiraient, et d'autres s'ouvriraient.

Le Gouvernement français est bien représenté à l'étranger, mais nos ministres manquent de crédit et de personnel subalterne : des économies sur ce chapitre sont maigres et très coûteuses.

L'influence intellectuelle et morale de la France a gardé toute sa force. Il faut l'assurer en nous faisant encore mieux connaître de nos amis et en les connaissant mieux, et par conséquent multiplier avec eux les relations de toutes sortes. On nous admire tels que nous sommes, et nous aurions bien tort de changer, mais on nous regarde ; on nous juge avec beaucoup de bienveillance, mais on nous juge, et nous avons tout avantage à rectifier les quelques erreurs de tenue qu'on remarque en nous et que je me suis permis de signaler ; d'ailleurs ce sont là des détails.

Dans l'ensemble, le prestige de notre pays n'a jamais été plus grand ; il faut prendre du recul et s'éloigner pour voir la place que la France de la victoire tient dans le monde. Pour tous, le soldat du Droit et de la Liberté a rempli une fois de plus son rôle traditionnel, et l'issue de la grande guerre a été un soulagement pour la conscience universelle : les mots que notre scepticisme voit un peu usés prennent là-bas toute leur valeur, et il serait coupable de fermer les yeux sur cette vérité très consolante.

Qu'on se souvienne du réconfort que nous apportaient, aux heures les plus graves, l'attitude de presque toutes les Puissances et leur entrée successive dans la lutte. Sans doute, beaucoup d'entre elles ne pouvaient y prendre une part active, mais néanmoins, c'était une grande force de nous sentir les champions du monde civilisé contre la barbarie et de savoir que tous comprenaient que la liberté du monde était l'enjeu de la terrible partie. Et aujourd'hui il n'est pas indifférent de sentir que nos justes revendications sont comprises dans leur modération, et de savoir qu'au besoin elles seraient appuyées, je n'en doute pas.

Évidemment, ce n'est pas dans l'Amérique du Sud que sera assurée la paix du monde, et que se résoudra le problème des réparations et de la sécurité. C'est sur le Rhin, par la constitution d'un État autonome et par la transformation de l'Allemagne, qui cessera d'être prussienne et de constituer ainsi une perpétuelle menace à la paix du monde. Mais puisque certains de nos alliés n'ont pas encore compris l'évidence de cette vérité, peut-être ouvriront-ils les yeux quand elle apparaîtra au monde entier.

Général Mangin.

LE BEAU JARDIN

DERNIÈRE PARTIE (1)

Les journées d'attente qui suivirent la Fête-Dieu furent particulièrement éprouvantes pour Ehrlich. Il les comparait aux pires phases de sa vie de tranchées, tant il se sentait nerveux, versatile, découragé et en proie au plus sombre « cafard ». Il n'allait au Commissariat que le matin. De grandes réformes avaient été apportées dans tous les bureaux, et il se demandait parfois si sa présence était encore utile et désirée. Ce doute était peut-être le plus pénible parmi tant d'autres soucis. Néanmoins lorsque l'occasion de rendre service se présentait, il ne la refusait jamais, quel que fût son ennui ou sa fatigue. S'en aller pour la dixième fois entendre jouer l'insipide « Herr Maire » en dialecte du Haut-Rhin à Colmar ou à Ribeauvillé, revenir en toute hâte présider un banquet d'étudiants, entendre des petites filles réciter « Waterloo », ou les voir écrire au tableau noir : « ne confondez pas la boule qui roule et la poule qui pond! » couronner le vainqueur des joutes sur le Petit-Rhin et faire visiter à des Américains les moulins Baumann ou les usines de Niederbronn, telles étaient les moindres des corvées quotidiennes qu'on lui infligeait. Et partout il rencontrait cet étonnant mélange d'accueil enthousiaste et de mines renfrognées, ces protestations d'amour pour la France associées aux plus durs reproches et aux incessantes réclamations qui ont fait parler, dès le lendemain de la Victoire, du « malaise alsacien. »

Un matin, on lui apporta une lettre. Maurice reconnut

Copyright by Songy, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet et 1er août.

l'écriture hachée de Wetzel et déchira l'enveloppe. Elle contenait à peu près ceci : « Mon cher enfant, je vous préviens que je monte à Sainte-Odile le 28 juin. Je vous emmène et nous resterons deux jours là-haut! Votre dévoué Wetzel. » C'était donc là le signal tant souhaité. Maurice se sentit submergé par la vague d'un immense bonheur et il lui sembla que son cœur léger flottait sur des nuées. Il ne douta pas que ce rendez-vous lui fût donné pour rencontrer Juliette, mais quelle Juliette allait-il revoir?... La dernière lui était apparue tout hiératique dans un miroitement de soleil et de fleurs effeuillées; elle lui semblait lointaine, presque surnaturelle. Combien il préférait l'autre... celle qui, fraîche et enjouée, dessinait des *tumuli* auprès d'un vieil oncle somnolent! C'était celle-là qu'il désirait et qu'il saurait bien retrouver, convaincre et garder.

Mais toujours un ferment d'inquiétude se mêlait à son espoir. Quelques jours auparavant, il avait été délégué pour représenter le Commissaire général à un congrès de gymnastes catholiques de la Basse-Alsace qui avait lieu à Saverne. Le programme était très chargé : concours, parade, défilé, revue, banquet, rien ne devait manquer à la fête, mais le rôle de Maurice ne commençait qu'à dix heures, avec la messe solennelle qui devait être célébrée en plein air dans le parc du château. Il y avait là plus de cinquante sociétés, plusieurs milliers de jeunes gens en pantalon blanc et béret de couleur, scandant le pas au rythme des fanfares. Maurice avait pris place au premier rang des asssistants, entre le sous-préfet et un général, et il observait curieusement les différentes phases du rite, prenant soin de conformer ses gestes à ceux de l'auditoire. Il était toujours étonné par la lenteur majestueuse des cérémonies catholiques. Son attention fut bientôt attirée par un des prêtres qui remplissait le rôle de diacre avec une soumission fervente. Il venait de reconnaître Jean Rosen. C'était bien lui, agenouillé humblement au pied de l'autel, vêtu d'un surplis blanc et balançant l'ostensoir devant l'évêque mitré d'or. Jamais Ehrlich ne s'était représenté le frère de Juliette dans l'exercice de son sacerdoce. Ce n'était plus l'apôtre moderne en soutanelle boutonnée, conscient de l'importance de son rôle social, mais le prêtre soucieux d'accomplir tous les gestes d'un rite antique et tel qu'il apparait dans les peintures des premiers siècles chrétiens. Cette force de la hiérarchie de l'Église, cette discipline

autant physique que morale qui transforme un homme sans lui retirer son individualité, Ehrlich l'admirait sans en trouver d'explication satisfaisante. Il se sentait en présence d'une force redoutable dont toutes les manifestations étaient contraires à ses idées et nettement hostiles. Il ne pouvait, lorsqu'il pensait à Juliette, écarter l'image de Jean Rosen.

Le 28 juin, jour où devait être signé le traité de paix, Maurice parvint non sans peine à se libérer, à la fin de la journée, des corvées officielles et se laissa emmener par Wetzel vers le mont Sainte-Odile. Il croyait prendre le train et fut surpris de trouver l'archéologue l'attendant devant la gare avec un automobile. « J'ai loué cette voiture, dit-il, nous dînerons à Saint-Jean... » Nous dînerons à Saint-Jean!... Ces mots remplirent Maurice d'une émotion extrême. Il avait maintes fois imaginé une visite à Saint-Jean, mais les circonstances ne s'y prêtaient guère et voici que ce rêve se réalisait le plus simplement du monde.

Confortablement installé dans le fond de la voiture, le vieil archéologue racontait des anecdotes à la traversée de chaque village. Il connaissait à fond toute cette contrée. Aucun grenier n'avait jadis échappé à ses recherches de brocanteur amateur de vieux meubles, lorsqu'il s'était agi de constituer un musée d'art alsacien. Il se complaisait à raconter comment il avait eu pour quelques sous des objets d'une valeur inestimable aujourd'hui. Maurice répondait à peine. Une question lui brûlait les lèvres et il n'osait la poser. Il voyait fuir les kilomètres et à chaque tournant du chemin se dessiner plus nette la croupe du massif de Sainte-Odile sans arriver à prendre courage. Il dit enfin brusquement :

— Est-ce qu'on nous attend à Saint-Jean?

— Moi, oui ; mais pas vous, naturellement.

— Alors Mlle Rosen ne sait pas ?...

— Juliette est une fine mouche ; elle devine ce qu'elle ne sait pas.

— N'importe, je crains d'être bien indiscret, peut-être même maladroit, en agissant ainsi. Laissez-moi ici, j'irai dîner à Ottrott et vous retrouverai ce soir au couvent.

— Mon cher enfant, vous êtes entre mes mains, je dispose de vous. Mon beau-frère vous a invité à venir chez lui quand vous passerez par la région, je vous amène, et le tour est joué

Mais déjà la voiture suivait les chemins bordés de vignobles et s'arrêtait sous un porche. Au bruit inusité du moteur, les verdiers s'envolaient tandis que Wetzel poussait la porte de l'atelier du marqueteur.

— Mon vieux Franz, je t'amène un convive à la fortune du pot ! J'ai rencontré monsieur Ehrlich et j'ai cru pouvoir l'inviter.

Rosen se leva de son escabeau où devant une montagne de copeaux il équarrissait avec amour une rondelle de bois noir.

— Je suis confus, monsieur, de vous recevoir en cet état. On vient de m'envoyer de Suisse des bois fossiles d'un dépôt lacustre. Je n'ai jamais rien vu d'aussi dur, j'ai les mains brisées... Mais entrez, je vous prie, soyez le bienvenu dans ma vieille maison. — Il tendait à Ehrlich ses doigts noueux et l'entraînait vers la *Stube*. — Veuillez attendre ici, le souper ne sera prêt que dans quelques minutes et ma fille n'est pas encore descendue... Permettez que j'aille changer mes vêtements de travail.

Ehrlich cherchait Wetzel, mais celui-ci s'occupait de faire garer l'automobile et discutait avec le chauffeur le nombre de kilomètres parcourus. Maurice s'assit donc un peu confus sur le coin d'un banc, près de la table aux pieds torses. Il lui semblait que sa volonté n'était plus maîtresse et que sa destinée se déroulait devant lui. Il n'était jamais venu à Saint-Jean, ayant toujours évité dans ses courses à travers l'Alsace de séjourner dans cette région, mais Juliette lui avait si souvent décrit la vieille demeure que tout lui paraissait familier, jusqu'à l'odeur de bois vert et de copeaux qui remplissait la maison. Les volets de la salle étaient soigneusement fermés en raison du grand soleil, mais un peu de jour filtrait à travers les fentes. Maurice distingua tout de suite au-dessus du poêle le portrait de Juliette en costume de l'Abbesse Herrade. Il ne pouvait détacher ses regards de ce portrait, si médiocre fût-il. Les yeux seuls étaient ressemblants et leur expression rieuse faisait contraste avec la sévérité du voile et de l'horizon couvert de noires sapinières. Mais un bruit de pas le fit tressaillir, la porte s'ouvrit et Juliette elle-même parut. Elle traversa la pièce et poussa les doubles battants des volets, puis resta toute interdite en apercevant le jeune homme debout dans l'angle opposé. Très ému

et gêné, il balbutia quelques mots, étonné du son de sa propre voix. Juliette était aussi toute pâle et s'appuya sur le rebord de la fenêtre où se balançaient de grosses grappes de glycine.

— Je ne croyais pas vous voir ici... dès ce soir, dit-elle enfin.

— Votre oncle m'a proposé de l'accompagner, je n'ai pas eu le courage de refuser... peut-être ai-je eu tort...

Le silence se fit entre eux, un silence si lourd que le bruit de l'horloge parut odieux. Le soleil entrait maintenant à flots dans la pièce boisée de chêne et la silhouette de la jeune fille se détachait à contre-jour devant la fenêtre ouverte. Tout comme sur le portrait, la ligne sombre de la montagne d'Hohenbourg apparaissait au loin dans un nimbe d'or. Juliette croisait son fichu sur sa poitrine d'un geste nerveux et Maurice la retrouvait telle qu'il l'avait aimée dès le premier jour dans l'atelier de Wetzel. Il sentit qu'elle était troublée et faible ; il fit un pas en avant et répéta en fixant sur elle ses yeux pleins de désir :

— J'ai peut-être eu tort de venir ?

Elle répondit à voix basse, les lèvres tremblantes :

— Non, ne regrettez rien, j'aime mieux cela ainsi.

Il reprit, avec plus d'assurance qu'il n'eût osé l'espérer :

— Vous savez combien je désirais vous revoir. Je ne puis vous décrire l'anxiété dans laquelle j'ai vécu depuis six semaines ; je puis à peine croire à la réalité des minutes que nous vivons... Dites-moi seulement que ma présence ne vous est pas désagréable.

Elle eut un geste vague qui signifiait : moi aussi, j'ai souffert ; j'ai été triste et seule ; j'ai beaucoup pensé à vous...

— Je vous aime, dit Ehrlich très bas.

Juliette devint toute blanche.

— Ne me dites pas cela, supplia-t-elle, ne me dites pas cela encore. — Et elle regardait la montagne lointaine comme pour chercher secours... — Laissez-moi jusqu'à ce soir, je vous répondrai.

Déjà Maurice se reprochait de s'être laissé entraîner à un aveu qui donnait à leur entretien quelque chose de douloureux ; il regrettait de ne pas savoir mieux nuancer sa pensée. L'arrivée de Wetzel interrompant le tête-à-tête fut presque un soulagement.

— Juliette! Juliette! Je te cherchais partout. Allons souper, petite! Le père est à table... j'ai grand faim, moi! Je sens d'ici la tarte aux myrtils! Passez, je vous en prie, mon cher Maurice!

Ils entrèrent dans la salle à manger où le vieux Rosen était déjà assis devant un bol de café au lait et un œuf. Il ne prenait jamais autre chose; mais Juliette revint de la cuisine apportant une soupière fumante, à laquelle devaient succéder un plat de pommes de terre au lard et une immense tarte aux myrtils toute jaune et noire.

Rosen, selon son habitude, ne parlait pas et répondait à peine par des grognements de vieux sanglier. Maurice était gêné et ne savait que dire. Juliette, avec plus de présence d'esprit, demandait des nouvelles des Beyerlé...

— Elles ne m'écrivent pas, dit-elle. Marthe me tient rigueur d'avoir quitté Strasbourg si tôt, alors qu'elle avait besoin de moi... Vous lui direz, monsieur Ehrlich, que je pense souvent à elle, que je l'admire, et que je suis indigne de travailler avec elle.

Dès que Wetzel eut mangé quelques morceaux, il reprit, au grand soulagement de tous, son intarissable babil. Il faisait revivre avec les expressions les plus pittoresques ses souvenirs d'avant la guerre... l'autre guerre bien entendu! Du temps où, par ces mêmes soirées de juin, il feuilletait le codex de Hohenbourg.

— Là, devant cette fenêtre où vous étiez tout à l'heure... et le soleil couchant se jouait entre les feuilles de parchemin. Les Vices dansaient avec les petites nonnes et les Vertus chevauchaient sur les dragons. Je pensais que toute la sarabande des enluminures allait s'échapper du manuscrit et remonter à Hohenbourg par les rayons d'or... Je ne peux pas venir ici sans évoquer cela... Quel vieux radoteur je suis... n'est-ce pas, Juliette?

On riait sans gaîté, et le brave homme continuait, sentant que sa verve éloignait le malaise.

Après le repas, Rosen sembla sortir de son mutisme; il posa à Ehrlich quelques questions sur les affaires du pays. Maurice répondait évasivement, prenant bien soin de ne pas l'irriter.

— Je trouve qu'on fait trop de politique en Alsace! dit tout à coup Rosen en frappant sur la table. — Et il répéta cette phrase comme un axiome indiscutable. Juliette, tremblante de voir la

conversation côtoyer des sujets aussi brûlants, proposa de partir.

— Il faut plus de deux heures pour monter à pied de Saint-Nabor.

— Partons! dit impérieusement Wetzel, et il jeta une pèlerine sur les épaules de Rosen. Ils décidèrent de monter avec l'automobile jusqu'à Saint-Nabor, puis de prendre un certain sentier que Wetzel avait jadis fait tracer pour son usage personnel, lorsqu'il procédait aux relevés du mur païen. Ce sentier, non entretenu, était très rude, mais Rosen et Wetzel ne craignaient pas la montagne et ils espéraient être payés de leurs peines par le spectacle des illuminations annoncées pour fêter la signature de la Paix.

Maintenant ils montent par les lacets vosgiens. La longue soirée, encore allongée par l'heure d'été, s'épuise et la nuit verse sa fraîcheur sur la plaine sans fin. Ils montent sans parler. Wetzel marche le premier portant une lanterne, puis Juliette qui connaît le chemin et qui guide son père. Maurice vient le dernier; il marche avec effort et son cœur est lourd, car Juliette cherche à l'éviter. Cependant un mot heureux, une minute d'émotion et il sent que tout sera sauvé!

La voix ironique de Wetzel rompt le silence :

— Te rappelles-tu, Juliette, quand nous avons tracé ce chemin jadis pour monter plus vite au Maennelstein! Il était si rude que nous l'avions nommé « l'échelle du salut. » Je n'y passe jamais sans songer à l'image de l'*Hortus* que j'ai eu tant de peine à reconstituer. Quand tu étais petite, tu avais peur du grand dragon qui tient le pied de l'échelle. Des personnages essaient de s'élever au-dessus des préoccupations de notre pauvre monde, mais c'est souvent en vain! Un chevalier et sa femme quittent bien vite l'échelle pour posséder la gloire et les richesses, un clerc se laisse tenter par un bon repas, un moine est séduit par une bourse pleine d'argent, et un ermite lui-même est détourné de son ascension par le soin de son jardin. Seule, une femme parvient au dernier échelon et son nom est Charité... Pour ma part, il y a longtemps que j'ai abandonné l'échelle! ajouta Wetzel en riant. Mais sa verve n'avait pas d'écho.

Le chemin forestier traverse des clairières, contourne des rochers, s'engage sous les futaies. Tantôt ce sont des hêtres jaloux qui ne laissent aucune végétation croître sous les voûtes

imperméables, tantôt ce sont de sombres sapinières où l'on pénètre comme dans une caverne. Les gigantesques troncs qui se dressent dans la pénombre semblent les piliers d'une cathédrale sans vitraux vouée à quelque culte démoniaque. Le crépuscule s'achève et de temps à autre, à un tournant du chemin, la plaine apparaît sous une nappe de brouillard argentée par la lune. Soudain, en traversant une crête semée de petits rochers, Ehrlich aperçut vers la gauche une lueur rapide, semblable à ces lueurs de batterie qu'il avait si souvent surveillées anxieusement de son poste de tir. Une autre lueur surgit bientôt plus proche, pendant que la première se transforme en une colonne de fumée rougeâtre...

— Les feux! dit Wetzel... Ce sont les feux de joie que les paysans allument sur les sommets en signe de fête : c'est une coutume plus de trente fois séculaire dont il faut chercher l'origine dans un des plus anciens cultes humains... Encore un effort et nous jouirons d'un spectacle inoubliable.

Ils atteignent maintenant les remparts de grès qui servirent de refuge pendant des siècles. Wetzel en connaît chaque brèche. Il sait où se trouvent les meilleurs points de vue. Selon sa promesse, le spectacle des Vosges illuminées par les feux de joie est fantastique. On croirait voir les foyers d'un campement de géants sur une côte sauvage ; la brume argentée vient battre comme une mer les flancs de la montagne, d'où émergent les villages scintillants.

— Nous voilà presque en haut de l'échelle, continue Wetzel ; c'est au moins le Jardin de l'Ermite, car nous sommes loin du monde vivant.

Juliette toute frissonnante sous la caresse de l'air frais a ramené son renard gris autour de son cou ; elle s'est assise sur une roche, encore haletante de sa course, car elle est arrivée la première sur le faîte et elle regarde la plaine étendue à ses pieds comme un tapis de prière. Maurice s'est approché d'elle. Il sent que l'occasion est propice et qu'il n'en retrouvera pas d'autre. Il parle et sa voix paraît lointaine. Que dit-il?... Elle le sait à peine... Elle entend des fragments de phrase... : « Je ne puis vivre sans vous... J'ai tout sacrifié pour rester près de vous... J'avais cru ne pas vous être indifférent... Nous avons passé l'un près de l'autre de si douces heures... Vous souvenez-vous?... Maintenant vous ne me répondez pas, vous ne

me dites rien... Qu'y a-t-il de changé?... Vous m'avez promis une réponse ce soir... J'ai déjà tant souffert... »

Juliette écoute en silence et sous ses cils baissés des larmes brillent peut-être, sa main est crispée sur le rocher. Maurice est maintenant tout près d'elle, il prend cette main qu'elle abandonne, il va la porter à ses lèvres; mais brusquement la jeune fille est debout! Elle a retiré sa main et montre l'horizon vers l'Orient. Sur la mer de brouillards blanchâtres une étrange nef a surgi. Comme une arche miraculeuse flottant sur les premières eaux du monde, la cathédrale de Strasbourg qu'éclaire un puissant réflecteur semble soulevée par un effet de mirage. Le faisceau de lumière est si intense que, malgré l'éloignement, on croit apercevoir les trois couleurs du drapeau étincelant au sommet de la tour ajourée. Des feux de Bengale rouges ou verts l'environnent d'un nimbe de gloire; on dirait une châsse médiévale constellée de cabochons au milieu des cierges d'offrande et des fumées d'encens.

Juliette est fascinée par cette apparition irréelle; elle est toute tremblante du danger qu'elle vient de courir; encore quelques secondes et elle succombait à la tentation de l'amour vainqueur. Mais à présent elle sait qu'elle est la plus forte. Les yeux fixés sur la cathédrale lumineuse, elle répond lentement:

— Éloignez-vous, monsieur Ehrlich... éloignez-vous... ne pensez plus à moi... pardonnez-moi. Je vous ai fait souffrir sans le vouloir, c'est que je ne voyais pas clair en moi-même; maintenant je sais mieux : nous ne pouvons pas nous comprendre.

Ehrlich appuie sans répondre son front douloureux sur le rocher.

— Pardonnez-moi, répète-t-elle, oubliez-moi, et que Dieu vous donne sa paix.

La brise fraîche montait de la plaine apportant des bruits de cloches, toute une rumeur confuse, insolite à cette heure de la nuit; sur les sommets où crépitaient les feux de joie, les forestiers poussaient en dansant des clameurs païennes et de grands oiseaux de proie tournaient effarés au-dessus des sapinières. C'était comme une trêve très douce, une minute surhumaine tombée du temps divin. Il semblait que l'Alsace entière suivît des yeux sa cathédrale. Le grand vaisseau pavoisé aux couleurs de France n'allait-il pas descendre le cours du fleuve pour porter au loin son idéal de justice et de liberté? Bien des âmes, ce

soir-là, se laissèrent aller à l'espoir d'une ère nouvelle, où tout le long du Rhin des populations déjà unies par tant d'affinités s'associeraient pour la paix et le travail.

Juliette et Ehrlich restèrent quelques instants encore devant l'extraordinaire vision. Ils n'échangèrent plus aucune parole et Maurice vit que Juliette priait. Alors il se souvint du rêve qu'il avait eu pendant la nuit de Noël : comment il avait en vain lutté contre un ange défendant l'entrée d'un merveilleux jardin...

A son tour, Ehrlich, brisé par l'émotion, murmura : « Pardonnez-moi ! » et il redescendit seul la montagne, le cœur déchiré.

***

« Les paysages dont le Rhin est entouré sont superbes presque partout ; on dirait que ce fleuve est le génie tutélaire de l'Allemagne ; ses flots sont purs, rapides et majestueux comme la vie d'un ancien héros : le Danube se divise en plusieurs branches ; les ondes de l'Elbe et de la Sprée se troublent facilement par l'orage ; le Rhin seul est presque inaltérable. Les contrées qu'il traverse paraissent tout à la fois si sérieuses et si variées, si fertiles et si solitaires qu'on serait tenté de croire que c'est lui-même qui les a cultivées et que les hommes d'à présent n'y sont pour rien. Ce fleuve raconte en passant les hauts faits des temps jadis, et l'ombre d'Arminius semble errer encore sur ses rivages escarpés. »

Le rythme de la prose romantique chantait dans la mémoire de Maurice Ehrlich, tandis que le train l'entraînait vers Mayence où l'appelaient des devoirs nouveaux. Il se souvenait d'avoir lu sans le comprendre ce livre de l'*Allemagne* si souvent commenté et si mal connu. Mais que de changements le long du vieux Rhin depuis que Mme de Staël écrivait ces lignes ! L'âge de fer était venu et il avait fallu rejeter bien loin la chimère d'une collaboration pacifique entre deux peuples désormais rivaux. Ehrlich avait raillé comme tant d'autres cette femme qui avait osé demander, en pleine crise d'impérialisme, la continuation de la politique d'association entre la France et l'Allemagne, politique inspirée par Vergennes, Necker et les autres grands ministres libéraux de Louis XVI. Depuis lors la « Patrie de la pensée » ne s'était-elle pas transformée en une cité d'usines, et le culte de la force n'y avait-il pas remplacé

l'amour de la philosophie et de la méditation? De 1914 à 1918 Maurice, sous l'empire des circonstances, avait rêvé de conquêtes et d'annexions violentes pour en finir une bonne fois avec cette hantise du Rhin allemand. Puis, voici que, la paix signée, la scène tournante du monde montrait les choses sous un angle différent. Il importait maintenant de comprendre que la véritable tradition française n'est pas d'étendre ses frontières, mais de faire respecter l'autonomie de la région rhénane. Les sympathies de cette région pour la France, si vives au XVIIIe siècle, montrent les heureux résultats d'une politique qui n'était pas fondée sur la contrainte, mais sur la collaboration. A la faveur de l'occupation militaire, n'était-il pas temps de songer à une Rhénanie séparée de la Prusse, amie de la France, et dont tous les intérêts moraux et économiques seraient orientés vers l'Occident?

Voici que, malgré les usines colossales, les journaux à trois éditions quotidiennes, les syndicats monstrueux, réapparaissait cet esprit rhénan qui fut jadis si près du nôtre. L'occasion était unique et méritait d'être tentée. Des hommes de valeur allaient employer toute leur force, toute leur intelligence et leur énergie, à faire triompher cette idée si féconde de l'autonomie rhénane.

« Pourquoi, pensait Ehrlich, les yeux mi-clos, pourquoi ne serais-je pas l'un d'eux? » Il laissait ainsi depuis plusieurs heures courir son imagination ardente et tentait de s'étourdir par des images brillantes, tant il est vrai, pour citer encore une fois l'auteur de *Corinne*, que « la gloire est le deuil éclatant du bonheur. »

Il était resté plusieurs jours comme accablé par les paroles de Juliette : « Éloignez-vous, pardonnez-moi, nous ne pouvons pas nous comprendre... » Chaque mot lui avait fait une blessure profonde. Il avait parlé avec confiance, ne doutant pas de son succès, et il voyait maintenant combien il s'était fait illusion. Sa douleur se compliquait d'un sentiment d'humiliation et de colère. Tantôt il se reprochait sa maladresse, son manque de nuances, son ignorance de la psychologie féminine; tantôt il regrettait de n'avoir pas affirmé plus nettement ses sentiments, sa volonté de posséder Juliette envers et contre tous, envers et contre elle-même. Il avait été, dans toute cette affaire, sot et niais, pour ne pas dire lâche. Il s'en était laissé imposer par Jean Rosen, un exalté, un énergumène qui se mêlait de ce qui

ne le regardait pas. Il s'était laissé maladroitement entraîner dans une série de démarches absurdes par ce vieux maniaque de Wetzel. Il avait supporté pour l'amour de Juliette les mesquineries et les langueurs de la vie provinciale et sacrifié toutes ses ambitions et tout son passé à une chimère. Non certes, il n'y avait pas en lui l'étoffe de l'homme de génie qu'il eût voulu être et que son imagination se plaisait à peindre. Il n'était qu'un imbécile, un médiocre, un raté, sottement épris d'une petite fille et incapable de lui tenir tête lorsqu'elle se plaisait à faire surgir entre eux des obstacles ridicules.

Après des moments d'exaltation, il retombait dans une douloureuse prostration et souffrait profondément. Mille projets traversaient son esprit, sans qu'il eût la force de s'arrêter à aucun. Il passait ses nuits sans sommeil et s'enfermait dans sa maison, prenant ses repas tristement dans une pension voisine où il ne voyait que des visages étrangers. Peu à peu cependant, à mesure que son orgueil blessé reprenait le dessus, une idée se formait en lui. Il s'éloignerait, soit, puisque Juliette le désirait; il s'éloignerait pendant quelques mois et ne reviendrait en Alsace qu'au moment où sa présence serait nécessaire pour préparer sa candidature aux élections d'automne. Alors seulement, lorsque sa cause aurait triomphé et que, représentant l'Alsace nouvelle, il serait sur le point de porter à Paris son projet soigneusement étudié de suppression du Commissariat général et d'application immédiate de toutes les lois françaises sans exception, il ferait auprès de Juliette Rosen une suprême tentative. Elle serait touchée par tant de constance et convaincue enfin qu'aucun obstacle réel ne s'opposait à leur amour. Il l'épouserait et l'emmènerait à Paris où elle achèverait bientôt de perdre ses idées provinciales au contact d'un milieu nouveau.

A peine eut-il pris cette résolution de partir, qu'il chercha un prétexte plausible pour quitter momentanément Strasbourg sans exciter trop de commentaires. Sa tante Mélanie s'inquiétait sérieusement et lui posait les questions les plus maladroites; le pasteur Beyerlé s'obstinait à lui demander chaque soir de faire intervenir le gouvernement français dans son procès contre l'éditeur genevois, et l'irritant Max Benfeld intriguait sans fin pour se faire exempter des quelques mois de service militaire que la France exigeait de lui. A tout cela il fallait ajouter la figure douce, un peu moutonne de Marthe,

sur laquelle Ehrlich lisait avec impatience une admiration muette. Oui, tout cela était subitement devenu insupportable. Partir, partir !

Ehrlich pensa à l'ami sûr, auquel, dans les moments de dépression morale, il ne s'était jamais adressé en vain..., le docteur Hartmann. Il alla donc le trouver dans les bureaux du Commissariat. Le Docteur, dans son existence surchargée de travail, trouvait toujours du temps à donner à ses amis ! Il accueillit affectueusement Ehrlich.

— Je pensais justement à vous..., il y a longtemps que je ne vous ai vu.

— C'est vrai..., je me suis laissé absorber par des préoccupations d'ordre intime qui ne valent pas la peine d'être racontées... Je viens puiser en vous un peu de ce magnifique enthousiasme que vous savez si bien communiquer... Je crains d'avoir trop présumé de mes forces.

— Vous êtes découragé... déjà !

— C'est mal, je le sais, je ne suis pas digne de travailler avec vous.

— Ce qui est mal, c'est de douter de soi, de reculer lâchement devant soi-même, quand tant de tâches manquent d'hommes. Ce ne sont pas les forces qui vous font défaut, c'est la volonté.

— Hélas !

— Vous avez besoin de stimulants et vous ne savez pas les prendre en vous-même. Vous n'avez pas le droit de faillir quand il y a tant de choses à faire, si peu d'hommes, si peu de temps !

Il y eut un silence. Le docteur Hartmann répéta pensif, comme pour lui-même : « si peu de temps !... » Puis il regarda Ehrlich bien en face et lui dit brusquement :

— Vous voulez quitter l'Alsace ?

— Momentanément, oui... ; je sens que je ne puis m'y rendre aussi utile que je l'espérais.

— Accepteriez-vous une mission en pays rhénan ?

— Oui, avec reconnaissance, si vous m'en jugez capable.

— C'est bon ; avez-vous suivi un peu les événements récents ?

— Assez vaguement. Je sais par les journaux que la tentative de République rhénane a échoué.

— Si vous n'avez lu que les journaux français, vous ne

savez rien du redoutable malentendu qu'il faut dissiper. Depuis cet échec les Rhénans ne doutent plus de nos projets annexionnistes. Le régime militaire, valable pendant l'armistice, sera bientôt remplacé par une Commission interalliée dont on peut attendre les meilleurs ou les pires résultats, selon la politique qu'elle voudra mener. Or, la question rhénane, rappelez-vous bien ceci, n'est pas une question territoriale, mais une question morale... C'est une véritable mission morale que la France peut remplir vis à vis de ces populations, si elle sait rester fidèle à ses traditions.

Comme lors de sa première entrevue, Ehrlich était complètement dominé par les chaudes paroles du Docteur. Il enviait toujours l'admirable clairvoyance de cet homme et sa puissance persuasive. En quelques secondes, Ehrlich se sentit secoué du même enthousiasme et prêt à de nouveaux sacrifices. Hartmann continuait :

— Il faut avant tout, et c'est l'avenir de la France qui va se jouer, il faut diriger l'opinion, parler au peuple rhénan, le convaincre que nous ne voulons pas faire de son pays une province française sous un régime d'état de siège, lui faire comprendre que le mot France est synonyme de liberté : toutes les libertés, liberté sociale, liberté religieuse, liberté économique, tout cela c'est la France qui le leur apportera et non la Prusse. Un grand journal quotidien en allemand devra être fondé au plus tôt. Le Gouvernement en sent très bien la nécessité et j'ai reçu de Paris les instructions et les crédits nécessaires, mais j'ai besoin d'un homme actif pour étudier ce projet trop longtemps remis. Cet homme ce sera vous.

— A qui confier la direction politique de ce grand organe? demanda Ehrlich.

Le Docteur resta un instant songeur.

— Il nous faut quelqu'un qui, par son caractère et sa situation, s'élève au-dessus des partis, qui représente une doctrine supérieure même à celle des nationalités... Il s'arrêta un instant : Je vois bien quelqu'un qui remplit ces conditions, et que je suis forcé de respecter quoique je ne partage pas toutes ses idées. C'est Mgr Gébhart. Voulez-vous aller le voir et lui exposer nos projets?

— C'est là une idée hardie. Êtes-vous sûr de n'être pas désavoué?

Le visage du Docteur exprima quelque étonnement à la pensée qu'il pût être désavoué, lui qui était habitué à voir les chefs de gouvernement lui soumettre les décisions à prendre. Il continua :

— Certes, je n'aurais pas approuvé l'application de ses idées à l'Alsace; son idéal de théocratie est trop profondément imcompatible avec le régime actuel de la France. Mais dans les pays rhénans il n'en est pas de même. Nous n'avons aucune arrière-pensée d'annexer ces pays. Nous nous y accommoderions donc fort bien de la constitution d'une république neutre et cléricale, régie par les principes de ce socialisme chrétien que Mgr Gébhart prétend tirer tout entier des théories politiques de saint Augustin. Pourquoi ne pas l'utiliser quand la voie qu'il suit est conforme à nos intérêts?

L'âme ardente de Maurice Ehrlich s'enflammait à l'idée de collaborer à une œuvre aussi pleine de promesses. Le Docteur le retint encore longtemps, lui développant ses idées, lui donnant de minutieuses instructions sur ce qu'on attendait de lui.

Quelques jours plus tard, Ehrlich quittait Strasbourg avec pleins pouvoirs pour préparer la fondation en pays rhénans d'un quotidien à grand tirage selon tous les rites de la presse moderne : *le Courrier du Rhin* (*der rheinische Kurier*). Il se sentait moins triste, moins déprimé devant la perspective d'une action nouvelle et secrètement, tout au fond de son cœur, il espérait que Juliette, un jour, lui saurait gré d'avoir participé à cette œuvre de paix et de conciliation.

*
* *

— C'est vous, mon capitaine! comment cela va-t-il?

Ehrlich qui, la valise à la main, cherchait à s'orienter dans la cohue de la grande gare de Mayence, s'arrêta, stupéfait de s'entendre interpeller ainsi. Devant lui il aperçut une tête blonde, le calot sur l'oreille, éclairée d'un joyeux sourire. Il reconnut son ancien ordonnance.

— Ah! mon vieux Loiseau, dit-il, je ne vais pas mal, comme vous voyez, et vous, qu'est-ce que vous devenez?

— Je suis toujours à la batterie, mon capitaine. Vous savez que je suis de la classe 15 et que je ne serai pas libéré avant six mois. Après votre départ, M. Marize m'a pris comme

ordonnance. La batterie n'est pas loin d'ici, dans une usine. Vous ne voulez pas y venir? Tout le monde serait si content de vous revoir! Attendez, je vais porter votre valise.

Ehrlich accepta, un peu ému. Chemin faisant, Loiseau rappelait leurs souvenirs communs et Ehrlich sentait renaître en lui une foule d'images accumulées pendant les quatre années de guerre et qui depuis quelques mois s'étaient effacées sous un afflux de nouvelles impressions. Il revoyait maintenant tant de scènes dans lesquelles il avait éprouvé le dévouement de Loiseau : en Artois, quand son ordonnance avait renoncé à une permission pour l'accompagner dans une dangereuse reconnaissance; sur la crête de Douaumont où il allait s'enfoncer dans la boue gluante, pétrie par un incessant pilonnage d'obus, quand son ordonnance s'était couché auprès de lui pour l'arracher à l'enlisement. Comme la couleur de la vie était alors différente de ce qu'elle était maintenant! Ils étaient arrivés dans une grande cour entourée de hangars. Sous celui qui se trouvait en face de la porte d'entrée, les quatre canons alignés tendaient leurs museaux effilés. Sous les autres hangars se suivaient des chariots de parc, des fourgons, des harnachements. Dans la disposition régulière de ce matériel, dans l'ordre et la propreté partout apparents, se manifestait une force disciplinée. Quelques officiers causaient au milieu de la cour. L'un d'eux se détacha du groupe et vint au-devant d'Ehrlich en disant :

— Ah! mon capitaine, que je suis heureux de vous revoir!

C'était Marize, le sous-lieutenant qu'Ehrlich avait choisi à Sézanne au moment où il formait sa batterie au Centre d'organisation. Ehrlich l'étreignit affectueusement. Là encore que de souvenirs!

Quelques sous-officiers et quelques hommes s'approchèrent. Ehrlich les reconnut et les appela par leur nom, évoquant pour chacun un souvenir particulier : Vanrast, l'artificier, au Four à chaux de Verdun, avait couru arracher un filet de raphia qui, allumé par un éclatement d'obus, allait mettre le feu aux gargousses; Choisy, le pointeur, avait ramené sur son dos le chargeur de sa pièce blessée pendant un bombardement. A chacun il trouvait un mot à dire, et il sentait se renouer des liens qu'une longue séparation avait détendus.

— Le colonel Weber est là avec le commandant, auquel

il est venu donner des ordres pour le service de place, dit le sous-lieutenant. Ne voulez-vous pas le voir?

Ehrlich accepta.

— Eh bien! dit le colonel en le voyant entrer, je vous avais prédit que vous nous reviendriez.

— Pas encore, mon colonel, répondit Ehrlich. C'est une mission de mon service d'information qui m'amène à Mayence. Je descends du train! En quelques mots, il le mit au courant.

— Je suis bien aise, dit le colonel Weber, que l'on se préoccupe enfin de définir l'attitude de la France à l'égard de la question rhénane. La solution presse; nous avons beaucoup de cartes dans notre jeu, mais il faut savoir nous en servir. Lorsque vous aurez passé quelques semaines le long du Rhin, vous serez conquis par l'importance de votre tâche; à partir de ce moment, vous ne tarderez plus guère à être définitivement des nôtres.

Ehrlich eut un sourire sceptique.

— Je ne crois pas, mon colonel. Si j'ai quitté momentanément l'Alsace, ce n'est pas pour l'abandonner; il y a également là-bas un rôle magnifique à jouer. Faire rentrer toute une province dans l'unité française... c'est encore plus beau qu'une conquête.

— Surtout ne vous laissez pas tenter par le démon de la politique! Sinon, je vous plains sincèrement. J'ai encore quelques parents en Alsace et, par eux, j'ai un écho de la situation... Elle est dominée par la question religieuse et scolaire. Vous le savez, sans doute, mieux que moi. Mais ce que vous ne savez peut-être pas encore et ce que je peux vous affirmer, c'est que le succès de notre politique rhénane dépend, en grande partie, de la manière dont nous respecterons les libertés religieuses de l'Alsace. Je doute que les hommes politiques français comprennent bien cela. Il faut peut-être vivre ici pour s'en rendre compte.

— Laissez-moi ne pas partager tout à fait votre avis en ce qui concerne l'Alsace, mon colonel. Les sympathies des Alsaciens dépendent beaucoup moins de notre politique religieuse que des avantages économiques que nous leur offrirons.

— Eh bien! mon cher ami, nous en reparlerons dans six mois, si vous le voulez bien! En attendant, je vous emmène à l'hôtel de Hollande où est le mess des officiers.

Pendant le déjeuner ils s'entretinrent de tout ce qui s'était passé au régiment depuis le départ d'Ehrlich. Celui-ci sentait renaître son intimité avec tous ses camarades qu'il avait quittés depuis moins de dix mois. Il lui en coûtait de partir déjà. Mais cette halte à Mayence n'était pas prévue sur son horaire; il devait continuer son voyage à Coblence et à Bonn.

— Je ne vous laisse pas repartir sans vous avoir fait visiter le palais des Électeurs, dit le colonel. Nous en avons le temps avant l'heure de votre train.

Ils suivirent les quais du Rhin jusqu'au majestueux palais de grès rose où résidait jusqu'à la Révolution l'archevêque-électeur de Mayence, primat de l'Église d'Allemagne et archi-chancelier de l'Empire. Le colonel Weber, qui étudiait l'histoire de Mayence, rappelait les grands événements dont ce palais avait été le cadre : les magnifiques cortèges qui se déroulaient au début de chaque règne quand le nouveau prince, sortant de la cathédrale après son élection, venait prendre possession de sa résidence; le passage des empereurs, dont le dernier, celui de François II, en 1792, provoqua une réunion des princes au cours de laquelle furent arrêtés les termes du manifeste du duc de Brunswick; puis, trois mois plus tard, l'arrivée des sans-culottes, le palais abritant successivement le quartier général de Custine, le *Club des Amis de la Liberté* et les commissaires de la Convention.

— Entrons-y et visitons le musée des antiquités romaines.

Dès les premiers pas, ils s'arrêtèrent devant un bas-relief encadré d'une inscription : *In memoriam Drusi Germanici.*

— Germanicus! dit le colonel, ne semble-t-il pas entendre monter du fond des siècles l'acclamation qui accompagnait les triomphateurs? Rappelez-vous le buste de Drusus, avec son galbe fin, son nez fort, et ce regard profond qui rêvait d'empire! Et pensez à la fin prématurée du jeune héros à la mémoire duquel les légions élevèrent près d'ici un cénotaphe, cette énorme tour noirâtre qui a conservé son nom et qui est maintenant enchâssée dans les murs de la citadelle.

Plus loin, de grands bas-reliefs montraient des cavaliers romains foulant leurs ennemis, ou des légionnaires debout, une main appuyée sur leur bouclier.

— Dans leurs épitaphes, continuait Weber, ces morts, suivant l'usage latin, s'adressent à nous. Parfois ils laissent paraître

un regret. Voici Caius Julius, de Carcassonne. Il annonce tristement que « pour l'éternité sera ici le lieu de sa patrie... » Ce Languedocien semble inconsolable d'être pour toujours exilé dans les brumes du Rhin. Mais il affirme sa satisfaction du devoir accompli : « Soldat, j'ai courageusement porté les armes. » D'autres semblent mieux acclimatés, par exemple ce Blussus, qui était chargé sans doute pour l'armée d'un service de batellerie rhénane. Voyez-le assis à côté de son fils et de sa femme couverte de bijoux. Lui-même est simplement vêtu d'une robe de bure, le capuchon rabattu sur la tête. Il tient une bourse dans sa main serrée. Ses grands traits expriment la sérénité, le sentiment du rôle social qu'il a à remplir. On sent que ces « défunts, » — pour employer leur expression, — se sont « acquittés de la vie » comme d'une lourde tâche qui leur était confiée. Et leur effort obstiné a marqué cette terre d'une empreinte si forte qu'aujourd'hui encore elle n'est pas effacée.

Après quelques pas, le colonel s'arrêta, et son regard prit cette expression mélancolique à laquelle il se laissait aller dans ses heures d'abandon.

— Souvent, pour réagir contre les influences déprimantes, dit-il, je viens ici m'entretenir avec ces grands ancêtres. Je leur demande de m'inspirer leur sérénité. Ces soldats ou ces fournisseurs d'armées, que le sort appelait sur les bords du Rhin, ne savaient pas plus que nous combien de temps ils étaient appelés à y rester. Mais quel admirable exemple de discipline ils nous ont laissé! Je ne sors jamais d'ici sans méditer le sens de la belle épitaphe de Caius Julius : *Et miles fortiter arma tuli.* Mes vœux se bornent à la mériter moi-même. Si un jour vous traversez une de ces crises au sortir desquelles toutes les ambitions sont nivelées et on ne sent plus le courage de vivre pour soi, venez me rejoindre. Je vous ferai rendre votre place au milieu de nous, et vous y trouverez, j'espère, la confiance et la paix.

Ehrlich, plus sensible à ces paroles qu'il ne voulait le laisser paraître, fit ses adieux à son colonel et prit le train pour Coblence. En y arrivant il se disait que les ombres des Électeurs, si elles hantaient encore ces lieux, doivent avoir quelque peine à s'y reconnaître. Il éprouvait un sentiment étrange en voyant de solides Yankees, assis au milieu du vénérable

Königstuhl où eut lieu maintes fois l'élection de l'Empereur, et qui chantaient en chœur leur refrain :

Pack up your troubles in your old kit bag
And smile, smile, smile ! (1)

tandis que le drapeau étoilé flottait sur Ehrenbreitstein, l'imprenable forteresse, le Gibraltar du Rhin.

Ehrlich ne resta que peu de temps à Coblence, mais il fit un plus long séjour à Bonn. Dès son arrivée dans cette ville, il alla sonner à la maison de modeste apparence où Mgr Gébhart s'était retiré, et il se fit annoncer. Il fut introduit dans une pièce encombrée de livres ; c'était là que Mgr Gébhart travaillait près de la fenêtre, sur une table chargée de dossiers. En franchissant le seuil et en rencontrant le regard du prélat, Maurice se sentit tout à coup frappé de timidité. Jamais il n'avait si vivement ressenti la majesté, la pérennité de l'Église romaine. Il regardait ce vaste front, ces yeux lumineux où s'affirmait une certitude étayée sur dix-neuf siècles de tradition ininterrompue. Kant, Hegel, Spencer, les formidables systèmes de la raison moderne avaient touché là et s'y étaient brisés. Cependant de leur longue fréquentation Mgr Gébhart avait rapporté l'idée d'une apologétique nouvelle, qu'il jugeait mieux appropriée aux besoins de notre temps. Sa science et son caractère imposaient le respect. Rome, au moment de la réaction contre le modernisme, avait épargné cette tête dont tous reconnaissaient l'absolu dévouement à l'Église. D'ailleurs c'était surtout vers l'action qu'il orientait ses élèves, leur disant que les différends reposaient pour la plupart sur des malentendus, et qu'il importait au clergé de se mêler au monde moderne, de lui prouver par l'exemple que l'Église apportait le remède propre à guérir tant de maux.

— Excusez ce désordre, monsieur, dit Mgr Gébhart en se levant ; vous êtes dans la maison d'un exilé.

— D'un exilé volontaire, monseigneur, dit Ehrlich, et c'est précisément à ce sujet que je viens vous entretenir. Vous êtes de vieille famille alsacienne. Personne n'aurait pu vous interdire de vivre à Strasbourg. Je suis même convaincu qu'avec le temps on vous aurait rendu votre chaire à la Faculté de

(1) Emballez vos ennuis dans votre vieille musette
Et souriez, souriez, souriez !

théologie catholique où votre réputation avait attiré tant d'élèves. Je respecte les scrupules qui vous ont fait quitter Strasbourg, mais je pense qu'ils ne vous empêcheraient pas d'accepter ici une situation qui vous permît d'exposer vos idées. Je suis chargé en ce moment d'étudier les voies et moyens nécessaires pour créer soit à Mayence, soit à Cologne, un grand journal de la langue allemande, *le Courrier du Rhin*, qui adopterait votre point de vue confessionnel pour défendre la cause de l'autonomie rhénane. Refuseriez-vous d'en prendre la direction? Nous sentons parfaitement la nécessité de nous appuyer sur les catholiques. Seuls ils ont dès le début manifesté leur intention de se séparer de Berlin, et seuls ils ont un programme nettement autonomiste, — bien entendu dans le cadre de l'Allemagne dont il n'est pas question de les détacher par la violence. Vous auriez donc toute liberté de jeter vos idées sur le terrain le mieux préparé à les recevoir.

— Une question préalable se pose, répondit Mgr Gébhart. Si je vous comprends bien, il s'agit de créer un journal qui s'élèverait au dessus des conflits nationaux pour se placer exclusivement sur le terrain du catholicisme. Or, je suis un prêtre alsacien, et il va de soi que je ne pourrai admettre de voir condamner en Alsace la politique confessionnelle que je soutiendrai ici. Verriez-vous un inconvénient à faire adopter ce point de vue par le journal en question?

— Nous admettrions difficilement l'ingérence, dans nos affaires alsaciennes, d'un journal que nous aurions fondé dans les pays rhénans, dit Ehrlich avec un peu d'embarras. Sinon que deviendrait l'unité française?

— N'est-ce pas vous-mêmes qui avez compromis cette unité? repartit Mgr Gébhart. Il y a maintenant deux Frances. La France de saint Louis, de Jeanne d'Arc, de Bossuet et de Lacordaire, vous ne pourrez pas me l'enlever: je l'ai reçue trop profondément dans mes moelles pour ne pas l'emporter avec moi. Cette France-là vit partout où il y a des cœurs catholiques. Quant à l'autre France, celle des persécutions religieuses, je vous la laisse, car c'est avec elle qu'il m'est impossible de m'accorder.

— Mais c'est elle qui détient le pouvoir, fit remarquer Ehrlich. Elle tendra inévitablement à assimiler les trois départements d'Alsace-Lorraine aux autres départements français.

C'est-à-dire qu'au risque de mécontenter une partie de leur population, elle décidera un jour ou l'autre de leur appliquer toutes les lois laïques.

Le visage de Mgr Gébhart avait pris une singulière expression de gravité. Il se pencha vers son interlocuteur et dit lentement :

— D'autres nous en ont déjà menacés. Dieu veuille que la France n'essaie pas de violer des âmes qui se sont librement données à elle! Mais pouvez-vous me garantir qu'elle ne l'essayera pas?

Ehrlich garda le silence.

— Vous reconnaissez donc vous-même, continua Mgr Gébhart, le danger qu'il y aurait pour moi à m'engager dans une voie qui risquerait de me conduire à un conflit avec ma conscience de prêtre. Je ne saurais comme vous prendre pour règle de conduite ce romantisme politique auquel on donne le nom de nationalisme. D'ailleurs, il n'a pas toujours existé dans votre famille. En 1871, votre grand-père, et plus tard votre père, n'ont pas hésité à conserver dans l'Université allemande leur chaire à la Faculté de théologie protestante.

— Ils n'ont fait que suivre l'exemple d'un grand nombre de leurs collègues, observa Ehrlich. Il se croyaient justifiés à agir ainsi à un double titre : parce que leur traitement leur était payé par le chapitre Saint-Thomas, de sorte qu'ils ne se considéraient pas comme fonctionnaires allemands, et parce qu'étant pasteurs en même temps que théologiens ils ne voulaient pas abandonner leur communauté de fidèles.

— Vous voyez que le sentiment national ne prime pas tout répondit le prélat. Personne cependant ne souhaite plus que moi, voir se confondre de nouveau, les voies suivies par l'Église et par la France comme elles l'ont fait pendant des siècles. Ne craignez pas de ma part une attitude hostile par principe à la politique que vous poursuivez. Je ne puis m'y associer, puisque vous êtes décidés à brûler en Alsace ce que vous adorez ici. Mais mes sentiments intimes d'attachement filial à l'ancienne France sont connus de mes collègues allemands qui me les reprochent. Je suis destiné à être fusillé par les fanatiques des deux côtés de la barricade, continua-t-il avec quelque mélancolie. C'est le sort des hommes qui ne sont pas de leur temps. J'appartiens à cette grande époque dans laquelle j'ai tant vécu par l'esprit et que nous appelons le Moyen Age.

Est-elle le passé? Certains indices me font espérer le retour à des formes sociales dans lesquelles tout sera subordonné, comme jadis, au développement de la vie corporative et à l'organisation du travail. J'ai la conviction, — et toutes mes œuvres en témoignent, — que la mission historique de l'Église la destine à prendre la tête de ce mouvement. N'essayez donc pas de me faire sortir de la retraite dans laquelle je cherche l'état d'esprit nécessaire à mes études. Quand on s'est accoutumé à envisager toutes choses sous l'aspect de l'éternité, on atteint un point de vue qui domine celui des nationalités. On juge la politique d'après le principe du Moyen Age : « Les nations passent, l'Église reste. »

La démarche d'Ehrlich étant désormais sans objet, il se leva et prit congé. « Je l'estimerais moins, se disait-il, s'il n'était pas aussi attaché à son idéal. Quelle force que cette Église catholique! Comme elle a triomphé du danger dont n'a pas su se défendre l'Église luthérienne, qui, surtout en Allemagne, est de plus en plus étroitement associée, inféodée aux États. » Et il se laissait aller à rêver aux « Variations des églises protestantes. »

Cependant il prolongea son séjour à Bonn, pour y rester en contact à la fois avec la section française d'information et avec les rédactions des journaux de Cologne. Chaque soir, quand il était de retour à Bonn, il se promenait dans la jolie ville universitaire. Il aima cette ville paisible entourée de jardins et toute baignée de lumière sous la garde du dragon des Sept montagnes. L'aimable quiétude de ses rivages fait contraste avec la réputation chauvine de l'Université prussienne, bastion centenaire du pangermanisme sur le Rhin. Néanmoins l'âme ardente de Wilhelm Schlegel y est encore présente; ce philosophe poète, qui savait assez bien le français pour oser publier à Paris une édition critique comparée de la *Phèdre* d'Euripide et de celle de Racine, eût été bien surpris de constater le lent déclin de la culture latine chez les petits-fils de ses élèves. Cent années hélas! ont-elles suffi pour dresser entre la France et les Rhénans cette « Muraille de la Chine » que Mme de Staël redoutait tant? Non, cela ne peut être! Dresser un rempart intellectuel entre deux peuples frères, c'est, selon le mot d'un penseur, élever un mur dans une forêt. Les branches des grands arbres se croisent au-dessus, et leurs racines se rejoignent au-dessous.

Comme le lui avait prédit le colonel Weber, le problème rhénan apparaissait maintenant à Ehrlich sous un angle bien différent. Mais sa mission n'avançait guère. Les dossiers bourrés de notes remplissaient ses valises; il n'avait hésité devant aucune démarche, même celles qui lui coûtaient l'abdication de son amour-propre et de ses idées personnelles. Après plusieurs semaines d'efforts, il en venait à considérer l'entreprise d'un grand quotidien rhénan comme hasardeuse et prématurée. Les subsides surtout manquaient et aucun fonds, secret ou autre, ne semblait disposé à s'ouvrir. A Mayence, les autorités françaises montraient peu d'enthousiasme. A Coblence, l'administration supérieure prussienne, qui continuait à siéger sous le contrôle des troupes américaines, était franchement hostile. A Cologne, il fallait gagner à la cause à la fois les socialistes et le redoutable parti du Centre catholique sans lequel on ne pouvait rien. Depuis son échec auprès de Mgr Gébhart, Ehrlich n'avait plus confiance en son talent de diplomate et se trouvait peu qualifié pour discuter avec l'archevêque de Cologne. Il n'y avait pas à se faire d'illusions : des mois s'écouleraient encore avant l'apparition du premier numéro du *Courrier du Rhin*. La politique qui doit rendre aux Rhénans la conscience de leur individualité est une œuvre de longue haleine, d'intelligence et de tact; il ne pouvait s'y consacrer sans renoncer à sa carrière en Alsace.

Assis sur une terrasse fleurie que le Rhin caresse au passage, il laissait ses pensées errer tristement. L'ombre s'allongeait sur les collines et le fleuve étincelait comme une coulée de lave. Mais Ehrlich était insensible à la beauté apaisante de ce paysage. Le matin même, il avait reçu une lettre dont la lecture le laissait troublé. Datée de la fin d'août, l'enveloppe couverte de ratures avait été réexpédiée d'hôtel en hôtel. Il relut plusieurs fois les quatre pages quadrillées, où, dès le premier coup d'œil, il avait reconnu l'écriture raisonnable de Marthe Beyerlé :

« Mon cher cousin,

« Tante Mélanie, en ce moment très absorbée par les préparatifs du mariage de ma sœur, me charge de vous donner de nos nouvelles. Max Benfeld est enfin rassuré au sujet de son service militaire; il n'en fera pas : on lui tient compte des

années passées au service allemand. C'est une solution qui étonne un peu les Français de l'intérieur, mais qui est très bien accueillie en Alsace. Le mariage d'Odile aura donc lieu au Temple Neuf, au début de novembre. Mon père tient à vous prévenir qu'il compte sur vous pour être témoin. Il voulait déjà vous écrire à ce sujet, mais nous ne savons même pas votre adresse. Cela n'est pas bien de ne jamais nous donner signe de vie. Je dois faire passer cette lettre par les bureaux du Commissariat. Mais nous savons combien vous êtes occupé; ne croyez donc pas que ma tante vous tienne rigueur de votre silence; elle veut seulement vous marquer l'intérêt que nous vous portons tous. On commence à s'agiter beaucoup à propos des élections et certains journaux ont fait des allusions très nettes à votre candidature. Je ne puis vous cacher que la famille a été un peu chagrinée par le ton des articles parus à ce sujet : on annonce que vous serez le candidat du parti radical. Ma tante aurait bien préféré que vous choisissiez une autre liste et elle dit que si vous étiez ici vous verriez les choses autrement. Elle vous conseille donc de revenir... » Ici il y avait quelques points de suspension comme si la plume de Marthe avait hésité à ajouter la suite, puis les jambages réguliers reprenaient : « Que vous dirai-je encore? Notre vie ne comporte guère d'événements notables et vous en connaissez tous les rouages. Peut-être ignorez-vous que notre excellent ami, votre locataire, M. Wetzel, est tombé subitement malade. Malgré son âge, il ne se ménageait guère, surtout quand il s'agissait de sa passion d'archéologie. On dit qu'il a pris froid en explorant les souterrains d'Achenheim. Il a maintenant une pneumonie très grave. Sa nièce Juliette Rosen est revenue pour le soigner. Elle le fait avec un dévouement touchant et ne quitte son chevet que pour aller à l'église. Le pauvre vieillard a eu l'autre jour une dernière joie. Il a signé le bon à tirer de son fameux ouvrage sur le manuscrit d'Herrade de Landsberg. Il était si faible que Juliette a dû lui tenir la main. Maintenant il voudrait guérir, pour pouvoir assister, le 22 novembre, à la séance d'inauguration de l'Université où il comptait présenter son *Hortus Deliciarum* enfin terminé. Il paraît que, dans un demi-délire, il parle souvent de vous.

« Je me permets en terminant cette lettre d'insister sur le conseil que vous donne tante Mélanie. Si vous avez des projets

en Alsace, il est temps pour vous de revenir. Nous serons tous heureux de vous revoir, croyez-le-bien, et nous vous envoyons nos plus affectueuses pensées.

« Votre cousine

« MARTHE. »

« *P.-S.* Mon père me prie d'ajouter que son procès contre l'éditeur de Genève est toujours en suspens. Il espère que vous voudrez bien intervenir de nouveau en haut lieu pour hâter les choses. »

Comme un parc clos dont les allées, les pelouses et les parterres, à travers les barreaux d'une palissade, semblent infiniment embellis, l'Alsace apparaissait à Ehrlich tout illuminée d'espoir entre chaque ligne de cette longue lettre. Il évoquait tous les souvenirs déjà atténués de sa vie à Strasbourg, et sa désillusion finale lui laissait moins d'amertume.

Tandis qu'il pliait machinalement le papier entre ses doigts, ses yeux ne voyaient plus le Rhin, la Drachenfels, les fumées d'usines. D'autres images s'interposaient : la tante Ehrlich dans un fauteuil près du poêle, ajustant ses lunettes pour lire une brochure de *Foi et Vie*, la mine effarée de Max Benfeld apprenant que le gouvernement le tenait quitte de son service militaire, les impatiences du pasteur Beyerlé contre les lenteurs judiciaires. Mais toutes ces choses, grises et moroses, étaient effacées par une seule phrase de la lettre : Juliette Rosen est revenue pour soigner son oncle.

N'osant pas être sincère vis à vis de lui-même, Ehrlich dissimula sous des préoccupations électorales son désir de retourner en Alsace. Quelques jours plus tard, il arrêtait son enquête, se disant provisoirement convaincu de l'inutilité de ses efforts, et reprenait le train pour Strasbourg.

En arrivant quai Saint-Nicolas, il apprit que Wetzel était mort dans la nuit. Le vieil archéologue reposait sur un lit de camp dressé dans sa bibliothèque, près d'un pupitre où étaient placées les dernières épreuves de l'*Hortus Deliciarum*. Sur une petite table une main pieuse avait disposé, entre deux cierges allumés, un de ces beaux crucifix d'ivoire du seizième siècle que Wetzel aimait particulièrement. Le corps du Christ, caressé par la lueur tremblante des cierges, semblait haleter sur la croix. Maurice ne vit d'abord rien que cette image, mais bientôt il dis-

tingua dans la pénombre une personne agenouillée sur un prie-Dieu. Il devina Juliette; elle avait la tête dans ses mains et ne fit aucun mouvement. Debout, à distance respectueuse, Maurice s'efforçait de concentrer sa pensée sur celui qui gisait devant lui. Il sentait qu'il perdait avec Wetzel un des témoins de la génération de son père, de cette génération sacrifiée, vouée à des drames intimes que Maurice regrettait de ne pas mieux connaître.

L'absoute fut donnée à la cathédrale. Puis Maurice accompagna le cercueil jusqu'au cimetière. Marchant derrière les délégations de plusieurs sociétés savantes, il apercevait tout près du char funèbre la haute stature de Franz Rosen, la soutanelle de Jean, et entre eux la silhouette de Juliette enveloppée d'un voile de deuil. Lorsque, confondu parmi les nombreux amis de l'archéologue, il défila devant la famille, il serra à peine le bout des doigts gantés de noir que tendait Juliette, et il lui sembla voir, à travers le voile, les lèvres de la jeune fille murmurer une prière ininterrompue.

Maintenant, Maurice, en revenant, s'est arrêté sur la tombe de ses parents, dans la partie du cimetière réservée aux protestants. Sa confession ne lui permet pas de prier pour eux, comme il vient de voir Juliette le faire, et il en souffre obscurément. Il admire l'idée de la réversibilité des mérites qui met les catholiques en communion avec leurs morts. Suivant la dernière volonté de son père, qui exprime à la fois l'idéalisme et l'orgueil de cette âme protestante, aucun nom n'est gravé sur sa tombe, mais seulement le verset de saint Luc : « Pourquoi cherchez-vous parmi les morts celui qui est vivant? » Maurice répète à haute voix : « Celui qui est vivant! » Puisqu'il ne peut pas prier pour son père, quel moyen lui reste-t-il d'entrer en communion avec lui? Ne doit-il pas avant tout se considérer comme son mandataire en ce monde, chercher à réaliser l'idéal constamment exprimé par son père? Celui-ci, qui a tant souffert de la situation hybride de l'Alsace, ne serait-il pas, maintenant comme alors, partisan des mesures radicales ? Maurice se rappelle les dernières recommandations de son père que lui a souvent répétées sa tante Mélanie : « Qu'il ne soit pas l'homme des compromis, des demi-mesures. Qu'il adhère sans réserves aux convictions qu'il tiendra de son éducation. » C'est ainsi que Maurice cherchait instinctivement tous les arguments

propres à le fortifier dans ses prochaines luttes politiques.

Il eut vite fait de s'associer avec les divers personnages, avocats, médecins ou journalistes, la plupart venus de l'intérieur, qui préparaient, en vue des élections, la formation d'un parti radical alsacien. A son vif dépit, il ne trouvait que peu d'adhérents dans les milieux indigènes, en dehors de quelques anticléricaux notoires, jadis affiliés aux libéraux allemands. On décida de créer un journal de langue allemande, *Der Radikale*, pour défendre les idées du nouveau parti. Maurice Ehrlich en fut à la fois le principal bailleur de fonds et le principal collaborateur. Mais contre le radicalisme tous les partis de droite formaient un bloc, le « Bloc National, » dont le mot d'ordre était le maintien des institutions régionales de l'Alsace, destinées à prendre place dans l'imminente réorganisation administrative de la France. L'abbé Rosen avait été un des fondateurs et le membre le plus actif du « Bloc National. » Il savait pouvoir compter sur les campagnes. Mais Strasbourg, la grande ville industrielle, ne sera-t-elle pas gagnée aux idées radicales? Les deux partis devaient s'y affronter dans une réunion contradictoire qui était annoncée à l'Aubette pour le 17 novembre.

* * *

« La parole est à M. Maurice Ehrlich. »

Ces mots, que le président Kastner prononça d'une voix forte, apaisèrent le brouhaha qui remplissait la grande salle de l'Aubette. La réunion contradictoire des candidats aux élections législatives, annoncée partout par de grandes affiches en français et en allemand et fixée intentionnellement au samedi soir, avait provoqué un afflux de population de la ville et même de la banlieue de Strasbourg. Maurice gravit les marches qui conduisaient à l'estrade et, debout, se tourna vers l'assistance en s'appuyant sur le haut pupitre réservé à l'orateur. Il regarda un instant le nombreux auditoire, éprouvant une sorte de vertige devant ces milliers d'yeux qui se tournaient vers lui, et qui semblaient se rapprocher presque jusqu'à se confondre, jusqu'à former une énorme bête à la peau ocellée. Il se sentait tout seul, tête à tête avec ce monstre inconnu auquel il fallait livrer le combat suprême.

Il commença à développer son programme, en insistant sur la nécessité d'adapter le plus tôt possible la vie politique de

l'Alsace à celle du reste de la France. Comment ce grand parti radical, qui dirigeait la France depuis vingt ans, ne triompherait-il pas en Alsace où il avait pris naissance? Il rappela que dans cette même salle, peu avant 1870, son grand-père, professeur de l'Université, avait défendu des principes qui annonçaient déjà les idées nouvelles. Il montra le rôle considérable joué par la bourgeoisie alsacienne dans la formation du parti radical français. Pourquoi agiter comme un épouvantail la politique laïque et les lois scolaires au lieu de se soumettre à une évolution inévitable?

Il parlait avec flamme, d'une voix chaude, mais il sentait qu'il n'était suivi que par les premiers rangs de l'auditoire, fonctionnaires ou bourgeois. Et ceux qu'il voulait atteindre, c'étaient ces visages énergiques de travailleurs manuels qui, debout, occupaient le fond de la salle.

Tout à coup il tressaillit. Cette forme mince appuyée à un pilier, là-bas, n'était-ce pas celle de Juliette? Elle était venue l'écouter, assister à cette joute oratoire entre lui et son frère. Avec quels sentiments?

Sa voix faiblit légèrement et prit des inflexions plus persuasives, comme s'il voulait implorer la confiance. Que demandait-il? Une politique de conservation sociale. Entre les chemins d'aventures qui conduisaient à l'extrême droite de la réaction et à l'extrême gauche du socialisme, il voulait engager l'Alsace dans la voie de l'assimilation complète au reste de la France. La joie du retour à la mère patrie ne devrait-elle pas suffire pour faire tomber toutes ces barrières artificielles? Quand les cœurs se cherchaient pour se réunir, comment pouvait-on réclamer pour l'Alsace le maintien d'un régime qui, dans ses parties essentielles, datait de 1850, c'est-à-dire d'un triomphe éphémère de la réaction?

Il descendit de la tribune salué par de maigres applaudissements, et il entendit, comme dans un rêve, le président annoncer :

« La parole est à M. l'abbé Rosen. »

Dès le premier contact, le nouvel orateur domina l'auditoire. Son visage émacié, où les yeux brûlaient d'une ardeur mystique, sa pâleur, ses longs cheveux noirs, sa voix âpre forçaient l'attention. Il débuta en français pour réfuter brièvement les arguments de son prédécesseur. Ceux qui revenaient après un

demi-siècle d'absence ne devaient pas s'étonner du malentendu qui se produisait entre eux et la population alsacienne. Mais le clergé catholique, lui, n'avait pas émigré. Dans cette grande pitié de la population dont il avait la charge, il s'était efforcé de subvenir, non seulement aux besoins spirituels, mais encore aux besoins temporels. Pendant la période de transition où seul il possédait l'instruction nécessaire, il avait accepté de représenter la région dans les assemblées allemandes. Allait-on lui faire un grief de l'influence qu'il avait ainsi conservée?

Puis tout à coup il s'exprima en dialecte et il sembla qu'une décharge électrique eût secoué l'assistance. Ses phrases cinglantes, comme de longues lanières, allaient fouetter au fond de la salle les indécis, les timides qui hésitaient à manifester leurs sentiments. Par dessus la tête des messieurs « de l'intérieur » qui l'écoutaient bouche bée, il s'adressait aux ouvriers des derniers rangs, à ceux du port du Rhin et du chemin de fer, leur rappelant les bienfaits de la paix religieuse dont l'Alsace avait joui jusque-là. C'étaient eux qui devaient servir d'exemple aux catholiques français, car ceux-ci, pour assurer la défense de leurs droits, seraient amenés, comme en Alsace, à prendre la tête des organisations syndicales.

« Non, s'écria-t-il en terminant, il n'est pas vrai que nous rendrions service à la France si nous réclamions nous-mêmes l'application immédiate de ces lois laïques qui blessent nos convictions religieuses. Notre longue fidélité nous donne droit à des égards, et de tous les points de la France les catholiques nous conjurent de défendre nos libertés, pour leur permettre à eux-mêmes de les récupérer un jour. N'écoutons donc pas ceux qui nous reprochent notre particularisme. Notre cause est celle des catholiques de la France tout entière; et c'est en restant profondément Alsaciens que nous serons les meilleurs Français. D'ailleurs le jour où l'on nous inquiéterait, conclut-il, nous saurions où trouver des alliés. Nous nous adresserions à ce grand parti socialiste, qui cherche encore sa voie. Nous lui dirions : « Nous avons les mêmes aspirations que vous. Nous voulons comme vous plus de justice et plus d'égalité entre les hommes. Nous vous abandonnons volontiers les biens de ce monde, pourvu que vous renonciez à l'anticléricalisme que vous avez maladroitement ajouté à votre programme. En échange des lois sociales que nous voterons avec vous, nous vous

demandons seulement le maintien de l'enseignement religieux dans nos écoles. Que nous importent les intérêts matériels? Nous ne sommes pas des capitalistes, des banquiers dont la vie tout entière est consacrée à la conquête de l'argent. » — Maurice se sentit personnellement visé. — « D'ailleurs, cette alliance nous ne la cherchons pas, mais si on nous l'impose, qui pourrait nous blâmer de faire passer le salut des âmes avant les questions d'intérêt ? »

Avec quel art, — peut-être inconscient comme il arrive souvent chez les mystiques, — il avait gardé pour la fin l'argument qui devait aller au cœur de cette population industrielle de Strasbourg, si ombrageuse à l'idée de favoriser une politique de réaction sociale ! Une immense ovation couvrit ses paroles.

Maurice Ehrlich, voyant la partie perdue, descendit sur la place Kléber. Il traversa la foule, qui, devant les fenêtres illuminées de l'Aubette, acclamait le nom de Jean Rosen, futur député du Bas-Rhin.

Le lendemain, 18 novembre, eurent lieu les élections.

Maurice Ehrlich apprit dans la soirée la victoire écrasante du Bloc National, l'abbé Rosen arrivant en tête de liste. Quant à la liste radicale, elle n'avait recueilli qu'une infime minorité. Il se rendit à la salle de rédaction de son journal. Les premières feuilles sortaient, portant une manchette en gros caractères : « *Die Reaktion hat gesiegt* » (1). Ses collaborateurs ne cachaient pas leur déception.

— Je désire régler tous les comptes au plus tôt, dit-il au rédacteur en chef.

Il lui semblait agir et parler dans un rêve. Après l'extrême tension des derniers jours, le délicat système nerveux qu'il avait hérité de son père ne résistait pas à l'effondrement de ses espérances. Son amour-propre mortifié, ses prévisions d'avenir bouleversées, tout contribuait à le plonger dans une sorte de prostration. L'atroce sentiment qu'il s'était trompé, qu'il avait fait œuvre mauvaise, l'atteignait dans la source même de son activité. L'enthousiasme qui l'animait étant tombé, il se demandait où il trouverait la force de travailler, de donner un but à son existence. Et puis il se disait qu'il avait justifié les sombres pressentiments de Juliette, qu'il s'était montré indigne d'elle, et cette idée le brûlait comme un fer rouge.

(1) La réaction a vaincu.

*
* *

Le 22 novembre 1919, jour anniversaire de l'entrée des troupes françaises à Strasbourg, avait été fixé pour l'inauguration de l'Université. Le ciel semblait sourire à cette fête, et la pluie qui tombait sans arrêt depuis quelques jours avait fait place à un rayon de soleil. L'abbé Rosen se dirigeait vers le palais de l'Université. Il portait pour la première fois la soutane et le rabat, ainsi que le bonnet violet et la robe de professeur à la Faculté de théologie catholique, puisque ces insignes n'existaient pas sous le régime allemand.

Il traversa le vestibule et s'arrêta à l'entrée du hall en murmurant : « Mon Dieu, que c'est beau ! » Ce grand hall vide et triste avait été, comme par une baguette magique, transformé en une salle des fêtes, véritable merveille d'art français. Sur trois côtés les arcades du rez-de-chaussée étaient fermées par une admirable série de tapisseries des Gobelins, représentant l'*Histoire de Louis XIV*. Dans les galeries du premier étage, chaque intervalle de colonnes formait une loge drapée de tentures bleu-de-roi. Le plafond vitré, d'où tombait habituellement un jour grisâtre, était caché par d'immenses draperies bleues en forme de tente. Au centre de celles-ci se rejoignaient des guirlandes de lampes électriques entrelacées de feuillage. Elles répandaient dans toute la salle une lumière paisible qui éclairait le chatoiement des tapisseries et les robes des professeurs étagés sur les gradins. Au pied des tapisseries s'élevaient les estrades. A gauche c'était celle des universités françaises, à droite celle des universités étrangères, et au fond celle de l'Université de Strasbourg où, derrière la place réservée au Président de la République, se rangeaient les cent quatre-vingts professeurs des nouveaux cadres français, entourés par les délégations d'étudiants qui portaient leurs bannières.

L'abbé Rosen alla prendre place au milieu de ses collègues de la Faculté de théologie catholique, devant la Faculté des lettres.

Dans la salle, tournés vers l'estrade de Strasbourg, se trouvaient les maréchaux de France, les membres de l'Institut et, debout sous les portiques d'entrée, une foule d'étudiants en rangs pressés.

Le Recteur, auquel le Président de la République venait de donner la parole, se leva. Sa robe noire, son rabat blanc, sa

tête fine et pensive encadrée d'une courte barbe, évoquaient un Van Dyck descendu de sa cimaise. Sa voix chaude et bien timbrée remplit le vaste vaisseau. Elle rappelait la signification profonde de la réunion dans cette enceinte des représentants de toutes les nations alliées. « Dans cette ville où le monde nous a aidés à revenir, disait-elle, l'Université devient en quelque manière la filleule du monde. » L'abbé Rosen laissait errer son regard sur la longue ligne bigarrée des représentants des Universités étrangères et il pensait : « Il semble que l'Humanité soit là tout entière, qu'elle se porte garante de la mission que la France vient remplir à Strasbourg. » Cette idée mystique pénétrait son âme et la disposait à l'émotion.

Le doyen de la Faculté des lettres se leva à son tour. Des acclamations unanimes saluèrent ce grand Alsacien qui avait quitté la Sorbonne pour retourner dans sa petite patrie. D'une voix un peu brisée par la douleur, il rendit hommage aux morts : « Nos chers enfants, dit-il, qui êtes partis pour la guerre et n'êtes point revenus, nous vous évoquons en ce jour pour bénir votre mémoire et nous vous associons à cette fête que vous ne deviez point voir, mais que votre suprême sacrifice nous a préparée. » Il rappela que Strasbourg était digne de ce sacrifice par la constance avec laquelle cette ville avait proclamé sa fidélité à la France depuis 1781, — année où à l'occasion du centenaire de la réunion à la France le pasteur Blessig, dans sa chaire du Temple Neuf, avait déclaré : « Notre amour, notre cœur, notre sang, — nous le proclamons pour nous et nos enfants, — appartiennent à la France. » — Il évoqua enfin l'humble et méritoire effort des étudiants alsaciens et lorrains, grâce auxquels la France n'avait pas cessé d'être présente, même dans cet édifice où enseignaient des maîtres étrangers.

Un de ces étudiants, en uniforme bleu-horizon, vint prendre place à côté de l'estrade officielle. C'était le docteur Hartmann. Il exalta cette résistance invincible de l'Alsace et de la Lorraine à la germanisation.

« Deux civilisations opposées et contradictoires, disait-il, se sont disputé le sol et l'âme de l'Alsace et de la Lorraine. Dans de pareils conflits, un autre peuple se fût peut-être usé et anémié. L'Alsace et la Lorraine en sont sorties avec une personnalité plus puissante. »

« Oui, pensait l'abbé Rosen, quel immense avenir peut

attendre une région qui, comme la nôtre, a fait en elle la synthèse de deux civilisations! C'est à nous à faire triompher le concept français de l'Humanité sur le concept germanique de la Race. »

A ce moment commençait l'appel des délégués étrangers chargés d'apporter les adresses de leurs universités. Un professeur de Strasbourg, dressé dans sa robe rouge, appelait solennellement : « Monsieur le délégué de l'Université de Liége,... de l'Université tchèque de Prague,... de l'Université de Varsovie,... de l'Université d'Oxford,... de l'Université Columbia de New York,... de l'Université de Brisbane,... de l'Université de Calcutta. »

On voyait fourmiller les simarres, les chaperons de toutes couleurs, les costumes archaïques, et au pied de l'estrade s'accumulaient les coffrets, les rouleaux de parchemin, les adresses calligraphiées envoyées par les Universités les plus lointaines, depuis les pays du palmier jusqu'aux pays du sapin.

Tandis que le Président de la République prenait à son tour la parole, l'abbé Rosen, inclinant sa tête coiffée du bonnet violet et appuyant son front sur sa main, rêvait aux fêtes en l'honneur de l'Empereur allemand, auxquelles il était jadis obligé d'assister, bien qu'il s'y sentit étranger par le cœur comme par l'esprit. Il se rappelait ces défilés d'étudiants balafrés, vêtus d'uniformes bizarres, portant des noms barbares, les « Suèves, » les « Vandales », les « Borusses ». Il entendait leurs acclamations, leurs « Hoch ! Hoch ! » leurs hymnes patriotiques.

« Tout cela est passé comme un songe, se disait-il. Toute œuvre de la force disparaît avec la force qui la soutient. La seule cité éternelle est la « Cité de Dieu », cette *Civitas peregrinans* que saint Augustin nous montre cheminant à travers les âges, trouvant dans chaque siècle et dans chaque nation les hommes de bonne volonté qui lui fraient les voies vers l'avenir. La meilleure part serait de se réfugier entièrement dans ce monde idéal. »

Il se voyait isolé au milieu de Paris, dans ce Parlement où il allait représenter le cléricalisme que Clémenceau et ses amis avaient passé leur vie à combattre. Comment se défendrait-il, lui qui ne savait parler qu'aux hommes de foi et de cœur simple ? Et saisi d'angoisse, il eût voulu que ce calice d'amertume fût éloigné de ses lèvres.

Les yeux clos, absorbé dans sa méditation, il ne remarqua pas que M. Poincaré avait fini son discours, et que les assistants se dirigeaient vers le grand perron de l'Université, devant lequel devait avoir lieu le défilé des troupes de la garnison. Mais il tressaillit au contact d'une main qui se posait sur son épaule. Il ouvrit les yeux. La salle était vide et Maurice Ehrlich se tenait devant lui.

— C'est vous? dit-il d'un ton surpris. Il remarquait l'air harassé, le visage pâle, les traits tirés, tous les signes qui trahissaient l'abattement de son adversaire de la veille.

— Oui, répondit Ehrlich avec un peu d'embarras. Je ne veux pas rester sous l'impression de notre lutte électorale. Mon parti a d'ailleurs été si complètement battu que je n'ai aucun mérite à reconnaître votre beau succès. Vous avez prouvé que vous incarniez l'âme de l'Alsace, et nous savons par votre caractère que les intérêts de notre petit pays seront bien défendus à Paris.

— Ah! si vous aviez pu lire mes pensées au moment où vous les avez interrompues! Je vous assure que je n'assume pas sans angoisse le rôle qui m'est confié. Comme j'aurais préféré vous le laisser si vous aviez consenti à garantir nos libertés confessionnelles!

— Je regrette moins l'issue de la lutte que cette lutte elle-même. J'aurais voulu éviter toute apparence d'un dissentiment avec vous, dit Ehrlich. — Puis, après un silence : — Permettez-moi de vous demander des nouvelles de votre sœur. Il y a longtemps que je n'en ai pas eu.

— Elle prend le voile. Elle a obtenu de mon père la réalisation d'un vœu qu'elle avait secrètement formé depuis l'été et qu'elle lui a exprimé après la mort de l'oncle Wetzel. Elle va entrer à Ribeauvillé au noviciat des sœurs de la Providence.

« Elle prend le voile... » Ehrlich songea à la miniature de l'*Hortus Deliciarum* qu'il avait vu copier par Juliette. Il crut voir ce jeune et frais visage encadré dans la longue cornette. Et il baissa la tête pour cacher son trouble.

— Je pars demain pour Mayence, reprit-il, où je rejoindrai mon régiment. Mon colonel m'offre de reprendre le commandement de mon ancienne batterie.

Il acceptait ainsi la proposition qui lui avait été faite trois mois auparavant. Sa décision s'était cristallisée à l'instant, sous

l'influence de la nouvelle qu'il venait de recevoir. L'abbé Rosen tendit la main à Maurice et dit d'une voix émue :

— Je vous comprends. Quant à moi, je pars aussi demain, mais pour Paris, afin d'y retenir un logement et ma place à la Chambre. Je n'envisage pas l'avenir sans inquiétude. Je vivrai là-bas au milieu de gens dont la carrière politique s'est faite par la guerre au cléricalisme. Ils accordent à l'Alsace une trêve, mais avec l'intention bien arrêtée d'en « diriger l'évolution, » comme ils disent, c'est-à-dire d'y réduire l'Église au point où elle est déjà dans le reste de la France. Quels conflits en perspective !

— Ils ne savent pas ce qu'ils font, répondit Ehrlich. Je puis le dire puisque jusqu'à hier j'étais un des leurs. Ils ne seraient pas les premiers que l'ivresse du pouvoir entraînerait à l'injustice. Voyez plutôt.

Il montrait la grande tapisserie qui derrière eux formait le fond de la salle. C'était celle qui représentait l'audience donnée par le Roi au cardinal Chigi. On y voyait Louis XIV, beau comme un jeune dieu, objet de l'adoration de ses peuples, recevant assis dans sa chambre l'ambassade spéciale du Saint-Père qu'il obligeait à s'humilier devant lui.

— Vingt ans plus tard, le triomphe du gallicanisme se manifestait par l'intolérance, par la révocation de l'Édit de Nantes, par les atteintes aux libertés religieuses, par toutes les mesures qui ont entraîné l'émigration d'un si grand nombre de mes coreligionnaires, et qui ont tant affaibli la France elle-même.

— Deux siècles plus tard, reprit l'abbé Rosen, les catholiques étaient persécutés à leur tour. Faut-il donc toujours qu'en France une oppression alterne avec l'autre ? Ce pays a véritablement la passion de l'uniformité. Le parti qui est au pouvoir s'efforce toujours de façonner les autres à son image.

— Oui, l'histoire recommence sans cesse, dit Ehrlich, mais la seule chose qui importe, c'est...

Ils furent interrompus par l'éclat strident des fanfares qui tout à coup éclataient au dehors, s'engouffraient dans le vestibule et retentissaient dans le hall. Par la large baie, au-dessus des têtes des professeurs, des ministres et des maréchaux, ils virent le pont de l'Université et l'avenue de la Liberté couverts de troupes en marche pour le défilé. A la tête du premier régiment le drapeau, cravaté de fourragères et de décorations,

se détachait au milieu des lignes d'uniformes bleu horizon, encadré par la jeunesse française qui à perte de vue s'avançait avec lui.

***

Le capitaine Ehrlich à mademoiselle Juliette Rosen.

Mayence, 25 décembre 1919.

« Mademoiselle,

« L'exemplaire de l'*Hortus Deliciarum* que vous avez bien voulu me destiner vient de me parvenir. Je le conserverai pieusement. Il évoque pour moi les meilleures heures de ma vie, celles où j'ai cru à la possibilité d'atteindre le bonheur.

« En le feuilletant, je me suis longtemps arrêté à la page où vous avez reproduit le jeu des marionnettes avec la légende latine : « Il signifie la vanité des vanités. » Hélas ! quelle pauvre marionnette j'ai été moi-même ! Mais j'ai beaucoup souffert et je crois avoir acheté à ce prix un peu de clairvoyance. Je comprends maintenant votre décision de prendre le voile. Ce monde mystique dans lequel vous avez si longtemps vécu vous attirait avant que vous en eussiez conscience. Je l'ai pressenti le soir où je vous ai entendue chanter au piano la mélodie que votre oncle avait retrouvée dans le manuscrit d'Herrade :

Salve, cohors virginum
Hohenburgensium,
Albens quasi lilium,
Amans Dei filium.

« Vous appartenez déjà à cette famille idéale que vous vous efforciez de ressusciter.

« Tout à l'heure cette belle matinée de Noël me rappelait le Noël de l'an dernier, où vous chantiez cette hymne chez votre oncle Wetzel. Cédant à l'émotion de ces souvenirs, je n'ai pu m'empêcher d'entrer dans la cathédrale de Mayence à l'heure de la messe. Sous les vieilles voûtes romanes, la liturgie latine déroulait ses pompes dans l'ordre où elles se succèdent ici depuis douze siècles. Jamais je n'ai plus vivement ressenti la froideur, la sécheresse de notre réforme protestante. Cet admirable sens de l'Église que nous avons perdu, comme vous l'éprouvez profondément ! Il vous guidera dans cette œuvre d'ensei-

gnement des petites filles de l'Alsace à laquelle vous vous êtes consacrée. Je ne me pardonne pas d'avoir défendu un parti dont le succès vous aurait obligée à renoncer à l'enseignement.

« Pourtant le souvenir de mon séjour en Alsace restera pénétré de douceur et d'admiration pour les grands événements de notre histoire auxquels j'ai été mêlé. Par vous j'aurai connu cette âme alsacienne dont je m'étais détaché depuis si longtemps, et j'aurai senti battre le cœur de l'Alsace au moment de son retour à la France.

« Moi aussi je viens de prendre une grande décision. J'ai profité de l'autorisation donnée aux officiers de réserve de rentrer dans l'armée. Le colonel Weber, sous les ordres duquel j'ai longtemps servi, a fait accepter ma demande, et il m'a rendu la batterie que je commandais à la fin de la guerre. J'y remplirai un rôle modeste mais utile. Je serai suffisamment récompensé de mes efforts si je trouve le repos de l'âme et l'apaisement de mes regrets. La fortune, le plaisir, le pouvoir, les choses que j'ai jadis si passionnément désirées, comment ai-je pu être tenté par d'aussi pauvres hochets? Je n'aspire plus qu'à vivre pour les autres. De tous les biens de ce monde il n'y en a que deux auxquels je tienne encore : la maison du quai Saint-Nicolas où mon père et tous les siens ont vécu, et le coin de cimetière où j'irai les rejoindre un jour.

« Adieu. Comme, en cet instant, je ressens fortement la signification d'un mot que nous prononçons si souvent par habitude et avec une sorte d'indifférence! A Dieu : s'il est, comme nous devons le croire, la source de toute justice et de toute vérité, il ne peut pas méconnaître nos intentions, le véritable sens de nos aspirations contradictoires, et il nous réunira un jour dans la lumière et la paix.

« Veuillez agréer, mademoiselle, l'hommage de mon profond respect.

« MAURICE EHRLICH. »

SONGY.

LETTRES INÉDITES

DE GEORGE SAND

ET DU

PRINCE NAPOLÉON

Notre regretté collaborateur, M. Frédéric Masson, à qui la Revue *devait déjà la publication des Lettres de Renan au prince Napoléon, avait bien voulu faire, pour la présente correspondance, le même travail, avec le même soin et la même gracieuse obligeance. La* Revue *lui en reste profondément reconnaissante.*

C'est aux premiers jours de l'année 1852 que remontent les relations de George Sand avec le prince Napoléon. Elle s'était adressée à lui pour obtenir la grâce de plusieurs de ses amis du Berry. Elle s'en trouva bien. Le Prince eut plaisir à la voir et à causer avec elle et entra bientôt dans son intimité. Ils entretinrent dès lors une correspondance, qui devint assez intéressante pour que, en 1883, Maurice Sand ait demandé au Prince, et qu'il en ait obtenu, l'autorisation de publier quelques-unes des lettres de sa mère. On trouvera ces lettres à leur date dans la *Correspondance générale* de George Sand. Nous ne donnons ici que la partie de cette Correspondance restée inédite. C'est pour l'histoire nationale un morceau de premier ordre. Si les Lettres de George Sand importent, celles du prince Napoléon ne sont pas moins nécessaires, d'abord à la connaissance d'un personnage dont on a trop peu apprécié le cœur parce qu'on ne voulait rendre justice qu'à son intelligence, puis au développement des qualités affectives de George Sand.

FRÉDÉRIC MASSON.

Paris, ce 14 janvier 1852.

Madame,

On m'a *promis*, mais toujours avec des restrictions, on n'obtient pas, on arrache! Enfin, faisons ce que nous pouvons. Il faut m'envoyer les demandes de vos amis avec les signatures légalisées par les maires, consuls, ou autorités des endroits où ils se trouvent. Ces demandes peuvent être fort simples, et sans un mot d'humiliation : ils désirent rentrer en France, et y vivre tranquilles.

J'ai inutilement dit que ces demandes avaient été faites; on m'a dit qu'on les *rechercherait*, mais que jusque-là, il fallait attendre. Beaucoup de raisons pour prouver qu'il fallait que le désir de rentrer, et la reconnaissance du Gouvernement fussent manifestés. Les demandes entre mes mains, je réponds à peu près du succès, et ferai ce qu'il faudra à la justice et à la police. Vous comprenez ma honte, mon chagrin de n'avoir pas de meilleures nouvelles à vous donner. Je suis plus que jamais éloigné du pouvoir; je vis à côté de lui, sans lien moral, un peu comme dans bien des ménages où tout est apparence.

Je vous aime de tout mon cœur.

NAP. BONAPARTE.

Paris, ce 18 février 1852.

Madame,

Je ne puis m'empêcher de vous écrire un mot qui vous fera plaisir, et vous encouragera dans la sainte mission que vous remplissez, en arrachant autant de victimes que vous pouvez, à la réaction.

L'homme pour lequel je vous ai remis une note, et pour lequel vous avez écrit, *est en liberté!* Il est venu me voir, et je lui ai bien dit que c'est à vous qu'il le devait. Enfin, c'est un de moins dans leurs mains!

Recevez, je vous prie, l'expression de mon respect et de ma vive amitié.

NAPOLÉON BONAPARTE.

Le succès, quelque petit qu'il soit, fait toujours bien plaisir.

Paris, ce jeudi 18 mars 1852.

Chère madame Sand,

Je comprends tout ce que vous devez souffrir par les malheurs de vos amis qui sont frappés autour de vous; on a des élans de douleur et d'indignation quand on voit l'injustice *affreuse, criante,* triompher par la force brutale, et que l'on ne peut rien! rien! cependant suivons toujours la voie du devoir.

Écrivez une lettre *précise, détaillée* au Président, sur ce qui se passe autour de vous, sans réflexion, mais bien nette comme un procès-verbal, avec les noms, les heures, tout. Demandez-lui ensuite la justice pour deux ou trois de vos amis auxquels vous tenez *le plus* en rappelant sa propre prison et ce qu'il vous écrivait de Ham; je me charge de lui remettre cela, et de faire les commentaires. Après tout, quand nous sommes seuls, je sais dire la vérité. Souvent inutilement!

NAPOLÉON.

Paris, ce 27 mai 1852.

Une phrase me blesse dans votre bonne et aimable lettre : comment pouvez-vous penser que j'aie oublié votre lettre pour le Président, quand il se présentait une occasion pour moi d'être utile à de malheureux républicains dont je partage les opinions et de vous être agréable, à vous que j'aime d'une franche et bonne amitié!

J'ai remis moi-même votre lettre, je la lui ai *lue*, et, arrivé au passage où vous lui disiez que vous lui demandiez à genoux ces grâces, il m'a pris la lettre des mains, a continué un peu, et l'a mise dans sa poche, en disant : « Mais je le ferai. » C'est lui qui m'a dit : « Je dois voir Mme Sand demain, elle est à Paris. »

Croyant que le Président était mieux informé que moi, j'ai couru rue Racine, n° 3, voir si vous y étiez; je n'ai rencontré personne et ai laissé ma carte à votre fils, le priant de me venir donner des éclaircissements. D'Orsay, de son côté, m'a envoyé une lettre de vous qui expliquait tout, et j'ai écrit, et fait remettre à mon cousin une lettre qui expliquait la confusion et la négligence de M. Roquet.

J'ai bon espoir pour vos protégés, je lui en reparlerai ; mais il a pour réponse stéréotypée un éternel : « Oui, je le ferai, » dont

je me défie beaucoup, parce qu'il oublie, ou met de côté les notes et les lettres qu'on lui donne.

Si vous étiez ici, je vous expliquerais les motifs de mes visites à l'Élysée, visites que le Président a *provoquées*, et vous m'approuveriez ; il y avait des raisons majeures d'humanité, d'intérêt pour notre cause et de famille. Le monde est bien bête et bien méchant de croire qu'un homme ne peut approcher du pouvoir avec des opinions opposées, sans les jeter à la porte en entrant : quant à moi, je suis sorti aussi entier que je suis entré, — doublement peiné et affligé de voir une si belle position, un si merveilleux bonheur, des qualités incontestables, tout cela *perdu* pour la bonne cause par des causes secondaires !

Je vous l'avoue, j'ai bien *peu d'espoir*. Voir le Président de temps à autre pour lui dire ce que je crois la vérité, voilà tout mon rôle, presque ridicule à mon âge, mais que je considère comme un devoir : ne soigne-t-on pas un malade désespéré et condamné par la science ? Je me laisse entraîner à ces explications, parce que, par-dessus tout, je tiens à conserver une petite place dans votre cœur et dans votre esprit, et que l'estime d'un homme est la base de l'amitié.

Vous savez que vous m'avez permis d'aller vous voir et continuer, à Nohant, nos conversations.

NAPOLÉON BONAPARTE.

Paris, ce samedi 5 juin 1852.

Je ne sais si c'est le temps, la politique, mais voilà huit jours que je ne sors pas de mon vilain lit, où me retiennent la fièvre et des maux de tête. A ma première levée, je veux vous remercier de votre aimable lettre. J'ai écrit au Président pour lui rappeler votre lettre ; il m'a fait répondre ce qu'il dit invariablement et toujours : *je m'en occupe*, et en fin de compte, rien n'arrive.

Je vous le dis, la main sur le cœur, je suis fatigué et ennuyé ; cette atmosphère m'étouffe ; sans cesse supplier pour ne même pas obtenir justice, c'est insupportable ! Je n'ai plus la moindre foi, je vois tout en noir, il me prend de grands mépris pour les gouvernants et pour des gouvernés, et comme je ne pense ni comme les uns, ni comme les autres, je veux oublier cette indigne politique, j'en détourne les yeux avec dégoût. J'attache

mes idées à aller en Suisse cet été, et à vivre à la campagne, loin de Paris.

Pardon de vous parler si ridiculement de moi; c'est peut-être amour-propre; mais je me flatte qu'il y a des sensations communes entre nous.

Notre pauvre D'Orsay est bien souffrant.

Au revoir, Madame. A Nohant. Votre ami.

NAPOLÉON BONAPARTE.

Palais-Royal, ce 22 août 1853.

Ma chère madame Sand,

Ce que vous désirez que je fasse pour M. Aucante (1) est fait. J'en ai donné l'ordre à mon intendant. Et moi aussi, j'aurais bien des choses à vous dire, à vous *expliquer* surtout : quand on voit de près l'histoire, on est étonné des mobiles qui amènent les plus grands résultats! L'homme est bien petit, vu de près. Mais les événements sont grands, et il se passe et il se passera encore de grandes choses autour de nous. J'ai eu lieu d'être personnellement bien mécontent dans ces derniers temps; j'ai appris à effacer complètement ma personne; je crois que c'est un devoir, et puis arrivé à un certain degré de philosophie, on voit les choses à une hauteur où les individus disparaissent tout à fait. J'en suis arrivé là. Adieu, ma chère madame Sand, je vous serre la main bien affectueusement.

NAPOLÉON-(JÉRÔME).

Le nouveau préfet que l'on a nommé à Châteauroux est bien; il est intelligent et patriote; je lui ai dit toute l'amitié que j'avais pour vous; il se conduira bien, je l'espère, et si vous avez recours à lui, faites-le sans crainte, il vous servira.

(1) Aucante Émile, admirateur de R. Leroux. — Enfant naturel des environs de La Châtre. Recueilli par un oncle, M. Deligny, suit l'école primaire. Clerc d'avoué chez M. Planet, ami de George Sand. — Ami intime de Luc Defages, plus tard gendre de Pierre Leroux. — Quelque temps, secrétaire de George Sand. Elle lui confie toutes ses difficultés intimes et le charge de régler toutes ses affaires avec ses éditeurs. Dévouement à toute épreuve. Discrétion absolue. Mort à Montmorency en 1909. — Interné en décembre 1851, dans un département éloigné. George Sand demande sa grâce, 1er février 1852. Autorisé à résider à Nohant; y vécut assez longtemps.

Nohant, 28 mars 1854.

Cher Prince (1).

Vous partez; adieu, et bonne chance! Je regrette bien de ne pas vous serrer la main avant ce départ, mais d'où je suis, je vous envoie mes vœux et mon affection vraie.

Je suis pour cette guerre. Je ne suis pas de ceux qui s'en tourmentent. Elle vient tard, mais j'ai encore foi à la France sur les champs de bataille. La cause est bonne. Il le faut bien, puisque vous y courez avec joie, me dit-on. Faites de belles choses et revenez-nous bientôt. On pensera bien à vous ici. Nohant parle de vous tous les jours. C'est un des rares endroits où l'on prie encore avec foi pour ceux qu'on aime.

GEORGE SAND.

Paris, ce 5 avril 1854.

Votre lettre m'a causé une véritable joie! votre souvenir et vos vœux me porteront bonheur. — L'armée fera son devoir. Je pars avec espoir, si l'on veut comprendre la cause que nous devons défendre en Orient, et qui se résume par un programme bien simple.

Rétablir la Pologne.

Régénérer la Turquie par l'émancipation des chrétiens et les réformes.

Refouler la Russie où elle doit et peut se développer : en Asie.

J'aurais été heureux de vous serrer la main. Le danger rapproche le cœur de ceux que l'on aime, ôte la timidité. Je vous dis merci pour votre lettre, et laissez-moi vous donner un baiser fraternel.

NAPOLÉON BONAPARTE.

Paris, Palais-Royal, ce 1er janvier.

Chère madame Sand,

Je vous embrasse de tout cœur pour le premier de l'an, c'est un privilège que je réclame. J'ai reçu votre pétition, et l'ai remise à l'Empereur *en la recommandant;* ne comptez pas trop sur mon influence, elle est nulle; on accorde peu à ceux qui blâment ce que vous faites. Et vous le sentez bien, je puis me

(1) Le prince Napoléon a annoté cette lettre : « Départ pour la guerre de Crimée. »

taire, mais je souffre beaucoup, beaucoup, de tout ce qui se fait, et de ce qui ne se fait pas. J'en suis chagrin, blessé, humilié.

Votre cœur ami doit le comprendre. Venez le plus tôt possible : que je serai heureux de causer avec vous ! Je me sens très isolé, peu de mes amis pensent comme moi, et cependant je crois être dans le vrai. Est-ce esprit chagrin? Je vois tout en noir.

Je garde intactes mes croyances, mes convictions, mais je doute de voir triompher le bien. Mon espoir diminue, je doute presque de mon pays : j'aime ce qui est bon et grand, sans espoir de succès, comme un soldat qui combat par devoir, mais sans espérer la victoire. Je sens bien tout ce que cette disposition a de fâcheux.

Vous êtes toujours jeune, bien plus jeune que moi; vous savez vous isoler du mal; moi, je végète à Paris que je voudrais quitter, ou y vivre seul avec quelques amis, sans des contacts qui m'usent et me blessent ! Mais en voilà trop long sur moi.

Bon an, chère madame Sand, mes amitiés chez vous. Qu'ils soient heureux, ou *calmes*, car le bonheur, je n'y crois plus.

Adieu, les anniversaires sont comme des points d'arrêt dans la vie, où l'on regarde vers le passé et l'avenir, pour se rendre compte où l'on en est vis à vis de soi-même, ce qui est assez triste.

Je vous serre la main. Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Je vois souvent les Villot (1), avec eux et Ferri, nous parlons bien de vous.

Ce mardi, 4 mars 1856.

Madame,

J'ai vendredi soir, le 7, un escamoteur fameux, M. Caston (2), qui nous promet des merveilles. Vous seriez ce que vous êtes

(1) Mme Villot (épouse de Frédéric-Joseph-Marie Villot, conservateur au Musée du Louvre), Pauline-Florimonde Barbier, était la sœur de Paul-Édouard, intendant général, membre du Conseil privé, de Paul-Eugène, officier d'infanterie, et de Paul-Auguste, lieutenant-colonel de cavalerie. Paul-Édouard, baron Barbier, officier de cavalerie, maire de Saïgon, et Julien-Paul, créé baron par lettres patentes du roi d'Italie du 10 avril 1874, étaient les deux fils de Paul-Édouard Barbier et de Mme Barbier, née Nicod de la Serve, et veuve en premières noces de M. Lheure d'Yeuville. Tout ce monde était très intime avec le prince Napoléon.

(2) Alfred de Caston, prestidigitateur, auteur de : *Les Marchands de Miracle*, *Tartuffe Spirite*, *les Tricheurs de jeu*, *les Vendeurs de bonne aventure*, etc.

toujours pour moi, bonne et aimable, de vouloir bien venir dîner à six heures et demie avec MM. Manceaux et votre fils. C'est non seulement en mon nom que je vous prie, mais au nom d'une pauvre amie bien triste et que je tâche de distraire un peu.

Recevez, Madame, l'expression de toute ma vive et affectueuse amitié.

NAPOLÉON BONAPARTE.

J'ai écrit et envoyé à M. Haussmann pour samedi.

Palais-Royal, ce mardi 6 janvier 1857.

Ma chère madame Sand,

Merci du coussin que vous m'avez brodé, il est charmant, et c'est le cadeau de nouvelle année qui m'a fait le plus de plaisir, non seulement parce qu'il a été brodé par une main illustre, mais parce qu'il m'a été donné par un cœur ami, et que j'aime beaucoup. Aussi quand les *dénigreuses* me disent que ce n'est pas vous qui l'avez fait, que ces cadeaux s'achètent toujours tout faits, d'abord je ne les crois pas, ensuite je leur dis : « Que m'importe, c'est son bon souvenir au moins qui a tissé ces fils, sinon ses doigts, puisqu'elle me l'a envoyé... »

J'ai bien chargé votre fils de vous dire toutes mes amitiés, et combien je serais heureux s'il pouvait vous ramener à Paris : c'est bien par égoïsme, car la capitale est vilaine et triste cette année. Il est vrai que chaque hiver je fais cette réflexion, et qu'elle pourrait bien m'être suggérée par la vieillesse qui m'envahit. Mais ce sont de ces vérités dont on n'aime pas à se rendre compte.

La rue des Saints-Pères (1) pense bien souvent à vous, et votre nom y est toujours prononcé avec amitié et enthousiasme. Elle est souffrante un peu, et pas du tout raisonnable, plus cependant que l'année passée, ce qui n'est pas beaucoup.

Je mets en ordre ce que j'ai recueilli dans mon grand voyage ; c'est presque le prolonger, ce qui n'est pas désagréable !

Que mon cœur a encore de choses à vous dire que ma plume traduit mal ! Venez pour que je puisse vous les dire de vive voix, et vous répéter combien je vous aime bien et sincèrement.

NAPOLÉON.

(1) Madame Arnould-Plessy habitait rue des Saints-Pères. Née en 1819, Mme Arnould-Plessy débuta en 1836 : morte en 1897.

Paris, ce 8 décembre 1857.

Merci, madame, du fossile ; tous les savants sont d'accord, depuis Nohant jusqu'à Paris : c'est bien un morceau, ou plutôt un anneau d'ammonite. Je joins ce petit bulletin géologique au grand bulletin théâtral que l'on va vous envoyer sur *Chatterton*. — J'aurais bien voulu le faire pour vous et je me serais résumé ainsi : œuvre vraiment belle et sérieuse ; Ketty Bell très bien jouée, *admirablement* dans la scène de douleur et d'abandon de la fin ; Chatterton (1) très bien. Le quaker *très mauvais*. Les autres au-dessous du médiocre ; le public étonné, ne comprenant plus bien, et habitué à de si mauvaises pièces, qu'il a presque perdu le sentiment du beau, mais une réaction de la part d'une minorité intelligente qui finira par grandir et avec le temps ce sera un véritable succès. Voilà l'avis d'un spectateur qui se croit de la minorité.

Comment va le théâtre de Nohant? Mes amitiés à tous les acteurs et actrices. Que je voudrais vous voir! Ne venez-vous pas du tout cet hiver?

Je vous serre affectueusement les deux mains.

NAPOLÉON.

Paris, 16 décembre 1857.

Ma chère madame Sand,

Il y a quelques jours, Edmond (2) m'a apporté une lettre de vous à l'Impératrice au sujet de *la Presse* (3), me demandant mon conseil. Elle devait être remise par des subalternes ; vous avez été d'une délicatesse bien grande en ne vous adressant pas à moi, que vous avez peut-être craint de compromettre ; mais moi, je ne devais pas accepter cette réserve : j'ai pensé que pour vous, pour la cause que vous demandiez, il ne fallait pas que votre lettre si touchante, si vraie, passât par d'autres mains que les miennes.

(1) *Chatterton*, représenté pour la première fois le 12 février 1835, — 37 représentations en 1837 ; 7 en 1838 ; 10 en 1840 ; — repris en 1857, 9 représentations ; en 1858, 6 représentations.

(2) Choïeski, dit Charles Edmond, né en Pologne en 1822. Littérateur français ; bibliothécaire du Palais du Sénat ; collaborateur de la *Revue Indépendante* en 1846 et 1847, du *Peuple* et de *la Voix du Peuple* en 1848 et 1849, de *la Presse*, etc.

(3) Suspension de *la Presse*. Dimanche 6 décembre 1857 : « Mauvaise nouvelle : *la Presse* est suspendue pour deux mois. » Lundi, 7 décembre 1857 : « *La Presse* annonce sa réapparition pour le 11 février 1858. »

J'ai écrit à ma cousine la lettre dont je vous envoie copie, et j'ai lieu de croire qu'elle a plaidé la clémence ! J'ai vu ensuite l'Empereur ; malheureusement, je ne crois pas avoir apporté la conviction dans son esprit, et je doute beaucoup du succès. Malgré tout, n'ayez aucun regret de ce que vous avez fait, pas plus que je n'en ai, moi. Il ne faut pas juger ses actions par le résultat, mais par la satisfaction intérieure qui vous dit que vous avez fait votre devoir. C'est votre avis, n'est-ce pas ?

Je suis souvent fort triste et affligé, vous le comprenez; la lutte ne serait rien, mais ce qui est pénible, c'est le blâme silencieux, c'est l'inaction et l'abstention complète à laquelle je suis condamné, et à laquelle je me condamne moi-même. Aussi, je pense à un voyage que probablement je ferai cet hiver encore. Souvent j'envie votre retraite de Nohant, et je regrette que ma petite campagne de Bellevue ne soit pas beaucoup plus éloignée de Paris, et qu'elle ne soit pas surtout dans votre voisinage.

Mille sentiments affectueux de votre tout dévoué

NAPOLÉON.

A l'Impératrice.

10 décembre 1857.

Madame,

Votre Majesté sait à quel point j'évite tout ce qui peut faire paraître que je veux intervenir dans la politique de mon pays, à laquelle je suis tout à fait étranger. C'est ce qui m'a fait hésiter à vous parler de la suspension de *la Presse*, mais Mme Sand m'envoie une lettre pour Votre Majesté, et en face d'une bonne action, et d'un témoignage de sympathie à donner à une amie, je ne crois pas avoir le droit de me récuser, d'autant que j'approuve les sentiments exprimés dans cette requête qui ne pourrait faire que du bien à l'Empereur et à vous, si elle était admise. Je suis heureux que, quand il y a du bien à faire et un malheur à réparer, le nom de ma cousine se présente à l'esprit de tous, dans tous les partis.

Vous le voyez, Madame, j'ai le tort de rester fidèle à ceux auxquels je porte de l'amitié : m'en voudrez-vous de cette persistance ? — Quelles que soient votre décision et celle de l'Empereur, vous comprendrez les motifs qui me font agir.

Il me semble que le meilleur moyen et le plus convenable

d'accéder à cette demande, serait une amnistie pour toute la presse périodique à l'occasion du 1er janvier.

Agréez, Madame, etc.

Paris, ce 8 janvier 1858.

Ma chère madame Sand,

Votre lettre est affectueuse et flatteuse, tout en faisant la part de l'amitié que vous me portez. Je crois vraiment souffrir peut-être parce que je vaux un peu mieux que ceux avec lesquels je vis! C'est l'impression d'étouffement qui me fait souffrir et beaucoup. Jamais peut-être, dans mes années d'exil même, je n'ai été aussi isolé moralement qu'aujourd'hui. — Je ne suis pas avec les puissants du jour ou du moins mon cœur ni mon esprit ne sont pas avec eux, et je ne puis être avec ceux qui veulent leur succéder!

Mais en voilà trop long sur moi.

Après avoir causé plusieurs fois de votre lettre avec l'Impératrice, elle m'a écrit un petit mot très aimable le 1er janvier en m'assurant de toutes les tentatives inutiles qu'elle avait faites, et elle ajouta : « Il n'y a donc pas de ma faute; Mme George Sand en éprouvera une peine que je partage, car j'aurais été heureuse en cette circonstance de faire une chose qui lui fût agréable; dites-le lui bien de ma part. » — Ce que ma cousine écrit est sincère, car elle est bonne.

J'ai vu votre fils; il nous a promis son concours pour une représentation que l'on veut essayer chez moi. Dans quelques jours, on ouvre le théâtre.

Nous nous battons un peu les flancs pour rire, mais cela ne réussit pas très bien, tout est sombre et gris, le temps, la santé publique : tout le monde est malade, et que de morts! Après tout, ceux qui restent sont plus à plaindre que ceux qui partent! Souvent nous parlons de Nohant : c'est un charmant souvenir de quelques heures, et je le regrette d'autant plus que toujours les premiers moments sont hésitants, qu'en partant, nous nous y trouvions tous beaucoup mieux encore qu'en y arrivant.

A vous de tout cœur. Je vous aime beaucoup, et je vous le dis bien simplement.

NAPOLÉON.

A Paris, le 15 mars 1858.

Chère Altesse Impériale,

Merci de votre bonne lettre dont toutes les tristesses et les inquiétudes pénètrent dans mon cœur, aussi inquiet, aussi triste que le vôtre.

Espérons pourtant que Dieu vous conserve votre excellent père. Si le dévouement et l'affection pouvaient le guérir vite, combien de vœux s'uniraient aux vôtres !

J'ai appris que vous vous proposiez d'organiser une exposition permanente des produits à bon marché. C'est là une excellente pensée, et pour la réalisation de laquelle je vous offre un *trésor* d'activité, de zèle et de connaissance des affaires à mettre au nombre de vos employés. Je parle de mon homme d'affaires à Paris, Émile Aucante, dont Charles Edmond avait promis de vous parler de son côté. C'est un rare sujet que ce garçon, et en vous demandant pour lui, je suis sûre de mettre au nombre de vos protégés un être toujours utile et jamais importun.

Mais j'ignore si votre projet pourra aboutir, et comme ledit Émile Aucante n'est guère en situation d'attendre, il cherche un emploi provisoire dans la maison Pereire. On lui a dit qu'un mot de recommandation de vous lui serait un passeport efficace. Voulez-vous écrire, ou dire, ou faire écrire deux lignes en sa faveur ? Ch. Edmond vous dira combien il les mérite, et moi, je vous en serai reconnaissante comme d'un service personnel.

Oh ! oui, je suis bien sûre que vous faites votre possible pour le pauvre prisonnier que je vous ai recommandé. Il se passe des choses désolantes dans ce pays, que l'Empereur ne peut pas savoir, car il ne les permettrait pas. Elles sont de nature à désaffectionner absolument la population. Il n'y a plus de gouvernement. Chaque localité a un dictateur : c'est le commissaire de police. Pas même lui : ce sont les deux ou trois mouchards officiels ou *volontaires* qui disposent du sort des individus, et de l'existence des familles. Avec une calomnie, si stupide et si grossière qu'elle soit, on mène en prison, *même les morts !* (vous savez l'histoire du notaire de Charost), on met au secret, dans des chambres inhabitables, des gens de cœur et d'intelligence, qui réprouvent l'assassinat, et qui, graciés en 1852, avaient religieusement tenu leur parole de ne plus faire aucune espèce d'opposition au Gouvernement consacré par le vote universel.

Combien il eût été politique de les laisser tranquilles! Les exaltés du parti s'étaient détachés d'eux, et l'influence de ce désaccord ne pouvait qu'être favorable au Gouvernement. Le lendemain de l'attentat, tous ces gens que l'on traite en ennemis se réjouissaient qu'il eût échoué, détestant la théorie de l'assassinat, et regardant son succès comme un malheur de plus pour le progrès des idées de confiance et de civilisation. Mais les gens qui *informent* le Gouvernement disent le contraire. Quels sont donc ces gens qui ne croient ni à l'honneur, ni à la raison, ni à l'humanité? Et comment peut-on les croire? Comment leur donne-t-on, à l'insu de toute magistrature, plein pouvoir pour appréhender, maltraiter et même assassiner, car l'affaire Charost est un véritable assassinat. Et vous qui êtes un grand cœur et un grand esprit, vous ne pouvez rien dire, rien éclairer, rien réparer!

Adieu, je vous aime.

Paris, ce 11 mars 1858.

Ma chère madame Sand, je donne cette lettre à M. Maillet, mon homme d'affaires, qui se rend à La Châtre pour être utile à M. Aulard (1) qui, je crois, est dans un grand embarras. S'il a besoin de vos conseils, recevez-le bien, et donnez-les lui, c'est un homme de confiance.

Recevez, je vous prie, ma chère madame Sand, l'assurance de tous mes sentiments affectueux.

NAPOLÉON.

Fragment d'une lettre de George Sand à Maurice Sand à propos du prince Napoléon.

Nohant, 12 mars 1858.

Ce matin est arrivé de Paris, à travers nos six pouces de neige tombée hier, un homme d'affaires du Prince, apportant 5000 francs au père Aulard, pour qu'il ne soit pas forcé de vendre son bien pour rien. Il a déjeuné ici; de là, il a été à La Châtre, payer les créanciers; il est revenu dîner; il couche ici, et il part demain. Il était porteur d'une lettre vraiment

(1) Aulard, employé des contributions à Nantes, avait pris de bonne heure sa retraite et était venu se fixer à Nohant. Il y fut plus tard maire. Destitué comme anti gouvernemental et repêché par le prince Napoléon.

excellente du Prince au père Aulard. Ce n'est qu'un prêt qu'il lui fait, mais cela le sauve, et ce prêt est fait avec une grâce et une spontanéité étonnantes. Je ne savais rien de cela.

Décidément, le Prince est excellent, et quand on l'accuse de trop d'économie, on fait son éloge sans le savoir, puisqu'il rend de tels services au lieu de se laisser voler; il est à la fois sage et généreux.

Paris, ce mardi 23 mars 1858.

Chère madame Sand,

Mes lettres sont de plus en plus tristes parce que mes démarches sont de plus en plus inutiles, parce que le mal a tous les jours plus de force, parce que le droit, la justice et la raison sont de moins en moins écoutés : nous sommes à une de ces époques de vertige et de malheur !

Ne pouvant rien obtenir d'un ministre qui ne comprend pas ce qui est bien, je me suis adressé à mon cousin directement; la cause de ce qui est bien a été plaidée par moi, sinon avec habileté, du moins avec chaleur, conviction et franchise : tout est inutile. Les uns suivent Machiavel, les autres aiment un autre type !

Pour M. Périgois, j'ai obtenu la *faveur* de l'exil, — pour M. Patureau, rien. J'ai prié l'Empereur de vous répondre lui-même; il l'a fait, et je vous envoie sa lettre; à chacun la responsabilité de ses actes.

Le Préfet est à Paris, et s'est conduit très mal; je ne le connais pas, mais cela doit être un méchant homme; je crains bien que notre intervention n'ait été nuisible : on a voulu *vous* frapper dans vos amis, et *me* frapper en vous. Quant à moi, peu m'importe, l'emportement et la violence me donnent de la résolution; mais du calme : continuons à faire du bien, ou au moins à empêcher du mal! Vous me trouverez toujours prêt à vous aider dans ce rôle. Je suis étonné que ma franchise et la vivacité de mes critiques ne m'aient pas encore nui auprès de mon cousin ; quand cela arrivera, je suis prêt. Peut-être me déportera-t-on aussi un jour ou l'autre! Je vous renvoie une lettre.

Mon père va mieux, j'ai été bien tourmenté par sa maladie. Écrivez-moi, ma chère madame Sand, et croyez à toute ma vive et sincère amitié.

NAPOLÉON.

30 juin 1858.

Monseigneur,

Je sais tout ce qui s'est passé depuis la lettre *qu'elle* (1) m'avait dit de vous écrire, et je le déplore. Mais vous ne voudriez pas d'une lâche affection de ma part, et vous me laisserez vous dire que vous devez mettre ce que vous pourrez de baume sur cette terrible blessure que vous avez faite. Elle est guérie, elle est forte, c'est bien. Elle ne veut plus jamais être à vous, c'est son droit, mais il ne faut pas qu'elle soit avilie. Elle s'est fait assez de tort en vous aimant. Ce pouvait être une gloire pour elle, si vous fussiez resté son ami. Mais on croyait que cela ne serait pas. Moi seule je croyais que cela pouvait et devait être.

Elle a le tort de ne pas le vouloir à présent, et je l'en blâme. Il ne faut pas laisser tomber sous les pieds des sentiments que l'on a su élever jusqu'au ciel. Elle se trompe donc en ce moment, car elle se jette dans les horreurs de la déception qu'on avoue. Soyez le plus fort des deux, et le plus sage. Regagnez son estime quand même. Voyez-la, ou écrivez-lui une dernière fois, malgré elle, s'il le faut. Elle s'emportera peut-être encore, elle vous accusera d'être un libertin. Eh bien! après? Mais qu'elle ne pense pas et qu'on ne dise pas que vous êtes un libertin sans cœur, cela n'est pas! Vous l'avez trompée. Si elle était calme, elle se dirait que c'était l'ami qui voulait lui épargner la souffrance et adoucir les torts de l'amant. Mais comment voulez-vous qu'elle soit calme? La crise est trop récente, et trop terrible. Faites qu'elle comprenne mieux le fond des choses, et pour cela, ne vous justifiez pas. Dites-lui tout simplement que vous regrettez ce qu'elle a souffert, et que vous la sentez digne de ces regrets. Elle s'apaisera intérieurement, elle se pardonnera à elle-même d'avoir été dupe. Elle reprendra son équilibre, et vous n'aurez pas ce remords personnel et ce reproche public d'avoir brisé une femme qui avait du cœur, du désintéressement et un dévouement immense. Songez donc, Prince, le public rit de tout cela, mais au fond il aime ses artistes, il les plaint, il les déchire quand elles triomphent, il les pleure quand elles succombent.

(1) Mme Arnould-Plessy.

Vous n'avez pas de popularité, je le sais, moi qui dis tout ce que j'ai dans le cœur pour forcer ceux qui vous méconnaissent à vous rendre justice, je leur dis que vous dédaignez d'être populaire, outre que vous ne le seriez pas impunément je le pense. Je vous estime d'être trop fier pour flatter le vulgaire. Mais je voudrais que l'on sût bien qu'en gardant cette attitude, vous obéissez à votre dignité intérieure et non à des passions qui vous font braver le scandale. Que ces passions soient ce qu'elles voudront, je ne puis les juger et ne pourrais peut-être pas les comprendre. Mais que votre raison et votre bonté ne soient pas méconnues; qu'on dise de vous : « Il aime trop les femmes, » je le veux bien, mais qu'on ne dise pas: « Il est ingrat envers celles qui l'ont vraiment aimé, et il y a dans son sang quelque chose de brutal qui l'empêche de faire la distinction entre un cœur et un cotillon. » Ils vous tromperaient, ceux qui vous diraient qu'on pardonne tout, sur ce chapitre, aux hommes puissants par l'intelligence. Non, on ne pardonne pas que le fort écrase le faible, et vous avez le sentiment tout contraire, vous avez l'instinct de la protection généreuse. Relevez donc cette pauvre femme, ne la punissez pas de vous avoir aimé. Ne me punissez pas, moi, de lui avoir dit, la première fois qu'elle me parla de vous, que vous étiez bon et noble. De votre part, ce serait monstrueux, bien que ce soit *très naturel* de la part de tant d'autres qui ont le cœur dans les reins. Forcez-la à vous entendre une fois, et si elle est encore trop exaltée, laissez-la dire, et calmez, dominez par ce qui triomphe toujours : la bonté.

Vous m'avez promis qu'elle ne serait pas humiliée et désespérée en sortant de vos bras. Tenez-moi parole. J'y compte : c'est vous dire quel cas je fais de vous, malgré le chagrin que vous me causez. J'ose vous dire tout cela, monseigneur, et c'est encore la meilleure preuve de mon respect et de mon attachement : vous le comprendrez, j'en suis sûre.

GEORGE SAND.

Nohant, 30 juin 1858.

Vous voilà en position de faire le bien (1). Songez à mon pauvre Patureau, qui succombe sous un ciel de feu à Guelma. Faites que lui, et ceux qui sont là avec lui, soient libres sur le

(1) Le prince venait d'être nommé ministre de l'Algérie et des colonies.

sol de l'Afrique, qu'ils puissent vivre et travailler. Consolez-moi un peu de ce côté-là.

Paris, ce jeudi 9 septembre 1858.

Chère madame Sand,

Mille pardons d'abord pour mon long silence; j'ai chargé Ferri (1) de vous l'expliquer. J'ai voulu m'occuper des affaires dont vous me parlez; moi-même, j'ai été absent pendant une dizaine de jours, et je suis accablé d'affaires, voilà mes motifs. Croyez bien qu'il n'y en a pas d'autres. Je serais trop désolé de voir accuser mon amitié ou de vous voir croire que certains événements récents aient pu avoir une influence quelconque sur l'affection profonde que vous m'avez permis d'avoir pour vous. La vive amitié que j'ai pour vous, permettez-moi de vous le dire, est au-dessus d'incidents pareils.

J'ai remis une note pour vos amis exilés, sans résultat; je vais en remettre une deuxième, cette fois-ci, à M. Delangle (2); je crois qu'il y a de grandes difficultés pour M. Périgois. J'ai envoyé hier l'*ordre* au gouverneur général par intérim, de laisser M. Patureau *complètement libre* en Algérie, où il voudra, cela dépend de moi seul, et je l'ai fait. S'il lui convient de s'établir en Afrique avec sa famille, je lui donnerai des passages gratuits, et toutes les facilités qui dépendront de moi. Tenez-moi, je vous prie, au courant de ce qu'il vous écrit, afin que je sache si mes ordres sont exécutés, ce qui n'arrive pas toujours.

Quant au tracé du chemin de fer d'Alger à Blidah, — voici la question. J'ai trouvé le tracé du maréchal Randon adopté, le chemin est très avancé, il est terminé jusqu'à Bouffarik. Je ne me suis pas encore occupé des chemins de fer algériens; il faut, avant de marcher, avoir sa voiture et ses chevaux; en un mot, j'ai dû me préoccuper du personnel, des changements dans les attributions avant d'expédier les affaires; il me fallait avant tout des instruments et le moyen de marcher.

Dans quinze jours ou trois semaines je m'occuperai des

(1) Camille Ferri-Pisani, colonel d'état-major, aide de camp du prince Napoléon, a publié en 1862 : *Lettres sur les États-Unis d'Amérique.*

(2) Delangle (Charles-Alphonse). Né à Varzy, Nièvre, le 6 avril 1797. Entré au Barreau sous le patronage de Dupin. Membre du Conseil de l'Ordre en 1831. Bâtonnier en 1837. Avocat général à la Cour de cassation en 1840. Puis en 1847, procureur général à la Cour de Paris. Député de Cosne en 1846. Destitué par le Gouvernement provisoire.

chemins de fer, et après huit jours d'étude, cette question sera décidée. J'examinerai alors avec le plus grand soin vos notes. D'avance, je crains que la question ne soit trop avancée par les travaux exécutés, pour changer le tracé. J'ai vu M. Suquet, il m'a remis une note à laquelle on a répondu; les privilèges de théâtres à Alger sont accordés pour le moment.

J'ai fait écrire au gouverneur général pour la concession de M. Cazamajou (1). Dès le 30 juillet, j'ai fait rappeler cette affaire, et je vous envoie la réponse de Daumas (2) à mon secrétaire. Je vais écrire moi-même aujourd'hui à Alger, pour rappeler et presser cette affaire.

Tout est à faire dans ce pays où rien ne marche ! Il en faut une grande patience ! Ce qui était ne va plus, et ce que je veux n'est pas encore établi; de là, beaucoup de lenteurs. J'écris aussi à Martimprey. Gabelin est placé; on est très satisfait de lui; il doit l'être aussi, puisque, ayant été enfin nommé commissaire près d'un chemin de fer par le ministre des Travaux publics, il a préféré rester où il est, adjoint à l'agent du matériel chez moi.

La lettre de M. Patureau contient des détails qui ne sont que trop vrais ! Vous devez comprendre si j'ai à faire pour savoir la vérité, choisir le remède et l'appliquer. Je vais partir dans deux mois pour voir par moi-même.

Je vous serre bien affectueusement les deux mains.

Votre tout dévoué

NAPOLÉON.

Paris, ce 25 décembre 1859.

Ma chère madame Sand,

Bien des fois j'ai voulu vous répondre depuis la bonne et aimable lettre que vous m'avez écrite il y a quelques mois. Aujourd'hui, je veux me dédommager de tous les ennuis du nouvel an, en venant vous serrer la main et vous rappeler toute mon amitié. C'est bien bon de se dire que *tout* peut changer autour de soi, position, événements politiques, mais que le cœur reste toujours le même pour les rares amis qu'il aime. Laissez-moi vous le dire.

Il y a quelques jours, j'ai fait prier votre fils à dîner chez

(1) Oscar Cazamajou, neveu de George Sand.

(2) Daumas (Melchior-Joseph-Eugène). Né le 4 septembre 1803. Directeur des Affaires de l'Algérie en 1853. Général de division le 14 janvier 1853.

nous, on m'a dit qu'il était absent. Rappelez-lui que je serai charmé de le voir à son retour. Et vous, madame, serez-vous toujours absente? Ne nous reviendrez-vous pas quelques semaines cet hiver? J'ai, depuis quelque temps, perdu plusieurs de mes meilleurs amis, le vide se fait dans ce petit cercle d'amis de jeunesse qu'on ne peut ni ne veut remplacer. Je tiens à vous y laisser votre place, et j'ai besoin que vous me disiez que vous y tenez un peu.

Parlez-moi de vous, de ce que vous faites. Adieu, je vous serre affectueusement la main, et vous renouvelle l'assurance de ma meilleure amitié.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Palais-Royal, ce 6 juillet 1860.

Chère madame Sand, votre lettre a rendu ma douleur moins amère (1). Ce n'est pas seulement un père que j'ai perdu, c'est mon meilleur ami, le confident de toutes mes pensées, le conseiller de toutes mes actions depuis que j'ai l'âge de raison. C'est la meilleure partie de mon être qui n'est plus! Et cependant il faut encore vivre, c'est-à-dire, lutter et souffrir. Je le ferai avec le sentiment d'un devoir à accomplir. C'est pour cela surtout que l'affection de mes amis m'est précieuse, je dirai presque nécessaire. La population de Paris a été bien touchante. Si vous aviez vu cette longue file de pauvres gens du peuple qui, pendant quatre jours, a défilé sans interruption devant le cadavre de mon père, et cela avec un recueillement sympathique, vous eussiez été touchée, et vous eussiez pu apprécier les racines profondes du nom de Napoléon en France. Aussi, plus que jamais, ma fibre populaire se développe : j'aime et j'estime ce brave peuple!

Les affreuses émotions les plus amères, je les ai ressenties au milieu de ce monde officiel, sans élévation, sans entrailles, avec une indifférence égoïste, que j'ai été obligé de subir. Là, oui, j'ai beaucoup souffert!

Votre cœur d'amie doit avoir deviné et partagé tout ce que je vous écris! ce qui est un soulagement pour moi.

Je vous serre la main, je vous embrasse.

Votre vieil ami

NAPOLÉON (JÉRÔME).

(1) Le roi Jérôme, père du prince Napoléon, venait de mourir, le 24 juin 1860.

Paris, Palais-Royal, ce jeudi 6 décembre 1860.

Chère madame Sand, vous voilà remise, j'en rends grâces à Dieu! J'ai bien pensé à vous, et jamais je n'ai mieux senti combien je vous aimais. Merci de votre charmante lettre. Oui, vous devez être conservée, non seulement pour vos amis, mais pour votre pays dont vous êtes une des gloires, et il n'y a pas trop de grandes individualités par le temps qui court!

Si vous voulez prier Maurice de m'apporter son livre pour mon beau-père, je le lui enverrai pour appeler son attention sur cette œuvre remarquable (1).

On me fait espérer que vous allez venir à Paris, est-ce vrai? Quant à moi, je ne sais où je serai cet hiver; de malheureuses affaires me retiennent ici encore quelques semaines. Mais Paris me brûle, depuis le malheur si grand qui m'a atteint surtout; j'ai plus que jamais besoin d'air, d'espace et de solitude : il paraît que, dans ma position, c'est ce qu'il y a de plus difficile à obtenir.

Adieu, au revoir, mille amitiés les plus affectueuses.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

A Paris, le 29 décembre 1860.

Chère Altesse Impériale,

Je ne veux pas attendre le jour où vous serez accablé d'hommages et où la répétition des formules du jour de l'an vous portera sur les nerfs, pour vous dire que dans mon cœur, je fais pour vous les plus tendres vœux. Vous le savez et je ne peux que vous répéter *toujours la même chose*, parce que, comme dit le Pierrot de Molière, *c'est toujours la même chose*. Je vous aime, je parle aussi pour Maurice qui, lui aussi, pense et dit toujours *la même chose vraie*. J'espère que vous aurez reçu le *jeu d'oie* (2) et mes lettres, car j'en ai confié une à Talma (3) qui voulait vous demander audience de trois minutes, pour remercier d'abord, et puis pour vous prier d'accepter l'escorte de son *pélican* si vous allez à Londres. Je ne sais pas si ma

(1) *Masques et Bouffons*. Texte et dessins par Maurice Sand. Gravures par A. Manceau. Préface par George Sand. Paris, Lévy, 1860, 2 vol. gr. in-8.

(2) Le jeu d'oie dessiné et composé par Maurice Sand pour le prince Napoléon.

(3) Le fils de l'illustre tragédien, officier de marine.

lettre et Talma ont pu se joindre à Paris, où il allait passer quelques heures, le 25, 26, ou 27. S'il n'a pas reçu ma lettre à temps, il n'aura pas osé se présenter tout seul, je le crains. En voilà un qui, à force de discrétion, est malheureux dans ses souliers; c'est pourtant un homme de grande instruction et d'intelligence remarquable.

Vous avez fait la conquête de Buloz. Je vous remercie de l'avoir gratifié de votre beau sourire, et de quelques bonnes paroles qui l'ont vivement saisi. Une autre conquête de votre façon, c'est mon préfet Sohier qui est revenu me voir, et qui est tout ébloui de vous.

Il y en a bien d'autres; quand vous le voudrez, vous aurez toute la terre, et vous lancez, peut-être sans le vouloir, et sans le savoir, du moins, tous les bons esprits qui voient clair.

A vous, cher Prince, tous nos cœurs, y compris un cœur de graveur qui n'est pas le pire. Ne vous donnez pas la peine de me répondre à présent. Vous n'avez pas le temps. Vous me répondrez après le jour de l'an, pour les notes de Maurice dont je vous ai parlé.

GEORGE SAND.

Paris, Palais-Royal, le 17 mars 1861.

Merci, chère madame Sand, je tiens à votre suffrage parce qu'il est bon, et sincère. Ce que j'ai dit, je le pense : je n'ai fait ni finesse, ni tempérament parlementaire (1). Beaucoup m'en veulent, cela m'est bien égal : le vrai peuple de France, le brave peuple m'a approuvé ; j'en ai reçu des témoignages touchants. Je dirai, un jour ou l'autre, la vérité aussi sur l'*Intérieur*, je dirai combien j'aime la liberté, comment je crois que le gouvernement devrait la pratiquer; ce sera plus difficile, parce qu'il ne suffit pas d'avoir de bonnes vérités à dire, il faut que l'occasion soit bonne et que *ma position* ne me gêne pas trop. Je suis retenu par un filet qui s'appelle les rapports, les convenances, etc., entraves de toute nature. Et puis, je n'aime pas la parole sans l'action comme conséquence ; aussi j'espère que l'affaire de Rome ne pourra tarder à se régler. Tandis qu'à l'intérieur, faire comprendre et pratiquer la liberté à un pouvoir, c'est le plus difficile !

Oui, je compte venir m'embarquer à Toulon, dans deux ou

(1) Discours au Sénat, du 1er mars 1861, sur le pouvoir temporel des Papes.

trois semaines; j'y ai un joli bateau dont je voudrais bien vous faire les honneurs, vous le montrer en détail; c'est ma maison de campagne, j'y ai fait arranger tout, jusqu'au moindre clou. Serez-vous encore à Toulon? Adieu, chère madame Sand; je vous serre bien affectueusement la main.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Nohant, 16 novembre 1861 [à Paris, le 17] (1).

Cher Prince,

Je ne sais pas ce que vous pensez de ce grand événement administratif et financier, mais pensez-vous qu'il ait été bien logique de donner un avertissement des plus durs à la *Revue des Deux Mondes*, pour avoir signalé, en termes assez mesurés, l'opportunité d'une situation que l'on a créée, que l'on adopte le lendemain? Si M. Fould a donné un bon conseil, si l'Empereur l'a trouvé tel, pourquoi le conseil signé Forcade a-t-il été taxé d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement? Tout ceci est pour vous dire que Buloz, mon patron de la *Revue*, est aux champs de cette aventure, et voudrait comprendre ce qui lui arrive, pour sa gouverne...

Je ne me fais pas juge du camp; Buloz ne représente aucune doctrine que j'épouse : mais il me conte diverses circonstances qui l'inquiètent, parce qu'il croit qu'un *piège* lui a été tendu. C'est son droit de s'inquiéter, et de savoir dans quelles limites on lui permet la discussion qui, après tout, est l'air vital de sa Revue. Veut-on la tuer, cette Revue? Ce serait dommage pour les lettres, et quand on l'aura tuée, que restera-t-il dans ce genre? Toutes ces exécutions font-elles grand honneur à la France, et toutes ces ruines sont-elles un beau piédestal?

Vous pensez *non*, je le sais, et vous regardant comme un appui sincère et courageux de l'esprit de liberté, j'ai pris sur moi de dire à Buloz d'aller vous trouver pour vous dire franchement quelle ligne il entend suivre, et pour vous demander conseil sur la possibilité de rester indépendant, sans hostilité systématique. C'était là sa pensée, mais comme on l'a froissé, et comme il a accepté avec empressement mon avis de s'adresser à vous, je viens vous demander de lui accorder une audience, dès qu'il sera de retour à Paris (il est en Savoie). Ceci ne vous

(1) Annotation de la main du Prince.

engage à rien, à coup sûr, mais si vous dites oui, vous ferez, je crois, une bonne chose. Je voudrais aussi que vous fussiez très aimable et *très coquet*, pour détruire des préventions qui ne tiennent pas contre votre beau sourire de vérité.

Un *mot* de réponse. Je vous aime, nous vous aimons.

G. Sand.

Paris, Palais-Royal, ce lundi 18 novembre 1861.

Chère madame Sand,

Ce que vous m'écrivez sur la *Revue des Deux Mondes* est parfaitement vrai et juste. Je suis tout prêt à recevoir M. Buloz, quand il voudra, et je tâcherai d'être aussi *aimable* que possible. Priez M. Buloz de m'écrire dès son retour, et je lui donnerai un rendez-vous.

Mille affections de tout mon cœur.

Napoléon (Jérôme).

Nohant, 19 décembre 1861.

Cher Prince,

On emballe le *jeu d'oie*, et je me permets de vous donner mon avis sur l'encadrement que j'aurais fait faire, si j'avais été sûre qu'il vous plût. Examinez donc l'indication ci-jointe, et prononcez sur cette grosse question.

Nous réclamons tous notre part de coopération dans ce *profond* travail. Je suis l'auteur des *beaux vers* classiques. Maillard est le géomètre du plan. Manceau est l'ornementiste et le calligraphe, car n'allez pas croire que la rédaction gauloise soit imprimée. On attire votre attention à vous, antiquaire, sur la signification des serpents placés dans l'ornement des coins. C'est un avis que vous ne serez pas forcé de traduire aux dames, à moins qu'elles ne viennent à rire d'une façon immodérée.

Enfin, Maurice est l'inventeur et l'exécuteur des sujets, pris tous, autant que possible, dans le goût Herculanum et les types traditionnels.

La caisse part d'ici le 21; donnez des ordres pour qu'on déballe avec soin, et pour que, le dessin enlevé par l'encadreur, Maurice puisse faire reprendre chez lui *son châssis à clé*.

J'ai reçu aujourd'hui la visite de mon préfet, M. Sohier, qui a eu le plaisir de voyager dernièrement avec Votre Altesse, et

qui a l'air d'un très galant homme. Mon vieux docteur vous remercie de tout son vieux bon cœur, de vouloir bien penser à son neveu. Talma ne sait pas encore que je vous ai parlé de lui. C'est l'être le plus craintif d'importuner qu'il y ait au monde. C'est grâce à cet excès de réserve que lui, un des plus anciens lieutenants de vaisseau, n'est pas porté sur le tableau d'avancement. Et il ne le sera jamais, il ne demandera rien à personne, et ne se fera jamais valoir. Vous avez donc à être sa Providence. Les bons princes ont été inventés pour les timides et les modestes, les sots princes pour les intrigants et les hâbleurs. Voilà pourquoi je viens à vous avec mes *pauvres honteux*, c'est-à-dire *dignes* (étrange abus de mots dans la langue française) et pourquoi j'ai confiance dans la durée de votre intérêt pour ce brave Talma. Peut-être que si vous disiez à l'Empereur que le fils d'un des plus grands noms d'artistes de l'Empire est oublié depuis trop d'années, malgré de bons et irréprochables services, l'Empereur dirait qu'on a eu tort. *Ma* ! vous êtes meilleur juge que moi de ce qui est favorable à la cause.

Maurice est en train de remettre au net ses notes de voyage (1) très suivies, et aussi détaillées que le lui a permis la rapidité de la course. C'est sans prétention, vif et amusant, et il compte faire paraître tout ce qui a rapport à des impressions personnelles. Mais en dehors de cela, nous vous adressons une question respectueuse.

1° L'autorisez-vous à dire qu'il était avec Votre Altesse (2) ?

2° Ne vous déplaît-il pas qu'on sache tous les pas que vous avez faits durant ce voyage, — quelles personnes vous ont salué, ou acclamé, — qu'un petit particulier comme Maurice dise, par exemple, ce que je trouve en ouvrant son cahier : « La princesse en prières était charmante ; elle avait la candeur et la sévérité de lignes d'un type d'Holbein, » etc ? Il est très embarrassant de parler des personnes haut placées avec convenance et simplicité.

Pourtant, je ne vois rien dans ces notes qui puisse vous paraître manquer à l'une ou l'autre condition. Mais, en somme, en supposant que vous me disiez : « Je m'en rapporte à votre revision, et au tact dont vous voudrez faire preuve, » moi, je

(1) Le livre de Maurice Sand a paru en 1862, sous le titre : *Six mille lieues à toute vapeur*. Paris, Lévy frères. In-12.

(2) Il s'agit du voyage du Prince en Amérique.

voudrais encore que vous pussiez, à un moment donné, jeter les yeux sur le manuscrit, afin de biffer ce qui ne vous plairait pas. Quand on a l'honneur d'accompagner un personnage comme vous, si peu qu'on soit, on est toujours censé avoir vu par les yeux de ce personnage, le public se persuade cela. Voilà pourquoi Maurice, s'il dit qu'il était de *votre party*, ne doit rien dire qui serait en désaccord avec votre manière d'apprécier et de juger.

Voilà bien des *si* et des *mais*, que vous résoudrez en trois mots. Rien ne presse. La besogne n'est pas encore finie. Et sur ce, chère Altesse Impériale, votre vieille amie vous salue et vous aime.

GEORGE SAND.

Paris, Palais-Royal, ce 28 décembre 1861.

Chère madame Sand,

Le jeu d'oie est *une merveille*, remerciez tous les collaborateurs. Je le fais monter selon vos indications. Vous n'oubliez aucun détail, c'est précis, clair et net. Je suis tout content de ce charmant joujou.

Hier, j'ai vu M. Talma : il a un extérieur agréable, intelligent, fin, sérieux qui me plaît. C'est trop tard pour le porter au tableau d'avancement cette année, et il y est si ancien qu'il passera probablement *à l'ancienneté*. Je l'ai prié de me venir voir, et ferai pour lui tout ce que je pourrai.

La publication des notes de voyage de Maurice pourra être fort intéressante ; vous avez bien senti les deux écueils provenant de nos positions : ne rien dire de ceux avec lesquels il a voyagé, serait une affectation qui serait mal interprétée ; en dire du bien serait une flatterie ; j'aurais l'air de vouloir me faire faire une réclame sous votre illustre nom. Maurice a du bon sens et de la finesse, mais cela ne suffit peut-être pas ; il faut donc que vous revoyiez ce qu'il publiera : vous jugerez avec votre intelligence et votre sublime maniement de notre langue ce qui convient, pour éviter autant que possible les deux écueils que je vous signale.

Qu'il n'oublie pas non plus que la vraie liberté, le vrai progrès sont représentés par les États du Nord. Si, le travail fait, Maurice veut que je le relise, je le ferai avec plaisir. Vous

connaissez mon horreur pour ce qui ressemble à une *pose*, je sais que souvent je manque à mon rôle, mais j'ai avant tout l'amour du vrai et du bon, et du beau, et l'aversion du faux.

Est-ce trop d'orgueil de me juger si favorablement ? peut-être non auprès de vous qui me jugez avec votre cœur, parce que vous sentez que je vous aime beaucoup. Ainsi, voilà ma réponse, sans aucune arrière-pensée, ni sous-entendu.

J'ai vu M. Buloz.

Il y a quelques jours, j'ai rencontré Mme d'Agoult (1). Vous l'avez beaucoup connue, qu'en pensez-vous ? Je n'ai pas d'avis arrêté. Me conseillez-vous de lire ce qu'elle a écrit ? Cela en vaut-il la peine ? Est-ce une nature curieuse à connaître ? Elle a un mélange de grande dame et de philosophe qui n'est pas ordinaire. Nous avons beaucoup parlé de l'Italie, qu'elle aime et connaît.

Je vous serre les mains, et vous aime de tout mon cœur.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

29 décembre 1861.

Chère Altesse Impériale,

Je vous remercie de trouver le joujou amusant. C'est notre récompense. Vous avez jugé Talma comme il le mérite, j'en étais bien sûre. La dame dont vous me parlez est moins bonne et *moins sûre*. Mais elle a beaucoup d'instruction, de talent, d'esprit et de bonnes idées. Il faut pardonner beaucoup à ceux qui ont des tendances élevées. Je crois que ses livres sérieux vous intéresseront. Elle sait écrire et raisonner. Je l'ai trop perdue de vue pour savoir de quel monde elle est entourée à présent. Je l'ai connue charmante, aimable, séduisante au possible. Et puis soupçonneuse et vindicative. Elle est très exigeante; si vous la froissez, elle vous abîmera. Vous voilà averti. En prenant vos précautions, vous n'aurez affaire qu'à ses qualités.

Maurice vous écrit. Je n'ai qu'à confirmer ce qu'il vous dira. Je reverrai, je revois déjà, à mesure, son travail. Vous le verrez, vous jugerez. On changera, ou supprimera tout ce que

(1) Mme d'Agoult ; Mlle de Flavigny, née à Francfort-sur-le-Mein en 1805 : a publié, outre des *Esquisses morales et politiques* (Paris, 1849), un *Essai sur la liberté considérée comme principe et fin de l'activité humaine* (1846); *Lettres républicaines* (1848); *Histoire de la Révolution de 1848* (1851-1853) ; *Nélida*, roman (1846). Elle allait publier *Florence et Turin* (1862) ; plus tard, *Dante et Gœthe*. Elle mourut en 1876.

vous n'approuverez pas. Ce n'est ni politique ni littéraire. C'est un peu un écolier en vacances, mais un bon écolier, sage et naïf. C'est très amusant et très intéressant aussi, par l'absence de toute pose et l'entrain de satisfaction soutenue.

Je pense que Talma n'avait pas reçu la lettre que je lui avais envoyée pour vous, quand il a été vous voir. Il n'aura peut-être pas osé vous offrir son escorte. Dans cette lettre, qui se retrouvera, je vous demandais si vous alliez en Angleterre au mois de mars, et si vous vouliez emmener Maurice qui ne rêve plus que de vous suivre au bout du monde : ça ne ferait pas trop mes affaires, le bout du monde ! mais l'Angleterre ne m'effraie pas, et si vous n'avez pas trop de *suite* à transporter, je vous offre ce dévoué serviteur. Vous savez que si cela ne se peut pas, vous n'avez qu'à dire non, sans que l'on vous aime pour un liard de moins.

Paris, Palais-Royal, ce samedi 11 janvier 1862.

Chère madame Sand,

Que vos félicitations me font plaisir ! Vous devinez ce qui me touche sérieusement dans ma vie, et vous m'en parlez. Oui, je désire beaucoup avoir un enfant, c'est nécessaire à mon existence, le mariage n'existe pas sans cela, il n'est pas complet dans les conditions du mien. Mais que de craintes ! sera-ce un fils ? non par vanité, mais pour qu'il puisse être plus utile à ce qu'il doit à son pays, à la bonne cause ! Sera-t-il bon, intelligent, ce qu'il doit être, et ce que je voudrais qu'il soit ? Je me sens bien plus dépendant depuis que j'ai l'espoir d'être père, et suis encore peu habitué à ces sentiments.

Que j'aurais à causer avec vous au sujet des quelques lignes de politique que vous m'écrivez ! Nous nous accorderons facilement là-dessus aussi. — Je vous aime de tout mon cœur.

Votre ami,

NAPOLÉON.

Paris, Palais-Royal, ce lundi 13 janvier 1862.

Chère madame Sand,

Voici la lettre de M. Buloz, je l'envie de vous appeler *mon cher George*. Ce qu'il vous écrit n'est pas très net. Ce qui me révolte, c'est la qualification de *libéraux* donnée à *M. Thiers*, le

réactionnaire par excellence, le défenseur de toutes les vieilles idées les plus communes de la bourgeoisie ! à *M. Guizot*, le protestant, défenseur du Sonderbund en 1848, et du pouvoir temporel en 1861 ; à *M. Falloux*, le légitimiste clérical, auteur de l'expédition de Rome en 1849, et de la loi sur l'enseignement, le colportage, etc ; à *M. Montalembert !* et *tutti quanti !* Cousin, Villemain, c'est une odieuse plaisanterie de dire *nos libéraux*, en parlant de ces hommes et de leur coterie !

Pour les princes d'Orléans, c'est bien simple : si ce qu'ils écrivent sous d'autres noms est bon, bien fait, dans un bon esprit, en faveur de la bonne cause du Nord contre le Sud, qu'il le publie. Si cela est ambigu, si cela ressemble à un petit manifeste équivoque et à une intrigue de parti, qu'il le refuse nettement. Il me semble que, si j'étais directeur de la *Revue des Deux Mondes*, non avec mes opinions, mais avec celles de M. Buloz, voilà ce que je ferais.

La conduite dans tous les partis doit et peut être nette et franche, mais il semble que c'est le plus difficile chez nous.

Serrez bien la main à Maurice, j'attends avec impatience la *Revue* du 15.

A vous de tout cœur.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, Palais-Royal, ce jeudi, 23 janvier 1862.

Chère madame Sand,

Après dix longs jours, et dix nuits plus longues encore, que j'ai passés à étouffer, rêver et souffrir assez, je me sens mieux et je puis vous écrire. J'ai reçu votre lettre sur B., et ai lu avec plaisir le premier article de Maurice ; il m'a amusé, il est simple, joli, original. La préface est charmante. Voilà l'effet qu'il fait, l'auteur doit en être satisfait, dites-le lui de ma part.

Je vais m'occuper du buraliste de La Châtre, M. Duburguet, à faire remplacer par M. Darchy, le déplacement avec compensation pour qu'il ne se plaigne pas trop, et que tout le monde soit content. Mais il faut de la patience dès qu'il y a à faire à une administration.

Que vous êtes donc jeune de cœur et pleine d'esprit et de confiance ! Cela se respire si bien dans vos lettres et fait du bien ! Quant à moi, il n'en est plus ainsi ! Les jours amènent des

années de vieillesse qui reculent presque le mirage de l'espérance dans un lointain indéfini !

Adieu, je vous serre la main, et aime à espérer au revoir.

Votre ami,

NAPOLÉON.

Paris, Palais-Royal, ce dimanche, 9 mars 1862.

Chère madame Sand,

Voilà de bien bonnes lettres auxquelles je dois une réponse. Vous dire que vos éloges me font un grand plaisir, c'est vous dire ce que vous devez savoir, et c'est peut-être pour cela que vous m'encouragez plus que je ne le mérite. J'ai rempli un *devoir*, je l'ai fait avec conviction et cœur, sachant toutes les colères que je soulèverais ! L'approbation des patriotes, des bons cœurs, de ceux qui aiment la liberté, voilà ma seule récompense ; je n'en veux ni ne puis en avoir d'autres.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

A Paris, le 17 avril 1862.

Cher Prince,

Je vous écris pour que vous ne preniez pas la peine de vous enquérir de moi par lettres. Je suis ici depuis trois jours, et Maurice depuis ce matin ; il me fait reproche parce que, ne connaissant rien, moi sauvage, aux lois de l'étiquette, je n'ai pas été mettre mon nom sur le registre de visites de la Princesse. Mais j'ai dans le cœur quelque chose de mieux pour elle, c'est que je l'aime. Vous le lui direz, monseigneur, et vous le savez : sa simplicité de manières et le charme de sa personne m'ont gagnée : c'est l'image de la candeur, et on ne m'avait rien dit de trop sur son compte.

La chose que je vous ai confiée, à vous seul, va selon nos vœux, nous attendons le père et la fille dans deux jours. Ils iront à Londres au 1er mai ; si vous y allez, faites signe à Maurice qui aura dès lors joie complète à vous suivre, ou à vous aller trouver.

Cher Prince, aimez-nous un peu, aimez beaucoup la France. Elle est bien malade partout. Elle a besoin qu'on l'aime pour elle-même.

Tendres respects de Maurice et de Manceau, et tout mon cœur à vous.

G. SAND.

Paris, Palais-Royal, ce samedi 6 juin 1862.

Chère madame Sand, je suis de retour d'Italie depuis avant-hier, et je trouve votre lettre du 17 mai.

Maurice est marié, serrez-lui la main, et faites toutes mes amitiés à sa femme ; dites-lui que je suis un ancien et bon ami de la famille où elle est entrée. Vos enfants vont-ils rester auprès de vous ? Quant à moi, je vais dans quelques semaines aller à l'exposition de Londres. En Italie, on a été admirable pour moi, j'en suis touché, et surtout de voir mes sentiments bien appréciés par ce peuple. Cette cause marche et fait des progrès, lentement, doucement, mais cette grande cause triomphera, et Rome enfin, sera, je l'espère, débarrassée de sa vermine actuelle. Ce qui s'y passe aujourd'hui, c'est la dernière débauche de la réaction cléricale, je l'espère ; ces hommes forcenés pour le mal, enragés, me font autant de pitié qu'ils méritent de haine !

L'opinion en Italie, est unanime contre cette cause du passé, du moyen âge.

Adieu, chère madame Sand, je vous serre la main, et vous embrasse.

Votre affectionné,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, Palais-Royal, ce mardi 29 juillet 1862.

Chère madame Sand,

Merci de vos vœux. Ma femme et mon petit enfant (1) vont bien. C'est bien vrai qu'il y a de grandes joies inconnues tant que l'on n'a pas d'enfant ; je joue avec ce petit bonhomme et je l'aime de tout mon cœur. Je souhaite à Maurice un bonheur semblable dans quelques mois.

Tout devient plus sérieux quand on a un enfant. Je pense déjà à son éducation, à en faire un homme, un citoyen : ce n'est pas facile par le temps actuel. J'ai voulu qu'il entre dans la vie sous les auspices de son grand père, en l'appelant *Victor*, parce que ce souverain est celui qui comprend le mieux son devoir et agit comme un patriote et un honnête homme.

Il y a un an, nous étions à Washington avec votre fils.

(1) Le prince Victor, né le 18 juillet 1862.

Dans quelques jours, le livre de Ferri, sur notre voyage, va paraître ; il va vous l'envoyer, soyez-lui indulgente.

Tous mes projets de voyage sont ajournés par l'accouchement de ma femme ; j'irai cependant en Suisse, dès qu'elle sera bien. Mes amitiés à M. Manceau. Mille bonnes tendresses, et affection de tout mon cœur.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

Paris, Palais-Royal, ce 22 mars 1863.

Chère madame Sand,

Je n'ai pu aller à Nohant : une discussion au Sénat sur la Pologne, qui a eu lieu, et une autre sur l'Algérie, qui se prépare, me retiennent ici. C'est bien malgré moi que je parle ; jamais mes amis ne pourront croire tout ce qu'il me faut d'énergie, de volonté, pour faire entendre des accents patriotiques dans cette Assemblée !

C'est affreux, — mais je remplis un devoir, — je le crois du moins, et malgré tout, isolé, désavoué, mal traité, mon courage, que je puise dans mes convictions, reste le même. Savoir que quelques amis m'approuvent, c'est ma seule récompense. Je vous ai fait envoyer mon discours (1).

Peut-être bien que sous peu, je vais me faire campagnard comme vous, et que j'irai vivre dans ma retraite de Suisse, si tout continue à aller aussi mal à Paris.

Je vous serre affectueusement la main. Votre vieil ami,

NAPOLÉON (JÉRÔME).

A Paris, le 17 juillet 1863.

Cher Prince, vous voilà revenu de votre grand voyage où nous vous avons suivi autant que les journaux ont rendu la chose possible. On a dit aussi que vous aviez l'espoir d'un second enfant et nous vous le souhaitons aussi beau que le premier. Je vous annonce de la part de Maurice et de sa femme, qui étaient fort jaloux de votre fils, qu'ils se sont dépêchés d'avoir aussi un garçon bien établi, et qu'ils sont enchantés de celui qui nous est arrivé le 14 juillet (2). Je ne sais pas s'il sera de taille à prendre des bastilles, mais il s'annonce fort et impé-

(1) *La Question polonaise*, discours prononcé au Sénat, le 18 mars 1863. In-8, 1863.

(2) Marc-Antoine Dudevant Sand, né le 14 juillet 1863, mort en juillet 1864, à Guillery, chez M. Dudevant.

tueux, car il crie en basse taille, et il gifle les nez qui s'approchent de lui. Nous le trouvons le plus beau du monde, et il nous est fort indifférent de paraître sots.

Mon cher Prince, prenez un peu part à notre joie, ça l'augmentera. Nous vous aimons toujours, et nous serons heureux quand vous pourrez venir nous voir.

G. Sand.

Rendez-moi un vrai service, c'est de faire acheter, s'il en est temps encore, un tableau à mon petit Lambert (1), l'ami d'enfance de Maurice. Vous le connaissez, c'est celui qui est venu passer trois jours à Nohant, et qui y est resté dix ans. C'est un noble et brave enfant, qui a du vrai talent. Il vient de se marier avec une femme charmante ; il vient de se meubler. Il n'a que son travail. La vente de ce tableau le mettrait à flot dans son ménage. Dites un mot, et nous serons bien contents !

Meudon, près Paris, ce mardi 21 juillet 1863.

Chère madame Sand,

A mon retour, je vous trouve grand'mère, et vous me l'annoncez par une lettre charmante et amicale, comme vous seule pouvez les écrire. Merci de tout mon cœur. Mes amitiés à Maurice et à sa femme, et un gros baiser au petit : j'ai appris à les donner.

Je ne puis m'habituer tout d'un coup à rester en place, aussi je pars pour la Suisse, la Savoie, et puis pour prendre des bains de mer.

Avant mon départ, je me suis occupé du tableau que vous désirez voir acheter par le ministère à M. Lambert. J'ai la *promesse* que ce sera fait ; priez donc M. Lambert de se présenter *de ma part*, chez M. A. Arago, auquel le surintendant des Beaux-Arts *l'a promis* sur ma demande : c'est une affaire faite.

Que j'ai envie de vous voir ! Décidément je viendrai à Nohant s'il y a place pour m'y recevoir, après l'augmentation de la famille ?

Mille bonnes tendres et vieilles amitiés.

Napoléon (Jérôme).

(A suivre.)

(1) Lambert, Louis-Eugène, né à Paris, le 25 septembre 1825. Élève d'Eugène Delacroix. Expose en 1863 un *Marché* ; en 1864, l'*Abreuvoir*, *Chasse à Courre* ; commence à exposer des Chats ou des Chiens en 1870.

BLAISE PASCAL

A L'OCCASION DE SON TROISIÈME CENTENAIRE

IV [1]

VERS LA SAINTETÉ

« La maladie, disait Pascal, est l'état naturel des chrétiens. » Ce fut, en tout cas, l'état naturel de Pascal dans les quatre dernières années de sa vie. Les *Provinciales* ont été écrites dans une période, sinon de pleine santé, tout au moins d'accalmie et de moindres souffrances. Les *Pensées* ont été jetées sur le papier au cours d'une lente et douloureuse agonie : elles sont la revanche du roseau pensant sur la matière qui l'écrase et qui le tue; elles seraient moins émouvantes et moins profondes, si elles ne portaient pas les divins stigmates de la douleur.

PASCAL DIRECTEUR D'AMES. — Mlle DE ROANNEZ LES DISCOURS SUR LA CONDITION DES GRANDS

La vie extérieure de Pascal, à l'époque des *Provinciales*, nous échappe un peu. Nous savons par Mme Périer qu'au moment de sa conversion, pour « rompre toutes ses habitudes, il changea de quartier. » Ce fut alors sans doute, — vers la fin de 1654, — qu'il loua une maison, qu'il ne devait quitter qu'à la veille de sa mort, et qui était située « hors et près la porte Saint-Michel, paroisse Saint-Cosme; » il avait une porte de derrière qui entrait dans le jardin du Luxembourg. Pour détourner les

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin et du 15 juillet.

soupçons, — car les Jésuites semblent s'être doutés d'assez bonne heure qu'il était l'auteur des « petites Lettres, » — il quitta quelque temps sa demeure, et vint se loger, sous le nom de M. de Mons, dans une auberge de la rue des Poirées, à l'enseigne du *Roi David*, en face du collège même des bons Pères. Il est probable que, durant ces deux années de lutte ardente, de vie fiévreuse, agitée, de conciliabules secrets, de labeur intense, « le secrétaire de Port-Royal » changea souvent de résidence, car il s'agissait de dépister de puissants adversaires et d'échapper à leurs représailles. On y réussit assez bien; ce n'est guère qu'en 1659 qu'il fut avéré que les *Provinciales* étaient de Pascal.

Grâce à Mme Périer, nous connaissons plus exactement les habitudes essentielles et les gestes familiers de sa vie intérieure. En se convertissant, il avait pris la résolution de renoncer au monde et « de retrancher toutes les inutilités de la vie, au péril même de sa santé. » « Renoncer à tout plaisir et à toutes superfluités, » telle fut, depuis lors, sa maxime constante, et qu'il mettait scrupuleusement en pratique. Tout infirme qu'il fût, il s'ingéniait à se passer le plus possible du service de ses domestiques. « Il faisait son lit lui-même, il allait prendre son dîner à la cuisine et le portait à sa chambre, il le rapportait; et enfin il ne se servait de son monde que pour faire sa cuisine, pour aller en ville, et pour les autres choses qu'il ne pouvait absolument faire. » La prière, la lecture et la méditation de l'Écriture Sainte, à laquelle il prenait « un plaisir incroyable, » et qu'il « savait toute par cœur, » voilà à quoi il employait « tout son temps. » Il lisait aussi les commentaires, et le problème religieux sous ses divers aspects absorbait toutes ses pensées.

A en croire Mme Périer, ce fut le miracle de la Sainte Épine qui lui inspira le « désir de travailler à réfuter les principaux et les plus faux raisonnements des athées. » Le témoignage est trop direct et, à tout prendre, trop formel, pour qu'on se permette de le discuter (1). J'ai pourtant quelque peine à croire que l'idée d'une Apologie du christianisme n'eût pas déjà plus d'une fois, et peut-être même assez souvent, traversé l'esprit de Pascal, et je ne serais même nullement surpris qu'elle se fût

(1) On le pourrait d'ailleurs, — et j'en ai été jadis tenté, — si l'on voulait être un peu subtil. Car enfin, le texte de Mme Périer n'est peut-être pas d'une absolue précision : « Et ce fut cette *occasion* qui *fit paraître* cet extrême désir qu'il avait de travailler à réfuter... »

présentée à lui dès l'époque de sa première conversion. Pascal était né apologiste, comme il était né géomètre : son ardeur de conviction, son besoin d'apostolat, son goût des démonstrations exactes et des raisonnements irréfutables s'accommodaient trop bien d'un dessein de ce genre. Que d'ailleurs ce projet n'ait pris définitivement corps que sous l'impression profonde produite par le miracle de la Sainte Épine, il est possible. Ce qui est sûr, c'est qu'une fois cette grande idée conçue, elle devint vite la pensée maîtresse de Pascal, sa passion dominante et sa principale raison de vivre. Écrire, en témoignage de sa croyance et pour conquérir à Dieu d'autres âmes, le grand livre décisif et fort dont il se savait maintenant capable, un livre qui pourrait être, pour son temps, l'équivalent de l'œuvre de saint Augustin pour le sien, un livre où il se mettrait enfin tout entier, avec son génie de savant, de penseur et d'écrivain, avec sa foi de chrétien, bref, avec toute sa pensée et tout son cœur, ce devait être là le rêve ardent et généreux de cette vie finissante. Qui sait si le désir secret de se vouer sans tarder à cette noble tâche n'a pas été pour quelque chose dans la brusque interruption des *Provinciales*? Il semble bien, en tout cas, qu'aussitôt dégagé de l'âpre polémique, il se soit préparé de son mieux à son œuvre d'apologiste et de convertisseur.

Convertisseur, il l'avait été presque de tout temps, et, en pleine mêlée des *Provinciales*, il trouvait le loisir de l'être encore. Sa conversion avait déterminé celle de deux de ses amis, le jurisconsulte Domat et le duc de Roannez (1). Celui-ci avait une sœur de vingt-deux ans qui, jusqu'alors, n'avait songé qu'au monde. La conversion de son frère avait dû vivement la frapper. Au mois d'août 1656, elle était allée à Port-Royal, pour y vénérer la Sainte Épine et demander la guérison d'un mal d'yeux; elle se crut touchée de la grâce et appelée à la vie religieuse. Son frère, à qui elle s'en ouvrit, ainsi qu'à son confesseur et à « quelques personnes de Port-Royal, » — probablement Singlin et Pascal, — fut d'avis qu'il fallait attendre, et, pour éprouver sa vocation, il l'emmena avec lui dans son gouvernement du

(1) La conversion du duc de Roannez n'avait pas été vue d'un très bon œil par les siens. « On commença, nous dit Marguerite Périer, à attribuer cela (ces désirs de retraite) à mon oncle dans sa famille, en sorte qu'il y était regardé avec horreur, et qu'une fois une femme qui servait de concierge l'alla chercher à sa chambre pour le poignarder, et heureusement elle ne le trouva pas. »

Poitou. Une véritable correspondance de direction, dont nous n'avons que des fragments, s'engage alors entre Pascal et la jeune fille. De retour à Paris, Mlle de Roannez, pour ne pas désobliger son frère, patiente encore cinq mois. Sa mère, enfin mise au courant de ses projets, leur fait la plus vive opposition. Peine perdue : un matin de juillet 1657, elle s'échappe, se rend à Port-Royal, où elle demande à être reçue. Singlin et la mère abbesse lui font ouvrir la porte, et elle entre au noviciat « avec une ferveur extraordinaire » sous le nom de sœur Charlotte de la Passion. Sa mère ayant obtenu une lettre de cachet pour la faire sortir du couvent, avant de quitter Port-Royal, elle prononça des vœux de chasteté, qu'elle renouvela souvent dans la suite et se coupa les cheveux. Jusqu'en 1664, elle vécut complètement retirée du monde. Mais Pascal étant mort, et Singlin, et Mme Périer ayant dû quitter Paris, Mlle de Roannez, « n'ayant plus de soutien, » se reprit à sa vie d'autrefois, et, s'étant fait relever de ses vœux, elle épousa le duc de la Feuillade. Sa destinée fut malheureuse : son premier enfant mourut sans baptême; le second fut contrefait; le troisième, une fille, resta naine très longtemps, et mourut subitement à dix-neuf ans; elle-même fut atteinte de cruelles maladies et subit de terribles opérations. Elle supportait tous ses maux en esprit de pénitence et presque avec joie, car elle se reprochait de n'avoir pas été fidèle à sa vocation. Pauvre âme inquiète faible et troublée, qui ne sut être ni tout à fait au monde, ni tout à fait à Dieu. On se demande si, en la poussant au cloître, Pascal n'avait pas vu plus clair en elle que ceux qui l'arrachèrent à Port-Royal et firent d'elle une pauvre mère si douloureuse. Nul doute qu'en religion elle aurait eu une vie plus heureuse.

Les lettres que lui écrivit Pascal en 1656, si incomplètes qu'elles soient, suffisent à ruiner l'inconvenante légende qui veut que l'auteur du *Discours sur les passions de l'amour* ait aimé Mlle de Roannez et que, n'ayant pu l'épouser, il l'ait jetée au couvent. Pascal n'a fait que la confirmer dans une vocation qu'il n'avait point provoquée, et qui avait paru sérieuse à des directeurs plus autorisés que lui. « En vérité, lui disait-il un jour, je ne puis m'empêcher de vous dire que je voudrais être infaillible dans mes jugements; vous ne seriez pas mal si cela était, car je suis bien content de vous, *mais mon jugement n'est rien.* » Ce n'est pas là le langage d'un homme qui n'ad-

met pas qu'il puisse se tromper, en matière de direction spirituelle. Si d'ailleurs, à l'ordinaire, Pascal a le ton assez dogmatique, est-on bien sûr qu'il n'y fût pas autorisé par ce qu'il savait ou devinait de la nature morale de sa pénitente? Sa direction, du moins la direction qu'il donne à la sœur de son ami, n'aurait sans doute pas convenu à toutes les âmes: de quel droit affirmerions-nous qu'elle ne lui convînt pas à elle? Elle ne paraît pas s'être plainte de l'austérité de l'idéal qu'on lui propose, et qui peut nous rebuter, nous autres, mais qui semble avoir très exactement répondu à ses aspirations. Assurément, Pascal est dur, et quand il parle du monde comme « d'une maison pestiférée ou embrasée, » son intransigeance mystique peut nous paraître excessive. Assurément, il prend le christianisme par le côté terrible plutôt que par le côté tendre, et il y a dans ses lettres un appétit de mort dont l'expression n'est peut-être pas sans danger. Assurément enfin, il ne semble pas avoir ce que l'on pourrait appeler le sentiment de la différence de vocation des âmes, et peut-être, à le suivre trop aveuglément, peuplerait-on les couvents plus qu'il n'est nécessaire. Mais, encore une fois, qui nous affirme que ce ne fût pas là le langage qu'il fallait tenir à Mlle de Roannez? Certaines âmes, à la fois très hautes et un peu faibles, ont besoin d'être prises fortement en main, et elles ne se réalisent pleinement, elles ne donnent tout ce qu'on est en droit d'attendre d'elles que si elles sentent peser sur elles l'impérieux ascendant d'une volonté rigide, d'une conscience exigeante et sévère. Mlle de Roannez paraît bien avoir été de ces âmes-là.

Elle n'est pas la seule personne dont Pascal ait assumé la direction. Au témoignage, trop peu remarqué, de Mme Périer, il voyait « souvent des gens de grand esprit et de grande condition, qui, ayant des pensées de retraite, *demandaient ses avis et les suivaient exactement;* et d'autres qui étaient travaillés de doutes sur les matières de foi, et qui, sachant qu'il avait de grandes lumières là-dessus, venaient à lui le consulter, *et s'en retournaient toujours satisfaits;* de sorte que toutes ces personnes qui vivent présentement fort chrétiennement *témoignent encore aujourd'hui que c'est à ses avis* et à ses conseils, et aux éclaircissements qu'il leur a donnés, *qu'ils sont redevables de tout le bien qu'ils font.* » Il est fâcheux que nous en soyons réduits à ces indications un peu sommaires : Pascal a été peut-être le

premier en date, et non le moindre, des directeurs de conscience laïques, et cet aspect de sa physionomie morale mériterait d'être moins imparfaitement connu.

Diriger, agir sur la pensée et la conduite de ceux qui l'approchaient, modeler des âmes suivant l'idéal intérieur que sa foi lui avait fait concevoir, tel était, à n'en pas douter, l'un de ses besoins les plus profonds, l'une de ses passions les plus vives. A cette disposition se rattache le curieux et ardent désir qu'il avait, et que nous a rapporté Nicole, de se consacrer à l'éducation d'un prince, si les circonstances s'y fussent prêtées, allant même jusqu'à déclarer « qu'il sacrifierait volontiers sa vie pour une chose si importante. » Il avait, paraît-il, longuement réfléchi à cette question, et il avait là-dessus beaucoup de « vues » qui ne se sont malheureusement pas retrouvées dans ses papiers. A défaut de ces pensées pédagogiques, Nicole nous a conservé le souvenir de « trois discours assez courts qu'il fit à un enfant de grande condition, » probablement le fils aîné du duc de Luynes, aux environs de 1660. Ces « trois discours sur la condition des grands » sont d'une bien ingénieuse et pénétrante philosophie. On ne saurait être à la fois plus « révolutionnaire » et plus « conservateur » que ne l'est Pascal. Pour lui, c'est le pur hasard qui préside aux distinctions sociales, à ce qu'il appelle « les grandeurs d'établissement. » A ce titre, elles ne sont, en elles-mêmes, nullement respectables; mais elles le deviennent, en un certain sens, du fait de leur existence même; « nous leur devons des respects d'établissement. » Seules les grandeurs naturelles méritent le respect intérieur. « Il n'est pas nécessaire, parce que vous êtes duc, que je vous estime; mais il est nécessaire que je vous salue. » Si les grands veulent se pénétrer de ces principes, ils se conduiront en « honnêtes gens, » bons, équitables et bienfaisants envers ceux qui leur sont soumis. Et certes, ils ne doivent pas en demeurer là; ils doivent « aspirer à ce royaume de charité où tous les sujets ne respirent que la charité et ne désirent que les biens de la charité. » Ils doivent, en un mot, et sous peine de se damner, suivre l'exemple du duc de Roannez qui, converti par Pascal, résigna son gouvernement du Poitou, renonça au monde et finit ses jours dans la retraite. Saint François de Sales n'eût pas admis, — et on ne peut lui donner tort, — qu'il fût impossible de faire son salut dans le monde.

LA ROULETTE. — LES CARROSSES A CINQ SOLS
LE DÉTACHEMENT SCIENTIFIQUE

En rompant avec son passé, Pascal avait dit adieu à ce qui avait été le suprême divertissement de sa jeunesse, à ces recherches scientifiques qui lui avaient procuré tant de joies intellectuelles et tant de gloire mondaine. Mais il est sans doute plus facile de se dérober à ses passions que d'échapper à son génie. Déjà, en 1657, Pascal s'était laissé entraîner à une correspondance scientifique avec le savant belge de Sluse, chanoine de la cathédrale de Liége. Un jour de l'année 1658, il fut repris plus fortement que jamais par ses maux. Ce fut d'abord un mal de dents qui lui enleva tout sommeil. Dans l'une de ses insomnies, il se prit à songer « sans dessein » au difficile problème de la Roulette, ou cycloïde, qui déjà avait attiré son attention, et, de réflexions en réflexions, il en découvrit « comme malgré lui » la solution, avec une aisance « dont il fut lui-même surpris. » Fort détaché de ces vanités, il ne prit même pas la peine de mettre ses démonstrations sur le papier ; mais comme il en parlait incidemment au duc de Roannez, celui-ci lui représenta que, dans l'intérêt même de la religion et de son œuvre apologétique, il devait livrer au public le résultat de ses spéculations involontaires. Pascal prit feu là-dessus, — peut-être plus vivement qu'une rigoureuse humilité chrétienne ne l'eût comporté, — et il rédigea tout son travail « avec une précipitation extrême, en huit jours. »

Il fit plus : il mit au concours, d'abord sous l'anonyme, puis sous le pseudonyme d'Amos Dettonville, les divers problèmes concernant la roulette, consignant entre les mains de Carcavi une somme de soixante pistoles en faveur de ceux qui remporteraient le prix, et s'engageant, si personne n'y réussissait, à en publier lui-même les solutions au bout de trois mois. Un Jésuite de Toulouse, le P. Lalouère, se mit sur les rangs et envoya, pour quelques-unes des questions proposées, des solutions, d'ailleurs imparfaites, et que Roberval avait déjà trouvées : ce fut là l'origine d'une polémique où Amos Dettonville se souvient peut-être trop d'avoir été Louis de Montalte et malmène plus que de raison l'estimable savant toulousain.

Un Anglais, Wallis, envoya aussi des réponses intéressantes, mais incomplètes, et Pascal fut en définitive l'unique vainqueur de ce tournoi scientifique. Les *Lettres* et *Traités* où il a consigné ses recherches ont, depuis trois siècles, provoqué l'admiration de tous les hommes du métier : les « vérités profondes et extraordinaires » qu'ils renferment ont dessillé les yeux de Leibniz et l'ont mis sur la voie du calcul infinitésimal ; en les lisant, *subito lucem hausi*, a-t-il écrit. D'Alembert y voyait « un mouvement singulier de la force de l'esprit humain, » et l'on a pu dire sans exagération de ces pages qu'elles « marquent une date importante dans l'histoire de la pensée humaine. »

Ce devait être là, d'ailleurs, en matière scientifique, la dernière manifestation de ce rare génie aux perçantes intuitions, aux vues d'avenir si puissamment synthétiques. D'abord la maladie, — cette maladie qui, écrivait Carcavi, le 14 août 1659, « consiste dans une espèce d'anéantissement et d'abattement général de toutes ses forces, » — a paralysé, quatre années durant, presque toute son activité intellectuelle : « il ne savait, ajoute Carcavi, s'appliquer à quoi que ce soit qui demande tant soit peu d'attention qu'il n'en sente une incommodité considérable. » Et puis, et surtout peut-être, il devait, et de plus en plus, se reprocher d'avoir trop aisément cédé à l'appel de son génie, à cette *libido sciendi et excellendi* que ses maîtres condamnaient avec une si âpre intransigeance. Dans l'entraînement des discussions scientifiques, il s'était plus d'une fois laissé aller à l'enivrement de la découverte, et sa passion de primer, de dominer, d'attirer, lui tout seul, les applaudissements et les louanges, même sous le voile de l'anonyme et du pseudonyme, s'était manifestée par un peu d'aigreur, de promptes et faciles ironies, d'orgueilleuses impatiences et de multiples dérogations à ces grandes lois de la charité et de l'humilité qui sont l'essence même du christianisme. Et enfin, qu'est-ce que le problème de la Roulette auprès du problème du salut ? Qu'est-ce que la satisfaction de quelques *esprits*, rares privilégiés de l'intelligence, en comparaison de la conquête, de l'éternel bonheur d'un certain nombre d'*âmes* ? De plus en plus, cette œuvre lui apparaissait comme « la chose uniquement nécessaire. » Le 10 août 1660, il écrivait au grand géomètre Fermat :

Car, pour vous parler franchement de la géométrie, je la trouve *le plus haut exercice de l'esprit;* mais, en même temps, je la connais pour *si inutile,* que je fais peu de différence entre un homme *qui n'est que géomètre* et un habile artisan. Aussi je l'appelle *le plus beau métier du monde, mais enfin ce n'est qu'un métier;* et j'ai dit souvent qu'elle est bonne *pour faire l'essai, mais non pas l'emploi de notre force : de sorte que je ne ferais pas deux pas pour la géométrie,* et je m'assure fort que vous êtes de mon humeur. Mais il y a maintenant ceci de plus en moi, que *je suis dans des études si éloignées de cet esprit-là, qu'à peine me souviens-je qu'il y en ait.*

Cette fois, le détachement est complet. L'ascétisme chrétien a fait son œuvre. Ce haut et fier génie, ce savant qui va de pair avec les plus grands, au-dessus de la géométrie place maintenant « l'honnêteté, » et au-dessus de l'honnêteté la charité, c'est-à-dire la foi chrétienne intimement sentie et humblement vécue. A peine si quelques expressions un peu fortes, — « le plus haut exercice de l'esprit, » « le plus beau métier du monde, » Fermat, « le premier homme du monde, » — nous rendent encore l'écho de la vive admiration d'autrefois.

A l'époque où il se passionnait pour la Roulette, Pascal, toujours préoccupé, comme nous l'avons déjà noté, d'applications pratiques, ne dédaignait pas de tourner son esprit inventif à des objets plus modestes. Il imagina, vers 1658, les premiers omnibus parisiens. Mais dans cet esprit réaliste et complet, l'idée ne surgissait jamais à l'état pur et abstrait, en quelque sorte, mais bien au contraire tout armée de pied en cap pour la vie. Cette « invention, » qui consistait à « établir des carrosses, à l'instar des coches, dans la ville et faubourgs de Paris, où chacun ne paiera que sa place pour un prix tout à fait modique, allant incessamment d'un quartier à l'autre, » il la conçut avec tous les détails d'organisation qu'elle comportait; l' « affaire, » — — car c'en était une à ses yeux, mais qui était motivée par les incessants besoins de sa charité, — mit deux ou trois ans à aboutir; le duc de Roannez y fut associé dès le début; et le samedi 18 mars 1662, les carrosses à cinq sols circulaient dans Paris, « avec un éclat et une pompe merveilleuse » dont Mme Périer nous a transmis le souvenir, et un succès qui ne s'est point démenti. Les artisans qui « cessaient leur ouvrage pour les regarder, en sorte que l'on ne fit rien samedi dans toute la route non plus que si c'eût été une fête, » se doutaient-ils qu'ils devaient

cette innovation au plus grand savant qu'eût alors la France?

Celui-ci n'aurait pas été l'esprit généralisateur et pénétrant qu'il était avant tout si, préparant une *Apologétique*, il n'avait pas longuement réfléchi aux questions de méthode, aux procédés les plus efficaces pour obtenir de ses lecteurs l'adhésion de la pensée, l'assentiment de la volonté. Et c'est pourquoi l'on a pu dater avec quelque vraisemblance de ces années 1658 ou 1659 deux fragments qui nous sont parvenus de lui sur *l'Esprit géométrique* et sur *l'Art de persuader*. L'ordre véritable consiste à tout définir et à tout prouver; mais tout définir est impossible, et l'esprit géométrique doit seulement se rapprocher de cet idéal en partant de notions simples, évidentes par elles-mêmes, et qu'on s'abstiendra de définir. Il nous révèle que l'homme est placé entre deux infinis, l'infini de grandeur et l'infini de petitesse, participant de l'un et de l'autre. S'il n'était pas déchu de sa nature primitive, il concevrait les vérités divines uniquement par l'esprit; mais, dans l'état présent, Dieu a voulu « qu'elles entrent du cœur dans l'esprit. » « Il paraît de là que, quoi que ce soit qu'on veuille persuader, il faut avoir égard à la personne à qui on en veut, dont il faut connaître l'esprit et le cœur, » et agir en conséquence. En d'autres termes, l'art de persuader, c'est d'abord l'art de connaître les hommes, et ceux-là seuls sauront faire partager leurs convictions qui seront d'avisés psychologues. Nous verrons le parti que Pascal a su tirer de cette vue dans les *Pensées*, et nous savons par Mme Périer qu'il la mettait constamment en pratique. « Quand il avait, nous dit-elle, à conférer avec quelques athées, il ne commençait jamais par la dispute, ni par établir les principes qu'il avait à dire; mais il voulait auparavant connaître s'ils cherchaient la vérité de tout leur cœur; et il agissait suivant cela avec eux, ou pour les aider à trouver la lumière qu'ils n'avaient pas, s'ils la cherchaient sincèrement, ou pour les disposer à la chercher et à en faire leur plus sérieuse occupation, avant que de les instruire, s'ils voulaient que son instruction leur fût utile. »

LE PARI

Il est probable que c'est pour convertir quelques-uns de ces « athées » que Pascal a écrit le célèbre fragment du *Pari*, qu'on a quelque peine à rattacher à l'ensemble de l'*Apologie* et qui,

peut-être, n'y devait point figurer. Il avait dû souvent rencontrer de ces incrédules qui, tout férus déjà de ce rationalisme scientifique que Descartes, sans l'avoir expressément voulu, avait mis à la mode, et que l'âge suivant va recueillir et développer, esprits forts qui se croient toujours en garde contre les surprises du sentiment, de l'imagination ou des sens, et qui, n'admettant que ce qui se compte ou ce qui se pèse, sont rebelles aux plus saisissants raisonnements métaphysiques. A ceux-là, Pascal, se souvenant de ses recherches touchant la « règle des partis, » et ramassant toutes les ressources de l'esprit géométrique, va proposer un pari suprême. Dieu est ou il n'est pas. La raison toute seule ne peut résoudre le problème. Parierons-nous pour ou contre? Le sceptique se récuse; il ne veut point choisir : « Le juste est de ne point parier. » — « Oui, reprend Pascal, mais il faut parier; cela n'est point volontaire, vous êtes embarqué. » Que nous le voulions ou non, la vie nous entraîne dans son cours; vivre, c'est choisir, c'est parier; se donner la mort, c'est parier encore. Donc, puisque le pari s'impose, quel est le plus raisonnable, le plus sûr? D'un côté, si Dieu n'est pas, le sacrifice d'une pauvre vie humaine, avec ses plaisirs misérables, ses funestes passions et leur inévitable cortège d'amertumes, de dégoûts, de remords et d'angoisses. De l'autre, si Dieu est, toute une éternité de vie heureuse. Comment hésiterions-nous? — « Je le confesse, je l'avoue. Mais... je suis fait d'une telle sorte que je ne puis croire. » — « Vous voulez aller à la foi... Apprenez de ceux qui sont liés comme vous, *et qui parient maintenant tout leur bien...* Suivez la manière par où ils ont commencé : *c'est en faisant tout comme s'ils croyaient*, en prenant de l'eau bénite, en faisant dire des messes, etc. *Naturellement même cela vous fera croire et vous abêtira.* » — « Mais c'est ce que je crains. » — « Et pourquoi? Qu'avez-vous à perdre?... »

Or, quel mal vous arrivera-t-il en prenant ce parti? Vous serez fidèle, honnête, humble, reconnaissant, bienfaisant, ami sincère, véritable. A la vérité, vous ne serez point dans les plaisirs empestés, dans la gloire, dans les délices; mais n'en aurez-vous point d'autres? *Je vous dis que vous y gagnerez en cette vie*; et qu'à chaque pas que vous ferez dans ce chemin, vous verrez tant de certitude du gain, et tant de néant de ce que vous hasardez, que vous reconnaîtrez à la fin

que vous avez parié pour une chose certaine, infinie, pour laquelle vous n'avez rien donné.

— Oh ! ce discours me transporte, me ravit.

— Si ce discours vous plaît *et vous semble fort*, sachez qu'il est fait par un homme *qui s'est mis à genoux auparavant et après, pour prier* cet Être infini et sans parties, *auquel il soumet tout le sien*, de se soumettre aussi le vôtre *pour votre propre bien et pour sa gloire;* et qu'ainsi la force s'accorde avec cette bassesse...

Étrange et superbe morceau où la dialectique la plus pressante s'unit à l'émotion la plus intense et qui, par la profondeur de la pensée, par la beauté de la forme, par la noblesse et par l'humanité de l'accent, compte parmi les plus belles pages de la prose française.

Il nous apporte sans doute l'écho d'un entretien particulièrement dramatique et décisif de Pascal avec l'un de ces « athées » ou de ces incrédules qui venaient le consulter et « s'en retournaient toujours satisfaits. » Ces adjurations passionnées, ces expressions véhémentes, presque brutales dans leur franchise volontaire, ces aveux intimes, et, d'autre part, ces exclamations admiratives de l'incroyant ébranlé, tout cela, c'est de la vie même, transportée toute brûlante sur le papier. Et quel jour un tel fragment nous ouvre sur le fond de l'âme de Pascal, sur ses dispositions et sa méthode d'apologiste, sur la crise même d'où il est sorti transformé! Certes, il ne s'est point *converti* au sens absolu et moderne du mot, n'ayant jamais été incrédule; mais sa conversion d'une foi morte à une foi vivante, n'en a pas moins eu tous les caractères d'une conversion véritable, et les « moyens de croire » qu'il prescrit, ce sont ceux-là mêmes qu'il a mis personnellement en pratique. D'autre part, si son argumentation est si convaincante, c'est qu'elle n'est pas une œuvre de l'esprit : elle est le prolongement de sa vie mystique, l'épanouissement de sa prière : Pascal « se met à genoux auparavant et après. » Ce penseur austère est dévoré de la plus ardente charité : son action sur l'âme de l'incrédule ne serait point si efficace, si l'incrédule ne sentait dans l'âme fraternelle de Pascal un fond d'amour désintéressé, une ardeur de tendresse dont ne peut pas ne pas s'émouvoir toute sensibilité généreuse.

LES DISCUSSIONS SUR LE FORMULAIRE

Parmi toutes ces hautes pensées d'apostolat et d'apologétique, Pascal n'oubliait pas ses amis de Port-Royal. A la suite du miracle de la Sainte Épine, la persécution avait subi un temps d'arrêt. « Vraisemblablement, écrit Racine, la piété de la Reine fut touchée de la protection visible de Dieu sur ces religieuses. » Novices et pensionnaires ne furent plus inquiétées et leur recrutement put s'opérer sans contrainte; les solitaires, et Arnauld lui-même, purent rentrer au « désert; » M. Singlin enfin put être institué sans difficulté par le cardinal de Retz directeur des religieuses. Mais, en 1660, tout change. La cour est désormais acquise aux mesures de rigueur contre le jansénisme. Les petites écoles sont dispersées; on déterre le formulaire de 1657, et sous l'influence des archevêques de Rouen et de Toulouse, l'Assemblée du clergé va en imposer la signature. Mazarin meurt le 9 mars 1661, et les événements se précipitent. Le 13 avril, ordre est donné d'expulser immédiatement les pensionnaires et les novices des deux monastères; Singlin est obligé de partir et de se cacher, et les deux vicaires généraux sont mis en demeure de faire signer le formulaire. Favorables au fond à Port-Royal, ils publièrent, le 19 juin, un mandement auquel Pascal passe pour avoir collaboré, et qui, maintenant fort habilement la fameuse distinction entre le fait et le droit, atténuait un peu l'effet du formulaire et pouvait tranquilliser certaines consciences. Arnauld et Singlin conseillaient la signature pure et simple. D'autres, plus intransigeants, voulaient au moins quelques mots d'explication. La mère Angélique, qui était mourante, se félicita que la maladie lui fût un prétexte à ne pas tremper dans « ce mystère d'iniquité, » mais elle laissa les religieuses de Port-Royal de Paris suivre les conseils d'Arnauld et signer.

A Port-Royal des Champs, on résista plus longtemps. La sœur de Sainte-Euphémie écrivit à ce propos à la sœur Angélique de Saint-Jean une longue lettre angoissée, où elle critiquait très librement le mandement et où elle exposait ses scrupules. « *Puisque les Évêques ont des courages de filles*, disait-elle, *les filles doivent avoir des courages d'évêques;* mais si ce n'est pas à nous à défendre la vérité, c'est à nous de mourir pour la vérité. » Et encore : « Pardonnez-moi, je vous en supplie, ma chère

sœur, je parle dans l'excès d'une douleur *à quoi je sens bien qu'il faudra que je succombe*, si je n'ai la consolation de voir au moins quelques personnes se rendre volontairement victimes de la vérité. » Elle signa pourtant, la mort dans l'âme, la pauvre sœur de Sainte-Euphémie ; mais, trois mois après, le 6 octobre 1661, elle mourait, à trente-six ans. Elle avait dit vrai : la douleur d'avoir agi contre sa conscience l'avait tuée. Quand Pascal apprit la mort de sa sœur, il dit simplement : « Dieu nous fasse la grâce d'aussi bien mourir ! »

Encore une fois, Jacqueline lui avait montré la voie à suivre. Et qu'il l'ait suivie jusqu'au bout, il faut le bien mal connaître pour en douter un seul instant (1). Cassé par le conseil du Roi le 9 juillet, désapprouvé par un bref du Pape, le mandement pacificateur fut remplacé par un autre qui parut au début de novembre et qui ne donnait prétexte à aucune équivoque. La mère Angélique était morte. La mère Agnès, qui était abbesse, fut régulièrement remplacée, le 12 décembre, par la vaillante mère Madeleine de Ligny. On exerça une forte pression sur les religieuses pour les amener à signer le formulaire purement et simplement ; elles signèrent, mais avec une déclaration qui annulait en fait leurs signatures. Visites épiscopales, conférences, longs et minutieux interrogatoires, on mit tout en œuvre pour les faire revenir sur leur décision ; elles refusèrent. Et pourtant la déclaration qu'elles avaient signée n'avait pas eu l'approbation de Pascal, qui, redevenu plus intransigeant que jamais, estimait que les droits de la vérité s'en trouvaient lésés.

Nous, Abbesse, etc., disait la déclaration élaborée non sans peine par les messieurs de Port-Royal, considérant que, dans l'ignorance où nous sommes de toutes les choses qui sont au-dessus de notre profession et de notre sexe, tout ce que nous pouvons est de rendre témoignage de la pureté de notre foi, nous déclarons volontiers par cette signature qu'étant soumises avec un profond respect à N. S. P. le Pape et n'ayant rien de si précieux que la foi, nous

(1) La publication par M. Jovy, dans son *Pascal inédit*, de *Mémoires inédits* de l'abbé Beurrier, a fait couler beaucoup d'encre sur la question de savoir si Pascal n'aurait pas, *in extremis*, abjuré son jansénisme. Aux multiples raisons historiques et psychologiques qui s'opposent, selon moi, à ce qu'on puisse admettre, de sa part, une rétractation, il faut joindre celle-ci : il n'était pas homme à renier une « vérité » pour laquelle Jacqueline, sa sœur bien-aimée, était morte, et qui devait lui paraître doublement sacrée.

embrassons sincèrement et de cœur tout ce que Sa Sainteté et le Pape Innocent X en ont rejeté et rejetons toutes les erreurs qu'ils ont jugées y être contraires.

De longues discussions écrites et orales s'engagèrent là-dessus entre Pascal, tout malade qu'il fût, et ses amis de Port-Royal. Un jour, pour en finir, on se réunit chez Pascal, et « chacun y expliqua son sentiment. » Pascal déclara « qu'on ne pouvait en conscience signer ces paroles : *n'ayant rien de si précieux que la foi, nous embrassons sincèrement et de cœur tout ce que les Papes en ont décidé*, puisque c'était tacitement condamner la grâce efficace qui était le sens de Jansénius que le Formulaire, selon lui, condamnait. » Arnauld et Nicole combattirent cette opinion, et on leur donna raison contre Pascal. Celui-ci, qui avait fait sur lui-même un violent effort pour exposer sa manière de voir, fut si douloureusement affecté de cette opposition, qu'il tomba évanoui. Revenu à lui, il dit à Mme Périer qui l'interrogeait sur les causes de cet accident : « Quand j'ai vu toutes ces personnes-là, que je regarde comme ceux à qui Dieu a fait connaître la vérité et qui doivent en être les défenseurs, s'ébranler, je vous avoue que j'ai été si saisi de douleur que je n'ai pu la soutenir, *et il a fallu succomber.* » Il parle ici comme naguère la sœur de Sainte-Euphémie. Ces Pascal sont tous les mêmes : ils succombent quand on touche à ce qu'ils croient être la vérité. L'évanouissement du frère fait écho à la mort de la sœur. Ames tragiques, dont la sensibilité morale est si vive qu'à la moindre atteinte elles se brisent, comme ces purs cristaux qui se rompent au moindre choc.

Seulement, ce qu'il faut bien voir et reconnaître loyalement, c'est qu'une telle attitude conduit tout droit au schisme, qu'à tout prix Port-Royal a voulu éviter. Pascal, s'il avait vécu, serait-il allé jusque-là? Nous n'en pouvons rien savoir. « Si mes lettres sont condamnées à Rome, ce que j'y condamne est condamné dans le ciel. *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello.* » Ce mot des *Pensées* est, à n'en pas douter, un mot d'hérétique, et Pascal était un terrible logicien. Mais les plus fougueux logiciens ont parfois de singulières inconséquences, et « le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas. » Or, il est incontestable que « le cœur » de Pascal n'inclinait point à l'hérésie. Il semble qu'on puisse noter dans l'évolution de sa

pensée et de sa vie religieuses un double mouvement parallèle dont l'observation minutieuse, si elle était possible, serait bien instructive. En même temps qu'il adhère de toutes les forces de son esprit à la doctrine augustinienne, ou plutôt janséniste, de la grâce, il tend à s'en détacher pratiquement, et, par delà les divergences théologiques, à embrasser et à vivre le fond substantiel du christianisme éternel. Nous avons là-dessus le très curieux témoignage de Nicole. Nicole, lui aussi, était préoccupé, « sans rien changer, ni altérer, ni affaiblir dans le fond des choses, » d'ôter à la doctrine de saint Augustin « un air de dureté qui en éloigne bien des gens. » Et il ajoute que Pascal « n'a pas peu aidé à nourrir en lui cette inclination. Car, *quoiqu'il fût la personne du monde le plus roide et le plus inflexible pour les dogmes de la grâce efficace*, il disait néanmoins que, s'il avait eu à traiter cette matière, il espérait de réussir à rendre cette doctrine et de *la dépouiller tellement d'un certain air farouche qu'on lui donne*, qu'elle serait proportionnée au goût de toutes sortes d'esprits... Il m'a même dit quelquefois, poursuit Nicole, que s'il eût disposé de son esprit, et que ses maladies continuelles ne lui en eussent pas ravi l'usage, il n'aurait pu s'empêcher de s'y appliquer, et d'essayer de rendre toutes ces matières si plausibles et si populaires, que tout le monde y aurait entré sans peine. »

Rapprochons ces lignes de Nicole des fragments qui nous ont été conservés de Pascal sur la grâce. Évidemment, il y a eu là, et peut-être à son insu, un effort pour se détacher du pur jansénisme, ou, tout au moins, pour le ramener à une conception plus humaine et plus orthodoxe des choses. A mesure qu'il vit plus profondément son christianisme, sa vie religieuse brise en quelque sorte les cadres trop rigides de la théologie qui lui a été enseignée. Car elle lui a été enseignée, la théologie janséniste; et certes, elle l'a séduit par sa rigueur logique, par l'âpre et sombre poésie qui s'en dégage; mais elle n'est pas l'expression directe, spontanée, vécue de sa propre pensée. Et quand à ces notions venues du dehors il applique son intelligence, il est curieux d'observer que c'est pour les retoucher dans un sens que Jansénius n'aurait certainement pas approuvé. Par les habitudes de son esprit, par certaines dispositions de son tempérament, par fidélité aussi à la mémoire de sa sœur, Pascal s'enfonçait, et de plus en plus, dans le jansénisme. Par

sa réflexion personnelle, par sa vie religieuse, il commençait à s'en évader. Et la mort l'a surpris en pleine évolution (1). Au fond, il y avait une contradiction secrète, et dont peut-être n'a-t-il pas eu nettement conscience, entre les conceptions dogmatiques que Port-Royal lui avait transmises, et les exigences de sa pensée et de sa vie morale; et peut-être, si nous connaissions mieux le détail de ses démarches intimes, saisirions-nous plus clairement encore un effort de libération que nous ne pouvons que pressentir.

LE MYSTÈRE DE JÉSUS

Cet effort apparaît manifeste dans un certain nombre de pages qui, sans être expressément datées, semblent bien se rapporter aux dernières années de la vie de Pascal. Ne parlons pas encore des *Pensées*, qui veulent être étudiées à part. Mais on n'aperçoit pas d'inspiration janséniste dans le fragment intitulé *Comparaison des chrétiens des premiers temps avec ceux d'aujourd'hui*. On n'en découvre pas non plus dans un *Abrégé de la vie de Jésus-Christ* que Pascal avait composé en suivant de très près un opuscule de Jansénius, et où, de loin en loin, il mêle ses réflexions personnelles au récit des faits qu'il rapporte. Et surtout, il n'y en a pas la moindre trace dans cet admirable *Mystère de Jésus* que Faugère, il n'y a pas un siècle, a eu l'honneur de nous faire connaître, et qui est bien l'un des plus purs joyaux de la littérature religieuse. Là, nous planons bien au-dessus de toutes les divergences ou discussions théologiques. Dans ce sublime dialogue entre l'âme chrétienne et son Dieu, Pascal a retrouvé l'inspiration qui, naguère, lui dictait son *Mémorial*. A travers peut-être quelques années de distance, les deux morceaux se rejoignent par la ferveur contagieuse de l'émotion et par l'intimité de l'accent.

« Lorsqu'on lui envoyait des billets tous les mois, nous dit Mme Périer, comme on fait en beaucoup de lieux, il les recevait avec un respect admirable; il en récitait tous les jours la

(1) C'est en ce sens que j'interpréterais ce qui, en dépit de ses déclarations contraires, peut n'être pas entièrement faux dans les pages des *Mémoires* de l'abbé Beurrier relatives aux derniers sentiments de Pascal. L'évanouissement de novembre 1661, d'une part, et, d'autre part, *le Mystère de Jésus*, et, pour leur très grande majorité, les *Pensées*, voilà ce qui symbolise cette double tendance.

sentence. » Elle nous indique là sans doute l'origine du *Mystère de Jésus*. Pascal a reçu, avec son respect habituel, le billet mensuel que lui a envoyé Port-Royal ; il a récité la sentence, — nous ne savons laquelle, — qu'il contenait : il a longuement prié, offrant ses souffrances qui, ce jour-là, ont été plus torturantes qu'à l'ordinaire, en expiation de ses propres fautes, et pour la conversion des incrédules, et pour « ajouter ses plaies » à celles de Jésus-Christ. Il a repris son Évangile ; il y a relu pieusement les divers récits de la Passion. A méditer ces textes sacrés, à revivre le drame douloureux du Calvaire, sa sensibilité a été remuée jusqu'en ses plus intimes profondeurs ; sa vive imagination entre en branle : elle lui représente avec une force singulière les acteurs de la divine tragédie et les sentiments qui les agitent; il revoit tous les détails de la scène ; il en est un des témoins ; il sent la présence de l'auguste Crucifié, qui lui parle comme à l'un de ses disciples. Il est à l'une de ces heures privilégiées où les grands poètes, les grandes âmes religieuses sont saisies par ce qu'on appelle l'inspiration, où toutes les puissances de notre être, exaltées au-dessus d'elles-mêmes, tendues vers un même objet, semblent douées d'une capacité de vibration et d'expression qui dépasse la commune mesure (1). Et il jette sur le papier les idées, les impressions, les sentiments, les sensations, les visions qui l'obsèdent, en un mot, tout ce qu'il a dans l'âme, en ce rare moment de sa vie spirituelle.

Le morceau commence comme une méditation : c'est une suite de réflexions douloureuses sur l'agonie du Christ au jardin des Oliviers, sur l'abandon dont il est l'objet de la part de ses disciples endormis : « Jésus souffre dans sa passion les tourments que lui font les hommes ; mais dans l'agonie il souffre les tourments qu'il se donne à lui-même... Jésus sera en agonie jusqu'à la fin du monde : il ne faut pas dormir pendant ce temps-là... Jésus sera en agonie et dans les plus grandes peines, prions plus longtemps... »

(1) Écoutons encore à ce propos Mme Périer : « Il (mon frère) avait un amour sensible pour l'office divin, mais surtout pour les petites heures, parce qu'elles sont composées du psaume CXVIII, dans lequel il trouvait tant de choses admirables, qu'il sentait de la délectation à le réciter. Quand il s'entretenait avec ses amis de la beauté de ce psaume, *il se transportait, en sorte qu'il paraissait hors de lui-même.* »

Puis, brusquement, comme si Dieu, touché des longues prières de son serviteur fidèle, se décidait à répondre à cet ardent appel, la voix du Sauveur, ineffable, se fait entendre :

— Console-toi, tu ne me chercherais pas, si tu ne m'avais trouvé.

Je pensais à toi dans mon agonie, *j'ai versé telles gouttes de sang pour toi...*

Veux-tu qu'il me coûte toujours du sang de mon humanité, sans que tu donnes des larmes?...

Les médecins ne te guériront pas, car tu mourras à la fin. Mais c'est moi qui guéris et rends le corps immortel... Je te suis plus ami que tel et tel, car j'ai fait pour toi plus qu'eux...

Si tu connaissais tes péchés, tu perdrais cœur.

— Je le perdrai donc, Seigneur, car je crois leur malice sur votre assurance.

— Non, car moi, par qui tu l'apprends, t'en peux guérir, et ce que je dis est un signe que je te veux guérir...

— Seigneur, je vous donne tout.

— Je t'aime plus ardemment que tu n'as aimé tes souillures, *ut immundus pro luto.*

Qu'à moi en soit la gloire, et non à toi, ver de terre.

Dialogue sublime qui égale, et peut-être dépasse les plus touchantes pages de l'*Imitation*. La sublimité en est faite du mépris absolu de l'art dont il témoigne. De certains morceaux de Chateaubriand Sainte-Beuve disait justement qu'« en prose il n'y a rien au delà. » Ici, il faut dire qu'en poésie même, il n'y a rien au delà. Je ne crois pas qu'il y ait dans aucune langue de page qui soit plus complètement exempte de tout artifice, de toute rhétorique, même légitime. C'est l'âme toute nue qui parle à l'âme, presque sans intermédiaire, en n'usant que des mots strictement indispensables pour traduire son élan. Et le rythme est si pur, les mots sont si justes, l'accent est si profond et si humain, que les plus beaux vers ne s'imposent pas à notre mémoire avec plus d'autorité, ne retentissent pas en nous avec une force plus impérieuse de résonance intérieure. Pascal n'eût-il écrit que *le Mystère de Jésus*, il compterait encore parmi les plus grands écrivains de la littérature universelle.

LA FIN D'UNE VIE DE SAINT

Écartons maintenant toute littérature, et regardons la vie. Ces dernières années de la vie de Pascal, si elles ne sont pas d'un saint, marquent du moins un effort vers la sainteté qui a arraché des cris d'admiration aux plus sceptiques. « Cent volumes de sermons, a dit Bayle, ne valent pas cette vie-là. » Et c'est Sainte-Beuve qui, le premier, a osé parler de la sainteté de l'auteur des *Pensées*.

S'il n'y a pas de morale, à bien plus forte raison il n'y a pas de sanctification personnelle sans ascétisme. Dans son ardent désir de dompter la nature, de supprimer en elle tout ce qui n'était pas pur amour de son Dieu, Pascal a pratiqué avec une inflexible rigueur toutes les formes de la mortification. En 1658, il avait été repris plus fortement que jamais par la maladie, et l'état de langueur auquel il était condamné, les infirmités dont il était accablé inspiraient à tout son entourage la plus vive pitié : il ne pouvait rien avaler qu'avec la plus grande difficulté. Il ne voulait pas qu'on le plaignît ; il déclarait « qu'il appréhendait même de guérir, » disant : « C'est que je connais le danger de la santé et les avantages de la maladie, » et considérant comme « un grand bonheur » d'en être réduit à ce qu'il appelait « l'état naturel des chrétiens. » Ce n'étaient point là de vaines paroles : « il bénissait Dieu sans cesse des souffrances qu'il lui avait envoyées, qu'il regardait comme un feu qui brûlait petit à petit ses péchés par un sacrifice quotidien. » En un mot, il mettait exactement en pratique les hautes et rudes maximes qu'il avait naguère si éloquemment formulées dans la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies*.

Mais ces mortifications involontaires ne lui suffisaient pas : il professait « qu'il fallait punir un corps pécheur, et le punir sans réserve par une pénitence continuelle, parce que sans cela il était rebelle à l'esprit et contredisant tous les sentiments de salut. » Et, conformément à ces principes, il proscrivait impitoyablement tout ce qui est confort, commodité, élégance, superfluité de la vie. Il avait fait enlever comme inutiles les tapisseries de sa chambre. Il se refusait tous les plaisirs des sens, ou, quand il ne pouvait s'y dérober, « il avait une adresse merveilleuse pour en détourner l'esprit, afin qu'il n'y prît point de part. » Il ne prêtait aucune attention à la nourriture, et il

« ne pouvait souffrir » qu'on le fît autour de lui, « appelant cela être sensuel ; » il s'interdisait tout ce qui pouvait exciter l'appétit, et ne permettait pas « qu'on fît aucune sauce ni aucun ragoût ; » il avait réglé une fois pour toutes la quantité de nourriture qu'il jugeait lui être nécessaire, et, quelles que fussent les dispositions de son appétit, il s'obligeait à l'absorber ou à ne point la dépasser. Les médecines les plus « dégoûtantes » ou les mets les plus monotones qui lui étaient imposés, il les prenait sans jamais manifester la moindre répugnance, se moquant même de sa sœur qui lui en exprimait parfois son étonnement. Pour se punir enfin du plaisir qu'il pouvait prendre aux entretiens que lui demandaient les personnes qui venaient le consulter, il avait imaginé « d'avoir une ceinture de fer pleine de pointes et de la mettre à nu sur sa chair... Lorsqu'il s'élevait en lui quelque esprit de vanité, ou qu'il se sentait touché du plaisir de la conversation, *il se donnait des coups de coude pour redoubler la violence des piqûres*, et se faire ensuite ressouvenir de son devoir. » Cette pratique lui parut si utile qu'il la conserva, tout malade qu'il fût, jusqu'à sa mort, car, ne pouvant ni lire ni écrire, il craignait que « ce manquement d'occupation qui est la racine de tout mal, ne le détournât de ses vues. » Et, bien entendu, il dérobait à tous les siens ces raffinements d'ascétisme, qu'on ne connut qu'après sa mort.

A ces mortifications corporelles il joignait, cela va sans dire, toute sorte de mortifications spirituelles, les plus dures sans doute et les plus méritoires pour une personnalité de cette trempe. Nous ne les connaissons pas toutes ; nous en soupçonnons quelques-unes. Nous n'avons besoin d'aucun témoignage positif pour deviner les longues luttes intérieures que Pascal eut à livrer pour tuer en lui-même la curiosité scientifique et pour en arriver à ce détachement suprême dont sa lettre de 1660 à Fermat nous rend l'écho. Et pareillement, quand la maladie a fondu sur lui, paralysant en lui toute activité intellectuelle, le mettant dans l'impossibilité de poursuivre la grande œuvre rêvée par son génie et par sa foi, il n'a pas dû se résigner sans douleur et sans tristesse et, s'il ne s'agissait pas d'un chrétien tel que lui, on dirait sans révoltes intimes. De ces secrètes amertumes rien n'est arrivé jusqu'à nous, et il semble qu'il n'en ait rien laissé paraître à ses proches. Mais le sacrifice dut être très dur, et s'il a fini par être « joyeux, »

nous devons d'autant moins en méconnaître la grandeur.

Aux natures très aimantes il est plus facile de se détacher des idées que des êtres qui leur sont chers. Doué d'une sensibilité à la fois très tendre et très passionnée, Pascal n'a pas dû arriver en un jour à cette transposition dans l'ordre divin des affections humaines qu'il concevait comme l'idéal chrétien; il y est arrivé pourtant, et de telle sorte que nous sommes parfois tentés de trouver qu'il y a trop parfaitement réussi. « Il avait, nous dit Mme Périer, une extrême tendresse pour ses amis et pour ceux qu'il croyait être à Dieu; et l'on peut dire que si jamais personne n'a été plus digne d'être aimée, personne n'a jamais su aimer, et ne l'a jamais mieux pratiqué que lui. » Mais cette tendresse « n'allait point jusqu'à l'attachement, et elle était aussi exempte de tout amusement. » « Il ne pouvait plus aimer personne qu'il aimait ma sœur, et il avait raison, » poursuit Mme Périer qui nous décrit cette parfaite tendresse, — « et assurément leur cœur n'était qu'un cœur, » nous dit-elle, — sans le moindre sentiment de jalousie rétrospective. Or, quand mourut Jacqueline, si rude que fût le coup qui l'atteignait, il n'en laissa rien voir, bénissant la main qui le frappait, répétant « avec quelque transport » : « Bienheureux, ceux qui meurent ainsi au Seigneur! » et blâmant même sa sœur Gilberte d'éprouver et d'exprimer sa profonde affliction. Et ce « détachement » qu'il pratiquait à l'égard des autres, il voulait qu'on le pratiquât à son égard. Il poussait le raffinement jusqu'à « rebuter » ceux qui l'aimaient par l'apparente froideur avec laquelle il recevait leurs assiduités. Gilberte elle-même s'y laissa tromper : elle s'imaginait parfois que son frère ne l'aimait pas, et il fallut que Jacqueline l'assurât du contraire, et aussi qu'elle éprouvât personnellement l'affectueux empressement qu'il mettait à l'obliger, quand l'occasion s'en présentait. Mais le mot de l'énigme ne lui fut révélé qu'après sa mort, par la découverte d'un petit papier que Blaise portait sur lui et où il avait écrit de sa main ces touchantes paroles :

Il est injuste qu'on s'attache à moi, quoiqu'on le fasse avec plaisir et volontairement. Je tromperais ceux à qui j'en ferais naître le désir : car je ne suis la fin de personne, et je n'ai pas de quoi les satisfaire. Ne suis-je pas près de mourir? Ainsi l'objet de leur attachement mourra donc. Comme je serais coupable de faire croire une fausseté, *quoique je la persuadasse doucement, et qu'en cela on me fît plaisir,* de

même, *suis-je coupable, si je me fais aimer, et si j'attire des gens à moi;* car il faut qu'ils passent leur vie et leurs soins à s'attacher à Dieu ou à le chercher.

Scrupules dont la délicatesse touche au sublime, et dont on peut certes déplorer la rigueur, mais où je crois surtout sentir l'inquiet frémissement d'une sensibilité ardente et profonde, qui a peur de se laisser prendre au charme des choses périssables et qui réagit avec violence contre ses propres entraînements éventuels. Violence excessive, dira-t-on peut-être; et en effet, peut-être y a-t-il des façons plus paisibles de concevoir que « Dieu doit être l'unique fin de la tendresse des chrétiens. » Quand nous apprenons que Pascal « ne pouvait souffrir » les caresses que Mme Périer recevait de ses enfants, et les austères propos qu'il tenait à ce sujet, nous sommes tentés de taxer de dureté, et même d'inhumanité, pareille attitude. Mais sommes-nous bons juges des exigences de certaines âmes, qui sans doute ont le tort de vouloir imposer aux autres les rudes pratiques qu'elles s'imposent d'abord à elles-mêmes, mais qui s'élèveraient moins haut, si elles étaient moins intransigeantes, et qui, plus que bien d'autres, nous pouvons en être sûrs, sont nourries du lait de l'humaine tendresse?

Cette vigilance scrupuleuse, Pascal l'exerçait sur lui et sur les autres pour tout ce qui regarde la chasteté. Mme Périer nous avoue qu'à cet égard, « dans les commencements, » son zèle lui avait paru dépasser la mesure : « il trouvait à dire presque à tous les discours qu'on faisait dans le monde, et que l'on croyait les plus innocents. Si je disais, par exemple, par occasion, ajoute-t-elle, que j'avais vu une belle femme, il m'en reprenait, et me disait qu'il ne fallait jamais tenir ce discours devant des laquais et des jeunes gens, parce que je ne savais pas quelle pensée cela pouvait exciter en eux. » Et nous avons de lui un fragment de lettre à Mme Périer où, faisant siens les conseils de ses directeurs jansénistes, il s'exprime sur la question du mariage, « la plus périlleuse et la plus basse des conditions du christianisme, » en des termes d'une virulence un peu imprudente et toute monastique. Il s'agissait pour sa nièce Jacqueline, âgée de quinze ans, d'un mariage avantageux. Aux yeux de Port-Royal, « l'affaire était à rejeter sans hésiter, » et les parents ne pouvaient la conclure « sans blesser la charité et

leur conscience *mortellement* et se rendre *coupables d'un des plus grands crimes :* » car la condition d'un mariage même avantageux est « vile et préjudiciable selon Dieu. » « De plus, les maris, quoique riches et sages suivant le monde, sont, en vérité, de francs païens devant Dieu : de sorte que les dernières paroles de ces messieurs sont que d'engager une enfant à un homme du commun, *c'est une espèce d'homicide et comme un déicide en leurs personnes.* » On aurait souhaité que Pascal n'eût pas pris à son compte ces paroles un peu rudes : saint François de Sales ne les eût certainement pas approuvées, et Mme Périer ne nous dit pas, mais nous imaginons que son ferme bon sens a dû en corriger la janséniste outrance.

Ces intempérances de pensée et de langage étaient la contre-partie, ou la rançon, — peut-être nécessaire, — de la plus émouvante et de la plus généreuse charité. Son amour des pauvres et de la pauvreté, qui avait toujours été très grand, prenait, vers la fin de la vie de Pascal, des proportions extraordinaires. Il ne refusait l'aumône à personne, prenant, pour la faire, non seulement sur son revenu, mais même sur « son nécessaire, » se dépouillant parfois totalement, et se voyant forcé de recourir aux banques. Quand on s'inquiétait à ce sujet, « il se fâchait » et disait : « J'ai remarqué une chose, que, quelque pauvre qu'on soit, on laisse toujours quelque chose en mourant. » Il répétait souvent « qu'il ne souhaitait avoir du bien que pour en assister les pauvres. » Dès que l'affaire des carrosses à cinq sols fut « établie, » il demanda mille francs par avance sur sa part, afin de les envoyer aux pauvres de Blois, qui avaient été fort éprouvés par l'hiver, et son regret fut très vif de ne pouvoir mettre son dessein à exécution. Il exhortait vivement sa sœur Gilberte à « se consacrer au service des pauvres et à y porter ses enfants » et il ne se laissait pas arrêter par les objections que dictaient à Mme Périer ses multiples devoirs de mère de famille ; volontiers il eût incriminé sa « bonne volonté. » Il ne tarissait pas sur l'éminente dignité des pauvres, sur l'incomparable utilité morale que leur fréquentation assidue comportait pour tout vrai chrétien, sur les profitables leçons que nous pouvons retirer de la vue de leurs misères. Il s'écriait quelquefois : « Si j'avais le cœur aussi pauvre que l'esprit, je serais bien heureux : car je suis merveilleusement persuadé de l'esprit de pauvreté et que la pratique de cette vertu est un

grand moyen pour faire son salut. » Il ne blâmait pas, et même il encourageait de ses deniers les « grandes entreprises, » hôpitaux généraux ou institutions analogues, qui ont pour objet de diminuer la misère publique ; mais il estimait qu'elles « étaient réservées à de certaines personnes que Dieu destinait à cela, et qu'il conduisait quasi visiblement ; mais que ce n'était pas la vocation générale de tout le monde, comme *l'assistance journalière et particulière* des pauvres, et qu'il croyait que la manière la plus agréable à Dieu était *de servir les pauvres pauvrement*, c'est-à-dire chacun selon son pouvoir. » Nul doute qu'il n'ait mis en pratique ces nobles maximes, et qu'il ne nous ait volontairement dérobé les plus touchantes manifestations de son inépuisable charité.

Quelques-unes d'entre elles cependant nous ont été transmises par Mme Périer. Trois mois avant sa mort, il revenait un matin de la messe de Saint-Sulpice, quand il fut abordé par une fort belle jeune fille d'environ quinze ans, qui lui demanda l'aumône. Elle était de la campagne ; son père était mort, et sa mère, étant tombée malade, venait d'être transportée à l'Hôtel-Dieu. Frappé des dangers qu'elle courait, Pascal la conduisit au séminaire, et la confia à un prêtre, auquel il remit de l'argent, le priant de « la mettre dans une bonne condition » et lui disant qu'il lui enverrait le lendemain une femme qui achèterait des vêtements à l'abandonnée et l'aiderait à en prendre soin : ce qui fut très exactement fait. Quelque désir qu'il en eût, l'ecclésiastique ne put connaître le nom de ce généreux bienfaiteur.

Car son humilité, son détachement de lui-même étaient aussi admirables que sa charité. Sa personnalité impérieuse se trahissait encore par ses nervosités, ses impatiences, son ton aisément dominateur ; mais il réparait vite, par les procédés les plus aimables, ses vivacités involontaires ; il était heureux qu'on lui signalât ses défauts, et il recevait les observations qu'on lui adressait à cet égard avec la plus grande soumission, quand elles étaient justes, avec une extrême douceur, quand elles ne l'étaient pas. Pour combattre, partout où il la rencontrait, la *libido excellendi*, il se faisait une loi de ne pas rechercher les meilleurs ouvriers, mais les plus pauvres et les plus vertueux ; il ne parlait jamais de lui-même ; il ne prêtait aucune attention aux offenses personnelles dont il était l'objet, et il en perdait volontairement jusqu'au souvenir ; il évitait de dire *je* ou *moi*, sous

prétexte que « la charité chrétienne anéantit le *moi* humain. » Enfin, dans ses pratiques de dévotion, il portait une telle simplicité, évidemment acquise, qu'elle frappait d'étonnement et d'admiration tous ceux qui en étaient témoins. A voir « cet homme si grand en toutes choses, simple comme un enfant pour ce qui regarde la piété, » ils concevaient pleinement « que la grâce de Dieu se fait connaître dans les grands esprits par les petites choses. » A mesure qu'il avançait dans les voies de la perfection chrétienne, il semble que sa vertu, qui fut toujours un peu âpre et tendue, devint plus douce, plus humaine. Un grand apaisement se faisait en lui. Il allait à Dieu avec toutes les puissances de son âme disciplinées, maîtrisées, hiérarchisées. Il était heureux. Il écrivait :

J'aime la pauvreté parce que Jésus-Christ l'a aimée. J'aime les biens, parce qu'ils donnent le moyen d'en assister les misérables. Je garde fidélité à tout le monde, je ne rends pas le mal à ceux qui m'en font ; mais je leur souhaite une condition pareille à la mienne, où l'on ne reçoit pas de mal ni de bien de la part des hommes. J'essaye d'être juste, véritable, sincère et fidèle à tous les hommes ; et j'ai une tendresse de cœur pour ceux à qui Dieu m'a uni plus étroitement ; et soit que je sois seul, ou à la vue des hommes, j'ai en toutes mes actions la vue de Dieu qui les doit juger, et à qui je les ai toutes consacrées. Voilà quels sont mes sentiments, et je bénis tous les jours de ma vie mon Rédempteur qui les a mis en moi, et qui, d'un homme plein de faiblesses, de misères, de concupiscence, d'orgueil et d'ambition, a fait un homme exempt de tous ces maux par la force de sa grâce, à laquelle toute la gloire en est due, n'ayant de moi que la misère et l'erreur.

Au mois de juin 1662, ses maux redoublèrent. Il avait recueilli chez lui une famille de pauvres gens : l'un des enfants était malade de la petite vérole. Mme Périer, dont les soins étaient indispensables à son frère, n'aurait pu, sans imprudence pour ses propres enfants, venir le soigner chez lui. On voulait faire transporter ailleurs le petit malade. Pascal s'y opposa, et quoique déjà fort souffrant, il déclara « qu'il y avait moins de danger pour lui que pour cet enfant à être transporté, » et il se fit porter chez son beau-frère, qui habitait alors « sur le fossé d'entre les portes Saint-Marcel et Saint-Victor, paroisse Saint-Étienne du Mont. » Cependant ses douleurs ne faisaient que croître ; de violentes coliques le tordaient, qu'il supportait

debout avec une héroïque patience, « prenant lui-même ses remèdes, sans vouloir souffrir qu'on lui rendît le moindre service. » Les médecins, qui semblent n'avoir rien connu à son mal, le traitaient par leurs remèdes ordinaires, purgations et saignées. Lui se sentit tout de suite en danger : avant de s'aliter, il envoya chercher le curé de Saint-Étienne du Mont, l'abbé Beurrier, et se confessa à lui, mais sans communier, sans doute pour ne pas alarmer ses proches. A chaque visite du curé, il se confessait, mais sans en rien dire aux siens, qu'il ne voulait pas effrayer. Le 3 août, se sentant un peu moins mal, il fit son testament : il n'oubliait, dans ses legs, aucune des humbles femmes qui s'étaient employées à son service ou à celui de sa sœur Gilberte, et jusqu'à la nourrice de son neveu ; il abandonnait à l'hôpital général de Paris et à celui de Clermont une bonne part de ses droits sur l'affaire des carrosses, et il disait que si Florin Périer s'était trouvé à Paris et que celui-ci y eût consenti, il aurait disposé de tout son bien en faveur des pauvres. « Il n'avait rien dans le cœur et l'esprit que les pauvres, » regrettait de « n'avoir encore jamais rien fait » pour eux, et faisait vœu, s'il relevait de sa maladie, « de n'avoir d'autre occupation ni d'autre emploi le reste de ses jours que leur service. »

Il souffrait beaucoup, avec une patience, une résignation, un amour même de son mal qui faisaient l'admiration et l'édification de tous ceux qui l'approchaient : « ils disaient tous qu'ils n'avaient jamais rien vu de pareil. » Les amis de Port-Royal, Arnauld, Nicole, M. de Sainte-Marthe, forcés de se cacher, le venaient voir *incognito*, et s'émerveillant de sa douceur et de sa piété, répétaient tous comme M. Beurrier : « C'est un enfant, il est humble et soumis comme un enfant. » Il souhaitait ardemment de communier : les médecins, qui ne le trouvaient pas assez malade, s'y opposèrent pour de spécieuses raisons de régime. Le 14 août, d'atroces douleurs de tête se déclarèrent : il se confessa et demanda « avec des instances incroyables » qu'on le fît communier. Les médecins et ses amis s'y opposèrent encore : il se résigna. Mais il dit à sa sœur que, « ne pouvant pas communier dans le chef, il voudrait bien communier dans les membres, » et il supplia qu'on envoyât chercher un pauvre malade, auquel on donnerait exactement les mêmes soins qu'à lui : cela diminuerait « la peine et la confusion » qu'il éprouvait « d'être si bien assisté » et « *qu'il*

ne pouvait plus supporter, pendant qu'une infinité de pauvres, qui étaient plus mal que lui, manquent des choses nécessaires. » Comme on ne trouva pas de malade qui fût transportable, il demanda qu'on le portât lui-même aux Incurables, « parce qu'il avait, disait-il, un grand désir de mourir en la compagnie des pauvres, » et il fallut lui promettre qu'on se rendrait à son désir, aussitôt qu'il serait en état d'être transporté. Le 17, les douleurs de tête ayant encore augmenté, les médecins appelés en consultation déclarèrent qu'il n'y avait aucun danger ; mais il ne les crut pas, et demanda à plusieurs reprises M. Beurrier, qui se trouvait absent, puis M. de Sainte-Marthe, auquel il se confessa et qu'il pria de passer la nuit auprès de lui. Vers minuit, une convulsion si violente le prit, que, lorsqu'elle fut passée, on le crut mort. Il n'en était rien, et il recouvra un moment toute sa lucidité d'esprit. Entrant alors dans sa chambre pour l'administrer, le curé de Saint-Étienne du Mont s'approche de lui et lui dit : « Voici Celui que vous avez tant désiré. » Pascal fait un effort et se lève seul à moitié pour le recevoir « avec plus de respect. » Interrogé suivant l'usage sur les principaux mystères de la foi, il répond à tout : « Oui, monsieur, je crois cela, et de tout mon cœur. » « Puis il reçut le saint viatique et l'extrême-onction avec des sentiments si tendres qu'il en versait des larmes. Il répondit à tout, remercia même à la fin M. le curé, et lorsqu'il le bénit avec le Saint-Sacrement, il dit : « Que Dieu ne m'abandonne jamais ! » Ce furent ses dernières paroles. Car, après son action de grâces, les convulsions le reprirent et ne le quittèrent plus jusqu'à la fin. Le 19 août, à une heure du matin, Blaise Pascal avait cessé de souffrir. Il avait trente-neuf ans et deux mois.

Il laissait d'unanimes, de profonds regrets. Quoi qu'il en eût, on s'était attaché à lui : son génie, son grand cœur, son héroïsme chrétien, son ardente charité lui avaient conquis des affections ferventes. Chacun sentait que c'était une de ces âmes royales qui honorent une famille, un pays et un siècle. Sous la pudeur voilée du langage d'alors, ces sentiments percent dans les lettres que reçut Mme Périer, et qui nous ont été conservées. On n'avait pas de portrait de celui qui venait de mourir ; on prit son masque, — ce masque émouvant qui, jusque dans la sérénité de la mort, garde l'expression austère et tragique que devait avoir la physionomie vivante. Puis, l'autopsie faite, on

se préoccupa de rendre à la terre la dépouille mortelle de celui qui avait écrit : « Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste : on jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais. »

A Saint-Étienne du Mont, dans la vieille et noble église du quartier des Écoles, où il avait voulu être enseveli, et qui devait recevoir un jour les cendres de Racine et les reliques de sainte Geneviève, le lundi 21 août 1662, à dix heures du matin, on célébrait le service funèbre de « défunt Blaise Pascal, vivant écuyer. » Sous ces hautes voûtes religieuses et sombres où il a si souvent prié, les chants liturgiques s'élèvent, chants de tristesse, de miséricorde et d'espérance... Ils sont là, sans doute, groupés autour de la famille, « versant des larmes avec des prières, » tous les amis parisiens des années de gloire, de mondanité et de lutte : Roberval et Carcavi, les derniers survivants du groupe scientifique ; Méré peut-être et Miton, et Mme de Sablé ; et les convertis de Pascal : Domat, son compatriote, le fidèle duc de Roannez et sa sœur douloureuse... Et ils sont venus aussi, bravant la persécution, dissimulés dans l'assistance, les amis de Port-Royal, Arnauld, M. d'Andilly, Singlin, M. de Saci, Nicole, tous ceux qui ont été les témoins de sa vie spirituelle, et qui recueilleront ses *Pensées*. Enfin, parmi tous ces grands écrivains qui ont entrevu Pascal ou qui ont reçu le choc des *Provinciales*, Pierre Corneille, — Racine est à Uzès, — Molière, Despréaux, Bossuet, n'en reconnaîtrons-nous pas quelques-uns ? Mais surtout, ils sont venus prier pour leur bienfaiteur, tous ces humbles qu'il a secourus avec une si généreuse ardeur, et la jeune pauvresse de Saint-Sulpice et l'honnête ménage auquel il avait abandonné sa maison, et tant d'autres qui nous sont demeurés inconnus. Pour l'accompagner à sa dernière demeure, Pascal n'eût pas souhaité un autre cortège.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

IMPRESSIONS
D'ALLEMAGNE OCCUPÉE

Au lendemain de l'armistice, les Alliés se sont établis dans les pays rhénans; des secteurs ont été assignés aux Américains, aux Anglais, aux Belges, aux Français. Depuis, les Américains sont partis; les Anglais se sont, dans leur place centrale de Cologne, adaptés vite à une politique particulière vis à vis de l'Allemagne; la Belgique et la France, éclairées par une longue et cruelle expérience, ont compris qu'elles devaient porter ensemble le poids le plus lourd de la réalisation de la paix; elles ont resserré leur alliance, et défini en face du Reich banqueroutier une commune procédure d'exécution. Dès la fin de 1921, une étape était marquée, dans le sens de la contrainte, par l'occupation franco-belge de Düsseldorf, Ruhrort et Duisbourg, qui sont la façade de communication de la Ruhr avec le Rhin et les grandes routes de la circulation mondiale. Puis, au début de 1923, les troupes franco-belges ont pénétré dans la Ruhr.

« La situation, disent des impatients, n'est nullement améliorée; nous recevons moins de charbon qu'avant cette opération. » C'est vrai, mais de cette vérité subalterne qui prétend que le problème des réparations est affaire, non de politique, mais de comptabilité. Allons sur place, — jamais trop de Français ne s'y rendront, — pour observer directement, objectivement. Je viens de faire cette expérience, et voudrais simplement en exposer ici les conclusions.

LE PAYS ET LES HOMMES

L'Allemagne occupée comprend deux régions distinctes, le glacis des provinces rhénanes et la plaine vallonnée de la Ruhr. Les provinces rhénanes, qui prolongent au Nord-Est l'Ardenne franco-belge et le Luxembourg, sont un plateau forestier, profondément creusé par des vallées sinueuses, pays de bûcherons et de chasseurs, trop coupé et couvert pour des marches rapides d'armées; la Moselle et le Rhin y ont foré leurs « trouées héroïques, » aux promontoires desquelles les burgraves accrochaient leurs nids d'aigle; les Romains, auparavant, y avaient planté les étapes de leurs légionnaires, sur les bassins étalés des rivières, aux confluents, aux têtes de pont : Aix-la-Chapelle, Trèves, Coblentz, n'ont pas d'autre origine; elles se sont depuis développées à l'envi, en capitales régionales d'un pays naturellement morcelé. Des prélats et des princes, qui prenaient leurs modèles à la cour de France, les ont embellies et humanisées. La Prusse, maîtresse sur le Rhin depuis 1815, les a militarisées, mais sans détruire leur charme propre. A partir de Cologne, le Rhin échappe à l'étreinte des falaises romantiques, la poésie de son cours expire au seuil de la plaine, il n'est plus qu'une large route d'eau sur un sol à faible relief, où rien ne s'oppose plus aux amples courants de la circulation moderne.

Précisément ici, tout proche du carrefour du fleuve et des voies de terre qui joignent les Flandres à l'Allemagne et à la Scandinavie baltiques, la nature a déposé dans le sol d'inépuisables richesses minières; la Westphalie rhénane, que nous appelons aujourd'hui la Ruhr, du nom de l'affluent du Rhin qui la traverse, est une des premières houillères du monde. Là, depuis cinquante ans, l'Allemagne impériale fondée par Bismarck avait enraciné son hégémonie; là, peu à peu, surtout depuis l'avènement de Guillaume II, ses maîtres d'affaires avaient dressé leurs *cartels* et leurs *konzern*, puissants édifices de « concentration horizontale ou verticale, » qui associent la mine à l'usine de transformation, à la vente et à l'exportation de produit fini, le tout sur les assises de banques à correspondances mondiales. Bien des affiliations, bien des complicités, dont certaines n'ont rien appris de la guerre, se sont ainsi

nouées, sur le charbon de la Ruhr. Par là, l'emprise économique de la Pangermanie pesait déjà, en 1914, sur les nations contiguës, et ses espoirs s'étendaient à l'univers ; la Ruhr était l'arsenal de l'oligarchie qui a déclenché la guerre de 1914 et qui, les armées allemandes vaincues, s'acharne à faire appel au tribunal des financiers internationaux.

Sous sa forme économique d'aujourd'hui, la Ruhr est une nouveauté récente ; peuplée d'usines, le voyageur est surpris de la trouver encore rurale ; des champs de seigle et de pommes de terre, en pleine et belle culture, séparent les corons ouvriers, l'air n'est point embrumé par des fumées noires; il faut un effort, à Essen même, pour apercevoir, parmi des avenues larges et plantées d'arbres, l'immensité des ateliers où Krupp emploie plus de cinquante mille ouvriers. Mais ici, l'homme s'est puissamment emparé de la nature ; usine ou campagne, la Ruhr, au confluent des grands express européens et des paquebots du Rhin, est enfiévrée de la joie de produire, de vendre et de commander ; elle a peu de souci des gloires militaires qui, de Charlemagne à Napoléon, — et peut être à Foch, — ont toujours hanté l'esprit des Rhénans; elle n'a de monuments que les villas de ses magnats et ses outillages d'industrie, qui ne sont pas sans grandeur; son histoire est d'hier, elle a poussé sur le charbon westphalien comme la Prusse en Allemagne, par des procédés tout prussiens de hiérarchie féodale et d'emploi scientifique du matériel humain : force et faiblesse tout ensemble. C'est sur cet appareil formidable que la Belgique et la France, voisins toujours menacés, créanciers bernés, viennent d'étendre la main.

QUELQUES ÉTAPES VERS LA RUHR

Pendant les quatre premières années qui ont suivi l'armistice, l'occupation par les Alliés ne fut qu'un acte de présence; même les Franco-Belges s'étaient interdit de tirer parti, autour de Düsseldorf, du fait que la frontière de leur nouvelle zone coupait en deux les exploitations de tous les grands industriels du bassin. Devant cette mansuétude, officiellement consacrée par les concessions des conférences interalliées, la résistance du Reich s'est renforcée. Certains Rhénans, qui attendaient en 1919 des nouveautés libératrices montant de l'Ouest, se sont

découragés, et repris à regarder du côté de Berlin. Dans les services mêmes de l'occupation, on pouvait se demander ce que valait une manifestation de force, indifférente à la mauvaise volonté de l'adversaire. Pour un petit nombre d'observateurs seulement, il était visible que cette politique ménageait l'avenir; qu'elle avait au moins l'avantage négatif de prévenir une reconstitution militaire des vaincus aux portes des pays libérés. Pour les soldats comme pour les « civils » des bureaux, tout tendait à une vie d'habitudes, à peine moins monotone qu'en de petites garnisons métropolitaines; la tenue générale s'en ressentait quelque peu.

Tout d'un coup, fin décembre 1922, un appel inédit retentit : devant l'obstination allemande, dûment constatée suivant les conventions internationales, à ne point effectuer les livraisons de réparation, charbon et coke, bois, produits chimiques, etc., la Belgique et la France ont décidé de se nantir d'un gage, la Ruhr. L'occupation prend aussitôt un nouveau caractère; des régiments s'avancent vers le nouveau front, les plans directeurs, dès longtemps élaborés, sortent des cartons pour guider des transports réels d'hommes et de ravitaillements; la marche succède au piétinement; l'attitude courante des troupes en est aussitôt tonifiée. Voici venir des forestiers, des douaniers, des cheminots qui se substituent aux Allemands, défaillants par ordre du Reich; c'est donc bien une partie nouvelle que vient d'engager la France; chacun se doit d'y bien figurer. Les Rhénans, d'autre part, regardent nos hommes avec plus de considération; ils ont la conviction que la France vient encore d'oser quelque chose, et ce n'est pas pour leur déplaire; ils lisent avec passion, et souvent avec une critique remarquable, les journaux qui racontent les détails de notre installation dans la Ruhr; les plus instruits se renseignent par les feuilles anglaises francophobes, celles où l'on mesure le mieux l'évolution de nos méthodes, et la progression de nos succès. Les magnats de la Ruhr s'interrogent, s'inquiètent; ils n'ont pas accoutumé de loger dans leurs châteaux des états-majors de généraux francais; il faut cependant se montrer corrects avec ces visiteurs inattendus. A Berlin, on affecte d'abord le calme; on escompte des interventions étrangères et l'on échange des signes d'intelligence devant des articles de M. Lloyd George.

Tous les Français que nous avons rencontrés, en résidence ou de passage dans l'Allemagne occupée, sont unanimes à le déclarer : nous venons d'inaugurer une rude expérience. Mais il est dans la destinée de la France de ne pas jouer les rôles faciles et c'est pour chacun de nos concitoyens, là-bas, une fierté plutôt qu'un souci. Certes, les épreuves s'accumulent devant nous : descendant de la haute Rhénanie vers la Ruhr, on s'en aperçoit à chaque étape, à Coblentz mieux qu'à Trèves ou Mayence, à Cologne mieux qu'à Coblentz, et mieux encore à Düsseldorf, c'est-à-dire à pied d'œuvre. Mais partout, en même temps que les difficultés se précisent, on sent une action bien orientée vers les solutions.

A chaque pas, d'abord, on relève la cordiale solidarité des Français et des Belges ; les mêmes drapeaux associés, que l'on n'avait pas déplacés dans l'intervalle, ont célébré dernièrement notre 14 juillet, puis, le 21, la fête nationale de nos alliés. Le général Rucquoy, commandant des troupes belges, était à Ruhrort, le surlendemain, pour recevoir avec des collègues français notre ministre des Travaux publics, M. Le Trocquer. Ce ne sont pas là de vaines démonstrations protocolaires; la Belgique et la France, au contact immédiat des agresseurs d'hier, savent le prix de leur intimité, non seulement pour garantir leur propre repos, mais pour fonder la paix durable de la nouvelle Europe.

Coblentz est, pour l'administration comme pour les eaux rhénanes, une ville de confluents. Siège de la « Haute-Commission interalliée, » que préside notre représentant M. Tirard, elle voit chaque jour des conférences, entre les chefs militaires et civils de l'occupation française, entre les délégués des puissances alliées, entre ceux-ci et les Rhénans eux-mêmes. C'est assez dire que l'on y discute beaucoup, et que le téléphone, notamment avec Paris, n'y chôme jamais. Cette ville était naguère le chef-lieu de l'occupation américaine; les Sammies, beaux garçons et joyeux camarades, y ont laissé beaucoup d'amis; on voit encore, près de la gare, les baraquements de quelques-uns de leurs services et, çà et là, des inscriptions en anglais; la plus originale est assurément celle qu'un humoriste m'affirme avoir relevée sur une boutique de coiffeur : « *english spoken, american understood.* On parle l'anglais, on comprend l'américain... » Le général qui commandait ces troupes est venu, l'autre jour, revoir sa zone

de commandement et rendre visite à notre haut commissaire; tous les Américains n'oublient pas l'Europe. En pays rhénan, où l'on a des goûts artistiques, notre représentant a eu raison de soigner l'ameublement et la décoration de sa résidence; d'admirables tapisseries des Gobelins accueillent les arrivants dès la galerie d'entrée. On trouve le temps, au haut commissariat, de lire les rapports des commissaires de la Convention et ceux des grands préfets de l'Empire, pleins de suggestions captivantes, encore aujourd'hui; on se dispose ainsi à comprendre, en dehors de toute intervention indiscrète et de tout parti pris, des manifestations comme celle du 29 juillet, qui réunissait autour du docteur Dorten six mille autonomistes rhénans. Ici, l'on doit pour gouverner regarder l'histoire; plus bas, en pays neuf, d'autres préoccupations domineront.

Celles-là s'annoncent dès Cologne, qui est le quartier-général du corps d'occupation britannique, et que l'on a parfois appelée le Gibraltar du Rhin. Ville d'art encore, et par là tenant à l'arrière-Rhénanie, mais aussi grand port, accessible aux navires de mer, pôle de rayonnement économique dans toute l'Allemagne moyenne. Certes une très cordiale camaraderie subsiste, entre les anciens combattants anglais et français, qui a permis sur place de résoudre pratiquement des problèmes compliqués comme à plaisir ailleurs. Mais nos amis anglais se reprocheraient de causer nulle peine aux Allemands. A Cologne, ils ont respecté la direction allemande des chemins de fer, tandis que partout ailleurs, en territoire occupé, une régie franco-belge a, depuis mars 1923, remplacé l'administration allemande. Ajoutons que les Allemands profitent de la tolérance britannique pour faire de Cologne un centre actif de contrebande, en fraude des « postes de bouclage » franco-belges et, pour autant qu'ils en sont capables, un foyer d'embrouillage pour les communications par télégraphe et téléphone; nous y avons obvié en installant des lignes directes, desservies par des employés à nous.

Pour les voyageurs non militaires, ou dépourvus de papiers spéciaux, la traversée de la zone britannique sans transbordement est impossible : à la station frontière, un contrôleur allemand les fait descendre de leur compartiment, et les avise qu'ils pourront continuer leur route par le premier train

allemand en formation ; ils gagneront ainsi l'autre rive de la zone, où ils retrouveront les trains de la régie : mais pour ces indésirables, présumés des « Français, des Belges ou des chiens, » l'administration allemande forme des trains quand elle veut, sans que les autorités anglaises l'importunent. Un peu déconcertée au début, la régie s'est ensuite avisée d'un expédient : elle transporte les voyageurs, de part en part de la zone anglaise, au prix de la troisième classe, en de grands autobus ; on y est bien un peu tassé, l'on ne saurait s'y aventurer avec d'autres bagages que des valises, mais cette étape pittoresque, de cinq ou six quarts d'heure, s'achève d'ordinaire au milieu de la bonne humeur générale ; les Rhénans, victimes principales de cette tracasserie, ne tarissent pas de plaisanter les grincheux... et les Anglais.

On peut imaginer, d'après ce détail, quelles sont hors de Cologne les difficultés d'ordre interallié, parfois plus irritantes. L'interposition de la zone britannique paraît ainsi un obstacle à la rapidité de notre réussite. Nous croyons cependant souhaitable, malgré l'opinion de quelques mécontents, que les contingents britanniques ne se retirent pas de Cologne, tant que l'occupation de la Rhénanie devra être prolongée, c'est-à-dire jusqu'à payement parfait des réparations. La participation britannique exprime, quelles que soient ses modalités particulières, la solidarité des Alliés, en face d'adversaires rebelles à l'exécution des traités. Elle demeure, à notre sens, une des assises du front interallié, trop volontiers ébranlé par divers ennemis pour que nous ne saisissions pas volontiers toute occasion de le consolider. Il est de l'intérêt bien compris des Français et des Belges de sauvegarder, aussi largement que possible, ce qui subsiste des services interalliés de la guerre, par exemple, cette « direction générale des communications et ravitaillements des armées » (D.G.C.R.A.), qui, sous les ordres du général Payot, a continué sur un terrain spécial la tradition précieuse de l'unité de commandement ; dans l'Allemagne occupée, pleine aujourd'hui d'incertitudes, nous ne rénoverons qu'en n'innovant pas trop tôt.

***

Et maintenant nous voici sur le front de la manœuvre en cours, à Düsseldorf. L'état-major du général Degoutte, com-

mandant en chef, est installé dans le massif *Stahlhof*, ex-palais des Aciéries; la direction militaire des communications, dans le vaste hôtel central des Postes. Pour l'industrie de la Ruhr, Düsseldorf est la cité des bureaux et de la finance, Duisbourg et Ruhrort sont les ports de liaison avec le Rhin; maîtres de cet ensemble et tenant la Ruhr proprement dite, nous sommes en possession de gages substantiels.

DANS LA RUHR. — ÉPREUVES ET SUCCÈS DE L'OCCUPATION

Au début, — l'entrée à Essen est du 11 janvier 1923, — nous pensions que l'occupation déciderait les Allemands à s'acquitter, plus régulièrement qu'ils ne l'avaient fait auparavant, des livraisons prescrites par les traités. Le transfert à Düsseldorf du quartier-général signifiait que l'armée assurait la garantie de sa présence à des missions économiques, chargées d'associer la production de la Ruhr, malgré la mauvaise volonté du Reich, au paiement des dettes allemandes. La note française du 10 janvier le disait en propres termes : « Aucun trouble, aucun changement ne sera apporté à la vie normale de la population, qui pourra continuer à travailler dans l'ordre et dans le calme. Le gouvernement allemand a le plus grand intérêt à faciliter le travail de la mission, et l'installation des troupes destinées à la protéger. »

Berlin, on le sait, n'a pas voulu déférer à ces conseils de justice et de modération. Dans la nuit du 10 au 11 janvier, le syndicat des charbons expédiait d'Essen sur Hambourg toutes ses archives et la presque totalité de son personnel directeur; à la population des territoires occupés, le Reich prescrivait la résistance passive : pas de révolte apparente, mais une inertie complète, devant bien vite, espérait-on, aboutir à paralyser l'action franco-belge; les contrats privés étaient déclarés suspendus, et les livraisons, au titre des réparations, interrompues. De ce fait, notre opération a changé de caractère, elle est devenue singulièrement plus ample et plus laborieuse : l' « occupation invisible, » autour des équipes de douaniers et d'ingénieurs, a été dévoilée : des troupes ont pris leurs cantonnements dans toutes les grandes villes de la Ruhr, sans excepter Bochum, centre des organisations ouvrières, et Dortmund, dans l'Est, un peu en marge déjà du bassin minier;

les chemins de fer, les canaux ont été placés sous contrôle allié; des postes armés ont campé dans les usines et sur le carreau des mines. L'Allemagne a dès lors compris que l'exploitation du gage n'est plus abandonnée à ses fantaisies de faillite.

Comment allait réagir la population, alors que la volonté formelle des occupants, on ne saurait trop le redire, est de ne point la molester ? Elle est extrêmement dense : la Ruhr compte plus de 4 millions d'habitants, dont 600.000 mineurs, sur moins de 3000 kilomètres carrés, tandis que, sur 30.000 kilomètres carrés, la Rhénanie en a 6 millions, partagés entre des occupations très diverses. Elle n'est pas exclusivement industrielle, car beaucoup d'ouvriers font un peu de culture, pour leurs patrons et pour eux-mêmes, ou s'emploient au dehors, de temps en temps, pour des travaux aux champs. Très attachée à son indépendance, elle est habituée à vivre, principalement, de la mine et de l'usine, c'est-à-dire qu'elle reçoit de l'extérieur une grande partie de ses vivres et objets usuels de consommation. Elle n'avait jamais voulu de garnison prussienne ; en présence de soldats étrangers, elle devait évidemment témoigner de sentiments peu sympathiques, et les agents provocateurs de Berlin n'ont pas manqué d'exaspérer ses inquiétudes ; les plus ardents étaient les policiers verts de la Schutzpolizei, service d'Empire recruté parmi les anciens sous-officiers de l'armée, qui avait des sections dans toutes les villes de la Ruhr ; ils n'ont pas été sans influence dans les agglomérations urbaines. Au contraire, exemple parmi bien d'autres, dans tel village on pouvait voir, le lendemain même de notre arrivée, des centaines de curieux paisiblement attroupés autour de deux « poilus » qui, jambes nues, pêchaient à la ligne ! Certes, nous avons constaté des sabotages, quelques attaques, même des assassinats ; mais ces faits déplorables sont hors de proportion avec l'acharnement de la propagande pangermaniste contre nous : l'expulsion des « Schupos » et l'incident des usines Krupp, où l'un de nos détachements, insulté, menacé pendant des heures, finit par se servir de ses armes, ont calmé les velléités de violence collective ; elles ne se ranimeraient que si notre vigilance venait à s'endormir.

Nous prenons à tâche, en effet, d'affirmer notre maîtrise, mais en tenant le plus large compte des besoins de la population ; tous les trains de ravitaillement circulent sur les lignes

contrôlées, des convois spéciaux sont assurés aux enfants que des sections de la Croix-Rouge réunissent, non sans des arrière-pensées politiques, pour les envoyer à la mer. Le lait ne manque pas, soit qu'on en importe, soit que les habitants consomment celui des vaches et surtout des chèvres qui sont nombreuses dans la Ruhr, même au cœur des villes. Si des provisions plus abondantes n'arrivent pas, c'est que l'Allemagne non occupée néglige d'en envoyer, ou refuse de les acheminer par les trains de la régie franco-belge. Mais nos troupes, dont tous les ravitaillements arrivent de l'arrière, assistent au besoin la population. Les bandes bruyantes de jeunes gens, les théories de familles qui s'égrènent le dimanche sur les routes et dans les bois pour de joviales parties champêtres n'évoquent en rien des impressions de martyre. Nous nous gardons aussi, contrairement à des calomnies répandues à Rome, de toute indiscrétion dans le domaine de la conscience; certain visiteur de marque fut tout surpris d'apprendre, le jour de Pâques, par des prisonniers dont il s'apprêtait à recueillir les plaintes, qu'ils rentraient précisément de leur paroisse où, sur permission des autorités françaises, ils étaient allés accomplir leurs devoirs religieux.

Donc aucune brimade, d'aucun genre, contre la population; nous voulons d'elle le maintien de l'ordre, rien de plus. Mais nous entendons que le gouvernement du Reich cesse de s'interposer entre elle et nous, pour fausser le jeu des réparations; nous exigeons que des polices municipales soient substituées à la police d'État, dont les agents excitaient les résistances et refusaient le salut à nos officiers; nous prescrivons aux communes de surveiller les voies ferrées et les ouvrages d'art pour prévenir les sabotages; nous saisissons les caisses, parfois les camions de billets de banque expédiés pour entretenir les chômeurs, sinon préparer des attentats. Autrement dit, nous refusons au Reich la faculté de disposer des richesses de la Ruhr et du travail de ses habitants, sans passer au guichet des réparations. A cet effet, nous avons institué une « mission interalliée de contrôle des usines et des mines » (en abrégé M.I.C.U.M.); nous avons étendu à la Ruhr le ressort de la Régie franco-belge des chemins de fer; nous pratiquons un blocus, strictement industriel, qui a pour objet de couper la Ruhr de l'Allemagne non occupée, — et, dans l'intérieur même de la Ruhr, de séparer les sources de combustible des usines de transformation,

Poser fermement ce cadre, ranimer ensuite la vie active, au commun profit de l'économie allemande et des réparations, telle est la tâche à laquelle nous nous consacrons aujourd'hui.

Composée d'ingénieurs français et belges, auxquels se sont joints quelques collègues italiens, la M.I.C.U.M. n'avait, dans nos prévisions initiales, qu'un rôle de statistique et de contrôle ; elle a dû depuis, pour suppléer à la défaillance allemande, s'imposer des travaux autrement compliqués. A l'origine, sur le réseau extrêmement serré de leurs voies ferrées, des ouvriers allemands ont pu faire évader vers l'Allemagne intérieure du matériel roulant, des trains entiers de coke ou de charbon. Peu à peu, nous avons resserré les mailles de nos « postes de bouclage, » gendarmes, douaniers, cheminots, si bien que l'évasion est aujourd'hui limitée à une contrebande de détail. Ne pouvant plus exporter, les propriétaires de mines ont alors stocké, sur le carreau, coke et charbon. Pendant ce temps (c'étaient les premières semaines du printemps), nous préparions notre contre-offensive : les ingénieurs et agents de la M.I.C.U.M. dressaient le dossier de chaque entreprise ; la direction militaire des communications relevait tous les plans du réseau ferré ; des avions photographiaient, au jour le jour, les exploitations minières, offrant ainsi des cartes riches d'enseignements techniques aux spécialistes qui les étudiaient ; des sapeurs dégageaient le canal de la Herne, voie de jonction des mines au Rhin, embouteillée par des péniches coulées exprès ; d'autres enlevaient quelques mètres de rail, quelques engrenages, pour réaliser le blocus intérieur des usines, sans rien détruire de l'outillage : obscur et précieux travail de précurseurs.

Puis, le Reich s'obstinant toujours, le « déstockage » a été attaqué. Nous avons personnellement assisté à quelques-unes de ces opérations, qui sont maintenant conduites par la mission avec une véritable maîtrise : sur des ordres minutieusement rédigés, des groupes de soldats partent, à l'aube, pour telle ou telle usine ; chaque homme sait exactement son rôle ; en quelques heures, un fil de fer est tendu autour de la partie réservée, où rien ne sera plus fait sans notre aveu ; des sentinelles sont posées de loin en loin ; la saisie ayant été prononcée, l'enlèvement commence. En général, il est mené par des entrepreneurs, qui ont traité avec la M.I.C.U.M. et sont libres de se procurer eux-mêmes leur main-d'œuvre ; il n'est pas toujours

rapide, pour le coke surtout, parce qu'il faut le charger à la fourche, afin de trier les qualités : mêlé au poussier, le coke métallurgique encrasse les hauts fourneaux, et les usiniers, là où ils en ont eu le temps, n'ont pas manqué de saupoudrer leur coke, ou de mélanger les sortes, afin de compliquer notre besogne. Malgré tout, le déstockage se poursuit régulièrement. On signalait ces jours derniers que des directeurs allemands de mines offraient d'y procéder eux-mêmes, à la condition que la garde militaire fût retirée : question d'espèce, qui est traitée par nos ingénieurs avec beaucoup de circonspection.

Les ouvriers allemands, en principe, regardent ce travail; quelques centaines y participent, comme journaliers; les autres, dociles aux ordres du Reich, s'abstiennent, mais ils sont visiblement abasourdis de ce que nous réussissons à faire sans eux. D'abord, les patrons les ont employés à rassembler des stocks, pensant que nous ne saurions ou n'oserions pas y toucher; maintenant, ils n'exploitent au fond que le minimum nécessaire pour les besoins domestiques et municipaux (gaz, tramways, etc...); on a des raisons de penser qu'ils font, pour ainsi dire, la toilette intérieure des mines de combustible; quant aux fours à coke, la plupart sont éteints, ou en veilleuse. Cependant, en dehors des zones encerclées par nos fils de fer, le travail est entièrement libre; la majorité des ouvriers serait prête à le reprendre; Berlin n'a cure de leur désir. Mais que ferons-nous, nous-mêmes, lorsque les stocks seront épuisés, si la production demeure toujours suspendue? Disons seulement ici que nos ingénieurs ne seront pas pris au dépourvu; les ouvriers ne manquent pas sur place, allemands ou polonais, habitués à ces exploitations; il est plus difficile, mais non impossible, de rallier ou de remplacer les ingénieurs et surtout les porions; la remise en train de cokeries, l'exploitation de lignite sont des opérations de surface, relativement aisées. Pour tout cela, nous n'en sommes déjà plus aux hypothèses. Des résolutions importantes et précises ont été arrêtées, au cours du dernier voyage du ministre des Travaux publics.

A côté de l'organisme d'exploitation qu'est la M.I.C.U.M., la Régie des chemins de fer est l'organisme de circulation. C'est un service civil créé par la Haute-commission interalliée, le 1er mars 1923, « en substitution à l'administration allemande des chemins de fer, dans les territoires occupés par les troupes

belges et françaises. » Elle est placée sous la haute autorité du général Degoutte, commandant en chef, et dirigée par un ingénieur français, M. Henry Breaud, qu'assiste un sous-directeur belge ; elle a conservé la répartition allemande en directions, avec sièges à Essen, Mayence, Ludwigshafen, Aix-la-Chapelle et Trèves; Cologne, chef-lieu de l'occupation britannique, a gardé sa direction allemande ; le personnel de la régie est français et belge, avec des auxiliaires allemands, ceux-ci de plus en plus nombreux; mais, dans l'ensemble, la régie ne compte actuellement que 22 000 agents, alors que les Allemands en employaient 170 000 sur le réseau qu'elle exploite. A côté de la régie subsiste le service militaire des communications, dont la tâche n'est pas terminée tant que demeurent des effectifs armés dans les territoires occupés. Insistons ici sur la remarquable activité de ce service, de caractère interallié, pendant la période de préparation ; c'est lui qui a procédé, avec un personnel militarisé, à l' « armement fixe » des lignes essentielles, précédant une exploitation de caractère commercial ; aujourd'hui encore, il collabore, en personnel et matériel, à certains travaux urgents de la régie, par exemple au doublement de la voie sur le tronçon Euskirchen-Düren, qui évite la zone britannique, et fut achevé en six semaines.

Sous l'uniforme, ou rendus à la vie civile, comme engagés à la régie, les cheminots français et belges ont accompli des prodiges. Avant de se mettre en chômage, les cheminots allemands avaient brouillé les circuits électriques, faussé les enclenchements, brisé des aiguilles, embouteillé des voies : leurs chefs s'en promettaient un arrêt des transports pour plusieurs mois. En quatre à cinq semaines, nos hommes ont tout remis d'aplomb. Mais aussi quel merveilleux « débrouillage » et, chez beaucoup de ces agents, quel sens intelligent du commandement pour diriger des manœuvres auxiliaires ! Un de nos sous-chefs de gare, avec un mécanicien et un chauffeur travaillant sur leur machine de route pendant les arrêts des trains, a dégagé en huit jours sa station, encombrée malignement de sept cents wagons ; un camarade des douanes venait parfois lui donner un coup de main, à charge de revanche ; aussi le maire du village ne s'est-il pas fait répéter deux fois l'ordre d'achever, pour loger les cheminots de la régie, des maisonnettes dont il avait fait arrêter la construction.

Nos cheminots gardent entre eux la répartition par réseaux, à quoi, bien que très unis pour le service, ils paraissent tenir ici autant qu'en France. Grâce au labeur de tous ces braves gens, et malgré tous les sabotages techniques des Allemands, pas un régiment n'est arrivé en retard pour l'occupation de la Ruhr et, même, dans les envois de ravitaillement, aucune erreur grave n'a été relevée. Après quatre mois d'exercice et d'inévitables tâtonnements, la régie assure aujourd'hui tous les services militaires, d'après les demandes de la D.G.C.R.A.; elle achemine sur France, Belgique, Luxembourg, et aussi sur l'Italie et des pays neutres, des trains de coke et charbon; elle est prête à développer ces transports au fur et à mesure que la Ruhr rendra davantage. Après quelques hésitations, elle a accepté toutes les responsabilités spécifiées par la convention de Berne pour le transport international des marchandises; elle en a été immédiatement récompensée par la reconnaissance officielle de la Hollande, qui a prescrit avec elle une correspondance sans restrictions.

Si l'occupation interalliée, du fait de la régie, a désormais toutes sécurités de circulation, les usagers civils et la population des territoires occupés lui doivent dès maintenant des facilités très appréciées pour le mouvement des voyageurs et des marchandises; rien ne s'oppose plus, que la mauvaise volonté de Berlin, à la reprise d'un trafic entièrement normal. Les autorités du Reich consignent sévèrement les trains de la régie. Non contentes de tolérer, près des territoires occupés, l'éducation quasi professionnelle de saboteurs du rail, elles s'efforcent de remplacer l'exploitation de la régie par des combinaisons interurbaines de camions automobiles et de tramways; elles refusent de souder leurs trains à ceux de la régie et prétendent ensuite que nous entravons le ravitaillement des territoires occupés. Ces manœuvres trouvent la population chaque jour plus rétive; les statistiques officielles des billets délivrés démontrent que les habitants se servent de plus en plus nombreux des trains franco-belges; un express supplémentaire, tracé à 70 kilomètres à l'heure, sera mis en marche incessamment de Mayence vers Düsseldorf et la Ruhr. En beaucoup de gares, à toutes heures du jour, nous avons observé une affluence considérable de voyageurs; les promeneurs du samedi après-midi et du dimanche, notamment les

groupes scolaires, sont une clientèle déjà largement gagnée.

L'existence quotidienne de nos agents, ainsi que de leurs collègues d'autres services, est souvent pénible, et demande une constante dépense d'énergie. Parti d'abord isolé, en célibataire, notre cheminot s'est trouvé dépaysé, d'où parfois des accès de découragement; les réseaux français n'ont pu se démunir que d'un nombre relativement faible d'agents spécialisés, c'est-à-dire des plus nécessaires; l'ingéniosité naturelle de nos hommes, la certitude de plus en plus claire qu'ils étaient engagés dans une partie nationale, l'expérience chaque jour améliorée de la direction de la régie, ont peu à peu levé tous les obstacles. Les familles ont été appelées auprès des agents; des logements ont été réquisitionnés à cet effet, ceux parfois des cheminots allemands expulsés pour sabotages ou refus de travailler; dans l'intérieur de la Ruhr, les femmes et les enfants ne sont pas admis encore, mais on les installe à proximité, avec l'espoir que la zone interdite sera prochainement réduite. Toute une organisation d'écoles françaises, pour les enfants des cheminots et des douaniers, forestiers, gendarmes, etc., est en préparation et sera au point pour la prochaine rentrée d'octobre. Aux auxiliaires allemands, qu'inquiètent les bonds du change, il vient d'être décidé que les salaires seraient payés à la parité du franc.

La régie n'a pas échappé à la critique, même de la part de Français. On lui a reproché de montrer un esprit trop fiscal, de viser surtout à l'équilibre de ses recettes et dépenses, par le jeu des tarifs; on blâme les économies qu'elle tendrait à réaliser sur son personnel auxiliaire; quelques-uns la présentent comme une doublure inutile de la D.G.C.R.A. Nous ne contesterons pas qu'elle n'ait pas découvert du premier coup la formule du meilleur rendement, mais nous ajouterons qu'elle est sans cesse en progrès, et c'est l'essentiel. Ses tarifs devancent de quelques jours ceux que le Reich est obligé d'établir sur ses réseaux de l'intérieur, en raison de la débâcle du mark; pour son personnel journalier, le salaire proprement dit ne comprend pas diverses indemnités locales, et la question à l'étude, extrêmement délicate, est d'assurer aux agents allemands le bénéfice de ces dispositions et de leurs lois d'assurances sociales, bien qu'ils travaillent pour la régie. Quant à la coexistence de la régie avec la D.G.C.R.A., il est clair que

la régie est l'organisme d'avenir, celui de la période de retour à la vie économique régulière, et qui pourrait aisément devenir, de franco-belge, interallié ou même international, avec participation des Rhénans. L'accord de la Hollande avec la régie est un précédent, que nous développerons volontiers, ainsi que nous le faisons depuis quelque temps déjà pour les si importants services de la navigation du Rhin.

LES FRANCO-BELGES ET LE REICH

En somme, Belges et Français prouvent à chaque occasion leur sincère volonté de coopération avec d'autres nationaux. Leur seule exigence est que la vie de la Rhénanie et de la Ruhr ne soit pas, de Berlin, dirigée contre eux. Or, le gouvernement du Reich a multiplié, pour nous décourager, expédients, dégradations, prédications locales, appels à l'étranger; s'il résiste encore, disons nettement que c'est parce qu'il attendait de l'Angleterre une sorte de sommation aux Franco-Belges d'évacuer la Ruhr. Hanté par ce mirage, il a condamné les Rhénans à l'arrêt du travail et s'efforce de les présenter au monde civilisé comme des victimes de la « sauvagerie franco-belge. » S'il n'acquitte plus les réparations, affirme-t-il, c'est que nous l'acculons à l'abîme. A qui fera-t-on croire cependant, s'il a vu par lui-même, que le peuple allemand des pays occupés soit affamé, bien plus, qu'il soit vraiment malheureux? Le voyageur qui change pour des liasses de la Reichsbank ses devises étrangères remarque de tous côtés des édifices en construction : à Trèves, c'est un immense palais, contenant plus de trois cents pièces, pour la direction régionale des chemins de fer; Stinnes élève une usine géante près de Bochum; ailleurs, c'est Thyssen ou Mannesmann; des cités ouvrières montent entre Düsseldorf et Duisbourg. D'autre part, les habitants ont l'aspect vigoureux et sain; ils sont vêtus plus que convenablement, souvent avec recherche.

En fait, le Reich seul est en état de faillite monétaire, et s'y est mis volontairement. Dans les territoires occupés, il ordonne le chômage et cependant paie les chômeurs en faisant tourner sans relâche la presse à billets. Sa politique de résistance est ainsi l'une des causes profondes de l'inflation folle et de l'effondrement du mark. Va-t-il donc à la catastrophe? C'est possible,

probable même, et nous devons nous tenir prêts à tout événement. Plutôt que de payer ses dettes, le Reich a transmué ou évaporé sa fortune publique, gage de ses créanciers, aux termes du traité de Versailles; il l'a transformée en bâtiments administratifs, en canaux, en constructions navales, en travaux de chemins de fer, dont quelques-uns, si nettement stratégiques, entre Trèves et Coblentz, que la Conférence des ambassadeurs a dû les arrêter. A son exemple, les usiniers s'agrandissent; les communes tracent des parcs pour les sports; les particuliers achètent partout, à tout prix, n'importe quoi; tel jour de marché, un garagiste voit enlever par des paysans toute une réserve de vieilles bicyclettes; les ménagères renouvellent leur vaisselle, amassent du mobilier, doublent le vestiaire de tous les leurs. Un peu partout on boit, on mange, on fume ce que l'on ne peut pas dépenser autrement; c'est la fuite éperdue devant le mark... Ce que l'on gâche, du moins n'ira pas aux réparations! La politique frauduleuse du Reich a fini par enfoncer cette idée dans les cerveaux populaires; mais, en même temps, le paiement des chômeurs pervertit le jugement et ruine le respect du travail. Il ne manque pas d'observateurs allemands, non suspects de sympathie pour les Franco-Belges, qu'effraient les moissons à naître de pareilles semailles.

En abusant des habitants des territoires occupés, le Reich aboutit à éveiller en eux une conscience rhénane. Ces hommes, qui admettaient la Prusse forte, distributrice de larges richesses, se découvrent exploités par une Prusse désormais impuissante à les satisfaire encore. Ils voient des neutres accaparer leurs affaires, à la faveur de la baisse du mark, comme des Hollandais viennent de le faire pour la *Phœnix* : des Américains achètent sur pied des vendanges sur les côtes de la Moselle. Certes, ces désenchantés demeurent Allemands, mais dans l'unité que dominait naguère la toute-puissance d'une oligarchie berlinoise, et qui ne peut plus durer ainsi, ils se demandent s'ils ne sauraient être quelque chose par eux-mêmes. A leur tour, les chefs d'industrie calculent jusqu'à quel point il est raisonnable de se ruiner. A ces aspirations, vagues encore, correspondent des mouvements comme ceux du Dr Dorten, de M. Smeets, comme tel autre, très profond, qui agite les masses catholiques rhénanes en réaction contre l'immigré prussien, protestant. Entraîné par l'ouragan qu'il a déchaîné lui-même, le gouver-

nement du Reich s'affole ; il n'a plus de politique administrative, ni financière; il met ses derniers espoirs dans la propagande à l'étranger.

Devant ce désordre qui monte, la Rhénanie, parce que nous avons eu la clairvoyance d'y adjoindre la Ruhr, se détache peu à peu, comme une île promise au renouveau prochain du travail. Nous n'y avons rien détruit : deux jours suffiraient pour rétablir, dans tout l'outillage, les contacts nerveux que nous avons seulement interrompus; et nous sommes maintenant les maîtres que ce redressement s'accompagne d'un acquittement des réparations. Un contrôle général sur la vie économique du Reich, sur ses douanes, sur ses chemins de fer, c'est un système que certains alliés recommandent, mais quatre ans écoulés ont indiqué ce que valent des missions interalliées isolées, en pays dont les citoyens n'ont pas la volonté de réparer. Ici, dans la Rhénanie et par la Ruhr, le contrôle interallié existe, à l'abri des troupes franco-belges ; il est opérant, il peut devenir vite singulièrement plus efficace par la collaboration de tous les Alliés. Son progrès n'est nullement contradictoire avec une renaissance de l'économie allemande; il suffit que, nous sentant décidément les plus forts, les Allemands cette fois le veuillent avec nous. Tels d'entre eux y sont déjà disposés et peut-être avec ceux-là des conversations particulières pourraient préparer une entente plus étendue. Aux officiels du Reich, fantômes de Gouvernement, nous demandons seulement de rendre à leurs nationaux de l'Ouest la liberté du travail, mais au besoin, ceux-là et nous, nous passerons de leur permission; avec d'autres Allemands, les Alliés seraient sans doute à même, dès maintenant, de poser des réalités réparatrices, qui déborderaient singulièrement la politique sans envergure de la résistance passive et du mark-papier. Voilà la conviction, j'allais dire l'espoir, que l'on rapporte aujourd'hui d'un voyage dans la Ruhr.

HENRI LORIN.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

LE SECOND MARIAGE DE MANZONI[1]

« Il faisait bon entendre notre héros conter ses aventures, récit qu'il terminait toujours en faisant le compte des leçons importantes qu'il en avait reçues pour mieux se conduire à l'avenir...

« — Et moi, dit un jour Lucie à son cher moraliste, qu'avais-je donc à apprendre ? Je n'ai pas été chercher les malheurs; ils sont bien venus me chercher d'eux-mêmes. A moins, ajouta-t-elle avec un tendre sourire, que mon tort n'ait été de vous vouloir du bien et de me fiancer à vous.

« Renzo demeura d'abord un peu embarrassé. A force d'y réfléchir et de rêver ensemble, ils finirent par conclure que les malheurs viennent souvent, sans doute, par la porte que nous leur avons ouverte, mais que la conduite la plus prudente et même la plus pure, ne suffit pas toujours à nous en garantir; et que, quand ils arrivent, avec ou sans notre faute, la confiance en Dieu est un moyen de les adoucir et d'en tirer profit pour apprendre à mieux vivre. Cette philosophie de pauvres gens nous a paru si juste, que nous avons cru bon de la rapporter ici, comme la morale de cette longue histoire. »

(1) *Manzoni intimo*, lettres inédites à ses filles Vittoria et Mathilde et à sa seconde femme, 3 vol. in-16, publiées par MM. Scherillo et Gallavresi, Milan, Hoepli, 1923. — A. Manzoni, *Sentir messa*, manuscrit inédit, publié par D. Bulferetti, Éditions de la « *Bottega di Poesia*, » Milan, in-16, 1923. — Cf. *I Promessi Sposi*, publiés d'après l'autographe de 1823 par Giuseppe Lesca, Naples, in-8, 1916. — *Le più belle pagine di A. Manzoni, scelte da G. Papini*, t. I. Milan, Treves édit., 1921. — Crispolti, *Minuzie manzoniane*, Naples, Perella édit., in-16, 1919.

Ayant écrit ces lignes charmantes, qui terminent le quatrième volume de son roman, Alexandre Manzoni ajouta, à son ordinaire, la date du jour où il venait d'achever son travail, comme il avait marqué en tête du manuscrit celle où il l'avait commencé. Et nous savons ainsi que la rédaction du chef-d'œuvre occupa un peu plus de deux années, celles que Manzoni avait coutume d'appeler les plus heureuses de sa vie, du 21 mars 1821 au 17 septembre 1823, et qu'il y aura bientôt un siècle qu'est venu au monde le seul livre de prose que l'Italie moderne ait ajouté au trésor commun de la littérature universelle, et qui ait mérité l'honneur d'être adopté par l'humanité tout entière.

Cinquante ans après cette date de 1823, l'illustre auteur des *Fiancés* s'éteignait à Milan, presque nonagénaire, le 22 mai 1873, sénateur du nouveau royaume d'Italie, dont il avait été l'ancêtre et le prophète, ayant accompagné, au cours de ces dix lustres, toutes les étapes successives du *Risorgimento* : il était un de ces témoins comme nous en avons connu, que la Providence semble conserver pour durer plus longtemps que l'injustice, aussi longtemps que l'espérance, et pour attendre, après l'outrage, l'heure des réparations. Ainsi le poète du *21 mars* et de la *Proclamation de Rimini* fut réservé pour vivre tout le long demi-siècle de la domination de l'Autriche, et pour embrasser, dans le cours d'un prodigieux âge d'homme, l'admirable épopée de l'unité nationale. Cinquante ans ont passé encore depuis cette seconde date, qui marque le terme de la vie glorieuse de Manzoni. L'Italie, victorieuse dans une nouvelle guerre, ayant finalement détruit le pouvoir qui l'opprimait et achevé de délivrer les *terre irredente*, se retourne et mesure la route qui l'a conduite en cent ans à ce triomphe. Tels sont les souvenirs qu'elle célèbre aujourd'hui, en commémorant pieusement un double anniversaire, le centenaire des *Fiancés* et le cinquantenaire de la mort de leur génial auteur.

A la vérité, *les Fiancés* ne devaient paraître qu'en 1827, après quatre ans de retouches et de remaniements, qui mériteraient bien un moment d'attention. Manzoni est de ces écrivains qui n'atteignent que par un long effort et une patiente industrie cette simplicité dont la grâce nous enchante. Il avait appris à écrire difficilement une prose facile. Sur ce travail de perfectionnements et d'éliminations, en quoi il faisait consister

sa principale étude, nous possédions déjà des documents édifiants; et Giovanni Sforza avait pu, en 1905, composer un volume des morceaux retranchés du livre. Mais un éditeur plus récent, M. Giuseppe Lesca, nous a rendu le service de publier le roman sous sa première forme, avant les amendements que l'auteur a apportés à son ébauche. Nous avons maintenant le texte de 1823, l'esquisse ou le brouillon du chef-d'œuvre. Nous voyons la merveille se faire sous nos yeux.

Mais laissons aux savants ces curiosités un peu vaines; mieux vaut nous contenter de nos impressions toutes simples. Je ne crois pas que Manzoni, en écrivant *les Fiancés*, n'ait eu d'autre ambition que de composer un manuel de morale et de piété enfantines. Voici pourtant ce qu'il écrivait, avec sa gracieuse modestie, en apprenant qu'une de ses petites-filles, âgée de trois ans à peine, commençait à être familière avec ces enfants de son imagination.

Mathilde m'écrit que la petite est dans la bonne voie... Continuez à la tenir dans ces bonnes dispositions. Dès qu'elle saura lire, qu'on lui mette le livre entre les mains : *c'est le moyen de lui donner du bonheur pour toute la vie*. Vieux et malade comme je suis, je ne peux jeter les yeux sur les *Contes* de Soave, sur les *Sciolti* de Frugoli, ou sur les *Veillées du château* de Mme de Genlis, de bienheureuse mémoire, sans un mouvement de sympathie, un vif battement de ce vieux cœur : c'est que ce sont des livres que j'ai lus dans mon enfance. Aujourd'hui (il écrivait cela en 1849), aujourd'hui que mes *Fiancés* ont vécu une bonne part de ce qu'ils avaient à vivre, et que les voilà qui vieillissent et se démodent terriblement, il est temps qu'il leur vienne à l'aide un jeune public, qui ne puisse faire autrement que de s'en souvenir. Et cette charité, qui me la fera, si ceux de mon sang me la refusent?

Ce public n'est pas près de manquer à Manzoni. Je viens de relire, pour la dixième fois, ces admirables *Fiancés :* le charme n'a pas cessé d'agir, et la touchante histoire de Renzo et de Lucie nous émeut comme au premier jour. Il est vrai qu'en dépit d'une vogue passagère, le goût du roman historique nous paraît aujourd'hui passablement, *vieux jeu*. Cependant, telle est dans ce livre la force de l'imagination, qu'elle arrive à faire concurrence à la réalité et à faire régner une cohérence absolue entre les personnages de l'histoire et les personnages inventés, comme s'ils faisaient partie du même monde et de la

même humanité : on n'a plus devant soi qu'une vaste comédie, une représentation de la vie en quelques types éternels, avec ses caractères de convoitise et d'intérêt, de dévouement et de sainteté, d'égoïsme et de pusillanimité, et par là-dessus, les grands fléaux, la famine, la guerre, la peste, qui égalisent petits et grands, oppresseurs, opprimés, dans une même impuissance et une commune misère. Mais la grande beauté du livre, c'est son incomparable élévation morale et sa merveilleuse valeur de spiritualité. Je ne sais pas de plus beau traité d'expérience religieuse. En vérité, je me demande si *les Fiancés* ne sont pas le chef-d'œuvre du roman chrétien : même ces fameux romans russes ne sont pas plus imprégnés de vie évangélique, et comme aucun d'eux ne nous offre une fable aussi touchante et aussi ingénue, comme on y trouve encore, entre tant de figures héroïques ou tragiques, la figure comique, poltronne, douillette et naïvement bouffonne de l'immortel don Abbondio, — on voit par là comment l'auteur a réussi à faire d'un « caquetage de famille » et de l'histoire d'un canton de l'Italie du Nord, entre l'Adda et le lac Majeur, un de ces contes qui plairont tant qu'il y aura des hommes, et où tous les âges de la vie peuvent trouver leur compte, comme dans *Don Quichotte* et dans les *Fables* de La Fontaine : et il n'y a guère, depuis cent ans, de lecteur de ce roman qui ne lui doive quelque chose de l'idée bienfaisante qu'il se fait du christianisme, et à qui Manzoni n'ait donné véritablement « du bonheur pour toute la vie. »

Mais on sait cela depuis longtemps, et l'on a presque honte de le répéter. Que dire sur l'auteur des *Fiancés*, qui n'ait déjà été écrit? En même temps, on n'est jamais las d'entendre parler des grands hommes et surtout de ceux qui ont su, comme Manzoni, s'attacher notre sympathie autant que notre admiration. C'est pourquoi nous sommes obligés à la famille de l'écrivain, qui a permis de publier, à l'occasion de l'anniversaire qui tombe cette année, deux volumes de lettres inédites, que le poète et le romancier adressait à deux de ses filles et à sa seconde femme. C'est un recueil de plus de deux cents lettres, qui viennent s'ajouter aux deux volumes de correspondance, déjà publiés par MM. G. Sforza et Gallavresi. On y a joint les charmants *Souvenirs* de Vittoria Manzoni, qui n'étaient connus jusqu'à présent que d'un petit cercle

de personnes. Ces lettres s'étendent précisément de 1830 à 1873, c'est-à-dire sur les quarante dernières années de Manzoni : et, tout en nous faisant connaître la vie intime de l'écrivain et quelques personnes de son entourage, elles nous permettront peut-être d'éclairer un des côtés les plus obscurs et les plus singuliers de l'histoire de son génie.

Lorsque Manzoni épousa, en 1838, la comtesse Stampa, née Borri, il avait déjà cinquante-trois ans, et il était veuf depuis cinq ans, avec sept des neuf enfants qu'il avait eus de sa première femme, la gracieuse Henriette Blondel. Les aînés étaient mariés ou en âge de l'être, et il ne restait plus au logis que sa mère, la vieille Julie Beccaria, fille du fameux auteur du traité des *Délits et des peines*, et le plus jeune de ses fils, Philippe, garçon d'une douzaine d'années, qui faisait ses études avec un précepteur. Les deux dernières filles, Vittoria, seize ans, et Mathilde, huit ans, née en 1830, étaient encore au couvent chez les Visitandines, d'où Vittoria ne sortit qu'en 1841, après la mort de sa grand mère, pour passer quelques années à la maison, avant son mariage, qui eut lieu à l'automne de 1846.

Il est certain que, pour le petit monde dont Manzoni était le centre, et qui avait coutume de se retrouver dans les salons de la *Via del Morone* (aujourd'hui, l'avenue Alexandre Manzoni), autour de Julie Beccaria et de son illustre fils, la nouvelle du second mariage de celui-ci fut médiocrement bienvenue. Ceux qui avaient connu l'aimable et douce Henriette, ceux qu'avait touchés son sourire de Grâce de Prud'hon, ceux qui savaient quel rôle elle avait joué près de son mari, ceux pour qui la présence de son charme indulgent était devenu dans la vie une chère habitude, ne voyaient pas d'un fort bon œil l'arrivée d'une seconde Mme Manzoni.

Il y avait dans la maison des situations acquises. Grossi, le poète tragique et le traducteur d'*Ivanhoë*, habitait dans un pavillon, au bout du jardin de Manzoni. On se voyait tous les jours. On faisait presque ménage ensemble. Dans ce Milan de Metternich, sous l'œil de la police autrichienne, le centre moral qu'offrait la maison du poète était une nécessité ; c'est là que ses amis sentaient battre le génie de la patrie. Avec son gendre d'Azeglio, avec Silvio Pellico et Confalonieri, l'auteur des *Fiancés* formait vraiment le lieu de la conscience natio-

nale. Ceux qui avaient place au foyer ne pouvaient manquer de s'inquiéter de la présence d'une étrangère. La ligue des privilégiés, la petite coterie des anciens amis, devait naturellement prendre ombrage de la nouvelle venue; le parti du passé, qui se souvenait de l'aimable Henriette, devait supporter sans plaisir la « dame de maintenant. »

Les échos de cette petite querelle de palais sont venus jusqu'à nous. C'est surtout cette méchante langue de Cesare Cantù qui s'est chargé de les insinuer, dans son livre si amusant, qui demeure encore la meilleure des *Vies* de Manzoni. On y voit que la pauvre femme n'a pas une très bonne presse. Son mariage fit un esclandre dans le cercle des vieux amis. On s'en occupait jusqu'à Paris. Tommaseo, qui s'y trouvait, écrivait à Cantù : « Pauvre don Alessandro! Quel dommage! Le voilà *tout mari*, ou plutôt *tout femme* (*è tutto moglie*) : *uxorius amnis*. »

Longtemps après, le dépit des fidèles n'avait pas désarmé. Et Cantù, dans sa biographie parue en 1884, reproche encore à Mme Manzoni d'avoir séquestré son mari, d'avoir fait le vide autour de lui, d'avoir même obligé Grossi à quitter la maison : « Mais là-dessus, ajoute-t-il avec une pudeur prudhomesque et pleine de sous-entendus, on me pardonnera de me taire, car il y a des choses sur lesquelles l'histoire doit jeter un voile. »

Il faut comprendre ces sentiments; l'amitié n'est pas moins jalouse que l'amour. Mais la vérité est que la seconde Mme Manzoni était bien innocente des reproches que lui faisait le zèle des intimes. C'est Grossi lui-même qui fit connaître à Manzoni la comtesse Stampa. Elle était sans doute plus glorieuse et plus grande dame qu'Henriette, mais rien ne prouve que ce soit elle qui ait exigé l'éloignement de Grossi; il est probable que celui-ci s'écarta de lui-même, comme le commandait la simple discrétion. Pour les insinuations que j'ai rapportées plus haut, elles sont bonnes à faire sourire. On peut croire que la personne qui souffrit le plus de la situation, ce fut la vieille Julie, habituée à régner dans la maison de son fils, où elle jouait un peu le rôle de la reine-mère : mais ces froissements d'amour-propre, comme il peut s'en produire entre personnes du monde, ont été fort exagérés par la malignité. Il serait fort injuste d'accuser la pauvre

Thérèse d'avoir cherché à mettre son grand homme sous le boisseau. Le fait est que, dans les années qui suivirent son mariage, surtout après les journées de Milan, en 1848, le régime autrichien redoubla de surveillance et de tracasseries; pendant les quinze ans qui précèdent l'insurrection de 1859, et où Vienne ne fit qu'accentuer sa mauvaise humeur, le poète fut contraint, par prudence et par dignité, de rompre avec le monde; sa femme eut le mérite de comprendre cette attitude, la seule qui convînt à un sexagénaire, et de s'ensevelir dans la retraite avec lui. Pendant tout ce temps, Manzoni cessa presque d'habiter Milan et même sa chère campagne de Brusuglio, à trois lieues de la ville, où il avait coulé les heures les plus fécondes et les plus belles de sa vie. C'est dans la villa de sa femme, à Lesa, sur la rive piémontaise du Lac Majeur, non loin de Stresa, où vivait son cher philosophe Rosmini, que l'écrivain passa ces années de demi-exil; là il se sentait plus à l'aise, à l'abri de la tyrannique inquisition autrichienne, et à portée de recevoir les nouvelles de Turin, d'où soufflait alors tout l'espoir de la liberté.

On voit que Thérèse était loin de mériter les critiques dont sa mémoire fut accablée. Son portrait, par Hayez, au musée de Milan, nous montre une femme encore aimable, surtout fort distinguée, avec de beaux yeux pleins de douceur et des mains languissantes et aristocratiques : une de ces figures de vieilles dames à châles noirs et coiffées de bonnets à coques, comme il y en a dans toutes les familles qui ont conservé les images de quelque aïeule contemporaine de la reine Amélie. L'ensemble donne une impression de raffinement un peu exsangue et de mélancolie résignée. Mais cette femme délicate, élégante et d'esprit orné, avait le défaut, assez fréquent chez les personnes timides, de savoir mal attirer les sympathies : il flotte tout autour d'elle on ne sait quelle atmosphère de gêne et de malaise. C'était une de ces femmes à migraines, une de ces malades imaginaires, qui ne sont trop souvent que des malades méconnus. Elle traînait toujours une infinité de misères, dolente, sans appétit, sans force, dans un état anéanti de perpétuel découragement : c'étaient mille phobies, une terreur des courants d'air, qui l'obligeait à bourrer d'ouate les interstices des portes et des fenêtres, une faiblesse qui ne lui permettait aucun mouvement sans ses femmes,

dont elle avait toujours un essaim autour d'elle, demi-femmes de chambre, demi-dames de compagnie. Cette personne toujours mourante, toujours plaintive, toujours occupée de ses malheurs, était sans cesse tourmentée de petits maux ridicules : tantôt un clou à l'oreille, tantôt un ongle incarné, en veulent à son repos et l'empêchent de se bien porter. Ce mal insaisissable finissait par lui rendre l'existence impossible ; au siècle précédent, on eût dit qu'elle avait des « vapeurs ; » nous dirions qu'elle faisait de la neurasthénie. Un jour pourtant, on vit sa dernière heure venue : elle fut prise soudain de douleurs inouïes ; elle se tordait sur son lit. Elle se croyait empoisonnée. On fait venir le prêtre, le médecin, tous les sacrements ; on lui administre l'extrême-onction, des vomitifs, on lui applique des sangsues. Tout s'éclaircit enfin par la naissance de deux jumelles, qui ne vécurent que quelques heures. Personne n'avait pensé à cette explication. C'est Vittoria Manzoni qui nous apprend ce trait ; la jeune fille s'égaie un peu de la surprise de la famille.

Manzoni quittait peu cette malade absorbante qui, dans sa solitude, lui rendait au moins le service de l'occuper et de remplir « son incurable besoin de société ; » il ne s'éloignait que pour quelques jours à la fois, qu'il passait à Casselnovo, chez les Arconati, ou chez Rosmini, à Stresa, ou par intervalles à Milan, pour y régler quelques affaires. Deux fois seulement, en 1852 et en 1856, il se donna un mois de vacances pour aller en Toscane, chez sa fille Vittoria, mariée au professeur Giorgini, et il faut bien reconnaître que les lettres quotidiennes que le voyageur écrit à Donna Teresa, sont assez insignifiantes. Il convient lui-même qu'elles ressemblent aux lettres de Mme de Sévigné, « comme une goutte d'eau de puits, à de l'eau de fleur d'oranger. » Il y est trop question de cette malheureuse santé ; on n'y parle que de gargarismes et d'ordonnances d'apothicaire. Il y traîne cette odeur légèrement écœurante des chambres de malades, et d'une malade pour laquelle nous ne réussissons pas à nous émouvoir sérieusement. Pourquoi cette femme distinguée et toujours expirante, est-elle si ennuyeuse ? C'est de la brume et du froid, de la fumée sans feu.

Les lettres que le poète, retenu par ce cher souci, écrivait à ses filles (la cadette, Mathilde, n'avait pu s'habituer à

l'atmosphère de la maison, et vivait avec son aînée, en Toscane, dont on croyait l'air meilleur que celui de la Lombardie pour les poitrines délicates), sont pour nous beaucoup plus touchantes. Ce sont du reste des lettres tout à fait familières, écrites sans la moindre arrière-pensée de publicité, et qui n'offrent d'autre intérêt que de peindre au jour le jour celui qui les écrit. On y trouve, chemin faisant, quelques-uns de ces traits sur le despotisme autrichien et le gouvernement des *Tedeschi*, dont les Italiens ne se lassent pas plus que nous ne nous fatiguons des récits de la Révolution et de l'Empire : ce sont des difficultés de passeports, c'est le jeune fils du poète pris pour otage et enfermé au fort de Kufstein : ce n'était pas une plaisanterie que le proconsulat de Radetzsky ! Puis, ce sont des détails sur les journées de Milan, ou des réflexions sur le désastre de Novare, et toujours, malgré la défaite, la même confiance obstinée dans l'avenir de la patrie. Plus loin, on voit le propriétaire gêné, comme tous ceux dont les revenus dépendent de la récolte, les mauvaises années, la maladie des vers à soie, et cependant, avec ces finances précaires, l'obligation d'entretenir un certain train de maison, le cuisinier Jaeger, le cocher, les écuries, sans parler de la volière des « demoiselles » de Madame, Linda, Laura, Teresina. Ajoutez les chagrins, les ennuis, les garçons qui tournent de travers, Philippe qui fait un sot mariage, Henri qui se croit né pour les affaires et qui en fait de si mauvaises, qu'après d'inutiles sauvetages il faut finalement l'interdire : ce sont les joies de la famille ! Il n'y a guère que l'aîné, Pierre, dont le ménage soit vraiment un sujet de consolation, et aussi le ménage de cette lointaine Vittoria et de son excellent Bista (Jean-Baptiste), avec leur fille, leur merveille de fille, la « prodigieuse » Louisette, cet enfant si précoce, auquel on a vu que s'intéressait tant le « bon papa Sandro. »

Oui, ce petit nid de Sienne, cette villa *fuori di Porta Pispini*, ce *casino* de Massarosa, où les Giorgini passaient tous les étés, avec Louise d'Azeglio (la seconde femme de Maxime), c'était le coin heureux de l'horizon du vieillard, celui où il pouvait reposer complaisamment sa vue « sur des femmes qu'il aurait choisies, si la nature ne les lui avait pas données, » et qui ressemblent en effet aux filles de son esprit, à ces créatures idéales qui forment la famille des beautés manzoniennes, Her-

mengarde, Antoinette, Lucie. Et cependant, même de ce côté, on verra quelles douleurs et quelles épreuves l'attendaient.

Mais le trait le plus curieux de cette correspondance, c'est la place infime qu'y occupe la littérature. Il n'est pas plus question de ce sujet, dans ces lettres intimes, que dans celles que Racine écrivait à son fils. Mieux encore : il n'y a presque pas une seule de ces lettres qui ne commence par de longues excuses sur la lenteur et le retard que l'auteur apporte à écrire. C'est le refrain de toutes les pages et, on le devine, le motif des reproches et des tendres taquineries des siens. Sa plume, dit-il, se souvient bien d'être une plume d'oie : ses vols sont rares et courts. « Autrefois, ajoute-t-il, c'est seulement pour écrire des lettres que j'avais un peu de paresse ; maintenant, Dieu veuille que cela passe ! *j'ai pris en aversion tout ce qui est noir sur blanc.* » Le fait est qu'après *les Fiancés*, à l'exception de quelques fragments, Manzoni n'a plus rien publié. Son travail s'est borné à refaire, à polir et à corriger ses ouvrages de jeunesse, à préparer le texte définitif de son roman ou de son traité de la *Morale catholique* (paru en 1817), — qui est une sorte de *Génie du Christianisme*, écrit avec le sens pratique et politique d'un compatriote de Machiavel, — ou à recueillir les divers morceaux de ses *Mélanges*. Il n'a presque plus rien composé de nouveau. Après une période poétique, où il avait donné coup sur coup toutes ses œuvres, l'auteur des *Hymnes sacrés*, du *Cinq mai*, des deux tragédies, des *Fiancés*, cesse d'écrire. Toute son activité littéraire tient en dix ans. A quarante, il se tait, et les cinquante dernières années de sa longue existence sont celles d'un homme qui se survit. Il y a peu d'exemples d'un pareil phénomène. Racine, sans doute, s'était retiré du théâtre, mais c'était après un échec ; et *Esther*, *Athalie* montrent qu'il n'avait rien perdu de son génie. Je ne vois guère à comparer au cas de Manzoni que celui d'un autre Italien, son contemporain, Rossini, que rien ne put décider à reprendre la plume après *Guillaume Tell*, et qui se contenta de jouir de la vie, sans vouloir ajouter une page à ce chant suprême du « cygne de Pesaro. »

Peut-être pensaient-ils de leur art, comme Napoléon du sien, qu'après les quarante ans, on n'est plus bon à rien. Peut-être Manzoni croyait-il que, comme pour l'amour, il est un âge pour la Muse et que, passé la saison, il n'y faut plus songer. Il

dédaigna d'acheter au prix d'un effort humiliant les faveurs qui ne coûtaient rien à ses jeunes années. « J'ai renoncé à la poésie, disait-il, quand je me suis aperçu qu'au lieu de venir me chercher, c'était moi qui devais me mettre à courir après elle. » « Les vers! répétait-il encore, c'était bon à cueillir, quand ils vous naissaient sous les pieds. » Chose curieuse! Il nous reste l'esquisse d'une pièce intitulée *Noël 1833*, (c'est ce jour-là que s'était éteinte sa bien-aimée Henriette), et cette pièce semblait annoncer une inspiration toute nouvelle, une nuance de poésie intime, un cri du cœur, semblable au *Crucifix* de Lamartine, et dont il n'y avait pas d'exemple dans son œuvre. Il la laissa inachevée. Peut-être eut-il honte ou scrupule d'un aveu si peu déguisé de passion personnelle. Plus tard, il entreprit un hymne sur la *Toussaint*, et en adressa quatre strophes en 1859, je ne sais à quelle occasion, dans une lettre à ce gros *bas-bleu* de Louise Colet, l'Égérie de Victor Cousin : ces strophes sont dignes de l'auteur de la *Pentecôte* et des chœurs d'*Adelchi* et de *Carmagnola*, c'est-à-dire des morceaux lyriques du XIXe siècle qui se rapprochent le plus des modèles de Sophocle et d'Euripide.

Pourquoi le poète ne daigna-t-il pas finir ces morceaux admirables? Pourquoi ne prit-il même pas la peine de noter tant d'autres mouvements de son cœur? Pourquoi s'arrêter en pleine gloire, et briser sa plume après *Adelchi* et après *les Fiancés*, alors que ces chefs-d'œuvre méritaient les louanges d'un Gœthe, et faisaient du nom de leur auteur un des plus grands de l'Europe? Pourquoi ce brusque détachement et ce profond silence? Faut-il dire que le poète ne voulut ou ne put? On sait qu'il souffrait d'une espèce de maladie nerveuse, à la suite d'un accident arrivé à Paris, sur la place de la Concorde, le jour du mariage de Marie-Louise : sa femme fut à demi étouffée dans la foule et pensa lui mourir dans les bras. Cette émotion causa des troubles qui s'aggravèrent avec l'âge et qu'il finit par ne plus surmonter. Ses lettres parlent à chaque page de sa mauvaise santé, de sa tête qui ne marche plus et lui refuse tout service ; il se plaint de maux de reins et de maux d'estomac. Il s'appelle « le vieil invalide, » la « vieille ganache, » la « vieille carcasse. » Il a de longues périodes d'aridité, de ces sécheresses que les mystiques nomment *acedia*, et qui se résolvent toujours par cette singulière *crampe*

de l'écrivain. Ajoutez une suite de deuils, sa femme, sa mère, trois filles, mortes coup sur coup en moins de douze ans, et imaginez la détresse d'un tel accablement. Ajoutez enfin la solitude, le sentiment pénible de l'absence de public et du néant de l'Italie. Le poète n'a plus que des raisons de doute... Je ne serais pas éloigné de croire qu'il entre dans sa résignation un peu de superstition. Mazarin demandait d'un général : « Est-il heureux ? » Question bien italienne. Il y a une certaine confiance, un certain bonheur de la jeunesse, qui n'arrivent qu'une fois dans la vie. Quand on a eu la chance d'écrire quelques chefs-d'œuvre, il est beau de ne pas déchoir et de ne rien hasarder. A quoi bon multiplier le nombre des écrits ? La plupart des auteurs, à partir d'un certain moment, ne font plus que se répéter. Qu'auraient ajouté à la gloire du poète quelques hymnes de plus ? Aurait-il trouvé une seconde fois le charme des *Fiancés?* N'était-ce pas assez d'avoir mis un conte immortel dans le berceau de l'Italie, sans vouloir abuser de la veine qu'il avait découverte, et se ravaler à faire des copies d'une invention originale ? Je ne nie pas ce qu'il y a de noble dans le labeur d'un Walter Scott ou d'un Victor Hugo ; mais, dans ces œuvres gigantesques, que de parties caduques, que de fatras ! Manzoni fut plus sage. Il donne un exemple de goût dans un siècle où la littérature ne dégénère que trop en métier. On trouvera plus de respect de l'art et plus de dignité dans cette humble patience, qui se borne à la tâche de polir un seul livre et de le rendre plus parfait.

Sans compter que ce travail critique était à ce moment le plus utile en Italie. Ce besoin de fixer la langue et de définir l'usage, de créer un modèle de prose régulière était assurément alors la première des nécessités littéraires. Cette question du langage était une affaire nationale, toujours agitée, jamais résolue, depuis Dante et le traité *De vulgari Eloquio*. Je ne puis entrer dans le détail de cette question et des idées de Manzoni sur cet important sujet. Ce fut pour lui, en vieillissant, l'œuvre la plus urgente et la plus essentielle. Si l'on regrette de voir un Manzoni perdre son temps à constituer un lexique talien, on n'en mesurera que mieux les services rendus en France par des générations de grammairiens ou par le Dictionnaire de l'Académie française. Une littérature a besoin de Malherbes et de Vaugelas. On ne croira plus que Manzoni se

soit diminué, en consacrant le surcroît de ses jours à un si grand enseignement.

C'est de quoi nous le voyons occupé dans ses lettres, de plus en plus détaché de « barbouiller » pour son compte, exclusivement soucieux de laisser après lui les éléments d'une langue unique, digne des destins de l'Italie. Il ne pensait plus qu'à cette œuvre d'éducation générale. De ses livres et de lui-même il était arrivé à se désintéresser. Il parlait de ses « vieilleries, » comme s'il se fût agi des ouvrages d'un autre. Les épreuves continuaient à le frapper sans relâche. Après ses filles, Juliette, Christine, Sophie, voici que la plus jeune, Mathilde, s'éteignait loin de lui, consumée de phtisie, sans qu'il eût le triste bonheur de lui fermer les yeux, et puis, l'année d'après, cette vive et brillante Louisette, l'enfant de sa chère Vittoria, s'en allait brusquement à peine âgée de dix ans, en 1857. Donna Teresa la suivait en 1861. De sa famille, cruellement ébranchée, le vieillard avait perdu sa mère, ses deux femmes et six filles ou petites-filles. A ces coups redoublés ses lettres ne montrent que la réponse d'une incomparable hauteur de sentiment chrétien, la patience, la résignation, le *fiat voluntas*, comme dans les moments sombres, après la capitulation de Milan, après Novare, on le voit refuser de désespérer de la Providence. Il semblait ne plus vivre que pour des causes immortelles. Il trouvait dans le malheur même l'occasion d'affirmer son imperturbable *Credo* de patriote et de chrétien. Il demeurait toujours celui qui avait donné la formule de l'unité italienne :

Una d'arme, di lingua, d'altare,
Di memorie, di sangue e di cor...
Non fia loco ove sorgan barriere
Tra l'Italia e l'Italia, mai più!

Il avait raison de dire qu'à l'Italie du moins jamais n'avait manqué la voix de ses poètes. N'est-ce pas la sienne qui, au mois d'avril 1815, appelant le *signor dell'Itala fortuna*, invoquait le maître qui ramasserait à terre les forces éparses de la nation,

E un fascio ne farai nella tua mano ?

Sans doute, ces souvenirs de Manzoni sont beaux ; et l'on conçoit que les Italiens trouvent un plaisir infini à recueillir du grand vieillard de nouvelles expressions de sa foi inébran-

lable. Rien ne peut les toucher, dans cette longue histoire, plus que le spectacle d'un grand cœur triomphant de tant d'adversités. C'est là ce qu'ils aimeront dans ces dernières lettres et dans ce testament de Manzoni. Mais pour le lecteur étranger, ces restes du poète éteint, ces années de cendre et de silence n'offrent pas une très grande ressource d'intérêt. Nous reviendrons toujours au Manzoni de la jeunesse, à l'admirable adolescent de Meulan et d'Auteuil, à l'ami de Fauriel et de Mme de Condorcet, du *divin* Cabanis et d'Augustin Thierry, à l'élève d'André Chénier, qui apprenait de lui que la poésie vient du cœur, au Manzoni d'Henriette Blondel et d'Eustache Dégola. Nous aussi, nous sommes du parti de la première femme ; c'est avec elle que son mari eut dix années de génie. La seconde n'a rien ajouté au monde de la beauté.

Le premier, le grand Manzoni est le seul qui nous appartienne. Il reste par malheur peu de chose à en dire, et même peu d'espoir de découvrir du nouveau, après les belles études d'Angelo de Gubernatis, si quelque hasard ne fait retrouver ses lettres à Victor Cousin, signalées parmi les papiers de Barthélemy Saint-Hilaire. Mais ce nous est un grand honneur et un sujet de joie, de penser que par ses origines ce grand esprit tient à nous. C'est un lien de plus entre la France et l'Italie. On souhaiterait qu'un monument modeste perpétuât la mémoire de son long séjour parmi nous, aux années décisives de son apprentissage : inscription ou médaillon, soit dans cette église de Saint-Séverin où Henriette abjura en présence de Silvestre de Sacy, soit à la Madeleine, où l'abbé Costaz célébra son mariage catholique et baptisa sa première fille. Quel meilleur moyen de célébrer nos amitiés et nos alliances et la noble famille latine, que d'honorer le grand écrivain, le Chateaubriand de l'Italie, qui, il y a cent ans, dans sa *Lettre à M. Chauvet*, manifeste du romantisme italien, exprimait ainsi sa tendresse pour la France, « cette France que l'on ne peut voir sans éprouver une affection qui ressemble à l'amour de la patrie, et que l'on ne peut quitter sans qu'au souvenir de l'avoir habitée, il ne se mêle quelque chose de mélancolique et de profond qui tient des impressions de l'exil ! »

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA LUMIÈRE QUI TOMBE

Je viens de recevoir un livre vraiment séduisant. Il s'intitule *le Ciel* (1). Son auteur est M. Alphonse Berget, docteur ès sciences, professeur à l'Institut océanographique, dont de nombreuses générations d'étudiants, — d'autrefois (j'en étais hélas!) à aujourd'hui, — ont scruté et scrutent encore chaque jour, en vue de la licence et de l'agrégation des sciences physiques, le beau traité qu'il fit en collaboration avec M. Chappuis, et dont vingt-cinq ans n'ont pas épuisé la puissance didactique.

Aujourd'hui, ce n'est plus aux étudiants du haut enseignement que s'adresse le savant averti qu'est M. Berget, c'est à « tous, » comme l'indique le sous-titre de son nouvel ouvrage, sous-titre que celui-ci justifie pleinement.

Depuis longtemps le besoin se faisait sentir d'une astronomie populaire qui fit connaître non pas seulement les conquêtes faites les siècles passés par la science des astres, mais aussi les plus récentes. C'est chose faite aujourd'hui, grâce à M. Berget. De plus, omme il s'adresse non pas seulement aux cerveaux spécialisés et aptes à digérer l'abstraction, mais plutôt à ceux qui joignent à une culture scientifique moyenne, une curiosité des choses célestes, qui elle n'est pas médiocre, M. Berget a eu abondamment recours à l'image. « Le Ciel » a donc été illustré à chaque page, par M. Rudaux en qui l'astronome se double d'un artiste, de schémas, de graphiques clairs et parlants et surtout des plus admirables photographies

(1) *Le Ciel*, Nouvelle astronomie pour tous, grand in-4°, par A. Berget illustré sous la direction de L. Rudaux, librairie Larousse.

célestes qu'on ait obtenues ces dernières années, dans les observatoires du monde entier. Complet, clair, d'un style agréable et non pas seulement encadré, mais plein lui-même d'images attrayantes, au courant des découvertes récentes, ne négligeant aucun des problèmes même difficiles, quitte à ne glisser sur les points trop isotériques qu'un regard, mais aussi révélateur qu'un lucide faisceau de projecteur, *le Ciel* d'Alphonse Berget est un magnifique bréviaire, qui sera précieux à tous ceux qui, dans le public dit « profane, » ont le culte secret d'Uranie.

Un chapitre ultime est consacré à la relativité dans ses rapports avec l'astronomie. J'avoue ne point partager sans réserves toutes les vues émises sur ce sujet par M. Alphonse Berget. Mais il ne saurait m'en vouloir, car il n'est jusqu'ici, pour ce qui concerne la relativité, aucun des ouvrages techniques ou de ceux qu'on a risqués *ad usum Delphini* — et non pas même ceux d'Einstein, — qui ait obtenu l'unanimité des suffrages des gens prétendûment compétents ni des autres. On ne peut s'en étonner s'agissant de choses aussi nouvelles, aussi insolites, aussi difficiles à comprendre et encore plus difficiles à faire comprendre. Attendons quelques années, et dans le massacre qui se fait actuellement des moindres brochures écrites sur et par Einstein, « Dieu, — je veux dire l'impartial avenir, — reconnaîtra les siens. »

Il est pourtant un point dans la théorie de la relativité, un de ceux qu'on a le plus âprement discutés, le plus violemment contestés, et qui depuis peu, et à la suite des constatations expérimentales que nous allons dire, semble maintenant hors des atteintes du doute... du doute de bonne foi. Je veux parler de cette conséquence de la théorie de la relativité qu'est l'incurvation de la lumière par la pesanteur.

Avant d'en venir à cet égard aux *faits* décisifs qui ont été récemment apportés, il sied d'abord d'éclairer un peu notre lanterne.

Dans les traités de physique, élémentaires ou non, l'étude de l'optique commence par cette déclaration liminaire : la lumière se propage en ligne droite. Et on le démontre aussitôt par diverses expériences qui prouvent, en effet, la propagation rectiligne de la lumière, ou plutôt sa propagation *à peu près* rectiligne. Pourtant il y a longtemps, que Newton s'est demandé si la pesanteur ne dévie pas la lumière, et la première question de son *Optique* est ainsi conçue : *Les corps n'agissent-ils pas à distance sur la lumière? Cette action ne dévie-t-elle pas ses rayons? Et (cæteris paribus) n'est-elle pas d'autant plus forte que la distance est moindre?*

Newton devait d'autant plus naturellement se poser cette question

et y répondre positivement que, selon lui, la lumière était constituée par une émission de particules pesantes, et qu'elle devait par conséquent avoir une trajectoire incurvée par l'attraction des astres auprès dequelles elle passe. On a abandonné et la question et la réponse de Newton lorsque les progrès de l'optique ont définitivement fait renoncer à l'hypothèse de l'émission de la lumière et y ont substitué la théorie des ondulations.

Donc, tout près de nous et avant Einstein, on était loin d'imaginer que cette trajectoire apparente pût être modifiée par la seule présence de masses matérielles, par la seule pesanteur, par la seule présence de ce qu'on appelle un champ de gravitation.

Einstein est arrivé à établir qu'il en doit cependant être ainsi. Et il y est arrivé simplement en montrant, comme nous allons voir, qu'un champ de gravitation est équivalent, dans tous ses effets à un mouvement donné des observateurs. Puisqu'un mouvement donné de ceux-ci modifie la trajectoire de la lumière, un champ de gravitation doit donc la modifier pareillement.

Voici, *grosso modo*, comment, à la suite d'Einstein, on peut démontrer cette équivalence, de la gravitation et d'un mouvement donné des observateurs.

Une chose est remarquable dans la pesanteur, dans la gravitation : quelle que soit la nature des objets, ils tombent tous avec la même vitesse (abstraction faite de la résistance de l'air). On le constate facilement en laissant tomber en même temps, dans un long tube où on a fait le vide, des objets les plus divers : ils parviennent tous en même temps au bas du tube. Une tonne de plomb ou une feuille de papier lâchés ensemble du haut d'une tour dans le vide atteignent le sol simultanément, avec une vitesse dont l'accélération est de 981 centimètres par seconde.

C'est un fait que Lucrèce connaissait déjà il y a deux mille ans.

Si la pesanteur était une *force* analogue à l'attraction électrique, à la traction d'une locomotive, ou bien à l'action propulsive d'une charge de poudre, il ne devrait pas en être ainsi. Les vitesses qu'elle imprime à des masses disparates devraient être différentes. Les deux trains inégalement massifs de notre exemple précédent reçoivent des accélérations inégales sous l'impulsion de la même locomotive. Pourtant, si subitement une fosse profonde s'ouvrait sous eux, ils y tomberaient avec la même vitesse.

De là à penser que la gravitation n'est pas une force comme le voulait Newton, mais simplement une propriété de l'espace dans

lequel se meuvent librement les corps, il n'y a qu'un pas. Einstein l'a franchi sans hésitation.

Imaginons dans un colossal gratte-ciel un ascenseur dont le câble de retenue soudain se rompt. L'ascenseur va tomber d'un mouvement accéléré, moins vite cependant qu'il ne ferait dans le vide, à cause de la résistance de l'air et du frottement de la cage de l'appareil. Mais imaginons par surcroît que la machine électrique qui actionne l'ascenseur ait, du même coup, son commutateur inversé, et accélère la chute de telle sorte que la vitesse descendante s'accroisse chaque seconde de 981 centimètres. Réaliser cela ne serait qu'un jeu pour les ingénieurs, bien que l'intérêt de cette expérience n'ait pas, jusqu'aujourd'hui, paru assez évident pour la justifier.

Donc cet ascenseur tombe de très haut avec précisément la vitesse accélérée d'un objet lâché librement dans le vide. Les passagers remarqueront alors que leurs pieds cessent de presser sur le plancher de l'appareil.

Leurs porte-monnaies, même s'ils sont pleins d'or, — autre hypothèse bien fantastique par le temps qui court, — cesseront de peser dans leurs poches. Leurs chapeaux, s'ils leur échappent des mains, resteront suspendus dans l'air à côté d'eux. Se sont-ils précautionnés d'une balance? Ils observeront que les plateaux restent en équilibre, même si on y pose des poids très différents. Tout cela parce que ces objets tombent vers le sol, par l'effet naturel de la pesanteur, avec la même vitesse que l'ascenseur lui-même. La pesanteur en a disparu.

Jules Verne avait déjà décrit des effets semblables dans l'obus qui porte ses héros de la Terre à la Lune, et au moment où le romanesque projectile arrive au « point neutre, » à l'endroit où, échappant à l'attraction terrestre, il ne subit pas encore celle de la Lune.

On peut utiliser l'image excellente qu'il nous a prophétiquement fournie pour la commodité de notre exposé einsteinien.

Considérons donc le projectile lorsqu'il commence à tomber librement vers la Lune.

A partir de cet instant et jusqu'à ce qu'il ait atterri ou plutôt *aluni*..., il se comportera exactement comme notre ascenseur, — je devrais dire notre *descenseur*, — de tout à l'heure.

Pendant cette chute vers la Lune, les passagers, — miraculeusement échappés à l'aplatissement fatal du départ, — verront tous les objets autour d'eux soudain démunis de leurs poids rester suspendus en l'air, et, sous l'influence de la moindre chiquenaude,

aller se coller aux parois ou à la voûte ogivale de l'obus. Eux-mêmes se sentiront d'une extraordinaire légèreté et sans effort feront les bonds les plus prodigieux, à rendre jaloux Nijinski.

C'est qu'eux-mêmes et tous les objets voisins tombent vers la Lune avec la même vitesse que l'obus. D'où pour eux disparition de la pesanteur, de la gravitation, soudain subtilisées comme par un magicien. Le magicien, c'est le mouvement accéléré comme il convient, c'est la chute libre des observateurs.

Donc, pour supprimer en un lieu quelconque les effets apparents de la gravitation, il suffit que l'observateur possède une vitesse convenablement accélérée. C'est ce qu'Einstein appelle « le principe d'équivalence : » équivalence des effets de la pesanteur et de ceux d'un mouvement accéléré.

L'un et l'autre sont indiscernables.

Ceci va nous permettre d'établir maintenant, avec Einstein, ce fait fondamental : *la lumière ne se propage pas en ligne droite dans les parties de l'Univers où il y a de la gravitation, mais sa trajectoire est incurvée comme celle des objets pesants.*

Nous avons établi autrefois au cours des articles que nous avons consacrés ici même à la théorie de la relativité que dans le continuum à quatre dimensions où nous vivons, que l'on pourrait appeler l'espace-temps, et que nous appellerons plus simplement l'Univers, il y a quelque chose qui reste constant, et identique pour des observateurs se déplaçant à des vitesses données et différentes. C'est l' « Intervalle » des événements.

Il est naturel de penser que cet « Intervalle » restera identique, même si la vitesse de l'observateur varie, même si elle est accélérée comme celle de notre ascenseur ou de l'obus de Jules Verne pendant leur chute.

Des conséquences fondamentales en découlent.

Une chose d'abord est évidente, admise d'un consentement unanime par tous les physiciens : c'est que, dans le vide, et en un point de l'espace où ne s'exerce aucune force et où il n'y a pas de pesanteur, la lumière se propage en ligne droite. Cela est certain pour beaucoup de motifs, et d'abord par pure raison de symétrie, parce qu'en une région du vide isotrope, un rayon que rien ne sollicite ne doit point dévier de sa marche rectiligne, dans un sens ou dans l'autre. Cela est évident, quelque hypothèse qu'on fasse sur la nature de la lumière, et même si, comme Newton, on suppose qu'elle est formée de particules pesantes.

Ceci admis, supposons maintenant qu'en un point de l'Univers où il y a de la pesanteur, à la surface de la Lune, par exemple, un merveilleux fusil puisse tirer une balle qui possède et garde (tout le long de la trajectoire) la vitesse de la lumière.

Cette balle décrira une trajectoire très tendue, à cause de sa grande vitesse, et néanmoins incurvée vers le sol lunaire, à cause de la pesanteur. Puisque nous pouvons cueillir à loisir dans le champ des hypothèses, rien ne nous empêche de supposer que cette balle est une balle traçante qui marque sa trajectoire par une légère traînée lumineuse. La grande guerre a connu des balles de ce genre.

Cette balle, en même temps qu'elle avance, tombe chaque seconde vers le sol lunaire, d'une quantité égale à celle dont tomberait tout autre projectile lancé à n'importe quelle vitesse, ou même sans vitesse. Tous les objets près de la surface du sol tombent (dans le vide) avec la même vitesse verticale, et qui est indépendante de leur déplacement dans le sens horizontal. C'est même pour cela que les trajectoires des projectiles sont d'autant plus incurvées qu'ils ont une plus faible vitesse initiale.

Observée à travers les hublots de l'obus de Jules Verne (qui, au même moment, tombe librement vers la Lune), la trajectoire de cette balle paraîtra aux passagers une ligne droite parce qu'elle tombe avec la même vitesse qu'eux.

Supposons qu'un rayon lumineux provenant de la lueur du fusil sorte de celui-ci en même temps que la balle, en la rasant, et dans la même direction. Ce rayon lumineux sera évidemment rectiligne pour les passagers de l'obus, puisque la lumière se propage en ligne droite quand il n'y a pas de pesanteur. Par conséquent, puisqu'il a la même forme, la même direction et la même vitesse que la balle fusante, les passagers verront ce rayon lumineux coïncider pendant tout son trajet avec la trajectoire de cette balle.

Par conséquent encore, l' « Intervalle » (à la fois dans le temps et dans l'espace) du rayon lumineux et de la balle est et reste zéro. Or cet « Intervalle » doit demeurer tel, quelle que soit la vitesse de l'observateur. Si donc l'obus de Jules Verne ne tombe plus mais est arrêté à la surface de la Lune, ses passagers continueront de voir le rayon lumineux coïncider en chacun de ses points, avec la trajectoire de la balle. Cette trajectoire (ils le remarquent maintenant) est incurvée par la pesanteur; donc *le rayon lumineux est pareillement incurvé par elle.*

Ceci démontre que la lumière ne se propage pas en ligne droite,

mais tombe exactement comme tous les objets, sous l'influence de la gravitation.

Si on ne l'a jamais constaté naguère, si on a toujours cru que la lumière se propage en ligne droite, c'est que par suite de son énorme vitesse, sa trajectoire n'est que très peu courbée par la pesanteur.

Cela est compréhensible pour la raison que j'ai donnée ci-dessus. A la surface de la Terre par exemple, la lumière doit tomber (comme tous les objets) avec une vitesse de 981 centimètres. Supposons (ce qui est bien exagéré) qu'on puisse observer près de la surface de la Terre un rayon lumineux horizontal de 300 kilomètres de long. Pendant le millième de seconde que ce rayon emploiera à aller d'un observateur à l'autre, il *tombera* seulement d'une quantité bien moindre qu'un centième de millimètre.

On conçoit qu'un rayon lumineux qui, sur une distance de 300 kilomètres, ne s'éloigne de sa direction initiale que de cette quantité pratiquement inobservable, ait toujours été considéré comme rectiligne.

N'est-il donc nul moyen de vérifier si, oui ou non, la lumière est incurvée par la gravitation?

Ce moyen existe, et c'est l'astronomie qui l'a fourni.

S'il est impossible d'apprécier la courbure d'un rayon lumineux allant d'un point à l'autre de la surface terrestre, c'est d'abord parce que la pesanteur sur la Terre est trop petite pour infléchir beaucoup ce rayon; c'est ensuite parce que nous ne pouvons pas le suivre sur une suffisante distance, notre planète étant ridiculement petite.

Mais ce qu'on ne peut faire sur ce petit globule terraqué, dont la lumière rapide franchit le diamètre tout entier en un vingt-cinquième de seconde, on arrivera peut-être à le réaliser dans le laboratoire gigantesque de l'espace céleste. Justement nous avons, presque à portée de la main, — à 150 millions de kilomètres seulement d'ici, — un astre sur lequel la pesanteur est vingt-sept fois plus intense qu'ici-bas. C'est le Soleil. Un corps abandonné à lui-même y tombe dans la première seconde de 132 mètres. Sa chute est vingt-sept fois plus rapide que sur la Terre.

La lumière sera donc, près du Soleil, infléchie beaucoup plus par la pesanteur.

Soit un rayon lumineux provenant, par exemple, d'une étoile située très loin derrière le Soleil. S'il nous arrive après avoir rasé celui-ci, il se comportera comme un projectile. Sa trajectoire cesse d'être rectiligne, elle est légèrement courbée vers le Soleil. Autre-

ment dit, ce rayon est dévié de la ligne droite, et la direction qu'il a lorsque nos yeux le reçoivent sur la Terre est un peu différente de la direction qu'il possédait en partant de l'étoile. Il a subi une déviation.

Le calcul montre que cette déviation, bien que faible encore, est mesurable. Elle est égale à un angle d'une seconde et trois quarts, angle que les méthodes précises des astronomes permettent de mesurer.

Ah ! ce n'est point qu'il soit bien grand cet angle, qu'on en juge : il faut juxtaposer 324 000 angles d'une seconde pour faire un angle droit. Autrement dit, un angle d'une seconde est celui sous lequel on verrait un petit sou à 5 kilomètres. Si nos yeux étaient assez aigus pour voir un homme de taille normale debout à 200 kilomètres de l'endroit où nous nous tenons, notre regard, en fixant successivement sa tête, puis ses pieds, dévierait d'un angle fort petit. Eh bien! cet angle représente exactement la déviation subie par la lumière qui nous vient d'une étoile après qu'elle a rasé le globe d'or du Soleil.

Si minuscule que soit cet angle, les astronomes savent le déterminer, grâce à la délicate exactitude de leurs méthodes.

Mais comment apercevoir le rayon qui nous vient d'une étoile en rasant le bord du Soleil, c'est-à-dire en plein jour? C'est impossible. Même avec les lunettes les plus puissantes, l'image des étoiles situées à l'arrière-plan du Soleil sont complètement noyées dans la lumière diffusée par notre atmosphère.

Il faut donc, pour résoudre notre problème, voir en pleine nuit des étoiles dont l'image serait près du bord solaire. Cela est-il donc impossible ? Non. La nature y a pourvu en créant des éclipses totales de Soleil, visibles parfois en certains lieux de la Terre.

Alors, et pendant quelques minutes, le disque radieux est très exactement caché derrière celui de la Lune, si bien qu'en plein jour tout se passe comme s'il était nuit, et qu'on voit les étoiles briller près du Soleil masqué de noir.

Tout justement, une éclipse totale devait être visible en Afrique et dans l'Amérique du Sud le 29 mai 1919, peu après qu'Einstein eut, par un raisonnement semblable à celui qui précède, annoncé la déviation des rayons stellaires près du Soleil.

Deux expéditions furent organisées par les astronomes de Greenwich et d'Oxford. L'une s'installa à Sobral au Brésil, l'autre dans une petite île portuguaise, Principe, dans le golfe de Guinée.

Certains des astronomes anglais étaient bien un peu sceptiques sur le résultat. Comment admettre, jusqu'à preuve du contraire, que Newton s'est trompé, ou du moins n'a pas donné une loi parfaite ? Cette preuve du contraire résulta pourtant, et d'éclatante façon, des observations faites.

Celles-ci consistèrent à photographier sur un certain nombre de plaques, et pendant les quelques minutes de l'éclipse totale, les étoiles voisines du Soleil occulté. Elles avaient été, avec les mêmes lunettes, photographiées quelques semaines auparavant, alors que la région du ciel où elles brillent était encore dans la nuit et loin du Soleil. Celui-ci, comme on sait, traverse successivement, dans sa course annuelle, les diverses constellations du Zodiaque.

Si la lumière des étoiles photographiées était déviée en passant près du Soleil, il est évident qu'elles devaient être placées différemment sur les plaques prises pendant l'éclipse et sur les plaques prises la nuit, quelque temps auparavant.

C'est précisément ce qu'on a constaté, par l'étude micrométrique des photographies obtenues à Sobral et à Principe. Non seulement la déviation de la lumière des étoiles par le Soleil a été ainsi démontrée, mais on a constaté que cette déviation a exactement la grandeur numérique annoncée par Einstein. Elle correspond à un angle d'une seconde et trois quarts (1″75) pour une étoile tangente au bord solaire, angle qui décroît proportionnellement très vite pour des étoiles plus éloignées de ce bord.

Certains astronomes se sont demandé si la concordance de la théorie d'Einstein et des résultats obtenus pendant l'éclipse était autre chose qu'une coïncidence, et si les déviations observées ne provenaient pas d'une réfraction causée dans l'atmosphère du Soleil.

Cette explication paraît insoutenable. On observe parfois des comètes traversant l'espace tout près de la surface solaire. Elles subissent dans leur mouvement une résistance qui le perturberait complètement, si le Soleil avait une atmosphère assez réfringente pour expliquer les déviations observées à Sobral et à Principe. De telles perturbations des orbites cométaires près du Soleil n'ont jamais été constatées. Cela excluait toute autre interprétation qu'un effet de la pesanteur sur la lumière.

Malgré ces résultats de 1919, certains physiciens restaient sceptiques. C'est pourquoi lors de l'éclipse du 21 septembre 1922 qui fut visible en Océanie, diverses missions astronomiques furent organisés dans le dessein d'élucider définitivement la question.

Une mission d'astronomes hollandais et allemands et aussi, si je ne me trompe, une mission anglaise, s'établirent à l'île Christmas, située à l'Ouest de l'Australie, au Sud de Java. Malheureusement, le mauvais temps et la pluie y empêchèrent toute observation pendant la durée de l'éclipse.

Il n'en fut pas de même de la mission américaine qui s'était installée à Wallal (Australie occidentale) et qui fut favorisée par un beau temps durant l'éclipse. Cette mission était dirigée par M. Campbell, astrophysicien bien connu, directeur du célèbre observatoire Lick et qui s'était toujours montré rebelle auparavant aux déductions d'Einstein. Les résultats obtenus par lui et ses collaborateurs et qui viennent seulement d'être mis à jour après de longs mois de calculs et de mesures minutieuses, n'en sont que plus convaincants.

Pour éviter toute cause d'erreur, on ne s'est pas contenté comme en 1919 de photographier le même coin du ciel pendant l'éclipse, puis, quelques semaines après, pendant la nuit, et de comparer les clichés. On a photographié dans les nuits précédant et suivant l'éclipse, et avec les mêmes appareils qui avaient servi durant celle-ci, un autre coin du ciel nocturne, dont il était facile, par les méthodes astronomiques habituelles, de raccorder les étoiles à celles qui furent visibles près du Soleil durant l'éclipse. De la sorte, on élimina les causes de l'erreur pouvant provenir d'une modification des appareils et des plaques qui peuvent survenir au bout d'un intervalle de plusieurs semaines. On élimina aussi diverses autres défectuosités qui avaient pu entraîner des erreurs en 1919. Deux chambres photographiques puissantes ont été utilisées par la mission Campbell.

Elles ont permis pendant l'éclipse de prendre des clichés sur lesquels sont visibles 92 étoiles (jusqu'à la 11e grandeur), voisines du Soleil éclipsé, tandis qu'en 1919, les clichés contenaient très peu d'étoiles utilisables.

Les mesures micrométriques de ces clichés et les calculs correspondants montraient, comme l'a annoncé Einstein, que les déviations de la lumière sont inversement proportionnelles à la distance apparente, séparant les étoiles étudiées du disque solaire. On en déduit en outre que la valeur de déviation au bord du disque est égale à 1″72, alors qu'Einstein avait prédit théoriquement 1″74.

L'accord entre la théorie et la réalité est excellent dans les limites des erreurs d'observation. Il constitue une démonstration définitive

et sans réplique de la déviation des rayons lumineux par la pesanteur telle que l'a annoncée Einstein. Elle montre d'ailleurs que c'est la loi de gravitation d'Einstein, et non celle de Newton, qui est exacte aux grandes vitesses (pour lesquelles seules il y a divergence entre ces lois).

En effet, la loi de Newton supposée appliquée à des particules lumineuses pesantes conduisait à une valeur de la déviation lumineuse exactement moitié moindre que celle qu'indique la théorie d'Einstein et qui a été effectivement observée.

La conviction amenée par ces résultats parmi les savants de bonne foi est telle que l'Astronome Royal d'Angleterre, directeur de l'observatoire de Greenwich, M. Dyson, a pu dire dans un rapport récent que les résultats obtenus l'an passé par les astronomes de l'observatoire Lick rendent inutile l'envoi d'une expédition anglaise en Californie à l'effet d'y étudier, lors de l'éclipse qui aura lieu le 10 septembre 1923, la déviation einsteinienne de la lumière.

C'est là une question réglée, et ce sont d'autres problèmes qu'auront désormais à étudier les astronomes durant les éclipses totales du Soleil.

CHARLES NORDMANN.

P.-S. — Rendons à César... Le *V. Berliandieri* dont j'ai parlé dans ma récente chronique sur les progrès de la viticulture, et qui a joué par la suite le rôle important que j'ai dit dans la reconstitution de notre vignoble, a été introduit pour la première fois en France en 1874 par M. Paul Douysset qui en donna des plants à l'École d'agriculture de Montpellier. J'emprunte ces précisions, utiles pour l'historique de cette question, à une brochure de M. Pierre Viala.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les documents échangés entre les Gouvernements français et belge d'une part, et le Gouvernement britannique, sont aujourd'hui connus ou vont l'être ; on s'était réciproquement engagé au secret ; mais, dans la séance du 2 août, aux Communes, M. Baldwin ayant annoncé qu'il voulait prendre pour juge l'opinion mondiale et qu'il se proposait de publier toutes les pièces de la négociation, M. Poincaré s'empressa d'aller au-devant de ses désirs. La politique française n'a rien à cacher ; elle s'exprime, dans les deux documents que la presse a publiés le 4 août, avec une franchise, une fermeté, une netteté qui sont de nature à faire impression sur ceux, s'il en est encore, dont le siège n'est pas fait. Les instructions du 14 juin à l'ambassadeur de France à Londres, dont celui-ci fut autorisé le 6 juillet à laisser copie au *Foreign Office*, et la réponse, datée du 30 juillet, à la note britannique du 20 juillet, constituent deux documents d'une telle force dialectique et d'une si rigoureuse logique, qu'en vérité la meilleure des chroniques consisterait tout simplement à reproduire la note du 30 juillet : elle se suffit à elle-même.

En pendant, il faudrait lire la note anglaise, les discours de M. Baldwin et de lord Curzon. Ce sont des documents décevants. On y chercherait en vain le plan d'une politique qui s'opposerait à celle de la France et de la Belgique ; l'empirisme britannique y paraît incapable de s'élever à une conception d'ensemble et de tenir compte des faits anciens, des textes, des précédents ; mais on y sent l'écho douloureux des difficultés auxquelles est en proie le Gouvernement conservateur et qu'il est vraiment trop simple d'attribuer à l'occupation de la Ruhr. Ces embarras, ces angoisses même, les Français ne les ont jamais niés ; mais nous sommes persuadés que, pour le passé, ils auraient été beaucoup moins graves si, depuis 1918, l'Angleterre avait associé intimement sa politique à la

nôtre et, pour l'avenir, que le meilleur remède serait encore une entente dont la France ne ferait pas les frais et qui serait profitable aux deux pays et, par surcroît, à l'Allemagne, à l'Europe et au monde. On dirait qu'en ce moment l'Angleterre a perdu cette égalité d'âme, ce calme qui faisaient, dans les grandes crises, sa force et son succès ; en lisant la presse et même les discours ministériels, on a l'impression d'une nervosité insolite, d'un désarroi alarmant.

Trois idées, — nous devrions dire plutôt trois inquiétudes, — se dégagent des manifestations diverses de l'opinion britannique.

C'est d'abord la thèse, banale à force d'être vraie, de l'interdépendance économique des nations. Elle apparaît dans le discours de M. Baldwin à Glasgow (27 juillet) où il s'inquiète de l'avenir industriel et commercial de l'Europe. La France, en occupant la Ruhr, a précipité l'effondrement économique de l'Allemagne. Le *Times*, du même jour, comme s'il puisait son inspiration à une source officielle, écrit : « Toute la politique britannique en ce moment se ramène à ceci : elle ne croit pas que personne, ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni aucune autre nation, puisse bénéficier d'une catastrophe allemande... Si l'Allemagne est plongée dans de graves désordres, son inclusion, avec la Russie et la Chine, dans une grande zone occidentale de désintégration, serait une menace pour la stabilité commerciale du monde entier... Ce n'est donc pas sur des considérations étroites de prospérité locale, mais sur un sens profond de l'interdépendance économique des nations que repose la thèse britannique. » Telles sont les prémisses du syllogisme dont la conclusion est : la question des réparations est un obstacle au rétablissement de l'équilibre économique de l'Europe, et, par suite, de la prospérité de l'Angleterre; l'occupation de la Ruhr accélère la catastrophe; il faut donc jeter tout cela par-dessus bord. Mais nous sommes fondés, nous Français et Belges, à estimer que les « considérations étroites de prospérité locale » ne sont pas négligeables, quand c'est de la prospérité de nos deux pays qu'il s'agit; or notre prospérité, voire notre salut, sont attachés au paiement des réparations. Dégagée de ses outrances, la thèse de l'interdépendance économique ne sera contestée par personne; mais les phénomènes de solidarité économique sont infiniment complexes. Une Allemagne prospère et riche fournirait du fret à la marine anglaise et apporterait sur les marchés britanniques un élément d'activité et d'échanges. L'Angleterre a fondé sa fortune beaucoup plus sur l'échange que sur la production; elle est avant tout le courtier du monde.

Mais une Allemagne en pleine activité économique ne créerait-elle pas très vite une puissante marine marchande? N'est-elle pas précisément en train de le faire? Et Hambourg n'a-il pas déjà retrouvé les deux tiers environ de son ancienne activité? Ici apparaît une autre inquiétude de l'Angleterre qui est, partiellement, en contradiction avec la première. Sir Robert Horne, ancien chancelier de l'Échiquier, s'en est fait l'interprète devant les Communes le 1er août : « Depuis l'armistice, l'Allemagne a vécu en parasite des Alliés. Elle a poursuivi une politique d'évasion à l'égard de sa dette et se dresse aujourd'hui avec une organisation industrielle entièrement remise sur pied. L'Allemagne, qui n'a pas de dette extérieure, a su se débarrasser de sa dette intérieure ; ses grandes compagnies se sont, de leur côté, libérées de leurs émissions d'obligations. Si nous passons l'éponge sur les réparations, l'Allemagne reviendra sur les marchés mondiaux avec une position plus forte encore qu'avant la guerre. Nous avons une dette de 7 milliards de livres ; l'Allemagne n'en a pas. Comment pourrions-nous lutter avec un pays débarrassé de toutes ses obligations internationales et intérieures? » Lord Rothermere, dans le *Sunday Pictorial* du 5 août, renchérit : l'occupation de la Ruhr était le seul moyen de mettre fin à une duperie intolérable ; le sol allemand est productif, la capacité de travail de la population est remarquable ; « lorsque le mark sera stabilisé ou que son inflation aura diminué, ce qui ne manquera pas de se produire en fin de compte, le coût de la production allemande n'atteindra pas la moitié du nôtre. Pourquoi donc, si nous avons le moindre bon sens, nous préoccuperions nous de son avenir et chercherions-nous querelle à la France à son sujet, alors que rien ne peut l'empêcher de nous distancer dans la course à la prépondérance commerciale, rien, sauf le maintien sévère du principe que le vaincu doit payer? » Sir Alfred Mond, M. Gould, dans la séance du 26, ont eux aussi dénoncé avec véhémence le même péril. M. Baldwin ne le méconnaît pas ; il l'a dit dans son discours de Glasgow ; il a même indiqué un remède inattendu, mais non inoffensif : la Russie restaurée devra devenir le marché d'absorption des exportations allemandes... Cette absorption pourra seule permettre le paiement des réparations sans nous mettre en présence d'une des concurrences les plus acharnées dont nous ayons jamais souffert. » Il y a peut-être là une vue d'avenir intéressante ; mais on s'étonne que le Premier ministre, qui voit si loin, n'ait pas aperçu à sa portée ce que discernent si bien lord Rothermere et sir Robert Horne.

Troisième sujet d'alarme, le pire peut-être parce qu'il est le plus vague, le plus vain et qu'il mêle aux autres on ne sait quelles rancunes historiques : la crainte de voir s'établir sur l'Europe, par la défaite et la ruine de l'Allemagne, l'hégémonie française. L'occupation de la Ruhr accroît le péril : c'est un problème politique en face duquel se trouve l'Angleterre. « Nous comprenons très bien, écrit sans ambages le *Times* du 1er août, que la situation actuelle de l'Allemagne puisse suggérer, à de nombreux Français, l'idée qu'elle implique la possibilité d'assurer l'hégémonie de la France sur l'Europe pendant de nombreuses années. » Ces appréhensions, l'imposante manifestation spontanée des autonomistes rhénans à Coblentz le dimanche 29 juillet, qui assembla plus de 3000 délégués pour réclamer avec enthousiasme la séparation de la Rhénanie d'avec Berlin, les a encore avivées; nombreux sont les journaux anglais qui n'ont voulu voir qu'une comédie organisée par les autorités françaises dans ce qui était en réalité la preuve de la vitalité et de la force du sentiment autonomiste des Rhénans et de leur répulsion à subir le joug prussien. Tous les symptômes de la dislocation interne du Reich, à Coblentz, en Saxe, en Bavière, les progrès du communisme et du nationalisme, excitent les alarmes de la presse britannique et du Gouvernement. La nation, d'instinct, fraterniserait de bon cœur avec le peuple français, comme ont fraternisé les soldats dans la bataille et la mort, mais le Gouvernement ne se dégage pas des vieux errements : pas de puissance dominante sur le continent, pas d'influence française en Belgique ni sur le Rhin, équilibre européen entre les grandes puissances, la Grande-Bretagne tenant le balancier; tel est le programme. Et il est beau de voir l'Angleterre dénoncer l'hégémonie française au moment où elle-même affirme sa suprématie sur les mers en décidant d'organiser à Singapour une puissante base navale. Il serait piquant de demander aux Japonais quelle puissance européenne pratique une politique d'hégémonie. L'élection de sir Charles Wilson, conservateur, dans la grande circonscription industrielle de Leeds, après une très vive campagne pro-française, montre où vont les sympathies du peuple anglais; mais c'est dans une autre direction que s'oriente la politique du Gouvernement. Il faut sauver l'Allemagne et l'unité allemande pour contrecarrer l'hégémonie française, et, pour le moment, maintenir au pouvoir le Cabinet Cuno dont les actes ont été souvent inspirés par Londres et qui a mis dans l'Angleterre toutes ses espérances; en même temps, par la publication des

documents diplomatiques, on organisera contre la France une campagne d'opinion qui aboutira à faire admettre l'Allemagne dans la Société des Nations, même si cette entrée devait en faire sortir la France, ainsi que le réclame M. Spender dans la *Westminster Gazette*.

Telles sont les influences diverses dont les contradictions se reflètent dans la politique de M. Baldwin. La déclaration du Premier ministre, le 2 août, et sa note du 20 juillet ont produit, en Angleterre et ailleurs, une déception profonde et générale. Au Parlement, le discours du 2 août a été approuvé surtout par l'opposition; M. Asquith a même souligné malicieusement que seul M. Ramsay Mac-Donald, leader du parti travailliste, avait su y découvrir une politique. M. Baldwin a parlé de la France et de son désir d'aboutir à un accord loyal avec elle avec une discrétion et une sympathie qui ne font pas le compte de ceux qui voudraient réaliser le divorce des deux politiques, mais ses conclusions ont mécontenté les conservateurs de la nuance du *Daily Mail* qui redoutent une scission entre les deux Alliés au profit de l'Allemagne. « Il est évident que cette politique irrite la France sans pouvoir la retenir, » a dit M. Austen Chamberlain. Désappointement, déception, c'est le mot qui, en Angleterre, vient sous toutes les plumes; et c'est celui qu'on y trouverait en Allemagne, si la consigne n'était pas de ménager à tout prix la dernière espérance de la politique de résistance. La seule satisfaction qu'apportait M. Baldwin à l'Allemagne et à ses avocats c'est la publication des documents qui devaient rester secrets et l'appel à l'opinion. « Le Gouvernement de Sa Majesté nourrit l'espoir que la publication de ces documents pourra aider à déterminer les dimensions réelles du problème qui se pose aux Alliés et convaincre le monde de la nécessité impérative d'une action prompte et commune pour en assurer le règlement. » Les jours suivants allaient montrer, par la juxtaposition des documents, la force infrangible de la thèse française.

Le ton de la lettre du 20 juillet au comte de Saint-Aulaire est, d'un bout à l'autre, modéré et amical. Lord Curzon ne recherche pas les causes de la situation actuelle, mais, envisageant les résultats, il expose ses appréhensions; la résurrection de l'Allemagne lui apparaît comme la condition dont dépend le succès final de la politique des Alliés. Le Gouvernement britannique est prêt à se joindre à ses alliés pour exercer une pression sur le Gouvernement allemand afin de l'amener à renoncer à la résistance passive; mais il y met cette condition qu'un nouvel et sérieux effort sera tenté pour déter-

miner la capacité de paiement de l'Allemagne, et que des propositions seront faites pour le retour de la région de la Ruhr à une situation normale. Le chiffre des réparations fixé en 1921 ne correspond plus aux réalités de la situation; l'intérêt des Alliés est que de nouveaux chiffres soient reconnus par le Gouvernement allemand comme justes et réalisables. Un « comité d'experts impartiaux » devrait être chargé d'évaluer la capacité de paiement du Reich ; il serait avantageux que le Gouvernement des États-Unis fût représenté dans ce comité qui pourrait être une émanation de la Commission des réparations. Des conversations interalliées s'ouvriraient le plus tôt possible en vue d'élaborer un plan d'ensemble de règlement financier général et définitif. Enfin, dès que le système des gages et des garanties économiques donnés en nantissement aux Alliés par l'Allemagne aura été mis en application, l'occupation de tous les territoires allemands hors des limites fixées par le Traité de Versailles devra prendre fin.

Il est vraiment déconcertant de voir réapparaître une fois encore les mêmes sophismes condamnés par la raison et l'expérience. L'évaluation actuelle par un « comité d'experts impartiaux » de la capacité de paiement de l'Allemagne serait le triomphe de la manœuvre patiemment préparée et savamment conduite par l'oligarchie industrielle et financière allemande et qui consiste tout simplement à ne rien payer en étalant une ruine voulue et préméditée, mais apparente seulement. Il est évident pour tout « expert impartial » qu'actuellement, au taux où est le change allemand (100 000 marks égalent 50 centimes), la capacité de paiement du Reich est pratiquement nulle; mais il est encore plus certain que sa capacité potentielle de prestation et de paiement est pratiquement indéfinie, puisque sa capacité de travailler et de produire est intacte. Le Gouvernement de M. Cuno a pris à tâche la démonstration pratique de l'incapacité allemande de paiement. Si l'on rapproche ces trois faits : action de la diplomatie anglaise pour maintenir au pouvoir le chancelier Cuno ; rôle dévolu au ministère Cuno de ne rien payer; proposition anglaise de faire évaluer par des « experts impartiaux » la capacité de paiement du Reich, on possède la clef de la politique britannique dans les circonstances actuelles.

Le retour offensif de vieux arguments tant de fois réfutés, alors qu'on espérait de l'esprit pratique de M. Baldwin un plan original pour faire payer l'Allemagne, c'est-à-dire pour transformer sa richesse potentielle en richesse actuelle, obligeait les Gouvernements français et belge à rétablir une fois de plus la vérité; ils l'ont fait

dans deux notes distinctes mais animées du même esprit et mises en parfait accord par des communications préalables et des amendements réciproques. Nous ne pouvons donner qu'un aperçu sommaire de ces documents que, encore une fois, il faudrait citer tout entiers.

Le Gouvernement français n'estime pas que la proposition allemande du 7 juin marque, de la part du Gouvernement allemand, la volonté de se soumettre à l'exécution du traité de paix. « Après quatre ans d'attente, de tentatives de toutes sortes, d'ultimatums non suivis d'effets, de conférences proposées par le Gouvernement britannique et dont les conclusions n'ont pas été appliquées, de moratoires successifs accordés à l'Allemagne, les Gouvernements français et belge en sont arrivés à la conclusion que seule la procédure à laquelle l'Allemagne a eu recours en 1871 doit être désormais appliquée : nous n'abandonnerons le gage que nous tenons que progressivement et à mesure que nous serons payés. » La cessation de la résistance passive amènerait naturellement, dans l'occupation, les modifications compatibles avec la sécurité des troupes et la conservation du gage.

Le Gouvernement français ne partage pas l'opinion pessimiste du Gouvernement britannique sur les effets de l'occupation de la Ruhr, puisqu'il ne « s'agissait nullement d'y chercher le paiement immédiat et total des réparations, mais... de créer en Allemagne, par une prise de gages et par la coercition, la volonté de payer ; de causer une gêne telle, dans l'organisation économique et politique du Reich, qu'il préférerait à cette gêne l'exécution du traité de paix... Tous les renseignements que nous possédons nous prouvent que si l'Allemagne n'avait pas follement escompté une division entre Alliés, elle aurait rapidement cédé. Ce sont les Allemands, et non pas la France et la Belgique, qui empêchent les produits de la Ruhr de sortir;... nous avons la conviction que si le Gouvernement britannique faisait connaître simplement au Reich qu'il désapprouve une politique qui ruine l'Allemagne et menace de ruiner l'Europe, tout rentrerait dans l'ordre immédiatement. » La ruine actuelle de l'Allemagne n'est pas le résultat de l'occupation de la Ruhr ; elle est l'œuvre du Reich lui-même. La résistance passive, étant le principal obstacle au rétablissement d'une situation normale, doit cesser sans conditions ni compensations ; il est inadmissible que les Allemands puissent se vanter d'avoir gagné quelque chose en résistant à la volonté des Alliés.

La note aborde ensuite la question d'une nouvelle évaluation de la capacité de paiement de l'Allemagne et en montre l'inutilité et les

dangers. Pourquoi un calcul fait aujourd'hui serait-il plus exact que celui de 1921 et pourquoi les chiffres fixés aujourd'hui seraient-ils encore vrais dans dix ans? « La capacité de paiement d'un État est chose essentiellement variable, et la déterminer une fois pour toutes nous paraît un contre-sens économique dans lequel le traité de paix a eu grand soin de ne pas tomber. » La Commission des réparations a tous les pouvoirs et remplit toutes les conditions d'impartialité pour procéder aux évaluations prévues à l'article 234; « ce serait un acte de la plus haute imprudence, de juger aujourd'hui, une fois pour toutes, de la capacité de paiement d'un pays qui s'est ruiné volontairement et dont la monnaie ne vaut plus rien. » Comment espérer que l'Allemagne reconnaisse jamais un chiffre « comme juste et réalisable. » « En 1871, personne dans le monde ne s'est avisé de savoir si la France trouvait le traité de Francfort juste et réalisable. Personne alors n'a empêché l'Allemagne d'occuper une partie considérable du territoire français jusqu'au paiement total d'une indemnité de cinq milliards, réclamée par un pays vainqueur qui n'avait pas été envahi, qui n'avait subi aucun dommage de guerre et qui dérobait aux vaincus deux provinces. »

La note continue en examinant la proposition d'un comité « d'experts impartiaux, » et elle rappelle qu'en décembre 1920 il y eut à Bruxelles une conférence d'experts demandée par le Gouvernement britannique et organisée conformément à ses vues; les Allemands y furent entendus, et les conclusions furent présentées au Conseil suprême où M. Lloyd George déclara qu'il n'en tiendrait aucun compte. Le précédent n'est pas encourageant.

A l'imitation du Gouvernement britannique, M. Poincaré résume et condense en quelques points son argumentation. L'opinion publique en Angleterre et même quelques journaux français importants ont paru s'étonner que M. Poincaré n'ait pas répondu à la note anglaise par des contre-propositions plutôt que par une sorte de mémoire justificatif, si fort et si utile qu'il soit. La note, dans son cinquième point terminal, répond par avance à cette critique : « Le Gouvernement britannique demande que des discussions interalliées aient lieu pour élaborer un plan complet de règlement financier général et définitif. Ce règlement n'a-t-il pas été fait? La Commission des réparations n'a-t-elle pas tous pouvoirs pour appliquer ce règlement, l'alléger, en étendre ou en raccourcir l'exécution? Ne serait-il pas contraire au traité de revenir sur le principe même du règlement et sur la fixation du chiffre? Nous voudrions en tout cas savoir ce que

le Gouvernement anglais entend par un règlement général et définitif. La question des dettes interalliées y serait-elle comprise ? » Sur ce dernier point, la réponse italienne insiste particulièrement. Le *Livre jaune* que va publier le Gouvernement français montrera que, depuis longtemps, des plans pratiques ont été envisagés et proposés. Les études que le Gouvernement belge a jointes à sa réponse peuvent constituer les premiers linéaments d'un plan d'ensemble. Mais la question aujourd'hui n'est pas là : sous des apparences économiques et financières, elle est en réalité politique.

La position que la diplomatie française a prise par sa note du 30 juillet est, pour tout homme de bonne foi, inattaquable ; elle est conforme à l'intérêt de tous les Alliés ; et c'est pourquoi, depuis la publication de la note française, un véritable désarroi se révèle dans la politique britannique. Lord Curzon avoue franchement son embarras : « Si on nous demandait maintenant ce que nous ferons la semaine prochaine ou le mois prochain, disait-il le 2 août devant les Lords, je ne sais pas ce que je pourrais répondre. » Quant à M. Mac-Kenna, à qui devait échoir la haute charge de chancelier de l'Échiquier, faute d'avoir trouvé un collègue disposé à donner sa démission en sa faveur et une circonscription disposée à l'élire, faute aussi peut-être d'avoir réussi à faire prévaloir ses vues, il renonce à diriger les finances et voilà M. Baldwin obligé de chercher un chancelier de l'Échiquier. L'embarras du Premier ministre est la preuve de sa bonne foi et ses hésitations honorent sa délicatesse et son haut sentiment de la justice. Mais le moment vient des décisions qui engagent l'avenir. A l'intérieur la politique du parti dont il est le chef, à l'extérieur la politique qu'ont suivie les Gouvernements depuis 1914, enfin les intérêts économiques et politiques de son pays ne lui permettent pas de suivre, en faisant violence à ses préférences personnelles, les conseils du *Manchester Guardian* qui le presse de reprendre sa complète liberté et d'aboutir à un accord direct avec l'Allemagne. Son point de vue est encore éloigné du nôtre et de celui de la Belgique ; mais la note française du 30 juillet est la preuve, par les questions mêmes qu'elle pose, du désir et de l'intention de M. Poincaré de continuer la conversation. M. Steed, dans une lettre remarquable, y incite son Gouvernement. La porte est ouverte à de nouvelles négociations et il se pourrait que les événements d'Allemagne en précipitassent l'échéance. L'entente paraît difficile à réaliser entre deux thèses qui s'opposent ; peut-être deviendra-t-elle plus facile dans l'action qui s'imposera

sans doute à bref délai. M. Stanley Baldwin est un homme pratique et résolu; il ne s'attardera pas à des points de vue périmés, de la défense desquels son pays n'a rien à espérer. M. Poincaré a, devant l'opinion, cause gagnée, mais, déférant au vœu général des nations amies, il saura, tout en réalisant son succès, se faire pardonner d'avoir raison.

Le président Harding est mort le 2 août à 19 heures. L'affection aiguë dont il souffrait depuis quelques jours paraissait conjurée lorsque, subitement, il s'éteignit. Trop de liens historiques, trop d'affinités morales rapprochent le peuple français du peuple des États-Unis pour que les malheurs qui éprouvent nos amis d'outre-mer n'éveillent pas dans nos cœurs un émoi douloureux et sympathique : la nation tout entière ratifie les condoléances officielles que le Gouvernement a éloquemment exprimées en son nom. Né en 1865, M. Warren G. Harding fit carrière de journaliste et d'homme politique. Sénateur de l'Ohio, il représentait admirablement cette bourgeoisie laborieuse et sérieuse du Nord-Est qui est la force et l'âme du parti républicain ; il avait acquis par son éloquence, son expérience du maniement de l'opinion, la simplicité et la dignité de sa vie privée, une popularité considérable et de bon aloi qui s'affirma dans la campagne de 1920 pour la présidence et qui assura au parti républicain, sur le nom de M. Harding, un succès inespéré. Beaucoup d'Américains admiraient M. Wilson ; presque tous aimaient M. Harding. Au grand intellectuel démocrate succédait l'homme pratique, le politicien adroit et avisé qui suit les grands mouvements de l'opinion plutôt qu'il ne les crée. Lorsque M. Wilson se rendait au Sénat, entouré de Secrétaires d'État qui n'étaient que ses auxiliaires, ses « commis, » il semblait que ce fût, selon l'esprit de la constitution, le pouvoir exécutif lui-même qui venait, dans la plénitude de son droit, exercer son office en face et parfois à l'encontre du pouvoir législatif. M. Harding, lui, donnait l'impression d'un sénateur délégué à des fonctions spéciales et venant collaborer avec ses pairs; mais il s'entourait de ministres éminents, — tels que M. Hughes, jadis candidat à la Présidence contre M. Wilson, M. Mellon, actuellement notre hôte, — dont la haute compétence éclairait l'expérience politique et le jugement sûr du Président. M. Harding n'a exercé sa magistrature qu'un peu plus de deux ans, dans un moment décisif pour l'avenir des États-Unis. Interprète fidèle de la volonté de la majorité de ses concitoyens,

il abandonna les voies glorieuses où la participation à la Grande Guerre semblait conduire l'Amérique, il retira du jeu européen la mise des États-Unis; le Traité de Versailles ne fut pas ratifié; l'Union n'entra pas dans la Société des Nations; le Président porta son attention vers le Pacifique et la Chine où les intérêts américains sont fortement engagés : la conférence de Washington sortit de ces préoccupations et restera le grand acte du passage au pouvoir de M. Harding. Il avait, en ces dernières semaines, entrepris à travers les États-Unis une tournée de propagande et il avait laissé entendre que son Gouvernement participerait à la constitution d'une Haute Cour de justice internationale pourvu qu'elle fût indépendante de la Société des Nations; il aurait, par ce détour, ramené les États-Unis à intervenir dans la politique européenne d'où leur absence a été l'origine de tant de difficultés. L'histoire, si elle loue la prudence du président Harding et son respect des volontés populaires exprimées par le suffrage, ne dira-t-elle pas aussi que, sous son administration, les États-Unis ont passé à côté d'un rôle mondial de pacification, d'organisation, de libération, et perdu l'occasion d'une grande gloire bienfaisante?

Par le jeu automatique de la Constitution, M. Calvin C. Coolidge, vice-président des États-Unis, devient Président. Né dans le Vermont, il appartient à l'une de ces vieilles familles anglo-saxonnes qui sont les dépositaires des traditions politiques de la Nouvelle-Angleterre puritaine; jeune encore, — né en 1872, — il a devant lui une carrière que son passé permet d'augurer brillante et féconde et à laquelle les dix-neuf mois durant lesquels il va exercer sa magistrature ne seront sans doute qu'une préparation. La France, — tandis que le général Gouraud l'associe dignement au deuil des États-Unis et aux funérailles de M. Harding, — salue avec confiance l'entrée à la Maison Blanche du Président Coolidge, homme de haute droiture, de pleine honorabilité et de ferme énergie, qui, en maintes circonstances, a délicatement témoigné ses sympathies pour notre pays.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIII^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

SEIZIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1er Juillet

Pages.

PIERRE LOTI, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française II

LOUIS XIV. — I. *LA NAISSANCE DE LOUIS-DIEUDONNÉ*, par LOUIS BERTRAND. 5

UNE ENQUÊTE AUX PAYS DU LEVANT. — VIII. *SUR LA ROUTE D'ANTIOCHE*, par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française. 54

LES FAUCONS, dernière partie, par M. CHARLES GÉNIAUX. 80

JOURNAL DE MA CAPTIVITÉ. — II. *(AOUT-OCTOBRE 1915)*, par PHILIPPE BAUCQ. . 126

MA DERNIÈRE VISITE A LOTI, par M. CLAUDE FARRÈRE. 164

UNE VOIE NAVIGABLE ANVERS-MARSEILLE, par M. GEORGES G. TOUDOUZE. . . . 189

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LE CAS DE WILLIAM BLAKE*, par M. LOUIS GILLET. 195

REVUE LITTÉRAIRE. — *VISAGES D'AUTREFOIS*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. . . . 207

REVUE MUSICALE. — *PADMAVATI*. — *PHÆDRE*. — *NAUSICAÀ*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 219

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 230

Livraison du 15 Juillet

LOUIS XIV. — II. *L'ÉVEIL A L'AMOUR ET A LA GLOIRE*, par M. LOUIS BERTRAND. 241

LE BEAU JARDIN, première partie, par SONGY. 290

HIER ET DEMAIN. — BIBLIOPHILES, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 332

JOURNAL DE MA CAPTIVITÉ. — III. *(OCTOBRE 1915)*, par PHILIPPE BAUCQ. 349

ÉPILOGUE : LE DÉNOUEMENT DU DRAME BAUCQ-CAVELL, par M. AMBROISE GOT. . . 351

Y A-T-IL UNE ÉVOLUTION DU BOLCHÉVISME? par M. le COMTE KOKOVTZOFF. . . 381

BLAISE PASCAL. — III. *DANS LA MÊLÉE*, par M. VICTOR GIRAUD. 401

Pages.

LES BOULEVERSEMENTS DE PARIS. — *LA CAPITALE DE DEMAIN*, par M. MAURICE TALMEYR 436
LES ACADÉMIES DE PROVINCE AU TRAVAIL, par M. C.-M. SAVARIT 453
REVUE SCIENTIFIQUE. — *L'INTÉRIEUR DU GLOBE ET LES VOLCANS*, par M. CHARLES NORDMANN 458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 470

Livraison du 1er Août

LOUIS XIV. — III. *LA VIE DÉLICIEUSE*, par M. LOUIS BERTRAND 481
L'ALLEMAGNE D'HIER. — LE PREMIER CRAQUEMENT DE L'EMPIRE (1917), par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 514
LE BEAU JARDIN, deuxième partie, par SONGY 531
LE CONCORDAT DE 1801. — I. *PREMIERS POURPARLERS*, par M. PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française 575
AVANT LE CONCOURS DE VAUVILLE. — L'AVIATION SANS MOTEUR, par M. CHARLES NORDMANN 607
LETTRES A UN CRITIQUE, par C. SAINT-SAËNS 650
L'EXPÉRIENCE ITALIENNE. — IV. *LE DÉNOUEMENT FASCISTE*, par M. MAURICE PERNOT 664
REVUE LITTÉRAIRE. — *UN DE NOS MORTS : JEAN-MARC BERNARD*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 697
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON 709

Livraison du 15 Août

LOUIS XIV. — IV. *ENTRE L'AIGLE ET LE LION*, par M. LOUIS BERTRAND . . 721
AUTOUR DU CONTINENT LATIN. — VIII. *L'URUGUAY ET LE BRÉSIL*, par M. LE GÉNÉRAL MANGIN 768
LE BEAU JARDIN, dernière partie, par SONGY 806
CORRESPONDANCE INÉDITE. — I. (1852-1863), par GEORGE SAND et le PRINCE NAPOLÉON 844
BLAISE PASCAL. — IV. *VERS LA SAINTETÉ*, par M. VICTOR GIRAUD 876
EN ALLEMAGNE OCCUPÉE, par M. HENRI LORIN 905
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LE SECOND MARIAGE DE MANZONI*, par M. LOUIS GILLET 923
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LA LUMIÈRE QUI TOMBE*, par M. CHARLES NORDMANN. 937
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 948

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 56979.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2378